COLLECTION

DE

DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE

PUBLIÉS PAR LES SOINS

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

PREMIÈRE SÉRIE.

HISTOIRE POLITIQUE.

NÉGOCIATIONS
DIPLOMATIQUES
DE LA FRANCE AVEC LA TOSCANE

DOCUMENTS RECUEILLIS PAR GIUSEPPE CANESTRINI

ET PUBLIÉS

PAR ABEL DESJARDINS

DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE DOUAI

TOME I

PARIS

IMPRIMERIE IMPÉRIALE

MDCCCLIX

PRÉFACE.

Tout livre a son histoire, que le lecteur peut avoir le désir de consulter, et qu'il a le droit de connaître.

Chargé par S. Exc. M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes, de remplir, sous la haute direction du Comité des travaux historiques et des sociétés savantes, les fonctions d'éditeur, mon premier devoir est d'expliquer comment je me suis acquitté de cette tâche. J'essayerai donc de déterminer :

I. Quel est l'objet de cet ouvrage, et dans quel dessein il a été conçu;

II. A quelle source ont été puisés les documents qu'il renferme;

III. Quelle méthode a présidé à sa composition;

IV. Quelle est son utilité.

I.

Éclairés par les sages et fortes leçons d'une sévère critique, nos contemporains se sont convaincus que notre histoire nationale est mal faite, et que, pour la bien faire, il faut avant tout recourir aux titres authentiques et aux documents originaux. Ces documents et ces titres sont dispersés et enfouis dans les bibliothèques et dans les dépôts d'archives de Paris et des provinces. Sous la direction des maîtres de la science, et sous les auspices du Gouvernement, une légion d'ouvriers habiles et dévoués a entrepris d'exploiter ces mines

fécondes, trop négligées jusqu'à nos jours. Mais, pour porter tous leurs fruits, leurs efforts ne doivent pas être circonscrits dans les limites de notre pays. La France, qui par ses frontières touche à toutes les grandes nations de l'Europe, a été mêlée à tous les événements qui ont remué le monde. Ce n'est donc pas uniquement chez elle que se trouvent les éléments de son histoire; il faut aussi les chercher dans les dépôts scientifiques des états avec lesquels, à des époques diverses, elle a été mise en contact.

C'est avec les peuples de l'Italie que le peuple français a entretenu les rapports les plus multipliés et les plus considérables; une part de nos richesses est dispersée dans les grands établissements que ce pays possède; cette part, il faut travailler à la découvrir et à la revendiquer.

Parmi les états de l'Italie, il en est un qui pendant longtemps a été le centre et le foyer de la civilisation de l'Occident: c'est l'état de Florence.

Au XVe et au XVIe siècle, Florence a exercé sur le monde la plus haute et la plus légitime influence; alors elle était la pépinière des hommes d'état et le berceau des premiers diplomates des temps modernes.

Les actives relations commerciales qui, de temps immémorial, existaient entre cette industrieuse cité et la France, avaient fait naître insensiblement des relations d'un autre ordre entre les deux pays, qui en vinrent ainsi à contracter les liens d'une étroite amitié; les Florentins s'appelaient eux-mêmes *les fils de la France, les Français de l'Italie;* enfin, dans l'intervalle d'un demi-siècle, la famille florentine des Médicis donna deux reines à la France.

Il était naturel de penser que Florence avait recueilli et qu'elle possédait des documents précieux pour notre histoire; c'est ce que semblaient garantir, et le rôle qu'avait joué cette ville célèbre, et la fidélité persévérante avec laquelle elle s'était maintenue dans notre alliance. Frappés de cette double considération, quelques hommes voués au culte de la science insistèrent pour qu'on interrogeât les archives de la Toscane.

Or il y avait à Florence un homme de mérite et de savoir, auteur de livres justement estimés, qui connaissait ces archives à peu près comme le laboureur connaît le champ qu'il cultive depuis vingt ans : c'était M. Giuseppe Canestrini. Sur la recommandation des membres les plus éminents du *Comité de la langue, de l'histoire et des arts*[1], qui avaient eu l'occasion d'apprécier sa vaste érudition et sa rare sagacité, M. Canestrini fut chargé de rechercher dans les dépôts des principales villes du grand-duché les documents qui se rapportaient à la France. Ces documents étaient innombrables; les plus importants étaient consignés dans la vaste correspondance des ambassadeurs florentins.

Le succès de cette enquête préliminaire engagea M. le Ministre de l'instruction publique à décider que les *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane* seraient soumises à un examen attentif, et que les pièces les plus dignes d'intérêt en seraient extraites, pour être publiées dans la collection des documents inédits. Son Excellence daigna me confier la direction de cette publication, en m'assurant l'indispensable concours de M. Canestrini; et elle m'envoya à Florence, où je devais arrêter le plan de l'ouvrage et en distribuer les parties.

[1] Le Comité a été reconstitué, par arrêté du 22 février 1858, sous le nom de *Comité des travaux historiques et des sociétés savantes.*

II.

Sauf de très-rares exceptions, c'est au dépôt des archives de Toscane que sont empruntés les éléments de ce recueil. Je ne saurais me dispenser de faire connaître ce magnifique établissement, dont la création récente fait le plus grand honneur au Gouvernement toscan.

Animés d'un vif instinct de conservation, les Florentins n'ont laissé perdre aucun de leurs titres; mais ces titres, accumulés d'âge en âge, négligés pendant de longues années, avaient fini par se trouver dans une extrême confusion.

Il y a six ans à peine, les principales sections des archives étaient séparées et éparses dans les différents quartiers de la ville : à la galerie *degli Uffizi,* dans la vieille église de *San Piero Scheraggio,* au palais *Riccardi,* à l'ancien palais des capitaines du parti guelfe ou de *San Biagio.* Le classement des innombrables liasses que ces dépôts renfermaient était en général incomplet ou mal fait; les inventaires étaient défectueux, ou même ils n'existaient pas.

Par deux décrets, en date du 20 février et du 30 octobre 1852, Son Altesse Impériale et Royale le grand-duc Léopold II a donné aux archives une organisation nouvelle; il a ordonné que les membres dispersés seraient réunis en un seul et même corps, qui prendrait le nom de : *Imperiale e Reale Archivio centrale di Stato* [1].

[1] Les archives centrales d'état comprennent les sections suivantes :

1° *Archivio diplomatico;*

2° *Archivio delle Riformagioni;*

3° *Archivio Mediceo;*

4° *Archivio della Reggenza e di Stato;*

5° *Archivio della Gia Segretaria del Reale Diritto e Nunziatura;*

6° *Archivio delle Decime Granducali;*

7° *Archivio del Monte Commune, Domanio, e corporazioni religiose soppresse;*

8° *Archivio delle Regie Rendite.*

L'immense travail de réorganisation, entrepris sous les auspices de Son Excellence M. Baldasseroni, alors président du conseil des ministres, et dirigé avec une remarquable habileté et une activité merveilleuse par le surintendant, M. le chevalier professeur Bonaïni, a été terminé en moins de trois années. Aujourd'hui l'ordre est sorti du chaos, et, dans la célèbre galerie *degli Uffizi*, à côté du monument incomparable qu'ils ont élevé aux beaux-arts, les Florentins viennent d'ouvrir à la science un monument dont ils n'ont pas moins droit de s'enorgueillir.

III.

Comme les archives d'état de Florence m'ont fourni sur notre histoire, au XVᵉ et même au XIVᵉ siècle, des documents du plus haut intérêt, j'ai cru devoir prendre pour point de départ les dernières années du règne de Philippe le Bel.

Ce recueil comprendra les *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, depuis le début du XIVᵉ siècle.

Les deux sections auxquelles il a fallu incessamment recourir sont : l'*Archivio Mediceo*, qui renferme les papiers de la famille des Médicis, et qui comprend : 1° la série des documents antérieurs à l'établissement du duché de Toscane (*Carteggio avanti principato*) ; et 2° la série des documents qui émanent des ducs et grands-ducs (*Carteggi di Cosimo I°*, etc.). Il faut y joindre les fonds qui proviennent des bibliothèques *Strozziana*, *Rinucciana*, *Cerviniana;* l'*Archivio delle Riformagioni*, qui renferme les actes du gouvernement, et qui se divise en un certain nombre de classes. La classe où j'ai dû puiser, pour ainsi dire exclusivement, est la classe X, consacrée à la correspondance; elle comprend huit subdivisions ou *Distinzioni :*

Dist. Iª e IIª. Correspondance de la Seigneurie (le gonfalonier de justice et les prieurs);

Dist. IIIª e IVª. Correspondance des Dix de Balie et guerre;

Dist. Vª e VIª. Correspondance des Huit de Pratique;

Dist. VIIª et VIIIª. Correspondance de la Seigneurie de Pise.

Il se divisera en plusieurs périodes :

La première période s'étendra depuis le règne de Philippe le Bel jusqu'à l'avénement de Charles VIII.

Sous Charles VIII s'établissent entre les deux pays des relations politiques régulières et suivies. A dater de cette époque, les limites de chaque période seront déterminées par la durée du règne de chacun de nos rois.

Le cadre une fois tracé, avant d'essayer de le remplir, j'ai eu à résoudre trois questions préliminaires.

1° La plupart des documents que renferme ce recueil sont écrits en italien.

Il fallait prendre un de ces trois partis :

Traduire,

Donner le texte et la traduction,

Publier le texte seul.

Une traduction, toujours décolorée et souvent infidèle, eût enlevé aux documents leur originalité et leur valeur; je n'ai donc pas songé à traduire.

Je n'aurais consenti à le faire qu'à la condition de conserver au moins le texte en regard de la traduction; mais, dans ce cas, il était nécessaire de doubler les frais de la publication et le nombre des volumes. J'ai dû reculer devant ces conséquences.

Je me suis arrêté au dernier parti : je donnerai le texte italien, toujours accessible au public d'élite auquel ce recueil est principalement destiné [1].

[1] Quant aux noms propres des personnages italiens, je leur conserverai leur forme italienne. Je ne ferai d'exception que pour quelques noms populaires, naturalisés en France; ainsi je ne me résigne pas à dire : *Lorenzo il*

2° Convenait-il de publier toutes les pièces *in extenso?* Le texte pouvait-il quelquefois être suppléé par des analyses?

Comme tous les documents ne présentent pas le même degré d'intérêt, il m'a semblé que, en conservant dans leur intégrité les plus considérables, j'étais autorisé à analyser les autres.

Les pièces analysées sont d'ailleurs en fort petit nombre, et forment à peine une rare exception.

3° Devais-je rejeter absolument les documents déjà imprimés dans d'autres ouvrages?

Cette exclusion absolue m'a paru trop rigoureuse. Sans doute ce recueil est un recueil de documents inédits; toutefois j'ai cru pouvoir y donner place à quelques pièces imprimées ailleurs; mais à la condition expresse que ces pièces, publiées dans des livres peu répandus et difficiles à consulter, se rattacheraient par un lien étroit aux pièces inédites qui les précèdent ou qui les suivent.

Lorsque ces obstacles ont été aplanis, la composition de l'ouvrage est devenue chose aisée.

J'ai observé rigoureusement, dans la distribution des matières, l'ordre chronologique.

Chaque période est précédée d'un précis historique, dont l'objet est de relier entre eux les documents d'une même époque, de placer chaque document sous son véritable jour, et d'en rendre la recherche toujours facile.

En tête de toutes les pièces diplomatiques, quelles qu'elles soient, se trouve un sommaire qui en indique le sujet et qui en contient la substance.

Magnifico, *Ludovico il Moro*, et *Caterina de' Medici*, pour *Catherine de Médicis*, *Ludovic le More* et *Laurent le Magnifique*.

Chaque légation se détache et forme un tout complet; elle comprend toujours : 1° la notice biographique de l'ambassadeur; 2° les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement; 3° la collection de ses dépêches[1].

Enfin, dans des notes rapides, j'ai essayé d'éclaircir les passages qui présentaient quelque obscurité.

A l'égard des deux premiers volumes, j'ai peu de choses à ajouter : ils renferment les négociations qui appartiennent au XIVe, au XVe siècle et aux trente premières années du XVIe. Ils comprennent une introduction et quatre périodes.

Je me suis attaché à conserver à l'introduction le caractère qui lui appartient; c'est une avenue qui conduit jusqu'au seuil du monument, dont elle ne doit jamais usurper la place. Trop souvent il arrive que l'éditeur concentre dans l'introduction tout l'intérêt de l'œuvre, et supprime le livre en se l'appropriant.

IV.

Je ne voudrais pas exagérer l'importance de ce travail; je crois fermement à son utilité. Où trouver sur la politique extérieure de Charles VII et de Louis XI des renseignements plus curieux? Quelle lumière les grandes légations de 1493 et de 1494 ne répandent-elles pas sur l'époque la plus critique du règne de Charles VIII? Qui a jamais mieux retracé la physionomie de la cour de ce prince que le spirituel Francesco della Casa, dont les lettres réunissent à l'intérêt de l'histoire le charme des mémoires intimes? Où chercher sur l'état de

[1] Quant aux ambassadeurs envoyés en France dans le cours de la première période, comme leurs dépêches n'ont pas été conservées, leurs notices biographiques sont placées au début de chaque règne.

l'Italie, à la fin du xve siècle, des notions plus précises et plus complètes que celles qui sont accumulées dans les relations des ambassadeurs florentins en mission à Naples, à Rome, à Milan, à Venise? Qui a mieux connu Louis XII et son ministre, le cardinal d'Amboise, que Francesco Pandolfini et Alessandro Nasi? Quels renseignements ne puise-t-on pas dans la correspondance du cardinal Salviati et dans les dépêches de Baldassare Carducci, et sur la funeste campagne de François Ier en 1525, et sur les préliminaires et les résultats de la paix de Cambrai? Je m'arrête, pour ne pas dépasser les limites de ces deux premiers volumes. Si je descendais jusqu'à l'époque de Catherine de Médicis, que n'aurais-je pas à dire des relations des envoyés de Florence, amis et confidents de la régente, chargés par elle d'instruire sa famille de tous les secrets de sa politique!

L'étude de ces documents permettra de rectifier quelques erreurs, de combler quelques lacunes, de contrôler la valeur des récits et des jugements des historiens les plus estimés; en un mot, de modifier, de compléter et d'éclairer notre histoire nationale.

Quoique j'aie rempli seul les modestes et pénibles fonctions d'éditeur, je tiens à honneur d'inscrire, avant mon nom, le nom de M. Canestrini en tête de ce livre, qui sans lui n'existerait pas.

J'adresse de loin l'expression de ma vive et profonde gratitude à M. le comte de Montessuy, qui était naguère notre digne représentant en Toscane; à Son Excellence M. le président du conseil des ministres, qui a mis le plus gracieux empressement à m'ouvrir l'accès des archives d'état; à M. le che-

valier professeur Bonaïni, surintendant des archives, et à ses deux savants auxiliaires, MM. Filippo Moysè[1] et Luigi Passérini[2]; enfin à ce cercle d'hommes de mérite, que semblait présider le vénérable marquis Gino Capponi[3], moins encore par l'autorité de son âge que par l'autorité de son noble caractère[4].

Qui donc à Florence ne m'a pas fait accueil? Qui ne m'a pas tendu une main amie? Pénétré d'un sentiment de respectueuse reconnaissance au souvenir de cette douce hospitalité, j'emprunte et je répète la parole de notre roi Louis XII, qui, dans une conversation intime avec Francesco Pandolfini, disait avec effusion à l'habile diplomate : « *Io di cuore sono Fiorentino!* De tout cœur je suis Florentin! »

Abel DESJARDINS.

[1] Depuis que ces lignes sont écrites, j'ai reçu la douloureuse nouvelle de la mort prématurée de l'excellent Filippo Moysè.

[2] Je suis et resterai toujours le débiteur de M. le comte Luigi Passérini. Ce jeune savant, qui est le premier généalogiste de la Toscane, m'a fourni, d'une main libérale, les éléments de presque toutes les notices biographiques des ambassadeurs florentins.

[3] M. le marquis Capponi a mis généreusement à ma disposition ses riches archives de famille; c'est là que nous avons trouvé les dépêches de Baldassare Carducci, et les lettres du gonfalonier Niccolo Capponi, c'est-à-dire les documents les plus intéressants peut-être de notre recueil.

[4] Puis-je oublier l'estimable éditeur de l'*Archivio storico*, M. Vieusseux, la providence des hommes de lettres; et M. Albéri, que recommandent tant d'utiles travaux; et mon jeune ami Agenore Gelli, si dévoué au culte de la science?

INTRODUCTION.

Les premiers documents que contient ce recueil appartiennent au XIVe siècle.

Nous nous proposons, dans cette introduction :

1° De rechercher quelles ont été les relations politiques et commerciales qui, avant cette époque, ont pu exister entre les Florentins et le royaume de France;

2° De faire connaître la constitution de la république florentine.

Ire SECTION.

RELATIONS POLITIQUES DE LA CITÉ DE FLORENCE AVEC LA FRANCE, JUSQU'AU DÉBUT DU XIVe SIÈCLE.

Une tradition, qui remonte au VIIIe siècle, inaugure et consacre l'antique alliance de la France avec la Toscane.

Cette tradition, successivement invoquée par tous les ambassadeurs que, pendant la durée du XVe siècle, les Florentins ont envoyés à la cour de nos rois[1], est rapportée avec ses principaux détails dans la convention conclue, le 25 novembre 1494, entre la république de Florence et le roi Charles VIII[2].

[1] Voyez surtout les instructions données aux ambassadeurs dans le premier volume de notre recueil, *passim*.

[2] *Archivio dello Stato; Riformagioni, atti publici, cartapecore,* t. VI, Francia, n° 30. Cette convention est imprimée : Pitti, *Archivio storico italiano,* t. I, p. 362. Nous en donnons l'analyse dans ce recueil, t. I, p. 602.

Voici l'article II de cette convention :

« Advertens Sua Christianissima Majestas quod *Carolus Magnus* « *hujus urbis fuit primus restaurator, et nominis Fluentiæ in Florentiam* « *mutator, locorumque et oppidorum ac arcium dator, mœniumque cons-* « *tructor, et templorum aliquorum hujus inclitæ urbis ædificator, veræ* « *Sanctæ Crucis et aliarum reliquiarum ac ornamentorum templo* « *Sancti Johannis*[1] *et aliis largitor;* et, quum Sua Christianissima « Majestas, libertatis hujus civitatis restaurator, pastor, conservator « et defensor ex sua benignitate fuit, ac etiam tyrannorum fugator; « adeo quum merito ipse Christianissimus Rex Carolus Octavus « *Major* et *Maximus* dici mereatur, præsertim a populo Florentino : « idcirco . . . . . »

Ainsi, à la fin du xve siècle, dans une circonstance solennelle, les Florentins évoquent la mémoire du grand empereur des Francs, qui a reculé les frontières de leur territoire, qui leur a donné des murailles pour leur défense, des reliques vénérées pour leur sauvegarde, auquel ils doivent enfin jusqu'au nom même de leur cité.

Nous sommes étonné que de savants critiques, tels que MM. Borghini et Sismondi, aient pris la peine de discuter et de combattre l'authenticité d'une légende que les diplomates de Florence ne dédaignaient pas d'emprunter à la tradition populaire.

Nous n'avons garde d'admettre la réalité des faits dont cette tradition a perpétué le souvenir; mais nous n'en attachons pas moins à la tradition elle-même une sérieuse valeur historique.

Les Lombards étaient demeurés barbares après la conquête; ils opprimaient les vaincus, sans songer à les gouverner. En renversant leur domination, Charlemagne affranchissait l'Italie, dont il devenait le libérateur plutôt que le conquérant. Florence avait gardé

[1] L'église de Saint-Jean est aujourd'hui le célèbre baptistère, pour lequel Ghiberti a fait ces portes *dignes d'être les portes du paradis.*

confusément la mémoire de cet éminent service; et l'ingénieuse cité, dans ses fréquents rapports avec nos rois, se montrait reconnaissante des bienfaits passés, afin de mériter d'eux un concours actif dans le présent, et d'utiles sympathies pour l'avenir.

C'est dans la seconde moitié du XIIIe siècle que furent créées entre les Florentins et la France des relations politiques, qui ne firent dans la suite que s'étendre et se fortifier.

En 1266, la première maison d'Anjou succéda sur le trône de Naples à la maison de Hohenstaufen. Cet événement devait avoir pour les Florentins les plus graves et les plus heureuses conséquences.

Au milieu de quelles vicissitudes, au prix de quels efforts et de quels sacrifices Florence avait-elle conquis sa liberté et fondé sa fortune, dans le cours des premiers siècles du moyen âge?

Quelle était sa position politique à l'époque où Charles d'Anjou descendit en Italie?

Charlemagne avait rétabli l'empire d'Occident; le royaume d'Italie dépendait de cet empire, et la Toscane était une des *marches* du royaume d'Italie. La marche ou le marquisat de Toscane avait alors pour capitale la ville de Lucques.

Après la déposition de Charles le Gros et le démembrement de l'empire carlovingien, en 888, l'Italie, disputée par d'indignes prétendants, fut, pendant près d'un siècle, désolée par le fléau des guerres civiles. En 962, Othon Ier la sauva de l'anarchie, mais il lui fit payer son salut au prix de son indépendance; les Allemands lui imposèrent leur tutelle, et eurent la main dans ses affaires.

Avant la fin du XIe siècle éclatait la querelle du sacerdoce et de l'empire. Mathilde, dernière héritière du marquis de Toscane, prenant résolument parti dans cette lutte, soutenait avec audace les prétentions du Saint-Siége, et léguait, en mourant, tous ses biens, sans distinction, aux souverains pontifes. Elle en-

courageait par son exemple les Italiens à la résistance contre les étrangers, et à la rébellion contre les empereurs, traçait à l'avance le rôle que devait jouer le parti guelfe, et préparait les succès des deux ligues nationales de Toscane et de Lombardie.

La faiblesse des successeurs de Charlemagne, les rivalités mesquines et l'agitation impuissante des usurpateurs de l'Empire au xe siècle, enfin l'éloignement des empereurs allemands, avaient, pendant deux cents ans, livré à elles-mêmes les diverses provinces dont se composait l'Italie. Dans le marquisat de Toscane, comme partout ailleurs, en l'absence de tout pouvoir supérieur et respecté, deux forces seules étaient en présence, ou plutôt en contact permanent, et, comme elles obéissaient à des inspirations contraires, elles ne tardèrent pas à se combattre : c'étaient, d'une part, les comtes impériaux, et, de l'autre, les cités.

Les comtes étaient à la fois les représentants de l'élément féodal, et les dépositaires de l'autorité souveraine, qu'ils exerçaient en vertu d'une délégation de l'empereur.

Les cités succédaient aux municipalités romaines, et représentaient l'élément démocratique.

Autour et au-dessous du marquis de Toscane se groupaient des seigneurs revêtus, pour la plupart, du titre de comtes, qui se partageaient le gouvernement du pays, s'attribuant, chacun dans la circonscription qui lui était assignée, la juridiction et le commandement militaire. Tantôt leur autorité était temporaire, tantôt elle leur était concédée pour la vie, tantôt enfin elle devenait héréditaire.

Dans l'origine, les comtes impériaux fixaient leur résidence dans quelque cité; mais, au début du xie siècle, leur position subit deux importantes modifications : par divers moyens, qu'il serait plus aisé de signaler que de justifier, ils étaient devenus, dans les limites de leurs gouvernements, possesseurs d'immenses domaines,

pour lesquels ils avaient sollicité l'investiture de l'empereur, qui n'avait eu garde de la leur refuser. En même temps, à la faveur des mouvements populaires, ils avaient vu s'élever, dans les cités, en face de leur pouvoir, le pouvoir rival des évêques, qui, presque partout, finit par l'emporter [1].

Ils n'avaient donc plus aucune autorité dans les villes, mais, comme *comtes ruraux,* ils demeuraient toujours vassaux de l'Empire. Ce qu'ils avaient perdu en influence politique, ils le regagnaient en fortune territoriale.

Ils se trouvaient dans cette seconde position, lorsqu'ils engagèrent et soutinrent la lutte contre les cités, dont ils n'étaient plus les maîtres, mais dont ils étaient devenus les redoutables voisins.

Dans les cités se trouvaient alors l'évêque et la commune; l'évêque, antagoniste du comte par ambition ou par intérêt, devenu bientôt, pendant la querelle de l'Empire et du Sacerdoce, son adversaire systématique; la commune, héritière de la curie romaine, dont elle se proposait, malgré d'inévitables transformations, de retracer le modèle, tendant à se rendre souveraine, d'abord dans l'enceinte des murs, ensuite dans le *contado* ou dans la banlieue de la cité.

Tant que dura la guerre engagée au XIe siècle entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, l'évêque et la commune agirent de concert et combattirent sous le même drapeau. Cette communauté de croyances, d'intérêts et de périls eut pour conséquence de maintenir, après la lutte, l'harmonie entre l'église et le peuple; et nous ne voyons pas que, dans l'âge suivant, les évêques aient apporté de sérieux obstacles au développement de la puissance et des libertés populaires.

[1] Voyez, comme exemple, la révolution qui s'accomplit à Pistoia. (Salvi, *Storia di Pistoia,* t. I, p. 40-43.)

A la mort de la comtesse Mathilde, en 1115, les seigneurs féodaux étaient maîtres de la campagne; mais, par suite de l'éloignement des empereurs, ils se voyaient réduits à leurs propres ressources, et se trouvaient encore affaiblis par l'échec récent que l'Empire avait subi sous le pontificat de Grégoire VII. Les cités avaient habilement tiré parti de ces circonstances pour s'affranchir, et pour se fortifier contre les agressions de leurs adversaires. Le temps approchait où elles allaient prendre l'offensive et jouer un rôle politique.

Quelle était alors l'importance relative des principales villes de la Toscane?

Lucques, l'ancienne capitale du Marquisat, était déchue du premier rang, qui, sans contestation, appartenait à Pise.

Quant à Florence, elle préludait avec lenteur à sa grandeur future, et ses progrès, insensibles mais persévérants, ne portaient pas encore ombrage aux cités voisines. Sagement administrée par des consuls annuels, qu'assistait un conseil de notables (*anziani, buonomini*), la ville, qui, jusqu'au XIe siècle, s'élevait presque tout entière sur la rive droite de l'Arno, reculait, en 1078, son mur d'enceinte, et s'étendait sur la rive gauche du fleuve. En 1107, elle se hasardait hors de ses remparts, essayait, avec succès, ses forces contre les châteaux de *Monte Orlandi* et de *Prato*, et s'assurait ainsi la possession d'un petit territoire. Dès qu'elle eut manifesté la prétention d'établir sa domination sur la campagne qui l'environnait, elle entra en guerre avec les comtes ruraux et les seigneurs de son voisinage. Les comte Guidi, palatins de l'Empire pour la Toscane, furent ses plus redoutables ennemis, et remportèrent sur elle plusieurs avantages. Mais l'intrépide cité ne se laissa pas ébranler par ces échecs, qu'elle sut réparer; elle poursuivit la lutte sans relâche. Avant la fin du XIIe siècle (en 1192), elle avait consommé la ruine des seigneurs qui, placés à ses portes, entravaient son

action et surveillaient ses mouvements, et elle exerçait sans opposition sa juridiction sur le *contado*, dans un rayon de plus de dix milles [1].

Pendant que, par une suite d'obscurs combats, sans cesse renouvelés, Florence abattait les adversaires qui conspiraient contre son indépendance, de graves événements se passaient dans la haute Italie.

Le second prince de la maison de Hohenstaufen, Frédéric Ier Barberousse, avait conçu le dessein de relever en Italie la puissance de l'Empire. En 1158, à la diète de Roncaglia, il avait proclamé ses menaçantes prétentions; quatre ans après, Milan expiait cruellement sa généreuse tentative de résistance : la malheureuse ville était vouée à la destruction et ses habitants à l'exil.

La nouvelle de ce désastre avait d'abord jeté dans la consternation les autres villes de la Lombardie; mais elles n'avaient pas tardé à reprendre courage. Autorisées par le souverain pontife Alexandre III, excitées par les proscrits de Milan, qui s'inspiraient de leur désespoir, elles nommèrent des députés, qui se réunirent en secret dans l'abbaye de Saint-Jacques de Pontida, où, le 7 avril 1167, ils jetèrent les fondements de la célèbre ligue lombarde [2].

La guerre, une fois engagée entre l'Empereur et la ligue, fut poursuivie, de part et d'autre, avec une extrême vigueur.

[1] Voyez sur tout ce passage : Camici, *Serie dei marchesi e duchi di Toscana*, 1769; Ughelli, *Albero ed Istoria della famiglia dei conti de Mursciano*, 1667; Emmanuele Repetti, *Dizionario storico, geografico, fisico della Toscana, etc.* Plusieurs seigneurs féodaux essayèrent d'échapper à la ruine, en ayant recours à des donations fictives faites par eux aux églises ou aux monastères. On en trouve un exemple frappant dans Manni, *Osservazioni ai sigilli antichi*, t. XI, sigillo ix; et dans Francesco Galeotti, *Memorie di Pescia, manoscritti esistenti nella biblioteca Magliabechiana*. Les seigneurs n'en furent pas moins dépouillés, réduits à l'impuissance, et contraints à venir habiter la ville, où ils n'avaient aucun crédit.

[2] Le projet de confédération, présenté et discuté à Pontida, le 7 avril, fut modifié et confirmé, le 1er décembre de cette année, en assemblée générale; ces deux actes, qu'on peut considérer comme les monu-

En 1176, à l'immortelle journée de Legnago, les cités conquirent leur liberté les armes à la main; et, sept ans après, en 1183, elles contraignirent Frédéric à proclamer, à Constance, sa propre défaite et leur glorieux affranchissement.

La cause de l'Empire en Italie était gravement compromise, mais elle n'était pas perdue. Cinq années ne s'étaient pas écoulées depuis la conclusion de la paix de Constance, que Frédéric Barberousse descendait en Toscane, et parlait au peuple de Florence le langage d'un maître irrité (1188).

Le mariage du fils aîné de l'Empereur avec l'unique héritière du royaume des Deux-Siciles ranima la confiance de la maison de Hohenstaufen. L'échec de Legnago et les concessions consenties à Constance semblaient compensées par l'établissement de Henri VI à Naples. Dès lors, si les Allemands reprenaient l'exécution de leurs projets, l'Italie centrale se trouvait menacée par eux, tout à la fois, par le nord, où ils conservaient des partisans, et par le sud, où ils dominaient sans partage.

En présence de ce danger, les cités de la Toscane imitèrent l'exemple que leur avaient donné les cités de la Lombardie. La mort prématurée de Henri VI, qui laissait un enfant en bas âge, leur fournit une occasion propice, qu'elles saisirent avec empressement, pour former entre elles une ligue guelfe. L'évêque Hildebrand, au nom de Volterra, et les députés de Lucques, de Florence, d'Arezzo, de Sienne et de San-Miniato, se réunirent, au mois de décembre de l'année 1197, sous les auspices de deux cardinaux, dans l'église de *S. Cristoforo in Borgo S. Genesio*, pour y arrêter les bases d'une étroite confédération[1].

ments vénérés de l'indépendance italienne, ont été publiés par Muratori, ainsi qu'un troisième acte émané de l'assemblée générale de Modène, en octobre 1173. (Muratori, *Antiq. ital. med. ævi,* dissert. XLVIII, colon. 261, 265, 271.)

[1] L'acte qui constitue la ligue de Toscane a été publié par Ammirato, *Storia de' conti*

Le parti guelfe était le parti de l'indépendance; à ce titre, il semble qu'il devait réunir toutes les villes de l'Italie. Cependant quelques cités, soit qu'elles fussent reconnaissantes d'anciens priviléges octroyés par les empereurs, soit qu'elles fussent animées par un sentiment d'ambition ou de crainte à l'égard d'autres cités rivales ou plus puissantes, s'étaient déclarées pour les Gibelins et avaient refusé d'accéder à la ligue. Telles avaient été, en Lombardie, Pavie et Crémone; telle était, en Toscane, l'importante cité de Pise[1].

L'abstention, ou plutôt l'opposition de Pise, permettait à Florence de prendre dans la ligue la principale autorité. Elle monta dès lors au premier rang, et s'y maintint avec éclat.

Cependant l'empereur Frédéric II renouvelait contre l'Italie les efforts que Frédéric Ier, son aïeul, avait tentés sans succès. Secondé par Ezzelino da Romana, il remportait, en 1236, sur les Guelfes de Lombardie, la bataille de Corte-Nuova, et conservait son avantage jusqu'à sa mort (1250). Il léguait le soin de soutenir sa querelle à son lieutenant Ezzelino, qui succomba en 1257, et à son fils naturel Manfredi, qui prit la couronne de Naples et devint le seul chef des Gibelins en Italie.

Pendant cette période pleine de troubles, Florence avait vu s'élever contre elle, avec les Pisans et les comtes ruraux, ses constants adversaires, les villes de Sienne, de Pistoia et d'Arezzo, qui commençaient à s'alarmer d'un aussi redoutable voisinage. Pour comble de maux, une faction gibeline s'était élevée dans son sein et y avait allumé la discorde[2].

Guidi; voyez aussi Scipione Ammirato il Giovane, *Vescovi di Volterra;* et *Archivio diplomatico di Siena.*

[1] Voyez, sur la constitution de Pise à cette époque, le bel ouvrage publié par M. le chevalier professeur Francesco Bonaïni, surintendant des archives d'état, sous ce titre: *Statuti inediti della città di Pisa da XII al XIV secolo.* Les deux premiers volumes ont paru.

[2] Les factions des Guelfes et des Gibelins prirent naissance dans l'intérieur même de

La cité affronta tous ces périls et réussit à les surmonter. Elle termina, à son honneur, deux guerres entreprises et soutenues, l'une contre Pise, en 1222, l'autre contre Sienne, en 1235; elle s'empara de Pistoia en 1253, et soumit à sa domination, l'année suivante, Volterra et Poggibonsi; enfin, après de longs combats et de sanglantes vicissitudes, elle prononça, en 1258, une sentence de bannissement contre les Gibelins qui avaient tenté de l'asservir.

Ce dernier acte de vigueur et de fière indépendance excite au plus haut degré le ressentiment de Manfredi et de son parti. Le roi de Naples se prépare à tirer des Florentins une terrible vengeance; ses troupes, réunies aux forces des Siennois, remportent sur eux, en 1260, à Monte-Aperti, sur les bords de l'Arbia, une victoire décisive. Dans l'ivresse du triomphe les vainqueurs, qui se sont avancés jusqu'à Empoli, s'arrêtent pour tenir conseil; ils délibèrent sur le sort de Florence, qui n'est sauvée d'une destruction complète que par l'éloquence patriotique de Farinata degli Uberti. La ville, abandonnée par les Guelfes, est gouvernée, au nom de Manfredi, par le comte Giordano, et, après lui, par Guido Novello.

C'est dans ces circonstances critiques, que, sur les instances réitérées des souverains pontifes Urbain IV et Clément IV, Charles d'Anjou descend en Italie. Ses victoires de Bénévent (1266) et de Tagliacozzo (1268) l'affermissent sur le trône de Naples, et assurent sa prépondérance en Toscane et en Lombardie. Il extermine la famille de Hohenstaufen, et consomme la ruine de son parti. Les Guelfes rentrent à Florence sous ses auspices : ils lui doivent, et leur retour dans leur patrie, et leur triomphe définitif; ils le saluent comme leur libérateur[1].

Florence, en l'année 1215, à l'occasion de la querelle des Amideï et des Buondelmonti.

[1] Voyez, sur le rôle que Charles d'Anjou fut appelé à remplir en Italie, Alexis de

L'établissement d'une maison française sur le trône des Deux-Siciles avait déterminé l'affranchissement et garanti la liberté de Florence. Le peuple, dans sa reconnaissance, conféra pour dix ans, au roi Charles, la seigneurie de la cité.

Charles ne cessa d'agir en protecteur zélé et en ami fidèle. Il fit payer chèrement aux Siennois leur succès à la journée de l'Arbia[1]. Son successeur intervint incessamment, par ses vicaires, dans les affaires de la Toscane[2].

Florence avait lieu de se féliciter de sa nouvelle fortune; depuis que les Français étaient les arbitres de l'Italie tout semblait succéder au gré de ses vœux.

A l'extérieur, les trois cités qui seules pouvaient lui porter ombrage étaient Sienne, Pise, Arezzo. Sienne avait été humiliée et affaiblie par la maison d'Anjou; les Génois avaient anéanti, en 1284, à la Meloria, la puissance maritime de Pise; enfin les Florentins eux-mêmes remportaient, en 1289, sur les milices réunies de Pise et d'Arezzo, la victoire de Campaldino.

A l'intérieur, sous le patronage des princes angevins, la République se constitue et s'organise.

Les Guelfes dominaient sans partage; les Gibelins obtiennent, comme une grâce, l'autorisation de demeurer dans la ville, à la

Saint-Priest, *Histoire de la conquête du royaume de Naples par la maison d'Anjou.* M. Huillard-Bréholles a ajouté quelques documents nouveaux aux documents publiés par M. de Saint-Priest. Voyez aussi la correspondance des souverains pontifes avec Charles d'Anjou. (D. Martenne, *Thesaurus,* t. II.)

[1] En 1269, Charles d'Anjou exige de la ville de Sienne, en réparation des torts qu'elle a faits au parti guelfe, le payement d'une somme de six mille onces d'or. (*Archivio delle riformagioni di Siena, cartapecore,* n° 892; *idem, Corrisp.* filza II, 17 avril 1269.) En 1273, le roi de Naples reconnaît, en outre, avoir reçu des Siennois, pour l'aider dans son expédition contre Gênes, la somme de quatre mille florins d'or. (*Archivio delle riformagioni di Siena, cartapecore della Balzana,* n° 27.)

[2] Relativement au gouvernement de Florence, de 1280 à 1292, et aux vicaires des rois de la maison d'Anjou, voyez F. Ildefonso, *Delizie degli eruditi Toscani,* t. IX, p. 256.

condition expresse de prêter un serment solennel d'obéissance au roi Charles d'Anjou, à l'Église et au parti guelfe[1].

Quant aux Gibelins qui persévèrent dans leur rébellion, la sentence de bannissement, déjà portée contre eux, est confirmée, et leurs biens confisqués doivent être administrés et équitablement répartis par trois magistrats créés à cet effet, sous le nom de *Capitani di parte guelfa*[2].

Ainsi se trouvent réglés les rapports des vaincus avec les vainqueurs.

A l'exemple des principales villes de l'Italie, Florence, depuis l'année 1207, avait adopté l'institution d'un *podestat* étranger à la cité. Cette magistrature était annuelle; celui qui en était revêtu exerçait la haute juridiction dans les affaires civiles et criminelles[3]. L'administration municipale était commise à quatre, puis à six consuls, assistés d'un conseil de cent citoyens (*buonomini*).

En 1250, le peuple avait essayé de se donner une organisation politique et militaire. La ville était divisée en six sections ou quartiers; il fut décidé que dans chaque section seraient formées trois ou quatre compagnies (vingt compagnies en tout), que chaque compagnie aurait son gonfalonier, qu'à la tête des vingt gonfaloniers serait placé, avec le commandement supérieur, un *capitaine du peuple*, assisté d'un conseil (*degli anziani*).

[1] Voyez la formule du serment, F. Ildefonso, *Delizie degli eruditi Toscani*, t. VIII, p. 215; et Lami, *Memorie ecclesie Florentine*, t. I, p. 496.

[2] Ces magistrats s'arrogèrent par la suite un pouvoir exorbitant; en 1358, ils firent passer une loi qui les autorisait à poursuivre et à condamner à l'amende, ou même à la mort, tout citoyen, fût-il investi de fonctions publiques, qui serait dénoncé, ouvertement ou en secret, comme n'étant pas un *vrai Guelfe*. Ce droit, dont ils abusèrent, s'appelait le droit d'*admonition* (*ammonire*).

[3] La charge de podestat existait à Florence avant le XIII[e] siècle, car on trouve, en 1184, des magistrats de ce nom. Villani, dans sa chronique, indique la date de 1207, parce que ce fut sans doute à cette époque que les Florentins adoptèrent l'usage de confier ces fonctions à un étranger. (Follini, *Firenze ant. e mod. illustr.* I, 192.)

En 1266, les Florentins modifièrent cette organisation par l'institution, toute démocratique, des sept corporations de métiers, connues sous le nom des *sept arts majeurs*[1].

En 1282, ils lui donnèrent une extension nouvelle, en créant la magistrature de *prieurs des arts*, à laquelle nul ne pouvait prétendre s'il n'était régulièrement inscrit dans une des sept corporations.

Ils la complétèrent enfin, en 1293, lorsque, sur la proposition de Giano della Bella, ils exigèrent, non plus l'inscription, souvent illusoire, dans un des arts, mais l'exercice effectif de cet art ou de ce métier.

A la même époque fut établie la magistrature suprême de *gonfalonier de justice.*

Le gonfalonier de justice et les prieurs composaient la *Seigneurie.*

Avant la fin du XIIIe siècle, Florence avait réussi à fonder sa constitution populaire.

Le gouvernement démocratique du petit état avait à peine quelques années d'existence, lorsqu'il subit la terrible épreuve des discordes civiles.

Deux factions rivales (*les Noirs* et *les Blancs*[2]) renouvelèrent, en 1301, au sein de la ville, toutes les fureurs des partis guelfe et gibelin. Charles de Valois se trouvait alors en Italie, où l'avait appelé le pape Boniface VIII, pour l'opposer aux Aragonais, devenus maîtres de la Sicile. Accoutumés, depuis un demi-siècle, à recourir à la protection des Français, les Florentins donnent spon-

[1] Chaque art avait son consul, sa bannière, sa juridiction. Les sept arts institués ou reconnus en 1266 sont les suivants :
1° Giudici e notai;
2° Mercatanti (arte di calimala);
3° Lana;
4° Cambio;
5° Seta;
6° Medici e speziali;
7° Pelliciai.

[2] C'est à Pistoia qu'il faut chercher l'origine de la querelle des *Noirs* et des *Blancs;*

tanément au frère du roi de France la noble mission de ramener la paix dans leurs murs.

Accueilli avec les plus vives démonstrations de respect et avec les plus grands honneurs[1], Charles ne sut pas garder l'impartialité d'un arbitre. Il prononça de nombreuses sentences de proscription, qui frappèrent exclusivement la faction des *Blancs*[2], et dont Dante Alighieri fut la plus illustre victime.

Il séjourna peu de temps à Florence, et en partant il laissa la ville en proie à l'insolente tyrannie des *Noirs*, qui n'avaient plus d'adversaires à craindre.

A peine ces troubles étaient-ils apaisés, que les Guelfes d'Italie apprirent que l'empereur Henri VII se préparait à passer les Alpes, et à diriger en personne contre eux une formidable expédition.

de Pistoia, le théâtre de la lutte fut transporté à Florence. On ne doit pas confondre ces deux factions nouvelles avec les factions célèbres des Guelfes et des Gibelins, tout en reconnaissant qu'il y a quelques rapports entre les *Blancs* et les Gibelins, entre les *Noirs* et les Guelfes. C'est ainsi qu'un nouveau torrent précipite son cours dans le ravin creusé par les eaux d'un torrent plus ancien, dont la source n'est pas la même.

[1] Nous publions sur l'entrée de Charles de Valois et sur son séjour à Florence les détails suivants, qui émanent sans doute d'un partisan de la faction des *Blancs*, et qui sont inédits :

«DAI LIBRI DI CAMERA FISCALE.

«1301 in kal. novembre, a terza, entrò «Messer Carlo in Firenze. Fue con lui «MM..... e altri cavalieri Francesi, Borgo«gnoni, Piccardi, e *de Champagne*, e *de* «*Nevers*.

«Quattro die poi, entrò Messer Corso Do«nati (chef de la faction des *Noirs*) in Firenze «per la porta a Pinti da San Pier Maggiore, «e ruppe la porta a forza, e i Corbizzi non «furono arditi di contrastare; anzi si ren«dero a M. Corso sanza patto, e Renieri del «Pazzo li ricevette; e posevi su la Torre del «Parlascio e sua insigna con bandiera.

«A mano a mano cominciò l'arsione e la «ruberia per lo contado per tutte parti, e «bastò quattro dì; metti che ogni uomo fece «male che volle a amico e a nemico e di «avere e di persona. Poi al quinto die si «riformo un poco la terra; e i Priori che «erano furo isposati, e fatti altri Priori «nuovi, ciò l'uno M. Andrea da Cereto, «Baldo Ridolfi, e Ticcio Manovelli Gonfalo«niere; e in questo tempo furono rotte tutte «le prigioni, e la Podestate che ci era fue «isposata; e fue Podesta M. Cante Gabrielli «d'Aggobio.» (*Biblioteca Magliabechiana*, classe XXV, cod. n° 591, IV° *Estratti dai libri di diversi archivi.*)

[2] Voyez F. Ildefonso da S. Luigi, *Delizie degli eruditi Toscani*, t. X, p. 81, 85, 93, 117.

Contre cette dernière menace du parti gibelin, Florence chercha un refuge auprès du prince français qui régnait à Naples. Le roi Robert fit tête à l'orage, et il réussit, après la mort de Henri VII, à pacifier la Toscane.

IIe SECTION.

RELATIONS COMMERCIALES DE LA CITÉ DE FLORENCE AVEC LA FRANCE, PENDANT LES TROIS DERNIERS SIÈCLES DU MOYEN ÂGE.

Au XIe siècle, un roi de Tunis ayant demandé à des marchands de Pise ce que c'était que les Florentins, ceux-ci lui répondirent, « Ce sont nos Arabes du désert, » ce qui revenait à dire : « Ce sont « nos pauvres. »

Dès le siècle suivant, les Florentins donnaient un éclatant démenti à ce propos dédaigneux de leurs orgueilleux voisins; et, dans la suite, ils parvenaient à asseoir leur fortune sur les ruines de la fortune des Pisans.

C'est à son industrie et à son commerce que Florence a été redevable de sa prospérité. Ses relations commerciales les plus anciennes et les plus étendues sont incontestablement les relations qu'elle a entretenues avec la France.

Nous nous proposons d'examiner :

Quelles ont été les branches principales du commerce des Florentins avec notre pays;

A quelle époque remontent les premiers rapports commerciaux qui ont existé entre les deux peuples;

Quelle a été la nature de ces rapports?

Ce n'est qu'en 1266 que les corporations de métiers, ou les arts, commencèrent à prendre part au gouvernement de la cité; mais, avant d'avoir une existence politique, ils possédaient une grande importance commerciale; chacun d'eux avait déjà son organisation

distincte, sa juridiction propre, ses consuls, ses officiers, ses agents subalternes.

ART DE CALIMALA.

De tous les *arts*, le premier, dans l'ordre chronologique, était l'*art de la marchandise des draps français* (*arte di kalimala, calimala* ou *calimara*, ou *arte de' mercanti di panni francesi*[1]); d'où il faut conclure que le commerce florentin, dès qu'il exista, chercha à s'alimenter en France, et réussit à s'y créer des ressources et des débouchés.

A quelle époque peut-on faire remonter, d'une façon plausible, l'origine de ce commerce international?

Ildefonse da S. Luigi a publié une liste des consuls des arts, qui commence à l'année 1138[2].

Giovanni Villani rapporte, dans sa Chronique, que, en 1150, les consuls de l'*art de calimala* firent élever, aux frais de la corporation, la lanterne à colonnes, la boule et la croix dorée qui surmontent l'église de Saint-Jean-Baptiste[3].

L'exactitude de la date indiquée par Villani a été contestée; mais voici deux actes, dont l'authenticité est hors de doute, et où il est fait mention expresse des consuls de l'*art de calimala*.

I. *Actum Florentie*, v *id.* Dec. 1192.

Gianni Cavalcanti,
Rainerio Ugonis della Bella,
Ugoni Angiolotti,

« *Consulibus mercatorum de callemala*, vendunt omnes terras et

[1] Lorsque les sept *arts majeurs* reçurent une organisation politique, l'*arte de' giudici e notai* obtint la préséance, à titre d'honneur; mais il n'en est pas moins avéré que les deux plus anciennes corporations sont l'*arte di calimala* et l'*arte di lana*, qui occupent seulement le second et le troisième rang.

[2] F. Ildefonso da S. Luigi, *Delizie degli eruditi Toscani*, t. VII, p. 140.

[3] Giov. Villani, lib. I, p. 82; Boninsegni, *Storie*, lib. I, p. 8.

« possessiones quas habent in curte de Sexto, Ravignanus et Buos-« sus, filii Rinaldi, etc. »

II. *Actum Florentie*, 1193, xii kal. Nov.

« Cenus de Ceffulis et Diedi, ejus filius, donant unam partem « terre, etc. »

Johanni Boninsegni,
Ugoni Angiolotti,

« *Consulibus mercatorum veteribus de callemala*, »

Orlando Clavaioli,
Gianni Bello,
Gianni Guidolotti,

« *Consulibus novis mercatorum callemale* [1]. »

Enfin Pagnini [2] mentionne l'intervention des consuls de l'*art de calimala* dans le traité conclu, en 1204, entre les Florentins et les Siennois [3].

De ce que, dans les dernières années du xiie siècle, et dès le début du xiiie, l'*art des marchands des draps français* était en position de faire des acquisitions d'immeubles et de figurer dans les traités, on doit tirer la conséquence que, à une époque antérieure, l'industrie que cette corporation représentait était déjà florissante. Aussi Pagnini, et après lui M. Pardessus, sont-ils fondés à affirmer que, dès le xie siècle, les marchands florentins fréquentaient les foires de Champagne, et faisaient un commerce actif avec la France [4].

[1] *Biblioteca Magliabechiana*, classe XXV, n° 591, iv° *Estratti di libri d' archivi.*

[2] Pagnini, *Della decima*, t. II, p. 98.

[3] Ammirato, *Storie*, lib. III, p. 67.

[4] Pagnini, *Della decima*, t. III, p. 237; Pardessus, *Collection des lois maritimes*, t. II; introduction, p. lxxiv. Voyez aussi, (*Archivio storico italiano* (nuova serie), t. VI, *disp.* i^a, p. 163, et ii^a, p. 247) des documents touchant le commerce des Florentins avec la France, au xiiie et au xive siècle, par M. A. Berti. Il est surtout question dans ce

Nous avons tenté de déterminer approximativement la date à laquelle furent créées, entre les deux pays, les premières relations commerciales. Nous devons rechercher quelle était la nature de ces relations, et quelle a été leur importance.

Les Florentins tiraient des fabriques de la France, du Brabant, de la Flandre et de l'Angleterre, des draps, qu'ils soumettaient ensuite, pour les perfectionner, à un second travail fort minutieux et fort compliqué, et qu'ils revendaient enfin sur tous les marchés de l'Europe occidentale et du Levant. C'est cette branche de commerce et d'industrie qui porte le nom de *calimala*. Bien que, pour être rigoureusement exact, nous ayons dû citer d'autres pays que la France, nous devons néanmoins constater que la presque totalité des draps que Florence tirait des pays étrangers étaient de fabrique française. La corporation est souvent appelée par Villani et par les autres historiens, l'*arte di calimala francesca*[1]; et, ce qui est plus concluant, l'*art*, en même temps qu'il nommait des consuls qui résidaient à Florence, en instituait d'autres qui devaient résider en France[2].

L'*art* était représenté en France extraordinairement par des ambassadeurs et par des syndics envoyés par le Gouvernement; et, en temps ordinaire, par des consuls et par des agents d'un ordre inférieur, désignés par la corporation.

Les consuls délégués en France étaient au nombre de deux : l'un des deux devait nécessairement être choisi parmi les marchands qui résidaient dans le royaume; l'autre, parmi les membres ou associés de la corporation. Dès que les deux consuls élus avaient accepté la dignité qui leur était conférée, leur acceptation était notifiée par un courrier à tous les marchands florentins qui étaient

travail de la présence des marchands florentins aux foires de Champagne.

[1] Pagnini, *Della decima*, t. II, p. 98.

[2] *Biblioteca Magliabechiana, codice mss. degli Statuti del 1302 (Arte di calimala)*, lib. IV. *Rubr.* De consulibus in regno Francie.

établis en France. Les consuls étaient tenus de prêter, en présence des marchands de leur pays, réunis à Paris ou dans une des principales foires, le serment de défendre leurs intérêts et de leur rendre une bonne et exacte justice. Ils avaient la haute surveillance de leur conduite dans tous les actes de leur négoce, et l'autorité de leur infliger des peines pécuniaires[1].

L'*art* avait à son service des courriers au nombre de deux : *le courrier des arrhes* (*de ara*), qui assistait aux transactions, et qui fixait les arrhes qu'étaient tenues de donner les parties contractantes; *le courrier des payements* (*de pagamento*), qui intervenait dans l'exécution des engagements. Il y avait des époques déterminées pour les payements comme pour les arrhes. Aussi les courriers étaient-ils dans l'obligation de régler leurs voyages et leurs séjours avec la plus rigoureuse exactitude[2].

Enfin l'*art* avait sous ses ordreset à sa disposition des *hôteliers*.

Les *hôteliers* (*ostellieri*) étaient destinés à héberger les marchands, et à recevoir en dépôt les marchandises. Ils étaient placés sous la surveillance des consuls, qui devaient les empêcher de s'immiscer, au préjudice des marchands de la corporation, dans le commerce des draps. En cas de fraude ou de contravention, leur privilége leur était retiré[3].

Les principales hôtelleries étaient établies à Arles, à Saint-Gilles, à Paris, à Caen.

Les villes où se fabriquait le drap étaient : dans l'Ile-de-France, Paris et Saint-Denis; Bourges, dans le Berry; en Normandie, Rouen, Caen, Montivilliers; en Champagne, Troyes, Lagny et Provins; Avignon, Arles, Toulon et Marseille, dans la Provence;

[1] *Biblioteca Magliabechiana, codice citato,* lib. IV. *Rubr.* De consulibus in regno Francie.

[2] *Id. ibid. Rubr.* Quo cursores Francie debeant esse duo.

[3] *Id. ibid. Rubr.* De faciendo hospitia in cammino Francie. Voyez aussi les statuts de 1332.

enfin, dans le Languedoc, celle de toutes les provinces où cette industrie était le plus répandue, Nîmes, Montpellier, Narbonne, Béziers, Perpignan, Carcassonne et Toulouse[1].

Les Florentins ne se contentaient pas toujours de faire des commandes aux diverses fabriques françaises. Quelquefois aussi il leur arriva de fonder eux-mêmes des établissements dans certaines villes, et particulièrement à Bourges[2]. Mais ce fut toujours l'exception.

Les draps, une fois achetés, avant d'être expédiés à Florence, étaient mesurés avec grand soin. Chaque pièce portait le sceau de la corporation, apposé à deux places, et une étiquette qui indiquait la largeur et la longueur de la pièce, le prix d'achat évalué en florins d'or, le nom de la ville et celui du fabricant.

Cela fait, on en formait des balles solidement empaquetées dans du feutre et de la toile mise en double. Chaque balle contenait de dix à douze pièces de drap[3]. Les balles, ainsi préparées, étaient toutes envoyées à Narbonne et à Montpellier, qui servaient d'entrepôts à ce genre de commerce. Plus tard, les marchandises des Florentins furent, de préférence, concentrées à Marseille.

Une fois déposées dans une de ces trois villes, les balles étaient confiées aux soins des *officiers de la draperie* (*officiali della drapperia*). Ces officiers étaient au nombre de six; ils étaient élus parmi les marchands les plus estimés; quatre d'entre eux au moins devaient être choisis parmi ceux qui exerçaient le commerce en France. Leur mission était de veiller à l'expédition la plus prompte et la plus sûre des marchandises à transporter.

[1] Pegolotti, ap. Pagnini, *Della decima*, t. III, p. 282; Giov. da Uzzano, *Pratica mercantile;* ap. Pagnini, t. IV, pag. 48; Pardessus, *Collection des lois maritimes*, t. II, introduction, p. LXI et p. LXXXIII; t. III, introduction, p. CXIX.

[2] *Biblioteca Magliabechiana*, mss. *Codice degli Statuti del 1332*, aggiunta XVI.

[3] Pagnini, *Della decima*, t. II, p. 99. De là venaient les armoiries et le gonfalon de l'*art de calimala:* Un aigle d'or sur une *balle blanche* en champ de gueules.

Lorsque les draps de fabrication française étaient enfin parvenus à leur destination, ils étaient aussitôt soumis à Florence à l'examen des *experts* (*periti dell' arte di calimala*), qui constataient l'état dans lequel ils se trouvaient à l'arrivée.

Alors l'industrie florentine s'emparait de ces tissus, et leur faisait subir de nombreuses préparations. Ainsi on s'employait à les carder, à les tondre, à les lisser, à les tailler, etc. De toutes ces préparations la plus délicate et la plus importante était celle qui consistait à teindre le drap : les Florentins y excellaient.

Les teinturiers formaient dans la cité une corporation, qui était subordonnée aux deux *arts de calimala* et *de la laine*. L'*art de calimala* recevait de chaque teinturier un cautionnement qui s'élevait à la somme de trois cents florins. Tous les ans, on élisait des officiers chargés de veiller à ce qu'on ne fît usage que des meilleures couleurs. Tout teinturier convaincu d'avoir employé de mauvaises couleurs était condamné comme faussaire. Le prix des teintures était fixé par un tarif annuel. Si le teinturier employait la garance, ou toute autre substance colorante d'une qualité inférieure, il était tenu d'en faire mention dans l'étiquette qui était apposée sur le drap.

C'est au prix de ces minutieuses précautions, de ce long et pénible labeur et de cette parfaite loyauté, que les Florentins s'étaient acquis, dans cette branche d'industrie, une réputation qu'aucun autre état ne parvint à égaler. Leurs produits étaient tellement recherchés en Europe et dans le Levant, qu'on voyait peu de draps de luxe qui n'eussent pas passé par leurs mains[1].

Leur commerce prit bientôt une telle extension qu'il leur fallut traiter, pour leurs expéditions maritimes, avec les ports de Gênes,

[1] Pagnini, *Della decima*, t. II, p. 96, 100, 101, et Pignotti, *Storia della Toscana*, p. 20.

de Télamone, d'Ancône, de Rimini et de Venise, jusqu'au jour où ils eurent fait la conquête des ports de Livourne et de Pise[1].

L'*art de calimala* entretenait donc avec la France des rapports de deux sortes : il renvoyait sur tous ses marchés, après l'avoir perfectionné, le drap qu'il avait tiré de ses fabriques.

De tous les marchés du royaume, les plus fréquentés, au XIIIe et au XIVe siècle, étaient les foires de Champagne.

Il y avait en Champagne six foires chaque année :

Deux à Troyes : la foire de la Saint-Jean, en juillet (quinze jours après la fête), et celle de la Saint-Remy, en novembre ;

Deux à Provins : la foire de mai, et celle de la Saint-Aïoul, en septembre ;

Une à Lagny, le lendemain de l'an reneuf (le 2 janvier) ;

Une à Bar, le mardi devant mi-carême[2].

La coutume avait déterminé les époques des payements et des recouvrements à faire à Florence après chaque foire, ce qui indique assez quelle part les Florentins prenaient aux affaires qui se traitaient dans ces foires célèbres[3]. Mais ce qui démontre encore mieux l'importance du commerce de Florence avec notre pays, c'est l'envoi que la cité faisait, en certaines circonstances, de syndics revêtus d'un caractère public, avec de pleins pouvoirs, pour faciliter les transactions et protéger les intérêts de ses nationaux en France, et principalement en Champagne[4].

[1] Pagnini, *Della decima*, t. I, p. 28; t. II, p. 99, 100; Pegolotti, ap. Pagnini, t. III, p. 31, 51, 60.

[2] Grosley, *Mémoires historiques et critiques pour l'histoire de Troyes*, Paris, 1811, t. I, p. 497; Paulin Pâris, *Manuscrits de la Bibliothèque impériale*, t. IV, p. 16; Pegolotti, ap. Pagnini, *Della decima*, t. III. Les foires de Champagne sont souvent mentionnées dans les *Statuti dell' arte di calimala de 1302*. (*Bibl. Magliabechiana*, mss.)

[3] Pegolotti, ap. Pagnini, *Della decima*, t. III.

[4] Nous publions ici un document inédit, portant nomination de syndics chargés de sauvegarder les intérêts des marchands florentins en France, sous le règne de Philippe le Bel. (*Archivio centrale di Stato, Riforma-*

Au début du XIVe siècle, l'*art de calimala* était parvenu au plus

gioni, classe II, dist. II. *Duplicati e frammenti di provisioni*, n° 504.)

Anno 1309, 7 julii.

«Mandato nobilis viri Domini Florini de «Pontecarali de Brixia, civitatis et comunis «Flor. Potestatis, consilio generali CCC et «speciali 90 virorum et capitudinum Ar«tium, in ipsius comunis Palatio congre«gatis; in eodem consilio predictus Dominus «Potestas, voluntate et expresso consensu «D. Priorum Artium et vexilliferi justitie «unanimiter et concorditer, fecerunt, con«stituerunt et ordinaverunt eorum et dicti «comunis veros et legitimos sindicos, procu«ratores, actores, factores et nuntios specia«les, providos et discretos viros, Franciscum «Bernardi, Angiolinum Boninsegni et Cam«binum Bonizi, cives Flor. licet absentes, «et quemlibet eorum in solidum et in to«tum, cum pleno et sufficienti mandato ad «comparendum, sindicatus et procuratio«nis nomine, pro ipso comuni et singulis «personis ejusdem comunis, quotiens et «quando ipsi sindici et procuratores vel «alter eorum viderint et cognoverint expe«dire, coram Illustrissimo Domino Rege «Francorum ejusque curia; et Illustrissimo «Domino Rege Navarre; et Campanie et «Brie, comite Palatino et ejus curia; et co«ram Dominis Custodibus nundinarum Cam«panie et Brie, vel eorum loca tenentibus; «et coram quocumque alio judice seu audi«tore ordinato, delegato vel subdelegato, «dato vel dando, ecclesiastico vel seculari in «regno Francie, et in dicto comitatu Cam«panie et Brie, in quocumque loco et terra «dicti regni Francie et dicti comitatus, ad «petendum, respondendum, et se opponen«dum, contradicendum, defendendum et «resistendum specialiter et generaliter om«nibus et singulis personis et contra omnes «et singulas personas, que impetrarent vel «impetrare vellent, vel in preteritum impe«trassent a predicto Rege Francie, seu a pre«dicto Domino Rege Navarre, et Comite Pa«latino Campanie et Brie, aut a predictis «Dominis Custodibus dictarum nundinarum, «vel a tenentibus loca eorum, aliquas litteras «seu mandamenta cujuscumque tenoris, «conditionis, auctoritatis seu vigoris ad«versus seu contra dictum comune Flo«rentie, seu aliquam societatem aut socios «alicujus societatis, vel aliquas alias sin«gulares personas dicte civitatis et districtus «Florentie, occasione cujuscumque debiti «aut debitorum, sive alicujus quantitatis «pecunie, mercantie, rei vel facti, aut alia «quacumque ratione, jure, modo vel causa. «Et, ad agendum, petendum, excipiendum «et defendendum, libellos offerendum, dan«dum et recipiendum, et libello et libellis «respondendum, objiciendum, replicandum, «et lites contestandum, judicem et judices «eligendum et recusandum, sententias au«diendum et ab ea appellandum, et ingag«giandum bellum, prout et sicut eisdem sin«dicis vel aliter eorum videbitur, pro utilitate, «commodo et executione jurium et defen«sionum dicti comunis et societatum, so«ciorum et singularum personarum civita«tis et districtus Flor. de jure vel de facto «aut consuetudine dict. Dom. Regum, et «curie cujuslibet eorum, sive predicti regni «Francie, et dicti comitatus Campanie et «Brie, et dictorum Custodum dictarum nun«dinarum. Dantes et concedentes predictis «sindicis plenum, liberum et generale man«datum, cum plena, libera et generali ad«ministratione in predictis omnibus.»

haut degré de prospérité. C'est à cette époque (1302) que la corporation réunit et coordonna les statuts qui la régissaient[1].

Giovanni Villani rapporte que, en 1338, les marchands de l'*art de calimala* avaient acheté à l'étranger et fait venir à Florence dix mille pièces de drap, de la valeur de trois cent mille florins d'or. L'historien ne tient compte que des importations[2].

La décadence de cette branche d'industrie, qui avait puissamment contribué à la fortune de Florence, commença au xve siècle, lorsque la France, l'Angleterre, la Flandre et la Hollande prohibèrent l'exportation des draps, et perfectionnèrent elles-mêmes la main-d'œuvre[3].

Outre ses relations si considérables et si multipliées avec l'*art de calimala*, la France entretenait encore des rapports suivis avec l'*art de la laine*, l'*art de la soie* et l'*art du change*.

ART DE LA LAINE.

L'*art de la laine* occupait le troisième rang parmi les sept *arts majeurs*. Il était représenté par ses consuls dans le traité conclu, en 1204, entre les Florentins et les Siennois; ce qui autorise à admettre qu'il avait reçu depuis longtemps son organisation, et qu'il jouissait alors d'une haute considération et d'une grande prospérité[4]. Cette corporation se rapprochait de l'*art de calimala* en ce

[1] Après la première compilation des Statuts, en 1302, une seconde, puis une troisième compilation furent publiées en 1315 et en 1317, toutes deux en latin, ainsi que la première. Une traduction en fut faite en langue vulgaire en 1332. Les quatre se trouvent *Biblioteca Magliabechiana*, mss. avec la seule indication des dates: *Codice degli Statuti del 1302, del 1315, del 1319, del 1332*. Les Statuts ont enfin pris place dans la célèbre compilation publiée, en 1415, par le jurisconsulte Paolo de Castro, sur l'ordre du gouvernement florentin. L'œuvre de Paolo de Castro a été imprimée; elle fait partie du recueil des *Statuta Communis Florentie*, en trois forts volumes.

[2] Giov. Villani, *Storie*, lib. XI, cap. 93.

[3] Fanucci, *Storia de' popoli maritimi d'Italia*, t. IV, p. 228; Pardessus, *Collection des lois maritimes*, t. III, introduction, p. XCI.

[4] Pagnini, *Della decima*, t. II, p. 83.

que, comme lui, elle fabriquait le drap; mais elle s'en distinguait en ce qu'elle se chargeait de la fabrication tout entière, tandis que l'*art de calimala* achetait à l'étranger le drap tout fabriqué, et se bornait à y mettre la dernière main.

Les draps fabriqués et vendus par l'*art de la laine* étaient justement renommés pour leur solidité autant que pour leur beauté. Cette industrie acquit son plus haut degré de perfection en 1239, lorsque fut introduit à Florence l'ordre *degli Umiliati*, qui avait été fondé dans le cours du XIe siècle, en Lombardie, par les bannis de Milan, et qui s'était adonné surtout à l'art de travailler la laine. A partir de cette époque les Florentins devinrent les premiers drapiers du monde.

Pour alimenter les nombreuses manufactures de Florence, les laines de la Toscane ne suffisaient pas. Il fallut recourir aux autres états de l'Italie, et bientôt aux pays étrangers. Les fabricants tirèrent du Portugal les laines les plus fines, dites laines de *S. Matteo* et *del Garbo;* de France, d'Angleterre, des Baléares et de Barbarie, les laines de seconde qualité; d'Italie enfin, les laines de qualité inférieure[1].

Les provinces de France qui fournissaient le plus de laine au commerce de Florence étaient la Bourgogne et la Provence. Quant à l'importance de l'exportation anglaise, on peut s'en faire une idée, en consultant un document de 1284, qui constate que les Florentins avaient acheté, pour un grand nombre d'années, toutes les laines qui appartenaient aux plus riches abbayes, aux couvents et aux monastères les plus opulents de l'Angleterre[2]. Ces laines étaient transportées, ou par les flottes marchandes, qui chaque année faisaient le voyage de l'Océan et de la mer du Nord, ou par la voie plus directe de Bordeaux[3].

[1] Pagnini, *Della decima,* t. II, p. 92, 93.
[2] *Id. ibid.* t. II, p. 324.
[3] Pardessus, *Collection des lois maritimes*, t. III, introduction, p. CXIV-CXV.

Les draps fabriqués à Florence, avec les laines de provenance étrangère, étaient expédiés en France, et vendus principalement à Paris et aux foires de Champagne, à Avignon et aux foires de Montpellier; ce qui créait encore entre les deux pays de nouvelles relations commerciales[1].

A la date de 1338, l'*art de la laine* possédait à Florence deux cents établissements, qui fabriquaient annuellement de soixante et dix à quatre-vingt mille pièces de drap, pour une valeur d'un million deux cent mille florins d'or, et qui faisaient vivre plus de trente mille personnes[2].

Au xve siècle, cette branche d'industrie était sur son déclin. La France et l'Angleterre perfectionnèrent leur fabrication, et se suffirent à elles-mêmes. En 1489, le gouvernement anglais apporta des limites à la libre exportation de la laine, exportation qui devait être plus tard entièrement prohibée sous le règne d'Élisabeth.

ART DE LA SOIE.

L'*art de la soie* se trouvait constitué à Florence au XIIIe siècle, et il soutenait la concurrence des manufactures de Lucques et de Venise, grâce à la perfection qu'il apportait dans le travail des étoffes de brocart d'or et d'argent, faites à l'imitation des étoffes de Perse[3].

Les Florentins n'employaient pas seulement à cette fabrication les soies de leur pays; ils faisaient encore de nombreux achats de soie à Montpellier et à Nîmes. Mais ce qui contribuait surtout à la prospérité de cette industrie, c'était le placement assuré et très-avantageux de leurs plus belles soieries et de leurs étoffes de ve-

[1] Pagnini, *Della decima,* t. II, p. 104. — [2] Giov. Villani, *Storie,* lib. XI, cap. 93. L'historien ajoute que trente ans auparavant l'*art de la laine* possédait trois cents établissements, qui fabriquaient par an cent mille pièces de drap. — [3] Pagnini, *Della decima,* t. II, p. 116; Pardessus, *Collection des lois maritimes,* t. III, introduction, p. LXI.

lours et de damas sur les marchés d'Avignon, de Lyon et de Montpellier[1].

En échange, ils exportaient de France les toiles de lin que fabriquait la Bretagne[2].

L'*art de la soie* fut de tous les arts celui qui se maintint le plus longtemps dans un éclat florissant. Au xve siècle il avait atteint son plus haut degré de prospérité. Ses étoffes de brocart d'or étaient encore fort estimées au xvie siècle. Ce ne fut que dans l'âge suivant que les manufactures françaises lui firent une redoutable concurrence[3].

ART DU CHANGE.

On attribue aux Florentins l'invention de l'ingénieuse industrie qui consiste à transporter d'un trait de plume, à de grandes distances, sans aucun mouvement de fonds, des valeurs considérables, au moyen des maisons affiliées, des correspondants, des mandats, des billets à ordre et des lettres de change.

La corporation des banquiers, ou l'*art du change*, existait à Florence dès le xiie siècle. Ses consuls prennent part au traité conclu, en 1204, entre cette cité et la cité de Sienne.

Les membres de l'*art du change* étaient obligés, avant d'entrer en exercice, de subir une sorte d'examen. Ils demeuraient aux alentours du Vieux-Marché et du Marché-Neuf. Chacun d'eux, dans sa boutique, était assis derrière une petite table recouverte d'un tapis, et sur laquelle il n'y avait qu'une bourse remplie de monnaie et un livre.

A mesure que les autres *arts* prenaient plus d'extension, l'*art*

[1] Uzzano, ap. Pagnini, t. IV, cap. lxi et lxi.

[2] Pardessus, *Collection des lois maritimes*, t. III, introduction, p. cxix.

[3] Pignotti, *Storie*, t. VI, p. 29. Voyez aussi (*Archivio storico italiano* (nuova serie), t. VI, *disp.* iie, p. 3) un excellent article de M. Canestrini, ayant pour titre : *L'Arte della seta portato in Francia dagli Italiani.*

du change acquérait plus d'importance. Les Florentins ne se contentaient pas de traiter des affaires purement commerciales; peu à peu ils étaient devenus les agents des gouvernements et des souverains, qui leur empruntaient souvent des sommes considérables[1]. Il n'y avait pas une place tant soit peu industrieuse ou commerçante en Italie, en Espagne, en Portugal, en Angleterre, où ils n'eussent des correspondants et des comptoirs[2]. Ils avaient fondé des maisons de banque dans presque toutes les grandes provinces de France; il y en avait surtout à Paris et à Lyon. Le séjour des papes à Avignon imprima aux affaires de banque des Florentins un mouvement extraordinaire. En effet, en qualité de banquiers du Saint-Siége, ils s'étaient vus chargés d'opérer, dans tout le monde chrétien, et principalement en France, les rentrées et les recouvrements des souverains pontifes[3].

Uzzano nous apprend à quels termes les lettres de change étaient souscrites pour certaines villes de France. A Florence, on donnait du papier pour Avignon à trente jours d'échéance; à quarante-quatre jours pour Montpellier; à quarante-cinq jours, enfin, à Montpellier et à Avignon, pour Florence[4].

La fortune des banquiers florentins établis en France était précaire et sujette à de cruels revers. Nous n'en citerons qu'un exemple : Au mois de mai de l'an 1291, à l'instigation de Biccio et de Musciato de' Francesi, et sous le prétexte de faire main basse sur les usuriers, Philippe le Bel fit arrêter à la fois tous les *Lombards* qui résidaient dans le royaume, et les contraignit à se racheter[5].

Plus d'une fois les banquiers furent victimes des emprunts que

[1] Dans les pays étrangers, les banquiers florentins étaient souvent désignés sous le nom de *Lombards*. (Pagnini, *Della decima,* t. II, p. 118; Pignotti, *Storie,* t. VI, p. 30.)

[2] Pardessus, *Collection des lois maritimes,* t. III, introduction, p. XC.

[3] Pagnini, *Della decima,* t. II, p. 54-117; Pardessus, *Collection des lois maritimes,* t. III, introduction, p. CX.

[4] Uzzano, ap. Pagnini, t. IV, cap. VIII.

[5] Giov. Villani, *Storie,* lib. VII, p. 147.

les princes contractaient auprès d'eux. Qui ne connaît la fameuse faillite de la maison Peruzzi et Bardi, à la suite d'un prêt de plusieurs millions fait au roi d'Angleterre, et dont elle ne put jamais obtenir le remboursement?

ART DE LA MÉDECINE.

La corporation connue sous le nom de l'*arte de' medici e speziali*[1] avait aussi de nombreuses relations avec la France, moins pour la vente des drogues et des plantes médicinales que pour le commerce des épices et des denrées orientales, que les vaisseaux de Florence allaient chercher dans le Levant, et venaient échanger contre la laine et le drap de l'Angleterre et de la France[2]. Mais, pour cette branche de commerce, les Vénitiens et les Génois faisaient aux Florentins une concurrence d'autant plus menaçante, que ces deux peuples avaient une marine et des ports qui leur appartenaient, tandis que leurs rivaux, jusqu'à l'époque de l'acquisition de Livourne et de Pise, étaient réduits à noliser des navires étrangers, et à s'assurer par des traités, sans cesse enfreints et sans cesse renouvelés, des escales sur les rivages de la Méditerranée et de l'Adriatique[3].

Enfin, maîtresse de Pise en 1416, et de Livourne en 1421, Florence put régulariser les mouvements de son commerce maritime, et envoyer annuellement ses escadres dans le Levant et dans l'Occident.

Ce coup d'œil rapide jeté sur l'origine, sur les progrès et sur le déclin des rapports commerciaux qui ont existé entre les Florentins et la France, suffira pour donner une idée juste de l'importance de ces rapports, et de l'influence qu'ils devaient exercer sur

[1] Dante Alighieri appartenait à cette corporation.

[2] Pegolotti, ap. Pagnini, t. III.

[3] Tronci, *Annali Pisani ad ann. 1114 et 1177.*

les relations politiques des deux pays, qui avaient tant de points de contact et tant d'intérêts communs.

Le commerce de Florence fut placé de bonne heure sous le patronage de nos rois. Une ordonnance de Philippe III, datée de février 1277, place les marchands florentins sous la protection royale, au même degré que les bourgeois de Paris, et leur reconnaît le droit d'avoir un change, des consuls et une juridiction[1].

Les priviléges, une fois octroyés, furent incessamment renouvelés, confirmés, augmentés, par les successeurs de Philippe le Hardi. Les documents que nous publions en feraient foi, à défaut d'autres titres.

Il est vrai que la bonne harmonie fut quelquefois troublée.

Ainsi une ordonnance de Philippe le Bel prohiba, en 1303, l'exportation des laines, qui alimentaient les manufactures de Florence[2].

En 1345, en octroyant au duc d'Athènes le droit de *représailles*, Philippe de Valois portait atteinte à la prospérité du commerce florentin[3].

En 1404, Boucicaut, gouverneur de Gênes, apportait des entraves aux transactions commerciales des marchands de Florence[4].

Mais ces actes de malveillance ou de rigueur, presque aussitôt désavoués, ne sont que des accidents et de rares exceptions, qui confirment le fait général que nous avons énoncé : c'est que nos rois ont constamment favorisé le commerce des Florentins.

[1] *Recueil des Ordonnances des rois*, t. IV, p. 666. L'ordonnance de Philippe le Hardi est rappelée à propos d'une ordonnance de Charles V, qui la confirme en 1366. (Voyez, même recueil, t. I, p. 326, 584, 650, 795; t. II, p. 202, 231; t. IV, p. 110; t. V, p. 239, etc.)

[2] *Recueil des Ordonnances des rois*, t. II, p. 309.

[3] Giov. Villani, *Storie*, lib. VIII, cap. 139. Voyez aussi le premier volume de ce recueil, p. 21.

[4] Voyez notre premier volume, p. 35.

Au xve siècle, Charles VII et Louis XI leur octroyèrent de nouvelles chartes[1]. Par les articles 12 et 13 du traité du 24 novembre 1494, Charles VIII leur conféra, en France, tous les droits et tous les avantages dont jouissaient les Français[2].

Nous ne pousserons pas plus loin nos recherches sur un sujet qui, malgré tout l'intérêt qu'il nous inspire, ne doit occuper dans ce recueil qu'une place accessoire.

Nous n'écrivons pas une histoire du commerce, et nous ne devons nous occuper ici des rapports commerciaux de la France avec les Florentins qu'autant qu'ils préparent et amènent entre les deux pays des relations d'un autre ordre[3].

IIIe SECTION.

CONSTITUTION POLITIQUE DE LA RÉPUBLIQUE DE FLORENCE AUX DIFFÉRENTES ÉPOQUES DE SON HISTOIRE.

Pendant plusieurs siècles la France a entretenu avec Florence des rapports constants; il importe donc de bien connaître la constitution de ce pays.

Rien n'est plus simple que le gouvernement despotique, où un maître fait la loi, où un ministre l'exécute; mais rien n'est plus compliqué que le gouvernement démocratique, où chaque citoyen réclame sa part d'influence et de souveraineté. Or, c'est à Florence que la démocratie a été établie sur les bases les plus larges, qu'elle

[1] Nous avons fait de nombreuses mais d'inutiles recherches dans les archives d'état de Florence pour retrouver ces deux titres, dont l'existence est attestée par un document authentique, daté de 1660, par lequel Louis XIV concède des priviléges à la *nation* florentine, c'est-à-dire aux marchands florentins établis dans le royaume. (*Riformagioni, Atti publici, cartapecore*, t. III, supplément n° VIII.)

[2] Voyez notre premier volume, p. 605.

[3] Nous sommes heureux d'annoncer que le savant surintendant des archives d'état de Toscane, M. le chevalier professeur Bonaïni, réunit en ce moment les éléments d'une *Histoire du commerce des Florentins.*

a obtenu, à travers mille vicissitudes, le plus complet développement. Il est curieux de suivre, au sein de cette république, les progrès qu'elle a faits et les altérations qu'elle a subies. On atteindra ce but en étudiant la constitution intérieure de ce peuple célèbre dans les diverses périodes de son histoire.

Ces périodes sont au nombre de cinq :

Ire période. Depuis le XIe siècle jusqu'au milieu du XIIIe; de l'affranchissement de la cité au triomphe du parti guelfe, en 1250.

IIe période. *Le vieux peuple.* Depuis le milieu jusqu'à la fin du XIIIe siècle; du triomphe du parti guelfe, en 1250, à l'établissement des prieurs des arts, en 1282.

IIIe période. *Le second peuple.* De la fin du XIIIe siècle au tiers du XVe; de l'établissement des prieurs des arts, en 1282, au retour de Cosme de Médicis, en 1434.

IVe période. Depuis le tiers du XVe siècle au tiers du XVIe; du retour de Cosme l'Ancien, en 1434, à la chute de la république, en 1530.

Ve période. Florence sous les ducs et grands-ducs de la maison de Médicis; de 1530 à 1737.

§ 1er.

LA RÉPUBLIQUE DE FLORENCE DU XIe AU XIIIe SIÈCLE.

Florence avait conservé, pendant la première partie du moyen âge, son organisation municipale; mais l'aristocratie féodale, allemande d'origine[1] plutôt qu'italienne, et le clergé exerçaient dans la ville la principale autorité; c'est ce que semblent constater les formules placées, à cette époque, en tête des actes publics[2].

Il est possible de déterminer avec certitude la date de l'affran-

[1] Par exemple, les familles des Uberti, des Lamberti, etc.

[2] In presencia omnium clericorum et làicorum civitatis Florentie..... Majores et minores convocati, more solito, etc.

chissement de cette cité. Il s'accomplit à la fin du XIe siècle, au temps de la grande comtesse Mathilde, qui prit une part si active à la querelle de Henri IV et de Grégoire VII. En l'an 1102, la ville ne reconnaissait plus que de nom la souveraineté des empereurs allemands, et elle se croyait assez forte pour déclarer ouvertement la guerre aux représentants de l'Empire et aux seigneurs féodaux établis dans son voisinage. La plupart de ces seigneurs succombèrent dans la lutte, et subirent, après leur défaite, l'obligation de fixer leur résidence dans l'intérieur de la cité. Ils y retrouvèrent les descendants des familles nobles, qui, en se soumettant au régime républicain, avaient gardé quelque crédit, grâce au prestige de leur nom. Ceux-ci firent accueil aux nouveaux venus, qui grossissaient leurs rangs. En même temps, une communauté d'intérêts amena les citoyens, que le commerce avait enrichis, à se rapprocher des nobles. Ainsi se trouva constitué un parti aristocratique, composé il est vrai d'éléments hétérogènes, mais toujours prêts à agir de concert, et intervenant presque seul dans les actes du Gouvernement. Tandis que l'aristocratie de race, dont les forces ne se renouvelaient pas, s'épuisait insensiblement, l'aristocratie de fortune, qui se recrutait sans cesse, tendait à acquérir de jour en jour une plus grande prépondérance.

La lutte ne tarda pas à s'engager entre la classe privilégiée et le peuple, et elle se poursuivit sans relâche. Au début du XIIIe siècle les deux partis adoptèrent les noms de Gibelins (*nobili*) et de Guelfes (*popolari*). Enfin, en 1250, ces derniers remportèrent un avantage décisif, qui fut suivi d'une révolution dans l'état : c'est la véritable date de l'établissement de la démocratie.

I. — DU POUVOIR EXÉCUTIF, DES MAGISTRATURES, PENDANT LA PREMIÈRE PÉRIODE.

Dans les deux premiers siècles de son existence, la République fut gouvernée par des *consuls* (*consoli*)[1]. D'abord il y en avait deux; puis on en nomma trois, puis quatre, puis six, huit, neuf, treize, et jusqu'à vingt. Ils étaient élus pour un an, et pris dans la classe des nobles et des riches. L'élection se faisait ostensiblement (*a mano*), et au scrutin, comme contre-épreuve. Les électeurs étaient: les consuls en fonctions, les autres magistrats, et des citoyens notables désignés spécialement à cet effet. Dans toutes les affaires les *consuls* avaient le droit de proposition, l'initiative. Après la délibération et la décision, l'exécution était à leur charge.

A l'exemple de toutes les grandes cités de l'Italie, les Florentins confièrent la haute administration de la justice civile et criminelle à un *podestat*. C'est à tort que Jean Villani recule jusqu'à l'an 1207 la date de la création de cette magistrature, dont il est fait mention dans des actes de 1199, de 1193, et même de 1184. Cet important personnage, considéré longtemps comme le premier de l'état, était élu pour un an; il devait être étranger et appartenir à un pays situé à une distance de cinquante milles au moins. Il amenait avec lui des assesseurs, des hommes armés et tout un cortége[2].

[1] La première mention des *consuls*, qui jusqu'ici ait été trouvée dans les actes publics, remonte à l'année 1102 (*Archivio delle Riformagioni, Libri dei capitoli*). Le P. Ildefonso da San Luigi a publié une liste des consuls de 1138 à 1219 (*Delizie degli eruditi Toscani*, t. VII, p. 135, 144, 149-154). — Des magistrats appelés *rettori delle arti*, en 1193, et *priori delle arti*, en 1204, sont cités concurremment avec les *consuls* (*Delizie, etc.* t. VIII, p. 139, et *Ammirato*, t. I, p. 66, 67).

[2] Le tribunal du *podestat* était composé de sept juges, de dix-huit notaires et de vingt officiers de police.

II. — DU POUVOIR DÉLIBÉRANT, DES CONSEILS.

Dès l'origine de la République les *consuls* furent assistés d'un *conseil*, désigné sous le nom de *consiglio dei cento buoni uomini*. Il était composé des chefs des diverses corporations (*capitudini o capi delle arti*), de dix citoyens expérimentés (*savi*) de chaque quartier, — il y avait alors six quartiers à Florence, — enfin des magistrats que concernait l'affaire.

Deux autres *conseils* ne tardèrent pas à être institués : le *conseil général* (*consiglio generale*) et le *conseil spécial* (*consiglio speciale*). Ces deux *conseils* sont nommés dans un document de 1201[1]. Ammirato en parle, à la date de 1204[2]; enfin ils sont cités dans des actes datés de 1215, de 1251 et de 1253[3].

Quelles étaient les attributions des trois *conseils?*

Le *conseil des cent* (*dei cento buoni uomini*, ou *di credenza*) était une assemblée secrète, une sorte de conseil d'état, devant lequel les *consuls* étaient tenus de porter toutes les affaires. Là elles étaient soumises à une discussion approfondie, et donnaient lieu à des propositions précises.

Sous cette forme, elles étaient présentées au *conseil général* et au *conseil spécial*, qui les adoptaient sans discussion, par un simple vote, à la majorité des deux tiers des suffrages.

Les membres des trois *conseils* étaient élus ostensiblement et par le scrutin. Ils étaient pris surtout parmi les nobles et les riches. Leur mandat était annuel.

En résumé, pendant la première période, l'aristocratie était prépondérante.

Les magistrats principaux étaient :

1° Le *podestat;*

[1] *Riform. Libri dei Capitoli.*

[2] *Ammirato*, t. I, p. 67.

[3] *Delizie, etc.* t. VII, p. 287, 185; *Riform. Libri dei Capitoli.*

2° Les *consuls*, dont le nombre variait, mais qui, le plus souvent, étaient six.

Les conseils étaient :

1° Le *conseil des cent* (*dei cento buoni uomini*, ou *di credenza*);

2° Le *conseil général;*

3° Le *conseil spécial.*

§ 2.

LA RÉPUBLIQUE DE FLORENCE DE 1250 À 1282. — LE VIEUX PEUPLE.

La révolution de 1250 eut pour résultat d'écarter les Gibelins des magistratures et des conseils. Les Guelfes, devenus les maîtres, essayèrent de donner au peuple une organisation militaire. Sous le *capitaine du peuple* ils établirent trente capitaines; ils formèrent dans la ville vingt compagnies, commandées chacune par un gonfalonier; enfin, ils partagèrent le territoire en quatre-vingt-seize circonscriptions ou compagnies (*leghe*). Ils jetèrent les fondements du palais de la démocratie (*palazzo vecchio*); ils placèrent l'étendard sacré de l'état sur le *caroccio*, que tout Florentin jurait de défendre jusqu'à la mort. Ils appelèrent, en cas d'alarme, tous les citoyens sous les armes, au son de la *martinella*, cloche devenue célèbre, qui retentissait nuit et jour, pendant un mois, avant toute expédition guerrière, et qui précédait l'armée dans ses marches contre l'ennemi.

Cependant les Gibelins, vaincus et proscrits, prirent leur revanche, en 1260, à la journée de Monte-Aperti : ce fut leur dernier avantage. Attaqués, en 1267, par les Guelfes, que soutenait Charles d'Anjou, à peine assis sur le trône de Naples, ils succombèrent définitivement, et l'exclusion, déjà prononcée contre eux, fut solennellement confirmée. La seigneurie de la ville fut conférée pour dix ans au nouveau roi de Naples, qui se fit représenter par ses vicaires. Loin d'apporter des entraves aux premiers mouvements

de la liberté, l'intervention modérée et tutélaire des princes angevins hâta les développements de la démocratie et en seconda les progrès.

Cette période, malheureusement trop courte, est l'époque où vivait le *bon vieux peuple*, recommandable par ses mâles vertus, par ses mœurs austères et simples, que la prospérité n'avait pas encore corrompues, et qui se montrait digne de l'entière liberté qu'il avait conquise.

I. — DES MAGISTRATURES.

A la place des *consuls*, trop souvent choisis jusqu'alors dans le parti aristocratique, le peuple nomme douze *anciens* (*anziani*), pris, ainsi que tous les autres magistrats, parmi les Guelfes.

Le *podestat* est remplacé par un *capitaine du peuple*, tiré, comme lui, de quelque ville étrangère. Dès l'année suivante, le *podestat* est rétabli. Les deux dignités existèrent simultanément, sans que leurs attributions respectives fussent d'abord nettement définies. Il semble que le *podestat* ait conservé surtout la juridiction civile, et qu'une grande part de la juridiction criminelle ait été attribuée au *capitaine du peuple*[1].

En 1267, sous le protectorat de Charles d'Anjou, quelques modifications furent apportées à la constitution de 1250.

Les douze *anciens* prennent alors le nom de *buoni uomini;* leur nombre reste le même; ils sont élus pour deux mois.

Une magistrature spéciale est créée, celle des *capitaines du parti guelfe*, chargés uniquement, dans le principe, de l'administration des biens provenant des confiscations prononcées contre les Gibelins. On verra, dans la troisième période, quel pouvoir ils s'arro-

[1] Le tribunal du *capitaine du peuple* était composé de trois juges, quatre notaires et neuf officiers de police.

gèrent par la suite. Leur nombre varia de trois à neuf; ils étaient élus pour deux mois.

II. — DES CONSEILS.

Les trois *conseils* sont maintenus; ils sont exclusivement composés de Guelfes.

Le *conseil* secret *des cent*, ou *di credenza*, n'est pas modifié.

Le *conseil général* est encore appelé *conseil des trois cents* ou *du peuple* (*del popolo*), parce qu'il était présidé par le *capitaine du peuple*.

Le *conseil spécial* reçoit aussi les noms de *conseil des quatre-vingt-dix* (*dei novanta*), *de la commune* (*del comune*), ou *du podestat*, parce que le *podestat* le présidait. A partir de 1267 on le désigne encore sous la dénomination de *consiglio delle capitudini*.

En résumé, pendant cette période, la première de la démocratie, les magistrats sont :

1° Les *anciens*, qui succèdent aux consuls en 1250;

Les *buoni uomini*, qui succèdent aux *anciens* en 1267;

2° Le *podestat*, dont l'autorité subit un premier échec et un démembrement;

3° Le *capitaine du peuple*, créé en 1250;

4° Les *capitaines du parti guelfe*, créés en 1267.

Les *conseils*, sous différents noms, sont les mêmes que dans la première période.

§ 3.

LA RÉPUBLIQUE DE FLORENCE DE 1282 À 1434. — LE SECOND PEUPLE.

La constitution du *vieux peuple* avait un caractère à la fois politique et militaire; celle du *second peuple* eut un caractère politique et commercial.

Au XIVe siècle, l'organisation militaire de 1250 fut à peu près

abandonnée. La République adopta l'usage de conférer le commandement à quelque personnage étranger, qui amenait avec lui une petite armée mercenaire, autour de laquelle se groupaient les milices du pays; c'est la triste époque des *condottieri*. Les compagnies de la ville continuèrent d'exister, mais leur nombre se modifia. En 1343, Florence ayant été divisée en quatre quartiers[1], on ne conserva que seize compagnies, quatre pour chaque quartier. Il n'y eut plus dès lors que seize gonfaloniers.

L'industrie et le commerce des Florentins prenaient de jour en jour un plus grand accroissement; le *second peuple* en fit la base de sa constitution de 1282.

Dans l'intérêt de sa prospérité, chaque métier ou *art* s'était constitué en corporation.

Les sept *arts* les plus importants avaient été les premiers à s'organiser; on les appela les *arts majeurs;* à leur exemple, d'autres corporations se formèrent, et s'appelèrent les *arts mineurs;* à la fin du XIIIe siècle il y en avait *quatorze*, qui, avec les *sept arts majeurs*, complétaient le nombre de vingt et un.

En 1266, les *arts* furent appelés à jouer un rôle politique; dès cette époque il fallut, pour parvenir aux magistratures ou pour faire partie des conseils, être régulièrement inscrit dans un des *arts*. Cette mesure était prise contre les nobles, dont elle semblait devoir entraîner l'exclusion définitive; et, toutefois, les nobles ne perdirent pas courage; à force de démarches et d'intrigues ils parvenaient à se faire inscrire sur le registre d'un *art* quelconque, et rentraient ainsi en possession de leurs droits politiques. Pour mettre un terme à la fraude, Giano della Bella fit décréter, en 1293, que l'inscription sur le registre d'un des *arts* ne suffisait pas pour créer des droits, qu'il fallait encore avoir exercé l'*art* ou le métier. Un

[1] Les quartiers de *Santo Spirito*, de *Piero Scheraggio*, de *Santa Maria Novella* et de *San Giovanni*.

nouveau magistrat, le *gonfalonier de justice,* fut institué pour veiller à la stricte exécution de cette loi, qui ruina les dernières espérances de l'aristocratie. Quelques années plus tard, en 1306, on créa, dans le même dessein, la charge d'*exécuteur des ordonnances de la justice.*

Cependant, au sein du parti guelfe qui dominait il y avait des riches et des pauvres; il y eut donc bientôt une aristocratie guelfe (*popolo grasso*) opposée au petit peuple (*popolo minuto*). Les dissentiments qui éclatèrent, dès le début du XIVe siècle, entre les deux partis, momentanément suspendus par la tentative de tyrannie du duc d'Athènes, reprirent leur cours après la chute de cet aventurier. En 1378, le menu peuple l'emporta et fit la loi; son triomphe ne dura qu'un jour. Le patriotique bon sens de Michel Lando, le cardeur de laine, sauva Florence des plus grands maux. Lorsque le danger fut conjuré, la lutte recommença; elle était engagée cette fois entre les *ottimati,* citoyens dont les aïeux avaient été souvent revêtus des magistratures et des dignités, et la famille des Médicis, qui s'appuyait sur le bas peuple. Après un exil d'un an à peine, Cosme de Médicis, en 1434, rentrait à Florence comme en triomphe, et immolait à la fortune de sa maison la liberté de son pays.

I. — DES MAGISTRATURES.

En 1282, les douze *buoni uomini* sont remplacés par les *prieurs des arts,* qui d'ordinaire étaient au nombre de huit.

Onze ans après, à l'époque de la réforme de Giano della Bella, un magistrat supérieur est mis à la tête des huit *prieurs;* c'est le *gonfalonier de justice,* qui ne tarde pas à devenir le premier personnage de l'état.

Le *gonfalonier de justice* et les *prieurs* constituent la *Seigneurie.*

La garde de l'étendard du peuple, en taffetas blanc avec la

croix rouge, était confiée au *gonfalonier de justice;* bien qu'il n'eût qu'une voix dans les délibérations comme les simples *prieurs,* il semblait placé au-dessus d'eux; il avait à sa disposition mille hommes de pied. Il portait un vêtement de pourpre bordé d'or, et des chaussures écarlates.

Les *prieurs* étaient vêtus de pourpre, et ils avaient pour armes l'écusson d'azur avec le mot *libertas* en lettres d'or[1].

Les membres de la *Seigneurie* étaient nommés pour deux mois; ils ne pouvaient pas, pendant ce temps, résigner leurs fonctions; nuit et jour ils habitaient le palais (*palazzo vecchio*).

Le *podestat* existait toujours; la nomination du *gonfalonier de justice* devait porter à son autorité une seconde atteinte. Il n'en était pas moins un des personnages les plus considérables de l'état; il était élu pour un an; il était vêtu d'écarlate.

Le *capitaine du peuple* est maintenu; il était vêtu de velours noir.

En 1306, on crée la charge d'*exécuteur des ordonnances de la justice,* dont la mission spéciale est de veiller à ce que les nobles soient toujours écartés des affaires.

Le *podestat,* le *capitaine du peuple* et l'*exécuteur des ordonnances de la justice* ne pouvaient être choisis que parmi les étrangers.

Il en était de même du *chef de la police* (*bargello*) et de l'*officier de la marchandise* (*officiale della mercanzia*), qui présidait le tribunal de commerce, composé de six membres élus parmi les citoyens.

Les *capitaines du parti guelfe,* créés en 1267, s'arrogent, dans le cours du XIVe siècle, le droit exorbitant d'écarter, par un simple *avertissement* (*ammonire*), de toutes les dignités et de toutes les charges, ceux qu'ils soupçonnent d'être Gibelins, ou même de n'être pas des Guelfes sincères. Ils exercent ainsi la censure la plus redoutable. La durée de leurs fonctions est de deux mois. Ils avaient

[1] Chaque quartier avait son étendard, son gonfalon. Chaque compagnie, chaque art avait aussi le sien.

adopté l'étendard du parti guelfe, représentant un aigle de gueules, surmonté d'un petit lis de même, et terrassant un dragon de sinople; le tout sur champ blanc ou d'argent.

II. — DES CONSEILS.

Auprès de la *Seigneurie* sont institués les *colléges*. Ils sont composés, 1° de douze *buoni uomini*[1], pris en nombre égal dans chaque quartier, sept appartenant aux *arts majeurs*, et cinq aux *arts mineurs;* 2° des *vingt,* puis des *seize gonfaloniers des compagnies.*

Avec l'assistance obligatoire des *colléges,* la *Seigneurie* expédie les affaires courantes, et en outre celles qui sont remises à sa décision par une délégation expresse des *conseils* ordinaires.

Dans les circonstances graves la *Seigneurie* et les *colléges* ont le droit d'appeler à leurs délibérations un nombre indéterminé de citoyens sages et expérimentés, qui, n'étant consultés qu'extraordinairement et sur une seule affaire, peuvent à peine être considérés comme formant un conseil. On les désignait sous le nom de *requis* (*richiesti*).

En général, pour toutes les affaires d'état, de l'extérieur ou de l'intérieur; pour les alliances, les ligues, les traités de paix ou de commerce; pour la déclaration et l'administration de la guerre; pour la promulgation de lois nouvelles, la réforme de lois anciennes, la création de magistratures; pour tout ce qui concerne les finances, etc. la *Seigneurie* et les *colléges* n'avaient que l'initiative. Le *conseil* secret *di credenza* était saisi; ce *conseil,* composé des *consuls des arts*, de magistrats et de citoyens notables, se maintint sous des noms divers : il décidait de certaines affaires souveraine-

[1] Pour éviter toute confusion, il convient de remarquer que le nom de *buoni uomini* a été donné successivement :

1° Aux membres du conseil *di credenza,* pendant la première période;

2° Aux magistrats qui remplacent les *anciens,* de 1267 à 1282;

3° Aux douze conseillers qui, avec les *gonfaloniers des compagnies,* composent les *colléges.*

ment et sans recours aux deux autres conseils; mais le plus souvent il se bornait à délibérer, et à porter ensuite les propositions qu'il avait adoptées devant le *conseil général*, composé de trois cents, puis de deux cents membres, et devant le *conseil spécial*, qui, d'après le nombre de ses membres, prit aussi, dans le XIVe siècle, le nom de *conseil des cent trente et un*.

L'affaire une fois exposée, on votait dans les deux *conseils*, sans discussion, au moyen de boules ou de fèves. La décision était prise à la majorité des deux tiers des voix.

Le droit de convoquer les *deux conseils* appartenait au *capitaine du peuple*, au *podestat*, à la *Seigneurie*.

Dans les cas extraordinaires, lorsque la *Seigneurie* jugeait nécessaire d'apporter un changement à la constitution de l'état, elle convoquait sur la place, au son de la cloche, le peuple tout entier. Si le peuple, ainsi rassemblé en *parlement* (*parlamento*), approuvait la révolution projetée, il autorisait la *Seigneurie* à nommer une *Balie*, c'est-à-dire un nombre indéterminé de citoyens revêtus temporairement d'une autorité dictatoriale. Alors toutes les magistratures et tous les *conseils* étaient abolis, et des électeurs spéciaux (*accopiatori*), désignés par la *Balie*, avaient mission de renouveler les conseillers et les magistrats.

III. — DES CONDITIONS ET DU MODE D'ÉLECTION.

Pour participer aux droits politiques, il fallait être du peuple (*popolare*), Guelfe, être inscrit dans l'un des *arts*, et l'avoir exercé. Il n'y avait à Florence que vingt et un *arts*, c'est-à-dire vingt et une corporations constituées; or le nombre des métiers et des industries était beaucoup plus considérable : tout métier qui ne formait pas de corporation se rattachait, quelquefois de fort loin, à l'un des vingt et un *arts* qui étaient organisés; par exemple, de l'*art de la soie* dépendaient les orfévres et les peintres. Les citoyens

qui exerçaient ces métiers, en quelque sorte subordonnés, n'en jouissaient pas moins du droit d'arriver aux charges de la corporation et aux dignités publiques.

Il y avait à remplir certaines conditions d'âge : ainsi, pour être élu *prieur*, il fallait avoir trente ans; pour être élu *gonfalonier de justice*, il fallait en avoir quarante-cinq.

En temps ordinaire, c'était à la *Seigneurie*, aux *colléges*, aux *consuls des arts*, assistés d'autres magistrats et de notables convoqués à cet effet, qu'appartenait le droit d'élire les principaux officiers de l'état et les membres des trois *conseils*[1].

D'abord l'élection avait lieu par le scrutin (*a mano*); mais, dans le cours du XIVe siècle, elle se fit dans une autre forme (*a tratta*). Quel est ce nouveau mode? Le voici :

Ceux qui ont le droit d'élire procèdent, par la voie du scrutin, à l'élection d'un grand nombre de citoyens réputés par eux capables de remplir les fonctions publiques; ils forment ainsi une liste d'élus pour chacune des magistratures, pour chacun des *conseils*. Les éligibles sont les citoyens qui déjà ont été *consuls* ou membres du conseil de leur *art*, et qui, dans ces fonctions, ont fait preuve de capacité. Il y a autant de *bourses* que de fonctions; les noms des élus pour chaque fonction sont jetés dans la *bourse* spéciale, d'où ils sont tirés au sort un peu avant l'époque où cette fonction va être vacante. Lorsque les *bourses* sont épuisées, on les remplit au moyen d'un nouveau scrutin.

Nous prendrons pour exemple l'élection du *gonfalonier de justice :* les électeurs se réunissent, ils nomment au scrutin tous ceux qui leur paraissent dignes de remplir cette magistrature; tous ces noms sont jetés dans la *bourse* affectée aux *gonfaloniers;* un peu avant la

[1] Il faut faire une exception pour le *podestat*, le *capitaine du peuple*, l'*exécuteur des ordonnances de la justice*, choisis parmi les étrangers, et élus directement par les *conseils*.

vacance, un des noms est tiré au sort; le citoyen dont le nom est sorti prend possession de la dignité.

Les *prieurs* ont aussi leur *bourse*, et les *colléges*, et les *conseils*, etc.

Deux choses sont expressément recommandées :

1° Il faut que chaque quartier soit également représenté; ainsi il y aura deux *prieurs* de chaque quartier;

2° Il faut que les *arts majeurs* soient représentés dans une plus grande proportion que les *arts mineurs*.

En ce qui concerne le *gonfalonier de justice*, il doit appartenir tour à tour à chacun des quartiers. Sauf de très-rares exceptions, qui ne purent plus avoir lieu depuis 1381, il est pris dans les *arts majeurs*.

Il importe de remarquer que, toutes les fois qu'une révolution avait lieu, la *Balie*, en vertu de son pouvoir dictatorial, vidait toutes les *bourses* d'élection et les remplissait à son gré.

En résumé, les magistrats sont :

1° Les *prieurs des arts*, créés en 1282;

2° Le *gonfalonier de justice*, créé en 1293;

Le *gonfalonier* et les huit *prieurs* constituent la *Seigneurie;*

3° L'*exécuteur des ordonnances de la justice*, créé en 1306;

4° Le *podestat*, dont l'autorité décline;

5° Le *capitaine du peuple;*

6° Les *capitaines du parti guelfe;*

7° Le *chef de la police* (*il bargello*);

8° L'*officier de la marchandise* (*officiale della mercanzia*);

On pourrait ajouter :

Les *gonfaloniers des compagnies*,

Les *consuls des arts*,

Les *officiers de la monnaie*,

Les *camériers des revenus publics*,

Les six *préposés aux approvisionnements*, etc.

Les *conseils* sont :

1° Les *colléges*, toujours adjoints à la *Seigneurie*, composés des douze *buoni uomini* et des seize *gonfaloniers des compagnies*.

2°, 3° et 4° Les *trois conseils*, *di credenza*, *général* et *spécial*.

5° Le *parlement* (*il parlamento*), assemblée du peuple convoqué extraordinairement;

6° La *Balie*, sorte de conseil nommé dans les circonstances critiques, investie d'un pouvoir dictatorial.

§ 4.

LA RÉPUBLIQUE DE FLORENCE DE 1434 À 1530.

On se rappelle qu'à chaque changement de politique, à chaque avénement d'un nouveau parti, une *Balie* était convoquée, et que des électeurs spéciaux (*accopiatori*), choisis par elle, remplissaient toutes les *bourses* d'élection des noms des hommes les plus dévoués à la cause qui triomphait. Dès lors, il est aisé de comprendre que, tout en paraissant respecter la constitution, une faction pouvait s'emparer de l'autorité si elle était audacieuse, et la garder si elle était habile. C'est ce que firent les Médicis. Après le retour de Cosme l'Ancien, en 1434, les *bourses* se trouvèrent pleines des noms de leurs partisans; et, comme leur crédit se maintint et s'accrut pendant soixante ans, en conservant l'ombre de la république, ils furent les maîtres. Ils créèrent ou rendirent permanentes quelques magistratures; ils apportèrent à la composition des *conseils* d'assez graves modifications.

Lorsque Charles VIII descendit en Italie, en 1494, la triste politique de Pierre II de Médicis entraîna la chute et l'exil de sa famille. La constitution démocratique fut établie sur de plus larges bases que par le passé.

En 1512, une fatale révolution fit retomber Florence sous la domination des Médicis; elle s'en affranchit de nouveau en 1527.

Mais cet effort fut le dernier : après une héroïque défense, la République succomba, en 1530, pour ne plus se relever.

I. — DES MAGISTRATURES.

La *Seigneurie* continue d'exister; en 1458, les *prieurs des arts* prennent le nom de *prieurs de la liberté.*

En 1502, le *gonfalonier de justice* est nommé à vie. Il n'y en eut qu'un, Piero Soderini, renversé par la révolution de 1512. En 1527, le gonfaloniérat est conféré pour un an. Au début du XVIe siècle (1502), à la place du *capitaine du peuple* et du *podestat,* on crée un tribunal (*la Ruota*), composé de cinq juges, renouvelés par l'élection tous les six mois. Le nom de *podestat* resta affecté au président de *la Ruota.*

Quelques années avant la rentrée de Cosme l'Ancien, en 1421, à l'occasion de l'acquisition de Livourne, la magistrature des *six consuls de la mer* avait été instituée, en vue d'assurer de nouvelles garanties au commerce maritime.

Mais, pendant le XVe siècle, des magistrats politiques, bien autrement considérables, prennent part au gouvernement : ce sont les *Dix de la Guerre* ou les *Huit de Pratique.*

Dès l'année 1376, pendant la lutte qu'elle soutenait contre les Visconti, la République avait créé la magistrature exceptionnelle et temporaire des *Huit de Guerre* (*Otto di Guerra* ou *i Santi*).

En 1423, elle avait nommé, dans le même dessein et avec les mêmes attributions, les *Dix de Liberté et Paix*, ou *de la Guerre*, ou de *Balie;* ce dernier nom indique assez quelle était l'étendue de leur pouvoir. Sous Cosme de Médicis ces hautes fonctions tendirent à devenir permanentes. En 1480, Laurent le Magnifique changea le nom et réduisit le nombre de ces fonctionnaires, qui furent désignés sous la dénomination des *Huit de Pratique* (*Otto di Pratica*).

Lors de la révolution démocratique de 1494, les *Dix de la Guerre* furent rétablis.

A leur retour, en 1512, les Médicis leur substituèrent de nouveau les *Huit de Pratique*, qui, en 1527, cédèrent encore une fois la place aux *Dix de la Guerre*. Ainsi, de 1480 à 1530, toutes les fois que les Médicis sont les maîtres, ces magistrats sont appelés les *Huit de Pratique*, et les *Dix de la Guerre* lorsque la démocratie l'emporte.

Quel que soit le nom qu'ils portent, leurs attributions sont les mêmes : ils doivent veiller à la sûreté de l'état, à la garde des forteresses; ils sont chargés de diriger les négociations entamées avec les états étrangers, de correspondre avec les ambassadeurs florentins et avec les commissaires généraux, qui reçoivent d'eux leurs instructions et qui leur adressent leurs dépêches; ils ont mission de conduire les opérations de la guerre, de subvenir à l'entretien des armées et à la solde des capitaines.

Dans les circonstances difficiles, quand il s'agit de résoudre une expédition ou de conclure un traité, ils convoquent un nombre indéterminé de citoyens expérimentés (*richiesti*), qu'ils consultent uniquement sur le cas spécial, et dont ils ne sont pas tenus d'adopter les avis; la *Seigneurie* et les *colléges* prennent part alors aux délibérations.

La nomination des ambassadeurs, des commissaires généraux, du capitaine général et des *condottieri*, appartient au *conseil des quatre-vingts* sous le gouvernement démocratique, et au *conseil des soixante et dix* sous les Médicis.

Pour qu'une résolution prise par les *Dix de la Guerre* ou par les *Huit de Pratique* soit valable, il suffit que les deux tiers des membres aient pris part à la discussion.

Ces fonctionnaires payent de leur personne; en qualité de commissaires généraux ou spéciaux, ils se rendent aux armées, où ils

surveillent la conduite des *condottieri* et des *capitaines;* ils se transportent partout où il y a un effort décisif à tenter, un péril à conjurer.

La *Seigneurie*, les *colléges* et les principaux magistrats désignent pour ces importantes fonctions les citoyens les plus capables, d'abord par le scrutin, et bientôt après *a tratta*, d'après le système des *bourses* d'élection. Ils sont élus pour six mois; leur secrétaire seul ne change pas. On sait que Machiavel remplit cette charge pendant quatorze ans (de 1498 à 1512), ce qui lui permit d'exercer sur les affaires de son temps une grande influence[1].

II. — DES CONSEILS.

Les trois *conseils*, sous les Médicis, subissent des modifications qui méritent d'être signalées :

En 1480, Laurent le Magnifique institue le *conseil des septante* ou *soixante et dix* (*consiglio dei settanta*), composé exclusivement de ses partisans les plus zélés. Les membres étaient élus pour cinq ans. Tel était le mode d'élection : la *Seigneurie* et les *colléges* désignent trente citoyens, qui s'adjoignent quarante collègues; ce *conseil* étroit est chargé de remplir et de renouveler les *bourses* d'élection, d'où l'on tire les noms des *gonfaloniers de justice*, des *prieurs* et des principaux officiers. De lui dépendent toutes les questions d'impôts et de finances; il exerce même, dans de certaines limites, le pouvoir législatif. Ce *conseil*, qui semble avoir pris la place du *consiglio di credenza*, se montra l'instrument docile des desseins ambitieux des Médicis.

La même année est créé le *conseil majeur* (*consiglio maggiore*), composé de deux cent soixante et seize membres. Les trente mem-

[1] Voyez sur l'administration intérieure de Machiavel et sur l'organisation de la milice nationale, dont il est l'auteur, le curieux ouvrage de M. Canestrini : *Scritti inediti di Niccolo Machiavelli;* Florence, 1857.

bres, désignés comme formant l'élément principal du *conseil des septante*, d'accord avec la *Seigneurie* et les *colléges*, en élisent deux cent dix autres, ce qui donne le nombre de deux cent quarante, auxquels il faut ajouter les membres des *colléges* et de la *Seigneurie*. Ce *conseil*, qui n'avait aucune autorité réelle, et qui adoptait sans opposition ce qu'avait décidé Laurent, paraît avoir succédé au *conseil général*.

Quant au *conseil spécial*, n'est-il pas représenté par le *conseil des cent* (*dei cento*), institué par Cosme l'Ancien, en 1458? Ses membres étaient élus pour six mois.

Délivré des Médicis par la révolution de 1494, le peuple abolit ces trois *conseils*. Il crée un *grand conseil* (*consiglio grande*), qui ne comprend pas moins de trois mille citoyens, dont dix-huit cents siégent et délibèrent à la fois.

Dans le sein de cette immense assemblée, véritablement populaire, est choisi le *conseil des quatre-vingts* (*consiglio degli ottanta*), dont les membres doivent avoir atteint l'âge de quarante ans. Ce *conseil* était consulté par la *Seigneurie* ou par les *Dix*, sur toutes les affaires considérables.

En 1512, les Médicis rétablirent les trois *conseils* supprimés en 1494.

En 1527, le *grand conseil* et le *conseil des quatre-vingts* furent à leur tour reconstitués.

En résumé :

Les *prieurs des arts* prennent, en 1458, le nom de *prieurs de la liberté*.

De 1502 à 1512, le *gonfalonier de justice* est nommé à vie.

De 1527 à 1530, il est nommé pour un an et peut être réélu.

En 1502, le *podestat* et le *capitaine du peuple* sont remplacés par le tribunal de *la Ruota*.

Les affaires extérieures et la conduite de la guerre sont confiées

à des officiers qui prennent alternativement le nom de *Dix de la Guerre* et de *Huit de Pratique.*

Enfin, dès 1421, sont créés les *six consuls de la mer.*

Quant aux *conseils :*

En 1480, *conseil des septante,*
conseil majeur,
conseil des cent.

Ces conseils, abolis en 1494, sont rétablis en 1512, et subsistent jusqu'en 1527.

De 1494 à 1512, et de 1527 à 1530 :
conseil des quatre-vingts,
grand conseil.

§ 5.

FLORENCE SOUS LES DUCS ET GRANDS-DUCS DE LA MAISON DE MÉDICIS, 1530 À 1737.

En se créant des partisans dans les premières familles de Florence, et en accoutumant les magistrats et les *conseils* à enregistrer toutes leurs volontés, Cosme l'Ancien et Laurent le Magnifique préparèrent l'avénement des ducs et des grands-ducs de leur maison; ils sont, au xve siècle, les précurseurs de Cosme Ier.

Après la capitulation de Florence, en 1530, le parti des Médicis nomma une *Balie* de cent soixante membres, qui élut douze *réformateurs* chargés de donner à l'état une nouvelle constitution.

Cette constitution fut promulguée au mois d'avril 1532.

En voici les traits principaux.

La *Seigneurie*, les *collèges* et les *conseils* sont supprimés.

Le duc Alexandre est nommé chef de la *République;* il est assisté d'un *Sénat* de quarante-huit membres, et d'un *conseil* appelé *conseil des deux cents.*

Les cent soixante membres de la *Balie* s'adjoignent quatre-vingt-quatre collègues; tous ensemble constituent le *conseil des deux cents*

(qui, en réalité, était composé de deux cent quarante-quatre membres). Tous les membres sont nommés à vie. Ils prononcent à la majorité des deux tiers des voix; les affaires, avant de leur être soumises, sont préparées et examinées par la magistrature dite des *douze procurateurs.* Ces affaires touchent, pour la plupart, à des intérêts particuliers, et sont d'une médiocre importance.

Par la suite, furent membres de droit du *conseil des deux cents,* tous ceux qui, au temps de la république, par eux-mêmes ou par les membres de leur famille, avaient pris part au gouvernement de l'état. On les appelait *bénéficiés* (*beneficiati*).

Du sein du *conseil des deux cents,* dont ils ne cessent pas de faire partie, sont tirés les quarante-huit sénateurs.

Le *Sénat,* présidé par le duc, était saisi par lui de toutes les affaires graves, et les décidait en dernier ressort.

Enfin le duc choisissait lui-même, tous les quatre mois, dans le *Sénat,* quatre membres, qui formaient son *conseil intime;* il avait le droit de se faire suppléer lui-même par un lieutenant.

L'accès de toutes les magistratures et de tous les offices était ouvert de droit aux familles des membres du *conseil.*

Les droits politiques et les fonctions publiques devenaient ainsi le partage et comme la proie d'un petit nombre de privilégiés.

On ne saurait voir dans cette constitution un essai du gouvernement représentatif. Que représentent en effet les *conseillers* à vie des Médicis? Ce n'est pas, à coup sûr, les villes du domaine, toujours sujettes et dépendantes; ce n'est pas même le peuple de Florence, dont ils n'ont pas reçu le mandat. Ils ne sont, à vrai dire, que les créatures de la faction qui triomphe au milieu des ruines de la liberté et de la patrie.

Cette constitution, telle qu'elle est, ne fut pas longtemps observée.

Le duc Cosme ne fut pas satisfait de la docilité de son *Sénat;* en 1547, il forma, sous le nom de *Pratique Secrète* (*Pratica Secreta*), un conseil composé de quelques personnes qu'il associa exclusivement à sa politique. Il ne tarda pas à réduire l'action et l'influence de la *Pratique Secrète*, qui était son œuvre. Il ne lui laissa plus que l'expédition des menues affaires, le soin de régler l'ordonnance des fêtes, d'approuver la réforme des statuts des cités du domaine[1], de décider enfin entre les magistrats les questions de compétence.

Le *Sénat* et le *conseil des deux cents* n'existèrent plus que de nom, et ne figurèrent qu'aux cérémonies.

La volonté du duc fut l'unique loi.

Florence était asservie.

[1] Les cités avaient conservé leurs antiques statuts, auxquels elles apportaient de fréquentes modifications. Cosme et ses successeurs les laissèrent libres de régler comme elles l'entendaient leur administration municipale.

PREMIÈRE PARTIE.

NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES

DE LA FRANCE

AVEC LA RÉPUBLIQUE DE FLORENCE

PENDANT LE XIVᴱ ET LE XVᴱ SIÈCLE.

PREMIÈRE PÉRIODE.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU XIVᴱ SIÈCLE JUSQU'À L'AVÉNEMENT DE CHARLES VIII.

PRÉCIS HISTORIQUE.

PHILIPPE LE BEL. — ROBERT DE NAPLES.

L'empereur Henri VII était descendu en Italie, en 1311, pour y relever le parti gibelin. Alarmés de cette démonstration menaçante, les Florentins sollicitent en faveur de leurs marchands toute la bienveillance du roi de France; en même temps ils placent leur Cité sous les auspices du prince français qui règne à Naples.

Nous publions (p. 12) la lettre que la République adresse à Philippe le Bel, et nous donnons (p. 14) l'analyse de la correspondance qu'elle entretient, de 1311 à 1315, avec le roi Robert.

La mort subite de Henri VII à Buonconvento, comme il revenait de Rome, en 1313, délivra les Florentins d'un péril imminent. Toutefois, deux ans après, le chef du parti gibelin, Uguccione della Faggiuola, seigneur de Pise et de Lucques, leur fit essuyer à Monte-Catini une sanglante défaite. La paix fut enfin rendue, en 1317, aux cités de Toscane par le roi Robert.

Reconnaissante de ce bienfait, la République conféra, pour dix ans, la seigneurie

de la Cité au fils de Robert, Charles de Calabre, qui délégua à Florence, avec le titre de son lieutenant, le fameux Gautier de Brienne.

Les Gibelins avaient alors à leur tête, en Lombardie, Galéas Visconti, maître de Milan, et Castruccio Castracani, seigneur de Lucques dans la Toscane, où il avait repris et soutenu avec plus d'éclat le rôle qu'avait joué avant lui Uguccione della Faggiuola.

Castruccio avait battu les Florentins à Alto-Pascio.

L'expédition de l'empereur Louis de Bavière en Italie (1327-1330) n'eut aucun résultat.

Lorsque l'empereur reprit, sans avoir rien fait, le chemin de l'Allemagne, la mort avait déjà frappé presque à la fois les chefs des deux partis : les Gibelins Galéas et Castruccio, et le Guelfe Charles de Calabre (1328).

PHILIPPE DE VALOIS. — JEAN I[er].

En leur qualité de Guelfes déclarés, les Florentins, dans les troubles qui venaient d'éclater à Bologne, avaient pris parti contre le cardinal de Saint-Adrien, partisan des Gibelins. Nous donnons (p. 16) l'analyse d'une lettre justificative adressée, en 1336, par les *consuls de l'art de la laine*, à Philippe de Valois, qui semblait près d'incliner en faveur du cardinal.

Quelques années après, le roi de France devait intervenir dans une affaire qui était d'un tout autre intérêt pour la République.

Les Florentins, après une année d'épreuve, avaient honteusement chassé, en 1343, Gautier de Brienne, duc d'Athènes, qu'ils avaient choisi pour chef et qui s'était fait leur maître. Vassal du roi de France, Gautier réclama l'assistance de son suzerain. Philippe, mis ainsi en demeure de se prononcer, écrivit, en 1344 et en 1345, deux lettres pressantes à ses grands amis de Florence, pour leur persuader qu'ils feraient bien de reprendre leur petit tyran. Nous publions (p. 17) la première de ces lettres; nous analysons (p. 20) la seconde, ainsi que la réponse des Florentins, qui firent au Roi leurs humbles excuses et ne rappelèrent pas leur duc.

Leur commerce eut à souffrir de cette résolution; le duc exerça, au préjudice de leurs marchands établis en France, de rigoureuses représailles, auxquelles le pape Clément VI parvint à grand' peine à mettre un terme. Nous donnons (p. 21) l'analyse de la lettre d'actions de grâces adressée par la République au Souverain Pontife, en reconnaissance de ce bon office.

A peine affranchie de la tyrannie du duc d'Athènes, Florence se vit menacée d'un nouveau péril. Effrayée des progrès et des conquêtes de l'archevêque Jean

Visconti, la Cité, dans une lettre curieuse (p. 22), signale et dénonce, en 1351, au roi Jean, fils et successeur de Philippe de Valois, la politique envahissante du belliqueux prélat. La paix de Sarzane, en 1353, rendit le calme à l'Italie.

Les terribles péripéties de la lutte que la France soutenait contre l'Angleterre firent suspendre, pour un temps, les rapports de patronage et de clientèle qui existaient entre nos rois et la commune de Florence. Cependant les liens qui unissaient le grand état et la petite république ne furent jamais complétement rompus.

Pendant cette période, les Florentins avaient donné à leur commerce une grande extension; grâce aux progrès de leur industrie, ils étaient devenus riches. En 1378, ils avaient eu le bonheur inespéré d'échapper à l'immense danger que leur avait fait courir le triomphe d'un jour de la populace. L'énergique modération du cardeur de laine Michel Lando avait sauvé l'état de la fureur aveugle des Ciompi.

Rendue à elle-même, la Cité avait reculé les limites de son territoire. Les deux cités ennemies qui, seules, pouvaient lui porter ombrage étaient Pise, la plus voisine, et Milan, la plus puissante.

A la fin du xive siècle, les talents politiques de Jean Galéas Visconti et ses succès militaires avaient de nouveau placé Florence dans la situation la plus critique.

Ce fut alors que les relations, longtemps abandonnées, furent renouées entre la République et la France.

CHARLES VI.

Dès l'année 1386, la Seigneurie avait envoyé en ambassade en France le célèbre Filippo Corsini, avec la mission expresse de supplier le Roi d'intervenir en Italie, afin d'y mettre un terme aux audacieuses usurpations des Visconti. Les négociations entamées à cet effet en 1386, reprises et poursuivies de 1389 à 1396, ont été, pour nous, l'objet d'une analyse attentive (p. 29); elles aboutirent à la conclusion d'un traité, ou plutôt d'une ligue formée, contre les Visconti, entre le roi de France, Florence, Lucques, Bologne, Mantoue, Ferrare, Padoue et Rimini. Les effets répondirent mal aux hautes espérances que les confédérés italiens semblaient avoir fondées sur leur alliance avec Charles VI.

Les plus graves préoccupations politiques n'empêchaient pas la République de veiller sur les intérêts privés de ses notables citoyens. Un document que nous publions (p. 33) en fournira la preuve, en même temps qu'il témoignera du profond respect qu'inspirait alors aux étrangers le parlement de Paris.

La mort de Jean Galéas, survenue en 1402, délivra tout à coup Florence de son plus terrible adversaire.

Pendant quatre années, de 1402 à 1406, tous les soins, toutes les démarches, tous les efforts de la Cité ne tendirent qu'à un seul but, à l'heureuse solution d'une affaire d'où dépendait son avenir commercial et politique : l'acquisition de Pise. Nous analysons (p. 34) les documents qui se rapportent à cette importante affaire.

Cependant la France, maîtresse de Gênes depuis 1396, élevait sur Pise de menaçantes prétentions. A la première nouvelle de la prise de possession de cette ville par les Florentins, les princes qui gouvernaient le royaume, pendant la démence de l'infortuné Charles VI, avaient fait jeter en prison les ambassadeurs de la République. Il fallut envoyer de Florence une députation nouvelle pour obtenir la délivrance des captifs, pour calmer l'irritation de la cour, et pour rétablir la bonne harmonie entre les deux gouvernements. Nous donnons en entier les remarquables instructions confiées à Bonaccorso Pitti, spécialement chargé de cette mission délicate (p. 39). Nous y joignons le texte de trois dépêches adressées par la Commune à son ambassadeur extraordinaire (p. 49), et l'analyse d'un document où il est déjà question de l'acquisition projetée de Livourne (p. 55). On sait que cette dernière ville ne tomba au pouvoir des Florentins qu'en 1421.

La République, de concert avec le Gouvernement français, s'emploie, avec une louable persévérance, à mettre un terme au grand schisme qui, depuis trop longtemps, désolait l'Église.

Elle appuie les efforts que tente la seconde maison d'Anjou pour s'établir sur le trône de Naples.

Nous analysons (p. 52) les documents qui se rattachent à ces deux négociations.

CHARLES VII.

Pendant les dernières années du règne de Charles VI, le pays, assailli par tous les périls et par tous les maux à la fois, n'eut pas de politique extérieure. Dès qu'il se fut relevé, par un miracle, son nouveau souverain porta ses regards au delà des Alpes, et tendit la main aux fidèles alliés de la France.

A peine de retour d'un exil qui n'avait été qu'une absence, et qui l'avait rendu plus populaire, Cosme de Médicis venait de fonder dans sa patrie la grandeur et la fortune de sa maison, lorsqu'une lettre du cardinal de Sainte-Croix (p. 57) lui apprend, en 1435, la conclusion du traité d'Arras.

Charles VII consacre les dix années qui suivent sa rentrée dans sa capitale à réparer son royaume.

Un document très-curieux, daté de 1447 (p. 59), nous révèle à la fois les desseins du roi sur Gênes et les prétentions du dauphin sur le Milanais.

Cependant la mort de Philippe-Marie semble ouvrir, au profit de toutes les ambitions, la magnifique succession des Visconti. Les Florentins prennent aussitôt parti : leur politique consiste à seconder, en même temps, les efforts de Francesco Sforza dans le nord de l'Italie, et les projets du roi René d'Anjou dans l'Italie méridionale (p. 61).

Le roi Alfonse de Naples et la Seigneurie de Venise, également irrités de cette conduite, se liguent pour opprimer la République, qui, dans ce pressant danger, tourne ses regards vers la France. Elle envoie en mission auprès de Charles VII, en 1451, Agnolo Acciaiuoli, avec des instructions du plus grand intérêt (p. 62).

Le roi de France embrasse avec chaleur la cause de Francesco Sforza et des Florentins. Il déclare, par lettres patentes, la ferme intention où il est de les soutenir et de les défendre (p. 72).

Deux autres lettres, écrites en 1452 ainsi que les lettres patentes, sont encore plus explicites : dans la première, Charles exhorte les Florentins à soutenir énergiquement Francesco Sforza, l'heureux et vaillant aventurier qui succédait aux Visconti, et que la France destinait à tenir en échec la Savoie et Venise (p. 73); dans la seconde, adressée à Sforza lui-même, il lui promet son concours, et, s'il le faut, son intervention personnelle; il le prévient qu'il a contenu et arrêté les Suisses prêts à fondre sur le Milanais (p. 75).

Après une vaine tentative du roi René sur le royaume de Naples (p. 76), la paix est rendue à l'Italie, en 1454.

Charles VII, par d'éclatants succès, avait réduit les Anglais à renoncer à leurs insolentes prétentions sur la France.

Lorsque les Florentins apprennent que la reddition de Bordeaux a glorieusement terminé la guerre de cent ans, ils n'attendent pas la nouvelle officielle de ce grand événement; ils écrivent à la hâte au Roi une lettre, où ils laissent un libre cours à leur joie, qu'ils expriment de la façon la plus vive et la plus touchante (p. 78).

Pendant les dernières années de ce règne, les relations se multiplient entre les deux états.

Tantôt, la République fait à Charles VII et à René l'éloge de Jean de Calabre, qui l'a bien et vaillamment servie (p. 79);

Tantôt, elle a recours au roi dans un temps de disette : c'est au père à donner le pain à ses enfants, et les Florentins sont *les fils de la France* (p. 81);

Tantôt, elle se refuse avec adresse à satisfaire le ressentiment aveugle du Roi contre l'infortuné Jacques Cœur, un de ses plus utiles serviteurs (p. 81).

En 1458, la mort d'Alfonse V d'Aragon, qui avait légué sa couronne de Naples à Ferdinand, son fils naturel, vint ranimer toutes les espérances de la maison d'Anjou. En même temps que le prince angevin sollicitait, par son envoyé, l'actif et le

loyal concours des Florentins (p. 89), Charles VII, par son ambassadeur, insistait plus vivement encore auprès de la République (p. 82). Deux ans après, en 1460, il revenait à la charge, déclarant explicitement, cette fois, que la cause de la maison d'Anjou était la cause de la maison de France, qui était l'héritière immédiate de tous ses droits, qu'elle se préparait à faire valoir (p. 96).

Nous publions le compte rendu des trois audiences consacrées à ces importantes négociations. On y trouvera les harangues des ambassadeurs, les réponses des gonfaloniers et les répliques. Les personnages sont en scène; les improvisations des orateurs, saisies à la hâte et aussitôt recueillies, se produisent d'une façon toute naturelle et avec une forme presque dramatique, qui en rehaussent encore la valeur et en augmentent l'intérêt.

LOUIS XI.

En 1460, Charles VII vivait encore. Les Florentins reçurent une lettre toute pleine de protestations d'amitié, et de vives recommandations en faveur de Jean de Calabre, dont les premiers efforts avaient été couronnés de succès. Cette lettre était du dauphin Louis, qui, de sa retraite de Gennep, avait l'œil sur les affaires d'Italie (p. 105).

La lettre fut bientôt suivie d'un message. Le 24 janvier 1461, la Seigneurie donnait audience à un envoyé du dauphin, qui, par son organe, se répandait en plaintes amères contre son beau-père, le duc de Savoie, et dénonçait son intention formelle d'intervenir dans le gouvernement de ce pays (p. 105).

Avant la fin de cette année le dauphin était devenu roi.

La République députe vers lui une ambassade solennelle, pour le complimenter sur son avénement, et pour recommander à sa bonne grâce ses intérêts politiques et commerciaux.

Les instructions données aux ambassadeurs (p. 109);

La harangue du chef de l'ambassade (p. 117);

Les quelques dépêches qui se rattachent à cette mission (p. 124), et surtout le remarquable rapport qui la termine (p. 126), méritent toute l'attention de l'historien. On y voit à découvert les desseins de Louis XI sur l'Italie, au début de son règne; à cette époque, tel était son plan : former avec les puissances italiennes une ligue offensive et défensive; obtenir la restitution de Gênes à la France; asseoir la maison d'Anjou sur le trône de Naples; marier avec le duc de Calabre la fille de Francesco Sforza.

L'année suivante, le roi écrivait aux Florentins une lettre amicale (p. 133), pour les prier de persister dans leur fidélité à la maison d'Anjou et de se lier plus étroitement avec le duc de Milan.

Malgré les vœux et les démarches de Louis XI, Jean de Calabre devait succomber dans son entreprise contre Naples. Cet échec modifia les plans du Roi. A la fin de 1463 il prévenait la Seigneurie qu'il renonçait pour lui-même à la possession de Gênes, et qu'il cédait ses droits sur cet état à Francesco Sforza, qui fut assez habile pour les faire valoir (p. 134).

En 1465, la ligue du *bien public* absorbe toutes les forces et toute l'attention du Roi.

A peine sorti de cette crise, il reçoit de Florence un message qui l'oblige à reporter ses regards sur l'Italie.

En effet, en 1466, un événement funeste et imprévu vient déjouer les calculs de la prudence humaine; Francesco Sforza est enlevé par une mort prématurée. C'était un homme nouveau, que son seul mérite avait élevé au faîte de la puissance. N'avait-on pas à craindre que sa succession ne fût troublée, et que d'ambitieux voisins ne lui fissent de sanglantes funérailles?

Averti et secondé par le Gouvernement florentin, Louis XI se hâte d'intervenir; par l'autorité de son nom, par la sagesse de sa conduite, par la noble fermeté de son langage, il assure aux enfants de l'illustre parvenu le magnifique héritage de leur père, et il sauve l'Italie des horreurs de la guerre civile.

Trois longues lettres, une du Roi (p. 138) et deux de la Seigneurie (p. 136 et 140), jettent le jour le plus complet sur cette honorable négociation.

Le concours dévoué que les Florentins avaient prêté au roi, dans ces difficiles conjonctures, eut pour résultat de fortifier l'amitié qui existait déjà entre les deux pays.

Dans cette même année 1466, la conspiration des Acciaiuoli et des Pitti avait, à la fois, menacé le repos de la République et la fortune des Médicis. Informé, par une dépêche détaillée (p. 141), de cette tentative et de son mauvais succès, Louis XI répondait à la Seigneurie, avec un affectueux empressement. Sa lettre est curieuse à tous les égards; ce qui le confond surtout, c'est que la conjuration ait pu être étouffée sans effusion de sang; il a quelque peine à croire à ce miracle (p. 143).

Une ligue italienne est conclue à Rome, le 4 janvier 1467. Dans la rédaction de l'acte on a omis de faire mention du roi de France. La République insiste aussitôt pour que cette omission soit réparée (p. 144).

Deux mois après, elle députe en France un ambassadeur chargé de contracter avec le Roi une alliance plus intime (p. 147).

Enfin, dans le cours de la même année, elle adresse une lettre d'actions de grâces à ce prince, qui l'a réconciliée avec le Souverain Pontife (p. 149).

Un historien, hostile à Louis XI, a proposé de l'appeler, *Votre Inquiétude;* on pourrait tout au moins l'appeler : *Votre Activité.* Il se montrait infatigable; rien ne refroidissait son ardeur. Les périls qui l'environnent en France, la lutte for-

midable qu'il soutient contre les grands de son royaume ne détournent pas son esprit des affaires d'Italie. En 1468, l'année même du traité de Péronne, il écrit à Francesco Sforza, pour le mettre en garde contre les intrigues de la Savoie (p. 150), et aux Vénitiens, pour leur enjoindre de se renfermer dans une exacte neutralité (p. 151). En 1470, il désavoue auprès de la Seigneurie ses propres ambassadeurs à Rome, accusés d'avoir entretenu de secrètes pratiques avec les bannis de Florence (p. 152).

L'année suivante, une correspondance tout amicale s'engage entre le Roi et la Seigneurie, à propos de la seconde ligue du *bien public* (p. 156) et de la révolte de Volterra (p. 157).

A cette époque grandissait à Florence un homme que Louis XI ne pouvait manquer de distinguer : c'était Laurent de Médicis.

Le premier service que le Roi réclama de Laurent est singulier : le duc de Guyenne, son frère, après avoir prêté l'appui de son nom aux rebelles, avait reconnu son crime, et sollicité son pardon. Louis, dont la défiance n'était que trop justifiée, avait exigé du prince repentant le serment le plus solennel. Le duc de Guyenne avait juré ; mais, comme il s'apprêtait à conspirer encore, il était en instance pour obtenir de la cour de Rome la grâce d'être relevé de son serment. Instruit de cette démarche, le Roi s'empresse d'écrire à Laurent, qu'il conjure d'agir pour faire échouer cette honteuse négociation (p. 155).

Louis s'efforçait ainsi d'enlever à son frère le privilége du parjure. Le duc avait engagé sa foi sur la célèbre croix de saint Laud d'Angers. Or, d'après la tradition, quiconque violait le serment prêté sur cette croix redoutable devait mourir dans l'année. Avant l'expiration du fatal délai, le duc de Guyenne était frappé de mort subite. Le Roi fit part aux Florentins de ce dénoûment, qui ne paraît lui avoir causé ni affliction ni surprise (p. 157).

Ici se place une négociation secrète que Louis XI confie au zèle et à la prudence de Laurent. En 1473, il le charge de proposer, en son nom, à Ferdinand de Naples, une alliance de famille entre sa fille et le dauphin, âgé de trois ans à peine. Nous publions la lettre confidentielle de Louis (p. 161) et la réponse du roi de Naples, qui expose, avec une éloquente simplicité, les nobles motifs de son refus (p. 163).

Quelques années après, la maison d'Anjou, en s'éteignant, léguait au roi de France ses droits contestables et ses dangereuses prétentions.

L'action bienfaisante de Louis XI se faisait incessamment sentir au peuple de Florence. Il lui fournissait du blé lorsque l'année était stérile (p. 165) ; il protégeait son commerce, accueillait ses réclamations et réparait les torts dont il avait souffert (p. 166).

Aussi les Florentins prenaient-ils part à tous ses succès; ils se réjouissaient avec lui de la chute de Charles le Téméraire (p. 168); ils félicitaient les Vénitiens d'avoir fait leur paix avec le Roi; ils ne se lassaient pas de protester de leur dévouement à sa personne (p. 169).

En 1478, l'amitié de Louis pour la République fut mise à une nouvelle épreuve.

L'attentat des Pazzi avait cruellement frappé la famille des Médicis. Des deux petits-fils de Cosme l'Ancien, Laurent seul avait échappé au poignard des assassins. La conjuration avait échoué, il est vrai, mais elle avait enfanté une guerre qui menaçait Florence d'une ruine complète. Le pape Sixte IV s'était ligué avec Ferdinand de Naples pour accomplir par la force ce qu'il n'avait pu exécuter par le crime.

On sait par quelle démarche généreuse Laurent le Magnifique fit tomber les armes des mains de Ferdinand.

Ce ne fut qu'en 1482 que la paix fut rendue à l'Italie.

Pendant ces quatre années de périls et de crise, Louis XI ne cessa de négocier et d'agir en faveur de ses grands amis les Florentins.

Aussitôt après l'attentat il écrivait à Laurent une lettre de condoléance (p. 171); il députait à Florence Commines, son plus habile conseiller (p. 172); il envoyait, coup sur coup, deux ambassades au Souverain Pontife, pour tenter de le réconcilier avec la Seigneurie (p. 173); il donnait lui-même, à cet effet, à ses ambassadeurs, les instructions les plus précises et les plus détaillées (p. 175); il poursuivait, avec une active énergie, cette difficile négociation, qu'il réussit à mener à bien (p. 184).

La République chargea deux de ses principaux citoyens de porter aux pieds du Roi l'expression de sa vive reconnaissance (p. 186).

En même temps qu'il garantissait par sa haute influence l'indépendance et le salut de la Cité, le Roi ne cessait de combler les Médicis des témoignages de sa sincère et constante amitié. Il assurait au fils de Laurent, voué dès son enfance à l'Église, qu'il devait gouverner un jour, de riches bénéfices dans son royaume (p. 189); il enseignait au Magnifique la défiance, et s'alarmait de sa témérité (p. 190); enfin, c'était à lui qu'il avait recours pour chercher, au déclin de sa vie, des remèdes surnaturels aux maux qui l'accablaient (p. 191).

Il mourut, et les Florentins, dont il avait été le bienfaiteur, payèrent à sa mémoire un pieux tribut d'hommages et de regrets.

PHILIPPE LE BEL.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À PHILIPPE LE BEL[1].

(*Archivio delle Riformagioni*, classe X (o della corrispondenza), distinzione (o serie) I, registro n° 3.)

..... 1311[2].

Sommaire. — La République, en informant Philippe le Bel du danger dont elle est menacée, par suite de la descente de l'empereur Henri VII en Italie, sollicite de la bienveillance royale le rétablissement et le maintien des priviléges dont jouissait, en France, le commerce florentin.

Serenissimo et excellentissimo principi domino Philippo, Dei gratia regi Francorum, illustri domino, devotissimi sui, Monaldus de Branchaleonibus de Castro Durantis, potestas, Guasta domini Jacobini de Radicofano, capitaneus et defensor, priores artium et vexillifer justitie, consilium, populus et comune civitatis Florentie, cum humili recordatione, se ipsos pronos ad reverentiam debitam et devotam...

Non est nobis de vestre paternitatis et benignitatis, ac vestrorum progenitorum, et eorum qui de nobilissima eorum prosapia traxerunt originem, favoribus et gratiis, nobis et nostris civibus et mercatoribus collatis usque in presens tempus, presumptionis inditium aut credulitatis opinio, sed firma et indubitata fiducia per operum experimenta, ex quibus, plena securitate quesita, pro nobis et nostris vota nostra maiestati regie securiter aperimus. Cum itaque ad nostrum nuper venerit auditum, quod, contra cives et districtuales[3] et mercatores nostros,

[1] Cette lettre n'est pas la première que les Florentins aient adressée à Philippe le Bel. A la date de 1302 nous trouvons dans les archives une lettre de la République, en réponse à une demande d'extradition émanée de la cour de France. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 1.)

[2] Le document ne porte pas la date du mois, mais il nous est facile de combler cette lacune : la lettre de la République signale la présence de l'empereur Henri VII à Gênes; or ce prince arriva à Gênes au mois de *novembre*. C'est donc en *novembre* ou en *décembre* que cette lettre fut écrite.

[3] La république de Florence renfermait trois classes de personnes : 1° les *cives;* 2° les *comitativi;* 3° les *districtuales.*

1° Les *cives* étaient les citoyens proprement dits; ils jouissaient de la plénitude des droits politiques, et avaient l'accès des magistratures, des honneurs et des bénéfices de l'état;

regnum et partes regie fortie frequentantes, facte sunt noviter, mandato regiorum officialium, ex commissione sive de conscientia celsitudinis regie, et eorum bona, multiplices novitates[1]; cumque civitas nostra ex predictis Florentinis pro maiori parte consistat[2], quam et quos per vos et vestros antiquis et modernis temporibus auxistis, protexistis, conservastis et in melius reformastis; propter que, ac propter innatam nobis devotionem quam semper habuimus et habemus ad regiam maiestatem, super et in ea maiestate, post Deum, totius spei nostre fundamenta firmavimus, dominationi et serenitati regie humillime ac reverentissime supplicamus, quatenus, considerato actente quanti sumus ad presens, maxime occasione adventus regis Alamanie[3], qui ad civitatem Janue jam pervenit, intendens Pisas in brevi procedere, ut contra nos et fratres et socios nostros, Lucanos, Senenses et

2° Les *comitativi* (d'où les *contadini*) étaient les habitants de la banlieue, du *comitato* (d'où le *contado*);

3° Les *districtuales* étaient les habitants des villes ou des provinces que la République avait successivement soumises à sa juridiction, comme *Mugello*, *Casentino*, *Prato*, *Pistoia*, *Arezzo*, etc. Ces habitants des provinces soumises n'obtenaient les droits de citoyens que par privilége, et sous la condition expresse de venir résider à Florence.

[1] L'expression *novitates* indique que la démarche des Florentins était motivée par des mesures extraordinaires adoptées par le gouvernement français. Le recueil des ordonnances rendues par Philippe le Bel nous éclaire complétement à cet égard. La fréquente altération des monnaies, si funeste aux transactions commerciales, la défense réitérée de laisser sortir les denrées de première nécessité du royaume, les entraves apportées à l'exportation des marchandises, la prohibition du florin de Florence comme moyen d'échange justifiaient assez les réclamations de la République; mais la plus fâcheuse de toutes ces *nouveautés* était l'ordre intimé, le 19 septembre 1311, à tous les Italiens de quitter la France. C'est assurément ce dernier acte de l'administration de Philippe le Bel qui engagea les Florentins à adresser, en novembre, cette humble requête au Roi. Leur supplique fut bien accueillie; car, par le septième article de son ordonnance du 30 janvier 1312, Philippe révoqua la mesure de rigueur qui frappait les Italiens. (*Recueil des Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 489-494 et *passim.*)

[2] Ce passage atteste quelle était l'importance qu'avait le commerce florentin, et quelle extension il avait prise, dès le XIIIe siècle, au sein de la République. (Voir, pour plus de détails, la deuxième section de l'introduction.)

[3] Monsieur le chevalier professeur Bonaini doit publier incessamment une *Histoire de l'empereur Henri VII*, où se trouveront consignés les détails circonstanciés de l'expédition de ce prince en Italie.

alios devotissimos vestros, cum Theutonicorum et Gibellinorum exfortio, nobis semper ab antico, et, prout speramus, sacre regie maiestati, et omnibus aliis devotis sancte matris ecclesie inimicorum et adversantium, suos processus extendat, qui firmavimus et parati sumus nostram, quam a vobis et vestris recognoscimus, defendere libertatem, dispendiis, solicitudinibus et cogitationibus fatigati, ad nos devotissimos regios sue benignitatis, quodam quasi paterno compassionis intuitu, plenitudinem extendentes, dignemini et velitis ipsos Florentinos mercatores et cives, et universum vestrum populum et comune Florentie in personis eorum, habere benignitate paterna commendatos, et ipsas novitates in statum pristinum revocare, ac eos benigne tractare; ita quod ipsi Florentini possint uti, pro eorum faciendis negotiis et mercationibus, regno vestro, non obstantibus novitatibus antedictis, nostris devotissimis supplicationibus, dono et gratia speciali, qui predicta, tanquam devotissimi vestri, confidentissime petimus, quique, omni tempore, parati sumus et proni regiis parere jussionibus reverenter[1].

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LE ROI ROBERT DE NAPLES.

1311—1315.

ANALYSE.

Pendant qu'ils défendaient auprès du roi de France les intérêts de leur commerce, les Florentins demandaient au prince français qui régnait à Naples un appui contre les attaques de l'Empereur : au chef des Gibelins Henri VII ils opposaient le roi Robert, le chef des Guelfes italiens.

11 janvier 1311. — La République envoie deux ambassadeurs au roi Robert[2]. Elle l'informe des événements dont l'Italie septentrionale est le théâtre : la

[1] On lit au bas de la même minute : «Illustri principi domino Ludovico, Dei «gratia, regi Francie filio, comiti Eburacensi, devotissimi sui, Monaldus potestas, etc. cum recommendatione se ipsos «ad mandata et beneplacita expositos ac «paratos.»

[2] Les deux ambassadeurs florentins envoyés au roi de Naples sont Lapo Bardi et Giovanni di Benedetto.

crise est imminente; Florence et le parti guelfe sont en danger; l'Empereur approche; il est à Milan, où, le 6 janvier, il a pris la couronne de fer. Les Gibelins lui font cortége et grossissent son armée; la Marche de Trévise et les cités lombardes lui ont prêté le serment d'obéissance; partout les Guelfes ont été chassés, le gouvernement changé, les statuts en vigueur abolis; appelé à grands cris par les Pisans, Henri VII se dispose à entrer en Toscane et à réduire sous sa puissance, avant de poursuivre son voyage vers Rome et Naples, les villes de Bologne, de Lucques, de Florence, de Sienne et de Pérouse.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 2.)

20 février 1311. — Le roi Robert promet à la République de venir combattre l'Empereur avec toutes ses forces.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 3.)

1er avril 1311. — La République prévient le Roi qu'une ligue a été conclue contre l'Empereur entre les cités de Florence, Bologne, Lucques, Sienne et autres cités guelfes de la Toscane. La ligue a élu pour capitaine général le prince Philippe, frère du Roi[1], qui est instamment prié d'accepter ces hautes fonctions.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 3.)

20 février 1312. — Les troubles qui s'étaient élevés dans Florence sont apaisés[2]. La ligue est disposée à remplir fidèlement ses engagements; elle s'apprête à envoyer, dans le plus bref délai, à Rome, les secours que réclame le prince Jean[3]. Les cités de Crémone, Parme, Reggio, Padoue se sont révoltées contre l'Empereur, et ont repris leur ancienne forme de gouvernement.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 3.)

Juin 1312. — Les ennemis du Roi font courir le bruit qu'il est disposé à traiter avec l'Empereur; il importe que ce bruit soit démenti à Rome, où il pourrait, en prenant consistance, exercer une influence fâcheuse sur la conduite du Souverain Pontife.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 4.)

20 juillet 1312. — L'Empereur est à Rome. Le Pape a envoyé des légats

[1] Philippe, prince d'Achaïe et de Tarente, quatrième fils de Charles le Boiteux.

[2] Ces troubles avaient été excités par une querelle particulière. Les Cavalcanti, pour venger le meurtre d'un des leurs, Marino Cavalcanti, avaient assassiné le meurtrier, Pazzino de' Pazzi.

[3] Jean, prince de Morée, huitième fils de Charles le Boiteux, auteur de la maison de Durazzo.

chargés de procéder à la cérémonie du couronnement, à la condition que l'Empereur s'engagera à quitter Rome deux jours après cette solennité.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 4.)

7 juin 1313. — La République prie le roi Robert[1] d'envoyer à Florence son frère Pierre[2], afin de pacifier la ville. Par suite des discordes qui se perpétuent entre les principaux citoyens, la campagne (*il contado*) est devenue inculte et inhabitée.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 7.)

18 mai 1314. — Assemblée de Lucques. Les députés des villes guelfes de Toscane et de Lombardie doivent se concerter pour envoyer des forces imposantes au roi Robert, qui se propose de passer en Lombardie, où il est appelé comme pacificateur par les principales cités.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 6.)

Septembre 1314. — Pierre, duc de Gravina, nommé vicaire général en Lombardie, en Toscane et à Rome, est à Florence, à la solde de la ligue; il se prépare à marcher contre les ennemis[3].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 8.)

28 mars 1315. — Le roi Robert offre de venir en personne à Florence, afin de mettre un terme aux discordes civiles qui déchirent la République.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 8.)

PHILIPPE DE VALOIS ET JEAN.

LETTRE DES CONSULS DE L'ART DE LA LAINE À PHILIPPE VI DE VALOIS.

30 octobre 1336.

ANALYSE.

Philippe VI, par ses lettres royales, avait reproché aux Florentins d'avoir

[1] Au mois de juin 1313 les Florentins avaient donné au roi Robert, pour cinq ans, la seigneurie de leur ville.

[2] Pierre, surnommé Tempesta, duc de Gravina, neuvième et dernier fils de Charles le Boiteux.

[3] Pierre Tempesta fut tué l'année suivante (20 août 1315) à la bataille de Montecatini, où les Florentins furent défaits par Uguccione della Faggiuola, capitaine des Pisans.

tendu des embûches, dans la cité de Bologne, au cardinal diacre du titre de Saint-Adrien[1]. Les consuls de l'*art de la laine* repoussent cette accusation, au nom de leurs compatriotes; en même temps, ils informent le Roi que le cardinal est soupçonné à bon droit d'être un des auteurs des derniers troubles de Bologne; qu'il n'a cessé de soutenir, dans la Romagne, les Gibelins, rebelles à l'église, et qu'il continue à s'entourer des hommes que Charles de Valois, pendant son séjour en Toscane, avait cru devoir condamner et proscrire.

LETTRE DE PHILIPPE VI DE VALOIS À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe XI, dist. I, reg. n° 16.)

19 décembre 1344.

Sommaire. — *Affaire du duc d'Athènes.* Le Roi fait savoir à la République que le duc d'Athènes, après son expulsion de Florence, a réclamé son assistance; qu'il s'est plaint à lui des graves excès commis contre sa personne. En sa qualité de suzerain et de parent du duc, le Roi demande pour lui réparation aux Florentins, dont il n'a cessé de protéger le commerce; il les invite à envoyer vers lui, avant le mois d'avril, des députés chargés de ménager un accommodement entre la République et le duc. Lui-même envoie des ambassadeurs à Florence, avec mission de s'enquérir des circonstances de cette grave affaire.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis nostris, prioribus artium, vexillifero justitie, consilio, populo et comuni civitatis Florentie et eorum vices gerentibus, salutem et dilectionem.

Ex parte dilecti et fidelis Gualterii, Athenarum ducis, Breneque Lichii comitis[2], consanguinei nostri karissimi, nobis est graviter con-

[1] Le cardinal de Saint-Adrien était Napoleone Orsini, de la création de Nicolas IV; légat dans l'Ombrie, le Picenum, la Sabine et tout le patrimoine de saint Pierre, sous le pontificat de Boniface VIII; légat en Toscane, en Romagne, etc. sous le pontificat de Clément V, il avait reçu la mission de pacifier ces divers pays. A l'époque des troubles qui agitèrent Bologne (en 1334), il s'était vu menacer de mort dans le palais épiscopal de cette ville; il n'avait échappé qu'à grand'peine à ce péril imminent, et avait été dépouillé dans sa fuite. Arrivé en lieu de sûreté, il avait lancé l'anathème contre les Bolonais, et avait privé leur ville de sa célèbre université et de quelques autres priviléges. Les Florentins étaient sans doute accusés d'avoir soutenu le peuple de Bologne dans sa révolte contre le légat, et le Souverain Pontife avait sollicité l'intervention du roi de France pour obtenir réparation.

[2] Gautier VI, comte de Brienne, duc de

querendo monstratum, quod, licet ipse dominationem predicte civitatis Florentie ejusque pertinentie, sibi ad ejus vitam per vos datam unanimiter et concessam, toto tempore sui regiminis, ad vestri et totius patrie honorem, commoda, tranquillitatem, et tranquillam commoditatem fideliter rexerit et solerter, nihilominus dicti regiminis tempore, populus et Comune civitatis ejusdem, maligno ducti spiritu, absque causa rationabili, dicto consanguineo meo infinitos graves excessus, injurias atrocissimas, intollerabilesque violentias intulerint, ipsumque consanguineum meum, contra Deum et justitiam, a dominatione et civitate Florentie, predictis una cum ejus gentibus, rebus et bonis suis omnibus spoliatis et depredatis, cum vituperio maximo, miserabiliter et in magnis periculis expulerint, innumerabilia vel quidem alia delicta et

Lecce et d'Athènes, descendait d'Engilbert de Brienne, contemporain de Hugues Capet: son aïeul, Hugues de Brienne, avait épousé Isabelle, fille du seigneur de la Roche, héritière du duché d'Athènes. Son père, Gautier V, avait épousé Jeanne de Chastillon. Cette famille avait contracté les plus illustres alliances. Gautier VI était né en Grèce; après que son père eut perdu son duché et la vie dans un combat contre les Catalans, sur les bords du Céphise, il chercha fortune en Italie, auprès des princes français de la maison d'Anjou. Il reçut de leur munificence le duché de Lecce dans la Pouille. — En 1326, les Florentins implorèrent le secours du roi Robert contre la puissance toujours croissante du fameux Castruccio Castracani, de Lucques. (Voy. la vie de ce curieux personnage dans les Fragments historiques de Macchiavelli.) Le duc de Calabre, fils du roi, fut élu seigneur de Florence, pour dix ans; il choisit Gautier pour son lieutenant. La mort de Castruccio délivra la République du danger qui la menaçait. Gautier de Brienne fit, en 1331, pour recouvrer Athènes, une tentative malheureuse, pendant laquelle il perdit son fils unique; en 1339, il était à la cour du roi Philippe VI, et lui prêtait le concours de son bras contre les Anglais; en 1342, il passait à Florence, se rendant à Naples, lorsque cette ville, qui soutenait une guerre difficile contre Pise et Lucques, lui déféra le commandement de son armée. Gautier, d'abord capitaine du peuple, se fit nommer, le 8 septembre de cette année, seigneur à vie. Au bout d'un an, sa tyrannie était devenue insupportable aux Florentins, qui le chassèrent, le 8 août 1343. (Voy. Villani, liv. XI et XII, et Sismondi, *Hist. des Rép. ital.* t. V, p. 326 et suiv.) Il paraît que le duc d'Athènes, ainsi dépossédé, eut recours au roi Philippe VI, qui ne parvint pas à obtenir son rétablissement dans la seigneurie de Florence. Il vécut dès lors en France, et le 6 mai 1356, lors de la démission de Jacques de Bourbon, comte de la Marche, il reçut du roi Jean l'épée de connétable, qu'il perdit avec la vie, quelques mois après, à la fatale bataille de Poitiers. (Voy. *Hist. généal. de la maison royale de France*, par le père Anselme, t. XI, *des Connétables*, p. 165.)

crimina enormia in ipsius ducis personam, statum et gentes, ac eorum bona tunc temporis commictendo, in dicti consanguinei nostri ac gentium suarum dedecus intollerabile, damnumque maximum et quasi inreparabile, ac etiam lexionem enormem, ut dicitur; quamobrem dux ipse, non solum tanquam subditus et vaxallus noster ligius et fidelis, sed etiam ratione sanguinis, nobis, sicut superiori domino suo vero, ad quem in necessitatibus debet habere recursum, humiliter supplicando, sibi exinde, debito consilio et auxilio, petiit super hiis de competenti remedio per nos celeriter provideri. Sane, licet erga prenominatum ducem, utpote subditum et vaxallum nostrum ligium et fidelem, tam ratione consanguineitatis quam propter ipsius suorumque infinita grata servitia semper nobis et nostris continue exhibita fideliter et impensa, nos magis favorabiles ostendere debeamus; tamen, quia, in quantum possumus, cupimus, ut tenemur, inter omnes subditos nostros, vaxallos ligios et fideles, maxime consanguineos nostros, et quoscumque alios eorum malivolos vel etiam inimicos pacem inserere et nutrire, removere scandala, guerrarum et jurgiorum materiam penitus amputare, actendentes quod, nisi pacis in tempore, bene colitur actor pacis, ergo vos et subditos vestros benignius et consultius agere volumus in premissis. Nos igitur, predicta considerantes, nec non tranquillam conversationem et communicationem, quas in regno nostro vestri cives et subditi habent continue, et etiam ab olim habuerunt, regnum ipsum semper pacifice frequentando; vos actente requirimus et rogamus, quatenus certos viros idoneos super premissis omnibus instructos, a vobis plenariam et liberam potestatem ac speciale mandatum habentes tractandi coram nobis, seu deputatis nostris, inter dictum consanguineum nostrum et vos, de pace et concordia, omniaque super predictis discordiis pacificandi, initamque super hoc pacem et concordiam, si Deus dederit eam, tenendi et firmiter observandi, ad nos destinare velitis et curetis. Itaque, die ultima instantis mensis aprilis, compareant coram nobis ac propter hoc se debite representent, ut, super predictis discordiis, excessibus, damnis et injuriis, nobis, ex parte dicti ducis, ut premictitur, expositis, tunc temporis clarius exponendis et aliis factum hujus-

modi tangentibus, cum dicto duce vestrisque procuratoribus, seu nuntiis, aut ambaxatoribus sic mittendis, nobis mediantibus, possit tractatus haberi pacificus ac firmus. Si vero premissa per nos a vobis sic petita et rogata, plusque premittitur, distuleritis, aut, quod non credimus, nolueritis adimplere, scire satis potestis et debetis quod nos, ratione urgente, consanguineo nostro predicto nullo modo deficere poterimus, quin super hiis, omnibus viis, modis licitis, sibi provideamus celeriter de remedio competenti. Verum, cum nos dilectos et fideles magistrum Johannem de Courmisseico, clericum, et Johannem de Ayamonte, dominum de Custura, militem, consiliarios nostros, latores presentium pro isto negotio, sibi per nos cum intentione nostra plenius exposito, et vobis per eos referendo, ad vos duximus specialiter destinandos, insuper vos requirimus, quatenus ipsis consiliariis nostris et eorum cuilibet, in hiis que vobis ex parte nostra viva voce dixerint, fidem adhibeatis credulam, et ea curetis effectui celeriter mancipare, eisque consiliariis nostris et eorum gentibus, familie, et rebus omnibus, jam in nostra protectione speciali et salva gardia existentibus, et quos, ex abundanti, in ipsa gardia suscipimus per presentes, cum in terra et districtibus vestris, firmiter salvum et securum guidagium et conductum, eundo, morando et redeundo prebeatis, ab omnibus injuriis, violentiis ac gravaminibus defendi et protegi faciatis, taliter hoc acturi quod nobis debeat esse gratum.

SECONDE LETTRE DE PHILIPPE VI À LA RÉPUBLIQUE[1].

15 mai 1345. — Conflans, près le pont de Charenton.

ANALYSE.

Dans un long préambule, où il multiplie les lieux communs de la rhétorique

[1] Conformément aux intentions exprimées par le Roi dans sa première lettre, la République avait envoyé des ambassadeurs en France; mais, comme elle ne voulait pas rendre au duc d'Athènes une autorité dont il s'était montré indigne, elle n'avait donné à ses représentants que des instructions vagues.

et les citations de l'Écriture sainte et des Pères, le Roi s'applique à faire ressortir les bienfaits de la paix et les maux qu'engendre la discorde, et il conclut en faveur d'une réconciliation sincère entre Florence et le duc qu'elle a proscrit. Il s'étonne que la République ait député vers lui des hommes qui ne sont revêtus d'aucun pouvoir, qui ne sont porteurs d'aucun mandat spécial [1]. Il ne les a pas moins accueillis avec bonté; mais il espère que les Florentins lui en enverront sans retard d'autres qui auront qualité pour négocier.

(*Rif.* classe XI, dist. I, reg. n° 16.)

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À PHILIPPE VI.

8 mars 1346.

ANALYSE.

La République donne commission à ses ambassadeurs auprès du Roi de l'informer des actes tyranniques, des cruautés et des violences dont le duc d'Athènes s'est rendu coupable à l'égard du peuple de Florence; et, pour appuyer et confirmer leurs remontrances, elle leur envoie les lettres écrites, dans le même sens, à Philippe VI, par les communes de Pérouse, de Sienne, de San-Gemignano, de Colle, de Volterra, de Prato, d'Arezzo [2].

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE AU PAPE CLÉMENT VI.

24 février 1351.

ANALYSE.

La République exprime toute sa reconnaissance au Souverain Pontife, qui a obtenu du roi de France la suspension des représailles [3] qu'il avait

[1] Les noms de ces ambassadeurs florentins sont inconnus.

[2] Toutes ces cités appartenaient à la ligue guelfe de Toscane.

[3] L'usage des *représailles* existait en Europe aux XIIe et XIIIe siècles, et il paraît s'être maintenu, en Italie comme en France, jusque dans le cours du XIVe siècle. Voici en quoi il consistait : le simple particulier qui se croyait lésé dans ses biens ou dans son crédit, par un citoyen ou un marchand de quelque État étranger (et à plus forte raison par cet État

autorisées, de la part du duc d'Athènes, contre la nation florentine, en France[1].

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE AU ROI JEAN.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 10.)

26 août 1351[2].

SOMMAIRE. — La République remercie le Roi d'avoir mis un terme aux représailles exercées par le duc d'Athènes contre les marchands florentins.

Elle dénonce au Roi l'ambition et les envahissements de Jean Visconti, archevêque et seigneur de Milan, le prévient contre son hypocrisie et ses artifices, et le supplie de lui refuser sa médiation, qu'il sollicitait, auprès du Saint-Siége.

Inclite regum et domine.

Dum, debite meditationis consilio, intra nostrorum cordium arcana pensamus, quantum regia Francorum prosapia ex dilectione nostre fuerit comunitati annexa, retroactis temporibus et modernis, cognoscimus, quod queque et si prolixa descriptio non sufficeret ad narrandum, quin

lui-même), obtenait de son propre gouvernement l'autorisation de s'emparer, par tous les moyens possibles, même par la violence, des marchandises et des biens de tous les marchands ou citoyens de l'État auquel appartenait son débiteur. Ainsi, le duc d'Athènes, qui prétendait avoir été dépouillé par les Florentins d'une part de ses biens, en 1343, avait obtenu du roi de France l'autorisation de dépouiller à son tour les marchands de Florence qu'attiraient en France les intérêts de leur commerce. Ce sont ces représailles, si préjudiciables au commerce de la République, que le roi Jean avait fait cesser, à la requête du Souverain Pontife. (Voy. Muratori, *Antiq. med. ævi*, t. IV, p. 742 et suiv. *De Represaliis*, et Ducange, voc. *Represalie*.)

[1] Les marchands de chaque ville, de chaque État italien, formaient en France une corporation distincte, avec consuls et juridiction. Cette corporation prenait le nom de *Nation*. C'est ainsi que nous trouvons dans les grands centres de commerce, tels que Lyon, Avignon, Paris, la *Nation génoise*, la *Nation pisane*, la *Nation florentine*, etc.

[2] Cette lettre est adressée à Philippe de Valois; c'est par erreur. Nous avons pu rétablir la date exacte de ce document, d'après une note qui se trouve en tête du cahier qui le renferme; cette note la voici :

« In Dei nomine, amen. Anno ejusdem « Incarnationis MCCCLI, ind. quarta, existen- « tibus pro populo et comuni Florentie infra- « scriptis viris, magnificis prioribus artium « et vexillifero justitie, etc. »

La date une fois déterminée, il en résulte que la lettre est adressée à Jean et non à Philippe VI, mort l'année précédente.

multa collata nobis benefitia, etiam non parcendo personarum discriminibus et oneribus sumptuosis, remanerent intacta; sed, ne regias aures memoratione veterum, quorum notitiam Vestram credimus Excellentiam obtinere, quomodolibet fatigemus, que noviter, inclitorum progenitorum vestrorum vestigia imitantes, placuit nobis liberaliter erogare, providimus non tacere, ut cognoscat Vestra Maiestas nos esse, et si non gratos, saltem memores collatorum. Nempe auditui nostro pervenit, qualiter vestri diadematis extollenda Sublimitas, que Comune nostrum ardore amplectitur karitatis, devotionis nostre erga regiam stirpem vestram ab experto recordes, represallias concessas contra Comune nostrum et cives, ex non veris informationibus ducis Athenarum, totaliter placuit irritare, regia provisione firmantes ut nostrates stare, mercari, conversari libere in regno Francie valeant de cetero, et morari. De quibus regia liberalitate peractis, quamquam omnem laudem inferiorem debito existere judicemus, gratias Vestre Excellentie referimus copiose, quas Omnipotens augmentare dignetur in nominis vestri gloriam atque decus.

Preterea sentimus quod ille, qui se archiepiscopum Mediolanensem nominare in Dei et Apostolice Sedis ignominiam non veretur[1], Vestro Cul-

[1] Jean Visconti, cinquième fils de Mathieu Visconti, avait succédé à son frère Luchin, en 1349. Nommé cardinal, en 1328, par l'antipape Nicolas de Corbières, Jean avait, l'année suivante, fait sa soumission au pape Jean XXII. Évêque de Novare en 1330, il était parvenu, en 1343, à l'archevêché de Milan. Seigneur du Milanais, en 1349, il impose sa domination aux principales villes de la Lombardie, et porte ses vues ambitieuses sur la Toscane et sur la Romagne. Lorsque, en 1350, il eut acheté Bologne aux Pepoli, cette acquisition importante excita la juste appréhension de la cour pontificale d'Avignon. Le pape Clément VI excommunie Jean Visconti, et jette l'interdit sur Milan; aux armes spirituelles il joint le secours des armes temporelles; il suscite contre l'usurpateur, les Scaligers, Venise, Gênes et les Florentins. C'est alors que le belliqueux archevêque tente de rentrer en grâce auprès du Souverain Pontife, et qu'il sollicite, à cet effet, la médiation du roi de France. Les Florentins, craignant que tout le poids de la guerre ne retombât sur eux, le lendemain de cette réconciliation, font de vives instances auprès du roi Jean, pour le détourner de se faire médiateur entre Clément VI et Visconti. — La guerre se prolongea entre Florence et l'archevêque jusqu'en 1353; elle fut alors terminée par le traité de Sarzane. (Voy. Dumont, *Corps diplomatique du droit des gens*, t. I, partie II, p. 271; et Ughelli, *Italia sacra*, t. V.)

mini supplicavit, ut penes Summum Pontificem dignaremini interponere partes vestras, ut, opere vestro, admicteretur ad gratiam reconciliationis cum Ecclesia Dei Sancta, cujus honori detrahere, per crebras displicentias, nunc et actenus sui predecessores et ipse non paverunt. Qui, si cuncta circumspecto consilio tructinaret, conspectum Vestre Excellentie adhire nullatenus debuisset, tanquam hostis notorius vestre stirpis, manifeste Ecclesiam et ejus devotos, quorum Vestra Sublimitas est protectrix, offendere non desistens; quin ymmo mala pessimis gestibus super addens, nunc, per hostiles incursus usque in nostrum territorium, quod rapinis et incendiis lacessitur, ex longo tractatu habito cum singulis italicis Ecclesie rebellibus et manifestissimis inimicis generosissime stirpis regie, quorum perfidia vestris illustribus antecessoribus, per scelesta opera, manifesta, nostram libertatem, vestris victricibus presidiis propagatam, nobis subripere demolitur, ut, viribus nostris suis adiunctis, ad recalcitrandum contra Ecclesiam eiusque devotos et regios, magis se potentem inveniat offensorem; quod nimirum eveniet, nisi Ecclesia suique fauctores et devoti contra ipsum erigant vires suas, ut conteratur aspis surda cerastesque pernitiosissima erigens elata cornua contra Ecclesiam, suam benignissimam promotricem. Cuius requisitionibus memores, quod nunc et actenus circa spiritualia et temporalia, etiam per adsumtionem cardinalatus ab antipapa, et alia contra Ecclesiam que patravit, et si sibi, quod difficulter credimus, spes ex falsis informationibus data fuerit, prebere audientiam non debetis, nec intercedere pro eodem penes Sanctissimum Patrem Patrum, quem non timet tam pernitiosis iniuriis molestare. Dignetur itaque Regia Celsitudo, more progenitorum vestrorum illustrium, devotionem nostram, promptam actenus ad singula conformia votis regiis et nunc sedulam, circa ea suscipere commendatam, ne nos absorbeat Dei, Ecclesie Vestreque Sublimitatis ambitiosissimus et scismaticus inimicus, qui, quamquam nunc se simulet regium servitorem, facit ut atrocius noceat subiugatis sibi nobis et aliis fidelibus et devotis sacre regie sobolis, immutatoque consilio in melius, dignetur efficaciter operari ut Summus Pontifex, qui principaliter offenditur ab eodem, procedat prout honori Ecclesie

convenerit contra eum, nobisque dispositis, quantum posse affuerit, occurrere, pro nostra justitia ac libertate tuenda, suis conatibus viriliter et potenter Sanctitatis Sue auxilium largiatur, per quod, conculcata superbia eiusdem archiepiscopi, sibi fieri potentius valeat resistentia opportuna; quod, et si nostre devotionis mereatur constantia, non minus exinde honor regius suscipiet laudabilia incrementa, dum nobis faverit, a diu amicabili devotione coniunctis, promptis ad regios famulatus.

Nota. — Nous trouvons dans les archives de Toscane la trace d'autres rapports entre la République de Florence et le roi Jean. En 1353, la République, qui regardait comme un rigoureux devoir d'étendre sa protection sur ceux de ses citoyens qui se livraient au commerce, recommande au Roi les créances de la maison Peruzzi (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 11). Le Roi, à son tour, demande, quelque temps après, aux Florentins d'accueillir et de seconder les ambassadeurs qu'il envoie à Jeanne de Naples (*Rif.* classe XI, dist. I, reg. n° 16).

CHARLES VI.

NOTICES BIOGRAPHIQUES[1].

Deux hommes ont porté presque tout le poids des négociations entamées et poursuivies par les Florentins avec la France, sous le règne de Charles VI; ces deux hommes sont :

Filippo Corsini,
Bonaccorso Pitti.

Nous essayerons de faire connaître les traits principaux de leur vie politique.

[1] Je me fais une loi et un plaisir de déclarer que, à peu d'exceptions près, je dois tous les éléments qui m'ont servi à composer les notices biographiques contenues dans cet ouvrage, à l'un des directeurs du dépôt central des archives d'état de Toscane, M. le comte Luigi Passerini, *segretario delle Riformagioni*, généalogiste de premier ordre, dont la complaisance et le savoir sont inépuisables.

I. — FILIPPO CORSINI.

En tête de la liste des ambassadeurs que Florence a choisis pour la représenter auprès de nos rois se place, comme pour l'inaugurer dignement, un homme dont la longue carrière a été vouée, sans réserve, au service de son pays. Élevé dans l'étude des lois, avocat distingué dès sa première jeunesse, professeur de droit avant sa maturité, revêtu cinq fois de la plus haute magistrature de la cité, chargé trente et une fois par ses concitoyens des fonctions délicates d'ambassadeur, honoré par le roi des Romains, qui le fait comte du saint empire, par la France, qui lui donne, avec le titre de conseiller du Roi, le privilége d'ajouter les fleurs de lis à son blason de famille, Filippo Corsini fut, au xve siècle, un diplomate et un homme d'état.

Il naquit en 1334, de Tommaso, fils de Duccio Corsini, et de Ghita, fille de Filippo degli Albizzi.

Jeune encore, il s'était fait remarquer comme jurisconsulte et comme orateur. Frappés de ce double mérite, ses compatriotes le chargèrent d'enseigner le droit dans leur ville[1], et de les représenter près des gouvernements étrangers.

Comment le suivre, sans confusion et sans fatigue, dans le cours de ses missions multipliées?

A vingt-six ans, il débute dans la carrière diplomatique: il signe avec Sienne, au nom des Florentins, une alliance offensive et défensive (1360).

L'année suivante, il est à Anvers, où il stipule avec cette industrieuse cité une convention commerciale (1361).

La guerre éclate entre Florence et Pise; c'est lui qui, en 1364, dicte aux Pisans les conditions d'une paix honorable et avantageuse pour sa patrie.

La papauté, reléguée à Avignon, subissait, loin de Rome, un exil fatal à l'Église et à l'Italie : Filippo Corsini se rend auprès d'Urbain V (1365), pour l'exhorter à replacer le siége des Souverains Pontifes dans la ville de Saint-Pierre. Deux ans après, Urbain V quittait Avignon pour Rome et l'Italie.

Dans l'espace de trois années (1368-1371), l'habile négociateur défend, à deux reprises, les intérêts de sa ville devant l'empereur Charles IV, qui, pour récompenser son rare mérite, l'élève à la dignité de comte Palatin.

A peu près à la même époque (1373), le nouveau Pape, Grégoire XI, lui donnait un témoignage éclatant d'estime et de confiance, en l'appelant au gouvernement de la ville et de la province d'Urbin.

En 1375, Urbin se révolta contre l'autorité du Saint-Siége et chassa son gou-

[1] Filippo Corsini fut nommé professeur de droit civil à l'*école* (*nello studio*) de Florence, en 1368. Il avait alors trente-quatre ans.

verneur, qui se réfugia à Avignon, où le Pontife lui fit le même accueil qu'avant l'échec dont il ne le jugeait pas responsable. Il conserva même pour lui une considération si haute, que, en excommuniant tout l'état de Florence, en 1376, il fit une exception unique en faveur de Filippo et de ses deux frères[1].

Cependant, en 1378, le succès de la révolte des *Ciompi* livra l'État aux fureurs de la populace. Le bon sens, la vertu d'un homme de rien sauva tout, quand tout semblait perdu. Michel Lando, le cardeur de laine, eut la gloire, à lui seul, d'arracher à la mort et à la honte ce peuple, qui l'en récompensa en le condamnant à l'exil[2].

Le jour néfaste où la populace étalait à Florence sa hideuse souveraineté, Corsini, condamné à une proscription perpétuelle, abandonnait son foyer profané par le pillage, dévoré par l'incendie.

Il trouvait un asile à la cour d'Avignon.

Son retour suivit de près le triomphe de son parent, Maso degli Albizzi, devenu, en 1381, l'arbitre de l'État : Filippo fut rendu à la vie publique.

Après avoir rempli avec talent, à Rimini et à Bologne, deux missions d'un intérêt secondaire, en 1386, il fut, pour la première fois, député en France, afin d'obtenir contre Jean Galéas Visconti l'appui de Charles VI.

A son retour de France, il parcourt l'Italie, s'arrêtant à Milan, à Pise, à Bologne, pour tenter d'organiser, contre les bandes d'aventuriers, une sorte de ligue du bien public, dont les bases sont arrêtées, en 1389, à l'assemblée de Pise.

Charles VI avait promis beaucoup, mais les effets se faisaient attendre. En 1389 Corsini revient en France, et, dans un séjour de six mois, il obtient de nouvelles promesses, que le malheur des temps rendra encore inefficaces.

De 1390 à 1396, nous retrouvons l'infatigable diplomate à Milan, à Gênes, à Mantoue, à Venise, à Padoue, à Ferrare, à Bologne, préparant des traités importants, ménageant d'utiles alliances, exerçant partout sa pacifique influence.

L'année 1398 le ramène à la cour de France, en compagnie de Bonaccorso Pitti. C'est dans cette circonstance que, en présence du roi et des princes, il prononça l'éloquent discours dont tous les courtisans voulurent avoir des copies.

Dans les années suivantes, il est présent sur tous les points où les intérêts de Florence sont engagés, où ses droits sont menacés.

En 1402, il attend Robert, roi des Romains, à Padoue, où il contracte avec lui un traité d'alliance.

Il se rend auprès de Boucicaut, à Gênes, en 1404, pour veiller sur le commerce des Florentins.

[1] L'un d'eux était le cardinal Piero Corsini.

[2] Voyez sur la révolte des *Ciompi* (Gueux) le récit de Macchiavelli (*Histoire de Florence*, liv. III).

L'année suivante (1405), il est à Avignon, puis à Paris pour la quatrième fois; c'est alors que Charles VI lui confère le titre de son conseiller et rehausse l'éclat de son blason en y plaçant les lis de France.

Depuis longtemps l'âge et les travaux avaient blanchi ses cheveux.

Lorsque l'Europe chrétienne s'émut de la prolongation du grand schisme, et résolut d'y mettre un terme, Florence pensa que, dans ces conjonctures solennelles, aucune voix n'aurait plus d'autorité auprès du Pontife d'Avignon et des pères du concile que la voix éloquente et respectée de ce noble vieillard. De 1407 à 1413, il employa tous ses efforts au succès de cette grande entreprise, objet constant des vœux de tous les cœurs chrétiens et de tous les esprits sages. C'était la digne consécration d'une vie encore plus pleine d'œuvres que de jours.

Filippo Corsini mourut le 24 octobre 1421, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

II. — BONACCORSO PITTI.

Bonaccorso Pitti a pris le soin de faire connaître au public l'histoire de sa famille et la sienne, dans une chronique estimée qui a été imprimée à Florence; nous ne lui consacrerons donc que quelques lignes.

Il naquit, en 1354, de Néri, fils de Bonaccorso Pitti et de Corradina Strozzi. Il fut élevé deux fois à la dignité de gonfalonnier de justice; mais ce fut surtout dans la carrière des ambassades qu'il réussit à se distinguer.

Envoyé pour la première fois en France en 1396, il fut chargé des négociations qui aboutirent à la conclusion de la ligue formée par Charles VI et les petits États de la Romagne et de la Toscane, pour maintenir l'équilibre de l'Italie.

En 1398, il revenait à Paris pour y solliciter l'envoi des secours que le roi était tenu de fournir, en vertu de son adhésion à la ligue.

Il semblait qu'il fût destiné à susciter des adversaires à Jean Galéas Visconti. En effet, en 1401, nous le trouvons à Trente, où il met les armes aux mains de Robert, le roi des Romains, contre le duc de Milan, l'éternel ennemi de Florence.

De toutes les négociations qui lui furent confiées, la plus délicate fut celle qu'il fut chargé de diriger à la cour de France, en 1407, par suite de l'arrestation des ambassadeurs que la République avait précédemment députés pour justifier son expédition contre Pise. On peut juger, par la lecture des instructions qui lui étaient données, du degré d'estime que le gouvernement avait pour son talent et pour son caractère.

Il remplit encore deux missions : l'une, en 1410, auprès de Louis II d'Anjou, prétendant au trône de Naples; l'autre, en 1419, auprès du nouveau Pontife, Martin V, qu'il alla complimenter à Castrocaro.

Bonaccorso mourut vers 1425. De Francesca, fille de Luca degli Albizzi, il eut

un fils, Luca Pitti, qui éleva, avec d'immenses frais, le palais sombre et massif qui porte son nom, et qui sert aujourd'hui de résidence aux grands-ducs de Toscane.

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LE ROI DE FRANCE CHARLES VI.

Nota. L'objet de ces négociations est de solliciter l'appui de la France contre la puissance envahissante de Jean Galéas Visconti[1].

1389—1398.

ANALYSE.

23 juin 1389. — La République envoie un ambassadeur en France[2], avec mission de solliciter vivement Charles VI de contracter une alliance avec les communes de Florence et de Bologne, de passer en Italie et de faire la conquête de l'État de Milan[3].

(*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 1. Corrisp. dei X di Balia.)

[1] A la mort de l'archevêque Jean Visconti, en 1354, ses trois neveux Mattéo, Bernabo et Galéas s'étaient partagé l'État de Milan, Mattéo était mort en 1355, ne laissant que deux filles. Bernabo, en 1385, était tombé entre les mains de son neveu Jean Galéas, et avait succombé la même année, laissant cinq fils et dix filles légitimes; qui furent tous dépossédés. En 1378, Galéas laissa sa part à son fils Jean Galéas, qui, à la mort de son oncle Bernabo, réunit tous les pays qu'avait gouvernés l'archevêque Jean, son grand-oncle. En 1360, Jean Galéas avait eu l'honneur, chèrement acheté, de s'allier à la maison royale de France, en épousant en premières noces, la fille du roi Jean, Isabelle, qui mourut, en 1372, sans lui laisser d'enfants. De Catherine Visconti, sa seconde femme et sa cousine, il eut Jean-Marie et Philippe-Marie qui lui succédèrent, et Valentine, qui épousa le duc d'Orléans, frère de Charles VI et aïeul de Louis XII. Dès l'année 1385, Jean Galéas avait laissé éclater son ambition en dépouillant les fils de Bernabo de la succession de leur père; aussi les Florentins, en 1386, avaient-ils déjà envoyé Filippo Corsini en ambassade au roi de France, pour solliciter son concours contre ce puissant adversaire. En 1387 et 1388, Jean Galéas avait établi sa domination à Vérone, à Vicence et à Padoue, sur la ruine des seigneurs della Scala et de Carrare. Ces rapides succès augmentèrent les alarmes de la République, qui ne négligea aucune démarche pour former une ligue italienne contre Visconti, et pour faire prendre, dans cette ligue, la première place au roi de France.

[2] L'ambassadeur florentin était le célèbre Filippo Corsini, qui, pour la seconde fois, était envoyé en France à cet effet, comme nous l'apprend la notice que nous avons consacrée à la biographie de cet éminent personnage.

[3] Pendant que la République négociait

16 octobre 1390. — La République engage à son service le comte Jean d'Armagnac[1] et sa compagnie d'hommes d'armes, pour faire la guerre en Lombardie[2].

Telles sont les principales dispositions de l'acte (Condotta del conte d'Armagnac) conclu le 16 octobre.

1° Le comte s'engage à descendre en Italie, dans le pays de Lombardie, et à conduire avec lui deux mille lances et trois mille aventuriers[3], qui seront rendus en ce pays avant la fin de novembre, qui y camperont et y pousseront vivement la guerre, pendant six mois, et pendant un second semestre, si les circonstances l'exigent.

2° Les vivres et les autres choses nécessaires à la vie seront aux frais de la République.

3° Le comte d'Armagnac et les officiers de tous grades qui sont sous ses ordres[4] s'engageront, aussitôt après avoir passé le Rhône, ou dans la quinzaine qui suivra, à jurer de maintenir fidèlement les conventions.

4° La paye due au comte pour tout son monde est fixée à quinze mille florins d'or par mois.

avec la France, elle posait ses dernières conditions à Jean Galéas, et, sur son refus de les accepter, elle donnait l'ordre à ses quatre ambassadeurs (Luigi Guicciardini, Gherardo Buondelmonti, Giovanni de Ricci, et Lodovico degli Albergotti) de quitter Milan. Enfin elle envoyait Niccolo da Uzzano, un de ses citoyens les plus recommandables, à Nice, avec de pleins pouvoirs pour contracter une alliance étroite contre Visconti avec le comte de Savoie, Amédée VII. (*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 1. Corrisp. dei X di Balia.)

[1] Jean III, comte d'Armagnac, de Comminges et de Rodez, avait déjà combattu avec succès dans le midi de la France, lorsque, en 1390, il entreprit de mettre son beau-frère Charles Visconti en possession de la seigneurie de Milan, usurpée sur lui par son oncle Jean Galéas. Le comte d'Armagnac n'emmena pas moins de quinze mille hommes au delà des Alpes, et délivra ainsi les provinces méridionales de la France du fléau des grandes compagnies. Il montra pour les Lombards, qu'il allait combattre, un mépris qui devait lui être funeste.

[2] Jean Galéas, effrayé à la nouvelle des actives négociations des Florentins, et dans le dessein de rompre leurs pratiques avec la France, avait conclu avec eux à Pise, les 1er et 3 octobre 1389, une convention, à la faveur de laquelle il réussit à gagner du temps. Mais, dès l'année suivante, il déclarait ouvertement la guerre à la République.

[3] Nous croyons devoir rendre par le mot *aventuriers*, les deux expressions de *pilhardi seu saccomani*, qui sont dans le texte. (V. *Archivio storico,* Florence, Vieusseux, t. X, *Della milizia in Italia, dal* XIII*e al* XVI*e secolo*, introd. p. 65, Giuseppe Canestrini.)

[4] En voici l'énumération : *capitanei, caporales, proceres, nobiles, barones, mariscalli* et *submariscalli* et *ductores* dictarum gentium.

5° Le comte et ses hommes s'abstiendront de toute violence à l'égard des villes et des pays qui se détacheraient volontairement du parti de Jean Galéas, et choisiraient tout autre État ou tout autre seigneur.

6° Le comte recevra, comme don ou gratification, cinquante mille florins, dont trente mille payables à Avignon ou à Montpellier, et vingt mille payables à Gênes, à Bologne ou à Florence [1].

(*Rif.* classe XI, dist. III, reg. n° 53, ou t. XL delle Cartapecore, n° 46.)

14 juillet 1396 [2]. — La République envoie des ambassadeurs en France [3], avec la double mission d'engager à son service et à sa solde le comte Bernard d'Armagnac [4], et d'inviter plus instamment que jamais le roi Charles VI à tenter une expédition en Italie.

Les ambassadeurs s'arrêteront à Avignon pour y prendre l'avis du cardinal de Florence [5]. De là, ils se rendront auprès de Bernard d'Armagnac, qu'ils trouveront d'autant plus disposé à soutenir de son épée la querelle des Florentins, qu'il a à venger son frère, mort, après sa défaite, dans l'odieuse prison des Visconti.

Enfin, les ambassadeurs insisteront auprès du roi Charles, pour qu'il se

[1] Le comte d'Armagnac fut malheureux dans son entreprise. Battu et fait prisonnier près d'Alexandrie, le 25 juillet 1391, il mourut peu de jours après de ses blessures. (V. pour cette guerre de Lombardie : *Deliciæ eruditorum,* t. XVI, p. LXXIII-CXII; Lami; et *Coluccii Salutati Epistolæ,* Florence, 1741.)

[2] Par un diplôme du 1er mai 1395, l'empereur Wenceslas avait conféré, à prix d'argent, à Jean Galéas le titre de duc. Cette nouvelle dignité, en rehaussant son importance, le rendait plus redoutable aux autres États de l'Italie.

[3] Ces ambassadeurs sont Bonaccorso Pitti et Maso degli Albizzi, comme nous l'apprend la notice que nous consacrons à la biographie de Bonaccorso Pitti.

[4] Bernard VII succéda à son frère Jean III, en 1391. C'est le fameux comte d'Armagnac qui, après l'assassinat du frère de Charles VI, Louis d'Orléans, épousa la querelle du jeune duc Charles d'Orléans, dont il était le beau-père; qui devint connétable de France, en 1415, après la bataille d'Azincourt, et qui fut massacré par la faction bourguignonne le 12 juin 1418.

[5] Il y a, à cette époque, dans le sacré collége, deux cardinaux connus sous cette désignation : l'un est Angelo Acciaiuoli, de la création d'Urbain VI, attaché, pendant la durée du grand schisme, à la cause du Pontife romain, mort en 1407, et inhumé dans la chartreuse de Florence, où l'on admire encore son simple et beau monument; l'autre est Piero Corsini, de la création d'Urbain V, dévoué plus tard à la fortune des antipapes d'Avignon, à la cour desquels il mourut en 1405; c'est évidemment du cardinal Corsini qu'il s'agit dans ce document.

mette résolument à la tête de la ligue italienne. Ils feront remarquer que les intentions toutes favorables du prince à cet égard sont paralysées par les délais qu'apportent incessamment à cette entreprise ses ministres, corrompus par l'or du duc de Milan.

(*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 1.)

29 septembre 1396. — Le roi semblait avoir pris parti; il avait chargé deux des gentilshommes de sa chambre de former, en son nom, une ligue avec les ambassadeurs florentins [1].

Aux termes du traité du 29 septembre, une ligue était conclue, pour cinq ans, entre la République et la France; chaque partie s'engageait à fournir contre l'ennemi commun des forces considérables. Trois mois étaient accordés aux communes de Bologne et de Lucques, aux marquis d'Este et de Mantoue, aux seigneurs de Padoue et de Rimini, pour faire leur accession à la ligue [2].

Suivent les ratifications de Lucques (17 novembre), du roi de France, de la République de Florence (23 novembre), du marquis d'Este, seigneur de Ferrare et de Modène, des seigneurs de Mantoue et de Padoue (28 décembre).

(*Rif.* classe XI, dist. III, reg. n° 7, ou t. VI delle Cartapecore, n°s 1 et 5.)

15 décembre 1396. — Les dispositions contenues dans le traité d'alliance avec la France sont soumises aux seigneurs de Mantoue, de Ferrare et de Padoue, par les ambassadeurs florentins, dans une assemblée (parlamento) convoquée à Bologne. Chacun des petits États confédérés y expose ses prétentions et y discute ses intérêts; puis l'assemblée s'engage à ratifier la ligue, et à combattre le duc de Milan.

(*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 1.)

27 décembre 1396. — L'ambassadeur florentin en France [3] reçoit l'accueil le plus favorable de l'antipape d'Avignon et de Charles VI. Le Roi accorde à la République la faculté de lever dans le royaume autant d'hommes d'armes qu'elle jugerait en avoir besoin; d'y choisir, parmi les seigneurs français, un capitaine, et de déployer la bannière royale de France : le tout, en vertu d'un diplôme public remis entre les mains de l'ambassadeur [4].

(*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 1.)

[1] Bonaccorso Pitti et Maso degli Albizzi.

[2] Ce document considérable, dont le texte se trouve aux archives de Florence, est imprimé : *Lünig. Codex Italiæ diplomaticus*, t. I, p. 1094.

[3] Bonaccorso Pitti.

[4] Le pape de Rome voyait avec inquiétude les étroits rapports qui existaient entre les Florentins et la France; en vain la République envoya-t-elle à Rome, en 1397, des ambas-

. . . *mai 1397*. — Gênes s'était placée sous la protection de la France[1]. Le premier gouverneur désigné par le Roi pour le représenter dans cette ville était le comte de Saint-Pol[2]. C'est à lui que la République demande, dans sa confiance, à quelle époque précise le Roi doit descendre en Italie. Saint-Pol répond franchement qu'il n'en sait rien.

Les Florentins engagent le gouverneur à agir contre Pise; celui-ci s'en excuse, ne pouvant le faire au nom du Roi; il s'offre seulement à armer deux galères, sous un nom étranger[3].

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 7.)

FRAGMENT D'UNE LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE AU PARLEMENT DE FRANCE.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 16.)

15 décembre 1403.

SOMMAIRE. — Bernardo de' Nobili, citoyen de Florence, venait de mourir en France, où il était établi. Sa succession était fort embarrassée. La République recommande à la bienveillance du Parlement Cino de' Nobili neveu du défunt, qui s'était rendu en France pour régler les affaires de son oncle[4].

. . . Libenter de justicia loquimur cum illis quos esse scimus jus-

sadeurs chargés d'expliquer au Souverain Pontife tous les motifs de sa conduite. Boniface IX conserva ses soupçons, et s'opposa à ce que Bologne, qui dépendait du Saint-Siége, envoyât des députés à Charles VI. (*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 7.)

[1] En 1393, une députation de Génois avait offert à Charles VI, au nom de l'État, de se donner à lui. Les conditions auxquelles cette République se soumettait à la France avaient été stipulées et signées par les commissaires du Roi le 25 octobre de cette année.

[2] Waleran de Luxembourg, comte de Saint-Pol, nommé gouverneur à Gênes à la fin de l'année 1396, ne conserva cette position que pendant quelques mois. Au temps de sa longue captivité en Angleterre, il avait épousé Mathilde de Courtenai, sœur utérine du roi Richard II. Après la chute et la mort sanglante de ce prince, Waleran, son beau-frère, fit une démonstration armée contre Henri IV. Dans les troubles qui désolèrent la France sous le règne de Charles VI, le comte de Saint-Pol se déclara en faveur du duc de Bourgogne; ce prince lui fit donner, en 1412, l'épée de connétable, qu'il conserva jusqu'à sa mort, en 1415.

[3] Florence au commencement de 1398, avait tenté une nouvelle démarche auprès de Charles VI. C'est dans cette circonstance que Filippo Corsini fit admirer son éloquence par tous les seigneurs de la cour. — Vers le milieu de cette année, les Florentins signèrent une trêve avec Jean Galéas, et, en conséquence, ils députèrent vers le comte d'Armagnac, pour le détourner d'amener des hommes d'armes en Italie. (*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 1.)

[4] Nous avons cru devoir citer ce document parce qu'il atteste la haute renommée

titie speculum, et totius christianitatis, verique juris et equitatis certum et verissimum documentum. Ubi namque terrarum justitia fidelius et equitatis integritas ministratur? Ubinam locus est in orbe terrarum favorabilior viduis, auxiliatorque pupillis? Libenter igitur, maximaque fiducia, Excellentie Vestre de justitia scribimus, apud quos hujus observantiam mirabili sinceritate videmus; sperantes Florentinos, Regie Majestatis filios, cum eis necesse sit, tanta distantia, pro suis pecuniis extra patriam litigare, apud Vestram Benignitatem favores necessarios reperturos. . . . .

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LA FRANCE,

AU SUJET DE L'ACQUISITION ET DE LA RÉDUCTION DE PISE [1].

1403 — 1407.

ANALYSE.

Le lieutenant du Roi à Gênes, informé des préparatifs des Florentins contre Pise, leur avait intimé l'ordre de s'abstenir de toute agression contre Gabriel

dont jouissait le parlement auprès des peuples étrangers.

[1] Galéas marchait d'un pas rapide à la conquête de l'Italie centrale. Jacopo d'Appiano lui avait vendu Pise, dont il s'était rendu maître; Sienne l'avait reconnu pour seigneur; la force des armes avait fait tomber entre ses mains Pérouse et Bologne. Une fois en possession de ces quatre villes et de la Lunigiane, il enfermait Florence dans un cercle menaçant. Jamais la République n'avait été réduite à une position plus critique. La mort de Jean Galéas (1402) la sauva. Lorsque Comines visita la chartreuse de Pavie, il y vit le tombeau de Jean Galéas; le frère qui l'accompagnait ayant appelé *saint, ce grand et mauvais tyran,* Comines surpris lui en demanda la raison; le religieux n'hésita pas: «Nous appellons, dit-il, «en ce païs ici, saincts, tous ceux qui nous «font du bien, et il fit cette belle église des «chartreux.» (Comines, liv. VII, ch. VII.) Ses deux fils légitimes, Jean-Marie et Philippe-Marie, ne surent pas conserver dans son intégrité le vaste et périlleux héritage que leur père leur avait légué. Bologne et Pérouse leur échappèrent d'abord. Sienne s'affranchit à son tour. Quant à Pise, Jean Galéas l'avait laissée à son fils naturel, Gabriel Visconti. En butte au ressentiment des Pisans, justement indignés d'avoir été le prix et l'objet d'un ignoble marché, le nouveau possesseur ne se trouva pas assez fort pour se maintenir dans sa part d'héritage; il se plaça sous la protection du gouverneur français de Gênes, Jean Le Meingre, maréchal

Visconti, attendu que ce seigneur avait fait sa soumission entre ses mains, qu'il s'était reconnu vassal et feudataire du roi de France, s'engageant à lui payer chaque année, à titre d'hommage, un cheval et un faucon[1].

28 avril 1404. — La République exprime au gouverneur la douloureuse surprise que sa démarche lui cause. Les Florentins, alliés du roi, sont en guerre avec les Pisans. Comment, dès lors, sans porter atteinte au droit des gens, Boucicaut peut-il accorder sa protection au seigneur de Pise?

En conséquence, la République députe à Gênes deux ambassadeurs[2], afin d'obtenir que le gouverneur retire son appui à Visconti, et afin de lui notifier la résolution prise par le gouvernement florentin, pour ne pas offenser le roi, de suspendre son expédition contre Pise, bien que les Pisans aient envahi et saccagé le territoire de Gherardo d'Appiano, seigneur de Piombino[3], qui relève de Florence.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 2.)

23 juin 1404[4]. — Boucicaut était chargé de négocier la paix entre Florence et Pise. Les Pisans demandaient que la route qui réunissait les deux villes fût ouverte à leur commerce; les Florentins s'y refusaient, par le motif qu'ils s'étaient récemment obligés envers l'État de Sienne à se servir, comme d'un débouché, du petit port de Talamone.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 2.)

28 novembre 1404. — La République envoie directement au Roi des ambas-

de Boucicaut, et lui livra le port de Livourne comme gage de sa soumission et de sa dépendance. A l'instant où Gabriel Visconti tentait auprès du célèbre capitaine français cette démarche désespérée, Florence s'apprêtait à marcher avec toutes ses forces contre Pise, dans le but de réduire cette ville sous son obéissance.

[1] Le lieutenant du Roi à Gênes était alors Jean Le Meingre, dit *Boucicaut,* comte de Beaufort, d'Alais, vicomte de Turenne, créé chevalier à Rosebecque, maréchal de France en 1391, un des seize héros, qui, à la désastreuse bataille de Nicopolis, durent leur salut à l'admiration du vainqueur, gouverneur de Gênes, de 1401 à 1409, expulsé de cette ville, pendant une expédition audacieuse qu'il dirigeait contre Milan, fait prisonnier à Azincourt, mort en captivité en 1421.

[2] Filippo Corsini et Bonaccorso Pitti.

[3] Lorsque Jacopo d'Appiano avait vendu Pise à Jean Galéas, il s'était réservé la seigneurie de Piombino et de l'île d'Elbe, et l'avait transmise à son fils Gherardo.

[4] La République avait renoncé à sa guerre contre Gabriel Visconti, pour ne pas indisposer le roi de France, et pour conserver à ses marchands nationaux la libre entrée du port de Gênes.

sadeurs[1], chargés de le supplier de mettre un terme aux vexations dont leur commerce avait à souffrir de la part de son lieutenant à Gênes[2].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 16.)

14 janvier 1406[3]. — Les Pisans ont réclamé les secours du Roi, qui essaye d'agir en leur faveur auprès de la République, à laquelle il annonce qu'il leur a même donné un seigneur.

La République s'afflige de ce procédé.

N'a-t-elle pas fait, par voie d'achat, l'acquisition de Pise? Cet achat n'a-t-il pas été confirmé par le conseil du Roi[4]? N'a-t-elle pas déjà payé la majeure partie de la somme à Gabriel Visconti et à Boucicaut[5]?

Le Roi est supplié de ne pas trahir la confiance que les Florentins ont toujours placée en lui[6].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 20.)

[1] Les ambassadeurs étaient Filippo Corsini, Jacopo Salviati et Niccolo Guasconi.

[2] Les Florentins ne s'étant pas abstenus longtemps des hostilités contre Pise, Boucicaut avait fait mettre sous le séquestre toutes leurs marchandises qui se trouvaient alors dans le port de Gênes.

[3] Gabriel Visconti, de plus en plus alarmé des difficultés de sa position, s'était décidé, en 1405, à vendre aux Florentins ses droits sur la ville de Pise. En conséquence de ce marché, Gino Capponi, le 31 août, avait pris possession de la citadelle, que les Pisans avaient bientôt reprise. De là la guerre entre les deux villes.

[4] Ratifica di Carlo VI, della vendita che, sotto 27 agosto precedente, era stata fatta da Gabriello Maria Visconti al Comune di Firenze, della città di Pisa, pel prezzo di 80 mila fiorini d'oro; con le cessioni delle ragioni che aveva re Carlo di Francia. (*Rif.* classe XI, dist. III, reg. n° 7, ou t. VI, delle Cartapecore, n° 6.) — Imprimé dans le *Codex juris gentium*, t. I, p. 277. Leibnitz.

[5] Outre les quatre-vingt mille florins d'or que la République s'était engagée à payer à Visconti, elle devait payer à Boucicaut cinquante-six mille florins, dont trente-six mille pour les frais des réparations faites par les Français à la citadelle de Pise. Or, les deux quittances de Boucicaut se trouvent dans le *T. VI des Parchemins, n°s 8 et 9* : la première, de 1405, pour le versement d'une somme de vingt-neuf mille florins; la seconde, du 26 avril 1406, pour le reste de la somme stipulée. Les Florentins étaient donc en règle vis-à-vis de la France.

[6] La lettre de la République au Roi est accompagnée d'autres lettres, adressées aux ducs d'Orléans, de Bourgogne et de Berry.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE AU ROI CHARLES VI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 20.)

15 août 1406.

Sommaire. — Le Gouvernement français persistait à protéger les Pisans. La République, répondant à une lettre du roi de France, établit de nouveau ses droits sur la ville de Pise; elle a fait l'acquisition de cette importante cité, avec l'autorisation du gouverneur de Gênes, solennellement ratifiée par le conseil du Roi; elle s'apprête à soutenir ses légitimes prétentions, les armes à la main. Quel intérêt peut inspirer au Roi un peuple qui a été constamment l'ennemi de la France et de l'Église, et qui a tramé tout récemment, avec les bannis de Gênes, contre la domination française, une conspiration qui a été déjouée par la vigilance dévouée des Florentins?

Regi Francorum.

Serenissime ac Invictissime Princeps, et Metuendissime Domine, Domine et Pater Noster Singularissime.

Litteras Vestre Gloriosissime Majestatis, datas Parisiis, die x julii elapsi de proximo, die xv mensis hujus, debita et alacri devotione recepimus. Nam, quotiens litteras suscipimus dyadematis vestri sacri, quod, post Deum, veneramus in terris, profundimur immensa letitia et gaudio singulari. Sed, cum tenorem dictarum litterarum inspeximus diligenter, maximo sumus stupore commoti, recolentes quod Pisani, in quorum favorem scribit Vestra Serenitas, et modernis temporibus et antiquis, Sacratissime Domus Francie, et Ecclesie Sancte Dei hostes improbi sunt et jugiter extiterunt. Et etiam advertentes quod, cum, in anno preterito, Pisani eorum justum dominum Gabrielem Mariam Vicecomitem, vassallum et feudatarium Sacratissimi Vestri Throni, tumultu facto, et nulla legitima causa procedente, proditorie rebellassent, et ejusdem D. Gabrielis Marie, suorumque officialium res et bona prede exposuissent atque rapine, cittadella sibi solummodo remanente, requisiti fuimus instanter de emptione Pisarum; et nos, considerantes quod, temporibus nostris, majorumque nostrorum, prefati Pisani, tamquam hostes inquieti, totam Tusciam et fere Italiam in subversione et litibus ac bellorum turbinibus tenuerunt, nostramque libertatem, quam, sub umbra liliorum, huc usque, Deo duce, defen-

dimus, sub manifestis periculis posuerunt; et cupientes in dictis periculis iterum non relabi, dictam civitatem, cum cittadella pertinentiisque, juribus et jurisdictionibus ipsius, titulo emptionis et concessionis, accepimus ab illustri et magnifico domino D. Johanne Le Meingre, locum tenente Serenitatis Vestre, Janueque gubernatore, ad hoc nos hortante, et, vestro nomine, prestante consensum; prout predicta et alia patent publicis documentis. Et successive, per Vestram Gloriosissimam Majestatem, vestrumque consilium, cuncta adprobata fuerunt et solemniter confirmata, uti per litteras regias sigilloque Regis communitas publice demonstratur. Et, celebrata emptione predicta, secutoque consensu, persolvimus multa milia florenorum, tam dicto domino Johanni quam domino Gabrielli; et adhuc, certis terminis, persolvere nos oportet, ut in contractis federibus continetur. Nescimus ergo, quo jure, quave occasione vel causa, alteri concedi potuerit, per Pisanos aut alios, dicta civitas Pisanorum et dominium ipsius. Non eidem simile est auditum a seculo, videlicet : civitatem Pisarum a nobis emptam, regii locumtenentis accedente consensu, et demum confirmatione regia atque consilii subsequente, solutaque conventa pecunia, alteri a quopiam fuisse concessam, et presertim nobis irrequisitis, nostrisque juribus auditis minime neque visis. Preterea, numquam audivimus quod Justissima Vestra Serenitas quicquid simile fecerit, maxime in favorem hostium proditorum, sicuti sunt Pisani, contra vestros devotissimos servitores et filios, quales sumus. Sed certo certius contemplamur predicta, que in favorem Pisanorum et contra nos scribuntur et facta dicuntur, ex non veris informationibus, et coloratis suggestionibus processisse, maxime eorum qui Majestatis Vestre in Janua exosum habent dominium. Nam, nobis civitatem Pisarum habentibus, ut speramus de proximo, ad honorem et gloriam dyadematis vestri sacri, civitas Janue manus regias unquam exire non poterit. Fuit enim per exititios [1] Janue et Pisanos predictos, de mense junii non decurso, facta conspiratio et tractatus aggredi Januam cum armigeris, gentibus et

[1] *Fuorusciti*, les bannis de Gênes.

aliis tunc paratis, ut ipsam civitatem regio dominio spoliarent; quod habuisset effectum, nisi, in partibus Bononie aliisque, cum nostris non parvis pecuniis et aliis nostris ordinibus, ut, post factum, dicto D. locumtenenti fecimus manifestum, adhibuissemus remedium opportunum. Et ob id, ut jura nostra Vestre Justissime Majestati, cunctisque Gloriosissime Vestre Prosapie, publice et lucide patefiant, ad Serenitatem Vestram, cui nos, tamquam devotissimos servitores et filios humillime commendamus, nostros destinare providemus oratores[1].

Pise succomba dans la nuit du 8 au 9 octobre. Aussitôt que cette nouvelle fut parvenue en France, le duc d'Orléans fit arrêter les deux ambassadeurs.

C'est cette violation du droit des gens qui motiva l'envoi de Bonaccorso Pitti à la cour de France.

INSTRUCTIONS DE LA RÉPUBLIQUE À BONACCORSO PITTI, AMBASSADEUR EN FRANCE.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 19.)

... janvier 1407.

SOMMAIRE. — Bonaccorso Pitti a des instructions :

1° Pour Boucicaut, dont il doit solliciter l'appui à son passage à Gênes ;

2° Pour l'antipape d'Avignon, auquel il fera valoir les efforts persévérants de Florence pour mettre un terme au schisme qui désole l'Église, et qu'il suppliera d'intervenir auprès du Roi et des princes en faveur des ambassadeurs emprisonnés;

3° Pour le Roi et les princes, auxquels il fera sentir que l'agrandissement de Florence, la plus fidèle alliée de la France en Italie, est un événement heureux pour ce royaume; auprès desquels il se plaindra, avec un sentiment de douloureuse amertume, de l'atteinte portée au droit des gens dans la personne des ambassadeurs florentins; qu'il fera juge de toute l'affaire de Pise, en la leur racontant selon la vérité; enfin, qu'il entretiendra des intérêts de l'Église, dont tous doivent travailler, de concert et sans relâche, à rétablir l'unité.

Si Bonaccorso n'obtenait pas justice du Roi ni des princes, il a mission de recourir au Parlement.

Bonaccorso s'adjoindra Alberto degli Albizzi, qu'il retrouvera à Paris.

[1] En effet, au mois de septembre 1406, la République envoya en France Bartolommeo Popoleschi et Bernardo Guadagni, avec mission de justifier auprès du Roi le *titre d'achat* de la cité de Pise, et l'expédition des Florentins contre cette ville.

En désespoir de cause, les deux ambassadeurs réclameront la puissante intercession de l'Université de Paris, à laquelle ils auront soin, quel que soit le succès de leur mission, de recommander la grande question de l'unité de l'Église.

In prima, quando arriverai à Genova, se il governatore è tornato di Provenza, il visiterai per parte della nostra Signoria, e, fatte le debite salutazioni, con dolci parole, come si richiede a sì perfetto amico della nostra Comunità, sotto brevità gli narrerai la cagione di tua andata al Re di Francia, e a tutti quelli principi e signori di Francia, dolendoti con lui cordialmente de' modi tenuti pel duca *d'Orléans* e *de Bourgogne,* della detenzione de' nostri ambasciatori, e d'alcuno mercatante Fiorentino, ditenuti in Francia per certi ufficiali del duca *de Bourgogne,* per cagione del nostro giusto acquisto di Pisa. La quale cosa viene tutta contro a quello che per noi si credeva; però che, considerato quanto sempre siamo stati veri e fedelissimi servidori della Casa di Francia, speravamo e dal Re e da tutti i reali [1] del detto regno dovere sommamente di tali laudabili operazioni essere lodati e commendati, per le ragioni e cagioni che alla sua Signoria, ed agli altri antichi amici e servidori della Casa di Francia può essere manifesto; ma massimamente avendo rispetto, che la Casa di Francia mai in Italia non trovò popolo o Comunità con tanta, continua, ferma e pura fede, quanto il nostro, il quale mai per niuno caso da quella sinistrò, fondandoti; in ciò con quelle oneste parole che giudicherai meritare l'onore del Comune; e in ultimo lui richieggendo teneramente, e con umili parole, per parte della nostra Signoria, che, con lettere e con imbasciata, di nuovo gli piaccia interporre la sua buona e vera informazione, per la espedizione de' nostri ambasciatori, e in levar via il concetto non ragionevole contro a noi fatto; soggiungendo come la nostra Signoria, e tutta questa Comunità si rende certa, per la buona fede che abbiamo alla Sua Sublimità, che, ciò che è seguito, è passato con sua singulare displicenza e molestia.

E, se caso fosse non lo trovassi in Genova, ed egli fosse per Riviera [2],

[1] Les princes du sang.

[2] On donne le nom de *Rivière* au territoire de Gênes, à l'est et à l'ouest de la cité.

posto che alquante miglia fuori di strada, vogliamo andate a visitarlo e a sporre questa nostra imbasciata; e il simile vogliamo che seguiti, se non fosse in quello di Genova, e fosse *en Provence* al suo castello, presso *Avignon*, a una giornata o a meno, e nella forma predetta gli sporrete nostra imbasciata, guidandovi cautamente in su i detti cammini; e, udite sue risposte in qualunque luogo gli arete parlato, per vostra lettera ce ne renderai avisati.

E, perchè sentiamo il Papa d'*Avignon*[1] essere in alcuna città, *en Provence*, vogliamo che, in caso non ne dilungassi troppo il cammino, lo visiti per nostra parte; e, quando sarai alla sua presenza, fatto che gli arai la reverenza debita e consueta, e raccomandata la nostra Comunità come fedelissima e devota alla Sua Benignità, e confortandolo e inducendolo alla unione della Chiesa e della Fede Cristiana, chiarificandolo quanto in questo la nostra Comunità s' è operata, solo per buono zelo e affezione alla Cristiana Unità e pace, la quale con ardentissimo desiderio per noi esta desiderata; e, per questa nostra volontà, essendo morto Innocenzo VII, mandammo a Roma frate Giovanni Dominici de' frati predicatori, e nostro cittadino e imbasciatore, con a disporre quelli cardinali e altri prelati alla pace e Unità Cristiana[2]; e, intorno a questo, sotto brevità, alla Sua Clemenza narrerete quanta operazione sia stata fatta per detto nostro ambasciatore, e quanto n' è seguito oltre alla buona disposizione dei cardinali circa alla detta pace della Chiesa di Dio, come pensiamo a lui chiaramente farai essere noto; intorno alla quale materia, mai ci renderemo stanchi, per infino che ne vedremo seguire il salutifero fine della Unione, lungo tempo per noi desiderato. E, intorno a ciò, lui per nostra parte conforterai, noi offrendo e il nostro Comune essere prontissimi e presti a ogni operazione a noi possibile, considerato che niuna cosa è, nella quale tanto volentieri ci affaticas-

[1] L'antipape d'Avignon était alors le fameux Pierre de Luna, Benoît XIII.

[2] Grégoire XII avait succédé à Rome, (décembre 1406), au pape Innocent VII, à la condition qu'il se démettrait du Souverain Pontificat aussitôt que Benoît XIII aurait abdiqué, comme il s'y était engagé par serment.

simo, non risparmiandoci in niente, che per noi si potesse, purchè veggiamo alcuna cosa giovare in questa santa operazione.

Poi, con onesta querela, gli sporrete, sotto brevità, la cagione della vostra andata in Francia, richieggendolo di aiuto e di consiglio per la liberazione de' nostri ambasciatori; e che gli piaccia in singulare nostro, che ci reputiamo suoi figliuoli, per levare via tanta injustizia, d'interporsi per suoi ambasciatori e lettere a tutti quelli signori, che crede la Sua Benignità essere utile, acciò che la falsa informazione contro a noi concetta si dirizei alla verità, come di veri e divoti figliuoli della Casa di Francia, e di ciascuno dei reali, come speranza grande se ne prende per la nostra Comunità; confidandoci ne' suoi favori, e massimamente se ne spera maggior frutto, e a noi grato facciasi questa operazione per la sua degnazione, appresso a' reali di Francia; però che è manifesto quanto queste due Signorie[1], già lungo tempo, hanno procurato l'unione della Chiesa; e, con reverenza parlando, se questi disegni non si avessino a levare in tutto via, potrebbero essere cagione dello sturbo di tanto bene desiderato per ogni fedele cristiano.

Dipoi, giunto *à Avignon*, investigherai se vi fosse prima stato mandato il salvocondotto, il quale, per lettere della Nostra Signoria, e per fante proprio, si mandò *à Paris* a' nostri Fiorentini, chiedendo che se essi procurassino d'averlo della Maestà Reale; se non vi fosse, là soprastarete, attendendo prima d'averlo; e in ciò adopera quanto vedrai sia di bisogno, mettendoti, poi che l'arai ricevuto, in cammino, prendendo aviso di andare piuttosto per le terre del duca *de Berri*, che di niun' altro de' reali.

E, giunto *à Paris*, prenderai informazione in che stato sieno i nostri ambasciatori, e se sono stati rilasciati, e se hanno sposta loro imbasciata al Serenissimo Re e agli altri signori, come per loro commissione partiene, e che risposta avranno avuta; e, se grata la trovassi a nostri

[1] La France et Florence.

desiderj, e che la benivolenza comprendesse, in tal forma che la Sacra Maestà Reale, e ciascuno di quelli principi e signori si cominciassino a dirizzare con l'usata loro clemenza e benignità inverso di noi, loro servidori, sarebbe solo, con dolce e umile parlare e oneste parole, soggiungere e aiutare la materia, e la loro buona disposizione, con usare alte e magnifiche parole in loro grandezza e esaltazione; e lui, con quelle parole giudicherai si convenga a tanto principe, quanto a te sia possibile, ringrazierai della loro liberazione; soggiungendo che per questa sua Comunità non si pensò il contrario, ma sempre tenemmo certo, considerata la nostra perpetua costanza nella divozione di quella Sacratissima, che la detta detenzione non fosse di suo consentimento, e, se fosse, questo procedere da malivole e false informazioni. Narrando appresso, come tutta questa Comunità mai, per niuno caso sinistro o quantunque di ciò, s' era partita dalla divozione di quella Benedetta Casa, e che, mentre che una pietra si terrà di questa, sua più che nostra, terra, siamo disposti la detta divozione in perpetuo osservare. E in queste proferte ti stendi quanto vedi che si convenga.

Appresso, per nostra parte, con la Sua Maestà ti rallegrerai, esponendogli, che alla divina bontà è piaciuto, come pensiamo alla Sua Serenissima Corona essere noto, concedere grazia, che la città di Pisa sia ridotta sotto la nostra potenza; e che questo alla Sua Sublimità e a tutti i principi e signori del suo regno debba essere molto grato, considerato che, per questo, lo stato e la libertà dei più fedelissimi servidori che abbia quella Gloriosissima Casa in Italia di puro, buono e perfetto amore, e ardiremo a dire non che d'Italia ma del mondo, per questo acquisto, il quale abbiamo cerco solo per vivere in quieta e tranquilla pace, e per difensione della nostra libertà, s' è tanto confirmato, quello ci possiamo rendere fidi, il quale hanno cerco i Pisani, in varii e diversi tempi, di mettere in rovina. E veramente il nostro buono stato gli debbe essere a grande consolazione, però che la prosperità del servo, per giusta acquistata, è gloria del signore; ed, *e converso*, non può essere in alcuna miseria, che in qualche parte non tocchi al signore.

E finalmente visiterete la reina di Francia, e tutti quelli principi e

signori che vedrai essere utile e di bisogno, ai quali tutti, fatta la debita e consueta riverenza, raccomanderai la nostra Comunità con quelle efficaci parole che richiede la materia.

E, in caso che i nostri ambasciatori non fossino stati rilasciati, e non avessino sposta loro imbasciata, appresentato che sarete alla presenza reale, o del suo consiglio, fatta l'usata reverenza e le debite recomendazioni della nostra Comunità, come veri e divoti figliuoli e servidori della Schiatta reale, sporrai che, dopo la Divina Clemenza in cielo, a niuno siamo obbligati e tenuti in terra, se non ai loro progenitori, fondatori e reedificatori della nostra Città, la quale, essendo distrutta, e gli abitatori di essa dispersi per le selve, la Santa Memoria di Carlo Magno quelli ridusse nella patria, avendo egli di nuovo questa loro città reedificata e riparata. Sì che, mediante i favori di quella Santa Cristianissima Schiatta reale, abbiamo di tempo in tempo difesa nostra libertà per insino al presente, e, per questo, siamo i più veri figliuoli e perfetti servidori che mai in Italia avesse la detta Sacratissima Casa reale, e così, dalla parte nostra, siamo disposti essere in perpetuo, non mancando per altri.

E se così è, come è il vero, se noi da nemici fussimo offesi o injuriati, a niun altro più ragionevole rifugio e aiutorio, per noi si ricorrerebbe, che, per li tempi passati, ne' nostri casi per noi sia stato fatto, come a loro può essere manifesto. Ora, con ogni debita reverenza e timore vero filiale, si ricorre alla Sua Serenissima Maestà, come a singulare signore, padre e benefattore della nostra Comunità, e, in questo nostro caso, il quale a noi è grave e molesto, non voluntariamente, ma costretti dalla necessità, ci ridogliamo con reverenza ne' casi avversi non essere stati trattati, nè dalla Sua Maestà, nè da' suoi congiunti, come ha meritato la nostra pura fede; ricordando a quella, con onesto parlare, come sempre ci siamo sforzati, con ogni operazione a noi possibile, fare cosa che venga in beneficio e esaltazione della Santa Corona di Francia e di tutta la Schiatta reale, e, in questo, niuna Potenza fu mai in Italia che ci abbia avanzato; e che chiaramente veggiamo che, con false, simulate e non vere ragioni, certi malivoli della nostra Comu-

nità, e in segreto nemici della Sua Corona, si sono sforzati di fare venire noi, fedeli servidori, in disgrazia e isdegno della Sua Maestà; le quali cose troverà tutte essere simulate, volendo trovare la verità; n' è seguito, per non essere la Sua Serenità informata di nostre ragioni, e mandò, per sua lettera, comandando che noi ci ritraessimo dalla questa impresa di Pisa per noi fatta, e similmente per suoi solenni ambasciadori; e narrerete, come noi, per rispondere alle dette cose, e per chiarificare la Sua Maestà di nostre ragioni, infino del mese di settembre passato, mandammo nostre lettere e solenni nostri ambasciadori, e come, poi alquanti dì dopo la partita de' nostri ambasciadori, i predetti ambasciadori, per parte del duca *d'Orléans* e *de Bourgogne*, sponendo loro ambasciata, non abiendo a memoria l'antica e fedelissima devozione della nostra Comunità a ciascheduno della Casa di Francia, ci sfidarono come nimici di essa. Le quali parole con pazienza si sopportarono, per lo indissolubile amore e riverenza a ciascuno della detta Serenissima Schiatta reale; ma, con grande amaritudine di cuore, ci dogliamo, come figliuoli, che mai contro la Sua Maestà non commettemmo errore, essere stati così con parole strattati, non convenienti alla nostra grande fede. E, non bastando questo, ci è venuto agli orecchi, come i nostri ambasciadori, mandati alla Sua Santa Corona, essere stati presi, spogliati e ditenuti nelle terre del duca *d'Orléans;* e l' antica e santa venerazione, la quale agli ambasciadori sempre è stata avuta, eziandio appresso a qualunque gente barbara e crudelissima, dalla Sacratissima Casa di Francia, che sempre nel mondo è stata esempio di giustizia, tanto indegnamente è stata violata e contaminata; e altro non vogliamo poter dire se non : Singularissimo Signore e Padre Nostro, i vostri fedeli servidori e devotissimi figliuoli Fiorentini non meritano questi beneficj da reali di Francia, i quali abbiamo sempre riveriti in terra dopo Dio in cielo! E alla Sua Maestà raccomandate la nostra fede e giustizia, riducendo a memoria, come principio, il contratto della compra di Pisa, e da chi, e come il suo procuratore e il governatore di Genova consentì; e la ratificazione poi fatta per la Sua Maestà; e di tutti questi atti porterete con voi le copie : e sporrete chi sono stati

i diffamatori, e quelli che si sono sforzati di seminare tanti scandali, per guastare tanta perfetta congiunzione d' amore. Sporrete ancora le condizioni de' Pisani pe' tempi passati, come per la vecchia informazione degli altri ambasciatori vedrete, con casi particulari.

E, fatte queste giustificazioni delle nostre ragioni, con umile parlare conchiudendo, pregherete la Serenissima Corona, che, considerato mai non altro che giustizia, non procedette dalla Sua Santa Corona eziandio inverso a nimici di quella, si degni a' più fedeli servidori che mai avesse quella Casa fare giustizia, massimamente non avendo errato; la quale a noi allora terremo essere fatta, quando vedremo seguire la rilassazione de' nostri ambasciadori, e noi essere nella pristina grazia; le quali cose speriamo senza dubbio dovere seguitare, avendo udite nostre giuste ragioni.

Ancora, sposto la querela de' nostri fatti con quelle magnifiche parole che richiede tanta materia, conforterai la Maestà Reale a prestare suo aiuto e favore per levare via lo scisma della Santa Chiesa, mostrando che niuna cosa di maggiore gloria nè più degna di maggiori meriti, nel cospetto dello Altissimo ed Eterno Iddio, nè più laudabile, nel cospetto degli uomini, si potrebbe la Sua Sacratissima Corona affaticare, che intorno alla Unità della Santa Madre Ecclesia, per la conservazione e aiutamento della quale, raccozzando tutte le opere mai fatte per tutti i principi cristiani, non si possono agguagliare alle opere fatte per quella Santissima Casa, in sussidio e accrescimento della detta Chiesa Cristiana; soggiungendo che mai, da poi che cominciò questo detestabile scisma, non fu la materia meglio disposta, nè più facile alla Unione predetta. Narrando in ciò la buona e grande disposizione del Santo Padre Romano, e di tutto il collegio de' suoi cardinali, come realmente e con grande unità, e eziandio con istrettissime obligazioni, sono disposti alla pace e reintegrazione della Santissima Chiesa; mostrando quante e quali, in questa materia, operazioni per la nostra Comunità si sieno fatte, e sì per nostro ambasciadore al Papa Romano, e in altri modi, e siamo per l' avvenire disposti a fare ogni operazione a noi possibile per questa Santa Unità Cristiana, e, per questo, omettere ogni altra cosa, pure che

siamo lasciati seguitare nostro santo proposito. E, perchè a questo bene della Unione possiamo essere più liberi e pronti, alla Sua Maestà Reale piaccia chiarificare la nostra divozione della sua benevolenza inverso a noi, acciò che, con tutti i nostri spiriti, possiamo intendere a essa Unità, nel cospetto suo, con altri signori non conformi alla Sua Maestà. E ricordaretegli, con debita riverenza, come quasi la maggior parte de' Cristiani, sentendo la disposizione del Papa Romano, hanno rivolti gli occhi inverso la Sua Serenissima Corona, aspettando che essa sovvenga alla Santa Madre Ecclesia, in questa sua gravissima infermità, ora che è disposta a ricevere la medicina, come sempre quella Sacratissima Casa ha usato in tutti i tempi de' bisogni di essa Ecclesia; e che, quasi per tutti, si spera la Sua Maestà e tutta la Reale Casa di Francia, per questa santissima e gloriosissima operazione, dovere omettere ogni altra cosa, e, con l' usata loro prudenza e magnanimità, dovere levare via ogni ostacolo, il quale questa Santa Unione in alcuno modo avesse a impedire. E che ancora si spera che la Sua Gloriosa Corona, in questa divina, piuttosto che umana, operazione, si mostrerà e farà capo, come sempre ha usato, e ragionevolmente essere debba; soggiungendo quando, che, faciendosi dalla parte sua, quanto si spera e debba fare certo finire, l' Unità desiderata dovere conseguitare.

E, in caso che dal Re non fussimo esauditi nelle nostre giuste ragioni, chiarificato che arai il Re di tutto, simile chiarificherete i due duchi e il consiglio, e la reina, e qualunque de' signori vedrai essere di bisogno. E, se non avessi graziosa risposta, ricorrerai al Parlamento, nel quale, con più efficaci parole, ne dimanderete giustizia.

E, perchè, per lettere della università[1] de' nostri Fiorentini, dimo-

[1] Les marchands d'un même pays, qui jouissaient, dans un état étranger, du privilége d'avoir leurs consuls et leur juridiction, étaient désignés sous les noms de *Nation* (*Nazione*), de *Commune* (*Comunità*), d'*Université* (*Università*), quelquefois même par celui de *République* (*Republica*). Ce dernier nom fut même adopté de préférence aux autres, après l'avénement des Médicis, par les marchands florentins établis dans certaines villes, comme une protestation contre l'usurpation de cette famille. Ainsi la corporation des marchands florentins à Rome ou à Lyon affecta de s'appeler : *Republica dei Fiorentini ; Republica della nazione Fiorentina à Roma, à Lione.*

ranti *à Paris*, fu scritto, che, pei nostri ufficiali che erano intorno a Pisa, furono fatte e dette più cose in dispregio de' reali, se di ciò sentissi da' maggiori fusse fatto querela, ne chiarifica gli animi, loro mostrando queste cose essere fittizie e non vere, e da persone dette, le quali si sono sforzate di mettere scandalo.

E, perchè con lo duca *de Berri* la Nostra Comunità ritiene singulare benevolenza, quando lui visiterai, dimostrerai la nostra divozione alla Sua Illustrissima Signoria, e, fatta la debita riverenza e ricommendazione, narrerai, come siamo certi gli sono dispiaciuti i modi tenuti per i suoi di Francia, a lui chiarificando di tutte nostre ragioni; lo pregherai di favore e consigli, mostrando che, fra principi di Francia, solo in lui più che in altro, è tutta nostra speranza, perchè, per sue buone opere, veggiamo poterli avere. E simile farete a qualunque signore avessi informazione a nostri fatti potesse essere favorevole.

E ultimo riscrivendo per fanti propri e lettere duplicate, in caso non avessi spedizione grata, secondo vedrete per noi si desidera.

Come tu vedi, questa commissione e informazione s' adrissa in ogni parte a te, Bonaccorso; e, perchè ci pare sia pure più onore del nostro Comune, e anche, perchè è di grande necessità, per le cagioni che tu sai, abbiamo deliberato che, quando tu sarai *à Paris*, tu facci di essere con messer Alberto degli Albizzi, il quale sentiamo che è là, e sporrete la nostra ambasciata amendue insieme, e insieme farete e direte quanto è detto in questa informazione, però che le lettere della credenza si divizzano in voi due: e così farai col detto messer Alberto tutto il tenore di questa informazione; ma, per infino *à Paris,* sporrai tu solo nostra ambasciata, secondo abbiamo scritto. Salvo che, se detto messer Alberto fosse à Avignone, vogliamo che tu lo richiegghi per nostra parte, e con lui conferirai tutto, e insieme ve n' andrete *à Paris.*

E così comettiamo e imponiamo a voi, messer Alberto predetto, che, rimossa ogni contradizione, voi siate col detto Bonaccorso alla presenza del Re di Francia, al suo consiglio e parlamento, e ad ogni altro barone del regno e signore, a sporre questa vostra commissione, però che così contengono le nostre lettere di credenza, e comprendono amendue voi.

Usando nel vostro parlare quel modo e quella forma che vedrete bisognare a tanto principe, a onore della nostra Signoria, e a fare riducere le cose a nostra intenzione, non uscendo però dalla vostra commissione.

E oltre a ciò, se vedesse non potere ottenere dalla Real Maestà, che i nostri ambasciadori sieno rilasciati, farete essere alla Università degli studianti e scolari *de Paris*, e addomanderete, intorno a ciò, ch' essi voglino adoperarsi e interponere le loro intercessioni appresso del Re, e d'ogni altro barone e luogo vedrete essere di bisogno, acciò che detti nostri ambasciadori sieno liberati, dicendo loro come il nostro Comune ha singulare speranza in quella Università.

Ancora farete di parlare alla detta Università della Unità della Chiesa, e questo vogliamo voi facciate, rimossa ogni cagione, usando nel vostro parlare quelle efficaci parole che richiede tanta materia; per forma che pel vostro dire si comprenda la nostra Comunità essere desideratissima che questo detestabile scisma si riduca a vera unione, per salute di tutti i Cristiani.

Nella vostra stanza *à Paris* non vi imponiemo alcuno termine, perchè non possiamo sapere come sia lo spaccio vostro presto o tardo; ma, mettendo ogni sollecitudine possibile alla spedizione della nostra commissione, farete di ritornare più prestamente che potrete alla nostra presenza; e farete di scriverci spesso, e renderci avisati di parte come le cose procederanno, eziandio per fante proprio se sia di bisogno; e attenderete nostra risposta.

LETTRES DE LA RÉPUBLIQUE À BONACCORSO PITTI, AMBASSADEUR EN FRANCE.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 18.)

Sommaire. — La République, désespérant du succès des démarches de son ambassadeur, auquel elle a adjoint Alberto degli Albizzi, lui intime, à plusieurs reprises, l'ordre de revenir, après avoir énergiquement protesté contre l'atteinte portée au droit des gens par le Gouvernement français. Elle expose les motifs de sa résolution.

I.

6 mai 1407.

Abbiamo ricevute due vostre lettere dei 28 marzo e dei 10 aprile,

e, inteso il tenore di esse, vi facciamo questa risposta : che, veduto che per voi non s'è ancora potuto fare niente delle cose per le quali costà siete, vogliamo che voi mettiate ogni sollicitudine a voi possibile, e, con quella diligenza che saprete, vi sforzate di mettere ad esecuzione quanto avete in commissione, e massimamente di ottenere la liberazione dei nostri ambasciatori; e, fatto che arete in ciò ogni e ciascuna cosa a voi possibile, per riducere le cose al desiderato fine, se voi vedessi le cose procedere bene, e dovere avere buona conclusione, seguirete, aiutando la materia con la vostra prudenza e discrezione, e sforzandovi che la cosa abbia espedizione con più brevità che saprete. Ma, comprendendo voi lunghezza nel fatto e essere menati al campo, e che le cose non procedessero come ragionevolmente debbano, allora, e in quel caso, vogliamo e comandiamvi, che pigliate licenza dal Re e dal suo Consiglio, e da qualunque altro, il quale vedessi fossi bene e ragionevole, iscusandovi e dicendo : che, poi che le nostre chiare ragioni e la nostra giustizia non è udita, noi non possiamo più se non dolercene col nostro creatore Iddio, e che ancora, per lettere et per ambasciata; noi ce ne dorremmo coi principi del mondo, e faremo noto come le nostre valide e vere ragioni non sono volute udire in Francia; soggiungendo che la nostra fede, la quale sempre abbiamo portata alla Sacrata Casa di Francia, non merita questo, cioè, che solo ai più fedeli e buoni servidori che mai avesse la detta Gloriosissima Casa in Italia, e da cui più benificii avesse ricevuto, era dinegata giustizia; la quale cosa mai più non si udì essere stata fatta per quella Corona, che sempre è stata fonte di giustizia, quella ministrando a ciascuno, quantunque strano. Poi, senza soprastare niente, fate di tornare alla nostra presenza, massimamente, tu, Bonaccorso; e messer Alberto licenziamo, nei detto caso, dall' ufficio della legazione del nostro Comune.

II.

3 juin 1407.

Per buone ragioni, le quali al presente non especifichiamo, vogliamo

e comandiamvi che, vedute le presenti, voi pigliate licenzia dalla Maestà Reale, e dal suo Consiglio, e dagli altri signori di Francia, che sono costì *à Paris*, dai quali vi paia meritare dovere, per onore del nostro Comune, pigliare licenzia; e, senza soprastare niente, fate che torniate alla nostra presenza. Ma, fra le altre ragioni, le quali ci muovono a volere che voi torniate, si è che, tornando voi, e avendo giustificato il nostro Comune intorno all' acquisto di Pisa, è mostro come ingiustamente i nostri ambasciatori sono stati presi; e, veggendo che la relassazione loro non segue, parrà che non si faccia, per la nostra Comunità, più stima di due uomini che ragionevolmente si debba fare; si chè verisimilmente debba gettare frutto a fargli piuttosto liberare, tornando voi quà; ma, stando costì, pare che troppo appreziamo due persone; e forse questa cagione fa loro avere delle opinioni, le quali eglino lascieranno, non essendo voi costì pel Comune. De' fatti di Livorno non vogliamo che, per nessuna cagione, entriate in alcuno ragionamento; ma se, nel prendere detta licenza che farete, alcuno ve ne sia fatto, tutti li mozzate con quella onestà di parlare che saprete. La conclusione ultima della nostra Signoria è che, sanza alcuno indugio, vi torniate alla presenza nostra; salvo che, se voi, messer Alberto vi volete rimanere costà, dove vi fu fatta la commissione, per le presenti nostre, liberamente dallo ufficio della vostra legazione, dal dì in là che queste lettere vi fieno presentate, vi licenziamo. Al fatto delle spese fatte per la università de' mercatanti fiorentini; i quali costà dimorano, delle quali per la vostra lettera de' dì 7 di maggio ci avisate, ci provedremo prestamente e volentieri; e così dite loro.

III.

3 juillet 1407.

..... Lo stesso valetto che ci ha portate le vostre ci presentò una lettera del duca *de Berri*, e una copia in francesco d'una lettera, la quale detto duca manda al governatore di Genova; e, per tutte dette lettere e la continenza di esse, la quale per noi s' è bene esaminata

e intesa, chiaramente comprendiamo e conosciamo che, con singolare diligenza, sollecitudine e prudenza, vi siete nelle cose a voi commesse portati, niuna cosa omettendo, la quale a voi sia stata possibile, per utile della materia e delle cose che avete in commissione; delle quali cose sommamente vi commendiamo, parendoci che interamente, secondo vostro potere, abbiate satisfatto a tutto che a voi si apparteneva. — Al duca *de Berri* vogliamo che strettamente raccomandiate i fatti nostri, e i nostri ambasciatori ditenuti. Noi gli rispondiamo alla lettera scrittaci molto diffusamente e graziosamente, la qual lettera vi mandiamo con le presenti; fate che gliela presentate con la debita riverenza[1].

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE,

RELATIVEMENT AU GRAND SCHISME, AU CONCILE DE PISE, ET AUX ENTREPRISES DE LOUIS II D'ANJOU SUR LE ROYAUME DE NAPLES.

1408 — 1414.

ANALYSE.

14 février – 21 mai 1408. — La République fait les plus louables efforts pour rétablir l'unité de l'Église. Elle députe ses principaux citoyens[2] au Pape Grégoire XII, qui était à Lucques, à l'antipape Benoît XIII, qui était à Porto-Venere, pour les engager à une entrevue, et pour leur offrir, à cet effet, la ville de Pise. Ces ambassadeurs, dans leur tentative de rapprochement, doivent invoquer surtout le concours de la France.

Ces démarches, loyalement entreprises, habilement conduites, échouent devant la défiance et l'obstination des deux antagonistes.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n°s 18-19.)

[1] Alberto degli Albizzi obtint l'autorisation de rester en France sans être revêtu d'aucun caractère public. Bonaccorso Pitti revint à Florence sans avoir réussi. Les ambassadeurs captifs furent délivrés, après l'assassinat du duc d'Orléans, par sa veuve Valentine Visconti.

[2] Maso degli Albizzi, Lorenzo Ridolfi et Niccolo da Uzzano.

1er juin 1408 – 8 mars 1409. — Il fallait renoncer à la voie de l'accommodement; la République adopte celle du concile. Elle accorde des sauf-conduits au collége français et au collége romain; envoie à Pise Bartolommeo Popoleschi, pour faire souscrire les articles d'une sage convention aux cardinaux des deux colléges; tente une dernière démarche auprès de Grégoire XII, qui est à Rimini; se résout à l'abandonner, et fait alliance avec le cardinal légat de Bologne [1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. nos 18-19.)

Le concile de Pise, le 5 juin 1409, dépose Grégoire XII et Benoît XIII, et le 15 juin, il élit le cardinal Pietro Filargo, qui prend le nom d'Alexandre V.

12 juillet – 26 juillet 1409. — En abandonnant la cause de Grégoire XII, la République mécontente Ladislas, roi de Naples, qui persistait à soutenir ce Pontife [2].

Alexandre V et le concile avaient reconnu et proclamé les droits de Louis II d'Anjou [3] à la couronne de Naples. Cette déclaration avait relevé les espérances du parti angevin. Le 12 juillet, la République est prévenue par Ridolfi, son ambassadeur à Pise, que Louis est sur le point de quitter Gênes pour se rendre auprès du concile. Les Florentins tentent d'abord quelques représentations. Ils font remarquer qu'il est contraire à leurs usages de recevoir des princes dans leur État [4]. Ils se montrent disposés à fournir au prétendant le

[1] Le cardinal légat est Baldassare Cossa ou Coscia, qui deviendra pape sous le nom de Jean XXIII.

[2] Ladislas avait succédé, en 1306, à son père Charles III de Durazzo. En 1382, Charles III, petit-fils de Jean de Durazzo, huitième fils de Charles le Boiteux, s'était rendu maître du royaume de Naples, par le meurtre de sa parente Jeanne Ire. Jeanne, avant de mourir, avait adopté Louis, fils du roi Jean de France et premier prince de la seconde maison d'Anjou. Louis Ier avait fait en Italie (1382-1384) une expédition malheureuse.

[3] Comment, avant l'extinction de la première maison d'Anjou, une seconde maison s'était-elle élevée? Le voici : par le traité de Tarascon, en 1291, le roi Charles II le Boiteux, pour récompenser Charles de Valois du concours qu'il lui avait prêté contre la maison d'Aragon, lui avait donné, avec la main de sa fille Marguerite, l'Anjou et le Maine. Le fils de Charles de Valois était monté sur le trône. Philippe VI avait légué l'Anjou (ainsi que ses autres domaines) à son fils le roi Jean, qui en avait fait un apanage à son fils puîné, Louis Ier. Louis II avait succédé à son père, en 1385. Il avait mal réussi dans une première entreprise contre le royaume de Naples, qu'il avait été contraint d'abandonner à Ladislas, en 1399.

[4] La démarche de Louis II semble avoir pris la République au dépourvu. Elle écrivait

passage et des vivres. Le 17 juillet, ils se décident à lui ouvrir l'accès de Pise. Le 19, ils s'apprêtent à le recevoir avec honneur; ils ont pris résolument parti contre Ladislas, leur allié de la veille; ils se réjouissent avec Louis d'Anjou *della sua venuta in Italia, contro el comuno nemico, Ladislao da Durazzo.* Cependant, ils ne se départent pas de leur principe de circonspection et de prudence, et ils s'opposent, le 26, à ce que des hommes d'armes de Louis et ses galères soient reçus dans les murs de Pise; en revanche, ils lui donnent un bon conseil, celui d'employer son monde à prendre possession de l'île d'Elbe.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 18.)

24 septembre 1409 – 15 février 1410. — Cependant Gênes éclatait et échappait à la domination de la France[1]. Au commencement de la crise (24 septembre), la République propose la médiation du Souverain Pontife. Lorsque la révolution est accomplie, les Florentins envoient un ambassadeur[2] au marquis de Montferrat, nouveau capitaine des Génois, et au conseil des Anciens, pour ménager entre les deux États un accommodement.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n°s 18-19.)

2 juin 1410 – 11 janvier 1411. — Le pape Alexandre V meurt à Bologne le 23 mai. Le cardinal Baldassare Cossa lui succède, sous le nom de Jean XXIII. La République envoie au nouveau Pontife une solennelle ambassade[3]; elle l'exhorte à aller s'établir à Rome et à conclure une alliance étroite avec Louis d'Anjou contre Ladislas.

Cependant, au début de l'année suivante (1411), les Florentins signent la paix avec Ladislas, sans se déclarer contre la maison d'Anjou[4].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n°s 19-22.)

à Ladislas que les projets de Louis d'Anjou *erano più in parole che in fatti.* (*Rif.* cl. X, dist. I, reg. n° 16.) Or, depuis cette époque, la fortune de Ladislas n'avait fait que grandir.

[1] Boucicaut perdit Gênes, pendant qu'il tentait une expédition dans le Milanais, où l'appelait le faible Jean-Marie Visconti.

[2] Alessandro Bardi.

[3] Cette ambassade se composait de Maso degli Albizzi, de Bartolommeo Popoleschi, de Niccolo da Uzzano, de Tommaso Ardinghelli, de Neri Vettori, et de Giovanni Peruzzi.

[4] Ladislas mourut en 1414, à l'instant où il méditait la conquête de l'Italie. Sa sœur, Jeanne II, lui succéda.

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LE GOUVERNEMENT DE GÊNES, RELATIVEMENT À L'ACQUISITION DE LIVOURNE.

ANALYSE.

5 juillet 1407. — La République donne l'ordre à ses ambassadeurs à Gênes de renouveler leur tentative pour l'achat du port de Livourne. Elle les autorise à en offrir de trente à cinquante mille florins, parce qu'elle a été informée que les Génois, dans la crainte que Florence ne devînt une puissance maritime, en avaient offert quarante-cinq mille[1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 18.)

CHARLES VII.

NOTICE BIOGRAPHIQUE.

La République envoya, à deux reprises, en ambassade à la cour de Charles VII, un membre d'une des familles les plus distinguées de Florence.

AGNOLO ACCIAJUOLI.

Agnolo, fils de Jacopo Acciajuoli, débuta dans la carrière diplomatique en 1415. Il faisait partie de l'ambassade qui devait féliciter Jeanne II de Naples de son mariage avec Jacques de Bourbon, comte de la Marche, ce personnage singulier, que son étrange fortune appelait alors aux honneurs périlleux d'un trône, et qui plus tard devait cacher sa disgrâce sous l'humble habit d'un cordelier. La destinée d'Agnolo ne fut pas moins orageuse. Il avait rapporté de Naples le titre de chevalier et de brillantes armoiries; en 1422, il représentait sa patrie auprès de la Seigneurie de Venise. Son existence semblait devoir s'écouler sous les plus heureux auspices.

Sa sœur Laudomia avait épousé Pierfrancesco de Médicis; lui-même était l'ami

[1] Boucicaut céda Livourne aux Génois par un acte du 2 août 1408, inséré au t. V des *Parchemins*, n° 10. Le 27 juin 1421 les Florentins achetèrent des Génois le port de Livourne, dont ils prirent possession trois jours après. (Voy. Vivoli, *Annali di Livorno*, t. II, p. 35 et suiv.)

de Cosme, le chef de cette puissante famille. Ces rapports d'amitié et l'alliance qui l'unissait aux Médicis ne tardèrent pas à lui être funestes. En 1433, Cosme fut banni de Florence, et Agnolo, suspect à Rinaldo degli Albizzi, chef du parti vainqueur, fut enveloppé dans sa disgrâce; les Huit de la Balie l'appliquèrent à la torture et l'exilèrent pendant dix ans dans l'île de Céphalonie. Il n'échappa au dernier supplice que grâce au dévouement de Giacomini, frère de sa femme, qui, à la nouvelle de l'accusation qu'on lui intentait, avait précédé en toute hâte à sa villa l'agent de la Seigneurie, et avait fait disparaître tous les papiers compromettants, qui pouvaient le perdre.

Comme il se rendait au lieu de son exil, il tomba au pouvoir des Turcs, et il eut grand'peine à s'échapper de leurs mains.

Cependant, dès l'année 1434, Cosme était rentré triomphant à Florence. Agnolo se hâta de l'y rejoindre : en 1438, 1440 et 1441 il fit partie de la Balie.

Lorsque la guerre se fut rallumée entre Florence et le dernier des Visconti, Agnolo fut député vers Borso d'Este, pour lui offrir le commandement des forces de la République. Borso accepta, se fit payer d'avance, ne tint pas sa parole et garda l'argent.

Malgré cet échec diplomatique, Acciajuoli, en 1441, était envoyé comme ambassadeur à Venise, et, en 1447, il complimentait, au nom des Florentins, le pape Nicolas V, sur son exaltation. Gonfalonier de justice en 1448, il accompagnait, deux ans après, avec un carcatère officiel, l'habile Francesco Sforza, à son entrée solennelle à Milan.

En 1451, il était un des Dix de la Balie, instituée dans la prévision d'une guerre imminente contre les Vénitiens, qui s'étaient unis avec le roi de Naples contre le duc de Milan. C'est dans cette circonstance qu'il remplit sa première ambassade en France; il devait engager Charles VII à envoyer et à soutenir en Italie, contre Alfonse d'Aragon, le roi René d'Anjou, son infatigable compétiteur au trône de Naples; il revint en France en 1453, détermina l'intervention du roi René et sa descente en Italie.

A son retour, Agnolo fut de nouveau un des Dix de la Balie, et gonfalonier de justice pour la seconde fois.

Quelques années après, il maintenait Francesco Sforza dans la nouvelle alliance qu'il avait conclue, d'accord avec les Florentins, avec Ferdinand de Naples, fils naturel et successeur du roi Alfonse, dont la mort récente avait ranimé toutes les espérances de la maison d'Anjou. Pour le payer de ses bons offices, Ferdinand lui assigna un domaine dans la terre de Bari, royaume de Naples.

Cosme de Médicis était mort en 1464, et son fils Pierre héritait de son autorité et de son crédit. Deux ans après, Luca Pitti conspirait la perte des Médicis; sur la

liste des noms des conjurés on est surpris de rencontrer le nom d'Acciajuoli; un mouvement de dépit armait son bras, alors qu'il était déjà vieux, contre une famille pour laquelle, au temps de sa jeunesse, il avait exposé sa vie. Cosme avait-il excité son ressentiment, en prononçant en faveur de sa bru contre son fils, dans un différend dont on l'avait fait arbitre, ou en refusant de contracter une nouvelle alliance entre les deux maisons, ou enfin en écartant Lorenzo Acciajuoli de l'archevêché de Pise? On en est réduit, à cet égard, à de simples conjectures; ce qui paraît hors de doute, c'est qu'Agnolo, en conspirant, obéissait à un sentiment mesquin de vengeance personnelle.

Trahis par Luca Pitti, les conjurés prirent la fuite. Acciajuoli fut exilé à Barletta, dans la province de Bari; mais il rompit bientôt son ban pour s'enrôler avec les exilés, sous la bannière de Bartolomeo Colleoni, qui vint faire le ravage sur le territoire de Florence, et livrer la bataille indécise de la Molinella. A la suite de cette coupable tentative, les biens d'Agnolo furent confisqués et sa tête mise à prix. Ferdinand lui retira le domaine qu'il possédait dans son royaume; il se vit réduit à la dernière misère. Cette terrible épreuve épuisa ses forces et brisa son courage. Il s'humilia devant les Médicis, et sollicita vainement leur pardon. Le roi de Naples eut compassion de tant d'infortune; il assura une pension de cent ducats par mois au malheureux vieillard, qui, grâce à ce secours, attendit à Naples, dans l'obscurité d'une vie paisible, que la mort terminât son exil.

LETTRE DU CARDINAL DE SAINTE-CROIX[1] À COSME DE MÉDICIS.

(*Archivio mediceo*, carteggio avanti il Principato, filza 46.)

Arras, 26 septembre 1435.

SOMMAIRE. — Le cardinal de Sainte-Croix annonce à Cosme de Médicis la conclusion du traité d'Arras.

Salutem plurimam, spectabilis vir, amice noster carissime.

[1] Niccolo Albergati appartenait à une honorable famille de Bologne. Il était né en 1375; à l'âge de vingt ans, cédant tout à coup à une inspiration pieuse, il renonça au monde et se fit chartreux. Nommé, malgré lui, évêque de Bologne, puis cardinal du titre de Sainte-Croix en Jérusalem, par le pape Martin V, il fut pour l'Église et pour le monde, pendant toute sa vie, un sujet d'édification. Légat d'Eugène IV au concile de Bâle, président du concile de Ferrare, chargé, par les Souverains Pontifes, des missions politiques les plus délicates, il fut envoyé trois fois en France, pour tenter de réconcilier Charles VII avec le roi d'Angleterre et le duc de Bourgogne. Il eut une

Ut scire possitis quo statu res istius pacis gallicæ sedeant, cujus vos avidos esse non dubitamus, præsentes litteras ad vos reddimus; et, licet non potuit obtineri quantum voluissemus, tamen, pro parte illius divini muneris, quam consecuti sumus, habemus Omnipotenti Deo gratias infinitas. Deo enim concedente, qui solus pacis est auctor, factum est ut, post longum tractatum, pax inter Regem Franciæ et Ducem Burgundiæ obtenta sit[1]. Inter Reges Franciæ et Angliæ sequi non potuit, partium nimis inter se distantibus votis, licet media proposita satis æqua viderentur, quæ cuilibet judicio, non affecto passionibus, congrua pro utraque partium, et accommoda crederentur. Ille Omnipotens Pater, qui hanc partem pacis concessit, concedet et totam, quum expedire populis intelliget.

De pace autem italica[2] valde gaudemus, et agimus gratias Deo quod, ad Italiam redituri, ipsam inveniemus in pace. Quam, rogamus, Omnipotens Deus perseverare concedat. Parati sumus ad omnia vobis grata.

grande part à la conclusion du traité d'Arras, que sa haute intervention avait ménagé entre le roi de France et Philippe le Bon, dont, selon la tradition, il ne surmonta la résistance qu'en le rendant témoin d'un miracle. Il mourut de la pierre à Sienne, en 1443, et fut enterré dans la Chartreuse de Florence, où l'on voit encore son tombeau. Le cardinal de Sainte-Croix est un parfait modèle de toutes les vertus chrétiennes. Il a vécu et il est mort comme un saint. — La révolution de 1334 avait mis fin, à Florence, à l'influence de la faction des *nobili popolani*, sorte d'aristocratie guelfe, dont le chef était Rinaldo degli Albizzi. Cosme de Médicis, chef du parti populaire, exilé par le crédit de Rinaldo, en 1433, avait été ramené en triomphe, l'année suivante, par le peuple, qui avait proscrit les Albizzi et leurs partisans. De 1434 date la puissance prépondérante des Médicis. Aussi est-ce à Cosme et non à la Seigneurie que le cardinal s'adresse.

[1] La paix d'Arras fut conclue le 21 septembre 1435. Au prix d'immenses sacrifices, la France détachait définitivement du parti des Anglais le duc de Bourgogne, Philippe le Bon. Ce traité permit à Charles VII de rentrer à Paris, et de recouvrer toutes les provinces de son royaume.

[2] Le 10 août, la paix avait été rétablie entre Venise et Florence, d'une part, et le duc de Milan, Philippe-Marie Visconti, de l'autre.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À SON AMBASSADEUR À VENISE[1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 41.)

9 février 1447.

Sommaire. — La République informe son ambassadeur d'un incident, qui lui paraît assez important pour qu'elle en donne connaissance à la Seigneurie de Venise. Le roi de France a député un héraut à Florence, avec mission de prévenir le Gouvernement que, comptant sur le concours d'un grand nombre de Génois, il se prépare à recouvrer l'État de Gênes.

En outre, un écuyer du Roi, qui se rendait à Rome, a répandu dans la ville la nouvelle que le dauphin Louis a conclu avec le duc de Milan, Philippe-Marie Visconti, une convention secrète, par laquelle celui-ci s'engage à l'appeler à la succession de son duché, et à lui céder, dès à présent, Asti, Novi, Gavi, et les autres châteaux forts de l'État de Gênes, à la condition que le dauphin défendra le Milanais contre la ligue italienne qui le menace. Au dire de l'écuyer du Roi, deux mille chevaux ont déjà passé les Alpes, pour prendre possession d'Asti, et le dauphin est prêt à faire la guerre à tous les États de la ligue, à l'exception des Florentins et du comte François Sforza.

Solo ti facciamo questa per avvisarti, come quì è statto uno araldo della Maestà del Re di Francia, il quale presentò una brieve lettera a questa Signoria; la quale conteneva, lui avere animo alla recuperazione del suo dominio della città di Genova; e questo era di consentimento della maggiore parte di quelli cittadini; e che sperava in brieve avere effetto li suoi voti e desiderii; e confortava questa Signoria a non dare favore ad alcuno che volesse avversare a questo suo proposito; anzi piuttosto favoreggiare e dare consiglio alli amici e servidori della Corona sua[2].

Noi gli rispondemo gratamente, come richiedeva la materia[3]; della quale risposta e lettera regia demmo le copie al magnifico ambasciatore Veneziano, acciò che ne desse notizia a cotesta Illustrissima Signoria[4].

[1] Cet ambassadeur était Dietisalvi Neroni. — La lettre que nous publions a déjà été imprimée; elle se trouve dans Fabbronius (*Vita Cosimi de Medicis*, page 178). Nous croyons devoir lui donner place dans notre Recueil, en raison de son importance.

[2] Ce projet fut abandonné; ce ne fut qu'en 1458 que Gênes se donna de nouveau à la France.

[3] La lettre de la République au roi Charles VII a été également imprimée par Fabbronius (*loco citato*, p. 180). Elle se trouve aux Archives. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 40.)

[4] Le sénat de Venise.

Di poi, questo giorno, è passato quì uno scudiere di detto Re, il quale va al Sommo Pontefice; e ha significato secretamente ad alcuni nostri cittadini principali, come il dalfino ha fatta lega e convenzione col duca di Milano; e che detto duca gli ha promesso la successione o eredità del suo ducato; e eziandio al presentegli dà Asti, Novi, Gavi, e tutte la castella e luoghi tiene del Genovese : e eziandio promette dare ogni favore e aiuto alla recuperazione di Genova; e afferma, questo giorno, essere passati due mila cavalli l'Alpe, e, senza fallo, avere avuta la possessione di Asti. E detto signor dalfino promette al detto duca difendergli lo suo stato contro qualunque Potenza; eccetto che non sia tenuto a fare in alcuna cosa contra la Città nostra e il conte Francesco. E che, a primavera, detto signor dalfino dee mandare in aiuto di detto duca cavalli 5,000, e lui venire in persona. Parci cosa d' importanza, e da darne notizia a cotesta Illustrissima Signoria, come richiede il debito nostro e la vera e sincera amicizia; pertanto, per nostra parte, significherai quanto, in questa materia, è pervenuto a nostra notizia; acciò che, se a cotesta Illustrissima Signoria paresse, in questa parte, fare più uno provvedimento che un altro, o di volere intendere più apertamente la mente di detto Re, o veramente andare per altre vie utili allo Stato della Illustrissima Lega, ne possi prendere consiglio e buona deliberazione. Noi ci abbiamo sempre a conformare con quello fusse giudicato utile dalla loro Signoria, con la quale, in ogni fortuna, ad evento intendiamo, con forte e sincero animo, vivere e perseverare nella buona congiunzione e fraternale amicizia e lega. Nè, per ora, abbiamo altro a significare, si non che è vinto [1], ogni provvedimento, necessario a fare che la pecunia sia in punto; e speriamo, con l' aiuto di Dio, e col buono animo dei nostri cittadini, e la sollecitudine di questa Signoria, far sì che, a tempo, saremo, per la nostra parte, in quello ordine che richiede il bisogno e la fede promessa [2].

[1] C'est-à-dire *voté, adopté* par les Conseils de l'État.

[2] A notre connaissance, ce document est le seul où il soit fait mention des prétentions du dauphin sur le duché de Milan.

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE,

EN FAVEUR DU PARTI FRANÇAIS EN ITALIE[1], À LA MORT DE PHILIPPE-MARIE VISCONTI[2].

1449 — 1458.

ANALYSE.

21 novembre 1447. — La République députe Antonio Pazzi en ambassade auprès du Roi René[3], pour l'engager à faire revivre ses prétentions sur le royaume de Naples[4].

27 décembre 1447. — Les Vénitiens témoignent l'intention de s'emparer de toute la Lombardie, se déclarant ainsi contre le roi Alfonse de Naples, alors en guerre avec les Florentins, mais menaçant ces derniers d'un nouveau danger, par cet accroissement de puissance.

6 janvier 1448. — Le sénat de Venise, paraissant renoncer à ses projets ambitieux, déclare qu'il est prêt à favoriser les prétentions du duc d'Orléans sur le Milanais, et d'opposer ce prince au comte Francesco Sforza, qui cherchait à soumettre les États de son beau-père.

[1] Vers le milieu du XVe siècle, la maison royale de France semble vouloir former en Italie de grands établissements. Le roi Charles VII se prépare à recouvrer l'État de Gênes; le duc Charles d'Orléans fait valoir ses droits sur le duché de Milan; René d'Anjou revendique le royaume de Naples.

[2] Le 13 août 1447, meurt, sans laisser d'enfants légitimes, Philippe-Marie, le dernier des Visconti. Sa magnifique succession demeure ouverte. Les principaux prétendants sont : 1° le duc Charles d'Orléans, fils de Valentine sœur de Philippe-Marie; 2° Alfonse d'Aragon, roi de Naples, désigné par le duc Visconti à son lit de mort; 3° Francesco Sforza, capitaine célèbre, auquel le duc avait donné en mariage sa fille naturelle, Blanche-Marie. Le duc Louis de Savoie, beau-frère de Philippe-Marie, et les Vénitiens, à titre de puissants voisins, élevaient aussi des prétentions sur le Milanais.

[3] Jeanne II, dernière héritière de la première maison d'Anjou, était morte en 1435, ayant adopté tour à tour Alfonse d'Aragon, et René, de la seconde maison d'Anjou, fils du roi Louis II, frère et successeur de Louis III, mort en 1434. René avait déjà tenté de faire valoir ses droits sur le royaume de Naples; il s'était maintenu sur le trône de ce pays, de 1438 à 1442; mais, à cette dernière époque, il avait été expulsé de sa capitale par son compétiteur Alfonse, et il s'était retiré dans son comté de Provence.

[4] La démarche de la République auprès de René d'Anjou était la conséquence de la sage politique qu'elle avait adoptée, à la mort de Philippe-Marie. Il était de son intérêt d'empêcher, à tout prix, Alfonse de Naples de s'emparer du Milanais, et, pour atteindre ce but, elle devait chercher à lui susciter des ennemis dans ses propres États.

Dans ces conjonctures, Sforza envoie un ambassadeur à la République, lui offre ses services, et la prie d'intervenir pour le réconcilier avec Venise.

7 janvier 1448. — Le duc de Bourgogne réclame les bons offices de la République auprès du peuple de Milan, en faveur du duc Charles d'Orléans.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 42.)

9 mars 1448. — La République envoie Neri Capponi et Dietisalvi Neroni en ambassade à Venise, pour s'entendre avec le sénat vénitien sur les moyens de poursuivre la guerre contre le roi Alfonse, et pour engager le sénat à soutenir, dans le Milanais, les droits du comte Sforza, et ceux du roi René dans le royaume de Naples [1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 43.)

INSTRUCTIONS DES DIX DE BALIE À AGNOLO ACCIAJUOLI, AMBASSADEUR EN FRANCE [2].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 45.)

10 septembre 1451.

Sommaire. — Agnolo Acciajuoli portera aux pieds du Roi l'expression de l'attachement le plus profond et de la reconnaissance la plus vive, que la République a voués depuis longtemps à la royale maison de France; il félicitera Charles VII, dans les termes les plus chaleureux, sur les glorieux succès qu'il a récemment remportés.

Il fera connaître au Roi l'état de l'Italie, la haine que le roi de Naples, Alfonse d'Aragon a conçue

[1] Le roi René ne venant pas, la République, sur la déclaration du roi de France qu'il ne pouvait envoyer aucun secours à la maison d'Anjou, se décida, au mois de juin 1450, à faire sa paix avec le roi Alfonse d'Aragon.

[2] A l'instigation du duc de Bourgogne, qui méditait de réunir la Chrétienté dans une croisade contre le Turc, le Souverain Pontife avait fait de vaines tentatives pour rétablir la paix entre la France et l'Angleterre. (*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 22.) Les chances de la guerre étaient toutes favorables à Charles VII, qui, dans l'été de 1451, avait recouvré Bayonne et Bordeaux. — En Italie, Francesco Sforza, maître de Milan depuis 1450, s'appuyait sur l'alliance des Florentins et des Génois. Inquiets des progrès de Sforza, les Vénitiens s'étaient étroitement unis au roi de Naples, Alphonse d'Aragon, qui menaçait Florence, pendant que Venise se préparait à attaquer le Milanais; c'est en raison de ce danger, que la République envoya Agnolo Acciajuoli en ambassade à la cour de France.

contre les Florentins, à cause de leur dévouement pour la France: l'insatiable ambition des Vénitiens, qui convoitent la possession de la Lombardie; le concert des Gouvernements de Naples et de Venise, et la façon dont ils se sont, par avance, partagé secrètement l'Italie; l'acharnement avec lequel ils poursuivent les citoyens et les marchands de Florence, dans leurs ports, dans leurs villes, sur terre et sur mer; le grave danger qui menace la République, et qui l'engage à recourir à la puissante protection de la France.

Il agira, selon son pouvoir, auprès de Charles VII, pour l'amener à intervenir dans les affaires de l'Italie, soit en soutenant avec vigueur les prétentions du roi René, soit en faisant lui-même, du côté de la Navarre, une diversion contre les possessions espagnoles du roi d'Aragon.

A son passage à Milan, l'ambassadeur soumettra à Francesco Sforza les instructions qui lui sont données, et le consultera, avec une entière déférence, sur la conduite qu'il doit tenir.

Voi andrete in Francia, e, quando vi sarà dato tempo di audienza, con quelle debite riverenzie che si conviene, presenterete prima le lettere della credenza; e, di poi, con parole affezionatissime, raccomanderete alla Sua Sublimità la Signoria, e il nostro Ufizzio[1], e universalmente tutto questo popolo, e principali cittadini d' esso, come divotissimi figliuoli della Sua Maestà, e obbligatissimi a quella, come a padre, benefattore e conservatore della nostra Republica; usando parole alte, magnifiche e convenienti alla sublimità di tanto Principe, e alla materia della quale avete a parlare.

Dipoi, direte come nella Città nostra s' erano divulgati, con sommo gaudio e letizia, li gloriosissimi gesti della Sua Sacra Corona, le felicissime vittorie, la propagazione del suo imperio, le nazioni ritornate alla sua debita obedienza; di che tutta la Città nostra n' era esultata, con tanto gaudio, con tanta letizia e jocunditate d' animi, quanta sarebbe difficile con gesti o con parole esprimere. E, come per li tempi sinistri di quel regno, tutta la Città nostra pareva languida ed afflitta, così, per questa nuova felicità, pareva tutta rivigorita, e avere riprese le sue forze; e meritamente, perchè, per ogni tempo nel quale quella Gloriosissima Casa fosse in felicità, riputiamo niuno caso potere occorrere alla Città nostra, al quale, con l' autorità solamente della Sua Cristianissima Corona, facilmente non si ponga rimedio. Vorremmo adunque che fosse possibile che la Sua Serenità vedesse i lieti gesti e la letizia del nostro

[1] La magistrature ou Dix de Balie.

popolo, perchè vedrebbe non solamente gli uomini ma le donne, nè solamente li giovani e li vecchi, ma li teneri fanciulli e fanciulle, con parole e con gesti, dimostrare come queste gloriosissime vittorie sieno gioconde alli animi loro. Ma, perchè questo è impossibile, vi avevamo mandato alli piedi della Sua Serenità, acciocchè con quella vi congratulassi di sì lieti trionfi e vittorie, in nome di tutto il nostro popolo, e che non vi pare necessario narrare quanto sia debito questo nostro popolo, con ciò sia cosa chè gli è notissima, e per le istorie, e per gli annali e successi, li gloriosissimi Re di quella Cristianissima Casa essere stati instauratori e fondatori di questa Città; perocchè non è niuno che ignori come, essendo stata distrutta la nostra terra da Totila e dagli Unni, e quasi desolata, fu poi reedificata, e instaurata dal gloriosissimo Carlo Magno; dal quale e la Chiesa Romana e tutta Italia da quella barbara nazione fu liberata. Nè è necessario narrare come Carlo Primo[1] e la Chiesa Romana, aggiunta l' Autorità Apostolica, furono fondatori della Parte Guelfa[2], mediante la quale, è seguito lo esterminio della contraria parte, e siamo nel presente stato di felicità. E, se il tempo richiedesse, si narrerebbero li innumerevoli beneficii di quella Gloriosissima Casa; e come, più volte, per mantenimento di questo popolo, non perdonarono al proprio sangue; e che quello, che suole agli dicitori dare materia, lo toglie a noi, perchè, quando rivolgiamo nell' animo nostro quelli gloriosissimi Re essere stati quelli, mediante li quali, questa città fu reedificata, e, di poi, augmentata e cresciuta, e, successivamente leggendo le istorie, rivolgendo li annali, riducendo a memoria l' innumerabili beneficii ricevuti, tanta moltitudine ne accorre alli animi nostri che ci confonde, e non sapremo da quale principio, e in che luogo potessimo fare fine. Pertanto, tacendo quello che non si può narrare, e riservando isculto negli animi nostri, quanto il nostro dominio e tutta la Città nostra è obbligata alla Sua Serenità, in nostro nome, si congratulavate con la Sua Sublimità delle gloriosissime vittorie, e pregavate l' Altissimo Dio che

[1] Charles Ier d'Anjou.

[2] A Florence, elle était une institution ou magistrature, avec chefs, juridiction, fonds, etc. (Voir sur la *Parte Guelfa*, t. IV. *Archiv. histor. Italic.* p. 288 sq. Fl. Vieusseux, 1844.)

con quel medesimo favore e corso, per tutti li tempi avvenire le facessi procedere. E che questa era la prima parte della vostra commissione.

Appresso, brievemente esporrete lo stato d' Italia, e massimamente quello in che si trova la nostra Città. Nella qual parte, narrerete con brevità l' avvenimento del Re d'*Aragon;* le guerre e difficoltà nelle quali era il nostro popolo, per le quali non potemmo dare favore, secondo il nostro desiderio, alla Serenità del Re Renato; e di questa parte uscirete aptamente, perchè non è tale che vi si voglia dimorare. Seguendo poi che, acquistato che ebbe lo reame, sempre, in tutti li suoi processi, mostrò manifestamente avere sommo odio e animo ostile verso questa Republica; nè vedevamo esservi altra cagione, se non che egli intendeva questo popolo avere isculto ne' suoi animi ciascuno Re e Principe della Sua Gloriosissima Casa, le felici insegne e armi della quale non dubitava non dovere seguire quando venissero contro lui in Italia; e più volte ci fè tentare di lega e intelligenza, la quale sempre ricusammo, con dire che con lui e ogni altro abbiavamo buona pace, e che altra lega non era necessaria. Seguì poi, che, senza avere riguardo o a sue parole o a promesse di stare in pace, o all' onore regio, furtivamente, senza alcuna nostra cagione, venne ostilmente in su' nostri confini, oppugnando Piombino, contro la fede data a quel signore, e contro ogni onestà. Ma piacque all' Altissimo Dio conducerlo a tal termine, che fu costretto, con grandissimo suo disonore, quasi a fuggirsi da quel luogo. E come, dopo questo tempo, veggendo la Corona di Francia essere occupatissima nelle gravi guerre di quelle parti, per acquistare tempo, per lo meglio facemmo pace, e lasciamogli piuttosto del nostro, che volessimo riaverlo col fare col prefato Re lega o intelligenza; perchè sempre speravamo, con l' aiuto divino, dovere venire quei successi alla Sua Cristianissima Corona, li quali sono venuti. E, se pure li tempi a questo fussero stati contrarii, deliberavamo piuttosto mettere la Città nostra ad ogni evidente pericolo, che fare cosa alcuna, per la quale si potesse presumere, in alcuna parte, essere diminuta la benivolenza e divozione verso la Sua Regia Celsitudine.

Piacque a Dio che la Signoria di Lombardia venisse nelle mani del

presente duca[1], onde speriamo potere vivere in pace; e così seguimo gli onesti nostri studii e consueti exercizii[2] alla Città nostra. Ma facilmente questo nostro desiderio fu perturbato, perchè, essendo l' animo de' Veneziani di occupare Lombardia, e, col tempo, lo imperio d'Italia; e veggendo in gran parte a tal proposito la nostra Città potere ovviare, e, dall' altra parte, avendola il Re[3] in odio, per la devozione nostra verso la Serenissima Casa di Francia; e, per le ragioni dette di sopra, facilmente queste due Potenze, mosse da queste diverse ragioni, si congiunsero con lega e intelligenza, e tanto più volentieri quanto avevano già divisa Italia, della quale la Lombardia toccava a' Veneziani, e le altre parti al Re; mostrando a noi non volere fare guerra, ma, perchè si stesse in pace, confortandoci li Veneziani che ci volessimo unire col Re d'*Aragon*, come loro s' erano uniti; e, facendo questo, non dubitassimo che, da ogni altra Potenza, saremo sicuri. Ricusammo tale congiunzione, dicendo volere vivere in pace. Il perchè, non potendoci tirare a loro desiderii, con inganni e vane promesse, gli è stato necessario aprire i loro animi e malivolenza contra la Città nostra; e, non avendo riguardo li Veneziani, nè all' antica amicizia, nè a tanti anni quanti siamo stati congiunti con loro in lega, nè agli affanni che per loro abbiamo sopportati, nè finalmente all' acquisto hanno fatto in gran parte con li nostri danari e genti, come se fussimo loro capitali nemici, ci hanno sbandeggiati per tutte le loro terre publicamente, con dare sì brieve termine alli nostri cittadini e mercatanti, che furono costretti, o per vilissimo pregio gittare, o perdere le merce e robe loro. Nè sterono contenti a questo, ma eziandio indussero il Re d'*Aragon* a fare quello medesimo contra la fede sua, contra li sacramenti e giuramenti presi, e contro li patti che si contenevano nella pace. E con tanto odio e inimicizia verso di noi procede il Dominio Veneziano, che, senza alcuna vergogna, non dubitarono di mandare ambasciatori al duca di Savoia e al marchese di Monferrato, e finalmente infino allo Imperatore di Costantinopoli, a confortare e pregare che, come si noi fussimo barbari e alieni da ogni culto divino, fosse acco-

[1] Francesco Sforza. — [2] *Exercizii* s'entend ici de l'industrie et du commerce. — [3] Le roi Alfonse d'Aragon.

miatato e scacciato qualunque uomo di nostra nazione; minacciando apertamente di torci, non solamente Livorno e Pisa, ma tutto il mare e la terra. E, per fare questo, hanno già dato galee al Re d'*Aragon*, e dicono volere fare maggior apparecchio per tempo nuovo. Le quali cose veggendo il nostro popolo, e quanti pericoli si apparecchiavano, incontinente fece i Dieci di Balia e altri provedimenti necessari. E poi, si è fatto lega con l'illustrissimo duca di Milano. Tutte queste cose erano quelle, che per voi si aveva a narrare nella seconda parte, acciò che la Sua Sapienza Regia, alla quale ricorrevamo, nelli nostri affanni e pericoli, come a padre, benefattore e protettore della Città nostra, e nel quale tutta la speranza del nostro popolo, per ogni tempo, si è riposata e riposa, acciò che più facilmente potesse consigliarci e favoreggiarci, in modo che quella Città, la quale meritamente si può dire essere fondata e conservata dalli suoi gloriosissimi antecessori, e li templi, e le loggie e parieti della quale sono tutti ornati di gloriosissimi gigli, in questo tempo, nel quale, per lo divino aiuto, con somma prosperità e felicità fiorisce quella Gloriosissima Casa, non sia oppressa o afflitta. Nella qual parte userete debite preghiere, con le parole parranno convenienti alla vostra prudenza. E se vi fosse detto: Quale sarebbe il vostro desiderio? Direte che ci confidiamo nella Regia Sapienza; nè domandiamo a essa congiunzione o lega, perchè non ci pare conveniente tal domandita appresso a un sì gloriosissimo principe. Ma intendevamo bene che, con sola autorità regia, ci poteva difendere da ciascuno che ci volesse opprimere; sì che lasciavamo pensare alla sua divina prudenza qual fusse la via alla salute nostra, o con intelligenza o con qual altro nome di unione, patto o lega paresse alla Sua Celsitudine. E aptamente v' ingegnerete venire alla lega a difensione degli Stati in Italia.

E, perchè forse la Serenità di quel Re potrebbe dire: essere suo animo di mandare in Italia o il Re Renato o altri della Sua Gloriosissima Casa, per acquistare il reame, il quale debitamente se gli appartiene, o per altra cagione; e che desiderebbe sapere, in tal caso, qual fusse l' animo nostro, e se potesse sperare da noi in quell' atto alcuni aiuti o forze; e forse vi esplicherà la quantità delle genti vorrebbe da noi a tale im-

presa; vogliamo che rispondiate che, quando voi vi partisti, quì non s' imaginò la Sua Maestà avere tale pensiero, massimamente veggendola occupata in sì grandi e gloriose imprese. E, per questo, sopra questa parte, niente avevate in commissione. Ma tanto potevate affermare che, quando la Sua Sublimità volesse fare potentemente tale impresa, poteva mettere per certissimo avere gli animi, e li corpi, e le facultà di tutto il nostro popolo; e che, in questo, avevamo a procedere con buona fede et toto posse, come richiede la nostra devozione.

Sarà eziandio utile narrargli come la Santità del Papa tenta di mettere pace in tutta Italia, e già, e per il Re d'*Aragon*, e per li Veneziani, e pel duca [1] vi si è mandato ambasciatori; e il nostro, eziandio essendo a Roma per lamentarsi e far querimonia delle ingiurie ricevute dalli Veneziani e dal Re d'*Aragon*, è stato invitato e pregato dalla Santità del Papa, voglia intervenire in tal pratica; e che questo non veggiamo con nostro onore e sanza gran carico potere ricusare. Ma tanto affermiamo alla Sua Corona, che, eziandio che fussimo costretti per qualunque necessità o cagione a fare pace, non faremo mai tali capitoli, che non possiamo, come è detto di sopra, volendo la Sua Maestà venire potentemente in Italia a racquistare quel regno, o, per altra cagione, seguire, con le nostri armi e bandiere, li suoi gloriosissimi e vittoriosissimi segni; mostrandogli che non sarebbe utile, nè alla Sua Corona, nè a noi che, in quel tempo che differisce mandare le sue genti in Italia, stessimo in guerra a consumarci, sanza alcuna speranza d' utilità o vittoria. E, perchè questa parte importa assai, e tanto, quanto intende la vostra prudenza, e avetela copiosamente quì disputata appresso al nostro Ufizzio de' Dieci [2], per tanto la passiamo con brevità, e tutta la rimettiamo al vostro ingegno, e alle ragioni che da voi quì, altre volte, furono allegate.

Adunque la somma della vostra commissione è: rallegrarsi con quel principe delle gloriosissime vittorie; ricordargli li antichi beneficii, dalla Sua Maestà e da' suoi antecessori ha ricevuti questo popolo; dirgli con brevità lo stato d' Italia, le ingiurie ricevute; e sforzarsi di venire con

[1] Le duc de Milan, Francesco Sforza. — [2] Agnolo Acciajuoli était un des Dix de la Balie créée dans ces circonstances critiques.

la Sua Maestà a una lega a difesa degli Stati in Italia, bona fide e toto posse; e finalmente che, con la sua autorità, si raffreni il duca di Savoia, il marchese di Monferrato, e qualunque altro da quelle parti volesse o potesse dare noia allo illustrissimo duca. E, potendo aptamente fare che li mercatanti Veneziani fossero accomiatati da quelli regni, non sarebbe inutile. E similmente, se si potesse, inducere quel Re a dare molestia al Re d'*Aragon*, nel regno *de Navarre*, o in altre più commode parti. E che abbiate cura, che li obblighi stiano in modo che, nel tempo differisce la mandata sua in Italia, possiamo lecitamente, senza offesa di quello gloriosissimo principe, dare, bisognando, pace e qualche quiete al nostro popolo.

Ma, perchè queste cose non si debbano, nè trattare, nè mettere ad esecuzione, senza consentimento del duca, alla Celsitudine del quale parimente ci rimettiamo, vogliamo che, nel vostro andare, visitiate la Sua Eccellenza, e a Lei riferite quanto avete in commissione; e, parendo alla Sua Signoria, in ogni parte, quello è paruto a noi, seguirete parimente, col suo ambasciatore, o senza, quanto vi abbiamo commesso. E, se alcuna parte non fosse approvata dalla sua prudenza, o veramente aggiunta, o minuita alcuna cosa, senza ritardare il vostro cammino, ne darete quà presto avviso; affermandogli che vi rendete certissimo, che quì seguirà in tutto e per tutto quello parrà alla sua sapienza. E così vi affermò il nostro Ufizzio voler fare, e comandovi, per espresso, da sua parte, gli fosse offerto. E, se volesse che, per sua parte ancora andassi ambasciatore, fatelo, e obedite quello principe non altrimenti che questa Signoria.

Questo è quanto c'è occorso darvi in commissione, e quanto, come è detto, dovete conferire con la Eccellenza del duca; però che, benchè ci occorra la Maestà del Re di Francia, forse volendo mandare in Italia, dovere volere intendere più particularmente che aiuto potesse avere dal duca e da noi, nientedimeno, perchè ci pare cosa che importa assai, non abbiamo voluto farne alcuna deliberazione; se non rimettersi in tutto questo nella sapienza del duca, la quale siamo certissimi, che intenderà, pel suo e pel nostro Stato, quello che è utile, e quello che è inutile; e

arà riguardo alle pratiche che si tengono della pace, e a quello che potrebbe seguire, in modo che non si farà obligo, pel quale ne segua detrimento al suo e nostro Stato. E tanto più ci pare questa deliberazione appartenersi alla Eccellenza del duca, quanto ha interesse nel reame dell' acquisto del quale si ragiona; e eziandio ha grandissima aptitudine di genti, mediante le quali ragionevolmente si ha a venire al fine che si desidera. Sì che intenderete dalla Sua Signoria quello avete a rispondere sopra questa parte, in caso ne fussi domandato dalla Maestà del Re di Francia.

Quando sarete in Francia, se troverete che Alamanno de' Parri sia ditenuto, come sentiamo lui essere al presente, vogliamo che, preso tempo commodo, lo raccomandiate alla Maestà del Re, e operiate per la sua liberazione, quanto con onestà fare potete.

Voi avete inteso quanto lietamente e benignamente lo illustrissimo duca di Milano accettò per compari l' Ufizzio nostro, e ciascuno di noi in singularità, dicendo che, poi che era già battezzato, quando seppe nostra intenzione, farebbe provedere, o per la via della cresima, o per qualche altro modo, che il nostro desiderio arebbe luogo. Ora noi abbiamo fatto voi nostro procuradore a tenere il figliuolo a detta cresima; daretene notizia alla S. E. e, accadendo che si avesse a cresimare, mentre vi troverete là, terretelo a detta cresima, e, come nostro procuradore, farete quanto a tale sacramento si richiede per quelli che li tengono.

Aggiunta alla commissione fatta a voi, messer Agnolo Acciajuoli, eletto ambasciadore al serenissimo Re di Francia, deliberata pei Dieci della Balia, a dì 10 settembre 1451.

Voi avete, nella vostra commissione, uno capitolo ultimo, nel quale in effetto si contiene, che voi intendiate dalla Eccellenza del duca quello che sarebbe da rispondere o da offerire alla Maestà del Re di Francia, in caso ch' Ella volesse intendere, mandando sue genti in Italia, che aiuto potesse avere da quella del duca e Nostra Signoria; sì che, come

in detto capitolo si dice, ingegnatevi d' intendere quello fosse da seguire. E, se il duca vi stringesse in volere intendere prima l' animo nostro sopra questa parte, direte che non abbiamo fatto pensiero; perchè in verità, non avendo noi più aptitudine di genti che ci abbiamo, e, essendo oppresso il popolo nostro, come è per le guerre passate e tempi presenti, e questa impresa del reame appartenersi tutta alla Corona di Francia, e alla S. E. la quale vi ha grandissimi interessi, meritamente abbiamo giudicato questa parte doversi rimettere nella sua discrezione e sapienza, alla quale si apparterrebbe l' acquisto, e la quale ha grande aptitudine di genti; e così gli mostrerete aptamente, che di questo alla nostra Republica non ne può seguire alcuno acquisto, ma solamente la spesa, della quale non cureremmo, essendo in maggiore aptitudine, però che ogni suo accrescimento ed acquisto riputiamo nostro. E finalmente, avendosi a dare alcuno sossidio di genti alla Corona di Francia, mandando potentemente in Italia, vi ingegnerete sia meno che è possibile, non passando la somma di cavalli tremila, per la parte nostra; e, concorrendo il duca in tanta più quantità che noi, quanta ha più aptitudine di genti, e quanto ne conseguiterebbe più commodi e in acquistare ed in reputatione. E di quello in che rimarrete, ce ne darete notizia.

E in caso che questa parte di dare sossidio di genti si avesse a concludere nella lega, che si spera col Re di Francia, vogliamo che la concludiate in uno capitolo secreto e separato dagli altri, mostrando di muovere questo consiglio, cioè di fare il capitolo secreto, a buono rispetto. E questo vi diciamo, perchè, così si è fermo, come si è disputato tra noi, l' utile e l' onore della Città nostra; e che si faccia, i capitoli bisognando divulgarli, senza fare incommodità alcuna a quelli e alla loro intelligenza [1].

[1] La mission d'Agnolo Acciajuoli eut pour résultat d'engager Charles VII à promulguer les lettres patentes qui suivent.

LETTRES PATENTES DE CHARLES VII EN FAVEUR DES FLORENTINS
ET DE FRANCESCO SFORZA.

(*Rif. Atti publici*, Cartapecore, t. VI, n° 15.)

21 février 1452.

Carolus, Dei gratia Francorum Rex, universis presentes litteras inspecturis salutem.

Eximie quidem servate actenus amicitie integritas inter nostros dive recordationis predecessores, nosque etiam et Inclitam Florentie Civitatem, nimirum nos inducit eamdem pristine benivolentie affectu solitique favoris presidio prosequi. Attendentes quoque eam inesse vim amicitie, ut nil tam aptum tamque conveniens existat ad res adversas vel levius perferendas, aut secundas modestius ineundas; quibus perpensis, nec non egregiorum urbis illius civium grata semper, erga predecessores nostros antedictos, nosque pariformiter, etiam et consanguineos, affinesque ac nobis subditos, obsequendi et gratificandi promptitudine attenta; quodque decens et Regie Celsitudini consentaneum existere perhibetur ea ipsa digna compensare gratitudine atque liberalitate; eosdem cives in benivolentia, dilectione, favore et affectione pristinis amplectimur pariter et renovamus.

Preterea, considerantes obsequia plurima pergrataque, que vir magnificus Franciscus Sforzcia, vicecomes, et Sforzcia, ipsius vicecomitis genitor, nonnullis Prosapie Regalis principibus, et presertim domui Andegavie, exactis prestitere temporibus, atque ipsius Francisci Sforzcie, vicecomitis, super nostro felici statu immensam sumptam letitiam, uti nobis apertius retulit spectate prudentie vir Angelus de Acciaiolis, miles, orator Florentinus etiam et vicecomitis illius nuper ad nos destinatus; eumdem Franciscum Sforcziam, vicecomitem, in consimili dilectionis, benivolentie et favoris affectu habemus atque amplectimur; et si, ab hac die usque ad festum sancti Johannis Baptiste, anni Domini millesimi quadringentesimi quinquagesimi tertii, aliqui eos offenderint, seu bellum vel guerram contra eos movere presumpserint, et, infra

dictum tempus, ipsi de Florentia et Franciscus Sforzcia, vicecomes, a nobis requiri contingat, ipsis auxilium per subditos nostros faciemus; et, pro premissis exequendis, unum de sanguine nostro, aut alium capitaneum guerre, cum tali comitiva que nobis videbitur expedire, ipsis transmittemus; nec patiemur quod aliqui subditi nostri prestent auxilium, consilium vel favorem bellum vel guerram ipsis moventibus; sperantes quod, dicto termino et tempore sancti Johannis Baptiste ejusdem anni Domini MCCCCLIII durante, aliqua, Christo concedente, media inveniri poterunt ad concordandum et pacificandum aliquas differentias, tangentes quosdam de sanguine nostro et alios in partibus Italie[1]. Quoad premissa vero, Beatissimum Patrem Nostrum, Summum Pontificem, et Serenissimum Principem, Romanorum Regem, exceptos esse volumus et declaramus.

In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris jussimus apponendum.

LETTRE DE CHARLES VII À LA RÉPUBLIQUE DE FLORENCE.

(*Rif. Atti publici,* Cartapecore, t. VI, n° 14.)

Mehun-sur-Yèvre, 17 juillet 1452.

Sommaire. — La guerre se poursuivait entre les Vénitiens et Francesco Sforza; entre le roi de Naples et les Florentins. Le roi de France informe la République de sa ferme intention d'intervenir en Italie en faveur de ses alliés.

Charles, par la grâce de Dieu, Roy de France.

Très chiers et grans amis : Nous avons sceu que les Vénissiens et autres des marches de par delà ont, puis certain temps, mené guerre à l'encontre de nostre très chier et amé cousin, le conte Francisque, et luy portent et font plusieurs nuisances, en faisant tout exploit de guerre

[1] Il s'agit ici du duc d'Orléans, dont le roi sacrifiait les droits sur le Milanais, et des Génois, alliés de Sforza et des Florentins, que le roi comptait toujours réduire à son obéissance.

à l'encontre de luy et des siens. Et aussi avons sceu, par ce qu'il nous a escript, que le duc de Savoye et autres, du costé de par deçà, saichant les affaires de nostre dit cousin, lui veulent courir sus et entreprendre sur lui, et tendent du tout à sa destruction; et, pour ce que, comme savez, nous avons, à la requeste et en faveur de vous et de la Seigneurie de Florence, puis nagueres eues et prinses intelligences avec la dicte Seigneurie de Florence et nostre dit cousin, et sur ce baillées nos lettres et scellez, et que voulons icelles intelligences garder et entretenir, et aussi aidier et secourir à nostre dit cousin; nous avons délibéré et conclud envoyer présentement aucuns de nos chiefs, nos parens et autres, bien accompaignez de gens de guerre en bon nombre, ès marches et lieux où nostre dict cousin nous a fait savoir, pour eulx employer au bien et honneur de luy, ainsi qu'il nous a requis, et telement que, à l'aide de Dieu, lui et sa bienvoillance s'en appercevront bien brief. Et de ces choses escripvons présentement à ceulx de Milan, en leur faisant savoir nostre vouloir et intention, afin qu'ils facent leur devoir de leur part; et pareillement escripvons à nostre amé et féal conseiller et chambellan, estant de par nous dans la comté d'Asty, qu'il donne et face à mondit cousin et aux siens tout aide et secours à lui possibles. Parquoy, vous prions et requérons bien, que, ainsi que à vostre requeste avons prinses lesdictes intelligences, que, de vostre part, vueillez nostre dict cousin servir, aidier et secourir, par toutes manières à vous possibles, et, en ce, vous monstrer vertueux, et tant y faire que l'onneur de vous et de ladite Seigneurie y soit gardé. Et nous vous certiffions que, de nostre part, le ferons secourir, ainsi qu'il nous a requis, et mieulx, ainsi que vous en serez plus à plain informez.

LETTRE DE CHARLES VII À FRANCESCO SFORZA [1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 42.)

Bourges, 31 août 1452.

SOMMAIRE. — Le Roi veille sur Sforza et sur ses confédérés d'Italie. Il a rompu l'alliance que leurs ennemis avaient tenté de contracter avec les Suisses; il mettra le duc de Savoie hors d'état de nuire, dût-il intervenir en personne.

Carlo, per la gratia di Dio, Re di Francia.

Più caro et amato Cusino: Noi vi abbiamo, non ha gran fatto, scritto ben a longo la volontà che noi abbiamo ad intertenimento delle intelligenze per noi prese con voi e con Fiorentini, e come abbiamo concluso e deliberato di fare alcuni de nostri capitanei, tanto nostri parenti quanto altri, ben accompagnati da gente da guerra, sulla parte de Savoia, e di farne tenere preso loro gran numero, per donare loro aiuto e conforto, se mestero ne sarà; e de venire noi medesimi in persona fin quello *de Lyon, sur le Rhône,* obviare a quello che l' duca di Savoia, nè altri dalle parte di quà non fissero o portassero guerra a voi, nè a detti Fiorentini, come loro ne havevano proposto; e, continuando in la nostra detta conclusione, abbiamo talmente fatto venire innanzi le dette nostre genti de guerra, che già gran parte di loro sono già sulla rivera *de Saône* e *de Rhône*. Abbiamo fidanza in Dio di fare talmente conducere le cose, che non sarà fatto nè portato guerra a voi, nè a detti Fiorentini, pel detto duca di Savoia, nè altri dalle parti di quà; perchè noi siamo deliberati di guardare e intertenire le dette intelligenze; e, come vi abbiamo bene a pieno dernieramente scritto, e più oltra, perchè abbiamo dubitato che quelli di Bernia e li Suizzeri, al mezano d' alcuni, da chi siamo advisati, pigliassero allianza et intelligenza con quelli delle leghe, che vi fanno guerra, noi abbiamo mandato più naguarri diverso loro sulle dette materie. I quali ne hanno rescritto e fatto sapere, che sono stati requisiti, per tre volte, pel detto

[1] Cette lettre ne porte pas de suscription, mais, d'après sa teneur, elle ne peut s'adresser qu'à Sforza; elle est écrite dans un italien barbare.

duca di Savoia, e Veneziani, e altri della loro lega, che loro pigliassero allianza, cioè lega, con loro, al incontro di voi e di detti Fiorentini; et gli hanno fatto per questo promesse di grande signorie et buoni partiti. Ma, incontinente che hanno avuto novelle di noi, e sapute le dette intelligenze che abbiamo con voi, si sono dal tutto dipartiti e rilasciati in favore nostro. E hanno risposto che, al incontro di voi nè di detti Fiorentini, loro non piglieranno lega nè intelligenza con persona che viva; ma per amore nostro, serviranno voi e li detti Fiorentini, alla difesa de vostri paesi e signorie, avanti ne saranno richiesti, e ne faranno tal ayda risposta, che ne dovrete essere ben contenti. Si vi scriviamo queste cose, afinchè ne siate advisati, e se havesti affare di loro, gli facciate requirere. E per intertenerli, remandiamo ancora prontemente diverso loro. Noi abbamio intenduto più naguarri, che havesti havuto a bisognare, e perdute de vostre genti. Donde, se così fosse, ne dispiaceria, e per questo partiremo giovedi, prossimo che viene, per venire innanzi. E similmente, facciamo venire l'avanza de nostre genti, quali per questo abbiamo mandate ad intentione di vi donare aiuto e conforto, e fare talmente che dalle parti di quà non vi sarà portato danno, nè fatto guerra.

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LA FRANCE,

JUSQU'AU RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX EN ITALIE.

1452—1453.

ANALYSE.

28 septembre 1452. — Nouvelle ambassade d'Agnolo Acciajuoli en France. Il est chargé de déterminer le roi à tenter, en personne, l'entreprise de Naples, ou d'en confier la conduite au roi René[1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 45.)

[1] Nous ne publions pas le texte des instructions données à Agnolo en cette circonstance. Ce texte se trouve dans Fabbronius (*Vita Cosimi de Medicis,* p. 308).

7 novembre 1452. — Bordeaux a rouvert ses portes aux Anglais. Ce revers attire toute l'attention de Charles VII; il donne cependant aux ambassadeurs de bonnes espérances pour le printemps prochain; il a obtenu du duc de Savoie qu'il se détachât des Vénitiens.

Décembre 1452. — Le roi s'applique à concilier le marquis de Montferrat, Jean IV, et son frère Guillaume, avec Francesco Sforza.

(*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 22.)

5 mai 1453. — Le roi René passera en Italie, avec un grand nombre de chevaux, pour secourir la ligue.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 46.)

6 juillet 1453. — L'ambassadeur florentin se rend à Milan, pour y recevoir le roi René, et pour prévenir Sforza que les ressources de la République s'épuisent, et que, si avant le mois de novembre on n'arrive pas à quelque résultat décisif, elle avisera à garantir son salut par d'autres moyens.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 45.)

23 août 1453. — René [1] a sous ses ordres, outre sa propre milice, deux mille cavaliers, et trois mille hommes de pied du dauphin. L'intention du roi est que, avant tout, il fasse l'entreprise de Gênes, où le dauphin est appelé par les bannis (*fuorusciti*).

Les Génois, fort effrayés à la nouvelle de la victoire remportée, à Castillon, par la France sur les Anglais, livrent le passage à René. En reconnaissance de ce bon procédé, le dauphin se contentera d'occuper les forts de l'État de Gênes, depuis Savone jusqu'à Nice.

Ses prétentions ne sont pas soutenues par Charles VII, et le roi René ne tarde pas à repasser en France.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 47; et dist. II, reg. n° 22.)

Septembre. — Novembre. — Le pape s'occupe de rétablir la paix en Italie. Les Florentins envoient à cet effet deux ambassades, l'une à Rome, l'autre au roi René [2].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n°s 44-47, et dist. II, reg. n° 20.)

Nous relèverons seulement une erreur dans la date du document imprimé. Le texte, dans Fabbronius, porte la date du 26 janvier 1453; le document original qui est aux archives porte la date du 28 *septembre*.

[1] Le roi René était descendu à Asti. Au mois d'août, il se trouvait à Ventimiglia.

[2] Le 9 avril 1454, la paix est conclue à

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À CHARLES VII.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 48.)

20 décembre 1453.

SOMMAIRE. — La République félicite le Roi sur les succès qu'il a remportés en Guyenne contre les Anglais ; elle fait à Charles VII l'éloge du roi René.

Non sumus antea congratulati Sublimitati Vestræ de victoria ex hostibus parta, Serenissime atque Gloriosissime Princeps, quam sperabamus in diem fieri de ea, aut litteris Vestræ Serenitatis, aut nuntiis, certiores. Sed, quum videamus spem nostram differri longius, nequivimus amplius contineri, quin, vel paucis verbis, exponeremus gaudium, quod nuper suscepimus omnes, ex civitatis vestræ Burdegalensis receptione. Qua de re primum Deo gratias agimus, in cujus manu omnis potestas est et imperium; tum, ex tota mente, gratulamur et virtuti et felicitati Vestræ Majestatis, quæ, non solum imitata est inclitam progenitorum suorum famam, sed, ut nobis videtur, cum omni laudum genere, superavit. Ea enim pace et bello gessit, in quibus egregia virtus ejus ac summa prudentia enituit, et singularis animi magnitudo. Quorum laudationem omittimus, tum, quia magna ad ea enarranda esset opus oratione, tum, quia omnium laudes supergrediuntur. Nos autem, sicut bonorum est filiorum, qui parentum secundis rebus exultant, ita ex hac vestra victoria gavisi sumus, ut nulla major lætitia nobis accidere potuisset. Fuit enim semper hæc Civitas peculiaris filia Inclitæ Domus Franciæ; nec nova est nostra erga Stirpem Vestram Præclarissimam devotio et affectio, sed admodum antiqua et multis jam cœpta seculis, pluribusque Regum Franciæ erga nos beneficiis, usque ad hodiernum diem, confirmata et aucta. Nam semper, a Carolo Magno, qui hanc urbem instaurasse dicitur, ad hanc usque ætatem, nomen Regum Franciæ, tanquam patronorum et defensorum

Lodi, entre le duc de Milan, les Florentins et les Vénitiens. Le 30 août, une ligue est formée entre le duc, Venise, Florence, Bologne et le duc Borso d'Este. En 1455, le Pape et le roi Alfonse entrèrent dans la ligue.

nostrorum, venerabile nobis ac sanctum fuit. Adeoque apud nos tantæ domus reverentia viguit, atque viget, ut in omnibus nostris dictis, factis, gestis, memoria Inclitæ Domus Francorum regum in ejus laudem fiat, propter eorum plurimæ merita erga nostram Civitatem. Ut enim vetera omittamus, recens extat meritum per Vestram Serenitatem in nostram protectionem collatum. Vestra enim suasione, exhortatione, opera, Serenissimus atque Illustrissimus Princeps, Dominus Renatus, Siciliæ Rex, ad Italiam nuper venit, pro defensione nostra; cujus tantæ vires, prudentia, et diligentia extiterunt, ut magnum principium dederint vel ad bonam et honestam pacem, vel ad victoriam consequendam. Itaque hoc novum beneficium tantum apud nos valebit, ita hærebit animis nostris, ut, nulla ætate, ejus oblivio sit futura. Quum vero, ex victoriis consecutis, plurimum favisse vestro desiderio Dei benivolentiam videmus, et fortunam prosperam fuisse vobis in rebus gerendis, precamur, ex corde, Magnitudinem Excellentiæ Vestræ, ut suas cogitationes et curas velit ad Italiam transferre. Ex qua non minorem laudem et gloriam speramus vestram virtutem reportaturam, quam, superioribus temporibus, fuerit consecuta. Utcumque tamen res processuræ sint, recommendamus nos humiliter Serenitati Vestræ, in qua repositum est omne refugium nostrum, si qua in re opus nobis fuerit vestro auxilio, pro Status Nostri defensione.

LETTRES DE LA RÉPUBLIQUE À CHARLES VII ET AU ROI RENÉ.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 48.)

30 juin 1455.

Sommaire. — Lorsque le roi René avait quitté l'Italie, il avait laissé son fils Jean de Calabre au service des Florentins. Ceux-ci saisissent l'occasion de son retour en France pour adresser à Charles VII et à René l'expression de leur attachement et de leur reconnaissance, et pour leur faire l'éloge du jeune prince.

Illustrissimus princeps et dominus Johannes, Calabrie dux, Serenissimi principis domini Renati, Sicilie Regis, primogenitus, prudentia

et virtutibus, quibus usus est hoc tempore, quo nobiscum fuit, verissime exhibuit illum trahere progeniem et mores ab Inclite Domus Francie progenitoribus. Tanta enim vite modestia et integritate, tanta humanitate ac benignitate apud nos vixit, tantam in omnibus rebus sapientiam et gravitatem demonstravit, ut summam omnium et laudem et benivolentiam reportarit. Is referet Vestre Serenitati quanta semper fuerit affectio hujus populi erga Inclitam Progeniem Vestre Christianissime Domus, quanta sit devotio nostra versus illustrem dominationem vestram, cui ita reddimur obligati, ut nulla nobis videatur dari facultas condignas agendi gratias vobis, pro vestris in nostram Rempublicam beneficiis. Sunt quippe tanta, ut majora esse non possint. In tempore enim succurrit nobis Vestra Serenitas, cum, ejus suasionibus et opera, per Serenissimum Regem Renatum, ea auxilia subministrata sint nobis, quibus restitimus hostibus nostris, et Rempublicam tutati, et pacem honorificam consecuti sumus, pro quibus rebus agimus gratias Omnipotenti Deo et Serenitati Vestre, cui nos humiliter comendamus.

REGI RENATO.

Illustris princeps dominus Johannes, dux Calabrie, primogenitus vester, imitatus opera Inclite Domus Francie, tanta nobiscum fuit humanitate, prudentia, quanta in excellente principe esse debet. Ita enim se habuit in omnibus rebus, ut maximam laudem mereatur, et summam gloriam reportet. Nunc in primum revertitur ad Serenitatem Vestram, reportans secum omnium hominum hujus populi benivolentiam et caritatem. Hoc vobis scribere voluimus, in testimonium virtutis sue, ad vestri animi consolationem, quam ex optimo filio suscipere parentem decet. Et certo agimus vobis gratias, quod hunc preclarissimum virum, vestrarum virtutum alumnum, ad nos misistis, qui omnium nostrorum corda sua virtute devinxerit, adeo ut semper ejus et Vestre Majestatis memoriam infixam in nostris mentibus habituri simus.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À CHARLES VII.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 48.)

14 juin 1455.

Sommaire. — La République s'excuse auprès du Roi, qui avait exigé d'elle l'extradition de Jacques Cœur[1].

Serenissime Rex, recepimus litteras Vestræ Serenitatis, per quas nos requiritis ut velimus capere et arrestare Jacobum Cuer, qui dicitur olim fuisse argentarius vester, dudum detentum apud *Beaucaire*, de mandato ejusdem Serenitatis, et nonnullos alios, qui ipsum de loco ubi erat eripuerunt. Serenissime atque Invictissime Princeps, nihil est tam arduum quod non videretur nobis facile, ut possemus satisfacere voluntati Vestræ Majestatis. Sed, in verbo veritatis, testamur Deum illum non esse in territorio nostro; et, si forsitan per nostra loca transivit, ita occultum fuit, ut non venerit ad notitiam nostram. Est autem fama, et ita asserunt multi, ipsum esse Romæ. Quo in loco nulla est nostra potestas. Nos semper parati sumus ad singula Vestræ Sublimitatis beneplacita et mandata, quam conservet Altissimus, et cui nos ab intimis commendamus[2].

Nota. — Cette même année 1455, la récolte fut mauvaise dans tout le pays de Florence. Le 8 décembre, la Seigneurie implore de Charles VII la faveur de faire venir des provinces méridionales du royaume trente mille charges de blé pour la subsistance des Florentins, *qui sont les fils de la France.* (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 48.)

[1] Voyez l'Histoire de Jacques Cœur, par M. Pierre Clément.

[2] Le Roi, excité par les ennemis de l'infortuné Jacques Cœur, revient à la charge, comme le prouve une seconde lettre de la même année, lettre dans laquelle la Seigneurie s'exprime ainsi : « . . . . De Jacob autem Cuer, de quo alias mandavimus Vestræ Serenitati, scribimus illum neque esse in territoriis nostris, neque a nobis ullum auxilium aut subsidium habuisse. Si occulte transivit ad Urbem, per loca nostra, hoc fuit penitus ignotum nobis. »

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LA FRANCE,

APRÈS LA MORT DU ROI ALFONSE D'ARAGON[1].

1458—1461.

AUDIENCES ACCORDÉES PAR LA SEIGNEURIE À L'AMBASSADEUR DU ROI DE FRANCE. — DISCOURS DE L'AMBASSADEUR. — RÉPONSES DU GONFALONIER.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 52.)

4 et 7 octobre 1458.

SOMMAIRE. — Maître Milon de Liers, docteur et doyen de Chartres, ambassadeur du roi de France, informe la Seigneurie de la résolution où est le Roi de conquérir le royaume de Naples, pour le rendre aux princes de la maison d'Anjou, ses suzerains légitimes, avec retour à la Couronne de France. En vertu de l'ancienne amitié qui l'unit aux Florentins, Charles VII recommande à la Seigneurie de ne prêter à Ferdinand aucune assistance.

Le Gonfalonier, en raison de la gravité de l'affaire, demande un délai, afin de prendre l'avis d'un certain nombre de citoyens notables. Après les avoir consultés, il répond en leur nom, comme au nom de la Seigneurie : il proteste de l'attachement et de la reconnaissance de la République envers la maison de France. Il supplie le Roi de se contenter de ce que Florence pourra faire, sans manquer à la foi jurée et à son honneur, engagé par un traité conclu avec la maison d'Aragon, traité qui est toujours en vigueur.

Die IV octobris.

Venit coram Magnificis et Potentibus Dominis magister Milo de Lier, utriusque juris doctor, decanus Carnotensis Ecclesie, orator Christianissimi Francorum Regis; et, priusquam presentaret litteras credentie, dixit : — Se, nomine illius Regis salutem Dominis et omnibus civibus dicere, velut sibi carissimis et magna benivolentia conjunctis. Postea vero, presentatis litteris credentie, prosecutus est, dicens : Multis documentis

[1] Avant de mourir, le 27 juin 1458, le roi Alfonse V avait disposé de son royaume de Naples en faveur de son fils naturel, Ferdinand. Mais Ferdinand n'avait pas été reconnu par le pape Calixte III; Gênes venait d'ouvrir de nouveau ses portes au roi de France, qui avait désigné, pour gouverner cet État, le fils du roi René, le vaillant Jean de Calabre. Jean se trouvait ainsi à moitié chemin de Naples, où l'appelait un parti puissant. L'occasion semblait trop favorable pour que la seconde maison d'Anjou ne risquât pas sa dernière tentative contre ce royaume, qu'elle n'avait jamais su garder.

ostendi posse Francorum Regem et ejus majores summa caritate populum istum prosecutos esse, et eam esse urbem in Italiam precipuam, cui egregia benivolentia sit devinctus, et de cujus gloria, dignitate, salute letetur magis; persuadens sibi, quicquid felicitatis aut boni eidem accesserit, sibi quoque ac Majestati Sue accessisse. Imoque ipsum spem optimam habere Florentinos cives, amicitie memores, nihil pro sua gloria et dignitate recusaturos; presertim quia, ipsum inter et Civitatem hanc, nedum amicitia, sed fedus jamdiu percussum fuit; cujus, ut ipsi Domini bene intelligunt, ea vis esse debet ac solet, federatos silicet socios, eosdem habere hostes et amicos. Quo fit ut, cum Sicilie regnum ad Ecclesiam Romanam pertinens, jamdiu jure feudi ad Francorum Regum Progeniem pertinuit, et nuper ejusdem regni feudum per duos Pontifices, Martinum[1] silicet et Eugenium IV, in persona Serenissimi Regis Renati fuerit renovatum, sicut pontificales docent littere, que adhuc extant, et ejusmodi regnum, prius injuste a Rege Aragonum, deinde post ejus obitum, ab ejus asserto naturali filio fuerit occupatum, et intelligat Majestas Regia hoc opus regni recuperandi, nedum ad Regem Renatum, sed ad ipsum quoque pertinere, quum, deficiente Renato et ejus prole, successio feudi ad ipsum et Regiam Domum spectaret; petere legatum ipsum, nomine Regis, ut huic naturali, preter jus ac fas regnum tenenti, nullum favorem, nullum auxilium prestent, nihil denique agant, quod ei dignitatem aut reputationem augere posset, quum intendit ipse Dominus Rex regnum illud pro Renato Rege acquirere, et illum ex possessione ejus deturbare; et habere etiam se in mandatis ut ad Pontificem vadat, et, nomine Regis, requirat illum ut eumdem Ferrandum nec Regem confirmet nec ad fidelitatem aut benivolentiam recipiat, quem etiam antecessor suus excommunicavit, et a cunctis juribus, si qua in Regno haberet, ipsum penitus privavit. Addens se etiam ad alias Potentias Italie, circa rem hanc, commissionem maximam habere, ut omnes intelligant Francorum Regem hanc injuriam nequaquam neglecturum; sed, postquam se ipsum justificaverit, illum regni detentorem

[1] Martin V.

persecuturum, quamquam hoc apud Dominos secretum velit esse. Deinde dixit : Injunctum sibi a Rege fuisse, ut Florentinis Dominis, velut sociis atque amicis, quecumque Genue egisset, significaret; et imo eos non graviter ferre cupere, si forsitan longius quam par sit in illis narrandis sermonem extendet. Igitur dixit audivisse Regem marchionem del Finale, Petrum Spinolam, Johannem Filippum de Flisco, Bernabeum Adornum seditiones quasdam concitasse et bella finitimis movisse, et contumaciter duci Calabrie, pro Rege locumtenenti, in ejusmodi rebus parere recusasse, in dedecus Majestatis Regie, et imo ad quemlibet eorum dedisse litteras Regem, quas ipse orator afferret, atque ipsi mandasse, ut eis, nomine Regis, ediceret quod ab inceptis desisterent, et omnino Regis gubernatori parere in animum inducerent. Nam Regem ipsum eo in proposito esse, ut nil, quod ad retinendum Genue et ejus ditionis dominium spectet, omissurus videatur; sed omnino statuisse ut, quum semel civitatem receperit, semper sub suo imperio retineat atque tueatur. Et meminisse illos debere juramenti prestiti et fidelitatis date; et, cum duo ex his, ad quos mittebantur littere, jam vita functi essent, convocasse ipsorum familias, et illis mandata Regis exposuisse, qui tandem se in potestate Regis ac ducis futuros affirmarunt, dicentes, aliam ob causam, bellum ab eis motum esse, quam ut Regem vel ducem ledere provexissent. Alii vero duo, videlicet Finalis marchio et Johannes Filippus, quamquam non omnino certum responsum dederint, tamen auctoritate Regis permoti, a molestia et bello inceptis destiterunt, et spem se habere legatus dixit ipsos tandem ad optimam obedientiam reversuros. Et hec omnia nota Dominis voluisse facere, velut sociis atque amicis. Postremo, Regis nomine, offerre quecumque, pro dignitate et salute Civitatis et singulorum civium, fieri possint, Regem ipsum libentissime facturum, velut pro viris optimis et sibi benivolentia maxima conjunctis.

Respondit dominus Otto Niccolinus, Vexillifer justitie, de sociorum [1] assensu, dicens : — Nil esse, de quo Rex ipse et universa Italia minus

[1] Les Prieurs.

dubitare debeant, quam Civitatem ipsam ita Regie Domui et imprimis Majestati Sue affectam esse, ut nil supra dici aut excogitari possit; et, quemadmodum benivolentie signa in muris ac Civitatis parietibus infixa sunt, ita et in civium cordibus eam infixam esse, nec in Civitate reperiri tamen posse vel magnum vel mediocrem vel infimum civem, qui Majestatem Suam non unice diligat, et summa benivolentia prosequatur, et cui fere notum non sit quanta ex Regia Domo huic urbi beneficia pervenerunt. Et imo, legatum persuadere sibi posse adventum ejus jucundissimum cunctis civibus esse, et hanc Civitatem pronam omnino esse ea semper cupere et facere que nominis sui gloriam et felicitatem, non solum tueri, sed augere posse videantur; et, letis animis, Dominos audivisse quecunque ab oratore ipso narrata sunt, et quecunque prospera in Genuensi agro nuper evenerunt; quam civitatem sub imperio Regis constitutam esse summe ipsi letati sunt, parati semper ipsi duci omnia officia benivolentie exhibere, sicut etiam ostenderunt. Sed, cum Serenitas Regia, per suas litteras, auxilium adversus tenentem Sicilie regnum flagitat, et dum ipse orator, Regis nomine, postulat ut nullum illi auxilium prestetur, nullus favor; quum hec graviora sunt, que, ut confestim, de illis responderi possit, veteri consuetudine, plures deligent cives, cum quibus super hujuscemodi rebus consultabunt, et tandem, re discussa, ipsi legato respondebunt. Atque ita, ut ipsi sperant quod Majestas Regia ipsos ejusdem esse optimos filios arbitretur; que vero tam benigne, Regio nomine, sint oblata, ipsi leto animo recipiunt, gratias agentes maximas Regie Majestati, que ita clementer suum favorem atque auxilium pollicita est; sperantes ipsum operibus, cum opus esset, etiam longe magis quam obtulerit, facturum.

[1] D. Carolus Pandolfinus.
D. Alexander de Alexandris.
D. Donatus de Cocchis.
Johannes Rusticus.

[1] Noms des citoyens appelés à délibérer.

Antonius Mantellus.
Bartolomeus del Vigna.
Bartolomeus Puccini.
Lottus de Salviatis.
Loisius de Ridolfis.
Bernardus Antonii de Medicis.
Martinus Scarfa.
Bernardus de Gherardis.
Nicolaus de Alexandris.
Castello Quaratesi.
Bencius Nicolai de Bencis.
Andreus Boccacini.
Pietrus del Benino.
Mariottus Lippi.
Bartolomeus de Lenzis.
Joannes de Bartolis.
Ugolinus Martellus.
Thomas de Soderinis.
Franciscus Neronis.
Antonius Miglioris.
Franciscus Alamanni.
Jacobus de Angelis (de Acciaiuoli).

Die VII ejusdem mensis.

Convocatis supradictis civibus, et ipso legato Regis coram assistente, Vexillifer justitie, de sociorum et civium prefatorum assensu, in hunc modum verba fecit :

Pridie, cum ipse orator Regis mandata exposuisset, ex tempore, brevibus verbis, respondisse, quum ut maturius responderetur, prestantium consilio civium opus esset. Quibus tandem adhibitis, et re cum illis discussa, respondit magnificus Vexillifer : quanto magis et ipsi Domini et cives reliqui legati verba et oblata considerant, tanto magis, de illis verbis et ejus adventu, omnes letari atque exultare, et virtutes regias

in celum laudibus ferre, qui de hac Civitate tam amice, tam benivole cogitet; nec certe Majestati Sue aliud magis convenire, cum Civitas hec ipsum et majores suos incredibili amore semper coluit, et omnibus, quibus potuit, officiis prosecuta sit; nec immerito, quum Florentini cives ab ejus Progenie Inclita maxima beneficia susceperunt, que nunquam ex eorum animis dilabentur. Quis enim est adeo rerum publicarum ignarus, qui non meminerit, legerit, aut audiverit Carolum Primum, qui Magnus cognominatus est, et cujus res geste usque in celum florent, Civitatem istam, tyrannorum viribus oppressam ac dirutam, suis opibus in antiquam formam restituisse; et plures edes sacras in ea edificasse, cui, velut parenti et conditori, seu ejus memorie cives omnes summe debere arbitrantur? Ac etiam Carolum Secundum[1], Philippi Regis fratrem, devictis hostibus, optimarum partium[2] cives, qui tunc usque fuerant exules, in proprio solo restituisse, qui, nunc usque, Rempublicam felicissime gubernarunt et auxerunt? Nec non, nuperrime, Renatum, Sicilie Regem, cum bellum maximum ducem Mediolani et Florentinos ipsos urgeret, auxilio illis cum exercitu venisse, et sua virtute maxime factum esse, ut insignis de hoste victoria sequeretur? Que quidem merita, velut maxima et immortalia, nunquam ex memoria civium exciderunt, sed in ea infixa sunt, et, per antiquissima hinc inde caritatis officia, velut natura ipsa impellente, omnes ducuntur ad Stirpem Regiam colendam et observandam. Unde minime vereri oportet Florentinum populum, beneficiorum memorem, nil unquam omissurum, quod pro Majestate Regia facere posse existimetur; cujus meritis cumulus etiam accessit, cum Calabrie dux Florentiam accessit, qui adeo mitis, sapiens, modestus, benivolus omnibus repertus est, ut nil ab eo vel ejus familia, nisi optimum et tanto principe dignum prodierit; cujus clarissimum nomen, magno cum amore, cives omnes recolunt, velut hominis amicissimi et in omni virtute prestantissimi; sed, cum Rex ipse auxilia postulat, pro recuperando Sicilie regno, et ne illud tenenti auxilio aut favori simus, erga res istas, facturos Dominos

[1] Charles de Valois, frère du roi Philippe le Bel. — [2] Le parti guelfe.

que, salvo ipsorum honore et civitatis, fieri poterunt. Ipsi enim, se Regis filios existimantes, haud dubie credunt Regem ipsum; velut optimum et justissimum principem, nil ab eis cupere aut velle, nisi quod Civitatis decori aut dignitati conveniret. Unde, si qua essent, que in Civitatis dedecus redundarent, ea nec Rex vellet Dominos facere, nec universi cives ea fieri paterentur. Quecumque igitur, salvo Civitatis honore, fieri poterunt, ea Dominos leto ac prompto animo facturos.

Respondit Regis orator, dicens : — Se gratias magnas Dominis agere, qui eidem tam grate atque humane responderint, et, tam ardenti animo, benivolentiam incredibilem Civitatis in Regem ac Regiam Domum demonstrarint. Et cupere non mediocriter ut Rex ejusmodi responsis adfuisset, ut intelligere posset quam amice ac benivole de ipso locuti sint; fore enim ut ejus in Civitatem amor duplicaretur; et ipsum quoque cupere ut ipsi Domini coram Regia Majestate adesse possent, cum de hac urbe sermo ab eo fit; intelligerent enim qua cum affectione, quam benivole de ea semper loquatur, ut nihil magis desiderare videatur quam occasionem dari sibi, ut bene aliquid pro ea facere possit, et ei in cunctis opitulari, sicut moris sui et majorum suorum semper fuit; et absque dubio, existimat, cum responsionem Dominorum ab eo intelliget, eam letissimo animo accepturum. Hortatur etiam Magnificos Dominos, ut in primis, illud animadvertant, quod eos in bono proposito potissime retinebit : vedelicet Callistum Pontificem, dum in humanis erat, illum qui Sicilie regnum obtinet excommunicasse, et eidem omnia regni jura, si qua habebat, ademisse, et omnes ejus vassallos ab ejus juramentis et fidelitate liberasse, et omnem ligam et omnia federa que cum eo, tamquam cum Rege, essent, dissolvisse, ut nullus jam vereri possit sibi aliquo federis jure adstrictum esse. Etiam considerari oportere Regis Francorum potentiam maximam; nemo enim, a ducentis citra annis, potentior militibus, et opibus, et regni amplitudine fuit; qui, si cum viribus suis adniti vellet, procul dubio, omnes alios orbis Potentes superaret. Ideoque illum non parvi ducendum esse, sed maximi, et omni favore atque honore prosequendum. Postremo gratias egit Magnificis

Dominis, qui adeo insigniter illum muneribus donassent, et longe magis quam sue persone aut dignitati conveniret.

AUDIENCES ACCORDÉES PAR LA SEIGNEURIE À L'AMBASSADEUR DU ROI RENÉ. — DISCOURS DE L'AMBASSADEUR. — RÉPONSE DU GONFALONIER.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 52.)

20 et 21 octobre 1458.

Sommaire. — L'évêque de Marseille, ambassadeur du roi René, rappelle les arguments qu'a déjà fait valoir l'ambassadeur du roi de France. Il considère la République comme affranchie, par l'autorité du Saint Père, de tout engagement envers la maison d'Aragon, et il ne peut douter qu'elle n'agisse énergiquement en faveur des princes de la maison d'Anjou.

Le Gonfalonier répond, le lendemain, après avoir pris l'avis des notables : Florence ne subsiste que par son industrie et son commerce, ce qui l'oblige à de grands ménagements envers les États italiens, qui lui offrent des débouchés. En outre, le traité conclu avec Alfonse d'Aragon lie la République envers son fils Ferdinand; elle peut d'autant moins se soustraire à cette obligation, que les États confédérés ont tous juré de châtier par les armes celui d'entre eux qui tenterait de rompre la ligue.

Reverendus pater, dominus episcopus Massiliensis, orator Serenissimi Regis Renati, venit coram Magnificis Dominis, quibus ab initio, illius Regis nomine, salutes plurimas dixit. Deinde, presentatis sue legationis litteris, prosecutus est, dicens : — Scire Renatum Regem Civitatem hanc, omni tempore, Francorum Regibus et sibi amicam et benivolam fuisse, et secundis eorum rebus semper letatam esse, adversis vero indoluisse. Ideoque et ipsos Francorum Reges, quicumque illi fuerunt, et ipsum Renatum Regem, eodem modo, summa benivolentia Civitatem istam coluisse, et de ejus felicitate ac gloria non modicum gaudium suscepisse, et de adversis eorum casibus contristari solitos, et auxilia illi non modica tulisse. Et nuper, cum bellum Venetos inter ac ducem Mediolani et Regem Aragonum et Florentinos esset, Majestatem Sui Regis cum exercitu Alpes transivisse, et omnia fecisse quibus victoria adversus hostes pararetur. Et quia, facta demum pace, intelligebat Florentinos cives impensis magnis exhaustos, ut respirare possent et locupletiores fieri, et Reipublice statum in pristinam fortunam reducere, promisit nec

moleste tulit ligam et fedus cum Aragonum Rege factum esse. Adversus quem idcirco Suus Rex arma non movit, ut regnum Sicilie recuperaret; quum ille plurimorum regnorum dominus, magna potentia suffultus, talis erat, quem, nullo modo, superare posse videretur. Nunc vero, cum ille nature concesserit, et ei is relictus sit successor, quem omnes norunt parenti omnino dissimilem, nullum aliud regnum, nisi Sicilie, retinentem, tempus Renati Regi visum est illius regni recuperandi; atque omnino Magnificos Dominos requisivit, ut, cum tempus aderit, ipsi Regi omne auxilium in ea re, omnem favorem impartiri velint; et, si quod cum hoc regni occupatore fedus ab eis ictum est, illud rescindant, ne ab illo impediantur quominus auxilio illi esse possint. Atque etiam, quia ipse ad Pontificem iturus est, eum oraturus ut Regi Suo, in recuperando regno, propitius et favens esse velit, ut Domini Regis causam summopere commendent Pontifici suis litteris, velut eis amicissimi; et, quum intellexit orator ipse, destinasse Dominos oratores quosdam ad hunc regnum Sicilie detinentem, quanquam speret ipsos bonam ob causam hoc fecisse, tamen dixit rem hanc Francorum Regi et Suo non mediocrem admirationem allaturam. Ideoque rogare Dominos, ut oratoribus ipsis destinatis scribant, ne ultra progrediantur.

Respondit M^{cus} Vexillifer justitie, dominus Otto Niccolinus, dicens : — Letis animis Dominos et cives omnes ipsum legatum vidisse ac suscepisse, et ejus verba audivisse plena amoris et benivolentie, et fateri omnes summam semper amicitiam inter Christianissimos Francorum Reges et Renatum Regem et hanc Civitatem fuisse; multaque ab illis suscepta beneficia esse; que si orator ipse narrare voluisset, pro sua summa facundia ornatissime retulisset; ipsumque quoque ea referre omittere, ne longior fieret sermo, et Paternitas Sua tedio afficeretur. Sed, inter reliqua, non esse oblitos Dominos que rex Renatus, preterito bello, pro ista Civitate fecit, sed fixa cordi tenere; et, pro illis, se maxime Regi debere arbitrari. Et, quum orator ipse plurima exposuit, que deliberatione indigent, et mos in Civitate ista semper fuit, in rebus gravibus, de consilio et assensu plurimorum civium prestantium res-

pondere, ipsi Domini responsum ad dicta sua in aliud tempus differre instituunt; et, consilio tandem habito, ita respondebunt, quemadmodum dignitati Civitatis convenire arbitrabuntur, et quemadmodum per convocandos cives, una cum Dominis, deliberatum erit.

Die 21 octobris 1458.

Reverso Regis Renati legato coram Magnificis et Potentibus Dominis, M^cus dominus Otto Niccolinus assurgens, coram multis civibus, in hunc modum respondens, verba fecit:

Notum cunctis esse, et in primis Christianissimo Francorum Regi, et Serenissimo Regi Renato, nullam esse in Italia civitatem que, totis animis, magis Regibus illis affecta sit quam Florentina Civitas, idque multis jam documentis patuisse ac quotidie patere, et hanc eximiam benivolentiam ex eo presertim processisse, quia a Regia Francorum Domo Florentini cives beneficia multa et magna susceperunt; que quidem nunc referenda non censuit, ne tedio orator afficeretur; cui etiam ea, majore ex parte, nota esse arbitratur. Sed reticere nequaquam posse egregium Regis Renati pro hac Civitate facinus, quod in Italia, paucos ante annos, factum est; cum scilicet, vigente gravissimo bello, ipse, cum exercitu Alpes transcendens, in auxilium Florentinorum venit, atque ita tandem effecit, ut Civitas hec a magnis periculis liberaretur; atque, eo audiente, Regem professum esse se, non sua causa vel acquirendi regni cupiditate, sed solum Mediolani ducis et Florentini populi, in Italia, cum exercitu venisse. Et hoc ex eo facile patere, quia, depulso ab amicis periculo, ipse in patriam reverti statuerit; et, si quid insuper agendum esset, quod salutem ipsorum respicere posse videretur, dimittere se Calabrie ducem, cujus ope atque auxilio speraret secunda illius cessura omnia; quem ducem, in hanc urbem tandem aliquandiu moratum, cives omnes sapientissimum ac prestantissimum, et Civitatis hujus amatorem insignem cognoverunt, et omnibus preclaris virtutibus preditum, dignum esse tanto parente filium; atque etiam, antequam Rex ipse discederet, seu trans Alpes abiret, ipsum predixisse, ut et dux Mediolani et Florentinus populus, quum exhausti sumptibus belli erant, non solum pacem

cum hostibus, sed etiam quodcumque fedus inirent. Intelligere enim se non conducere Majestati Sue, ut, cum non videretur tempus adversus Aragonum Regem bellum movendi pro recuperando Sicilie regno, interim ejus amici, cum eo belligerantes, vel opprimerentur vel magna incommoda susciperent, quibus pene inutiles efficerentur; atque omnino, de illius Regis assensu, in quibusdam capitulis fuisse scriptum ut liga cum Venetis et Aragonum Rege fieri posset. Et imo, postmodum inita inter Mediolani ducem et Venetos pace, et ceteris Potentiis reservato loco, Florentini pacem ipsam ratam habuerunt; et, quum Aragonum Rex ita ab initio pacem adprobaverat, ut ejus assensus dubius esset, iterum postea, re discussa, pacem pro se ac successoribus suis, et nominatim pro don Fernando filio suo confirmavit. Postquam, et liga secuta est, et pro eo et ejus successoribus, et nominatim pro ipso, qui nunc Sicilie regnum tenet; in qua, inter cetera capitula, illud in primis positum fuit, ut videlicet si quis alteri ex federatis bellum aut molestiam inferret, reliqui omnes ei opitularentur : quamobrem facile intelligi posse, Florentinos, absque infamia et dedecore, et jam fidei date offensa, non posse, prout ab oratore postulatum est, auxilia adversus illum prebere; facturos enim eos esse contra federa illa que, de assensu Renati Regis, firmata sunt. Nec putare Dominos Francorum Regem aut Renatum ea a filiis et servitoribus suis fieri velle, que dedecus illis et infamiam parerent, absque aliqua ipsorum commoditate. Nam, ex Italie Potentiis, que in federe sunt, hanc minorem esse, et imo eam solam non tanti videri posse neque esse, ut sola bellum pro ipsis adversus Sicilie regnum tenentem moliatur, cum periculo et jactura maxima, et absque aliqua illorum Regum utilitate. Esse enim opus alia Potentia ad hec agenda, quam Florentine urbis. Simul etiam dixit, considerari oportere Civitatem hanc agrum sterilem habere, et quicquid opum acquisiverit, id non ex opulentia agrorum pervenisse, sed ex industria maxima, quia scilicet Florentini cives per universum Christianum Orbem semper negotiari consueverunt, et ex mercatura pecunias multas querere; quibus postea Civitatis vires et aucte et substentate sunt. Et, si quando accideret

Florentinos homines a mercaturis in regionibus multis prohiberi, et a navigatione ipsa, procul dubio Civitas ista vacua et inanis reperiretur. Esse vero cunctis notum in Apulie regno et Sicilia insula Florentinos frequenter negotiari consuevisse, et in eis suas merces venundare, et ea loca eis maxime oportuna esse; nec navigationem tuto fieri posse, si tenens regnum Apulie hostiliter cum illa versaretur. Et imo he triremes, que, mercibus plene, ad Orientis partes navigarunt, et per maritimam Apulie regni oram transierunt, si ab illo vel hoste fuissent capte, detrimentum maximum et inreparabile huic urbi accidisset, quod etiam suum esse Francorum Reges et Sicilie, velut amici, arbitrari debuissent. Ne igitur mercari et navigari impediantur, Florentini cives pacem cum tenente regnum Sicilie hanc servare, que illis nunc necessaria sit; et imo ipsos Dominos illi legatos misisse, non qui nova cum illo federa facerent, sed qui simpliciter de parentis sui obitu condolerent, et, verbis generalibus, secum gratularentur; nec aliud quicquid in mandatis illos habere. Et, si qua ex hoc illi parva reputatio accesserit, eam facile summoveri posse; sed non ita facile posse mederi, si qua ille, tamquam hostis, urbi nostre incommoda attulisset. Nec Florentinos solos, legatos illi misisse, sed Venetos dominos, et Mediolani ducem; quod si federati reliqui ita fecerunt, procul dubio, si idem hec Civitas non fecisset, ille apertam sibi hostem judicasset, cum periculo Civitatis magno, et, ut jam dictum est, absque illorum Regum utilitate. Sed persuadere dixit debere sibi Francorum Regem ac Renatum Florentinum populum semper erga eos omnem benivolentiam et reverentiam, sicut semper fecerint, exhibituros; neque aliter ipsum posse facere, quin, ex tota mente atque animo, eorum Majestates colat atque observet.

Respondit Regis legatus, dicens, quamquam materno sermone loqui non recte sciat, ut ita facile intendi possit, tamen, ut reliqui astantes que dicturus est et que jam dicta sunt possint percipere, non amplius grammatice[1], sed sermone vulgari respondebit. Et referens

[1] En latin.

breviter per Vexilliferum dicta, inquit: — Cupere se ita tandem illi responderi, ut aliquid certi ad Regem Suum afferre possit. Et, quemadmodum ipse percepit, videri sibi per Vexilliferum dicta eo spectare, ut tandem concludant, videlicet honestis verbis, Florentinos, velut a federe impeditos, nec ad Pontificem scripturos in favorem Renati Regis, nec auxilia illi daturos, sed fedus potius servaturos. Regem vero Suum idcirco ab initio lige consensisse, ut Florentini, postea locupletiores facti, cum tempus esset, illi auxilio esse possent; et ita Regem predixisse. Quod si de federe disceptandum sit, posse facillime defendi Civitatem hanc nullomodo illi federi cum hoc regnum tenente obnoxiam esse. Cum, quia iste nec legitimus nec filius Regis est, sicut in Aragonia pronuntiatum affirmavit, et imo ligam, pro filiis factam, ad hunc non extendi, qui in ea minime nominatus sit, sicut ipse arbitratur; tum etiam, quia Calistus Pontifex, de cardinalium assensu, tulit sententiam, per quam declaravit regnum ad illum non pertinere, sed ad Ecclesiam prorsus reversum esse; et imo, ob hanc Pontificis censuram, omnia federis jura dissoluta esse: nec tamen petere Regem Suum ut Florentini soli bellum adversus eum moverint, sed, cum tempus aderit, Regi auxilio sint; vel, ut saltem intelligat Rex sibi non cum Florentinis, amicis suis, sed cum ipso solo bellum futurum esse; et hoc se maxime velle intelligere, ac instanter petere, ut responsionem in scriptis Domini redigi faciant, quam ipse Suo Regi sit ostensurus. Et credere, si non alia detur responsio, Regem Suum maximam admirationem habiturum; nec existimare se, quamquam legati ad illum missi parvum quod in mandatis habeant, eos aliam ob causam ivisse, nisi ut ostenderet Civitas hec se amicam illius et benivolam esse cupere. Et id verba Vexilliferi significasse, dum dixit eo legatos profectos, ut tutam navigationem habere Civitas posset, quam habitura non esset, nisi illi qui regnum tenet legati amicitiam et benivolentiam afferrent; et legationem hanc non parum Regi Suo nocituram, quum major pars regni sublevata est in sui regis favorem. Quod si intelligent amici sui ipsum a Florentinis faveri, Regi Suo amicissimis, fore ut non confidant quemquem alium Regem ipsum adjuturum, sed hostem potius illi fu-

turum. Nec se tanti existimare ducis[1] aut Venetorum favorem, quanti Florentine urbis, quum cum illis exigua vel mediocris amicitia fuit. Sed inter Francorum Reges et Civitatem hanc maxima fuit et inveterata, et multis hinc inde officiis roborata. Et ideo magis omnes, qui hec intelligent, de Florentinis quam de reliquis admirationem suscepturos; et tandem iterum petiit ut responsio sibi per scripturam preberetur.

Iterum respondit Vexillifer, dicens : — Postquam ipse materno sermone locutus est, etiam ipsum eodem sermone usurum esse. Et, in primis, dixit admirari se, quod responsio in scriptis postuletur, tanquam si de fide aut benivolentia Civitatis hujus erga Suos Reges dubitaretur. Que cum maxima sit, sicut semper fuit, non esse hoc modo cum filiis et amicis optimis agendum, sed ampliore fide ac securitate. Et sperare Dominos ipsum legatum responsionem factam prudentissime relaturum; atque ita Regi ostendat Suo, nos eosdem esse, qui semper erga illum fuimus, videlicet illi benivolos et amicos, et Sue Majestati obsequentes. Que autem circa fedus orator dixit, non esse opus in disputationem adduci oportere, nec convenire Dominis ipsos disserere, an ille, qui Sicilie regnum tenet, filius Aragonum regis fuit. Satis enim ipsis esse, quod, in pace ac federibus, ille pro filio sit habitus ac reputatus, sicut publica extant documenta, id ipsum testantia; nec referre ad rem istam quod Pontifex Calistus egerit; cujus sententia, etiam si fuisset valida, in qua nullus processus reperitur habitus, tamen, cum inter illos lata fuerit, eam ad alios non pertinere, sicut jam disponunt. Ipsos vero solum fedus respicere debere, quod infringere dedecus urbi allaturum esset. Et, cum orator postulat, si moveretur bellum, Dominos respondere quid acturi essent, cupere eosdem Dominos, ut orator ipse Regi Suo pro illis respondeat; satis enim ipsum intelligere quid in animis civium esse possit, et quid verisimiliter acturi sint, et an possit credere Florentinum populum adversus ipsum arma sumpturum esse. Nec convenire aliter responderi; nec ipsi etiam Regi conducere, neque

[1] Le duc de Milan.

ipsum debere magni facere si littere ad Pontificem denegentur; que parvi momenti future sint, et ipsos omnino hostes illius patefacerent. Et, quum de legatis ad illum missis oratorem anxium vidit, debere ipsum etiam animadvertere rem Dominis integram non esse, quum jam palam cunctis factum est illos ituros esse, et non, absque magna indignatione illius Regis et odio, revocarentur. Et postremo dixit ut, in animo suo, legatus induceret populum hunc ita Francorum Regie Domui affectum esse, ut, nullo modo, ab ejus devotione et amore avelli possit.

Post hanc responsionem, perstitit legatus Regis, petendo responderi sibi in scriptis, et fere idem repetendo de liga et de oratoribus missis.

AUDIENCE ACCORDÉE PAR LA SEIGNEURIE À L'AMBASSADEUR DU ROI DE FRANCE. — DISCOURS DE L'AMBASSADEUR. — RÉPONSE DU GONFALONIER.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 52.)

2 mars 1460.

Sommaire. — Le roi de France ne se lasse pas d'intervenir en faveur des princes angevins. Son ambassadeur rappelle aux Florentins que la maison de France est l'héritière des droits de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, et que c'est son propre intérêt qui est en jeu. Aucun traité ne peut constituer, en faveur d'un usurpateur, un droit qu'il n'a jamais eu. Le succès couronne déjà les efforts du duc de Calabre. Si Florence et François Sforza persistent dans leur conduite équivoque, ils ont à redouter le juste courroux du Roi, qui se dispose à envoyer en Italie des forces imposantes.

La réponse du Gonfalonier est évasive. Il énumère tous les bienfaits dont les rois de France ont comblé les Florentins, qui ne sauraient se montrer ingrats; et il déclare que la République agira de concert avec les autres Puissances de l'Italie, avec lesquelles elle se trouve liée par le traité, dont elle a juré l'observation.

Venit ad Magnificos Dominos quidam assertus orator ad Pontificem pro Serenissimo Rege Francie, absque litteris credentie, dicens : — Misisse Suum Christianissimum Regem jamdiu plures legatos ad Summum Pontificem, Mantue commorantem, quibus specialiter injunctum fuit, ut, preter ea que super dicta agenda erant, rogarent Pontificem et requirerent, uti Regem Renatum, velut legitimum Sicilie Regem, de illo regno

investiret, daretque opem ad adquirendum illum; cumque Pontifex respondisset se, post decimam diem, ad ea responsurum, tandem in prescripto termino respondit, se semel statuisse quid agendum videretur, et de regno ipso Ferdinandum investisse, velut legitimum Regem. Cui responsum est per legatos, sententiam illam latam fuisse, non vocatis partibus, nec cognito jure Regis Renati. Et, cum viderent legati Pontificem in suo proposito permanentem, transtulerunt se ad alia negotia pro quibus venerant. Et, cum Pontifex tandem abiisset, Senam urbem petiturus, reliqui legati hunc ipsum miserunt, ut Senam cum Pontifice proficisceretur; qui cum in ea urbe esset, et vidisset ibidem legatos Regis Aragonum et Regis Ferdinandi de federibus lige disceptantes, que jam fuit inita inter Italie Potentias, et intelligeret eosdem oratores Florentiam esse venturos, et ipse huc venire statuit, ut Magnificos Dominos, Regis nomine, hortaretur ad servandam cum Renato Rege et ejus filio amicitiam, nec quicquid adversus eum moliendum. Esse autem interesse Sui Christianissimi Regis permagnum in ea re; nam, si Renatus sine heredibus decederet, feudum hoc ad Francorum Regem pertinere. Esse preterea affinitatem magnam illi cum Rege Renato, ob quam non aliter suam amplitudinem cupere debeat quam propriam. Igitur, quum intelligit de federe disceptandum esse, animadverti oportere ait, quod hujusmodi fedus percussum fuit, quo invicem federati se et sua tuerentur, non autem aliena; ipsum vero Renatum Regem Serenissimum sua repetere; regnum enim illud, per infinita fere tempora, ad ipsius Clarissimam Progeniem pertinuit. Cum igitur iste sua repetat, que ab alio injuste possidentur, nemo dixerit hunc possessorem injustum adversus ipsum, pro jure federis, tueri oportere, presertim per Dominos Florentinos, quibuscum summa amicitia et benivolentia semper Regie Stirpi Francorum fuit; a quo Civitas hec beneficia maxima suscepit, quomodo parietes ipsi murorum Civitatis indicant inveteratam benivolentiam, in quibus fere omnibus insignia regia depicta sunt. Et, cum omnes intelligant clarissimum ducem Lotharingie et Calabrie, nutu quodam divino et dispensatione Dei, hoc bellum incepisse, intrasse regnum sine pecunia, sine armis, absque aliqua hu-

mana ope, avertisse a devotione Regis Ferrandi majorem partem illius regni, et in primis illos principes[1] et dominos, qui olim genitori suo adversati sunt, qui tandem recognoscentes veritatem, penitentia ducti, suum verum et legitimum Regem receperunt, et omni ex parte juvare dispositi sunt : unde rogare se ait Dominos, ne illi Fernando aliquod auxilium prestent, etiam tergiversando; quam si Rex ipse Francorum hoc intelligeret, vehementer indignaretur, et immineret periculum, quod Deus avertat, ne scandala sequerentur; presertim si Rex, in auxilium suorum, validum exercitum mittere institueret, sicut facturus est, cum opus esse existimaverit. Et, quemadmodum hic de indignatione Regis perloquitur, ita etiam fiendum esse brevi, Regis nomine, Mediolani duci, qui multa incepit ac continuat adversus Renatum Regem; cui talia ostendit, si non desistet, ut compellatur ad sua respicere, non aliena oppugnare.

Respondit Magnificus Vexillifer justitie[2] : — Dominos letis animis oratores ipsos suscipere atque audire, ob responsum Serenissimi Regis Francie, quem Civitas hec, multis de causis, maxime diligit ac veneratur; et vera esse, que per legatum ipsum dicta sunt de meritis regiis erga Rempublicam istam, que multo majora sunt quam possint exprimi. Quis enim, inter cetera, ignoret Carolum Primum, qui Magnus cognominatus est, a quo ceteri Gallie Reges originem traxere, dum in Italiam transivit, Civitatem hanc reperisse deletam et habitationibus vacuam, quam ipse sua clementia reparavit, et menibus cinxit, habitationibusque complevit? Deinde secundus Carolus, Regis Philippi Francorum frater[3], Manfredum, regnum Sicilie occupantem, et hujus Civitatis hostem, superavit atque occidit; et cives optimarum partium[4], qui exulabant, in patriam reduxit, qui nunc usque feliciter Rempublicam istam gubernarunt. Accessit quoque recens meritum Serenissimi Renati Regis, qui, pro salute illustrissimi Mediolani ducis et Floren-

[1] Les barons du royaume.
[2] Jacopo Mazzinghi.
[3] Charles d'Anjou, vainqueur de Manfred à Bénévent, est le frère de saint Louis et non pas de Philippe le Hardi.
[4] Le parti guelfe.

tinorum, adversus Venetos, in Italia cum exercitu advenit; et causa potissima fuit, ut ipsi victores belli haberentur. Unde, cum tot et tanta immortalia processerint merita, debere legatum ipsum credere, procul dubio, cives omnes hujus urbis Majestati Regie vehementer affectos esse, nec non etiam illustrissimo duci Calabrie, quem in hac urbe versatum, ob suas ingentes virtutes atque optimos mores, summa benivolentia prosequuntur. Verumtamen, quantum ad federis leges pertinet, ejus nature illud esse, ut, absque assensu federatorum omnium, nil omnino decerni queat. Itaque facturos Florentinos Dominos, in his rebus, que federatos alios omnes animadvertent.

Prefatus orator ait : — Se ex dictis per Magnificum Vexilliferum justitie, et presertim ex meritis Regie Domus in hanc urbem per eum relatis, intelligere quo animo, qua fide Florentini sint in Regiam Domum, et qua benivolentia ipsius memoriam prosequantur. Nec dubitare se, quin eorum opera verbis responsura sint; et, quemadmodum hesterna die dixerat, ita se nunc affirmare, videlicet, capitula federis nequaquam ipsos astringere; cum ob ea que prius dicta sunt, tum etiam quod Rex ipse Fernandus, et plus ejus pater Alfonsus, dum vivebat, bellum adversus Renatum Regem inceperunt et in agro ipsius Regis, et etiam Regis Francie multa hostilia moliti sunt, Genuamque, Regis Francie urbem, bello infestarunt, et occupare conati sunt, in prejudicium ipsius Regis; preterea, cum Calistus Pontifex vixisset, et cum Rege Renato de pace ageret cum Alfonso fienda Rege, ad hoc, ut adversus Turcum comuni animo bellum inciperent, et Renatus ipse, pro salute christiani nominis hoc desiderans, pacem facere disposuisset, Alfonsus ipse omnino abnuit, quin imo hostilia multa etiam molitus est. Illi ergo auxilium ferri oportere, qui ab altero lacessitus sit vel offensus; sed eum, qui alterum injuria sua provocaverit, nullo auxilio dignum esse, nec in hoc federis leges locum habere. Et imo, iterum hortari Dominos, ne se de his rebus intromittant, sicut sperare se ait facturos eos, presertim intuitu Francorum Regis, cujus potentia major quotidie facta est, et in cujus regnum principes omnes Gallie consenserunt, cujusque amicitiam, a mense

citra, Rex Anglie omnino postulavit. Cum ergo talis sit et tantus ac tante auctoritatis, credi facile posse eum Sicilie regni causam non neglecturum; quod vero Domini respondent, se idem facturos esse, quod alie Potentie federis facient, et non aliud, se benigne accipere, sibique placere responsionem istam; et, cum ad Suum Serenissimum Regem redierit, daturum se cum eo operam, qua benivolentia Florentini in illum sint intelligat, utque ipse Rex nullum officium omittat in Florentinos homines, quod ad eorum commodum pertinere videatur[1].

LOUIS XI.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

DES AMBASSADEURS ENVOYÉS PAR LA RÉPUBLIQUE AU ROI LOUIS XI.

I. — DONATO ACCIAJUOLI.

Donato Acciajuoli naquit le 15 mars 1429. Il avait pour père Néri, fils de Donato Acciajuoli, et pour mère Maddalena, fille de Palla Strozzi.

Il fut prieur en 1463, et gonfalonier de justice en 1475. Mais presque toute sa vie fut consacrée aux fonctions diplomatiques et aux études littéraires.

Il faisait partie de l'ambassade solennelle qui, en 1461, était chargée de complimenter Louis XI sur son avénement[2]. Ce fut en cette circonstance qu'il lui présenta la Vie de Charlemagne, dont il était l'auteur : digne hommage d'un Florentin à un roi de France.

Il ne dédaigna pas de revenir à la cour de Louis XI, en 1475, pour obtenir de

[1] Le roi René intervint encore auprès des Florentins pour les attacher à sa cause. Un de ses ambassadeurs fut entendu par la Seigneurie, le 25 juin 1460. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 52.) Mais toutes ces démarches demeurèrent sans résultat. De concert avec les Vénitiens, la République résolut de garder une stricte neutralité. Elle persista jusqu'au bout dans cette prudente politique. Jean de Calabre avait remporté d'abord de brillants avantages; mais, trahi par la fortune, en 1463, il quitta le royaume de Naples pour n'y plus revenir.

[2] Peut-être Acciajuoli n'était-il revêtu alors d'aucun caractère public, mais accompagnait-il, comme simple particulier, l'ambassadeur Piero de Pazzi.

ce prince la prompte réparation d'un acte de violence qui avait justement alarmé le commerce des Florentins.

Ce n'est pas en France, c'est à Rome, que Donato devait être appelé à remplir ses plus importantes missions.

En 1470, le pape Paul II avait exhorté la République à lever une contribution, destinée à soutenir la guerre contre le Turc. Acciajuoli, ambassadeur à Rome, eut l'ordre de représenter au Souverain Pontife que Florence était prête à contribuer, mais que, comme il s'agissait d'une guerre sacrée, elle sollicitait l'autorisation de faire supporter au clergé sa part de la charge commune. Paul II n'y voulut pas consentir, et les Florentins s'abstinrent de contribuer.

En 1476, Donato se retrouvait à Rome, où il négociait, en faveur du jeune Jean Galéas Sforza, dont le père venait de succomber sous le poignard des assassins.

Mais la plus délicate et la plus périlleuse des ambassades qui lui furent confiées fut celle dont il se vit chargé auprès de Sixte IV, après la conjuration des Pazzi.

Le Pape, n'écoutant que son ressentiment, ne parlait de rien moins que de faire jeter l'ambassadeur florentin dans un cachot du château Saint-Ange, et de le livrer au supplice. Les menaçantes protestations des ambassadeurs de Milan et de Venise empêchèrent, à grand'peine, le fougueux Pontife de commettre cet attentat contre le droit des gens. Aussitôt que la guerre fut déclarée, Donato parvint à s'échapper de Rome. A peine de retour à Florence, il fut désigné de nouveau pour solliciter auprès de la cour de France une assistance active et de puissants secours; mais il ne se rendit pas à ce poste, la République ayant jugé qu'il la servirait mieux au congrès de Milan, où devaient se traiter les plus grands intérêts de l'Italie. Il mourut à Milan, le 28 août 1478.

Donato Acciajuoli donna l'exemple du patriotisme le plus pur et du plus noble désintéressement; c'est ainsi que, dans ses diverses missions publiques, où il n'épargnait rien pour représenter dignement son pays, il refusa constamment d'être entretenu aux frais de l'État.

Il mourut pauvre. Touchée de tant d'abnégation, la République lui fit de magnifiques obsèques; elle choisit, au sein des principales familles, quatre citoyens, auxquels elle commit la tutelle de ses enfants; elle accorda aux fils d'importantes immunités, et se chargea de doter les filles. Enfin Landino prononça son éloge funèbre, et Politien composa l'inscription qui devait perpétuer le souvenir de ses services, et la fit graver sur la tombe que lui élevait la pieuse reconnaissance de sa patrie[1].

En honorant le grand citoyen, Florence rendait en même temps hommage à

[1] Voy. Fabbronius, *Laurentii Magnifici Vita,* p. 94.—*Annotationes et Monumenta,* p. 191.

l'homme de lettres. Donato était versé dans les littératures grecque et latine. Il a laissé des commentaires sur la Morale d'Aristote et sur sa Politique. Il a traduit de Plutarque les vies d'Alcibiade et de Démosthène; il a comparé les vies de Scipion, d'Annibal et de Charlemagne; enfin, il a écrit les Oraisons funèbres de Jean Huniade et de Cosme de Médicis. Il est un des soldats les plus dévoués de cette légion d'élite qui forme l'avant-garde de la grande armée de la Renaissance.

II. — FILIPPO DE MÉDICIS.

De Vieri, fils de Niccolo de Médicis, et d'Auretta, fille de Francesco Nerli, naquit Filippo, qui, dès sa première jeunesse, fut destiné à l'Église. Nommé d'abord notaire apostolique, il fut appelé, en 1456, à l'évêché d'Arezzo, que postulait avec instance, pour son fils Lorenzo, le fameux Agnolo Acciajuoli.

Filippo, en 1461, faisait partie de l'ambassade chargée, au nom de la République, de complimenter le roi Louis XI sur son avénement. La même année, il était promu, par le pape Pie II, à l'archevêché de Pise. La grande chapelle du Campo Santo fut achevée par ses soins et sous ses auspices. En 1474, il était envoyé par ses compatriotes pour féliciter Paul II sur son exaltation.

Cosme et Pierre de Médicis n'avaient cessé de faire des démarches auprès du Saint-Siége, dans le but d'obtenir pour Filippo le chapeau de cardinal. La mort le surprit en 1474, avant qu'il fût parvenu à cette dignité.

Après trois ans de vacance, son successeur au siége archiépiscopal de Pise fut Francesco Salviati, de sinistre mémoire[1].

III. — BONACCORSO PITTI.

Bonaccorso était fils de Luca Pitti et de Fioretta Macchiavelli. Il était né le 24 mars 1419. Deux fois prieur, puis gonfalonier de justice, il occupa un rang distingué dans l'État. En 1461, il faisait partie de l'ambassade qui devait féliciter Louis XI à son avénement au trône. En 1464, il portait le serment d'obéissance de la République au Pape nouvellement élu, Paul II, qui l'élevait au rang de chevalier. Bonaccorso mourut vers l'an 1493.

IV. — PIERO DE PAZZI.

Piero de Pazzi appartenait à une des familles les plus nobles et les plus puissantes de l'État. Il était né, en 1416, de Andrea de Pazzi et de Catarina Salviati.

[1] Voyez, dans tous les historiens, le rôle que joua l'archevêque Salviati dans la conjuration des Pazzi.

Ses missions diplomatiques se rattachent presque toutes aux entreprises de la maison d'Anjou sur le royaume de Naples.

En 1453, il va trouver Jean de Calabre à Livourne, et il l'accompagne pendant qu'il traverse le territoire de la République.

En 1458, il porte, au nom de Florence, le serment d'obéissance au nouveau Pontife, Pie II, avec lequel il conclut un traité d'alliance.

La même année, il va à Naples, porter à Ferdinand les compliments de condoléance des Florentins, à propos de la mort de son père, le roi Alfonse.

En 1459 et 1460, il est chargé de nouvelles missions auprès de Jean de Calabre, qui tente encore une fois la conquête du royaume de Naples.

En 1461, il est en France, où, avec ses collègues, il complimente Louis XI sur son avénement. Le roi, à cette occasion, l'arma chevalier de sa main.

Les compatriotes de Piero de Pazzi furent sensibles à cette distinction qui s'adressait à leur représentant; ils l'accueillirent eux-mêmes, à son retour, avec honneur, et l'élurent presque aussitôt gonfalonier de justice.

Piero de Pazzi mourut à propos, en 1463, au sein de la prospérité, bien éloigné de prévoir la fatale catastrophe qui devait, quelques années après, entraîner sa famille entière dans le déshonneur et dans la ruine.

V. — FRANCESCO NORI.

Francesco, fils de Tommaso Nori, fut envoyé en France, en 1467, pour resserrer l'alliance qui unissait déjà Louis XI à la République. Pendant son séjour, l'ambassadeur se prit de passion pour une jeune dame française, qu'il épousa, dont il eut un fils, et qu'il abandonna.

De retour à Florence, il parut avoir oublié cet hymen et les devoirs qu'il lui imposait. Il n'en rechercha pas moins l'illustre alliance des Tornabuoni, et, se considérant comme entièrement libre, il devint l'époux de la fille de Filippo Tornabuoni, qui était lui-même neveu de Lucrezia, mère de Julien et de Laurent de Médicis. Dès lors il s'attacha à la fortune de cette puissante famille.

Le 26 avril 1478, il se trouvait aux côtés de Julien quand ce malheureux jeune homme tomba sous le poignard des Pazzi. Nori mit bravement l'épée à la main pour le défendre, et mourut avec lui.

VI. — ANGELO MANETTI.

Angelo Manetti fut chargé, en 1476, d'une mission à la cour de France. Il était né, en 1432, de Gianozzo Manetti et d'Alessandra Giacomini.

Ce n'est pas dans la carrière politique, qu'il aborda à peine, à deux reprises, qu'il devait surtout se distinguer.

Il fut un des plus savants hommes de son temps. Les langues latine, grecque, hébraïque lui étaient assez familières pour qu'il les écrivît et les parlât toutes trois avec facilité et élégance; il a laissé de nombreuses traductions d'œuvres grecques, et quelques traductions d'auteurs hébreux, qui sont conservées manuscrites à la bibliothèque de Florence. Manetti était un des membres éminents de l'académie Platonicienne, fondée par Marsile Ficin, sous les auspices de Cosme de Médicis.

VII. — GUID ANTONIO VESPUCCI.

Voyez la légation de 1494.

VIII. — FRANCESCO GADDI.

D'Angelo Gaddi et de Maddalena Ridolfi naquit Francesco Gaddi, un des hommes qui se signalèrent le plus, à cette époque, par leur amour pour les lettres. Il fut un des fondateurs de l'académie Platonicienne, et se distingua par la généreuse protection qu'il ne cessa d'accorder aux érudits et aux savants.

La République lui confia plusieurs missions importantes.

Envoyé en 1480 auprès de Louis XI, Gaddi gagna si bien les bonnes grâces de ce prince, qu'il reçut de lui le titre de conseiller et de maître des requêtes. A peu près à la même époque, le pape Sixte IV le nommait collecteur et commissaire apostolique, pour la levée des dîmes dans le duché de Milan.

Il est envoyé en ambassade à Venise, en 1492; auprès du duc d'Urbin, en 1495. Après l'expulsion des Médicis, il remplit à Florence la charge de secrétaire de la République.

LETTRE DU DAUPHIN LOUIS À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 30.)

30 mai 1461.

Sommaire. — Le dauphin témoigne aux Florentins tout l'intérêt qu'il porte au prétendant, Jean de Calabre, et les prie de ne donner aucun secours à ses adversaires pendant son expédition de Naples.

...Toto mentis affectu desideramus antique amicitie vinculum, inter Divos Predecessores nostros et Civitatem vestram hactenus deservatum, in dies longiores prorogari; idcirco alias jam dicte vestre Comu-

nitati commonuimus, ne aliquid directe vel indirecte per vos, quoquo modo, moliretur in prejudicium dilectissimi consanguinei nostri, ducis Calabrie; et, quia advisati extitimus vos fuisse sepe admonitos, ut mutuo pecunias erogare haberetis, et aliis viis subvenire quibusdam sibi adversantibus, idcirco, iteratis litteris, admonemus, ne a quoquam vestrum talia facere permittatis, que directe vel indirecte offendere valeant dictum consanguineum nostrum.....

AUDIENCE DONNÉE PAR LA SEIGNEURIE À L'AMBASSADEUR DU DAUPHIN LOUIS. — DISCOURS DE L'AMBASSADEUR. — RÉPONSE DU GONFALONIER.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 52.)

24 janvier 1461.

SOMMAIRE. — L'ambassadeur du dauphin, au nom de son maître (qui, par suite de sa rupture avec le roi son père, a cherché un asile auprès du duc de Bourgogne), vient porter plainte contre le duc de Savoie. Le dauphin a les plus justes griefs contre ce duc, dont il a épousé la fille, et qui se refuse à lui payer intégralement le montant de la dot convenue; il prétend le soustraire à l'influence de conseillers indignes, et il prie la République, comme alliée de la Savoie, de ne pas trouver mauvais qu'il intervienne dans les affaires de ce pays, pour y rétablir l'ordre et y faire respecter la justice.

Le Gonfalonier répond que la République ne s'offensera pas de l'intervention du dauphin dans le gouvernement du duché de Savoie, et qu'elle s'empressera, en toutes circonstances, de lui prêter son loyal concours.

Venit ad Magnificos et Excelsos Dominos orator illustrissimi Domini D. Aloisii D. Delphini, primogeniti serenissimi Gallorum Regis, et, ostensis litteris legationis, dixit : — Se, nomine sui Domini, salutem dicere Magnificis Dominis, affirmantem ipsum non mediocriter hanc Civitatem diligere, quam sciat, nedum sibi amicam et benivolam, sed semper Christianissimis Francorum Regibus et Domui Regie quecumque semper amoris et benivolentie signa ostendisse. Causam vero sui adventus esse, quod ipse Dominus ejus, illustrissimus Princeps, valde offensus a duce Sabaudie, controversias magnas cum eo habet et habiturus est, quarum majorem partem ipse, jussu sui Principis, Dominis[1] sit expositurus; cujus

[1] C'est-à-dire au gonfalonier et aux prieurs de Florence.

ducis Sabaudie eo graviorem offensionem reputat, quum affinitatem, quam invicem, ob nuptias sue filie, conjugis sui Principis, cum illo habet, violavit; ipsum enim jamdiu nupsisse filiam domino Delfino[1], promisisse illi maximam pecunie summam, quam aliqua ex parte solvit, reliquum vero cum pollicitus esset se brevi soluturum, atque ipse Dominus Delphinus se, ob quasdam discordias cum patre, absentasset, atque ad id tandem reductus esset ut, in provincia ducis Burgundie, ejus suffragio viveret, postulasset quod sepius ut sibi egenti pecunias debitas traderet, illum semper abnuisse; atque malorum omnium causam processisse ab his, qui illum gubernant, pessimis viris; quorum instigatione et calumniis idem Sabaudie dux quemdam dominum Jacobum, vassallum suum, amicissimum ipsius Domini Delphini, proditionis non vere insimulatum, omnibus suis castellis et arcibus privavit. Cumque, coram ipso duce, penderet causa ejusmodi rei, invito domino Jacobo, qui curiam ducis subspectam habebat, et allegabat velut sibi non tutum ad comparendum, et ipse dux sententiam interlocutoriam quandam tulisset adversus prefatum dominum Jacobum, ait ipsum appellasse ad Imperatorem Romanum, et Imperatorem ipsum commisisse eum duci Mutinensi, qui, virtute commissionis eidem facte, inhibuit per suas litteras prefato duci ne ultra quicquid, pendente appellatione, adversus ipsum dominum Jacobum exequeretur; misisse preterea ipsum Delphinum legatum suum, clericum hominem, qui Jacobum prefatum eidem recommendaret; cujus verba tamen abfuit ut exaudiret, quod illum carceratum tandem postea tormentis gravissimis subjecerit. Id vero fuisse visum Domino suo infandum facinus, legatos scilicet violari, qui apud omnes gentes securi esse consueverunt. Nam, quamvis inter Anglos et Gallos fuissent inimicitie gravissime, tamen hinc inde legatos missos nunquam aliqua in re offensos fuisse; et imo hanc rem maxime offendisse animum sui Principis; adjecisse quoque illum ducem injurias alias; quem, cum, ad instantiam Domini Delphini, dux Burgundie et dux Mediolani, ad eum legatos miserint, ut videlicet domino Jacobo ignos-

[1] Le dauphin, sans le consentement de son père, avait épousé, en secondes noces, en 1451, Charlotte de Savoie, fille du duc Louis.

ceret, ipse continuo peiora fecisse, et contempsisse legationes omnes, et etiam per ducem Mutine inhibitiones factas. Has vero injurias gravissimas ducere Principem suum, et eas omnino ulcisci velle; sed, cum intellexisset ipsum ducem Sabaudie in eo federe comprehensum esse, quod inter Regem Aragonum et alias Italie Potentias initum fuit, decrevisse ipsum Delphinum mittere ad Florentinos Dominos et alios, ut ipsum velut federatum haberi non debere demonstraret. Quum, quamvis nominatus fuerit velut adherens Regi Aragonum, et etiam Venetis, tamen ille hanc nominationem, ut decebat, non confirmavit. Preterea, etiamsi in federe ipso comprehenderetur, tamen, quum Dominus Delphinus provocatus hoc agit, non in detrimentum ducis, sed ut puniat et expellat malos gubernatores suos, et reducat provinciam illam in optimum gradum, non esse dignum ut, in hac re; confederati reliqui ad prestandum opem ipsi duci teneantur. Ideoque illum misisse, ut significaret Dominis quod, si qua intelligerent ipsum Principem suum moliri deinceps aut facere adversus Sabaudie ducem, nec moleste ferant nec admirentur. Et hec esse, que sibi ille dicenda mandaverit, que si vel ipse non explicavit plene, vel non bene intellectus fuerit, gallica lingua locutus, socius ejus, secretarius Principis, latine lingue supplebit defectum ejus, et melius res omnes explanabit.

Respondit Magnificus Vexillifer justitie, Petrus Cosme de Medicis, dicens : — Nil esse posse ipsis Dominis aut letius aut jucundius quam, quum illis non datur illustrissimum Principem, Dominum Delphinum, coram aspicere ac secum colloqui, videre atque audire penes ipsos ejusdem Principis legatos, hujus nomine loquentes : cum ob amorem et benivolentiam maximamque observantiam hujus Reipublice continuo erga Serenissimam ac Christianissimam Francorum Regum Domum, qui etiam Florentinum nomen unice semper dilexerint : tum etiam quia, quemadmodum experientia docuit, Florentini cives ab ipso illustrissimo Principe, tam verbis quam rebus ipsis, favores maximos habuerunt, semperque ille, in omni re, erga Civitatem istam benevolentiam egregiam ostendit. Ideoque Dominos non immerito ipsum venerari, et colere illius

nomen, et merita grata memoria retinere, quemadmodum bonos filios et amicos deceat. Quantum vero ad ea, que legatus disseruit, se breviter respondere; graviter ferre Dominos dissentiones aliquas illum inter et Sabaudie ducem exortas esse; quum cuperent ipsos in ea concordia simul esse, in quo diligentes se invicem affines esse consueverunt, et omnia quecumque ipsi Delphino Domino evenire, que maxime expectaret, et que ad illius dignitatem pertinerent. Graviter ferre etiam ipsos Dominos Sabaudie ducem aliqua fecisse aut tentasse, que illi molestiam vel injuriam attulissent; et credere ipsos Dominos, quecumque legatus dixerit, vera esse, nec suum Principem absque causa commoveri, et de affine suo conqueri, que omnia juste ac sapienter agere soleret. Et recte intellexisse Dominos ipsos, que de ipso federum jure legatus dixerit, que, quamquam in ea parte illis incognita sunt, ignorantibus adhuc an Sabaudie dux federa inita ratificaverit, sicut eum facere oportebat, tamen eos haud dubie credere ita esse, quemadmodum legatus affirmavit; quem nullo modo, ex ore tanti Principis, aliquid preter verum dicere existimarent. Similiter quoque videri illis satis honestas causas pretendi ac justas a suo domino adversus illum, etiam si in federe ipso comprehenderetur, ob ea que per legatum narrata sunt, presertim dum dixerit suum Principem non habere in animo aliquid facere adversus ducem Sabaudie, vel ejus pernitiem, seu sue provincie, quem ut affinem diligat; sed ut malos gubernatores, qui multa infanda commiserunt, puniat, et ab eo separet, ad utilitatem suam et suorum hominum. Nam existimare ipsos Dominos suum Principem, hoc modo agendo, non malum aliquod, sed bonum omnino effecturum, qui circa eum tales ministros esse amplius non permittet. Itaque nullam admirationem aut molestiam habituros Dominos, si quid novi ab ipso Domino Delphino tentarentur; sed existimaturos eos sapientem illum ad agenda ea, pro sua consuetudine, adductum esse; et hoc, pro causa publica, respondenda esse videri sibi ac suis sociis; si qua vero sunt, que ipsi Domini, ad beneplacitum legati aut sui socii, pro illis facere possint, aut amicis eorum, Dominos continuo, libenti animo, ea quecumque sint, facturos.

INSTRUCTIONS DE LA RÉPUBLIQUE À FILIPPO DE MÉDICIS, À PIERO DE PAZZI ET À BONACCORSO PITTI, ENVOYÉS EN FRANCE POUR COMPLIMENTER LOUIS XI SUR SON AVÉNEMENT.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 53.)

20 octobre 1461.

SOMMAIRE. — Compliments de condoléance sur la mort du roi Charles VII, et félicitations au nouveau Roi sur son heureux avénement. Dévouement de la République envers la France; son étroite union avec le duc de Milan. Réclamations contre des actes de piraterie, dont les Florentins ont eu à souffrir, de la part de corsaires qui sont au service du roi René. Recours, en cas de besoin, au roi de France. Remercîments adressés au duc de Bourgogne, pour la protection qu'il accorde aux marchands florentins. Recommandations au Roi en faveur de la République de Gênes. Affaire de Lodovico Strozzi.

Voi andrete adunque con quella celerità che si conviene, dirizzando il vostro cammino verso il reame di Francia; e, in quello, giugnendo dove fosse la Maestà del Serenissimo nuovo Re de' Franciosi, vi presenterete; dipoi, quando luogo e tempo congrui vi parranno, venendo alla presenzia di quello, e con riverenza debita offerendo la lettera dell' ambasciata vostra, umilmente raccomandandoci alla Sublimità Sua, con parole congrue, in nostro nome, saluterete; dicendo dapoi non essere in Italia nazione alcuna alla quale più si convenga il dolersi e molestia prendere di qualunque suo caso avverso, e rallegrarsi di qualunque prospero e felice successo, che alla Fiorentina, per benefici molti e prestanti da Suoi Sacri e Cristanissimi Antecessori, e più altri della Sua inclita Progenie, per diversi tempi, ricevuti; di quelli alcuni commemorando, i quali noi, seguendo le vestigia de' nostri maggiori, con grato animo, nella memoria tenuti abbiamo e continuamente riterremo; riputando gran parte della nostra salute e gloria essere per mezzo di quella Sacra Reale Stirpe proceduta; e la opinione della benivolenza e congiunzione con quella essere stata più volte e essere singulare nostra protezione; avendo ciascuno notizia dell' amore eccellente degli Incliti Re di Francia verso la Republica nostra; e per cagione dell' inveterata nostra consuetudine, cioè di osservare quelli, e venerare continuamente

sopra qualunque altro, con ogni amore e fede, non lasciando indietro mai alcuna cosa possibile a noi per la gloria loro e esaltazione, la quale sempre stimammo essere a noi e alla Città nostra comune; e, perchè abbiamo ferma speranza, che la Sublimità Sua, di virtù eccellenti e singulari dotata, seguendo le paterne et avite vestigie, sarà sempre adjutrice somma e fautrice della dignità nostra e salute, amando noi con quel pietoso paterno affetto, che a buoni servidori e divoti figliuoli si conviene.

Onde noi, avendo notizia della morte del Suo Serenissimo Padre, e della sua gloriosa coronazione, avere riputato per nostro precipuo debito, per voi, ambasciatori nostri, noi, con la Sublimità Sua, per questi due casi diversi, dolerci e insieme congratulare.

Da poi, soggiugnendo a noi essere stata luttuosa e molesta la morte del prefato Suo Inclito Padre, il quale, per le ragioni già dette, per li meriti suoi, per la benivolenza verso di noi mostrata, come protettore e comune padre riputammo; le cui sublimi virtù e opere meritavano che qualunque, benchè a lui non noto, l' amasse, e la sua vita felice desiderasse. Ma, per più cose, noi del dolore nostro avere presa consolazione; perocchè, essendo agli uomini tutti comune la mortale condizione, di quelli si debba il necessario fine glorioso riputare, i quali con la seconda fortuna vita integerrima e virtuosa congiunsono; le cui laudi e gloria in perpetuo vivranno, che hanno, sanza difetti massime gravi, nelle virtù sole la vita terminata; specialmente considerando che quelli, per l' amore di queste fragili cose, a vita immortale si trasferiscono; sicchè felice la fine del Suo Serenissimo Padre si può dire, la quale puose termine alla sua buona e felice vita, e, per merito di quella, lo ridusse a perpetua beatitudine.

Ma più ancora essere noi consolati e sommamente allegri, avendo inteso dapoi la Sublimità Sua essere nel grado paterno meritamente succeduta, ricevendo del regno di Francia gloriosa incoronazione con quiete, allegrezza e benevolenza di tutti i principi e uomini di quello; perchè, avendo rispetto alle sue virtù preclarissime, universalmente note, sanza dubbio speriamo la Celsitudine Sua, non solamente avere

adeguare la virtù e gloria de' suoi passati, ma grandemente a superare; considerando massime la sua prudenza, religione, grandezza d' animo, liberalità, clemenza e integerrima vita; con le quali virtù, grandi e divine, verisimilmente ogni buona e felice fortuna si debba congiungere. E quanto lui più eccelso e felice fia, tanto più bene e autorità dovere alla Republica nostra risultare; stimando che la Serenità Sua tutti li antecessori superi di carità verso di quella e benivolenza. Perchè se, per natura e ottime discipline, la Maestà Sua è al tutto inclinata in essere benigna e salubre verso ciascuno, come a prestantissimo principe si conviene, quanto più noi, non solo suoi servidori e figliuoli, ma sempre stati di tutti quelli della Sua Sacra Progenie, dobbiamo da essa sperare ogni favore, sussidio e protezione. La quale speranza non sola ci muove a rallegrarci, ma l' incredibile amore che gli portiamo; però che, essendo gli uomini tutti da natura costretti quelli amare e riverire, benchè non cogniti, che sono di esimie virtù dotati, molto più noi quel Principe dobbiamo amare, con cui non solo le sue virtù prestantissime, ma benivolenza antica et meriti si congiungono. E, interno alle predette parti, quelle parole e sentenze userete, che migliori e più congrue vi parranno, rimettendo tutto nella vostra prudenza e discrezione.

Di poi, con parole grate, noi e la nostra Republica grandemente gli offerrete. E, se caso occorresse, che la Maestà del Re di Francia di alcuna particolarità che importasse vi richiedesse, risponderete voi avere sola commissione delle cose di sopra narrate, non stimando noi che la Sublimità Sua d' alcune particulari cose vi richiedesse, ma che per vostre lettere renderete noi certi della sua intenzione.

E, quando vi troverete col prefato Re in privato colloquio, scadendo parole alcune di cose che allo illustrissimo Signor duca di Milano e noi appartenessono, dimostrerete, con amplissime e affettuose parole, avere da noi mandato in tutto essere concordi e di medesima sentenza e parere cogli oratori del prefato illustrissimo Signor duca, dimostrando verso di quello la nostra singulare fede, speranza e benivolenza.

Ancora, perchè deliberato abbiamo scrivere e mandare nostra lettera per uno proprio messo alla Maestà del Re Renato, dolendoci, con oneste e umane parole, delle ingiurie di Scarinei, corsale[1], suo soldato, più volte ricevute, pregando la Maestà Sua gli piaccia per l' avvenire porvi rimedio; e abbiamo ordinato che il prefato messo, trovando prima di voi il prefato Re, rivolga il cammino suo in quelle parti nelle quali allora sarete, appresso alla Maestà del Re di Francia, e diavi notizia di quanto col prefato Re arà seguito: vogliamo che, giugnendo voi nella corte del Re di Francia, e quivi non trovando il Re Renato predetto, voi aspettiate l' avviso e certificazione del messo che manderemo. E, perchè intendiamo il prefato Re dovere alla corte venire, quando sarà venuto, dinanzi alla Maestà Sua ve ne andrete, e diretegli come Scarinei, pirata, benchè altre volte, per contemplazione e rispetto della Maestà Sua, abbia le galere nostre riguardato, nondimeno, da poco tempo in quà, portando le insegne sue, e come soldato della Sublimità Sua, portandosi non alle galere nostre in quel modo trattato, che alla amicizia nostra con lui si converrebbe; perchè, trovando già quelle in Barberia, e come inimico assalendole, fece che i nostri da lui per pecunia la pace ricomperarono. Da poi, novissimamente trovando una galea delle nostre in quelli medesimi luoghi, la prese e disarmò, pigliando per forza numero 130 di uomini nostri, che in quelli si trovarono, parte nostri cittadini, i quali ancora presi ritiene con gran vergogna e vilipendio nostro; avendo ancora tolta alcuna quantità di danari ad alcuni, che erano in sudette galere; e in simile atto, oltre alla violenza e ingiuria, da principio usò perfidia grande, dimostrando, con le parole, non essere inimico nostro, ma piuttosto amico, e avere in commissione dalla Maestà Sua non ci fare dispiacere alcuno, ma piuttosto favore, in quello possibile gli fosse; e, dopo ingiurie fatte, disse tutto quello avere perpetrato, come soldato della Maestà Sua, e come contro a nemici di quella. Le quali parole più ci turbarono e dettono ammirazione che qualunque altra cosa, cioè che lui, nel nome suo di noi padre e protettore, simili cose usi di fare.

[1] Corsaire.

E, benchè noi ci rendiamo certi tutti questi mali proceduti essere sanza sua volontà e saputa, e che molesto gli fia intendere le offese nostre, come amicissimo sempre stato di questa Republica, nondimeno pigliamo molestia non piccola, ed a vergogna ci riputiamo, che Scarinei, con le sue insegne, ardisca simili cose tentare contro de' suoi figliuoli ed amici; massimamente perchè opinione contro la verità non surga, che, dove noi dalla Maestà sua saremo sempre favoriti e difesi, da soldati suoi noi molestia e vergogna riceviamo; della quale la Sublimità Sua in tanto è participe, in quanto siamo certi ha per male ogni nostra turbazione, e in quanto a lui si appartiene, per l' amicizia nostra, difenderci e aiutare da qualunque oppressione. Onde la Maestà Sua, con umane parole, pregherete voglia, con paterno affetto e con la usata sua clemenza, l' onore nostro considerare, nè più soffrire che simili ingiurie da suoi soldati verso di noi si faccino; e che vi ponga tale rimedio, che per li effetti ciascuno intenda la nostra speranza del suo amore e sussidio verso questa Republica essere verissima, e più stimarsi da lui il nostro onore, che la temerità e cupidigia di qualunque nostro inimico; massimamente, perchè noi quello amore alla Sublimità Sua portiamo e portammo sempre senza macula d' offesa alcuna, che a ottimi figliuoli e amici è convenuto e conviene; e che dia opera insieme, che gli uomini presi ci siano restituiti, acciò che si levi qualunque infamia, che con la Sua Maestà sarebbe comune, cioè che quella in alcuno modo fusse da suoi figliuoli e amici antichi alienata. E, quando vi paresse con la Maestà del Re prefato non avere fatto il bisogno nostro, di questa materia, parendovi il meglio, con la Maestà del Re di Francia parlerete, confortando quella, che vi presti con lui soffragio e favore a ridurlo alla nostra intenzione.

E, non trovando voi nella corte il Re Renato, tu, Piero de' Pazzi solo, nel tornare addietro, dopo l' ambasciata esposta al Re di Francia, al prefato Re Renato ti transferirai, quanto di sopra è detto a lui esponendo, se dal messo avete inteso la lettera nostra non avere fatto debita operazione.

Insuper, se nella corte sarà lo illustrissimo Principe duca di Bor-

gogna, o in luoghi non molto distanti da essa, dinanzi alla Eccellenza Sua, con le lettere di credenza, vi presenterete, con debita riverenza e con degne parole, in nostro nome la Sublimità Sua salutando, e direte, con quelle parole che migliori vi parranno, l' affezione nostra verso di quella, per le sue virtù e pei benefici da lui ricevuti, massime da' mercatanti nostri, e pe' benefici a quelli delle galere nostre che sono andati in Ponente fatti, e per lo amore che ci ha sempre dimostrato. Onde noi alla Sublimità Sua grandemente dovere e desiderare avere, qualche volta, occasione, almeno in alcuna parte, di mostrare, con gli effetti, verso di quella la nostra ottima disposizione; offerendogli generalmente noi e la Città nostra con amorevoli parole quale migliori vi parranno; raccomandandogli, specialmente per l' avvenire, tutti i mercatanti nostri, che nei terreni suoi si esercitassono; i quali ancora alla Maestà del Re raccomanderete. E, se fosse ritornato in suo paese, tu, Bonaccorso, solo alla Sublimità Sua andrai, parlandogli negli effetti sopradetti.

Item, mentre per lo cammino vostro sarete, giungendo alla città di Milano, visiterete per nostra parte lo illustrissimo Signor duca di Milano, e il suo illustrissimo figliuolo e la sua illustrissima consorte, salutandoli e offerendogli noi e questa Republica con quelle grate parole e amichevoli quali alla nostra singulare amicizia con loro si conviene.

E, perchè siamo amici e vicini della città di Genova, e massimamente dello illustrissimo Duca di quella, e abbiamo desiderio che la si mantenga salva, e sia fuori di gravi pericoli, quando sarete in privato luogo con la Maestà del Re di Francia predetto, e vedrete aptitudine congrua potergli di simile cosa parlare, e intenderete non gli fare dispiacere con molestia, nè dare gravezza alla Republica nostra, la città di Genova, e il doge di quella, e gli altri cittadini, con umane parole e benigne, gli raccomanderete, quelle parole usando che più oneste e congrue vi parranno.

Insuper, avendo notizia come, più tempo passato, partendo Lodovico di Francesco degli Strozzi d' Inghilterra, e passando in Francia per tor-

nare alla patria sua, appresso a *Calais* fu preso, e a un castello menato, il quale *Dieppe* si chiama, e dato nelle mani di Carlo di Marres, il quale continualmente in prigione e ne' ferri lo ritiene, non per altra ragione, se non che lui come Inghilese riputava, nè mai fu da lui lasciato sanza gran somma di pecunia pagare, e ritennegli alcune cose di prezzo non piccolo; la qual cosa fu aliena da ogni giustizia e consuetudine, perchè, benchè Lodovico in Inghilterra, come mercatante, fosse stato, nè Inghilese dire si poteva in alcun modo, nè contro a lui si poteva alcuna violenza o ragione usare, le quali contro agli Inghilesi usare i Franciosi potriano; massimamente considerando i mercatanti nostri non essere in Inghilterra, se non come forestieri, trattati e riputati, nè ivi abitare, se non per mercatanzia, con intenzione di ritornare alla propria patria; e similmente usare di fare per tutte le parti, nè mai essere suta loro data molestia alcuna, per guerre che siano fra principi o provincie state. E, se ad alcuno mercatante sicuro il paese di Francia essere doveva, i Fiorentini quelli sono a' quali ogni sicurtà si conviene, come a servidori e divoti del Re di Francia. Onde la Maestà del prefato Re pregherete gli piaccia adoprare che, essendo il prefato Lodovico stato indebitamente rubato e privato delle cose sue, sia conservato senza danno.

Ancora, visiterete, per nostra parte, lo Illustrissimo figliuolo del duca di Borgogna, essendo quello in corte, con quelle parole grate vi paranno migliori.

Arete a mente, quando sarete tornati, fare il rapporto di detta vostra legazione alla Signoria, a voce viva, il primo dì, cioè di quanto arete seguito in quella, e, al meno il secondo dì, per scrittura, al cancelliere, sotto gravi pene.

LES TROIS AMBASSADEURS FLORENTINS À LA SEIGNEURIE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 24 [1].)

Tours, 27 décembre 1461.

SOMMAIRE. — Accueil honorable et flatteur qui est fait en France aux ambassadeurs florentins.

A dì 23 del presente, entrammo in questa città, e, nella nostra entrata, fu ordinato dalla Maestà del Re che tutti i signori di suo consiglio ci dovessino venire incontro; e così ne venne una gran parte, e più ne sarebbono ancora venuti, se non fosse che la Maestà del Re si partì, per andare *à Amboise*, a stare queste feste. E nella sua gita, ex proposito prius fatto, uscì di suo cammino più di due miglia, entrando nella via nostra, per venirci a trovare, e così a sei miglia di quì ci scontrò, che a nessuno altro l' ha più fatto; e, con gratissime e umanissime parole e allegra faccia, mostrò portare grandissima e singolare affezione alla Comunità Vostra; sì che, in questo, e negli alloggiamenti, ci ha onorati e fatti non inferiori e meglio che a qualunque altra ambasceria ci sia venuta. Aspettiamo la sua tornata quì, che sarà fra tre o quattro dì; allora esporremo quanto abbiamo di commissione della Vostra Magnifica Signoria. *Alia in presentiarum non occurrunt.*

AUDIENCE SOLENNELLE ET HARANGUE DE L'ARCHEVÊQUE DE PISE.

Tours, 30 décembre 1461.

A dì 30 di decembre 1461, a ore 23, nella città *de Tours* fu data audienza ai prefati ambasciadori dalla Maestà del Re di Francia, in una sua camera, nella quale la Maestà del Re era a sedere in una sedia, vestito di una veste corta de velluto *cramoisi*. E, da mano destra, gli sedavano inanzi gl' infrascritti prelati, cioè :

[1] Les dépêches suivantes étant tirées du même registre, nous n'en indiquerons plus l'origine.

Rev. Dom. cardinalis Constantiensis,
Episc. Atrebatensis, legatus Summi Pontificis,
Archiep. Turonensis,
Archiep. Bituricensis,
Episc. Redonensis,
Episc. Massiliensis,
Episc. Andegavensis,
Episc. Pictavensis,
Episc. Bayonensis.

E a mano sinistra erano a sedere :

Dux Aurelianensis,
Dux *Berri*, frater Regis Francorum,
Dux Britannie,
Dux Alençonie,
Comes Focis (de Foix);

E molti altri prelati e signori di suo consiglio, e fuori di consiglio, per modo che era tutta piena questa camera; e li ambasciadori erano a sedere dirimpetto alla Maestà del Re; e li prefati ambasciadori, nel cospetto di tutti i quali, presentata prima la lettera della credenza, con le debite reverenzie, in mano del detto Serenissimo Re, e quella letta per esso Re e suoi prelati, e consiglio; e posti tutti a sedere, il Rev. Mess. Filippo de Medici, arcivescovo di Pisa, espose loro ambasciata di questo tenore *de verbo ad verbum.*

HARANGUE.

Sommaire. — Tradition française conservée à Florence. Panégyrique de Charles VII. Éloge du nouveau Roi. Érudition sacrée et profane.

Eterna susceptorum beneficiorum memoria veterisque benevolentie necessitudo, Christianissime Princeps, nos, Florentini populi oratores, usque perduxit, ne ingrati accepti muneris et immemores pariter videamur. Prestiterant namque tui progenitores magna memorandaque semper Reipublice nostre beneficia, quibus eorum memorie Tueque

Majestati Rempublicam nostram devinctam atque obnoxiam adeo esse cognoscimus, ut nullum sciamus genus retributionis tantis beneficiis equandum esse. Legimus enim Carolum Magnum, tuum in hoc regno predecessorem, enixis precibus ab Adriano Pontifice in Italiam evocatum, Civitatem nostram a Totila, Gotorum Rege, eversam, ducentisque fere annis, incolis destitutam, ipsamque varie disjectam, magno presidio instaurasse; qui et Desiderium, Longobardorum Regem, apud Papiam ab eo obsessum, cujus gentem quatuor supra ducentos annorum in Italiam dominatam fuisse constat, in deditionem coegit, ipsumque et uxorem ac liberos, reliquis ducibus profligatis, in Galliam deportavit; sic enim durum servitutis jugum ab Italorum cervicibus dimovit. Neque enim minori auxilio Carolus, Ludovici Francorum regis frater, Urbano Pontifice quarto suadente, defuncto Alexandro, Italiam peragravit; nam, cum occupari per Manfredi potentiam Ecclesie jura videret, Carolum ipsum, bello egregium et prestantem, evocare instituit, unicum tantis malis et periculis futurum remedium arbitratus. Qui, postquam in Etruriam venit, a Florentinis civibus maximo cum honore exceptus est. Expugnato igitur a Carolo ac penitus deleto Manfredo, Sicilie Rege, multisque maximis et egregiis in Italia peractis, liberam ac sui juris Civitatem nostram reliquit. Nec multo post, Caroli filius, ad patrem ex Gallia perperam novis quibusdam rebus excitus, Florentiam venit, ubi maximo omnium consensu et ingenti letitia susceptus est; atque, brevi postea momento, in auxilium Caroli patris multa militum copia a nostra Republica demissa est. Mortuo deinde Carolo, filius Galliam petiit, in qua paululum moratus, in Italiam remeavit, et ubi Florentiam ab eo perventum est, magnis et excelsis honoribus exceptum fuisse certum et exploratum habemus. Indeque Senensem agrum petentem, multas equitum peditumque copias, ut eum adorirentur, Aretini, ut fama erat, paraverant; quod postquam Florentie auditum est, demissis eorum copiis in Regis auxilium, usque ad extremos Senensium limites, securo comitatu, pervenere. Robertum preterea, Sicilie Regem, patris et avi morem sequutum, maxima Reipublice nostre, magnis in bellis et periculis, presidia contulisse non ignoramus. Sed, cum nobis difficile foret singula

Francorum Regum beneficio Reipublice nostre collata, magnamque et singularem ac prope incredibilem nostrorum civium in eos devotionem in presentiarum memorie refricare, ea huic brevitati dabimus, ne Majestatem Tuam prolixo nimium et impolito sermone audientem offendamus. His igitur causis permota Magnifica et Excelsa Comunitas nostra, nos, oratores suos ad te Christianissimum Principem, non sine maximo viarum discrimine, destinavit : ut videlicet, primum acerbe nobis atque calamitose mortis jacturam Caroli, Christianissimi Patris Tui, vehementer ab ipsa Comunitate deploratam, tecum effusis lacrimis pariter doleamus. Fuit enim Reipublice nostre Rex ipse maxima benevolentia affectus, qua omnes cives nostros benivolos atque devotos Sue Majestati reliquit, ita ut dirum atque durum eis fuerit tam grati apud eos principis vita privari, quod non sine maximo cordis merore recensere possumus.

Traxerat namque a suis predecessoribus non mediocrem in Rempublicam nostram benivolentiam, quam suis benefactis sic auxit, ut non solum dici, sed neque a nobis in presentiarum satis excogitari queat. Nam, ubi calamitates atque Italie angustias intellexerit, omni ope, omni auxilio, omni denique industria Civitatem nostram suis beneficiis, tum publice, tum privatim, semper prosecutus est; et cives nostros in Galliam degentes, ac ejus felicia regna passim discurrentes immunitate maxima stabilivit. Sed nunc presertim in nos beneficia pretereamus, et ad alia brevi sermone accedamus; nam, si ea recensere vellemus, neque modum neque finem reperiret oratio. Caroli itaque Regis tempora sua virtute et prestantia felicissima fuere, ubi justitiam, fortitudinem, temperantiam, que maxime Regi conveniunt, coluit et observavit; tantum enim hec glorie, tantum fame et conditionis apud mortales Sue Majestati prestiterunt, ut cum gloriosis Regibus et genitoribus suis maxima virtute certaverit; nam, ubi pacis tempora fuerunt, nullus mitior; ubi vero belli, nullus firmior atque constantior fuit. Consideravit namque Regis justi et fortis esse propulsare injurias, magnanimi vero et mansueti ignoscere delinquentibus; et, cum regnum ejus dilaniatum et fractum et undique scissum atque divisum, cum teneram ageret etatem, conspiceret, relicta adolescentia,

tantum regnum, tantam civium, incolarum et subditorum multitudinem, quos varii fluctus, diverseque tempestates circumquaque gentium distraxerant atque jactarant, mirabili celeritate unum in corpus redegit, composuit, confirmavit, et, priscorum more, omnia jure, omnia legibus juste et eque factitantem, se in omnes facilem, humanum, clementem, liberalem atque magnificum, et subditorum salutis ac quietis vigilem et studiosum prestavit. Sed quid his immoror? Nam quanta in ipso principe pietas, quanta moderatio, quanta omnium morum et virtutum claritas et lumen effulserit, vestris testimoniis magis quam mea oratione probari potest. Quibus rebus, si nostrum commodum relinquamus, non lugendum aut deplorandum esse censemus, quod princeps talis vita functus fuerit, sed magis atque magis gaudendum; tum, pro tantis tamque magnificis ejus gestis, eternam apud mortales famam sue virtuti reliquerit, pro terreno ac temporali regno, regna perpetua, ubi sempiterna est gloria, pax diuturna et omnium bonorum fruitio, pro suis meritis, uberrime suscepturus. Et, cum omnia princeps prudentissimus sapientissime providisset, memor ejus quod dicit scriptura divina : Gloria patris est filius sapiens! non satis sibi fuit regnum hoc celeberrimum optimis gubernaculis, suo tempore, dirigere; sed etiam, post ejus gloriosam vitam, voluit optimo heredi et successori relinquere. Successisti igitur, Rex Christianissime, uti David Salomon sapiens; et, tamquam a Deo vocatus, maximo omnium subditorum applausu, maxima jocunditate et letitia, ingenti omnium exultatione, atque incredibili principum, magnatum, procerum et nobilium ac populorum consensu, hoc tui amplissimi regni solium, hoc regale sceptrum, hoc Tue Majestatis culmen attigisti; ita ut de te ab eis illud dici possit : O rex gentium et desideratus earum, lapisque angularis, qui facis utraque unum! O sapientia, que ex ore Altissimi prodidisti, attingens a fine usque ad finem, fortiter suaviterque disponens omnia, veni ad docendum nos viam prudentie; et, quamvis magna in Christianissimo Patre tuo laus et virtutis nomen effulserit, non minor tamen, quin immo, de te major spes et gloriosior haberi potest, ubi tante sapientie, tante virtutis, tante clementie et moderationis et justitie nomen in

hac tua ad hoc amplissimum regnum assumptione susceperis; ita ut mirentur et gaudeant, non solum Respublica nostra, sed universa fere Italia, tanta tamque incredibilia memoratu digna de humano principe dici atque narrari, qui, sicut plurimos et innumerabiles populos dignitate excellis, ita eos omnium virtutum genere superas, vincis, excedis. O felix Gallia! O felices in ea principes! O fortunatissimi proceres et magnates! O maximo referti munere nobiles! O Deo cari acceptique populi, qui talem principem, talem regem, ac denique talem defensorem et propugnatorem, pro vestris tuendis dignitatibus, honoribus atque comodis, habetis et possidetis! Habetis eum fortem armatum, atria sua custodientem, qui omnia sua singulari virtute in pace possidebit; habetis regem pietate atque mansuetudine plenum, qui tantam in parentes pietatem exercuit, ut neque Africano, neque Manlio, neque Torquato aut Cneo Flaminio, viris clarissimis ac studio pietatis excellentibus, major laus atque gloria referri queat; pro patria vero servanda, nullum laborem, nullas vigilias, nullum denique periculum, nullum preterea necis aut supplicii genus Rex ipse fortissimus, pro sui populi salute servanda, declinavit; ita ut neque Curtius, genere et animo nobilissimus adolescens, qui se, armatum et equestrem, in hyatum terre projecit, ut suam rempublicam salvam faceret; neque Publius Decius, neque Africanus superior, qui salutem patrie proprie saluti proposuerunt, et pro ea servanda se precipites dederunt, hunc nobilissimum Regem singulari pietate excedant. Sed cum his majora in te singulari virtute eluceant, sisque is qui omne genus laudis excedis, vereor ne, in conspectu Tue Majestatis, mihi illud Formionis senis et philosophi eveniat, qui, cum de optimi imperatoris officio et de rei militaris disciplina copiose et multum disputaret, presente atque invitato Hannibale Pœno, fortissimo duce atque sapientissimo Carthaginiensi, qui, cum Romanorum imperium unus omnium vehementissime attrivisset, exule ob mutatam fortunam ab ingrata patria facto, mirantibus cunctis atque Formionem summis laudibus efferentibus, interrogatus Hannibal quid et ipse de viri gravitate sentiret, inquit se plerosque deliros vidisse, sed, qui magis quam Formio deliraret, vidisse profecto neminem. Pru-

dens certe dictum, et Hannibalis virtuti aptissimum; indignum namque Hannibal censuerat quod is qui nedum imperaret, sed neque imperanti satis parere didicisset, impudenter adeo verba facere ausus esset, presertim apud se, qui, tantum temporis curriculum, cum in re militari in primis excelluisset, tum imperium sua cum incredibili laude et immortali gloria splendoreque gessisset. Miraberis itaque, Rex gloriosissime, mirabimini et vos, dignissimi Presules, atque illustrissimi Principes, eum cui, neque arte neque natura, dicendi officium congruit, tam in excelsum locum venisse, orationem Tue Majestati, pro Republica nostra, habiturum : sed ignosce, queso, Rex Christianissime; parcite, dignissimi Presules; indulgete, obsecro, Principes, cum non mea causa hoc factum sit, sed ut carissime patrie obsequar, grata persolvam, et, letis ejus desideriis morem gerens, jejunis quamvis labiis, et illotis, ut ita dixerim, manibus, obediens fiam. Quamobrem, si minus recte dixerim que Tue conveniunt Majestati, veniam mihi pro innata tibi mansuetudine dabis. Letatur igitur, et, supra quam dici potest, exultat Respublica nostra, quod bono principi optimus successerit filius, bono regi optimus accesserit imperator, quoniam nihil melius dici potest neque salubrius excogitari quam sub bono rege vite ac necis officia persolvere atque finire. Gratulatur etiam tibi, qui hoc tuum regnum amplissimum, tam pacificum, tam quietum atque tranquillum, uno omnium consensu, una omnium principum et populorum voluntate, non sine Dei summa providentia, per quam reges regnant, fueris consecutus; gratulatur preterea hujus regni principibus atque magnatibus et populis, qui tam pium, tam justum, tam misericordem, ac denique tam religiosum susceperint principem, sub cujus ductu atque regimine, omnia fausta, omnia felicia, omnia prospera et letitia plena tempora esse sperabunt.

Duces itaque magna virtute populum tuum, Princeps Christianissime, non per desertum, non per medium maris, non per anfractus et devia, sed per semitas rectas, in pace et tranquillitate, in rore cœli et pinguedine terre, non cum Saüle, qui, primum humilissimus, a Deo

electus in regem, demum, prosperitate adveniente, rebellis effectus est; non cum Caio Caligula, imperatore scelestissimo; non cum Roboam, sub cujus ductu et custodia regnum Israel divisum est; aut cum Nerone, parricida superbissimo; non cum Naab scelestissimo, cujus domus, eo a suo servo interfecto, in maximam ruinam et desolationem accessit; nec cum Achab, qui quingentos profetas Domini et amplius interfecit; aut Juliano Apostata, fidei crudelissimo et contumelioso persecutore, qui in Christum maledicta conjectans, turpi morte interiit; non cum Joram, non cum Zacharia, non cum Manasse, non cum Sedechia, qui feralem vitam ducentes, a Deo ultionem percipere meruerunt; sed cum David, sancto et humili, et Salomone, sapientissimo; cum Asa, Vespasiano, Josaphat, divini cultus ampliatore, Tito liberalissimo, qui nulli usquam quid peteret denegavit, asserens se diem illum perdidisse, quo nil dedisset; cum Trajano, qui ob singularem virtutem Divinus adpellatus est, cujus justitia ita Domino placuit, ut ab igne incendii, beati Gregorii precibus, ipsius anima liberaretur; cum Amasia, cum Adriano, cum Açaria, Jonathan et Ezechia, qui, de religione optime meriti, Sanctissimi adpellati sunt; cum Theodosio, Liberio, Eraclio, ac demum cum Carolo, progenitore tuo, qui ob ejus singulares et prestantes virtutes, ac in Deum Maximum cultum, Magni nomen obtinuit; cujus stirps nobilissima, in hoc amplissimo regno usque in hec tempora feliciter et religiose propagata, ita de Christi fide merita fuit, ut Christianissima non ab re fuerit adpellata.

Possim et alia plura Scripture adducere exempla; sed, cum certo sciam te ea, pro singulari virtute tua, non ignorare, ideo tacenda potius quam recitanda esse censui, ne me loquacem nimis Tua Majestas arbitretur.

Et, ut jam finem recipiat oratio, tibi, Christianissimo Regi, Florentinum populum, quem tibi satis superius deditum, atque devotum, et singularibus benefactis, ac innata erga tuos progenitores benevolentia, conjunctum esse monstravimus, de te etiam, ob ejus in te incredibilem affectum, bene merentem, Majestati Tue non immerito committere et commendare audemus, qui se, et publice et privatim, pro tua servanda

dignitate, et omnem ejùs Rempublicam liberaliter offert, tunc gavisurum, si eo animo oblata susceperis quo ipse tibi, per nos, oratores suos, dat, concedit atque largitur.

Rispose a detta oratione, per la Maestà del Re, il legato del Papa, vescovo d'*Arras*, ripigliando tutte le parti, e dicendo al Re essere sute grate; e offerse la Maestà del Re a tutto per la Republica nostra; e notifica la Maestà del Re essere in animo di perseguire il Turco.

Rispose Monsignore, *ex tempore*, a detta risposta, ringraziando la Maestà del Re, massime dell' onore ricevuto.

LES TROIS AMBASSADEURS FLORENTINS À LA SEIGNEURIE.

Tours, 4 janvier 1462.

Sommaire. — Excellent accueil du Roi. Sa prédilection pour les Florentins. Son prochain départ pour la Guyenne. Révocation de la pragmatique sanction. Piero de Pazzi est fait chevalier de la main du Roi.

Noi scrivemmo a dì 27 del passato alla Vostra Eccelsa Signoria la nostra giunta quì, e come dalla Maestà del Re, nella nostra entrata, eravamo suti, per contemplazione della Vostra Celsitudine, grandemente onorati; e che per noi si attendeva la sua tornata quì d'*Amboise*, per esporre quanto a noi era suto commesso dalla Vostra Magnifica Signoria. Dipoi, è seguitato che dalla Maestà del Re, a dì 30 del passato, essendo lui quì ritornato il dì precedente, ci fu in publico data audienza. Dove, fatte per noi prima le debite salutazioni e recommendazioni per parte della Vostra Eccelsa Signoria, alle quali per la Sua Maestà gratissimamente fu risposto; finaliter, presentate le lettere della Vostra Signoria, per noi si espose quanto per la prima et publica visitazione avemmo in commissione dalla Vostra Magnifica Signoria, con quelle grate parole e accomodata orazione, le quali stimammo essere convenienti alla Sua Maestà e alla Vostra Eccellentissima Signoria. Dipoi, di nuovo, un' altra volta, in privato colloquio, abbiamo visitato la Sua Maestà, seguendo nostra commissione. Quanto la Sua

Maestà ci abbia veduto volentieri, e a noi abbi offerto audienza quante volte e a che ora ci piace, e con quante efficaci e grate parole dimostri essere disposto e bene affezionato verso la Republica vostra, e con quanto amore quella ami, per la presente non lo potremo alla Vostra Signoria manifestare; ma di questo Vostra Magnifica Signoria può essere certissima, che maggiore amore e affezione non ci poteva dimostrare, nè fare migliori o più grate accoglienze, nè con maggiore dimestichezza o umanità; e intanto, che universalmente da tutti è quì tenuto, e così intendiamo essere vero, che a nessuna altra ambasciata la Sua Maestà abbi fatto simile onore, nè sì veduto volentieri, nè fattosi più familiare o mostro maggiore affezione, e più umanamente si sia portato. La Maestà Sua di quì si debbe partire a dì 7, overo 8 di questo, per andare *en Guienne*, visitando sue terre, e per tornarsi poi a *Lyon*. In questo mezzo, attenderemo nostro spaccio, per ripatriare il più presto ci sia possibile, non accadendo altro, facendo nondimeno tutto degnamente e con onore di Vostra Magnifica Signoria. Abbiamo visitato tutti li signori qui si trovano alla corte, per nome di Vostra Eccellentissima Signoria. Il figliuolo dello illustrissimo Duca di Borgogna, inanzi arrivassimo quì, era partito, onde per noi non s' è potuto visitare. Come, per insino a quì, in ogni cosa, abbiamo fatto, così seguiremo di fare tutte quelle cose, le quali sono nostro debito verso la Vostra Eccellentissima Signoria, e che alla prefata Vostra Signoria onore e riputazione n' abbi a seguire. Inanzi nostra partita, per altra, di nuovo, daremo avviso alla Vostra Signoria, e, di quanto ne riporteremo di quì, alla nostra tornata costì, ne daremo piena notizia alla Vostra Magnifica Signoria.

La prammatica di Francia, per la Maestà del Re, in tutto è suta levata; manda la Sua Maestà alla Santità del Papa ambasciatori, per li fatti del reame di Napoli, i quali sono cardinale di Costanza, vescovo d'*Arras*, nuovo cardinale, e vescovo d'*Angers*.

Quì è giunto il figliuolo del duca Giovanni di Calabria, genero novello della Maestà del Re di Francia, come la Maestà del prefato Re a noi ha detto, *ore proprio*.

Tours, 11 janvier 1462.

Per la nostra ultima de' dì 4 di questo, scrivemmo, inanzi nostra partita di quì, di nuovo dare avviso alla Vostra Magnifica Signoria; e, così seguendo, ieri, per l'ultima nostra visitazione, fummo alla Maestà del Re, dal quale, partendo lui di quì a 12 di questo, pigliammo licenza, con dimostrazione di tanta sua umanità, e offerte, e amore verso la vostra Republica, che più o maggiori, non che da tanto principe, ma da qualunque altro non si potrebbe desiderare, e però, piacendo a Dio, a due o tre dì, dopo la sua partita di quì, ci partiremo per ripatriare.

Di nuovo ci accade che, a dì 6 di questo, essendo noi andati, insieme con li ambasciatori Veneziani, alla Maestà del Re, richiesti da loro prima e invitati, perchè si aveva a fare cavaliere messer Bernardo Giustiniano; ed, essendo nella camera del Re, dove erano i signori del consiglio e moltissimi altri, giunta che fu in essa camera la Maestà del Re, fece a Piero de' Pazzi buona e grata accoglienza in particolare; e di poi, sine dilazione aliqua, mandò a lui Monsignore lo legato del Papa, e lo gran Siniscalco di Provenza, i quali strettissimamente, per parte della Maestà del Re, strinsono e gravarono detto Piero che la Maestà del Re lo voleva fare cavaliere, insieme con messer Bernardo; alle quali parole con onesto modo rispondendo e volendosi discostare, con tali parole efficaci, e che così la Maestà del Re, *omni oppositione rejecta,* voleva, e che più altre non vi facesse resistenza, lo strinsono a consentire. E così, insieme messer Bernardo e messer Piero furono dalla Sua Maestà solennemente fatti cavalieri. E, dopo l' atto, la Maestà del Re, con le più dolci e grate parole del mondo, ringraziò messer Piero dello onore gli aveva fatto, in avere, per le sue mani, accettato pigliare cavalleria.

Dipoi, sopra qualunque onore e buona accoglienza inanzi a noi fatta, ci ha onorati e veduti volentieri, e mostrato del continuo maggiore amore e affezione, e tutto per contemplazione della Vostra Magnifica Signoria.

RAPPORT DES AMBASSADEURS À LEUR RETOUR DE FRANCE.

13 et 14 mars 1462.

Sommaire. — Départ de Florence, le 27 octobre.

Audience publique, le 30 décembre 1461.

Le lendemain, conférence secrète : le Roi réclame la souveraineté de Gênes. Il sollicite le concours de Florence pour rétablir la maison d'Anjou sur le trône de Naples. Réponse prudente des ambassadeurs.

Trois jours après, audience secrète. Propositions du roi : il sait l'étroite alliance qui unit la République au duc de Milan; lui-même est l'ami du duc; il veut Gênes pour lui-même, et Naples pour la maison d'Anjou; il s'engage solennellement à ne jamais revendiquer d'autres possessions ou d'autres droits en Italie : il offre de marier la fille du duc de Milan avec le duc Jean de Calabre; de contracter une ligue offensive et défensive avec le duc de Milan, et de soutenir ses droits, même contre sa famille, et nominativement contre le duc d'Orléans; d'étendre cette ligue à toutes les Puissances de l'Italie, ou, tout au moins, d'y comprendre le Milanais et Florence. Habile réserve des ambassadeurs.

Le jour suivant, le Roi prie les ambassadeurs d'accompagner et d'appuyer, à Milan, l'ambassade qu'il se propose d'y envoyer lui-même; il requiert principalement Piero de Pazzi de lui rendre ce bon office.

Sur l'ordre de la République, les trois ambassadeurs se rendent à Milan, où ils arrivent à la fin de février. Ils exposent au duc, dans le plus grand détail, l'objet et le résultat de leur mission à la cour de France. Reconnaissance du duc de Milan.

Partimmo dalla città di Firenze, a dì 27 di ottobre 1461.

A dì 30 del mese di decembre, ci fu in pubblico data audienza.

Il dì seguente (31), non aspettando la Sua Maestà essere richiesta da noi di audienza alcuna, ci mandò due auditori, cioè M. di Presigny, e M. Jacopo di Valperga, cancelliere di Savoia, i quali, visitatoci, e fatte molte grate parole e offerte, per parte della Maestà del Re, entrarono in certe richieste, per parte della Sua Maestà, le quali sono queste, cioè :

Prima, dimostrarono, con parole gratissime, l'amore e affezione singulare, il quale la Sua Maestà, seguendo i costumi de' suoi predecessori, portava alla Republica vostra, e quanto fosse il desiderio della Sua Maestà di fare cosa, che fosse grata alla Vostra Signoria, e utile. e onorevole alla Republica vostra; e così, *vice versa*, quanto egli sperava conseguitare d'aiuto, favore e consiglio in tutti i casi e bisogni scadessino alla Sua Maestà e a' suoi.

E dipoi, soggiunsono che voleva noto, non solamente a noi, ma a

tutta Italia, che la città di Genova si aspettava alla Maestà Sua, per successione continuata da' suoi predecessori, e ultimamente dal Re Carlo, suo padre, la quale città di Genova, contro ogni dovere, s' era dalla obedienza di detto suo padre ribellata; e, essendo così, e parendogli non potere star questo, senza suo grande incarico e danno, deliberava detta città di Genova riavere, e nella sua obedienza ridurre.

Dipoi, soggiunsono che ancora a tutta Italia era noto come il reame di Napoli, per vera successione s' apparteneva ed aspettava alla casa d'*Anjou,* la quale per sangue gli era tanto prossima e congiunta, che più essere non poteva; onde gli pareva essere suo debito aiutare e favorire il Re Renato, suo zio, e il duca Giovanni, lo quale, al presente, si trovava nel reame; e così, intendeva essere di suo grande incarico e mancamento il non dargli aiuto e subsidio; per la qual cosa, era in ogni modo disposto dargli quello aiuto e favore che alla Maestà Sua fosse possibile. Ma, perchè sapeva non potere far questo per via di fatto, senza turbazione delle Potenze d'Italia, per tanto gravava la Republica vostra, per quello amore e affezione gli portava, volesse, intorno a questo suo desiderio del reame, dargli aiuto, favore e subsidio, quale paresse si convenisse a tanta observazione di amicizia e benevolenza. E così, intorno a questo effetto, molte altre cose dissono; e finalmente, posto fine alle loro parole, aspettarono nostra risposta, la quale fu in questo effetto, cioè :

Che, avendo inteso la nostra Eccelsa Comunità la felice successione di quello Serenissimo Re, ci aveva mandati per rallegrarsi colla Sua Maestà, e a quella mostrare quanto fosse stato, e, al presente, fosse l'amore e devozione singulare della vostra Eccellentissima Comunità inverso la Maestà Sua; nè altra cosa che quello che era suto per noi publicamente esposto alla Maestà Sua, ci era suto commesse; onde risposta alcuna alle loro richieste per noi non si poteva fare, in nome della Comunità nostra; ma, come particulari, dicevamo che noi eravamo certissimi che la Maestà Sua, essendo sempre suta, Lei e i suoi predecessori, protettori e difensori della Republica vostra, non ci richiederebbe di quelle cose, le quali a lei non potesse far utile, e

alla Republica vostra dessino danno alcuno o veramente incarico; e che, essendo questa richiesta di simile natura, eravamo certissimi la Maestà Sua ci farebbe sù buono pensiero, e non darebbe incarico alla Vostra Eccelsa Comunità sanza alcun utile alla Maestà Sua.

Il terzo dì seguente, dopo detti ragionamenti, mandò per noi la Maestà del Re, il quale, dopo alcune grate parole, ci disse quello medesimo, che da' suoi mandatari ci era suto, per parte della Sua Maestà, esposto, e, con molte persuasioni, s' ingegnò d'esortare la vostra Comunità, e a quella persuadere di dargli aiuto e favore, circa le cose già dette, dimostrando non avere altro pensiero nell' animo che e' fatti del Reame e di Genova; e, per conseguitare suo desiderio, avendo già inteso da noi la Maestà Sua, la Republica vostra essere una volontà e una intelligenza con lo illustrissimo duca di Milano, il quale dice esser quello che impedisce la Sua Maestà in avere suo desiderio; conoscendo essere vero quello per noi gli fu detto, ed esortandolo noi continuamente voler cercare queste cose con pace e unione degli Stati d'Italia, sanza turbazione de' quali questa volontà sua non può aver luogo, eccetto che per via di accordo; venne ultimamente in questa conclusione, che, considerata la devozione della vostra Republica inverso la Maestà Sua, e la singulare intelligenza e perfetto amore della Vostra Signoria con lo illustrissimo duca di Milano, lo quale ancora la Sua Maestà, con amplissime parole e di grande efficacia, con quanta dimostrazione è possibile dimostra amare, e, con parole degnissime, continuamente magnificandolo e tenendolo e reputandolo per suo intimo e singulare amico, e col quale mal volentieri e contro a suo animo per caso alcuno si romperebbe; però ci pregava e gravava che, da sua parte, dovessimo riferire alla Vostra Eccelsa Signoria, nella nostra tornata, le cose che quì appresso seguitano, cioè :

E prima, come Genova, per le ragioni sopradette, alla Sua Maestà s' aspettava, e simile il Reame di Napoli a' suoi congiunti detti di sopra; e che la intenzione della Sua Maestà in tutto era di ottenere queste cose, o per via di accordo, o per altra via; ma che alla Sua Maestà molto era più grata la via d'accordo che nessun' altra, e a questo

accordo non sapeva alcuna Potenza più atta che la vostra Comunità, considerato, come è detto, la benevolenza e singulare devozione portate alla Maestà Sua, e la intelligenza e singulare affezione avete con lo illustrissimo duca di Milano; e, perchè più facilmente l'accordo possa seguire, promette quanto appresso :

E prima, vuole assicurare, in qualunque modo gli sia possibile, le Potenze d'Italia di non domandare nè volere mai per alcun tempo altre cose in Italia che il detto Reame per la casa d'*Anjou*, e Genova per lui; e, circa a questo, è contento dare ogni cauzione gli fia domandata, che sia possibile alla Sua Maestà.

Ancora, vuole, per aver più fermo accordo con lo illustrissimo Signor duca di Milano, con la Sua Signoria contrarre parentado, cioè, che il detto duca dia per donna Madonna Ippolita, sua figliuola, al duca Giovanni[1].

Appresso, promette la Sua Maestà aiutare e difendere il detto illustrissimo duca e suoi figliuoli e successori nella signoria e ducato di Milano, contro a qualunque persona li volessino, per alcun tempo, molestare nella detta signoria, per qualunque modo, eziandio se quelli tali fussino del sangue suo, nominandovi espressamente il duca d'*Orleans*[2]; e col detto duca di Milano e figliuoli far lega e confederazione perpetua, per lui e suoi successori, nel miglior modo e forma che, per lui, o per la Vostra Signoria, sarà saputo domandare.

E più, è contenta la Maestà Sua di far lega universale con tutte le Potenze d'Italia, quando a quello tutte si accordassino, e non essendo d'accordo, è contento di farla con lo illustrissimo duca di Milano e la vostra Eccelsa Republica, in quel modo la saprete domandare. E, presupposto che il sopradetto accordo non avesse effetto, nientedimeno è contento la Sua Maestà di rinnovare la lega, la quale fu tra il suo serenissimo Padre e la vostra Eccelsa Comunità, ogni volta parrà e piacerà alla Vostra Eccelsa Signoria.

[1] Le duc Jean de Calabre, fils du roi René d'Anjou.

[2] Le duc Charles d'Orléans n'avait jamais renoncé aux droits que lui avait légués, sur le duché de Milan, sa mère, Valentine Visconti.

Ancora soggiugne la Maestà Sua che, essendo desideroso di conservare lo Stato e Signoria al detto illustrissimo duca di Milano e a' suoi successori, a' quali porta singulare affezione e amore, come è detto di sopra; e sapendo il conte Jacopo Piccinino al detto illustrissimo duca essere molesto, in caso che, per alcun tempo, il detto conte Jacopo venisse in Lombardia a dargli alcuno impaccio o molestia, promette averlo per inimico e contra di lui fare tutte quelle cose, le quali contro a uno inimico si debban fare, e il detto duca e suoi successori aiutare e favorire, in ogni e qualunque cosa, contra di lui e qualunque altro volesse essere turbatore dello Stato di detto illustrissimo duca, obligando a questo medesimo la Maestà del Re Renato e del duca Giovanni. Soggiungnendo alle predette cose che, per conclusione di detto accordo, parendo alla Vostra Eccellentissima Signoria la Sua Maestà avesse a fare più una cosa che un' altra, sempre sarà contento fare e seguire tanto e quanto paresse esserne ragionevole alla Vostra Eccelsa Signoria, essendo avvisato da quella, o per lettera, o per messo, o per altra via.

Dopo le sopradette cose, la Maestà del Re mandò a noi il prefato Monsignor lo cardinale d'*Arras*, lo quale, per parte della Sua Maestà, molte umane e gratissime parole usò verso di noi, e, in fine, ci disse : Che la Maestà del Re ci mandava a significare, che e' mandava il detto cardinale e altri signori, suoi ambasciatori alla Santità del Papa; e, avendoli a mandare, avea dato loro commissione, fussino con lo illustrissimo duca di Milano, e a quello dicessino alcune cose, in nome della Sua Maestà, le quali voleva noi intendessimo, e a quelle fussimo presenti, e prestassimo favore a quello per loro fusse detto, e fussimo confortatori che il suo desiderio e volontà avesse effetto; e per tanto ci gravava e strigneva noi, andassimo insieme con li suoi ambasciatori, insino alla detta città di Milano. Le quali cose intese, al detto cardinale per noi fu risposto : Che noi saremo con la Maestà del Re, e da essa intenderemo più particularmente quelle cose volesse, e tutte quelle cose, che per noi onestamente, sanza incarico della Comunità nostra, si potessino fare, lo faremo volentieri, essendo certi la Sua Maestà di altro non ci richiederebbe.

Dipoi, fummo con la Maestà del Re, il dì seguente, la quale di nuovo ci disse quello già altre volte ci avea detto, e ultimamente ci confortò, con molte efficaci parole, a volere essere contenti di andare insieme con gli suoi ambasciatori al prefato illustrissimo duca di Milano; e, se pure questo ci pareva essere di tanto incarico alla vostra Eccelsa Comunità, quanto la nostra risposta gli aveva dimostro, lo quale fu secondo detto effetto, che almeno uno di noi venisse inanzi, a significare questa sua intenzione alla Vostra Eccelsa Signoria, e quella pregare, con ogni istanza, per parte sua, volesse adoperarsi circa l'accordo predetto. E ultimamente si volse a Messer Piero, con istrettissimi prieghi, gravandolo lui fosse quello pigliasse questa gita; onde, considerato noi la Vostra Signoria avere fatto grandissima spesa per gratificarvi la Sua Maestà, e a quella dimostrare di essere e amici e devotissimi, avendo massime alla Maestà Sua negate più cose, conscendemmo in questa parte alla sua volontà, acciocchè conservassimo la benivolentia della Sua Maestà alla Vostra Eccelsa Signoria, e non dessimo cagione, negandogli questo, richiederci di cosa che avesse a dare maggiore incarico alla Vostra Signoria.

Ora, Magnifici Signori, questo è l'effetto di tutte quelle cose, le quali, in diverse volte, aviamo avute a trattare con la Maestà del Re di Francia. Infine, pigliammo licenza dalla Maestà Sua e facemmo nostra ritornata. E, perchè, Magnifici Signori, noi fummo richiesti, come di sopra è detto, dalla Maestà Sua di trovarci, insieme con li ambasciatori suoi, allo illustrissimo duca di Milano, quando esponevano l'ambasciata, partendo in un medesimo tempo dalla corte della Sua Maestà, deliberammo Monsignor Filippo de Medici e Bonaccorso fare la volta da Parigi, acciò non ci avessimo a ritrovare insieme, e così pigliammo quella via, continuando nostro cammino, e arrivati al Ponte de *Beauvoisin*, in terreno del duca di Savoia, avemmo lettere dalla Vostra Signoria, e così lettere di Messer Piero, il quale ci aspettò in sul terreno del duca di Savoia; per le quali a tutti e tre insieme la Vostra Signoria commise, entrassimo in Milano, e alla Eccellenza dello illustrissimo duca riferissimo quanto per la Maestà del Re di Francia ci

era suto conferito. E così, a dì ultimo del mese di febbraio, tutti e tre insieme entrammo nella città di Milano; dove, nella nostra entrata, nel modo e ordine suto osservato nel passare in là, per la Eccellenza di detto illustrissimo duca grandissimamente fummo da Sua Signoria fatti accompagnare, e onorare, e alloggiare nella corte di detto illustrissimo signore; dove trovammo Bernardo de' Medici e Dietisalvi di Nerone, ambasciatori al detto Signore della Vostra Eccelsa Signoria, coi quali conferimmo quanto era seguito per insino a quel dì.

Dipoi, a dì primo e secondo di questo, visitammo la Eccellenza di detto illustrissimo Signor duca, al quale discostamente riferimmo quanto la Vostra Signoria, per vostra lettera, ci commise, e dalla Maestà del Re di Francia ci era suto imposto, come di sopra si dice; non intermettendo alcuna parte, e alla presenza de' prefati due vostri altri ambasciatori, di sopra nominati. Il quale, inteso appieno quanto per noi gli fu conferito, prima ringraziò la Vostra Magnifica Signoria di tanta umanità e benevolenza quanta inverso di lui usavate, e mostrò avere avuto sommamente caro, la Maestà del Re avesse bene inteso la Vostra Signoria essere una medesima cosa con la Sua Eccellenza; dicendo ancora, la Maestà Sua non poteva mettere mezzano alcuno, il quale gli fusse più grato e accetto, e ancora che più potesse disporlo e voltarlo in qualunque parte che la Vostra Eccelsa Signoria volesse, perchè intendeva essere tanta l'affezione vostra verso di lui, che niuna cosa gli persuadereste se non quelle, le quali fussino in conservazione dell' onore e stato della Sua Signoria; raccommandandosi sempre, con ogni devozione, alla Vostra Magnifica Signoria.

LETTRE DE LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 23.)

Châtellerault, 4 mai 1462.

Sommaire. — Le Roi remercie les Florentins de s'être employés, de concert avec le duc de Milan, à la

pacification du royaume de Naples; il leur rappelle le lien d'affection réciproque qui unit leur État et le royaume de France, et termine en leur faisant le plus grand éloge de Francesco Sforza.

Vestras, per latorem presentium, recepimus litteras de sincero dilectionis affectu, quem, ex relatu nostrorum ambaxiatorum, nos ad inclytam Civitatem vestram gerere satis compertum habetis, mentionem facientes, laboresque non modicos et diligentias per vos jam factas apud ducem Mediolani, super pacificatione regni Sicilie[1], de quo vos deprecati fueramus, ipsiusque ducis animum, judicio vestro, satis bene dispositum ad negotii bonum fore recitantes. Que quidem res, tanquam nobis gratissima, meretur ut inde quamplurimum vestre regratiemur amicitie. Quum vero, priscis temporibus, majores vestri, singulari affectione dediti nostris predecessoribus continue obsecuti sint, presertimque in contemplationem Corone Francie, a qua domus illustris Andegavie traxit originem, semperque illi favere cupientes, tam ipsi quam vos auxilium, consilium, favorem et opem singularem non cessastis; quin imo, rebus in agentibus partes Italie tangentibus vos ad subsidium illius domus semper exhibuistis paratissimos; interque ceteras Italie Potentias, totiusque orbis exteras nationes, Vestra illa Florentina Civitas precipuam devotionem ac cordis intimam dilectionem ad Coronam Francie pre aliis gerens, id tanquam proprium et a cunabulis innatum sibi nomen et titulum vindicavit. Nos, ejusdem amoris vicissitudinem rependentes, et nedum veteris amicitie benivolentiam continuare, sed magis ac magis augere cupientes, vos rogamus attentius, ut eam ipsam diuturni amoris fidem in *seguendo*, que, tempore nostrorum predecessorum, apud vos conservata est, firmiter erga nos observando continuetis, veluti procul dubio speramus vos esse facturos. Ceterum, tractatum illum et verba facta per vos cum duce predicto, super pacificatione regni Sicilie, permaxime collaudantes, id in primis gratissimum haberemus, si ope sua, res ipsa bonum sortiri

[1] Vainqueur sur les bords du Sarno, puis à San Fabiano, Jean de Calabre se maintenait dans le royaume de Naples contre Ferdinand, soutenu par le pape Pie II. Mais le 18 août 1462 il devait éprouver à Troja un échec décisif, qui ruina toutes ses espérances.

posset effectum; illum nempe ducem, quamplurimum sua nobis est cognita magnificentia, semper coluimus, propter immensas, retroactis temporibus, a se et suis eidem domui Andegavie impensa servitia; quapropter rogamus cum eodem duce per vos ceptum opus non relinquatis imperfectum.

LETTRE DU ROI LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 23.)

Abbeville, 24 décembre 1460 (1463)[1].

SOMMAIRE. — Le Roi prévient la République qu'il transmet à Francesco Sforza tous ses droits sur l'État de Gênes, sans porter pour cela la moindre atteinte à l'équilibre de l'Italie, qu'il prétend toujours respecter.

Non ambigimus vobis admodum fore pergratum urbem nostram Janue[2], sevissimis bellis vexatam ac jam dudum summis afflictam cladibus, illustri ac magnifico Francisco Sfortie, Mediolanensium duci, avunculo nostro carissimo, traditam omni cum statu fuisse. Nam, cum et nobis deditissimi sitis et eidem duci quamplurimum affecti, congaudendum vobis profecto, et haud mediocriter congratulandum esse censemus. Sane prefatam urbem nostram, cum universo ejus dominio et statu, prefato inclyto duci, procurante clarissimo jureconsulto Alberico Malleta, comite et milite, quam liberalissime contulimus.

[1] D'après la date de cette lettre, nous l'avions d'abord attribuée au dauphin Louis; mais une lecture plus attentive nous a convaincu qu'elle ne pouvait émaner que de Louis XI, devenu roi, et qu'elle était postérieure à la légation de Filippo de Médicis et de ses collègues. Nous voyons, en effet, dans le rapport de ces ambassadeurs que le Roi leur avait déclaré formellement qu'il prétendait recouvrer Gênes. Depuis lors, de nouvelles réflexions l'avaient sans doute amené à abandonner à Francesco Sforza ses droits sur cet État. Nous pensons donc qu'il faut substituer à la date de 1460 la date de 1463. Ce ne fut qu'en 1464 que Gênes fut effectivement cédée au duc de Milan.

[2] Gênes, qui s'était donnée de nouveau à la France, en 1458, et qui avait reçu pour gouverneur le célèbre Jean de Calabre, après le départ de ce prince pour son expédition de Naples, en 1459, s'était encore une fois soulevée, et elle était affranchie de fait. Ce n'était donc, à vrai dire, que des droits, ou des prétentions sur cet État, que le Roi pouvait transmettre à Sforza, qui les fit valoir avec succès.

Quod profecto Italie paci, ac faciliori contra Turcum expeditioni quamplurimum conducere arbitramur. Proinde vos vehementer exhortamur et enixe rogamus ut, ad adquirendam per prefatum ducem dicte nostre civitatis et ejus Status pacificam conservationem, quicquid favoris et presidii expedientis in vobis sit, nostri contemplatione et prefati ducis amore, omnimodo impendere velitis; quemadmodum vos indubie facturos confidimus. Id ad non mediocrem nobis complacentiam ascribemus; non intendentes vestram Italie confederationem ulla ex parte exinde infringi.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE AU ROI LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 56.)

8 avril 1466.

Sommaire. — La République annonce au Roi la mort de Francesco Sforza; elle lui témoigne, et la douleur que lui cause ce triste événement, et la résolution qu'elle a prise de demeurer étroitement liée avec sa famille, et de la protéger contre toutes les tentatives d'usurpation.

Cum non possit esse obscurum quæ cum excellentissimo principe Mediolani, duce Francisco Sforzia, fuerit amicitia Florentini populi, quæ, per omnem vitam suam, benivolentia, animorumque similitudo et conjunctio, et voluntatum et sententiarum consensus omnibus in rebus atque unitas, quæ sunt omnia veræ amicitiæ testimonia; superfluum esse videtur, præsertim cum sapientissimo Rege, communi patre nostro, quantum doloris attulerit nobis ejus adeo repentinus insperatusque decessus [1], si scribere aggrediamur. Facile enim judicari potest tanto amico, tanto principe, tanta spe, tanto magistro bellique et pacis, tanta gloria nominis Italici amissa, propter ejus obitum quo animo esse debeamus. Nos præsertim, qui ut viventem semper totis animis complexi sumus, et omnem fortunam ejus communem reputavimus; ita necesse est ut in ea conjunctione et caritate cum heredibus et dominatus et gloriæ ipsius constantissime perseveremus. Qua-

[1] Francesco Sforza, parvenu au comble de la prospérité, était mort presque subitement, le 8 mars 1466, à l'âge de soixante-cinq ans.

propter etiam, ex quo luctuosissimum de morte ejus nuntium accepimus, etsi in maximo dolore perpetuo fuimus, tamen continuo ad tutandos filios ejus ab omnibus injuriis, et ad eum Statum conservandum animos convertimus. Veriti enim sumus ne qua innovatio rerum oriretur; quod fieri plerumque solet, dum, in mortibus principum, ambitiosi et minime quieti homines aliquam turbandæ pacis et tranquillitatis regionum cccasionem sibi oblatam putant. Multa igitur circumspicienda duximus, et, litteris et legationibus, cum principibus et populis Italiæ ea egimus quæ in rem esse conservandæ pacis existimavimus. Atque seorsum Blanche-Mariæ[1] et Galeactio, vicecomitibus, Mediolani ducibus, ipsius heredibus illustrissimis, omnia polliciti fuimus, quæ populus Florentinus aut re aut auctoritate potest. Et, quantum hactenus intelligere possumus, succedunt omnia ex sententia. Summus Pontifex[2], Rex Neapolitanus, ceteri principes et populi Italiæ paci student; et vim omnem turbatoribus minantur quietudinis tranquillitatisque Italiæ. Intelleximus autem nuper te quoque, Regem sapientissimum atque gloriosissimum, et propter virtutem felicitatemque tuam merito metuendum, non solum eumdem gerere animum; sed subito, audita ejus morte, auxilia præparavisse, quæ in Italiam cum Sfortianis militibus, qui, duce Galeactio, a Francisco patre missi ad te fuerunt, descenderent, et, si opus sit, Mediolanensibus principibus opem ferrent. Id vero tale tantumque est, cum innotescet, ut vel hoc duntaxat satis esse possit ut abstineant omnes, qui aliter quicquam cogitarent, ab omnibus injuriis, si intellexerint non cum Mediolanensibus principibus et Florentinis tantum sibi rem futuram, sed cum Majestate sapientissimi et felicissimi Francorum Regis, qui, maximo incredibilique victoriarum successu, jure sit hostis formidabilis. Nos eo nuntio recreati sumus, et spem quam de pace habebamus maxime corrobora-

[1] Blanche-Marie Visconti est la veuve de Francesco Sforza; son fils Galéas, né en 1444, avait vingt-deux ans à la mort de son père, et pouvait gouverner par lui-même; mais, comme à l'époque de l'événement il se trouvait en France, sa mère administra l'État jusqu'à son retour. Elle s'acquitta de ce devoir difficile avec la plus grande sagesse, et partagea pendant quelque temps le pouvoir avec son fils.

[2] Le pape Paul II soutint, en effet, énergiquement les droits des héritiers de Sforza.

vimus. Defensore enim Deo Optimo Maximo, qui pacem dedit nobis, bella odio habet et injurias, et te, potentissimo Rege et victoriosissimo, adjutore et fautore, vix quicquam dubitare possumus, et filios ducis Mediolani ab omni vi et injuria tutos fore, et nos Italiamque totam quam diuturna pace esse fruituros.

LETTRE DE LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 23.)

Orléans, 18 avril 1466.

Sommaire. — Le Roi exprime de la façon la plus chaleureuse les regrets que lui inspire la mort de Francesco Sforza, et manifeste énergiquement l'intention d'intervenir, s'il le faut, en Italie, pour assurer et défendre les droits de ses héritiers; il compte sur le concours actif des Florentins.

Ludovicus, Dei gratia, Francorum Rex.

Carissimi et amantissimi nostri, non sine dolore maximo ac mentis nostræ tristitia incredibili, litteras illas accepimus, quibus nuntiatum fuit illustrem olim avunculum nostrum, ducem Mediolani, diem suum obiisse. Qui, quamvis jure naturæ, et ut humanæ fert vitæ conditio, ea lege natus esset, ut moreretur, de tanti tamen ducis amissione, tantarumque virtutum, et qui tam præclara gesta confecerat, omnibus profecto dolendum fuit, et est. Et, cum talem jacturam mente recolimus, nullo pacto consolari possumus, sed major in dies dolor augetur; quo fit ut, cum immortalium per eum in nos collatorum beneficiorum memoriam subimus, qui, in maximo regni nostri discrimine, primogenitum suum maximasque copias, sumptibus suis propriis, quam libentissime, pro regio nomine nostro conservando, exposuit, et majora, si voluissemus, exposuisset[1]; sitque in presentiarum dux Galeaz, frater noster[2], in pacificam domus suæ possessionem introductus, qui, cum in regno nostro esset, quanto studio, cura et amore res nostras prose-

[1] Dans la guerre du Bien public, Francesco Sforza n'avait pas hésité à envoyer des troupes, commandées par son propre fils, au secours de Louis XI, qui se trouvait alors dans la position la plus critique. — [2] Galéas avait épousé Bonne de Savoie, sœur de Charlotte, femme de Louis XI.

queretur, palam omnibus notum fecit; eisdem magnopere teneri fateamur. Ipsis ex causis ducti, non minus præfati fratris nostri, illustris amitæ nostræ, ejus genitricis, ipsorumque Status ac domus curam, tutelam et patrocinium, ac si regni nostri pars esset, suscipere intendimus, decrevimus et statuimus, sic exigentibus innumerabilibus eorum erga nos benemeritis. Volentes non aliter opibus ac regno nostro, pro Status illius conservatione, parcere et illi præesse, quam si res ad nosmetipsos spectaret, ut profecto spectat. Cum igitur satis nobis innotescat inter prælibatum olim ducem et Rempublicam vestram tales leges et talia amicitiæ fœdera initas esse, ut, pro unius jure tutando atque præservando, alter, non modo fortunæ bona, sed corpus et animam quam libens exposuisset, ex quo partes ipsæ et honorem et utilitatem non mediocrem assecutæ sunt, et in posterum majora emolumenta adepturæ sint, si in eadem firmiter sese gubernarint; nos autem et honoris et augmenti vestri cupidi semper fuimus, semperque Civitatem illam, ut nostis, præ cæteris dileximus; agnoscentes itaque prælibati ducis Mediolani benivolentiam et veram amicitiam commodo vestro multum consulere posse; pro mutuo inter nos amore, vos hortamur, stringimus et rogamus ut, nostri intuitu, eidem duci Galeaz, fratri nostro, et dominii sui conservationem fovere, et non aliter auxiliis ac juvaminibus cunctis ei adsistere velitis, quam quondam avunculo nostro fecistis. Arbitramur insuper, pro Italiæ pacis et partium ipsarum quiete, pro qua manutenenda, si quid per nos agendum superest, promptissimos nos offerimus, non solum inchoatam amicitiam, post defuncti ducis obitum, cum prælibatis ducissa et duce moderno confirmaveritis, sed si quid ad eam pro majori robore cumulatius addi potest, id etiam addideritis; in quo rem nobis adeo gratissimam conficietis, ut nihil supra, et Reipublicæ vestræ saluti plurimum consuletis, prout vere vos intelligere non ambigimus. Si qui vero contra prælibatos ducissam et ducem et eorum dominium quoquo modo insurgere volent, vel molestare perquirent, volumus pro explorato sciatis eos, non modo Nobis et Coronæ nostræ adversari intelligemus, sed pro hostibus et publicis inimicis nostris habebimus et tractabimus, et qui de ducatu

Mediolani erit, is finis regnum nostrum sequetur. Et hæc menti nostræ firma sententia jacet. De qua ut certiores facti sitis, mittimus ad vos præsentem nuntium nostrum cum his litteris. Ipsum statim sequentur oratores nostri, qui viva voce latius hunc mentis nostræ conceptum vobis explanabunt. Scripsimus etiam aliis Italiæ Potentatibus, prout nobis conveniens visum est, ut si præfatum fratrem nostrum quoquo pacto offenderint, Nobis et Coronæ nostræ offensam præstitisse non ignorent.

RÉPONSE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 56.)

1er juillet 1466.

Sommaire. — La République se conforme fidèlement aux intentions du Roi; elle embrasse les intérêts de Sforza comme les siens propres. La paix de l'Italie n'a pas été troublée.

Nihil unquam dubitavimus, Rex gloriosissime et invictissime Princeps, de animo tuo erga illustrissimos Mediolanenses principes, propter tuam in omni virtutum genere præstantiam et vere regii animi tui admirabilem magnitudinem, quod et nobis imprimis consolationi fuit, cum primum, propter Francisci Sfortiæ, divi ducis, mortem, commoti vehementer et perturbati sumus. Tamen id intellexisse tuis litteris gratissimum fuit. Habemus tibi immortalissimas gratias, quod tam humaniter conscios nos tuæ voluntatis propositique effeceris. Nos, quid animi haberemus scripsimus ad te, antequam litteras tuas reciperemus. Itaque ea repetere superfluum videretur. Id tantum apposuisse sat erit : nos idem esse cum filiis Francisci Sfortiæ, fratris nostri, semper conjunctissimi, qui cum Francisco ipso Sfortia semper fuimus; neque aliam curam de eorum Statu fortunisque nobis habendam ducimus quam de rebus quæ ad salutem et libertatem Florentini populi pertinerent; quum in ejus conservatione stabilimentum et diuturnitatem propriæ salutis et libertatis contineri minime dubitamus. Optimo Deo Maximo fautore et adjutore, omnia quieta extiterunt. Nihil opus fuit aut nostris aut cujusvis auxiliis; speramusque fore ut in eadem tranquillitate otii

et pacis Italiæ perseveremus. Si quid aliter unquam acciderit, illud est certum Florentino populo, ut existimet de salute et libertate sua agi, quandocumque de Statu fortunisque Mediolanensium principum illustrissimorum aliquid agendum venerit. Hos et urbem nostram Majestati Tuæ plurimum commendamus.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 56.)

23 septembre 1466.

Sommaire. — La République informe le Roi qu'une conspiration ourdie contre l'État a été réprimée ou plutôt prévenue, sans effusion de sang.

Nihil est in rebus humanis perpetuum, quod nosti, gloriosissime Rex. Etiam respublicæ, ut omnes principatus, omnia regna, eumdem tenorem semper non observant; sed, inter omnes profecto rerum mutationes, nulla est difficilior aut magis plena discriminis quam hi qui a seditionibus et discordiis excitantur motus. Quod etsi certo scimus non indigere rationibus ad persuadendum, apud te præsertim sapientissimum Regem, et humanarum rerum summa cum tua gloria et felicitate tantum expertum, tamen nos, multos id menses, et magis paucis his superioribus diebus, nimis verum esse comperimus. Nonnulli enim cives nostri, inflati superbia atque avaritia, et pessimis occæcati libidinibus, dum sibi ad facinora et explendas cupiditates miseras adaperire tentant viam, etiam libertatem nostram in summum periculum adduxere. Principes fuerunt Angelus Acciariolus, et Dietisalus Neronis[1], duo ex equestri ordine; qui, propter eis semper habitos a populo summos honores, plus etiam Reipublicæ debebant. Eos nonnulli improbiores cives sectati in libertatem nostram et patriam suam, immanissimarum ferarum ritu, conjuraverant. Verum, auxilio Dei,

[1] Sur la conjuration de Luca Pitti, Niccolo Soderini, Dietisalvi Neroni et Agnolo Acciaiuoli, contre Pierre de Médicis, qui en 1464 avait succédé à son père Cosme, voyez Macchiavelli, *Hist. de Flor.* l. VII. et surtout Fabbronius, *Laurentii Magnifici vita,* vol. I; — *Annotationes et Monumenta*, p. 28-38.

cujus profecto numine salvi sumus, omnis eorum conatus frustra fuit. Populus enim, arma sumens, brevi eorum perditissimum furorem penitus repressit, libertatem constituit, et, redacta concordia, Rempublicam confirmavit, stabilemque etiam perpetuamque effecit. In capita autem ipsa et cæteros, qui, conjurationis conscii, pernitiosiores cives reputati sunt, clementissime animadversum. Relegati quidam, aliqui mulctati et privati honoribus. Nullus omnino civilis sanguis est effusus; ut, in tantis turbationibus et tumultibus nostris, pro miraculo sit tam repentina sedatio, tamque humana et tam civilis animadversio in facinus præsertim tam nefarium, tam non civile.

Jam habemus quietissimam omnem Civitatem, unius sententiæ patres, concordem omnem concionem et populum, ut nulla ex parte Respublica amplius laboret. Firmata et corroborata undique libertas est, et imperium populi nostri penitus constitutum. Quod voluimus significare tibi nostris litteris ut, si quid aliter afferretur, quod tibi, patri nostro, et humanissimo et benevolentissimo Regi, molestiam ceptam de periculis nostris diuturniorem facere posset, eam jam omnem ex animo tuo humanissimo deleremus. Nunquam tanta inter cives nostros concordia fuit; nunquam populus lætior; nunquam Respublica Florentina ad omnem laudem unitissimis animis voluntatibusque inflammatior. Itaque, quod tibi, pro perpetua tua in nos et urbem et populum nostrum antiquissima benivolentia, perjucundum sit necesse est; jam procul dubio speramus, et id Deum Omnipotentem concessurum sua clementia confidimus, fausta feliciaque cuncta erunt. Qui autem fuimus erga te semper et erga Culmen istud gloriosissimum Regum omnium Francorum, quorum merita magna et infinita extant in nostram Rempublicam, quibus merito vobis omnia debemus, idem erimus semper, et devotissimi filii tuæ felicissimæ Majestatis, tanquam patrem nostrum perpetuo colemus, tanquam benefactorem observabimus, tanquam fidelissimi amici, ad decus et gloriam sceptri tui, quantun erit in nobis, isti invictissimæ atque toto orbe gloriosissimæ Coronæ non deerimus. Nos et urbem nostram et populum tibi vehementer etiam atque etiam plurimum commendamus.

RÉPONSE DE LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 23.)

Bourges, 14 janvier 1467.

Sommaire. — Le Roi félicite les Florentins de l'heureux dénoûment de la conjuration qui menaçait la République.

Ludovicus, Dei gratia, Francorum Rex.

Carissimi ac dilectissimi amici nostri : Ex litteris vestris, ad Nos superioribus diebus delatis, accepimus eas omnes discordias, seditiones ac conjurationes, quas nonnulli concives vestri facinorosi, superbia et avaritia inflati, ad eversionem perniciemque illius inclitæ Communitatis, confecerant, abolitas prorsus, juvante Altissimo Deo nostro, fuisse; eandem deinde Communitatem et populum omnem Florentinum, deletis per prius ac mulctatis facinorosis, in pristinam libertatem et pacem ita reductam consolidatamque esse, ut, nulla ex parte, præclara Respublica vestra amplius laboret, quin imo, ut vestris verbis utamur, firmata ac corroborata undique sit libertas, et imperium vestrum penitus confirmatum. Quod quidem, etsi seriose per litteras illustrissimorum principum, Mediolani ducum, amitæ et fratris nostrorum percarissimorum, perceperamus, qui de singulis quotidie gestis Nos certiores reddiderunt, Nobis tamen, ob eximiam nostram in vos omnes benivolentiam, gratissimum jucundissimumque accessit litteras vestras vidisse ac perlegisse. Molestum quippe ac grave Nobis fuisset, si secus ad perturbationem, seu, quod absit, desolationem vestræ illius libertatis res successissent : amplissimæ igitur et omnimode agendæ sunt Omnipotenti Deo gratiæ, qui justorum corda respexit; ejus namque clementia, ita credimus, florentissima Civitas atque libertas vestra, excusso malignantium jugo et impetu, in tutissimo nunc portu, ut scribitis, navigat. Miramur tamen quod in tanta ac tali conjuratione nullus omnino civilis sanguis effusus sit, quod divina potius bonitate quam ulla arte vel ingenio humano factum esse arbitramur. Eo itaque magis ac magis lætamur, ac de communi congratulamur

bono. Quæ autem erga Nos, Regiumque Culmen nostrum, cujus merita in vestram Rempublicam maxima fuisse asseveratis, vos et obsequentissimi et obedientissimi semper filii fueritis, sitis, ac futuri estis, ac Nos in patrem et benefactorem vestrum colatis, observetisque, hoc plane verum esse fatemur. Sed id totum vestræ modestiæ ac in Nos benivolentiæ ascribimus. Tales profecto et Nos vicissim erga vos et illam vestram Rempublicam fuimus hactenus, sumusque nunc, quales Nos fuisse et esse censuistis; erimus quoque in futurum non minus, sed longe amplius, quamdiu maxime vos ad bene recteque vivendum pro illius Reipublicæ conservatione, malis pernitiosisque rejectis, insudare, atque præfatis principibus et Statui Mediolanensium præfatam Rempublicam vestram et vos etiam eo federationis et observationis vinculo conjunctos, annexos et colligatos permanere intelligemus. Illorum enim consilium, prudentiam et auctoritatem, post Deum ipsum, ad restituendam vobis libertatem adjumento fuisse existimamus. Oblationes tandem vestras, omni affectione plenas, quas in calce litterarum vestrarum Nobis facitis, ea lege perlibenter suscepimus, ut, quandocumque expediret, Nos, non tantum animo, sed opere, vicissitudinem ad vestram, et vestræ libertatis amplitudinem decusque repensuros arbitremini. Semper etenim Civitatem illam mirum in modum dileximus, et dum vita Nobis comes erit, diligemus. Valete.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À SES AMBASSADEURS À ROME [1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 57.)

10 janvier 1467.

SOMMAIRE. — Dans la ligue conclue à Rome, le 4 janvier, entre les Puissances italiennes, on avait omis de faire mention du roi de France. La Seigneurie ordonne à ses ambassadeurs de faire réparer cette omission, préjudiciable aux intérêts de tous les confédérés.

Scrivemmo ieri di più cose — infra le quali dicemmo piacerci la con-

[1] Les ambassadeurs florentins à Rome étaient Antonio de Ridolfi et Giovanni Canigiani.

clusione della lega, e commendamovi della espedizione n'avevi fatta. Dipoi, con più ozio abbiamo esaminati i capitoli, e non trovando fatta alcuna menzione del serenissimo Re di Francia, n'abbiamo avuto dispiacere e maraviglia assai, specialmente perchè per la nostra de' 17 del passato, alla quale voi rispondesti avere avuta, v' imponevamo che se ne facesse menzione, e avessessi grandissimo riguardo che non vi si errasse. Ora, non ne vediamo fatto alcuno ricordo, nè scrittoci per voi cosa alcuna perchè cosa di tanta importanza sia suta così pretermessa. E pensando noi a quello potrebbe fare di danno per infinitissimi rispetti, e specialmente perchè di quì non avesse via qualcuna di provocare Sua Maestà a sdegno alcuno, e farlo suo, dove l'abbiamo per nostro; e fa per certo molto alla reputazione nostra l'opinione sola della Maestà Sua, non che averlo in fatto a' favori nostri, come è veramente, e come sarà, se noi non erreremo, ed altri sarà savio. A noi pare, sempre stando fermo quello che è fatto, si debba corriggere questo errore, e perciò parlarne prima in disparte cogli ambasciatori ducali[1], i quali a questo doveranno essere bene disposti; e d'accordo poi voi, due legazioni, conferirne insieme tutti e concludere saviamente in modo si facci della Maestà Sua condegna menzione, sempre stando fermo quello è fatto, e in qual modo è fatto. E occorre a noi, benchè sappiamo che a codesti magnifici ambasciatori ed ancora a voi, per la prudenza vostra, non debbano mancare modi che si arrogesse uno capitolo, in quel luogo che fosse più onorevole; e forse starebbe bene il questo, cioè dopo quello la Santità del Sommo Pontefice, o altrove, come meglio vi paresse, di questa continenza : *Item, quum ad conservationem pacis Italie et securitatem Statuum partium predictarum*[2], *multum facit auctoritas serenissime Majestatis Lodovici, gloriosissimi Francorum Regis, quod sit ei reservatus dignissimus locus, post Summum Pontificem, et quod dignetur Sua Majestas inclinari ad favorem pacis Italie, ad securitatem Statuum predictarum partium, quemadmodum Christianissime Majestati ejus videbitur.*

[1] Les ambassadeurs du duc de Milan.

[2] La ligue défensive était conclue entre le roi Ferdinand de Naples, Galéas-Marie Sforza et Blanche, ducs de Milan, le Pape, les Républiques de Venise et de Florence.

Salvis semper manentibus omnibus et singulis in presenti contractu federis et lige contentis. — Questo è, quanto ci occorre, che è tale, al parer nostro, che fa interamente la sicurtà degli Stati comuni. Perchè, considerando ogni cosa la Maestà del Re Ferdinando, quando la Serenità della Corona di Francia si manterrà nella benevolenza, che è stata molto tempo ed è al presente con lui e noi altri collegati, da ogni parte resta assicurato dello Stato suo; e, per gli grandissimi interessi della amicizia e benefici ricevuti e dati fra la Serenità del Re di Francia e gli illustrissimi duchessa e duca di Milano, e ancora, per la sicurtà e reputatione dello Stato loro, lo debbano molto desiderare; e perciò vi diciamo di sopra che con loro prima ne conferiate e restiate d'accordo. Noi ancora, per rispetto che quello che fa per la Regia Maestà del Re Fernando e illustrissimi duchi di Milano, senza dubitazione sappiamo fa ancora per noi, non ne restiamo contenti, se non quando vedremo da ogni parte stabilita la pace e la sicurtà dei comuni Stati, chè allora stimeremo essere, quando sarà arroto il sopradetto capitolo, che per certo non dovrà essere difficile; inteso che non contiene cosa nessuna, se non utile e onorevole e sicura ai comuni Stati; e che debba essere ancora sommamente grata alla Serenità del Cristianissimo Re di Francia, perchè è luogo e onorevole e conveniente alla sua dignità, e le parole di natura che, non facendo contro ad alcuna cosa fatta, lo debbano meritamente invitare a benivolenza, e levano al tutto via ogni occasione che altri non benivolo potesse pigliare per cavillare e alienare da noi l'animo suo. E di poi, mandando ambasciatori, come intendiamo n'è suto fra voi ragionamenti, sarebbono le loro legazioni molto più grate; e non sarebbe necessario fare alcuna scusa, la quale mai mancò di colpa. Non ostante quello v'abbiamo scritto dell'andare a Napoli, voi, Messer Antonio, non vi partirete di costì, se prima non arete fatta conclusione di questo capitolo, che importa il tutto, al parer nostro; ma darete con prestezza, senza alcun indugio, esecuzione, trattando segretamente e saviamente questo caso, e rispondendo a noi, con ogni celerità possibile, quello che sarà seguito per voi; chè, per averne prestissima conclusione e risposta, mandiamo il presente fante, ed

abbiamgli dato termine brevissimo, perchè ci pare, come molte volte abbiamo detto, che questa parte sola importi il tutto.

INSTRUCTION À FRANCESCO NORI, ENVOYÉ EN AMBASSADE AU ROI DE FRANCE.

(*Biblioteca Magliabechiana*, classe XXIV, cod. n° 50.)

Mars 1467.

Sommaire. — Nori est chargé de resserrer l'alliance qui existe entre la République et la France. Il ne dérogera en rien aux conventions de la ligue italienne conclue à Rome le 4 janvier. Il stipulera les conditions d'une ligue offensive et défensive, que la République espère conclure avec Louis XI.

Principalmente ci raccomanderai e noi e tutta la Città di Firenze alla clemenza della Sua Maestà; dipoi dirai essèr mandato sindaco e mandatario, e, in questa parte, commissario del popolo nostro a trattare e contrarre con lui ogni lega, intelligenza e confederazione, come alla Maestà Sua parrà e piacerà, e come, pel mandato che avrai in pubblica forma e patente, t' è data autorità. E benchè, secondo è consueto, il mandato tuo sia libero e pienissimo, e tanto a onore della Maestà Sua quanto abbiamo saputo fare, nientedimeno avrai sempre avvertenza e diligenza somma, e contro alle cose infrascritte, o altrimenti che per la infrascritta ti sia commesso, non si capitoli alcuna cosa.

In prima, che, qualunque cosa s' avesse a concludere, poter derogare in alcuna parte alla lega conclusa a Roma, addì 4 di gennaio, fra la Maestà del Re clarissimo, Re Ferdinando di Napoli, e lo illustrissimo Dominio di Milano, e la nostra Repubblica; ma intendasi sempre star rato e fermo in genere, e in spezie, e in qualunque parte, e qualunque effetto, tutto quello che in essa si contiene.

Quando noi avessimo guerra in Italia, che la Sua Maestà ne mandi aiuti di gente d'arme a piè e a cavallo, quanti gli parrà bisogno alla difesa nostra, e a conseguire vittoria, e non meno che cavalli tremila, fanti. . . . . i quali, sino a guerra finita o per pace o per vittoria, debbino venire a stare, e pugnare, secondo il bisogno de' collegati con la Maestà Sua; dovendo venire, e star pagati da lui, ed esser provvisti

di vettovaglia per loro danari. Di più, saranno su' terreni di chi verranno in aiuto, come in simil contratti è consueto; intendendosi tal obbligazione, quando la Sua Maestà non fosse in alcuna manifesta guerra, che appartenesse principalmente a lui e al suo dominio e jurisdizione. Ma, in questo caso, ne debbi mandare solo quelli aiuti che liberamente vorrà, senza alcuna obbligazione.

E, perchè debb' essere ogni obbligazione reciproca, essendo la Sua Maestà in guerra, com' è detto, e noi in pace in Italia, si debba, in questo caso, per noi mandare aiuti alla Maestà Sua tutti a noi possibili, non potendo perciò mandar meno che cavalli mille, fanti. . . . . insino a guerra finita, pagati da chi manda, e provvisti di vettovaglia da quello a chi sono mandati, come di sopra e com' è consueto.

Item, sia libero nella Maestà Sua, senz' alcuna richiesta de' collegati, poter far pace, inducie e tregue, com' a lui parrà e piacerà, nelle guerre solamente che apparterranno a lui, nel suo regno e dominio e jurisdizione, come di sopra, nonostante alcuno aiuto avessino mandato i collegati; solamente esprimendo sempre che, in ogni simil contratto di pace, inducie e tregue, che quello e quelli de' collegati che, secondo l'obbligo della presente stipulazione e intelligenza, avrà mandati aiuti, s'intenda e intendano venir parimente in quelle paci, inducie e tregue, che per la Maestà Sua fossino in qualunque modo formate.

Item, in eodem modo, che le paci, inducie e tregue delle guerre d'Italia, in Italia sieno libere nella volontà e potestà de' collegati in Italia, secondo la sopradetta lega di Roma, non ostante la Sua Maestà avesse mandati aiuti, secondo l'obbligo del presente contratto; con riserbo sempre, che, in ogni pace, inducie e tregue, che così fossino fatte dai collegati in Italia, si debba parimente venire la Sua Maestà, come di sopra si dice noi doverci intendere venire in quelle che si lasciano nella potestà di Sua Maestà.

Queste sono brevemente quelle cose ci paiono sieno importanti in ogni cosa s' avessi a trattare, le quali avrai in te; e ingegnerati che di queste sentenze in alcuno modo non s' esca.

Le parole e l'ordine sia quello che parrà alla Maestà Sua, o a chi

fossero commesse le scritture; chè non abbiamo altrimenti voluto fermare l'instrumento e i capitoli, perchè vogliamo mostrare nella Sua Maestà maggiore fede. Nientedimeno, questa è l'intenzione del nostro popolo, e di questo non uscire in modo alcuno, se prima non si desse notizia, e avessi da noi risposta di quello avessi a seguire, circa a quello che altrimenti avesse a seguire.

Verranno ancora altri capitoli nelle scritture di cose generali e consuete; quelli non hanno forza nè momento non bisogna molto avvertirgli, ma lasciargli fermare, come vorrà la Maestà Sua, da chi la commettessi secondo le consuetudini di là.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 56.)

11 juin 1467.

SOMMAIRE. — La République rend de vives actions de grâces au Roi, qui lui a concilié la bienveillance du Pape Paul II.

Quotidie magis magisque accumulas incredibilia beneficia tua erga nos et Civitatem et populum nostrum; adeo ut nulla verba habeamus, quibus minime, alicui parti tantorum beneficiorum agendo tibi gratias, satisfacere possimus. Itaque hoc officium agendarum gratiarum penitus pretermittemus; ne id aggrediamur, quod, nedum verba nostra vincere possit, sed etiam omnem cogitationem. Statim enim, cum audivisti suspiciones in Italia oriri bellorum, et subtimeres ne qua vis fieret illustrissimo Mediolanensium duci aut nobis, misisti in Italiam Ludovicum Valpergam, virum magnificum et bene sapientem, cum litteris credititiis ad quoscumque Italie Potentatus, ut ageret nostram causam, et quemadmodum res nostræ ferrent, et nos utile judicaremus, ita ageret. Is, summa cum prudentia et diligentia, et ad nonnullos Italie principes, et ad Summum Pontificem, tuo nomine, est profectus; atque ubique magno adjumento fuit rebus nostris. Pontifex autem Maximus, quem diutissime ambiguum habuimus, tandem, summa

auctoritate tua, ac sua prudentia, effecit, ut multo quam antea apertius nostras partes complecteretur. Quæ res, si in ea sententia perseverabit, multum addet facultatis nobis ad victoriam. Est autem Ludovicus Valperga magni atque excelsi animi vir; singulari modestia, prudentia et sapientia mirabili; et, ut uno verbo multa complectamur, dignus, propter innumeras ejus animi dotes atque egregiam virtutem, qui a te carus habeatur. Nos ei certe multum obnoxios esse debere putamus. De rebus conditionibusque Italie multa cognovit; que ex eo multo melius intelliges atque abundantius, quam nos scribere possemus. Et mittemus ad te propediem aliquem civem nostrum, qui seorsum de rebus aliis colloquatur tecum; atque ex tuo consilio sapientiaque omnia agat transigatque, que tibi, Patri nostro perpetuo et benefactori, conferre ad conservationem Status et libertatis nostre, quam re ipsa cognoscimus tibi esse caram post Coronam tuam, videbuntur.

LETTRE DE LOUIS XI AU DUC DE MILAN [1].

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 25.)

Noyon, 15 septembre 1468.

SOMMAIRE. — Le Roi a fait la paix avec son frère et avec le duc de Bretagne; il ne sait encore s'il réussira à traiter avec le duc de Bourgogne. Que le duc de Milan ne cesse pas de considérer Philippe de Savoie comme un ennemi.

Ludovicus, etc.

Vole il debito della affinità, benivolentia et obligatione, che, così le cose prospere, come le adverse, dobbiamo reputare communi; unde chè abbiamo noi pure, in questo giorno, avute lettere de verso Bretagna, vi abbiamo voluto, ad consolatione vostra, dare aviso che finalmente siamo certificati el fratello nostro, et insieme con lui, el duca de Bretagna, essersi redutti alla ubidientia nostra; et così hanno jurato et promesso, non solo volerne essere ubidienti et fedeli, ma ancora si

[1] Cette lettre est écrite en italien barbare.

sono offerti prontissimi ad volere servirne, con ogni loro industria et possanza, contra qualunque noi ordinaremo[1]. Al quale partito, quantunque Noi li abbiamo fatto ridurre per forza d'arme, nondimanco semo stati contenti riceverli in gratia : et così, siamo in proposito, se da loro non mancarrà, usare seco clementia più presto che rigore. Se con il duca di Borgogna seguiremo alcuno accordo, non sappiamo per ancora[2]; aviseremovi de quanto seguirà : per questi respetti, Noi non vi confortiamo manco del passato a volere fare contro i Savoini e Filippo quelle demostrationi vi pareranno; perchè, ad ogni modo, sappiamo non mancano d'essere, con la voluntà e con li effetti, dove e come possano, contrarii[3].

LETTRE DE LOUIS XI AUX VÉNITIENS.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 25.)

Compiègne, 18 septembre 1468.

Sommaire. — Le Roi est informé du mauvais vouloir des Vénitiens à son égard. Qu'ils se gardent de prêter assistance à la Savoie, que doit attaquer le duc de Milan. S'ils n'ont pas la sagesse de s'abstenir, le Roi tiendra pour amis tous les ennemis de Venise.

Satis abunde nobis apertum est quod, superioribus diebus, adversati fueritis, omnique conatu vestro contradixeritis, ne, in contractu renovate pacis Italie per illustrissimum cognatum et fratrem nostrum precarissimum, Mediolanensium ducem, liga atque obligationes, quibus ad invicem tenemur, perservarentur. Quod, etsi inter cetera nobis in testem accesserit, quam undique in nos et res nostras perverse sentiat animus vester, distulimus tamen ad vos quicquid super hac re scribere, sperantes malum in bono vincere, et quod aliquando non alienum

[1] Le duc de Bretagne fit sa paix avec le Roi, en 1468, par le traité d'Ancenis.

[2] Louis XI songeait à attirer Charles le Téméraire à la fameuse entrevue de Péronne (14 octobre 1468).

[3] Sous le faible duc de Savoie Amédée IX, le gouvernement était aux mains de la duchesse Yolande, sœur de Louis XI. Philippe de Bresse, frère d'Amédée IX, et l'un des plus ardents ennemis du roi de France, depuis sa captivité de Loches, ne cessait d'agiter la Savoie, où il prétendait exercer le pouvoir.

ab amicitia vestra Regem injuriis lacessere, atque vobis provocare desineretis. Nuperrime vero, cum intellexerimus palam vos locutos velle Sabaudiensibus auxilio esse, si contra illos, justissima in causa nostra, et liga atque obligationibus Nobis adstrictus, quem super diximus, dux illustrissimus arma capiet, quin ad vos scriberemus non percontandum fore amplius statuimus. Summam vero litterarum hanc tandem esse voluimus : Sabaudienses infestissimos Nobis hostes habemus, tametsi non esse asserant, quod non nisi arte et dolo ipsis factum scimus. Tenetur Nobis Mediolanensium dux contra illos; vos hunc sinite, precamur, obligationibus satisfactum ire, et Nobis in Sabaudienses ipsos auxilio esse, vestro quovis impedimento amoto. Quod a vobis si fiet, gratum fatebimur. Sin vero, colorata quavis ex causa (potest enim justa esse vel legitima nulla), potius decretum a vobis erit nequaquam auxilio vestro destituendos Sabaudienses, et vos itidem inimicorum omnium vestrorum Nos futuros amicos scitote, pariterque et illius Reipublice vestre. Quod, ut vobis innotescat, heraldum nostrum ad vos mittendum statuimus.

LETTRE DE LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 25.)

Abbaye de Ferrière, 6 avril 1470.

Sommaire. — Le Roi désavoue hautement son ambassadeur à Rome, s'il est vrai qu'il ait noué des intelligences avec les bannis de Florence.

Ludovicus, Dei gratia, etc.

Audivimus, et quidem non sine animi displicentia, Guglielmum Cusinottum, equitem, dominum de Montirolio, apud Summum Pontificem oratorem nostrum, frequentatum ab exulibus illius vestre Reipublice, qui Rome sunt, se illis facilem prebuisse, eisque pollicitum multa pro ipsorum restitutione in patriam. Hec an vera sunt ignoramus; possent enim a sinistra fortasse informatione causari. Sed si vera, his nostris notum vobis esse voluimus, oratorem ipsum nostrum in non minus

nobis quam vobis rem permolestam fecisse, cum, non secus quam vosmetipsi, undique illi Reipublice bene esse exoptemus. Postulat enim antiqua ac mutua benivolentia, ut cum ipsa utramque fortunam communem existimemus, pariterque amicos et inimicos, quod profecto eo magis efficit atque consolidat illa, qua conjuncti estis, confederatio cum illustrissimo fratre nostro, Mediolanensi duce; quocum, preter affinitatis vinculum, augeri magis non posset mutua quoque secum benivolentia et intelligentia nostra. Scripsimus super hac exulum materia eidem oratori nostro que pro rei exigentia visa sunt. Vos autem a nobis hanc summam tenete, nos semper ad ea omnia promptos futuros, que ad commodum, honorem atque amplitudinem illius patrie tendunt.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 60.)

24 juillet 1470.

Sommaire. — Les liens qui unissaient la République à Ferdinand de Naples et au duc de Milan menaçaient de se relâcher. Sur la pressante recommandation de Louis XI, les Florentins resserrent cette double alliance qui assure le repos de l'Italie.

Tandem, gloriosissime Rex, Pater nostre urbis, fœdus nostrum cum Ferdinando, Rege Neapolitano, et Galeas Maria, Mediolanensi duce, renovatum est, et animi reconciliati, quemadmodum tu paulo ante, cum ad nos super ea re scripsisti, desiderare videbaris. Nos, antequam acciperemus tuas litteras, ea sententia semper fuimus, ut omnia propter eam renovationem facere deberemus. Sed posteaquam scripsisti ad nos, multo id magis ad nos pertinere existimavimus. Multi laboris fuit, sed tandem, fautore Deo, e nostra sententia res successit. Tantum amoris et benevolentie nunquam fuit, neque tam firmum fœdus nostrum, ut nihil jam ista conjunctione animorum et virium in Italia pertimescendum sit; multis de causis fuit gratissima res nobis, sed nullam ob causam tam grata, quam quia concupiscere

te id animadvertimus, cum ad nos tam studiose scribis, et conjunctos esse cum Galeas Maria, illustrissimo Mediolani duce, tantopere suades. Nostra cum illo excellentissimo principe ea est amicitia, ea conjunctio, ut nihil possit esse firmius, nihil magis perpetuum. Multe cause intercedunt mutui inter nos amoris et benivolentie, que etiam necessitatem amandi nos perpetuo inducunt : vetustas; initium enim conjunctionis nostre a patre est, gloriosissimo et victoriosissimo imperatore et duce, Francisco Sfortia, cujus in nos atque urbem nostram beneficia multa ac magna extiterunt; nos ei, quantum potuimus, oneri dedecorique non fuimus. Galeas Maria filius, princeps excellentissimus, et eadem mente animoque semper fuit; et paulo ante laborantibus, cum Bartholomeus Collio nos improvisos impetiisset, cum magnis Sfortianis viribus tulit auxilium, et periculo presens liberavit[1]. Quod beneficium tamdiu durabit quamdiu hec menia stabunt, et libertas nostra, que ejus maxime armis defensa est, salva erit. Communis autem metus; habemus enim communes adversarios; si quem forte superiora non satis commoverent, facile potest efficere ut intelligamus conjunctionem nostram esse necessariam, si prudenter nostris rebus salutique consultum velimus. Sed auctoritas tua et cohortatio, gloriosissime Rex, superiores causas omnes vincit. Tantum enim tibi concedimus ut etiam, si nulla alia causa sit, nos illustrissimum Mediolani ducem perpetuo diligamus, astringamusque cum eo nexibus et vinculis charitatis indissolubilibus, immortalibus, ut nihil omnino possit ab ejus benivolentia et charitate quicquam abalienare animos nostros; versentur licet atque immutentur omnes res, amor noster constans erit semper atque incommutabilis. Vale, nosque tibi atque urbem nostram plurimum commenda.

[1] En 1467, à l'instigation des bannis florentins, Venise avait déclaré la guerre à la République. L'armée vénitienne, sous la conduite de Bartolomeo Coleoni, avait menacé Florence, qui avait reçu à propos de Galéas-Marie un puissant secours. Après une bataille indécise près d'Imola, une trêve avait été conclue entre les deux États.

LETTRE DE LOUIS XI À LAURENT DE MÉDICIS[1].

(*Arch. Med.* carteg. av. princip. filza 61.)

Saint-Michel-sur-Loire, 20 août . . . .[2].

Sommaire. — Le Roi prie Laurent de vouloir bien intervenir, pour que le duc de Berry ne parvienne pas à se faire relever, par la cour de Rome, du serment solennel qu'il a exigé de lui.

Cher et amé cousin, nous avons sceu que nostre frère, le duc de Guienne, a envoyé à Romme pour se faire dispenser de nous tenir le serment qu'il nous a fait, duquel nous vous envoyons le double[3]. Et, pourceque avons esté adverty que estes bien amy de nostre Sainct Père[4], nous vous prions que vueillez tant faire envers Sa Saincteté que mondit frère ne obtiengne aucune dispense de ladite matière, et que les gens que, pour ceste cause, il a envoiez par delà ne puissent faire ni beson-

[1] En 1469, Pierre Ier de Médicis avait succombé sous le poids de ses infirmités précoces. Il laissait deux fils, Laurent et Julien. Laurent, l'aîné, avait acquis à Florence plus d'influence encore que n'en avaient exercé son père et son aïeul. Louis XI se lia intimement avec cet homme célèbre. Laurent joua le principal rôle dans les affaires d'Italie; voici comment Commines apprécie l'importance de la maison des Médicis et le caractère de Laurent : « . . . En son cas, qui estoit de marchandise, estoit la plus grande maison que je crois qui jamais ait esté au monde; car leurs serviteurs et facteurs ont eu tant de crédit, soubs couleur de ce nom de Médicis, que ce seroit merveilles à croire. . . Laurent estoit un des plus sages hommes de son temps. » (Liv. VII, ch. v.) Voyez *la Vie de Laurent le Magnifique*, par Fabbronius. Pise, 1784, in-4°. — *Annotations et monuments*, p. 117-119; deux lettres de Louis XI, l'une de 1465, en français, par laquelle il confère à Pierre de Médicis le privilége de porter trois fleurs de lis dans ses armes; l'autre de 1470, en latin, par laquelle il donne à Laurent le double titre de son conseiller et de son chambellan.

[2] La date de l'année manque, mais d'après la teneur de la lettre, et la connaissance de la vie politique du duc de Berry (ou de Guyenne), il nous est possible de rapporter ce document à l'année 1470.

[3] Louis XI, qui avait les motifs les plus légitimes de se défier de la bonne foi de son frère, avait exigé, lors de sa dernière soumission, qu'il s'engageât par un serment solennel sur la fameuse croix de Saint-Laud d'Angers. D'après la tradition populaire, quiconque avait juré sur la croix de Saint-Laud et devenait parjure devait mourir dans l'année.

[4] Le Saint Père était alors Sixte IV, qui, peu d'années après, devint le plus violent ennemi de Laurent.

gner aucune chose; car, en ce faisant, vous nous ferez ung essingulier et agréable plaisir, lequel recognoistrons, ainsi que tous ceux que nous avez faiz par cy devant, quant d'aucunes choses vous requismes.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 60.)

8 avril 1471.

SOMMAIRE. — Le Roi informait ses fidèles alliés de Florence de tous les progrès de sa politique. Les Florentins ne se contentent pas de lui adresser leurs félicitations; ils mettent toutes leurs forces et tous leurs biens à son service.

Cupientibus maxime nobis aliquid certi intelligere de rebus tuis, gloriosissime Rex, Pater nostre urbis, et libertatis Florentine Conservator, et Patrone dignitatis, quod varii rumores ferebantur de his que in Gallia gererentur, comodissime et Albertus Magaloctus, magnificus legatus tuus, intervenit, qui et sapientissimam deliberationem tuam de inferendo bello nos edocuit, et, quemadmodum justum statim inceptum, successus essent dati prosperi, significavit[1]. Fuit id nobis nuntium vehementer gratum; et laudavimus in deliberando consilium et bonitatem tuam; in successibus prudentiam et felicitatem admirati sumus. Necesse profecto fuit, gloriosissime Rex, experiri quandoque vires, ac paci quietique tuorum fortiter consulere. Nisi enim insurrexeris aliquando potentius, atque infregeris ambitionis animos, futurum fuisset ut nunquam non negotiosi Gallorum Reges essent, nunquam non solliciti populi tui, et bellorum implicati curis. Non dubitamus fore, freti sapientia, potentia et felicitate tua, quin brevi e sententia bellum conficias, favente Deo et celicolis omnibus, qui solent justa comitari

[1] Le Roi, après avoir détaché du duc de Bourgogne les ducs de Berry et de Bretagne, avait convoqué à Tours, en 1470, les états généraux, qui s'étaient empressés de casser le traité de Péronne. En conséquence, Louis XI, en 1471, entrait en campagne, et enlevait au duc Roye, Saint-Quentin et Amiens.

arma, et inter commilitones pugnare pro pace, et tutari bonorum causas. Tamen nos, minime immemores benivolentie tue erga nos, tuorumque meritorum, non potuimus quin, petente legato tuo, omnia tibi nostra offerremus. Etsi enim satis superque esse vires tuas ad debellandum certo scimus, est tamen visum pertinere ad nos, qui Regibus Gallis et tibi, pro innumerabilibus in nos urbemque et populum nostrum maximis beneficiis, omnia debemus, minime silere in tanta re. Persevera igitur, felicissime Rex, vince, da tuo regno diuturniorem pacem. Nos, si qua in re adminiculari aliquid, si quicquid usui esse possumus, modo id nobis significes; nullo loco gloriæ Majestatis et Sceptri tui deerimus. Sed nos ideo sumus breviores, quod de mente nostra nostroque studio et voluntate et observantia erga te et Majestatem tuam, Albertus ipse legatus tuus, vel litteris, vel coram, multo apertius, quam nos litteris, renuntiabit. Vale et nos, urbemque et populum nostrum, ut semper fuit, quam commendatissimum habeas.

LETTRE DE LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 15.)

30 juin 1472.

Sommaire. — Le Roi est informé que ses amis de Florence ont perdu Volterra. Il leur apprend que la mort de son frère a amélioré sa position, jusque-là fort critique, et qu'il sera bientôt en état de leur envoyer, s'il en est besoin, de puissants secours.

Lodovicus, Dei gratia, Francorum Rex.

Excellentissimi viri, amici nostri perpetui, salutem. Intelleximus nuperrime Volaterram[1] urbem et alia nonnulla loca a vestra Republica defecisse, et aliquos esse in patria motus bellorum. Quod si sic, miramur primo a vobis nec nuntium neque litteras accepisse rem significantes. Dolemus vero secundo, et moleste ferimus supra quod dici possit, si quod incommodum aut jacturam ferre coacta est ipsa Res-

[1] Voyez, sur la révolte et sur la réduction de Volterra, Ammirato, ad annum 1471-1472; Macchiavelli, *Histoire de Florence*, l. VII, etc.

publica, cum qua utriusque fortune sortem semper communem reputavimus, reputabimusque.

Viguerunt diu dissensiones hoc in regno nostro, et necdum finis. Verum, cum potentissimam bellorum causam e medio subripuerit Altissimus, et vite finem imposuerit fratris nostri, Aquitanie ducis[1], a quo, etsi non justam, causam tamen querele utcunque cœperunt ceteri, licet nobis ea de pace polliceri et regni quiete, que nec hactenus passus est rerum et temporum cursus, vel armis quærenda veniat, vel toga; neque ambigimus quin, favente Domino, undique brevi bene componantur res nostre ac regni nostri. Quod si contigerit, et vobis et Reipublice vestre belli negotia incumbant, existimate ea a nobis auxilia presto vobis, sumptibus nostris, futura vel peditum vel electorum militum, quorum nobis ampla copia est, qualia et tempus et rerum vestrarum conditio exposcent, et vobismetipsis petienda a nobis videbuntur. Nec alia ex causa delatorem presentium ad vos mittimus, nisi ut sciamus quo in statu res vestre sint, et si aliquo a nobis indigent auxilio, vel favore.

Bene valete.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 60.)

1er juillet 1472.

Sommaire. — Les Florentins ont appris, par le duc de Milan, tout l'intérêt que leur porte le Roi. Si Volterra est réduite à leur obéissance, ils le doivent surtout aux excellentes troupes que Galéas-Marie a envoyées à leur aide. L'ordre est rétabli et la paix règne dans l'État.

Nec novum nec insperatum quicquid nobis Galeazus Maria, Mediolanensis dux illustrissimus, socius noster, significavit, gloriosissime Rex, Pater nostre urbis : te scilicet, ista defectione Volaterranorum, qua nos, superioribus diebus, capere arma necesse fuit, et tutari dignitatem po-

[1] Le duc de Berry mourut en 1472, non sans de graves soupçons d'empoisonnement.

puli nostri, non alio animo fuisse quo semper fueris in nos urbemque et populum Florentinum; nec alio, quo consueverint semper Gallorum Reges, qui curarum, laborum, periculorum nostrorum nunquam esse expertes voluerunt. Scribit ergo ad Mediolanensem ducem Sfortia Bettinus, legatus ejus, te, si fuisset opus et per tua bella licuisset, magna auxiliaria arma fuisse ad nos missurum. Quod nos profecto maximi facimus; tanta est enim auctoritas tua tuorumque armorum, ut, nisi obstinatissimi Volaterrani fuerint, verbis tantum reducere in viam aberrantes debueris; quanquam illi quidem pertinacius rebellantes arma, et nostra, et socialia, et auxiliaria, et urbis eorum expugnationem et direptionem expectaverint. Misit enim ad nos Summus Pontifex auxilia; misit Mediolanensis dux; et Federicus Urbinus, fœderis nostri capitaneus, bellum summa prudentia administravit. Ergo brevi victi Volaterrani venerunt in nostram potestatem. Inter omnes maxime enituit Sfortianorum virtus, quos misit Mediolani dux; qui quidem profecto principis sui mentem animumque fortissimum et benevolentissimum in Volaterranum bellum attulerunt. Pugnabat omnibus locis illa manus; nihil ad machinas, nihil ad muros, nihil ad commeatus, nihil ad excursiones, nihil ad insidias, nihil ad impetus aliquos gerebatur, ubi non ducalis Sfortianus miles interesset. Illorum igitur maxime opera belli administrator et dux militie, Federicus Urbinus, Volaterram, urbem munitissimam, situ inaccessibilem antehac, vigintiquinque diebus vicit, et redegit in ditionem nostram. Jam omnia tranquilla sunt; neque causa ulla est cur de nobis aut dignitate nostra, quod egregie defensa est, sollicitus ut sis amplius oportet. Eamdem nos fortunam in rebus tuis desideramus, et nos tibi, urbemque et populum nostrum, Beneficentissimo Regi, Clementissimo Patri, Perpetuo Defensori, plurimum commendamus. Vale.

RÉPONSE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 60.)

30 juillet 1472.

SOMMAIRE. — Affaire de Volterra. Remercîments au Roi.

Intellexeramus de mente animoque tuo, gloriosissime Rex, Pater nostre urbis, in hac Volaterrana defectione idem fere, quod nunc scribis, ex litteris Galeazi Marie, illustrissimi Mediolanensis ducis, socii nostri, et quem nos coniunctissimi fratris loco diligimus; atque ad te scripseramus et pro tempore egeramus gratias. Sed non satis tibi fuit, nisi amorem illum tuum et charitatem erga nos, propriis litteris et nuntiis significares. Nos nihil novi, neque tunc a Mediolanensi duce accepimus, neque modo et litteris et nuntiis tuis, de benivolentia tua in nos atque urbem nostram intelligimus. Satis jam superque periculum est factum, quanti nos atque urbem nostram facias; nihil opus est pluribus testimoniis, ut fides sit Florentino populo te non alio prosequi amore Civitatem nostram, quam si tua esset, non preter naturam Gallorum Regum, a quibus, per omnia tempora, tot ac tanta beneficia accepimus, ut, si Galli essemus, omnes si nati altique in medio tuo regno et in tua aula simus, plura aut majora nequiverimus. Repentina res Volaterrana fuit; neque tempus tulit ut ad auxilia tua, etsi re presentia, tamen locorum intervallis longinquiora, confugeremus. Summus Pontifex, Sixtus quartus, Galeaz Maria, Mediolani dux, et ceteri socii atque amici, et nostre cause equitas auxiliorum satis attulerunt; et, brevi contusa Volaterranorum superbia, venerunt in nostram potestatem, ut ad te scripsimus superioribus diebus. Quod de successibus rerum tuarum et legimus in tuis litteris, et ex tuo nuntio audivimus, magno nos gaudio extulit, ut puta, qui felicitatis tue venire nos in partem existimemus. Deum ergo oramus Clementem, Omnipotentem, ut secundet tibi omnia tua cœpta, confirmet regnum et stabiliat pacem et tuam gloriam, que gloria sit Divine Maiestatis, quia excellentissimam, quia amplissimam efficiat. Vale.

LETTRE DE LOUIS XI À LAURENT DE MÉDICIS[1].

(*Arch. Med.* carteg. avant. princip. filza 61.)

Amboise, 19 juin 1473.

Sommaire. — Louis XI charge Laurent d'une négociation délicate et de la plus haute importance : il proposera secrètement, en son nom, au roi de Naples, Ferdinand d'Aragon, un mariage entre sa fille et le dauphin; Louis abandonnera la maison d'Anjou; Ferdinand agira de concert avec Louis contre la maison d'Aragon d'Espagne.

Magnifice vir, affinis noster carissime.

Non possumus non letari, cum benevalere vos, et vestra omnia bene esse sentimus. Rediit nuper ad nos e Roma dilectus consiliarius noster, *Monseigneur Louis d'Amboise,* qui, cum iter per Florentiam fecerit, abinde retulit prospera vobis omnia succedere; quod profecto nobis admodum voluptati fuit; addiditque quantum a vobis perhumaniter exceptus fuerit, quamve interrogatus diligenter et summo cordis affectu de his, que nostra sunt, et nostra et regni nostri commoda concernunt : quod, etsi factum sentiamus non preter solitum, habemus tamen quas possumus gratias ingentiores Prestantie Vestre, que ita, omni tempore, solicitam se prebeat rerum nostrarum; quas sibi et amicis cordi non dubitamus, tametsi quis hortatus fuerit nos, ut rem majori experimento comprobaremus; sed vobis erga nos integram illam servabimus opinionem, quam gessimus semper, et verba et rerum effectus comprobavit.

Ceterum facit illa, quam semper erga nos gessistis, benivolentia, ut que nostra intersunt libenter vobiscum comunicemus. Relatum fuit nobis, superioribus mensibus, Regem Ferdinandum tractasse, ut filia sua primogenita[2] matrimonio jungeretur moderno duci Sabaudie[3], cum dote trecentum millium ducatorum; sed rem adhuc esse imperfectam. Ex quo,

[1] Cette lettre de Louis XI, et la réponse de Ferdinand, roi de Naples, ont déjà été publiées par Fabronius (*Laurentii Magnifici vita,* Pise, 1784. *Annotationes et monumenta,* p. 66-70). Nous les publions, après Fabronius, qui ne paraît pas en avoir compris la portée politique.

[2] La fille aînée de Ferdinand de Naples est Béatrix, mariée à Mathias Corvin.

[3] Le nouveau duc de Savoie était Philibert le Chasseur, qui succéda à son père, Amédée IX, en 1472.

mente revolventibus nobis quid potius bono et commodo ipsius Regis et nostro conveniret, illud videtur potissimum, ut invicem nos et illum ligaret aliquod matrimonii vinculum; quo circa, in hanc sententiam et deliberationem venimus, quod contenti essemus quod filia sua delphino Viennensi[1], primogenito nostro, nuberet. Quod per vos eidem Regi notum fieri vellemus, et fieri inde certiores de mente sua circa hoc; et, si negocium aggredi intendit, quam dotem filie se daturum dicet, quamvis ab ipso potius, quam dotis summam (quantitatem cujus rei loco et tempore vestromet verbo stabimus), veram amicitiam et confederationem perpetuam expeteremus; que, si contra quoscunque inimicos suos, ac presertim contra domum Andegavensem, que nobis etiam infida fuit et est[2], adjumento et favori erit, speramus etiam quod, hac conjunctione, mediante, Rex ipse contra Regem Arragonum[3] nobis prestabit auxilium et favorem; et amicus erit amicis nostris, et inimicus inimicis. Que omnia vobis aperienda duximus his nostris, tantum ut, quam primum habita comunicatione harum omnium, cum Rege ipso, vestro medio, aut illorum quibus onus per vos demandatum erit, quantocius fieri poterit, certiores fiamus de his que intendit et sentit Rex ipse super hec. Que si Majestati Sue convenire videbuntur, ut executioni mandentur dabitur opera; et oratores nostros Florentiam mittemus, vel in regnum suum, pro conclusione terminanda; qua habita, poterit et ipse suos transmittere ad nos visum filium nostrum primogenitum, et ad alia exequenda que occurrunt. Et gratum esset quod, tam pro his, quam pro aliis nonnullis negociis, que nobiscum comunicanda sepe veniunt, ad nos aliquem ex vestris mitteretis, qui saltem, certo tempore, apud nos esset. Habebit opportunitatem eundi et redeundi; sed hunc vellemus premonitum ne alicui se committat ex magnatibus et dominis de sanguine nostro, sed nobis tantum.

[1] Ce dauphin sera le roi Charles VIII.

[2] La maison d'Anjou, sans en excepter le roi René, oublieuse de l'intérêt que Louis XI avait porté au succès de son expédition de Naples, était entrée dans les deux ligues formées par les seigneurs contre ce monarque.

[3] Ce roi d'Aragon était Jean II, frère du roi Alfonse V, dont Ferdinand de Naples était le fils naturel. Il considérait donc le roi Jean II comme son oncle.

Postremo que oblectant non obmittemus. Rogamus igitur vos ut aliquem canem ex vestris a vobis dono habeamus, et, etiam si unum mittas, satis erit, dummodo pulcher sit; quem vestro amore apud personam nostram et cameram servari faciemus[1].

RÉPONSE DE FERDINAND DE NAPLES, ADRESSÉE À LAURENT DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 137.)

Château neuf de Naples, 9 août 1473.

SOMMAIRE. — Ferdinand refuse une alliance qui dépasse les prévisions de son ambition, par la raison qu'il ne peut, sans se déshonorer, s'engager à porter les armes contre son oncle le roi d'Aragon.

Magnifice vir, amice noster carissime.

Etsi tanto in nos amore esse jampridem vos intellexerimus, ut nulla preterea testificatione opus sit, quin exaltationem nostri Status et nominis semper optaveritis; tamen littere ee quas nuperrime accepimus, et ea que Augustinus Beliottus retulit, ita nobis amorem ipsum significarunt, ut omnino difficillimum nunc quidem videatur judicare, utrum ab Alfonso ipso, filio nostro, magis vel amemur, vel veneremur, quam a Laurentio, qui et amantissimus nostri est, et officii plenissimus. Facitis itaque ut amicum amicissimum decet, qui nobis conditionem proponatis, que honori et commodo nostro factura sit maximam accessionem, dum fedus feriendum, et iniendam esse affinitatem cum Rege Maximo Francorum, dandamque filiam nostram filio ejus primogenito uxorem suadetis, ut ipse suis ad vos litteris scribit. Qua de re tantum non vobis debere profitemur, quantum ut cupimus persolvere, ita posse optamus. Sed, ut nostram mentem aliquando intelligatis, esset sane nobis non modo gratum, sed quam optatissimum etiam cum Rege ipso fedus percutere inireque affinitatem, quem, ut nobilissimo genere,

[1] Ce dernier paragraphe, qui termine une lettre si grave, rappelle et justifie cette boutade de Chastellain, parlant de la cour de Louis XI: « L'enseignement de royalle court estoit que court devoit estre plus parée de chiens pour déduit, que d'hommes pour vertu..... et sembloit que chiennerie estoit du logis. »

ita amplissimo regno, primum esse in toto orbe non ignoramus. Sed, quandô éis condicionibus res ipsa proponitur, quam, cum integritate honoris nostri, accipere nullo modo possimus, causa est cur molestissime feramus. Etenim, non modo adversus Serenissimum Regem Aragonum, patruum nostrum, nos unquam colligare, sed ipsi deesse tam iniquum putamus, ut prius mori statuamus, quam id simus facturi, vel quod ita ejus in nos beneficia postulant, vel quod pietas nostra in illum tanta est, ut nobis ipsis deesse, quam illi equius putemus; neque movere nos debet quod Rex ipse pollicetur, si condicionem acceperimus, futurum se hostem familie Andegavensi. Ille enim jure optimo et posset et deberet id facere, propter Andegavensium ipsorum perfidiam, eorumdemque in eum inimicitias; at ego immanitate ac potius feritate adductus videbor, si patruo defuero; cui adesse saltem ratione familie, quando cetera arctiora vincula deessent, semper debebo, nisi is esse voluerim qui meis desim, ut adsim externis. Quamobrem quod, ad iniendam affinitatem fedusque, Rex ipse paciscitur ut ego patruo meo adverser atque sibi faveam, equius sanctiusque fuisset, si se, affinitatis ipsius gratia, fauturum mecum patruo meo dixisset; visusque esset cum pro sua humanitate agere, tum affinitatem hanc familie mee commodo potius quam ejusdem incommodo desiderare, et honoris mei habere rationem. Impedit etiam hec non minus ictum fedus et societas que nobis est cum Illustrissimo Burgundie duce[1], quam, ut optatissimum fuit inire, ita nunc tueri esse debet jucundissimum. Ex quo fit ut, nisi Rex ipse cum illo etiam principe in pace victurus sit, perducere quo velle se ostendit negotium non poterimus. Ita enim equitatis amatores, fidei nostre observatores sumus, ut hanc omnibus nostris commodis preponamus. Honorem autem nostrum tanti facimus, ut non modo res ceteras, verum etiam regnum universum nostrum amittere, et capitis subire periculum malimus, quam ex eo ipso honore quicquam imminui patiamur. Verum, si Rex ipse facturus est quod ejus alioquin humanitatis officium fuerit, ut neque in patruum

[1] Le célèbre Charles le Téméraire.

nostrum, neque in ducem, amicum, socium et fratrem, bellum sit habiturus; sed vires suas in Fidei hostes versurus, ex quibus gloriam atque triumphum honestius possit referre, non modo affinitatem societatemque annuemus, sed pollicebimur nos omnia facturos que vel honori vel commodo ei futura intelligemus. Neque vero Regi ipsi egre ferendum est, si fidem datam honoremque ac familie nostre imperium non minui aut labefactari velimus. Quandoquidem si aliter faceremus, neque ipse in nobis spem reponere aut fidem habere conveniens foret, quem scimus etiam non ignorare gerenda esse bella in eos a quibus injuriam acceperit; nos autem qua injuria provocemur, aut ab Rege, patruo nostro, aut ab Illustrissimo Burgundie duce, quis est qui ignoret? Quod si regnum ipse habere potest tranquillum et ociosum, simul Deo Immortali gratias agere, eumdemque precari ut tale semper habere liceat, simul eo contentus esse debet; ne, si aliud appetat non suum, violare jus videatur humane societatis. Quamobrem suadere vos Regi poteritis honestissimas conditiones; quas si accepturus est, accipiemus nos quas ille nobis proponit. Proinde date operam ut persuadeatis; ita enim nos vobis obligaveritis, ut, qui nunc magnum quiddam vobis debemus, perfecta re, infinitum simus debituri. Reliquum est, si quid vestra causa efficere possumus, licet utimini facultate nostra, quoad nostre vires patientur.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 60.)

17 août 1474.

Sommaire. — Les Florentins, menacés de la famine, ont recours au roi de France.

Sumus in maxima caritudine annone, ob anni intemperiem. Necesse est ut amicorum imploremus opem, qua hanc difficultatem leniamus. Ex omnibus autem nemo est ad quem confidentius confugiamus, et de quo nos plura nobis, ex ante actarum rerum experientia, polliceamur. Quid autem opus sit nobis, qui deferet ad te has litteras nostras ex-

plicabit. Majus beneficium in deditissimam tibi civitatem conferre non potes, quam succurrere egestati victus, ac suppeditare Florentino populo alimenta, qui totus tuus est, istique Corone et glorie addictissimus. Vale.

MISSIONS EN FRANCE DE NASI, D'ACCIAJUOLI, DE MANETTI.

AFFAIRES COMMERCIALES[1].

1473—1477.

ANALYSE.

14 octobre 1473. — Un navire chargé de numéraire et de riches marchandises, appartenant à Laurent de Medicis, a été capturé par Colombo, capitaine de la marine du Roi. Un ambassadeur sera envoyé en France, pour porter les réclamations et les plaintes de la République.

18 novembre 1474. — La République recommande au Roi Francesco Nasi[2], chargé de ses réclamations.

28 février 1475. — Mission de Donato Acciajuoli[3], chargé de remplacer Francesco Nasi.

27 juin 1475. — La République laisse éclater toute sa reconnaissance, à la nouvelle que, sur les instances d'Acciaiuoli, le Roi a donné l'ordre que le navire capturé fût restitué aux Florentins.

25 octobre 1475. — Le Roi avait demandé à la République de vouloir bien admettre sur ses marchés les draps des manufactures de Perpignan. Les Florentins ne peuvent consentir à l'importation de draps étrangers; c'est cette industrie qui fait vivre le peuple de Florence : « Eget enim populus noster « hujusmodi adminiculis, ut necessitati victus possit satisfacere. Excrevit enim « majorem in modum, et multe artes, unde sibi victum parabat, imminute « partim, partim disseminate per vicina loca, multo minus alimenti prebent quam

[1] Nous croyons devoir donner une rapide analyse de ces documents, parce que, d'après le mérite des ambassadeurs que la République désigna dans ces circonstances, il est facile d'apprécier quelle importance elle attachait à la prospérité de son commerce.

[2] Francesco Nasi était un des citoyens distingués de Florence; en 1492 il fut gonfalonier de justice.

[3] Voyez sur Donato Acciajuoli les notices biographiques placées au commencement du règne de Louis XI.

«soleant.» De là la nécessité de prohiber l'importation. Le Roi, qui aime les Florentins, ne leur saura pas mauvais gré de maintenir cette prohibition [1].

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 23.)

8 juillet 1476. — Instruction de la République à Manetti [2]. Il est chargé de poursuivre le règlement d'affaires que Donato Acciajuoli avait traitées avant lui, mais qu'il n'avait pu terminer. Les instructions sont conçues dans des termes trop vagues pour nous éclairer sur la nature de ces affaires.

2 octobre 1476. — Il semble que Manetti ait réussi dans sa mission. Il ne revint toutefois que le 27 juillet 1477 [3].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 69.)

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 70.)

30 mai 1477.

SOMMAIRE. — Charles le Téméraire avait été tué, le 5 janvier 1477, devant Nancy. Louis XI avait fait part de cette grande nouvelle aux Florentins, qui lui adressent, à ce propos, leurs félicitations.

Quod antea vulgarissima fama attulerat de felicitate et clarissimis rebus gestis tuis, et intelleximus modo litteris ad nos tuis, et Laurentius Medices, jussu tuo, copiosissime explicavit. Cumulatissima

[1] Le Roi ne pouvait en vouloir aux Florentins de ce qu'ils respectaient les règlements qu'ils avaient établis; car lui-même refusait, malgré la prière de Laurent, d'ouvrir aux galères de la République les ports du Languedoc, avant d'avoir consulté les États de ce pays; parce que, aux termes du privilége qu'il a octroyé aux États, «Nulles galères estrangères ne peuvent arriver ni descendre audit pays.» (*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 47.)

[2] Voyez sur Manetti les notices biographiques.

[3] Nous mentionnons ici deux lettres de la République à Louis XI, l'une du 11 juillet 1478, l'autre du 2 mars 1479, toutes deux en faveur de Francesco Capponi; l'objet de ces lettres était de maintenir Capponi dans la jouissance de son privilége relatif à l'exploitation et à la vente du sel. «Non possumus non rogare, ut Franciscum in rationibus suis *firme* et *tiragii* salis confirmes.» La République réussit dans sa démarche. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 70). La maison Capponi avait en France sa résidence principale à Lyon; elle conserva le privilége de la vente du sel pendant le XVIe siècle.

tandem reddita est voluptas nostra et gaudium talibus litteris et explicatione tali; neque verba habemus aliqua, quibus vel exprimere cordium letitiam, vel agere tibi, pro ista admirabili humanitate in nos tua, gratias possimus. Quod reliquum est, et quod poterimus faciemus; habemus Clementissimo atque Omnipotenti Deo gratias pro tantis successibus; atque ejus incomparabili majestati supplicabimus, ut te vadentem per populos et nationes istas comitetur[1]; neque quicquid a te fiat sine ejus numine. Ad nos quoque multum pertinet ista victoria tua, atque ista excellentissima gloria; qui, per omnia superiora tempora, ut varii casus tulerunt, a progenitoribus tuis ingentia beneficia accepimus. Et restauratio urbis nostre, quondam a Carolo facta, facit ut Gallorum Reges auctores et urbis et populi existimemus. A te seorsum tot tantaque collata sunt in populum Florentinum, ut plura aut majora desiderare non possimus, nos, urbs et populus. Vale.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 70.)

11 octobre 1477.

Sommaire. — Nouvelles félicitations et nouvel hommage de reconnaissance au Roi, qui, à mesure que sa fortune grandit, se montre plus bienveillant pour les Florentins.

Reversus ad nos, Rex Invictissime et Gloriosissime, Angelus Manettus, quem ad te legatum miseramus, admiranda quedam de virtute felicitateque tua renuntiavit; imprimis autem de humanitate tua in omnes, in nos seorsum de benivolentia quadam et caritate pene incredibili, quo animo, qua voluntate sis erga nos et Civitatem nostram et nationem omnem Florentinam. Neque difficile fuit ut persuaderet; quippe qui quotidie clarissima documenta percipiamus veri amoris tui et paterne beneficentie ac pietatis. Fuit Civitas ista nostra, jure quodam hereditario addicta Regibus Gallorum. Sed, hoc tempore profecto, Victorio-

[1] Le Roi se donnait alors beaucoup de mouvement pour réunir à la couronne la Bourgogne, l'Artois et la Picardie.

sissime Rex, tanta accessio facta est observantie nostre et cultus erga te, ut addi jam ad cumulum nihil possit. Beneficiorum autem acceptorum tantum possumus esse memores; nullam referre gratiam valemus. Superant illa quidem, tum magnitudine, tum numero, vires omnes nostras referende gratie. Ceterum, cum his litteris, mittunt ad te mercatores quidam nostri Bernardum Bardium, civem et ipsum nostrum; ipse, cur mittatur, coram apperiet. Te etiam atque etiam plurimum rogamus, ut in dandis beneficiis nobis perseveres. Nos et Civitatem nostram Majestati Tue commendamus.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE AUX VÉNITIENS.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 70.)

7 février 1478.

SOMMAIRE. — La République félicite les Vénitiens, dans leur propre intérêt et dans l'intérêt de l'Italie, d'avoir conclu la paix avec le roi de France.

Leto admodum animo intelleximus vos cum Christianissimo Rege Gallorum fedus percussisse, atque habuisse in primis rationem societatis nostre. Gratulamur ergo vobis, qui tanti principis, tam potentissimi Regis vobis conciliaveritis amicitiam. Quocum nos quoque semper conjunctissime viximus, et innumera ab eo beneficia sepe suscepimus. Pluribus ergo de causis isto novo federe letamur. Atque illa est imprimis, quod hoc quoque facere ad Italie pacem conservandam plurimum judicamus. Valete.

CONJURATION DES PAZZI.

Le Saint-Siége était occupé par Sixte IV. En 1474 Laurent de Médicis avait envoyé quelques secours à son ami Niccolo Vitelli, assiégé à Citta di Castello par le Pontife. L'intervention hostile de Laurent causa à Sixte IV le plus vif mécontentement. Lorsque, en 1475, les Florentins renouvelèrent leur alliance avec le duc de

Milan et la république de Venise, le Pape refusa d'y donner son adhésion, et se ligua avec Ferdinand de Naples.

Trois ans après, en 1478, éclatait à Florence, contre Laurent et Julien de Médicis, la conjuration des Pazzi.

La puissante famille des Pazzi était jalouse de l'influence des Médicis; Jacopo, chef de cette maison, entra, quoique à regret, dans la conspiration, dont l'âme était son neveu Francesco, le meurtrier de Julien de Médicis. L'archevêque de Pise, Francesco Salviati, créature du Pape, le comte Girolamo Riario, neveu de Sixte IV, et son petit-neveu, le jeune cardinal Raffaello Riario, figurèrent dans cet exécrable complot qui reçut son exécution le 26 avril, jour de Pâques, dans l'église de Santa Maria del Fiore, au moment de l'élévation. Laurent échappa au poignard des assassins qui n'avait pas épargné son frère; il garantit contre le ressentiment du peuple le cardinal Raffaello. L'archevêque de Pise fut pendu aux fenêtres du palais de la Seigneurie, et tous les Pazzi furent mis à mort ou exilés. A la nouvelle du mauvais succès de la conjuration, Sixte IV ne se contint plus : il jeta l'interdit sur Florence, excommunia Laurent et les principaux magistrats, et entraîna Ferdinand de Naples dans une guerre sanglante contre les Florentins.

Se reprochant d'être la cause unique des malheurs qui désolaient sa patrie, Laurent partit pour Naples, le 5 décembre 1479, et vint se confier lui-même à la générosité du roi Ferdinand, qui, touché de sa grandeur d'âme, le renvoya, le 6 mars, à Florence, porteur d'un traité d'alliance.

Privé de l'appui du roi de Naples, le Pape voulut persister seul dans son entreprise; mais la prise d'Otrante par les Turcs et les vives représentations des puissances chrétiennes l'engagèrent enfin à se réconcilier avec les Florentins (1480).

La paix définitive ne fut conclue, et la ligue italienne ne fut de nouveau formée, que le 12 décembre 1482.

En 1483 tous les États de la ligue s'engagèrent à protéger le duc de Ferrare contre les Vénitiens, qui soutinrent seuls le poids de la guerre et la terminèrent à leur avantage, en 1484, par le traité de San Zèno.

Pendant ces troubles de l'Italie, quelle était la politique de la France?

En 1475, Galéas Sforza abandonnait Louis XI pour Charles le Téméraire. Mais, l'année suivante, le roi de France reprenait son ascendant sur le Milanais. Le duc Galéas mourait assassiné, le 26 décembre 1476, et son fils, Jean Galéas, âgé de huit ans, lui succédait, sous la tutelle de sa mère Bonne de Savoie. Louis XI ne pouvait plus compter sur le concours de cet État, désormais affaibli par des discussions et des guerres de famille, et qui ne devait trouver un repos honteux, qu'en tombant, en 1480, sous la domination tyrannique de Ludovic le More, oncle du jeune duc.

Aussi l'habile monarque s'empressa-t-il, en 1477, de conclure un traité direct d'alliance avec les Vénitiens, afin de conserver sa prépondérance dans le nord de l'Italie.

Quant à ses rapports avec Florence, ils furent tels que la République dut lui en garder une vive reconnaissance. Son amitié pour cette ville, si constamment dévouée à la France, ne se démentit pas; dans son traité avec Venise il stipula pour elle aussi bien que pour lui; il épousa sa querelle, après l'attentat des Pazzi, et ne cessa de négocier énergiquement en sa faveur auprès de la cour de Rome. Dans la ligue italienne, formée à Rome en 1482, il est cité comme le premier des alliés de la république Florentine [1].

LETTRE DE LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE [2].

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 25.)

Arras, 12 mai 1478.

Sommaire. — Le Roi exprime la douleur et l'indignation que lui a causées l'attentat des Pazzi. Il considère ce crime comme un crime de lèse-majesté; il envoie le seigneur d'Argenton à Florence pour veiller, dans ce moment de crise, aux intérêts de ses bons amis.

Carissimi et grandi amici, noi abbiamo di presente saputo il grande et inumano oltraggio, obbrobrio, ingiuria che, non è molto, furono fatte, tanto a Vostre Signorie, come alle persone de nostri carissimi et amati cugini Lorenzo e Giuliano de' Medici, et a loro amici, parenti e servidori, et allegati per quegli del banco, e delle alleganze de' Pazzi, et così la morte del nostro detto cugino Giuliano de' Medici. Donde

[1] Voyez, sur la conjuration des Pazzi et sur la guerre qui en fut la suite, tous les historiens de l'Italie, Ammirato, Macchiavelli, Sismondi, etc. et spécialement la légation d'Alamanno Rinuccini à Rome, 1475-1476, dans les *Memorie di casa Rinuccini,* publiés par Ajazzi, Florence 1844; et *Conjuratio Pactiorum,* année 1478, *illustrata a Joh. Adimari,* in-4°, Naples 1769. Voyez aussi, dans Fabronius (*Vita Laurentii,* vol. Ier, *Annotationes et monumenta,* p. 111), le sénatus-consulte qui proscrit et flétrit la famille des Pazzi, et les autres pièces relatives à cette importante affaire.

[2] Cette lettre a été publiée par Angelus Fabronius (*Vita Laurentii de Medicis, Annotationes et monumenta,* page 119). Nous croyons pourtant devoir la reproduire, parce qu'elle ouvre la série des importantes négociations que la France a poursuivies en Italie, après l'attentat de 1478.

noi siamo stati e siamo così dispiacenti, come di cosa che ci potesse advenire. Et, perciò che lo onore vostro et il nostro v' è stato tanto grandemente offeso, et perchè e' Medici sono nostri parenti et amici et conlegati, et perchè noi reputiamo il detto oltraggio et la morte del nostro detto cugino Giuliano essere di tale effetto, che se fosse fatto e commesso nella nostra propria persona, et per questo tutti i detti Pazzi criminosi lese majestatis; noi per niente vorremo sofferire che la cosa restasse impunita, ma desideriamo di tutto nostro cuore ne sia fatto punitione e correzione, per exemplo di tutti gli altri. Et abbiamo pensato di mandare verso Vostre Signorie il nostro amato e fedele consigliere et cameriere, el signor *d'Argenton*, siniscalco del nostro paese de Poitou [1], che è oggi uno degli uomini che noi abbiamo, nel quale abbiamo maggiore fidanza, per farvi sapere bene a lungo la nostra intenzione; che vi dirà, e esporrà più cose toccante questa materia. Preghiam' voi che, di tutto quello vi dicè da nostra parte, che gli vogliate credere, e prestargli attenta fede, quanto voi faresti alla nostra persona, perchè con questa intenzione velo mandiamo, pregando Iddio, carissimi et grandi amici, che vi tenga in sua santa guardia.

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 70.)

23 août 1478.

SOMMAIRE. — La République remercie le Roi de la protection qu'il lui accorde. Éloge du seigneur d'Argenton (le célèbre historien Philippe de Commines) [2].

Inter innumera et immortalia beneficia Tue Christianissime Majestatis in nos et Civitatem omnem, et Nationem nostram imprimis est, quod

[1] Ph. de Commines, l. VI, ch. v, et l. VII, ch. v.

[2] Commines, dans le livre VI de ses Mémoires, chapitre v, rend compte de son ambassade à Florence, après la conspiration des Pazzi; il termine ainsi : « La faveur du Roy leur fit quelque chose, mais non pas tant que j'eusse voulu; car je n'avois armée pour les ayder. Je demouray audit lieu de Florence un an, ou en leurs territoires, et bien traicté d'eux et à leurs dépens, et mieux le dernier jour que le premier. »

ad nos magnificum atque illustrissimum dominum *d'Argenton*, consiliarium tuum, misisti oratorem. Que res rebus nostris multum attulit favoris, et dignitatem multum ornavit. Vir est, quantum nos cognoscere potuimus, maximi animi et rare virtutis, et dignus qui ametur a Majestate Tua, et habeatur carus. Redit modo ad te, functus apud nos sua legatione. Ex eo Christianissima Majestas Tua, quo res loco sint nostre, melius multo intelliget, quam nos scriberemus; hoc tantum dixerimus : omnis spes nostra reposita est in favoribus Tue Majestatis. Insurgunt in nos isti nostri crudelissimi hostes, et multa succedunt, quia sunt adorti improvisos. Vale.

LETTRE DE LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 25.)

Plessis-lez-Tours, 14 septembre 1478.

SOMMAIRE. — Envoi de deux ambassadeurs en Italie pour régler le différend de la République et du Saint-Siége[1].

Nuper certas litteras vobis scripsimus, quibus, inter alia, cavebatur quod, causis et considerationibus in illis exaratis, novos oratores nostros ad Sanctissimum Dominum Nostrum Papam, et carissimum consanguineum nostrum Regem Ferdinandum, et Comunitatem vestram Excelsam Florentinam, carissimumque consanguineum nostrum Laurentium de Medicis, ac ceteros vobis conligatos, infra tunc breves dies delegaremus, quod in presentiarum destinavimus : videlicet dilectos et fideles conciliarios nostros Guidonem d'Arpajon, militem et çambellanum nostrum, dominum et baronem *d'Arpajon*, et Antonium de Morlhone, legum doctorem, dominum de Castro Marmo, in curia nostra parlamenti Tholose presidentem, cum instructionibus debitis et potes-

[1] Voyez dans Fabronius (*Laurentii Magnifici vita*, vol. I, *Annotationes et monumenta*, p. 121 et suiv.), la bulle de Sixte IV contre Laurent de Médicis, après l'attentat des Pazzi; la réponse de Laurent; le manifeste du synode de Florence, rédigé par Gentile, évêque d'Arezzo, etc.

tate sufficienti ad assumendum, nomine nostro, ad et per modum boni arbitri, arbitrationis amicabilis compositoris et pacis tractatoris, remissionem et submissionem difinitionis judicii, et determinationis questionum, differentiarum, dissentionum, guerrarum, injuriarum, damnorum et interesse pretensarum existentium inter prefatum Sanctissimum Dominum Nostrum Papam, et Regem Ferdinandum, ex una, Vosque et Comunitatem vestram, et alias potentias sibi alligatas, ex altera; si Sanctitati Sue et dicto Regi Ferdinando, Vobis et Comunitati vestre, ut aliis partibus, placuerit consentire, et nobis dictas questiones remittere, prout plenius dicti oratores nostri vobis explicabunt. Vos instanter deprecando ut ipsis oratoribus nostris, vobis caris, fidelibus et hujus rei amatoribus, dignemini fidem plenariam attribuere, et in explicandis per eos ex parte nostra intendere. Valete in Domino, qui vos conservet.

LETTRE DE LOUIS XI À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 25.)

Plessis-lez-Tours, 1er novembre 1478.

SOMMAIRE. — Nouvelle ambassade en Italie, pour assurer un accommodement entre le Saint-Siége et la République.

Cum ad pacem et quietem Italie semper proclivi fuerimus, et hoc maxime tempore, cum intelligamus immanissimum Turcum in foribus pene ipsius residere, timentes ne, ex dissentionibus, in provinciarum ibidem contentis via ipsi inimico aperiatur, decrevimus totis viribus et omni nostro ingenio conari, quod hujusmodi discordie sedentur et componantur, cum maxime etiam id honori et debito conveniat. Quapropter, ut hic sancto operi forma detur, destinavimus oratores nostros Guidonem de Arpajon, militem, vicecomitem de Glantrico, baronem et dominum *d'Arpajon*, çambellanum nostrum, Antonium de Morlhone, alias de Sancto Vinituriano, legum doctorem, dominum de Castro Marmo, in curia parlamenti Tholose presidentem, Johannem

de Arcanis, militem, vicecomitem et dominum Ampricio, çambellanum nostrum, magistrum Antonium de Commino, legum doctorem, dominum de Serra, inditor ordinarius senescalie Carcassone, Johannem Desberi, utriusque juris professorem, dominum de Sancto Cosma, et alios eorum collegas; qui in primis ad illustrissimos duces Mediolanni accedent, postmodum ad vos, magnificumque consanguineum nostrum carissimum Laurentium de Medicis, et Venetos, si comode poterunt; deinde ad Patrem Nostrum, Summum Pontificem, et successive ad Illustrissimum Regem Ferdinandum, exponentes nonnulla nostro nomine vobis. Rogamus vos, ut eis plenam fidem adhibeatis, velitisque, e latere vestro, hinc nostro pro pacis desiderio inclinare, quam semper tractari pariter, et concludi voluimus cum honore vestro, et totius illustrissime lige, et cum salute status ejus, ut ex verbis prefatorum oratorum nostrorum plenius intelligetis. Et bene valete, carissimi et spectabiles amici.

INSTRUCTIONS DONNÉES PAR LOUIS XI À SON AMBASSADEUR AUPRÈS DU SAINT-SIÉGE.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 86.)

Novembre 1478.

Sommaire. — Progrès menaçants du Turc. Nécessité pour la Chrétienté d'unir ses forces, afin de le combattre. Démarches actives pour rétablir la paix entre tous les États chrétiens, et, à cet effet, réunion d'un concile général à Lyon.

Affaire de Florence. Le roi s'afflige du conflit qui s'est élevé entre le Saint-Siége, que la France a toujours vénéré et défendu, et les Florentins, qu'elle considère comme Français. Les forces de Florence et de Venise, son alliée, sont détournées, par la guerre funeste que le Pape a suscitée, de leur but véritable, qui est la défense de l'Italie. La ligue italienne, si solemellement jurée, est rompue par le Pontife, qui est le vicaire du Dieu de paix. Sur les événements de Florence, le roi demande une enquête; il sollicite un accommodement, ou, du moins, une trêve, jusqu'à ce que le concile, qui doit être convoqué à Lyon, ait prononcé sur cette affaire, qui intéresse toute la Chrétienté.

DE PAR LE ROY,

Premierement, faite la présentation de leurs lettres, la salutation et

révérence accoustuméez, diront, en l'exposition de leur créance, comme le Roy Tres-chrestien, Notre Souverain Seigneur, désirant tousjours le bien, honneur et prospérité de nostre dit Saint Père et du dit Siége Apostolique, et la tuicion, deffence et secours de la foy à l'encontre du Turc et des autres ennemis d'icelle; averti de plusieurs lieux du vouloir et mauvaise intention dudit Turc, et des invasions notoires qu'il a faittes et fait chaque jour sur la Chrestienneté, et qu'il est à doubter de faire encores plus largement et de brief, si provision n'y est donnée; luy suppliant et requérant, comme à celluy qui, comme imitateur de ses nobles progéniteurs, a esté et est tenu et repputé, entre les autres princes, le plus singulier et espécial protecteur de la foy, et aviser les façons et moyens comme plus convenablement il pourra estre pourveu ès dites matières; envoye présentement les dessus dits devers nostre Saint Père, pour les causes devant dites, et pour luy supplier et requérir que son plaisir soit, comme vicaire de Dieu en terre, et celluy qui sur toutes choses doit avoir cette matière à cœur plus que nul autre, que, de sa part, il plaise à Sa Sainctеté y entendre, et que bons et convenables moyens soient trouvés en ceste partie, par quoy l'on puisse résister à l'entreprise du dit Turcq, et à maintenir, secourir et deffendre la Chrestienneté et la foy, à l'encontre des ennemis d'ycelle.

Item, luy diront comme le Roy Notre dit Seigneur a bien voulu avoir l'adviz et conseil de plusieurs princes, prélaz, seigneurs et communitez et aultres gens notables, tant de son royaume que des autres royaumes, pays et nacions de la Chrestienneté, pour regarder comment on pourroit plus convenablement besongner et pourvoir en la dite matière. Et a semblé à touz ceulx à qui on a parlé et communiqué de ces choses, que ung seul prince ou une seule communité ne pourroit pas estre fort ni suffisant pour résister à l'entreprise et voye de fait des dits ennemys de la foy; et qu'il estoit besoing que nostre dit Saint Père et toute la Chrestienneté, chacun en son regard, se employast en la dite matière. Et, pour ce qu'il y a plusieurs princes chrestiens qui ont guerre les ungs aux aultres, les queulx ne voudroient pas délaisser

leurs pays en dangier pour aler au secours de la foy, si non qu'ilz fussent pacifiez, et que leurs dits pays demourassent en sceurté, il a semblé qu'il n'y a nul meilleur ni plus convenable moyen pour pourvoir aux choses dessus dites, que nostre dit Saint Père assemblast ung concille général en lieu décent et compétant, là où nostre dit Saint Père, si son plaisir estoit, se pourroit trouver en personne, ou y commettre députez loyaux notables de par lui, représentans sa personne, avecques tel pouvoir qu'il appartient en tel cas.

Item, et qu'il plaise à nostre dit Saint Père escripre et mander à touz les princes et communitez de la Chrestiennеté que, au lieu et temps qu'il leur feroit savoir, ilz s'y voulussent rendre en personne, si faire ce pourroit, et y envoyer leur sollempnez messagers et ambassadeurs, avecques souffisans pouvoirs de par eulx pour besongner, tant sur le fait de la pacification des guerres et différences qui sont entre les dits princes, comme pour y prendre auchune bonne conclusion à l'onneur de Dieu, du Saint-Siége Apostolique, et au bien de la Chrestienneté, et pour résister à l'entreprise du dit Turc, et des aultres ennemys de la foy.

Item, et laquelle chose est stricte et juste et raisonnable, utille et proufitable, tant pour nostre dit Saint Père et le Saint-Siége Apostolique, que pour le bien de la Chrestienneté et de tous les suppostz d'icelle; et aussi il semble bien au Roy, nostre dit Seigneur, que nostre dit Saint Père, auquel il appartient principalement de pacifier les différences qui sont entre les princes chrestiens, pour obvier à l'effusion du sang humain chrestien, et pour résister à l'entreprise des ennemys de la foy, qui jà sont si près, comme chacun sait, et les quelz, puis peu de temps en çà, ont conquesté toute la Grèce, le royaume de Bosnie et plusieurs aultres pays et seigneuries, tant ès Marches de Poulogne, Honguerie et aultres pays d'Almaigne, qu'en la terre des Vénissiens et près des Marches d'Ytalie, et se efforcent chacun jour de plus accroistre leur mauvaise et dampnée loy, et abatre et confondre la loy et la foy chrestienne; aura et doit avoir ceste matière bien agréable, comme chief et pasteur de l'Eglise, et père espirituel de la Chrestien-

neté, pour les biens qui en peuvent advenir, et les inconvéniens qui s'en peuvent éviter.

Item, et pour ces causes, le Roy Très-Chrestien, nostre dit Seigneur Souverain, comme vray et obéissant filz de l'Eglise et du Saint-Siége Apostolique, imitateur des très-chrestiens Roys de France, ses nobles progéniteurs, lesquelz en tant de lieux et par tant de fois se sont employez à deffendre et soustenir le Saint-Siége Apostolique, et remettre les Saints Pères en leurs siéges et au patrymoyne de l'Eglise, lequel par plusieurs tyrans leur avoit esté obstrué, et l'avoient induemment occupé, et aussi ont aumenté, accreu et autreffoiz deffendu la foy chrestienne plus que nulz aultres; et ès quelles choses quelconques, tant de sa personne que de ses sugestz, désirant singulièrement que, ès choses dessus dites, qui touchent si avant et si grandement la deffence de la foy, il y soit pourvu en diligence comme la matière le requiert : supplie à nostre dit Saint Père que son plaisir soit de ordonner et convoquer ung concille général, en lieu décent et convenable, là où franchement, libéralement et sceurement les princes chrestiens et leurs procureurs ou ambassadeurs, et aussi des notables communitez de la Chrestienneté, puissent convenir ensemble pour les causes dessus dites.

Item, et pour ce que, depuis le scisme du pape Bénédict le XIIIme, et de Grégoire le XIIme, il y a eu ung concille ès Ytales, c'est à savoir à Pise, et ung aultre après à Constance, qui estoit en la nation d'Almaigne, voysin des Ytales, et subséquentement ung aultre à Basle, duquel, se la translacion estoit valable, elle fut faite ès Ytales; et que au Roy nostre dit Seigneur, comme au premier des Roys chrestiens, le prochain concille, après les Almaignes, luy est deu en son royaume, et que ainsi mesmes fut-il ordonné au concille de Constance : le dit Seigneur supplie nostre dit Saint Père qu'il veuille assigner et constituer le dit concille en son royaume, c'est à savoir en la ville de Lyon.

Item, et laquelle ville de Lyon est lieu convenable, comme chacun sait, pour faire l'assemblée du dit concille, et aisé pour tous ceulx de la Chrestienneté; car ceulx de Angleterre et d'Escosse, qui sont ceulx des plus puissans royaumes après le royaume de France, et qui, ès temps

passés, ont fait de grans services à la foy, et peuvent encore faire, y pourront sceurement et aysément venir; pareillement toutes les Espaignes, Provence, Savoye, la duché de Millan, la Seigneurie de Venisse et les communitez de Florence et de Gennes, et aultres seigneuries et communitez d'Ytalie, les Seueyses (Suisses?), et gran partie des Almaignes ilz pourront aussi sceurement venir; et, au regard de l'Empire et des aultres nations d'Almaigne, ilz en sont assez prochains voisins, et, quant il leur plaira y venir ou envoier, ilz y seront honorablement receuz, favorablement traictez et tenus en paix et en bonne sceurté.

Item, et lequel lieu de Lyon est grant et espacieulx, belle et noble cité, garnie de grant quantité de bons logis et de belles maisons habitées de plusieurs notables citadins et aultres gens de tous estatz; fournye de deulz notables ripvières portant navires, c'est à sçavoir la Sône et le Rosne; assise en pays oppulent, fertille, et habundant de touz vivres et autres choses qu'il fault au corps de l'homme; voysin des pays de Bourgongne, Aulvergne, Borbonnoys, Forest, Beaujoloys et d'une partie du pays de Languedoc; pareyllement des pays du Dauphiné, Savoye, Prouvence, de la contée de Bourgongne et de plussieurs pays d'Almaigne; desquelz pays parviennent et encores plus viendront, quand la dite assemblée se fera, tant par eau que par terre, grande habundance et quantité de vivres et de aultres biens; et par ainsi chacun peut cognoistre que la dite ville de Lyon, quant ores elle ne seroit cituée en royaume de France, sy ne pourroit-en pas trouver en toute la Chrestienneté lieu, ville ni place plus convenable pour faire l'assemblée du dit concille, que est la dite ville de Lyon.

Item, remonstreront les dits ambassadeurs à nostre dit Saint Père comme le Roy, nostre dit Seigneur, est très-desplésant de la question et débat qui est entre icelluy nostre Saint Père et la communité de Florence, pour les causes qui en suivent :

Premièrement, que, comme dit est dessus, le Roy, nostre dit Seigneur, s'est tousjours monstré et exhibé, et vouldroit tousjours faire, vray et

obéissant filz de l'Eglise et du Saint-Siége Apostolique; et, quant auchun ou auchuns vouldroient grever ou oppresser à tort nostre dit Saint Père, ou le Saint-Siége Apostolique, son vouloir et intention si sont, et est deliberé à ce, de porter, soustenir et deffendre le Saint-Siége Apostolique et la bonne juste querelle de nostre dit Saint Père et de l'Eglise, autant que jamays fist nulz de ses nobles prédécesseurs Roys de France.

D'autre part aussi, les Florentins se sont tousjours monstrez et exhibez, de tel et si ancien temps qu'il ne est mémoire du contraire, vrayz et loyaulx Françoys; ne il ne sera pourtant trouvé que jamays ilz ayent fait auchune chose au préjudice des Roys ne de la Couronne de France, ne tenu part avecques quel que soit à l'encontre des Roys de France; mais y a plus, car ilz ont serment de fidélité aux Roys de France, lequel ilz renouvellent à chaque foiz qu'ils changent gouvernement de la Cité et Seigneurie de Florence; et si trouvent les loys et coustumes qui leurs furent baillez par Monseigneur Saint Charlemagne, et usent et gardent les priviléges qui par luy leur furent donnés et par les aultres de France; et oultre plus, ilz ont esté par troys fois, c'est à savoir du temps Astulphe, du temps des Douze[1], et du temps des Bezrengares[2], lesquelz touz furent persécuteurs de l'Eglise, et aussi persécutoient les Florentins, remys de servitude en liberté; et, à ceste cause, s'ilz se trouvent Françoys, et que le Roy, comme imitateur de ses nobles primogéniteurs, les trouve et répute telz, et qu'il les veuille porter et soustenir en leur bon droit, quant ilz le requerront, ce n'est pas de merveille.

Item aussi, les choses dessus dites considérées, c'est à savoir la bonne amour, affection et bienveuillance que le Roy, nostre dit Seigneur, porte envers nostre dit Saint Père et le Saint-Siége Apostolique, d'une part, et les causes aussi et occasions qui le meuvent de désirer la pacification des différences dessus dites, semble au Roy, nostre dit Seigneur,

[1] Faut-il entendre par là les douze premiers ducs ou marquis, qui, après Charlemagne, gouvernèrent la Toscane?

[2] Bérenger Ier et Bérenger II, rois d'Italie au xe siècle.

que nostre dit Saint Père ne doibt pas estre mal content, s'il luy supplie qu'il vueille entendre à ce que les dites différences soient pacifiées, et que, de sa part, en ce il s'employe pour les biens qui en peuvent ensuyr au fait de la Chrestienneté, et aultrement obvier aux inconvénients qui aultrement en pourroient advenir, si la chose n'est pacifiée.

Item, et encores y a d'autres raysons. Car, comme dit est dessus, les ennemys de la foy sont près des Ytales, et en la terre des Vénissiens, lesquels sont joints et aliez, tant par la ligue d'Ytalie, comme par confédération espéciale, aux dits Florentins; et, qui fera guerre aux dits Florentins ou aux dits Vénissiens, il fault que l'ung secoure l'autre. Et, se n'estoit que le conte Jéronyme[1] et ceulx de sa ligue font guerre aux dits Florentins, les Florentins leurs eussent fort aydé pour la guarde et tuytion de leurs pays à l'encontre des ennemys de la foy, ce qu'ilz n'ont pas fait, ne peu faire; car ilz ont assez à faire d'eulz garder.

Par quoy, les dits Vénissiens ont beaucop à souffrir; mays, qui plus est, les dits Florentins requièrent les dits Vénissiens de ayder, ce qu'ilz ne leur peuvent dénier; et, en ce faisant, il ne leur est possible de garder et deffendre leurs terres et seigneuries à l'encontre des Turcs et des ennemys de la foy; et, par ainsi, ces matières ne touchent pas seulement le fait des Florentins, mais touchent la deffence de la foy, et le fait de toute la Chrestienneté.

En oultre, la ligue d'Ytalie, dont le Pape est le chef, si est faite principalement pour tous les pays d'Ytalie estre en paix et en sceurté, et résister à l'encontre de ceulx qui les voudroient invader et opprimer; doncques, se maintenant le dit conte Jéronyme, soubz la faveur de nostre Saint Père, vouloit invader et grever les dits Florentins, il sembleroyt que ce fust chose bien mal fondée, et qui résonablement ne se peut soustenir. Car, premièrement, c'est la routure de la dite ligue, qui a esté si sollennellement jurée et promise, gardée et entretenue par touz les Papes qui ont esté, depuis le pape Nicolas, en CCC; secundement, c'est au lieu de paix mettre guerre ès Ytales; tiercement,

[1] Le comte Girolamo Riario, neveu du Pape.

c'est donner occasion et courage aux ennemys de la foy de tirer avant, et de entrer ès Ytales; quartement, si la chose n'est pas appaisée, yl sera en voye d'eux grant effusion de sang humain chrestien : qui sont quatre grans inconvéniens qui en peuvent advenir; à quoy il semble au Roy, nostre dit Seigneur, que nostre dit Saint Père doibt bien avoir regart.

Item, nous tenons et réputons nostre dit Saint Père vicaire de nostre Sauveur Jésus-Christ en terre, lequel est aucteur de paix; et, en parlant à ses disciples, et leurs remonstrant son plaisir et le gouvernement qu'ilz debvuoient avoir, comme par ordonnance de testament ou dernière volunté, le jour de sa cène, avant qu'il veingt à sa benoiste passion, et pareillement plusieurz foys le leurs récita après sa benoiste résurrection, il leur lessoit et donnoit sa benoiste paix, et qu'il vouloit paix estre gardée entre les hommes de bonne volunté. Puis doncques qu'il est vicaire de Monsieur Jésus-Crist, et « omnis Christi actio vestra est instructio, » il est bien clair que le Pape, plus que aultre, doit procurer et mettre paix en la terre et entre les princes, communitez et seigneurs, quant aucune guerre ou différence sont entre eulx.

Item, et ne peut le Roy croire que la guerre que le conte Jéronyme fait de présent contre les susdits Florentins, vienne du propre mouvement de nostre dit Saint Père, ne qu'il désire la guerre, ne la destruction du pays d'Ytalie ne de la Chrestienneté; mais, par mauvaises persuasions et faulx donnez à entendre, l'on a peut-estre incité nostre dit Saint Père à faire et consentir choses, que, si Sa Sainteté eust esté bien advertie de la vérité des matières, il ne l'eust pas acordé ni consenty : et, pour ces causes, le Roy, désirant que la vérité de ces matières soit sceue, supplie à nostre dit Saint Père qu'il luy plaise se informer au vray comme les choses ont esté faites, et, au surplus, conduire les matières en manière qu'elles puissent venir à bonne pacification.

Item, et si le Pape vouloit coulourer l'excès qui a esté faite à Florence, sur le fait et à cause de Lorent de Médicis et de ses adhérez, pour les causes contenues en sa bulle; et, en aprez, vouloit mettre en avant l'exploit qui a esté fait au dit lieu de Florence, contre le cardinal

de Saint George ad velum aureum, et contre l'arcevesque de Pise[1] et les aultres qui estoient venuz en leur compagnie au dit lieu de Florence, remonstrant l'oustrage qui a esté faite au Saint-Siége Apostolique et à l'Eglise, et les censures, peines et confiscations es quelles lesdits de Florence sont enchuz, au moyen des choses dessus dites;

Leur soit respondu, que le Roy Très-Chrestien, nostre Souverain Seigneur, ne voudroit soustenir ne porter aucun exceis ne oultrage fait contre le Saint-Siége Apostolique, contre nostre dit Saint Père, ni en énervant l'auctorité, prééminance, prérogatives et priviléges de l'Eglise et des suppostz d'icelle; mais aussi il faut bien regarder comment et pourquoy les choses ont esté faites, et ouir partie en ses deffenses; et, quant tout cela sera fait, l'on sçait bien qui sont les aggresseurs et commenceurs des dits inconvéniens et facultez, cela peser et comparer les choses, les unes avecques les aultres; et, sur cela, adviser les moyens, l'onneur du Saint-Siége Apostolique, la garde et le droit des parties, comme on pourra mettre les choses en bonne pacification; et, se les Florentins ont tort, le Roy mettra payne de les faire renger à rayson; et aussi, si les orateurs de nostre dit Saint Père ont eu tort, que semblablement nostre dit Saint Père y donne la provision ainsi que faire ce doibt par rayson.

Item, et si les dites matières estoient en si grant egreur et différences entre les dites parties, que nulles d'icelles ne se voulussent ranger à rayson, les ambassadeurs suppliront, de par le Roy, à nostre dit Saint Père, que, toute faveur et affection arrière mises, son plaisir soit, en faveur et considération des choses dessus dites, faire cesser toutes voyes de fait, et que bonne trève et abstinence de guerre soient prises jusques à certain temps entre les dites parties, pendant lesquelles trèves, chacune d'icelles parties peussent demourer en paix et sceurté les ungs avec les aultres, et eulz employer touz ensemble au bien et en la deffense de la foy.

Item, et, pendant lequel temps des dites trèves, si les parties se peu-

[1] Le jeune cardinal Raffaello Riario et l'archevêque Francesco Salviati.

vent accorder ensemble, le Roy en sera très joieulx; et, se ainsi est que ne se puissent acorder, l'on espère que, au prochain concille, dont cy dessus est fait mention, que nostre dit Saint Père et l'Eglise Universelle les appoincteront en manière que, se Dieu plaist, bonne pacification sera mise entre eulx [1].

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA FRANCE

AUPRÈS DE LA COUR DE ROME.

1479.

ANALYSE.

9 février 1479. — Le Pape a fait bon accueil aux ambassadeurs du roi de France; il a nommé une commission de dix cardinaux, pour négocier la paix. Telles sont les conditions de Sixte IV : La République s'humiliera devant lui; elle implorera de sa clémence l'absolution et le pardon de son crime; elle s'obligera à faire célébrer des messes expiatoires pour les ecclésiastiques tués à l'occasion de la conjuration des Pazzi; elle fera effacer de ses murs l'effigie infamante de l'archevêque de Pise, Francesco Salviati [2]; elle promettra de ne pas attaquer les États de l'Église; comme indemnité, elle payera au Saint-Siége une somme d'argent déterminée, ou elle lui restituera Borgo San Sepolcro.

Les ambassadeurs des États alliés doivent réunir leurs efforts afin d'obtenir pour Florence des conditions plus douces, et renouveler leur appel au concile.

La République compte si peu sur un accommodement, qu'elle demande à Venise le secours de l'épée du comte Carlo Fortebraccio [3].

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 9.)

[1] La fin des instructions ne concerne plus les affaires politiques de la France et de l'Italie.

[2] Il était d'usage à Florence de représenter sur les murs extérieurs des édifices publics l'effigie des traîtres, la mitre en tête, avec une inscription qui rappelait leur crime. L'effigie de l'archevêque de Pise fut en effet effacée par ordre de la République.

[3] Carlo, fils de Braccio de Pérouse, célèbre capitaine italien, était entré au service de Venise; il conservait toujours l'espoir de se rendre maître de Pérouse, où il n'avait cessé d'entretenir des intelligences; il vint au secours de Florence, et mourut sous les murs de Pérouse dont il était sur le point de s'emparer de vive force.

17 mars 1479. — On annonce que le roi de France se dispose à faire ouvrir le concile général à Lyon, vers la mi-avril.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 24.)

Avril 1479. — Les ambassadeurs des États alliés, secondés par les ambassadeurs de l'Empereur et du roi de France[1], finissent par obtenir du Pape la suppression des censures et un armistice.

D'après les instructions qu'ils ont reçues de leurs gouvernements, les ambassadeurs des États alliés devaient, s'ils n'avaient pas obtenu l'armistice et la suspension des censures, protester solennellement, en appeler au concile, et quitter Rome aussitôt.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 24, et dist. IV, reg. n° 10.)

18 mai 1479. — Les États alliés, convaincus du mauvais vouloir du Pape, et s'apercevant que leurs ennemis mettent ces délais à profit pour se préparer à les attaquer, donnent l'ordre à leurs ambassadeurs de protester, et de quitter Rome si la paix n'est pas conclue dans un délai de huit jours.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 24.)

31 mai 1479. — Le Souverain Pontife, mis en demeure de se prononcer, convoque, en présence des ambassadeurs des autres puissances, les ambassadeurs des États alliés, et il leur demande si leur intention, en sollicitant la conclusion de la paix, est de tourner aussitôt leurs forces contre le Turc. Alors l'ambassadeur vénitien déclare que, pendant soixante et dix ans, sa patrie a soutenu, à ses risques et périls, une guerre sanglante contre le Turc; qu'enfin, abandonnée à elle-même en présence d'un ennemi toujours plus formidable, elle a résolu de traiter avec cet ennemi, et qu'elle sera fidèle à ce traité qui est favorable en tous points aux intérêts de la Chrétienté. Les ambassadeurs de Milan et de Florence donnent leur adhésion à la réponse de leur collègue de Venise. Le Pape, qui ne cherchait que ce prétexte, s'en empare pour se refuser à toute conclusion pacifique. L'ambassadeur vénitien proteste et en appelle au concile; les ambassadeurs de France se disposent à l'imiter, lorsque le Pape lève brusquement la séance.

Le lendemain, tous les ambassadeurs sont réunis dans un consistoire; le Souverain Pontife s'efforce de temporiser. Mais les ambassadeurs des États

[1] Dans le cours du mois de mars, les ambassadeurs du roi d'Angleterre étaient arrivés à Rome, pour coopérer au rétablissement de la paix. (*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 24.)

alliés persistent dans leur résolution et quittent Rome, après avoir invité les ambassadeurs de France à se retirer comme eux, et intimé l'ordre aux prélats de leurs nations de prendre à l'instant congé de la cour de Rome [1].

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 24, et dist. IV, reg. n° 11.)

DEUX LETTRES DE LA RÉPUBLIQUE À GUIDANTONIO VESPUCCI [2], SON AMBASSADEUR AUPRÈS DE LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

12 juillet-15 août 1480.

SOMMAIRE. — *Première lettre.* Le Turc est à Aulone, d'où il menace l'Italie. La conclusion de la paix avec le Pape se fait toujours attendre.

Seconde lettre. Les hostilités avec le Pape touchent à leur fin. Sans doute l'ambassadeur de Milan va quitter la cour de France; Vespucci la quittera en même temps que lui. Il ne se retirera pas, sans témoigner au Roi la vive gratitude de la République, qui n'hésite pas à attribuer à sa puissante intervention le rétablissement prochain de la paix de l'Italie.

12 juillet 1480.

Non risponderemo a tutte le parti di quattro vostre lettere abbiamo avute a questi dì a uno tratto, de' xxv di maggio, degli viii di giugno, e due de' xiii; perchè ci manca il tempo, e il fante sollecita il partire; altra volta risponderemo a tutte le parti della vostra. Solamente, al presente, in somma vogliamo che ringraziate efficacissimamente la Maestà di cotesto Cristianissimo Rè, padre e benefattore perpetuo della nostra Città, per questa grandissima affezione e amore che ne dimostra in ogni cosa dove di noi e di nostre cose si abbi a ragionare; come manifestamente si raccoglie in ogni parte delle vostre lettere, e come abiamo detto a' particulari altra volta, e presto vi faremo risposta.

[1] L'armistice cessa aussitôt et les hostilités reprirent leur cours. Au mois d'octobre 1479, le Pape se montra disposé à remettre aux rois de France et d'Angleterre le soin de terminer le différend. (*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 12.) — La démarche décisive de Laurent de Médicis auprès du roi de Naples entraîna la conclusion de la paix entre Ferdinand et la République (6 mars 1480). Le Pape, resté sans allié, n'en poursuivit pas moins la guerre jusqu'à la prise d'Otrante par les Turcs (21 août 1480).

[2] Voyez, sur Guidantonio Vespucci, la notice biographique.

Con questa saranno copie d'una lettera de' Ragusei al Rè Fernando, e due dello imbasciatore di esso Rè, da Roma, alla Sua Maestà, perchè intendiate delle cose di qua, e possiatene dare qualche notizia alla Maestà del Rè; benchè siamo certi, ancora per altre vie, ne arà notizia. Lo esercito del Turco è a Rodi, e oppugna quella città con ogni generazione di forza; e uno altro suo esercito si crede sia a Ragusia, secondo certi avvisi che abbiamo da Napoli; e una altra sua classe si dice essere alla Velona[1]. In modo che ne nascono le sopradette lettere e deliberazioni a Roma, benchè, insino a qui, conclusione alcuna non si faccino; e sono le cose nostre di qua tutte in quelle medesime suspensioni che sono state insino a qui, e in quello termine che erano, quando da Milano fu scritto costì, e dato notizia secondo che scrivesti. Per l'altra che vi scriveremo a' particulari vostri, come di sopra abbiamo detto, vi diremo ancora di queste cose più e' particulari.

15 août 1480.

Essendo quietate queste nostre cose d'Italia in gran parte, crediamo quella eccellentissima Madonna[2] di Milano darà licenzia al suo oratore che è costì; quando questa licenzia venisse, non ci pare da disunirci in alcuna cosa dalla eccellenza sua. Il perchè, pigliando licenzia dalla Maestà di cotesto Cristianissimo Rè lo imbasciadore di Milano, la piglierete ancora voi; e insieme con lui vi partirete, e torneretevi a noi bene informato delle cose di costà.

Pigliando licenzia, ringrazierete la Maestà del Rè degli infiniti e innumerabili benefici ricevuti, per ogni tempo, dalla Cristianissima Maestà Sua; e che, senza dubitazione, questa pace e quiete di Italia abbiamo pel caldo e favore la Sua Maestà ne ha fatto; e da cui riputiamo questo e ogni altro nostro bene, come da padre e perpetuo benefattore e defensore della dignità e libertà nostra. Raccomandandogli ultimamente questa sua Città e popolo deditissimo alla sua Maestà, e a quella dedi-

[1] Aulone, sur les côtes d'Albanie. Cette ville est située presqu'en face d'Otrante, dont les Turcs devaient s'emparer le mois suivant. — [2] Bone, duchesse de Milan.

catissimo e addittissimo, con quelle più efficaci e calde parole e gesti e dimostrazioni che potrete. E così preso licenzia, insieme con detto oratore di Milano, vene tornerete. Non partendo detto di Milano, ancora voi non partirete; ma starete se lui resterà, e partirete se partirà lui[1].

LETTRE DE LA RÉPUBLIQUE À FRANCESCO GADDI[2], SON AMBASSADEUR AUPRÈS DE LOUIS XI.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

5 décembre 1480.

Sommaire. — Lettre de créance à Francesco Gaddi. L'ambassadeur remerciera le Roi de ce qu'il veut bien s'employer à faire restituer à la République, par le roi de Naples, les lieux fortifiés dont elle avait été dépouillée pendant la dernière guerre.

Con questa sarà una lettera di credenza alla Maestà del Rè in voi, perchè possiate comparire come persona publica per vostro onore, e perchè meglio possiate fare e procurare le cose della Città, secondo le nostre commissioni, e secondo accaderà. E così vi abbiamo eletto, pel Cento[3], imbasciadore appresso a cotesto Cristianissimo Rè, con salario il dì di fiorini due larghi. Confortiamvi a stare più onorevolmente che potete con questo salario; e qui faremo pagare il salario vostro di due mesi, acciò cominciate a potervi mettere ad ordine. Il vostro uficio comincia questo dì, v di dicembre, e per mesi due assoluti; con autorità della prorogazione ne' nostri signori. E così si prorogherà, secondo che accaderà.

Presentata la lettera della credenza alla Maestà del Rè, ringrazierete la Maestà Sua del suo continuo e perpetuo amore inverso la nostra Città, e della dimostrazione ne fa in ogni cosa; e *presertim* per quello ne

[1] Envoyé à Rome en quittant la France, Guidantonio Vespucci contribua puissamment à calmer la longue animosité de Sixte IV contre les Florentins.

[2] Voyez sur Francesco Gaddi les notices biographiques.

[3] C'est le conseil des Cent.

scrivesti ha operato, e collo illustrissimo don Federigo[1], e in ogni modo, per queste restituzioni delle cose nostre[2]. Nella quale disposizione v' ingegnerete sempre mantenere la Maestà Sua, e continuamente implorerete i consueti favori, tanto si abbi lo effetto di queste restituzioni.

Delle cose seguite di qua sappiamo Lorenzo de' Médici v' informa a pieno; però per ora altrimenti non ci distenderemo. Così delle cose seguite a Roma, come di Genova e di Milano. Alle sue lettere ci referiamo. Voi arete ad intendere delle cose di costà, e continuamente ne terrete bene avvisati, e in grazia sempre della Maestà del Rè; a chi raccomanderete sempre la Città nostra, devotissima e deditissima della Sua Cristianissima Maestà[3].

DERNIÈRES LETTRES DE LOUIS XI À LAURENT DE MÉDICIS[4].

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 45.)

1483.

I.

Plessis-lez-Tours, 3 février 1483.

Mon cousin, J'ay veu ce que m'avez escript, touchant les bénéfices du cardinal de Rouen[5], et me desplaist que ne m'en avez plus tost ad-

[1] Le prince Frédéric, fils puîné du roi de Naples, Ferdinand II.

[2] Alphonse de Calabre, fils aîné de Ferdinand de Naples, en se retirant de la Toscane, après la conclusion de la paix entre les deux États, avait laissé entre les mains des Siennois plusieurs châteaux forts qui dépendaient de Florence. La République en réclamait la restitution, qu'elle obtint peu de temps après. Louis XI, en cette circonstance, lui prêtait encore le concours de ses bons offices.

[3] Après des démarches multipliées, et malgré l'opposition secrète des Vénitiens, une nouvelle ligue fut enfin formée, en 1481, entre le roi de France et les principaux États d'Italie. (*Rif.* classe X, dist. VI, reg. n° 1). Elle fut confirmée, à Rome, au mois de décembre 1482. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 70.)

[4] L'Archivio Mediceo renferme un certain nombre de lettres du roi Louis XI à son jeune ami Laurent. Parmi ces lettres, nous ne conservons que celles qui nous paraissent présenter un sérieux intérêt historique.

[5] Guillaume d'Estouteville. Sa mère était

verty. Car je seroys bien joyeux que vostre filz[1] eust quelque bonne provision et bénéfice en mon royaulme. Et adieu, mon cousin.

II.

Plessis-lez-Tours, 17 février 1483[2].

Mon cusino, io ho intenso, per una vostra de dì xxx di gennaio, il desiderio avete di Giovanni, vostro figliuolo; il che, se io avessi inteso, avanti la morte del cardinal *de Rouen*, mi sarei ingegnato adempiere. Ma sono ben contento, ne' primi benefici vacanti, fare il meglio ch' io potrò[3].

Alla giornata di Ferrara[4], dove dite aver promesso andare, v' arei consigliato non *andasse punto*, ma che guardasse bene tener sicura vostra persona, perchè non conosco nè personaggi nè il luogo dove v' arete a trovare; e v' arei mandato uno imbasciadore di qua in vostra excu-

fille de Jean, comte d'Harcourt, et de Catherine de Bourbon. Guillaume, docteur en droit canon, évêque d'Angers, puis de Béziers et de Lodève, enfin archevêque de Rouen, fut élevé à la dignité de cardinal par Eugène IV. En 1439, Pie II le nomma évêque d'Ostie et de Velletri. Sixte IV le fit camérier du Saint-Siége. Il est désigné sous le nom de cardinal de Rouen. Ce prélat français exerçait à Rome une légitime influence. Il s'était fait dans cette ville le patron des Florentins : aussi avons-nous trouvé, dans les archives d'état de Toscane, des traces nombreuses de l'active correspondance qui existait entre le cardinal et la République. Ces lettres, qui traitent, pour la plupart, d'affaires particulières, ne nous ont pas arrêté. Mentionnerons-nous celle du 17 décembre 1473, dans laquelle le puissant évêque d'Ostie prie instamment Laurent de Médicis de faire fléchir la loi, en faveur de la pauvre famille de Niccolo Bonaparte? Le cardinal de Rouen mourut plus qu'octogénaire, au commencement de 1483. — [1] Le fils de Laurent, qui est recommandé à la bienveillance de Louis XI, est Jean de Médicis, né en 1475 et destiné à l'Église. C'est le célèbre Léon X.

[2] Nous donnons cette lettre, telle qu'elle fut écrite par Louis XI, en italien barbare.

[3] Louis XI fit en effet du mieux qu'il put; il pourvut presque aussitôt l'enfant (Jean avait huit ans) de l'abbaye de Font-Doulce, au diocèse de Saintes, et de l'évêché d'Aix; il écrivit à Rome pour faire confirmer cette double nomination; et le Pape, pour rendre le fils de Laurent habile à prendre possession de ces bénéfices, lui octroya le titre de protonotaire apostolique. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 70.)

[4] Il s'agissait sans doute d'une réunion des principaux chefs de la ligue, qui, à cette époque, avait à garantir un des confédérés, le duc Hercule de Ferrare, contre les entreprises des Vénitiens.

sατione. Mente di manco, poichè l'avete promesso, mene rapporto a voi, e alla buona ora vostra. E adio.

III.

Notre-Dame-de-Cléry, 9 juillet 1483.

Mon cousin, mon amy, j'ay veu l'aneau[1] que avez baillé à monsieur de Soliers[2]. Mais je désire bien savoir si c'est le mesme que le sainct portoit; pareillement quelz miracles il a faicts, et s'il a nul guéry, et quy, et comment il le fault porter. Je vous prie que me advertissiez de tout le plus tost que pourrez, ou en rescripviez au général de Normandie bien au long. Pareillement, se vous avez de par de là nulle autre chose plus espéciale, qui porte la vertu dudit aneau, et se vous en pouvez retrouver, envoyez-le-moy ou audit général; et je vous en prie, sur tout le plaisir que me désirez faire. Et adieu, mon cousin, mon amy[3].

[1] Louis XI, dans les derniers mois de sa vie, avait été atteint d'une maladie de peau. Il apprit alors que l'on conservait précieusement à Florence une relique qui avait la vertu de guérir de la lèpre : c'était l'anneau pastoral de saint Zanobi, contemporain et ami de saint Ambroise, et premier évêque de Florence. Le royal malade s'était adressé à Laurent pour obtenir la grâce de disposer de cette bague miraculeuse, dont il attendait sa guérison. Laurent, d'après le vœu du Roi, s'était mis en quête, et il avait décidé la famille Girolami à se dessaisir momentanément, en faveur de Louis XI, de l'anneau du saint, qu'elle considérait comme son plus cher héritage. Avant de renvoyer la bague de saint Zanobi, le Roi la fit généreusement enfermer dans une cassette d'or enrichie de pierreries.

[2] Palamède Forbin, seigneur de Solliers, gouverneur de Provence.

[3] Cet adieu fut le dernier que Laurent devait recevoir de Louis XI, qui expirait le 30 août suivant dans son château du Plessis-lez-Tours.

DEUXIÈME PÉRIODE.

CHARLES VIII.

PRÉCIS HISTORIQUE.

Le 8 novembre 1483, la République envoyait en France une ambassade solennelle, chargée de complimenter Charles VIII, et sur la mort douloureuse du Roi son père, et sur son propre avénement. Les instructions données aux trois ambassadeurs renferment une véritable oraison funèbre du monarque défunt (p. 200).

Louis XI n'était pas descendu tout entier dans la tombe; avec son autorité, il avait légué à sa fille, la dame de Beaujeu, les clartés de son esprit et la décision de son caractère. La régente convoqua les états généraux, et leur emprunta la force qui lui manquait; attaquée par les princes et par les grands, elle déploya dans sa défense tant de sagesse, que la guerre qu'ils lui faisaient fut appelée la *guerre folle*. Charles VIII grandissait à l'abri de cette énergique et prudente tutelle.

Contenue dans les limites du royaume, l'action d'Anne de Beaujeu se fit peu sentir de l'autre côté des Alpes. Si les Florentins entamèrent, sous son gouvernement, des négociations avec la France, ce ne fut que pour sauvegarder les priviléges de leur commerce, ou pour défendre des intérêts particuliers (p. 204). Quant aux relations politiques des deux pays, elles demeurèrent suspendues.

Pendant cette interruption de dix années (1483-1493), un homme d'état, Laurent de Médicis, fondait l'équilibre de l'Italie.

Après l'extinction de la maison d'Anjou, il avait pensé que, sans mécontenter la France, il pouvait contracter une alliance étroite et durable avec le roi Ferdinand. Lorsque le pape Innocent VIII, en 1485, avait pris contre le roi de Naples le parti de ses barons rebelles, Laurent était intervenu pour rétablir la bonne harmonie entre ce prince et le saint-siége, et il avait réussi; nous possédons la harangue, fort admirée, que prononça, à cette occasion, devant le Souverain Pontife, l'évêque d'Arezzo, ambassadeur des Florentins (p. 205).

Ferdinand ne se montrait pas ingrat; en conférant au fils de Laurent un des plus riches bénéfices de son royaume, il déclarait qu'il ne croyait pas s'être acquitté envers le père (p. 214). Il lui écrivait, de sa main, les lettres les plus affectueuses.

Toutefois, le sage Florentin ne se laissait détourner du but patriotique vers lequel il tendait, ni par les attentions, ni par les caresses dont le comblait le roi de Naples. L'attachement que lui-même ressentait pour ce prince ne portait aucune atteinte à la fermeté et à la droiture de son jugement; on pourra s'en convaincre en lisant l'admirable lettre qu'il adressa, en 1487, au Saint Père, pour le détourner de conclure avec Ferdinand aucun traité particulier, au détriment de la ligue commune, qui seule pouvait assurer l'indépendance et le salut de l'Italie (p. 214). Ce précieux document est le testament politique de Laurent de Médicis.

Cependant l'Italie, en 1492, est éprouvée par une perte cruelle, la mort de Laurent, qui fut un malheur public; et, presque aussitôt, elle est affligée par un grand scandale, l'exaltation d'Alexandre VI.

Pierre de Médicis n'avait ni les lumières, ni l'expérience, ni la modération de son père; il se jeta aveuglément et sans réserve entre les bras des princes aragonais de Naples; et, par ce défaut de mesure, il excita au plus haut point les défiances de Ludovic le More, qui tremblait pour son pouvoir usurpé; il le poussa ainsi, à son insu, et pour son malheur, à solliciter l'intervention du roi de France.

Tout à coup le bruit se répandit dans les divers états italiens, que Charles VIII, sorti de tutelle, revendiquait hautement les droits que lui avait légués la maison d'Anjou sur le royaume de Naples, et qu'il s'apprêtait à passer les Alpes.

A cette nouvelle, Pierre de Médicis, justement alarmé, multiplie les négociations et les démarches, pour parer le coup qui le menace. Outre son ambassadeur ordinaire à la cour de France, il croit devoir envoyer successivement deux ambassades solennelles à Charles VIII, pour le détourner de son entreprise.

Nous possédons et nous publions, à peu d'exceptions près, tous les documents qui appartiennent à ces trois légations, comprises dans le court espace d'une année (du mois de juin 1493 au mois de juin 1494).

I. Légation de Francesco della Casa (p. 221-316);
II. Légation de Gentile Becchi et de Piero Soderini (p. 317-367);
III. Légation de Guidantonio Vespucci et de Piero Capponi (p. 368-409).

C'est dans la correspondance de ces divers ambassadeurs, et surtout dans les spirituelles dépêches de Francesco della Casa, qu'il faut chercher tous les éléments

de l'histoire politique du temps, tous les traits et toutes les couleurs qui peuvent servir à composer un tableau de la cour de Charles VIII, tableau fidèle et animé, où toutes les figures sont touchées de main de maître.

Le roi de France, de son côté, envoyait coup sur coup des ambassadeurs à Florence, pour décider la République à se déclarer. Ainsi se succèdent les missions de Péron de Basche, de MM. d'Aubigny et de Saint-Malo, de Matharon (p. 410). Les réponses évasives de la Seigneurie, toujours dictées par Pierre de Médicis, plus attaché que jamais aux princes d'Aragon, avaient fini par inspirer au Roi un vif ressentiment. Comme il était au pied des Alpes, Commines fit une dernière tentative pour préserver les Médicis des dangers auxquels ils s'exposaient; il écrivit à un de leurs principaux agents une lettre, dans laquelle on reconnaît la prudence du vieux conseiller de Louis XI (p. 417). Pierre de Médicis repoussa la main qui s'offrait à le sauver.

Vainement, au dernier moment, il envoya l'évêque d'Arezzo au-devant de Charles VIII (p. 419); cette démarche échoua, comme toutes celles qui l'avaient précédée.

Dans ces circonstances critiques, à la veille de l'invasion de l'armée française, que se passait-il dans les divers états de l'Italie?

Nous avons interrogé la volumineuse correspondance des ambassadeurs florentins à Naples, à Rome, à Venise, à Milan, de 1492 à 1494. Nous en avons extrait les dépêches les plus importantes.

Nous donnons de nombreux passages empruntés aux légations

De Niccolo Michelozzi (p. 425),

De Piero Alamanni (p. 433),

De Dionigi Pucci (p. 449),

De Filippo Valori (p. 452),

ambassadeurs à la cour de Naples.

On y verra les desseins du nouveau roi Alfonse, sa confiance dans le succès, ses plans de campagne, les obstacles qui l'arrêtent, son ascendant sur le faible Pierre de Médicis.

Nous publions quelques dépêches

De Pierfilippo Pandolfini (p. 485),

De Puccio Pucci (p. 488),

ambassadeurs auprès du saint-siége.

On y trouvera des détails sur le caractère d'Alexandre VI, et sur l'étroite liaison de Pierre de Médicis avec les Orsini.

Nous reproduisons presque en entier la curieuse correspondance

De Giovanbattista Ridolfi (p. 496),

De Paolantonio Soderini (p. 511),
ambassadeurs auprès de la Seigneurie de Venise.

On y puisera de précieux renseignements sur la politique des Vénitiens, et sur la négociation secrète entretenue par l'ambassadeur de France, Philippe de Commines, avec les Florentins.

Nous faisons enfin des emprunts considérables aux légations de
Agnolo Niccolini (p. 533),
Piero Alamanni (p. 556),
Giovanbattista Ridolfi (p. 564),
ambassadeurs à Milan.

Une lecture attentive de ces dépêches donnera la pleine connaissance du caractère du fameux Ludovic le More; elle dévoilera les ressorts cachés de sa politique, et le secret de ses intrigues; elle jettera, enfin, une vive lumière sur la conduite et les desseins du duc d'Orléans, au début de l'expédition française.

A l'aide de ces documents, les plus intéressants peut-être que renferme ce recueil, il est possible, il est facile de se rendre un compte rigoureux des dispositions et des sentiments de l'Italie, à la fin du xve siècle; on assistera à ses conseils, on surprendra la confidence de ses appréhensions, de ses espérances et de ses vœux.

Charles VIII avait passé les Alpes. Après un séjour d'un mois à Asti, il s'avançait en ennemi sur le territoire des Florentins.

Comme tous les hommes faibles, qui dans les moments de crise ne savent pas garder de mesure, Pierre de Médicis s'était précipité dans les partis extrêmes; après avoir tenté de tout défendre, il avait tout livré. La proscription qui le frappa lui et les siens ne fut que le juste châtiment de sa pusillanimité. Nous publions les lettres qu'il adressait à la Seigneurie, pendant qu'il allait en suppliant à la rencontre du roi de France (p. 588). Abandonnée à elle-même, la République envoyait ambassade sur ambassade (p. 595) au-devant de Charles VIII, qu'elle recevait bientôt après dans ses murs, et avec lequel elle ne tardait pas à conclure un traité, dont nous donnons l'analyse (p. 602).

Délivrée des Médicis, Florence n'eut pas de peine à se montrer toute française. A la nouvelle de l'entrée du roi de France à Naples, la Seigneurie se hâta de lui faire porter, par ses ambassadeurs, ses félicitations et les témoignages de son allégresse (p. 608). Sa joie, toutefois, n'était pas sans mélange. Pise avait profité du passage du Roi pour proclamer son indépendance, et, malgré l'engagement que Charles VIII avait contracté de remettre cette place importante entre les mains des Florentins, les Pisans n'en jouissaient pas moins d'une liberté complète. La République ouvrit, sur cet important objet, de longues et pénibles négociations

(p. 612). Lorsqu'elle fut prévenue du retour du Roi, elle envoya à sa rencontre une nouvelle ambassade, qui avait pour principale instruction de terminer l'affaire de Pise (p. 615). Charles, embarrassé, chercha à gagner du temps; il ajourna sa réponse jusqu'à son arrivée à Lucques; et, de Lucques, il écrivit aux Florentins pour leur imposer un nouvel ajournement (p. 622).

On sait comment, à Fornoue, il se fit un glorieux passage à travers une armée cinq fois aussi nombreuse que la sienne. Nous donnons sur ce brillant fait d'armes deux documents : une dépêche de Piero Vettori (p. 624), et une lettre du Roi lui-même (p. 626).

La République avait désigné des ambassadeurs, qui devaient rejoindre le Roi dans le nord de l'Italie, réclamer de lui la stricte exécution du traité de Florence, et lui faire signer une nouvelle convention. Nous publions les instructions données aux deux ambassadeurs (p. 628), une lettre du Roi, qui informe la Seigneurie du succès de la négociation (p. 629), et la ratification de la convention conclue à Turin (p. 630).

Avant de quitter l'Italie, Charles VIII avait envoyé successivement en Toscane plusieurs commissaires, chargés de restituer aux Florentins les places que les Français occupaient à titre provisoire. Nous publions la réponse faite par la Seigneurie à l'un de ces commissaires royaux (p. 633).

A peine de retour dans ses états, le Roi y est rejoint par des ambassadeurs de Florence, munis d'instructions très-détaillées (p. 640), qui contiennent, sur la position politique de la République et de l'Italie, après le départ des Français, des renseignements du plus haut intérêt.

A la suite de ces instructions remarquables, nous donnons les principales dépêches extraites de la légation de Francesco Soderini, de Giovanni Guasconi et de Neri Capponi (p. 649-690).

Cette correspondance nous transporte au milieu de la cour de Charles VIII, et nous initie au secret de tous ses conseils; elle met en pleine lumière les projets de ce monarque sur l'Italie, ses hésitations, ses éternels ajournements, sa déplorable faiblesse.

Cependant le duc d'Orléans, qui semblait prévoir son élévation prochaine, tentait de négocier, pour son compte, avec les Florentins (p. 691).

La descente de l'empereur Maximilien en Italie, et le ressentiment des confédérés rendaient la situation de la République de plus en plus critique. La Seigneurie donne à Ranieri Tosinghi la mission d'informer le roi de France de l'état exact des diverses puissances italiennes, et de sa propre détresse (p. 695).

Charles VIII semble enfin sortir de sa léthargie; par son ordre, Corrado, citoyen de Castello, passe à Florence, où il annonce la prochaine arrivée du

Roi, qui va reconquérir Naples, et restituer à la République toutes ses possessions (p. 700).

La Seigneurie se montre peu confiante dans ces promesses, et songe à se ménager la bienveillante protection du roi et de la reine d'Espagne (p. 703).

Dans la nuit du 7 au 8 avril 1498, Charles est enlevé par une mort subite.

Le duc d'Orléans lui succède, sous le nom de Louis XII.

AMBASSADE ENVOYÉE À CHARLES VIII À L'ÉPOQUE DE SON AVÉNEMENT.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

DES TROIS AMBASSADEURS ENVOYÉS EN FRANCE EN 1483.

I. — ANTONIO CANIGIANI.

Antonio Canigiani prit une part active aux affaires publiques de son temps et de son pays. Prieur en 1463, il était élevé, en 1484, à la dignité de gonfalonier de justice. L'année précédente, il était venu en France complimenter, au nom de ses concitoyens, Charles VIII, qui parvenait au trône. Le jeune roi lui avait fait l'honneur de l'armer chevalier de sa main. En 1484, il portait aux pieds du nouveau pontife Innocent VIII les félicitations de la République.

Dans les dernières années du xve siècle, lorsque la guerre eut éclaté entre Florence et Pise, Antonio, d'abord nommé commissaire dans le Val de Nievole, pour y faire des levées de troupes, puis élu, en 1496, un des dix de la guerre, reçut enfin, en 1499, la mission périlleuse et délicate de procéder, dans le camp même des Florentins, à l'arrestation de Paolo et de Vitellozzo Vitelli, tous deux capitaines de l'armée de la République, et soupçonnés du crime de trahison. Tel fut le dernier acte de la vie politique de Canigiani.

II. — GENTILE BECCHI.

Voyez la légation de 1493.

III. — LORENZO DI PIERFRANCESCO DE' MEDICI.

Le troisième ambassadeur, chargé, en 1483, de porter à Charles VIII les compliments de la République, était un membre de la famille des Médicis. Il

s'appelait Lorenzo; il était fils de Pierfrancesco de Médicis et de Laudomia Acciaiuoli.

Son début dans la vie publique est son ambassade à la cour de France; il avait alors vingt-cinq ou vingt-six ans.

Une circonstance frivole lui ferma tout à coup le chemin des honneurs, et exerça sur sa destinée une fatale influence. Une intrigue amoureuse le mit en rivalité avec ses cousins, les fils de Laurent le Magnifique qui gouvernait alors Florence en souverain. Des deux parts on en vint à ne plus garder de bornes; la jalousie engendra la haine, et le fils de Pierfrancesco, moins puissant que ses jeunes parents, fut poursuivi et exilé dans sa villa de Castello. Outré de dépit et de colère, il rompit son ban et se réfugia à Milan, auprès de Ludovic le More, qui l'envoya bientôt en France, à la cour de Charles VIII.

Aussitôt après la mort de Laurent le Magnifique, l'expédition de Naples fut discutée et résolue dans le conseil du roi de France. Alors Lorenzo, toujours proscrit, se montra l'implacable ennemi de Pierre de Médicis, contre lequel il excitait sans cesse les ressentiments de Charles VIII. Il n'eut pas de peine à convaincre ce jeune prince que Pierre s'était fait la créature des Aragonais de Naples, et que lui seul mettait obstacle au bon vouloir des Florentins envers la France.

La révolution qui chassa de Florence les fils du Magnifique ouvrit à Lorenzo les portes de sa patrie, où il fut reçu avec de grandes marques d'honneur. En s'affranchissant le peuple l'avait vengé. Dans ce retour de fortune il manqua de la modération sans laquelle, aux jours de crise, il n'y a pas de dignité. Il renia le nom de sa famille, à l'heure où elle était proscrite, et déclara, pour complaire à la foule, vouloir s'appeler désormais Lorenzo de' Popolani.

En 1495, il allait trouver Charles VIII à Naples, pour le féliciter, au nom de ses concitoyens, de sa trop rapide conquête.

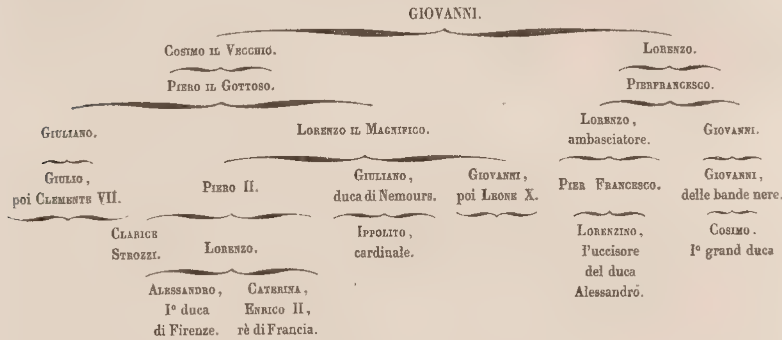
Cependant les audacieuses prédications de Savonarole poussaient Florence dans la voie hasardeuse des réformes les plus radicales. Républicain par circonstance, démocrate par dépit, Lorenzo ne se piquait pas de mœurs austères; il trembla de se voir atteint et signalé dans une des véhémentes invectives du fougueux dominicain, et, prétextant l'accomplissement d'un vœu, il prit sans bruit et en toute hâte la route de Lyon, cherchant en s'éloignant à se faire oublier.

Comme il se trouvait en France, la République le désigna pour complimenter Louis XII sur son avénement. Il ne revint à Florence que lorsqu'il fut assuré que Savonarole avait expié, par un cruel supplice, sa funeste popularité. Il s'employa bientôt après à rétablir la paix à Pistoie, que déchiraient deux factions rivales.

En 1501, il se rendait une dernière fois en France; Louis XII se préparait alors à recouvrer le royaume de Naples.

A son retour de cette ambassade, Lorenzo mourut à Florence, le 20 mai 1503, à peine âgé de quarante-six ans.

Voici comment la branche dont il descend se rattache à la branche principale des Médicis.



INSTRUCTIONS DE LA RÉPUBLIQUE À SES AMBASSADEURS ENVOYÉS EN FRANCE À L'OCCASION DE L'AVÉNEMENT DE CHARLES VIII [1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 71.)

8 novembre 1483.

Sommaire. — Les ambassadeurs agiront, et comme représentants d'un des états de la ligue italienne, et, à cet égard, ils se concerteront avec les ambassadeurs des autres états confédérés; et comme représentants de la République, et, à ce point de vue, ils témoigneront de la vive douleur que les Florentins ont éprouvée à la nouvelle de la mort de Louis XI, et de la joie qu'ils ont ressentie en apprenant l'heureux avénement d'un prince dont ils espèrent obtenir la bienveillante protection.

La vostra legazione è necessario che abbi commissione bipartita, come sono ancora di due ragioni le cose che arete a eseguire : cioè le proprie della nostra Città, et quelle che arete a trattare insieme cogli imbasciadori della nostra Lega, che apartengono agli altri confederati nostri come a noi. Delle quali arete a cominciare a trattare qualche cosa, giunti che sarete a Milano, alla presenza del reverendissimo legato

[1] Ces trois ambassadeurs sont : Antonio Canigiani, Gentile Becchi et Lorenzo di Pierfrancesco de Médicis.

pontificale e di quello eccellentissimo principe[1], e di altri ambasciadori de' nostri confederati che vi si trovassino; secondochè, essendo qui detto legato, disse che si doveva fare, per ordine della Santità del Papa.

Giunti dunque a Milano, farete notizia alla eccellenzia di quello illustrissimo signore della vostra giunta, e chiederete audienza, e visiterete la Sua Excellenza; et, con quelle più amorevoli parole che vi potranno occorrere, saluterete la Sua Illustrissima Signoria, esplicando la cagione della vostra andata, e offerendovi essere pronti, s'egli avessi a fare consultazione nissuna, secondo l'ordine del Sommo Pontefice sopradetto. E così vi troverete a dette consultazioni, e metterete dipoi ad esecuzione, secondo le conclusioni saranno fatte; dando di tutto avviso con diligenza e prestezza. E quivi non soprassederete più che vi sia necessario; ma seguirete con destrezza il cammino vostro in Francia.

Giunti, infra il cammino vostro, dove fussi la persona dello Illustrissimo marchese di Monferrato[2], lo visiterete; e, dopo li saluti, vi congratulerete colla Sua Excellenza dello essere lui venuto colla nostra Lega; mostrando che noi, infra gli altri, per la nostra singulare benivolenza, n'abbiamo preso singulare contentamento. E vi offerirete, se, in questa vostra legazione, potrete fare cosa che gli fussi grata.

Item, passando dove fussi la eccellenza del duca di Savoia[3], se arete fatto conclusione a Milano come con lui vi abiate a governare, metterete ad esecuzione quanto sarà stato determinato là. Se non fusse stato fatto da voi di ciò deliberazione alcuna, lo visiterete per parte nostra; e, con parole generali di amore e benivolenza, gli offerrete l'opera vostra, affermando alla sua signoria che siamo molto desiderosi di fargli in ogni tempo cosa grata; e raccomandando alla Sua Eccellenza e' cittadini e mercatanti nostri, che ogni dì passano per la sua giurisdizione, e ringraziando del buono trattamento che ha continuamente fatto et fà a tutti quelli della nostra nazione.

E non soprastando ancora qui, se non solamente il tempo necessario, n'andrete in Francia, a quello luogo dove sarà la Maestà del

[1] Jean-Galéas Sforza. — [2] Boniface IV. — [3] Charles Ier.

Rè. Dove giunti, circa le cose che saranno comuni co' nostri confederati, vene accorderete col Reverendissimo Legato e gli altri ambasciadori che vi saranno della nostra Lega. E, dove vedrete venire gli altri, ancora voi, in nome nostro, concorrerete alla esecuzione di tutto quello che in comune sarà suto deliberato.

Per quelle cose che apartengono e sono proprie della nostra Città, quando vi parrà il tempo, chiederete audienzia, e vi appresenterete nel conspetto della Sua Maestà colle consuete cerimonie e reverenzie; di che potrete a sufficienza là essere informati. E, date le lettere delle credenze e lette, in virtù d'esse comincierete il parlare vostro, mostrando il dolore per la morte del Gloriosissimo e Cristianissimo Rè Lodovico, suo padre, essere stato comune ancora con noi, per la nostra antiqua osservanza e culto inverso quella Gloriosissima e Cristianissima Casa; dalla quale questa Città et tutta la nostra nazione ha ricevuti, per ogni tempo, benefici e grazie incomparabili; allargandovi, quanto vi parrà conveniente, considerata e attesa bene la qualità del tempo e delle cose, e amplificando il parlare vostro colle laude d' esso Cristianissimo Rè defunto, e circa la giustizia, la quale è propria e peculiare de' principi, e circa la religione, perchè meritamente e lui e gli altri di quella Gloriosissima Casa hanno il cognomento Cristianissimo; adducendo per pruova dell' una et l' altra parte, le cose fatte da lui nella sua vita, quelle che con commoda brevità più accommodate vi occorressino; e, traendo di ciò conclusione, che di questa divina volontà non si dè pigliare dolore, atteso non solamente la gloria che segue di così bene retta e amministrata vita, ma ancora attesa la dignissima successione nel governo di quello amplissimo e prestantissimo regno; allargandovi ancora in questa parte, come vi parrà conveniente; non tacendo le laude che, in questa età, sono eccellentissime nella Maestà Sua; e proponendosi ogni magiore speranza di tutte le virtù che in uno prudentissimo, gravissimo et illustrissimo principe trovare si possino; non solamente per lo esempio del suo gloriosissimo genitore e altri sua maggiori, che pe' meriti loro sono in gloria immortale e sempiterna; ma ancora per quello che già della Sua Maestà

si vide, et perchè tutto quello bene, che da uno perfetto Rè si può sperare, s'aspetta dalla Sua Gloriosissima Maestà; conchiudendo tutta questa parte in quello modo, che tutto il parlare vostro gli abia a essere grato. E sia tale gravità nella orazione, che non possi essere pure alcuno sospetto d'alcuna vanità o assentazione. Descendendo dipoi a mostrare il gaudio inestimabile di questa sua preclarissima successione; e mostrando che n'abbiamo cagione particulare e singulare, più che alcuno altro principe o populo dovunche sia, per li benefici ricevuti, come di sopra arete detto, e per la speranza che, in ogni tempo e in ogni fortuna, abbiamo sempre a essere sotto la protezione e guardia della Sua Maestà; nella quale, dopo Dio, sempre è nella mente il principale nostro refugio. Nè ci può sbigottire alcuno minaccio di fortuna, per terribile che sia, quando soccorre allo animo che la Città e il popolo di Firenze e tutta la nostra nazione sia in ogni suo caso così pronto il patrocinio della Sua Benignissima e Gloriosissima Maestà. Raccomandando *ad postremum*, e noi, e tutte le cose nostre, e offerendo largamente ogni nostra facultà; mostrando efficacissimamente che ogni nostra cosa è della Maesta Sua, nè altrimenti che quelle, delle quali più a suo arbitrio può disporre.

Arete lettera di credenza alla Serenissima Regina[1], colla quale, in nostro nome, la visiterete e la consolerete della morte del marito suo, Gloriosissimo Rè defunto; traendo e' luoghi con brevità dalle cose di sopra dette. E raccomanderete ancora alla Maestà Sua noi, la Città e'l popolo e nazione nostra, quanto più potrete efficacemente; offerendo ancora alla Maestà Sua ogni nostra cosa e facultà.

Arete ancora lettere di credenza alla Eccellenza del duca *de Bourbon*[2], il quale ancora, a luogo et tempo, per parte nostra, visiterete, e mostrerete quanto sia l'amore e affezione nostra inverso la Eccellenza Sua. E raccomanderete ancora a lui le cose nostre, mostrando la singulare fede e speranza che abbiamo ne' suoi favori. E, circa

[1] Charlotte de Savoie, veuve de Louis XI.

[2] Pierre II, duc de Bourbon-Beaujeu, époux d'Anne de Beaujeu, fille de Louis XI, régente du royaume, succéda à son frère, Jean II, en 1488.

tutte le cose che arete a fare per noi in proprietà, ne richiederete il parere suo, e le governerete secondo che vi addirizzerà; perchè siamo certi, dove interverrà il parere e consiglio della eccellenza, tutto arà quello fine che noi desideriamo.

Passando da Bologna, visiterete quello magnifico Reggimento[1], e lo saluterete per nostra parte; e gli direte la cagione della vostra andata in Francia, offerendovi alla loro Signoria in ogni cosa che potessi fare, che a loro fussi grata.

Mandata secretiora.

Se arete, e che para così al Reverendissimo Legato, e alli altri oratori della nostra Lega, a trattare cosa alcuna di pace, abbiate questa considerazione precipua, e lo ricorderete nel trattato in nostro nome : che la Maestà Sua, quando gli paresse da pigliare questa fatica, come era paruto pigliarla al suo gloriosissimo genitore, e datone principio, che tutto quello, che paresse in questa parte da fare alla Maestà Sua, non si mostresse che fussi per alcuno ricordo della lega nostra o d'alcuno d'essa; perchè ne diventerebbono più insolenti gli avversari, e il trattato della pace e la sua conclusione sene farebbono più difficili; ma che la Sua Maestà, *sponte sua*, per affezione che porta a' popoli di Italia, pigliasse questa impresa della pace; e per levare via cagione, che non possi venire la nazione nostra in qualche grave pericolo, per queste ostinate alterazioni di Italia. Il che pare a noi più onorevole alla Sua Maestà, e certamente molto più accommodato ad accelerare gli effetti della pace.

NÉGOCIATIONS DE LA RÉPUBLIQUE AVEC CHARLES VIII.

1483 — 1486.

ANALYSE.

27 décembre 1483. — La République est informée que, contrairement aux

[1] Expression consacrée chez les historiens de cette époque, pour signifier le gouvernement ou le pouvoir exécutif d'un État.

anciens usages, et malgré l'immunité dont jouit son commerce en France, les draps de Florence sont, depuis peu d'années, frappés d'un certain droit. Elle engage ses ambassadeurs à en conférer avec les négociants Florentins, et à tenter une démarche auprès de la cour pour obtenir la suppression de ce droit nouveau, dans le cas seulement où ils croiraient avoir quelque chance de succès.

8 juillet 1485. — La République recommande humblement à la bonté du Roi les intérêts de la maison des Capponi et des Buondelmonti, qui se trouvent compromis par la mort d'Amoretto, fils de Gino Capponi.

.... 1485. — Deux navires, appartenant au Florentin Bartolommeo Frescobaldi, ont été capturés par la marine de France. La République en réclame la restitution de la haute justice de Charles VIII.

25 janvier 1485. — L'année a été stérile; les Florentins ont à redouter la famine; dans cette extrémité, la République a recours au Roi, et le supplie de l'autoriser à faire ses approvisionnements de blé en Provence.

1er août 1486. — La République avait des intérêts à débattre dans le midi de la France. Les magistrats de Montpellier ont porté sentence contre elle; mais elle en appelle au Roi et à son conseil. Ranieri Tosinghi est chargé de suivre cette affaire. Les Florentins recommandent cet envoyé à la bonne grâce de Charles VIII.

(*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 70.)

HARANGUE DE L'ÉVÊQUE D'AREZZO À INNOCENT VIII, AU NOM DES DÉPUTÉS DE LA LIGUE ITALIENNE[1].

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 137.)

1485.

Sommaire. — Les barons du Royaume de Naples, révoltés contre le roi Ferdinand, avaient trouvé un appui à la cour de Rome. Les ambassadeurs de Milan et de Florence interviennent auprès du Souverain Pontife en faveur de Ferdinand.

La paix fut en effet promptement rétablie entre Innocent VIII et le roi de Naples.

Ad excusandas excusationes in peccatis coram Sanctitate Tua et hoc sacro senatu mittimur, Beatissime Pater.

[1] L'évêque d'Arezzo, Gentile Becchi, passait pour un des orateurs les plus éloquents de son temps; ses harangues sont curieuses à deux titres : au point de vue de l'histoire

Et mittimur ab his, qui Pio Pontifici astiterunt, dum hunc, quem dejicis, in regem erigeret[1]. Ne succenseat nobis Sanctitas Tua, si nos, scabellum pedum suorum, venimus, cum hoc, quicquid est favoris quid illi impenditur, a Sede hac Tua Apostolica processerit.

Nisi enim predecessor tuus funiculum hunc triplicem suis manibus texuisset, nec Mediolanensis, arbitramur, nec Florentinus nunc Ferdinandum agnosceret.

Molitus est is aliquid quandoque et contra nos; supportantes tamen ac dolentes nobismet ipsis, a textura Pontificis illius nunquam discessimus.

Maluimus enim, reddentes mala pro bonis, injuriam pati, quam communem quietem, quam Italicam unionem, quam opus illud Pontificum violare.

Sed, antequam referamus unde putent se dignos venia principes nostri, si Ferdinando in tribulatione sua subvenerint, audiat Sanctitas Tua quid nos, creature sue, suspiremus.

Res eo in loco est, Beatissime Pater, ut, aut redeundum sit ad primam illam vocem assumptionis tue : Pax, justitia, et abundantia dominabuntur; aut de conflictu universe Italie cogitandum.

Quid illud gaudii, hoc meroris; illud felicitatis, hoc calamitatis allaturum sit, ante oculos illius ceci nati manifestum fuisset, non dubitemus.

Si ad eam vocem, que vere pastoris fuit, redeatur, ad id reditur, quod universum christianum orbem gaudio et exultatione replevit; cantantes angelos : « Et in terra pax hominibus bone voluntatis! » iterum audituri sumus.

Si procedatur ad bellum, *Cythera* (*sic*) omnis in luctum vertitur; confundi omnia, mentiri sibi singula intuemur.

Quid enim professioni tue, quid dignitati, quid nature tam contrarium, quam hominum cedes, quam fidelium oppugnatio?

littéraire autant et plus qu'au point de vue de l'histoire politique. La lecture du manuscrit nous a présenté de grandes difficultés.

[1] A la mort d'Alfonse V, Pie II avait soutenu avec vigueur les droits de son fils Ferdinand contre les prétentions de la maison d'Anjou, que soutenaient d'abord les Florentins.

Bellum nocens est : tu Innocentius; bellum janitor inferorum : tu superorum claviger.

Bellum animas, bellum corpora jugulat : tu illius successor es, cui dicitur : « Illius vicarius es qui dixit : Mitte gladium in vaginam; » nolens ut, etiam pro se Christo, primus Pontifex, apostolus ejus pugnaret.

Decenni jam bello laceratur Italia; sunt in ea duces, sunt tyranni : nemo surgit in prelium, preter ecclesiam!

Ecclesiam! que in ejus sanguine constructa est, qui venit salvum facere quod perierat, non perimere quod salvatum est.

Quid dicturi sunt infideles, quid fideles? Illi hoc religioni, isti nature Liguriorum sunt tributuri[1].

Vides quam Christo Domino, quam genti tue inuris infamiam!

Non querat amplius Sanctitas Tua cur nos, pre ceteris, ad te missi sumus.

Vides quam, pre ceteris, nos zelus domus tue comedat; quam fidenter, quam ingenue nos fari hec coram illa impulerit.

Mortua nondum est ea principum infelicitas, ut habeant semper coram qui blandiantur, post tergum qui veritatem dicant.

Nos coram vere servituti nostre satisfecimus; vicario veritatis veritatem odio esse non putamus.

Veritas hec est, Beatissime Pater : Ubi non est pax, non est Deus, quia in pace factus est locus ejus.

Si locus hic tuus sanctus est, in quo sumus, oras, sacerdos; si eum sine Deo esse non vis, pacem sectaris oportet.

Visne, Pater Clementissime, ob hanc defensionem, Regnum[2], Galliam, Etruriam interdicto subjicere ?

O ecclesiole! o monasteriola! vestris prediolis bellum hoc geretur in Pontificem!

Pro causa direptionis queruntur; nunc interdicta non timentur, adeo tempore nostro viluerunt!

[1] Allusion à la patrie d'Innocent VIII, qui était de la famille génoise des Cibo.

[2] Le mot *Regnum*, employé seul, s'entend ici du royaume de Naples.

Et qui erunt qui Sanctitati Tue obediant, Beatissime Pater; qui erunt, si a te Italos repellis?

Quid hoc suo bello querit ecce Sanctitas Tua : Aut vincet, aut vincetur : si vincet, remum; si vincetur, rostrum nobis ponit in manibus.

Adde quam infausta Innocentiis est hec provincia, Beatissime Pater.

Primus, bella non gessit; quia tamen ad Ursum Pileatum sepultus est, Ursinos excusat, quia hoc bello Innocentianas partes secuti non sunt[1].

Secundus, dum Rogerium ad Gallucium obsidet, cum his cardinalibus qui secum erant, a Guiglielmo Calabrie duce capitur.

Tertius Flasconium ac pleraque Ecclesie oppida ob hanc provinciam amisit.

Quartus, a Januensibus vocatus et ipse, a proceribus provincie, dum se universo regno potiturum sperat, Neapoli sepelitur.

Quintus immatura morte preventus est.

Sextus Avinioni se continuit.

Septimus a Neapolitani regis ducibus Roma Viterbium ejicitur; nec multo post Roma a Ladislao ipso capitur.

Quid modo octavus acturus sit ignoramus; hoc cupimus, pace magis quam armis, Innocentiorum fortunam cum hac gente velit experiri.

Sed hec suspiria nostra sunt; qui, extra causam positi, merita cause experimur.

Mandata nunc eorum qui nos miserunt, audiat Sanctitas Tua, et his auribus audiat, quibus eos, nunc annus est, salutantes eam in Pontificem audivit.

Iidem ipsi enim sunt; non fidem, non obedientiam mutavere; fratri tamen, dum a communi patre acrius corripitur, astitere. Quotidianus mos inter mortales ut fratrem subripiant fratres irato parenti, quos post modum pacatus parens mille benedictionibus prosequitur, quia eum sevire ulterius in filium non permiserint.

[1] Allusion à la puissante famille des Orsini, qui s'était déclarée contre le Pape Innocent VIII.

Venit in mentem ex Evangelio pater ille familias, qui, credit Sanctitas Tua, filio suo seniori benedixisset, si redeunti fratri ipse stolam primam, ipse, dum porcorum siliquis pascebatur, vitulum saginatum porrexisset.

Non enim existimare possunt principes nostri te velle mortem peccatoris, sed ut convertatur et vivat.

Non arbitrantur te non esse successorem illius, cui dictum est : « Et « jam septuagies septies. »

Peccavit Ferdinandus? non mirabuntur : homo est; peccare potuit, fecit quod humanum est.

Quid demum agendum est, Beatissime Pater? Novone incendio subjiciendum Italiam; an illi, si redeat, ignoscendum?

Quid, hac in sede, ageret Sanctitas Tua, nisi solveret ac ligaret?

Quid autem solvere aut ligare posset, nisi peccarent homines, nisi confiterentur?

Egit ille quod suum erat, humanum, quod regium.

Agat nunc Sanctitas Tua quod suum est, quod christianum, quod pontificum.

Odisse eum non potes; creatura Ecclesie est : fidem, vitam, coronam ab ea suscepit.

Et nihil odisti eorum que fecisti de Domino; scriptum est : « Nec « David lacrymas super filium suum, licet parricidam, continuit. »

Excusant itaque se cum fiducia, coram Sanctitate Tua et hoc sacro senatu, illustrissimus dux Mediolanensis et excelsus populus Florentinus, quod Ferdinando subvenerint, et excusationem suam ducunt :

A federe icto primum per Pontificem;

A metu proprie libertatis;

A causa inducende pacis.

A federe. Non enim possunt, ad omnem mutationem sedis, mutari potentatus Italie, Beatissime Pater. Modo Senensis, modo Venetus, modo Ligur illam gubernat; principes nostri, cum symbolum dicunt, se credere in unam Sanctam Matrem Ecclesiam dicunt.

Si ea nunc illa est, que Pio Pontifice fuit; si supra firmam petram

fundata; si ei datur Pontifex, non ea datur pontifici : Ferdinando juncti sunt; deserere illum, salva eorum fide et honore sedis que conjunxit, non possunt.

Solvere vero Innocentium posse ligam, quam Pius ligaverit non dubitant; at solvi preceptum Domini vident : « Diliges proximum. » Iri in Scripturam cernunt : « Funiculus triplex difficile rumpitur. »

Non est tam Innocens solutio, quam ligatio fuit Pia, salutaris, et secundum Deum, qui est caritas, qui est trinus et unus.

Solutum enim in celis, si solvisti non negant; at in terra, quoniam non legerunt : solutum erit et in terra.

Evellere ac plantare in agro Domini tuum esse consentiunt. At spiritu labiorum id, non in occisione gladii, arbitrabantur. Et de zizaniis respondisse Dominum, « Sinite illa crescere! » ex Evangelio didicerunt.

Sine lege hec esse, apud eum qui est viva lex, non ignorant; verba quoque, ubi vis est in armis, parum posse intelligunt. Ubi tamen cor hominis, non manus inspicitur, ubi voluntaria imperatur obedientia, omnia aliquid esse confidunt.

Hoc sciunt, in apostolicis et evangelicis litteris nihil bellicum inveniri, sed : « Fugite in aliam civitatem; » sed : « Porrige et alteram maxillam; » sed : « Non vos vendicatis. . . . . » Quid autem sibi velit illud prophete : « Runc Neges intelligite? » Quid illud : « Quare fremuerunt gentes? » Intelligant Reges, respondeant gentes.

Hoc sciunt, his artibus res conservari, quibus acquiruntur. Veneritne modo Pontificatus in hanc auctoritatem armis an fide, suo an alieno sanguine, novit Sanctitas Tua. Regnum modo celorum vim inferat, an patiatur, a diebus Johannis legit Sanctitas Tua.

Hoc sciunt, quod nulla fides est pietasque juris qui castra sequuntur. Dixeritne modo his precursor Domini : « Neminem concutiatis. » Dixeritne Petrus : « Regem honorificate. » Dixeritne alius Innocentius, « Cui manum porrigitis, porrigo vobiscum, » scit Sanctitas Tua.

Hoc sciunt ipsi, se prius vitam quam fidem deserturos.

A metu. Vident enim totam hanc expeditionem ita alienis auspiciis

esse creditam, ut, si velit etiam Sanctitas Tua, nec sibi nec aliis Innocentius esse possit.

Sciunt quam nesciat servare modum victoria, quam effrenis sit dominandi libido, pedum in castris, cum hasta in Ecclesia est.

Experti sunt quam, in unoquoque statu suo, tota libretur Italia; quam nihil in ea moveri possit, quin universum corpus ejus non concutiat.

Malunt alienos tueri fines, quam suos; laboranti potius, re integra, consorti succurrere, quam, perditis rebus, nec sibi, nec illi posse succurrere.

Status enim hodie, Beatissime Pater, cum vita certat de presidentia. Aliud quam Ecclesia timetur in Ecclesia, quam Ferdinandus in Ferdinando defenditur. Atque adeo aliud, ut principes nostri putent se non minus, hoc temperamento, libertati Ecclesie consuluisse quam sue.

Occupare illam non tentabat Ferdinandus; venissent auxilio, nec segnius. Hoc, quod tentat Sanctitas Tua, omnium cum sua servitutem minatur.

Si ob hoc in canonem inciderunt, malunt experiri misericordiam Dei quam hominum.

Sciunt enim benedictionem reddi solere, cum humiliter petitur. Libertatem, si semel auferatur, pulses quantumvis pectus, raro restituitur.

Ubi imperiosa necessitas presentium urget, Beatissime Pater, futurorum semper metus in spem misericordie Dei rejicitur.

Fideles sunt principes nostri; in monte tamen cum Domino, quando transfiguratus est, non fuerunt.

Tanti metum, quanti spem faciunt; utravis rerum futurarum passio; vera vis Domini manus est. Nisi quod sperant libentius homines, quam metuant.

Hoc tamen dolent, quod scutum sine ense non capitur; quod egre restituitur, quidquid magnis impensis occupatur.

Necessitas tandem, Beatissime Pater, salus propria et relicta a pa-

tribus libertas; non aliqua erga Sanctitatem Tuam irreverentia hos impulit ut in alteram lancem se conjicerent, ne statera simul et pondus uno tempore mergerentur.

Nam augere rem suam hominis putabant, christiani servare in pios usus, Pontificis querere que sursum sunt, non que super terram.

Ipsi, si non augere rem suam volunt, benedici non postulant; si servare querunt, maledici dolent, clamitant, ferre non possunt.

Ignoscet igitur Sanctitas Tua, si malunt aut servire potius simul quam seorsum, aut liberi potius quam servi relinquere filiis quod a suis patribus acceperunt.

A causà. Non enim ad inferendam alicui injuriam, sed solum ad defensionem hoc auxilii Ferdinando porrexerunt.

Aquam non ligna tulere ubi proximus ardebat paries, quo, caritati proximi, quo proprie satisfieret, si validior flamma insurgeret quam putabatur.

Quid excusatius esse potest defensione? Quid honestius causa propulsande tyrannidis? Quid laudabilius armis, que sumuntur, aut ad dirimendum, aut ad equandum ita bellum, ut pax sequatur, non pars altera superetur? Ut ministros sane reconciliationis, non pertinacie fautores se principes nostri interposuerunt.

Nemo illud impingat in aurem Tue Sanctitatis : « Qui non colligit « mecum, dispergit. » Nam colligunt ipsi, dum perditam ovem ad pastorem suum revocant; dum immissos canes parumper sustinent, quoad illi locum misericordie ostendant.

Quidquid enim fit, fit ut peniteat, non desperet; invocet clementiam tuam, non Turcum; repetat gremium miserantis Ecclesie, non fugiat.

Quid Sacre Littere tam suadent, quam curam proximi suscipiamus, salutem ejus ut propriam tueamur?

Tibi filius est Ferdinandus, et illis frater ; ad te pertinet corrigere, et ad eos compati.

Impeditur eorum interventu tua justitia; impeditur et tuis censuris eorum misericordia.

Tam misericordia Domini plena est terra, quam justitia ejus manet in seculum seculi. Sed, quia justitia et pax osculate sunt, dolent quod a censuris tuis mordeantur, si pacem querunt.

Si controversia hec ante tribunal illius Eterni Judicis proponeretur, quid sententie laturum esset nescimus; hoc scimus dixisse Dominum : «Misericordiam volo!» dixisse apostolum : «Que seminaverit homo, «hec et metet.»

Num maledicet his qui misericordiam operantur, his qui cum infirmo infirmantur, si maledicet his Sanctitas Tua? Num morietur, non orietur in eis justitia et abundantia pacis?

Bono zelo, si non secundum scientiam, egerunt principes nostri quicquid egerunt, zelo servande fidei, zelo tuende libertatis, zelo pietatis; se in medias acies conjecerunt.

Quid in malam partem accipitur, quod in bonam tam debite, tam coacte, tam pie factum est?

Cum igitur a bono spiritu ducti sint in desertum principes nostri, unde nihil preter curas et impensas educturi sunt; cum bellum hoc de vindicanda alicujus morte non sit, adjurant Sanctitatem Tuam, per viscera misericordie illius qui cogitat cogitationes pacis et non afflictionis, eo non ducantur, ubi tententur a diabolo : Christi non sunt.

Pacem velit Sanctitas Tua; misericordias suas in ira non contineat, hostes non judicet qui, ex federe, qui, ob metum proprie libertatis, qui, pietatis causa, defensionem, non injuriam aliquam cogitarunt. Malit esse pater misericordiarum, et totius consolationis, quam injuriarum vindicator. Nil a clementia tua petunt, quod ipsa millies, diebus suis, ab aliis non petierit, non extorserit.

Redeat illa vox sancta, Beatissime Pater! Redeat pax! Justitia, et abundantia dominabuntur.

Ad quid immutatum est votum suum super oves pascuorum suorum?

Hanc professionem fecit Sanctitas Tua; non cedes, non rapinas, non famem, cum assumpta est, repromisit Ecclesie.

Memor esto primi verbi tui, in quo servis tuis omnibus spem dedisti; memor Domini : « Habete pacem inter vos. » Memor testamenti sui sancti : « Pacem meam relinquo vobis! »

LETTRE DU ROI FERDINAND DE NAPLES À LAURENT DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 61.)

Naples, 23 août 1486.

SOMMAIRE. — En donnant un bénéfice dans ses États à Jean de Médicis, le Roi n'espère pas s'acquitter des obligations qu'il a contractées envers Laurent.

Magnifice vir, compater et amice noster carissime. Non era necessario che da voi fossemo ringraziati de quello, per lettera de nostra mano, ve fo offerto in beneficio de M. Joanne vostro figlio; perchè sape Dio lo animo et la voluntà nostra quanto è desiderosa fare tutte le cose del mundo per usarve gratitudine, per quello havete continuamente operato in beneficio nostro, et de questo Stato, del quale sempre potete fare quella stima, che facite delle cose vostre medesime; perchè li obligħi ve havimo, così recercano; et mai ve poriamo offerire tanto, in beneficio vostro et della casa vostra, che ne para havere satisfatto a una millesima parte di quello è lo animo et desiderio nostro de fare; secundo speramo per esperienze, ogni dì, potrete conoscere più manifestamente[1].

LETTRE DE LAURENT DE MÉDICIS À L'AMBASSADEUR FLORENTIN PRÈS DE LA COUR DE ROME.

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 57.)

22 octobre 1487.

SOMMAIRE. — Le roi Ferdinand proposait un traité secret au Souverain Pontife qui en avait informé l'ambassadeur Florentin; Laurent, consulté, engage le Pape, par les plus fortes raisons, à se défier

[1] Nous avons trouvé dans les archives deux autres lettres de Ferdinand, dont une autographe; elles démontrent, ainsi que le billet que nous conservons, tel qu'il est écrit, l'étroite amitié qui, à cette époque, unissait le roi de Naples à la famille des Médicis.

de toute proposition d'alliance particulière avec le roi de Naples, et à ne jamais abandonner, dans un intérêt privé, la ligue commune qui assure l'équilibre et le salut de l'Italie [1].

Questa mattina, ho ricevuto le vostre de' XVI e XVIII, con la copia della istruzione regia; e, prima che io vi dica altro, mi pare debbiate ringraziare la Santità di Nostro Signore d' avere liberamente comunicato con voi una cosa di questa importanza, certificando quella che, per fede, mi pare meritare qualche parte di questa liberalità, perchè, in ogni cosa di Nostro Signore, per quanto intenda, posporrò sempre tutte le altre; e sono certo che, se bene non traesse molta utilità dal conferire meco, almanco non gli sarà mai danno. Conosco, se io pensassi alla spezialità mia e al carico che mi potrebbe seguire di queste cose, doverrei tacere, e tanto più, perchè, qualche volta da poco tempo in quà, m'è intravenuto, per avere parlato liberamente, ho poco satisfatto, come sapete; e però mi pare più tosto mio officio e molto più sicuro per me non mi caricare di sassi, perchè le cose poi si tengono poco segrete; e io vi certifico che ho veduto avvisi di costì di tre altre persone oltra voi, contenenti la pratica che tiene il Rè d'accordarsi con Nostro Signore; e voi sapete quanto è ch' io vene scrissi.

Intendo particularmente ancora che il vicecancelliere insieme con Marcantonio d'Alessandro similmente praticano qualche simile cosa;

[1] On peut juger par cette lettre que, quelque étroits qu'aient été les liens qui unissaient Laurent le Magnifique à la maison de Naples, sa haute raison politique et son amour pour l'Italie avaient encore plus d'empire sur ses résolutions et sur ses actes. Le grand crédit dont il jouissait à la cour de Rome portait quelquefois ombrage à ses amis de Naples, comme il est aisé de s'en convaincre par la lecture de quelques passages d'une dépêche que lui adressait, le 9 mai 1489, Piero Vettori, ambassadeur florentin à la cour du roi Ferdinand. Vettori rend compte à Laurent d'une conversation qu'il a eue avec le duc de Calabre (qui sera le roi Alfonse). Le prince lui dit : «che si conosceva manifestamente per tutta Italia, quanto voi «(Lorenzo) potessi nel Papa, e che lo amba«sciadore fiorentino *quodam modo* lo gover«nava..... Che vorrebbe potere trovarsi in «una camera con voi e col signor Lodovico, «a sbattere questa faccenda; che non crede«rebbe durare molta fatica a fare conoscere «che questa nostra lega vorrebe essere unita, «non solo in fatti, ma ancora in dimostra«zioni; e che, si vedeva che il Papa faceva «per voi assai, e aveva fatto il vostro figliuolo «cardinale, in età forse non più udita, e per «questo é si credeva che, se voi facessi quello «che voi potete, che le cose si assetirebbono...» (*Arch. Med.* cart. av. princip. filza 41.)

e a me sarebbe suto molto grato che, con lo avviso vostro e istruzione sopradetta, mi avessi scritto ove inclina la mente di Nostro Signore; perchè a me era poi più facile e più sicuro il risolvermi; perchè non ho a pensare ad altro che accomodarmi a quello che pare a Sua Santità, e questo è più mio officio, che non è il consigliare Nostro Signore, il quale credo pure che abbi più pratica delle cose del mondo, che non dice la istruzione regia, ed è pure stato oramai tanto in Pontificato, che non debbe avere bisogno che il Rè gli insegni conoscere il modo di governarsi con noi e con altri.

Nondimeno vi dirò quanto intendo, e rispondovi presto, perchè questa materia non mi è nuova, nè altera punto la opinione che io vi dissi a bocca, e nella quale sono sempre continuato, perchè non son mutate le condizioni e ragioni che allora mi mossono.

Io ho qualche dubbio che il Rè non abbi mandato questa istruzione solamente a fine che si sospendessi il procedere contro Sua Maestà, instando il termine, e non con animo di fare in effetto altro che quello abbi fatto insino qui; massime perchè, chi strigne bene il succo di questa commissione, io non vi veggo se non offerte generalissime, e parole che mostrono più che non hanno in effetto. E però potrebbe essere che il Rè avessi fatto questa cosa : prima, per sospendere, come è detto, la esecuzione contro Sua Maestà; oltra questo, per fare alterazione tra Nostro Signore e noi, perchè sà bene che, fatto questo, Sua Santità resta a discrezione sua.

Uno terzo effetto ancora potrebbe recercare, e questo è di tentare l'animo di Nostro Signore; e, se non lo trova alienò dai ragionamenti della composizione, al Rè parrà essere assicurato da cotesta banda : perchè vedrà quanto fondamento hanno le dimostrazioni che fà Nostro Signore in questo caso de' censi e baroni; perchè conoscerà che la cosa si può pure medicare, e con che unguenti, e quello in effetto che gliene và; e chiarirassi che Nostro Signore non ha pratica con Spagna, Duca *de Lorraine*, nè con altri, e se pure la ha, che ne fa poco conto.

Queste mi paiono le ragioni che possono avere mosso il Rè; nè posso

credere abbi animo a pagare cento mila ducati, faciendo tanta difficultà a molto minore somma.

Io per me, come per altre avete inteso, non conforterò mai Nostro Signore, nè a cosa vergognosa, nè a fare alterazione in Italia; e, come per vostro mezzo ho confortato Sua Santità, a dì passati, a non pigliare impresa pe' conforti o spalle d'altri, così al presente non mi pare, per offerte e parole, a mio parere, poco efficace, da rimuoversi da alcuno proposito buono; e se pure alla Sua Santità paressi buono proposito quietare col Rè, e levare ancora questa scintilla d'alterazione in Italia, crederei fosse bene fare una lega generale di tutta Italia, che sene caverebbe, a mio parere, tre frutti :

Uno, che si giustificherebbe, in quel modo che si può, questo accordo col Rè, perchè, se Nostro Signore ci mette dello onore suo, parrebbe che lo facesse per unire Italia, e pacificarla in tutto, e che stimasse più il bene universale che qualche suo carico.

Il secondo frutto sarebbe, che il Papa arebbe più certezza di quello gli promettesse il Rè; e a me pare, per gli esempi passati, sia necessario cercarla, dico questa certezza.

Il terzo frutto sarebbe, che, componendo Nostro Signore col Rè, credo che tutte le altre Potenze d'Italia, e principalmente Veniziani, allenterebbono l'amicizia con Nostro Signore; e sarebbe pure meglio avere obbligato tutta Italia, per mezzo della lega generale, che restare a discrezione.

Ora voi potrete dire ch'io abbi fatto contro quello ch'io proposi in principio, cioè di dire poco; e ora ho detto più che non mi domandavate, vinto dalla natura, e obbligo, e affezione che io ho alle cose di Nostro Signore.

Conosco con assai mio pericolo scrivervi questa; e desiderrei che Nostro Signore con questo vescovo di Cariuola[1] facesse tale opera, che il Rè avessi ad intendere ch'io non dissuada a Sua Santità lo stare bene con la Maestà Sua; e, se gli è vero quanto mi avete scritto, che

[1] Envoyé du Roi de Naples.

la sospensione delle censure sia proceduta in parte da' conforti di quà, desiderrei Nostro Signore in qualche modo lo facesse intendere al Rè, per non mi fare odio da quella banda, sanza utilità di Sua Santità; perchè potrei pure incorrere in qualche pericolo e danno, che poi dorrebbe a Nostro Signore.

Se vedete la Santità Sua inclinata a questa via dello accordo, avvisatemi, per potermi accomodare, come è detto, alla opinione di Sua Santità; e, in questo caso, mi sarebbe molto grato che Nostro Signore mostrassi avermi fatto intendere questa pratica, e che io la avessi confortata e aiutata; perchè, come dico, sanza danno di Nostro Signore, mi parrebbe essere molto utile, quando pure la Sua Santità stesse nel proposito passato. Desiderrei, come è detto, solamente in genere, facessi intendere al Rè che le opere mie con Sua Santità sono sute sempre a proposito della Maestà Sua.

Alla parte che mi scrivete del conte di Pitigliano[1], ho inteso quanto vi ha detto Nostro Signore; a me ha sempre negato il conte d'avere tenuto alcuna pratica con Veneziani, ma mostra avere avuto desiderio e speranza di condursi con Nostro Signore; ho inteso M. Cesario essere suto a Pitigliano, e dal conte per ancora non ho avviso alcuno. Parmi necessario aspettare lui, che così si governa meglio ogni cosa seco; e io arei desiderato che Nostro Signore vi avesse risposto più largamente, quando voi gli avete parlato di questa cosa; perchè, avendovela tagliata al vivo, mene riposaro in su quello.

Io conforterei Sua Santità a non lasciare i Colonnesi, perchè gli Orsini arà sempre sanza pagamento, riconducendosi, come credo, il signor Virginio con Milano, e con noi; e però farei questa spesa de' Colonnesi più volentieri che alcun' altra, perchè la sicurtà di Sua Santità mi paiono cotesti baroni circunstanti. E i Veneziani non vogliono Colonnesi; loro sono constretti ad irne col Rè. Gli Orsini non sono ancora certo nostri; se saranno, come spero, Nostro Signore, conducendo Colonnesi, mi pare sicurissimo. Se pure gli Orsini non sono nostri, mi pare Nostro Signore, sanza Colonnesi resti a discrezione, e

[1] Niccolo Orsino.

molto poco sicuro[1]. Conosco che io dico troppo; ma parendomi la cosa importantissima, non posso tacere, ancora che io ecceda l'officio mio. Fatelo intendere molto largamente a Nostro Signore.

La Clarice, mia donna, ha avuto qualche ragionamento di venire a rivedere cotesti suoi parenti, e provare uno poco cotesta aria; perchè questa nostra, come sapete, non gli è molto buona la vernata. Altra volta avete mostro costà desiderare la Maddalena, e, quando fossi nel medesimo proposito, si potrebbe commodamente condurla con la madre[2]. Piero ancora forse verrebbe in loro compagnia per vedere la donna, la quale presto debbe venire in costà; e forse, venendo Piero, la verrebbe tanto più presto[3].

Questi insino ad ora sono ragionamenti, potete conferire con Sua Santità, e col Signor Francesco, e approvandosi questi nostri pensieri di costà, si metteranno ad effetto, e non altrimenti.

Vorrei sapere a punto quando venne questa instruzione da Napoli, e quanto il Papa vela ha tenuta occulta; e che persona è questo vescovo di Carriuola. Io dubito il Papa, per ventura, non ci sia più inclinato che non mostra, e potrebbe forse essere la cosa più inanzi. Se velo vedete avviato, fate che io ne abbia qualche grado. Ma a me pare sia la ruina del Papa.

Io ho scritto questa lettera, in modo che possiate leggerla tutta al Papa; e così mi pare dobbiate fare.

La République était représentée en France, en 1493 et en 1494, par Francesco della Casa.

[1] Les Colonnesi (anciens Gibelins) et les Orsini (anciens Guelfes) étaient les deux plus puissantes familles des États Romains. La famille des Médicis avait contracté avec les Orsini une double alliance de famille : Laurent avait épousé Clarice, et Pierre II, son fils, Alfonsine Orsini.

[2] Maddalena de Médicis, fille de Laurent, devait épouser cette année même Franceschetto Cibo, fils d'Innocent VIII, qui avait été marié avant d'entrer dans les ordres. Cette alliance avec les Médicis engagea le Souverain Pontife à comprendre Jean, fils de Laurent, dans la promotion de cardinaux qu'il fit en 1489. Jean avait alors quatorze ans.

[3] Il s'agit ici sans doute d'Alfonsine Orsini, qui devait épouser Pierre de Médicis.

La gravité des circonstances engagea la Seigneurie à envoyer en outre à la cour de Charles VIII deux ambassades solennelles, l'une en 1493, l'autre en 1494.

La correspondance de Francesco della Casa, commencée le 18 juin 1493, se termine le 29 juin 1494.

La correspondance de l'évêque d'Arezzo et de Piero Soderini, commencée le 29 août 1493, se termine le 2 février 1494.

Enfin, la correspondance de Guidantonio Vespucci et de Piero Capponi, commencée le 12 avril, se termine le 20 juin 1494.

Nous publions toutes les dépêches importantes qui se rapportent à ces trois légations.

LÉGATION DE FRANCESCO DELLA CASA.

(Juin 1493 — juin 1494.)

NOTICE BIOGRAPHIQUE.

FRANCESCO DELLA CASA.

Francesco était fils de Tedaldo della Casa et de Filippa, fille de Niccolo Benintendi. L'inimitié qui existait entre ses parents et les Médicis l'éloigna d'abord des affaires publiques. On doit présumer que, vers l'époque de la mort de Laurent de Médicis, un rapprochement avait eu lieu entre les deux familles, puisque, en 1493, Francesco recevait de Pierre de Médicis, auprès de la cour de France, dans les circonstances les plus délicates, une mission toute de confiance, mission qu'il remplit, comme on peut s'en convaincre en parcourant sa correspondance, avec le plus rare talent et la plus haute distinction.

Après l'expulsion des Médicis, Francesco della Casa fut appelé à siéger dans le grand conseil, où il se fit remarquer par un sens politique profond et exercé.

En 1499, il négociait, au nom de l'État, une alliance entre Sienne et Florence.

En 1500, il était envoyé en France, afin de déterminer Louis XII à seconder les Florentins dans leur expédition contre Pise. Jamais ambassadeur n'obtint un succès plus flatteur ni plus complet : Francesco trouva en effet le Roi mal disposé à accueillir sa demande; mais il fut assez habile pour le faire changer de sentiment, et pour le rendre favorable aux intérêts de la République.

Peu de temps après cette heureuse ambassade, si honorablement accomplie, Francesco della Casa fonda à Rome un établissement de commerce, et il mourut dans cette ville, le 26 août 1541.

I.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS[1].

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 75.)

Paris, 18 juin 1493.

Sommaire. — Francesco della Casa attend à Paris l'arrivée prochaine du Roi. Il met le temps à profit

[1] Presque toutes ces dépêches sont adressées à Pierre II de Médicis, qui, en 1492, avait succédé dans l'autorité à son père, Laurent le Magnifique. La vie politique de

pour étudier le terrain et pour se ménager des intelligences à la cour. Il croit pouvoir compter déjà sur l'appui de madame de Bourbon et de monsieur d'Argenton.

Dipoi che, *de Lyon* et *di Senlis*, e l'ultima e qui vi scrissi, io non ho vostre lettere, e con desiderio ne aspetto, e non ostante che per questa non abbia che dirvi, nè mi renda molto sicuro di questo apportatore, nondimanco non ho voluto sia sanza mie lettere, per buona usanza.

Il Rè, s'intende ad ogni modo, sarà qui fra quattro dì, che troppo mi piace, per non essere più a drieto di eseguire con Sua Maestà la mia commissione; e crediate che, se mi fussi suto possibile e a proposito, non l'arei aspettato qui, dove nondimeno non ho perduto una ora di tempo in visitare e darmi a conoscere a questi signori, in modo che, quando mi rappresenterò al Rè, mi troverrò assai più sicuro e manco soro della corte, che non arei fatto in quella mia prima giunta subita.

Scrissivi per l'ultima come Madama *de Bourbon*[1] m' aveva domandato se vi contenteresti che[2] *il Rè di Francia vi mettessi in la lega nuova, tra il Papa, Veneziani e Milano.* Rispondetene per il primo. M. *d'Argenton*[3] me ne ha dipoi detto qualcosa. Et voi conoscete quanto importi.

Raccomandomi a Vostra Magnificenza. Altro non ho per questa a dirgli, se non è che mi pare certo vedere che, a quanto m' avete commesso, darò buona esecuzione, e non riceveremo nè caricho nè torto nessuno. Solo mi dolgo che li amici nostri, che voi sapete, hanno in modo avvezzi qualcuno di questi signori, con chi io ho a fare, che ancora da noi desiderranno possere trarre qualche cosa. E M. *d'Argenton* ne è uno, che nondimanco è tutto vostro. Ma il governo

Pierre II appartient à l'histoire générale de l'Italie. Nous nous contenterons de rappeler ici les deux mots que Commines lui consacre : «Pierre, dit-il, homme jeune et peu «sage, qui conduisoit ceste cité (Florence) «presque comme seigneur.»

[1] Madame de Bourbon est la célèbre Anne de Beaujeu, fille de Louis XI, régente de France pendant la minorité de son frère Charles VIII.

[2] Les mots en italique sont en chiffres dans les dépêches.

[3] L'historien Philippe de Commines, seigneur d'Argenton.

oggi di qua è tale, che persona non si può fondare in ragione alcuna, nè ci si vede altro che confusione.

II.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 60.)

Paris, 28 juin 1493.

Sommaire. — Francesco della Casa a eu sa première audience du Roi, et il est entré ensuite en conférence avec les principaux membres du conseil. Charles VIII l'a reçu, le faucon au poing. Il a voulu lire lui-même la lettre de Pierre de Médicis; mais, avant de répondre, il a pris conseil. Une commission de cinq membres est chargée de traiter les affaires d'Italie; elle se compose : du maréchal de Crèvecœur des Cordes; du gouverneur de Bourgogne, Jean de Beaudricourt; du général des finances de Languedoc, Guillaume Briçonnet; du sénéchal de Beaucaire, Étienne de Vèse; de Philippe de Commines, seigneur d'Argenton. C'est devant cette commission que Francesco della Casa expose l'objet de son ambassade, et cherche à disculper la République et les Médicis des accusations qu'on leur intente et des torts qu'on leur impute; tâche difficile, qui surpassait les forces du diplomate le plus habile.

Francesco ne décrit pas, il peint; il trace un tableau vivant et animé de la cour de France; il fait, à son insu et d'un seul trait, le portrait ressemblant de tous les personnages qu'il a intérêt à bien connaître : le maréchal des Cordes, brave capitaine, impartial et conciliant; l'amiral de Graville, vieux serviteur mis en oubli, ennemi des nouveautés; Briçonnet, homme fin, qu'il faut estimer, parce qu'il a le crédit; Étienne de Vèse, qui a tout pouvoir, et qui, à lui seul, vaut plus que tout le reste du conseil; le prince de Salerne, en assez bonne condition pour un si pauvre seigneur; Perron de Basche, envoyé du Roi en Italie, et qui, chemin faisant, travaille à s'enrichir; Philippe de Commines, sans grande autorité, parce qu'on le tient pour trop habile, toujours circonspect et clairvoyant, attaché aux Florentins par inclination, et aux Médicis par l'espoir de quelque profit; le Roi enfin, si peu capable de traiter les affaires, et si peu au fait de ce qui se passe, que l'ambassadeur compatissant en éprouve pour lui quelque pudeur. Rien n'échappe au coup d'œil perçant de cet observateur spirituel et exercé. Cette dépêche, si pleine d'intéressants détails et de curieux renseignements, est un véritable chef-d'œuvre.

Il Rè tornò qui, sabbato sera passata, a dì XXII di questo. E, la domenica mattina seguente, per introduzione di M. *d'Argenton*, mi presentai a Sua Maestà, e ebbi la mia prima audienza in una sua piccolissima camera privata, dove erano ristretti insieme circa sessanta de' principali e gran signori di questo Reame. E, prima che a Sua Maestà presentassi le lettere della Signoria e vostre, gli esposi succintamente la prima parte de la vostra instruzione, circa al buono animo

della Signoria e vostro verso di quella; ringraziandola della mandata di *Péron de Basche*[1] a condolersi della morte di Lorenzo[2], e escusandosi del non avere voi prima mandato a ringraziare.

Mostrò udirmi con buona attenzione; e, presentatogli le lettere, Sua Maestà dette quelle della Signoria al siniscalco[3] e uno altro signore, che le leggessino. E intanto Sua Maestà, con un falcone in pugno, aperse la lettera vostra, e diligentissimamente vi misse tempo, e la volle lui medesimo leggere e gustar tutta; e dipoi si ristrinse con il siniscalco e M. *d'Argenton;* e, inteso il contenuto della lettera della Signoria, e consigliatosi con essi, mi disse che fossi il benvenuto, e che mi farebbe presto udire e darmi risposta della mia credenza. E, questo detto, se n'andò alla messa, lasciandomi ben satisfatto di questa sua prima audienza; perchè, avendomi ammesso e aspettato in presenza di tanti signori, e sì subito in su la sua tornata, fu onorevole; e, avendo messo tempo di circa un quarto d'ora in udirmi, e leggere le lettere, e conferire, e rispondermi, mostrò che la materia gli fussi e d'importanza e accetta. Io mi ristrinsi dipoi con *l'Argenton* e col siniscalco, dai quali intesi che, per ordine e commissione del Rè, il giorno seguente, mi dovevono udire sopra la mia credenza, insieme con alcuni altri signori deputati.

E perchè, come per altra vi ho detto, il principe di Salerno[4], per mezzo del siniscalco è uno dei deputati ad intervenire ne' consigli

[1] Péron de Basche, maître d'hôtel du Roi, «nourry, dit Commines, en la maison «d'Anjou, du duc Jean de Calabre, affec«tionné à ladite entreprise d'Italie.» Francesco della Casa le représente comme un homme avide et facile à corrompre.

[2] Laurent le Magnifique, père de Pierre, mort le 8 avril 1492.

[3] Étienne de Vèse, sénéchal de Beaucaire, puis président de la chambre des comptes, «lequel, dit Commines, avoit «nourry ledit Roy nouveau, et servy de pre«mier valet de chambre.» Louis XI l'avait déjà nommé bailli de Meaux. «Estienne de «Vèse, ajoute-t-il ailleurs, avoit en fantaisie «ce fait de Naples..... il estoit enrichi, mais «non point encore à son gré.....» Étienne de Vèse était le premier des favoris (Guicciardini).

[4] Antonio de San-Severino, prince de Salerne, avait échappé aux proscriptions du roi Ferdinand contre les barons du royaume de Naples; il s'était réfugié à Venise avec ses trois neveux, fils de son frère Bernardino, comte de Bisignano. De Venise, cette famille de proscrits était passée en France,

delle materie di Italia; e, accorgendomi io, parlando seco, che lui era disegnato intervenire in questa mia audienza, e parendomi cosa mal considerata e di poco onore del Rè e nostro, io la conferii e dimostrai secretamente al *Argenton.* Il quale, ravvedendosi che del vero lo avvertiva, ritornò subito al siniscalco, e ordinò che, l' altro giorno seguente, desinassino con il generale *de Languedoc*[1] i deputati sopra queste cose, cioè M. mariscalco *des Cordes*[2], il governatore *de Bourgogne*[3], il siniscalco e *l'Argenton;* e così fù fatto. E, dopo desinare, fù mandato per me, e serrato in una camera, con i detti quattro signori, e con in generale per quinto. Esposi diffusamente in buono e largo italiano la più parte della instruzione vostra, e con grande attenzione fù udito e inteso. E, tiratomi dipoi da parte in uno canto della camera,

«où, dit Commines, un jour vivoient en es-«pérance, autre en contrariété, et faisoient «diligence en Italie.» — Il y avait une autre branche de la maison de San-Severino, qui avait pour chef Roberto, et qui était établie à Milan. Nous en parlerons ci-après.

[1] Guillaume Briçonnet ou Brissonnet, créé par Louis XI général des finances du Languedoc. Il était marié, lorsque l'archevêque de Vienne, Angelo Cato, qui se piquait de lire dans l'avenir, lui prédit qu'il parviendrait à un haut rang dans l'Église, et qu'il serait presque Pape; «de quoy, dit Commines, sa «femme ne fut trop contente, car c'estoit «à dire qu'elle s'en iroit la première, ce «que les femmes n'aiment volontiers.» Guillaume Briçonnet, après la mort de sa femme, devint, en effet, évêque de Saint-Malo en 1490, cardinal en 1495, puis archevêque de Reims et de Narbonne. Il vécut jusqu'en 1514. C'était un homme riche et bien entendu en finances, tout-puissant à cette époque. «Ceux qui conduisoient le «Roy, dit encore Commines en parlant de «Briçonnet et d'Étienne de Vèse, estoient «deux hommes de petit estat, et qui de nulle «chose n'avoient eu expérience.»

[2] Philippe de Crèvecœur, seigneur des Querdes ou des Cordes, maréchal de France, capitaine estimé pour ses campagnes en Artois et en Picardie, désigné comme chef de l'armée d'Italie. Il mourut à Lyon, avant le départ, le 20 avril 1494. Philippe de Crèvecœur avait été élevé à la cour du duc Philippe de Bourgogne, et avait fidèlement servi son fils, Charles le Téméraire, jusqu'à sa mort. Ce ne fut donc qu'à la fin de son règne que Louis XI l'attacha à son service. Belleforest dit de lui «qu'il estoit aussi bon «moyenneur de bons accords, que sage et «vaillant, en temps de guerre, à conduire «gendarmerie.»

[3] Jean de Beaudricourt, gouverneur de Bourgogne. Il devint maréchal de France. Beaudricourt avait commencé sa carrière militaire au service de Charles le Téméraire. Louis XI l'avait attiré à son parti. Sous Charles VIII, il avait contribué autant que personne au gain de la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier. Il prit part à l'expédition de Naples, et mourut en 1499.

loro conferirno e si consigliorno insieme per spazio di un buon quarto d' ora, sopra la risposta che mi avevono a fare. E, richiamato inanzi a loro, commissono la risposta al generale *de Languedoc*, uomo astuto e di grande stima e credito appresso del Rè, ma, per quanto intendo, non bene amico della nazione nostra. Il quale primamente, con molte parole ringraziando la nostra Signoria e voi della venuta mia e del buono animo vostro verso la Maestà del Rè, replicò alcune particularità de' meriti antichi e moderni della Città nostra e della casa vostra verso la Corona di Francia. Dipoi, cominciò a dirmi per modo di intimazione e protestazione, per parte del Rè, che, avendo Sua Maestà, come giusto et buono Signore, in questa sua pace restituito quello che di diritto non gli parea possere tenere, cioè *de Bourgogne et Picardie*, che ancora pensava riacquistare quello che gli era detenuto; e, essendo bene informato per molte ragioni che il Reame di Napoli se gli apparteneva, che voleva li amici suoi a questa impresa avere per amici, e così per contrario.

E che ne' Fiorentini avea buona e ferma confidanza; ma bene si era Sua Maestà doluta e maravigliata che, essendogli voi più obbligati che alcuni altri di Italia, che prima non gli avevi, come hanno fatto Veneziani e M. Lodovico, notificato il successo di questa lega; e che, essendogli suto detto e scritto che contro di lui vi eri allegati, e non sentendo altro in contrario, che, nella commissione di *Péron de Basche* in Italia, non gli era parso fare menzione di voi; ma ora, intendendo il buono animo vostro, e sperando con effetto conoscerlo quale io lo dico, che Sua Maestà ci arà per sua, come sempre ci ha tenuti.

Risposi alle parti del suo parlare quanto mi parse a proposito; e, a questa ultima della tardezza dello avere voi dato notizia dell' animo vostro e di questa lega, dissi che conosciavamo che per noi non si potrebbe usare tanta diligenza e reverenza in avvisare d' ogni nostra cosa la Maestà del Rè, quanto si converrebbe; ma, essendo le cose di Italia, un pezzo fa, sute sospese e incerte, che, subito che fu inteso di questa lega, mi facesti partire due dì appresso, e, standoci noi prima nella nostra lega antica, non potevamo sapere quello che altri dovessi

fare, e che io credeva che questo poco del dispiacere che avevono di noi avuto, che in parte vi sarebbe grato, mostrando che li avvisi e le cose vostre sieno a cuore alla Maestà del Rè, e al suo consiglio; e che, per l'avvenire, avendo quello adito e audienza dal Rè che sempre abbiamo avuto, che mai non mancheremo di fargli veri rapporti delle cose d' Italia.....

E, sopra di questo, il siniscalco, replicando quanto onore il Rè vi aveva fatto in più cose, ritornò ancora di nuovo in riprendere che troppo avevi indugiato, che in vero è uno capo sanza alcuno attacco di ragione, ma, non avendo altro, si sono serviti di questo tanto oltre quanto intendete. E dipoi M. *des Cordes*, il governatore *de Bourgogne*, e tutti insieme conclusono che, mantenendovi voi, e trovandovi il Rè quali noi promettiamo, che vi farebbe miglior fautore che mai. E, queste con più altre cose dette, presi licenza da loro, con ordine che, fra uno giorno, referirebbono tutti insieme al Rè la proposta mia e la risposta loro; e che dipoi, quando volessi, potrei brevemente replicare al Rè quanto mi parrà. E così penso di fare, inanzi passino due dì; perchè, non ostante che il Rè, per se medesimo non sia punto capace di queste pratiche, e sì poco ne intende e ne gusta, che mi è vergogna a dirlo, nondimanco, per fargli e mantenergli buona impressione di voi, e farmegli familiare, e per acquistare onore in corte, io gli parlerò spesso, sanza cerimonie e sanza introduzione di persona, ogni volta che arò da conferirgli qualche cosa. Ma non bisogna fare fondamento che lo acquistar lui proprio ci possa servire di molto, perchè da mille bande ogni giorno si lascia tirare, e menare da ogni uomo che lo richiegga. E, se non è che le materie d'importanza hanno pure qualche esamina e consiglio, direi che per niente questo governo potessi così mantenersi. Ma le cose mediocri e non molto importanti passono per diversi mezzi, con una confusione grandissima.

Il siniscalco è più a cuore del Rè e più familiare, e più s'intromette d' ogni pratica che signore che ci vegga; e, nelle materie di Itälia, lui solo ne può più disporre che tutto il resto de' signori. E, come per altra v' ho detto, lui è tutto del signor Lodovico, e favorisce e onora

forse il principe di Salerno, e, nelle materie di Italia, gli presta fede assai. E del siniscalco solo nascono tutte le lettere e favori che vengono di costà. E, perchè io conosco che ancora a noi può più giovare e nuocere che qualunque altro signore, io mi sono ingegnato, e ogni giorno più mi sforzo di guadagnarlo, e a questa ora credo non ci sia nimico; ma, per la stretta intelligenza che ha con Milano, non ci può essere tale amico come già fù; ma alla giornata vedrò, sanza nostro costo, di racquistarlo. E ho esaminato che, nè a l'ammiraglio[1], nè a altri non ci possiamo voltare nè addirizzare, perchè nessuno altro ci può tanto giovare, quanto costui solo ci può e giovare e nuocere. Et le occorrenze vostre di qua per ora non sono sì urgenti e di tanta importanza, che meritino quello sforzo e quella spesa, che hanno fatto degli altri; ma, mantenendoci il credito nostro, e ovviando che non ci sia dato carico, mi pare che al presente ci debbe bastare. E, quando interverranno cose di più gran momento, sempre potremmo metterci più avanti.

Voi dovete una volta restare contento che il nome e il credito vostro è di qua in sì buona condizione quanto dire si possa; e ogni giorno so che mi darete cagione ch' io possa augmentarlo; e, per insino a qui, mi pare avere bene operato, per quanto mi mandasti; e continuamente sarò più pratico e più accomodato a meglio servirvi.

E non mi è parso a proposito escusarsi della vendita del signor Francesco delle castella[2], perchè di qua non ne è menzione, e a parlarne saria suto timidità nostra, e onore del Papa; ma con qual-

[1] Louis Malet, seigneur de Graville et de Marcoussy, amiral depuis 1487; il résigna cette charge en 1490 à son gendre, Charles d'Amboise, seigneur de Chaumont, qui mourut en 1511. Alors son beau-père reprit le titre et les fonctions d'amiral, qu'il exerça jusqu'à sa mort, en 1516. L'amiral de Graville avait joui d'une grande autorité pendant la régence d'Anne de Beaujeu. Sa faveur déclinait depuis cette époque.

[2] Voyez dans Guicciardini (l. I, ch. 1er) le détail de la vente des châteaux de Franceschetto Cibo, beau-frère de Pierre de Médicis, à Virginio Orsini. Cette affaire, conclue sous les auspices du roi de Naples, avait fort alarmé le Pape et mécontenté Ludovic Sforza, parce qu'elle était la preuve de l'étroite liaison qui existait entre Ferdinand, les Médicis et les Orsini.

cuno, che n'ha avuto qualche sentore, io n'ho fatto sufficiente giustificazione.

Il principe di Salerno è di qua, per povero signore, in assai buona condizione, e col siniscalco è intimo e familiare molto; e nelle cose del signor Lodovico usa estrema affezione e diligenza; e ancora mostra, per il parentado ha con voi, desiderare il vostro onore, in modo che non posso sinistrarmi da lui; e, per amore del siniscalco, gli fò qualche dimostrazione che abbiamo fede in lui. E così farò, se altro non mi direte.

Con uno M. Giovanni Batista Coppola, uomo del Rè di Napoli, non tengo molta familiarità, perchè non viene di qua a proposito; e, ricercandomi lui d'intendere da me qualche cosa, gli ho risposto che, scrivendo io di tutto a voi costì, ne comunicherete con messer Marino.

Io vi dissi per altra che Madama *de Bourbon* mi commisse che io vi scrivessi, se ricercandovi questo Rè di mettervi in lega..... di che dipoi non mi è suto parlato, nè a me pare a proposito destare tale materia, se prima non mi avvertite di che debba rispondere, essendo pratiche per voi avvisate, come mene arò a governare.

M. *d'Argenton* è, come voi sapete, tutto vostro, e di qua mi viene assai a proposito, perchè è prudente e intende assai, e inoltre perchè spera valersi di voi, o almeno farsi onore delle materie vostre. Lo veggo in ogni nostra cosa andare di buone gambe; e, benchè non sia di grande autorità, perchè è temuto da costoro, nondimanco non è di sì poca che, accozzata con la sua prontezza e destrezza, non ci sia uno ottimo e necessario instrumento. Scrivetegli una lettera e ringraziatelo, e sopra i tre capi, di che per lui vi scrissi per altra, vedete o di tutti o di parte satisfargli potendo, e massime in questa sua con il Lorino, che desiderrebbe lo traessi de l'ordinario; e a *Péron de Basche* ne scrive che la solleciti, sì che vedete di servirlo o pigliarne buona escusazione, e ad ogni modo pensate di ricompensarlo di qualche piacere, perchè è uomo che appetisce assai, e non serve tanto per amore, quanto per valersi di voi di qualche cosa.

Péron de Basche, mandato da questo Rè a Roma, è addiritto principalmente al signore Lodovico, per intendersi con lui sopra questa

materia di Napoli. Non sò se ancora sarà arrivato costì; essendo, fategli buona cera, non ad altro effetto, se non è che di qua non scriva cose fuori di nostro proposito; e, come per altra vi dissi, lui è avarissimo, e a Milano intendo è suto molto bene trattato in doni e altro; parendovi, come mi ha detto *l'Argenton*, lo gratificherete di qualche cosa. E, per avventura, per questo fante vi manderò le lettere del Rè, addiritte a lui, e con esse saranno quelle che il Rè scrive alla Signoria e a voi sopra queste cose di Napoli, le quali sò che sono commesse, e domani saranno espedite; ma, per nostro onore, io non le voglio sollecitare, nè ancora le ho domandate; ma solo, in discorso di ragionamento col generale *de Languedoc*, dicendogli che, quando noi della nostra buona fede non fussimo riconosciuti dalla Maestà del Rè, che aremo da tenerci mal contenti, lui mi domandò di queste lettere, e il siniscalco, *l'Argenton* e il principe l'hanno ordinate.

L'ambasciadore di Milano, che era di qua, ancora non è tornato, come doveva con prestezza, perchè dicono è ammalato; ritornando, avvertite come m'arò seco a tenere.

L'abbate di San Antonio è arrivato di qua nuovamente, e m'ha promesso e mostro avere fatto ricordo, nella sua prima audienza che arà dal Rè, riferire a Sua Maestà quanto vi abbi trovato suo buono servitore. E la Reina[1] ancora, alla quale io ho parlato dua volte, m'ha promesso dirgliene qualche buona parola. Così farà M. *d'Orléans*[2], in modo che di più luoghi se gli rinnoverà nella mente la buona opinione che ha di voi.

Il vescovo Gurgense[3] è di qua ambasciadore dell' Imperadore, e, fra pochi dì, se ne ritornerà nell' Allamagna; questa matina, parlando al Rè, Sua Maestà l' ha richiesto che interceda per il duca di Milano

[1] Anne de Bretagne.

[2] Louis d'Orléans, premier prince du sang, depuis roi de France, sous le nom de Louis XII.

[3] Raymond de Pérauld, né à Surgères, en Saintonge, évêque de Saintes, puis de Gurck, en Allemagne. Nonce apostolique sous Paul II, Sixte IV et Innocent VIII; créé cardinal en 1493 par Alexandre VI, sur la demande de Maximilien et de Charles VIII; chargé par l'Empereur de plusieurs missions importantes; mort en 1505 et enterré à Viterbe.

appresso all' Imperadore, circa alla investitura e feudo del ducato di Milano; che mi pare cosa strana, che, contro allo interesso del duca *d'Orléans*, preghi per altri; ma così gli è suto fatto dire.

E per questo potete pensare come vadino delle altre cose.

Avendovi detto per altra mia la opinione e giudizio mio, tengono aver sicuri, Papa, Veneziani, e Milano, e dipoi noi; e il principe di Salerno celi riscalda in modo drento che oramai è cosa pubblica. Ma, fuori di quelli cinque signori che udirno la mia credenza, e Madama *de Bourbon*, credo che pochi altri signori abbino intelligenza di questa cosa; e l'ammiraglio e più altri gran signori se ne fanno beffe; nondimanco non usano contradire, venendo in onore della Corona; ma, quando aranno a venire alli effetti, conosceranno in viso le difficultà tali, che mai, credo, passino i monti per circa questa materia di Napoli. Non sò che per questa vi debba più dire. Parmi cosa strana che i nostri di Italia mettino le cose tanto avanti; e, ragionando con M. *d'Argenton*, che, per avventura, altri di costà promette quello che non pensa di osservare, mi rispose ch'io non fo' tanta diligenza di servire voi, quanta il signor Lodovico fa di questa materia. E del Reame proprio di Napoli mostrono avere avvisi e intelligenze secrete, in modo che, indotti da grandi e sicuri partiti che hanno di questa impresa, mostrono volerla mettere ad effetto. Tutta volta lo Stato di costoro è sì grande, e la malignità e passione di costà può esser tale, che l'impresa si tirerebbe a qualche effetto, più oltre che non giudichiamo; di che io non posso avere speranza nè credenza alcuna; e non mi parrà che costoro non faccino poco a conservare il loro, atteso il governo quale è, e le passioni che sono fra loro.

Credo fra due dì spendere e collocare bene quella cosa del fratel del Turco, che il Rè vene sarà grato. E, parendomi tempo, otterrò qualche lettera a vostro proposito.

Della obbedienza al Papa[1] per ancora non si intende cosa alcuna; ma, perchè il signor Lodovico la sollecita molto forte, credo si manderà.

[1] Le pape Alexandre VI venait d'être élu, et il n'avait pas encore reçu le serment d'obédience de la France.

E costoro tengono sì poco conto di simili cose, che, quando un par del siniscalco o altri a suo proposito metterà un giorno inanzi qualcuno, la otterrà, e massime se *Péron de Basche* riscriverrà da Roma cose a proposito di costoro.

Ricordovi che delle occorrenze di costà mi teniate avvisato.

M. *d'Argenton* mi dice che, quando questa materia di Napoli vadia inanzi, che voi pensiate[1] *d'una signoria per voi proprio.*

Qua non è altro di nuovo, se non è che, avendo fatto costoro la pace con Massimiliano e li Stati *de Flandre*[2], crediamo per certo che, per farla con il Rè di Spagna, renderà il contado de *Roussillon*[3].

Io vi scrissi *de Lyon*, e dipoi *de Senlis;* e di qui vi ho scritto tre lettere con questa; avvisate delle avute; e da voi, dipoi partii *de Lyon*, non ho vostra.

Giovanni Tosinghi e Francesco Nori vi sono buoni servidori, e io mi servo assai di loro in questi principii, e massime di Francesco; e, per dare loro più animo alle cose vostre, quando mi scrivete, potete confortarli e mostrare d'intendere il servizio loro.

E domani partiranno di qui dua cavalli che il Tosingho vi ha comperati, per commissione avuta da Vincenzio, che uno è frisone, giovane, bello e potente, e alquanto minore che l'altro vostro leardo grande pomellato; l'altro è uno cavallo montato, che si mostra assai leggiere, e per farsi uno bello et buono corsiere.

Il Rè, si dice, fra qualche giorno partirà di qui, per andarsene a piacere alle caccie verso *Orléans;* e dipoi è opinione n'andrà a *Tours*. Io, nelle buone ville dove vadino li altri cortigiani, sarò sempre dove sia la persona sua; ma, quando discorse per il paese e per villaggi, mi terrò, come gli altri, in qualche luogo commodo non più discosto di mezza giornata.

[1] Les mots en italique sont en chiffres dans la dépêche.

[2] Le traité de Senlis, conclu au mois de mai 1493. Le Roi s'engageait à restituer les places qu'il tenait encore en Artois.

[3] Francesco della Casa ne se trompait pas : le Roussillon et la Cerdagne furent restitués au roi d'Espagne par le traité de Narbonne.

In questo punto, ho avuto la vostra de' xiv, alla quale non mi accade aggiugnere altra risposta. Farò mia diligenza di intendere, se più minutamente potrò, le promesse del signor Lodovico, se più altro potrò; ma con costoro bisogna andare destramente, perchè tutti quelli che hanno questi secreti in mano, sono uomini guadagnati dal signor Lodovico, e M. *d'Argenton* ancora, per navicare secondo il vento che regna, s'accosta destramente alla volta loro.

Intendo della deliberazione de' due ambasciadori[1], e spero che l'autorità e prudenza loro verrà bene a proposito alle materie che al presente di qua discorrono. Io sarò loro, per quel tempo che vorrete, buono ministro e servidore, in quanto io vaglia. Pregovi facciate che mi riconoschino per vostro, quanto merita la fede che vi porto.

Se io sarò più ricerco di qua di alcuna cosa, fuori della mia instruzione, mi pare che meglio non potrò rispondere che alla venuta delli ambasciadori intenderanno tutto, la quale spero dovrà essere in breve. E io, in questo mezzo, spianerò loro il cammino il più potrò.

Non è bisognato ch'io spacci corriere proprio, perchè l'apportatore di queste, Matthio del Vecchio, ha tal vantaggio de' altri, che con qualche scudo che gli darò è tenuto fare di queste nostre buon servizio.

III.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 75[2].)

Paris, 17 juillet 1493.

Sommaire. — Francesco a revu le Roi, qui, selon sa coutume, lui a parlé en termes généraux assez insignifiants, et qui s'est d'ailleurs montré fort bienveillant pour lui, ce qui n'est pas sans importance. L'ambassadeur a visité en particulier tous les membres de la commission chargée des affaires d'Italie.

[1] Ces deux ambassadeurs extraordinaires, envoyés par les Florentins en France, sont l'évêque d'Arezzo et Piero Soderini, dont nous publions la légation.

[2] Toutes les dépêches de Francesco della Casa, à l'exception de la seconde, étant renfermées dans la *filza* 75, nous nous abstiendrons de répéter cette indication en tête des dépêches qui suivent.

Le résultat de ses observations est que, quant à présent, Pierre de Médicis n'a aucun sujet de prendre l'alarme. On se propose de mettre la République en demeure de se déclarer; mais on attend pour le faire qu'on ait reçu de nouveaux renseignements de Ludovic le More. Péron de Basche est à Venise; il demande à la Seigneurie de ne pas se déclarer contre l'entreprise du Roi, qui, en retour, lui promet son assistance contre le Turc.

Les ambassadeurs du duc de Lorraine sont venus prier le Roi de se désister de ses prétentions sur Naples en faveur de leur maître, héritier par sa mère du roi René d'Anjou.

L'évêque de Gurck propose, au nom de l'Empereur, de préparer en commun une entreprise contre le Turc, et de prêter au Pape le serment d'obédience. On n'a fait aucune réponse ni aux Lorrains ni à l'évêque.

Ludovic le More a écrit; il insiste pour qu'on réclame énergiquement l'adhésion formelle des Florentins. Ce sont de vaines paroles; au fait, il n'est pas un homme de sens qui ne répute l'expédition de Naples impossible. L'exécution de tous ces beaux projets est impraticable, ce qui doit rassurer Pierre de Médicis; il ne faut pas qu'il se dissimule toutefois que les deux hommes qui ont le plus de crédit dans le conseil ne lui sont pas favorables; ce sont: le général de Languedoc et le sénéchal de Beaucaire. Francesco ne négligera rien pour les gagner.

Le seigneur d'Argenton est du parti des Florentins, par inclination et par intérêt; mais il a peu de crédit parce qu'il a trop de valeur pour ces gens-là.

Le général de Languedoc a fait une tentative pour éloigner l'ambassadeur, qui a parfaitement aperçu le piége et qui l'a évité.

Le Roi et la Reine sont partis pour faire un voyage de plaisir.

Francesco a été prévenu que quarante-neuf faucons, envoyés par Pierre de Médicis, sont arrivés à Orléans; il en a fait donner avis au Roi, qui lui a ordonné de les lui présenter à Melun. Ne pourrait-on pas en distraire une couple pour l'offrir au seigneur d'Argenton?

L'ambassadeur apprend que, dans un article du traité récemment conclu avec le roi des Romains, le Roi a désigné, comme ses alliées, les deux Républiques de Gênes et de Florence.

Avendovi scritto otto dì sono a pieno per Matthio del Vecchio, e dettovi quello che dalla audienza mia del Rè era successo con i cinque Signori deputati alle cose di Italia, non ho per questa molto a dirvi. Ho dipoi, una altra volta per me medesimo catta occasione, avuto buona audienza dalla Maestà del Rè, e replicatogli succintamente la importanza della credenza mia, e massime circa al carico della lega, che ci era dato. Risposemi, come è sua usanza, generalmente che intenderebbe il caso mio, e che mi farebbe dare buona risposta; che, per quanto intendo communemente da ogni uomo, Sua Maestà non usa nè sà, in tutte cose che gli si è parlato, rispondere più particularmente, se già non è qualche materia di che lui sia molto bene prima informato e instrutto, e la abbia molto a cuore. Ma è un bene che ascolta e intende graziosamente, quanto gli è detto. E, se le risposte che Sua Maestà mi ha fatto non sono di molta importanza,

nondimanco le proposte mie, son certo, nell' animo suo hanno rinovato buona impressione di voi, perchè son suto udito con buona attenzione; e, quando giornalmente la Maestà Sua arà più notizie di me, io ho buona speranza che, delle cose che io gli proporrò, ne trarrò sempre più certe e ferme risposte. E questi principii mi danno buono animo di avere a ottenere in breve buono adito e audienza e grazia di Sua Maestà, sopra le cose che commetterete.

E di poi ho più volte parlato a parte, e a M. *des Cordes*, e al generale, al siniscalco, e al governatore *de Bourgogne*, e con ciascuno di loro, e con M. *de Bourbon*, e con qualche altro Signore ragionalo delle cose nostre, e in modo giustificato, che non trovo che persona di cosa alcuna vi possa più dare alcuno carico vero o fitto; e, non ostante che io sappia che loro hanno in animo di domandarmi se voi vi volete dichiarare a questa impresa del Reame in favore di questo Rè, nondimanco per ancora non mene hanno detto cosa alcuna, perchè aspettono certo avviso e risposta del Signor Lodovico, e secondo quello si governeranno; che, sanza suo consiglio e saputa delle cose di Italia, non determinano cosa alcuna, e massime trovandosi di là il conte Carlo[1], l'andata del quale non intendo che fussi ad altro effetto, se non è per consigliarsi con il Signor Lodovico, e assodarsi seco, che è *summa totius rei*, di questa impresa. E, perchè lui essendo malato non può ancora tornare, intendo che, di corti dì, il Signor Lodovico manda di qua un suo secretario.

Péron de Basche, intendo, è ito a Venezia con un altro secretario del Signor Lodovico, per accordare con la Signoria, che, in questa impresa

[1] Carlo, comte de Belgiojoso et Barbiano, ambassadeur de Ludovic le More à la cour de France. On lit dans Commines : «pour commencer à conduire toutes ces «choses, ledit seigneur Ludovic envoya une «grande ambassade devers le Roy, à Paris, «dont estoit le chef le comte de Cajazze, «lequel trouva à Paris le prince de Salerne, dont il estoit cousin; avec ledit «comte Cajazze estoit le comte Charles de «Bellejoyeuse et messire Galéas Viscomte, «Milanois; tous deux estoient fort bien «accoustrés et accompagnés..... Peu de «jours après, prit congé du Roy ledit comte «Cajazze, et le seigneur de Bellejoyeuse de«moura pour avancer l'œuvre.» (Liv. VII, ch. II.)

di Napoli, non voglia essere contraria a questo Rè; il quale promette che contra al Turco, quando Veneziani aranno bisogno, sarà loro in aiuto. Espedito che sarà *Péron* da Venezia, passerà per costì; e per ancora costoro non hanno voluto espedire le lettere che vi debbe presentare, perchè aspettono l'avviso del Signor Lodovico, e il generale *de Languedoc* l' ha impedite.

Qui sono stati due oratori del duca *de Lorraine*[1], il quale, come sapete, ha preso titolo e si chiama Rè di Sicilia; e comprendo abbino pregato la Maestà di questo Rè, che si lievi da questa impresa di Napoli, e volti il favore in lui, allegando che gli Italiani più presto si contenteranno di lui, mediocre signore, che d'uno tanto Rè; e, per ricompensa del favore che questo Rè gli dessi, è contento lassargli le ragioni che ha di Provenza, e un buon contado che ha di qua. È suto loro risposto che il Rè, per sua proprii ambasciadori, che di corto manderà, gli farà intendere l' animo suo.

Il vescovo Gurgense, che qui è oratore dell' Imperadore, ha uno articolo, per potere fare qualche buona provvisione contro ai Turchi, di confortare costoro a mandare la obbedienza al Papa. E gli suto risposto da tre signori, deputati per udirlo, che per ancora non sono disposti a mandarla; che credo voglino aspettare che arà fatto *Péron de Basche* a Roma.

E dipoi sono venute lettere dal Signor Lodovico, il quale ha scritto di qua caldamente, che per ogni modo questo Rè debba scrivere alla nostra Signoria e a voi dell' animo suo in queste cose di Napoli; e, a questa ora, credo, le lettere sieno espedite e mandate a *Péron de Basche* per uomo espresso; e, per quanto intendo, contengono che, avendo questo Rè inteso del buono animo vostro verso di lui, che ora desidera intendere da voi particularmente in che aiuto gli sarete a questa impresa di Napoli. E di più intendo che il Signor Lodovico ha di qua

[1] René II, duc de Lorraine, fils d'Yolande, fille de René d'Anjou, héritier des droits de son aïeul au trône de Naples. En 1484 les barons napolitains l'avaient appelé à leur aide, dans leur révolte contre Ferdinand. René II avait laissé échapper cette occasion. (Voy. Commines, liv. VII, ch. Ier.)

scritto avervi tentato di mettervi in lega con lui et con questo Rè, e che da voi non ha potuto trarre alcuna risposta risoluta.

Io non vi fò per questa altro giudizio di queste cose di Napoli, che io mi abbia fatto per le altre. Parmi abbiate più da stimare le parole e le pratiche di tal cosa che li effetti, i quali mi pare impossibile che mai possino succedere. E ogni signore e uomo di giudizio di qua è in tale opinione; e questi medesimi signori proprii che la governono, quando da qualcuno sono ristretti in particulari di questa materia, non mostrono tenerne gran conto, nè averci molto ferma speranza; ma sono stimulati da chi sapete, e dipoi da questo principe. E, tenendosi per certo in Italia avere il Signor Lodovico, che dicono offera cinque cento uomini d'arme, e il Papa, e noi, e i Veneziani non contrarii, pare loro dovere vedere dove si ristrignerà la cosa; massime che, fino ad ora, non ci mettono che parole; e, quando venissino ai fatti, bisognerebbe che avessino altro governo che non mostrono.

E mi pare, come vi dico, che le cose nostre sieno in buon termine, ma ancora sarebbono in migliore e in più favore, se non avessimo uno importante ostaculo; e questo è che, come intendete, alle cose di Italia sono questi cinque signori deputati, de' quali due, che sono i principali e governono tutto, non ci sono molto propizii, perchè il siniscalco, per il primo, da qualche tempo in qua è suto mal volto verso di noi, e essendo tutto di chi voi sapete, nonne possiamo disporre prontamente come vorrei, ma solo generalmente ci farebbe piacere. L'altro è il generale, che mai fu amico della nazione nostra, e ora, potendo, volentieri ci impedirebbe più presto qualche nostro proposito, che ci aiutassi. E a' altri signori per nissun modo non mi pare da dirizzarmi, perchè ci si farebbono apertamente inimici, e troppo ci potrebbono nuocere. Ma andrò secondando in modo costoro, che o l'uno o l'altro mi verrà guadagnato, o almeno in modo disposti, che ci sieno mediocri amici. E i nostri ambasciadori doverranno essere di qua presto, e, in questa cosa, e in ogni altra fare ogni buona opera.

M. *d'Argenton* per sua industria e prudenza è suto ammesso per uno de' cinque, ma non è tirato molto inanzi, nè gli fanno intender

tutto, perchè conoscono che vale troppo. Noi gli siamo obbligati, che ci serve prontamente di quanto può, non tanto per amor naturale che vi porta, quanto ancora per farsi oonore delle cose nostre, e per valersi di noi; e spesso mi ricorda e domanda se delle sue faccende mi avete risposto cosa alcuna; vedete, potendo, compiacergli in qualche cosa, e ne avvisate.

Il generale aveva pensato a questi dì che il Rè mi rimandassi costì da voi, per intendere e ripostarne di qual animo vostro sopra queste cose di Napoli; ma sono certo lo faceva per levarmi di qui, a fine che non intendessi delle cose loro; e cenando a queste sere seco, e accennandomene lui qualche cosa, gli risposti destramente qualche motto, che non ha mandato più oltre le parole.

Il Rè et la Reina partirono di qui davanti ieri, e son qui appresso a XII miglia a piacere, e fra qualche dì si troveranno a *Orléans*, e dipoi a *Tours*.

Due dì sono, arrivò qui Lorenzone, e mi disse come avea lasciato a *Orléans*, Antonio del Repole con quaranta nove falconi; e subito, in su la partita del Rè, ne parlai al siniscalco; e Sua Maestà mi fè intendere che io mandassi a *Melun*, che è una villa presso a qui a X leghe, e dove il Rè sarà domani, e io me n' andrò là questa sera, per seguitare la corte dove andrà. E, questa mattina, ho avuto la vostra, addiretta a Francesco Nori e a me, per la quale intendo che i falconi tutti si hanno a dare al Rè; e tanto ne faremo, se già non ne mettessimo due da parte per M. *d'Argenton*, che mene ha gravato con grande instanza; che, in sul presentarli, vedrò che il siniscalco li richiegga lui medesimo per *l'Argenton*. Intenderete per altra come saranno suti accetti [1].

Post-Scriptum. — Credo che voi sappiate che questo Rè, nella pace che ha fatto con il Rè de' Romani, ha nominato, in fine d'uno articolo, per sua allegati, le Communità di Firenze e di Genova.

[1] L'ambassadeur, à la fin de cette dépêche, convient avec Pierre de Médicis des chiffres qu'il emploiera pour désigner les principaux conseillers du Roi.

IV.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Melun, 21 juillet 1493.

Sommaire. — Les faucons sont arrivés et ils ont fait merveille. Le Roi, averti, a été à leur rencontre, et les a voulu voir aux flambeaux, n'ayant pas la patience d'attendre au lendemain. Il les a comptés un par un, et a donné l'ordre exprès qu'on les lui réservât tous les quarante-huit; il en porte toujours deux sur son poing, et se montre fort touché de l'attention de Pierre de Médicis; ces oiseaux, qui sont dans un état parfait et beaux à ravir, sont arrivés bien à point, comme le Roi se mettait en chasse. On a le projet d'envoyer en Italie une solennelle ambassade, dont le chef serait le maréchal des Cordes. Il est question du chapeau de cardinal pour le général de Languedoc, à qui tout est possible.

Io vi scrissi *de Paris,* quattro giorni sono, quanto per allora mi accadeva. Dipoi sono venuto qui, dove si trova il Rè per essere a suo piacere qui all' intorno in sulle caccie. E, avendo per ordine di Sua Maestà, fatto qui venire il vostro presente dei falconi, e posarli in uno villaggio a uno miglio fuori della terra, intendendo la Maestà Sua da certi sui falconieri, tre sere sono, il luogo dove erono, desideroso di vederli, in su la notte se n'andò là; e così al barlume, e dipoi a lume di torce, domandato e inteso da Antonio del Repole che voi gli mandavi, li volse col maggior piacere del mondo vedere a uno a uno; e lui medesimo li contò tutti diligentemente, a fine che alcuno de' sui gentiluomini e baroni, sanza sua licenza, non ne potessino avere nessuno. E dipoi sene portò due in pugno, e quattro altri ne pose in pugno a due altri signori, e comandò a Antonio che li guardassi bene tutti, e a persona non ne dessi sanza sua saputa. E, il giorno appresso, mandò per quattro altri il suo primo falconiere; e, perchè Sua Maestà, questi tre giorni passati, non ha avuto punto di stanza ferma, nè a desinare, nè a cena, nè a dormire, io non gli ho potuto parlare, se non davanti ieri, che mi trovai al suo desinare a uno villaggio, tornato che fù dalla caccia. E, per parte vostra, gli dissi che, essendo voi desideroso di fare tutte quelle cose che intendessi fussino di piacere di Sua Maestà, che gli mandavi quelli falconi che avea visti; i quali se intenderete che gli sieno suti a grado, sempre vi sforzerete, in tal cosa,

come in ogni altra che potrete, satisfargli e compiacergli. E non vi potrei dire quanto gratamente mostrassi di accettare questo presente; e due volte mi rispose, a proposito delle parole, che vene ringraziava; e dipoi ancora del miglior cuore del mondo disse : « Io lo ringrazio continuamente quanto posso; e, questa sera, mene andrò a Melun, e ordinerò quello che io voglia che si faccia degli altri che sono al villaggio. »

In effetto, il presente gli è suto accettissimo, e suto ben condotto, e arrivato a tempo che Sua Maestà si trova in su la caccia. E mi è più piaciuto che Sua Maestà li abbia avuti in più volte che in una, perchè è suto a più sua satisfazione, e ne farà più ferma impressione. Come io vi dico, Sua Maestà n'ha avuti, fino a questa ora, dieci, e trenta otto ne restono ancora al villaggio a uno certo monastero, nelle mani di Antonio; che ogni ora aspetto che la Maestà Sua mi ordini che gliene mandi. El numero che di costì partì fù cinquanta quattro, de' quali Antonio dice che tre ne sono morti, perchè, come sapete, quattro erono in mala disposizione quando partirono.

Lorenzo Spinelli[1] a *Lyon*, intendo, ne ha avuti tre, per dare a non so che signore; li altri quarantotto, che sono venuti qui, non potrebbono essere meglio condotti, che, eccetto uno, non manca a tutti una sola penna, e sono grassi e belli quanto sia possibile. Io vi aveva detto per altra, come M. d'*Argenton* me ne avea domandati una coppia, e che, potendo, avevo promesso dargliene; ma, visto la commissione della lettera vostra e la volontà del Rè, come ordinate, tutti saranno dati a Sua Maestà; e, benchè io abbia visto lettere *de Lyon*, che voi ne avevi promessi due a Filippo da Gagliano, per Giuliano suo fratello, che voleva che qui si dessino a uno certo tesoriero della Regina, io ne farò vostra scusa e mia, che il Rè li ha voluti tutti per se; e così mi scuserò con l'*Argenton*.

Intendo che il Rè, quattro giorni sono, di suo privato consiglio ha avuto ragionamento di mandare una molto onorevole imbasciata in Italia, per dare la obbedienza al Papa, e ancora per intendere la dispo-

[1] Lorenzo Spinelli, directeur de la maison de banque des Médicis, à Lyon.

sizione di Italia circa questa materia di Napoli; e M. *des Cordes* ne sarà capo, con certi altri signori, e forse il cardinale *de Lyon*[1] ancora lui andrà.

Io non ho queste cose d' altro miglior luogo nè di più certezza che da certi della camera del Rè, che me l' hanno detto per vero, e così la intendo da qualche altro; ma non è ancora fatto deliberazione alcuna, nè credo sieno per partir di gran pezzo. E di M. *des Cordes* oggi ci è nuova che è un pocho malato, che, per poco di travaglio, sarebbe mortale, perchè è vecchissimo; ma, essendo sempre nutrito in guerre, e ora essendo di qua pace per tutto, non ha dove voltarsi che a questa impresa di Italia, per quando si farà. È uomo di grande esperienza e estimazione, e designato per il primo capitano alla impresa di che si ragiona, e, dipoi lui, il governatore *de Bourgogne*.

Ragionasi ancora per qualcuno : che detto M. *des Cordes*, o chi altro andrà a dare l'obbedienza al Papa; che, *preter expectationem omnium*, il generale *de Languedoc* sara fatto cardinale, che, sanza dubio, se vuole, potrà essere, perchè è uno de' primi governatori di questo Rè, massime circa tutte le entrate, e può quanto vuole, più in fatto che in dimostrazione; ha avuto moglie, e ha parecchi figlioli, e è ricchissimo; e, per sicurtà dello stato suo, si parla, vorrà questa dignità; di che non ho però certezza alcuna.

Scritta a dì xx, e tenuta a dì xxi; e iersera il Rè mandò per parecchi altri falconi, e oggi credo arà il resto.

V.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Melun, 30 juillet 1493.

SOMMAIRE. — On s'occupe, en ce moment, d'apporter quelques modifications à l'administration intérieure du royaume. Le Parlement et l'Université ont demandé une réforme universelle de l'Église gallicane; ce qui entraînerait une réforme générale de toute l'Église, selon le vœu de l'Empereur

[1] André d'Espinay, appelé aussi cardinal de Bordeaux. (Voyez la VIII[e] dépêche de Francesco della Casa, note 3.)

et du roi des Romains. S'il est vrai que le Pape ait fait un accord avec Ferdinand de Naples, il se pourrait qu'on donnât suite, en France, à ces projets touchant l'Église. Le prince d'Orange et l'évêque de Sens sont envoyés en ambassade en Allemagne. Péron de Basche n'a pas été content de Ludovic le More, ce qui fait qu'on se refroidit relativement à l'entreprise de Naples. Les esprits sont dans l'attente de ce que feront les Vénitiens, les Florentins et le Pape. Francesco se maintient dans les meilleurs termes avec le Roi. Quand il faudra parler, il aura acquis quelque crédit. Il suit ce prince, comme il peut, dans ses parties de chasse, ce qui l'entraîne dans des dépenses, auxquelles il faudra pourvoir.

. . . .

Questi governatori e generali hanno atteso, più dì sono, a riformare qualche loro cosa di parlamento, e a rassettarsi sopra l'entrate loro, e corriggere molte spese e provvisioni di gentiluomini e di genti d'arme; e, pochi dì sono, il Parlamento e la Università hanno domandato qualche licenza al Rè, *pro reformatione universalis Ecclesie Gallicane;* la qual cosa potrebbe ancora essere principio d'una generale riformazione di tutta la Chiesa; di che io ho dal vescovo Gurgense, cioè Xanctonense, che l'Imperadore e Rè de' Romani ne hanno desiderio; e se vero è quello che qui si dice, che il Papa abbia accordato con il Rè Ferrando, dubito che costoro di qua si terranno in modo offesi, che non sarà maraviglia che questi principi si accordino un giorno insieme a questa impresa.

Il principe d'*Orange*[1] et il vescovo *de Sens*[2] partiranno di qui domani per essere nella Magna (*l'Allemagne*), con l'Imperadore e Rè de' Romani, e pigliare il giuramento sopra la pace che fù conclusa, e dichiarare più apertamente sopra alcuni articuli che non trovò suti bene diffiniti, e per trattare alcuna cosa appartenente al mantenimento della pace.

[1] Jean II, prince d'Orange, du parti du duc d'Orléans; il avait été fait prisonnier en même temps que lui à la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier, en 1488. Depuis, il était rentré en grâce auprès de Charles VIII, qu'il accompagna dans son expédition de Naples. Jean II eut pour fils le fameux Philibert d'Orange, tué en 1530 sous les murs de Florence.

[2] Tristan de Salazar, évêque de Sens depuis 1475, chargé d'importantes missions sous les règnes de Charles VIII et de Louis XII; ambassadeur en Angleterre, auprès de Henri VII, en 1488; en Allemagne, auprès de Maximilien, en 1493; auprès des cantons Suisses, qu'il amena à s'allier avec la France, en 1499. Mort en 1519.

Le cose di Napoli, nelli animi di costoro, da qualche giorno in qua, mi paiono alquanto rafredde, perchè comprendo che, essendo il signor Lodovico suto ristretto da *Péron de Basche* a molte particularità, ha risposto e scritto di qua non tanto caldamente quanto speravano; e dice, che non essendo a lui solo a disporre delle cose di Italia, che si debbono intendere Veneziani e altri.

E per ancora non è comparso il secretario che debbe venire, e del suo tardare hanno pur preso qualche sospizione; ma intendo sarà qui fra corti giorni.

E, da altre parte, essendo il Papa in queste pratiche di accordarsi con il Rè, è forza che, e della obbedienza, e di questa loro impresa ne sieno un poco sospesi; e intanto, come io vi dico, hanno atteso a effettuare queste loro cose particulare di qua.

E credo sieno in espettazione di intendere che arà fatto *Péron* a Venezia, e dipoi con voi, e come il Papa si terrà con il Rè.

E, non succedendo le cose di Italia a lor proposito, questi del duca *de Lorraine* aspettono e hanno ancora speranza di accordarsi con questo Rè di questa impresa, e intraprenderla per loro.

E mi pare avere acquistato assai buona notizia e grazia con il Rè; e resto satisfatto, che mi vede e ode volentieri. Ma non sono voluto entrare in conferirgli qualche particularità ch'io ho di vostra commissione, perchè sono certo che qualcuno che gli è intorno l'intenderebbe, e dubito che più ne perderemo che ne acquistassimo; in modo che commodamente vo temporeggiando. Ma, quando volessi ch' io non avessi dei rispetti che ho, e quando mi allargherete di potere parlare *liberius*, credo che le nostre parole saranno di peso, quanto quelle d'altri.

Avvisate se quelle lettere che mi ricordasti per Roma, quando ero costì, vi vengono a proposito, che stimo facilmente le potrò ottenere, e tanto varranno essendo naturale come domandate.

Il Rè partì ieri a due leghe di qui, e oggi se ne va verso *Malesherbes* alle caccie, dove starà qualche giorno; e io, questa sera, parto di qui, per seguirlo dove andrà, ingegnandomi sempre d'essere al più presto di lui che potrò; ma qualche volta Sua Maestà si alloggia in tal luogo

che la decima parte de' sui non gli possono essere appresso, ma si tengono a villaggi o ville all' intorno. E il simile farò io.

Padrone, io son suto e sono forzato, per farvi quello onore che vi si richiede, secondo questa corte, e secondo la professione mia, di spendere molto più che voi e io non pensavamo; e ho preso da questi vostri, per mia bisogni di cavalli e veste e altre spese, tanto che, di già in questo mio principio, da poi che di costì partii, ho speso più che quattro cento ducati, che di manco non ho potuto fare. Ma è vero che per l'avvenire non mi bisognerà a un gran pezzo spendere tanto. E, perchè a Francesco Nori, sopra la vostra commissione, ne sono debitore di qualche somma, vi ricordo, quando vi parrà tempo, facciate ordinarmi la provvisione mia e riscuoterla, a fine che questi vostri si possino rimborsare di quanto mi hanno servito.

E a voi mi raccomando.

VI.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Orléans, 14 août 1493.

SOMMAIRE. — Fatiguée des courses qu'il lui a fallu faire pour accompagner le Roi, la Reine a fait une fausse-couche dans un petit village des environs d'Orléans.

Le secrétaire du seigneur Ludovic le More, chargé de suppléer le comte de Belgiojoso, est arrivé récemment.

On attend les deux ambassadeurs florentins.

Le Roi redemande encore des faucons.

. . . .

Io, per questa, non ho più altro a dirvi, perchè, da più giorni in qua, non ho avuto cosa alcuna per la quale abbia avuto a farmi in contro, o conferirne con la Maestà del Rè, o con questi altri governatori; e da loro ancora non sono suto ricerco nè domandato di cosa alcuna, nè ho inteso cosa di conto; perchè, da xv giorni in qua, che il Rè partì da Melun, Sua Maestà non si è mai ferma in luogo alcuno, e continuamente ha atteso a questi sui piaceri della caccia, di correre

i cervi, in modo che tutta la corte è suta variamente in diversi luoghi all' intorno; e io mi sono stato XII giorni a un villaggio, e, delle due o tre mattine l'una, mi rappresentava in corte; e dipoi, essendo del tutto fermo che Sua Maestà con la corte dovessi venire qui, *à Orléans,* dove una parte dei signori sono di già venuti, io ancora, tre dì sono, mi ridussi qui, dove, sanza dubbio, il Rè sarebbe di già venuto, se non interveniva una disgrazia e inconveniente da dolersi; e è questo che la Reina, grossa di sette mesi, avendo sempre seguitato il Rè, e per avventura in queste caccie patito qualche disagio, che si sono suti caldi molto eccessivi, due dì sono, in uno piccolo villaggio a X leghe di qui, chiamato Corsel, Sua Maestà s' è sconcia d' un figliuolo maschio.

La qual cosa, e per la perdita, e per il poco rispetto che si è avuto a la grossezza de la Reina, a ciascuno è suta di gran dispiacere; nondimanco la Maestà Sua stà bene, e per lei s' è fatto qui processione generale; e il Rè, per tenerla contenta e confortata, per ancora di qualche dì credo non si partirà da lei, nè si sà dipoi qual volta doverrà pigliare.

Il secretario del signor Lodovico arrivò qui, XV giorni sono, e il principe di Salerno lo presentò, dopo tre giorni, alla Maestà del Rè, con la quale ebbe brevi parole; or, per quanto intendo, è venuto per supplire alla assenza del conte Carlo, fino a tanto che lui possa ritornare.

Scrissivi per altra, come di qua era opinione che il generale si volessi fare uomo di Chiesa, per essere cardinale; la qual cosa da ieri in qua si conferma per vera, perchè, essendo vacato l' arcivescovado di *Reims*[1], il Rè ne farà impresa per lui, *uti incipiat fundamenta* della dignità a che lui aspira.

Voi arete avuto una lettera, che il Rè vi scrive, ringraziandovi de' falconi, e di più vi prega che gliene mandiate più numero che potete; che, benchè io creda che Sua Maestà così la ordinassi, nondimanco il suo primo panattiere, che è ancora primo governatore di tutte le caccie

[1] L'archevêché de Reims appartenait à cette époque à Robert Briçonnet, frère du général de Languedoc.

del Rè, può avere fatto scrivere più caldo. Si che a me pare che non dobbiate avere molto rispetto a quanto di ciò vi scrive; e sono d'opinione che, uno altro anno, quando ne arete fatto un presente al Rè d'un xxv o xxx, che sarebbe bene che da parte ne avessi ancora qualche coppia, per distribuirla, parecchi giorni appresso, in qualche signore, da chi ne arete sommo grado e obbligazione.

La lettera di passo che il Rè scrive mandarvi, perchè la cancelleria non è suta da un mese in qua in corte, non si è suggellata, ma è fatta di tutto; e, come sarò dove è il cancelliere, vela potrò mandare, che poco importa.

E si sà di qua per tutta la Corte della elezione dei nostri ambasciadori[1], i quali per avventura sono di già in cammino. Ma, quando dovessino tardare al partire, sarà bene mi avvertiate in qualche cagione del loro soprasedere, perchè ogni ora potrebbe intervenire che, essendone domandato, nè rispondendo con ragione, sarebbe ripreso in mala parte.

VII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Orléans, 25 août 1493.

SOMMAIRE. — On est fort mécontent du Pape. Le seigneur Ludovic le More persiste dans ses intentions et dans ses promesses. Le Roi est loin de renoncer à l'entreprise de Naples. Il importe que les ambassadeurs de la République arrivent sans retard. Le crédit du général de Languedoc s'accroît de jour en jour.

L'ultime, Padrone, ch' io vi scrissi furono a dì xxx di luglio, e a xiv del presente; e da voi non ho lettere, dopo una che fù de' xiv di giugno, che stimo, dovendo i nostri ambasciadori essere di qua di corto, non vi sarà accaduto scrivermi di cosa alcuna di conto. Intendo che *Péron de Basche* è suto e parlato con voi, e che avete dato ris-

[1] Les deux ambassadeurs nommés sont Gentile Becchi et Piero Soderini, dont nous publions ci-après la correspondance.

» posta a molto più satisfazione di questo Rè, che non hanno fatto Veneziani.

Costoro si mostrono essere forte sdegnati e mal contenti del Papa, per l'accordo ha fatto con il Rè[1]; e, per un certo scudiere Genovese servidore del siniscalco, chiamato Squarciafico, che, pochi dì fa, per le poste è ito a Roma, per certe sollecitazioni, questo Rè ha mandato a dire a Sua Santità parole molto calde e piene d'indignazione. Questo secretario di Milano, intendo che continua a confermare la buona voluntà e promesse del signor Lodovico verso di questo, e in modo che gli è fatto buona cera; e il Rè ancora intendo stà in proposito di fare l'impresa.

E sarebbe suto di qua bene a proposito, e al Rè sarebbe assai piaciuto che, durando queste pratiche dell' accordo fra Papa e Napoli, voi avessi fatto intendere qualche cosa a Sua Maestà; che, non ostante che da Milano intendino tutto, nondimanco sempre saranno accetti, e aranno lor luogo li avvisi vostri. Io mi trovo spesso a canto di Sua Maestà; ma, non avendo che dire, mi passo tempo aspettando la venuta de' nostri ambasciadori.

Il Rè partì ieri di questa terra, e sen' è ritornato di verso la Reina al villaggio di Corsel : e, fra x dì, la Maestà Sua con la Reina doverranno ritornare qui, per ire a *Tours*, a vedere il dalphino[2], e di là si parla andranno, o *en Bretagne*, o verso *Lyon*.

Aspetto e desidero vostre lettere, o la venuta delli ambasciadori; che, sanza li avvisi delle cose di costà, non mi potrei bene con vostro onore intrattenere con questi signori, e massime con il siniscalco, e con il generale; il quale, ogni dì, monta in autorità, tanto che si può dire essere il primo uomo di questo Regno; e abbiamo da fare ogni diligenza di conciliarcelo.

[1] Le roi Ferdinand de Naples.

[2] Le petit dauphin, Charles Orland, était né le 10 octobre 1492. Il mourut à Amboise le 6 décembre 1495.

VIII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Orléans, 31 août 1493.

SOMMAIRE. — Les ambassadeurs sont à Lyon; le Roi leur donnera audience à Tours.
On est indigné contre le Pape, qui, sans prendre l'avis du Roi, a disposé de l'archevêché de Rouen. Les esprits sont mal disposés à l'égard des Italiens, qu'on attaque à tous propos. Ce sont de vaines paroles, qui, sans doute, ne seront pas suivies d'effets.
Le roi d'Espagne, contre la parole donnée, semble disposé à intervenir en faveur du roi Ferdinand de Naples.
Le seigneur d'Argenton, absent depuis quelque temps, revient à la cour; il sera utile aux ambassadeurs.

Scrissi l' ultima a Vostra Magnificenza a dì XXV del presente, e dipoi ho la vostra de li XI, la quale, come sempre mi saranno tutte le vostre, mi è suta gratissima; e per mia consolazione, e per l' onore delle cose vostre di qua, vi prego e conforto che scriviate spesso a chi di qua sarà per voi; perchè, durándo queste pratiche di Napoli, il principe di Salerno o altri, qualche volta, a loro proposito metteranno fuora qualche grido o novella finta, che, chi non fussi bene instrutto di contradire, si potrebbe nelli animi di costoro appiccare qualche mala opinione di noi.

Ieri ebbi lettere da nostri ambasciadori, che, essendo arrivati a *Lyon,* mi commettono ch' io riscriva loro, e facci intendere in che luogo piace a questo Christianissimo Rè che convenghino, per essere uditi; e subito ne parlai a Sua Maestà, e al siniscalco, e al generale e altri, i quali si sono consigliati insieme, e mi hanno risposto che le signorie loro si trovino a *Tours,* dove Sua Maestà debbe essere di corti giorni, per andarsene dipoi *en Bretagne,* e per questo fante medesimo rispondo loro di questa conclusione.

Il Rè intese davanti ieri come Nostro Signore avea dato l' arcivescovado de *Rouen* al cardinale di *Magliares*[1], la quale chiesa è d' una

[1] Après de scrupuleuses recherches, nous pensons que ce cardinal ne peut être que *Jean Borgia,* archevêque de Montréal (*Monsregalis*), en Sicile, que son oncle, le pape Alexandre VI, avait promu au cardinalat au mois de septembre 1492.

grandissima importanza e reputazione; e di qua è suta data dal capitulo e da Sua Maestà a l'arcivescovo *de Narbonne*[1], che è il cuore e consiglio di M. *d'Orléans,* in modo che, sdegnati di questa collazione contro del Papa, il Rè tenne il dì medesimo gran consiglio, dove furono proposte e trattate più cose contro del Papa, in riformazione della Chiesa; ma, trovandosi presente il cardinale *de Bordeaux*[2], fece qualche buona escusazione, e, uscito di consiglio il Rè, che di sua natura sempre tende al bene, quietò la cosa, con speranza che *Magliares* lascierà questa impresa subito.

Hanno ancora rassettato le monete, e non hanno a avere corso se non è oro di peso; e de' ducati, solamente hanno corso Veneziani, Fiorentini, Sanesi e Genovini. E, in questi loro consigli e pratiche, sempre si parla qualche cosa contro all' Italiani; e noi altri sempre siamo caricati più che nostra parte. E, al presente, che con persona non hanno guerra, pensono e ragionono o sopra drappi di seta che vengono di Italia in questo Reame, o sopra il gran danaio che esce di questo paese per Roma, o sopra i cambi de' Fiorentini.

Ma intendo che più volte hanno avute queste pratiche e ragionamenti, i quali dipoi non passono ad altro effetto; così credo sarà di

[1] L'archevêque de Narbonne était le célèbre Georges d'Amboise, le ministre et l'ami du roi Louis XII. Compromis dans sa rébellion contre Charles VIII, lorsqu'il n'était encore que duc d'Orléans, Georges d'Amboise, après la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier, fut jeté en prison et y resta deux ans. Délivré, sur les instances du nonce du Pape, il rentra en grâce et fut appelé par Charles VIII, en 1494, au siége plus important de Rouen. Il fut créé cardinal, en 1498, par Alexandre VI. De ses huit frères, cinq étaient dans les ordres; quatre devinrent évêques, et le cinquième grand prieur de France. Il mourut à Lyon, en 1510, à l'âge de cinquante ans.

[2] André d'Espinay, issu d'une famille bretonne, d'abord archevêque d'Arles, puis archevêque de Bordeaux, créé cardinal en 1489 par le pape Innocent VIII. Il avait rendu à Charles VIII l'éminent service de le prévenir du projet qu'avait conçu le duc François de Bretagne de donner sa fille et héritière Anne à Maximilien, et il avait aidé le Roi à déjouer ce dessein. André d'Espinay accompagna Charles VIII en Italie. A la journée de Fornoue, il refusa de s'armer; mais, revêtu de ses ornements pontificaux et la croix à la main, il demeura intrépidement aux côtés du Roi tant que dura l'action. Il devint archevêque de Lyon, primat des Gaules, puis gouverneur de Paris. Il mourut dans cette ville en 1500.

questi, se già il generale non si delibererà di mandare la cosa più avanti.

Io raccolgo di più luoghi che il Rè si mantiene in proposito e in speranza di questa impresa di Napoli; e, intendendo Sua Maestà che il Rè di Spagna, contro alle promesse che già gli fece, dà ogni aiuto e favore al Rè di Napoli appresso del Papa, credo che, per questa cagione e per altre, non si renderà il contado *de Roussillon.*

L'*Argenton,* dipoi che il Rè partì *de Paris,* non è suto mai in corte, e intendo che oggi ci debbe essere, che assai mi piace, perchè non ostante che non peschi in ogni pelago, nondimanco a molte cose verrà assai a proposito a' nostri ambasciadori; i quali, quando saranno qui, mi pare che, con ogni diligenza, debbino fare una buona elezione di uno o due di questi primi signori che governono, e con essi fermare una intrinseca e buona amicizia e intelligenza; che, se non ci ristrigniamo a qualche buono particulare, non aremo di qua le cose nostre ben certe; che più ci gioverà uno pronto particulare buono amico, che non faranno molti generali.

IX.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Orléans, 2 septembre 1493.

Sommaire. — Le bruit se répand à la cour que la République a formé une ligue étroite avec le roi Ferdinand contre tout souverain étranger qui entrerait en Italie, ce qui a causé une grande indignation. On a toutefois pris le parti d'attendre l'arrivée des ambassadeurs. La position devient critique.

Francesco, dans l'ignorance où il est des instructions données aux ambassadeurs, se borne à opposer à ces bruits les plus énergiques dénégations.

Io riscrissi duo dì sono, e questa mando per uno fante espresso *à Lyon,* per farvi intendere come costoro mostrono e mi dicono avere lettere e avvisi di Italia, che contano per vero come la Communità nostra e voi avete fatto e fermato lega con il Re Ferrando, con promissione e patti d'essergli in aiuto quando bisognassi, contro ad ogni Rè

o Potentato oltramontano. La qual cosa, non ostante che reputi falsissima, è suta in modo accertata alla Maestà del Rè, che ieri in gran consiglio ne parlò contro di noi con grande indignazione, e in tal maniera che, se non cene purghiamo, dubito che non procedino a qualche mala dimostrazione o effetto contro di noi.

Fù detto e concluso in consiglio che, sanza procedere più oltre, si aspettassi la venuta delli ambasciadori nostri, e altri nuovi avvisi di tal cosa.

Ora io non so giudicare nè conoscere da che fondamento costoro si tragghino queste cose, e potrebbe essere che, di quello che dubiton che voi facciate, vene volessino far paura, e spaventarvene, a fine che non lo facessi.

Da altro canto, mi dicono che hanno questo secreto *ex secretis secretorum;* e, se bene voi lo tenete celato, che in effetto siate caduti in questa conclusione. E non ci è signore di consiglio che, per il caso che ha mostro farne il Rè, non mi conforti a stimare e giustificare tal cosa; che in oltre mostrono che questa vostra obbligazione si estenda a dare ancora aiuto al Rè di Spagna contro questo Rè.

Io voleva, per la venuta degli ambasciadori nostri, fino allora intrattenermi di qua con termini generali, *ut omnia essent eis integra;* nondimanco non ho voluto per tal cosa lasciare che vivamente, questa mattina, con sei o otto di questi primi non vi abbia giustificato, con quelle negazioni e ragioni in contrario che mi è parso. E, essendo partito il Rè, questa mattina, per ire verso la Reina a x leghe di qua, io gli cavalco appresso in questo punto, per purgarvi con Sua Maestà; che, sapendo l'affezione che porta la Città nostra a questa Corona, e la buona servitù di Vostra Magnificenza verso di quella, sò che impossibile è che mai si attentassi per voi cosa che non fussi in onore e utile di questo Rè.

Scrivone ancora qualche cosa alli ambasciadori, i quali non sapendo io che conclusione di qua si portino, non posso applicare l'animo a giudizio alcuno di tali cose, se non per quanto da costoro di qua raccolga.

Péron non si contenta nè malcontenta di voi, secondo intendo che

ha scritto, e arebbe voluto una parmata (*sic*), che gli avessi messo la mano nella scarsella, con mille ducati.

X.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Orléans, 4 septembre 1493.

SOMMAIRE. — Francesco a vu le Roi; il l'a trouvé convaincu de la vérité des rapports qui lui sont parvenus contre la République. Il a eu grand'peine à obtenir un sursis jusqu'à l'arrivée des ambassadeurs; on ne parlait de rien moins dans le conseil que de chasser, sans délai et sans formalités, tous les Florentins du royaume. Le général de Languedoc, après une longue conférence, a promis à Francesco d'empêcher qu'on agît immédiatement contre ses compatriotes.

Un ami lui a dit secrètement que Péron de Basche a obtenu une audience de nuit du Souverain Pontife, qui peut-être alors a trahi les Florentins.

Io fui ieri a *Corsel*, e parlai alla Maestà del Rè, in escusazione e giustificazione di quanto per altra vi scrivo. Trovo che Sua Maestà ha tanta ferma opinione che quello, che di voi gli è suto scritto, sia vero e certo, che, non ostante che con efficace negazioni e ragioni gli abbia voluto persuadere il contrario, non mi pare averlo lasciato ben giustificato nè rimosso da tale opinione; ma bene s' è in modo raffreddo e mitigato che, fino che arà udito i nostri ambasciadori, le cose non andran più oltre; che dipoi ho inteso, che in consiglio proposono e comandorno, che si spacciassi mandamenti generali per sbandire di questo Reame la nazione nostra; e, se non che da qualcuno del consiglio fù opposto, credo che sarebbono proceduti a tale inconveniente di spacciare e usare detti mandamenti, perchè qualcuno che non ci ama punto ha tanta autorità, che può fare questa e più gran cose.

Tornando ieri da *Corsel*, mi riscontrai col generale, e, nonostante che la mattina dinanzi avessi parlato seco di queste cose una grossa ora, mene ritornai seco due leghe a drieto, ragionando e dibattendo questa materia; e in effetto mi promise che, sì tosto che fussi con il Rè, lo disporrebbe a non credere tal cosa, fino a tanto che qualche effetto

non ne segua. E così credo che farà, non per altro, se non che a questa impresa di Napoli ci vorrebbono acquistare e avere per loro, e faranno tutto per non ci perdere. Ma, per mia fè, ch' io veggo le cose governarsi di qua in tal maniera, che, se voi non compiacete a costoro in qualche modo a questa impresa, bisognerà che abbiate molto forte e evidente ragione a escusarvi, e ovviare che non ci dichiarino per loro nimici; il che voi conoscete di che danno e disonore ci sarebbe. E resto confortato e spero che l'autorità e prudenza delli ambasciadori nostri potrà in modo temperarne la furiosità di costòro, che le cose si poseranno in buon termine.

La lettera che vi aveva scritto, dua dì sono, avendola lasciata qui a Francesco Nori che la mandassi, non ha trovato apportatore fidato, e la arete insieme con questa.

Non lascierò di dirvi, non ostante che credo ne farete poco conto, che[1] *uno amico secreto* mi ha detto che *Péron* secretamente una notte parlò *al Papa* in una camera, dove non era altra persona, e dubita che il *Papa* non gli abbia detto di questa vostra *lega col Rè* di Napoli.

Parmi che, più presto che potrete, ci dobbiate rescrivere a pieno, come vi possiamo guistificare di questa lega, che dicono avete fatta. E, quando ne scrivessi una lettera al Rè, credo saria bene, e una al siniscalco *de Beaucaire*, che più non si chiama *de Carcassonne*.

Altro non ho a dire a Vostra Magnificenza. Li ambasciadori nostri si addirizzano verso *Tours*, dove il Rè stimo sarà fra x dì.

XI.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Orléans, 5 septembre 1493.

SOMMAIRE. — Francesco pense qu'on veut intimider la République pour se la rendre favorable; toutefois ses ennemis sont tout-puissants dans le conseil, et le Roi subit leur influence.

[1] Les paroles imprimées en italique sont en chiffres dans la dépêche.

Malgré l'opposition de tous les hommes de sens, Perpignan et le Roussillon ont été restitués au roi d'Espagne, sur sa simple promesse de ne pas donner de secours au roi de Naples.

Dissivi come, domenica passata, costoro avevono proposto in consiglio che la nazione nostra fussi scacciata di questo Reame, e che la nazione nostra mangiava questo paese di usure, e che contro a questo Rè vi eri collegati con Napoli e Spagna. Fù opposto qualche cosa, e fù concluso che si aspettassi di udire i nostri ambasciadori; e, per quanto raccolga, questa cosa è suta messa avanti da uno o due signori di autorità, nimici nostri, i quali hanno persuaso il Rè che sia bene di fare questo spavento, parte per farci vergogna, e parte per tirarci a loro intenzione in questa impresa di Napoli. E, questa sera, mi è suto referito da uno de' nostri, che a caso si abbattè, quando il generale, venendo *d'Orléans*, si presentò davanti il Re a *Corsel*, che Sua Maestà, subito come lo vide, gli disse : « M. lo generale, sapete voi che « lo ambasciador Fiorentino m' ha oggi parlato della materia; ma, « per mia fè, che io gli ho mostro tenere poco conto di lui. » E il siniscalcho *de Gié* disse : « E io ancora, *Sire*, gli ho bene lavato la testa..... » Le quali cose tutte sono vere; e raccolgo che a arte ci hanno fatto più spavento che forse non merita l' avviso che hanno; il quale per niente non è dà stimare poco, perchè leggermente un giorno potrebbono mettere ad esecuzione quanto proposono in consiglio; che, per Dio, vi farebbe stomacco il vedere come di qua le cose si governono. E, non ostante conoschino avere bisogno di noi a questa impresa, par loro che li abbiamo a servire, per paura di non essere cacciati; e tutto nasce, non naturalmente dal consiglio, ma da chi vi ho per altre detto, che può assai, e non ci ama punto. Spero che li ambasciadori faranno buon frutto, e io, fino a tanto che non sò dove si tendino, non posso fare giudizio di tal cose.

A queste mattine, a *Corsel*, essendo alla messa del Rè, venne uno cavalcatore con lettere *de Perpignan*, e contava come la munizione e le genti d' arme di questo Rè erono fuori della terra, e che tutto era in ordine per rendersi. E dipoi ho inteso che il Rè ha spacciato lettere che sia renduto, contro il consiglio e opinione d' ogni uomo, perchè

ha ricevuto giuramenti e promesse dal Rè di Spagna, che non si apparenterà più con il Rè di Napoli, e che non gli darà aiuto alcuno contro a questa sua impresa.

XII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 18 septembre 1493.

Sommaire. — Les ambassadeurs sont sur le point d'arriver; ils démentent à l'avance les faux bruits qu'on a fait courir. Le Roi est à la chasse dans les bois d'alentour; Francesco va le rejoindre.

Les conseillers du Roi ont de fréquentes nouvelles d'Italie; ils sont informés de l'accord qui a eu lieu entre le Pape et le roi Ferdinand, et cependant ils n'en persistent pas moins en apparence dans leurs projets d'expédition contre Naples. Ils espèrent s'attacher les Vénitiens, en leur promettant une partie de la Pouille. La conduite de ces gens-là déconcerte toute prudence humaine.

Deux hommes gouvernent tout; ils ont mis dans la tête du Roi cette fatale entreprise, en interprétant en sa faveur on ne sait quelle prophétie.

Les ambassadeurs auront fort à faire, s'ils ne paraissent pas entrer dans ces idées de conquête.

Péron de Basche est attendu; on doit espérer peu de bien de son retour.

Le Roi est disposé à entendre les ambassadeurs, et il a donné des ordres pour qu'ils fussent honorablement logés.

Avete inteso della iniqua proposizione che fù fatta in consiglio contro di noi, di che dipoi non ho inteso, nè è seguito altro, perchè si aspetta di udire i nostri ambasciadori, i quali sono a tre giornate *de Tours*, dove il Rè dovrà essere fra vi dì. E da loro ebbi ieri lettere, che volentieri sarebbono venuti qui, per essere più presto alli orecchi del Rè, e purgare la falsa relazione fatta di noi; e mi confortono che faranno in modo intendere il loro vero, che il falso di chi ha malignato sarà abbattuto. Il Rè, quattro dì passati, è suto per questi boschi a sui piaceri di caccie; e io mene vo in questo punto sei leghe di qui, per parlare alla Maestà Sua, e fargli intendere dove si trovino i nostri ambasciadori, e che si ordini a forrieri, che sieno loggiati onorevolmente. E in oltre ancora gli dirò avere lettere da loro del contrario di quanto è suto detto di voi, per vedere come lo trovo rimosso dalla opinione che li era suta fatta.

Ieri, sotto lettere delli ambasciadori, ebbi la vostra de' xx di agosto,

alla quale non ho per questa da rispondervi molto a lungo, ma di giorno in giorno vedrò di raccorre qualche avvisamento sopra le particularità che desiderate. Costoro hanno avuto e hanno continuamente, per via di Milano e altrove, particulari avvisi di tutte le occorrenze di Italia, e massime di questa pratica, e dipoi della conclusione dello accordo fra Papa e Ferrando. Di che la Maestà di questo Rè, e quelli che per essa hanno in mano questa impresa di Napoli, non ostante conoschino che questo venga loro male a proposito, mi pare che di poco sene mostrino sbigottiti; nè sò se fittamente lo faccino, per mostrarsi più gagliardi e più sicuri, come è l'onor loro, o veramente ancora sieno tanti elevati d'animo e di loro opinione, che, sanza il Papa, credino posser venire a loro intento, perchè non possono credere che noi abbiamo loro a mancare; e qualcuno da altro canto spera di accordare e tirare Veneziani a questa impresa, con promissione di parte della Puglia. E ci si fa tanti conti, che non ne saprei trovare un saldo sommario e ragionevole; e, al giudicare delle cose di costoro, bisognerebbe essere magico o indovino, chè prudente non basta; nè sò meglio dire, che questa cosa sarà secondo che la si butterà.

Grandi pratiche una volta ne tengono questi che girono queste materie; ma tutto il resto del consiglio, che non intendono per ciò se non è le cose ordinarie, giudicando di questa cosa naturalmente, ne fanno pochissimo conto.

Il Rè, con sei o otto signori, ma due soli principali, generale è siniscalco, governono e trattono tutto; e, come per altre vi scrissi, tre dì sono, contro al consiglio e opinione d'ogni uomo, intendo per certo che il Rè ha scritto che *Perpignan* col contado *de Roussillon* sia renduto, perchè ha ricevuto giuramento dal Rè di Spagna che promette non si apparentare col Rè di Napoli, nè farli favore alcuno a questa impresa; perchè potete vedere, se questo fia vero, come credo, quanto questo Rè mostri avere a cuore questa impresa; e gli hanno messo in testa che le profezie gli portendino questo Reame di Napoli, e ci sono attaccati con la speranza; in modo che mal volentieri intendono ragioni che sieno contro a questo. E, se i nostri ambasciadori,

come qui si dubita, aranno ad escusarsi più presto che satisfare in fatto al desiderio di costoro, dubito che con difficultà faranno le loro buone ragioni capaci. E, da altro canto, come è ragionevole, spero del contrario.

Péron ancora non è arrivato; debbeci essere di corto, in compagnia con il conte Carlo di Milano. E credo ad ogni modo dirà poco bene.

E ho caro mi abbiate scritto come seco vi siate governato, e mene servirò, bisognando mostrare che abbia torto.

Del Rè de' Romani non intendo altro, dipoi che il principe d' *Orange* e il vescovo *de Sens* andorno da *Melun* ambasciadori verso di lui.

Trovai iersera al tardi il Rè in campagna, e con Sua Maestà, parlandogli, cavalcai mezzo miglio; e, dicendogli come li ambasciadori mi avevono scritto che quanto gli era suto detto di noi, non era vero..... mi rispose che loro, che partirono prima di tal conclusione, non ne possevono saper nulla. Risposigli che da Firenze s'erono partiti con la conclusione ferma dell' animo della Signoria e vostra; e, quando nulla fussi innovato, che incontinente ne sarebbono suti, o loro, o io avvisati.

E, in su queste parole, feci con Sua Maestà un lungo discorso dell' animo vostro verso di quella, e che più presto vorresti perdere quanto avete al mondo, che dispiacere... E che, juxta la possa vostra, Sua Maestà vi troverrà sì suo buon servitore e migliore che in Italia...

Udimmi con piacere e attenzione, e mi concluse che, udendo li ambasciadori, intenderebbe e vedrebbe se così sarà; e ordinò che fussino loggiatì; e io, questa sera, ho mandato loro un mio uomo con lettere, che saranno loggiati e trattati onorevolmente.

E io, domattina di buona ora, mene tiro verso *Tours,* dove troverrò arrivati li ambasciadori; e, in cammino, troverrò il Rè *à Amboise ou à Blois,* e fermandosi Sua Maestà *à Amboise*, a VII leghe presso di *Tours,* essendo desideroso di udire la proposta delli ambasciadori, sarà possibile che mandi subito per loro per udirli.

Siamo a dì XVIII, e questa povera lettera non ha prima potuto

trovare apportatore. Intenderete dalli ambasciadori della loro venuta qui, e io non so che altro dirvi, se non è che e' mi pare che costoro ogni dì più si riscaldino a questa impresa di Napoli, la quale del tutto è governata dal generale e siniscalco, nostri nimici; e, per l' autorità in che sono, dubito che, se nelli ambasciadori nostri non troveranno molto buona disposizione e promesse per questo Rè, che non procedino iniquamente a farci danno e vergogna; e si trovano d' animo di venir presto in sulle particularità, e ristrignerci ad intendere che aiuto e favore vorrete dare al Rè per questa impresa. E, non promettendo noi o poco o assai a loro satisfazione, veggo le cose governarsi in modo pazzamente, che le loro pazzie ci potrebbono far disonore.

Credo *Perpignan* a questa ora renduto.

Péron arrivò ieri, e ha lasciato a drieto due giornate il conte Carlo.

E perchè questo apportatore non può tardare, non dirò altro.

XIII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 2 octobre 1493.

SOMMAIRE. — Éloge des deux ambassadeurs. Compte rendu de leur première audience, le jour de Saint-Michel, en présence de tous les chevaliers de l'Ordre; grand effet produit par la merveilleuse harangue de l'évêque d'Arezzo; favorable accueil fait au discours de Soderini.

Perchè io so e veggo continuamente con quanta affezione e quanto prudente e diligentemente si portino li ambasciadori, nel praticare le occorrenze vostre per di qua, e ancora nel darvi ogni particulare avviso di esse che sia possibile, io giudico che le mie lettere vi sarieno al tutto inutili, e di sì poco avvertimento che, per torre a voi molestia di leggerle, mi pare più conveniente e a proposito ch' io metta ogni mio tempo a servire le loro signorie, della persona e opera mia, con quella fede e diligenza che sia in me; ma, dubitando che loro, nel darvi avviso di questa prima audienza, non si portino tanto modestamente, che e' faccino torto, e a voi, e a loro, e alla verità della cosa,

mi sono voluto assicurare che, per ogni modo, ne intendiate il vero appunto.

Domenica passata, che di qua, essendo il dì di San Michele, fù giorno solenne, la Maestà del Rè, come è usata in tal dì, si portò l'ordine di Francia[1] con tutti li altri cavalieri, che in corte si trovavono; e, come prima era suto per Sua Maestà ordinato, appresso desinare, il generale, vescovo *de Saint-Malo*, venne allo alloggiamento de' nostri ambasciadori, e li condusse in casa uno suo figliolo, vescovo *de Lodève*, dove erono di già, in una loggia ornata e disposta a tale audienza, convenuto il cancelliere con tutti i signori e prelati di consiglio, e molti cortigiani Italiani e altri; e, dopo mezza ora, venne la Maestà del Rè, accompagnato da M. *d'Orléans*, dal cardinale[2] e molti altri signori e cavalieri dell' ordine; e, chiamati li ambasciadori, e fatta la debita reverenza, e presentate le lettere, il nostro vescovo[3] espose la sua orazione, con una tanta affezione e grazia e efficacia, che, per mia fè, Padrone, si vedeva la Maestà del Rè e tutto il consiglio udirlo sì volentieri e con tanta attenzione, che a tutti generalmente fu in ammirazione tale, che il cancelliere, per parte del Rè, nella risposta che ebbe a fare, disse pubblicamente che, di tante imbasciate e orazioni che per il passato s' erono udite, la Maestà Sua non avea mai udito la simile.

E, vedendo Piero Soderini che ancora la Maestà del Rè e il consiglio era in disposizione di ascoltare qualche oltra cosa più, fece una aggiunta di parole in italiano molto accomodata e utile, la quale il Rè mostrò gustare e intendere con generale attenzione. Delle quali cose mi pare che assai ci possiamo rallegrare; perchè non è suto di poco profitto che, nell' animo del Rè e di tutto il consiglio e di tutta la corte, si sia rigenerata una tale et sì buona impressione delle Città nostra e di

[1] L'ordre de Saint-Michel, créé par Louis XI en 1469.

[2] Le cardinal de Bordeaux, André d'Espinay.

[3] L'évêque d'Arezzo, Gentile Becchi; à défaut de la harangue qu'il prononça, nous publierons, ci-après, le projet de discours qu'il avait soumis à la critique d'un de ses savants amis.

voi, che con difficultà quelli, che ci erono o sono inimici, ci potranno nuocere nel modo che facevono; anzi ora loro si mostrono più pronti che li altri a farci piacere. E in consiglio, di gran tempo, credo, non ardiranno fare simile proposizione dell' altro giorno; se già nel trattare ora con li ambasciadori le particularità che voi sapete, non nascessi in loro qualche scontentezza, che ci inducessi ne' primi termini. Ma una volta questa audienza è suta di gran frutto, e ha dato buon principio alle cose nostre; ora la importanza di tutto consiste come si potranno contentare di noi circa a quanto domandano.

XIV.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 9 novembre 1493.

Sommaire. — Mécontentement secret produit à la cour par la nouvelle du mariage de Maximilien avec la nièce de Ludovic le More. Conférence de l'évêque d'Arezzo avec l'évêque de Saint-Malo (Briçonnet). Arrivée à la cour du maréchal des Cordes, chargé de veiller aux préparatifs de l'expédition d'Italie. Convocation du duc et de la duchesse de Bourbon et de l'amiral de Graville. Réunion des principaux magistrats du Parlement, pour examiner les droits du Roi sur le royaume de Naples : leur réponse affirmative. Tout semble indiquer que l'expédition aura lieu; toutefois, à tout homme de sang-froid elle paraît impraticable. Le mariage de Maximilien avec la nièce de Ludovic n'apporte-t-il pas au succès de l'entreprise un nouvel obstacle? En résumé, Florence sera vivement pressée de se déclarer; elle doit le faire le plus tard possible. Un grand conseil se prépare.

Io vi scrivo breve, perchè l'officio e esercizio mio di qua è più presto di visitare spesso e praticare questi signori, dai quali continuamente quanto io raccolga, lo rapporto alli ambasciadori diligentissimamente, in modo mi pare dar loro tanta occasione e materia da scrivervi; e li veggo sì diligenti e continui all' avvisarvi d' ogni particularità, ch'io penso di non vi scrivere, se non è per darvi, molto brevemente, occasione che di me non vi scordiate.

Dopo l' ultime nostre lettere di qua, non è innovato cosa di conto. Intesesi il parentado con Massimiliano [1]; e subito questi Milanesi, per

[1] Maximilien épousa en effet, en secondes noces, Bianca-Maria Sforza, fille de Galéas-Marie Sforza, et nièce de Ludovic le More.

ovviare alle mormorazioni che di qua nascevono contro di loro per queste cose, messono fuori che tale pratica si era menata e conclusa di consentimento di questo Rè, e con suo onore e commodo, perchè il signor Lodovico, per questo mezzo, si fa forte essere *tanquam glutinum* della pace di questi due Rè, tra i quali predica dovere mantenere una fraternità e benivolenza eterna, ecc. Io intendo che il Rè di questa cosa in vero n' ha preso qualche ombra e sospizione, e comprendo che gli fusse, tempo fà, conferito della pratica, ma non poi della conclusione; nondimanco, o bene contento o malcontento che ne sia, giudico che faccia saviamente di fare ogni dimostrazione che non gli dispiaccia, per non si rompere per tal cosa con il signor Lodovico, col quale seguita le sue pratiche strette, come ha fatto per il passato; e credo manderà a Milano ambasciadore per rallegrarsi di tale parentado, e per intervenire alle nozze; o di questo forse ne darà commissione al vescovo *de Lodève*, figliuolo di *Saint-Malo*, che, otto dì fà, partì di qui per essere a Milano e Roma, e ha lettere del Rè a Vostra Magnificenza.

Il nostro vescovo[1] fu l'altro giorno una ora e mezzo a parlare con *Saint-Malo* in secreto; e, in confessione, gli parlò largamente e del signor Lodovico e del Papa e di voi; e, per quanto abbia inteso da *Argenton*, lo lasciò bene satisfatto.

Arrivò in corte, più dì sono, Monsignore *des Cordes*, designato capitano generale di questa impresa.

Il Rè gli ha fatto onore e carezze assai, e commesso che intenda e esamini ogni cosa per il bisogno e proposito della impresa. E di già ha comminciato a mettere per nota tutte le provvisioni che bisognino fare, come di danari, di condottieri, gentiluomini, fanterie, artiglierie, navili e altre appartenenze, ecc. Ma di tutte queste cose non si fa ancora determinazione, perchè il Rè, avendo mandato per M. e Madama *de Bourbon*, per l' ammiraglio e altri, ha in animo fare un consiglio di venti o ventiquattro personaggi eletti, ai quali proporrà prima, come

[1] L'évêque d'Arezzo.

abbia ragione nel Reame di Napoli, e che, essendo l'animo di conseguirlo, si pensi ai modi, ecc.

E, l'altro giorno, avendo Sua Maestà fatto qui venire certi presidenti e signori di Parlamento, e usato il consiglio loro sopra alcune cose di questo Regno, dette a una parte di loro licenza che sene ritornassino *à Paris,* e certi altri di loro ha ritenuti qui, ai quali ha commesso che vegghino se Sua Maestà ha buona ragione e diritto nel Reame di Napoli; e intendo fanno rapporto, che non manco di ragione abbia in quel Reame, che nel suo proprio.

M. e Madama *de Bourbon* sono qui appresso a mezza giornata, e il Rè, tre dì sono, andò per vedere certo castello che vuole comperare, a una giornata di qui; e, fra pochi dì, doveranno convenire qui tutti, e venire al consiglio e deliberazione di questa cosa; e allora sene potrà fare più vero giudizio.

Dubito che, per induzione del signor Lodovico, non siamo forse stretti alla dichiarazione, ma sono di speranza che, per tortura che ci sia data, potremo ancora un pezzo temporeggiare, con le molte ragioni che abbiamo.

E credo che sarà a voi di costà più forte a satisfare al Rè Ferrando, che a noi di quà a questo Rè. E, se bene un giorno, per la malignità di chi pigne e governa queste cose, ci fussi fatto spavento, non posso credere che, quando useremo le nostre ragioni più vivamente che non si è fatto, non correggiamo qualunque insulto contro di noi. Io non penso nè intendo cosa, che con li ambasciadori non conferisca, nè sò vedere come di costà vi si possa mandare un netto giudizio di queste cose, perchè si può dubitare che questa impresa non vadi ad effetto, che è il capo principale donde debbe nascere ogni vostra resoluzione.

Vero è che vediamo pratiche, segni e provvisioni grandi, che costoro passino in Italia, e di qua per ora non è faccenda di più conto; e il Rè ci è ardentissimo; e nondimanco la impresa è sì grande e difficile che per molte cagioni pare impossibile.

Credo bene che ad ogni modo qualche bella prova sene farà, perchè

costoro non si sono ritratti, nè per la defezione del Papa a Ferrando, nè per lo nuovo insulto de' Turchi, nè per questo nuovo matrimonio. Il quale giudico importantissimo e contrario del tutto a questa impresa, perchè mi pare impossibile che il signor Lodovico possa intrattenere il Rè di Francia e Massimiliano insieme; sì che, per queste e per altre considerazioni, mi pare che, il più si può, s'indugi al dichiararsi; nondimanco, quando avessi intenzione di farlo, non direi che aspettassi l'ultimo supplizio da costoro, perchè vene arebbono poco grado; ma, non essendo ancora bene certi della impresa, perchè non sene può essere certo, se non è in fatto, stimo non vi venga a proposito dichiararvi.

Li ambasciadori visitorno *des Cordes*, e di molte ragioni che gli dissono restò ben satisfatto, nè altro allegò incontro, se non è che la dichiarazione nostra sarebbe secretissima; e *Argenton* mostra, e credo, che abbia seco bene parlato e operato per noi, e dice ci è bene disposto; ma il conte Carlo lo stimula continuamente, che ci facci dichiarare, per assicurarsi di noi.

Il siniscalco e *des Cordes* andorno, tre dì sono, incontro una giornata a M. *de Bourbon* per conferire seco di questa impresa.

Se voi crederrete e alli ambasciadori e a me, farete che uno di loro sia richiamato. Piero mostra avere gran voglia di tornarsene. Il vescovo ci si è assettato per questo verno, e a gran pena si assicurerebbe mettersi a cammino; risolvetevi per la prima di revocarne uno, perchè farete loro piacere, e di qua le cose vostre ne saranno assai meglio amministrate e servite.

XV.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 19 novembre 1493.

Sommaire. — Départ du Roi pour la chasse et pour ses plaisirs. Arrivée de Monsieur et de Madame de Bourbon. Leurs conférences avec le maréchal des Cordes, le sénéchal de Beaucaire, le comte

Carlo et le prince de Salerne. Bon accueil que Monsieur et Madame de Bourbon font à Francesco della Casa. Affaires d'Allemagne; mécontentement du comte Palatin, auquel le Roi refuse le payement de la pension qu'il lui avait promise lorsqu'il était en guerre avec le roi des Romains. Menées du cardinal de Gurck pour rattacher le duc de Lorraine à l'Empire. Mobilité de Maximilien. A l'instigation du seigneur Ludovic, le Roi engage le duc d'Orléans à se désister, moyennant une pension, de ses prétentions sur le Milanais. Un grand conseil doit être réuni à Amboise. Piero Soderini s'est rendu dans cette ville.

Scrissivi l'ultima, Padrone, à dì IX del presente, per mano de' Capponi, e arò caro intendere vi sia venuta salva. Il Rè dipoi è stato, questi X giorni passati, qui dell' intorno a una giornata, a' suoi piaceri di dame e di caccie. M. et Madama *de Bourbon,* quando lui si partì, arrivorno a sei leghe di qui, e, non avendo prima parlato con Sua Maestà, non sono voluti entrare in questa terra, nè visitare la Reina nè il Dalphino; è si stato con loro, la più parte di questi giorni, il siniscalco e M. *des Cordes,* continuamente, e, da quattro giorni in qua, il conte Carlo e il principe di Salerno. E io, pochi dì fa, per commessione delli ambasciadori, andai a parlare con loro illustrissime signorie, e, visitando prima M. *de Bourbon*, e caduto in proposito del fatto nostro, trovai che sua signoria era di buona parte delle ragione nostre informato dal siniscalco. Fecigli nondimanco brevemente un buon discorso, e della buona disposizione vostra verso del Rè, e delle giustificazioni e ragioni nostre circa la dichiarazione. Udimmi tanto di buona voglia, e ad ogni nostra ragione particulare mostrò avere tanta fede, che più non arei saputo desiderare. E non sì tosto mi partì da sua signoria, che, vedendo che Madama si era accostata da lui e parlava di noi, io di nuovo, fatto reverenza a Madama, lo pregai che gli volessi riferire quanto gli aveva detto; risposemi che parlava con essa del fatto nostro, e, rappiccate le parole, lei mi disse che il siniscalco le aveva parlato di noi d'una molto buona bocca, e che il Rè, fino a qui, si teneva di noi contento, e che le cose non si governerebbono, se non è in buona maniera per noi. Accennommi ancora M. *de Bourbon* sorridendo che il conte Carlo a suo proposito voleva che, più che non si conviene, fussimo stretti alla dichiarazione.

Il conte Palatino ha qui uno suo oratore, per riscuotere da questo

Rè una provvisione di dodici mila franchi, che il Rè ha accordato di dargli ogni anno. E, l'anno passato, perchè non era in pace con Massimiliano, il Rè fu contento pagargliene graziosamente; e, questo anno, essendo fatta la pace, mi pare che abbia menato questo oratore un pezzo per la lunga, in modo che il Conte Palatino gli scriveva che sene tornassi, mostrandosi malcontento di questo Rè, e quasi accennando che *de l'Allemagne* s'innoverebbe qualche cosa contro a costoro. Intendo dipoi che, da tre dì in qua, questo Rè ha avuto lettere *de l'Allemagne* che gli dicono come il Rè de' Romani è d'animo muovergli guerra; e è gli suto scritto da altri che il cardinale Gurgense pratica di allegare il duca *de Lorraine* con l'Imperadore, e farlo, nella sua provincia, luogotenente dell' Imperio. Le quali cose, da pochi dì in qua, per quanto intendo di buon luogo, danno assai da pensare a questo Rè, e l'oratore Palatino, sono d'oppinione, riscuoterà la sua pensione; che se così sia sarà grande argumento che costoro abbino bisogno di assicurarsi delle cose *de l'Allemagne*.

Intesi, a questi giorni, che il Rè, a stanza di Milano ha fatto praticare M. *d'Orléans* che renunzii alle sue ragioni nel ducato di Milano, con avere, ogni anno, certe pensioni. Ha risposto che, non gli parendo al presente nè tempo nè bisogno del Rè di fare tal cosa, che si vuole stare così.

Dell' impresa di Napoli non so che dire. Il cardinale mi dice che, già due volte, ha detto francamente al Rè che ci sarà ingannato, e non ci arà onore, e mostrogli infinite difficoltà. L'amiraglio ancora si vede che di buona voglia non lo approva. Dicono che il Rè è in debito delle entrate sue coi generali, e che con difficoltà si può presto provvedere a uno milione d'oro, che domanda *des Cordes* di presente, e a uno altro quando saranno in Italia. Il parentado di Milano dà ad ogni uomo assai da pensare. Veggo che il Rè, in su lo strignere delle pratiche, s'è ito a sollazzo x giorni. Comprendo che ancora non presti quella fede, nè dia quella riputazione a *des Cordes*, che faceva. Queste lettere *de l'Allemagne* essendo vere, come credo, sono di grande importanza. Ancora non ci è risposta dal principe *d'Orange* e il vescovo *de Sens*, come saranno

suti ricevuti da Massimiliano, e come arà ratificato alla pace. Le quali cose, insieme con molte altre che vi sapete, mi danno grande dubitazione di questa impresa; nondimanco per ancora non intendo, nè si vede cosa, che sicuramente la interrompa; e, come per l'ultime vi dissi, essendo qui chiamati, e dipoi convenuti *Bourbon*, l'amiraglio e più altri, è forza che, se hanno animo a questa cosa, che sanza indugiare la mettino in consultazione, e ne faccino deliberazione per provvedere alle cose necessarie. Il Rè, *Bourbon*, e tutti i signori andorno ieri a *Amboise*, dove per avventura, di corti dì, ne faranno deliberazione, e vedremo dove le cose battino.

Piero Soderini è ito là. E, perchè so ha caro esservi solo, io non vi andrò, se non è domani.

Se la impresa andrà inanzi, intendo che il siniscalco, desiderando ire a casa sua, sen' andrà con il conte Carlo in *Provence*, per ordinare le galee e le altre appartenenze dell' armata.

Il Rè, domenica passata, dopo desinare, fece chiamare tutti i signori in consiglio, e li tenne a aspettare in una sala tutto il dì, e lui si stette serrato in una camera con l'ambasciadore di Spagna e con l'amiraglio e M. *d'Alby*, e, in su la notte, sen' andò via, sanza dire altro al consiglio.

Delle altre cose di più importanza e fondamento intenderete dalli ambasciadori, ai quali arò caro mi raccomandiate.

XVI.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Amboise, 3 décembre 1493.

SOMMAIRE. — Conférence de Francesco avec l'évêque de Saint-Malo. Permission à Soderini de s'absenter pour aller jusqu'à Paris. Alliance avec le duc de Ferrare. Réponse des Vénitiens, qui s'engagent à ne pas donner de secours aux ennemis de la France; ils regrettent que les menaces du Turc les empêchent de faire davantage.
D'après un avis secret, on paraîtrait disposé à entendre à un accommodement avec le roi de Naples.

Intendendo in questo punto la partita d'uno corriere de' Capponi, voglio più presto scrivervi breve, che vadia sanza mie lettere.

La corte tutta è venuta qui a *Amboise;* e ieri, per commissione del Soderini, parlai lungamente a *Saint-Malo* sopra la licenza della partita sua; e in effetto con isdegno mi conchiuse che, se si partiva, si conoscerebbe esser vero quanto di Italia si scrive, che siamo qui venuti per dar parole. E, per satisfare al desiderio di Piero [1], feci che fù contento che andassi a vedere *Paris*, e se in questo mezzo accade che abbino bisogni di lui, che gli spaccieranno un corriere; e questa sera dovrà essere qui, per partire domani per *Paris.*

Saint-Malo mi dice che, ad ogni modo, inanzi Natale sarà fatta ferma deliberazione dell' impresa; e, da altro canto, veggo tutte le pratiche rafredde, e opera nessuna non si fà; in modo che assai è da dubitare che si risolva in una dilazione d'uno anno. Emmi stato parlato di buon luogo che, essendo la cosa in dubbio, che qualche gran personaggio gli potrebbe dare la porta, e romperla del tutto, quando Ferrando volessi uscire a qualche buona somma. Avviserete di vostro parere, che non è mal pensiero.

E entrato in questo punto il duca di Ferrara, con circa cento cavalli, assai onoratamente, e il Rè gli darà buona provisione.

Costoro hanno avuto lettere da Venezia, in risposta delle loro; dicono che, come per una lor lega fatta con il Rè *Louis*, e confermata per questo, non daranno aiuto a nimici di questa Corona; e, se non fossi il sospetto del Turco, prometterebbono più.

Il vescovo [2] è restato a *Tours.*

Saint-Malo, nel parlare che mi fece, mi lasciò con ottima disposizione, conchiudendo che il Rè a nessun modo, non ci strignerebbe a dichiarazione, se non è con gran bisogno, e con nostra grande sicurtà.

[1] Piero Soderini. — [2] L'évêque d'Arezzo.

XVII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 14 janvier 1494.

SOMMAIRE. — Les ambassadeurs de Ferdinand de Naples viennent faire des propositions de paix. Animosité du prince de Salerne contre les Médicis. Grande autorité de l'évêque de Saint-Malo et son peu de sympathie pour les Florentins. Arrivée du nonce apostolique; son caractère. Indisposition du dauphin. Étrange commission donnée par Madame de Bourbon.

Due dì sono, *d'Amboise* vi si scrisse a lungo. Il Rè dipoi è venuto qui; e, secondo che *Péron* ha detto a me, e *Saint-Malo* al vescovo, la Maestà del Rè vuole parlare a' nostri ambasciadori; credo, per induzione del conte Carlo, vorrà intendere la conclusione dell' animo vostro, e forse vorranno darci una stretta della dichiarazione, perchè vorranno dire essere resoluti e deliberati di fare la impresa; e così in vero si mostra e intende che sia. Il Rè ha scritto per l'ammiraglio che venga qui, e, non ostante si scusi di malatia che ha, credo non ci venga volentieri, per non si trovare alle conclusione e pratiche di questa materia, la quale mai di buono animo non ha approvato.

Questi ambasciadori Ferrandini, intendo, sono suti rimessi a MM. *d'Aubigny* e *de Lille*, ai quali intendo hanno dato non sò che articuli, domandando pace con questo Rè; e per ancora non è suto loro risposto, che abbia inteso.

Messer Matteo Coppola, per sdegno che mostra avere con il principe di Salerno, ha detto in secreto che detto principe ha forte grande odio contro di voi, come sempre ebbe contro vostro padre, e che, fra pochi dì, partirà di qui uno suo uomo, che viene in Italia, e porterà certe altre nuove lettere di favore al vostro vicino, e che non cerca altro che nuocervi, ecc. Credo che il conte Carlo sappia, e, per avventura, metta inanzi queste cose, se son vere, perchè sono una cosa medesima. Hollo detto alli ambasciadori, a fine ne parlino con *Saint-Malo*, o con chi verrà a proposito.

Siamo a dì XIV, e Piero Soderini, e dipoi il vescovo hanno lunga-

mente parlato a *Saint-Malo*, e se nulla ci è di conto lo arete da loro.

Per commissione delli ambasciadori, dissi a *Saint-Malo* quanto aveva inteso dal Coppola; dissemi non ne saper nulla, ma che intenderebbe e ovvierebbe, ecc.

Io vi ho detto per altre come sempre ho creduto sia disposto verso di noi. E una lettera, che fia in questa, del vostro de' Pazzi a lui, vi mostrerrà come, da ogni banda, tiene pratiche e pro e contro di noi; nondimanco bisogna ci lasciamo menare, perchè lui è il tutto di questa corte e di questo governo. E, per i buoni discorsi che gli hanno fatto li ambasciadori, e per la fede che gli prestano, e per il bisogno che il Rè ha di voi per questa impresa, voglio credere non ci sia nimico, e che intrattenga le cose nostre assai giustamente.

Il vescovo mi fè portare una vostra lettera a Madama *de Bourbon*, e, giustificandovi di quanto di Italia si scrive e dice al Rè in vostro carico, mi disse che, da molti giorni in qua, non avea inteso altro, se non è che, più dì sono, intese che dovevi entrare in una lega con Veneziani e Papa. Confortommi al parlarne ad ogni modo con il Rè, e così n'ho referito alli ambasciadori, i quali m'hanno commesso ch'io intenda da *Saint-Malo* se è bene si representino al Rè, poichè Sua Maestà avea detto volerli. Io sono d'opinione che molto profiterebbe il parlare delli ambasciadori al Rè proprio d'ogni cosa spesso.

Preso licenza da Madama *de Bourbon*, mi richiamò, e mi disse vi scrivessi che gli mandassi uno zibetto, cioè la bestia che fa il zibetto; risposigli che di costà non era, ma che se in Italia o altrove ne sarà, che Vostra Magnificenza gliene mandarà, ecc. E, dicendogli mi ricordava averne visti a Napoli, mi disse che per niente non voleva che il Rè di Napoli gliene mandassi. Risposigli che, o da Napoli, o donde ne fussi, voi proprio gliene manderesti, e cosi prega Vostra Magnificenza che facciate, e dice avere inteso che n' è in Ferrara.

Comparì ieri di qua maestro Graziano da Villanova, Spagnuolo, frate de' Carmini, mandato dal Papa *sub titulo nuntii apostolici;* conoscolo per altri tempi, e è uomo dotto, astutissimo, doppio e fraudo-

lente; costoro anno cominciato a udirlo volentieri, e non dubito che non li abbusi di molte pratiche, partiti e parole.

M. *le dauphin* è stato, a questi dì, male disposto e ha avuto, un poco di febbre; che è una delle cause che ritardi il Rè della partita *de Lyon*. L'ammiraglio ancora è malato.

L'*Argenton* tornerà, fra pochi dì, in corte; che desiderrei potergli rispondere qualche cosa di quanto scrissi a sua richiesta.

Vengo da parlare a M. *de Saint-Malo;* e, dettogli se gli pare li ambasciadori si rapresenteranno al Rè, risposemi che, essendo ancora *le dauphin* un poco malato, che, quando sarà tempo, li chiamerà. E di più mi dice aver riferito al Rè delle lettere che, di costì e da Roma, gli ha mostro il vescovo; le quali dice sono venute bene a proposito, perchè ha fatto fede a Sua Maestà che, non ostante tante calumnie, sarete sempre in fatto per quella; e che Sua Maestà è deliberata camminare per il cammino grande in queste cose, e non far conto di tragetti e d'altro di poca importanza. E che, di corti dì, va a *Lyon* e in *Provence.*

XVIII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 23 janvier 1494.

SOMMAIRE. — Audience du Roi. Francesco s'applique à effacer les mauvaises impressions qu'auraient pu laisser dans son esprit les rapports des ennemis de Pierre de Médicis; il espère y avoir réussi. Le Roi le quitte pour aller entretenir une dame.

Les ambassadeurs de Naples ont reçu leur congé.

Le Roi est sur son départ.

Parendo alli ambasciadori d'essere troppo stati sanza mai parlare al Rè; e, veduto che *Saint-Malo* in fatto non ordinava che fussino uditi, e intendendo che continuamente vi era dato qualche carico, mi commissono ieri che, per loro parte, parlassi con Sua Maestà, per rinnovargli buona opinione di voi, e per ritirare qualche segno del concetto e animo suo. Dissigli primieramente che li ambasciadori, per

non lo disturbare, non si rapresentavono spesso inanzi a Sua Maestà; risposemi : « Io voglio bene parlare a loro. » Risposigli che non erono qua per altro che per ubbidire a sue cenni; e, continuando le parole, gli dissi che loro avevono parlato a lungo a M. *de Saint-Malo* e accertatolo della buona disposizione della Communità nostra e di Vostra Magnificenza. Risposemi subito : « Ma ch' io lo vegga. » Replicogli che Sua Maestà lo vedrebbe sempre per effetto, massime che, fino a qui, avevamo conosciuto che aveva fede in voi, e non voleva mettervi in pericolo. Dissigli appresso come avevamo inteso che qualcuno, per invidia o altro suo proposito, vi avea voluto dar carico verso della Sua Maestà, e che li ambasciadori nostri lo pregavono non credessi a tali finzioni, e, quando gli piacessi, loro gli farebbono toccare con mano che, in tutta Italia, Sua Maestà non ha migliore nè più inteso servidore che il signor Piero de' Medici, ecc.

Risposemi subito : « Io lo credo bene. »

Pregai Sua Maestà che, quando più intendessi qualche falsa relazione di voi, che volessi chiamare li ambasciadori, per trovare la verità. E, dettogli queste parole con molte più altre, Sua Maestà montò a cavallo di nascoso con quattro de' suoi principi, e sen' andò, dove era aspettato, a intrattenere una dama.

Parmi che, nella risposta circa al particulare di voi, non sia che tutto bene. E, circa alla impresa, dicendo : Ma ch' io lo vegga! si vede che non si tiene ben sicuro di noi. Sono certo che mi arebbe parlato et risposto più a lungo, se non è che era per andare dove il dente gli duole.

Della impresa ogni ora s'intende più certezza; M. di Nicolaus ha commandato a suoi cento gentiluomini de' quali è capitano, e ai suoi cento balestrieri a cavallo che, a mezza quaresima, si trovino a *Lyon* in ordine di tutto.

M. *de Narbonne*[1], nelle mani di chi fu giurato la pace di Spagna, mi afferma che e' vostri ambasciadori non hanno a dire altro al Rè, se

[1] Georges d'Amboise.

non è pigliare licenza, e per niente non gli diranno cosa che credino dispiaccia a Sua Maestà.

Il Rè, avendo espediti questi ambasciadori di Napoli delle loro lettere di licenza, fè loro dire che voleva parlare con essi; e, essendosi rappresentati a Sua Maestà, disse : « Io vi farò dire quello aveva da dirvi. »

Questa sera è partito il Rè per *Amboise;* li ambasciadori mi dicono che *Saint-Malo* ha loro mandato a dire, che Sua Maestà non tornerà più qui, e che sene va a *Lyon.*

Io andrò domattina, e manderò a dire alli ambasciadori quanto *Saint-Malo* mi dirà che debbino fare, e stimo dirà che sene vadino a *Moulins* o a *Lyon,* dove non credo il Rè arrivi fra un mese.

XIX.

FRANCESCO DELLA CASA AUX AMBASSADEURS GENTILE D'AREZZO ET PIERO SODERINI, À TOURS.

Amboise, 24 janvier 1494.

SOMMAIRE. — Conférence avec l'évêque de Saint-Malo. Le Roi, avant son départ, veut avoir un dernier entretien avec les ambassadeurs. L'évêque affirme que l'expédition de Naples n'est qu'un acheminement à la croisade contre le Turc. Le Roi se servira de sa conquête pour récompenser ses amis. Saint-Malo paraît beaucoup mieux disposé à l'égard des Florentins.

Signori e padroni miei,

Arrivato qui, mi rappresentai a *Saint-Malo,* e subito sua signoria, vedutomi, mi tirò da parte, e, d'un lungo discorso che mi fece, vi avviserò in prima di quello che più stimo desideriate intendere.

Dicemi assolutamente ch' io vi scriva, che non vi sia noia lo stare costì ancora pochi giorni, e che non vi partiate, perchè il Rè, inanzi parta di questo paese *de Touraine,* vuole ad ogni modo parlare con voi, e di poi vene potrete, o inanzi, o dopo andarvene, a vostro agio, a *Lyon :* « La partita del Rè per *Lyon,* mi dice, sarà ad ogni modo al « più lungo, per di qui alla Candellaia, che è ai due di febbraio; e, « inanzi che parta, vi vuole parlare. » Io non veggo cenno alcuno che

sia per volervi strignere, e credo che, fino a che non sia a *Lyon*, vi intratterrà sempre in termini generali.

Saint-Malo, inanzi ch' io gli dicessi cosa alcuna, cominciò a dirmi che il Rè, non ostante molti gli dichino la impresa pericolosa, e che Sua Maestà ha assai bello Stato, vedendo ogni dì più cadergli le cose a suo proposito, ad ogni modo, in onore di Dio e della fede, mette ad effetto questa impresa; e dal Rè de' Romani e di Spagna si tiene sicuro, e di Italia di gran parte, dove dice che ha intelligenze più, che non si stima; nè si confida tanto in Dio, che non vuole nè debbe tornare indrieto; e per il Reame di Napoli solamente non degnerebbe muovere un passo, ma si muove per la impresa de' Turchi, alla quale spera che dal Reame suo ogni gentiluomo, e così ogni Potentato di Cristianità lo dovrà al tempo aiutare. E del Reame di Napoli non pensa farne profitto alcuno, ma farne bene a più persone, che l'aranno servito, come Milano e Venezia, di qualche cosa a loro proposito, e così alla casa de' Medici.

Raffermommi ancora che di Piero sempre gli è scritto di qua qualche cosa, a l'usato, e che loro bene sapevono come luì parli di questa impresa, e così come ne parla il Papa, e gli altri di Italia; ma che il Rè è secretissimo, e di tutto pensa fondarsi in su la ragione; e conoscendo, quando per alcuna disgrazia non si avessi onore di questa impresa, essendoci dichiarati, staremo male, per questo, non ci ha voluti strignere, ma crede bene che al tempo non gli mancheremo di quanto se gli è detto.

Rispondendogli circa alle calumnie di Piero, che di Italia molti scrivono e bene e male a loro propositi, e che per l' avvenire, se avvertiscono a queste cose, perderanno di vista la verità, e pregandolo che, quando dubitassino della fede e sincerità di Piero, che chiamassino voi; mi rispose che lo farebbe, e che di questi modi di Italia ne avevono qualche notizia, e che noi avevamo visto che, in molti giorni, non era entrato a parlarvi di queste cose scritte di Piero, quasi inferendo che non le stimino nè credino, fino al tempo si aranno a vedere per effetto.

Dicendogli che in Italia eravamo battuti, credendosi fussimo dichiarati, mi disse che avea visto le vostre lettere di Roma, e che sapevono come noi rispondiamo e parliamo di queste cose. Dice che il Rè gli disse iersera che, fra pochi giorni, gli direbbe una cosa, per la quale conoscerebbe che non dormiva in questa materia.

Prega' lo di nuovo, per parte vostra, che, intendendo si continuassi lo scriver male di Piero, che vi chiamassi; promessemelo sicuramente, e io gli dissi : « Noi scriveremo al Magnifico Piero che viva sicuro « sopra di voi, che, come avete fatto fino a qui, terrete il Rè disposto; « e, dicendosi cose contro alla fede sua, rimedierete, o lo significhe« rete alli ambasciadori. » Dissemi che gliene scrivessi, e di più che, inanzi pochi mesi, si troverrà a parlare con Sua Maestà un personaggio dal quale intenderà cosa che gli piaceranno.

M. et Madama *de Bourbon* si partono domani, e si avviono a *Moulins. Saint-Malo* si raccomanda a vostre signorie tanto affezionatamente quanto dire si possa.

Il conte Carlo et il principe di Salerno erono da parte, quando parlai con *Saint-Malo*, e subito sen' andorno tutti a tre insieme, e si serrorano in camera sua, e io domani parlerò loro.

Non vi dico quando il Rè parta di qui o venga costì, che non potrei dir tanto il vero, che non dicessi qualche bugia.

Monsignore, nel discorso con *Saint-Malo*, gli lessi diligentissimamente il vostro rotolino tutto, e sopra ogni clausula gli feci ancora io un commento, e mostrò pigliarvi gusto e udire volentieri.

Ho dipoi, questa sera al tardi, visitato, per vostra parte, M. *de Bourbon*, e volentieri udì le raccomandazioni vostre. Dissigli come il Rè vi voleva parlare. Risposemi : « Io lo credo bene, ma, fino il Rè non « sia a *Lyon*, non si farrà nulla di queste cose. » Prega' lo ci raccomandassi alle sue fatture. Risposemi che : « Dove potessi, sempre ci farebbe piacere e servizio. »

Mandovi questo apportatore a posta; rispondetemi per lui, se altro arò da fare.

Credo che vostra signoria possa arditamente, per xv dì, loggiarsi dove stiate meglio.

XX.

FRANCESCO DELLA CASA À GENTILE D'AREZZO, À TOURS.

Amboise, 9 février 1494.

SOMMAIRE. — Le bruit court que le roi d'Angleterre, à la requête de Ferdinand de Naples, se déclarerait en sa faveur.

Monsignore,

Ancora non è venute altre lettere, nè altro avviso che il nostro; ma costoro ad ogni modo aspettano lettere del signor Lodovico fra un giorno.

La partita del Rè per *Lyon* s' intende variamente; dicesi ritornerà ancora costì; vedremo, e intenderete che fia,

Albizzo mi dice che il Rè d'Inghilterra ha qui mandato uno suo araldo, a significare a questo Rè, come, essendo richiesto dal Rè Ferrando, suo collegato, di aiuto, che intende satisfare all' obbligo della lega. E ha mandato qui le lettere proprie che Ferrando scrive in Inghilterra.

Parmi cosa importante; ma si può dubitare che il Rè d' Inghilterra scriva in questo tenore, a richiesta e per satisfazione del suo collegato, e per fare segno che non sia del tutto Franzese.

Altro non ho a dire.

XXI.

FRANCESCO DELLA CASA AU MÊME.

Amboise, 12 février 1494.

SOMMAIRE. — Les mauvaises dispositions de l'évêque de Saint-Malo reparaissent. Il a dit à Francesco que les Florentins voulaient *servir deux autels*, et qu'ils pourraient s'en repentir.

Monsignore, io mostrai stamattina a *Saint-Malo* la lettera di Piero; parvemi che operassi il contrario della intenzione nostra; e mi disse

che era a una altra, che voi altra volta gli avevi letta; e che in effetto era uno intrattenimento di parole; e che volevamo servire a due altari; e molte altre parole delle sue usate. Risposigli giustificandoci il meglio che posse, ma in effetto è tutto insospettito di noi. Dissemi avervi detto cosa in secreto, che potevi bene vedere che questa impresa andava ad effetto; e che l' animo nostro si vedrebbe fra sei dì, avuta la risposta da Firenze. E in fine mi replicò che, quando venissi buona, che questo Rè mostrerebbe vià a Piero essere grato.

Altro ora non si può fare che aspettare la nostra risposta. Dissemi che il Rè partirebbe posdomani.

L'ambasciadore è venuto a sollazzo qui appresso, e gli ho riferito tutto.

Il grande scudiere[1] parte stasera, e dicono va in Piemonte a ordinare di queste cose.

Costoro hanno messo le poste fino presso a Milano.

Iersera, feci carnovale con il conte Carlo, principe, *Péron* e duca di Ferrara; intrattenni il conte Carlo, per parte vostra, di qualche buona parola. Lui è mal contento, che ancora dice non aver lettere dal signor Lodovico.

XXII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Moulins, 28 février 1494.

SOMMAIRE. — Francesco della Casa a informé le Roi de l'envoi des ambassadeurs de Florence à Naples. Le Roi lui a signifié que rien ne pouvait le détourner de son expédition d'Italie; il lui a demandé si la nouvelle de la mort de Ferdinand se confirmait. Défiance de l'évêque de Saint-Malo, ses reproches. Malveillance du sénéchal de Beaucaire. L'entreprise est imminente, malgré la répugnance de tous les grands personnages du royaume. La position des Florentins devient critique.

Dopo le ultime nostre scrittevi *d'Amboise*, vennono le vostre dell'

[1] Pierre d'Urfé, grand écuyer de France.

avviso dei nuovi ambasciadori designati per Napoli; e, non si trovando li ambasciadori in corte, io, per ordine e commissione loro, lessi la lettera delli otto al siniscalco, e dipoi referì al Rè come, per servare il costume Italico e per cerimonia, voi mandavi due ambasciadori a Napoli. Rispose il siniscalco, in presenza di Sua Maestà, che non importava, pure che questi nuovi ambasciadori non facciano qualche nuova lega, o intelligenza con il Rè Alfonso. Dissemi dipoi la Maestà Sua queste parole : « Circa questa impresa voi sapete quello « v' ho detto, e che voi m' avete promesso; e ora o giammai vedrò se « mi volete servire; e, quando bene non mi servissi, ad ogni modo « voglio mandare la impresa inanzi. » E, rispondendogli della buona disposizione vostra, mi replicò Sua Maestà « che ora o giammai ve- « drebbe se lo volessi servire. »

Domandommi ancora se avevamo nuove certe della morte di Ferrando[1]; perchè, nè da Milano, nè d' altrove non venne lettere, dieci dì dopo le nostre, in modo che si dubitava non fussi una finzione. E, non avendo il signor Lodovico scritto cosa alcuna, il conte Carlo nè fù sì mal contento che, per qualche dì, venne molto poco in corte; e costoro ne presono tanta ammiratione e sospetto, che di già si parlava pubblicamente che il signor Lodovico s' accorderebbe con il nuovo Rè. Sono dipoi venute lettere più volte, il tenore delle quali non so, ma comprendo in confermazione delle altre scritte.

Lessi a *Saint-Malo* la buona lettera di Vostra Magnificenza, la quale operò in contrario che doveva; e mi disse, tutto alterato, che in fine non erono se non parole, dolendosi delli ambasciadori e di me, che gli avevamo promesso, e che, sulle parole nostre, gli pareva avere la nostra dichiarazione in mano, e che ne aveva assicurato il Rè, e ne restava ingannato; ma, ad ogni modo sanza noi, si condurrebbono le cose; e infinite altre male parole.

E, sforzatomi di giustificarlo e placarlo, mi concluse che presto si vedrebbe la risposta che ci manderesti della dichiarazione.

[1] Le roi Ferdinand de Naples était mort en effet le 25 janvier 1494.

In somma, noi lo troviamo, quale sempre ho creduto, e vi ho scritto, che mai amò la nazione nostra, e di sua natura vario e fallace, e di poi corrotto da sua speranza del cappello; le quali cose sono principal causa del male nostro di qua. Il siniscalco ancora si è tanto alienato da noi quanto sapete, ma è uomo inteso e più fermo che l'altro. Loro due governono tutto, e conciliare non gli possiamo, tenendoci noi in questi termini; in modo che forse dubito non procedino contro di noi rigorosamente e sanza ragione. E a altri non ci possiamo addirizzare per la protezione nostra, perchè nessuno ci è, che possa senza loro e ciascuno teme offenderli; e dipoi, come per altre v' ho detto, siamo poveri di buoni amici. Possiamo bene sperare che, quando fussimo venuti a rottura del tutto, nè ci bisognassi avere tanti rispetti, che MM. *d'Orléans, Bourbon,* MM. *de Narbonne* e *d'Alby*[1], e qualche altro s'intermetterebbe per noi di qualche buona raccomandazione; la quale stimo che qualche cosa, ma poco ci gioverebbe, perchè il Rè in vero ha tanto questa impresa a cuore, che, sanza rispetto alcuno e di persona, manderà inanzi tutte quelle cose, che gli parranno a proposito.

Duolmi che, in una tanta importanza e in uno tanto momento delle cose nostre, nessuno di noi non può operarsi, nè fare quel frutto che si converrebbe, perchè la materia con che abbiamo a combattere è potente, non solo contro di noi, ma contro a tutti i signori di questo Reame; che, come per altre v' ho detto, nessuno di questi primi signori del sangue, nè altri non approvano questa impresa. Nondimanco la voglia e ostinazione del Rè avanza tutti, e ogni uomo cede, e ora massime che le cose sono tanto avanti e sì vicine alli effetti, che, sanza grande innovazione, non si possono risolvere nè differire.

Per una che scrivo alli ambasciadori, Vostra Magnificenza vedrà quanto abbia raccolto dipoi la partita loro di qui; e come le pratiche dell' impresa ogni dì si riscaldono; e si è concluso mandare, di corto, uomini ai potentati di Italia; e M. *des Cordes* partirà in breve per Roma.

[1] Louis d'Amboise.

XXIII.

FRANCESCO DELLA CASA À GENTILE D'AREZZO.

Moulins, 28 février 1494.

Sommaire. — Grand conseil tenu par le Roi; projet d'envoyer des ambassadeurs français en Italie; mauvaises dispositions de l'évêque de Saint-Malo à l'égard de Florence. Défiance du Roi et de la cour. Bref du Pape engageant le Roi à la paix. Démarche de l'ambassadeur auprès du maréchal des Cordes, désigné comme chef d'ambassade en Italie.

Non ostante che si tenga per certo che ad ogni modo il Rè partirà lunedì per costì, mi è parso mandarvi questa per fante espresso, per farvi intendere come il Rè fece ieri consiglio di questi suoi principali ed eletti signori governatori, dove stette rinchiuso più di tre ore; e, inanzi uscissono, mandorono a chiamare il conte Carlo, e intendo feciono deliberazione di più cose, appartenenti alla impresa. Conchiusono di mandare in breve ambasciadori a tutti e' potentati di Italia, e ragionorono, e, intendo, deliberorono dei personaggi che dovessino ire, quali non ho ancora intesi; se non che di M. *des Cordes* in breve va a Roma; dicono che M. *Dubouchage*[1] andrà a Milano; *le bailli de Vitri*, fratello del governatore *de Bourgogne*, a Firenze.

Una quantità di artiglierie, più giorni sono, è mossa, e viene verso *Lyon*. Sollecitono le galee e mandono danari; e infine el silenzio e freddezza di questa materia, di più giorni, si è rotto, et convertito in deliberazione e riscaldamento dell' impresa; di che mi è parso darvi avviso.

Faccendo, questa mattina, motto a *Saint-Malo*, mi domandò se aveva nulla. Risposigli di nò; ma che troverebbe Vostre Signorie costì; e dissemi che a *Lyon* non credeva avere altro da voi, che quanto aveva avuto a *Tours;* e che tutto questo carico viene sopra Piero. Giurommi sopra li suoi sacramenti, che ci sono molti signori in questo governo, che arebbono caro che noi, in queste deliberazioni, non ci portassimo

[1] M. Dubouchage avait été un des conseillers intimes du roi Louis XI. Commines parle de lui dans ses Mémoires (liv. V, ch. x; liv. VI, ch. vii).

saviamente; e, dimandandogli perchè, mi rispose perchè avevamo assai da perdere. Menommi, parlando, a casa; e in camera sua, e serrati dentro, mi disse più cose altra volta dette; e di più, che intendeva si mandava nuovi ambasciadori di qua; ma che *à Lyon*, noi non sapevamo usare sì bello linguaggio, che più li pascessimo di parole; e che ci bisognerebbe, sanza più dilazione, venire alla conclusione finale; e che ieri il Rè, in presenza di M. *de Bourbon*, gli aveva commesso chi di noi si vedessi una fine di questa nostra risposta; e dettemi queste e più altre parole; e, volendo parlarmi più a lungo, il Rè lo fece chiamare che subito andassi da lui. *Péron* ancora mi conforta che io vi scriva al pensare di risolvervi subito, e che le cose sono tanto inanzi, che più non potrebbono; e, venendo in menzione di Milano, mi dice che il signor Lodovico ha di qua scritto essersi aperto liberamente alli nostri ambasciadori di questa impresa; a che io non gli risposi cosa alcuna.

Parlando con il principe, mostra di dolersi che siamo in simile opinione con costoro; e mi afferma che, da ora, costoro vi reputono loro inimici, tenendosi come certi che siamo con il Rè Alfonso; il quale, mi dice, che ha fatto suo gran siniscalco il signore Virginio[1], e condotto il duca di Urbino.

Il Papa ha scritto di qua non so che breve, confortando questo Rè alla pace universale, e avere rispetto a' Turchi; di che costoro si tengono malissimo contenti, e gli fanno una agra risposta.

Vengo da castello, avendo pensato di parlare a Madama *de Bourbon*, e raccomandargli le cose nostre; e ho la trovata occupata con la Reina, in modo che indugierò a parlarle domane con più commodità.

Riscontromi M. *des Cordes*, il quale, chiamatomi, mi domandò perchè Vostre Signorie non s'erono trovate qui. Risposigli che il siniscalco mi aveva ordinato che vi trovassi *à Lyon*. Dissemi che si maravigliava noi servissimo sì male il Rè, e che dipoi non cene sarebbe avuto grado. Risposigli diffusamente della buona disposizione e

[1] Virginio Orsini.

volontà verso del Rè; e che, essendo menati con ragione e non per forza, che sempre ci accorderemo a servire il Rè, quanto porti la sicurtà e potere dello Stato nostro; e, dopo molte ragioni che gli assegnai, le quali gli furono assai capaci, gli dissi che le Signorie Vostre avevono grandissima fidanza nella prudenza e integrità sua; e che lo pregavono operasse che le cose nostre si trattassino con dolcezza, e ragione, ecc.

Rispose che lui medesimo di certo andava in Italia; e che ad ogni modo voleva operare che avessimo a recuperare la buona grazia del Rè; e che, quando fussi costì con voi, trovandovi ragionevoli e bene disposti, si sforzerebbe che a tutto si avesse buono riguardo, e si pigliassi buono sesto. Risposi che, se faceva questo, che la Città nostra, e il magnifico Piero, gli sarebbe tanto tenuta quanto ecc. Replicommi che ad ogni modo conforterebbe il Rè ad avere tanto riguardo alla sicurtà delle cose vostre, quanto delle sue; e lo lasciai benissimo disposto verso di noi, che stimo vadi al bene, e desideri avere onore e fama delle cose nostre; ma, da altra banda, siniscalco, e il Paternostro (*sic*)[1] possono e governono tanto, e sono verso di noi sì male disposti, che veramente c' è da dubitare non mettino inanzi qualche mala cosa di noi, se non li contentiamo.

Altro non sò che dire, se non che, quanto raccolgo da ogni luogo, costoro sono più caldi che mai fussino a questa impresa; e mi pare potere credere per certo che il Rè non sarà stato costì pochi giorni, che comincierà ad inviare verso Italia qualche parte di gente d'arme.

Intendo che di nuovo il Rè ha mandato, per uno suo secretario, Messer Camillo, che non stia più costì, e sene vadia.

Manno mi ha raccontato con quanta poca avvertenza e onore il conte Carlo parlava delle cose nostre, alla tavola *de Saint-Malo;* aggiugnendomi ancora che il grande scudiere disse che, avendo cinque cento lancie intorno a Firenze, ei ci terrebbe suggetti.

Emmi stato referito che M. *d'Orléans*, questa mattina, alla tavola

[1] L'évêque de Saint-Malo.

sua, parlò tanto onorevolmente e con tanta affezione della Città nostra, che gli siamo obbligati; e penso ringraziarlo.

Lui ancora va in Italia, ma ragiona andare per mare.

Sarà una mia in questa al Magnifico Piero; mandatela con le vostre, quando scriverete; e, parendovi, ancora gli manderete questa, perchè non gli scrivo nulla di queste cose.

XXIV.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 13 mars 1494.

Sommaire. — Derniers préparatifs de l'expédition. Arrivée à Lyon des princes et des seigneurs. Le duc d'Orléans désigné pour le commandement de la flotte. Passage prochain de M. d'Aubigny en Piémont, avec l'avant-garde. Le comte Galéas de San-Severino attendu de Milan. Le Roi a pris les deux titres de roi de Naples et de roi de Jérusalem. Consternation des marchands florentins établis en France. Les nouveaux ambassadeurs de la République annoncés. Pierre de Médicis mis en demeure de se prononcer.

Voi siete oramai, per le molte e lunghe lettere delli ambasciadori, sì bene informato delle disposizioni delle cose di qua, e del pericolo delle cose vostre, che nè consigliarvi mi si appartiene, nè avvertirvi di alcune occorrenze di conto non mi occorre.

Dicovi bene che, essendo questa impresa del Reame al presente tanto determinata e certa, quanto altra volta è stata dubbia, che mi pare che, con più vostra salvezza che potete, dobbiate avere avvertenza di salvarvi la grazia di questo Rè e di questo governo, e fuggire tanto importante indignazione.

Dipoi che il Rè arrivò qui, ci sono venuti molti principi e signori : M. et Madama *de Bourbon*, il principe *d'Orange*, M. *de Bresse*[1]. Aspettasi

[1] Philippe de Bresse, cinquième fils de Louis, duc de Savoie. Il parvint lui-même au duché de Savoie, en 1496, à la mort de son petit-neveu Charles II. Philippe se montra dévoué au roi Charles VIII, qui l'honora des charges de grand chambellan et de grand maître de sa maison.

M. *d'Albret*[1] e M. *d'Angoulême*[2], e ogni altro signore che sia di qualche nome; che tutti, a richiesta del Rè, debbono convenire qui, non per deliberare l'impresa, ma per aiutare ai modi e provvisioni di essa. M. *d'Orléans* è ordinato vadia capitano della armata di mare; e sopra questo intendo ha fatto grandi sacramenti al Rè.

È vero che le galee che bisognono, e le genti d'arme per ancora non si veggono preste, in modo che si potrebbe dubitare che, per questo anno, non fussino in ordine; nondimanco sono sì possenti, che si fanno forti essere fra due mesi del tutto in punto.

E di nuovo hanno mandato contanti a Genova, e rimesso per lettera de' Sauli buona somma di danari, per i navigli che si fanno là; e ordinato che gli altri che si fanno altrove sieno sollecitati.

M. *d'Aubigny*[3], capitano della guardia Scozzese, dovrà, di corti dì, passare in Piemonte con dugento lanciè, per dare credito e certezza della impresa di costà; e ancora intendo lo addirizzeranno a Monferrato in guardia di quello Stato, perchè qui sono nuove il marchese essere morto. Messer Galeazzo[4], secondo dicono questi del conte Carlo,

[1] Alain, sire d'Albret, un des compétiteurs à la main d'Anne de Bretagne, mort en 1522.

[2] Charles d'Orléans-Angoulême, époux de Louise de Savoie, qu'il laissa veuve en 1496; cousin germain de Louis XII, et père de François Ier.

[3] Robert Stuart, comte de Beaumont-le-Roger, seigneur d'Aubigny-sur-Nerre, deuxième fils de Jean Stuart, IIe du nom, comte de Lennox; se signala dans les guerres d'Italie et devint maréchal de France en 1515.

[4] Galéas de San-Severino. Le chef de toute cette famille était le prince de Salerne, déjà en France à cette époque. Galéas appartenait ainsi que ses frères, le comte de Cajazzo, Gaspard dit Fracassa, etc. à une branche bâtarde, dont le chef était Robert. Écoutons Commines : «Le seigneur Robert «de Saint-Séverin estoit de la maison de «Saint-Séverin, sailly d'une fille bastarde, «mais ils ne font point grande différence «au païs d'Italie, d'un enfant bastard à un «légitime.» Robert s'était fixé dans le duché de Milan...... «Cependant sourdit «grand différend entre le seigneur Ludo-«vic et Robert de Saint-Séverin, comme il «est bien de coustume (car deux gros per-«sonnages ne se peuvent endurer); et de-«moura le pré au seigneur Ludovic et l'autre «s'en alla au service des Vénitiens. Toute-«fois, puis après, il revint deux de ses en-«fants au service du dit seigneur Ludovic «et de l'estat de Milan, qui furent messire «Galéas et le comte de Cajazze. Ledit sei-«gneur Ludovic les prit en grand amour et «s'en est fort bien servy, et fait encore au-«jourd'huy.» (Liv. VII, ch. II.)

sarà qui, fatto Pasqua, non ostante che costoro lo aspettino prima; e hanno fatto segnare e provvedere qui del suo alloggiamento.

Il Rè, avendo di nuovo avuto vero rapporto dai suoi uomini di consiglio e presidenti, che il Reame di Napoli *de jure* se gli appartiene, e essendo ostinatissimo recuperarlo, ne ha preso il titolo, rallegrandosi forte del titolo di Jerusalem, per l'ardore che mostra di dovere ire a recuperare Terra Santa. Comprendo nondimanco che non userà tale titolo, se non è circa le cose e mandamenti *de Provence,* e circa le cose di Italia.

Voi dovete sapere come per tutta la nazione nostra qui è pubblico che siamo in mala grazia di questo Rè, in modo che questi mercanti sono in paura grande delle cose loro. Abbiatene quella compassione e riguardo che potete.

Il conte Carlo e il principe mi dicono che il signor Lodovico ha di qua scritto che le cose nostre si debbino governare dolcemente; e Carlo ci consiglia a pigliare il partito che ha preso il signor Lodovico, di non volere la guerra in casa sua.

Saint-Malo e il siniscalco, a questi giorni, più volte m' hanno detto che bisogna che ormai diciamo sì o nò. E ieri ebbono li ambasciadori, dove non mi essendo trovato, intenderete per loro lettere il seguito.

Parlando a questi dì con *Péron,* mi disse che, di corto, andava in Italia, e che per avventura il Rè gli commanderebbe che si operassi, che il signor Lodovico e voi v' intendessi bene insieme; e, per quanto io abbia e da lui e da altri raccolto, costoro non mi parevono d'animo rompersi con voi, ma cercare d' acquistarvi dolcemente; ora non sò che faranno. Credo bene che, con poco di promessa e di sicurtà, ora si contenterebbono, e non farebbono sì il fiero, come hanno fatto; ma, essendo noi tanto rinculati come lor dicono, possiamo dubitare d' ogni male e rottura. Iddio vi consigli!

Venendo i nuovi Ambasciadori, aspetto intendere l'ordine che mi darete o del tornare o dello stare; che l' uno e l' altro mi fia caro *indifferenter*.

XXV.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 18 mars 1494.

SOMMAIRE. — Animosité toujours croissante des conseillers du Roi contre la République. Résolution d'envoyer un ambassadeur à Florence. Départ de d'Aubigny pour le Milanais. Équipement d'une flotte française, sous le commandement du duc d'Orléans. Dispositions prises pour le cas où Florence se déclarerait en faveur du roi de Naples. Au milieu de mille bruits confus, un seul fait paraît hors de doute, c'est le passage du Roi en Italie, quoique les gens sages se refusent à y croire. Le Roi a pris les titres de roi de Jérusalem et de Sicile en deçà du phare; il projette d'aller en Bourgogne, de faire un pèlerinage à Saint-Claude. Appel d'hommes d'armes. Grand conseil.

La risposta che ultimamente, sei dì sono, fù fatta dalli ambasciadori nostri a questi signori deputati, fù loro sì male accetta e in modo sì altero, che del tutto erono deliberati proclamarci per inimici e fare alla nazione quel danno e vergogna che potessino. Nondimanco raffreddatosi alquanto della subita e naturale loro ira e indignazione, e mitigati da qualche buono amico nostro, e consigliati ancora da ragione, non avendo evidente causa da trattarci per inimici, nè volendo del tutto, avendosi a servire di voi, rompersi e offendersi.

Raccogliamo da ogni uomo universalmente, che la resoluzione loro verso di noi, al presente, è di non ci domandare nè dire più per ora nè bene nè male, e lasciarsi scorrere qualche tempo in queste ambiguità. E, in questo mezzo, hanno concluso mandarvi costì un loro ambasciadore, che parli alla Signoria, e di poi con Vostra Magnificenza, e depostovi, *viva voce,* la buona e mala disposizione del Rè verso di voi, pigli una finale conclusione, di quanto vorrete assicurare e aiutare la Maestà Sua, in questa impresa. E per ancora non intendiamo che sieno resoluti del personaggio che manderanno, non ostante che di qualcuno ci sia suto fatto menzione, e ci è suto accennato, che manderebbono uno tutto Lodovichesco [1].

E noi, per ovviare, andiamo seminando in più luoghi, che mandino uomo sincero e buono, volendo disporre e essere costì creduti.

[1] C'est-à-dire un homme tout dévoué au duc de Milan.

Péron de Basche passa di costà fra pochi dì, e parlerà con voi, ma non sò se arà lui questa particulare commissione.

M. *d'Aubigny* debbe partire, fra due o tre dì, e trovarsi a Milano, dove aspetterà trecento lancie, e certo numero di fanteria che lo seguirà appresso; e dipoi ancora verrà a voi con qualche commissione. M. *du Bouchage* dovrà andare a Milano, o Venezia.

L'armata di mare di cinquanta galee e di nave e altri ligni si sollecita continuamente; e di già la più parte si può tenere fatta, per tutto maggio, perchè hanno sborsato qualche danaio, e accordatosi con diverse persone di diversi luoghi; che sopra di loro chi due, chi tre, chi sei promettono a tal tempo, per mille dugento cinquanta ducati l'una, darle fatte e guernite di tutto. E continuamente vanno accordando di avere in ordine il numero che hanno disegnato. E M. *d'Orléans* ne sarà capitano generale; e intendo hanno condotto e mandato per Villa-Marina. Le genti d'arme *de Normandie* e d'altrove sono comandate, che sieno in ordine, a corti giorni, e si trovino qui, all'intorno *de Lyon*. E, perchè dicono che tengono per certo che noi saremo contro di loro, accrescono di certo numero il loro esercito, e dicono volere passare in modo fuora, che, essendo sicuri e uniti con Milano, non vogliono avere a tenere punto di tutto il resto di Italia.

Io credo, padrone, che questo nostro scrivere e questi nostri avvisi, confusi, incerti e bugiardi non abbino meritato nè acquistato molto di fede apresso di voi; tenetecene per escusati, perchè questo paese, questa corte e questo governo non li dà altrimenti che noi li mandiamo a voi. Nondimanco di tanta confusione e incertezza mi pare potere fare questo raccolto sicuro e certo, cioè che una volta costoro questo anno passeranno in Italia, e essendovi nota la potenza di questo Regno, siate certi che questo giovane Rè ha tanto ardore in questa cosa, che per eseguirla ci vuole interporre ogni sua possibilità; e continua mostrarsi ostinato di esponerci la persona. Conosco bene che ogni uomo che sia lontano, o non vegga queste cose all' occhio, bisognandogli a farne giudizio con fondarsi sopra le ragione, ci vede infinite e grande difficoltà; e in questo Regno e in questa terra sono infiniti che fanno

un dubbio importantissimo, cioè, che per non vedere costoro forte provvisti di danari, e per essere a drieto delle loro rendite e finanze, non credono che questo anno possino passare con grande esercito e possanza. Il quale dubbio in vero non è sanza qualche fondamento e ragione. Nondimanco, essendo sempre suto opinione che *Saint-Malo* abbia da parte in contanti per il Rè un sei o settecento mila ducati; e affermando costoro che governono di avere danari abbastanza, considerato la potenza e ostinazione del Rè, ecc...

Il Rè scrive al Papa del titolo preso *Hierusalem et Sicilie citra pharum* come per inibizione della investitura e coronazione di Alfonso.

Inanzi che il Rè passi in Italia, si parla che per avventura andrà *en Bourgogne*, o per abboccarsi con Massimiliano o per altro; e ragiona d'andare in peregrinaggio a San-Claudio, o nostra Dama *d'Embrun*. Ma, quando si fermassi qui per qualche tempo, avendoci voi di qua li ambasciadori, Lorenzo Spinelli, e di nuovo Cosimo, mi ragionavono che per informarvi di bocca venissi fin costì. Io potrei venire sanza dare incommodità della assenza mia; ma poco potrò più dire di bocca, che per le molte lettere abbiate inteso. Disponetene come vi pare. E, chiamandomi, avvisatemi se sarà con intenzione che non ritorni, acciocchè io possa dare fine a tutte le mie cose di qua; che, come vi dico, stando il Rè in questa terra, e essendovi tanti de' vostri, io non ci profitto molto. E volentieri mi disporrò a quanto mi ordinerà Vostra Magnificenza.

Ieri il Rè mandò uno bando, che alla fine d'aprile si trovassino qui le genti d' arme che sono sotto i capitani, che per una nota vedrete, che comprendo faccino la somma di mille sette cento lancie.

Io vi scrivo per avventura con troppa caldezza di queste cose, le quali forse da altri vi saranno messe con qualche più difficoltà; e, presupponendo che tale difficoltà non sieno sanza buon fondamento, vi dico di nuovo che la opinione mia è che la certezza di questa impresa, qualunche ella sia, ponderi e vaglia tanto, che ella meriti, per rispetto d' ogni evento, che voi usiate qualche buono intrattenimento con costoro.

Ieri fu fatto un consiglio generale di molti signori e prelati in casa del cardinale, dove fu concluso e confermato la ragione del Rè nel Reame di Napoli, e fatto ferma dichiarazione di doverlo con tutte le forze loro recuperarlo. Ebbono ancora ragionamento di porre una imposta sopra lo Ecclesiastico.

Raccomandomi a Vostra Magnificenza.

XXVI.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 17 avril 1494.

Sommaire. — Nouveaux reproches de l'évêque de Saint-Malo. Les intelligences de Pierre avec Alfonse de Naples sont dévoilées. La conduite équivoque de Médicis coûte un million d'or de plus au Roi, qui pourrait bien l'en faire repentir. Résolution de ne pas admettre les nouveaux ambassadeurs florentins, abandonnée sur les instances du duc de Bourbon. Départ de l'évêque d'Arezzo et de Piero Soderini. Arrivée de Galéas de San-Severino, envoyé extraordinaire de Ludovic le More. Hostilité secrète des Capponi contre la maison de Médicis.

Per la mia ultima de' xii non ebbi tempo a scrivere a pieno a Vostra Magnificenza come, mandandomi li ambasciadori a *Saint-Malo*, per la risposta di avere audienza dal Re e pigliare da Sua Maestà buona licenza, mi tirò da parte in una camera con M. *de Narbonne*, dove mi tenne una buona ora, a dirmi e replicarmi molte cose altra volta dette, e dolersi di voi. E, infra le altre cose, mi disse come, parlando al Rè della audienza e licenza delli ambasciadori, che Sua Maestà gli rispose che credeva che, di già xx dì, sene fussino andati, o non bisognava che altrimenti gli parlassino. E, confortandolo io che era bene che fussino uditi, mi rispose che Sua Maestà non parlava mai volontieri a quelle persone a chi dovessi usare male parole; e, tiratosi della scarsella certe lettere, cominciò a dolersi di questo accordo fatto con Alfonso, nel quale dice che molti signori e altri gli scrivono che voi, non solo intervenite, ma lo avete sollecitato e procurato, e che ne desti certa autorità alli Ambasciadori che mandavi a Napoli, in modo che in fatto se non in nome hanno accordato e concluso tutto. E che dalle bande di costà

non si volta uno uovo che non abbino vera informazione. E si duole siate proceduti tanto avanti che a gran pena siate a tempo a ricuperare le grazie del Re; pure che Sua Maestà è come il Crocifisso a braccia aperte a ricevere i penitenti. Duolsi che mai l'avete creduto, ma sempre dubitato della impresa; e che presto vedrete le cose in luogo che non avete da dubitare; e, se qualche gran signore avea di qua sinistrato in questa cosa, che ora ogni uomo è disposto. E questa vostra incredulità e resistenza, dice, costerà al Re un milione d'oro, ma che ancor voi non ne guadagnerete. E, conoscendo che voi vi volete schermire con queste ambiguità, sanza scoprirvi e lasciarvi intendere, e in fatto nuocere e impedire questa impresa e aiutare Alfonso, che si sono risoluti non si lasciare più menare con gli occhi chiusi; e si rendono certo che sarà meglio per loro di avervi più presto per aperti e certi inimici che latenti e ascosi. E, adducendo io quelle giustificazioni che si convengono, e dolendomi che trattavono li ambasciadori nostri come i Ferrandini, mi rispose che ci riputavono tali e peggio. E, replicandogli a alcuni propositi, che aspettassino i nuovi oratori che erono in cammino, mi rispose che io scrivessi loro che non bisognava venissino di qua, perchè sapevono bene che erono tutti Alfonsini, e farebbono perdere tempo di qua a loro e altri. E, replicandomi di nuovo che scrivessi loro che non venissino, gli risposi che non accettavo tale commissione. E, partitomi, intesi di poi da M. *de Narbonne* e da M. *de Bourbon* e da altri come si era trattato e concluso non li ammettere. Ma, dispiacendo questa cosa a *Bourbon* e a più altri, s'interposono per romperla. E, andando il dì di poi a parlare a *Narbonne*, mi disse per parte del Re e di *Saint-Malo*, come essendosi in Consiglio parlato di non li ricevere, nondimanco si era concluso che dovessino venire e essere uditi graziosamente. E da *Saint-Malo* et il grande scudiere[1] mi fu di poi raffermato il medesimo, e che *Bourbon* e altri avevono consigliato il Re a udirli, e che Sua Maestà era disposta intenderli graziosissimamente; e, trovando in loro buona conclusione,

[1] Pierre d'Urfé.

scordare ogni passato sdegno e sospetto; e, essendo per contrario, li dorrebbe e cercherebbe valersene.

Li ambasciadori nostri partirono di qui questa mattina a dì XVII, avendo preso tutti e due buona licenza, e parlato con *Bourbon*, *Saint-Malo* et Siniscalco, e altri; e sono suti confortati a persuadervi questa impresa, e aspettare un sommo bene o sommo male da questo Re.

Siamo accertati dal Duca e Madama *de Bourbon*[1] che tutte queste asprezze procedono dal signor Lodovico, che persuade di qua che per indurvi a loro intentione bisogna battervi o mutare di costà stato. Madama *de Bourbon* confortava che io e Lorenzo Spinelli parlassimo spesso al Re proprio in vostra giustificazione; e credo farete bene ordinare ai nuovi oratori che tenghino tal termine di farvi parlare spesso al Re.

M. Galeazzo avendo preso il partito di entrare in questa terra a dì XV a ore XIV, e essendo qui concluso che non entrassi prima che a dì XVI, lui per satisfare allo astrologo, volse osservare il punto, e entrò stravestito alla Tedesca, con quattro cavalli, e comprendo parlassi al Re. E ieri fece la sua entrata publica con dugento cavalli bene in ordine; e andò a scavalcare con grande onore a casa del Re; e, fatto reverenza e parlato con Sua Maestà, se ne tornò al suo alloggiamento. Intenderete che seguirà.

Intenderete della richiesta fatta alla nazione di sessanta mila ducati, che credo proceda, non manco dal bisogno che hanno di danari per levare certe genti d'arme dalle stanze, che per provare l'animo nostro e avere occasione a farci del male.

Intendo che il Re de' Romani manda di qua uno ambasciadore, e questo Re manda di verso lui M. *de Reims* e M. *de la Trémouille* che pure dovranno partire fra due dì; e altro non s'intende, se non è che questo abboccamento fia di conto ad ogni modo.

Ebbi la vostra con la licenza di tornarmene, la quale non può essermi se non grata, essendo causa che venga a rivedere Vostra Ma-

[1] En chiffres.

gnificenza. E, non ostante che i nuovi ambasciadori dovranno prima essere qui che il Re parta, mi pare che le vostre lettere per espresso mi commettino che io vegga la fine di questa dieta. E così farò, se altro voi non mi ordinate.

Della impresa non ho altro a dirvi che per l'ultima vi scrivessi. Vedremo la resoluzione di questa dieta, e se la venuta di M. Galeazzo innoverà altro. Costoro, in questo mezzo, fanno continuamente passare qualche gente d'arme, ma molto adagio; pure ad ogni modo doverranno, fra poche settimane, avere in Lombardia buon numero di loro gente.

E ci è detto da molti di questi che governono, che di poi siamo *à Lyon,* i nostri proprii ci mancono assai; e ogni dì troviamo qualche riscontro che questi Capponi e loro giovanni vi danno carico, e secretamente aggravono il male nostro; ma spero abbiate mandato di qua Piero (Capponi) con sì buona concia, che non piglierà altra tintura. Nondimanco abbiateci buona considerazione.

XXVII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Sans date.

Sommaire. — Voyage du Roi à Vienne. Son retour. Conseils secrets. L'expédition d'Italie impopulaire en France. Dévouement de la noblesse, qui n'hésite pas à suivre le Roi, quoiqu'elle soit convaincue qu'elle marche à une perte certaine. Convocation des députés des bonnes villes, en vue d'obtenir d'elles un subside. Discours du chancelier. Les députés congédiés sans être entendus. Projet de faire contribuer le clergé et les officiers du royaume. Mécontentement général. Le bruit court que l'entreprise est abandonnée. Francesco ne croit pas à ce bruit. Dessein d'attaquer le royaume de Naples par mer. Grands préparatifs de guerre. Traité avec le roi des Romains. Entrevue projetée entre les deux princes.

Il Re, dalla settimana santa fino a tutto l'ottava di Pasqua, fu *à Vienne*, e qui all' intorno, *en Dauphiné;* e, sanza essere ito a Nostra Donna *d'Embrun*, come avea ordinato, XII dì sono, se ne ritorna in questa terra. E, in questo tempo, non intendiamo si sia operato cosa di molto conto. Hanno bene continuamente, dove si siano fermi, segui-

tati i loro consigli, e pratiche dell' impresa; e a qualcuno, che di nuovo per qualche materia sia suto chiamato in Consiglio, hanno detto sempre: « Vi rammento di non parlare di cosa che si pratichi o si conferisca. »

Della impresa qui se ne parla e giudica molto variamente. I primi signori del Sangue e la più parte delli altri signori e uomini di Consiglio, i prelati e signori di finanze, e tutto il popolo la dannono e biasimono come cosa impossibile e pericolosa. E, possendo sanza incorrere nella disgrazia del Re, volentieri la interporrebbono. E alla più parte de' gentiluomini e genti d' arme, che sono disegnati a passare in Italia, pare d' andare a manifesta perdita e destruzione.

Nondimanco, a satisfazione e obbedienza del Re, ogni uomo consente, e si lascia menare. Trovonsi qui ambasciadori della più parte delle buone ville del Reame, i quali il Re ha fatti qui venire per conferire loro di questa impresa e domandare sussidio di gente e danari. E a questi giorni furono chiamati tutti in Consiglio; e il cancelliere[1], in nome e presente del Re, espose loro diffusamente, come la Maestà Sua, volendo ire contro alli infedeli, gli parea necessario e conveniente ricuperare prima il Reame di Napoli, che di ragione se gli appartiene, e cacciarne il tiranno, ecc. E, essendo Sua Maestà deliberata alla esecuzione di questa santa e giusta impresa ire in persona, raccommandava cordialmente a tutti e' suoi popoli il suo unico figliuolo, M. *le Dauphin.* E inoltre pregava tutti e' suoi fedeli sudditi che di buona voglia gli prestassino quelli sussidii di danari e gente che bisognassino; e, fatta questa longa proposta, si licenziò il Consiglio, sanza volere udire la risposta delli ambasciadori, perchè si era saputo avevono di commissione di non approvare questa impresa, e escusarsi che i popoli erano troppo gravati, ecc.

Ora *Saint-Malo* e questi altri attendono a disporli a parte; e, fatte che aranno le loro persuasioni, dovranno scoprire quelle taglie e gravezze che parrà loro.

[1] Le chancelier était alors *Adam Fumée,* seigneur des Roches, médecin de Charles VII et de Louis XI, maître des requêtes, puis chargé de la garde des sceaux en 1492; mort en novembre 1494.

Disegnono ancora trarre danaro dai preti, e da tutti li offiziali del Reame, in modo che universalmente ogni uomo è malcontento di queste cose. E veggono, che procedendo avanti e passando lo esercito grosso in Italia, questo Reame si voterà e seccherà d'oro. Onde è, per queste sopradette e più altre difficoltà di danari e altro, che a questi giorni s' è detto vulgarmente l'impresa essere rotta; e che solo si pensava a riuscirsene con onore del Re.

Nondimanco io non trovo che questa opinione e grido vulgare abbia certezza di fondamento alcuno. Anzi raccolgo in contrario che, come più volte ho scritto, il Re, non ostante queste difficoltà, ogni dì più si riscalda in questa cosa, e lo accordo del Papa gli genera più presto sdegno e ostinazione che sbigottimento alcuno. E non resta giornalmente o di poco o di assai fare sempre qualche provisione, o dell' armata, o dell' esercito, o d' altro. Parlavono l' altro giorno di fare grande sforzo per mare; e, perchè intendono che il Re Alfonso non è per avere grossa armata, nè potere guardare tanto circuito delle sue spiaggie, si confidano, con alquanto minore armata che non avevono pensato, potere mettere in terra in molti luoghi gente d'arme, e correndo il paese suscitare rebellione de' popoli; e, per quanto io intendo circa alla provisione di navili, possono essere in ordine per tutto maggio, perchè una parte delle galee son fatte e si fanno a Genova e Savona e *en Provence;* e, più di xxv dì sono, furono sborsati danari abbastanza; ma per ancora non hanno provisto a biscotto e vettovaglia. E per armarle hanno difficoltà rispetto alla peste che si è attaccata in più luoghi *de Provence.* Di navi grosse e altri legni si proveggono a Genova; e dicono ancora *de Bretagne, de Normandie* e Portogallo; ma questi vogliono gran tempo a condursi qui.

Le genti d' arme *de Normandie, Picardie* e *Bourgogne* e d' altrove, come fu comandato si mettono in ordine per cavalcare dove il Re ordinerà; ma, non avendo avuti ancora danari, non so sè si troveranno qui alla fine di questo mese, come fu commandato per il bando.

Le trecento lancie per M. d'*Aubigny* sono avviate, ma molto adagio, e

credo pure, inanzi passino molti dì, si dovranno trovare in Piamonte sotto condotta di un fratello di M. *d'Aubigny*, e del bastardo *Mathieu de Bourbon*[1]. E costoro hanno praticato M. di Bressa, che per Savoia sia dato buono ordine che abbino vettovaglie; ma non intendo sia molto pronto a servirli, come pensono che è difficilissima cosa a regolare queste genti d'arme di Francia, che sanza scandali passino e vivino per paesi.

La somma delle difficoltà di tutte queste cose si viene a ristrignere nella provisione del danaio; e credo che, nel principio di questa impresa, avendo il signor Lodovico promesso non solamente se, ma il Papa e noi, costoro avevono pensato, una volta che fussimo imbarcati, fare questa guerra più a nostre che a loro spese; e, con questa fidanza, non hanno forse fatte grandi provisioni di danari.

Nondimanco *Saint-Malo* dice si fa forte che sopra di lui per danari non si resti; e che ne provederà abbastanza : e è vero che tutte le pensioni de' signori e gentiluomini e altri, che si debbono pagare per tutto questo anno, si è ordinato si paghino in dieciotto mesi; sì che ogni uomo che ha pensione viene a servire il Re, e esserli ritenuto un mezzo anno. E così intendo feciono l'anno passato; in modo che il Re si vale, in questo modo e per tale retenzione, di gran somma di danaro; aggiunto che ancora da un pezzo in qua ha estremato e corretto molte spese e soldi di signori.

La pratica del parlamento con il Re de' Romani è condotta tanto avanti che oramai si tiene per certo averà effetto. Et mi pare divenuta cosa di grande importanza, e credo che per Massimiliano non mancherà; e mancando, per questo Re sarà principio di dissidenza, e argumento che fra loro sieno differenzie non bene composte per la ultima pace fatta.

E, succedendo questo parlamento, si crede che questo Re, per assicurarsi di Massimiliano, lo contenterà di qualche gran partito o della restituzione *de Bourgogne*, o di qualche buona pensione annuale; e, non

[1] Mathieu dit le Grand, bâtard du duc Jean II de Bourbon, se rendit célèbre par sa valeur sous le règne de Charles VIII.

lo contentando nè accordando, ne resulterà la rottura della pace fatta, e cominciamento di nuova guerra fra loro; e, fra due dì, debbono partire di qui M. *de Reims*, fratello di *Saint-Malo*[1], e M. *de la Trémouille*[2], mandati dal Re a Massimiliano; e ad ogni modo alla fine di questo mese si tiene per certo che i due Re converranno insieme *en Bourgogne*; e, pochi dì sono, tornò di qua uno secretario del Re, che viene da Massimiliano, con conclusione che a' xxv o xxx di questo si trovino e abbocchino insieme.

Intendesi che il signor Lodovico, più dì sono, scrisse di qua che costoro si risolvessino di procedere con altra prontezza in queste cose che non hanno fatto[3]. . . . .

. . . .

XXVII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERO DA BIBBIENA[4], SECRÉTAIRE DE PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 7 mai 1494.

SOMMAIRE. — Arrivée des deux nouveaux ambassadeurs. Habiles efforts de Guidantonio Vespucci, l'un des deux. On demande aux Florentins le passage et des vivres. On compte sur les bonnes dispositions de la République, paralysées par le mauvais vouloir de Pierre de Médicis, qui est accusé d'avoir fait arrêter ses parents Jean et Laurent parce qu'ils étaient favorables à la France. Arrivée prochaine du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Grand accueil fait à Galéas de San-Severino. Départ du grand écuyer pour Gênes. Emprunt fait par le Roi à des banquiers génois. Hésitation du roi des Romains; mécontentement du duc de Lorraine.

Quattro dì sono, vi scrissi l'ultima, e di poi, come intenderete, i

[1] Robert Briçonnet, archevêque et duc de Reims, président des comptes en 1494; nommé chancelier par lettres de Turin du 30 août 1495, frère de Guillaume Briçonnet, évêque de Saint-Malo.

[2] Louis de la Trémouille, né en 1460, mort à la bataille de Pavie en 1525, surnommé le chevalier sans reproche : mêlé à presque tous les grands événements de cette époque. (Voir sa Vie, par J. Bouchet.)

[3] Le reste de la dépêche manque.

[4] Pietro Dovizi da Bibbiena, d'une humble condition, était devenu secrétaire de Laurent le Magnifique, dont il possédait

nostri ambasciadori, avuto audienza publica, il dì appresso furono praticati particularmente da *Saint-Malo* e il governatore *de Bourgogne* e M. *de Soliers*. E M. Guido[1], nell' una audienza publica e nell' altra, parlò sì accomodatamente e con tanta discrezione e ragione, quanta nella causa nostra, secondo la loro commissione, desiderare si possa; e credo che al governatore di buona parte satisfacessi il parlar suo, per quanto io raccolga; ma con *Saint-Malo*, per la sua mala disposizione verso di noi, credo che poco profitassi. E, come dalli ambasciadori a pieno intenderete, *Saint-Malo* disse che, oltre al signor Lodovico, questo Re era assicurato, per lettere de i loro ambasciadori, che Bologna sarebbe per questa impresa, e che i Veneziani si terrebbono neutrali, e il Papa ancora quando potessi aiuterebbe; e, domandando alli ambasciadori se eri contenti dare passo e vettovaglia, e rispondendo loro che non avevono commissione, ecc. E, presono licenza, mostrandosi assai mal satisfatti, e concludendo sempre che il Re era sicuro della communità di Firenze, ma che il magnifico Piero impediva. Aspettono ora che risposta arete fatto ai loro oratori, e hanno opinione vi rimetterete a queste generalità e escusazioni che allegono qui i vostri ambasciadori, sanza dare altra buona conclusione.

Sono tre dì che *d'Aubigny* e il vidame scrissero da Bologna a costoro, come avevono inteso che avevi presi Lorenzo[2] e Giovanni, perchè si volevono scoprire in favore di questo Re; e per tal cagione avevono mandato ad intendere il vero, per sapere come si dovessino governare. Sono di poi venute lettere a più persone di questa cosa, la quale intendo che questi di Milano aggravono quanto possono; ma non credo

toute la confiance. Après la mort de Laurent il eut la plus grande influence sur l'esprit et sur la conduite de Pierre II, au nom duquel il traitait les principales affaires; son crédit lui avait inspiré une arrogance qui lui suscita beaucoup d'ennemis. Il suivit les Médicis dans leur exil. Léon X, sans le distinguer autant qu'il distingua son frère, Bernardo da Bibbiena (qu'il fit cardinal), l'employa dans plusieurs affaires délicates. — Pietro da Bibbiena était un homme de lettres autant qu'un homme politique.

[1] Guidantonio Vespucci, un des deux ambassadeurs florentins.

[2] Voyez la notice biographique que nous avons consacrée à Lorenzo di Pierfrancesco de Médicis.

che qui ne faccino altra dimostrazione, se prima non hanno lettere da *d'Aubigny* e da Milano.

Saint-Malo dice sapere tutta la causa perchè il Vincula[1] si è partito; e lo aspettono con grande opinione e desiderio; e dicono avere lettere che è arrivato a Savona; e intendo gli manderanno incontro il siniscalco, quando sarà *en Provence*.

L'abboccamento de i due Re s'intende sarà ad ogni modo; e credo si aspetti risposta dalli ambasciadori, che andorono più dì sono a Sua Maestà; e *Saint-Malo* dice che si assicureranno con lui, come hanno fatto con Ispagna : cioè che non dia favore contro a questa impresa, e che non facci parentado con Aragona.

E M. Galeazzo stimo soprastia qui per questa causa e conclusione più che per altro; e il Re l'onora e carezza quanto sia possibile. Parlasi ancora che sieno strette pratiche che Massimiliano dia madama Margherita, sua figliuola, al ducha di Calabria[2].

Il grande scudiere partì quattro dì sono per Genova, e l'armata, che per altre v'ho scritto, si ordina e espedisce continuamente. E i padroni e li altri ministri sono partiti e espediti tutti. E il Re ha fatto uno cambio con questi Sauli[3] Genovesi di settanta mila ducati, a pagarne : trenta mila a Roma, venti mila a Milano, venti mila a Genova fra brevi tempi; e tutti i generali si sono obbligati.

Io ho qualche amico appresso al governatore *de Bourgogne*, e l'ammiraglio, che volentieri s'interporrebbe e opererebbe, per loro mezzo, che secretamente il Re cominciassi ad usare con voi qualche dolce termine, o di scrivervi di sua mano, o di mandarvi un suo secreto per avere da voi qualche buona promessione; ma, non sappiendo se sia a proposito, non tiro questa pratica ad effetto.

M. e Madama *de Bourbon* se ne sono iti questa mattina *en Bourbonnais;* credo che d'un pezzo non ritorneranno in corte, perchè non

[1] Julien de la Rovère, évêque d'Avignon, cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens; pape sous le nom de Jules II.

[2] Ferdinand, duc de Calabre, fils aîné de l'infortuné Frédéric de Naples, roi en 1497, et dépouillé de ses états en 1501 par Louis XII et Ferdinand le Catholique.

[3] Maison de banque génoise.

si trovono volentieri a queste pratiche, le quali ancora a l' ammiraglio dispiacciono, ma va temporeggiando.

Offeritemi al padrone in corpo e anima in ogni suo bisogno.

Intendo che M. Galeazzo dovrà partire di qui fra sei o otto giorni, e se ne andrà di verso il Re de' Romani, perchè mi pare che questo Re cominci a mettere in dubio di andare a questo abboccamento.

Et de *Lorraine* ho lettere, come il duca, tenendosi forte malcontento di questo Re, si mette in ordine per ire a trovare il Re de' Romani, e fare seco qualche intelligenza.

Io ho visto una lettera *d'Avignon,* che conta come, a questi dì passati, certe fuste di Mori o di Turchi hanno scorso e predato in alcuni luoghi di quelle marine vicine *à la Provence.*

E più intendo che alcune genti d' arme del Re sono venute alle mani nel distretto *d'Avignon* con quelli paesani, che più non possevono sopportare le ruberie e disonestà de' soldati.

M. Galeazzo fece ieri presenti al Re di corsieri giannetti, barde, armature, e certi *potti* d' argento pieni di acque odorifere; e alla Reina ha donato uno abbigliamento alla spagnuola, fornito di tutto e molto ricco. E oggi lui, con certi de' suoi, giostra innanzi al Re.

M. *d'Alby* ha mandato a dire a Lorenzo Spinelli, come oggi sono venute lettere di costà da M. *d'Aubigny* e dagli altri oratori, che, con grandissima loro satisfazione, contono particularmente l'onore che è suto loro fatto da voi; in modo che, seguitando le loro seconde lettere nel tenore di queste prime, non dubito che di qua satisfarete, non solo della causa di Lorenzo e Giovanni, ma ancora delle altre particularità.

XXIX.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERO DA BIBBIENA.

Lyon, 9 mai 1494.

SOMMAIRE. — Le sénéchal et le prince de Salerne sont envoyés à la rencontre du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Nécessité de garantir les ports d'Italie contre les tentatives de la flotte française, qui portera peut-être le Roi lui-même. Départ prochain de Galéas de San-Severino pour aller trouver le roi des Romains. On se contenterait de l'adhésion secrète des Florentins.

Scrissivi due dì sono; e di poi questo siniscalco e il principe di Salerno sono iti *en Provence*, incontro al Vincula, per menarlo qui, e con lui trattare pratiche d'un Concilio, e i modi di soccorrere e assicurare Ostia[1]; e penso che ora più chè prima dovranno sollecitare la loro armata di mare, nella quale comprendo abbino ogni loro fidanza per questo anno; sì che pensate a tutti i luoghi dove nuocervi potessino, come più dì sono vi hanno scritto gli oratori. E non lascerò di dirvi, come di più d'un luogo intendo, che questo Re ragiona e pensa di dovere andare in persona con questa armata questa state a Genova; a che nondimanco non è da aggiustare fede alcuna. M. Galeazzo, secondo che io raccolgo, ha più dì sono domandato licenza al Re per partirsi e andarsene di verso Massimiliano, e, dopo alcune procrastinazioni, comprendo partirà fra sei dì, e si ragiona gli sarà dato lo Ordine[2]. Non s'intende certezza alcuna che a questi giorni questo Re sia per abboccarsi con Massimiliano, e si aspetta risposta da MM. *de la Trémouille* e *de Reims;* e insieme con essi si dovrà trovare di corto M. Galeazzo, e per avventura che tornerà di qua.

Costoro pare che ogni dì più conoschino l'errore che hanno fatto verso di voi, e intendino il bisogno loro, e fanno segni che volentieri si contenterebbono di poca cosa; *videlicet :* o di promessione a parole secrete di passo, e vettovaglia; o d'una dichiarazione di neutralità; e quando, o l'una, o l'altra sarà loro recisè dinegata, dubito vorranno

[1] Ostie était alors entre les mains du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, ennemi du pape Alexandre VI. Cette position était importante. — [2] L'ordre de Saint-Michel.

loro medesimi dichiarare voi per loro inimici. E lo esilio di Lorenzo e Giovanni sarà tanto stimato da loro, quanto di voi si terranno satisfatti.

E di tutto aspettono al presente risposta dai loro oratori; la quale risposta, se già costì non avete fatti miracoli, non arà qui altro senso e anima, che quella che gli sarà infusa a Milano.

Undique insidie et angustie.

XXX.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 21 mai 1494.

Sommaire. — Départ prochain de la flotte. Projet d'attaque contre le royaume de Naples; obstacles: dévouement du duc d'Orléans. Influence de l'amiral et du maréchal de Gié dans le conseil; leur sage modération. Faveur de Galéas de San-Severino auprès du Roi. Sa mission près du roi des Romains. Grands mouvements pour ménager une entrevue entre les deux souverains. Arrivée du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens à Avignon. Bienveillance du duc d'Orléans pour Pierre de Médicis. Son entretien avec les ambassadeurs florentins.

Costoro ebbono, più dì sono, lettere di costì, e particulare avviso dei loro oratori di tutto il processo loro, e della risposta vostra publica *in scriptis;* della quale non intendo che si sia fatto qui molta consultazione, nè che molto se ne sia parlato. E mi pare vedere che per ora sieno resoluti, per consiglio e parere dell' ammiraglio, del marescalco *de Bourgogne* e del marescalco *de Gié*[1], di non ci molestar più, nè oppressarci nè in parole nè in fatti, come hanno fatto fino a qui; ma lasciarci scorrere qualche tempo in questa ambigua neutralità, e non ci dare cagione che del tutto ci dichiariamo contro di loro. E

[1] Pierre de Rohan, seigneur de Gié, maréchal de France en 1475, un des quatre seigneurs chargés du gouvernement pendant les douze jours de maladie de Louis XI. Le maréchal de Gié fit la campagne d'Italie; à Fornoue, il commandait l'avant-garde. Après la mort de Charles VIII, il tomba dans la disgrâce d'Anne de Bretagne, qu'il avait empêchée de se retirer dans son duché. Le parlement de Toulouse, devant lequel la Reine le fit citer, par son arrêt de 1505, le priva de ses pensions et de ses gouvernements, et le suspendit pour cinq ans de sa charge de maréchal.

in questo mezzo seguitono i loro provedimenti e pratiche della impresa.

Il grande scudiere, Primaldoia e Stefano di Neve si debbano a questa ora trovare a Genova; e di nuovo, più dì sono, vi è ancora andato M. *de Beaumont*, uomo di conto e di cervello, per essere come vice-ammiraglio dell' armata; nella quale, quando s' intenda che presto si è per partire, andrà ancora il principe di Salerno, con intenzione di fare forza di pigliare qualche porto o terra o piazza del Reame, e suscitare qualche rebellione.

Intendesi che in questa armata hanno due grandi difficoltà : l' una che tutti i luoghi maritimi *de Provence* e vicini sono infetti di pestilenza, in modo che con difficoltà e pericolo potranno armare; l' altra che i Genovesi mal volentieri s' accordono che le loro navi e carracche siano padroneggiate dai padroni che costoro hanno ordinati, i quali sono di Nizza e *de Provence*, che sono inimicissimi ai Genovesi; nondimanco non si vede che nè l' una difficoltà nè l' altra per ancora li ritardi; e continuamente si mandono artiglierie, e si fa biscotto e le altre provisioni ordinate.

E M. *d'Orléans* ci dice essere, a requisizione del Re, forzato e deliberato andare in questa armata, con proposito di riportarne onore o di morire; ma mostra non essere ancora in ordine fra qualche settimana.

Tutte le genti d' arme del Re si tengono preste e in ordine alle stanze per cavalcare dove saranno commandate, toccando danari; e delle cinque cento lancie, che tante volte vi s' è scritto che passavono in Piamonte, sono ancora la più parte *en Dauphiné*, nè s' intende che ne sia passato, se non è una compagnia di uno fratello di M. *d'Armagnac*, che ha sposato la marchesa di Saluzzo. E ancora di questo non abbiamo buona certezza; in modo che li ambasciadori terranno certo modo, che per il primo intenderete il certo di queste genti che passono. E, non ostante si vegga che costoro continuamente tirino le loro cose avanti, e sempre operino o poco o assai, nondimanco procedono con tanta tardezza e con tanta confusione e incertezza che non si può

nè aver fede nè fare giudicio, se non di quanto veggiamo essere in fatto. Tutti questi che maneggiono queste cose mostrono e promettono più caldezza e prontezza che mai facessino della impresa, e credo che in vero, con la voglia del Re, si sforzino di fare quanto possono; ma, avendo carestia e di consiglio e di danari, bisogna che restino implicati in molte cose.

L'ammiraglio e il marescalco *de Gié* sono nuovamente entrati ne' consigli e pratiche e deliberazioni di queste cose; e, essendo personnaggi savi e esperimentati e di autorità, si crede faranno uno dei due effetti: che, trovando punto di buon fondamento e ragione in questa impresa, ne aiuteranno e serviranno il Re con grandissima efficacia e consiglio; o, quando trovino le cose tanto mal disposte che non se ne speri onore, cercheranno modo a rimostrarlo al Re, e ritirarlo con manco vergogna che sia possibile. Che senza dubio la ostinazione del Re è tale, che non ci è sì savio principe che non tema dissuaderlo, perchè subito incorre nella indignazione di Sua Maestà.

E, per questa causa sola più che per altra, le cose sono condotte in modo avanti, che quello che la pazzia ha mosso sarà forse mantenuto dalla vergogna. In somma, come può intendere Vostra Magnificenza, i principii e preparazioni di questa guerra sono assai grandi e evidenti; E i dubii e difficoltà ancora sono grandissimi, e ogni dì crescono da ogni banda; in modo che per ragione si può sperare e temere abbiamo passato il verno e i mesi delle pratiche e provisioni, e ora veniamo al mese delli effetti e conclusioni.

M. Galeazzo ha creduto, più dì sono, partirsi, e irsene nell' Alemagna; e il Re di giorno in giorno l'ha detenuto senza dargli licenza, e sempre l'ha molto familiarmente trattato e onorato, e preso gran piacere del suo volteggiare, cavalcare e giostrare; e ultimamente, in sul campo delle giostre, per dar piacere al Re, M. Galeazzo si spogliò in giubbone, e con tutti i sua staffieri e servitori giuocò al pallone, al calcio, ecc.

Questa sua andata al Re de' Romani è suta alquanto sospetta a questi che governono; nondimanco credo che tutto arà ben purgato

e accordato, e domani debbe partire con pratiche e intelligenze di questo Re. E per avventurà che ancora ritornerà di qua, massime se accorderà con Massimiliano cosa grata a costoro.

Dissivi per altre come il Re de' Romani avea mandato di qua un suo maestro di casa; il quale, più dì sono, ritornandosene, ebbe lettere in cammino del suo Re che l'hanno fatto ritornare qui; e, secondo si intende, ha praticato con il Re che non venga *en Bourgogne,* ma si trovi a Ginevra, e Massimiliano a Lausanna, di che comprendo che di nuovo costoro o per questo o per altro siano aombrati, e ne rimandono espedito il suo maestro di casa.

E, per assodarsi di questo abboccamento e d'ogni altro dubio, il principe *d'Orange*[1] che fece e giurò la pace, è partito tre dì sono, e va di verso detta Maestà de' Romani; e MM. *de la Trémouille* e *de Reims,* per le ultime loro lettere, si erono fermi a Basilea, donde avevono mandato a Massimiliano uno uomo, per intendere dove si dovessino addirizzare per parlargli; sì che di qua sono partiti i due primi ambasciadori di questo Re, e di nuovo il principe *d'Orange,* e appresso questo maestro di casa del Re de' Romani e, in oltre parte M. Galeazzo; i quali tutti sono in cammino, e se ne aspetta novelle.

E intanto non si parla che il Re parta di qui, dove ci trova sì bella e buona compagnia, che evidentemente mostra di contentarsi.

Il siniscalco e principe di Salerno sono ancora con San Piero ad Vincula; e comprendo che, con favore e comandamento del Re, lo aranno fatto ammettere e ricevere nelle cose sue *d'Avignon,* contro ai mandamenti del Papa; e fra pochi dì si stima sarà qui; e vedremo come s'intenderà e accorderà alle voglie di costoro.

Marullo e uno frate Lauro Tristo, che qui sollecitono per Lorenzo e Giovanni di Piero Francesco, dicono che il Re ha scritto di costà in

[1] Jean II, de Châlons. Il avait soutenu le parti de Marie de Bourgogne contre Louis XI, qui, par un arrêt du 7 septembre 1477, le fit déclarer criminel de lèse-majesté et bannir du royaume. Il embrassa plus tard le parti du duc d'Orléans dans la *guerre folle,* et fut fait prisonnier à la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier. Rendu à la liberté par Charles VIII, il servit fidèlement ce prince, qu'il accompagna dans son expédition d'Italie. Il est le père du célèbre Philibert d'Orange.

loro favore, e manda per loro, come vedrete per una lettera che vi manderà il Sassetto. Credo che a costoro pareva loro essere tanto imbrattati in questa conspirazione, che non hanno ardito vendicarsi contro di noi altri vostri di qua, e ora mai ci possono fare più male che paura.

M. *d'Orléans*, perchè naturalmente ama Vostra Magnificenza, e perchè è un principe da bene, e ancora per qualche suo mistero e proposito, ha onorato e convitato i vostri ambasciadori, come da loro intenderete; e, essendo io suto interprete fra loro, notai che mostrò avere più ferma e certa opinione di questa impresa che non arei creduto; e stimo che lui la intenda e creda come ci ha detto, e che ancora abbia voluto compiacere al Re di dare credito a queste cose. Nondimanco ci disse che gli para una cosa difficile e presa con mala ragione; ma, poiche il Re la voleva, era deliberato servirlo fino alla morte. Disseci in secreto che le genti che passono in Piamonte sono per satisfazione del Signor Lodovico, e che l'armata che si fa a Genova è per assicurarsi più di Genova che per altro effetto; e, domandandolo io se era vero che Massimiliano movessi di venire a Ginevra, ci disse che non; ma che il Re avea tocco con mano essere una cosa trovata dal signor Lodovico a suo proposito, e che per certo il Re de' Romani non cerca se non d'accordarsi e parlare con questo Re; e per questo effetto è ito dì nuovo il principe d'*Orange*, e è partito secondo intendo senza saputa di M. Galeazzo.

Scrissivi come il Re avea mandato più signori e uomini di conto per queste sua provincie per sussidio di danari. E intendo che le ville *de Paris* e *d' Orléans* hanno risposto che, per certe cagioni, non possono servire di imposte estraordinarie, e il paese *de Languedoc* intendo ha promesso dugento mila franchi. E così interverrà delli altri, che chi pagherà e chi non.

L'ambasciadore di Saluzzo mi dice in questo punto avere nuove, come in Piamonte sono passate cento cinquanta lancie.

La pratica di dare l'Ordine a M. Galeazzo non credo abbia effetto; e stimo gliene daranno buona intenzione, per quando ritornerà di qua.

Il cardinal Gurgense mi scrive ch'io preghi Vostra Magnificenza

che operi con i suoi amici di Roma che e' sia mandato di qua dal Papa, con commessione di intendere e accordare queste cose. Parmi lo dobbiate aiutare, che credo verrebbe a proposito.

Ancora questa mattina mi è suto confermato da certi amici che intendono di queste cose, che il Re è tanto caldo e ostinato a questa impresa, che, se non gli viene qualche scandalo o disonore o rotta, non è possibile ritrarnelo.

XXXI.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERO DA BIBBIENA.

Lyon, 27 mai 1494.

Sommaire. — Instances de Ludovic le More pour hâter l'expédition. Mouvements de troupes vers l'Italie. Tous les hommes d'armes partent à contre-cœur. Prétentions de Ludovic le More sur la Toscane. Difficultés élevées par les banquiers génois à propos de l'emprunt. Galéas de San-Severino, chevalier de l'Ordre du Roi. Le roi des Romains semble se dérober aux envoyés qui le cherchent. Volonté du Roi de se mettre en personne à la tête de l'entreprise d'Italie. Le Cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens est attendu. M. de Montpensier est envoyé à Paris pour contraindre les habitants de cette ville à contribuer.

Dopo l'ultime nostre de' xxi, intendiamo che le provisioni e esecuzioni della impresa procedono continuamente con più prontezza e efficacia che a costoro sia possibile. E, come per la copia del memoriale trovato vedrete, il signor Lodovico sollecita le cose di mare e di terra con grandissima diligenza. Intendemo, più dì sono, essere passate in Piamonte cento sessanta lancie, le quali erano sute comandate che andassino a Genova; nè di poi sappiamo, nè se più numero ne sono passate, nè se quelle hanno obbedito di ridursi a Genova, dove credo che con paura e mal volentieri s' addirizzeranno. Intendiamo che s' è fatta ferma deliberazione e provedimento, che in breve ad ogni modo costoro si trovino in Italia mille dugento lancie in tutto, con due mila Svizzeri e altanti balestrieri guasconi. E di già si vede che di più luoghi le genti d' arme si partono dalle stanze, e si vengono appressando *en Dauphiné;* le quali, perché continuamente e per l' ordinario sono pagate

di loro soldi, possono e sono tenute, sanza altro arroto di danari, andare dove il Re comanderà.

Nondimanco, uscendo del Reame, sarà fatto loro qualche vantaggio; e ad ogni modo non ci è uomo d'arme nè soldato che vadia a questa guerra di buon animo, e a tutti pare andare a un certo pericolo e confusione. L'armata di mare si sollecita con provisione di vettovaglia, d'artiglieria, e d'ogni altra cosa necessaria, in modo che, non ostante la peste *de Provence*, e qualche altra difficoltà, dovrà ad ogni modo essere presta per tutto giugno.

E, come per altre ho detto, il principe di Salerno si fa forte potere pigliare qualche piazza o luogo del Reame, e affortificarsi in modo che ne risulti qualche rebellione de' popoli; e da qualcuno che pratica con questi governatori intendo che, o per mare, o per terra hanno molto malo animo di molectarci, in modo che vi sforzino ad essere per loro, o che satisfaccino a qualche malo appetito del signor Lodovico contro di voi; il quale si dice avere applicato l'animo al dominio di Toscana.

Voi siate savio e penserete a tutto, non tanto del particolare vostro come della Repubblica.

Intendesti del cambio che il Re avea fatto con questi Sauli, di settanta mila ducati; e, a questi dì, è venuto di qua Andrea Scaglia, loro compagno e governatore; e mi pare che muova eccezione per estornare detto cambio, parendogli la somma molto grande e le sicurtà non molto sicure; e, non si essendo ancora sborsati danari nè a Roma nè a Milano nè a Genova, costoro ne restono forte malcontenti e impediti, e sono a pratiche d'assicurare e contentare in modo questi Sauli, che dieno compimento a tutto il cambio.

Domenica passata, il Re dette l'Ordine di San Michele a M. Galeazzo, e M. *d'Orléans* sappiendo che lo doveva avere, e dispiacendogli, se n'era andato in pellegrinaggio a *Saint-Claude;* e lo aspettorono che tornassi, e gliene dettono in sua presenza. E gli ordineranno una buona pensione di sei o otto mila franchi; e, delle mille lancie che si soldono in Italia, il Re lo fa capitano di cinque cento.

E intendo di buon luogo che, essendoci nuove che il Re de' Romani sia ito verso Schiavonia, M. Galeazzo non andrà di verso Sua Maestà, se prima non ritorna al signor Lodovico, massime perchè di questa sua andata costoro ne pigliavono qualche gelosia; nondimanco in casa sua si dice che andrà ad ogni modo.

Li ambasciadori di questo Re, che erono iti nell' Alemagna, non so certo se si sono abboccati con il Re de' Romani; e ad ogni modo non possono avere fatto alcuna conclusione, perchè il principe *d'Orange* partì dopo loro con la somma della commessione di queste pratiche; e ancora non si sa se lui seguiterà Massimiliano tanto lontano; e di qua intendo ha commessione di andare o tornare come a lui pare, in modo che questo abboccamento si vede andare per la lunga. E a costoro non darà molta briga, che in questo mezzo seguitono il fatto loro; ma non è dubio che Massimiliano, ogni volta scoprendosi inimico a costoro, farà loro paura e danno assai.

La ostinazione del Re a questa impresa è sì grande, che, come io vi scrissi altra volta, Sua Maestà pensa e parla con qualcuno d' andare in persona in questa armata di mare; il che credo che mai da' principi gli fussi comportato. L'ammiraglio mostra di servire il Re in queste cose con grande efficacia e disposizione; nondimanco si raccoglie che volentieri troverebbe occasione di rompere questa impresa.

E questi vostri del banco sono suti per diverse vie richiesti, che faccino attestazione come per loro mani il conte di Cajazzo donò al siniscalco e altri due mila ducati per uno; ma, per non offendere nè il signor Lodovico nè il siniscalco, non vogliono far fede di questa corruzione.

Intendo come *Saint-Malo* ha mandato a dire a vostri oratori che ci stanno con poco loro onore, il che è principio di licenza; e intendesi che a voi manderanno uno altro loro ambasciadore.

Io non mi parto, se altro non mi ordinate; ma, tornandosene li ambasciadori, avvisate se me ne vengo con loro o aspetto che costoro me ne rimandino.

San Piero ad Vincula dovrà essere qui domani ad ogni modo.

M. *de Montpensier*[1] è mandato a *Paris* a strignere la villa che faccia questa prestanza al Re, la quale avea recusata; e per ogni via e modo si pensa a vincere le difficoltà di fare danari.

XXXII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERO DA BIBBIENA.

Lyon, 1er juin 1494.

Sommaire. — Maximilien semble se rapprocher du Roi. L'amiral et le maréchal de Gié balancent le crédit de l'évêque de Saint-Malo. Toutefois l'entreprise ne semble arrêtée que par des embarras d'argent. Principal espoir fondé sur la flotte. Les Vénitiens paraissent convaincus que rien ne se fera cette année. Magnifique réception faite au cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Nouvelles diverses.

Scrissi l'ultima a dì xxvii passato, per il corriero che spacciarono l'imbasciadori; la quale non ebbi tempo nè commodità a mettere nel loro mazzo, e arò caro intendere l'abbiate avuta. Sonci di poi nuove che il Re de' Romani non è ito verso Schiavonia; e M. Galeazzo debbe fra tre dì partire per andare verso Sua Maestà. E pare che l'abboccamento de' due Re sia da qualche dì in qua alquanto più credibile e certo che prima. Ma, se dal principe *d'Orange* non ci sono nuove dell' Alemagna, non se ne debbe perciò avere ferma certezza.

M. Galeazzo, in questa sua stanza di qua, si vede avere riscaldato il Re a questa impresa quanto ha possuto; ma, che circa al governamento del Re abbia operato nè mutato cosa alcuna, non è nulla; ma più presto, essendo suti ammessi di nuovo nelle pratiche l' ammiraglio e il marescalco *de Gié*, *Saint-Malo* viene a non essere si vano e solo governatore come era prima. E credo che fra il signor Lodovico e costoro sieno molti sospetti e insatisfazioni reciproche, le quali non operono molto, perchè una volta tutti e due le parti sì accordono al capo principale di seguitare la impresa, la quale continuamente si seguita con quella efficacia che a costoro sia possibile; e, se avessino più danaro e più espedienti, crediate che a nulla perdonerebbono.

[1] Gilbert de Bourbon-Montpensier, père du fameux connétable de Bourbon.

Il cambio de' Sauli comprendo che per ancora non si è del tutto bene accordato; e il ritratto della prestanza delle provincie non può ancora essere in termine che costoro se ne vaglino fra qualche settimana, in modo che le genti d'arme e le fanterie e l'altre cose non hanno effettualmente quella espedizione che fra loro è deliberata; nondimanco si tirono innanzi, e sollecitono quanto possono; e stanno in proposito di fare passare di corto mille dugento lancie, delle quali circa la metà n'andrà nell'armata di mare. Hanno ancora mandato per due mila Svizzeri che sieno condotti a Vercelli, e circa mille Guasconi balestrieri.

E l'armata di mare continuamente si provede di vettovaglie e di grande e bella artiglieria e di munizione, e sopra essa mi pare che sia il principale loro fondamento e speranza per questo anno; e di nuovo n' hanno denominati capitani M. *de Guise*[1] e il principe di Salerno, per dargli reputazione; dal quale sono quasi assicurati che indubitatamente otterranno qualche porto o piazza del Reame, donde detto principe ha ogni corso di lettere; e, infra li altri luoghi, mostra avere intelligenza in Brindizi, in modo che costoro ad ogni modo vogliono fare quest' anno una prova di queste cose. E, avendo il Re avuto in animo di andare in questa impresa in persona o per terra o per mare, se n' è fatta consultazione, e infine deliberato secretamente che la persona sua non si avventuri a tanto pericolo; e similmente M. *d'Orléans* ancor lui non andrà. E oggi intendo che di *Saint-Malo* ha detto non so che male parole, come ancora da altri spesso glien' è dette.

Un gentiluomo Veneziano che è qui ha lettere da suo padre da Venezia, che gli dicono come l'ambasciadore di questo Re è là; il quale sollecita sì male, e si cura sì poco essere espedito, che crede non si partirà ancora d'un pezzo, e mostra avere opinione che per questo anno non si abbia a fare cosa alcuna di questa impresa; ma sono grandi che possono credere come vogliono, e non so come si troveranno savi.

Intendo che l'armata e le galee che si fanno a Genova sono in modo esposte in sulla riva, che l'armata del Re Alfonso le potrebbe facilmente

[1] Claude de Guïse, deuxième fils de René II de Lorraine, et chef de la maison de Guise, un des héros de Marignan.

ardere; ma non uso avvertire costoro, perchè siamo tanti sospetti che tutto pigliono a male.

Oggi è entrato San Piero ad Vincula, e il Re comandò che la Villa e le Nazioni e i principali della corte gli andassino al davanti, e *supra modum* lo ha onorato, per dargli ogni reputazione che sia possibile; e avea ordinato che ancora il clero gli andassi incontro, ma il Vincula ha ricusato. Ora non so di che di lui si serviranno. Credo vorranno il consiglio suo circa questa impresa, e participare seco dei suoi particulari e intelligenze, e tenerne in timore il Papa per il concilio, al quale hanno per certo che sempre Spagna concorrerà per la riformazione della Chiesa Universale; che così intendo prometter loro *d'Albi*, che fu per costoro in Ispagna.

Di Ostia non credo abbino molta speranza che si tenga molto, non ostante che pur parlino di mandarvi soccorso.

E questi Milanesi dicono che voi per mare vi avete mandato vostro aiuto di gente e di artiglieria.

Intendo che hanno chiamati M. *d'Aubigny* e li altri, che se ne tornino.

Costoro hanno commesso che sia messo in prigione alcuni de' principali *de Paris*, perchè recusono servire il Re di danari; e tutte le altre ville e provincie hanno consentito a qualche somma.

Il Re è per stare in questa terra, o qui all' intorno, tutta questa state, per avere nuove e intendere prontamente le cose di questa sua impresa. E così essendo, e non richiamando voi i vostri oratori, potrete pensare se è meglio che me ne ritorni a voi, per levarvi spesa; e io, come sempre ho detto, starò e tornerò volentieri.

XXXIII.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERO DA BIBBIENA.

Lyon, 7 juin 1494.

SOMMAIRE. — Mécontentement de Maximilien, qui comptait sur la restitution de la Bourgogne. Conti-

nuel passage de troupes se dirigeant vers l'Italie, au grand regret des hommes d'armes. Artillerie formidable. Le Roi persiste à conduire l'entreprise en personne. Mauvais vouloir à l'égard de Pierre de Médicis. Recommandation de mettre Livourne à l'abri d'un coup de main. Paris persiste à ne pas contribuer. Réclamation des Suisses. Égards du Roi pour le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Départ du Roi pour la Bourgogne, où Francesco le suivra.

Io comprendo, Ser Pietro, che il Re de' Romani ristrigneva la pratica d'abboccarsi con questo Cristianissimo Re, perchè dal principe *d'Orange* e altri gli era suto dato ferma intenzione di rendergli *la Bourgogne,* la qual cosa è suta di poi in modo dannata e sconsigliata dall' ammiraglio e più altri, che, intendendo il Re de' Romani che tale restituzione non sia per farsi, non sollecita, ma più presto neglige d' abboccarsi con questo Re. E si trova al presente a Spira sopra il Reno, dove s' intende ha composte alcune differenze fra il conte Palatino e l'arcivescovo di Treveri, e di là si dice anderà in Fiandra per trarre l' Arciduca di tutela.

Delle quali cose è forza che costoro ne piglino qualche suspizione e timore; e hanno deliberato che il Re vadia *en Bourgogne* per visitare tutte quelle terre e piazze della ducea, e per pigliare giuramento di fidelità dalle ville e signori; e fra due dì dovrà partire ad ogni modo, con animo di non tardare in questa gita più di xv o xx giorni.

Continuamente passono genti d' arme in Piamonte, come intenderete dall' uomo delli ambasciadori che è a Susa, e stimo che a questa ora sieno passate circa quattro cento lancie; e, come io vi ho detto per altre, questi uomini d' arme vanno a questa guerra malvolentieri, non tanto per timore, quanto perchè male possono vivere in Italia con i loro soldi ordinarii; e molti di loro vogliono essere più presto cassi che andare. Costoro aspettono di avere danari di più luoghi; e avutoli, si crede daranno espedizione, e faranno passare molte genti d' arme che sono qui all' intorno.

L'armata di mare si seguita e sollecita con quella efficacia che a costoro sia possibile, e sopra tutte le cose aranno una grandissima e bella artiglieria, la quale si dice e afferma non pianteranno a fortezza o mura alcune, che in poche ore o giorni non spianino, per lo spesseggiare e continuare di trarre che fanno.

Il Re di nuovo dice e pensa volere ire in persona a questa guerra, e il conte Carlo mi giura che il diavolo abbia l'anima sua, se Sua Maestà non passa in persona come dice; nondimanco intendo che, due dì fa, Sua Maestà ha spacciato una staffetta al signor Lodovico, e scrittogli che pensa essere a Genova in persona a x di luglio, e che sopra ciò lo avvisi di suo volere e parere.

Intendo i Genovesi domandono a questo Re di riavere non so che terre del Reame di Napoli che s'appartengono a loro; e, da altro canto, ad instanza del signor Lodovico, hanno mostro tenere pratiche e intelligenze con il Re Alfonso, per addormentarlo che non cercassi per altre vie di fare garbugli in Genova.

Saint-Malo e il siniscalco si dice hanno avuto non so che sdegni l'uno contro l'altro.

Io ho ogni giorno nuovi riscontri, che costoro non hanno manco malo animo contro di voi che contro a Napoli, e sono uomini per fare ogni cosa, per suasione del signor Lodovico, e per i loro propositi; pensate sopra tutto a Livorno e altre vostre marine, d'avervi genti d'arme che non li lascino smontare in terra, e consigliate Piombino e li altri vicini a provedere al bisogno.

Ho visto lettere *de Paris*, che dicono come i signori e consiglio della villa hanno tenuto sì poco conto di M. *d'Angoulême* e del vescovo *de Lectoure*, che per poco è mancato non abbino fatto loro villanie e disonore, perchè con troppo rigore, per commessione del Re, strignevano la villa a prestare danari; e mandono qui quattro ambasciadori a dire francamente che non possono servire d'un soldo; e così intendo fa *Rouen*, e faranno più altre ville; e, come per altra vi dissi, chi pagherà il tutto che è domandato, e chi parte, e chi niente.

Emmi ancor detto che i Svizzeri domandono al Re la pensione che dava loro il Re Luigi, di tutto il tempo che non l'hanno riscossa; *alias*, non permetteranno che in loro paesi Sua Maestà possa soldare loro uomini.

Intendo che se è publicato un mandamento, che tutti i benefiziati del Regno sieno tenuti a comparire e fare residenza in su il loro beneficio,

altrimenti le entrate si convertiranno in reparazione; ma non credo che sia cosa che si osservi.

Il Re è suto oggi due volte a casa il Vincula a parlargli, e ancora due dì sono vi fu; che si vede gli vuole dare riputazione.

Furonci nuove quattro dì sono da Milano, che Ostia si era renduta; e di poi vennono lettere in contrario, che il campo si era levato; e stasera intendo ci è nuove che pure è perduta; di che qui non intendo che altro se ne parli.

M. Galeazzo si dice se n' andrà a Milano in diligenza, quando il Re partirà per *la Bourgogne;* e altri dicono anderà con il Re.

Io, per ordine delli ambasciadori, seguiterò il Re *en Bourgogne*, donde credo vi arò a dare pochi avvisi, perchè la più parte del tempo si consumerà in cammino; e è opinione d' alcuni che il Re sia consigliato di questa gita per occasione di ritardarlo di questa impresa; la quale intendete essere tanto avanti, che ad ogni modo bisogna si faccino fatti e qualche buone prove.

XXXIV.

FRANCESCO DELLA CASA À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 29 juin 1494.

Sommaire. — Les ambassadeurs florentins sont congédiés, ainsi que tous les employés de la maison de banque des Médicis. Francesco en a reçu la nouvelle à Dijon. Sa vaine tentative auprès du Roi. Vive explication avec le sénéchal de Beaucaire. Le Roi sépare la cause des Florentins de celle des Médicis. Entretien avec l'évêque de Saint-Malo. Démarches auprès de M. et de Madame de Bourbon et auprès des autres seigneurs favorables à la République. Le Roi se prépare à passer en Piémont. Bonne disposition des Vénitiens, surtout à l'égard du duc d'Orléans.

Trovandomi vi giorni sono in corte a *Dijon*, intesi per lettere delli ambasciadori della licenza suta data a loro e ai vostri del banco. E subito, per loro commissione, cavalcai appresso al Re; e, giustificandomi efficacemente dei falsi rapporti che di voi gli erono fatti, e delle genti d' arme Alfonsine che avevi chiamate, ecc. Sua Maestà mostrò prestarmi poca fede, affermandomi che era bene informata e certa che di tutto

favorivi il Re Alfonso, e che per tanto avea fatto intendere la sua voluntà alli ambasciadori e ai vostri per il suo fratello M. *d'Orléans*. E, domandandogli io che fussi di suo piacere o che restassi o che mi partissi, mi rispose che intendeva una volta che ciascuno se ne andassi, cioè li ambasciadori e le genti vostre. E, replicandogli appresso che Sua Maestà era male informata, e che sempre Vostra Magnificenza, non essendo forzato in contrario, gli sarebbe buon servitore, ecc. mi rispose per conclusione, che quando gli mostrerete in fatto il vostro buon volere, che allora vi crederà; e con la sustanza di queste parole presi licenza dalla Sua Maestà.

E, riscontratomi nel siniscalco *de Beaucaire*, feci seco lunga querela della loro mala disposizione verso di voi; mostrandogli per molte ragioni che avevono torto a trattare i Fiorentini e le cose vostre nel modo che nuovamente e sempre da un anno in qua avevono fatto, e che, quando così continuassino, saremo escusati innanzi a Dio e tutto il mondo, se non ci dimostreremo quelli affezionati servitori del Re che naturalmente desideriamo di essere. Ma Signoria Sua, piena di sdegno e di pessima impressione, sempre mi ribatteva le parole, affermandomi ostinatamente avere il certo delle opere e voluntà vostra; e che si maravigliava di me che ardissi escusarvi che del tutto non fussi Alfonsino, e che avevono tanti riscontri e informazioni di questo che non sapremo usare sì bello linguaggio che noi li facessimo credere altrimenti; e che sapevono certissimo che Vostra Magnificenza sola teneva con Alfonso, e che il popolo era tutto per compiacere a questo Re; e per tal causa si dava licenza a tutti noi, sanza violare alcuno delli altri Fiorentini. E, avendo lungamente dibattuto seco sopra simili termini, e concludendogli che male intendevono e governavono con noi i casi loro, e pigliando da lui licenza, mi disse che a voi si raccomandava, e che vi confortassi a essere savio e a pigliare buono partito, offerendosi che sempre sarebbe vostro, quando vi trovassi bene disposto verso del Re.

E ero ancora la sera davanti stato più di una ora con *Saint-Malo;* e, replicando l'uno all'altro molte cose altra volta dette e scritte, e

dicendogli che si abbusava di intendere che cosa fussi lo stato della nostra Città e di Vostra Magnificenza, e che per l'avvenire come per il passato si troverebbono ingannati dei modi loro; mi rispose sempre che intendevono tutto sì bene come noi, e che un pezzo fa, come altra volta vi scrissi, avevono pensato che meglio valessi per loro di scoprirvi inimico, che tenervi in questa secreta e loro dannosa ambiguità; e che verso il popolo la Maestà del Re era benissimo disposta; e, quando voi vi disponessi a servire il Re, che a tutte ore il buon servizio si debbe accettare.

E in somma, come potete intendere, il Re, e *Saint-Malo,* e il siniscalco hanno in modo avvelenato lo stomaco contro di voi, che la triaca delle ragione e giustificazione nostre poco può operare. Ma da altra banda io ho parlato e giustificatovi lungamente con M. e Madama *de Bourbon,* con lo ammiraglio, con il mariscalco *de Gié,* con il governatore de *Bourgogne,* con M. *de Rouen*[1], e con molti altri principali della corte; e in effetto a tutti dispiace i modi di costoro che governono, e ne sono malissimo contenti; ma, essendo le cose fatte, e non avendo alcuno buono signore molta autorità, non possono dire altro, se non è che dove potranno vi saranno amici, e *Bourbon* massime; il quale, sdegnato del governo di costoro, mi disse che M. Galeazzo aveva operata questa nostra espulsione.

Altro non saprei che dire. Sono in cammino per costì, e, del danno e disonore che di qua vi è fatto, stimo che la innocenza vostra ve ne tenga assai confortato. E a me pare che voi fino a qui sempre vi siate governato prudentissimamente; ma, in tanta fortuna e perturbazione di cose, bisogna che voi, come gli altri grandi, patiate. Confortomi, e a me pare che le cose vostre in queste turbolenze sieno in miglior termine che sia possibile. E, fra qualche timore di questa tempestà, aspetto e spero bonaccia e quiete per voi e per noi altri vostri.

Scrissivi per l'ultima, la quale arete avuta per mano delli ambasciadori o per mano de' vostri, in che termine avevo lasciato le cose di corte e della impresa; e per questa non ho altro a dirvi.

[1] Georges d'Amboise, passé du siége de Narbonne au siége de Rouen.

Il Re credo sia ito a *Saint-Claude*, e, non inforzando la peste in questa terra, ci dovrà venire ad ogni modo fra pochi dì. E alla fine di luglio si dovrà trovare in persona in Piamonte. L'armata e lo esercito di terra si sollecita continuamente, secondo le ordinazioni fatte. E il Vincula e altri mi dicono che l'ammiraglio, e questi parenti di *Saint-Malo*, e più altri, servono il Re d'una buono somma di danari.

I Veneziani hanno usato non so che buone parole e offerte allo ambasciadore di questo Re, e promesso che alla persona di M. *d'Orléans* sarà in tutti i loro luoghi fatto buona cera; e il Re gli ha mandato le lettere, per dargli più animo.

Io farò la via da Milano, e spero essere costì a XXII o XXV dì di luglio, con grande desiderio di rivedere Vostra Magnificenza.

LÉGATION DE GENTILE BECCHI,

ÉVÊQUE D'AREZZO,

ET DE PIERO SODERINI.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

I. — GENTILE BECCHI.

C'est par adoption que Gentile Becchi appartient à Florence. Fils de Giorgio Becchi, il descendait d'une noble famille de la ville d'Urbino. De bonne heure il se distingua par son érudition solide et par l'étendue de ses connaissances. On citait, on admirait sa correspondance avec Jacopo, cardinal de Pavie, avec Filelfe et Marsile Ficin. Cosme de Médicis, surnommé le Vieux, qui l'avait entendu célébrer, désira le connaître et l'attira à Florence. Il fut charmé de son savoir et de son esprit; le trouvant supérieur à sa réputation, il résolut de l'attacher à sa famille, et lui confia l'éducation de ses petits-fils. C'est ainsi que Gentile devint le maître du célèbre Laurent le Magnifique. Admis dans l'intimité des Médicis, il fut l'un des fondateurs et l'un des appuis de l'Académie Platonicienne, qui tenait ses séances dans le palais de Cosme et sous ses auspices. Avec d'aussi puissants protecteurs, la fortune de Gentile Becchi ne pouvait être douteuse. Comme il était dans les ordres, il fut nommé chanoine de Florence et de Pise; en même temps trois autres bénéfices lui étaient conférés, à Decimo, à Cascina, à Fagna. Giovanni Neroni, archevêque de Florence, demanda qu'il lui fût adjoint pour l'administration de son diocèse. Enfin, en 1473, il fut élevé au siége épiscopal d'Arezzo.

Les souverains pontifes Pie II, Paul II et Sixte IV, l'honorèrent de leur amitié. Toujours fidèle à ses premiers patrons, l'évêque d'Arezzo, dans les circonstances les plus critiques, et jusque dans sa vieillesse, les servit avec zèle de sa parole et de sa plume.

Après l'attentat des Pazzi, c'est lui qui, en qualité de président, rédige le manifeste adressé par le synode de Florence au Souverain Pontife[1].

[1] Ce manifeste a été publié par Fabbronius (*Laurentii Magnifici Vita; annot.* et *monum.* p. 121 et suiv.)

En 1483, il fait partie de l'ambassade qui va complimenter, sur son avénement, le roi de France Charles VIII.

Deux ans après, il est chargé, au nom de la ligue italienne, de haranguer le pape Innocent VIII et de le réconcilier avec le roi de Naples Ferdinand.

Il est désigné, en 1492, pour féliciter, de la part du peuple de Florence, le pape Alexandre VI[1].

Enfin, en 1493, il accepte la tâche ingrate et difficile de justifier auprès de Charles VIII, qui n'aspire qu'à la prompte conquête de Naples, la timide neutralité que Pierre de Médicis se propose d'observer.

Gentile survécut à peine à la chute de ses bienfaiteurs; il mourut le 19 avril 1497.

L'évêque d'Arezzo a joui auprès de ses contemporains d'une véritable célébrité. Nous publions deux de ses harangues et de nombreux extraits de sa correspondance. Quelque jugement qu'on porte sur l'écrivain, il est une qualité que personne ne lui contestera, c'est l'originalité.

II. — PIERO SODERINI[2].

Il ne suffit pas que l'homme d'État soit un homme de bien; pour qu'il domine les événements et qu'il conjure les périls, il faut encore qu'il soit sans faiblesse. Piero Soderini a été un excellent citoyen, qui a bien servi son pays; cependant son pays a mis en oubli ses services, parce que, au moment décisif, il a manqué de fermeté.

Fils de Tommaso Soderini et de Dianora Tornabuoni, Piero naquit le 18 mai 1452. Sa mère était sœur de Lucrezia, mère de Laurent le Magnifique.

Nous n'essayerons pas d'énumérer toutes les fonctions publiques qu'il fut appelé à remplir. Nous ne mentionnerons que ses missions les plus importantes.

En 1493, il est envoyé en France : il doit faire agréer à Charles VIII la politique de Pierre II de Médicis, qui, sous les apparences d'une feinte neutralité, dissimulait ses intelligences secrètes avec la maison napolitaine d'Aragon.

Irrité contre Médicis, Charles s'avance en ennemi; Soderini va à sa rencontre et tente de le fléchir.

Lorsque l'indignation populaire chasse honteusement de Florence les fils de Laurent le Magnifique, Soderini est un de ceux qui prennent la part la plus active au rétablissement de la liberté.

[1] Guicciardini, liv. I, ch. 1, fait allusion à cette ambassade.

[2] M. le comte Louis Passerini, se propose de publier une étude historique sur Piero Soderini.

Aussi, dans ses affaires les plus délicates, la République ne cesse-t-elle de faire appel à son dévouement.

Pendant le cours de la guerre qui éclate entre Florence et Pise, c'est lui qui d'abord est chargé de solliciter le concours des Lucquois; qui bientôt après, en 1496, est nommé ambassadeur en Savoie, afin d'obtenir du duc qu'il engage le roi de France à se déclarer contre les Pisans. Comme il se rendait à son poste, il est enlevé et jeté en prison par ordre de Ludovic le More, qui ne le relâche que sur les injonctions menaçantes de Charles VIII.

Il quitte la Savoie pour aller en ambassade auprès de l'empereur Maximilien, qui soutenait Pise, la ville Gibeline, et qui proposait à Florence sa dangereuse médiation. Soderini se défie du jugement d'un arbitre aussi partial, et, au risque d'encourir sa colère, il repousse son offre avec courage et dignité.

En 1498, il est en France, où il complimente Louis XII sur son avénement. En même temps il supplie le Roi de remettre Pise aux mains des Florentins, et il l'éclaire sur les progrès menaçants et sur la politique envahissante de Venise, qui tente, en négociant l'acquisition de Pise, d'établir sa domination sur les deux mers.

A peine de retour à Florence, en 1499, il repart pour Milan, où il discute avec le cardinal d'Amboise les articles d'un nouveau traité d'alliance.

Nommé Gonfalonier en 1499, au sortir de cette charge il se porte à la rencontre du duc de Valentinois qui envahit le territoire de la République.

L'année suivante, il sollicite à Milan de nouveaux secours contre Pise, et il revient pour recevoir la soumission de la ville d'Arezzo, qui s'était révoltée.

Cependant la République, chargée du poids d'une longue guerre, menacée par les intrigues des Médicis et par l'ambition des Borgia, frappée des inconvénients qu'entraînent, dans ces circonstances critiques, des élections incessamment renouvelées, se décide à donner à sa politique plus de suite et de stabilité en créant un Gonfalonier à vie.

Son choix tombe sur Soderini, qui pendant dix ans, de 1502 à 1512, fait jouir son pays des douceurs d'un gouvernement équitable et modéré.

On connaît les circonstances de la révolution qui le renversa :

En 1512, Jules II avait enjoint au Gonfalonier de rompre avec Louis XII, son allié fidèle, et d'entrer dans la ligue qu'il avait formée contre la France. Soderini, qui avait horreur du parjure, s'était refusé à manquer de foi; alors, excitées par le fougueux Pontife, les troupes espagnoles fondent sur la Toscane, surprennent Prato et la saccagent. Florence attaquée à l'improviste est menacée du même sort. Soderini, qui avait attiré sur sa patrie la vengeance du Pape, espère le fléchir en se sacrifiant; il se démet de sa dignité et abandonne la ville sans avoir combattu. Les Médicis rentrent à Florence, dont ils changent le gouvernement.

Pendant cinq ans le fugitif fut confiné à Raguse. Parvenu au Saint-Siége, Léon X lui fit grâce, et l'appela à Rome, où il vint résider.

En 1522, le poëte Luigi Alamanni se met à la tête d'une conspiration contre les Médicis; les conjurés sont découverts et punis avec la dernière rigueur. Les Soderini, considérés comme complices d'Alamanni, échappent au supplice par une prompte fuite; ils sont déclarés rebelles et leurs biens sont confisqués. Piero Soderini n'avait pas quitté Rome; son éloignement de Florence, le souvenir de ses anciens services, ses vertus, son grand âge, rien ne le préserva du ressentiment de ses ennemis. Proscrit et ruiné, il ne survécut pas au désastre de sa famille; il tomba malade et mourut de douleur.

Après sa mort, une épigramme, faussement attribuée à Machiavel [1] et lancée contre sa mémoire, fit fortune à Florence. La voici :

> La notte che morì Pier Soderini
> L' alma n' andò dell' inferno alla bocca,
> E Pluto le grido : Anima sciocca,
> Che Inferno? Va nel Limbo tra i bambini!

La nuit où mourut Pierre Soderini, son âme s'en alla aux portes de l'enfer, et Pluton lui cria : Ame simple, pourquoi l'enfer? Va, va, rejoindre aux limbes les âmes des nouveaux nés!

Nous ne jugerons pas Soderini sur ce jeu d'esprit dédaigneux.

C'était un homme plein de droiture et plein d'honneur qui, dans un temps où régnait le vice, où triomphait le crime, se signala par son humanité, sa modération et sa vertu. Nous rendrons témoignage aux rares qualités de l'homme privé, du citoyen.

Pour l'homme public, pour l'homme d'État, nous serons plus sévère. Quiconque gouverne, accepte un mandat qu'il doit remplir de point en point et sans réserve. Son irrésolution dans le danger commun, son défaut d'énergie dans la crise, ne compromettent pas ses seuls intérêts; ils entraînent encore la ruine ou la honte du pays qui a placé en lui sa confiance. En sacrifiant sa haute fortune, Soderini a, du même coup, sacrifié la liberté de Florence. Voilà pourquoi, sur le témoignage de ses concitoyens asservis de nouveau par sa faute, l'histoire se montre rigoureuse pour un homme, qu'elle ne peut se défendre d'estimer tout en le condamnant.

[1] Heureusement pour la mémoire de Machiavel, cette épigramme n'est pas de lui. De sa part c'eût été un acte de lâche ingratitude, car il avait été le secrétaire et l'ami de Soderini, pendant le temps où celui-ci exerçait le souverain pouvoir.

INSTRUCTIONS DONNÉES A GENTILE BECCHI ET A PIERO SODERINI,

AMBASSADEURS DE LA RÉPUBLIQUE AUPRÈS DU ROI CHARLES VIII.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

20 juillet 1493.

Sommaire. — Les ambassadeurs passeront par Bologne, où ils feront aux magistrats leurs offres de service; par Pavie, où ils s'entendront avec Piero Guicciardini, ambassadeur de Florence auprès de Ludovic le More, et avec Ludovic lui-même; ils présenteront leurs hommages à la duchesse de Savoie, au marquis et à la marquise de Montferrat. Arrivés à la cour de France, ils féliciteront le Roi sur son mariage et sur la paix qu'il a conclue avec tous ses ennemis; ils lui diront que le maintien de la paix en Italie est leur vœu le plus cher, et ils le supplieront de n'y porter aucune atteinte. Enfin, ils lui recommanderont humblement les intérêts de leur commerce. Ils emportent des lettres de créance pour les principaux personnages de la cour, qu'ils doivent visiter et rendre favorables à la République.

Andrete in Francia; e, passando da Bologna, visiterete colle lettere che arete di credenza quelli magnifici Reggimenti. Communicherete con loro la vostra legazione e la cagion d'essa, perchè così si conviene all'uficio della nostra amicizia colle signorie loro. E vi offerrete, se in questa vostra andata potessi far cosa alcuna lor grata. E quivi non soprasterete oltra al bisogno, ma seguirete il cammino vostro.

Passando da Pavia, o dove fussi la eccellenza del signor Lodovico, insieme con Piero Guicciardini, nostro ambasciadore appresso a quello illustrissimo principe, visiterete la eccellenza del signor Lodovico [1] alla presenza del principe o altrimenti, come a voi in sul fatto parrà e a Piero Guicciardini, che di ciò dovrà avere vero giudicio. E, dopo le convenienti salutazioni, e amorevoli e fraterne communi accoglienze, direte che, essendo mandati da noi alla Maestà del Re di Francia, è paruto che andiate a ritrovare la sua eccellenza, e communichiate le cagione dell' andata vostra; perchè tutte le cose nostre, secondo il

[1] Ludovic le More, quatrième fils de François Sforza et de Blanche-Marie Visconti. En 1480, quatre ans après la mort de son frère aîné, Galéas Marie, Ludovic, profitant de l'extrême jeunesse de son neveu Jean Galéas Marie, s'empara de l'autorité, que depuis cette époque il ne cessa d'exercer : «C'estoit, dit Commines, un homme très-sage, mais fort craintif et bien souple quand il avoit peur, et homme sans foy, s'il voyoit son profit à tromper.» (Liv. VII, ch. II.)

debito della nostra amicizia, sieno unite, conformi e communi alla eccellenza sua; colla quale, come in sino a qui, così pel tempo avvenire siamo in firmissimo e constantissimo proposito di vivere congiuntissimi, e empiere tutti e' numeri di qualunque più perfetta e necessaria amicizia. La quale, oltra che fra noi per lungo tempo che è durata, e molte cose che la fortuna ne ha arrecate secondo e' tempi, è confirmata e stabilita; sono ancora cagioni in *re ipsa* che fanno continuamente che questa necessità di questa nostra congiunzione non ci dobbiamo niente scordare, nè noi punto ce ne scordiamo; ma ogni dì più aggiugniamo, e siamo per aggiugnere, *pro viribus*, fermezza e aumento a questa amicizia e necessitudine nostra colla sua eccellentissima signoria. Di poi, communicata la nostra commissione in Francia colla eccellenza sua, e offertovi, ecc. seguirete il cammino vostro, sanza tempo più che sia necessità.

In Savoia di poi visiterete quella illustrissima duchessa[1] colle lettere della credenza che arete ancora a lei; e con amorevoli e convenienti alla benivolenza nostra salutazioni e dimostrazioni d' amore nostro in verso quello Stato, gli direte : che, essendo mandati da noi alla Cristianissima Maestà del Re di Francia, avesti da noi nelle prime vostre commissioni di vedere la sua illustrissima signoria, e offerirvi sè in questa andata vostra potessi essere ad alcuno suo proposito e commodità; ringraziando la sua signoria del buon trattamento che ha fatto e fa continuamente a' mercatanti nostri e uomini della nostra nazione, e pregandola al perseverare, e mostrando che è grandissima la eccellenza della signoria sua per questa dimostrazione di benivolenza in verso di noi. Di poi seguite il cammino vostro.

Passando dove fussi la marchesana di Monferrato[2] o il marchese Bonifacio, visiterete le signorie loro, offerendovi; e offerrete ancora la Città nostra in ogni cosa che potessimo far loro grata; perchè molto

[1] Blanche de Montferrat, veuve du duc Charles Ier, et qui, depuis 1489, gouvernait au nom de son fils Charles II.

[2] Marie, épouse du marquis Boniface IV, qui la laissa veuve en 1493. Après la mort de son époux, Marie gouverna au nom de son fils Guillaume VII, encore en bas âge.

desideriamo conservare colle loro signorie, e aumentare l'antiqua nostra amicizia.

Tandem, giunti in Francia e dove sarà la Maestà del Re, vi condurrete al conspetto della Sua Maestà; e, presentate e lette le lettere della credenza, direte : che questa Città, osservantissima sempre della Maestà Sua, non le pareva satisfare al debito della sua osservanza, sè, in tanti e così gloriosi, e felicissimi successi, solamente colli animi, e colli cuori nostri, come abbiamo fatto, ne pigliassimo letizia; ma che n'è paruto cosa più conveniente e necessaria alla nostra obbligazione, mandarvi alla Maestà Sua, acciochè quello che è in noi in qualunque più evidente modo e più conveniente si dimostri. E potrete repetere il gaudio che pigliammo : prima del matrimonio, per la speranza della prole e della successione. Donde noi, per lo esempio delle cose preterite, pigliammo certa speranza di difensione e protezione della nostra dignità, così ne' tempi futuri, come molte volte ne' passati abbiamo veduto che è suto a cuore la nostra salute e l'onore della Republica alla Sua Eccellentissima Maestà, e a suoi gloriosissimi progenitori; da' quali noi riconosciamo il beneficio della Città e d'ogni altro bene e onor nostro, come da autori e patroni della nostra nazione. E che di poi, adempiuta e perfetta la speranza per la conceduta prole, per clemenza e grazia del Sommo Iddio, è facile vedere che tanto fu maggior l'allegrezza ne' cuori nostri, quanto lo effetto è maggiore, e più perfetto che il desiderio e la speranza donde è quello effetto; e che ne abbiamo ringraziato Iddio, e pregato che ci sia perpetuo questo suo amplissimo, e clementissimo dono.

Tandem, descendendo alle cose presenti, vi congratulerete delli successi per gli acquisti fatti, e della pace con tutti li avversarii della Maestà Sua, e della felicità del suo gloriosissimo Regno; pregando Iddio gli conservi questa prospera fortuna; donde noi stimiamo dovere venire molti beni al mondo, non solamente a noi, peculiari partecipi d'ogni sua felicità.

Finalmente, gli farete certezza che noi siamo stati sempre, e siamo quelli Fiorentini osservantissimi di Santa Chiesa, se alcuno avessi al-

trimenti parlato di noi colla Sua Maestà. E che nessuna cosa è stata innovata da noi; ma siamo con quelle medesime amicizia, e obblighi che siamo stati lunghi tempi, desiderosi di pace, e tranquillità in Italia, secondo la natura nostra, e ad imitazione massime della Maestà Sua, che in ogni luogo ha messo pace. Estendendovi in questa parte più o meno, secondo in quel tempo intenderete bisognare, o da noi ne avessi altra commissione; perchè, secondo che accaderà, vi scriveremo.

Ad postremum, raccomanderete la Città e tutta la nazione, e specialmente e' mercatanti nostri, che si travagliono nel Suo Regno e fannovi faccende, come meglio occorrerà.

Arete lettera di credenza ancora a *Pierre*, duca *de Bourbon;* al duca *d'Orléans;* al signor *de Graville*, ammiraglio di Francia; al siniscalco *de Beaucaire*. A luogo e tempo visiterete ciascuno di loro; mostrerete che è grandissima la fede nostra nelle loro eccellentissime signorie; e li pregherete che, in ogni cosa che accadessi, voglino mostrare l'animo loro benivolo in verso delle cose nostre, e mantenere sempre fresca la memoria di noi nell' animo della Maestà del Re.

Poi che arete eseguite le vostre commissioni, doppo qualche dì, come parrà a voi che sia satisfatto alla gravità della vostra legazione, facendolo prima noto alla Maestà del Re, e con sua buona grazia, vi ritornerete, non avendo da noi altra commissione.

I.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 75 [1].)

Moulins, 27 août 1493.

SOMMAIRE. — Madame de Bourbon.

L' amico di chi Lorenzo Spinelli vi fa l' amorevole discorso è Ma-

[1] Toute la correspondance de l'évêque d'Arezzo et de Soderini étant contenue dans la liasse 75, nous omettrons cette indication à la tête des dépêches qui suivront.

dama *de Bourbon;* alla quale mentre mi doleva non avere lettere, giunse la vostra con le altre, le quali usero e osservero. E la prima che scontriamo qui, *à Moulins*, e sola, per quanto raccolgo, che sappia del Re *Louis.* A cui è contento il suo illustrissimo consorte si parli prima, e si faccia capo.

II.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 17 septembre.

Sommaire. — Le Roi est à Tours. Les ambassadeurs attendent qu'il daigne fixer le jour de leur audience.

Sabbato, dì XIV di questo, entrò il Re *à Tours;* domenica, la Reina; lunedì poi giugnemmo noi; facemmo chiedere l'audienza, e avemmo risposta che dimostrava volevono prima udire *Peron de Basche,* il quale arrivò ieri, XVII di questo, innanzi al conte Carlo di Belgioioso. Oggi ci debbe essere risposto di nostra audienza, alla quale noi siamo bene parati. Della mala impressione che troviamo e altro intenderete dal Soderino.

III.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Amboise, 20 septembre 1493.

Sommaire. — Il est question de bannir tous les Florentins du Royaume. L'effet de cette menace n'est qu'ajourné. Visite de Briçonnet aux ambassadeurs, de la part et au nom du Roi. Compte rendu de cette importante entrevue. Conseil de l'évêque à Pierre : l'expédition n'aura pas lieu; nul homme sensé n'y peut croire; que Pierre, avec l'autorisation secrète du roi de Naples, feigne donc de se prêter aux exigences de la cour de France. C'est là la seule voie qui reste ouverte; il faut y entrer sans retard.

Voi avete inteso e' mandamenti che si fermorono in Consiglio *à Or-*

léans, che la nazione fiorentina fusse sbandita di Francia, e come, a fatica da alcuni vecchi del numero, fu ottenuto si soprasedesse a mandarli fuori, tanto che noi arrivassimo; allegando essere *inhonestum ferre talem sententiam, inaudita parte;* massime intendendo che i loro ambasciadori erano già *à Lyon,* e per via.

Simile avete inteso come, arrivato il Cristianissimo Re *à Tours*, giugnemmo noi, e per la via ordinaria di chi tiene il luogo del cancelliere[1] chiedemmo d' essere uditi. Dal quale non avendo molto espedita risposta alla sua tornata del Re, ce ne raccommandammo pel Casa[2] a M. il generale, *a quo pendent leges et prophete;* il quale rispose farne parola; e intanto intendiamo pel mezzo di questi nostri, dal *Biragues*, da *Argenton* e altri che la cosa è malissimo impressa; che loro nè alcuno che vada al vero camino può parlare; e ce ricordano, se pure abbiamo la prima audienza, ci guardiamo non usare parole che dimostrino siamo venuti per dare parole, perchè questi tali non cercono altro se non presa di mandare fuori e' mandamenti ordinati, e rimandarci con questa risposta.

Intanto, per la corte si parla che è suto male lasciare entrare una tale legazione sanza incontro; e qualcuno pure d' autorità ne fè riprensione a M. il generale *Briçonnet,* in modo che, a dì XVIII, ci venne a visitare all' osteria, e disse lo faceva per parte del Re; il quale, perchè abbiavamo chiesto audienza, voleva sapere primo che volevamo dire. Noi ci ricordavamo dello avvertimento di sopra, e vedevamo, se la risposta nostra era : « siamo mandati a lui non a te, » ci serravamo la prima audienza e aprivamo l' uscio a' mandamenti.

Ringraziamo la Regia Maestà che da tale personnaggio ci avesse fatto visitare; appresso che in quello gli abbiavamo a dire erono tre capi : fargli riverenza; offerirci di purgare certe imputazioni, che si erono intese, nè mai partirci di carcere, non che di *Tours*, insino che Sua Maestà sarebbe chiara della innocenza di quel popolo, che mai con la Corona di Francia mutò battesimo; terzo che, circa la richiesta fece

[1] *Adam Fumée* n'exerçait les fonctions de chancelier que par commission. Il avait conservé son titre de maître des requêtes.

[2] Francesco della Casa.

costì *Peron*, noi avevamo a raffermare quello medesimo che gli fu risposto costì.

Rispose, *circa reverentiam*, operare fussimo uditi; *circa purgationem calumniarum, crederent factis et non verbis; circa requisitionem, similiter*, che bisognava effetto.

Per questo, tocco con mano che quello che c'era primo scritto e detto è vero, e che noi non potremmo tenere questa piena, la quale sarebbe dannosissima alla nazione, e di grandissimo pregiudicio alla reputazione vostra. Direi che voi pensassi se vi paresse di chiedere alla Maestà del Re Ferrando, che ve lasciasse con sua grazia venire a qualche particulare, perchè a lui non nuoce, che in ogni modo per vostro dichiaramento non si farà la impresa, che più se ne ridono qua che costà; e su dieci squadre che voi prometessi, non perde Sua Maestà il Reame, e a voi salva quanto è sul tavoliere. Aggiungasi che ne segue quello che desiderate, che chi vuole fare a scarica lasino, se rimane col carico chi ha imbarcato, e teme più che gli altri; non potrà scusarsi su Fiorentini, e resterà pur lui *in laqueo quem tetendit.*

Certo allo amore che vi dee portare Sua Maestà, visto dove si truovono le vostre cose di qua, vi dee volere salvare, con tale poco di licenza, poi che a lui non nuoce e chiarisce in colpa chi è in colpa. E, quando vi paia da richiederlo di questo, fate presto, che costoro sono subiti; e tenete questo punto per fermo, che di qua non partiremo con grazia, se non venite all' obbligazione di aiutarlo di tanto alla impresa del Reame; ogni altra cosa è a probazione delle calunnie datevi, e in questo particulare solo si reputano o vere o false.

Risolvetevi ora voi, che noi non possiamo cavare questa nazione di sua natura; *clausis auribus* ode ogni altra nazione; per vigilanza, per maniera, per instanza, dal lato nostro non ci abbiamo a fare conscienza di nulla. La cosa è troppo innanzi a volere svolgere capi di bronzo, che megliora il suono; solo il promettere aiuto nella impresa del Reame lega le mani a questi due che ci vogliono, e dà lingua al resto del Consiglio, che parli per noi. Il quale promettere, tanto se

userà mai, quanto io vorrò; però credevo che il signor Re di Napoli vi volesse aiutare di quello che non lo disaiuta.

La prima audienza nostra c'è straziata, levata di luogo dove guadagnava in pubblico, e chiamata per domenica, dì XXII ad *Amboise*, dove va oggi il Re o domani.

IV.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Amboise-Tours, 28 septembre.

SOMMAIRE. — Ludovic le More a tout crédit. C'est lui qui a conseillé de mettre les Florentins dans l'alternative, ou de prêter leur concours, ou de se voir chassés du royaume. Il faut prendre un de ces deux partis : ou recourir à l'Empereur, ou prévenir le roi de Naples qu'on s'engagera pour la forme vis-à-vis de la France. L'avis du cardinal de Lyon est que Florence peut se montrer de bonne volonté, sans que cela tire pour elle à conséquence. Pierre de Médicis n'a pas reçu, jusqu'ici, des informations fidèles. Soderini craint que la queue du serpent ne soit à Florence même. Les intérêts commerciaux entravent les négociations politiques. Légèreté et incapacité du Roi. Projets de Ludovic (qui envoie de l'or et non des oiseaux) contre le Pape, le roi de Naples et la République. Le duc d'Orléans a prévenu les ambassadeurs qu'ils s'étaient adressés d'abord à leurs ennemis; mais il n'était pas possible de s'y prendre autrement qu'ils ne l'ont fait. Cette dépêche renferme la vérité nue.

. . . . . . Ognuno ci afferma che il signor Lodovico ordina qui e circa noi, e d'ogni cosa italiana come gli pare; e così osserva lui onorato, noi come Giudei.

Questa tortura che v'è data, che o vi confessiate per questo contro al Re di Napoli, o siate sbandeggiati di Francia, come sono fatti e' mandamenti, si stima tutta sua. Nella quale se direte di sì, vi perdete Napoli, diventate suoi, e fate uno presente di voi a costui che dirà sua instruzione col bastone; se nò, fa a scarica lasino della impresa, e resta l'olio con vostra dispersione di qua.

Per vostra fè, non vi dichiarando, non ci richiamate per la via venimmo. Mandateci al Nostro Imperatore, o ci concedete pigliamo questa volta *de Paris*, Bruggia, e per l'Alemagna, che *de Lyon*. Ma meglio farà il Re Ferrando; e esservi liberale di quello non gli costa, scopre chi merita essere scoperto, e a voi salva tanto d'onore e utile,

che ci dovre' mettere una città per non vi essere cagione di tale danno. Che non ci sono se non due che ci attendono : M. *Briçonnet*, per essere cardinale, *mediante domino Ludovico;* e il siniscalco *de Beaucaire*, che ne cava; e questi due, in secreto loro conoscono tale impresa, ma l' usono a lor proposito; per questo si giudica questo nodo non si possa sciorre meglio che con l' obbligarvi voi, avutone parola di là.

Questo cardinale *de Lyon* usò queste parole : « E' Fiorentini si pos-« sono fare el maggiore onore del mondo; dichiararsi e promettere « largo; che non ne fia nulla; serrono la bocca a chi ha sparlato di loro, « lasciano la somma a chi se la carica, e restano e' figli cari. »

Noi ha mandato a confortare parliamo arditamente.

La prima audienza da *Tours* a *Amboise*, d' *Amboise* a *Tours*, dà piacere a chi la travasa; per questo ci siamo fermi, per non ci rigirare sanza ordine del Re. Mentre siamo qui non se muoverà ragionevolmente altro contro alla nazione. Mi vergogno siate di qua sì male servito, che una disposizione tale e sì importantevi non vi fusse nota; e quelli a chi mi desti le lettere per amici, che siano e' persecutori vostri, e non lo sappiate; troviamo per via uno accordo nuovo cominciato, sanza avisarcene, un mese innanzi.

Piero Soderini teme questa serpe abbi la coda costì in Firenze, e che non sia per dare a voi. E vero che si vede che è più colpo italiano che francese. E qualche parola si è tratta dal vostro *Beaucaire*, che non vivete come Lorenzo, ecc.

La mercanzia è nimica dello Stato; se non fussino questi commerci avete di qua, di già avemmo chiarito che meritate essere altrimenti stimato. Il Re da sè non basta per la età e gran regno, non volendo perdere uno piacere, che fa e disfa secondo ora questo ora quello gli ricorda, in modo non è poi fatto nulla.

La vostra disgrazia si conosce da qualunque non è soldato, e anche da loro, ma in secreto, che non è per mancamento alcuno, nè per non avere bene intrattenuto di qua, che ci avete messo pur troppo; ma perchè vi siete abattuto a questo concorrente, che fa a migliaia, manda dell' oro, non uccelli, vuole ora con questo Re ricuperare l' onore

perduto nello accordo di Roma, minaccia con esso Ferrando di torgli il Reame, il Papa con la prammatica e obbedienza, voi col cacciarvi di Francia. Sovvi dire ch' el mio compagno non *Ludovicheggia*, come nella visitazione è tornato a casa; e ogni dì mi riesce di più giudicio, cuore, lingua, e amore sincero verso di voi.

Scrivovi questa a balzelloni, perchè non la mostriate ad altri che a voi proprio, a cui non posso nè debbo mostrare nullo vestito, ma ignudo e come lo veggo.

A questi *d'Orléans*, ammiraglio e *Miolans*, che si tengono insieme, che ci dicono nel visitarci non ci maravigliamo se non siamo uditi, che siamo entrati per le mani de' nimici nostri; rispondiamo che non sapevamo di averci nimici sanza offesa; eravamo entrati per la via ordinaria del cancelliere; mandandoci poi il Re all' osteria M. *Briçonnet*, non potevamo recusare l'uscio che ci era aperto dal padrone di casa; se le eccellenze di loro signorie se risentivono dello onore regio e nostro strazio, parlassino da sè; che noi non vorremmo errare. Credono molti ci sia sturbata l'audienza, perchè non scopriamo la nocenza d' altri con la innocenza nostra.

V... udì quando il D... disse al Re se ricordasse quello gli aveva scritto il conte Carlo, che non ci udisse in sino a che non arrivava; e ch' el Re gli rispose : « Io l' ho bene a mente. » Di poi maestro Teodoro[1] da Pavia, uomo aperto, ci disse averne lui lettere. Sì che, tra queste congetture e l' opera che è seguita poi che arrivò, ci ha chiariti ch' il male nostro viene donde doveva venire il bene.

..... Pagherei il mio mantello, e non avere mandato a Ser Piero il discorso[2].

Videbimus. Per noi non si può fare altro ci facciamo.

Post-Scriptum. — Verrà pur anco questa dispettosa, poichè è scritta; serravo la a punto la mattina XXVIII *à Amboise*, che fummo richiamati *à Tours*. Volevate che fussimo tornati di settembre; questo è un altro

[1] Médecin de Charles VIII. — [2] C'est le discours que nous publions.

mondo. Le vostre con le giustificazioni medesime insegnateci costì giunsono a dì XXVI. Credono alla tolleranza, la quale difenderemo quanto potremo.

V.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERO DA BIBBIENA.

Tours, 29 septembre 1493.

SOMMAIRE. — L'évêque cherche à résumer la politique de Ludovic telle qu'il la comprend. Conséquences probables de l'entrée des Français en Italie; Ludovic en serait la première victime. Il faut donc se borner à démontrer qu'il ne saurait être un allié sûr pour la France; que les Florentins ne veulent pas s'enrôler sous la même bannière que lui; qu'ils ont donné de siècle en siècle des preuves de leur fidélité, et que si le drapeau français paraît en Italie ils l'entoureront, de leur propre gré, sans être liés par avance. Francesco della Casa a préparé toutes les voies et aplani le terrain.

Io la intendo a questo modo per le lettere mi facesti vedere; se fossi fuori del vero, rimettetemi : Che il signor Lodovico ha messo innanzi al Re di Francia la impresa del Reame per le ragioni vi ha la Casa *d'Anjou*, alle quali quella Corona succede; e promessogli la investitura dal Papa, suo aiuto e de' Veneziani con tutta la nostra lega; mostrandogli che di tutta Italia soli i Fiorentini, che si chiamano i suoi, se intendono col Re di Napoli, e sono Aragonesi.

E stimo che tutta questa machinazione sia per tirare voi dal suo, e sbattere Napoli; non perchè abbi pelo addosso che pensi a volere in Italia magiori maestri che quelli ci sono; perchè, se la Corona di Francia mette il piè nel Reame, il Papa arà a fare a suo modo, Venezia non sposerà il mare, Milano non terrà Genova, e il signor Lodovico darà quello governo a M. *d'Orléans*, e dove ha porto; che noi siamo per Aragonesi, loro in fatto sono e'primi, massime il Papa che temerà fare contro a' suoi[1] e provocarsi l' odio del Re di Spagna; in modo che questa lor rabbia gli ha condotti nella trappola che hanno tesa ad altri; e debbono pensare ora di ritrarsi con carico d'altri che loro;

[1] Alexandre VI était Aragonnais.

e volentieri con dire : Sono e' Fiorentini, se non si collegono con nostri.

Donde nasce la riquisizione fatta a Francesco[1], la quale bisogna declinare con dimostrare non si fa pel Re nè per noi. Pel Re è, perchè ci accompagna con chi non è suo; e che l'usa a questo suo proposito, non perchè lo voglia nel Reame, che se ne avvedrà poi al mettervi il piè. Non si fa per noi, perchè non c'è l'onore nostro entrare da castroni; e che, dove siamo liberi e solo dipendenti dalla Corona di Francia, ci obblighi ad altri; che vedrà bene, se manda il suo stendardo di qua, questo popolo fia il primo a mettersegli dietro, e quest'altri che lo muovono a' lor propositi lo lasceranno. Potrebbesi ancora fare il cagnaccio, e dire : come la vuo' tu? e lasciare questa somma addosso a chi se la carca; ma s'entra in lega con vergogna, e Napoli ne potrebbe levare troppo gran sbrigliatura, e il Re di Francia sarebbe manigoldo di costoro, sanza conseguirne altro che spesa e vergogna; chè la ragione del giuoco non vuole che costoro lo desiderino in Italia; ma solo che riduca voi a lor camino, e dia affanno al Re Ferrando.

E per questo me n'andavo più volentieri per la via larga dove sono allevato, che è di dire : Siamo liberi, siamo sopra di noi non ci legare con altri; siamo naturalmente per la tua Corona, e ci conosci; e e' tuoi antenati ci hanno provato non ci accompagnare con chi non è verisimile che ti voglia, con chi non conosci, e che mai ne vedesti pruova alcuna; fidati della fede che mai ti mancò, ecc.

Avveggomi bene che Francesco ha avuto commessione tanto oltre che gli ambasciatori non hanno, se non a rappresentarsi o snocciolare qualche cosa attraversata; che veggo per le sue ha fatto le purgazioni, e entrato ne' partiti della lega del Reame; e tutto in modo che il discorso non dice nulla di nuovo.

Ora che l'ha fatto Francesco, mi pare pensiate a nuova materia, che il replicare il medesimo faria fastidio. A tutti aveva lettere Fran-

[1] Francesco della Casa.

cesco; a tutti ha parlato; tutti si sanno quello diremo; e sonsi acconci a quello credono; nè sono trovati persuasivi.

Sì che pensate a questo, e a farci migliore instruzione, se di sopra non l'ho bene giunta.

VI.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 29 septembre 1493.

Sommaire. — Délais prolongés. Manque d'égards. Première audience. Excellent effet produit par la harangue de l'évêque. Réponse du chancelier. Courte réplique de l'évêque. Discours de Soderini. Les ambassadeurs ont eu soin, tout en défendant la République, de ménager tous les autres états de l'Italie.

La mattina di San Cosimo, che credevamo anche il dì essere uditi, questo Cristianissimo Re andò a caccia, e disse alla Reina : « Se il cervo « va verso *Tours*, verranno. » Andò e subito tutta la corte seguì. Noi rimanemmo pieni di dispetto, con animo di non ci muovere se non chiamati, per non ci mettere più dell' onore pubblico. Seguì il Casa e il Nori, a' quali ordinammo si condolessino con *Orléans* e ammiraglio. La mattina prossima, M. *Briçonnet* mandò il Casa che era ancora nel letto, e dimanda : « Dove sono gli ambasciadori? Il Re li vuole udire stamattina. » Rispose : « Rimasono *à Amboise;* » e la cagione. Se voleva, manderebbe per noi; che, sanza ordine del Re, non ci muoverremmo. Replicò presto; e noi prestissimo venimmo, per torre la scusa alla scusa. Sono sette leghe; digiunò il vecchierello. Giunti, trovammo che era venuto allo alloggiamento per menarci *au Plessis;* e il Casa era ito seco con la nuova dei cardinali. Noi, avvisato di nostra giunta, aspettiamo. Torna il Casa e dice : « Non si può oggi. Domani, ch' è dome- « nica, verrà il Re *à Tours,* e udiravvi; ma, per riguardo *du Dauphin,* « che temono la contagione del flusso, verrà nella culla. » E così abbiamo fatto questo altro travasamento. Dicovi appunto, poi chè non posso fatti, io vi dò parole.

Oggi per San Michele, xxix di settembre, è venuto il Re *à Tours* con

la Reina; udito messa in San Martino e desinato, sul vespro, mandato per noi M. *Briçonnet* con altri, e condottoci in una casa vicina, dove venne Sua Maestà col Consiglio, e collocati in una sala, ci fè mettere dentro. Presentammo la lettera; fe' cerchio il Consiglio, e ridotti a luoghi loro, un cancelliere ci dice che sediamo, e diciamo nostra credenza. Dissi, e con tanta più grazia che il discorso da Roma, quanto questo ebbe meno denti, fu più brieve; e aveva a satisfare a una sorte d' uomini, quello a mille. Se vi servirò sì bene in quest' altre audienze e frangenti, Antonio di Bernardo arà da rivederci alla tornata volentieri; chè di questo raddolcimento che mi pare d' avere fatto ce n' era uno bisogno grandissimo. Rifeciono cerchio al Re; ordinò di sua bocca la risposta al cancelliere; risposti a sedere, divise la mia orazione in parole *et continentia* di esse; le parole, e pronuntia che *tetigeram cor suum*, che mai aveva inteso parola latina se non pronunziata da me; e tanto stette sul lodarmi che mi vinse di lunghezza; appresso che deputarebbe *honorabiles personas de Consilio*, che ci udirebbono; e se ci troveranno quello che abbiamo detto essere stato sempre, che e' Fiorentini troveranno lui quello che sono stati gli altri suoi, e desidera d' essere lui; con assai altre parole, le quali non intesi tutte, perchè rispose in francese.

Replicai che *habebam gratias ingentes Christianissime Majestati, quod nos tandem audierit; ingentiores, quod benigne responderit; ingentissimas, quod sine cognitione nolit male sentire de veteranis suis*, ecc. che mai ci partiremmo; e volsimi al compagno, che seguisse lui in toscano.

E Piero fece il dovere suo, toccando quello si propose della nazione *à Orléans*. Non ci fu risposto altro, ma lodati da tutti in disparte, e accompagnati a casa.

Eravi conte Carlo, eravi per Napoli, eravi per ognuno; ma nissuno potrà dire si sia di loro sparlato, ma parlato per voi.

HARANGUE

QUE L'ÉVÊQUE D'AREZZO SE PROPOSAIT DE PRONONCER EN PRÉSENCE DE CHARLES VIII[1].

(*Arch. Med.* carteg. avant. princip. filza 61.)

Nunc dimittis servum tuum, Domine, qui Simeonem senem, viso semel Christo, salutari suo, in pace dimisisti; quia viderunt jam secundo Christianissimum Regem tuum oculi mei. Res plena miraculis est fides, Christianissime Rex; crediderunt omnes cum aliis Majestatem Tuam, Florentinorum nomine, in Regem salutari, me nunquam Florentiam, nedum iterum Franciam revisurum. Ecce jam decennium supervivo, quo fidei illius excelsi populi tui satisfaciam; expectat enim, tanquam alteram redemptionem Ysrael, protectionem illam quam amisit, cum et Majestas Tua gloriosissimum patrem suum amisit. Cupit recensere spem suam eodem ministro, quo referente concepit. Illa reddita vox : « Florentinus Gallusque mihi nullo discrimine agetur ! » tam grandeve Majestatis Tue sit, quam olim fuit impubis!

Audivit quidem multa ac grandia de Majestate Tua : quam strenue vixerit, quam paravit sapienter; nec ignoravit de omni ejus felici successu, ac presertim faustissimo conjugio, deque suscepta prole pulcherrima se debuisse novam ad illam legationem mittere. Sed, cum in dies felicitas ejus cresceret, differebat, quo major esset letitie cumulus et congratulatio. Novissime, cum legationem suam pararet, ecce audit nescio quid calumnie sibi ac Magnifico Petro de Medicis apud Majestatem Tuam, cui servit in sinceritate, fuisse inustum. Placuit iterum differre, ne videretur nimium tribuere his, que tempore melius quam ratione solvuntur. Quo fit ut mittamur, potius nunc primo illo nostre

[1] Ce projet de discours avait été envoyé par l'évêque d'Arezzo à son savant ami, Bartolommeo Calco, à la critique duquel il voulait le soumettre. Le retard qu'éprouva cet envoi détermina l'évêque à ne plus compter sur cette harangue. Ce ne fut donc pas celle-ci qu'il prononça avec tant de succès en présence de la cour et de tous les chevaliers de l'ordre de Saint-Michel. Ce n'en est pas moins un morceau curieux, qui mérite d'être conservé. Il devait avoir d'ailleurs beaucoup de rapports avec la harangue qu'il prononça.

devotionis impulsu, quam quod non intelligamus et congratulandi et refellendi jam tempus excessisse.

Nam felicitas hec aucte glorie, quam invenimus Tue Majestatis, adeo hoc intervallo crevit, ut lingua a nobis explicari non possit; suspiremusque solum reditum nostrum in patriam, quo id quietius patribus illis in gaudium universe terre referamus; si quid etiam supra dorsum nostrum fabricatum est, credimus jam ita evanuisse, ut auxerit nobis potius gratiam Majestatis Tue, quam protectionem minuerit.

Nihil enim innovarunt in Italia Florentini tui, Christianissime Rex; ligam aliam non habent, quam eam quam suasit, per oratorem suum, Dominum Aloisium de Valperga, sapientissimus genitor tuus; nihilque factum est momenti in Republica Florentina, inconsulta hac Corona; nulli fidem, nulli reverentiam subduxere. Erga Sedem Apostolicam, pro qua toties pugnarunt, secuti Christianissimos predecessores tuos, quantum in eis fuit, observantissimi extiterunt; cum Majestate vero Tua scit universus orbis fedus nobis esse insitum a natura hereditarium, immutabile, nec aliter ictum quam sanguine proprio.

Adsumus tamen, purgaturi si quid est, quod serenum pectus Tue Majestatis enubilavit; adsumus, honoris gratia, revisuri Scipionem illum, cui Civitas nostra innititur, congratulationi incolumitatis sue, communicaturi omni fortune ejus, fratribus denique nostris nomen suum ac gloriam narraturi.

Sit satis ad presens causas nostri adventus exposuisse; insistemus singulis seriosius cum placebit Majestati Tue.

Placeat autem, precamur, si quid est quod candidissimam Florentie fidem apud Majestatem Tuam notaverit; nam de reliqua, cum de vetere illorum observantia erga hanc Coronam, sine novo labore non indigent; clamant id menia a Carolo Magno restituta, clamant aedes publice, clamant fora, clamant templa tuis armis insignita, clamant denique lapides ipsi tacentibus nobis. Non nascitur Florentie puer, qui sculta in corde suo tua lilia non habeat; nunquam summus ille noster magistratus aditur quin pro Corona Majestatis Tue juretur. Primaria Civitatis nostre familia in gentem Tue Majestatis adscita est.

Magnificus ipse Petrus, in cujus petra nunc urbs nostra consurgit, sive vigilet, sive dormiat, aliud in ore non habet quam Christianissimum Regem suum Carolum. Cujus nos hodie Majestatem, et publico et privato nomine, visitamus.

VII.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 4 octobre 1493.

Sommaire. — L'évêque écrit tout de sa main. Caractère confidentiel de sa correspondance. Il parle à demi-mot. Les ambassadeurs attendent leur seconde audience. Jeu de mots du Roi sur le nom de l'évêque.

Avete avuto miei raguagli in cartucce [1] insino al primo d'ottobre inclusive. Perdonate alla senettù che d'altri non mi fido, e il rescrivere me rincresce. Serve anche al non essere poi littere mostrabili, e a voi de' piacere che ognuno scriva da parte, per raccorne meglio il vero, e farne vostro, non nostro giudicio.

Mandasti due remedii : uno per fermare e' mandamenti, e aprirci questi orecchi che non ci volevono udire; l'altro per la requisizione che non ricadessimo. Il primo non se userà, perchè di due dì innanzi l'aveva fatto il *discorso* sì largamente, che insino a *Péron* mi disse : « Questa tua venuta ha fatto gran cosa. » E anche la nostra pazienza e osservanza, nello strazio di xx dì, ci avea generato compassione; sì che trovo aperti gli orecchi, e raddolciti gli animi.

Se ci rompevamo nelle tentazioni passate, vi tornavamo a casa come uno *Moyses et Aaron in terram suam*, con questo popolo Ebreo drieto; che uno secretario d'*Orléans* ci dice ne eravamo mandati, come venimmo, sanza audienza, *emissis litteris confectis contra omnem nationem, nisi fuisset Dominus suus.*

[1] Minutes, petites feuilles.

Il cardinale ci fa intendere che mai più vide uscire di passo *Orléans*[1]; vedete che *mare rubrum* abbiamo passato.

Il Re, a dì II, è ito a non so come si chiami; e a noi nel passare è smontato per la nostra espedizione; così facciamo, a dì IV, sanza sapere chi siano e' nostri auditori; ma veggiamo sollecitare più la seconda audienza che la prima.

Qua è cicalamento che il Re mi vi voglia torre, che mai udì il miglior *becco;* così chiamano la lingua.

VIII.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 16 octobre 1493.

ANALYSE.

Gentile Becchi est causeur comme tous les vieillards; il s'en excuse : *Io non so se questi minuti avvisi vi molestino; vostro bisavolo, avolo e padre, che di me si servirono, li vollero; uno piccolo cenno me abbreviera.*

Le roi de France veut compromettre les Florentins, pour déterminer le Pape à se déclarer pour lui : *Vuole con questo bastone, non solo avere voi, ma anche ricuperare il Papa.*

Il menace le Souverain Pontife d'un concile.

Enfin, il songe à employer contre lui un moyen plus direct et non moins efficace, qui consisterait à empêcher l'argent destiné à la cour de Rome de sortir du royaume : *Che sono cento cinquanta mila ducati l' anno communemente di danno.*

Le but que se propose le Roi est d'isoler Ferdinand de Naples en Italie; voilà surtout pourquoi il tient à ce que la République se déclare.

Les ambassadeurs perdraient leur peine s'ils s'adressaient à d'autres qu'à l'évêque de Saint-Malo et au sénéchal de Beaucaire : *Perchè tutti e due sono gli orecchi del Re.*

[1] C'est à Orléans qu'avait été tenu le conseil où on avait proposé l'expulsion des Florentins.

IX.

NOTES ET FRAGMENTS DÉTACHÉS DE LA CORRESPONDANCE DE L'ÉVÊQUE D'AREZZO.

(EN CHIFFRES.)

Octobre et novembre 1493.

ANALYSE.

On a menacé les Florentins d'expulser leurs marchands du royaume, afin d'obtenir, par l'intimidation, leur concours pour l'expédition de Naples.

On offre à l'Espagne la Sicile, afin qu'elle ferme les yeux et donne quittance.

Tout s'évanouira en paroles : *Perchè non e di esercito, classe, oro assai, e fidato capitano.*

L'entreprise ne peut manquer d'être abandonnée : *Nella propria corte non sono più che due, che non se ne ridono.*

Le dimanche, audience.

Le lundi, conseil privé.

Le mardi, visite au Plessis : *Martedì andammo* au Plessis. *Visitammo* M. d'Orléans; *l' ammiraglio e siniscalco vennono verso noi in una sala, e con tutti tanto graziosamente, ch' el Casa dice : costoro escono dal manico.*

Il Re, inteso vi eravamo, ce mandò a mostrare le Dauphin, *bello figlio certo, dicendo ci mostrava la più bella gioia che avesse. Il mostratore fu* Beaucaire; *e, come ci vide, rise.*

Questa mutazione d' aria, uscita del discorso, dura sulla speranza che hanno del concorrere più tosto per amore che co' modi di prima, perchè l' abbiamo detto che non siamo jumenta.

Le Roi est plus chaud que jamais pour l'expédition; il a vivement recommandé au maréchal des Cordes de faire les derniers préparatifs.

Milano può tutto; lui credo cacci nostra dichiarazione, e dirà non si voglia scoprire solo.

Il ne faut pas négliger la Reine : *Alla Reina, che per e' profumi, e per essere savia, si porta bene di voi, non ci avete mandato lettera; abbiamo fatto una da noi; e, quando vedemmo* le Dauphin, *gli facemmo intendere la volevamo visitare; rispose l' aveva caro, ma che prima voleva domandare* au Roi.

Le Roi retourne à Amboise; sans doute, avant son départ, il désignera ceux qui doivent entendre les ambassadeurs : *Se non, aspetteremo.*

Ils emploient le temps qu'on leur laisse à se faire des amis.

Le roi Ferdinand n'a d'autre ressource qu'une diversion anglaise ou flamande. L'Espagne a juré qu'elle ne lui prêterait aucun secours.

Pour Pierre seul : *Pure in cartucce, perchè sia per voi solo.*

Démonstration du Parlement, coup monté par Ludovic contre le Pape : *Domini de Parlamento sono* à Amboise. *Alla prima congregazione dissono « che, se* volebat reformare terram, ostenderent quomodo; *se voleva fare uno cardinale o fare dare uno vescovado a suo modo, che, per l'amore di Dio, non li affaticasse.»*

Crediamo noi che questo sia trovato da Milano, per battere il Papa, come lo sbandeggiamento nostro à Orléans *per avere noi; ma* Saint-Malo, *inteso che il Papa* bene promittit de eo, *commincia a dirci che presto passerà gran personagio* (M. des Cordes) *per la obbedienza e danari* in secretis.

Pierre de Médicis doit, d'après cela, en référer, sur toutes les difficultés qu'on lui opposerait, aux explications qu'il aura avec le maréchal des Cordes, à son prochain passage.

Quelques traits du caractère du Roi :

È appetitoso di gloria.....

Altro peccato non è in lui che qualche figlia..... Sopra gli altri, in quello ha pratico : Caccie, cani, uccelli, cavalli... Disseci ancora che il Re voleva venire in persona per iscacciare, e che per altro non voleva il Reame (di Napoli). E veramente noi lo crediamo.....

Commincia a dare disegni di muraglie; e ci fece mostrare suo modello per uno Castello fà à Amboise, *la quale vuole fare città, condurvi una acqua; e continuamente vi mura, che veramente fia sì regia ch' io scrissi* in hoc distico :

> Carolus Octavus primus me erexit in urbem;
> Hunc fontem, hos muros, hæc mihi templa dedit Ambosa.

Sur l'expédition d'Italie, l'amiral et le duc de Bourbon ont la même opinion.

M. des Cordes se ménage.

M. d'Orléans vise à Milan; il insiste pour être envoyé à Asti avec sa compagnie de cent lances : per frangere fidem frangenti.

L'entreprise de Naples doit être à son gré : *Che fatto l'uno, ne viene l'altro.*

Sans le roi d'Espagne on n'aura pas le Pape. Mais on fait parade des renonciations, des protestations et des serments qu'on a obtenus de l'Espagne, et qu'on a achetés au prix de Perpignan.

Projet de négociation : On donnerait Sienne aux Florentins, qui accorderaient le passage et payeraient cent mille ducats.

X.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 3 novembre 1493.

ANALYSE.

L'accord conclu entre le Pape et le roi de Naples, et plus encore le mariage décidé entre Maximilien et la nièce de Ludovic le More donnent à réfléchir aux partisans de l'expédition d'Italie. Cependant le Roi semble vouloir persévérer : *Nientedimeno gli è persuaso che ogni cosa è a suo proposito, e che il signor Lodovico sarà il governo e il vincolo che terrà fermo il Re de' Romani.* Mais il écoutera les conseils de la prudence : *Dove il Re andava a questa impresa a tutta briglia, ora non v' andrà se non è consigliato.*

M. de Lodève, fils de M. de Saint-Malo, ira représenter la France à Milan dans la cérémonie de ce mariage : *È l' occhio dell' orecchio di questo Re.*

Cette alliance pourrait être fatale à Ludovic, car sa nièce ne l'aime pas : *pur ci sarebbe ingratitudine,* quia hec omnia fecit.

Le cardinal de Lyon et M. d'Argenton conseillent aux ambassadeurs de ne pas prendre de nouveaux engagements, et de conserver la position qu'ils ont prise.

L'amiral a été rappelé; il avait quitté la cour : *Per non dirigere bracchia contro torrentoni, o dire di sì* contra conscientiam.

On annonce l'arrivée de Monsieur et de Madame de Bourbon.

Il est question d'envoyer en Italie un homme qui soit plus capable que Péron de Basche d'apprécier la situation de ce pays.

On ne cherche qu'à se procurer, par tous les moyens, des gens, de l'or, de l'artillerie.

L'évêque fait un grand éloge de Soderini son collègue : Circa collegam, *veramente posso fare due testimonianze : l'una, che mai viddi il più vigilante e giudicante intelletto; l'altra, che verso voi non potrei avere desiderato in lui più affezionata fede.*

Bonne volonté du Roi; il a dit : « *Che ci portavamo troppo saviamente.* » *Lodi la città, fè menzione di voi*[1], *volle vedere il mio Fra Violetto*[2], *contende tutto dì che, inteso il mio discorso, se in Italia è miglior* Becco... etc.

Obstacles qui s'élèvent contre l'expédition d'Italie; que faudrait-il pour qu'elle se fît?

Due milioni d' oro;

Artiglierie, genti, armate;

Brievi di Papa;

Giuramenti di Spagna;

Fratellanze con Massimiliano;

Intelligenze nel Reame;

Tassate tutte le potenze d' Italia.....

Aujourd'hui *tout est à l'ancre : Ogni stare sull' ancore per ora fà per noi.*

En résumé, les marchands sont rassurés; le roi Ferdinand n'a pas été trahi; Ludovic le More n'a pas à se plaindre.

Raccogliete :

La nazione, per quanto crederemmo potere giurare, è ora sicura in Francia;

Contro al re Ferrando non abbiamo fatto una particulare promessa;

Verso il signor Lodovico, o siamo stati cheti, o abbiamo usato onorevoli parole.

XI.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERO DA BIBBIENA.

Tours, 12 novembre 1493.

ANALYSE.

Les ambassadeurs en sont toujours au même point.

Le Roi semble toujours avoir l'expédition d'Italie fort à cœur, et pourtant il ne renoncerait pas, pour la faire, à un seul de ses plaisirs : *Il Re non ne lascierebbe uno suo spasso.*

[1] Pierre de Médicis. — [2] *Fra Violetto* est l'évêque lui-même, qui est vêtu de violet.

Beaucaire et Saint-Malo se sont réunis à des Cordes; ces trois hommes dirigent tout et disposent de tout. D'autres agents sont en sous-ordre : *Conte Carlo, poi* Salerne, Peron *e simili.*

Caractère de Saint-Malo; début de son premier entretien avec l'évêque d'Arezzo : Ego aperiam vobis omnia. Celui-ci entre en défiance : *perchè* (Saint-Malo) *sendo tenuto astutissimo, maravigliavo mi potesse dire sì presto cosa vera.* Saint-Malo, dit-on, va passer en Italie. Pourquoi cela? Parce qu'il se croit plus capable que personne de tout bien connaître et de tout juger : *Perchè ha in mano questa impresa, e perchè ha fede nel suo cervello.* S'il va jusqu'à Rome, il sera facile au Pape de le gagner; il s'est fait homme d'église parce qu'il est riche et qu'il veut mettre sa fortune à l'abri des orages : *Ecci opinione che, se* Saint-Malo *va a Roma, che il Papa possa estinguere in lui questo incendio. È il più sottile spirito e tenuto che ci sia; fatto si di Chiesa, per non diventare uno di spongia, che è ricchissimo.*

Cet homme redoutable est ennemi de Florence et des Médicis : *È il più falso uomo, inimico di nostra nazione, e massime di Pietro.*

Le comte Palatin réclame les arrérages de la pension que lui faisait la France pour guerroyer contre le roi des Romains. Il a peu de chances de succès, aujourd'hui que la France se rapproche de Maximilien.

Le Roi a fait une démarche auprès du duc d'Orléans, en vue d'obtenir la cession de ses droits sur le Milanais à Ludovic le More. Sage réponse du duc : *Quando n' avesse bisogno, e' rinunzierebbe alla vita; ma che, sanza bisogno, gli pare si tolga di mano un gran pegno di quello gli è suto promesso circa Napoli dal signor Lodovico.*

Examen des desseins probables de Ludovic : Qui fait obstacle à sa grandeur? La France et Naples. Il suscite la France contre Naples et l'entraîne au loin dans cette aventure. Cependant il s'allie avec Maximilien, qui attaquera par la Flandre : In vindictam filie et sponse; tandis que lui-même attaquera par le Piémont, s'arrondira en Lombardie, et fermera les Alpes.

L'amiral est toujours introuvable.

XII.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 16 novembre 1493.

FRAGMENT.

E tornato qui il Nori dalla corte; non conta se non ch' el Re è là per amore di Madama di N***.

Il signor Lodovico de' dire costa ch' el molestate e nimicate; e lui ch' el motivo è del proprio Re; che ognuno pensi a se; che lui non vuole solo tale carico. *Servit utrique legi.*

È tornato il Re, non suto dove fu detto al Casa; ma v' è *Cordes*, *Beaucaire*, conte Carlo, Salerno e altri buriassi; hanno viso aspettare ch' el Re vada *à Amboise;* e quivi fare la gran consulta. Pure la giunta di Madama (*de Bourbon*) scusa la nostra.

17 novembre.

Dopo desinare si congregò il gran Consilio, dove avemmo audienza. Ma il Re si tirò in una camera con lo ambasciadore di Spagna, con lo ammiraglio, e con *M. d'Albi;* sì che il Consiglio non consigliò nulla; erono troppi.

Andrà domani a *Amboise;* e saranvi soli gli eletti.

XIII.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Sans date.

Sommaire. — Ludovic pousse toujours le Roi à l'expédition d'Italie. Saint-Malo aura le chapeau; sinon la France ne prêtera pas le serment d'obédience. Si Ferdinand de Naples consent à ce que Florence s'engage envers la France, les ambassadeurs seront rappelés; sinon un des deux restera. Le Roi est out de feu pour l'expédition.

Noi crediamo così per ora :

Che, se il signor Lodovico assicura questo Cristianissimo Re che la impresa si farà, bisognerà ch' el Papa e voi ne veniate; e fate quanti risentimenti volete. Questa aggiunta di Baviera con Fiandra ha ben dato nel naso, e essi mandato uno secreto a Milano.

Che *Saint-Malo* è sicuro del cappello, che verrà ambasciadore con la obbedienza; altrimenti nò, e farassi concilio *in Ecclesia Gallicana;* che questo cappello vuole per saggio della disposizione ha dimostrò; non osservando questo, non crederà oltre.

Che, in sino che non è sicuro del signor Lodovico, il quale lo assicurò anche da Massimiliano, non si stringerà con Madama, nè farà altrimenti consiglio.

Che di noi, se avete il consentimento [1], ci ordinerete il modo della dichiarazione, ci richiamerete amendue, e aspetterete al passo; non l'avendo, ce ne lascerete uno, che faccia il meglio che più.

Che questo Cristianissimo Re è così inebriato in questa impresa, che solo il signor Lodovico ne lo può storre con suo odio; e veggiamo un' altra cosa tanto alla china, che per il Re Ferrando si fa più inchinarsi al signor Lodovico, che aspettare costoro con lui e con gli altri. E per il signor Lodovico fa più accordarsi sotto a' x che vincere a' xx, ricevuti costoro (Francesi); perchè potrà poi perdere, e x, e xx.

Nessun altro, che chi l'ha fatto, lo può sciorre questo nodo.

Domattina mandiamo il Casa *à Blois*, dove è *Bourbon,* a visitare Madama che aspetta il Re. Ha gli a dire che non vi andiamo noi, perchè, volendo aiutare e' suoi Fiorentini, paia parli da se; e inoltre ha commessione informarlo in che termini ci troviamo; se lo vuole sapere, raccomandarsele, ecc.

[1] Le consentement du roi de Naples pour s'engager de parole avec la France.

XIV.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Sans date.

SOMMAIRE. — La très-courte lettre de l'évêque en renferme une autre d'un certain Stefano, qui prévient Pierre du danger qui le menace de la part des Français, s'il ne prend pas de parti avant leur entrée en Italie. L'évêque paraît partager, à cet égard, les alarmes de Stefano.

Lettera di Messer Stefano.

Cominciate a pensare se, venuto in Italia il Re di Francia, cominciasse a dire di volere vedere Firenze... Fammelo sognare il dirsi da N... chè, visto l' armata, si tornerà adrieto; che, se fusse, non lo direbbono. Sanno che, spuntato costì, ne vanno sanza romper lancia o sospendere più in Castelnuovo. Nè ci veggono il più destro modo che tale venuta, intendendo che ogni altro è per lui; sì che può sicuramente entrare, disporre o mutare. Pensateci che non basterà rispondere : *Veniat pacificus cum familia :* la quale fia dodici mila cavalli; perchè solo la requisizione farà costì sollevamento.

L'évêque d'Arezzo ajoute :

E, per quanti bilanci io v' abbi mandati, non ismarrite questa verità che i vostri nimici sono più d' uno pezzo che voi; hanno magiore armata, più genti e più danari di noi : con le quali cose suole stare la ragione da uno pezzo in qua. Però priego vigilate, e ricordo quella benedetta diversione[1], che tante volte ho pianta.

Vanne a questa volta il tutto, Piero mio; o resterete la più bella cosa di Italia o la più brutta; sì che non vi rincresca che *facilius a secundo ad ultimum, quam a primo ad secundum gradum labimur.*

[1] Cette diversion, c'est l'engagement pris envers la France avec l'autorisation secrète du roi de Naples.

XV.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 19 novembre 1493.

SOMMAIRE. — Le roi de Naples s'opposant à ce que Florence prenne aucun engagement envers la France, les ambassadeurs s'efforceront de faire accepter la neutralité de la République. Pierre fait au roi Ferdinand un sacrifice énorme. Au reste, les ambassadeurs n'ont encore rien promis, et ont toute leur liberté d'action.

Magnifico Piero, noi intendiamo, per questa vostra de' VI, che non si può, con grazia del signor Re di Napoli, assicurare questi vostri mercatanti con qualche promessa e satisfazione, *juxta* l'antiqua devozione di Firenze verso questa Cristianissima Corona. Così osserveremo, nè vi dicchareremo in cosa alcuna in questa impresa. Anzi, come abbiamo fatto in fino a qui per vostro ordine, dimostreremo, dove opportunamente si può, di quanto pericolo siano tali pensieri; e al fatto nostro rimedieremo con ogni altra innocente dimostrazione d'essere buoni Francesi.

A noi, oltre il bisogno, fu mostro qua che il migliore remedio a risolvere questa nuvola dove si mosse, era dire presto di sì. Poi, chiamandogli tantosto, non credevamo vi fusse avaro d'uno consenso, che a Sua Maestà importasse nulla, e a voi tanto.

Inoltre, si vede che vostro *sì* nè vostro *nò* non muove nè remuove questa impresa; sì chè, se ci assicurammo a farvene parola, non fu sanza sussistenza; e ci duole, dove credevamo avere chiesto quello ci doveva essere offerto, sia suta giudicata cosa negabile o molesta. E certo, quando Sua Maestà intenderà vi siate risoluti volere più tosto fare contro al giuramento che ogni due mesi piglia la Signoria, incorrere tanta vergogna e danno, quanto sarebbe che vostra nazione fusse sbandeggiata di Francia, che diminuire punto della grazia sua; vedo verrà volere bene e stimare la fede vostra.

Noi siamo vergini, e quelli che 'l primo dì che arrivammo, sanza avere fatto obbligo alcuno o dichiarazione; così speriamo conservarci

con tale fiduzia, che Sua Maestà poteva vendervi quello che ora non vorremmo vi donasse.

XVI.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 20 novembre 1493.

Sommaire. — Soderini est à Amboise, où doit se tenir un grand conseil. Le bruit court que Maximilien déclarera la guerre à la France. On plaisante des prétentions de conquêtes du vieux maréchal des Cordes. La question va se décider. Si l'expédition est résolue, il suffirait que Soderini restât en France; l'évêque pourrait être rappelé. Il serait heureux que Saint-Malo fût envoyé comme ambassadeur en Italie.

Ito Piero *à Amboise,* per leggere la leggibile vostra, come gli fu ordinato, e rimaso io *à Tours,* perchè lui solo facesse il bisogno, come solo n' aveva da voi commessione.

Di poi non ho ritratto altro se non certi parlari venuti dell' Alemagna, come Massimiliano vuole muovere guerra a questo Cristianissimo Re a tempo nuovo. E sono tali avvisi in questo Re proprio da suoi uomini che ha di là. Magnificenza Vostra sà che, a questi giorni, se rideva senettù di M. *des Cordes* che volesse tendere a pigliare uno Reame; che tutto fà per la quiete di costà, massime se là cominciasse a buffoneggiare tale impresa.

Questo vi posso dire in sin qui, che nè la impresa è ferma, nè *Saint-Malo* sà certo di sua venuta ancora; ma che non ce vanno VIII dì, che ne dovremo essere dentro o fuori, perchè e' personaggi che s'aspettavono, *Bourbon,* ammiraglio, ecc. sono venuti, e ognuno per risolversi col Re *à Amboise;* sì che Piero Soderini, che si truova sull' ancudine, dovrà intendere e chiarirvi a punto.

Saint-Malo, secondo mi disse, gli affermava che questo Cristianissimo Re in ogni modo s' abboccava col Re di Spagna. *Item* che dal signor Lodovico arebbono ogni volta tutte le sicurtà che volessino; il perchè, poi che gli communica cose di tanta importanza, direi fermassi lui, e richiamassi me; che due, come ne ho scritto, anche,

Piero, se impacciono l'uno l'altro, sono di troppa dimostrazione, sinistro e spesa.

Di principio, per l'onore della Città, e per rompere meglio lo spuntone che ci era suto fatto contro, tornò bene; ora non serve; basterebbe il Casa; e quale si torni non ha da vergognarsi; visitato onorevolmente, purgato ogni calunnia, fermo e' mandamenti, rassicuri e' mercatanti, buoni Francesi, ecc.

Buona sarebbe la venuta *de Saint-Malo* in costà a mille cose; leverebbesi di qua che ha questa impresa in spalla; conoscerebbesi; metterebbelo in concia il Papa, e vederemmo se avessi trovato salsa da sua carne in Italia, poi che qua ognuno gli cede. Risposiamoci pure intanto.

Lo ambasciadore nostro, nè il dì che andò, nè il seguente, ebbe audienza; che *Saint-Malo* de' volere sapere prima lui quello che vuole dire, come usa ogni gran maestro che non fà il cameriere, o usciale.

XVII.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 21 novembre 1493.

ANALYSE.

Pierre de Médicis s'expose aux plus grands dangers pour le roi de Naples. Il doit peser mûrement ces considérations :

1° Tous les deux mois, la Seigneurie prête le serment de ne jamais se déclarer contre la couronne de France;

2° Le péril vient de ce côté et non d'ailleurs;

3° La ligue italienne n'a pas de valeur au delà des monts; elle a été mille fois rompue; elle l'est tout récemment par Milan et par Ludovic;

4° Le petit pays de Florence n'est pas en mesure de supporter le conflit de deux grandes armées;

5° Le roi de Naples est dans l'alternative, ou d'envoyer peu de monde en Toscane, ou de dégarnir son propre royaume.

Ludovic seul pourrait conjurer le danger : *Dico che non tutta Italia insieme, ma solo Milano può tenere questa piena.* Comment? En s'assurant du concours des Suisses, et en soulevant la Bourgogne.

Florence, à tout événement, doit agir de concert avec le Saint-Siége : *Ma vi confesso ben questo, che se questi due potentati, che con loro guerre e mali portamenti hanno suscitata questa tempesta, richiegono la Chiesa e voi che entriate in ballo; si portano scostumatamente; importando all' uno e all' altro di voi, quanto importa sendo in mezzo gente di pace; e faresti bene intendervene insieme, e rispondere* uno ore *che loro che se hanno appiccata la rogna lor se la grattino; che voi lascerete andare e venire chi vuole.*

M. et Madame de Bourbon sont arrivés; on leur a fait grand accueil. Ils désapprouvent tout bas l'expédition : Bourbon *non loda la impresa; ma concorre, perchè vede sarebbe solo.*

L'accord avec l'Espagne est, dit-on, conclu. On attend la ratification de Maximilien.

XVIII.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 29 novembre 1493.

Sommaire. — L'évêque vit dans l'expectative. Le mieux est de temporiser. L'inaction de Ferdinand de Naples est blâmable. Le Roi est plus passionné que jamais pour l'expédition. Saint-Malo s'est un peu radouci. M. et madame de Bourbon sont parfaits.
Ne pourrait-on pas essayer d'un nouveau moyen? Les conseillers du Roi sont-ils tous incorruptibles?

Io mi sto volentieri a bomba, per non essere preso; e credo sia bene non si muovere, perchè, come vi fate innanzi o tornate a dietro, percuotete in queste lancie attraversate; e vorrei questo tino posasse prima la vinaccia che beessimo suo mosto; stando fermi al punto che vi ha fatto la natura nel sito, starsi di mezzo, o, come re o bianco o nero viene a mezzo il tavoliere a muovere il rocco vostro, secondo vi paresse che il giuoco vi consigliasse; e, perchè non me riprendiate di troppa tardità, non dico non sia da pensare di fermare ogni re nella sedia sua, per non ridursi poi a pericolosa deliberazione, ma che non

è da usare per ora più l'uno che l'altro, ma stimare guadagno il conservarsi in questi frangenti un capitale, ecc. L'andare adagio è buono, ma *omne nimium vertitur* in troppo, dicono costoro. Vede, nello appuntamento del Re di Spagna, ammesso il Papa; conosce che voi soli, giunto costì tanto impeto francese e lombardo, non potrete tenerlo. Che fa? Io ve ho accennato di mille incanti a dissolverlo, diversioni, parentadi, cappelli, ecc. La natura ora me ne insegna un altro che per *easdem*, ecc. Conoscesi ch' el principio di questo male fu corruttela in questi di qua, per deprimere cotesto; perchè non provarsi gittare in terra questo orcio d'olio con un porco più grasso? Intendemmo, pel mezzo *d'Argenton,* che questi cacciatori della impresa convennono e riscaldarono il Re in modo non ce lo viddono mai sì arrabbiato. Io feci una di quelle vostre che mi mandasti, e manda' la pel Casa a M. *de Saint-Malo*, il quale trovò di me molto sereno, e della lettera vostra si contentò assai, che credo sia la prima. Disse al Casa alcune buone parole, le quali vi scriverà lui.

Visitamo M. *de Bourbon* e Madama, e' quali trovamo tutti savii, tutti buoni, tutti graziosi; ma, in questa impresa, per più loro riposo, *non dirigunt brachium contra torrentem.*

La corte tutta s' avvia *à Amboise;* io dico anche la Regina. E là si crede che, non nel gran Consiglio, ma da gente disposta, si fermerà il modo della impresa.

La corda che tocco di sopra del porco più grasso non l'ho da cattivo sonatore, e utile la giudica, *dum res in dubio sit.* Uno gran personaggio è quello che nell' orecchio, *et sub juramento* mi ha detto il motto dinanzi del porco.

Saint-Malo me ha eletto lui proprio ch' io vada *à Amboise.* Così farò martedì, credo.

Questa fede per ancora abbiamo che, se il signor Lodovico non conforta, non saremo astretti noi ad obbligarvi più oltre.

Questo condurre la Reina *à Amboise* ci fa credere che 'l Re voglia scostarsi.

XIX.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 9 décembre 1493.

Sommaire. — Coup d'œil sur la position critique qu'a prise Pierre dans les affaires d'Italie. Dissertation très-curieuse sur la conduite probable que tiendra Ludovic le More. Nécessité de prendre un parti. Nouvelles diverses.

Siamo e' medesimi quanto all' obbligarsi; ma non è da lasciarvi impoltronire l' ingegno. Voi vi credete che e' vostri rilegamenti vi sciolghino di qua? Non ne sarà nulla; che in ogni modo *angustie vobis sunt undique;* e, come siate suti richiesti di essere per questa Corona contro a Napoli, così sarete richiesti di essere contro Milano, se si collega e non osserva; che posare non può questa mossa il Cristianissimo, e con suo onore, se non o dove l' ha pubblicata, o dove gli è impedita: che è quello mi fè scrivervi che in sù ogni altro tavoliere che italiano si giuocava meglio tale scaricalasino; sicureravi che Genova non passerà la Magra, non dubitate. Pensate pure che stare non vi potete, a cui vi siate dato, stando i pensieri di questo Cristianissimo Re volti alle cose d' Italia. Collegarvi con gli altri, se gli altri si collegano, vi bisogna; e congiurare contro a questa Corona non potete. Che farete?

Orsù all' altro. Noi non ci collegheremo, credolo, Genovesi prima e Sanesi; il vostro risolvervi de' dipendere dal farsi o non farsi l'impresa.

Il farsi o non farsi la impresa sta nello osservare o nò del signor Lodovico : lo osservare o non osservare del signor Lodovico consiste nello essere savio o non savio il signor Lodovico : l' essere savio o non savio il signor Lodovico in questo è ora da non s' ingannare; perchè, secondo che ne ha voglia, dirà che savio fia a non si mettere questa serpe in seno; e chi non se ne cura dirà ch' egli ha il biscione[1]; che pazzo sarebbe egli a volere egli questa gran potenza alle spalle, unita

[1] Allusion aux armoiries des Visconti et des ducs de Milan.

e fresca, che l'arebbe se variasse; non variando, bisogna che costoro faccino quattro campi : uno nel Reame; uno in acqua; uno in Piamonte; uno a guardare casa; che il tenerli solo sulla spesa, li rompe. E in tale tempo può il signor Lodovico pur a salvamento scoprirsi Italiano savio, e porre suoi confini non ch' altro in Susa, aiutandolo per Fiandra il nuovo parente[1] che si servirebbe di tale spezzamento così bene come il signor Lodovico; che, sanza stretta intelligenza, non può essere fatto sì disforme parentado; e questo sollecitare tanto che si passi, e avvertire di quello vi avvertisce per addormentare, non suono altro; e così sarebbe altrimenti savio al suo modo che al vostro. Sarebbe altra sicurtà fidarsi di uno tale spezzamento e del ragionevole odio del parente, che risposarsi sui vostri empiastri, e aspettare questo primo impeto gallico, che gli entra per Asti *in viscera.* Ha provato il Papa; sà che per Sua Santità non si fà spiccarsi da Francia e Spagna. Sente come sta con Napoli; e direbbe : *Et ego in introitu tuo ridebo.* Conosce San Marco[2], che a fatica si muove, quando ha il fuoco in casa. Di voi che speranza può avere, che giurate ogni due mesi non fare contro alla Corona di Francia? Sì che pazzo sarebb' egli a variare sotto tali spalle, e non serbarsi più tosto al savio tempo di *semper observando*, donde lui resti o ermellino o porco riputato; *nam si jus violandum est, regnandi causa violandum.* Poi che la cosa è qui, cotesto vostro modo che voi chiamate savio, ritrarsi, è da uomo da poco, da giuntatore; sarebbesi imbarcato per essere disfatto, e rimanere infame.

Non escirà savio al modo nostro, e non al tuo; che sarà scusato Italiano non disentire da gli altri Italiani, sendo il primo a chi importa tale passamento.

Vi bisogna in voi medesimo risolvervi da quale Re volete essere, perchè hanno differente tempo a scoprirvi; che starvi non potrete, perchè le mosche vi si porrebbono sul naso. Se per il Re Ferrando, bisogna lo sappia a tempo; che le sue genti abbino passato e netto il

[1] Maximilien, devenu neveu de Ludovic par alliance. — [2] La République de Venise.

terreno vostro, quando queste giungono in Piemonte; altrimenti la festa sarà vostra. Se per Francia, come avete risposto e fatto rispondere, si può aspettargli al passo, e credo si potrà tenere la dichiarazione insino a quello tempo sanza pericolo de' mercanti. Ma questo è tutto secondo la battuta vecchia, che si vada in questa cosa come si dimostra; nella quale suspenzione non abbiamo da farvi altro lume, se non che il Re, e quelli che di principio consultorono tale impresa, ci sono più caldi che mai; gli altri personaggi un poco rafreddi; che la cosa non si è messa in consiglio; che l'ammiraglio se ritorna a casa sua; che M. *des Cordes* o per fargli risolvere, o per fare da dovero, ragiona tornarsi *en Picardie*, che sarebbe altra partita che quella di Piero Soderini, *et similia*.

In oltre di nostri modi vi possiamo dire che facciamo come drieto a uno cavallo restio; andiamgli più tosto sotto, perchè accostandoci molto, e' Ferrandini ci stimarebbono dichiarati, e costoro se assicurarebbono troppo. Scostandoci in tutto, e' ducali ci battezzarebbono nella intelligenza vi caluniorono, e costoro aombrarebbono, come hanno dimostro in questa licenza del Soderino.

Altra informazione per ora di loro e di noi non vi possiamo dare, andando la cosa come insino a qui se è dimostra. Ma, ripigliando la derivazione mia di sopra, che riduce questo passamento a il savio, o non savio il signor Lodovico, donde pende vostra deliberazione; si vede che, se è savio a vostro modo, o la cosa si posarà, o sarete richiesti contro di lui; se è savio al mio, che arete difficile resoluzione, perchè se ne batte Francia e Napoli, tra' quali avete a levare il dado, e così non potrete essere se non con chi perdesse. Or pur *homo proponit et Deus disponit;* non arete se non a gittargli sul fuoco, se vi fastidiscono questi miei non discorsi ma ragionari aretini, e vedere se potete cavare dal signor Lodovico suo pensiero, in questo imbarcamento, che avea la mente sua; vedete la posatura di questo movimento, e vi potete risolvere in voi medesimo. Ma aprite bene l' uno e l' altro orecchio, che vi sia detto il vero; e quando lo veggiate alla china, forse vi parrà da guadagnarne anche lui con questo Cristia-

nissimo Re, e non vi mettere sotto tanto peso infruttuosamente, servendo poi per forza, sanza grado alcuno.

Sì che il ritratto di questo mio letterone è intendere bene il signor Lodovico, e siate poi sul vero voi da potere fare fondata.

Or *ad minuta :* Il conte Palatino, sanza la pensione de XII mila, si parte minacciando.

Di tre Ordini in Italia si parla : prima al signor Lodovico; poi Monferrato e Saluzzo.

Al Re non si lascia parlare a solo noi altri, perchè non sconciamo quello ha acconcio. Il conte Carlo resta tre o quattro ore. Alcuni credono non potra durare in tante faccende, finanze, pratiche esterne, e mille commessioni, che gli dà ogni dì il Re. Fuori di lui non e da accostarsi.

Le parole *de Saint-Malo* furono : che innanzi Natale sarebbonsi certificati e sicuri dell' impresa, che ci vergogneremo essere gli ultimi, sendoci sempre predicati e' primi per questa Corona.

Io sono ancora della medesima fede che insino a qui, che, quando non ci dichiarassimo altrimenti, nessuno pericolo portino vostri mercanti; ma solo ci sia di mala grazia o disgrazia, la quale avete a misurare voi, e, secondo vi pesa, ridarcene nuova commessione, che s' userà appunto come ce l' ordinerete, se vi parrà di ordinarcela; che ha tre speranze di non s' avere a usare : il non riuscire le parole *de Saint-Malo;* l' aiutarci noi con le ragioni vi ho mandate di non ci potere scoprire; e lo stimare meno uno crucci oche il dichiaramento : perchè, avendo bisogno di voi, dovranno più tosto volervi in quello modo vi possono avere che perdervi; e forse anche, se da Milano non viene fune, non aremo noi tortura. Parendovi ancora ch' io ci sia troppo sicuro, potete fare dare tale mandato a Piero Soderini, e io l'arò per uno grande vostro e mio scarico. Conservate pur voi in modo la neutralità vostra in cotesti risentimenti, che non vi rimaniate ingannato, come dello accordo di Roma, che credesti accordasse qua ogni cosa, e discordò; che, se noi puntellassimo di qua e voi spuntellassi di costà, ci rimarremo sotto. Saprò volentieri, se vi piace, che se usi in publico quel mio

Ecci detto, levatone la coda, come vedete che ancora io la ricominciai altrimenti, e stare contento al principio, se anche quello non vi pare troppo.

XX.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO AUX HUIT DE PRATIQUE.

Tours, 20 décembre 1493.

Sommaire. — Le Roi fait les derniers préparatifs. Son intention de se rendre prochainement à Lyon est significative.

L'ultima, poi ch'io rimasi solo, ch'io ho scritta alle Signorie Vostre fu de' xiv di decembre, e per quella le avvisai come M. de *Saint-Malo*, che governa queste cose, me aveva fatto intendere che questo Cristianissimo Re, a dì xvi, tornava *à Tours*, e li xviii si avviava *en Bretagne;* per l'Epifania aveva a essere di ritorno; e per tutto gennaio si trasferirebbe *à Lyon*, per essere più sulla espedizione della impresa; nella quale venuta vedresti la festa tanto avanti, che ognuno sicuramente si potrebbe cavare la maschera.

Per questa le avviso che le due prime mosse sono riuscite, e non che il Cristianissimo Re verso *Nantes*, ma tutti questi altri principi a luoghi loro per ordinarsi dicono e essere qui al tempo.

E a me fu ordinato aspettassi, e facessi ci fusse Piero Soderini pur per l'Epifania, che ancora debbe essere *à Paris.* Nè posso avvisare d'altro in questo intervallo e assenza di corte, se non che ho ricevuta una delle Signorie Vostre, de' dì xii, per la quale mi comunicano alcuni avvisi che hanno, e massime del riparo che fa il Re Ferrando al movimento che intende farsi di quà contro lo Stato suo; come se le mi volessino obbligare a ringraziarle con l'avviso di quello veggo di qua de' effetti circa tale espedizione. E certo, Magnifici Padroni miei, non ci si vede cosa di maggiore momento, oltre alle parole di chi ha autorità, che questa venuta del Cristianissimo Re *à Lyon*, e suo appressarsi a tale opera, per non si potere poi ritrarre onorevolmente,

se non fa qualche cosa; e tutto si reputa più tosto sollicitazione italiana che francese.

Da fare armata grande hanno legni assai, artiglierie assai, uomini davanzo, potenza grande; ma non veggiamo ancora nulla in punto, se non questa venuta, e il sollecitare noi ad obbligarvi per loro in questa impresa.

So che le Signorie Vostre, che sono prudentissime, penseranno intanto di darci una instruzione che sia secondo il Nuovo e Vecchio Testamento.

XXI.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 17 janvier 1494.

SOMMAIRE. — Vœu pour que le roi de Naples se réconcilie avec les siens. Examen des diverses chances de la guerre. Visite aux ambassadeurs de Naples avant leur départ. Convention secrète par laquelle Ludovic le More s'engage à fournir, contre qui que ce soit, six mille hommes d'armes à Maximilien.

Certo non c'è la più breve, la più vera, la più quieta, la più dolce via a tornare a casa, che quella che s'è fatta al partire.

Riconciliisi il Re Ferrando con le carni sue, e con quello sangue che lo pose in quello Reame, con che ha più fatto in mantenervelo, che non fece il Re Alfonso per lasciarglielo. Più tosto scenda qualche scaglione co' suoi, che tutta la scala con altri. Tanto gli è nipote la donna dell'uno, quanto dell'altro. Non è egli meglio torsi d'una opinione, che spendere tanto oro, mettere a pericolo la Corona, e in combustione tutta Italia?

La impresa è tanta publicata che bisogna vada avanti. Mossa, o bisogna che vada dove è bandita, o si fermi dove è impedita. Se va dove è bandita, o vince, o perde : se vince non s'aspettino le potenze che sono in mezzo che costoro voglino pigliare lor bullettini, pagare loro passaggi, ad usarvi; bisogna che tutto il cammino sia loro, e che

di Genova, e d' ogni passo abbino le chiavi : se perde, tagliato a pezzi sarà ogni Italiano che si troverrà in Francia, non che saccheggiate vostre robbe.

Se si ferma tale guerra in Milanese, che nissuno altro insino a Napoli se opporrà, tutta Italia piglierà l' arme con Milano, vel confesso; ma o si perderà, o si vincerà. Se si perde, *actum est de omni Italia;* tutta a bordello; se si resiste, che non passino, sarà grandissima spesa, continuo odio, e in ogni modo e' primi soldi si daranno de' vostri beni di qua; per questo io pigliavo quella via cheta di sopra a tornare a casa.

Solo mi dava noia che non li vorrei poi troppo d'accordo cotesti gran vicini che v' hanno in mezzo.

Fra Violetto, *à Tours*, il dì di San Antonio.

Visitammo, a dì XVII, gli ambasciadori napolitani licenziati, e condolutici del modo, confortatili della partita, ci dissono avere questo dì conto da uno gran maestro, che era venuto uno Alamanno e recato la copia de' capitoli tra Massimiliano e il signor Lodovico, tra quali ne era uno, non mostro dal conte Carlo in quelli vennono da Milano. E questo era ch' el signor Lodovico se obbligava servire Massimiliano di sei mila uomini d'arme contro a qualunque. Il che pare che abbi sospeso tutta questa corte, e mandato per il conte, e voluto intendere. Lui negato, ha spacciato a Milano.

A noi è suto detto : « Orsù, Fiorentini, non più parole; amici o nimici. » Rispondemmo che nulla era suto, e che eravamo quelli medesimi che a principio *adventus nostri.*

Gli Spani non abbiamo ancora potuto visitare; sarà domani.

Parravvi che questi carciofi non siano d'un medesimo sapore; nascono così in questo paese; ma serbateli tanto siamo *à Lyon;* poi, con un poco di sale, sarà gran fatto non ne riesca qualcuno buono.

In sin qui spero si manterranno.

XXII.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 22-23 janvier 1494.

SOMMAIRE. — Conduite à tenir vis-à-vis de Ludovic le More. Périlleuse situation de Pierre. Qu'il ne désespère pas, mais qu'il agisse de manière à ne pas compromettre la position indépendante que son père lui a léguée.
Le Roi part pour Amboise; de là il se rendra à Lyon. Les ambassadeurs attendront ses ordres.

Che state voi ad avvertire il signor Lodovico del pericolo in che e' mette sè e altri? Credete voi che non lo conosca? Farete che v' andrà più ostinato, per parere di non avere errato, o manderà qua vostre lettere.

Attendete al punto vostro, poi che siate quinci, e avete briga un mondo, attendete; e pregate il signor Lodovico, se vi vuole bene, non vi faccia male; che lo fa, come vi scopre contro al Re Ferrando. Bastagli che anche per il Re Ferrando non sarete contro di lui. È bastante da sè a tenerlo a' termini suoi; non vi cavi de' termini vostri, che aiutasti suo padre a entrare negli altrui; perchè vi difendesse, non vi battesse in sino co' Francesi, che sempre sono suti conservatori della libertà fiorentina. Se non vi vuole giovare, almeno non vi nuoca, e vi lasci stare, che a lui non date molestia alcuna.

Sono vecchio, e già vi portai in collo; posso bene assicurarmi con due parole : non credo che vostro padre, avolo e bisavolo, co' quali sono visso, avessino mai sì forte giuoco alle mani, quale al presente avete voi; insino nel proprio sangue, vi trovate insidiatori[1]. Se siete uomo di virtù ora lo dimostrerete; nè offendere Dio, nè il prossimo, è il primo aiuto; e, se uscite di questa baruffa, come disse M. Stefano, a vostro padre, andate a una posta a ca' del diavolo, che ne uscirete. *Orienti soli nubes opponuntur; orto dissipantur.*

Aiutatevi, che noi di qua puntelleremo dove si spuntella, se bene

[1] Les deux fils de Pierfrancesco de Médicis, bannis de Florence, desservaient Pierre II, leur cousin, de tout leur pouvoir.

ci dovessimo rimanere sotto. Il signor Lodovico vuole voi; che come ve ha, ha il Papa; avuto il Papa e voi, il Re[1] bisogna cali; calato il Re, non ha poi di bisogno di Francia. Se avete rimedio che non vi voglia più che vi s' abbi, lasciate il pensiero ad altri del passare o non passare di costoro. Se vi bisogna accostarvi con lui, vedete giustificarvi col Re Ferrando. Se non si può, pensate come a sua discrezione vi conserverete nella libertà che vi ha lasciato vostro padre. A che e Venezia e gli altri per il conto loro doveranno concordare. Questo maroso si vuol passare.

A dì XXIII di gennaio.

Il Re è partito *de Tours* per *Amboise.*

E M. *de Saint-Malo*, passando dopo lui dal nostro alloggiamento, ci fè dire che il Re andava *à Amboise*, e che di quindi, sanza tornare *à Tours*, se avviava *à Lyon;* e più, che da *Amboise* il Re ci manderebbe a dire qui quello avessimo a fare; che non ci movessimo sanza suo ordine.

Noi vi manderemo domattina, che è la Conversione di San Paolo, il Casa, e intenderà meglio quando vuole lo seguitiamo, o dove ci abbiamo a rendere.

Ma di già speriamo, che insino *à Lyon*, juxta la prima intenzione, non ci sarà dato tortura.

E voi avete tempo a bilanciarla bene.

XXIII.

L'ÉVÊQUE D'AREZZO À PIERRE DE MÉDICIS.

Tours, 30 janvier 1494.

SOMMAIRE. — Le Roi commandera l'expédition en personne. Gravité de cette résolution.

Io vi dirò pure quello secreto, che il Re di Francia viene in persona

[1] Le roi de Naples.

alla impresa di Napoli; vedete che forestiere vi condurremo a casa; vedete che ronzino si ha comprato di qua il signor Lodovico.

Quando mi diceva *Saint-Malo* : « *Dominus Rex ibit in persona;* » io interposi : « *Usque Mediolanum; est sic?* » Replicò : « *Ego dico Florentiam et Romam.* » *Hactenus ego non credidi; sed non sunt quatuor dies, quod ipse hoc* à M. de Bourbon *communicavit, et dixit hanc esse voluntatem Dei, nec se posse retrahere quin laboret in persona pro sancta fide sua. De qua re ego sum male contentus*, etc.

Questo gli credo, perchè se ne voleva uscire col cappello, e bisogneragli stentare drieto; che, come il Papa sà questa andata in persona, aspetterà di gratificarnelo quivi, è il Re intanto se ne serve meglio.

Se voi mi domandate : « Che credi tu di tale venuta in persona? » Certo io credo che quello ha detto il Re l'abbi detto come la intende, e questo me ha detto *Saint-Malo* me l'abbi detto e riferito come l'ha udito e inteso. Uno gran *sì* o uno gran *nò* bisogna che esca da questa mossa. In quattro miglia che cavalcai seco, dovete credere circa al fatto vostro non perdei tempo, e mi cavai il corpo di grinze; ma non vedesti mai e' più fermi cervelli al punto loro.

Et quid faciemus de Regina? Si erit pregnans, certe remanebit Lugduni; si non, veniet nobiscum.

XXIV.

LES TROIS AMBASSADEURS À PIERRE DE MÉDICIS.

Amboise, 2 février 1494.

Sommaire. — Ultimatum. Dernières et impérieuses exigences du Roi. Florence sommée de se déclarer sans délai, de fournir aux Français et d'entretenir à ses frais trois cents lances, mille hommes de pied, six galères. Vaines réclamations des ambassadeurs. Longue conférence de six heures avec le sénéchal et Saint-Malo qui se montrent intraitables. Proposition d'un plan de campagne. Obligation absolue d'envoyer aux ambassadeurs les plus amples pouvoirs.

Perchè è piaciuto a Iddio e a voi altri che noi troviamo di qua oratori vostri, ci piace ancora a noi, e massime per sapere la sollicitudine

e la vigilanza che noi abbiamo usata in questa legazione, e per avere tocco fondo in che termini vi trovate dal canto di qua, e sapere che repetio non avete a avere, che dal canto vostro s'è fatto tutto per conservare questa antica amicizia alla Città e a voi. E finalmente, non ostante tutto quello che vi si è scritto fino a questo dì, oggi, contro alla opinione nostra di questi particulari, mandò per noi la Maestà del Cristianissimo Re, e, presente M. *de Saint-Malo* e il siniscalco, ci disse, non ostante tutto quello che volemo e sapemo parlargli, prima come voleva ire a questa impresa in persona, e che voleva da voi la dichiarazione con le infrascritte cose, le quali prima dette di sua bocca, di poi le fece scrivere, e dipoi rileggerle, e furono queste :

La Maestà del Re domanda che i Fiorentini gli sieno in aiuto per riavere il Reame di Napoli e sue terre. A che non solamente intende per il Reame, ma per ricuperare le terre che sono nelle mani degli infedeli; e domanda aiuto di trecento lancie, cento fanti di piè, sei galee, due puntoni pagati durante questa impresa. E il Re promette guardarli e aiutarli contro tutti, come se fussino suoi proprii e nativi. E farà con Milano soprasedere le differenze con Genova, durante detta impresa, o mettere fine se è possibile; ancora farà passare dugento uomini d'arme con sua bandiera in Italia innanzi *la Pentecôte*, per essere con loro in aiuto loro, con gli aiuti delli altri Italiani che sono per Sua Maestà. In questo mezzo, il Re farà sua diligenza di mandare esercito e armata in Italia, e Sua Maestà è deliberata andare in persona propria.

I dugento uomini d'arme con il capitano ci dissono di poi che partirebbono domattina, sè stasera facessimo la dichiarazione.

Risposesi a Sua Maestà diffusamente, e più volte a lungo se gli replicò per ciascuno di noi della buona disposizione della Città nostra e della Magnificenza Vostra verso la Sua Maestà; e, dopo un lungo discorso con quella di più di una ora, ci lasciò con M. *de Saint-Malo* e il siniscalco; con i quali avuto ancora molti altri lunghi ragionamenti, deliberarono ci ritirassimo in camera del governatore *de Bourgogne* per conferire con lui di tutto. E, conferito e ragionato seco di più cose

appartenenti alla impresa, si scopersono apertamente che la dichiarazione che ci aveva domandata il Re intendevono che noi la facessimo al presente sanza dilazione; maravigliandoci noi di sì repentina domanda, e credendo per certo che fino *à Lyon* non ci ricercherebbono, se non di quello che qui ci richiedessino, nè eziandio aspettando che la Sua Maestà volessi altro che trecento uomini d'arme da voi, posando le cose di Genova, e questo quando suo capitano fossi in Toscana, ci aggiunsono ancora le sopra scritte cose, che mai più avevono domandato.

Dicemmo come noi credevamo per certo che voi per trecento uomini d'arme, venendo il suo capitano o sua gente, gli avresti presti, e che vi dichiareresti essere in favor suo con queste genti pagate per fino a guerra finita; e questo facevamo, veduta l'alterazione grande e le parole cattive che andorono attorno, per insino a dire che, quando voi non facessi le cose predette, che sempre averebbono nella Città vostra di quelli che le farebbono far loro. E, con queste parole e più altre di mala natura, si volsono partire e lasciarci a rotta, dicendo che erono chiari di quanto sempre era suto lor detto, che non avemo se non parole.

Onde, parendoci da non volere lasciarli partire in tale disposizione, li fermammo, dicendo : « Signori, volete voi altro da noi che il farvi in- « tendere come i Fiorentini e il Magnifico Piero sono per la Maestà « del Re in questa impresa, e, dandovi trecento uomini d'arme con le « condizioni che abbiamo offerte, ecc. » Risposono che noi mostrassimo l'autorità che avevamo di fare tale offerta; rispondemmo che loro signorie sapevano che avevamo portato le lettere credenziali, e ne avevamo una di Vostra Magnificenza al Cristianissimo Re. Dissono che questa non bastava nè piaceva loro. Offerimoci prigionieri per la osservanza di quello promettevamo; e *etiam* non lo volsono accettare. Crediamo che, se avessimo avuto autorità di potere fare la dichiarazione e promettere e' trecento uomini d'arme, sarebbono restati pazienti fino a tanto avessimo mandato uno fante costì per intendere del resto della domanda loro l'animo vostro.

Noi ci troviamo qui, nè sappiamo come si voglino con noi procedere; dubitiamo che questa repentina domanda non sia proceduta dall' avere il signor Lodovico inteso che per insino a qui non s' è fatto nulla. Iddio vi dia grazia di fare buona deliberazione e risposta a questa nostra, la quale non sappiamo dove ci troverrà, per essere incerti ancora della deliberazione di costoro; i quali partirono molto alterati di noi; nè mai si potette con parole di ragione nessuna placarli, che mai si vide tanta ostinazione.

Fummo in questa battaglia circa ore sei, che potete pensare che nessuno di noi si ha a fare conscienzia di avere pretermesso alcuna cosa circa all' onore della Città e particulare vostro.

L' ultime nostre parole furono : « Noi non diciamo di nò; diciamo « di sì; *et clamabimus in cœlum, si non audiemur in terra.* »

Abbiamovi a fare intendere questo, che, intendendo loro che noi ci volessimo dichiarare di presente, e ne avessimo pieno mandato, cominciorono a ragionare e consigliarsi con noi della impresa; muovemo che noi credevamo che la Sua Maestà non potrebbe fare la più salutifera cosa in questa impresa che muovere di presente dugento uomini d'arme loro con uno capitano di conto; e che, arrivati in sul Milanese, partissino quattro cento lancie di Milano con loro, e arrivati a voi, partissino dugento lancie delle vostre, e andassino a Roma, dove s' accozzerebbono con le genti del Papa; e, avendo quattro mila provigionati ben pagati da costoro, stimavamo fussino atti a sicurare voi, Sanesi e il Pontefice, perfino a tanto che la grande armata, con la persona del Re, potessi accozzarsi con essi.

Piacque loro molto, ma non lo avendo conferito con la Maestà del Re e con il signor Lodovico, non sappiamo se vi si starebbono sù; che ci parebbe la sicurtà vostra, e cavarvi la guerra di casa.

Intendendo loro nondimanco di volere le altre cose da voi, oltre a queste domandate, pensate e esaminate tutto bene; che in questa risposta, se saremo a tempo, o vi confermate con costoro, o vi romperete sanza rimedio.

Iddio vi presti di sua grazia; aggiungiamo questo che promettono

la protezione della Città vostra, e *insuper* ancora che faranno che il signor Lodovico avrà li amici vostri per amici, e li nimici per nimici.

In somma, se voi farete pensiero di mantenervi di qua la grazia della Città e vostra, bisogna abbiamo uno mandato tanto ampio che più tosto ci avanzi in mano che ci manchi, come altra volta vi è stato scritto, che meglio era avessimo da ritenere in mano che ci mancassi al bisogno; rispetto alla natura di costoro, che vogliono le cose quando sanno loro buone, e da poi non le stimono nulla.

Ancora che conosciamo di quanta importanza sia il pigliare questo partito, ci pare pure che sia assai sicurtà vostra avere protezione e fede da questo Re, la quale offeriscono larghissima, e *etiam* quella del signor Lodovico, col quale da qui avanti vi bisognerà procedere uniforme e di qua e di costà, che ci pare pure che dovrebbe andare con voi bene, se vi addirizzerete ad adempiere le voglie di questo Cristianissimo Re.

Non abbiamo saputo nè potuto più, perchè è stata una deliberazione immutabile, o per farvi venire a loro intenzione presto, o per seguitare altro più tristo disegno.

Bisogna che questa risposta venga volando, che noi non sappiamo, come si dice, quello che costoro delibereranno; e, non vi risolvendo a questo, ci pare resolutamente che ci revochiate pure per vostra risposta, volando, perchè sarà meno vergogna, e forse potrebbe più giovare. E tutto, quando voi facessi pensiero di non condescendere alle voglie loro.

A voi ci raccommandiamo, e vi confortiamo che presto presto vi risolviate; che Iddio vi presti di sua grazia [1].

[1] Francesco della Casa demeura en France. Gentile Becchi et Piero Soderini furent rappelés, et remplacés par Guidantonio Vespucci et Piero Capponi.

LÉGATION DE GUIDANTONIO VESPUCCI
ET DE PIERO CAPPONI.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

I. — GUIDANTONIO VESPUCCI.

Guidantonio tient une place honorable parmi les plus savants jurisconsultes du xve siècle. Il était fils de Giovanni Vespucci et d'Antonia Ugolini. Sa patrie l'avait en haute estime, aussi bien pour la droiture et la modération de son caractère que pour son rare mérite et son vaste savoir; trois fois elle le nomma prieur, deux fois gonfalonnier de justice. Dans toutes les circonstances critiques, c'était à lui qu'elle faisait appel; c'était à lui qu'elle se confiait pour défendre ses droits, ou sauvegarder ses intérêts.

Envoyé à Rome, en 1478, après l'attentat des Pazzi, il y retournait en 1483, et, cette fois, par un chef-d'œuvre d'habileté et de prudence (dont Machiavel lui tient compte [1]), il parvenait à apaiser les ressentiments de Sixte IV contre les Florentins.

C'est dans l'intervalle de ces deux missions que Guidantonio vient en France, en 1480, pour y solliciter le concours de Louis XI.

En 1484, il va à Rome pour la troisième fois; il était chargé d'apporter au nouveau pontife Innocent VIII le serment d'obéissance de la République.

Quelques années s'écoulent dans la paix.

Cependant Charles VIII médite, en 1493, l'expédition de Naples. Dans les premiers mois de l'année suivante, Vespucci vient en France, où il a à remplir la mission la plus difficile et la plus ingrate. Le jeune Roi, plein de confiance et d'ardeur, est prêt à se lancer dans la carrière des aventures; Vespucci doit tenter de l'arrêter avant son départ, et lui déclarer que, fût-il déjà en Italie, Florence, la cité française, ne l'accueillera pas et persistera dans sa neutralité.

On sait les événements qui suivirent.

Avant la fin de l'année Charles est à Florence, où il traite avec la République

[1] Machiavel, *Histoire de Florence,* liv. VIII.

affranchie de la domination des Médicis. Il poursuit sa rapide et fragile conquête, laissant au cardinal de Saint-Malo le soin de veiller à l'exécution du traité. C'est Vespucci qui représente son pays, et qui poursuit avec persévérance les négociations délicates qui doivent aboutir à la promesse de restituer Pise et les forteresses de la Lunigiana.

A la nouvelle que le roi de France a fait son entrée à Naples (1495), Florence lui députe Guidantonio Vespucci pour le complimenter.

C'est lui encore qu'elle envoie à Asti, pour se plaindre au Roi de la lenteur qu'apportent ses officiers à restituer aux Florentins les places qu'ils occupent à titre provisoire.

Comme il revenait de remplir cette mission, il est arrêté à Alexandrie par l'ordre de Ludovic le More, et jeté dans les prisons de Milan. A peine en est-il sorti, sur l'injonction menaçante de Charles VIII, que la République, pour braver le duc de Milan, le lui renvoie comme ambassadeur. L'intrépide jurisconsulte n'hésite pas à se rendre à ce poste, malgré les justes appréhensions que pouvait lui inspirer la connaissance qu'il avait du caractère de Ludovic.

De retour à Florence, en 1497, il reçoit aussitôt l'ordre de partir, avec le titre d'ambassadeur en France; mais il n'entreprit pas ce dernier voyage. Les Florentins le députèrent à Milan, où il réussit à calmer l'irritation de Ludovic qu'excitaient les fougueuses prédications de Savonarole.

Il termina, en 1501, une carrière qu'il avait employée tout entière à servir son pays.

A une époque où Florence avait tout un cortége de citoyens illustres, Guidantonio Vespucci est un de ses plus dignes représentants.

II. — PIERO CAPPONI.

Un moment d'hésitation fatale, un acte de faiblesse ont compromis la réputation de Soderini; Capponi a dû sa renommée à une inspiration généreuse, à un mouvement héroïque.

Piero Capponi est né en 1446. Un astrologue avait dit qu'une blessure à la tête lui serait fatale; effrayé de cette prédiction, son père l'avait destiné à la carrière pacifique du commerce. Le jeune homme ne put vaincre le dégoût que lui inspirait cette profession. Il s'attacha à Laurent le Magnifique, dont il devint un des plus chauds partisans.

Après l'attentat des Pazzi, la guerre éclate, en 1478. Piero Capponi est envoyé en ambassade à Lucques. A la nouvelle que les troupes de Florence ont envahi le territoire de la cité, le peuple furieux s'ameute contre l'ambassadeur, qui ne doit

son salut qu'au dévouement d'un ami; à peine échappé à ce danger, Capponi va occuper, en 1479, le poste périlleux de capitaine dans la montagne de Pistoie.

Il est nommé, en 1482, ambassadeur à Naples, avec la mission publique de solliciter du roi Ferdinand la restitution des terres enlevées aux Florentins dans le cours de la guerre, et avec des instructions secrètes qui lui enjoignaient d'enflammer l'ambition du duc de Calabre, et d'exciter son animosité contre le Souverain Pontife. Lorsque, trois ans après, Alfonse se décidera à prendre les armes, Capponi sera chargé de commander les troupes que la République enverra à son aide.

Le doge de Gênes avait enlevé Sarzane aux Florentins, et l'avait vendue à la banque de Saint-Georges. Florence déclare la guerre aux Génois, qui sont forcés de restituer Sarzane. Commissaire à Pise, à Livourne, dans la Lunigiana, Piero Capponi prend à cette guerre la part la plus active (1484-86).

Il avait été successivement un des Huit de Pratique, puis prieur, puis consul de la monnaie (1480-85).

En 1490, il était nommé podestat de Cortone; deux ans après, il exerçait les hautes fonctions de gonfalonier de justice.

Cependant Charles VIII faisait ouvertement les préparatifs de son expédition de Naples. Pierre II de Médicis, qui succédait à peine à son père Laurent le Magnifique, avait eu l'imprudence de lier étroitement sa fortune à la fortune de la maison d'Aragon; il s'efforçait de faire accepter à la France son apparente neutralité. Soderini et l'évêque d'Arezzo avaient en vain tenté d'y réussir. Piero Capponi leur succéda, en 1494, sans avoir plus de succès qu'eux, bien qu'il eût pour collègue un des hommes les plus habiles de Florence, Guidantonio Vespucci.

Commines accuse ouvertement Capponi d'avoir, pendant son séjour en France, trahi la confiance des Médicis, et d'avoir excité les ressentiments du Roi contre cette puissante famille. Deux courtes dépêches, en chiffres, que nous publierons à leur rang, paraissent contenir sa justification.

Nous ajouterons que son caractère répugnait à la trahison. Sa nature était mobile; son imagination était ardente et vive; il pouvait céder à l'inspiration du moment, mais il n'eût pas su méditer une lâcheté.

Il est vrai que, dévoué naguère à Laurent le Magnifique, il fut un des premiers à porter contre Pierre II, son fils, une sentence d'exil perpétuel. Mais, en livrant honteusement tous les ports, toutes les places fortes de la République, Pierre avait soulevé contre lui l'indignation légitime de tous les gens de bien. L'abandonner alors, après l'avoir servi, ce fut, aux yeux de Capponi, faire acte de patriotisme.

Charles VIII était à Florence; il avait fait son entrée dans la ville, armé en guerre et la lance au poing, moins comme un allié que comme un conquérant. Il était convenu qu'un traité serait conclu entre les Florentins et la France. Des com-

missaires avaient été nommés de part et d'autre pour en arrêter les conditions. La discussion avait lieu en présence du Roi; comme les commissaires français multipliaient leurs exigences, Capponi, commissaire pour Florence, se lève, saisit avec indignation le projet de traité, le met en pièces et s'écrie : «Sonnez vos trompettes; nous sonnerons nos cloches!» *Se voi sonerete le vostre trombe, noi daremo nelle campane!* Ces deux mots l'ont fait immortel.

Bons appréciateurs du courage, Charles VIII et ses chevaliers ne surent pas mauvais gré à Capponi de sa généreuse audace; et Florence obtint de traiter aux conditions les plus honorables.

Tout parti politique a ses rancunes. Après la chute des Médicis, les républicains purs reprochèrent à Piero Capponi son attachement à Laurent le Magnifique, et tentèrent de l'éloigner des affaires. Mais l'intelligence politique ne manquait pas au peuple de Florence; il ne négligeait jamais longtemps quiconque pouvait le bien servir. C'est ainsi que, dès l'année suivante, Capponi allait trouver le roi de France à Asti, afin de réclamer de lui, au nom de ses compatriotes, la restitution de Pise; et que, aussitôt après cette mission, il protégeait le territoire de la République contre les agressions des Pisans révoltés.

Nous le retrouvons les armes à la main et combattant pour son pays dans le val de Chiano, dans la maremme de Volterra, sous les murs de Pise, et enfin à l'attaque d'un petit château du val d'Era, où l'attendait la mort du soldat. Il fut frappé, le 21 septembre 1496, au moment où il donnait le signal de l'assaut.

Son corps, rapporté en grande pompe à Florence, fut déposé dans l'église de San-Spirito. Sur le marbre qui le recouvre le peuple reconnaissant fit sculpter, avec les armes de sa famille, les armes de la cité.

INSTRUCTIONS DONNÉES A GUIDANTONIO VESPUCCI ET A PIERO CAPPONI.

AMBASSADEURS DE LA RÉPUBLIQUE AUPRÈS DU ROI CHARLES VIII.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 70.)

Florence, 30 mars 1494.

Sommaire. — Les ambassadeurs passeront par Bologne, le Milanais, le Montferrat et la Savoie, et feront à ces divers états leurs offres de service. Ils s'arrêteront surtout à Milan, où ils sonderont les intentions de Ludovic le More et solliciteront son concours. En France, ils supplieront le Roi de ne pas persévérer dans la demande de subsides qu'il a faite aux Florentins. Qu'il considère que le Pape

s'est allié avec Alfonse de Naples : or les états de l'Église enveloppent en grande partie les états de leur République, qui, si elle se déclarait, verrait son territoire aussitôt envahi, tandis que ses marchands répandus dans le royaume de Naples et dans le domaine temporel du Saint-Siége seraient infailliblement ruinés. Que Charles VIII n'exige pas d'eux un engagement formel, et qu'il se fie à leur attachement et à leur reconnaissance.

Andrete in Francia, e accozzeretevi colli altri due ambasciadori nostri che sono là; e, insieme con essi o di per sè, come a voi quattro paressi là in sul fatto, andrete a ritrovare la Maestà del Re dovunque fussi, e rendute e lette le lettere della credenza, ottenuta dalla Sua Maestà la audienza, direte : che ancora voi siete suti mandati da noi alla Maestà Sua per meglio satisfare e meglio dichiarare il cuore e studio nostro inverso la gloriosissima Casa di Francia, e la sua gloriosissima e cristianissima Corona; e descenderete a' particulari, e alla principal cagione della vostra andata, repetendo brevemente la antiquissima osservanza della Città di Firenze, la restaurazione della Città, e così in generale e' beneficii innumerabili e immortali ricevuti, e da suoi gloriosissimi progenitori, e in particulare dalla Sua Cristianissima Maestà; pe' quali lungo tempo tutta questa Città e tutto il popolo nostro appena può riconoscere altro benefattore; e ha nella gloriosissima Casa di Francia collocato ogni speranza della salute sua e della sua degnità; e appaiono qui evidentissimi documenti, e abbiamo pieno di lilii publici e privati parieti; e come sono ancora esculti ne' cuori di ciascuno Fiorentino. Ricordando ancora che nelle publiche cerimonie nostre si fà menzione onoratissima del sacro santo Sangue Reale di Francia; affermando con ogni maggiore asseverazione, e quello che è stato sempre, la Città nostra inverso quella gloriosissima Progenie al presente è piu che mai devota; nè è accaduta cagione alcuna che ci abbi potuto o dovuto levare da questa così antiqua e naturale impressione; e che si debba persuadere la Sua Cristianissima Maestà che sempre, in ogni cosa che riguardasse la degnità o voluntà sua, noi abbiamo ad essere i primi a mostrare le nostre obbligazioni; le quali sono scolpite ne' petti nostri, nè hanno bisogno d' altra cerimoniosa dichiarazione.

E, venendo al particolare della domanda della Sua Maestà, direte che insino a qui si è fatto rispondere a' nostri ambasciadori che sono

appresso la Sua Maestà, nella sentenza arete con questa nota[1] *ad litteram;* la quale voi repeterete a Sua Cristianissima Maestà.

Al presente, essendo successo lo accordo fra la Santità del Papa e il Re Alfonso, voi siate mandati da noi a fare intendere a Sua Cristianissima Maestà che tanto più siamo di parere di non doverci dichiarare circa quello ne ha richiesto; perchè, oltre alle altre condizioni delli Stati d'Italia, li quali ci fanno mèritamente stare sospesi al dichiararsi, si aggiunge che e' tre quarti dello Stato nostro ha per confine la Chiesa; e a Roma e in tutto il dominio ecclesiastico, e similmente nel Regno di Napoli abbiamo grande numero di nostri mercatanti con mercanzie e cose loro per grossissima somma. Per le quali cose conosciamo manifestamente non potere fare tale dichiarazione sanza evidentissimo pericolo dello Stato e cose nostre publiche, e sanza pericolo di jattura grandissima di ogni cosa de' nostri mercatanti; e questo sanza arrecare alcuna commodità o beneficio alla Sua Cristianissima Maestà. Pregheretela adunque che resti contenta della buona disposizione e buona volontà e perpetua osservanza della nostra Republica verso la Sua Gloriosissima Maestà, della quale è parata sempre dare manifestissimi documenti, ogni volta che possa con salute sua; chè altrimenti ci persuadiamo non vogli e l'onore e gloria di Sua Cristianissima Maestà; e, circa queste cose, non uscendo delle parole date *in scriptis* e della sentenza soprascritta, vi distenderete come meglio vi parrà, e crederete satisfare meglio alla Sua Maestà. Parlando in questi medesimi effetti con altri signori e principi con chi accadessi, e disseminando quanto più potete fra loro questa vera e ottima disposizione di noi inverso la Maestà Sua; e operando che debbi bastare per al presente che la Maestà Sua abbi in mano i cuori della nostra Città per potersene al suo piacere valere, e che, essendo noi così perpetui e costanti cultori e osservatori di quella gloriosissima Casa e della sua Corona, non gli debba nascere di noi alcuna dubitazione, nè permettere che per cosa alcuna venissimo in pericolo alcuno; perchè patireb-

[1] C'est-à-dire l'*instruction* ou *commission* donnée aux ambassadeurs.

bono detrimento le cose sue proprie; come noi per cosa certa ci stimiamo e siamo sempre stati sicurati dalla Cristianissima Maestà Sua e da quello sacro sancto Sangue della sua sacratissima Corona.

Passando da Bologna visiterete quelli magnifici Reggimenti, e con loro communicherete la andata vostra, e offerirete, secondo il debito della nostra amicizia, se alcuna cosa accadessi in che voi potessi loro fare alcuno commodo o piacere.

Giunti a Milano, dove arete lettere di credenza alla eccellenza del duca e al signor Lodovico, prima le presentiate, ci pare dobbiate communicare ogni vostra commissione con M. Piero Alamanni, e, tutti tre insieme, di poi consultare il modo del domandare audienza; e, accadendo lo avere prima a presentarvi al duca di Milano, gli esporrete la cagione dell' andata vostra in Francia con parole generali, e in quel modo intenderete parrà al signor Lodovico. E, quando intendessi da M. Piero che la sua eccellenza fussi su termini generali con esso noi, sanza essersi ristretto o dichiaratosi più a nostro proposito, come M. Piero ha dato qualche intenzione, vi ristrignerete colla sua eccellenza, e gli direte che quella può bene pensare come il fondamento nostro delle amicizie in Italia è principalmente con quella eccellentissima Casa, e spezialmente colla sua illustrissima signoria; nè crediamo, per essere questa proposizione manifestissima, abbi bisogno di molte argomentazioni per provarla. E però, seguitando e' conforti della sua eccellenza, abbiamo sollecitata l' andata vostra in Francia; e, per servare la consuetudine nostra del conferire quello ci occorre liberamente con quella, gli esporrete che li effetti principali della commissione vostra sono, che noi per alcun modo vorremo fare la dichiarazione ci è chiesta, per molte ragioni che possono essere note alla sua eccellenza. E però la pregherete efficacissimamente proceda, come n' ha sempre data intenzione, in aiutare e favorire, colla intercessione della autorità sua e mezzi ha colla Cristianissima Maestà di Francia, che noi non siamo costretti a tale dichiarazione; ricordandolo amorevolmente che così ricerca la congiuntissima amicizia e benivolenza è intra la sua eccellenza e noi, e la fede singulare e ottima

opinione abbiamo di quella; per la quale ci persuadiamo che in cosa sì necessaria non debbi mancare di opportuno aiuto e favore. E di così instantissimamente la ricercherete; perchè dubitiamo, quando pure fussimo costretti a fare tale dichiarazione, non fussimo forzati, sanza stimare più che si convenga le spezialità de' nostri privati in Francia, a pigliare qualche partito; dal quale poi, quando bene volessimo, non ci potessimo ritrarre nè ritirare indrieto. E in questa sentenza vi distenderete con quelle parole e termini che alle prudenze vostre occorreranno. E, se per avventura ritraesi da M. Piero Alamanni, che il signor Lodovico fussi in proposito di aiutare questa nostra cosa vivamente, e di volere procedere con noi a buon cammino, come la ragione e il debito richiederebbe, potrete modificare questa ultima parte, secondo che M. Piero ricordassi, e che poi tutti tre insieme vi paressi.

Con questa arete lettere di credenza alla marchesana di Monferrato; la quale, potendo nel passare sanza molto vostro sinistro, vogliamo in nome nostro visitiate, e vi ricondoliate della morte *olim* illustrissimo suo consorte; e rallegriatevi che le cose del suo Stato sieno passate con quiete e buona grazia di tutto quello suo Stato; e ci offerirete a sua signoria con quelle più accomodate parole vi occorreranno.

Preterea arete lettere alla duchessa di Savoia, la quale *etiam* nostro nomine visiterete. Saluterete, conforterete e offerirete con parole grate e amorevoli, che così si conviene alla amicizia ha sempre servata la nostra Republica con quella illustrissima Casa.

Arete ultimamente lettere di credenza in Francia, come vedrete, a più di quelli baroni; e' quali a luogo e tempo visiterete in nostro nome; facendo intendere alle loro signorie lo amore nostro inverso di loro, e la fede grande abbiamo in loro signorie in tutte le nostre occorrenze; e ci offerirete alle loro Signorie con ogni efficacia, ecc.

I.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 75[1].)

Vigevano, 12 avril 1494.

Sommaire. — Longue conférence avec le comte de Cajazzo. Ludovic s'emploiera à seconder les démarches des ambassadeurs en France. Lui-même ne prétend pas se mettre à la discrétion de Charles VIII. Interrogés si Florence et Pierre de Médicis ont pris des engagements formels avec Alfonse de Naples, les ambassadeurs répondent qu'il n'en est rien; ils s'expliquent sur les liens qui unissent les Médicis aux Orsini, de manière à dissiper les soupçons de Ludovic. Il semble que la politique de Ludovic consiste à ne pas renverser Alfonse du trône de Naples, tout en l'en menaçant, et à traîner les choses en longueur. Au reste, il se refuse à donner aucune explication. On en est donc réduit, à cet égard, à de simples conjectures.

Per la lettera scrittavi ieri, la quale arete con questa, infra le altre cose, intenderete la ammirazione che avamo presa non essere stati da persona visitati; di poi, oggi è venuto a noi la signoria del conte di Cajazzo[2], e postoci a sedere tutti tre, fatte prima molte raccoglienze e ricognizioni d'amicizia, cominciò ad intrare in sullo stato, nelli quali ragionamenti entrò molto volentieri, e affermocci la eccellenza del signor Lodovico avere a fare ogni opera, perchè noi ad altra dichiarazione non fussimo costretti, e che noi dovremo cercare di quietare sua signoria, la quale era al tutto disposta non si fidare della Maestà del Re, nè di ridursi a sua discrezione; e questo allargò con molte parole amorevoli e buone verso di noi.

A questo per noi gli fu risposto che noi avevamo molto bene ricerco lo animo vostro, e che si rendessi certo la Magnificenza Vostra in spezie, e tutta la Città e Stato era in questo unanime, a fare ogni cosa dove si credessi potere satisfare alla sua eccellenza circa la sicurtà sua.

[1] Toutes les dépêches de cette légation étant contenues dans la liasse 75, nous supprimerons cette indication en tête des dépêches qui suivent.

[2] Le comte de Cajazzo était un des fils de Roberto di San-Severino; il jouissait de toute la faveur de Ludovic.

Sua Signoria disse : « Poniamo da canto queste cose, e facciamo « conto di fare un libro nuovo; il fatto è se Piero o voi siate obbligati « al Re Alfonso in modo che le dispute sieno superflue, come ogni dì « ci è scritto di varii luoghi, e che voi concorrete alle spese, ecc. »

Noi gli dicemo di nò, e che stessi sopra di noi, e che voi ce ne avevi impegnato la fede vostra, perchè tritamente ve ne avamo dimandato; e questo ci ingegnamo persuadergli con tutte le ragioni potemmo, in modo ci parve satisfargli. E il conte disse : « Vedete una volta; il Re « Alfonso ha a restare Re del Reame, e non ha ad essere cacciato; ma « come si assetta il fatto del signor Lodovico, ch' el Re fa quello che « vuole degli Orsini, e li Orsini[1] dispongono di Piero quello che vo- « gliono? »

E a questo gli dicemo si cavassi questa fantasia di capo, perchè voi volevate tirare gli Orsini, e non che gli Orsini tirassino voi; e ogni volta che la sua eccellenza si ristrignessi con la Magnificenza Vostra delle cose degli Orsini, ne saresti d'accordo, perchè al comune bene ognuno concorre; e, levato via il sospetto tra il signor Lodovico e voi, vederebbe che voi adoperaresti gli Orsini non a commandarvi, nè a fare a loro modo, ma in quelle cose che cedessino alla comune utilità; e che non dubiti che voi e lo Stato e tutta la Città ha più fede in lui che in altra potenza, perchè dalla Casa Sforzesca non avemo mai se non bene; oltre lo avere voi interesso nello acquisto di questo Stato; e in sù questi ragionari spesso si tornava che ci vorrebbe trovare qualche modo; e noi dicevamo : « Proponetelo; eccetto che uno modo « che ci faccia nimici del Re[2], per intendere lui che noi acconsentiamo « alla destruzione sua. »

Intramo qualche volta in su li Francesi, e molte volte si lasciò uscire di bocca due cose contrarie; l'una : « Fondatevi che il Re Alfonso « non ha a perdere il Reame; » l'altra : « Il signor Lodovico non è per « mancare alli Francesi in cosa nessuna. » E giudichiamo le sue parole

[1] L'étroite alliance du roi de Naples, des Orsini, maîtres d'une partie de la campagne de Rome, et de Pierre de Médicis, causait beaucoup d'ombrage à Ludovic le More.

[2] Le roi de Naples.

volessino dire il signor Lodovico cerchi qualche espediente di mandare la cosa di lungo, o divertirla; e in sù questo diceva pure : « Si « vuole trovare qualche modo. A' modi ognuno ci pensi; e per ora il « signor Lodovico non dirà altro, quando chiederete licenza. » E benchè noi molte volte lo incitassimo a dirci li modi, tutti due insieme, e io, Piero, in sparte, non uscii mai ad altro, se non ritrassi da questo che aveva conferito con il signor Lodovico di venirmi a visitare. E poi mi disse : « Per ora il signor Lodovico non vi dirà altro; ma, alla « vostra tornata sarebbe agevole cosa ve ne intrassi in qualche parti- « culari. » E gli dissi : « Non bisogna aspetti torniamo, perchè avete « qui il magnifico M. Piero[1]; pure, quando al tempo, e M. Guido solo, « e io solo, e tutti due insieme possiamo essere buoni a nulla, fate « conto possiamo nella magnificenza di Piero, quanto due altri citta- « dini. » Domandommi poi di alcun' altra particularità della Città, alle quali risposi, come si richiede a uno amicissimo e beneficato dello Stato.

Comprendiamo M. Piero vi abbi scritto che, avendo minacciato il Re Alfonso venire a Bologna, e più qua, costoro vorrebbono sapere l'animo vostro; voi non avete risposto; il conte se ne è doluto con esso noi, e noi demo scusa alla vostra assenza, e ancora soggiugnemo che, quando lui ci venisse per defenzione contro li Francesi, e non per offendere il signor Lodovico, e voi vi dichiarassi ad essere contro, sarebbe *et species declarationis*. Abbiamo voluto darvene avviso, acciò sappiate ogni cosa. Sparlommi il conte del Papa a me Piero, e dissemi : « Vorrei mi fosse lecito dire le cose dove si è trovato da xv dì « in qua. » E questo conte a me pare bene disposto verso di voi; *si tamen cito judicandum est de corde hominis*, ecc.

[1] Piero Alamanni, ambassadeur de la République à Milan.

II.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Turin, 17 avril 1494.

Sommaire. — Rencontre d'un ambassadeur du roi de France qui vient de Provence, où il a recueilli tous les titres qui servent à établir les droits de Charles VIII sur le royaume de Naples. Dessein du Roi de soumettre ces titres au jugement du Pape. Moyen de gagner du temps.

Essendo noi alla osteria a Vercelli, vi giunse uno quarto oratore del Cristianissimo Re di Francia, oltre li tre lasciammo a Vigevano, il quale era provenzale, e chiamasi M. J. *Matharon*, uomo uso in Italia, e, per quanto comprendemo, *miles et doctor*[1]; e mostrava avere notizia con li fratelli di me Piero dal canto di qua[2]; e, per fare nostro debito, e per intendere qualche cosa da sua magnificenza, lo visitamo e mettemolo in ragionamento delle cose dal canto di qua; e in effetto in uno lungo discorso ritraemo da lui, sua magnificenza non essere insieme con li altri oratori, perchè aveva fatto la via *de Provence* per avere tutte le scritture, le quali facevano al proposito delle ragioni che pretende avere il Cristianissimo Re di Francia sopra il Reame di Napoli, e che la Sua Maestà era deliberata *omnino* di fare la impresa di detto Reame, e di poi seguitare la impresa contro gl'infedeli, *videlicet* li Turchi. Di che ci maravigliamo assai, perchè *usque nunc* si era detto contro il Soldano, per ricuperare Terra Santa; e contocci tutto il preparamento della guerra, e per mare e per terra; la qual cosa, se fusse vera, sarebbe in verità cosa grandissima e da spaventare ogni potentato; affermando *omnino* Sua Maestà volere venire in persona a questa impresa. Prestamo fede al suo dire quanto si richiede prestare a parole di Francese; ma quello che più notamo nel suo parlare, e che ci ha

[1] L'ambassade solennelle envoyée par Charles VIII en Italie, au printemps de l'année 1494, se composait de M. d'Aubigny, de M. de Saint-Malo, de Péron de Basche, déjà cités, et enfin de Jean Matharon, chevalier, docteur en droit, conseiller et chambellan du Roi, et président de Provence.

[2] Piero Capponi avait à Lyon une maison de commerce et de banque d'une haute importance.

mosso principalmente a scriver questa, si è che lui disse, innanzi che la Cristianissima Maestà del Re muova alcuna arme ostile contro al Re Alfonso, prima volere che la Santità di Nostro Signore vegga le sue ragioni che ha in su quel Reame di Napoli, e dichiari a Sua Cristianissima Maestà appartenersi detto Reame; perciocchè quello Cristianissimo Re non vole cosa che sia d' altrui.

Questa parte notamo assai, e molto commendamo la Sua Cristianissima Maestà, la quale, come era suo costume, in ogni azione procedeva gravemente, e come si conveniva a giusto e cristianissimo principe. Ecci parso di quest' ultima parte darvene notizia precipua, imperocchè se non sono guaste da altrove, comprendiamo naturalmente questa essere la commissione di detti ambasciadori[1]; *e, essendo così, a Roma si potrebbe la cosa mettere in tempo, col dimostrare quello che la ragione vole; cioè prima intendere la ragione delle parti, innanzi si venga alle arme, e per questa via godersi il beneficio del tempo*, di che potete dare notizia dove vi pare.

Non vogliamo omettere che qui in Piemonte abbiamo inteso la Maestà del Re di Francia avere fatto condotta di genti d'arme, ma per ancora non corre danari.

Nel chiedere licenza dal signor Lodovico, intendemo da sua eccellenza alcuna parola importante, secondo noi, della quale non vi diemo notizia, perchè demo commissione a M. Piero ve ne advisassi per parte di tutti.

[1] *Come a Firenze vi ricordamo che era a proposito vegghiare questi oratori Francesi, così al presente vel ricordiamo; perchè crediamo le parole del signor Lodovico, quando ci disse di qualche mese sapremo meglio dire non siano dette al vento.*

[1] Les passages imprimés en italique sont en chiffres dans le manuscrit.

III.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 1er mai 1494.

SOMMAIRE. — Pourquoi ne pas accorder au Roi le passage et les vivres? Ou il passera par la Romagne et non par la Toscane, ou il ne sera pas le plus fort, et dans ces deux cas on ne sera tenu à rien; ou il viendra en victorieux, et alors il sera excellent d'avoir fait preuve de bonne volonté. Ce serait le seul moyen d'effacer la fâcheuse impression que ce prince conserve de la conduite de Pierre de Médicis à son égard. L'expédition n'aura sans doute pas lieu cette année. Le Roi est allé à ses plaisirs sans donner audience aux deux ambassadeurs. Il est vraisemblable qu'on attendra, pour les entendre, qu'on ait reçu des nouvelles de l'ambassade française en Italie. Déception des Français, qui croyaient pouvoir mener à bien leur entreprise avec les seules forces italiennes. L'expédition aura probablement lieu par mer. Un inconnu prétend être en possession de pièces authentiques qui prouvent qu'un roi de France ne peut jamais, en même temps, être roi de Naples. Faut-il acheter ces pièces? On en demande un grand prix. Inconvénients de la prolongation de séjour des deux ambassadeurs en France.

Per la lettera di me, Piero, scritta in cifra a dì XXVIII del passato. potete comprendere in che termine sono le cose vostre di qua; le quali crediamo con difficoltà si possino rassettare con parole dette per noi, se non si vede qualche effetto; e però avete da pensare a quello che scrivemo ultimamente per la Comune, se fussi di assicurarne questo Cristianissimo Re, che, passando per li terreni nostri, gli abbia ad esser concesso passo e vettovaglie; che crediamo questo sarebbe assai satisfazione di costoro; e, esaminato questa cosa fra noi, ci pare che forse costoro si potrebbono contentare di questo, per due rispetti : il primo, perchè non pare ragionevole che le genti di questo Cristianissimo Re abbino a fare la via per il nostro territorio, ma per la Romagna e per la Marcha; e così gli verremo a servire di vento. La seconda, perchè, avendosi forse a fare la punta del passare, innanzi arrivino al territorio nostro, o loro saranno sì forti che *aperient viam ferro*, e in questo caso crediamo sarà buono avere dimostrato questo buono animo della Città e vostro a questo Cristianissimo Re, *aut non* saranno sì forti, e allora non si arà a fare prova alcuna della Città nostra, e saranno serviti di parole. E quando non vi paresse da concederlo, si può allegare loro la sterilità delli nostri paesi, e non

volere la guerra in casa; la quale sarebbe, perchè sarebbe agevol cosa trovassino il Re Alfonso in su quello di Siena. Pure di questo ce ne rimettiamo al prudente giudicio vostro, il quale sapete meglio di noi come le cose si abbino a governare costà. Vogliamo avervene scritto, perchè desideriamo, con salute della nostra Città e di tutta Italia, reintegrarvi nella benivolenza di questo Cristianissimo Re; la quale reintegrazione male comprendiamo potersi fare durante questa impresa, se non si satisfa in qualche particularità alla Sua Maestà, tanto è la cattiva impressione che troviamo essere di voi e di tutto lo Stato in questi fautori di questa impresa; nè vogliamo omettere di dirvi come questo anno crediamo non si abbia a fare prova di simil cosa, perchè teniamo per certo per terra non abbi a passare gente d'arme per offendere la Maestà del Re, ecceto le quattro cento o cinque cento lancie che anderanno in Astigiana e nelli altri luoghi, come per le altre scrivemo alli Signori Otto.

Come per la lettera delli Otto de' XXVIII del passato scrivemo, in sino a quello dì non avamo avuto audienza da questo Cristianissimo Re, benchè ci avessi fatto intendere dovercela dare, e dipoi ci fussi fatto intendere che la Maestà del Re, occupata in altro, differivala in altro tempo, insino a questo dì non l'abbiamo ancora avuta; e Sua Maestà ieri, sanza farci intendere altro, è partita *de Lyon* per andare a suoi piaceri, e si dice starà tre o quattro giorni innanzi torni; giudichiamo differirà la nostra audienza *usque quo* abbi lettere dalli suoi oratori venuti costì, e però noi non abbiamo potuto personalmente con alcuno signore di questa corte acconciarci, e purgare questa mala impressione e di voi e dello Stato appresso questo Cristianissimo Re. Quando ci parrà il tempo commodo faremo nostro debito.

Iersera Rinaldo Altoviti, il quale si trova in questa corte per cagione di questa armata di mare, fu con me, Piero; e, sotto specie di arrecarmi qualche guadagno, mi domandò che valeva il grano a Pisa, e se vi aveva la tratta, perchè metteva innanzi se potrebbe levare le farine di quivi per l'armata di questo Cristianissimo Re, per fornire detta armata, e altrove dove bisognassi; e teniamo per certo quella inter-

rogazione fusse fatta di volontà *de Saint-Malo*, perchè allora si era partito da sua signoria, la quale sta a muro con esso noi. Disse a me, Piero, detto Rinaldo, come infra tre dì avevono ordinato che M. Galeazzo, per portare al signor Lodovico, avessi sessanta mila ducati, per condurre genti italiane per la impresa, e ch' el pensiere del Re era fare due mila uomini d' arme per la parte sua a questa impresa.

Ecci parso per nostro debito di tutto darvene notizia, rimettendoci però alli effetti; e per questo anno ci è detto la persona del Re Cristianissimo non passerà in Italia.

Delle cose di questa impresa, quanto più si praticano, più restiamo confusi; perchè oggi intendiamo ordini grandissimi, e parcegli vedere, e domani veggiamo non seguire gli effetti; e questo procede, a nostro parere, perchè costoro credettono questa impresa avere ad essere molto facile, e quasi doverla fare con le lettere e reputazione loro, e con le forze di Milano, Papa e voi; e, non riuscendo loro questi disegni, bisogna ricorrino alle loro forze proprie; e nel tempo che dovrebbono essere in su li campi, hanno a fare provisione di gente, di danari e armata per mare; la provisione de' danari è cosa odiosa, e anche le altre vogliono tempo. Nondimeno a noi è affermato di più luoghi che avano trenta sei galee, e sedici navi, computatovi dentro galee grosse per navi; e di certi gallioni fanno puntoni; e tanto forniti di artiglieria che hanno opinione ch' el Re Alfonso non abbi ad armare, per non buttare via li danari, parendogli non potere essere pari a loro; e dicono saranno ad ordine per tutto giugno; e hanno mandato in Portogallo, come si è detto, per circa trenta navili piatti, li quali il Re di Portogallo adopera a porre gente in Barberia; che avendoli verrà loro molto a proposito. Ma ci è chi dubita il Re di Spagna non li impedisca; e pare verisimile questo ordine, perchè, non facendo lo sforzo grande per terra, faccia lo sforzo per mare; e faranno una delle due cose: o faranno spendere allo inimico loro uno pozzo d' oro, e arannolo più debile all' anno nuovo; o fermeranno qualche piè in terra, e ogni scala che abbino faciliterà loro la impresa; e di questo non dubitano, perchè disegnano mettere a terra bene venti mila persone, e guardare

tante marine è molto difficile, oltre la speranza hanno nelli popoli; e, quando tutte le altre cose manchino, ci pare intendere si incuorino avere Lipari, e che, per rispetto delle caracche, il Re Alfonso non lo possi soccorrere, e quello sia uno luogo molto atto a guerreggiare il Reame.

Parci conveniente darvi particulare avviso di ogni cosa, perchè, essendo ancora neutri e in vostra libertà possiate pigliare quello vi pare meglio, certificandovi questo Re è tanto caldo, che chi gli parla in contrario ha poco stato; e Dio vi dia a pigliare il migliore partito.

Noi abbiamo lettere da Roma de' xxiv, per le quali siamo avvisati della partita del reverendissimo San Piero ad Vincula, e stamani si è detto per lo oratore *d'Avignon* che è *à Avignon;* e ancora di corte ne abbiamo spiato qualcosa, non sappiamo però se è vero. Attendiamo avviso da voi della resoluzione avete fatta con li oratori di qui.

[1] *Ecci una pratica di uno che metterà in mano del Re di Napoli le scritture antiche, dove furono investiti li Re Francesi; e per espresso è che nessuno Re di Francia possa essere mai Re del Reame di Napoli. E costui che le ha ne vuole gran premio, e chi la pratica ne vuole anche egli.*

Il Coppola e messer Cammillo[2] hannone notizia.

Io, Piero, a cui questa pratica è capitata in mano, nè sanza men male si può fare, ne dò notizia a voi, perchè pensiate se con essa vi posso fare acquistare lo onore e il grado. Non ne parlate. Se abbiamo a fare niente, ditelo, e sollecitate Giovan Battista Coppola che venga, a che molti suoi amici mi hanno parlato, è domandatolo, e arebbono voluto metterci pratiche in mano; non le abbiamo volute, acciò non si dica siamo oratori del Re di Napoli, come molti dissono; e è meglio se le facessi da sè a sè. Questa parte non dimenticate.

Noi siamo di opinione che la stanza nostra di qua abbia ad essere poco fruttuosa e onorevole, per la nostra Città, immo abbia ad essere incitativa ogni dì, secondo le volubilità di costoro, di richiederci

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

[2] Jean-Baptiste Coppola et Camille Pandone, envoyés de Naples. A cette époque ils avaient quitté la France.

di qualche cosa a proposito loro; e, quando non saranno satisfatti, abbino a minacciare contro alla nazione; non diciamo però mettere ad effetto il loro minacciare. E però ci parrebbe che, avuto audienza, e giustificata la causa della Città nostra e quello di che siate imputato voi con lo Stato, ce ne dovessimo venire; perchè, quando noi non saremo presenti, non aranno cagione così richiederci ad ogni loro momento e volontà; e, quando si arà a mettere tempo in mezzo tra il volerci richiedere di qualche cosa e lo eseguire, si possono mutare le volontà, come spesso accade in costoro; e la nostra Città non sarà sforzata al denegare o concedere quello, di che venisse voglia a costoro di qua di richierdolo. Parendovi questa nostra opinione buona, alla quale si accordano molti della nazione con chi abbiamo conferito questo nostro pensiero, ordinate ci sia data licenza di costà ce ne possiamo tornare.

Scrivendo, è venuto a noi Rinaldo Altoviti, e ci ha detto che ha tocco danari lui e tutti li altri padroni, e vanno a mettersi ad ordine per l'armata.

IV.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 5 mai 1494.

SOMMAIRE. — Animosité du Roi et de ses conseillers contre Pierre de Médicis et ses partisans, qu'on affecte de ne pas confondre avec le peuple de Florence. Si Pierre persiste à ne pas prendre avec la France de nouveaux engagements, qu'il s'attende à être traité en ennemi. Qu'il mette les ports et les places frontières en état de défense. M. d'Aubigny écrit que Bologne se déclare pour la France et pour Ludovic.

Per la lettera delli magnifici Otto della Pratica potete vedere il seguito della audienza nostra; la quale lettera vi si manda aperta, acciò veggiate quello che in essa si contiene, e possiate farla presentare o nò, come vi pare. Quello che per questa vi abbiamo a dire, che per ragione si assegni a costoro del buono animo vostro verso questa

Cristianissima Maestà, costoro non si mutano della cattiva impressione hanno fatto di voi e delli amici vostri, e dicono molto apertamente, se non fussi voi con li vostri aderenti, il nostro popolo e la nostra Città sarebbe tutta Francese, e farebbe quello che vuole questo Cristianissimo Re; ma voi solo con li vostri aderenti tenete il popolo in suggezione, ecc. E, benchè con molte ragioni, le quali sarebbono lunghe, e superflue a contare, ci siamo sforzati persuadere il contrario, e che voi, lo Stato, e il popolo è di uno medesimo volere, e che si debbono persuadere che tutti siate Francesi; nientedimanco si debbono ancora persuadere siate più Fiorentino che Francese, e ragionevolmente non dovete voi porre in pericolo per il Re di Francia, massime non gitando commodo a Sua Maestà; nel quale pericolo manifestamente se incorrerebbe se si facesse altra dichiarazione che quella si è fatta; e che, a questa considerazione, assignando li pericoli, ecc. era così nel popolo come nelli uomini dello Stato. Nondimeno continuamente persistevano nella loro opinione; e parci vedere che già nello animo loro, non si facendo altra dichiarazione, almanco con dare passo o vettovaglia, come per l'ultima nostra vi scrivemo, che costoro voi e lo Stato abbino per inimico, e non abbino a lasciare nessuno atto ostile contro di noi; e però con fede vi raccommandiamo che, quando avessi animo di persistere in non vi dichiarare altrimenti, che abbiate li occhi che questa armata non facessi qualche insulto a Pisa, o a Livorno, o a Pietrasanta, e vogliate provedervi; e non vi fate beffe delle parole nostre, perchè non sanza cagione vi diciamo questo; e tanto più dovete provedervi, quanto questa armata al forte si fa a Genova; e, per satisfare a' Genovesi, e potrebbe questo Cristianissimo Re, oltre la sua intenzione, fare qualche insulto a quelle terre; e così vi ricordiamo a provedere in tutti li luoghi, dove per mare e per terra vedete potere essere offesi dalle genti francese e duchesche.

In questo punto abbiamo nuove di luogho degno di fede, come M. *d'Aubigny* ha scritto qua essere stato a Bologna con li Reggimenti e con il magnifico M. Giovanni [1], e in effetto scrive palese, e in secreto

[1] Jean de Bentivoglio, qui gouvernait Bologne.

quello Reggimento e M. Giovanni avergli detto come loro sono apparecchiati a fare quello vorrà il Re di Francia e signore Lodovico in questa impresa; di che ci è parso darvene notizia, acciò che meglio possiate deliberare e consultare *quid agendum.*

V.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

(Sans date.)

Sommaire. — Il y a deux partis à la cour : le parti de la guerre, tout dévoué à Ludovic par conviction ou par intérêt, et disposé à changer le gouvernement de Florence; ce parti flatte le secret penchant du Roi et lui représente le succès comme facile; le parti de la paix, toujours favorable aux Florentins, semble avoir le dessous; toutefois il se relève un peu, à mesure que se manifestent les difficultés de l'entreprise. Bon accueil de l'amiral et du duc d'Orléans. Mécontentement de Monsieur et de Madame de Bourbon. Le bâtard de Bourbon a insulté M. de Saint-Malo. Projet d'entrevue du Roi et de Maximilien. Propos de Galéas de San-Severino. Soupçons du Roi relativement aux intrigues de Ludovic. La prise d'Ostie par le Pape pourrait entraîner l'abandon de l'entreprise. Situation critique de la République. Qu'elle prenne garde de se déclarer trop ouvertement pour Alfonse de Naples. Le séjour des ambassadeurs n'a plus d'autre but que de se procurer à prix d'or, s'ils en reçoivent l'ordre de Florence, les papiers où sont contestés les droits de la France au trône de Naples. Il importe de veiller sur Pise. Nouvelles diverses.

Per una di ser Piero [1], addiritta a me, Piero, ci è ricordato vi avvisiamo d'ogni cosa di qua, sanza sospetto di infamia o di cattivo giudicio, per la varietà delle cose. Però ci ingegneremo satisfarvi in quello che potremo, giudicando noi medesimi, per la salute dello Stato, siate ragguagliato del tutto; ma bisogna non vi mutiate voi di tale impressione, perchè qui sono due cose : una che li secreti sono in pochi; l'altra ch'el paese è mutabile; e, accozzato una cosa coll'altra, ci si potrebbe fare vergogna. Ma, *omnibus computatis*, giudichiamo sia meglio mettersi a questo pericolo, fondandoci in sull'aiuto vostro, di stare cheti. Avete a pensare qui sono signori della guerra e della pace;

[1] Piero da Bibbiena, secrétaire intime de Pierre II de Médicis.

quelli della guerra hanno tre parti : sono gente nuova, favoriti dal Re, perchè se accostano al desiderio suo, e giuntatosi non fanno replica, come fa chi vuole intrare in grazia d'altri; e sono tutti del signor Lodovico; e di qui nasce che sono questi inimici; e per questi el suggello del tutto è il signor Lodovico; e non meno desiderano mutare lo Stato di Firenze, che quello del Re di Napoli; e a questo proposito ogni salmo a gloria torna. Li capi sono : *Saint-Malo*, e il siniscalco *de Beaucaire;* tiransi dietro il governatore *de Bourgogne*, M. *de Narbonne*, e hanno messo in tutte le pratiche il principe di Salerno, MM. *de Soliers* e *d'Albi*, M. *de Rouen;* e hanno persuaso al Re la impresa essere facile, e doversi quasi fare con le forze di Italia medesima; non riuscendo, s'accende l'odio del Re contro Piero de' Medici.

Li signori della pace sono : Re d'Inghilterra, duca *d'Orléans*, *Orange*, e ancora li antichi del governo, come era M. *des Cordes* e lo ammiraglio; li quali seguitono poi il cardinale *de Lyon*, ecc. E costoro sono stati messi al di sotto, e per non venire in più sospetto si siano, ci hanno fuggiti; *tamen* sempre scusatoci, e aiutato le nostre scuse. Ma, vedute le cose facili proposte diventare difficili, e non succedere come erono disegnate, ne nasce due cose : che le nostre scuse cominciano ad essere intese; l'altra, questi pratichi tornano in credito e reputazione, e volentieri entrerebbono in pratica con noi.

E questo ci occorre dirvi in genere; in particolare, quando fu il caso de' vostri cugini, vi abbiamo detto vennono con animo di sostenere tutti li Fiorentini, e abbiamo come il mariscalco *de Gié* disse : « Costoro sono rabbiati, hanno ragione; nè saprei per me che dir « loro. »

Quando visitiamo lo ammiraglio, mostrò intendere le ragioni nostre, e disse farne opera, e che vorebbe tutto il mondo fusse amico del Re; e che non aveva altra spezieltà; e che non era salariato da persona, che poteva parlare liberamente; soggiungendo : « La fine sara che « partirete di qui contenti. »

Il duca *d'Orléans* ci fece una risposta amorevole, dicendo, dove

bisogna, ne farebbe ogni nostra scusa, e obbligarsi per noi in publico e privato, e pigliare per noi ogni difensione; e, perchè qui si è giostrato ogni dì, non si siamo iti, parendoci di poca reputazione; hacci mandato ad invitare per il dì della sua giostra, e che ci difenderà uno palchetto. Ha detto allo Spinello, vorrebbe desinassimo una mattina seco. Per detto Spinello abbiamo mandato ad accettare l'una cosa e l'altra; il duca e Madama *de Bourbon* non visitammo, perchè soprastanno alla audienza del Re e del duca *d'Orléans. Interim* in furia si partirono; e mandamo a far le scuse debite per Francesco della Casa. Ecci stato detto si partirono mal contenti, e esserne visto qualche segno, perchè el bastardo *Mathieu de Bourbon* manomisse, in presenza del Re, *Saint-Malo* molto bruttamente. Di che ne è seguito che la sua condotta si sta così. Dicesi che è casso; o casso o nò, è nel circa; e questo è molesto al duca *de Bourbon,* perchè le sue genti d'arme sono *Bourbonnais,* e di sua gente. Vero è che a tutti questi principi è stato trinciato le sue provisioni, e tanto più dispiace loro la guerra del Reame, oltre la offensione de'popoli. Pure ci è stato detto il principe *d'Orange* e Madama *de Bourbon,* facendosi questo accordo col Re de'Romani, sarebbono contro, perchè si pratica dare la *Bourgogne* al Re di Francia, ch'el principe l'ha sempre cerca; e la figlia del duca *de Bourbon* al duca Filippo[1]; e farebbono uno giudice di appellazioni; ma innanzi si facci ci è molta difficultà.

Con M. Galeazzo non ci siamo dimesticati, e non essendo imbasciadore di Milano non gli siamo voluti ire a casa; non ci pareva a proposito dare reputazione a loro e torla a noi; e dimostrare elemosinare favori da lui : ma in sulla partita, come amici del conte di Cajazzo, lo visitaremo.

Quando venimo qui, venimo in furia per trovarci il Re, che non fussi ito *en Bourgogne,* e ancora è qui; ma se ne ragiona. Dicesi il Re de'Romani non vuole ire *en Bourgogne,* ma verrà a Ginevra con quattro mila cavalli e otto mila fanti; come la cosa si stia, è intorbidata; e,

[1] Philippe le Beau, fils de Maximilien et de Marie de Bourgogne.

perchè si pare la importanza del giuoco, e non sarebbe forse male vegliarla, e volerne vedere il tutto.

M. Galeazzo vi debbe ire oggi o domane; ma gli è dato la lunga, o per intendere risposta di là da' suoi oratori, o altro. Come si sia, fra loro è sospizione, e, non è tre dì, M. Galeazzo disse *coram* questi signori ch' el signor Lodovico non confortò mai el Re di Francia a fare l'impresa del Reame; ma quello ha fatto è stato per compiacergli, e è incorso nello odio di tutta Italia, ecc.

Ecci detto che il Re conosce è ingannato dal signor Lodovico, e che lo vuole sapere, e farne dimostrazione; e ha deputato uomini che siano con noi per intenderlo; che è una di quelle cose che andremo adagio, insino non intendiamo l'animo vostro come in questi casi ci abbiamo a governare.

La opinione è, se Ostia viene in mano del Papa, e questa armata non facci processo a Pisa o in marina nostra o nel Reame di Napoli, per questo anno non si abbi a fare altro, e che lì si abbi a dissolvere; o, se pure va innanzi, sia con grande vostro grado e della Città; anzi a voi lo indugiarsi a scoprire *in neutram partem* serve a molte cose : e, volendo essere Alfonsini, *interim* li mercanti sgombrano il paese, e chi non lo farà non arà scusa : e, essendo Francesi, sarà con dignità della Città e grado vostro; e anche la impresa si potrebbe dissolvere, e resteresti amico di tutti e' due; che, considerato l'ambizione di Italia, non è fuora di proposito mantenersi ognuno : ma la voglia di mutare lo stato dubitiamo non si tiri la guerra addosso; pure abbiatevi cura.

Restaci a ragionare della stanza nostra o della nostra partita. Noi ci stiamo con grande spesa; mettiamoci tanto del nostro che ve ne rincrescerebbe, e sarebbe forse di più reputazione ripartirsi; perchè chi si offera è peggio il terzo; e saremmo di opinione levarcene in ogni modo; ma tienci quella bolla di che vi abbiamo scritto. Se voi la stimassi, la quale cerchiamo, e non si arà sanza gran premio, perchè la venderà all'incanto, e sarà a chi ne darà più di noi; e, volendo faccia gran frutto, bisogna ch'el Papa e noi facciamo qui replicare assai ch'el

Re non voglia quello che non è suo; e di poi, con questo *introibo*, si potrebbe salvare ogni cosa, e sarebbevi dentro lo onore del Papa e del Re di Napoli; e *interim* attendiamo la vostra risposta, ma, fuora di questo, la tornata nostra ci pare di più reputazione.

Quando ci rispondete alle nostre, scrivete in cifra, o parlate in modo coperto, non siate intesi da altri, massime ricordando il Re di Napoli.

E disseci in secreto N. che la armata a Genova non si faceva meno per intrattenere e assicurarsi quello Stato, che perchè credessino questo anno vi si avessi vi fare altro; che pare cosa contraria a quello ci aveva detto prima. Però giudichiamo, dove magnificava la impresa, fussi artifizioso; e delle cose di Genova disse secondo il suo naturale. Pure è da avere cura alle marine di Pisa.

VI.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 9 mai 1494.

Sommaire. — Effet produit en France par la nouvelle de l'arrestation des fils de Pierfrancesco de Médicis. Conférence de nuit chez M. de Saint-Malo. Animosité que cette affaire excite. Efforts des ambassadeurs pour la calmer. Apologie de Pierre II. Examen du danger que courrait la République si elle s'engageait plus qu'elle ne l'a fait. Tentatives de corruption auxquelles Piero Capponi est en butte. Appréhension que doit inspirer l'arrivée du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, qui a tous les secrets du roi de Naples, et qui peut découvrir les relations qui existent entre ce prince et Pierre de Médicis. Recommandation de bien armer le port de Pise. Le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens n'a pas voulu venir en France sans sauf-conduit.

Per l'ultima nostra de' vi intendesti il seguito insino ad ora, e il caso avea fatto questo Cristianissimo Re della detenzione delli figliuoli di Pierfrancesco e delli loro confini. Di poi è seguito che, a dì vii a mezza ora di notte, M. *de Saint-Malo*, M. *de Gié*, lo governatore *de Bourgogne*, M. lo principe di Salerno, M. *de Soliers*, tutti ridotti in casa di *Saint-Malo*, che sta a noi a mezzo comune, ci feciono inten-

dere come ci volevono parlare; e andavamo in casa del prefato *Saint-Malo*. Sua Signoria ci fè le parole, dicendo come la Maestà del Re aveva loro commesso ci dovessino dire che, avendo inteso Sua Maestà come li figliuoli di Pierfrancesco erano stati ditenuti in carcere, e tolti li loro beni, per la cagione che li predetti erano suti fatti uffiziali del Re, e volevano onorare li suoi oratori che andavano a Firenze e a Roma, e teneano le parti di Sua Maestà in Firenze; soggiugnendo questa non era la buona via a mantenersi la benivolenza di questo Cristianissimo Re, il quale era disposto, quando per noi non mancassi, a preservarla, come li suoi progenitori e come Sua Maestà desiderava avessino più presto li gigli nel cuore che nelle mura; con dire questa cosa non gli poteva essere più nel cuore, ne più dolergli. Conchiudendo in effetto, volevano sapere da noi se ne avamo nuove. Per noi fu risposto che dal publico nè dal privato avamo novelle, se non quelle erano nelli mercanti, e in effetto narrammo che, atteso la qualità del caso e il modo che si era proceduto, che tutti li settanta[1] li avevano condennati in perpetua carcere, e confiscati li loro beni, noi tenevamo per certo volessino machinare contro lo Stato e principali cittadini di quello; e narramo li modi aveano servati con voi, dal dì che morì vostro padre in qua; e dicemo come la clemenza vostra era stata tanta che aveva mitigato la pena, e aveva fatto restituire loro li beni, e le carcere permutate nelli confini discosti dalla Città uno miglio, d'uno modo non potessino uscire del territorio; e ancora si sperava questa pena si leverebbe, e si farebbe una reintegrazione di amore infra voi e loro. E non si persuadessino in nessuno modo fussi per essere loro fatti uffiziali per questo Cristianissimo Re, perchè di questo la Città e Casa de' Medici ne aveva a ringraziare assai Sua Maestà, che avessi onorato due suoi cittadini in tal forma; nè ancora poteva essere la cagione che loro volessino onorare li suoi oratori, imperocchè onorando tutta la Città li suoi ambasciadori, e come sappiamo farà questi, non si debba presumere la Città abbia per male li suoi cittadini

[1] Les soixante et dix, assemblée politique à Florence.

faccino quello che li suoi signori. Nè anche è la causa che loro tengano le parti di questo Cristianissimo Re, imperocchè tutta la Città, Stato, popolo, voglino egli o no, sono Francesi, ma più Fiorentini; e, se tutti non faranno quello ha richiesto Sua Maestà, è perchè non veggono con sua salute e sanza grandissima giattura poterlo fare. E qui facemo uno discorso di tutti li danni ci potevano seguire e sarebbono seguiti insino ad ora, se noi fussimo altrimenti dichiarati che ci siamo fatti; concludendo nel parlare nostro che noi sappiamo certo, se questi figliuoli di Pierfrancesco avessino machinato contro la Città e suoi cittadini, di quello era conscia la mente di Sua Maestà; e ci rendevamo certi lui sarebbe quello vorebbe punirli, quando avessino tentato simil cosa. Per loro fu replicato molte cose delle già dette, volendoci persuadere che noi almanco dovessimo promettere che la nostra Città, passando le genti d'arme del Re, darebbe passo e vettovaglia; e, circa l'altra parte, dissono che la intenzione della Maestà del Re non era in alcuno modo, per essere suoi uffiziali, tentassino cosa nessuna contro lo Stato, e, quando questo avessino tentato, non aveva per male fussino puniti. E, benchè stessimo insino a mezza notte in sù questi ragionamenti, e non si omettesse cosa alcuna circa la giustificazione dell' una parte e dell' altra, nientedimeno non si fece altra resoluzione.

Di poi ieri M. *de Soliers* solo venne a trovarme, Piero, e instette pure circa le medesime cose; e per me fu replicato il medesimo, e dimostrogli che noi non siamo per dichiararci altrimenti, atteso il pericolo grande in che ci metteremo dichiarandoci. E, circa li figliuoli di Pierfrancesco, gli dissi che vi era altro che volere onorare li oratori del Cristianissimo Re, e che noi non avamo particolari, ma questi mercatanti, e erano cose di mala natura. Sua signoria mi disse il fatto; e se noi lo crederemo, parrebbeci ci dovessi mandare la giustificazione del caso delli figliuoli di Pierfrancesco, acciò non parlassimo a mente, e potessimo purgare la infamia è data alla nostra Città, e dimostrare la clemenza vostra verso di loro, per amore di questo Cristianissimo Re; pure ci rimettiamo al giudicio vostro.

[1] *M. Piero qui non manca subornatori, che vorrebbono si tentassi ogni via aspra per tentare lo stato della Città, e farvi villania a' nostri mercatanti; e ecci detto che* Saint-Malo *non è di questi, ma è di contraria opinione; ma voglia usare le dolci. E ecci detto abbiamo ragione a non dichiararci e mettere in pericolo, e fattoci intendere, tenendoci nelli termini abbiamo fatto insino ad ora, assicurare le ragioni nostre con buone parole e attitudine. E, non vi dichiarando voi Alfonsini, noi non dubitiamo cosa nessuna delli nostri mercatanti; ma dubitiamo assai di questa venuta di San Piero ad Vincula, perchè, essendo lui stato gran tempo fautore del Re Alfonso, e avendo inteso li secreti, non persuada a costoro qualche cosa che non sia a proposito nostro; però, se circa questa parte ci avete ad avvisare di cosa alcuna, vi preghiamo ce ne diate avviso.*

Scrivemovi per un' altra nostra come a noi pareva la stanza nostra qui dannosa e superflua per le ragioni altre volte dettevi in quella; parrebbeci ancora il medesimo, che, quando potessimo lasciare costoro un poco con la bocca dolce, ci dovessimo partire.

Per la varietà di costoro, e dubito in che modo abbino a pigliare la cosa; per noi vi ricordiamo fare provedere quelle marine di Pisa, acciò non siamo giunti sproveduti; e di questo nostro ricordiamo non vi facciate beffe.

Essi inteso San Piero ad Vincula è a Niza, nè si è però voluto fidare di questo Cristianissimo Re sanza salvocondotto; hallo chiesto, e elli stato concesso.

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

VII.

PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Sans date.

SOMMAIRE. — Propositions secrètes faites à Piero Capponi, pour l'engager à provoquer une révolution à Florence[1].

(EN CHIFFRES.)

Stamani Saint-Malo *mi fè richiedere che fussi contento operare di mutare lo Stato, e pensare io chi dessi al Re di Francia danari, gente e favore di Signorie di Italia; e tutto entrommi ne' più strani particolari del mondo; e in sù questo ne andò a caccia col Re; e, tornato, rientrò sù questa pratica. Io, con consiglio di M. Guido*[2] *e parere mio, stimando non fussi male entrai in uno poco di pratica pel bene della Città e mercatanti miei, in modo non si maculassi la vostra reputazione, che costoro pigliassino più animo alla impresa; e fecigli entrare così, che, innanzi io dicessi, al bisogno voler sapere, quale il Re di Francia arebbe più caro, o la mutazione dello Stato, o il favore. Rispose : la mutazione sarebbe più sicura; ma, considerato el bisogno presente, quando mi rincorassi fare che lo Stato servissi, sarebbe il meglio, e che io ne acquisterei grado col Re.*

[1] Cette dépêche et la suivante nous semblent renfermer la justification de Piero Capponi, que Commines accuse de trahison. Voici le passage de l'historien français : «En «toutes les deux ambassades y avoit tous«jours quelqu'ennemy dudit de Médicis, et «par espécial ceste fois ledit Pierre Capponi, «qui soubs main advertissoit de ce qu'on «devoit faire pour tourner la cité de Flo«rence contre ledit Pierre. Et aussi con«seilloit qu'on bannist tous Florentins du «Royaume, et ainsi fut fait.» (Liv. VII, chap. v.)

[2] Guidantonio Vespucci, l'autre ambassadeur florentin auprès de Charles VIII.

VIII.

PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Sans date.

Sommaire. — Même sujet. Efforts tentés pour détacher Piero Capponi de Pierre de Médicis.

(EN CHIFFRES.)

M' ha fatto richiedere di fare contro allo Stato, per condurlo; m' ha offerto danari, genti e favore di principi d' Italia; io non l' ho sfuggito, per intrattenerlo, e con le difficoltà svolgerlo e votarlo; e hollo dimandato quello volessi piuttosto el Re di Francia o volgere lo Stato, o haverlo dal suo.

Ha detto più gli piacerebbe mutare; ma, rispetto al presente bisogno, se io potessi fare che Piero de' Medici fussi collo Re, che io ne acquisterei buono grado; e a questo modo entrerò in pratiche, e saprò ogni cosa.

E, benchè a M. Guido non sia mancato lo ragguaglio d' ogni cosa, e andiamo d' accordo, e anche Francesco della Casa, dico di molte cose, perchè ve ne sia testimonio di quello che io fo per metterli d' accordo, che ho disposto voi non abbiate persona che i fatti vostri tratti con più amore di me.

Delle cose publiche scriviamo per lettera di compagnia; anzi capiamo a costoro basterebbe loro voi in seguito promettessi passo e vettovaglia, come per altra vi dichiamo.

Cristo vi guardi.

IX.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 22 mai, 1494.

Sommaire. — Difficultés qui empêchent l'emprunt que le Roi a contracté à Gênes de suivre son cours. Mouvements de troupes. Recommandation de veiller sur les côtes et sur les ports. Nouvelles diverses.

[1] *È venuto qui uno Andrea Scaglia, governatore de' Sauli di Roma, e in-*

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

tendiamo era ito a Genova a menare moglie, e intese il cambio avevono fatto li suoi qui : cioè venti mila ducati per Roma, venti mila per Milano, trenta mila per Genova. Quelli di Roma sono pagati. Costui è venuto lui, lasciando ogni cosa, per stornare il cambio del resto, dicendo è impossibile li possa pagare, e se ne è doluto con Saint-Malo, *il quale non gli ha risposto altro, se non : il Re farà e dirà se lo credete trovare... E detto Andrea dice, infra le altre cose, oltra la strettezza del danaio, ha paura Genova non facci garbuglio, e riscontra con quello ci disse il duca* d'Orléans, *che questa armata si faceva più per assicurare il Stato di Genova, che per credere habbino a fare gran cose.*

Di genti d'arme non vi sappiamo dire altro; ma Giovan Bartolomeo da Susa ve ne scriverà.

Preterea sono passati cento sessanta uomini d'arme in Saluzzo; M. Galeazzo è ancora qui, e indugierà a partire lunedì; dicesi il Re gli darà l' Ordine; è molto favorito da lui, e vanno tutta notte in *gattico.*

L' opinione hanno di avere il Re de' Romani per capitano è uno *ghiribizzo* fatto da loro : «Noi faremo così, e lui farà così.» Ma alle volte non riesce. Li suoi oratori là non hanno anche avuto audienza; e l' accordo di Massimiliano sarà favorito da tutti li principi di qua per fare il Re minore; perchè la grandezza del Re è bassezza de' baroni. E di nuovo vi ricordiamo abbiate l' occhio alle marine, e guardiate le cose nostre con più o meno spesa, secondo avete da Genova proceda l'armata; perchè, se costoro non fanno qualche cosa subita per mare, e Massimiliano non s' accordi a fare costui signore del mondo, questa impresa andrà alla grazia, o aranno vergogna, o voi sarete a tempo ad acquistare grande grado di qui a sei mesi; e arete più onore di questo fatto che non ebbe mai vostro padre da impresa alcuna. E di qua potrebbe seguire in modo che le biasteme tornerebbono addosso a chi biastema; e, scrivendovi alle volte svarioni, non vi maravigliate, per le ragioni dettevi; e qua sono gran giramenti.

En Provence e *en Languedoc* è la peste grande.

Le cose del Vincula non le veggiamo magnificare; e già dicono Ostia ha levato le bandiere del collegio e non quella del Papa.

È venuto a noi uno amico, e ci ha recato una polizza che è caduta a M. Galeazzo, *cujus tenor talis est :* Lo oratore fiorentino ha detto al Re di Francia che li suoi signori non possono rompere la lega e confederazione feciono col Re di Napoli; la quale dura ancora al presente, e così hanno risposto alli oratori di Francia. Al signore pare licenziare li oratori qui, e il Re ne mandi uno oratore a Firenze, per intendere di che qualità è questo obbligo di confederazione, sanza venire ad altra rottura con loro.

X.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 24 mai 1494.

Sommaire. — Plan de campagne des Français. Projets du prince de Salerne.

Ieri vi scrivemo una, la quale arete insieme con questa; e, benchè crediamo che quella basti[1], *è poi occorso che uno di questi di MM. della pace è stato a me Piero, che per terra si farà poche nova; hammi detto ancora che l' armata di mare andrà; e scrive il principe di Salerno con speranza che qualche ribellione segua nel Reame. E, seguendo che pigliasse qualche buono luogo vi si metteranno* totis viribus : *non seguendo, la cosa si anderà risolvendo; e, benchè queste cose si dichino secondo li appetiti, me lo ha detto con certe ragioni, che gli presto fede. Ragguagliatevene chi vi pare, e ingegnatevi che il Coppola venga qua, perchè sarà molto a proposito.*

XI.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 27 mai 1494.

Sommaire. — Avis secret à transmettre à Alfonse de Naples de la part de M. de Lyon. Le prince de Sa-

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

lerne a des intelligences dans quatre ports du royaume de Naples, qui doivent recevoir la flotte française. Le Roi veut monter sur la flotte en personne. Il est douteux que les grands du royaume y consentent. Saint-Malo engage les ambassadeurs à prendre congé. L'ambassadeur de Milan est mécontent. Paris se refuse à tout impôt extraordinaire. Le Languedoc contribuera. On ne sait rien de certain de Maximilien.

Solo al presente ci accade a avvisarvi come [1] *M. de Lyon, amicissimo del Re Alfonso, ha detto come il principe di Salerno ha detto avere trattato in quattro porti del Reame di Napoli, e, approsimandosi l' armata del Re di Francia, subito se gli daranno; e ha detto lo facciamo intendere al Re per via secreta come da lui è nato tale avviso. Però ve lo scriviamo lo facciate intendere al Re.*

Di bocca di maestro Giovanni Michieli, maestro (medico) del Re di Francia, mi è suto detto come il Re ha mandato per lui, e *determinato andare in sull' armata per mare, e a questo non voleva consiglio, ma che pensasse come gli avessi a preservare la sanità; di che c' è parso darvi notizia; e crediamo che il Re l' abbi detto. Questo è segno che si vede ogni dì più perdurare nella impresa. Ma non crediamo già questi del Reame lo lascino così leggiermente partire, benchè suole essere pertinace nella sua opinione.*

Per l' altra intendesti la difficoltà facevano questi Sauli di pagare il cambio de' sessanta mila ducati; non intendiamo poi altro appuntamento fra loro.

Per la copia della polizza vedeste come il signor Lodovico cercava fussimo licenziati di qua; di poi è successo che Saint-Malo ha fatto intendere a me, Piero Capponi, come la stanza nostra qui è con poco onore di questo Cristianissimo Re, e *etiam* della Città nostra; e che commendarebbe più che noi ci partissimo che stare qui sanza alcuno proposito; di che facciamo qualche giudicio, che, non ci partendo noi per queste parole loro, sollicitati da Milano, ci abbino a dare espressa licenza. Per tanto pensate se è bene prevenire, che noi la domandiamo innanzi ci sia data; perchè in fine, benchè ciascheduno di noi giudichi el tornare nostro onorevole e utile per la nostra Città, nientedimeno ci rimettiamo al prudentissimo giudicio vostro, e con quello ci accorderemo. Nella nos-

[1] Les passages imprimés en italique sont en chiffres dans le manuscrit.

tra tornata avvisateci come ci abbiamo a portare a Savoia, con il duca di Milano, signor Lodovico e Bologna.

Intendiamo ancora di luogo non vulgare, come lo oratore residente qui per il signor Lodovico non sta punto bene contento della opera di questi Francesi; e pargli li effetti non risultino secondo le promesse; e sta molto di mala voglia, come quello che dubita gli abbia ad essere saputo mal grado dello avere messo il signor Lodovico tanto avanti nella impresa.

De Paris ci è avviso come loro, per avere perduto il vino e grano, non sono per aiutare di danari per cosa alcuna straordinaria, e che a gran pena potranno pagare li ordinari; di che è da fare caso assai, per essere quella terra capo del Reame; acciò li altri non piglino esempio da loro.

Le Languedoc intendiamo ha accettato che si ponghino li danari di che sono stati richiesti; ma, per esservi la moria, dubitiamo si possino riscuotere; e questi *de Languedoc* farrebbono ogni sforzo per ottenere che nel Reame non potessino venire spezie, se non per mare; nondimeno il Re è ubbidito quando vuole.

Variamente si parla del fatto del Re de' Romani; insino a due dì fa ci fu detto li suoi oratori tornavano sanza parlargli; di poi ci è stato detto il contrario, che gli avevono parlato, ma non avevono fatto conchiusione, e che aspettavano il principe *d'Orange*.

XII.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 6 juin 1494.

Sommaire. — Conférence avec le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Motifs de sa rupture avec le Pape. Son dessein d'amener le roi des Romains et le roi de France à convoquer un concile. Il importe de ménager le cardinal, et, s'il se peut, de le réconcilier avec le Pape. Cette négociation ferait honneur à la République. Voyage du Roi en Bourgogne. Nécessité de mettre les places en état de défense.

Per la lettera che scriviamo alli magnifici signori Otto potrete inten-

dere il ragionamento avemmo col reverendissimo cardinale di San Piero ad Vincula; e, oltre a quello che in essa si contiene, nel suo discorso del parlare ci disse, come, intra l'altre cagioni che Sua Santità avea avuto sdegno con lui, era voleva che consentisse la Sedia Apostolica dessi al genero del figlio del Papa Terraccina, Pontecorvo e Civitavecchia, e al duca di Gandia Ronciglione, il quale tiene sua reverendissima signoria, e che lui per niente lo aveva voluto promettere; soggiugnendo che noi lo vedremo, se già non lo ritiene le pratiche che intende dal canto di qua di questo acconciamento che si ha a fare tra il Re de'Romani e questo Cristianissimo Re, di che facciamo giudicio che tutta la fantasia e fondamento suo sia d'operare di qua si faccia concilio per tribulare il Papa. Però giudichiamo sarebbe bene di non farlo desperare a fatto, e voi confortiamo a non gli lasciare levare le intrate ha nelli paesi nostri, per due rispetti : l'uno, perchè non sia inimico dal canto di qua, *immo* amico, come si tiene essere insino ad ora; l'altro, perchè è pur uomo da farne conto. *Crediamo che, toccando nella pratica di questa materia, sarebbe facile cosa levarlo da questa impresa, e ridurlo alla obbedienza del Papa*, quando volesse da lui cose oneste; perchè non pare ragionevole che, essendo seguito le ingiurie che sono seguite tra questo Cristianissimo Re e il Re de' Romani, e essendo il Papa uomo del Re di Spagna, che questi due Re abbino a consentire di dare tanta reputazione a questo Cristianissimo Re, facendosi lui capo di questa cosa; e crediamo che la Santità di Nostro Signore, il quale di sua natura è vile, e è *conscius criminis sui*, ancora *de facili* si potrebbe ridurre alle cose oneste, per dubio delle cose di qua; e però, quando vi paresse dovessimo intrare in altro particolare, cene avviserete, e, parendoci la pratica di potere riuscire dal canto di Nostro Signore, potrebbe essere riuscirebbe di qua, e ve ne doverebbe essere saputo buono grado dall' una parte e l' altra.

Qui si tiene per certo, come abbiamo scritto alli Otto, questo Cristianissimo Re andrà *en Bourgogne*. Noi, non avendo cosa da praticare con Sua Maestà, non facciamo pensieri andargli dietro, ma *solum* mandare Francesco della Casa, del quale potremo essere avvisati di quanto sca-

drà. Nè crediate questa andata *en Bourgogne* sia per acconciarsi con il Re de' Romani, perchè, secondo si dice, il prefato Re de' Romani si discosta; ma è solo per gelosia di quello Stato, perchè a questi dì è scoperto *à Aire en Picardie*, terra di questo Cristianissimo Re, uno trattato in favore del Re de' Romani.

Aspettiamo con desiderio la partita nostra, la quale giudichiamo essere utile e necessaria, per le ragioni altre volte scrittovi.

Ricordiamovi provedere alli nostri luoghi maritimi, perchè questa armata viene con tante provisioni di artiglierie; e ecci detto fa sì gran processo in sì poco tempo, che non ve lo scriviamo per non essere tenuti bugiardi, come teniamo noi costoro; pure, essendoci affermato da tanti, e massime da' nostri Fiorentini, vi abbiamo voluto replicare questi pochi versi, acciò abbiate cagione abbondare nelli provedimenti, considerato che è meglio cento beffe che uno danno.

Non seguiamo lo scrivere in cifra, per avere il presente apportatore.

XIII.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 8 juin 1494.

SOMMAIRE. — Grands préparatifs maritimes. Concours des rois de Portugal et d'Espagne. Il faut s'attendre à une attaque contre Pise. Détails importants sur l'artillerie française et sur ses formidables effets, sur le nombre des troupes, sur les projets de débarquement et de campement. Il est urgent de pourvoir à la défense de l'État. Le Roi persiste dans le dessein de venir en personne. Les Français ont des intelligences à Rome; il est à propos d'en prévenir le Pape.

Per una che ci scrive ser Piero a XXIV del passato siamo avvisati come Vostra Magnificenza, insieme con il capitano di Pisa, era ita a Pisa e in altri luoghi maritimi, per fare provisione a detti luoghi, per rispetto di questa armata che si fa a Genova; la qual cosa sommamente ci è piaciuta; e, se allora quando ve lo scrivemo, lo giudicammo utile, ora lo reputiamo necessario, perchè queste cose di continuo riscaldano, e di continuo si tirano più avanti; e ci è avverato in modo più cose

in favore di questa impresa, perchè costoro hanno risposta di Portogallo, e quello Re serve questo Re di dieci di quelli legni che si adoperano a porre cavalli in terra; e, oltre a questo, lo serve di trenta caravelle e di quattro navi grosse, trecento navi leggieri; e *de Normandie*, e *de Bretagne* si dice affirmative venire parecchi legni. Il Re di Spagna dicono avere risposto che darà a costoro ricetto in Sicilia e vettovaglia, che era uno de' gran pensieri di costoro, non parendo avere luogo dove si potessino rinfrescare, se non pigliassino terra a uno tratto, e temendo da qualche uno di quelli porti siciliani non fussi fatto qualche truffa o arsione, per la naturale inimicizia delli Siciliani e Francesi. Che, se tutte queste cose sono vere, costoro sono tanto innanzi che bisogna vadino; e, in su questo, Milano ha licenziato li oratori del Re Alfonso; non ha licenziato il nostro, perchè costoro non si sono accordati con Milano di licenziare noi; ma sono tanto mal contenti di noi, che tra la loro mala contentezza, e la inimicizia de' Genovesi, dubitiamo di qualche grande insulto a Pisa; e, essendovi voi ito in persona e la magnificenza di Pierfilippo, crediamo abbiate fatto le provisioni necessarie, e non bisogna insegnarvi; pure amorevolmente vi ricordiamo quello che abbiamo inteso dell' ordine di costoro.

Costoro portano con loro e per mare e per terra uno numero grandissimo di artiglierie, tutto in sulli carri; le artiglierie non sono troppo grandi, che sono di trecento in cento libre; ma hanno le pallotole di ferro, che sono maggior peso; e comprendiamo, per darli maggiore forza, le fanno molto grosse nel cannone o nel culaccio dove si mette la polvere; e a poco a poco vanno diminuendo, in modo che nella bocca sono quasi sottili; e hanno nel mezzo certe alie da poterle appoggiare e fermare in sul carro; e ogni artiglieria ha il suo carro, e li bombardieri, e le sue pallotole, e uno numero grande di cartocci di polvere acconci e misurati per detta bombarda, e menano quelli carri, e nell' allogiare il campo quelli carri fanno parco; e, se vogliono sforzare uno a fare fatti d' arme, se gli fanno incontro a poco a poco; e chi volesse fare *Fabio Maximo* non può, perchè è sì grande il numero della artiglieria, che dì e notte trae, che bisogna pigliare

partito; se vanno ad una terra, come la veggono, levano le bestie dai carri, e volgono li cannoni, e a poco a poco li pingono innanzi, in modo che, con li ripari de' carri, in uno dì, sanza via coperta, si trovano in sulle mura, e là prima levano via tutte le difese; e, come veggono una bombardiera, vi si volgono trenta o quaranta bocche, in modo che macinano quello muro, che non può più trarre.

Dicono queste loro artiglierie passeranno uno muro di otto braccia, che lo forano; e, benchè il buco sia piccolo, per la gran moltitudine de' colpi, bisogna che tutti li macini, perchè cominciano a trarre in quella benedetta ora, che mai restano o dì o notte :

> Nec mora, nec requies, quod multa grandine nimbi
> Culminibus crepitant.

in modo che, non avendo mai requie, quelli di dentro non possono avere spazio a fare ripari, e non fanno dubio niùno in uno dì pigliare Livorno, in due Pisa; di Ostia si ridono, che se vergognerebbono costoro non la avere avuta in due dì; e uno bombardiere, che andò a spiare Napoli, vuole gli sia mozzo il capo se non ha Castelnuovo in due dì; e, benchè la natura di costoro sia un poco di millantare, nondimeno da Francesco della Casa e da' altri nostri Fiorentini, che dicono avere veduto con li occhi, ne abbiamo udito cose spaventevoli; e però è necessario fare una delle due cose : o non contendere con loro; o, quando non si potessi fare altro, prepararsi e con li campi grossi, in modo che, nè loro le potessino piantare, nè che l' uomo abbia cagione *detrectare pugnam;* e anche di quello si può con fossi assettare le cose, in modo che pure, quando caso da una rotta venisse; l' uomo possa passare un poco di tempo; e, essendo forti in sulli campi, provedersi di artiglieria in modo si possa rispondere.

Abbiamo parlato con qualchuno di costoro; il disegno loro è questo : di porre in terra mille cinque cento cavalli, e dieci o dòdici mila fanti Guasconi, Svizzeri, Italiani, e una volta imparcarsi, e fare li fossi in sulla marina; che dicono lo faranno in uno dì, e che non hanno bisogno de' altri guastatori; e qui stare tanto che a poco poco scari-

chiano la artiglieria; e a questo dicono, non si può riparare : « perchè, « se guardarete Livorno, noi anderemo a Campiglia. E anche potremmo « ire in sù quello di Siena; e voi non siate a tempo; e, quando fussi « superiori di cavalli, non ci potete cacciare, per essere imparcati, « tanto che abbiamo scarico tutto; e di sulle galee traremo tante arti- « glierie che vi faremo stare discosto. Voi non avete artiglieria minuta; « e, quando l'avessi, non la avete in ordine in sulli carri da poterla « trainare; e, quando avessi li carri, non avete tanti maestri. » E però non sarebbe forse mala spesa fare cinquanta o cento di questi carri con le artiglierie loro, e avere li maestri; e anco potresti avere a fare uno campo in Lunigiana, dove non cape molti uomini d'arme, e in due mesi si fa di molte cose, e vi hanno sù tanta opinione, e tanto conforme al dire d'ognuno, che, se non ve lo porgessimo come ci è detto, ne saremo tenuti a conscienzia.

Per l'altra vi dicemo dell'ordine dato a Milano di darci licenza; a costoro poi non c'è parso, che sono stati consigliati in contrario, perchè, insino ci stiamo, hanno pure qualche speranza di ridurvi alla devozione loro; o almeno non andiate a bandiere spiegate; attendiamo ora la resoluzione vostra, e in fine la stanza nostra qui è di poca reputazione, e manco profitto.

Il Re, come è detto, va *en Bourgogne*, non con speranza di accordo con il Re de' Romani, ma per sicuranza di quelle terre.

M. Galeazzo se ne va domani a Milano con grande prestezza; e il non essere d'accordo con il Re de' Romani farà fare a costoro la impresa più presto, per fare qualche gran principio innanzi che da altri sia sollevato. Il Re affermativo dice volere venire in persona; e, benchè tra noi sia chi non lo crede, nondimeno è tanto costante nelle sue opinioni, o per profezia, o visione, o voluntà che si sia, ha tanto a cuore questa cosa, che c'è da temere. Il danaio si fa con difficoltà; pure poi alla fine ognuno gli vuole compiacere. Lo duca *d'Orléans* non potrebbe essere più amico e partigiano vostro e nostro; pure ognuno vuole onore, e obbedire al suo signore.

En Provence e *en Languedoc* è la moria grande, e non può essere non dia noia a questa armata, benchè costui non cede a difficoltà alcuna, e lascia qui la Regina per tornare presto.

[1] *Di poi* Saint-Malo *ha detto che vogliono soccorrere Ostia a ogni modo per mare; ma el soccorso pare faranno per mare, che qui si abbi qualche intelligenza a Roma addosso alla persona del Papa; e non pare fuora di proposito, sendovi Ascanio e San-Severino e* d'Aubigny; *e comprendiamo sia uomo audace più della mano che di capo; e ancora qualche barone amico del Vincula; e, parendoci cosa d'importanza, massime atteso donde si è spillata, con esserci mandato a dire facessimo intendere costì,* ecc. E, quando vi paressi farlo a sapere al Papa, con quello destro modo vi paressi, ecc. *Aut dolo aut corruptione* guadagnare il Papa.

XIV.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI AUX HUIT DE PRATIQUE.

Lyon, 14 juin 1494.

Sommaire. — Départ prochain du duc d'Orléans pour Asti. Le Roi est en Bourgogne avec le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens et Galéas de San-Severino. On n'a pas de nouvelles de l'entrevue projetée entre le Roi et Maximilien.

Magnifici Domini, Patres honorandissimi, etc. L'ultima nostra fu de' VIII del presente per le mani di Simone da Ricasoli. Per quella vi avvisamo la conclusione si era fatta; come M. *d'Orléans* doveva andare in sull'armata, e come fra V dì doveva partire. Di poi è successo ch'el Re lo ha menato seco *en Bourgogne*, dove Sua Maestà è andata per le cagioni altre volte scrittovi. Attendesi ogni ora il ritorno suo qui, dove tornato che sia, si dice starà IV o V dì, e di poi se ne andrà in Asti, e quivi aspetterà tutta la sua compagnia; di poi se ne andrà a Genova. Dicesi arà da mettere in terra fra uomini d'arme e genti a

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

pié venti due mila persone, infra quali sarà sette cento o otto cento uomini d'arme.

La Maestà di questo Cristianissimo Re fa intendere qui che ci vuol essere per S. Giovanni, se la peste non ci fa maggiore danno che si faccia insino ad ora; di poi, stato qui qualche giorno, dice volere ire a Genova; ma molti ci sono che non credono si parta dal Regno; pure, mostrandosi Sua Maestà tanto calda quanto è in questa impresa, è da dubitare non eseguisca questo suo proposito, non ostante contradizione alcuna di questi signori suoi.

Il reverendissimo cardinale di San Piero in Vincula, e M. Galeazzo andorono appresso il Re *en Bourgogne*, e si dice M. Galeazzo di là si partirà per tornare a Milano; ha rimandato tutte le sue genti, eccetto venti o venti cinque suoi servitori, nè se ne intende sia però ancora partito di corte.

A noi non è parso andare *en Bourgogne* dietro alla Maestà del Re, non avendo altro che fare con Sua Maestà, ma, per le cose che potranno scadere, abbiamoli mandato dietro Franceso della Casa; se da lui aremo cosa di momento, ne daremo notizia alle Signorie Vostre.

Le genti d'arme si sollecitano, e intendiamo qui nel paese ne è assai che passano; ma della verità di quante ne saranno passate, ce ne rimettiamo a quello vi scriverà Giovan Batolomeo Spinelli.

Dello acconciamento aveva a fare questo Cristianissimo Re con il Re de' Romani non si parla più, in modo crediamo sia spunto. Dicesi il Re de' Romani essere a Spira con buono numero di gente, e andare nelli Paesi Bassi. L'imbasciadori di questo Cristianissimo Re si dice non avere risposta da lui delle cose proposte, ma che lo aspettino a non sò che terra, e che quivi sarebbe dato loro la risposta. Sono quivi detti oratori, e sollecitano essere richiamati, perchè intendono la Maestà del Re de' Romani si dilunga ogni dì da quella terra; per questo si giudica il Re de' Romani non essere bene d'accordo con questo.

Questo è quanto si può dire di nuovo alle Signorie Vostre; e se altro accadrà, ne daremo avviso. Alla grazia delle quali sempre ci raccomandiamo.

XV.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 14 juin 1494.

Sommaire. — Le Conseil a décidé qu'on donnerait congé aux ambassadeurs. Motifs qui font suspendre l'exécution de cette décision. Qu'on ne néglige aucune mesure de défense. La peste est à Lyon. Grands mouvements de troupes.

A noi fu riferito che, a' v di questo, si conchiuse qui fra questi del Consiglio del Re doverci dare licenza, e così l'aspettavamo, partito che fusse il Re per andare *en Bourgogne,* e nientedimeno non è seguito lo effetto. Stimiamo la mutazione di questo parere possa procedere da due cagioni : l'una, che loro, non essendo ben chiari dell'animo de' nostri signori, non se vogliono chiarire averci totalmente per inimici, benchè tutti questi che favoreggiano questa impresa tengono li signori nostri per Alfonsini : l'altra per addormentarci delle provisioni. E però con fede vi ricordiamo che le provisioni si faccino gagliarde, perchè è meglio spendere un poco più, e giuocare in sul sicuro, che mettersi a pericolo di perdere qualche cosa, dove bisognerebbe grandissimo tesoro a ricuperarlo.

Potrebbe ancora essere che, avendo noi sparso la voce di avere chiesto licenza, starebbono a vedere se di costà la abbiamo; ma, in qualunche modo si sia, a noi pare che la spesa nostra di qua sia superflua e poco onorevole, per le cagioni altre volte dettovi; e però vi preghiamo, se alla avuta di questa non abbiamo avuto licenza, adoperiate ci sia data, perchè oltre le ragioni soprascritte, siamo mossi a desiderarlo, per essere comminciata la peste qui *à Lyon.*

In Lyonese, e questi paesi circumstanti comparisce ogni dì gente d'arme, per passare in Italia, tra per andare in sull'armata, e per terra; ma sono spacciati adagio del danaio, per la difficoltà che ci è a farlo. Di quanto ne passeranno in Italia, ce ne riposiamo allo avviso doverrà dare costì Giovan Bartolomeo Spinelli.

Nec alia, se non vi raccomandiamo quella cosa vi scrivemo ad VIII del presente.

Delle nuove che ci sono da Genova, e quello tentano contro la nostra Republica non ve ne scriviamo altro, perchè ce ne rimettiamo a quello che per altra via siamo certi ne siate avvisati; tanto è che tutti li disegni del grande scudiere sono tutti contro noi.

XVI.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 15 juin 1494.

Sommaire. — Avis donné à Spinelli. Les instructions données à M. d'Orléans portent que, de Gênes, il doit se diriger sur Naples, en respectant les droits des neutres. Les ambassadeurs ont leur congé.

Ritornando Lorenzo Spinelli nostro da M. *d'Orléans*, dopo la licenza nostra da lui, e intrando nel ragionamento con M. *de Luxembourg*, il quale va a Genova con M. *d'Orléans*, circa le commissioni aveano in questa loro andata, disse, le commissioni loro essere andarsene dirittturi a Napoli, e non offendere alcuno neutrale, ma *solum* quelli che dessino favore al Re Alfonso, e che credeva, stando noi neutrali, a noi non sarebbe fatta offensione alcuna. Parendoci queste parole di momento, ve ne abbiamo dato notizia; non per ciò per questo rafreddiate le provisioni.

Circa li altri avvisi della nostra licenza ce ne rimettiamo alli vostri qui del banco, e alla lettera scriviamo alli Magnifici Otto di Pratica.

XVII.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 19 juin 1494.

Sommaire. — Bannissement et départ de Lyon des employés de la maison de banque des Médicis. Consternation des Lyonnais, auxquels l'éloignement des Florentins fait le plus grand tort. L'avis des

ambassadeurs est que cet événement ne doit apporter aucun changement à la conduite politique de Florence.

Circa la licenza data a' vostri del banco non diremo altro, perchè da loro ne siate pienamente informato; solo questa per avvisarvi come ieri si partirono di qui, non sanza gran dolore di questi *Lyonnais*, li quali dubitano che partendosi il capo della nazione, non sia principio che gli altri si partino, e *per consequens* queste loro fiere abbino a diminuire in qualche parte, e così diminuire tutte le loro commodità, massime le pigioni, e vedere li loro viveri cari; e veramente siamo di questo giudicio, che, quando la nazione fiorentina non ci fussi, calerebbono li utili di questi *Lyonnais* il terzo.

Avendo la lettera vostra, dopo la licenza nostra, nella quale si contenea come le cose della Città erano in quelli termini le avevamo lasciate nel partire nostro, e come eravate disposti starvi e provedere alle cose vostre, ci parve di mandare a leggere quelli tali capitoli a M. *d'Orléans*, e di poi mandarne la copia a Francesco della Casa in corte, acciò che, potendo, lo facessi intendere alla Maestà del Re; e potrebbe essere che, quando costoro fussino certificati di questo, si chiamerebbono assai satisfatti dalla Città nostra; e però ci è parso per la presente darvene notizia, acciò che, in sù il darci licenza, la Città nostra non avessi a pigliare più uno partito che uno altro; perchè saremo di parere questa nostra licenza e de' vostri non alterassino la intenzione nostra altrimenti, nè in altra opinione voi fussi prima innanzi a detta licenza dataci; pure di questo ce ne rimettiamo al prudentissimo giudicio vostro.

XVIII.

GUIDANTONIO VESPUCCI ET PIERO CAPPONI À PIERRE DE MÉDICIS.

Lyon, 22 juin 1494.

SOMMAIRE. — Dernier avis. Qu'on ait soin d'écarter du rivage toutes les bêtes de somme qui pourraient être employées au service de l'artillerie française.

Benchè circa li disegni che costoro di qua abbino a fare per l

offesa nostra non ci occorrà altro che dirvi, che quello vi si è scritto insino ad ora, nientedimeno, ripensando noi, quando ci volessino offendere, di fare in modo avessino più difficoltà fussi possibile, ci è occorso che, facendo costoro di qua tutto il fondamento loro in artiglierie, è pure necessario che la tirino in terra; e però vi ricorderemo con fede, che, quando sentissi l'armata di Genova essere per uscire fuori, facessi discostare dalle marine nostre, più che si potesse, tutte le bestie atte a tirare, acciò che loro nelli paesi nostri non avessino commodità di tirare le loro artiglierie in terra, e fussino costretti a tirarle con le cavalcature avessino in sulli navili.

Domani, come scrivemo ieri per la nostra alli Otto, ci partiremo di qui, ancora che da Francesco della Casa, che è in corte, non abbiamo risposta se ha ricevuto le nostre lettere.

NÉGOCIATIONS DIVERSES DE LA RÉPUBLIQUE.

I. — RELATIONS AVEC LA FRANCE.

MISSION DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE, PÉRON DE BASCHE, A FLORENCE.

26 juillet 1493.

ANALYSE.

Le roi de France se prépare à faire valoir ses droits sur le royaume de Naples. Il espère que la République se déclarera en sa faveur. Les Vénitiens et Ludovic Sforza ont déjà accueilli cette communication de telle manière qu'il se tient pour satisfait.

La République répond en termes généraux. Elle se montrera toujours favorable au roi de France, sauf l'honneur et la dignité de l'État.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 40.)

MISSION DE QUATRE AMBASSADEURS FRANÇAIS A FLORENCE.

5 mai 1494.

ANALYSE.

Une ambassade composée de M. d'Aubigny, de M. de Saint-Malo, de Matharon et de Péron de Basche, vient encore une fois offrir à la République l'amitié du roi de France et l'assurance de sa puissante protection. Le Roi va entreprendre la conquête du royaume de Naples, dont il est le légitime héri-

tier; il veut savoir quels secours Florence se propose de lui fournir pour sa prochaine expédition en Italie[1].

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 44.)

RÉPONSE VERBALE FAITE, LE 6 MAI 1494, AUX QUATRE AMBASSADEURS DU ROI TRÈS-CHRÉTIEN.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 87.)

6 mai 1494.

SOMMAIRE. — La République se montrera toujours dévouée aux intérêts de la France; mais elle ne peut, sans être parjure, rompre l'alliance qu'elle a conclue avec les rois de Naples, avec l'assentiment et par le conseil du roi Louis XI.

Tribus precipue in rebus, Excellentissimi Regii Oratores, si recte collegimus, versata est omnis vestra hesterna elegantissima oratio, qua mandata ad nos vestra, que a Christianissimo Francorum Rege acceperatis deferenda, huc exposuistis :

In salute danda regiis verbis; in declarando animo benignissimaque mente illius erga Civitatem nostram; demum in exquirendo quid nos animi haberemus, quid essemus acturi, si gallus regius exercitus ad recuperandum Neapolitanum Regnum in Italiam descenderit. Quibus nos eodem, quo a vobis dicta sunt, ordine, quo dilucidiora fiant que dicentur a nobis, singillatim respondebimus.

Salutem dicit nobis verbis vestris potentissimus ille ac Christianissimus Gallorum Rex, atque humanissime alloquitur. Quid nos facere debemus pluris? Pro quanam re majores habere gratias? Nam si ille talis tantusque princeps dederit salutem, quis audeat contra, possitque damnum inferre aut malum? Quem ille esse salvum voluerit, quem

[1] Les mêmes ambassadeurs se présentèrent devant la république de Sienne, et lui demandèrent comment elle comptait recevoir le Roi. Sienne répondit qu'elle était entourée d'états puissants, et que, dans cette position, elle ne pouvait sans danger se déclarer ouvertement pour la France. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 44.)

rexerit, salvus procul dubio erit, neque noceri quisquam poterit. Quare nos vel omnibus thesauris hanc Regis salutem anteponimus, atque habemus illi pro tanta regia humanitate munereque gratias.

Nunc, de declarando animo in nos regio, etsi gratissima fuit super res omnes que contingere nobis hoc quidem tempore potuerint beneficiorum in nos regiorum ista commemoratio, tamen minus necessaria oratio visa est. Frustra enim verba fiunt, ubi res ipsa in aperto steterit. Quapropter, nos hanc alteram legationis vestre partem, non solum accipimus magno applausu letitiaque incomparabili, sed augemus; que vos dixistis ornamus et cumulamus pro viribus, et Deo Clementissimo Optimo Maximo agimus gratias, qui huic Carolo, Francorum Regi, eamdem dederit mentem erga Florentinam Civitatem, qua Gallorum ceteri Reges qui eum precesserunt in hanc urbem extitere.

Nunc, quod a vobis tertio loco dictum est aggrediemur. Vult novisse ex nobis Christianissimus ille Rex, pater, defensorque urbis et dignitatis nostre perpetuus constantissimus, que mens sit nostra, quid simus acturi, si ipse ad recuperandum Regnum arma sumpserit. De transitu quoque et commeatibus facit, in postulando, mentionem. Qua quidem in re, nisi libere loquamur, atque ut res habet respondeamus, profecto indigni fuerimus quos ipse tanta humanitate et clementia complectatur. Inivimus superioribus annis cum Ferdinando, Neapolitano Rege, fedus, hujus Alfonsi patre, qui modo in demortui parentis Regnum successit, quo facilius ab his, qui eam impugnarent libertatem nostram, defenderemus. Neque id inscio aut invito Ludovico, Rege Gallorum gloriosissimo, hujus patre factum, sed eo ipso ita suadente atque exhortante; utpote qui paternam de nobis curam gereret, et saluti nostre, preter cetera que quidem ad nos pertinerent, humanissime consuleret. Durat et modo cum Alfonso filio id fedus, cui sine necessaria aliqua causa contravenire Republica indignum est. Quid enim illa habet aut habere potest fide et constantia federis preclarius, aut magis ad publicum servandum decus necessarium? Habent Respublice cum Regibus et principibus aliquid in quo conveniant; aluntur Regna et principatus fide servanda, justitia, clementia, mansuetudine, constantia,

omni virtute; que Respublice si amiserint, quid habent in quo famam tueri, et publicam servare dignitatem possint? Differunt a tyrannis jam Reges, atque a libertate licentia; illi ex libidine res administrant cunctas, hos modestia regia et continentia rerum cunctarum, afficitque eam gloriam que habetur inter mortales ceterarum omnium rerum preclarissima. Nonne erimus indigni quos tantopere diligat, quos tot tantisque prosequatur beneficiis, si dictis conventisque non steterimus, atque ad illius imitationem non fuerimus fidei federumque servatores? Nam quid ad id glorie adeo illustrissimum culmen Francorum regium nomen evexit, nisi virtus fidesque quedam excellentissima et Regno digna? Quibus et hic Carolus artibus non servavit modo Regni gallici honorem, sed adeo amplificavit, aut victis aut conciliatis hostibus, ut cumulatissima jam gloria regnet, nullusque est ex omnibus principibus, propter mirificam atque cunctam nobis in illum observantiam, ad quem servatum magis esse velle nostre decus Reipublice pertineat. Nam quod de transitu dicit et commeatibus eamdem rationem habet.

Potest tamen gloriosissimus ille Rex Christianissimus de nobis ita sibi polliceri, Civitatem Florentinam nunquam esse commodis regiis aut glorie defecturam, ubi, salva publica dignitate atque inviolata fide, occasio offèratur. Ita obligatio est nostra; ita merita in nos Gallorum Regum postulant; ita perpetua Florentinorum observantia cultusque, qui jam consuetudine vetustissima in naturam abierunt; ita tandem jurisjurandi vis, quo magistratus hic in civitate summus, singulis bimestribus, ad augendum ornandumque sacrosanctum sanguinem Regum Gallorum (ita enim verba sunt antiqui juramenti), obligatur[1]. Que adeo clara sunt natura, ut alia non videantur declaratione indigere; siquidem nihil esse clarius potest, quam quod natura clarificaverit.

[1] La Seigneurie et même les autres magistrats devaient prêter serment, le jour de eur élection, de maintenir le parti guelfe, de conserver l'amitié des rois de France et de l'Église. (Voir *Statuts de la commune de Florence.*)

INSTRUCTIONS DONNÉES PAR LE ROI TRÈS-CHRÉTIEN A JEAN MATHARON, SON AMBASSADEUR A FLORENCE.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 87.)

Lyon, 11 juin 1494.

Sommaire. — La République est mise en demeure de se prononcer. Le Roi tente auprès d'elle une dernière démarche avant d'entrer en campagne; il ne peut croire qu'elle abandonne décidément le parti de la France pour embrasser, à ses risques et périls, le parti de ses adversaires.

Primum, oblatis litteris fidei testibus, quas Rex Christianissimus ad Dominos Florentinos mittit, dicet orator predictus : Quod aliquibus ipsius Regis legatis, quos ad Civitatem Florentinam miserat, responsum fuit, atque etiam ab ipsorum oratoribus quos apud Regem constituerant amplius declaratum ipsos Dominos Florentinos, favendo et adjuvando, amicitiam antiquam cum Rege ipso conservaturos, atque quo animo quaque benevolentia ipsum prosequi velint re ipsa demonstraturos, dum ipsius exercitus Alpes superasset. At nunc per terram et per mare paratus est exercitus, et prime expeditionis navalis dux Orleanensis capitaneus et dux constitutus est; et per terram alia premittitur. Rex autem presens in hoc mense Julio cum ceteris legionibus montes conscendet. Hac igitur de causa, ipse exoptat scire quos inter amicos aut inimicos connumerare, quos neutros reputare debet; ut sciat quibus fidendum et a quibus cavendum sibi fuerit, dum recuperare vult Regnum suum Neapolitanum, quod jure adeo justo et aperto petit ut nullus de ipso dubitare queat.

Et, quanquam ipsi Regi significatum est dominos Florentinos velle ipsius hosti auxiliari et favere, atque ceptis ipsius Regis impedimenta tendere, nihil tamen adhuc credere voluit, quum certo scit majorem Florentinorum partem Gallis benivolos et deditos esse, quemadmodum ipsi Galli quoque nationem florentinam preter ceteros peregrinos amplectunt et favent. Quare iterum voluit Rex ipse legatum mittere, ut

absolute ipsorum animum compertum habeat, quo melius sciat rebus suis consulere.

Et, si amplius verbis aut dissimulationibus detinere voluerint, dicetur jam tempus adesse quo scire oportet quisnam ipsius partem aut hostis sequi decreverit.

Item, si Regi adherere constituerint, ab ipso gratia, favore et in cunctis defensione muniti erunt; dummodo sui juris sanctissimi defensores et adjutores, uti bonos decet amicos, se, ut sperat, prestare elegerint.

Ostendet insuper ipse orator Regem fuisse summa et singulari amicitia prosecutum nationem florentinam, tanquam gallicam illam reputans, propter diuturnam atque antiquam amicitiam que cum Gallis et Florentinis semper intervenit, simulque omnes prisci Francorum Reges semper singulares benefactores, et libertatum eorum protectores, et benivoli Florentinis fuere; ita ut nullus unquam fuit qui aliquid malivolens cum ipsis exercere voluerit. Quamobrem iniquo animo ferret, si diebus suis deleretur illa antiqua amicitia, et inopinata atque indigna suboriatur inimicitia. Proinde ipsis significabitur nunquam tante amicitie separationem ex parte Regis futuram; atque exhortabuntur ne, ipsa amicitia antiqua neglecta, sequantur Alfonsum, injustum occupatorem Regni Neapolitani, quod equissimo et lucidissimo jure ad ipsum Regem Christianissimum spectat.

Reducetur etiam in memoriam quod iniquus et crudelis soleat esse Alfonsus; quanta bella, divisiones, injurias, damna ubique excitare procuraverit. Ex Regno autem Christianissimo Galliarum solum benivolentiam, auxilium, favorem, utilitatemque immensam reportarunt. Rex quoque ipse in honore, dignitate et libertate ipsos tueri et retinere vellet, atque in omnes favori et auxilio esse.

Preterea, parte regia, Laurentium et Johannem *de Médicis*[1] ipsis Dominis Florentinis quantum poterit commendabit; tum propter singularem benivolentiam, qua ipse suique predecessores familiam *de*

[1] Fils de Pierfrancesco de Médicis.

Médicis prosecuti sunt; tum etiam ipsius Regis officiales sunt ordinarii; quare, si quid ipsis gratie, favoris aut beneficii impartitum fuerit, id in se ipsum collatum existimabit.

Demum dabit legatus Petro *de Médicis* litteras regias, fidei etiam testes; cui que superscripta sunt declarabit; et ultra, quanto amore predecessores ipsius Regis cunctos Florentinos, et sigillatim familiam *de Médicis*, amplexus sit. Quocirca Regi novum et mirabile videri quod Alfonso favere vellet, provocatus eo federe quo conjunctus esse fertur cum domino Virginio Orsinio, qui se Alfonsinum aperte profitetur. Et, quum Rex omnino constituit Regnum suum recuperare, paravitque hac de causa terrestrem ac navalem exercitum, voluit iterum ad Dominos Florentinos mittere et ad ipsum Petrum, ut apertissime animos eorum cognosceret, et quibus tuto fidere posset. Quod si Regi auxiliatum iri voluerit, reportabit ab ipsius invincibili liberalitate ea premia, que superare poterunt omnes opes que sibi et suis majoribus relicte sunt. Sin hosti favere maluerit, non dabit Regi occasionem ut ipsi utilitati esse studeat, sed potius ut inter hostium fautores connumeret. Ex iis omnibus per ipsum legatum certior Rex fiet; nec Florentia discedet, donec responsum fuerit, atque litteras aut nuntios acceperit.

RÉPONSE VERBALE FAITE À L'AMBASSADEUR DU ROI TRÈS-CHRÉTIEN.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

14 juillet 1494.

SOMMAIRE. — La Seigneurie supplie le Roi d'avoir confiance en elle, et de ne pas exiger de la République, en ce moment, des engagements formels.

Magnifice et Dignissime Domine, Regis Orator, cum eadem et modo postulentur a te, que etiam paulo ante quatuor Francorum Regis legati postulavistis, ut nos mentem declararemus nostram; quia eedem manent conditiones rerum, eademque instat necessitas, respondere

eadem et nunc Respublica Florentina cogitur; neque nos, nisi ejus, quod et alias diximus, federis adstricti fuissemus obligationibus, minime ad eam diem distulissemus, ut, quod natura Florentino populo inest, nos aperuerimus, beneficiorum in nos Francorum regum non immemores. Rogamus vero Regiam Majestatem, pro ea que illius in nos est paterna charitas, semperque fuit, ut sit in presentia isto ita necessario responso nostro contentus, si nos decernere aliter non possumus, neque hactenus potuimus. Nam, nisi fuisset quod repugnaret, non parte modo virium quod postulatur, verum opibus etiam cunctis nostris, quicquid ille sunt, morem gesturi regiis desideriis fuerimus.

LETTRE DE PHILIPPE DE COMMINES À LORENZO SPINELLI [1].

Vienne, 6 août 1494.

SOMMAIRE. — Commines donne connaissance à Spinelli des griefs que le Roi et ses ministres ont conçus contre Pierre de Médicis, et il lui indique le moyen de les leur faire oublier.

Laurent, je me recommande à vous tant comme je puis. Vous savez que, à l'eure de vostre partement de Lyon, vous et Cosme m'avez escript, me priant, que si je venois en cour, que misse peine de donner à entendre au Roy et à messieurs qui sont auprès de luy le contraire des charges que l'on donnoit contre vérité à la Seigneurie de Florence et au sieur Pierre de Médicis. En passant à Lyon, ay sceu comme

[1] Dans le manuscrit, cette lettre est adressée à Lorenzo de Médicis; or, à cette époque, il n'y avait dans la famille des Médicis qu'un seul Lorenzo, fils de Pierfrancesco, qui était en guerre ouverte avec Pierre II, son cousin, et ne pouvait en aucune sorte prendre ses intérêts. Il nous semble évident que la lettre de Commines s'adresse, non pas à Lorenzo de Médicis, mais à Lorenzo Spinelli, qui dirigeait à Lyon les affaires de la maison de banque des Médicis, et qui venait d'être banni de France. Commines parle ainsi de Lorenzo Spinelli dans ses mémoires : «D'autre part «pratiquoit ledit Pierre (de Médicis), par «la main d'un sien serviteur, appelé Laurens «Spinelly, qui gouvernoit sa banque à Lyon, «homme de bien en son estat et assez nourry «en France.» (Livre VII, ch. VII.)

m'avez escript puis nagueres, et que les lettres estoient allées à Paris, lesquelles je n'ay point eues, et que vous seul devez estre de retour à ceste heure à Chambéry.

Pourquoy, tant pour satisfaire à vostre requeste que pour faire service audit sieur Pierre de Médicis, ay mis peine, dès que suis arrivé ycy, de savoir la vérité dont procédoit ce grant mescontentement que le Roy avoit contre luy, et en ay parlé aux principaulx. Tous disent générallement, et encoures d'aucuns qui vouldroient faire plaisir à vostre maison, que, en toutes assemblées et en tous lieux, le dit sieur Pierre s'est montré vray partial pour le Roy Alphons, et qu'il a fait retenir son armée de mer dedans le port de Pise, et de là sont partis pour venir commencer la guerre en ryve de Gennes. Aussi m'a esté parlé du reffuz que entre vous avez fait de prester argent quant en avez esté requis, et que l'on vous vouloit bailler bonne sceurté et prouffit, et que en brefs termes eussiez esté paiez; et que Genevoys n'ont pas fait ainsi. J'ay fait response, pour vostre excuse, que en général ne l'eussiez jamais fait, et que d'autres princes vous eussent peu contraindre à faire le semblable; mais qu'en particulier je croys qu'on eust trouvé avecques vous quelque somme raisonnable.

Il m'a esté respondu que autreffois Florentins ont presté deux cens mille ducas contans au Roy Ferrand, et payé cinquante mille ducas tous les ans comme par tribut. Cest article ay-je tins comme rapport fait contre vérité, et l'ay excusé à ceulx à qui il avoit esté dit, disant que de tribut jamais ne l'eussiez payé, et que si Florentins paioient ainsi argent pour années, qu'il failloit que ce feust pour quelque entretennement de gens d'armes, à l'eure qu'ils estoient ses alliez.

D'autres plusieurs choses m'ont esté dites, que je passe pour briefveté.

Et, pour fin de ma lettre, j'ay prié aucuns personnages et en bon lieu, que ceste hayne voulussent repousser, sans adjouster plus grant foy aux rapports, ny faire nulle rigueur, jusques à ce que plus amplement le Roy feust informé de vos excuses, et qu'après ce ne m'en empescherois plus, si je vous veoye gens obstinés. Et me semble bien

que si la dite Seigneurie de Florence se vouloit déclarer franchement pour le Roy, et que le sieur Pierre en feust moien, qu'ilz seroient receuz en plus grant faveur et amytié avecques luy qu'ilz ne feurent jamais avecques le feu Roy Loys, à qui Dieu pardonne. Et ne fault point craindre que, à l'appétit de nul ennemy qu'ilz eussent, le Roy feist chose dont ilz se deussent douloir; et seroient les choses mieulx entendues que jamais; et ne s'entend point qu'ilz feissent nulle déclaration, jusques à ce qu'ilz veissent l'eure propice.

Si vous vous mectez en dissimulations, les rapports et les malveillances croytront chaque jour; aussi vous vîtes bien qu'il n'en est plus temps.

Je ne sçay que je deviendray au partement du Roy, qui sera bref; et pour ce, si vous me voullés respondre, faictes le dilligentement.

J'escripts troys lignes au sieur Pierre; et remectz la créance sur voz lettres. Vous savez que je lui vouldrois faire service, et à toute sa maison.

En priant Dieu, Laurent, qui vous donne accomplissement de tout ce que vous désirez.

INSTRUCTIONS DONNÉES A L'ÉVÊQUE D'AREZZO

ENVOYÉ EN AMBASSADE AUPRÈS DU ROI TRÈS-CHRÉTIEN[1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

22 octobre 1494.

Sommaire. — L'ambassadeur du Roi a réclamé le passage et les vivres; il a recommandé à la bienveillance de la République les fils de Pierfrancesco de Médicis. Quant à ce second point, la République

Le Roi, en quittant Asti pour diriger sa marche vers l'Italie centrale, avait envoyé un ambassadeur à Florence, afin de sommer une dernière fois la République de se déclarer. L'ambassadeur, n'ayant pas voulu consentir à accorder aux Florentins les délais qu'ils sollicitaient encore, était parti sans attendre leur réponse. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 44.) C'est cette réponse, toujours évasive, que l'évêque d'Arezzo est chargé de porter à Charles VIII. Cette démarche n'eut aucun résultat.

a usé de la plus grande indulgence, et, par égard pour le Roi, elle ne se démentira pas. Quant au premier point, la situation de Florence est toujours la même, et lui prescrit les mêmes ménagements. Que le Roi ait égard aux difficultés de sa position, et ne lui retire pas sa haute protection.

Voi andrete a ritrovare dove sarà il Cristianissimo Re di Francia; e, avuto l'ora della audienza vostra, e rendùte le lettere della credenza, che arete con questa instruzione, direte : Che, in questi dì passati, sono stati a noi ultimamente due magnifici ambasciadori della Sua Cristianissima Maestà, e che, avendo esposto alcune cose, come di poi scriveremo, c'è stato molesto non avere potuto rispondere, per la angustia e brevità del tempo, alle loro magnificenze, come era nostro desiderio; perchè ne stringevano a dovere rispondere infra due dì, perchè avevano comandamento di partirsi di qua infra quel tempo dalla Maestà Sua, come feciono; e noi, per non avere commodità de' cittadini, co' quali si hanno a consultare simili deliberazioni prima che si faccino, ci fu necessario dare qualche dilazione. E, per questo rispondemo allora, che, non potendo essere resoluti al sopradetto breve tempo de' due dì, manderemo uno nostro ambasciadore, dopo la partita loro, a rispondere alla Sua Cristianissima Maestà, come facciamo al presente per mezzo della Vostra Paternità.

Le cose che dissono e' sopradetti ambasciadori, per parte della Cristianissima Maestà Sua, oltre alle umanissime parole e grandissime offerte, furono principalmente circa due parti : l'una fu richiedendone che dovessimo finalmente dichiarare la nostra intenzione, e che fussimo per fare in questa impresa del Regno Neapolitano; richiedendone passo libero e vettovaglia pe' nostri luoghi, dove accadessi che le sue genti avessino a passare, giustificando la impresa, e offerendone e' suoi favori per la nostra sicurtà. La seconda parte della loro imbasciata fu in raccomandare Lorenzo e Giovanni di Pierfrancesco de' Medici con grandissima regia modestia; come ancora altra volta avea fatto la Maestà Sua.

A questa parte, come di minore importanza, responderemo prima, per venir poi a quella che importa più, espediti da questa. Direte adunque, quanto appartiene a questa parte, che altra volta a questa

raccomandazione avevamo risposto quello che si può rispondere in simili casi, e che è consueta di fare la Città nostra, che, secondo e' portamenti de' cittadini che sono in tale condizione, la Città si muove a clemenza. Questa risposta era quella che ancora al presente si aveva da fare; ma che, di poi e' sopradetti ambasciadori sono partiti, questi hanno fatto deteriore la loro condizione, perchè si sono partiti, nè hanno voluto di ubbidire a' loro superiori; e che Iddio lo sà, che a questa loro così subita deliberazione del partire di qua da noi non è stato dato loro alcuna cagione, come la Maestà Sua potrà intendere da loro, se saranno appresso di quella, come noi stimiamo. E nondimeno direte che, come insino a qui è valuto assai il rispetto della Sua Cristianissima Maestà ne' loro gravi mancamenti, e come sono state molto minori le punizioni del loro fallire, così, per lo avvenire, il medesimo rispetto della Sua Cristianissima Maestà in ogni evento sarà favore grandissimo a questa loro causa.

Alla parte più principale della dichiarazione dell' animo nostro, e passo, e vettovaglie, direte, che, altra volta essendo richiesti di questo medesimo, per parte della Sua Cristianissima Maestà, abbiamo molto chiaramente, come abbiamo stimato sia nostro officio, e *presertim* colla Maestà Sua, detto le cagioni che ci hanno costretti a stare sospesi; le quali nè al presente ancora vediamo avere mutato le qualità della cosa, ma più tosto averne arrecato maggiori cagioni di sospensione. La Sua Maestà sà il sito nel quale siamo posti, e sà le forze nostre, e che ci bisogna avere molti riguardi per la nostra salute. E pregherete e supplicherete alla Maestà Sua che vogli bene considerare queste cagioni, e escusare per la sua somma clemenza questa nostra sospensione, e ricordarsi della nostra vetustissima osservanza e culto inverso la Sua Cristianissima Maestà e de' suoi antecessori; accertando la Maestà Sua che di quella consueta e naturale osservanza nostra niente è mutato da quello che è stato sempre, e che è per essere sempre. Di che, ogni volta che accadesse con degnità e sicurtà della Città, ne vedrebbe quella esperienza che desidera di noi; perchè, e lo Stato, e il popolo di Firenze non si può mutare da questa naturale impressione,

colla quale è stato tanto tempo, e vuol durare mentre che durerà il nome Fiorentino.

Ad postremum, gli raccomanderete questa Republica, deditissima alla Maestà Sua, e gli supplicherete che si degni bene contemplare le presenti condizioni nostre; perchè non dubitiamo che, per la sua grandissima sapienza e umanità, intendendole bene come sono, non solamente non saremo offesi dalla Maestà Sua, ma resteremo in quel medesimo patrocinio suo, che siamo stati innanzi a qui per ogni tempo, e speriamo e desideriamo essere nel futuro.

II. — RELATIONS AVEC NAPLES.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

I. — NICCOLO MICHELOZZI.

Niccolo était fils de Michelozzo ou Michelozzi, architecte et sculpteur célèbre. Il naquit en 1447. Elève de Marsile Ficin, auquel il était uni par les liens de la plus étroite amitié, il devint un des membres distingués de l'Académie platonicienne et un des écrivains les plus élégants de l'Italie. Il était encore fort jeune, lorsque Pierre, fils de Cosme de Médicis, se l'attacha en qualité de secrétaire, fonctions qu'il conserva auprès de Laurent le Magnifique et de Pierre II. Il se montra toujours digne de la confiance de cette illustre famille, par sa rare capacité dans la pratique des affaires, par son talent de parole et sa prudence consommée, autant que par son inaltérable attachement.

Il avait rempli plusieurs missions diplomatiques à Milan, à Rome, à Pérouse, lorsqu'il fut envoyé, en 1492, comme ambassadeur auprès du roi de Naples.

En 1494, Niccolo Michelozzi fut entraîné dans la ruine des Médicis.

Trois ans après, il était jeté en prison, comme suspect d'avoir pris part à la conjuration qui préparait le retour de cette famille. Son innocence étant reconnue, il fut rendu à la liberté.

Il vécut jusqu'en 1525.

II. — PIERO ALAMANNI.

Piero Alamanni est un des patriarches de la diplomatie au xve et au xvie siècle. Il vécut quatre-vingt-cinq ans.

Il était né en 1434.

En 1487, il remplissait une première mission à Milan. L'année suivante, il revenait dans cette ville en qualité d'ambassadeur résident. A l'occasion du mariage du duc Jean Galéas avec Isabelle d'Aragon, il était armé chevalier; il était revêtu, à la même époque, des titres de sénateur et de conseiller des ducs de Milan.

En 1491 et en 1492, il représente la République, une fois à Naples, et deux fois à Rome.

Au congrès de Vicovaro, en 1494, il proclame la neutralité de Florence dans la lutte qui éclate entre le roi de Naples et les Sforza. A l'issue du congrès, il reprend à Milan ses fonctions d'ambassadeur résident auprès de Ludovic le More, dont il surveille la conduite politique, et dont il éclaire les démarches. Lorsqu'il n'a plus de doute sur sa connivence avec les Français, il revient à Florence, pour avertir la Seigneurie du danger qui menace l'État et l'Italie.

Il figure dans l'ambassade solennelle qui va à la rencontre de Charles VIII.

Les Médicis sont réduits à chercher leur salut dans la fuite; Alamanni est un de leurs partisans, aussi est-il exclu des magistratures.

En 1497, une conspiration est ourdie en leur faveur par Bernardo del Nero; soupçonné d'y avoir pris part, Alamanni est banni de Florence.

En 1500, il obtient sa grâce, et, deux ans après, Piero Soderini le fait reconnaître de nouveau comme apte à remplir les magistratures.

Il ne paraît pas qu'il ait retiré quelque avantage de cette réhabilitation, tant que dura l'exil des Médicis. Mais lorsque, en 1512, cette famille fut rappelée et ressaisit le pouvoir, Piero Alamanni fit partie de la Balie qui présida à la réforme du gouvernement.

L'année suivante il remplissait les fonctions de gonfalonier de justice; c'était la seconde fois qu'il parvenait à cette haute position. Précédemment il avait été nommé prieur à quatre reprises.

Il mourut, chargé d'années, en 1519.

Il laissait un fils, Luigi Alamanni, qui jouit, comme poëte, d'une grande réputation.

III. — DIONIGI PUCCI.

Né en 1442, Dionigi Pucci fut chargé par la République de plusieurs missions importantes.

Commissaire de guerre contre Sienne, en 1484; gouverneur de Faenza, en 1488; gonfalonier de justice, en 1493, il avait été nommé, l'année suivante, ambassadeur résident à Naples. La mort vint le frapper peu de temps après son arrivée dans cette ville, où il s'était fait distinguer par son talent et estimer pour son caractère.

Pucci était un des plus fameux joûteurs de son temps. Il avait signalé sa force et son adresse dans les tournois qui avaient été célébrés à Florence en 1468 et en 1470.

IV. — AGNOLO NICCOLINI.

Agnolo Niccolini était né en 1444. Prieur en 1479, il parvenait, en 1489, à la haute dignité de gonfalonier de justice.

Dès l'année 1484, il était allé porter à Rome le serment d'obédience de la République aux pieds du pape Innocent VIII. Mais ce fut surtout en 1494 qu'il fut chargé de missions diplomatiques considérables. Au commencement de cette année, il se trouve à Naples, où il complimente le roi Alfonse sur son avénement. De Naples il se rend à Milan, auprès de Ludovic le More, dont il doit sonder les intentions et surveiller les démarches. Enfin, dans les derniers mois de l'année, il est nommé membre de la députation solennelle qui doit se porter à la rencontre du roi Charles VIII.

Partisan des Médicis, Agnolo leur demeura fidèle dans leur disgrâce. Après leur expulsion de Florence il vécut dans la retraite, sans vouloir accepter aucune fonction publique.

V. — PIERFILIPPO PANDOLFINI.

Pierfilippo consacra sa vie entière au service de son pays. Prieur, gonfalonier de justice, nommé à deux reprises un des *Dix de la guerre*, il fut enfin désigné, en 1495 et en 1496, comme un des *Dix de liberté*, avec les plus amples pouvoirs. Mais il se signala surtout dans la carrière diplomatique. Il fut chargé de quinze missions importantes auprès des principaux états de l'Italie, et se trouva ainsi mêlé à toutes les grandes affaires de son temps. Il ne remplit pas moins de huit ambassades à Rome; et, lorsqu'il fut envoyé, en 1494, auprès du roi Alfonse, pour le complimenter sur son avénement, c'était la troisième fois qu'il représentait sa patrie à la cour de Naples.

A l'approche du roi Charles VIII, Pandolfini fut élu commissaire dans le pays pisan avec de pleins pouvoirs. Il donna l'hospitalité au roi de France dans sa résidence de Signa.

Il prit une grande part à la révolution qui précipita les Médicis, et plus tard à la guerre de Pise. Il mourut, en 1500, à l'âge de soixante-trois ans. Il était né le 1er janvier 1437.

VI. — FILIPPO VALORI.

Filippo Valori fut à la fois un homme politique et un homme de lettres.

Né en 1456, il faisait partie, en 1487, à l'âge de trente et un ans, de la haute magistrature des *Huit de pratique*, qui avait la direction de toutes les affaires extérieures.

En 1493, il prêtait, au nom de la cité, le serment d'obédience au pape Alexandre VI.

L'année suivante, il était ambassadeur à Naples.

Dans l'accomplissement de cette mission une mort prématurée l'enleva, à l'âge de trente-huit ans, dans toute la force de son talent.

Admis dans l'intimité de Laurent le Magnifique, de Politien et de Marsile Ficin, il prit une part active à la publication des travaux de l'école platonicienne; en 1483, il fut un des réformateurs de l'Université de Pise. Sa réputation avait franchi les limites de l'Italie; Mathias Corvin l'avait appelé en Hongrie, où il enseigna pendant plusieurs années la philosophie de Platon.

I.

NICCOLO MICHELOZZI À LAURENT DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. princ. filza 49 [1].)

Naples, 10 mars 1492.

Sommaire. — Mauvaises nouvelles de Milan. Ludovic le More accuse le roi de Naples de vouloir le faire assassiner; il déclare ouvertement qu'il prétend garder pour lui-même le duché de Milan. Le roi Ferdinand se gouvernera d'après les conseils de Laurent de Médicis. Le duc de Ferrare a le dessein de venir à Naples; il est poussé à bout par les usurpations et les exigences des Vénitiens. Projets d'alliance entre les deux maisons d'Aragon : la maison de Naples et la maison d'Espagne.

Qui trovo i medesimi riscontri, e ogni giorno dimostrazioni efficacissime d' ottima disposizione verso di voi.

Ho ritratto a questi giorni, dal Re prima, e di poi più particularmente dal Pontano, el rapporto di Artuso Pappacoda, che torna da Milano; cose però che mi dicono avere scritte costì a M. Macino, perchè

[1] Toutes les dépêches de Michelozzi et celles d'Alamanni étant extraites de la filza 49, nous n'en indiquerons plus l'origine.

ve le comunichi, e ricerchine il consiglio vostro; io nondimeno, per lo officio mio, non mancherò di farvi intendere ogni cosa per buono uso.

Prima, si sono doluti meco che il signor Lodovico, oltre ad infiniti altri suoi sinistri modi, si è doluto che Artuso era mandato dal Re e duca per torgli la vita; cose alienissime da ogni loro pensiero, e invenzione tutta fatta per dare gravezza, o forse a qualche altro più sinistro effetto. Di questa cosa prima aveno avviso per la via di Roma; di poi vidono la esperienza, perchè ad Artuso fu differita e quindi denegata l' audienza; di poi mai parlò al signor Lodovico, se non in presenza e in mezzo di molti armati e di tutta la guardia sua; e le parole del signor Lodovico sono state di mala natura; per le quali, oltre le dimostrazioni dette, gli fece intendere che conosceva le arti di qualcuno, e le insidie che gli erano parate per levarlo da quello governo; e che, quando vedessi tenersi seco questi modi, chiariva ogni uomo che prima lo appiccherebbe ad altri che altri lo appiccassi a lui; affermando ad ogni modo volere per se quello governo, e qualche altra parola che importava più oltre che il governo; e che il duca si levassi del tutto dall' animo avere a governare il duca di Milano quello Stato, che sene troverebbe ingannato, perchè lo voleva per se e governarlo lui. *Et multa in hanc sententiam.* Di che costoro mostrano fare caso assai, per la gravezza che cerca dare loro, e molto più perchè reputano queste cose di mala natura, e da doverne aspettare ogni dì qualche sinistro o pericolo. Che queste parole formali me ha usato questa mattina il Pontano, dicendomi che mele communicava perchè ve lo scrivessi, acciò che voi avessi cagione da pensare a queste cose, e consigliarle e aiutarle, come solete sempre sapientissimamente le cose del momento che si mostrano queste, di che aspettano risposta.

Dissemi appresso il Pontano che, per la via del cardinale di Genova[1], da Roma aveva avviso che il signor Lodovico aveva mandato a Genova per sei di quelli primi capi della parte Adorna; e' quali faceva venire a

[1] Paolo Fregoso, archevêque de Gênes, cardinal de la création de Sixte IV, mêlé à tous les troubles de sa patrie, retiré alors à Rome, où il mourut en 1498.

Milano, sotto umbra di onorarli; ma lo effetto era per assicurarsene, mostrando che temessi in quella città di qualche nuovo garbuglio. Voi dovete avere più presti e più certi avvisi.

Ho inteso ancora di più d'un luogo che il duca di Ferrara viene di prossimo a Roma, e di poi forse qui, non per spasso o a devozione, come scrivo agli Otto, benchè quella è la cagione che si dice in publico, ma che le cagioni vere sono e la soprascritta di Milano e le ingiurie che ogni giorno riceve da' Veniziani, e' quali del continuo si fanno più innanzi e lo assassinano e usurpangli il suo; in modo che lui non può più sopportare. Scrivovi quello che sento; voi sò che ne avete la intera notizia, perchè qua non vengono nuove, se non garbellate prima per tutta l'Italia.

Abbiamo consumato il carnoviale in feste assai allegre, causate in buona parte dallo acquisto da Granada; a che costoro si sono mostri inclinati assai, per acquistarsi grazia con quello Re[1], con chi desiderano fare e' parentadi che voi avete inteso[2]; e, per questo medesimo conto, si fanno alla Regina qui carezze e dimostrazioni estreme fuori dell' usato. El successo de' parentadi non sò quale abbi ad essere; varie opinioni cene è, e M. Antonio d'Alessandro, mandato là per questa cosa sola, se era ammalato in Catalogna, ne potutosi condurre ancora da quello Re, in modo che c'è opinione che vi si abbi a mandare presto qualcun' altro. Quando costoro siano esclusi da' parentadi, come si dubita, torneranno le acque al corso suo; e è chi crede che la infanta si mariterà al principe di Capua; e a questo modo saremo fuori del pensiero. Sono cose però queste da giudicarle meglio col tempo.

[1] Le roi Ferdinand le Catholique.

[2] Le roi Ferdinand de Naples avait épousé en secondes noces Jeanne, fille de Jean II d'Aragon, sœur de Ferdinand le Catholique. Ses nouveaux projets d'alliance avec la branche espagnole ne furent pas mis à exécution.

II.

NICCOLO MICHELOZZI À LAURENT DE MÉDICIS.

Naples, 17 mars 1492.

Sommaire. — Le roi de Naples complimente Laurent sur la promotion de son fils Jean au cardinalat. Il se félicite lui-même de cet heureux événement. Giovanni de Bentivoglio et les Vénitiens. Assassinats restés impunis.

Furono bene, al proposito della assunzione delle insegne del nostro cardinale, di che ebbi particulare notizia dalli Otto, replicate e dette molte di quelle cose, che vi ho scritto altra volta, in significazione della ottima mente del Re verso la Città e voi; e mostrò Sua Maestà grandissima satisfazione e contento della nuova del cardinale, dicendo circa ciò mille buone cose; e *tandem* concludendo che al presente gli pareva avere più al sicuro di cose sue di Roma, avendovi di nuovo uno cardinale quale reputa suo figliuolo, essendo vostro.

Domandommi molto e con segni di grandissima affezione della vostra sanità, mostrando essere stato più dì sanza averne avuto alcuno avviso da M. Marino; e io, per lettere avevo dal signor Piero delli VIII e X, facendogli intendere che stavate bene, e che eravate quasi guarito, e quello poco che restava di indisposizione cesseria insieme col sinistro tempo, e lo torrebbe via l'allegrezza di vostro figliuolo, viddi che ne prese grandissimo piacere, e mostra desiderarne non manco di me e la liberazione integra e avvisi spessi.

È qui uscita voce, d'onde non sò, che, avendo M. Giovanni Bentivoglio fatto ammazzare due de' Malvezzi nel dominio de' Veniziani, che quella Signoria, non potendo altrimenti vendicare quella ingiuria, aveva fatto bandire grossissima taglia drieto ad esso M. Giovanni. Di questo mi disse il Re avere avviso, aggiugnendo che, altra volta a Brescia, M. Giovanni aveva fatto ammazzare alcuni suoi inimici, di che non si era fatta alcuna dimostrazione, se non di punire gli uomicidi, e che al presente, iterando questa cosa, non sarà parso a quella

Signoria di tolerarlo, senza dirne altro o mostrare di farne di molto caso.

Non avendo altro, mi raccommando a voi quanto più posso, a chi Dio dia quella sanità e felicità che desiderate.

III.

NICCOLO MICHELOZZI À PIERRE DE MÉDICIS.

Naples, 22 mars 1492.

SOMMAIRE. — Maladie de Laurent le Magnifique. Affliction du roi Ferdinand. Envoi du meilleur médecin de la cour de Naples.

Questa mattina, a II ore di giorno, per fante espresso mandatomi da Roma, ebbi due vostre lettere de' XVII e XIX, con tali avvisi del male di Lorenzo che mi hanno cavato di me; però, se non rispondessi così bene a proposito, vi prego che mi perdoniate. Subito che ebbi le lettere, montai a cavallo per trovare il Re e la eccellenza del duca, e' quali si truovono a caccia di falconi nel piano di Parma verso Nola. Giunto là, esposi la ambasciata vostra liberamente, parendomi più in proposito dire quello che era che andare tergiversando; e *tandem* lessi la lettera vostra de' XIX come giaceva *ad unguem*, supplicando appresso, con quelle parole che mi occorsono, che non tanto vi soddisfacessino del medico, ma, *quod caput erat,* della prestezza; aggiugnendo che mi pareva necessario, per la età e condizione dell' uomo, che venissi per mare, parendomi impossibile che potessi cavalcare, se non con molto tempo fuori di proposito. Mostrorono prima questi principi dispiacere e mala contentezza estrema del caso, di che disse il Re che si doleva al pari di qualsivoglia altra nuova che gli potessi essere stata significata, perchè in sulla prudenza e bonità di Lorenzo Dio sapeva che riposava e confidava assai; nè era possibile che a Lorenzo occorressi sinistro alcuno, che parimente non offendessi lui e li figliuoli, come e voi e la Città. E, quanto al mandare del medico, che ne era molto bene con-

tento, e non tanto manderà el medico, ma ci verria lui in persona, quando credessi con la presenza o col consiglio rendere a Lorenzo la sua sanità; e molte altre cose piene di dimostrazione di singolare amore e affezione verso di voi. E, instando io per la prestezza, mi disse che subito spacceria qui a Napoli, e alla Regina, perchè M. Sanches è suo medico, perchè non solo gli dia licenza, ma lo persuada ad essere di subito presto per imbarcarsi, e a M. Pasquale, perchè spacci la galea di Franzino Pastore, con la quale vuole che venga, perchè per terra è impossibile che M. Sanches venissi, tale gravezza ha di età e di indisposizione al cavalcare. Di poi soggiunse che dovessi confortare voi, per parte sua, a stare di buono animo, e a dimostrarvi figliuolo di vostro padre in qualunque evento; perchè, oltre alle altre vostre buone condizioni, di che aveva buone informazioni, vi certificava che avete più tutto quello che può volere lui, e che voi tenessi per cosa certa che mai vi mancherebbe, se non quanto a se stesso, o a figliuoli suoi, o al principe suo nipote; aggiugnendo quanta stima faceva di cotesta Città e della casa vostra, nel modo che mi ha detto altre volte e io ho scritto a Lorenzo.

Io ringraziai la Maestà Sua con ogni efficacia dalle dimostrazioni; e, sollecitato di nuovo lo spaccio del medico, di che mi dette promessa certissima, mene tornai qui in Napoli, dove arrivai a notte; e di poi non ho atteso ad altro che a dispacciare questo fante per darvi questo avviso. Nè però ancora è comparsa la commissione dello spaccio del medico; se altro ci sarà innanzi al serrare di questa, il che non può tardare, lo intenderete di sotto; se non, tenete per certo che non si ha da pretermettere uno *iota* solo di diligenza perchè venga prestissimo.

IV.

NICCOLO MICHELOZZI À PIERRE DE MÉDICIS.

Naples, 24 mars 1592.

Sommaire. — Même objet; départ du médecin.

Poi che ebbi scritto la lettera a S. Piero, che sarà con questa, avendo io non sollecitato, ma importunato il signor duca, non potendo altrimenti col Re, la venuta del medico, mi ha fatto intendere la Sua Maestà quanto voi vedrete per la inclusa lettera che mi scrive Giannello de' Conti, uno suo secretario, quale mai si parte dalla persona del Re. Parmi la cosa resoluta bene e appunto, secondo il voto nostro. El medico, come ho scritto al signor Piero, viene più che volentieri; Franzino Pastore che sà la cosa, come buono amico e servidore di Lorenzo e vostro, vorria fare buono tempo di se, per venirne volando; el Re è ardentissimo, la Regina ha consentito; vanno le cose bene di qua.

Così piaccia a Dio che vadino bene di costà, come io spero in Dio, *qui non solet oblivisci rerum suarum, neque deserere timentes se.* Aiutate, compare mio, Lorenzo con Dio prima, e poi con ogni altra opera umana, e sperate bene, come mi fà sperare bene certo spirito buono, in modo che mi pare vedere Lorenzo libero e presto. Abbiamo solamente sinistro il tempo, il quale da due giorni in qua non potrebbe mostrarsi più tristo, con mezzidì è libecci tempestosissimi, co' quali non può uscire di porto naviglio alcuno, e, quando fussino bene fuori, serviriano male ad altro che tornarsi in porto, e a fare ogni altro cammino che verso Pisa. Ma, come Dio ci aiuta nel medico, così spero non ci mancherà nel tempo; e la stagione oramai ci fa sperare ogni bene.

Persuadetevi in somma che, subito che il tempo lo patisca, la galea col medico sarà a cammino; e voi ordinerete a Livorno e a Pisa quello che vi parrà espediente per condurre questo vecchio, che forse sarà necessitato venire per acqua, tanto intendo che è indisposto al caval-

care per la grave età sua; è bene che gli facciate vezzi, non tanto pe' meriti suoi, quanto per mostrare di avere in estimazione le cose di costoro. Sò però che questi miei ricordi sono superflui con voi; scusimi la affezione e il sommo desiderio che ho del bene.

Resta ora, compar mio buono, che mi facciate grazia di farmi scrivere spesso, e, se si può, ogni dì che dura questa indisposizione di Lorenzo, non tanto per satisfazione di costoro, che mene domandono ogni ora, quanto per levarmi da una solicitudine continua che mi ammazza, che, per Dio, poi che ebbi la vostra lettera de XIX, non ho mai posato una ora sola.

Questa verrà per una cavalcata del Re insino a Roma, con ordine che subito vi si spacci una staffetta, perchè sappiate quello che è fatto presto, e sappiate quello che abbiate da sperare.

V.

NICCOLO MICHELOZZI À LAURENT DE MÉDICIS.

Naples, 29 mars 1492.

SOMMAIRE. — Éloge du médecin napolitain. Confiance que Laurent doit prendre en ses lumières.

Magnifico Lorenzo, questa vi porterà M. Sanchez, medico mandato costì dalla Maestà del Signor Re e dalla eccellenza del duca, per estirpare dalle radici cotesti vostri accidenti delle doglie, e rendervi del tutto non tanto sano, ma fuori d' ogni sospizione del male. Hannolo i principi prefati cappato bene, perchè, ancorchè questa terra sia copiosa di eccellenti medici, pure questo, e per la età, e per la dottrina, e per una lunghissima esperienza, longo intervallo eccede tutti li altri. Spero in Dio e nella eccellenza di questo medico che voi arete ragione di questo male, e noi altri di levarci dallo animo questa molestia che abbiamo troppo insino qui. Mandanlo questi principi con lietissimo animo; e, se, come ho scritto a Piero, credessino con la presenza loro farvi sano, sarieno venuti in persona; che queste formali parole hanno usate meco più volte.

Resta ora vi raccommandi M. Sanchez, el quale, e per l'età e per ogni altro canto, merita che sia carrezzato e onorato, come sò che farete per voi stesso, e per amor suo, e per rispetto di questi principi a chi lui è carissimo.

VI.

NICCOLO MICHELOZZI À LAURENT DE MÉDICIS.

Naples, 7 avril 1492[1].

SOMMAIRE. — Inquiétudes que causent à la cour de Naples les bruits d'une alliance projetée entre le roi de France, le roi d'Espagne et le roi des Romains. Affaires de Hongrie.

Costoro sono ingelositi assai per quello, che intendo di buon luogo, della pratica che si tiene d'accordo intra el Re di Francia e Massimiliano; e, o veramente ne hanno avviso, o hanno sospetto che non si cerchi dare per donna al figliuolo del Re di Spagna la figliuola di Massimiliano, repudiata da Francia; intendendo massime che tra Francia e Spagna si fà intelligenza, e si accordano insieme di *Perpignan* e contado *de Roussillon,* che forse potria essere la dota della figliuola di Massimiliano, in cambio di quelle terre *de Picardie et Bourgogne,* ecc. che hà in mano Francia. Per questa cagione, intendo secretamente che hanno mandato uno fante volando per terra a M. Antonio d'Alessandro in Spagna per ovviare, dubitando che di questo accordo e parentado non seguissi loro qualche disordine; sappiendo quanto il Re di Spagna e molto più la Regina sieno male acconci con loro.

Stimo che sappiate quello che ne è; pure questi pochi avvisi non possono nuocere, e vi allargheranno la via al giudicio.

Di Ungheria[2] non hanno costoro alcuno buono avviso di quella

[1] Cette lettre n'arriva pas à son adresse. Laurent le Magnifique succombait le 8 avril 1492.

[2] Après la mort de Mathias Corvin, le nouveau roi Ladislas avait dû son élection à la veuve de son prédécesseur, Béatrix, fille du roi de Naples, qu'il avait juré d'épouser. Ladislas était alors en instance auprès de la cour de Rome pour se faire relever de ce serment.

Regina, per quanto intendo; e quello Re non è molto in riputazione e in poca unione co' suoi baroni, e con quella Regina dalla prima notte in fuori; in modo che lei ne stà disperata, e costoro molto male contenti.

I.

PIERO ALAMANNI À PIERRE DE MÉDICIS.

Naples, 23 novembre 1492.

SOMMAIRE. — Serment d'obédience à prêter au Pape. Précautions à prendre de concert pour ne pas irriter Ludovic le More.

Il Pontano è oggi ritornato a me, e dettomi che, avendo la Maestà del Re avuto questa notte lettere da Jacopo Pontano, per le quali avvisa... del Papa, ha mandato per lui, e incaricatolo conforti, in suo nome, la Maestà del Re, a far partire di subito lo illustrissimo signor Don Federico; e, in caso fussi partito, a sollicitarlo che si porti a Roma a maggiori giornate che può, e che sua benedizione farà temporeggiare il marchese Hermes e li altri di Milano tanto tempo ne' luoghi circunstanti a Roma, che entrino due o tre giorni avanti il signor Don Federico. La Maestà del Re, visto quanto sinistramente il signor Lodovico piglia ogni cosa, e il caso ne fà, ancora sieno di niuno momento, desidera che tu e li altri nostri ambasciadori, nel dare la obbedienza, nello stare, e in ogni altra azione, vi portiate in modo che non paia che tu ti sia inteso con Sua Maestà : che voi diate presto la obbedienza e partiate, e Sua Maestà abbi ritardato Don Federico, per volere andare disgiunti, e detrarre alio onore del Papa e dello Stato di Milano.

Domandando io esso Pontano come si potrebbe fare questo effetto, rispose, che, quando tu potessi, sanza tuo sconcio, soprastare in Roma tanto che quelli di Milano fussino arrivati, e fare verso di loro ogni buona dimostrazione, gli parebbe bene fatto[1].

[1] Ludovic le More aurait voulu que le serment d'obédience fût prêté au pape Alexandre VI dans une même audience par les députés de tous les états de l'Italie. Il

II.

PIERO ALAMANNI À PIERRE DE MÉDICIS.

Naples, du 12 au 17 novembre 1492.

Sommaire. — Dispositions pacifiques du roi de Naples. Son attachement inviolable pour la famille de Laurent de Médicis. Ses plaintes contre l'ambassadeur florentin à Rome. Affaire de la reine de Hongrie. Intrigues de Ludovic le More pour donner sa nièce au roi Ladislas et faire affront au roi de Naples. Virginio Orsini; sa faveur auprès de Ferdinand. Le Roi est informé du mauvais vouloir du Pape à son égard. Alexandre VI ne peut oublier l'opposition qu'il lui a faite lors de son élection.

Intendendo a' xii di questo che la tornata qui a Napoli della Maestà del Re si allungava insino a mercoledì, che saremo a' xvii, deliberai mandare il mio cancelliere ad Arnone, dove ancora si trova, a parteciparle la tua del dì ii; e gli ordinai ricercassi Sua Maestà di quello che per allora le occorreva io dovessi rispondere alle parti si contengono in detta tua; e le dicessi che, alla tornata di Sua Maestà qui a Napoli, sarei con essa, ragioneremmo e discorreremmo sopra lo scrivere tuo quello parrà a Sua Maestà facci al proposito di quello si ricerca, e sanza gravezza tua, con ciascuna delle parti.

Referiscemi il cancelliere Sua Maestà avere risposto che, dopo lo avviso di quello disse Lorenzo da Mozzanica al Papa, cioè che il signor Lodovico voleva sua benedizione fussi mezzo, ecc. non aveva circa a questa materia nè da Roma nè da Milano inteso altro; ma che non si può negare lo scrivere tuo è molto prudente e discreto, il quale essendo pure di momento, vi voleva fare su un poco di pensieri, e scriverebbe al duca quello le andassi per la mente, con ordine mandi per me e me lo facci noto a causa te lo scriva. Ma per allora solo le occorreva dire che lo stare male con persona, e massime con uno suo collegato, non le potrebbe mai piacere, e se niente v'è di tristo, vorrebbe si purgassi più presto oggi che domani; e soggiunse non credere che quelle parole disse Lorenzo da Mozzanica abbino fonda-

se montra très-mortifié de l'opposition que lui firent à ce sujet le roi de Naples et Pierre de Médicis. (Voy. Guicciardini, *Hist. d'Italie*, liv. I, ch. i.)

mento, ma lo dicessi in discorso di parlare, e per gratificarsi il Pontefice.

Alla parte del signor Virginio, che sua signoria era stata con Sua Maestà, nè l'aveva ricercata di cosa alcuna, e, come io intenderei da sua signoria, la quale era venuta qui, è a ordine a fare il pagamento; e che ha detto al duca che sua signoria si è provista per via di parenti e amici suoi[1].

Di nuovo si rallegrò del figliuolo hai avuto[2]; e, dopo questo si dolse molto della perdita di Lorenzo, dicendo conoscere ogni dì più che è stata grandissima. E aggiunse il cancelliere : « Io sò che sono « moltissimi in Italia che desiderano Piero stia male meco; dite allo « imbasciatore lo avvertisca bene che senza cagione non si parta dalla « amicizia mia, e io sono certo da me non gli sarà data; e, non si « trovando che io abbandonassi mai amico che io avessi, Piero può « essere al sicuro che non ho ad abbandonare quelli vostri Signori nè « lui, e' quali io amo singolarmente, e desidero stare in amicizia e vi- « vere in buona intelligenza con loro più che con alcun altro, come « più volte ho detto. Abbi Piero per amico chi gli piace, e abbi me; « e, in tal caso, quanti, più ne arà, tanto più l'arò caro, perchè, per « il mezzo suo, stimerò ne' bisogni e occorenze mie potermene servire « ancora io. »

Dopo questo, mi riferisce il cancelliere che Sua Maestà gli domandò che uomo era lo ambasciadore nostro a Roma; rispose che era giovane da bene, prudente, e di buona discrezione; allora Sua Maestà disse : « Cancelliere, io non debbo tacere cosa alcuna. Io ho maraviglia e dis-

[1] Virginio Orsini, qu'une double alliance de famille attachait aux Médicis, avait acheté de Franceschetto Cibo, avec le concours de Ferdinand et de Pierre, l'Anguillara, Cervetri et quelques autres petits châteaux dans la campagne de Rome. Le Pape en avait pris ombrage, et Ludovic le More, qui savait que Virginio était l'âme des conseils de Pierre de Médicis et la créature de Ferdinand, voyait dans ce fait une nouvelle preuve de l'union intime qui existait entre Naples et Florence. (Voy. Guicciardini, *Hist. d'Italie*, liv. I, ch. I.)

[2] Lorenzo, fils de Pierre de Médicis et d'Alfonsina Orsini, né en 1492.

« piacere assai di certe parole esso ambasciatore ha usate contra di me, « senza alcuno proposito. » Il cancelliere disse era bene Sua Maestà esprimessi; che, in caso quello fussi errato, si possi correggere. Onde disse avere avviso che ha detto : « Se Sua Maestà non aveva la guerra « d'Otranto, non rendeva mai Colle, nè le altre terre si occuparono del « nostro. » Il che disse dare molestia a Sua Maestà, perchè, uscendo simili parole da uno imbasciadore, fanno fare giudicio a chi le intende che la Città conservi nella mente quella ingiuria e quella offesa, e per questo che non sia di buona volontà verso Sua Maestà. E affermò che la presa di ogni terra nostra sentì con grandissima affezione dello animo suo; nè volle mai che il Papa nè altri s'insignorisse di cosa di momento, solo a fine di poterle restituire; e che concorse con Sisto a quella guerra, solo per tornare al suo antiquo, cioè in lega collo Stato di Milano e Signori nostri; e che, quanto stimassi la Città e Lorenzo, lo dimostrò che Sua Maestà vidde da principio per loro perderne Papa Sisto, e ne fù contenta; il quale poi diceva che non poteva volere bene a Sua Maestà, pensando che gli aveva fatto perdonare a Lorenzo. E circa a questo disse molte cose dimostrative che aveva sempre portato amore alla Città e a Lorenzo, e del grande capitale e stima ne ha fatto, e concluse essere per fare al presente e della Città e di te; e con questo lo licenziò.

Appresso, che il non avere il Re d'Ungheria ammessa la Reina come sua donna, il Re reputa tutto dalla pratica ha tenuta il signor Lodovico di dargli la nipote con grande dota; e che, per avere il duca di Ferrara, l'altro giorno che fù a Milano, chiarito il signor Lodovico che il Re d'Ungheria aveva preso per donna la Reina, e secundo li ordini della Chiesa era sua legitima donna, e per questo dettogli che vorrebbe pensassi di dare sua nipote a uno per donna e non per femina, e mostrargli che chi gli scriveva non gli scriveva il vero e lo faceva a suo proposito, il signor Lodovico raffreddò in quella pratica, ma ora di nuovo vi torna su, e vi si riscalda. Che questo Re d'Ungheria è uomo molto da poco, lasciasi governare al vescovo Chiaverino, al tesauriere e al

cancelliere, di che quelli baroni e altri uomini in quello Regno di condizione crepano e stanno molto male contenti.

[1] *Poi ebbi scritto, mi sono abboccato col signor Virginio; e, quanto alla pratica delle terre, mi disse avere trovato la Maestà del Re e duca in disposizione di fare ogni opera e con dimostrazioni e con fatti, perchè si ottenghino per Sua Santità. Alla parte del danaio, mi disse avere richiesto il Re e il duca di sovvenimento, non tanto di quello che resta avere, ma di più somma; e che era in ferma speranza di essere servito, che è contro a quello che ne ha detto il Re, come di sopra. Se il signor Virginio dice il vero, è indizio manifesto che il Re lo nega perchè il Papa non lo sappi, se non è per farsi favore a conseguire le terre*[2].

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

[2] L'appui que le roi de Naples prêtait à Virginio Orsini devait causer au Pape de sérieuses alarmes. Deux familles étaient surtout puissantes dans la campagne de Rome : la famille des Orsini et celle des Colonna. La première était guelfe, la seconde gibeline; il était de l'intérêt du Saint-Siége d'entretenir les dissentiments séculaires qui existaient entre ces deux familles, afin de neutraliser leurs forces. Or, à cette époque, Ferdinand s'attachait les Orsini; et, deux ans auparavant, il avait pris les Colonna à sa solde, comme le prouve la dépêche de l'ambassadeur florentin à Naples, Paolantonio Soderini, à la date du 6 septembre 1490. Cette dépêche est en chiffres.

PAOLANTONIO SODERINI À LAURENT DE MÉDICIS.

Voi arete inteso, per le mie de' XXVI e XXVIII del passato, il ritratto avevo fatto che, nella stanza qui del signor Virginio, era andato a torno, e in effetto ritornatosi in sulla pratica di condurre i Colonnesi eziandio, come ne avevo fatto uno motto a Pierfilippo. Per la presente vi ho a dire che, si è di poi tale pratica tanto stretta che sen' è fatta la conclusione, e a detto effetto è venuto qui Prospero Colonna secretamente, e oggi è il terzo giorno che è stato secreto in una camera in castello Capuano. Le condizioni sono : che il Re conduce Prospero e Fabrizio con dugento uomini d' arme, e obbligasi le persone e Stati loro, e dà loro ducati ventiquattro mila di provisione, e due stati in Abruzzi o in Calabria di rendita di ducati quattro mila. Dà ancora el Re di presente al cardinale Colonnese la badia di Salerno, la quale rende circa mille ducati; e sono più anni che detto cardinale l' ebbe canonicamente, ma il Re l' aveva data allo abbate Roggio, il quale l' ha posseduta insino al presente; e più gli promette beneficii de' primi vacanti nel Reame per ducati due mila cinquecento. Quanto ho di soprascritto, hò da uno amico, persona da bene, e di un grande secreto; e però vi conforto a portarvene in modo non si rechi pericolo a qualcheduno. Siamo a notte, e mi è detto Prospero (Colonna) si è partito con la conclusione di quanto è di soprascritto. (*Arch. Med.* av. Princ. filza 49.)

E qui mi disse Virginio che la Maestà del Re era certificata che il Papa sapeva che, in questa sua creazione, Sua Maestà aveva fatto ogni cosa perchè non fussi Papa; e, essendo il Papa della natura che è, il Re non se hà a persuadere che lo dimentichi così presto.

III.

PIERO ALAMANNI À PIERRE DE MÉDICIS.

Naples, 14 décembre 1492.

SOMMAIRE. — Propos menaçants de Ludovic le More. Nécessité de resserrer les liens qui unissent les Médicis et le roi de Naples.

La lettera tua del v del presente participai avanti ieri alla Maestà del Re; la quale mi rispose che, presupponendo lei che le volontà e disposizioni fra Sua Maestà e te sieno in termine, come ancora tu scrivi, che non abbino bisogno di alcuna estrinseca dimostrazione per accertare l'un l'altro che sieno sincere e perfette, per le ragioni che tu medesimo alleghi; non le dispiacque punto, quando intese la partita tua da Roma prima vi sia arrivato il signor duca Federico; bene arebbe avuto caro se, con tuo commodo, vi ti avessi trovato, e per vederti, e per dirti quello gli aveva commesso; ma scrive esso Don Federico avere supplito per sua lettera a te quello aveva ordine da Sua Maestà di fare in presenza. Ma dispiacerle molto il modo scrivi ha servato teco Jacopo Pontano, il quale disse essere stato al tutto contro ogni suo ordine; perchè non hà ad avere rispetto al duca di Bari nè ad altri, che intendino fra Sua Maestà e Signori nostri sieno medesimi studii e volontà; e per questo arebbe voluto Jacopo *quodam modo* a ogni ora fussi stato visto teco. Ma hà fatto come persona, la quale, credendo bene servire, troppo si assottiglia.

Dopo questo, mi disse avere lettere da Milano, per le quali è avvisato che il duca di Bari si fà molto glorioso, dicendo che governa il Papa, che il Re di Francia gli è amicissimo, che Massimiliano l'hà

mandato a ricercare che mandi uno suo fidato a certo luogo, che vuole ragionare seco alcune cose; e che è in tanta altezza e hà tanta autorità, che lui medesimo non si riconosce. Appresso, che non cessa di fare intendere che questo Papa è inimico di Sua Maestà, e le medesime parole dice a Milano trova in bocca del Papa. E mi concluse, quello mi hà altra volta detto e io ti hò scritto, delli studii quali hanno ad essere del signor Lodovico e di Ascanio per godersi più questo Papa. Onde, essendo Sua Maestà venuta al termine soprascritto, mi parve avere più occasione di satisfare a quanto per la tua mostri desiderare. Dissi adunque : « Sacra Maestà, io sò che la Città tutta e « Piero, come buoni figliuoli di Vostra Maestà, e come quelli conos« cono che è il beneficio comune e particolare di tutti i potentati della « lega, sono in sentenza di volere con Vostra Maestà in ogni occorrenza « procedere uniti, perchè, giudicando e' Signori miei e Piero la Maestà « Vostra sapientissima come è, mi rendo certo andranno colle vele « piene al cammino la vedranno indiritta. »

La Maestà del Re rispose : « Ambasciadore, a volere trarre frutto « dal duca di Bari, e fare il benefizio non manco suo e di quello Stato « che di noi altri, giudico più a proposito lo stare seco in sulla sua ripu« tazione, e che ci governiamo con lui nel modo vi hò detto più volte. E « a volere fare tale effetto è sommamente necessario che io e i Signori « vostri andiamo uniti, e che quello fà e dice l' uno facci e dica l' altro « in ogni luogo. Qui non hà a fare queste cose altri che io, e io sono « in proposito di non mi mutare da questo instituto; il simile bisogna « faccino i Signori vostri e Piero, e che, quando si piglierà una delibe« razione, non sia da canto chi dia altre speranze. »

E del suo buon animo e desiderio grande della amicizia della Città e tua mi affermò quello ne hò scritto più volte; e soggiunse : « Lorenzo « andò uno tempo vaneggiando, nè mai lo potè intendere, e ne seguì « qualche disordine. Ma, da che venne qui Piero di Lutozzo, entrò in sulla « vera e buona via a fare lo effetto soprascritto; e mi rendo certo Piero « seguiterà questo cammino. » E più disse : « Io non mi conosco di tanta

« virtù e consiglio che io non giudichi necessario, a fare quello è il be-
« neficio nostro, intendere il consiglio e parere di quello vostro Stato;
« però scrivete a' Signori vostri e a Piero, in tutto quello che occorre,
« dichino e ricordino liberamente ciò che va loro per l'animo, e io vi
« prometto fare il simile; e sanza dubio, con questi modi, ogni nostra
« cosa procederà bene. Io non posso avere maggiore piacere che essere
« richiesto da' Signori vostri e da Piero in tutte le cose stimano ch' io
« possa giovare alla riputazione e comodo loro; e vedranno che in ogni
« luogo sempre dirò e opererò a voglia loro, senza avere rispetto a per-
« sona. »

Io a tutto risposi a Sua Maestà in quello modo giudicai più si contentassi; e la ringraziai dello amore e buona disposizione sua verso a' Signori nostri e te.

Ancora mi persuado, per il soprascritto parlare del Rè, abbi raccolto quello ha voluto inferire, nondimeno ti esprimerò tre cose a me è parso ritrarne.

La prima, che Sua Maestà perseveri in proposito e in desiderio di procedere con noi unito.

La seconda, che il dire a volere fare questo effetto, sia necessario quello fa e dice l'uno faccia e dica l'altro in ogni luogo; il che replicò due volte; aggiunto ancora, quello per due mie ti ho scritto a' dì passati avermi fatto dire il Pontano circa i termini hanno avviso che ha usati M. Agnolo, ritraggo che a Sua Maestà, in questa pratica del dare la obedienza, pare si sia vaneggiato, e non proceduto con quella sincerità si conviene fra amorevoli compagni, e questo è volere comune la grazia e disgrazia, perchè Sua Maestà scrisse realmente a Milano il ricordo de' Signori nostri, e che si era aderito a quello; e, ancora presupponessi el signor Lodovico, e delli altri l'avessino a avere per male, non se ne curò, poi che le sia stato scritto che lei abbi mosso e' Signori vostri; puoi pensare non le è piaciuto; e, se si fussi giudicato a proposito che si dimostrassi la mutazione avere avuto origine di qua, era bene farlo intendere; e ci si sarebbe preso forma; e le

corde di questo strumento in ogni luogo avrebbono avuto una medesima consonanzia.

La terza, che il ricordare che Lorenzo vaneggiò, e non potè mai intendere se non da che Piero di Lutozzo venne qua, e ne segui de' disordini, volle s' intendessi che ogni volta nel dire e operare apparirà fra noi discrepanzia, non ne seguirà quelli buoni effetti, che per lo interesse commune e particulare l'uno e l'altro debba procurare.

Post scriptum. — E tenuta a dì xv.

Il duca di Calabria è venuto quì questa sera, e ha comandato a tutti quelli della guardia sua che per tutto domane debbino essere a ordine di cavalcare dove sarà loro comandato. E si dice che va lunedì in Abruzzi; che, quando sia vero, quelle cose si dimostrerebbono di qualche importanza.

Ingegnerommi domane di essere seco, e quello ritrarrò circa a questo e altro ti farò noto.

Iterum a te mi raccommando.

IV.

PIERO ALAMANNI À PIERRE DE MÉDICIS.

Naples, 2 janvier 1493.

Sommaire. — Affection du Roi pour les Florentins; sa confiance dans leur expérience politique. Portrait de Ludovic le More; son hostilité sourde. Affaire de Virginio Orsini.

La lettera tua de' xxii passato ebbi pel fante ordinario domenica sera, che fummo a' xxx molto al tardi. E, perchè la Maestà del Re lunedì andò fuora a caccia, non gli e la potei partecipare; fecilo ieri. E posso ti veramente dire, poi sono a Napoli, non avere visto Sua Maestà rallegrarsi, nè pigliare piacere di cosa alcuna tanto quanto dimostrò dello scrivere tuo. E, quando si venne alla parte dove dici non avere ricerco

il favore di Sua Maestà, per averla trovata appresso il Papa nel medesimo predicamento siamo noi, disse ridendo : *Solatium est miseris*, ecc. Letta fu detta tua, eccetto l'ultima parte che riguarda la particularità mia. Sua Maestà rispose : « Ambasciadore, io ringrazio molto quelli « di quello vostro reggimento e Piero dello amore e buona volontà « veggo tengono verso di me, e della fede loro nel sapere e potere mio; « certamente la possono avere, perchè, per quanto io voglio e si estendono le forze e facultà mie, mi troveranno sempre così disposto a « ogni comodo e piacere loro, come sia qualunche cosa hanno in questa « vita più propria loro. Io mi accordo con Piero che del fatto di questa « obedienza non sia da parlare più, anzi mi dolgo del caso se n'è fatto; « e parole ne sono andate a torno senza alcuno proposito. Io sono sempre « per continuare di conferire liberamente tutto quello che occorrerà « alla giornata, e di dirne il mio parere. Ma, considerato che veggono « e intendono più due che uno, e che in quello vostro reggimento « sono molti uomini, e' quali, per avere viste e praticate cose assai, « intendono molto bene le condizioni delli Stati, e, in tutte le cose ha « portato il tempo, si è visto per esperienza hanno saputo trovare opportuni remedii, mi sarà non solamente grato, ma giudico necessario « a volersi reggere e governare a beneficio de' communi Stati nostri, « ancora loro con ogni sicurtà faccino il simile. »

Don Federico, credendosi tornare subito fatto Pasqua, e non avere a soprastare, mi scrive che si riserva a dirmi più cose a bocca, onde vi dico sia a proposito aspettare che venga, perchè potrà essere vi dica cosa che scoprirà il fine al quale le pratiche e andamenti s'intendono sono addiretti; e allora si potrà con migliore fondamento fare giudizio di quello sia da fare dal canto mio e de' Signori vostri. Io vi conferirò tutto quello porterà, e ve ne dirò, secondo Piero ricerca, sanza alcuno riserbo, mio parere.

Il soprascritto è in sentenza quanto Sua Maestà mi disse in riposta della lettera tua. A che io risposi opportunamente. Di poi mi disse : « Il « duca di Bari è della natura fu il duca Galeazzo, ancora peggio, che

« ritrae dal duca Philippo, il quale fu d'animo inquieto; dilettossi di « cose nuove e il più delle volte ne riusciva con danno e vergogna sua. « Non fu già così il duca Francesco, suo padre; il duca di Bari ha pia- « cere di tenere sempre le cose in travagli e ombrezza, ora di questo « altro, il che di diretto è contro alla natura mia e de' Signori vostri; « e non bisogna sperare che lo scrivergli, o altro termine si usi seco, « se già non lo facessi la forza, l'abbi a rimuovere da questa natura; « ma è uno bene che non ha tanto cervello, che questi suoi aggiramenti « gli sappi condurre ad effetto. Dimostrazioni e disegni sa fare assai, « e quali tutti riescono in mente; e di questa natura bisogna avere « patienza, e fra noi tenere modi che non ci nuoca; e questo io e i « Signori vostri, spero in Dio, saperemo e potremo molto bene fare. « Lo ambasciadore di Milano è stato a me, e conferitomi l'andata del « marchese Hermes a Venezia. Del conte di Cajazzo, la lettera mi ha « letta non fa menzione; e scrive avere sentore che lo ambasciadore « unghero a Roma cerchi dispensa, e che si pratica di dargli la figliuola « di Massimiliano. Pensate che verosimile questo ha, con ciò sia essa « figliuola non sia in potere di Massimiliano. Di nuovo mi conforta a « fare opera con Virginio di quelle terre pigli forma col Papa; a che « ancora mi debbá muovere lo essere pacificate le cose oltramontane. « E dice che, se io non lo fo innanzi che passi uno mese, vederò ne « sarà riusciti tristi effetti. Ma, alla parte ch'io dissi a questo amba- « sciadore, che lui era cagione, con dare vento a questo Papa di disor- « dini, *etiam* come vi conferii, non risponde una sola parola. Io ho preso « tempo a rispondergli; e, a questo scrive che innanzi sia uno mese ne « sarà riusciti tristi effetti, sono in pensiero di rispondergli che il duca « di Bari non fa l'effetto di buono e amorevole colligato a non mi di- « chiarare li effetti tristi vede ne hanno così di prossimo a succedere. »

Nel parlare di questa cosa di Virginio, Sua Maestà mi disse, che lo ambasciadore milanese residente costì ha scritto al duca di Bari, che tu gli hai detto che Virginio ti richiese lo servissi di danari per pagare al signor Francesco le terre, e che tu nollo hai voluto servire come ha fatto Sua Maestà, la quale lo ha servito di quaranta mila ducati. Il che

mi disse non credere che tu abbi detto, ma che sia delle altre invenzioni si fanno.

Io andai destramente ricercando lo animo e disposizione di Sua Maestà in questo caso di Virginio; e in effetto la truovo in proposito, di non volere sopportare gli sia fatto forza, e più ancora il duca di Calabria, il quale era presente.

V.

PIERO ALAMANNI À PIERRE DE MÉDICIS.

Naples, 25 janvier 1493.

SOMMAIRE. — Affaire de Virginio Orsini. Affaire de Hongrie. Mauvaise foi du Pape.

Il signor Federico, essendo venuto qui iersera, mandò Sua Maestà oggi per me, e, alla presenzia del Pontano, mi disse delle cose di Roma, cominciando dalle commissioni colle quali partì dalla Maestà del Re, e narrando quello da esse là è successo. E in effetto non mi riferì cosa ch'io non mi ricordi avere scritta a te; è vero che in sul partire mi si accostò, e mi disse delle cose di Roma aversi reservato a dirmi alcuno particulare, quale non vuole che il Pontano intenda; quando lo farà, di che cerco occasione, ti significherò se di momento ti avrà detto cosa alcuna. Doppo questo, mi narrò la promessa aveva fatta al Papa, cioè che la Maestà del Re farebbe contento Virginio di stare delle terre a giustizia; confesserebbe tenerne in sè la possessione, e permetterebbe disporne juxta la determinazione se ne farà di ragione, ecc. Il quale modo disse molto satisfaceva alla Maestà del Re, parendole prima fusse tolto al Papa ogni causa di giuste querele, e che ci corressi assai tempo in mezzo, fra il quale, se il Papa procedessi bene con Sua Maestà e con i Signori vostri e teco, si poteva sperare che molto maggiore cosa si sarebbe ottenuto da Sua Beatitudine, se male, Sua Maestà nè i Signori nostri non potevano essere biasimati di fare questa e ogni altra dimostrazione di non volere essere manomessi

nello onore, e di volere quelle cose fanno alla sicurtà delli Stati loro. Ma, avendo iersera la Maestà del Re ricevuto lettere da M. Aloisi Paladino, e da M. Francesco de Judicibus, per le quali appare che il Papa, nelle cose del matrimonio della Reina, sua figliuola, col Re d'Ungheria, non solo non si è resoluto secondo ricerca la giustizia e onestà, e quello che determinò con tutto il collegio de' cardinali, e promesse ad esso don Federico, figliuolo di Sua Maestà, che è di altro momento se avesse promesso a uno simplice ambasciadore; ma da sè, sanza consultare il collegio, ha di diretto fatto il contrario. E qui mi narrò Sua Eccellenza la sentenzia del breve, il quale il Papa col collegio s'era resoluto, e come di sopra gli aveva promesso scrivere al Re d'Ungheria; la quale io non ti narro. Appresso molte lunghe il Papa ha dato a M. Francesco di scrivere detto breve, di dargliene copia, perchè la mandi a vedere al Re, secondo aveva promesso di fare prima lo mandassi al Re d'Ungheria, e molti sutterfugii per non lo fare; e ultimamente, come il Papa aveva detto a M. Francesco averlo mandato, e avendo richiesto vederne la copia, truova che il Papa scrive a detto Re che, trovandosi appresso a Sua Santità lo ambasciadore del marchese di Longoborgo, e facendo doglienza che Sua Maestà non piglia per donna sa figliuola, secondo la fede datane, è sopravenuto il signor Don Federico, e, per parte della Reina d'Ungheria, sua sorella, ha dato a Sua Santità molte querele, che non la ammette e non tiene come sua moglie; e in ultimo conforta detto Re ad avvisare di questa cosa, e a fargli noto il pensiero suo. Onde, pesando questa cosa alla Maestà del Re quanto ognuno discretamente può comprendere, andandoci l'onore e ogni cosa di sua figliuola, e tanto dello onore di Sua Maestà, de' figliuoli e della casa sua tutta, ne resta molto di mala voglia; e ha mandato qui sua signoria perchè conferisca meco questa mutazione e disonestà del Papa verso di lui; consulti meco quello che sia da fare in questo caso di Virginio, e mi facci noto quello ne occorre a Sua Maestà. Dissemi adunque, visto la Maestà del Re tanta mala disposizione e pessima volontà del Papa verso di lei, è in pensieri dolersene cordialmente per una lettera scriverrà a M. Francesco de Montibus, e appresso mandare

Bernardino di Bernardo, cancelliere del Duca, a Roma con ordine dichiari al Papa prima il proposito e certa deliberazione aveva fatto la Maestà del Re di operare e condurre ad affetto tutto quello di che il signor don Federico aveva dato intenzione a Sua Beatitudine. Ma, avendo la Santità Sua mancato delle promesse e fede data a Don Federico in questo matrimonio della Reina d'Ungheria, sua figliuola, non potrebbe credere in questa cosa di Virginio Sua Santità avesse fede che la Maestà del Re procedessi sinceramente, e gli avessi a osservare la promissione gliene facessi; per questo ha deliberato lasciarla a beneficio di natura e ne' termini si trova di presente.

Parlato ebbe sua signoria nella soprascritta sentenza, come a membro de' Signori nostri congiunti di amicizia e benivolenza indissolubile con Sua Maestà, mi richiese, per parte della Maestà del Re, ch' io dicessi liberamente in ogni parte quello ch' io ne intendevo. Per la quale cosa io in prima mi dolsi che il Papa in questo caso della Reina di Ungheria facci portamenti alieni da giusto, buono e affezionato Pontefice verso la Maestà del Re e cose sue; e, quanto appartiene al fatto di Virginio, approbai per sapientissimo il consiglio della Maestà del Re.

VI.

PIERO ALAMANNI À PIERRE DE MÉDICIS.

Naples, 21 février 1493.

Sommaire. — Nécessité d'agir de concert auprès du Souverain Pontife dans l'affaire de Virginio Orsini.

Il signor Don Federico mandò oggi per me, e mi disse che, giudicando la Maestà del Re, come ieri che mi licenziai da lei mi ragionò, e io abondantemente ti referirò a bocca, che facci molto alla sicurtà, reputazione e beneficio di Sua Maestà e de' Signori nostri lo intendersi bene insieme, e, in ogni occorrenza, procedere uniti, dà commissione allo abbate Roggio, il quale manda a Roma, per fare li effetti e

nel modo e con i mezzi ti ho scritto per più altre. Il che è conforme al parere vostro di costà, che, nel trattato di composizione fra la Santità del Papa e Virginio, non faccia nè dica cosa alcuna, se non con participazione e comune consenso dello ambasciadore si truova al presente per i Signori nostri in Roma o d'altri di costà a tale effetto vi si mandassi. E, perchè lo abbate partirà di qui fra tre giorni, pare alla Maestà del Re quanto più presto si può di costà si dia commissione allo ambasciadore nostro in Roma, o a chi si mandassi, che aiuti e favorissi detta composizione, in tutti quelli modi, e appresso quelle persone giudicherà più potere giovare. E, assettato questo fatto di Virginio, disse la Maestà del Re avere speranza, perchè così vuole la ragione, tutte le altre cose facilmente abbino a sortire effetto a voto nostro. E, in ultimo, m'incaricò, per parte del Rè, a scriverti si dia commissione a Roma, come di sopra, o si mandi collo ordine sopradetto il più presto si può, perchè, se io indugiassi a referirlo a bocca, e poi ancora correrebbe tempo al provedere, andando lo abbate di presente, s'indugierebbe troppo.

Io ringraziai; promessi scrivertene e così fo. L'avere a essere teco di prossimo mi fa più breve, e ancora il trovarmi, in su questa mia partita, la quale sarà *infallanter* domattina a buona ora, molto occupato. A te di continuo mi raccomando.

I.

DÉPÊCHE DE DIONIGI PUCCI, ANGIOLO NICCOLINI ET PIERFILIPPO PANDOLFINI, AMBASSADEURS DE FLORENCE À NAPLES, À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* carteg. avant. princip. filza 19.)

Naples, 11 avril 1494.

Sommaire. — Conseil tenu à Naples. Avis du Roi et du duc de Calabre sur la conduite des affaires politiques dans les graves conjonctures où se trouve l'Italie. Il leur paraît sage de faire les derniers efforts de concert avec Pierre de Médicis, pour attirer à leur parti Ludovic le More, sans cependant se mettre

à sa merci. Il importe de hâter les préparatifs de l'expédition de Gênes, qui, si elle réussit, peut conjurer tous les périls. Les ambassadeurs de Florence ont promis le concours actif de la République. Ludovic se fait un mérite d'avoir conseillé aux Français de choisir la voie de mer, parce qu'elle nécessite de plus grands préparatifs et qu'elle entraîne plus de longueurs.

. . . .

Di poi si venne in su le esamine de' modi fussino da tenere col signor Lodovico; e volle Pontano[1] intendere prima il parere del Principe, el quale fece un lunghissimo discorso e savio. E in effetto concluse fussi da fare ogni opera e usare ogni diligenza di non lasciare venire il signor Lodovico in desperazione; e che per Sua Maestà si dovesse scrivere e replicare tutte le offerte fattesi, e che per voi, Piero de' Medici, si dovesse fare tutte quelle cose che e' chiedessi per sicurtà sua, perchè li effetti fussino si estinguessino queste cose de' Francesi.

Poi soggiunse che gli pareva bene da considerare, veduti i modi suoi, s'el signor Lodovico mostrasse questa alterazione e queste buone disposizioni per addormentare costoro, tanto si potesse preparare, massime a Genova, e i Francesi attendere a fare maggiore preparamento, perchè, quando questo fusse, conforterebbe a non aspettare, massime perchè le cose di Genova, che sono della maggiore importanza, non si potrieno far mutare, se e' si aspettassi che egli avesse fornite le galee. Però confortava s'intendesse con prestezza quale fusse l'animo di Sua Eccellenza. Quale finalmente si doveva ritrarre, facendo la Maestà Regia tutte queste offerte.

La Maestà del Re riprese le parole, e fece un lungo discorso del pericolo era nello indugiare in su queste cose di Genova, le quali aveva adesso in termine, che facilmente le muterebbe; e sperava le potrebbe tenere ferme con la sua armata, col favore del Papa e nostro; che altrimenti saria impossibile poterle mantenere; e questo disse non si potere fare senza comune spesa. Nientedimeno che non voleva fare cosa alcuna, se non in quel tempo e come paressi a voi; e però ve ne scrivessimo, acciò lo esaminassi[2].

[1] Pontanus, poëte et prosateur célèbre, élevé au plus haut rang par les rois de Naples.

[2] Le roi de Naples se hâta, en effet, de tout préparer pour l'expédition de Gênes.

Circa il signor Lodovico, confermò quella medesima sentenza, dicendo farebbe scrivere in quella forma, e con più amorevoli e larghe offerte fussi possibile; e che gli pareva che *etiam* noi gli facessimo intendere, in su la proposta ha fatta del volere sapere se, venendo il Re Alfonso contro di lui, lo vogliamo aiutare, che abbiamo voluto intendere la mente di Sua Maestà, e che la troviamo tanto bene volta quanto è possibile; e gli offerissimo di fargli ogni obbligazione per noi e per la Maestà Sua, dichiarando, quando quella non lo osservasse, essere con Sua Eccellenza al difenderla.

. . . .

In effetto, ci risolvemo essere tanto il beneficio si trarrebbe del ridurre il signor Lodovico, che non era da lasciare cosa alcuna; e però, se Sua Eccellenza desiderava o dalla Città o da te in particulare obbligazione alcuna per conservarsi in quello stato, in qualunque modo vi vogli essere, e fare ogni cosa per la defensione e sicurtà sua, tu faraï ogni cosa di satisfargli, come da lui fussi richiesto, con accertarsi che Sua Eccellenza, come ha promesso, sarà buono Italiano, e del tutto si levi da questa fantasia di Francia; e quando pure i Francesi volessino seguitare, sarà unita con la Maestà Sua e con gli altri per la difesa de' comuni Stati. E, bisognando, promettergli, ogni volta Sua Maestà o altri lo volessi offendere, pigliar la difesa sua, e contento si facci.

El segreto che avea a fare intendere el signor Lodovico a la Maestà del Re è quello di che ti dà notizia messer Piero, cioè che ha volto il Re di Francia a non venire per terra, ma fare una armata grossa a venire per mare a la via di Pisa, perchè con questo modo egli intende fare prolungare e differire ai Francesi. E non è più secreto, che qua si è communicato a tutti i consiglieri[1].

Peu de temps après on connaissait à Florence les forces de la flotte napolitaine qui, sous les ordres de Frédéric, frère du roi, devait tenter de s'emparer de Gênes. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 88.)

[1] A l'époque où le roi Alfonse présidait ce conseil, il était informé que, dans les principales villes du royaume, il y avait de nombreux partisans de la conquête française. (*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 10.)

II.

DÉPÊCHE DE DIONIGI PUCCI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. princ. filza 19.)

26 avril 1494.

Sommaire. — Ludovic paraît vouloir se rapprocher du roi Alfonse, ce qui rendrait la position de Florence excellente. — La position du Pape devient critique. La France le menace de lui refuser l'obédience et de le citer devant un concile. — Le roi des Romains élève des prétentions sur Florence, qu'il paraît considérer comme terre d'empire.

Dai regii residenti a Milano ci sono lettere de' xxii, con un lungo discorso ha fatto con loro il signor Lodovico; del quale si manda copia a M. Marino, perchè ve lo comunichi; in effetto mostra volere star bene con Sua Maestà. E, quando questo segua, non s'arà a tenere tanto conto del Papa, nè fare tante carezze a cotesta Signoria, ma mantenerci al luogo nostro; mostra il pontefice portare gran pericolo; e ch' el Re di Francia non gli darà la obedienza, farà la Pragmatica, e lo chiameranno ad un concilio; e che quella Cristianissima Maestà è mal contenta di noi; e il Re de' Romani non bene contento, perchè giudica sopra la Città nostra avere qualche ragione d'imperio.

I.

DÉPÊCHE DE FILIPPO VALORI, AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE À NAPLES, À PIERRE DE MÉDICIS[1].

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 75.)

Naples, 4 octobre 1494.

Sommaire. — Grande joie à Naples à propos d'un léger avantage remporté par le duc de Calabre. Re-

[1] Dès le mois de juin, Pierre de Médicis avait vivement sollicité le roi Alfonse de hâter l'entreprise de Gênes. Il l'informait que le duc d'Orléans avait quitté Lyon pour se

connaissance du Roi envers Pierre de Médicis, qui s'engage à lui fournir des hommes et de l'argent. Dessein d'agir avec vigueur sur la côte de Gênes. Versatilité du Pape. Nécessité de faire face aux Colonna. Impossibilité, pour ce motif, d'envoyer au duc de Calabre de nouveaux renforts. Le duc a déjà des forces assez imposantes pour tenir l'ennemi en échec. Importance qu'il faut mettre à gagner Giovanni di Bentivoglio, petit souverain de Bologne.

Magnifico Piero, vedute per l' alligata le provisioni e quello che segue della impresa de' Colonnesi insino a questo dì, e quanto ho ritratto da questa Maestà, la quale ogni piccola cosa comunica, restami a fare risposta alla vostra de' xxvi, contenente la fuga dello Sforza e Francesi[1]. Le quali cose tutte ho conferite con la Maestà del Re, la quale volle leggere prima e poi rileggere lo avviso con tanto piacere e tanta festa che non si potria dire di più. La deliberazione delle dodici squadre di gente d'arme avete fatta per mandare al duca di Calabria gli è suta tanto grata e tanto accetta quanto possibile, e Sua Maestà efficacissimamente mi commisse vi ringraziasse da sua parte, dicendo che questi sono termini di veri e buoni amici; similmente per li mila provigionati avete deliberato fare per l'armata, e il conforto vostro a seguire l'impresa di riviera, soggiungendo el disegno ne desti d'uomini d'arme a cotesti suoi ambasciadori di costà; le quali cose Sua Maestà conforta a proseguerle, e dice non potete perire ogni volta che sarete con lui. La Maestà Sua non solo s'accorda a seguitare la impresa in riviera, come ricordate, ma mi dice essere disposto a fare tutte le provisioni dal canto suo che saranno deliberate per il signor Don Ferrando e da voi. E di già aveva commesso si mandasse li fanti

rendre à Asti et conférer avec Ludovic, que le prince de Salerne était à Savone, etc. Il le priait enfin de tenir leur alliance secrète, la République devant tirer un grand parti de son apparente neutralité pour traiter avec Milan et Venise. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 1.) Vers la même date, il le prévenait que, d'après le bruit public, le roi d'Espagne offrait à la flotte française l'accès de ses ports de Sicile. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 88.) Puis, dans le cours de juillet, il le rassurait en l'avertissant que l'ambassadeur d'Espagne à la cour de France avait hautement déclaré que son maître, considérant l'entreprise projetée comme attentatoire aux droits du Pape et de l'église, fermerait à la flotte de Charles VIII l'accès de ses ports de Sicile et de Sardaigne. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 88.)

[1] Il s'agissait, sans doute, d'un engagement de peu d'importance; car le duc de Calabre, dans toute sa campagne, dont le but principal était manqué, n'obtint aucun avantage considérable.

al duca di Calabria, e facessisi ogni cosa opportuna per infestare quella riviera, giudicando che, con questo mezzo, sanza dubbio alcuno, s'assicurano tutte queste marine da Livorno in qua, e che chi fa buona guerra fa buona pace. Soggiunse avere da questo M. Martino Ciabatta, mandatario del Papa, che Sua Santità voleva concorrere a questa impresa di riviera *manibus et pedibus*, ma non vi presta fede per la varia natura sua. Quanto al mandare di qua nuova gente d'arme al duca di Calabria per ingrossarlo, per la venuta a rincontro delle secento o settecento lancie francesi che voi dite vengono di nuovo, la quale cosa Sua Maestà riscontra essere vera di più luoghi, Sua Maestà è stata sopra questa esamina due o tre giorni, e ogni dì me ne ha ragionato; perchè da suoi ambasciadori di costà per vostra parte mene è stato scritto più dì sono. Finalmente dice non vedere modo alcuno di poterlo fare, nè gli pare, perchè, come vedete, la ansietà del Papa di questa impresa contro a' Colonnesi non potria essere più, e dice, come Sua Santità intendesse che volesse chiamar gente, farebbe mille pazzie; e che è ridotta a quello che Sua Santità di continuo lo fa minacciare di accordarsi con Ascanio[1], se non fa questo sforzo contro a' Colonnesi come si debbe. Pargli ancora che noi siamo pure oltre col tempo; e in somma si spicca malvolentieri questa gente di qua, per più rispetti o forse sospetti che gli vanno per lo animo di questi suoi sudditi; che sapete ogni cosa non si può così esprimere, chi ha assai cose per la mente. Da altro canto disegna ch' el duca di Calabria si truovi di presente circa settanta squadre, e aggiungendosi le dodici vostre, e le due del fratello del marchese di Mantova, e tre o quattro della madonna di Forlì, farebbono il numero di circa ottanta sette o ottanta otto squadre, mille cavalli leggeri in punto dice di avere in campo, e circa cinque mila o sei mila fanti; fa conto dovessino bastare, dicendomi che, quando bene li avversarii ingrossassino di trenta o quaranta squadre, e pervenissino ad un numero di novanta squadre, che non gli parria da dubitare; e, essendo il disegno di resistere e difendersi

[1] Le cardinal Ascanio Sforza, le frère de Ludovic le More, et le principal auteur de l'élévation du Pape.

più presto che difendere altri, giudica bene che, facendosi una buona provisione di fanteria, sarià più a proposito che nissuna altra cosa, e di questo dice n'avesti commodità assai per Val di Lamona, Modigliana, Marradi e di quelli luoghi vicini; e a uno bisogno comandarli e soldarne. Non mi ha però detto volerne soldar lui, ma, nel proparlare, ho ritratto desiderebbe che questa provisione de' fanti ne la aiutassi voi, mostrando le infinite spese in che Sua Maestà si truovi, e in diversi luoghi quasi intollerabili, di bene cento in centoquindici mila di ducati il mese, che Sua Maestà si truove; e la grandissima fede mostra in voi, non vuole dire altro se non che voi lo aiutate, e *in fine* che non può fare altro. Voi intendete, e ne farete quella resoluzione vi parrà.

Dicemi Sua Maestà avere ordinato al duca di Calabria che non gli pare per niente passi il Panaro, ma bene potria fare uno bastione dal canto di là in su la ripa, ben guardato, e fare ponti per potere passare ogni volta bisognasse; e che s'affortificasse talmente non potesse essere sforzato o spinto indietro, e porsi in sul sicuro il più che sia possibile, come avete visto per le lettere.

Questi modi di M. Giovanni[1] veramente danno alla Maestà del Re qualche briga allo animo, e pargli che gli abbia un bello giuoco alle mani; nondimeno giudica che e' si faccia ogni cosa per condurlo dal canto nostro, e ho visto quanto scrive S. Antonio da Bibbiena di là, e il parlare di Luigi; di che Sua Maestà ne ha fatto pigliare per potere meglio scrivere. E, quanto alla richiesta che il Papa consenta investire in quello Stato di Bologna lui e li figliuoli, Sua Maestà è di opinione che, se il Papa intende questa richiesta, si abbia a scalare insino al cielo, aggiunto alla mala opinione che sempre ha avuta e ha di M. Giovanni, dicendo che quello ha fatto circa il cappello, velo hanno tirato le persuasioni vostre e la fede gli avete promessa; e a questa parte Sua Maestà non si rincora muoverlo; ha bene ricordato a Sua Santità voglia usare qualche amorevole termine o con breve o

[1] Giovanni di Bentivoglio, qui était maître de Bologne, position très-importante pour des armées qui opéraient dans la Romagne.

col mandargli il vescovo di Cortona, che è in campo, a confortarlo, e offerirgli, e fare tutte le dimostrazioni che si possono, per tenerlo bene disposto; e questa sera mi disse che pensava che il Papa publicherebbe di presente suo figliuolo cardinale, che non saria poca dimostrazione; e Sua Maestà dice volere farne ogni instanza e opera, come da Roma dovete essere avvisato.

Dal canto di Sua Maestà, dice volere fare ogni cosa verso M. Giovanni, e che, avendo là il duca, suo figliuolo, gli pareva che dovessi avere operato con le dimostrazioni e co' fatti; e che già dette commissione a S. Antonio da Bibbiena, sanza esserne richiesto da nessuno, che gli offerisse e promettesse a M. Giovanni tanto stato e intrata quanto aveva nello Stato di Milano, e che il voleva non solo ricompensare, ma accrescere di molto più. A queste offerte dice essergli suto risposto che, insino non si viene alla condotta e a capitolare, non si reparlerebbe; sì che dal canto suo dice non essere mancato verso M. Giovanni.

Post scripta. — Questa mattina, la Maestà del Re m' ha fatto vedere lettere del duca di Calabria contenenti *inter alia,* che Sua Eccellenza ha uno grande desiderio mandiate le dodici squadre, e che si faccia fanti, e che da voi si satisfaccia a quanto avete dato intenzione; con dire che, se unisce insieme ottanta otto o novanta squadre, non si cura di poi quando il campo de' nimici ingrossassino insino in cento dieci, o cento venti, perchè da cento in su non se ne suole tenere molto conto, che spesso sogliono generare disordine; e mi ha commesso vi scriva, e conforti a mandarle, e, per parte di Sua Maestà, vi preghi a sperare per lo avvenire, come avete fatto insino qui, che ha tutta la fede sua in la Magnificenza Vostra.

II.

DÉPÊCHE DE FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. Princ. filza 49 [1].)

Fondi, 7 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Les Colonna ne peuvent pas disposer de grandes forces. La flotte française diminue de jour en jour. Le duc de Calabre se défie du duc de Ferrare et de Bentivoglio. Il prendra une forte position indépendante. Il réclame les secours promis par Pierre de Médicis. Nouvelles démarches à tenter auprès de Bentivoglio. Seconde expédition contre Gênes projetée.

Per quanto mi dice Sua Maestà, i Colonnesi con difficultà ascenderanno a dugento uomini in tutto e secento fanti, e hanno grandissima penuria e carestia del vivere, e sanza speranza di avere soccorso veruno oramai per la via di mare, perchè continuamente scrive Don Federigo che l'armata di Genova si andava risolvendo; di modo che la impresa diventa facile e da espedirla presto, e così spera. In vero la Maestà Sua, oltre a qualche rispetto vi ho scritto, stava pure sospesa dove questa armata si avesse a gettare; sendone ora sicura, ci andrà sanza rispetto.

La Maestà del Re mi ha communicato quello gli scrive il duca di Calabria circa lo alloggiare lo esercito suo e li disegni facevano, con aggiugnere il dubio gli facevano del duca di Ferrara e di M. Giovanni. Finalmente Sua Maestà s'è risoluta, e così scrive volando, come vedrete : Che per niente gli pare si metta a discrezione loro; ma in luogo sicuro dove non possa essere levato loro la via e commodità delle vettovaglie. Che, se bene e' si potessino sempre ritrarre del luogo dove e' disegnano, non si ritrarrebbono però con onore loro, oltre al pericolo, e però gli pare da nettare tutti i segni. Ricorda bene alla Magnificenza Vostra che solleciti le dodici squadre, che vadino in campo a rincontro di questi mille dugento uomini che vengono; similmente la

[1] Les dépêches qui suivent étant tirées de la même filza, nous n'indiquerons pas leur origine.

provisione de' fanti in buono numero, perchè giudica sieno quegli abbino a difendere e salvare lo esercito.

Sua Maestà, con tutto abbia per certo non bisogni pregarvi facciate ogni opera che M. Giovanni si dichiari ora che sarebbe il tempo, pure ricordavi, che, in su lo avere denegato il signor Lodovico il servizio a M. Giovanni, saria da monstrargli questa essere una grande occasione di spiccarsi, con aggiugnervi a un tratto il cappello per il figliuolo, e certificarlo che dal canto di questa Maestà sarà ricompensato *ad cumulum* di Stato e d' ogni danno, come a M. Luigi Gattola ha dato *in mandatis*, e più volte per altra via fattogliene intendere; ricordandogli ancora, che facendosi pace, e egli non si sia gratificato, rimarrebbe a discrezione, sanza avere acquistato grado e onore, com' egli acquista facendolo.

Dice Sua Maestà sollecitare di continuo Don Federigo a mettere avanti la impresa di Riviera, secondo il disegno; così ricorda a voi che dal canto di costà non si resti a fare alcuna cosa, perchè giudica molto a proposito infestare gli avversarii per quella via.

III.

FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

Terracine, 9 octobre 1494.

Sommaire. — Le Pape se refuse à donner le chapeau de cardinal au fils de Bentivoglio, et entrave ainsi les démarches que tente le roi de Naples pour s'assurer le concours de Bologne. Conduite à tenir à cet égard. Concours actif prêté au roi Alfonse par Pierre de Médicis. Projet attribué au cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens de venir en personne à Ostia ou à Nettuno. Motifs de douter de l'exécution de ce projet. Faiblesse réelle des Colonna. Leur plan audacieux déjoué par la cour de Rome. Dispositions prises par le Roi pour réduire cette puissante famille. Rupture imminente entre les Français et Ludovic le More, qui pourrait bien être la première victime de sa fatale politique.

A dì VII da Fondi vi scrissi l'ultima, e questo dì ho da Roma dal Colle li avvisi da Bologna, con la vostra addiritta a lui del primo di questo. Che tutto m' ha mandato, e scrivemi aver conferito tutto con la

Santità del Papa; e in effetto, quanto al cappello del Bentivoglio[1], come da lui avete inteso, Sua Santità non lo vuol dare di presente per cosa alcuna, che bene dimostra essere di mala natura. Le quali cose stasera ho communicate con la Maestà del Signor Re; alla quale, atteso il frutto può recare questo cappello seco, e la necessità abbiamo di chiarire e tirare una volta M. Giovanni dal canto nostro per ogni via, dispiace tanto questa renitenza del Papa, e se ne strugge insino all' anima che più non si potria dire, e, *quod pejus est*, non ci sa trovare modo a disporlo. Pure di nuovo, per quanto gli occorre, ha commesso questa sera al Pontano faccia una buona e amorevole lettera sopra questo cappello, la quale da' suoi oratori a Roma sia letta a Nostro Signore, e anche aggiunghino con parole caldissime e prieghi e supplicazioni e ragioni, che, se possibile fussi, con l'una e con l'altra cosa lo muovino, infino a dirgli che, se si potessi sanza sospetto di Sua Maestà, subito monterebbe a cavallo, e a' piedi di Sua Beatitudine, e tanto supplicherebbe che Sua Santità gli concederebbe questa grazia, importando *hinc inde* la vittoria di questa impresa; e che, se mai Sua Santità gli debba far grazia in questo mondo, di questo solo supplica al presente la Beatitudine Sua. E, eseguite tale commissioni, ordina alli suoi oratori che subito mandino alla Magnificenza Vostra la copia della lettera, e avvisino quello aranno operato; appresso e per la Maestà Sua e per voi non si resterà a fare ogni cosa possibile in favore della esaltazione sua; e circa il cappello continuamente strignere il Papa, acciò che adempia una volta questo suo desiderio.

La Maestà Sua ringrazia assai Vostra Magnificenza degli avvisi ne date e della grandissima diligenza e sollecitudine usate in tutte queste cose; e non manco per avere mandati commissarii per levare le genti d'arme e condurle in campo; e resta tanto satisfatta delle opere vostre che più non si potrebbe dire; e con tanto amore e carità parla di voi, che veramente si vede che ha una grandissima fede nella Ma-

[1] Le moyen le plus efficace que le roi Alfonse et Pierre de Médicis comptaient employer pour gagner à leur cause Giovanni di Bentivoglio était de lui offrir pour son fils le chapeau de cardinal.

gnificenza Vostra, e, quanto più può, coteste cose di costà vi raccomanda.

Del Vincula, la Maestà Sua non si può per niente persuadere si metta a venire a Nettunno, o ad Ostia, per avere Don Federigo alle spalle.

La Maestà del Re vuole che, o per voi, o per M. Luigi Gattola, si faccia intendere a M. Giovanni l'opera ha fatta Sua Maestà e il desiderio grande ha di questa cosa, che veramente non si potria dire più; che io vi prometto questa Maestà se ne consuma e strugge più che non fa il protonotario medesimo di questo cappello; dolendosi della strana natura del Papa, che non voglia far cosa che buona sia. E, quando non si ottenessi questa grazia per questo ultimo conato, pare alla Maestà Sua non si resti di confortare e esortare M. Giovanni a stare di buono animo, e che il cappello una volta non gli può mancare, e il tempo è breve di uno mese o due; e che M. Luigi eseguisca le commissioni sua, di promettergli e offerirgli Stato e ricompensa. Ogni dì più di questa impresa de' Colonnesi se ne promette la vittoria, e falla molto facile, come vi ho detto per altra.

La Maestà del Re ha ratificato alla condotta di Camillo Vitelli, e concorso alla rata sua della imprestanza, come a quella di Jacomo Conte; el quale arrivò stasera qui in campo a parlare con la Maestà del Re, e, me presente, referì che i Colonnesi non hanno, salvo dodici squadre, e ben piccole, e mille o mille dugento fanti, e poche artiglierie, e queste loro genti hanno molto sparse e divise per guardie delle loro terre, e hanno carestia d'ogni cosa necessaria; di modo che Jacomo Conte giudica si possino poco tenere. E, per quanto si ritragga il disegno de' Colonnesi è di stare forti e andarne a merlo a merlo, aspettando favore o per terra o per mare, o beneficio del tempo; e, insino ad ora, hanno fatto fondamento, venendo l'armata, d'avere il fratello del Turco[1] nelle mani, per mezzo della guardia

[1] Djem ou Zizim, frère du sultan Bajazet II, qui se trouvait entre les mains du souverain pontife.

Francese, e correre in Roma e pigliare il Papa. Il che al presente è levato via per avere auto avviso da Jacopo Conte, e provisto a tutto, con mettere detto fratello del Turco in Castello Santo Agnolo a buona guardia. Disegnavano ancora fare opera che lo Stato del Duca di Sora si ribellasse e s' aprissi in favore loro, e qualche altra terra del contado di Albi, e più tenevano intelligenza in l' Aquila. A che questa Maestà ha aperto gli occhi, e fa conto prevenire loro, e per tutto domani ordinerà al prefato Jacomo Conte quello abbia a fare, con dargli, oltra alle sue, due o tre altre squadre di cavalli e fanti, e cavalli leggeri, con li quali abbia a pigliare tutti questi passi, e infestare Colonnesi, e fare dal canto suo loro una buona guerra. Il quale non vi potria essere più caldo per l' antiqua inimicizia e contenzione, e confida fare fazioni assai. La Maestà del Re, da altro canto, aspetta il signor Virginio discenda giù a San-Piero in Forma, per ire a Nettunno; e essa con le bombarde et artiglierie se gli farà in contro a Garigliano, e, fra tre o quattro dì, disegna sieno qui a Terracina, dove Sua Maestà l' aspetta; che fino iermattina si condusse con tutto l' esercito suo; e a questa impresa non potria essere più caldo.

Di alcuni appuntamenti fatti il Papa col signor Virginio e provisione dal canto suo, perchè lo havete inteso non accade. . . . .

Non voglio omettere dirvi che questa Maestà dubita assai che il Re di Francia non faccia qualche malo servizio al signor Lodovico, di natura che non vi si possa rimediare, perchè da ogni banda intende una mala contentezza di quel Re verso el signor Lodovico, e avendo appresso il Duca d'*Orléans* suo inimico naturale che aspira a quello Stato, e essendo stato mal trattato in questa stanza di Genova. Simile uno Filippo, monsignore di Bressia, che travaglierebbe uno mondo col suo cervello, è inimico di detto signor Lodovico, e *etiam* il principe *d'Orange*, mal disposto; e così molti altri, da muovere detto Re, giovane e potente, a ogni disegno loro contra el signor Lodovico, è da dubitare assai che in quello stato non nasca qualche cosa di mala natura. Di modo resta con grandissima gelosia, e dispiacegli tanto più, perchè

vede Sua Maestà nè voi non ci hanno fede, nè lo possono persuadere al signor Lodovico.

Ancora m' ha detto che del signor di Camerino e duca di loro dubita non si conduchino a' soldi dello Stato di Milano e Francesi, che pare cosa ragionevole che tenghino simili pratiche, e che ciascuno s' ingegni in questi tempi di sviare l'uno all' altro de' condottieri.

IV.

FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

Terracine, 13 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Pratiques et négociations secrètes. Appréciation du roi Alfonse touchant le dessein attribué aux Français d'envahir la Lunigiana et de poursuivre leur expédition en Italie. Espoir que le Roi fonde sur l'entreprise de Don Frédéric contre Gênes. Plan de campagne arrêté contre les Colonna, qui semblent découragés. Arrivée prochaine du légat. Sa conférence avec le cardinal Ascanio Sforza suspecte au Roi.

Mi resta a far risposta a due vostre de' VII e VIII, le quali ho communicate con la Maestà del Re, e principalmente dello arrivare dello Spinello, e della espedizione sua con qualche più larghezza commissione da voi, che non aveva avuta da Sua Maestà; e inoltre della nuova pratica mossavi M. *d'Orléans* per Pellegrino Lorini, con la giunta del capitolo vi scrive Paolantonio[1] da Venezia circa il sollecitare il legato con accenno di pratica d'accordo per ordine di M. *d'Argenton*[2]. Le quali cose tutte sono sute gratissime a Sua Maestà, commendando quello avete fatto di accozzare insieme le due pratiche, perchè l'una non guasti l'altra. E, accozzato ogni cosa insieme, Sua Maestà ne spera bene, e fanne buon giudicio, mediante il divino aiuto e l'opera vostra; mostrando non gli dispiacere che con Lorenzo[3] avesse

[1] Paolantonio Soderini, ambassadeur de Florence à Venise. (Voyez la XIIe dépêche de Paolantonio Soderini, et la réponse de Pierre de Médicis, page 519 et suivantes.)

[2] Philippe de Commines, seigneur d'Argenton, ambassadeur de France à Venise.

[3] Lorenzo Spinelli, affidé de la maison de Médicis.

usato qualche larghezza, più che la somma; purchè le cose si conduchino al desiderato fine. E dal canto di Sua Maestà non si potria più desiderare; e è per fare ogni cosa, e vi prega sollecitiate perchè si conduca. Tornò, pochi dì fa, quell' uomo suo teneva appresso M. di Bressia, mandato dal predetto M. in pressa per conferire a questa Maestà appunto la pratica mossa allo Spinello, e sotto questa per richiederlo di sovvenzione in qualche suo bisogno di sei in otto mila ducati, el quale uomo questa mattina ha deliberato rimandarlo indietro insino a Bologna, e in sua compagnia manda un' altro suo, chiamato Antonio Luglio, el quale passerà innanzi, perchè quello primo sarebbe riconosciuto; e ha deliberato Sua Maestà satisfare al prefato M. di sei mila ducati, e concluso donargliene, a fine si spogli in farsetto, e abbi cagione fare ogni cosa pertinente innanzi la conclusione. Questi uomini ne verranno a dirittura ad abboccarsi con voi, perchè la Maestà del Re vuole che voi provegiate e ordiniate la somma de' danari allo Spinello, perchè M. prefato ha accennato non li volere per altre mani che per le sue. Ordina loro ancora certi altri bevveraggi, suti ricordati di tre cento in quattro cento ducati in tutto, come dalla prefata mandata intenderete, che, oltre al dare ordine al danaro, Vostra Magnificenza gli arà ad instruere e spacciargli presto per quella via, e in quello modo parrà meglio a voi; e stasera o domattina debbono partire. Di M. legato mi dice Sua Maestà avere da' suoi oratori da Roma, che era in procinto di partire, e che loro, per lo avviso auto di costì, lo solliciterebbono nel modo desiderato, cioè come da loro; e accennavono che *infallanter* fra due dì doveva essere a cammino.

Alla parte che il signor Lodovico abbia concluso col Re di Francia di spingerci adosso cinque cento lancie e quattro mila fanti, e rompere e venire in Lunigiana a' danni nostri, dice Sua Maestà non credeva fussi a questo effetto, se pure e' venissino, ma per fortificare e difendere le terre del duca di Milano, di là da Magra, per le preparazioni debbono avere inteso si fanno dal signor Don Federigo e da M. Obietto, e tanto pure per la morte di M. Luigi del Fiesco; dicendo non gli pare in quelli luoghi possino sopportare tanta gente insieme,

atteso la carestia grande vi è d'ogni bene, e che non era però quantità da farvi paura. Commendando nondimanco il mandarvi il signor Paolo Orsino, e le provisioni avete fatte, e del mandare il commissario. E potrebbe molto bene essere che queste sieno quelle gente avevono disegnate per ingrossare il campo, e che, per essersi forse assicurati che M. Giovanni non lascerà passare il duca di Calabria al Panaro, le abbino volte là; pure che di queste cose non si può dare uno perfetto giudicio, se non alla giornata; però gli pare d'aspettare più oltre da voi, per potere meglio giudicare e provedere; e che non è per mancare di niente dal canto suo, per essere le cose di Sua Maestà e vostre oramai communi.

Dell' armata Sua Maestà fa giudicio che non abbia a essere niente; parendogli quasi impossibile in questi tempi fare tale impresa, e massime avendo ad armare di nuovo; che, volendo fare armata grossa, non possono; e la piccola non saria per nuocere. Crede bene che l'andata del Vincula a Genova, e queste altre dimostrazioni e movimenti di gente siano per intrattenere il Re di Francia, per dargli pasto a fine non esca d'Italia, per servirsi della riputazione sua. Sua Maestà starà vigilante e governerassi alla giornata, non si ritraendo uno pelo della impresa de' Colonnesi, che oramai gli è uscito la paura dell'armata, e pargli mille anni intendere Don Federigo sia ito via per eseguire le cose disegnate, *quia periculum est in mora*. Ha commendato assai Vostra Magnificenza delle provisioni intende da Don Federigo e da cotesti sua facevate per questa impresa. Confortavi a perseverare e sollecitare, perchè la giudica di momento e profitto assai questa di Riviera; ma quella di Corsica, se non accorda con voi, che per niente si debba fare per ora.

. . . .

Per mie lettere vi ho dato piena notizia dell' ordine si è dato della impresa contro a' Colonnesi, e qui s'aspettano le artiglierie arrivino, che sono tutte intorno a Fondi, lontane da qui dieci miglia; e aspettasi che il signor Virginio vada a San-Piero in Forma presso a Nettunno

quattro miglia; el quale è soprastato parecchi dì più non credeva e voleva questa Maestà, e per sollecitarlo non è restato. E ultimamente vi mandò Jacomo Conte, e stima per di qui venerdì vi dovrà essere per ultimo. Dove la Maestà Sua disegna a uno medesimo tempo accozzarsi con sua signoria e dare ordine a comparsi a Nettunno con queste genti sarà bisogno; e Sua Maestà, posto il campo con il resto delle genti, disegna ridursi a Velletri o a Sermoneta per infestare i Colonnesi da qualche altra banda, perchè sono per ognuno dì quegli da potere essere ad uno tratto in ogni luogo. Spera che Nettunno si arà presto e non aspetterà le bombarde, perchè intende di più luoghi che non vi è difesa nè vettovaglie.

Dicemi Sua Maestà avere di più luoghi che questi Colonnesi stanno di malissima voglia, e che ultimamente Fabrizio, in presenza di molti, si dolse cordialissimamente di M. Ascanio, che li aveva pasciuti di tante speranze, e niuna ne era seguita; soggiungendo che, poi lo aveva messo a pericolo dello Stato e della vita, ne faria prima tale dimostrazione che qualcheduno lo sentirebbe, accennando della persona di Ascanio, el quale sta con gelosia e sospetto assai. Il cardinale Colonna s'è ridotto nella rocca di Sobbiaco, luogo molto forte, e dice non volere rovinare insieme co' fratelli. Alcuni de' loro uomini d'arme hanno cominciato a condursi con Jacomo Conte, e è d'opinione la magior parte ne verranno dalla parte di qua per carestia, e per non capitare male.

Il cardinale di Cartagena[1], legato, sarà qui domani, e, nel passare da Marini, questa Maestà con grande ammirazione e quasi dispiacere ha inteso che la sera fu convitato da Ascanio e tutti quelli signori, co' quali ebbe lunghi ragionamenti e strette pratiche. Il simile feciono la mattina seguente a Cività Divina, nè sa Sua Maestà indovinare questi loro maneggi, e questi modi del Papa, nè può intendere questi disegni.

[1] Bernardin Caravajal, célèbre théologien espagnol, évêque de Carthagène, décoré de la pourpre par Alexandre VI, en 1493. Caravajal fut un des cardinaux qui assistèrent au conciliabule de Pise. Privé de sa dignité pour ce fait par Jules II, il fut rétabli par Léon X, et mourut en 1522, à l'âge de soixante-sept ans.

Venuto il legato s'ingegnerà intenderli, e di quel che si ritrarrà ne sarete avvisato.

E piaciuto assai il bando fatto mettere dal Papa contro a' Colonnesi, e ha confortato poi Sua Santità ad usare ogni rigore e asprezza, venendo alla esecuzione delle censure contro a loro e loro seguaci.

Di molte altre provisioni fatte a Roma del fratello del Turco, e d'altre cose che s'intendono qui, perchè sono certo che per Antonio, che interviene in ogni cosa, ne avete particulare informazione, non ne darò altrimenti notizia.

V.

FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

Terracine, 16 octobre 1494.

Sommaire. — Le Roi est disposé à tout offrir pour rallier Bentivoglio à son parti. Il veut donner à Don Frédéric tous les moyens de réussir dans l'expédition de Gênes. Intrigues secrètes pour détacher le roi Alfonse de Pierre de Médicis. Terreur du Pape à la nouvelle hasardée du prochain débarquement du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens.

Dicemi Sua Maestà che dicesti, gli è suto scritto, che e' sarebbe bene mandare a M. Giovanni uno privilegio di qualche Stato nel Regno. Risposi, come vedrete, che non sapeva qual privilegio mandarsegli, che non s'è ragionato mai se non di dargli una ricompensa di tutto il danno che potessi patire delle cose che ha in Lombardia; e questo ha sempre detto di volerlo fare, e così persiste in proposito volere fare e molto più nel modo e con le condizioni altra volta ragionate; il che gli sarà anche replicato da M. Luigi Gattola. Ora, se e' vi paressi da fare più una cosa che un' altra di nuovo circa a questo, datemi notizia, che dal canto suo s'ingegnerà satisfare a tutto quello potrà, perchè s'acconci la cosa di M. Giovanni.

Fino a iersera, fè scrivere a Don Federigo per staffetta sopra il condurre de' galeoni, perchè Sua Eccellenza gli scrive sarebbono molto

a proposito, e che ne arebbe cinque o sei da' Genovesi. Sua Maestà gli commette subito li conduca e dia loro soldo. E così ordina che due altri che sono in Sicilia, pure d'uno Genovese, sieno condotti, e venghino alla volta di Don Federigo; così ordinò che Franzino con le sue due galere ne venisse alla volta di Livorno a Roma; e sollecitò caldamente Don Federigo alla espedizione della impresa di Riviera, per dare a' nimici che pensare, e così conforta i suoi a provedere e fare quel che si era ordinato.

Ringraziai Sua Maestà del grano . . . .

. . . .

Di certo altro avviso, circa lo aspettare il Vincula, che costì si facesse novità contro a voi, perchè Virginio, che lo scrive, dice avervene dato avviso, non ve ne dirò altro. Sopra di che mostra a questa Maestà che erano cose da non vi prestare fede, e Sua Maestà mostra *etiam* non le credere; pure conforta Vostra Magnificenza a tenere gli occhi aperti, e aversi buona cura massime a' questi tempi che ognuno fa dei disegni.

Non voglio omettere dirvi che, mentre ero con Sua Maestà, sopravvennono lettere da Roma, per le quali s'intendeva che il Papa stava di mala voglia, per avere inteso dell' armata del Vincula, e era alquanto impaurito, di maniera disegnava ritenere in Roma due squadre di cavalli e certi cavalli leggieri e certo numero di fanti, parte per Roma, e parte per Cività Vecchia. Sua Maestà di questo lo ha commendato; ma bene gli pare tuttavia vederlo molto invilire. Il perchè ricorda che ancora voi di costà facciate opera per tenerlo bene confortato e animato, che ne ha bisogno.

VI.

FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

..... 16 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Arrivée du cardinal de Carthagène, légat; propositions du cardinal Ascanio et des Colonna rejetées par le Pape. Démarches d'un agent d'Ascanio auprès du roi de Naples, qui refuse d'entrer en négociation avec lui, dans la crainte que ce ne soit une manœuvre pour amener une rupture entre le Pape et lui. Le légat est suspect de favoriser Ascanio. Le Pape semble s'en défier. Il lui a adjoint l'évêque de Concordia, qui affirme que le Souverain Pontife est déterminé à pousser vivement la guerre. Lenteurs de Virginio Orsini, qui doit opérer de concert avec le Roi. Il importe de réduire Nettuno, pendant que Don Frédéric fera sa diversion à Gênes. Confiance du Roi; Bologne et la Romagne lui causent seules quelques inquiétudes.

Davanti ieri in sul tardi arrivò qui M. legato, cardinale di Cartagena, come s'aspettava. La Maestà del Re, con tutta la corte, e ancora io, andò in contro circa due miglia discosto alla terra. Il quale, dopo le consuete cerimonie, espose, *me presente*, quanto aveva in commissione dalla Santità di Nostro Signore e dal sacro collegio, che furono in somma tutte cose generali. La Maestà del Re, risposto che ebbe, lo accompagnò fino alla porta della terra, e tornossi al suo alloggiamento. Ieri, da poi furono insieme a lungo parlamento in campo, e licenziatosi, Sua Maestà mi fece chiamare, e dissemi quello che aveva ritirato da sua signoria reverendissima circa le pratiche aveva tenute a Marino con Ascanio e Colonnesi, e che in somma erano sute quasi di quelle medesime offerte che, pochi dì sono, avevono fatto San Severino, Luna e Saliceto alla Santità di Nostro Signore, come avete inteso da Antonio. Quello che avevano offerto al prefato legato era : che Nostro Signore mettessi in Ostia uno uomo suo, e con le vettovaglie potessino passare sicuramente per la fiumara innanzi e indrieto; e che, infra quattro dì, il Papa dovessi sicurare Ascanio e levare e' brevi fatti in suo pregiudicio, e così i bandi contro a' Colonnesi; e che si facessi una triegua per due o tre mesi; e che, fra quattro altri giorni di poi, restituirebbono Ostia libera in potere di Nostro Signore. Questa offerta subito mandò il legato per uno suo auditore a la Santità del Papa; el quale auditore

era ritornato con la risposta da Roma. E però detto M. legato aveva mandato a significare per il vescovo di Concordia, poi che si fu partito dal Re, la risposta, che era suta che Nostro Signore non voleva udire niente, e era più caldo, e più in proposito che mai alla impresa; e, se volevano rendergli Ostia, la piglierebbe libera, e delle condizioni volevano ne farebbe poi quel che gli paresse conveniente e al proposito.....

E più gli aveva mandato a dire detto legato per detto vescovo di Concordia, come con lo auditore insieme era venuto qua il Saliceto, e richiesto Sua Santità che lo volessi introdurre a parlare alla Maestà Sua per parte di Ascanio, e che voleva dire a Sua Maestà come M. Ascanio aveva sempre operato e commesso ogni bene che aveva potuto, e ingegnatosi di levare ogni scandalo, e che voleva essere buono servitore e parente di Sua Maestà, offerendosi in queste cose essere buono instrumento ad acconciarle, di modo Sua Maestà gli prestasse e fede e favore; richiedendo la Maestà Sua a introdurre qualche natura di accordo. La Maestà Sua mi disse avere risposto al Concordia che, quanto alla risposta fatta il Papa delle pratiche, si rimetteva in tutto e per tutto alla Sua Beatitudine, e che era qui per eseguire tutto quello gli fussi ordinato e commesso dalla Sua Santità; quanto alla audienza del Saliceto, penserebbe e risponderebbe alla sua signoria reverendissima per uno suo uomo. Dubitava bene che questo non fussi uno cercare dargli qualche carico con Nostro Signore. Conferimmi Sua Maestà molti altri avvisi da Don Federigo, di costì e di Romagna e da Roma. Sopra i quali fece qualche deliberazione, e in ultimo, *me presente*, mandò il Pontano al prefato legato, a fargli intendere che per niente non voleva dare audienza al Saliceto, e che lo licenziasse. Pare commise al Pontano che, in presenza del legato e del Concordia, parlasse al Saliceto, e riferisse a M. Ascanio come la Maestà Sua non era mai mancata di cercare pace e unione, e mantenere la concordia in tutta l'Italia, e ingegnarsi levare sempre via tutti li scandali; e che in verso di Sua Santità e del Duca Bari[1] si era in modo

[1] Ludovic le More, frère du cardinal Ascanio Sforza.

portato, ch' egli era già noto a ciascheduno el suo buono animo; e di nuovo si offeriva di fare sempre dal canto suo tutto quello si apparteneva a uno buono parente, come aveva fatto infino a qui; pure che loro volessino corrispondergli effettualmente; e che loro medesimi si dovevono ravvedere e riconoscersi. Di pigliare pratiche di accordi non voleva intendere niente, perchè, sendo la Santità del Papa padre commune a tutti, voleva che d' ogni cosa si facessi capo a Sua Santità, perchè Sua Maestà era qui pèr obbedire e fare quanto gli fussi commesso da Nostro Signore e dal sacro collegio, e però aveva in ordine il suo esercito e la sua persona. Questo medesimo ha significato al suo oratore a Roma che lo faccino intendere al Papa. E della venuta del Saliceto e del modo tenuto, perchè conosce sono tutte dilazioni e parole, e che costui è venuto per esplorare e vedere questo esercito, e, se potesse, mettere qualche suspizione al Papa, ha avuto molto per male che costui sia venuto quà sotto le spalle del legato. E ha per cosa certa che questo legato è tutto di Ascanio, e più tosto da averlo sospetto che altrimenti, perchè da Roma ancora intende, per mezzo degli oratori, che lo ambasciadore di Spagna li aveva molto confortati a fare qualche accordo in fra questi Colonnesi e il Papa, che volessi andare adagio, e che e' sarebbe bene fare una triegua per uno anno, e che in questo mezzo s' acconcerebbero le cose per il verso loro; e crede che tutto questo sia farina del legato.

Pure mi dice che il vescovo di Concordia ha commissione dal Papa da parte e autorità, perchè crede non si sia fidato del legato interamente. Per il quale Concordia Nostro Signore gli fa intendere che per niente non vuole fare accordo alcuno, ma vuole la impresa si faccia vivamente e gagliardamente, e che sollicitava e confortava la Maestà Sua a questo medesimo, e che di là faceva sollecitare il signor Virginio quanto e' poteva perchè si facessi innanzi, e che dal canto di Sua Santità farà tutto quello è da farsi, perchè è di fuoco contro a' Colonnesi e Ascanio; e già aveva cominciato ad eseguire contro a loro e disfare le case di Fabrizio a Roma. Questa Maestà rispose essere per fare tutto quello pareva a Nostro Signore, e che ha tutto l' esercito suo

in ordine, e l' artiglierie sono qui a quattro o sei miglia. E dispiacegli insino al cuore il signor Virginio sia tanto tardato, perchè gli pare avere perso quattro o cinque dì di tempo, che si poteva andare innanzi, e cominciare con corsali e artiglierie leggiere e accamparsi a Nettunno, e fare le difese e ripari per le bombarde grosse, che è suto tutto tempo perduto; e tanto più mostra gli dispiaccia questa tardanza di Virginio, quanto e di costà e da Don Federigo intende che a Genova si arma grossamente. Benchè gli paia impossibile che e possino condurre l' armata in questo tempo, e tanto meno se Don Federigo uscissi con la sua armata per figurare quel che si era ordinato in Riviera, è certo, se si fusse sollecitato, a questa ora Nettunno si sarebbe auto, o in patti al manco, e sarebbesi tolto ogni speranza al Vincula di poterlo soccorrere.

Questa Maestà non aspetta altro se non Virginio discenda a San Piero in Forma, e ha nuove doveva muoversi a dì quindici di questo, che fu ieri, e sabbato disegnava trovarsi là; e così la Maestà Sua disegnò farsigli incontro per accozzarsi insieme e dare principio alla impresa; e spera, per avere buon numero di cavalli leggieri e per avere grosso esercito d' uomini d' arme e buon numero di fanterie, quando bene l' armata venissi, doverli vincere e superare; perchè fa conto impedir le quanto potrà al porre in terra, per essere spiaggia cattiva. In somma, io lo trovo di uno buono animo, e queste cose di qua de' Colonnesi e dell' armata mostra non gli dieno molta briga.

De' modi di M. Giovanni piglia dispiacere assai, e questo gli dà più briga che nissuna altra cosa; e quello che gli scrivono di costà e sua, del castellano di Faenza, e del dubbio della madonna di Forlì, e di Camillo Vitelli; che tutte queste cose gli paiono di grandissima importanza, perchè si dava ad intendere che di Faenza voi ne fussi al sicuro, e la condotta di Camillo fussi ferma; e giudica che, se M. Giovanni ce la fa affatto, tutte le cose di Romagna ci abbino a mancare sotto. E però vi conforta ad avvertire a tutte queste cose di là, con quelli remedii che sono possibili dal canto vostro; e che voi ricordiate e consigliate quello che è da fare; che Sua Maestà non è per mancare insino che arà spirito.

Pure, come vi ho detto, mostra essere di buono animo, e confidare nelle forze sue, per essere bene ordinate alla campagna.

Dicemi ancora Sua Maestà avere da Roma dalla Santità di Nostro Signore, che aveva conceduto quel breve, che ultimamente Sua Maestà gli introdusse si dovesse fare avvertito al protonotario Bentivoglio, e che lo aveva consegnato al legato; che gliene farebbe noto. E che scriverà un' altro breve a M. Giovanni molto amorevole, che di nuovo aveva parlato a quello suo M. Girolamo tanto benignamente e con tante buone parole, che non si potria più dire, e mostrolli il breve e la bolla espedita di tutto e consegnata in mano delli oratori regii; e che M. Jeronimo predetto aveva promesso fare molte buone opere per questo con M. Giovanni, e disporlo.

VII.

FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

Terracine, 17 octobre 1494.

Sommaire. — Virginio Orsini change son plan de campagne. Le Roi regrette d'être sorti de son royaume; il s'inquiète du retard de Virginio. Nouvelles instances du duc de Calabre afin d'obtenir le chapeau de cardinal pour Bentivoglio. Quand bien même Pierre de Médicis serait attaqué dans la Lunigiana, qu'il tienne bon. Le duc de Calabre, dont il doit contribuer à entretenir les forces, aura le temps de couvrir Florence. Défaut d'énergie du Pape. Légitimes appréhensions touchant Sienne et la Romagne. Négociation avec Pandolfo Petrucci.

Ieri vi scrissi quello che la Maestà del Re aveva conferito meco; la quale quasi ogni dì manda per me per comunicarmi le lettere ha da diverse bande. E, benchè io stimi che voi le veggiate la maggior parte, perchè ve le conferiscono tutte, pure non mancherò di scrivere sempre quel che io ritraggo. E stasera Sua Maestà mi ha mostro lettere da Bernardino di Bernardo, che è col signor Virginio, che, con tutto che si fusse deliberato, che infino a dì xv il prefato signor Virginio si movesse con lo esercito, inteso di poi le nuove dell' armata, il prefato signore aveva fatto pensiero di soprasedere, e non venire più innanzi.

perchè, venendo l'armata, non gli pareva di doversi trovare con le bombarde accampati, ma essere liberi a poterci provedere dovunque ponesse, o nel Reame o ad Ostia; e di questo pensiero aveva dato notizia al Papa per il signor Carlo, suo figliuolo, per intendere da Sua Santità quale fussi l'animo suo. La Maestà del Re non ha voluto rispondere a questa parte immediate, per non dirne suo parere insino a tanto non intenda la voglia di Nostro Signore dove egli inclina, dicendo che è venuto qui nelle terre sue per fare tanto quanto Sua Santità gli ordinassi e per ubbidirgli. Domani ne aspetta avviso; e di poi ne dirà suo parere, di che vi darò subito notizia. Duolsi bene essere uscito del regno suo, parendogli lo stare qui di suo carico e poca reputazione, non avendo a fare altro; e non sta sanza sospetto che il signor Virginio non abbia più paura che forse non bisogna, avendo forse paura dello Stato suo più che per l'altro, ponendo l'armata a Cività Vecchia, perchè lo troverrebbe prima, atteso che delle forze de' Colonnesi non saria da dubitare tanto. Approva bene el soprasedere di porre le bombarde, e duolsi che il primo dì non si feciono le provisioni che Sua Maestà ricordò di bastie e ponti, e del venire il signor Virginio accamparsi di qua da San Paolo; che ancora dice parergli Virginio lo dovesse fare, perchè si piglierebbe i passi a' Colonnesi, che non si potrebbono unire con l'armata. Parmi Sua Maestà stia molto perplessa di queste mutazioni; nondimanco persiste in questo suo buono animo, e di fare quello vorrà il Papa. Che si vede fa, e è per fare ogni cosa per conservarselo.

Il signor duca di Calabria, per le sue ultime, sollecita si mandi questo benedetto cappello nelle mani sue, come arete visto. La Maestà del Re questa sera di nuovo ne ha scritto al Papa, supplicando con grandissima instanza si degni mandargliene; e che, da poi aveva conceduto il breve, poteva mandargli anche il cappello, importando tanto questa cosa, la quale fa stare Sua Maestà in molti pensieri; e duolsi non potere fare altro.

La Maestà del Re ha molto approvato che la eccellenza del Duca si sia ritirata nello alloggiamento di Faenza, parendogli per stare al sicuro sia stata buona deliberazione.

Ha inteso, per lettere de' suoi oratori, le offerte ne fate di fare ogni cosa a beneficio del campo, e le commissioni date alle terre e paesi vostri di Romagna e Mugello; di che ringrazia assai la Magnificenza Vostra; e mi soggiunse che stessi di buona voglia; che, quando bene i nimici vi offendessino in Lunigiana, il Duca sarà sempre pronto a soccorrervi da quelle bande dove il bisogno lo ricercasse, perchè lo esercito del Duca è così vostro capitale come suo; e però conforta ad aumentarlo e conservarlo.

Per le lettere medesime arete inteso li successi di Cesena, e i dubbii ha il Duca delle cose di Romagna, e le provisioni fatte, di che Sua Maestà ha dispiacere assai, vedendo tante insidie e tanti ostacoli; e massime anche che non gli pare il Papa se ne sia risentito, nè faccia quelle provisioni si converrebbono, toccando a lui; pure, per non potere fare altro, giudica sia bene temporeggiare con Sua Santità, e torsene quel che si può.

Circa il dubbio avete che Pandolfo Petrucci non faccia novità in Siena insieme con Camillo, quando sia condotto con Milano, mostra gli dispiaccia assai, parendogli cosa importantissima; e massime che ha notizia detto Pandolfo essere persona animosa e scandalosa da precipitare; ma, per non avere mantenuto la pratica sua da poi fu in Siena, dice non gli avere mai scritto; Sua Maestà non sa ora in che modo entrare con lui per farlo venire qua, parendogli che il richiederlo per sua lettera fussi più tosto mettergli sospetto che altro; il perchè s'è risoluto, e gli pare espediente, che si mandi a Siena Jacopo Pontano con quella instruzione e commissione parrà a voi, accordandovi però a questo; e, quando giudichiate sia bene, acciò che a detto Jacopo sia prestato fede, gli ha mandato una lettera di credenza a detto Pandolfo, e commessogli faccia tanto quanto gli ordinerete. Dicendomi che in queste cose di Siena, da uno pezzo in qua, ne aveva lasciato la cura a voi e vostro padre, e sempre fatto quanto ne avete ricordato.

VIII.

FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

Terracine, 20 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Le Pape a donné l'ordre à Virginio Orsini de marcher résolument contre Nettuno. Le Roi, avec son armée, est prêt à parer à tout événement. Il se défie surtout de la fidélité de ses sujets. Sans la diversion des Colonna le Roi conduisait son armée jusqu'en Piémont à la rencontre des Français. Manque de foi de Camillo Vitelli. Nouvelles offres du cardinal Ascanio au Pape, par l'entremise de l'ambassadeur d'Espagne. Le légat grand partisan d'une trêve générale d'un an, sous la garantie du roi des Romains et des Vénitiens. Le Roi donne son approbation à ce projet; il pense que l'ambassadeur d'Espagne est le seul qui, sans crainte d'être suspect, puisse le soumettre au Pape. Ambition du Souverain Pontife pour sa famille; sa persistance à refuser le chapeau à Bentivoglio. Les Turcs menacent les Vénitiens de les attaquer, s'ils ne secourent pas le Pape et le roi Alfonse. Le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens sollicite la médiation du roi d'Espagne.

Per l'ultima vi dissi il motivo aveva fatto il signor Virginio alla Santità di Nostro Signore e alla Maestà del Re del soprasedere, e non farsi più innanzi, sino a tanto non si vedessi dove l'armata di Genova ponessi, per non essere trovati accampati con bombarde, e potere più facilmente soccorrere in ogni luogo dove bisognassi; e dissivi come la Maestà del Re a questo non aveva voluto rispondere niente, aspettandone la deliberazione di Nostro Signore, e, dove quella inclinava, farne tanto quanto la Sua Beatitudine voleva. Venne il dì seguente la risposta del Papa, come arete inteso da S. Antonio; che fu che Virginio per ogni modo calassi a San Piero in Forma, e seguitassino la impresa francamente. La partita del quale per insino a questo dì non c'è, salvo uno avviso che si era levato fino venerdì; e per il temporale fu costretto ritornare donde si era levato. La Maestà del Re lo attende, e, come sia arrivato là, subito, sanza muovere di qui il campo suo, disegna accozzarsi con sua signoria e consultare del modo da doversi tenere in porre lo assedio a Nettunno. E, in tutta la impresa, pare a Sua Maestà che il signor Virginio sia bastante, avendo trenta otto squadre certe, sanza Giovanni Battista Conte e il signor Guglielmo, che ne hanno sei, e Jacomo Conte, che ha a fare cento ottanta uomini d'arme per questa nuova condotta e tre mila fanti buoni e qualche cavalli leggieri; e, quando

bene l'armata venissi per soccorrere Ostia, sono per resistere a chi venissi, e perseverare nell'assedio, e pure, quando non bastassino, lo esercito suo qui sarà in uno dì e mezzo là per unirsi con loro; e, se pure l'armata volesse porre nel Reame, avendo que' baroni ribelli, che, si dice, sono con San Piero in Vincula, Sua Maestà se ne andrebbe subito con questo esercito nel Reame, perchè mi pare pure ritrarre ch'egli tema, e che non si confidi però molto di questi suoi sudditi. E, per un altro rispetto mi pare ch'egli abbia, che anche lo opprime, di soprasedere qui; che, ponendo l'armata ad Ostia, ancora che non potessino soccorrere Nettunno, si potrebbono pure unire tutte le genti portassino con l'armata con li Colonnesi, e, per fare una diversione, voltarsi una parte verso il contado di Albi, e Tagliacozzo, e l'Aquila, avendo lo Stato del duca di Sora contiguo a' detti contadi che ne saria padrone il Vincula, e fare qualche sdruscito con la parte che gli hanno; e, per questi rispetti, lo stare qui Sua Maestà giudica essere poco atto a soccorrere e riparare a' questi inconvenienti, più presto che stare a Velletri e S. Piero in Forma, come si era disegnato. Questa resoluzione l'ha conferito meco; non credo giù la faccia intendere al Papa, per non alterare la Santità Sua; dice bene farà uno medesimo effetto, purchè una volta si chiarisca dove va questa armata a posare.

Conosce bene Sua Maestà che, se non fussino stati questi Colonnesi, che poteva comparire in Romagna con un tale esercito, che sarebbe potuto andare contro a' Francesi e Lombardi insino in Piamonte; e però si accorda si faccia ogni cosa per assicurarsi di questi Colonnesi, e è in fermo proposito abbia a riuscirvi, e desideralo per essere poi più libero; e si vede che li avversarii non hanno cerco altro che dividere le forze di Sua Maestà; però gli pare necessario assicurarsi. E, a questo proposito si dolse meco assai di questa condotta di Camillo Vitelli, che lasciandoci, ci darà da pensare pure assai, per essere atto ad alterare le cose di Siena co' fuorusciti, come si dubita. Per non avere altro avviso, *sta inter spem et metum* de' fatti suoi, e non sanza qualche pensiero.

Hammi conferito Sua Maestà avere da Roma che lo ambasciadore

di Spagna aveva introdotto uno mandatario di Ascanio alla Santità di Nostro Signore, il quale offeriva da parte d'Ascanio alla Santità Sua volere porre in mano del prefato oratore spagnuolo Ostia, con condizioni che, se infra otto giorni non venissi l'armata a soccorrerla, potessi e dovessi restituire libera Ostia al Papa; di che Sua Santità non ha voluto udire niente di tale offerta. Bene è verò che da poi detto oratore richiese salvocondotto dal Papa per detto mandatario di Ascanio che potessi venir sicuro, con dirle che verrebbe con qualche migliore offerta, e Nostro Signore gliene ha conceduto. Il perchè la Maestà del Re fa pure giudicio non sia alieno dalle pratiche, le quali gli piacerebbono quando fussino onorevoli, perchè desidera assai la quiete e la pace.

Ieri M. legato, ragionando con Sua Maestà di questa pratica dell' ambasciadore spagnuolo, in mia presenza, disse : Se non avessi avuto repulsa da Nostro Signore che non dovessi praticare di accordi, che si sarebbe forse condotta una triegua per uno anno, che si potria dire dieci otto mesi, rispetto che il tempo fornirebbe nel principio del verno, e in Lombardia e qua; la quale triegua si avesse a sodare per il Re de' Romani, e Re di Spagna, e signori veneziani, che promettessino la osservanza con obbligo che, se nessuna delle parti non osservassi, fussino obbligati ad aiutare quella che volessi osservare; e in questo tempo si saria potuto trattare l'accordo e comporre le differenze intra dette parte; e che li prefati principi ne fussino giudici. Per questa triegua i Francesi sarieno costretti ritornarsene una volta di là, e di poi saria più facile comporre le differenze intra Italiani; di che ne saria potuto nascere mille buoni effetti.

Alla Maestà del Re piacque assai questo ragionamento; non volle darne però commissione al legato, ma disse bene che questa pratica si vorria fare e muovere dallo ambasciadore di Spagna al Papa, perchè ogni altro che la movesse sarebbe sospetto. E Sua Maestà disse volere nettare tutti i segni con Nostro Signore, e il prefato legato rimase volere scrivere allo ambasciadore spagnuolo a Roma in buona forma, mostrando pure nel suo discorso che questo disegno aveva qualche

fondamento. La Maestà del Re, nel maneggiare questo legato, se ne tiene più satisfatta ora che all'arrivare suo.

Questo disegno di triegua mostra Sua Maestà gli piaccia assai, sendo universale, e rendendosi Ostia al Papa; e anche mi soggiunse che, se non fussi lo appetito del Papa di volere questi Stati pe' figliuoli, si rendeva certo e si rincorerebbe che questa cosa de' Colonnesi si accetterebbe in pochi dì; ma che gli bisognava assecundare il Papa per mantenerselo.

Della ultima resoluzione del cappello per il Bentivoglio so che da S. Antonio ne sarete suto avvisato. Questa Maestà se ne dispera, et non sa pure che farsi; nè vede modo potere sforzare uno Papa, massime che si giustifica e mostra il dubbio che ha di M. Giovanni, e dice sapere di certo ch'egli è d'accordo col signor Lodovico, e che non vuole essere deluso; e hanno fermo insieme il soprasedere lo scoprirsi per cavarne questo cappello. E il San Severino gliene fa fede, con dire che ha commissione del signor Lodovico di levarsi da dosso Malvezzi, perchè così facevano a Milano ad instanzia, di M. Giovanni. Questa Maestà dice voler fare ogni cosa possibile, come ha fatto infino a qui, e fare tanto quanto voi ricorderete. Dissemi avere ordinato che quello suo mandatario che era a Venezia prima, venisse a Bologna, per stare appresso a M. Giovanni oltre a M. Luigi da Gattola.

Con piacere assai mi conferì lo avviso ha da M. Camillo, di che mi disse averne dato notizia al Papa e a voi, per consultare in questa cosa se era da accettare le offerte o no; dicendomi non voleva pigliare partito alcuno, *nisi de communi consensu.* Soggiungendomi che M. Camillo gli scrive da parte come il Gran Turco aveva deputato uno ambasciadore a Venezia, per il quale faceva intendere a quella Signoria apertamente che, se non si dichiaravano apertamente in favore della Maestà del Re Alfonso e aiuto del Papa, ch'e' verrebbe a' danni loro, sanza osservanza di pace alcuna; e di questa mandata mostrò essere molto allegro, parendogli fosse sortito quello effetto che si disegnò, cioè per muoverli per questa via; e ha opinione che abbi a far frutto assai questo ambasciadore con quella Signoria.

Non voglio lasciare di dirvi che qui il Papa fa intendere alla regia Maestà che aveva lettere di Spagna, come là era arrivato uno secretario del Vincula per supplicare da parte sua a quella Maestà, che volessino interporsi con la Santità di Nostro Signore a fargli dare uno luogo sicuro in Italia, dove potessi stare con buona grazia del Papa.

IX.

FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

Terracine, 21 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Le Roi approuve toutes les démarches de Pierre de Médicis, qui a proposé au Pape les bases d'un accord avec les puissances italiennes. Il attend avec impatience des nouvelles des négociations secrètes confiées à Lorenzo Spinelli. Il se félicite des bonnes dispositions récentes où paraît être Bentivoglio. Il porte le plus grand intérêt à Pierre et à l'état de Florence. S'il n'était retenu par la nécessité de réduire les Colonna et de conserver l'alliance du Pape, il irait en personne à la tête de son armée. Que Pierre, par un ambassadeur, qu'appuieront l'ambassadeur d'Espagne et Virginio Orsini, tâche de déterminer le Pape à faire sa paix avec les Colonna, et alors l'armée du Roi deviendra disponible et elle sera tout au service des Florentins. En attendant, tant que l'armée française fera face à celle du duc de Calabre, celui-ci ne pourra se priver d'une partie de ses forces. Si les troupes françaises se divisent, le duc enverra une partie de son monde, sous ses ordres ou sous les ordres du comte de Pitigliano, là où le danger sera le plus pressant. Si la flotte ennemie prend la mer, Don Frédéric doit la suivre. Au reste, le fils et le frère du Roi ont l'ordre de se mettre tous deux à la disposition de Pierre, dont les intérêts sont les intérêts mêmes du royaume de Naples. Le Pape est vivement engagé à employer contre la France et le duc de Milan les foudres de l'Église et les armes spirituelles. Les Vénitiens doivent être éclairés sur l'esprit de conquête des Français, et mis en demeure d'agir quand il en est temps encore.

Ieri vi scrissi; di poi, questa mattina, per una medesima cavalcata da Roma ho auto tre lettere insieme, de' XIII, XIV e XV.

Con la prima, le copie di quanto avevi scritto a Roma per pigliare autorità di praticare lo accordo, e del mandare ambasciadore a rispondere al Re di Francia[1], e la risposta ne aveva fatto Nostro Signore, con altri avvisi del buono animo di M. Giovanni.

Con la seconda, la lettera vi scrive Bernardo di Campo, circa la vittoria del duca di Calabria.

[1] L'ambassadeur florentin, envoyé alors au roi de France, était l'évêque d'Arezzo.

Con l'ultima, lo avviso della partita de' parenti vostri[1] e le provisioni e ordini avete dati per provedere in Lunigiana, Borgo e montagna di Pistoia, e altri luoghi, per resistere allo impeto vogliono fare contro a voi Re di Francia e signor Lodovico, con ricercare questa Maestà di aiuto e di consiglio.

E quali avvisi subito conferì con la Maestà del Re. Alla quale *in primis* è piaciuto molto questo modo servatosi da voi con la Santità di Nostro Signore per indurlo a pensare di accordo; e così vi commenda a tenerlo bene ragguagliato e confortato. E il mandare l'oratore al Re di Francia approva per li rispetti vi muovono. Pargli bene mill' anni intendere quel che abbi adoperato Lorenzo; e di questo soprastare ne sta alquanto sospeso; parendogli oramai se ne dovesse avere qualche avviso. Del successo della vittoria del Duca, ne ringrazia assai la Magnificenza Vostra, massime che per lo scrivere di Bernardo ha inteso di tutto più il particulare non avevò prima, in modo gli è suto oltre modo gratissimo. Con piacere ha inteso ancora della buona opinione avete di M. Giovanni, e del frutto sperate dover fare Luigi Gattola; replicando che, oltre a quello ha fatto insino ad ora, non è per mancare in cosa alcuna, ma fare molto più, tanto quanto ricorderete, parendogli che questa sia delle più importanti cose che sia in sul' tavoliere.

Della partita de' cugini vostri ne ha preso qualche dispiacere, con dire che, se ve ne fussi governato *juxta* il consiglio e parere suo, non vi sarebbe intervenuto questo, chiamando per testimone il cancelliere; e fa giudizio che, per esser loro giovani e poco pratichi, sono stati sollevati dalli avversari con qualche vana speranza, e di questa loro partita in vero non ne tiene molto conto. E io non ho durato molta fatica a persuadergli che questa loro mossa non abbia a fare alterazione alcuna allo Stato e alla Città. Sua Maestà ha commandato assai le buone e preste provisioni fatte da coteste bande, e, quanto allo aiuto e consiglio, Sua Maestà ne ha fatto grandissime, mostrando non tenere manco

[1] Les deux fils de Pierfrancesco, Lorenzo et Giovanni de Médicis.

conto di voi, e dello Stato vostro che del Duca, suo figliuolo, e dello Stato suo. E, quanto al porgere aiuto per la difesa vostra di queste genti di qua, rispose che, seguendosi l'impresa contro i Colonnesi, come è ordinato, non vede modo se ne possa provedere di costà, e massime che questo è materia da durare assai e tenere occupata molta gente; se già, ad instanza vostra, non ne mandassi qualche squadra, benchè il Papa non volesse, e ne richiegghiate Sua Maestà, che lo farà, con dire che bisognando verrà in persona per la conzervazione vostra; confortandovi a stare di buono animo, che non è per mancarvi; e che in questo si governerà appunto come lo ricercherete. Bene è vero che, sendo la Santità del Papa del momento che è, e essendosi usate tante arti e diligenza per tirarlo e tenerlo con esso noi, ricorderebbe, quando voi giudicassi fosse bene lasciare questa impresa di qua, per potervi valere di questo esercito, che voi mandassi subito uno ambasciadore di condizione al Papa, ricercandolo di aiuto e di consiglio, e mostrandogli li pericoli in che voi fussi, e sotto questo persuadergli che fussi bene accordare questa cosa co' Colonnesi per potervi valere di questa gente di qua; e, quando questa parte non vi paressi di muoverla voi immediate, per il detto vostro s'introducesse il mezzo dello ambasciadore di Spagna, o veramente per mezzo del Signor Virginio, o tutti due insieme, per essere l'uno e l'altro di fede appresso a Nostro Signore, e con tale destrezza che non paressi venissi dalla Maestà Sua, perchè il Papa non avessi a sdegnare e insospettire. Offerendo ancora che il cardinale di Napoli[1] saria buono e andrebbe bene, e, quando con questi mezzi si pigliassi forma e accordo in queste cose de' Colonnesi, in tal caso vi potreste valere di tutte queste genti di costà alla difesa vostra, con dire che a soldare nuova gente non bisogna pensare, per essere impossibile. Potrebbe essere ancora che, per non venire l'armata, il Papa medesimo sarebbe operatore che di qua vi si rimandassi qualche squadra, che, per sospetto della armata, se ne ritiene bene sette squadre con certi cavalli leggieri.

[1] Le cardinal Oliviere Caraffa, archevêque de Naples.

Discorrendo Sua Maestà di poi nelle cose di costà, e quello che potessino fare i nimici, dice Sua Maestà che, volendo stare i Francesi a petto al Duca con lo esercito grosso, non gli pare possibile mandare gente grossa contro di voi, e in tal caso quelle avete sarebbono abbastanza, massime servendosi di quelle di Don Ferrando; e, quando non volessino stare a petto al Duca e dividessino quello esercito per venire contro a voi, in tal caso il Duca potria mandare il conte di Pitigliano con qualche altro buon capo e con parte delle genti sue in aiuto vostro, o veramente venire lui in persona, massime venendo la persona del Re di Francia, come si dà fama, e nel campo di Romagna lasciare il conte di Pitigliano e altri capi.

Questo è per via di terra; per via di mare, mi disse che, quando l'armata inimica si risolvesse, come parria conveniente rispetto al tempo, che ancora del signor Ferrando e fanterie e degli uomini d'arme vi potreste valere in aiuto vostro, perchè potria lasciare l'armata a Villamarina e agli altri suoi uomini di capo; con dire che Don Ferrando non vi parria men pratico per terra che per mare, e potreste voltare subito dove giudicassi più espediente. Ma, quando l'armata di Genova venisse pure innanzi, non gli pare in nessuno modo che Don Federigo dovesse restare di costà; ma che gli venisse alla coda per sicurtà di queste sue marine del Regno, giudicando che oltre alla sicurtà dovesse fare qualche bel tratto e acquisto.

La Maestà Sua ha scritto e all' uno e all' altro in conclusione che faccino tanto quanto da voi saranno richiesti e con la persona e con l'esercito in defensione vostra, perchè queste cose vostre non le stima altrimenti che le sue proprie, per essere una volta il bene e il male comune; e queste medesime cose ancora mi ha detto voleva scrivere alli oratori suoi costì, che ve le facessino cumulativamente intendere.

Dissemi Sua Maestà avere scritto al Papa, e riscaldatolo a volervi consigliare e aiutarvi ancora la Santità Sua, come ricerca lo officio suo per li obblighi della confederazione e la importanza della cosa; e sarebbe di parere Sua Maestà, e dice volerlo fare dal canto suo, che si riscaldasse la Santità di Nostro Signore a volere procedere con le

censure e arme spirituali contro al Re di Francia e signor Lodovico oramai apertamente.

Ha commendato assai lo aver mandato il Corsino a Lucca, per tenere bene confortata quella communità a fare officio da buoni vicini, per potersene valere. Dove ancora, quando vi paressi fussi a proposito, in nome di Sua Maestà mandare Jacopo Pontano o altri, è contenta e vuole che eseguisca quanto gli commetterete; e di qui gli manda lettere credenziali a questo effetto.

E, per chiarire bene i Veneziani ch'el Re di Francia non viene solamente per la impresa del Reame, ma per invadere tutti quest' altri Stati e insignorirsi, Sua Maestà ricorda che, per mezzo del vostro oratore o per mandato proprio, facciate loro intendere questi movimenti tanto manifesti, e li riscaldiate in tal modo che si risentino : che oramai potranno esser chiari dell' animo de' Francesi, e loro si dovrebbono muovere a qualche dimostrazione, e non aspettare che pigliassino piè, ma ricordare loro lo faccino in tempo che abbia a giovare. Sua Maestà ne ha dato notizia a questo oratore residente qui, e confortatolo a scriverlo alla Signoria, e che non le pare tempo da stare più a vedere. Il medesimo ha commesso all' oratore suo residente a Venezia, che lo faccia bene intendere a quella Signoria da parte di Sua Maestà.

Ringrazia di nuovo la Maestà del Re de' grani e delli orzi, come per altra scrissi alli Signori Otto; non se ne può provedere, che non ce n' è in questo Regno, e a cavalli saranno costretti a dare del grano.

X.

FILIPPO VALORI À PIERRE DE MÉDICIS.

Terracine, 23 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Arrivée de Virginio Orsini. Sa jonction avec le roi de Naples. Timidité fatale du Souverain Pontife; son avarice. Situation des Colonna.

Iersera la Maestà Sua ebbe avviso come il signor Virginio arrivato

era a Campomorto, dove Sua Maestà andrà domattina, per abboccarsi con Sua Santità e ordinare tutto quello sarà a proposito della impresa contro i Colonnesi, e per insino non si vede quello che fa l'armata inimica. Sua Maestà non leverà queste sue genti di qua; darà bene a Virginio uno colonnello di gente d'arme, e qualche centinaio di fanti, secondo sarà di bisogno. E anche andrà con Virginio personalmente a Nettuno a porvi il campo, ordinare tutte le provisioni opportune alla espugnazione di quel luogo, ma tornarsene di poi qui o a Fondi. Ha voluto ch'io vada seco, e così andrò con pochi de' miei, che così mi ha commesso; che ancora Sua Maestà va con pochissimi, che dice fra due dì tornarsene indietro, e di poi, come dice, mandare un colonnello di questi di qua e l'artiglieria, e lui andare per intervenire *personaliter* a porre il campo a Nettuno, secondo lo appuntamento se ne farà insieme con Virginio.

Hammi detto Sua Maestà che il Papa si ha riservato bene dodici squadre, fra di Virginio e di Jacopo Conte e d'altri, e quasi tutti i fanti, Sua Santità aveva soldati per lo esercito di Virginio, con li quali dice volere guardare Roma, e Cività Vecchia; di che Sua Maestà ne ha dispiacere, parendogli che Sua Santità vada di continuo diminuendo le forze, quando si doverrebbono accrescere. Dolsesi ancora che fa pagare a Virginio, cioè a Sua Maestà, portature di artiglierie e altre simili spese, che gli pare una miseria, e cosa da non la tollerare; pure sopporta ogni cosa per lo meglio, atteso la natura sua.

Il cardinale legato si rimane qui, avendo a tornare immediate il Re; el qual cardinale ha detto stasera alla Maestà del Re, che il suo governatore di Campania ha ripreso una buona terra che teneva M. Ascanio in Campania, la quale sponte è ritornata alla devozione di Nostro Signore, e, secondo dice, *inter alia*, v' è dentro buone quantità di frumenti.

Delle forze de' Colonnesi non s' intende sieno altrimenti che quelle che per altra mia vi abbia scritto. E così si ritrae da ogni banda.

III. — RELATIONS AVEC ROME.

NOTICE BIOGRAPHIQUE [1].

PUCCIO PUCCI.

Nous avons peu de détails sur la vie de Puccio Pucci.

Nous savons qu'il était né en 1453, qu'il fut envoyé, en 1487, comme ambassadeur à Faenza, et qu'il représenta la République près de la cour de Rome, en 1494. Il mourut dans cette ville, le 8 novembre de cette année, à l'âge de quarante et un ans.

L'année précédente, il avait gouverné le petit état de Faenza, pendant la minorité du jeune seigneur Astorre di Manfredi.

PIERFILIPPO PANDOLFINI ET FILIPPO VALORI, AMBASSADEURS DE FLORENCE À ROME, À LAURENT DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. Princip. filza 53.)

Rome, 31 mars 1493.

Sommaire. — Animosité de Ludovic le More contre le roi de Naples, dont le Pape approuve la modération. Première ambassade de Péron de Basche à Rome; peu d'importance qu'on y attache. Différend du roi des Romains et du roi de France. Plan de conduite du Pape. Son extrême circonspection.

. . . . . Sua Santità [2] udì attentamente ogni cosa, mostrando avere

[1] Pierfilippo Pandolfini et Filippo Valori avaient été tous deux envoyés à Rome pour porter à Alexandre VI le serment d'obédience de la République. Nous avons donné leurs notices biographiques en tête des relations des Florentins avec la cour de Naples.

[2] Le souverain pontife Alexandre VI; il succédait à Innocent VIII. En 1491, Innocent VIII avait été déjà si gravement malade qu'on le tenait pour mort. Quelques passages que nous extrayons d'une dépêche de Filippo Pandolfi, à la date du 27 septembre 1491, donneront une idée de l'état de Rome à cette époque : «... El cardinale Orsino mi ha «detto in secreto che sa di buon luogo che

molto cari i modi che si tenevano con lui in comunicare liberamente; poi rispose :

E prima, quanto all' aviso delle cose di Milano, mostrò dispiacergli che il signor Lodovico fussi entrato in questo sospetto; e dice che, sono più dì, che il Rè gli fece intendere per Jacopo Pontano simile cosa, e mostrava che tutto si faceva per dargli carico, ma che Sua Maestà era volta a sopportare e governare questa materia con prudenza, e usare col signor Lodovico unguenti dolci per levargli per ogni via il sospetto, dicendo che lui approvava molto questo parere del Re, perchè non vorrebbe che in Italia seguissi scandalo o novità alcuna, di natura che oltramontani potessino far disegno di passare in Italia; che volentieri udirebbe ogni vostro parere e consiglio.

Non vogliamo tacere che, essendo in questi ragionamenti, il Papa disse che il Re, vedendo questo sospetto che ha il signor Lodovico, gli aveva fatto dire che per ora non gli pareva s'avessi a ragionare che il Duca venga qui, perchè, quando venissi, dubiterebbe che al signor Lodovico non crescessi il sospetto; e il Papa mostra ammettere tale rispetto, e restarne satisfatto; e così questa venuta del Duca e principe è da credere che col tempo si vada risolvendo.

Quanto alla venuta di *Peron de Basche* in Italia, mostrò farne poco conto, nè crede che Veneziani attendino a simili pratiche. Stima sia opera del principe di Salerno, che, essendo fuori di casa sua, e uomo leggiero, andava mettendo innanzi simili pratiche, e per fare le cose facili dava ad intendere molte cose che poi non riuscirebbono; dicendoci che questi ambasciadori francesi avevano usata ogni arte possi-

«l' intenzione di Virginio, morendo il Papa, «sarebbe di fare ogni cosa per avere nelle «mani il fratello del Turco, per metterlo in «mani del Re (di Napoli), e che questo era «uno de' primi disegni fatti, in che concor-«revano Colonnesi; ma li cardinali hanno «fatto provedimento, e, morendo, lo mette-«ranno in qualche luogo sicuro, e forse in «castello S. Angelo, acciochè il disegno non «possa riuscire... E deliberarono che, per «tutto domani, qualunche soldato non fussi «a' soldi della Chiesa, sotto gravi pene si «dovessi partire........Io ho dato animo «al conte di Pitigliano, e affermato che, in «questo caso, il Papa e collegio si potranno «valere delle genti nostre; hanne preso gran-«dissimo animo, e si fè di buon animo...» (*Arch. Med.* cart. av. princip. filza 41.)

bile perchè lui non concludessi l'accordo col Re. E, poi che lui lo concluse, e restituì il Re *ad gratiam*, e promise investirlo, s'erano doluti, come se Sua Santità avessi privato la Maestà del Re di Francia delle ragioni che avessi in quello Regno; a che Sua Beatitudine avea risposto che la investitura che Sua Santità ha promesso fare era secondo la bolla di Pio, che si fà *sine prejudicio*, e così era sua intenzione fare; e concluse che di questo sospetto di Francia al presente non era da temere molto.

Quanto alla dispensa[1] del matrimonio, ci disse che questa era cosa di grande importanza, perchè, essendo il Re di Francia e Re de' Romani due de' primi principi cristiani, gli bisognava andare con grande *circumspectione;* e, facendo il Re di Francia instanza della dispensa, e il Re de' Romani procurando l'opposito, a ciascuno sino a qui ha detto che sua intenzione era di fare ragione, sperando che, menando la cosa in lungo, s'abbia trovare qualche modo di composizione. E, per ritrarre più particularmente la mente sua in questa parte, lo ricercammo, qual era in secreto la intenzione sua. Rispose che *in ultimo* satisfarebbe al Re di Francia, e terrebbe più conto di lui che del Re de' Romani; non solo perchè la Francia è più potente, ma anco perchè quella casa è stata sempre amica e difensora di Santa Chiesa. In questi ragionamenti, gli significammo quello che ci aveva fatto intendere il Re de' Romani per Niccolo di Cesare, confortandolo a mettervi il pensiero. Rispose che aveva inteso anche per altre vie il medesimo; ma che arebbe caro, innanzi che si movessi, aver prima una lettera del Rè de' Romani, la quale terrebbe secretissima, per la quale quel Re mostrassi aver caro che Sua Santità si travagliassi in simile cosa; perchè allora lo farebbe, e molto volentieri manderebbe qualche legato da bene per vedere di mettere in pace qui due principi, infino, quando bisognassi, a minacciarli con le censure, e fare intendere a tutti i principi cristiani che, per poter pensare a provedere alle cose

[1] Dispense sollicitée par Charles VIII pour autoriser son mariage avec Anne de Bretagne, malgré l'opposition de Maximilien, qui avait épousé cette princesse par procureur.

contro il Turco, era necessario far così; ma che non gli pareva già da entrare solo sulle parole che gli sono state dette.

E, benchè per noi si replicassi che il mandare per simile cosa non poteva se non essere lodato e commendato, e seguissi quello che volessi, *tamen* Sua Santità stette ferma pure in dire : Io vorrei prima qualche chiarezza della mente del Re, la quale dovrebbe pur mandare, promettendo tenerla secreta presso di me.

I.

PUCCIO PUCCI, AMBASSADEUR DE FLORENCE À ROME, À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. Princip. filza 19.)

Rome, 6 juin 1494.

Sommaire. — Préparatifs de guerre. Importance de l'expédition dirigée contre Gênes.

Il signor Virginio dice avere lettere della Maestà del Signor Re, che attenda ad espedirci per andare alla via di Romagna, dove vuole cavalchi con tutte le genti sue che si trovano di qua, cioè conte di Pitigliano, duca d'Urbino, signor di Camerino, e signor Virginio, e dugento uomini d'arme del duca di Gandia, e quali paga la Maestà del Re, e a tutti questi ha scritto sua Maestà che cavalchino insieme col signor Virginio, e faranno la somma di mille dugento uomini d'arme; e per via Sua Maestà ordinerà a queste genti dove e come debinno alloggiare in Romagna. Il signor Virginio vuole aspettare la Santità del Papa[1] e risolversi con Sua Santità, che e' metta all'ordine le sue genti d'arme, e che la impresa di Genova si facci ad ogni modo; perchè dal

[1] Le pape Alexandre VI s'était ouvertement déclaré contre la France. Il avait refusé aux ambassadeurs de Charles VIII l'investiture du royaume de Naples qu'ils réclamaient au nom de leur maître. (*Rif.* classe X, dist. VI, reg. n° 10.) Il s'exprimait avec la plus grande véhémence, déclarant : «Ch'era «deciso di sagrificare la vita e lo Stato in «difesa di Alfonso di Napoli.» (*Rif.* classe X, dist. VI, reg. n° 10.) «... Ma il Papa era «d'una natura così difficile, e incerto di sè «stesso, che non si poteva contare...» (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 88.)

mutare lo Stato di Genova dice dipendere la vittoria della impresa; e Don Federigo presto uscirà fuora con l'armata, e la Maestà del Re pare che deliberi di venire in Abruzzio colle genti d'arme che ha nel Reame. La Santità del Papa partì ieri da Ostia, e per mare se n'andò a Cività, e stimasi domani o l'altro debbi tornare, e darammi audienza, se Dio vorrà. Pregovi, padrone mio, mi scriviate, e fatemi partecipe delle cose occorrono, massime delle cose di Romagna, se avete ancora condotta la Madona di Forlì e d'Imola, e come passono le cose del Bentivoglio, e che avete di Francia.

II.

PUCCIO PUCCI À PIERRE DE MÉDICIS.

Rome, 16 juin 1494.

Sommaire. — Longue audience du Pape. Entretien préliminaire avec le dataire. Appréciation de la conduite de Ludovic le More, du cardinal Ascanio. Bon accueil du Souverain Pontife; ses soupçons à l'égard de Bentivoglio. Conversation intime sur l'affaire des fils de Pierfrancesco, sur la demande d'un chapeau de cardinal au nom de Pierre de Médicis, sur madame de Forli et la Romagne, sur les affaires de France et sur la réception faite par Charles VIII au cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, etc. L'ambassadeur prévient Pierre de Médicis qu'il passe à Rome pour être sous la dépendance des Orsini, et que la conduite de Virginio Orsini semble justifier cette opinion, qui est fâcheuse pour la dignité de sa maison et pour l'honneur de Florence.

Ieri, addì xv, fui a' piedi di Nostro Signore, per leggergli, come avevo da voi in commissione, il testimonio scritto del cuore e animo vostro verso della Sua Santità. Innanzi ch'io entrassi al cospetto di Sua Santità, ragionammo M. lo datario[1] e io per buono spazio, dicendomi la signoria sua che il Papa desiderava grandemente che voi avessi cura della persona vostra, perchè il signor Lodovico non penseria non ad altro che a potervi nuocere e abbassarvi, e questa era tutta la fantasia sua. Dissi che il signor Lodovico aveva gran vantaggio con voi, perchè voi non penseresti mai di nuocere alla sua eccellenza, e sempre

[1] Jean Lopez, Espagnol, secrétaire intime d'Alexandre VI, dataire, évêque de Pérouse; cardinal en 1495.

gli saresti cagione di fare così verso di voi. E, perchè la sua signoria è molto avida del cappello rosso, gli mossi ragionamento che la Magnificenza Vostra desiderava con tutto il cuore la esaltazione di sua signoria, e che voi eravate per fare ogni opera, perchè sua signoria ottenesse quel grado e dignità, perchè ve ne parrebbe partecipare come di quello del cardinale vostro[1]. Domandommi se aveva commissione di parlare con Nostro Signore di promozioni di Cardinali. Risposi di sì; e confortommi a farlo e sollecitarla.

Ho inteso che Ascanio è molto contrario e avverso al desiderio suo, e lui lo dice apertamente, e che all' altra promozione gli tolse il cappello. Ascanio non vorrebbe nuova promozione, perchè sa si promuoverebbono tutti i suoi nimici, e amici della Maestà del Re Alfonso, con i quali arebbono ad impedire i disegni suoi ad uno nuovo Papato; che la promozione passata reputa di essere tutta, o *pro majore parte*, al proposito suo, per averla fatta il Papa con aiuto e favore suo; e pretende tutti quelli cardinali essergli obbligati.

Intromesso al Papa, innanzi ch' io comminciassi a leggere lo scritto vostro, la Santità Sua mi domandò del Bentivoglio. Dissi che voi m' avevi scritto ch' io lo accertassi che andrebbe bene, e che era di animo di seguitare le parti del Re Alfonso. Domandommi di che dì erano le vostre lettere; dissi de' x. La Santità Sua disse : «Noi abbiamo il contrario. M. Hyeronimo Campeggio, cancelliere di M. Giovanni, ci fa intendere che il duca di Ferrara è stato a Bentivoglio a parlare con M. Giovanni, per chiarirsi della mente sua verso lo Stato di Milano e del signor Lodovico, e che il Bentivoglio gli ha concluso che, benchè il signor Lodovico l'abbi trattato male de' suoi stipendi e di molte altre cose, *tamen* non voleva mancargli della fede e della obbligazione aveva con lui. Così diceva M. Jacopo Pontano essere partito con non buona resoluzione da Bologna, e che queste relazioni gli parevono molto contrarie all' asserzione vostra; ma che forse M. Giovanni non si fidava di questo suo cancellario.» Restò la Santità Sua

[1] Le cardinal Jean de Médicis, frère de Pierre II.

molto perplessa di questo fatto del Bentivoglio, con dire: «Aspetteremo «la tornata di Jacopo Pontano, che di nuovo è ritornato a Bologna.» Credo sarebbe bene chiarire il Papa, se voi avete certa la mente del Bentivoglio, perchè stima assai averlo dalla parte Alfonsina. E, perchè avendo io detto per lettere nostre lui essere dal Re Alfonso, vorrei di novo potere accertare il medesimo.

Doppo questo ragionamento, la Santità Sua mi menò sulla loggia che è sopra la benedizione che guarda in su la piazza di San Piero, e, accostato a gelosie, donde vede e non è veduto, mi fè accostare a lui, e disse: «Leggete.» Lessi; udì volentieri; di poi ringraziò assai la Magnificenza Vostra del buono cuore e buono animo suo, e disse che vi amava come figliuolo; e domandommi come stavate della persona. Dissi che eravate robusto e gagliardo, e, quando bisognassi per la Sua Santità, vedrebbe esperienza della fortezza e gagliardia vostra, perchè ne faresti ogni pericolo per Sua Santità.

Domandò come lo Stato vostro era fermo e saldo; risposi che era immobile e inconcusso, e che della fermezza e solidezza dello Stato vostro non bisognava dubitare nè cercare. Disse: «E quella cosa di «Lorenzino come fù?» Risposi: «Padre Santo, fu cosa di mala natura, «e molto pericolosa, e pericolosa alla republica fiorentina, se Dio non «provedeva a buona ora.» — «Che volevono fare?» — «Padre santo, «esistono le confessioni scritte di mano propria e di mano del cancelliere «Zanobi Acciaiuoli, le quali la Signoria lesse pubblicamente ad uno «magistrato de' Settanta, dove intervengono tutti i principali cittadini «e di tutte le principali case e famiglie di Firenze, alle quali s'apparo«tiene lo stato e il reggimento; e domandò di essere consigliata di «quello fussi da deliberare sopra le cose fatte e consigliate da loro. «Ciascheduno di quelli cittadini, ad uno ad uno, consigliorono e giu«dicarono gli errori loro essere mortali e meritare supplizio della vita; «ma, per essere della casa de' Medici, pareva loro di mitigare la pena, «e condennarli a perpetuo carcere, e confiscare tutti li beni e robe «loro. Questa universale sentenza fu rogata dai due cancellieri della «Signoria, scrivendo le parole formali che usava ciascun cittadino nel

« consigliare. E di poi per la Signoria fu data la sentenza contro di loro « della condennazione a perpetuo carcere e della confiscazione di tutti « i beni; ma il Magnifico Piero, mosso a compassione, impetrò grazia « dalla Signoria, che per amore suo commutassino questa sentenza in « esilio e confini fuor della città di Firenze, lontano dalle porte un « miglio, e che non potessino uscire fuori del territorio fiorentino, nè « passare i confini. La Santità Vostra adunque ha da considerare due « cose : l'una, tutti i cittadini avere giudicato li errori essere capitali, « e averli condennati con tanta deliberazione alle perpetue carceri, e « averli tolti tutti i beni e la roba; l'altra, la magnanimità e clemenza « di Piero in farli liberare da questa sentenza, e farla commutare in « una più mite e dolce, e perdonare loro. » Domandò chi era con Lorenzo a queste cose? Risposi che nella Città non avea seguito nè amici, perchè tutti gli amici suoi dipendevano da voi e da casa vostra. — « Come adunque voleva fare novità? » — « Cercava e aveva pratiche di « fuora con principi e signori, con li quali credeva, un dì, poter fare « quelli cattivi effetti. » Domandò se il Re di Francia ne haveva fatto caso. Risposi che il Re di Francia ne aveva fatto doglienza con gli ambasciadori nostri, dolendosi che, per essere amici e servitori suoi, e per aver voluto onorare gli ambasciadori suoi, fussi stato di loro preso questo partito. Gli ambasciadori giustificarono che la Maestà Sua era stata male informata, e che la cagione del procedere contro di loro era stata lo avere loro attentato contro la Republica, e Stato di Firenze, e cose di mala natura e perniziose del buono stato e vivere della Città, in modo che la Maestà del Re restò sodisfatta. Domandò se era vero che fussi stato tagliato la testa a persona di Firenze. Risposi che nò, e che Sua Santità non dubitassi delle cose di Firenze.

Perchè nello scritto vostro, ch'io lessi al Papa, si conteneva della promozione dei cardinali, e del confermare la Santità Sua nel proposito del concedervi un cardinale : « Io ho parlato con ser Antonio a « lungo di questa cosa; Ma chi vuole il Magnifico Piero? » E molto fece instanza di intendere dove vi addirizzavate con l'animo. Dissi non sapere la persona individua, ma che ero ben certo che la deliberazione

vostra sarebbe di persona qualificata e di condizione, che non arebbe a dispiacere alla Santità Sua, nè al sacro collegio de' cardinali. Domandai se la Santità Sua era per fare questa promozione di presente o di prossimo; rispose che non gli pareva il tempo, perchè questi ambasciadori di Francia molestavono e facevono grandissima instanza per *Saint-Malo.*

Item, che di promozione non si ragionava, e che li cardinali se ne volevono andare e partire di Roma. Dissi che era pur necessario che la Santità Sua facesse nuova promozione di cardinali, e tali che non dimenticassino così presto il beneficio, come era intravenuto fin qui; e che era necessario la Santità Sua avessi il collegio perfetto, in modo ne stesse al sicuro che fosse alla intenzione sua.

Item, che era necessario che la Santità Sua facessi presto questa promozione per acconciare le cose degli amici suoi e di quelli che correvano una medesima fortuna con la Santità Sua. Rispose che intendeva pareggiar le some; — questo termine proprio usò; — ma che per ora non era risoluto di fare promozione, perchè non gli pareva il tempo. E, come ho detto, non ha fatta alcuna difficultà di concedervi il cardinale, riferendosi alle pratiche tenute con ser Antonio; ma solo fece instanza di intendere la persona a chi vi volgevi. E veramente io credo che il Papa sia inclinato a fare una nuova promozione per non lasciare il popolo in arbitrio di Ascanio, nell' arbitrio del quale non vuole restino le cose sue. Se il Re Alfonso spingessi le genti sue innanzi, o venisse con esse, come dice voler fare, è opinione che Ascanio si leverebbe di quà; e però vi conforto a fare ogni opera che porti di ridurre le cose in termini, che in costui abbi a nascere tanto sospetto e gelosia della persona sua, che sia costretto a levarsi di quà e lasciarci il Papa libero. Questo ho voluto dirvi *incidenter* di Ascanio.

Da quello ragionamento del Bentivoglio che mi fece il Papa, come vi ho detto di sopra, io presi occasione di intendere la cosa di Madonna di Forlì[1] e d'Imola, dicendo: « *Pater Sancte*, la Santità Vostra mostra

[1] Catarina Sforza, fille naturelle de Galéas Sforza, veuve de Geronimo Riario, neveu du pape Sixte IV. Elle gouvernait Forlì et Imola, au nom de son fils Ottaviano.

« avere tanta cura del Bentivoglio; e non sarebbe forse male che la « Santità Vostra *etiam* pensasse alla Madonna di Forlì, perchè, avendola « dal nostro, credo sarebbe molto utile, perchè quelli Stati sono ga- « gliardi; e io ne so ragionare, che sono stato uno anno a Faenza[1] com- « missario. Lo Stato di Forlì è congiunto con quello di Cesena, che « sarebbe molto a proposito alla Santità Vostra, e quello d'Imola è « congiunto col Bolognese; che, fermando la Santità Vostra la Ma- « donna, darebbe forse ragione al Bentivoglio, quando stesse sospeso, « di pigliare partito e deliberazione di venire recisamente col Re Al- « fonso. » Il Papa mi rispose che questa cura di condure la Madonna di Forlì gli aveva detto il signor Virginio che era vostra; e che se ne lasciassi il pensiero a voi, e non ci pensava. Risposi ch'io non sapevo che voi ne tenessi pratica alcuna, ma che mi pareva bene che la Sua Santità potessi entrarci con ogni autorità, essendo quelli luoghi in Vicariato, e riconoscendo la Santità Sua per signore diretto; e, quando giudicasse che lo intervenirci noi fusse a proposito suo, che ad ogni minimo cenno io crederei che trovassi quella corrispondenza che vo- lessi. Dissemi : « La Madonna ha fatto intendere che non vuole pigliare « partito, e non vuole fare cosa alcuna, se prima il Bentivoglio non « lo piglia lui, e mostra volere seguitare quella via che piglierà il Ben- « tivoglio; e però aspettiamo che torni Jacopo Pontano, e vediamo che « conclusione porta dal Bentivoglio, e così aspettiamo Virginio. » Do- mandommi se il signor Carlo era tornato da Firenze; risposi nol sa- pere; ma ch'el signor Virginio m'aveva ben detto averlo mandato.

Padrone mio, io vi parlo liberò, come richiede la servitù mia, che non voglio la conscienza mi abbi a rimordere; e mi pare ch'el signor Virginio promette un poco troppo largamente di voi. Vedete che ha detto al Papa, e che la pratica di Madonna di Forlì è la nostra, e così si lasci a voi; e il Papa, che spende mal volentieri, di grazia lascerà tutte le pratiche di spesa addosso a voi e ad ogni altro che le volessi.

[1] Faenza était gouvernée par le jeune Astorre di Manfredi, qui était à la solde des Florentins.

Preterea, qui è opinione che voi dipendiate tutto da Virginio, e che lui vi governi come vuole; e emmi stato detto che il Papa usò di dire, quando fece l'accordo col Re Alfonso: « Virginio, ci ha molto raccomandato le cose del Magnifico Piero, quasi le raccommandassi come cose « sue. » *Preterea*, m'è stato detto che il Re Alfonso ha usato dire delle cose vostre e di Firenze se ne vale per mezzo del signor Virginio, quasi riconosca ogni favore e aiuto vostro principalmente dal signor Virginio e non da voi; e questo mandare così spesso il signor Carlo come fa a voi ne dà grandissimo argumento. *Preterea*, le cose della Città e vostre si sanno prima per la via di ser Santi da Caramello che per via vostra; in modo pare che i consigli vostri o le cose della Città sieno prima in loro che in voi, o a un tempo medesimo. Quando gli Orsini vi rendessino più reverenza, e non facessino tanta dimostrazione di autorità sopra di noi, credo sarebbe il dovere e il bisogno. Padrone mio, *loquor ex corde*. Confortovi, con quella destrezza che saprete dimostrare, di volere essere riconosciuto per maestro della bottega; conservandovi *tamen* la fede e lo amore, perchè il tempo lo richiede.

Il Papa mi domandò quello che io credevo dei Francesi. Dissi : « Padre santo, ieri vidi copia di una lettera, la quale conteneva che la « Maestà del Re di Francia aveva ricevuto il Vincula *à Lyon* con tanto « onore che mai più fu veduto il simile; mandatogli incontro arcieri « della guardia sua, tutti quelli del sangue reale, eccetto il duca d'*Orléans*; parate tutte le strade di panni; e di poi mandatolo a torre dalla « casa dove era allogiato con tutti i baroni del sangue, e il duca d'*Orléans* con loro; quando giunse alla stanza del Re, il Re gli andò incontro fino alla scala, preselo per mano, e così in piè lo tenne più « d' una ora a parlare, e di poi disse voleva andarsi con lui *en Bourgogne* « allo Imperatore; e che a San Giovanni sperava essere tornato, e voleva montare sull'armata e venire a Genova; e a San Piero in Vincula aveva detto stessi di buona voglia; che, se il Papa gli togliessi le « entrate de' suoi benefici; el cardinale di Valenza e altri suoi avevano « tanti benefici nel paese che gli darebbe le rendite, e sarebbe satisfatto

« e più. *Item* diceva che il Re di Portogallo gli darebbe dieci caravelle « e quattro navi di più e oltre quello di che l'aveva richiesto. » Domandai il Papa per quello che il Re di Portogallo interveniva in questa impresa, che non l'aveva più sentito ricordare in questo maneggio. Rispose che era vero che il Re di Francia l'aveva mandato a richiedere di certo numero di corpi di legni per servirsene a questa impresa; ma non che il Re di Portogallo concorra a spesa o all'impresa con danari o armata; e disse il Papa questa essere la copia d'una lettera de' Sauli.

Finalmente poi differì a trattare di queste cose alla venuta di Virginio. Io vi ricordo lo scrivermi come ho a navigare nelle cose che s'aranno a trattare alla venuta di Virginio, perchè subito si sarà su la impresa di Genova e in su le altre cose que sapete, e massime se volete ch'io convenga a consultare due o tre volte la settimana *simul* con gli oratori regii, e con Virginio, e col Papa. Aspettone da voi presto risposta. Io vi scrivo tutto il progresso; cavatene quello frutto che pare a voi.

IV. — RELATIONS AVEC VENISE.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

I. — GIOVANBATISTA RIDOLFI.

Giovanbatista Ridolfi naquit le 20 juillet 1448. Il fut un des hommes politiques les plus estimés de son siècle.

Successivement commissaire de la guerre dans la Romagne, dans la Lunigiana et à Pistoia (1487-1490), il remplit sa première ambassade à Milan, en 1493.

L'année suivante il était nommé ambassadeur à Venise, avec la mission d'engager cet état à entrer dans une grande ligue défensive contre la France. Il quitta Venise, où il laissait son collègue Paolantonio Soderini, et se rendit, dans le cours de septembre, auprès de Ludovic le More, dont les démarches et les intrigues excitaient les légitimes défiances de la République.

Ridolfi était désigné, en 1497, comme ambassadeur résident à Paris, lorsqu'il fut élu un des Dix de la guerre, et appelé à surveiller les opérations militaires dirigées contre les Pisans.

En 1499, il réussit dans deux missions diplomatiques dont il fut chargé auprès du gouvernement de Venise.

Il sollicitait, en 1500, l'intervention armée de Louis XII pour faire rentrer la ville de Pise sous la domination des Florentins; et, l'année suivante, il invoquait l'autorité de ce prince pour mettre un frein à l'ambition menaçante de César Borgia.

En 1507, il félicitait le roi de France sur ses succès en Lombardie, l'engageait à s'emparer de Gênes, et le pressait d'agir avec vigueur contre les Pisans.

Nommé, en 1511, ambassadeur auprès du vice-roi de Naples, Raymond de Cardonne, il s'efforçait de combattre les préventions hostiles qu'il nourrissait contre les Florentins.

Ridolfi s'était montré un des plus énergiques partisans de Savonarole; lorsque les jours de l'éloquent dominicain furent menacés, en 1498, il n'avait pas hésité à prendre les armes pour sa défense; en raison de cet acte d'audace il avait été condamné à une amende de huit cents florins d'or.

Cette légère disgrâce ne porta aucune atteinte à son crédit, car, l'année suivante, il était élu gonfalonier de justice; et, en 1502, lorsque le peuple établit la dignité de gonfalonier à vie, il fut un des trois candidats qui réunirent le plus de suffrages.

En 1502, il prit une grande part à la révolution qui ramena les Médicis, et, après la fuite de Piero Soderini, il lui succéda comme gonfalonier.

En 1513, il portait aux pieds de Léon X, nouvellement élu, les félicitations de leur patrie commune. Ce fut sa dernière mission diplomatique.

Il mourut en 1514; il siégeait à cette époque parmi les Dix de la guerre.

II. — PAOLANTONIO SODERINI.

Paolantonio Soderini était né, en 1448, de Tommaso Soderini et de Dianora Tornabuoni.

Recteur de l'école publique de Florence, en 1474 et en 1478, deux fois prieur, un des Dix de la guerre en 1494, revêtu enfin, en 1497, de la haute dignité de gonfalonier de justice, il occupa toujours un rang distingué dans l'intérieur même de la cité; mais il fut surtout appelé à représenter sa patrie dans les négociations multipliées qu'elle entretenait avec les divers états de l'Italie.

Il avait déjà rempli avec distinction une mission diplomatique à Naples et deux à Venise, lorsque, en 1494, il fut désigné comme ambassadeur, avec Ridolfi, auprès de ce dernier état. Malgré les efforts des deux habiles Florentins, le gouvernement vénitien persista dans sa neutralité.

Paolantonio Soderini contribua activement au succès de la révolution qui entraîna la chute des Médicis.

La République le chargeait, en 1495, de porter ses félicitations à Charles VIII, qui venait de faire son entrée triomphale à Naples.

L'année suivante, Soderini réglait, de concert avec le représentant de la France, les dernières conditions de la restitution des places fortes livrées à Charles VIII par la pusillanimité de Pierre de Médicis.

En 1497, il était à Rome, où il rendait grâce à Alexandre VI, qui avait offert sa médiation pour amener l'entière soumission de Pise. L'ambassadeur florentin devait en même temps demander au souverain pontife l'autorisation d'établir un impôt sur les biens du clergé. Le Pape y consentait, à la condition que Savonarole serait sacrifié à ses ressentiments. Soderini était l'ami du célèbre prédicateur; il quitta Rome sans rien conclure. Lorsque, en 1498, Savonarole monta sur le bûcher, Paolantonio vit sa maison saccagée, et n'échappa qu'à grand'peine à la fureur de la populace, qui voulait le mettre en pièces.

Il devait rendre à son pays un dernier et éminent service, en concluant, après mille difficultés, une paix solide entre Venise et Florence.

En 1500, il tomba malade à l'armée, où il remplissait les fonctions de commissaire, et il mourut sous les murs de Pise.

INSTRUCTIONS

DONNÉES A GIOVANBATTISTA RIDOLFI ET A PAOLANTONIO SODERINI, AMBASSADEURS DE FLORENCE A VENISE.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

21 juillet 1494.

Sommaire. — Nécessité de resserrer les liens qui unissent les états de l'Italie, en présence des dangers qui menacent le pays.

Andrete a Venezia; presenteretevi alla eccellenza del Principe[1] e di quella Illustrissima Signoria; e, rendute le lettere della credenza, e avuto facultà di parlare, esporrete la vostra commissione negli infrascritti effetti.

[1] Le doge.

Direte che noi, benchè più tempo fa abbiamo intesa questa murmurazione del volere il Re di Francia fare transito in Italia alla impresa del regno di Napoli, nondimeno, per la importanza della cosa e per la natura di tali imprese, non abbiamo insino ad ora prestato intera fede, ma estimato piuttosto a qualche altro proposito siano stati disseminati questi parlari; e, considerando nondimeno che il pericolo che si proponeva poteva facilmente produrre cattivi effetti in Italia, siamo stati e siamo in continui sospetti quale debbi essere il fine di questi parlamenti; parendoci male a proposito in ogni tempo alterare l'Italia, ma in questo più, atteso le condizioni sue, e in universale i pericoli che di tali novità potrebbero avvenire. Il perchè, vedendo ogni dì crescere la fama di queste turbazioni per li apparati che sono fatti, e dicesi più ogni dì che si fanno e per mare e per terra, per non pretermettere cosa alcuna che noi stimassimo appartenere al nostro officio, ci è paruto mandare voi ora finalmente, vedendo le cose tanto riscaldarsi, a quella Illustrissima Signoria; perchè, tenendo, e meritamente, la Eccellenza di quella preclarissima Republica il luogo che tiene in Italia, per la singularissima prudenza e potenza sua, ci è paruto conveniente cosa e necessaria consultare con la Eccellenza Loro, per intendere, in uno sì grande movimento e in tanta novità, il gravissimo parere di quello sapientissimo senato, per poterci ancor noi meglio addirizzare a quelle deliberazioni che più facessino alla comune e publica salute. Al che ci ha mosso il presente bisogno, e la condizione e natura delle cose che si temono e veggonsi apparecchiare; e non meno la fede nostra che abbiamo nella vetustissima benevolenza di quella Illustrissima Signoria in verso di noi; persuadendoci per cosa certa che quella deliberazione, che in questi casi sarà fatta da loro, sarà la salute e il rimedio delle imminenti turbazioni.

Attenderete la loro risposta, e avviserete con diligenza del tutto, e aspetterete la risposta nostra.

Passando da Bologna, visiterete quelli Magnifici Reggimenti[1], con

[1] Le gouvernement.

la lettera della credenza che arete a loro; e, dopo le salutazioni convenienti infra veri amici, comunicherete in generale la vostra legazione. E ancora di quindi scriverete li effetti della loro risposta, e non soprastarete più che bisogni.

Passando da Ferrara, o dove fosse la eccellenza del duca di Ferrara, al quale ancora arete lettere di credenza, visiterete per parte nostra la sua eccellentissima signoria; e ancora con lui *in genere* comunicherete la cagione della vostra andata, e offeritevi, ecc. secondo si conviene alla amicizia nostra.

I.

GIOVANBATTISTA RIDOLFI ET PAOLANTONIO SODERINI,

AMBASSADEURS DE FLORENCE À VENISE, À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. princip. filza 19[1].)

Venise, 31 juillet 1494.

SOMMAIRE. — Première audience. Grande circonspection de ce gouvernement; il croit à l'accord parfait de Naples, de Florence et du Saint-Siége. Il paraît sans crainte du côté des Français, qui sont bien loin d'être en mesure d'envahir l'Italie[2].

Stamani siamo stati alla audienza, e ha dimostrato questa Illustrissima Signoria darcela molto gratamente e vederci volentieri. Mandarono a levarci venti sei gentiluomini del numero de' Pregai, e, esposto la nostra commessione, rispose la Serenità del Principe vederci volentieri, e che hanno accettato le salutazioni. E, quanto a' meriti della proposta, allora potevano solo rispondere che desiderano la pace e tranquillità d'Italia, come sempre hanno fatto, come quelli che giudi-

[1] Les dépêches qui suivent, à l'exception de la lettre de Pierre de Médicis, étant tirées de la même filza, nous n'en indiquerons plus l'origine.

[2] La confiance des Vénitiens était augmentée par les rapports qu'ils recevaient de Ludovic : «Le duc de Milan leur faisoit dire «par son ambassadeur qu'ils ne se souciassent point, et qu'il sçavoit bien la façon «de renvoyer le Roy, sans ce qu'il tint riens «en Italie.» (*Commines*, liv. VII, ch. xv.)

cano farsi più per loro e per li amici, che altro; quanto alla conclusione della proposta si è fatta, che l'usanza loro è di pigliare certo tempo a rispondere, per consultare secondo la consuetudine loro. E che, in questo mezzo, noi siamo contenti di diportarci e pigliare spasso in andare veggendo la città, offerendoci possiamo pigliare comodo della Loro Signoria come se fussimo a casa nostra. E a questo modo andammo aspettando risposta, la quale facilmente potrebbe essere, non daranno prima che arrivato e udito che aranno lo ambasciadore del Papa; perchè, secondo ritragghiamo da Canto, la opinione di qui era che noi venissimo risoluti col Papa e col Re, e con una medesima commissione.

Quanto alla opinione che abbino de' Francesi, secondo ci è detto, dimostrano non credere la passata del Re in Italia, e per conseguente che la impresa non abbi a proseguire, giudicando, quando pure bisognassi, di essere sempre a tempo a sovvenire Italia.

Attenderemo la risposta, e di quanto seguirà per giornata vi daremo aviso.

Lo ambasciadore del duca di Ferrara, M. Aldobrandino da Canto, visitandoci con lo ambasciadore di Milano, dimostrano non credere la passata del Re di prossimo, con parole usò il signore suo : Che le cose de' Francesi sogliono essere lunghe.

II.

GIOVANBATTISTA RIDOLFI ET PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 5 août 1494.

SOMMAIRE. — Venise paraît vouloir garder la neutralité et ne pas se mettre en défense; elle ne croit pas au danger de l'Italie, et songe à son propre intérêt. Au fond, les Vénitiens ont peu d'égards et peu de sympathie pour Ludovic le More; toutefois, ils le soutiendraient contre le roi de Naples.

Per quanto si ritragga da parte, s' intende che costoro sono per stare a vedere, e andranno intrattenendo ognuno con buone parole, con

grande rispetto di non offendere Francia, e forse non meno il signor Lodovico. Quali sieno le cagioni potete intendere meglio di noi, se per Francia, o il Re de' Romani, o non disperare il signor Lodovico. Ma le potentissime crediamo siano, perchè credino essere sempre a tempo al bisogno universale d'Italia, e insino che non si venghi a termine di necessità, non sono per mutarsi, esistimando che i modi si osservano per li altri al presente siano al proposito loro; e sopra tutto non crediamo siano per entrare in spesa, e che a questo non abbi a bastare solo il passare il Re di Francia in Italia, quanto e' bisognerebbe che eglino intendessino v'è ci fussi con forze, in modo che il pericolo che e' si proponessi, apparissi manifestamente; perchè il non spendere satisfa universalmente a tutta la città. E questo Principe e l'altro a chi è successo, che fù suo fratello, si hanno arrogato fama che, al tempo loro dalla guerra di Ferrara in qua, non hanno voluto consentire mai ch'e' si sia posto decime; il che non potrebbono fare, entrando in spesa; e pare ragionevole ch'egli desideri morire con questa gloria.

[1] *Non vogliamo mancare di darvi notizia costoro privatamente del signor Lodovico non parlano molto onorevolmente; il che pare contro a' rispetti di sopra si dice, con lasciare di nominarlo signor Lodovico o duca di Bari, e dargli solo di Lodovico; e chi ha usato di dire che questi andamenti e sospetti di Italia non sono male a proposito, e che è bene stare a vedere isfiorinare Lodovico.*

Da altra parte, andando ritraendo quale sia la mente di costoro, quando avvenissi che il Re[2] *volessi e potessi sforzare di rimuovere dal governo il signor Lodovico, decisamente si crede lo aiuterebbono, e non consentirebbono che quello governo avessi ad essere in mano d'altri, perchè il Re non vi avessi autorità.*

[1] Le passage imprimé en *italique* est en chiffres dans le manuscrit.

[2] Dans cette correspondance *Il Re* est toujours le roi de Naples.

III.

GIOVANBATTISTA RIDOLFI ET PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 9 août 1494.

SOMMAIRE. — Les intentions de la Seigneurie se dessinent de plus en plus. Ses flottes marchandes, qu'elle pouvait armer en guerre, sont parties pour leur destination. Le bruit court que les ambassadeurs florentins sont déjà congédiés et qu'ils vont partir.

Per la nostra ultima de' v arete visto, e ogni giorno più per quello s'intende e gusta ci confermiamo in quella medesima opinione, costoro avevano data fama di potere servirsi in armata delle galee del viaggio di Fiandra, Baruti e Alessandria[1]; e ieri vinsono in Pregati che quelle di Fiandra, che sono partite, non sieno ritenute, ma che le vadino al viaggio loro. Così dovranno fare delle altre due mute in Baruti e Alessandria. Delle galee sottili, che hanno dato voce di armare, si trovano qui parte ancora; e, per quanto si vegga, vanno molto freddamente; il che dimostra sono in animo di non le avere a adoperare questo anno. Essi divulgato in qualcheduno per la terra, che questa Signoria ci ha spacciati, e che noi ce ne dovremo tornare presto; e ancora dicono la risposta quale è stata; la qual cosa dimostra che ci è chi non si cura la passi segreta, forse per non ingelosire gli altri.

IV.

GIOVANBATTISTA RIDOLFI ET PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 12 août 1494.

SOMMAIRE. — Conversation avec quelques membres de la Seigneurie; leur incrédulité touchant l'expédition des Français en Italie; leur extrême réserve. Les ambassadeurs apprennent que, depuis quelques semaines, la Seigneurie a pris la résolution secrète de ne pas intervenir; ils cherchent à

[1] Tous les ans Venise envoyait trois flottes chargées d'entretenir ses relations commerciales avec le monde : l'une allait jusqu'en Flandre, l'autre en Syrie, la troisième en Égypte.

pénétrer les motifs de cette résolution. Politique ombrageuse de la Seigneurie. Sa conduite à l'égard du duc de Ferrare et de son fils. Ses ménagements pour la France, dans l'intérêt de son commerce. Bentivoglio et Ludovic le More. Le légat du Pape, etc.

Accadde a' questi giorni che ci vennono a visitare a casa M. Sebastiano Baduero, M. Girolamo Giorgi e M. Bernardo Bembo, con i quali entrando in su ragionamenti circa le presenti occorrenze, ci sforzammo dimostrare il pericolo universale che portava Italia della passata del Re di Francia, e quanto sia da biasimare il principio di una tale novità. E quali risposono, per li avvisi che gli hanno, sono di parere che non abbi ad essere, perchè non s'intende la preparazione del danaio e altro, come la ragione persuade convenirsi a simile impresa, e che, quando eglino volessino, e non possono farlo per la difficultà hanno di fare il danaio; e *hinc inde* fu allegato, senza altra proposizione. Presono licenza, e ciascuno si restò colle ragioni sue. Siamo di parere la venuta loro fussi mandata a posta, perchè fu da poi avevono proposto, e vennono a bocca chiusa; conciosiachè da loro non venne mai il parlare di cosa alcuna; anzi crediamo, se non veniva da noi di muovere ragionamenti, si sarebbono partiti senza fare altre parole che quelle si appartengono solo alla visitazione, e di quelle ancora mancarono, che non si feciono intendere se venivono da loro, nè di essere mandati. E da questa osservanza ritragghiamo che e' vennono per trarre e non dare, stimando forse che noi avessimo da dare più oltre di quello si era esposto; e l'ordine doveva essere di udire e non parlare, fuora di quello che communemente dimostrano di non credere la venuta de' Francesi; e l'averci poi risposto *in scriptis* conferma che procedono a punto secondo le loro deliberazioni, e sono osservantissimi.

Da poi queste ultime lettere siamo stati di nuovo a questa Illustrissima Signoria, a ringraziarli per parte de' nostri Eccellentissimi Signori della dimostrazione e benivolenza usata alla venuta nostra verso le Loro Signorie, dando notizia e giustificando la mandata di Piero Soderini, e l'andata vostra alla visitazione del duca di Calabria, come si scrive più particularmente a' signori Otto di Pratica; e, come vedrete,

da parole amorevoli e onorevoli verso la nostra Republica in fuori, non che e' sieno a via da inclinarsi di entrare in impresa; ma eglino osservano gesti, parole e modi piuttosto di tagliare e ragionamenti a chi ne vuole parlar loro, che addimostrino di redirli volentieri; e questo non è senza fondamento, perchè [1] *noi ritragghiamo da assai buono luogo e da prestarne fede che, e' sono più settimane, conclusono in consiglio di Pregati di non si immettere in queste divisioni, e stare a vedere che segue; le ragioni perchè si crede abbino fatto tali deliberazioni sono queste : che, dove per altri si propone che da questo disordine abbi a seguire l' ultimo esterminio di Italia, loro non credono che possi essere, nè che abbi a essere, persuadendosi di essere sempre a tempo, quando pure bisognasse; e, levato via questo ultimo ingresso, lo stare in pace loro, e vedere li altri potentati di Italia spendere e patire, non possi essere se non a proposito loro in più modi. In questi tempi eglino hanno rispetto di non offendere il signor Lodovico, in quello ancora lui abbi cagione di conservarseli amici; oltre a questo, per quello potessi procedere dal Re de' Romani, quando e' non avessi buono animo verso di loro, per via di Milano potrebbono avere brighe assai; e in somma non pare loro potere ricevere danno, se non per via di Lombardia, di che si riscontra segno non dubbio, senza qualche gelosia.*

È accaduto a' giorni passati che, tornando il cardinale, figliuolo del duca di Ferrara di Ungheria, il signor duca detto per onorarlo volle mandare il primogenito suo con cinquanta cavalli ad incontrarlo sino a Padova, e doveva passare da Rovigo; il che intendendo il capitano di Rovigo, gli mandò a dire che aveva commissione di questa Signoria di nollo lasciar passare di quivi, e che egli andassi per altra via; e così restò dì nollo mandare. E questa Signoria, intendendo dello arrivare del cardinale a Fravigi con buono numero di cavalli, gli mandò a fare intendere che, volendo fare la via da Rovigo, gli avevano fatto preparare la stanza per cinquanta cavalli, e che quelli uomini non potevano sopportare spesa di più, per essere affaticati da altre angherie;

[1] Les passages imprimés en *italique* sont en chiffres dans le manuscrit.

e però confortava la sua signoria ad andare o mandare il resto delle sue genti per la via di Lignago; per il che appare molto bene pensino ad ogni loro cosa.

E così standosi, non offendono il Re di Francia e gratificansi ogni giorno con molte buone parole con questo suo oratore; e così si dice hanno fatto più volte per lettere al Re; e usano dire avere leanza e lega con lui. E è credibile stimino assai di non offenderlo, massime che pure loro galee e navi, che vanno al viaggio di ponente, possono ricevere danno assai da' sue, quando non li tenessino per amici, come già è intervenuto.

Così ci pare ritrarre che qui sia ferma opinione, massime da xx giorni in qua, che M. Giovanni Bentivoglio sia fermo alla voglia di Milano; e, quando e' fussi l'opposito, è da considerare che tanto più i Veneziani abbino a stare in proposito di non si disporre ai favori del Re, quanto e' parrebbe più loro che il signor Lodovico si debilitassi.

Siamo stati a visitare questo legato del Papa, il quale, secondo parla per le commissioni ha da Nostro Signore e per la disposizione sua, dimostra esservi affezzionato : e noi lo andremo intrattenendo secondo ricordate. Ieri mattina ebbe la audienza, e, per quello ci ha conferito, la Signoria, secondo la consuetudine loro, ha preso tempo a consultare e rispondere, nondimeno con quelle parole che accadde dire allora al Principe, che sono naturali alla disposizione loro. Scrivesene particularmente per la lettera a' signori Otto di Pratica, perchè furono cose trattate nel collegio publicamente.

Al continuo riscontriamo che per la terra è divulgato che noi siamo spacciati dalla Signoria, e che presto ce ne dovremo tornare; la voce esce da gentiluomini, donde si può ancora presumere che non tanto e' si abbino a disporre di offendere, ma che e' non voglino ingelosire altri solo col tenere secreto quello trattiamo con loro.

V.

GIOVANBATTISTA RIDOLFI ET PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 16 août 1494.

SOMMAIRE. — Audience du légat; ses demandes. Alliance étroite avec le Saint-Siége; efforts pour faire renoncer Ludovic à sa politique funeste; démarches auprès du roi de France pour le détourner de son entreprise. Exclamation du doge. Réponse du légat.

Après de nouvelles délibérations, la Seigneurie expose: qu'elle traite directement avec le Pape par son ambassadeur à Rome; qu'elle s'emploie sans cesse auprès de Ludovic pour l'engager à bien agir; enfin, qu'elle ne juge pas à propos de députer en France une nouvelle ambassade.

Démarches de Camillo Vitelli pour se mettre au service de Venise, qui paraît disposée à ajourner tout armement nouveau jusqu'au printemps suivant.

Da poi vi scrivemo l'ultima, ogni dì s'intende più largamente che sono per starsi neutrali (i Veneziani).

El Calagora[1] per tre volte è stato alla audienza di questa Illustrissima Signoria, e, per quanto abbiamo ritratto da lui, nella prima espose loro il pericolo grande che potrebbe fare in Italia la passata de' Francesi, confortandoli a pensare a' rimedii per la comune salute e ovviare a tanto pericolo, dal quale potrebbe resultare uno maggiore per le cose de' Turchi, non si prevedendo, ecc.

Per quella volta gli fu risposto dalla Serenità del Principe quello si scrisse per l'ultima nostra a' signori Otto; e presono tempo a consultare. Alla seconda audienza, corrispondente alla prima, dice propose loro quattro cose, che a noi paiono tre in fatto. La prima che, per ovviare alle presenti turbazioni, alla Santità del Papa parrebbe bene a proposito che e' si ristrignessino e legassino con Sua Beatitudine e con li altri potentati che sono di tale disposizione. La seconda, che e' chiamino lo ambasciadore di Milano, e, in quello modo che richiede la importanza della cosa, gli faccino intendere la mente loro essere non volere consentire la ruina d'Italia e della Cristianità, che conforti il signor suo a ritrarsi da tale pensiero, ecc. La terza che lo scrivino allo ambasciadore loro che facci il medesimo officio col signor

[1] Le légat du Saint-Siége.

Lodovico. La quarta, che mandino ambasciadori al Re di Francia, uomini reputati e di qualità, che si dimostri stimino queste cose importanti come le sono, a confortare quella Maestà a ritrarsi da questa impresa; facendo intendere in ultimo luogo che non sono per mancare, quando pure bisognassi, di fare lo officio di buoni Italiani, ecc.

A queste proposte, sanza altra consulta, dice che il Principe, replicò esclamando : « Monsignor legato, che ci dite voi? Queste sono gran « cose, e hanno bisogno di grande esamina : parrebbevi egli che per « fare i fatti d'altri, noi guastassimo i nostri ? Noi avemo XVIII anni la « guerra de' Turchi, in che spendemo undici milioni di oro, sanza « essere sovvenuti mai da altri di uno grosso. » Alle quali esclamazioni il legato dice replicò convenientemente e bene a proposito. E così pare che il Principe si riferissi che considererebbono, e che, quando eglino avessino da dire altro, glielo farebbono intendere.

E così debbono avere consultato, perchè ultimamente, in questa terza audienza, dice hanno osservati tali modi : prima gli feciono intendere come a Roma hanno certo ragionamento col Papa, della quale pratica il legato dice che, alla partita sua da Roma, non era cosa alcuna, ma che la è nata da poi; e, benchè lui non ne abbia avviso alcuno da Nostro Signore, vi presta qualche fede; nè altrimenti ci esplicò che pratica là si fussi. Diamvene notizia nel modo è stata porta a noi.

Quanto allo operare col signor Lodovico, perchè egli intendessi che hanno fatto e fanno al continuo ogni opera buona, gli feciono leggere più lettere che loro hanno scritto sopra di ciò all'ambasciadore tengono a Milano, e così le responsive di detto ambasciadore, per le quali dice apparere la buona voluntà e disposizione loro che queste turbazioni non vadino più innanzi; e, e converso, che il signor Lodovico dimostra che, sempre ch'egli vegga la sicurtà dello Stato suo, sarà molto contento che e' si pigli forma e modo che concerna alla comune salute di Italia. Alla parte del mandare in Francia, rispondono non parere loro che sia al proposito. E, a questo modo, pare sino ad ora abbino risposto alle quattro proposizioni del legato.

Queste cose noi ve le diamo tali quali si sono ritratte.

Trovasi qui Nofri Comaiani, il quale ci ha fatto intendere essere mandato da Camillo Vitelli per condursi con questa Signoria; e dice non vuole manco di dugento uomini d'arme; che debba essere dimostrazione a qualche altro suo proposito, poichè si è posto sì alto. Comprendiamo per assai buona via che infra questo Senato sia stato chi ha promesso che, veduto lo ingrossare di gente d'arme che fanno questi altri potentati, che ancora loro dovrebbono provedersi meglio di quello che sono al presente, per più riputazione e sicurtà dello Stato loro. E, avendo avuta disputa sopra di ciò, pare che si sieno risoluti di dar voce di volere soldare per tenere in speranza quelli soldati che fussino disposti ad acconciarsi con loro; e *tamen* per ora non entrare in spese nuove, ma tenerli in parole sino a primavera, e allora deliberarne secondo intenderanno essere a proposito loro.

VI.

GIOVANBATTISTA RIDOLFI ET PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 27 août 1494.

SOMMAIRE. — Nouvelles instances du légat auprès de la Seigneurie. Détails curieux. Belles promesses de la France aux Vénitiens.

Il legato dice, questa sera, che, avendogli il Principe, nel fare la sopradetta comunicazione, fatto le cose de' Francesi molto gagliarde e superiori a quelle del Re Alfonso, gli parve gli fussi porta occasione di dovere di nuovo ricercare questa Signoria a volersi unire e fare quelle cose, che per l'altra vi scrivemo noi, e Pontano aveva richiesto; dicendone acquisterà perpetua laude, essendo Italia posta in tanto manifesto pericolo, a liberarla, assicurarla da' infedeli e conservarla nella sua libertà; e a che il Principe rispose che le ordinazioni loro non sopportano che legato di qualunque sorte, *etiam* se fosse cardinale, replichi a quello che una volta, secondo la deliberazione del loro senato,

gli è stato risposto, e soggiunse : « Monsignore, voi siete vecchio, e « abbiamvi per buon uomo; diteci il vero sopra la conscienza vostra; « consiglierestici voi che noi la pigliassimo contro al Re di Francia, « signore tanto potentissimo, e contro al signor Lodovico, che s'è unito « seco, e il più e il meglio dello Stato nostro abbiamo intrecciato con « quello di Milano, per entrare in guerra e in maladizione, che abbi « a metter sossopra e manifesto pericolo lo Stato e ogni cosa nostra? » Alle quali cose volendo il legato rispondere, gli fu interrotto il parlare da M. Luca Pisano consigliero, siede allato al Principe, e uomo antico e di grande riputazione, e fu licenziato. Di che quanto questo legato resti male satisfatto non bisogna vi esplichiamo, e ancora quanto questa Signoria paia fissa a non si volere ingerire in cose pensino avere a dispiacere al Re di Francia e al signor Lodovico.

Il legato intende per buona via che questo ambasciadore di Francia ha avute a questi giorni lettere sottoscritte di mano propria del Re, che notifichi a questa Signoria la venuta sua in Italia, e lo amore e affezione che le porta, e che, concedendogli Iddio grazia che in Italia conseguiti quanto si pretende, dimostrerà loro che li ha in luogo di buoni e cari fratelli, persuadendo a porgergli favore in questa sua impresa, con promettere farà loro quella parte del regno acquistato che addomanderanno onesto modo. Alla quale proposta disse non intendere essergli fatta per questa Signoria alcuna risposta, ma che infra loro il Principe ha usato di dire che il Re offerisce longamente quello che non ha, delle quali cose si può promettere assai. *Preterea*, per la medesima via, abbiamo inteso che il signor Lodovico ha mandato qui al suo ambasciadore copie di lettere gli scrive il prefato Cristianissimo Re, con ordine le partecipi a questa Signoria, per le quali la conforta istantissime a seguire la impresa e ad essere di buono e forte animo in quella, promettendogli che tutte le spese, che lui ha fatte o farà in futuro per sovvenire a detta impresa, ne sarà fedele e largo satisfattore.

VII.

GIOVANBATTISTA RIDOLFI ET PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 6 septembre 1494.

SOMMAIRE. — Ludovic veut emmener avec lui l'ambassadeur de Venise à la rencontre de Charles VIII à Alexandrie. L'ambassadeur n'en veut rien faire sans en référer à la Seigneurie.

[1] *Io ho ritratto di buon luogo che, avendo richiesto il signor Lodovico l' oratore di questa Signoria, che gli è appresso, che debbi insieme seco andare incontrare e a ricevere il Re verso Alessandria, detto ambasciadore gli rispose che, ancora si persuada non fussi altro che grato alla Signoria Sua tale andata, se non per altro, per satisfare a sua eccellenza, pur nondimeno considerava che l' officio e debito suo era ne dovessi scrivere e aspettare risposta. Sua eccellenza ne lo confortò e così detto ambasciadore ha fatto. Quello che gli sia stato risposto non mi è ancora noto, ma lo dimostrerà il partito in questa parte piglierà detto ambasciadore. E, avendo questa Signoria in sino ad ora fatto ogni dimostrazione di volersi conservare neutrale, chi parla è d' opinione abbi a permettere detto ambasciadore vada.*

VIII.

PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 12 septembre 1494.

SOMMAIRE. — Nouveaux efforts des ambassadeurs pour convaincre la Seigneurie qu'il est temps d'agir. Mais la Seigneurie prétend ménager ses forces et ses ressources, pendant que les autres états de l'Italie s'épuisent; elle a peu de confiance dans le Pape, et craint d'être abandonnée à elle-même dans le cas où elle attirerait le danger du côté de Venise en se déclarant contre la France. Le roi Charles VIII n'a pas une armée qui soit en rapport avec ses prétentions. Les menaces du Turc obligent les Vénitiens à ne pas se compromettre. En réalité, plusieurs indices démontrent que la Seigneurie est disposée à se montrer de plus en plus favorable à la France, malgré les vives remontrances du légat. Détails importants.

Quanto alle cose vanno attorno, non è dubio che uno tanto movi-

[1] Toute cette dépêche est en chiffres dans le manuscrit.

mento, come scrivete prudentemente, potrebbe portare le cose in luogo che costoro resterebbono ingannati del giudicio fanno; cioè di essere sempre a tempo a potervi porre il rimedio indicheranno i bisogni. E Giovanbattista (Ridolfi) e io a' gentiluomini ci hanno visitati, e a caso si è avuto a parlare, destramente abbiamo dimostro la grandezza del pericolo, con soggiungere che, di presente, a questo male si hanno i rimedii facili e con sicurtà di ciascuno, ma, se si lasci andare tanto, o quanto al cammino si vede indiritto, non sarà poi in potestà delli uomini il potervi rimediare. Quello ne abbiamo ritratto non è necessario vi replichi, e, benchè, per più lettere di Giovanbattista e mie, avete potuto raccorre con che consiglio costoro[1] *sono venuti in sentenza di starsi neutrali e a vedere quello segue, e fattane resoluzione nel consiglio de' Pregati, nondimeno brevemente ve lo replicherò; e per fondamento pigliate che costoro sono a questo segno indotti dalla speranza e dal timore.*

Sperano che il tempo ogni dì più abbi a scoprir loro il cammino per il quale con più sicurtà e riputazione loro abbino a camminare, e che, nel travagliare altri e non loro, possi portare delle occasioni di fare acquisto di Stato, sanza spesa e sanza pericolo; verbi gratia, *stando li altri potentati d'Italia nel modo si trovano oggi, veggono nello starsi il beneficio di non avere a spendere, e stimano a beneficio che li altri potentati di Italia spendino, e stieno in timore e gelosia delli Stati loro, parendo loro ad uno tratto assicurarsi che non possa essere malignato contro di loro, e che la debolezza d'altri sia grandezza loro.*

Temono di aversi a fidare di chi dicono non avere certezza di potersi fidare; e questo lo dicono apertamente, e in spezie del Papa. Temono che, se per dimostrarsi, la guerra si rivoltassi contro di loro, non essere lasciati nella pesta, come dicono essere stati delle altre volte, e che le cose passate mostrano e insegnano le future; e persuadonsi che i potentati d'Italia abbino in odio la grandezza loro, e per questo arebbono caro fussino abbassati. Temono non fussi mosso e favorito contro di loro Massimiliano, il quale stimano di non buona volontà verso di loro, e finalmente tutti i pericoli, disor-

[1] Le passage imprimé en *italique* est en chiffres dans le manuscrit.

dini e spese portano le guerre alle parti. Alcuni in sentenza hanno risposto non credere che il Re di Francia venga, nè che si facci. . . E, quando pure bisogni, diranno e faranno. E, ora che viene, dicono non venire armato come si convenerebbe a uno tanto Re, che fussi in proposito di volere fare simile impresa, ma più tosto per vedere Italia. All' altra, che per avere pel passato fatte grande spese per provedere che i Turchi non possino loro nuocere, e che per essere astretti, per il sospetto ne hanno, continuare di farne alla giornata, non possono permettere alcuna generazione di aiuto, e così si vanno, comportando in modo che l'una non disperano, e di non satisfare all' altra mostrano proceda da impotenza e da timore del Turco. E però, se hanno detto al fratello dello abbate quanto scrivete, non è difforme dalla arte servano, come di sopra scrivo; e, ancora è da considerare che costì e a Roma non è a proposito mostrare la diffidenza. E poca, anzi, per dir meglio, niuna speranza di aver favore da costoro.

Questi regii hanno mostra qui a Giovanbattista e a me; e a questo proposito non mi pare dovervi tacere quello che pure oggi da uno gentiluomo, che è, poco fu, del consiglio de' Pregai, si è ritratto queste formali parole : Che, se avessino fatto giudicio potersi fidare che il nome di Francia è odioso a questa terra, il primo dì si sarebbono scoperti, e tolto via questo movimento; ma intendono molto bene che cavato ch' avessino altri di pericolo, sarebbono poi conosciuti; anzi più tosto si cercherebbe di metter loro qualche rogna addosso.

Io dissi al legato, come è il vero, avere presentito di buono luogo tre cose : la prima che costoro avevano data commissione all' ambasciadore loro residente a Milano che andassi a visitare il Re di Francia; la seconda che erono in pratica volerne eleggere uno di nuovo e mandarlo a congratularsi; la terza che, avendo costoro fatta proibizione che per questi loro mari non si possi condurre grano, se non qui a Venezia, il signor Lodovico ha richiesto gli dieno facultà di potere farne venire per i bisogni suoi da ogni luogo, e condurlo per questi loro mari in Lombardia; e lo confortai di queste cose ad intenderne la verità, e a mostrare a questa Signoria che sono di momento e di buona

considerazione. Il legato si risentì, e, parendogli cose aliene dalla lega e amore e osservanza predicano avere verso la Santità del Papa, e male a proposito delle presenti occorrenze, disse volerne parlare vivamente, e in quello migliore modo gli occorressi detestare quello fossi fatto, e avvertire non facessino; e oggi sua signoria mi dice che, quanto al fare instanza col signor Lodovico si sospendino come di sopra le offese, questa Signoria, come molte volte ha fatto, gli affermò niuna cosa più desiderare che la pace e la quiete, e a questo effetto essere a proposito fare ogni opera a loro possibile. Ma avendo di nuovo ricerco il signor Lodovico che sia contento si truovi per la Santità del Papa e loro a questi movimenti qualche buono sesto, sua signoria ha risposto che, al presente, è un altro tempo; perchè, avendo tanta potente armata del Re di Francia nel porto di Genova, e tanta sua gente, e in casa il Re di Francia con tante forze per terra, non è più *sui juris*, e che bisogna fare con Sua Maestà; e lui promette prestarci ogni opportuna opera. E in questa sentenza gli mostrono lettere dell' ambasciadore loro da Milano. Quanto allo avere commesso all' ambasciadore loro di Milano che vada a visitare il Re di Francia, che è il vero, che gli hanno commesso, e hannolo permesso solo perchè sia testimone della opera promette fare il signor Lodovico appresso il Re di Francia, perchè si truovi qualche modo di accordo.

Quanto allo eleggere di nuovo ambasciadore, che non ch' altro non hanno alcuna pratica.

Quanto al concedere facultà di condurre grano, che è il vero, il signor Lodovico ne li ha richiesti, e loro, ricordandosi pe' tempi passati esserne stati accomodati più volte da quello Stato, e parendo loro cosa inumana negare il potersi provedere del pane, gliel' hanno consentito con condizione ne abbi a lasciare qui la metà, o almeno il terzo; del resto facci la voglia sua. Di che, secondo mi dice, biasimandoli il Legato *cum vehementia* e parole pungenti, con dire in scambio del pane domanda loro la Santità del Papa porgono lo scorpione, e che questa è polvere da bombarda finissima da espugnare e mettere sottosopra Italia, e uno porre legne in sul fuoco perchè arda, *et similia;*

richiese che dovessino resipiscere, e domani rendere tale deliberazione. A che gli fu solo replicato che consulterebbono in Pregadi.

Io vi scrivo, e così anderò seguitando.....

M. Marco Zorzi, che è uno de' Savi da Terra ferma a'quali è data la cura di praticare di condurre, e referiscono in Pregadi, ha domandato pure da lungo il mio cancelliere della condizione di Cammillo Vitelli, e come lui si truova a ordine, il che mi fa pensare la pratica di condursi di qua possi durare; e per questo mi è parso farvene questo motto.

IX.

PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 20 septembre 1494.

Sommaire. — Le marquis de Mantoue est venu reprocher à la Seigneurie son inaction; il lui a demandé la permission d'aller chercher ailleurs du service et de la gloire. La Seigneurie lui a répondu qu'elle agirait quand le moment en serait venu, qu'alors elle avait assez d'or pour enrôler toutes les milices de l'Italie, qu'elle l'engageait, dans son intérêt, à rester à sa solde. Le marquis est tout favorable aux Florentins et au roi de Naples.

Il marchese di Mantova venne qui a' xv, e tornossene a' xviii; e, per quanto ritraggo di buon luogo, *inter cætera*, ha detto a questa Signoria maravigliarsi nelle presenti occorrenze lei si stia, e molto più che non facci alcuna provisione di gente d'arme; e, atteso che le cose vanno attorno sono di grandissimo momento, come buono servitore ha ricordato e confortato al pensare ai pericoli ne'quali per starsi in questo modo facilmente si potrebbe incorrere; e a farvi opportune provisioni a tempo che giovi. *Ulterius* che lui non vorrebbe, ora che è il tempo di acquistare qualche credito e riputazione a sè e alla casa sua, starsi a marcire. Onde, quando questa Signoria sia in proposito volersi stare, desidera con buona grazia sua potere andare a servire chi gli volessi dare condizione. E gli stato in sentenza risposto che quello fa questa Signoria, lui debba credere lo fa con buono giudicio; e che, quando bisognassi, sanno con i loro danari potere avere, per modo di

parlare, tutte le genti d'arme sono in Italia; che questa Illustrissima Signoria tiene ai suoi soldi molto volentieri la signoria sua; e, essendo più a proposito e beneficio di sua signoria, sanza alcuna comparazione, servirla che alcuno altro, debba ancora sua signoria stare volentieri, e non ch'altro non pensare di volere andare a servire altri. Privatamente sua signoria ha usato di dire che volentieri anderebbe a servire la Maestà del Re Alfonso e li amici suoi. Io, come scrivo all' Officio, ho visitato sua signoria. Pregommi molto lo raccomandassi a voi; e, rispondendogli io che vi saluterei e conforterei per parte di sua eccellenza, replicò : Io vi pregho mi raccomandiate, e offeriatemegli come amico buono gli sono e desideroso di fare cosa in ogni occorrenza gli sia grata.

X.

PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 27 septembre 1494.

SOMMAIRE. — Froideur avec laquelle la Seigneurie accueille la nouvelle du premier succès du duc de Calabre en Romagne. — Avis confidentiels. Le roi de France est sur le point de retourner dans son royaume. Ludovic est menacé d'une complète disgrâce; les Vénitiens sont disposés à se déclarer pour le roi de Naples. — Mission secrète d'un envoyé d'Espagne à Venise en faveur du roi Alfonse. — Le duc de Ferrare semble également favorable au roi, et il affecte de regretter l'obligation où il s'est trouvé de fournir des vivres et de livrer le passage à ses ennemis. — Espoir d'une paix générale, dès que Charles VIII aura quitté l'Italie.

L'ambasciadore regio mi communicò la copia di una lettera scrive la eccellenza del duca di Calabria, á' XVIII di questo, alla Maestà del Re, che contiene i felici successi dello esercito regio; e dicemi dette detta copia a leggere a uno de' cancellieri di questa Signoria, e [1] *osservò tutti quelli sedevono in consiglio, e non vide uno che non facessi non che parola, ma una minima dimostrazione di letizia che lo esercito regio si trovassi supe-*

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

riore di animo e di forze a quello dell' altra parte. Solo dice che il Principe ringraziò con poche parole e fredde della participazione, di che costui ancora è restato più ammirato e sopra di sè della disposizione di costoro nelle presenti occorrenze, perchè dice ritrarre fanno l' opposito, quando è referito loro cosa alcuna a proposito della altra parte, e, inter cetera, *che subito questa Signoria ebbe la nuova della rotta in Riviera*[1] *per uno de' suoi, la fece nota allo ambasciadore di Milano.*

Questo regio ieri mi venne a trovare, e dissemi essere stato a lui la sera dinanzi uno gentiluomo molto dedito al Re, nè me lo nominò altrimenti; e accertollo di tre cose : la prima che il Re di Francia presto se ne tornerà in Francia; che il signor Lodovico si truova di mala voglia e in grande ansietà; e che, passeranno pochi giorni, i Veneziani faranno aperte dimostrazioni che amano il Re, e che vogliono si preservi Re del regno di Napòli. Appresso mi ha detto che qui è venuto uno gentiluomo spagnuolo cortigiano in Roma e uomo di condizione, detto Castagenua, e ha dato voce essere venuto per vedere la terra; ma a lui ha detto in grande secreto che la verità è che è venuto a' Veneziani con lettere di credenza del Re di Spagna e di sua commissione, domandatogli cose d' importanza molto a proposito del Re e suo Stato, e fra quattro giorni debbe avere risposta. Le quali se in tutto o in parte otterrà, tornerà a lui e dichiarerà il tutto; se non, se ne ritornerà sanza fargli altrimenti motto.

Ultimamente mi ha riferito che M. Aldobrandino, ambasciadore di Ferrara, gli ha detto che, se il duca di Ferrara ha dato passo vettovaglie o fatte altre dimostrazioni verso il signor Lodovico, rispetto all' amicizia e interessi ha seco non gli è parso potere fare altrimenti; ma, amando sua signoria parimente la Maestà del Re, e avendo l'interessi di parentela ha etiam *con Sua Maestà, è parato fare il medesimo e ogni altra commodità gli è possibile alla Maestà del Re e alle cose sue.*

Io ho parlato con uno gentiluomo di autorità di queste occorrenze, e ritraggo che dello essere venuto il Re di Francia in Italia sanza danari, come per più vie s' intende, e con poche genti, costoro tengono poco conto e sono di

[1] La défaite de Rapallo.

parere che presto se ne abbi a tornare in Francia, e in ultimo mi disse : « Crediate che, subito il Re arà volte le spalle ad Italia, la composizione di « queste turbolenze sarà facile, e ciascuno si resterà ne' termini suoi, nè si « sopporterebbe mutazione in parte alcuna. »

XI.

PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 1er octobre 1494.

SOMMAIRE. — Demande de secours adressée à la Seigneurie par le Pape. Réponse évasive de la Seigneurie. — Arrivée prochaine de M. d'Argenton en qualité d'ambassadeur de France. On s'apprête à lui faire une honorable réception. Motifs présumés de sa mission.

Per la mia all' Officio, *inter cetera*, intenderete la richiesta di aiuto ha fatto la Santità del Papa a questa Signoria, e la risposta, in sul presentare il breve, fu fatta al legato [1]. *Poi ritraggo di buono luogo costoro si sono resoluti, quando risponderanno, rispondere nell' infrascritta sentenza; il che mi è parso conferire con il legato e con questo regio. Costoro adunche si sono resoluti rispondere che molto è dispiaciuto loro che i Colonnesi in alcuna parte abbino mancato dallo officio di buoni e di obbedienti figliuoli verso Santa Chiesa e Sua Beatitudine, e questo atto fatto ultimamente di Ostia molto detesteranno. E commenderanno la Santità del Papa, che sia in proposito volere ricuperare Ostia e ridurli a obbedienza. E, intendendo a detto effetto le preparazioni di Sua Beatitudine e della Maestà del Re Alfonso, veggono che Sua Santità lo può fare facilmente, sanza il presidio delle genti loro, il quale si dovranno al presente non potere somministrare con quella prontezza e liberalità sono soliti per tutti i tempi per l'onore e dignità di Santa Chiesa; e qui faranno menzione di quello feciono già per Papa Alessandro IV contro allo Imperatore. Con ciò sia si truovino propinqui allo Stato loro due eserciti potentissimi, e per questo non veggono come, con si-*

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

curtà dello Stato loro, si potessino cavare di casa quelle poche genti e forze si truovano.

E soggiungeranno che, quando bene potessino porgere a Sua Santità gli aiuti ne richiede, secondo il giudicio loro, il farlo in questa condizione di tempi non sarebbe punto a proposito di quello si desidera. Onde ancora per questo conto pregheranno Sua Santità resti bene contenta loro non si dichiarino altrimenti; perchè, oltre al non potere per la ragione soprascritta, veggono chiaramente non farebbeno il beneficio di Sua Santità, nè di Italia tutta.

Come *etiam* scrivo all' Officio, M. *d'Argenton* debbe venire qui fra due giorni. Sapendo la buona amicizia aveva con la buona memoria di vostro padre, e tiene con voi, ho fatto pensiero, il dì di poi sarà arrivato, per cerimonia andarlo a visitare. Intendo questo di Milano e di Ferrara gli anderanno in contro parecchie miglia. Io solo lo visiterò come di sopra. Se più oltre vi occorre io debbi fare più una cosa che una altra avvisatemene. Di assai buon luogo ritraggo che (l'*Argenton*) esporrà a questa *Signoria che, avendo notizia la Cristianissima Maestà del suo Re che si è divulgato che Sua Maestà è venuta in Italia per sovverterla e farsela suddita, e a Santa Chiesa torre la sua libertà, lo manda a fare intendere a questa Signoria, e a darle ogni fede, che, dal regno di Napoli in fuora, il quale, come altre volte le ha fatto intendere, è suo* de jure, *non è venuto con pensieri di nuocere a persona, nè di occupare solo un palmo di terreno di quello d'altri; ancora che i portamenti del Papa e de' Signori nostri verso Sua Maestà sieno di natura da dovere pervertere questa sua buona disposizione.*

Lo ambasciadore di Milano ha usato di dire, innanzi passino XV *giorni, si intenderà una cosa di grande momento; quello sia o che possa essere, per me non so conghietturare. Voi dovrete farne migliore giudicio.*

XII.

PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 6 octobre 1494.

Sommaire. — Communication secrète de M. d'Argenton. La majorité du conseil est d'avis que Charles VIII passe l'hiver en Provence. Saint-Malo et Beaucaire sont les seuls qui persistent à l'engager à marcher en avant. Le prompt envoi d'un légat du Saint-Siége auprès du roi de France pourrait amener une solution pacifique. Pierre de Médicis, grâce à cette confidence, est en mesure de rendre le calme à l'Italie [1].

Per la presente mi occorre farvi sapere come monsignore *d'Argenton* mandò iermattina a me il suo secretario a fare scusa, che, se non mandava per me, procedeva dallo avere continuamente alle spalle lo ambasciadore di Milano; ma che quello vorrebbe dire scriverebbe. Io ringraziai convenientemente, commendai il rispetto aveva, e dissi che, se ancora io mancavo dal far quello che si richiedeva alla osservanza e devozione della Città e vostra verso il Re, e amore e fede della Città e vostra verso sua eccellenza, procedeva dal non volere dare ombra e sospetto ad altri, sanza fare alcuno acquisto; e, in questo punto, mi ha mandato a dire, per detto suo, la causa per cui io spaccio il presente fante, con ordine sia costì mercoledì prossimo a' ore xx, che saremo alli viii del presente. Che ha lettere dalla corte, per le quali è avviso che il Re con molte delle sue genti era confortato dalla maggior parte dei suoi tornarsene a vernare in Provenza, e che *Saint-Malo* e *Beaucaire*, come per altra vi scrissi esso *d'Argenton* avermi detto, sono tutti soli che lo tengono fermo; e, intendendosi quivi che il Papa manda legato

[1] Cette dépêche et les suivantes confirment et développent ce passage des Mémoires de Commines : «J'étois à Venise, où «je sçus ces nouvelles (l'expulsion de Pierre «de Médicis), qui bien me desplurent, car «j'avois aimé le père; et, s'il m'eust voulu «croire, il ne lui fust point ainsi mésadvenu. «Car sur l'heure que j'arrivai à Venise, luy «escrivis et luy offris d'appointer, car j'en «avois le pouvoir de bouche du séneschal et «du général, et eust esté content le Roy du «passage, ou, à pis venir, d'avoir Ligorne «(Livourne) entre ses mains, et faire toutes «choses que Pierre eust sceu demander. Mais «il me respondit comme par mocquerie.» (Liv. VII, ch. xv.)

il cardinale di Siena[1], *Saint-Malo* gli scrive che, se detto legato si conferisse presto in Asti, seguirà buono effetto circa pacificare queste cose. Onde mi ha confortato vi scriva costì che detto legato sia sollecitato al venire con quanta più prestezza è possibile; e che, in tal caso io stia di buona voglia, ne succederà ottimo effetto. Io l'ho convenientemente ringraziato e promesso scrivervi volando e così fo. Dello essere e condizione di questo motivo mi rendo certo farete buono giudicio, e ci interporrete quella opera stimerete facci all'onore e proposito della Città e vostro.

Io spaccio questo fante colla prestezza soprascritta, stimando che, se voi fussi il primo in questo, non possiate altro che farne acquisto di onore e grazia appresso ciascuno.

PIERRE DE MÉDICIS À PAOLANTONIO SODERINI.

(*Arch. Med.* cart. av. princip. filza 75.)

Florence, 11 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Pierre se plaint de la fatale inaction des Vénitiens. Sa reconnaissance envers M. d'Argenton. C'est en lui que repose tout son espoir. Il suivra ses conseils. Le légat est prêt à partir. Protestations de dévouement à l'égard de la couronne de France. Nouvelles de Naples et de la Romagne. Les Vénitiens se trompent, s'ils croient que, dans les circonstances présentes, le concours de toute l'Italie ne soit pas nécessaire.

Paolantonio, e' non è occorso da molti dì in quà scrivervi in nome mio, perchè ho sollecitato questi Signori Otto della Pratica al farlo con diligenza circa il darvi avviso delle occorrenze; che a Loro Signorie e a me non aspetta quasi fare altro, perchè in cotesta legazione non vogliono Veneziani si agiti di maggiori cose, e come si richiederebbe a questo pericolo imminente a tutta Italia per questa impresa di Francia; che, quando vedessimo altrimenti stimarsi la cosa, vi terremo meglio

[1] Francesco Piccolomini, archevêque de Sienne, plus tard pape sous le nom de Pie III.

istruito. Pure per non vi lasciare in tanto desiderio di qualche lettera mia, vi dirò per la presente quanto mi accade e preme.

Io ho ricevuto, insino all' ultima che portò il corriere a posta, tutte le lettere vostre; delle quali resto molto satisfatto, e commendo grandemente la diligenza vostra; della quale si trae frutto non piccolo; e, quanto più vi penso, mi piace più l'essere voi di costà, perchè abbiamo inteso assai dell' animo di costà. Così vi conforto a perseverare, e ritraere di tutti luoghi quanto più potete. In particulare desidero sapere la risposta faranno al mandato del Re di Spagna e a M. *d'Argenton,* al quale lo infrascritto capitulo serve per leggerlo alla sua eccellenza.

Io ho inteso con gran satisfazione mia la venuta costì del mio M. *d'Argenton;* della quale presi, insino dal principio che mi fu nota, grandissimo conforto; e veramente la Maestà del Re di Francia non poteva mandare persona più sufficiente, nè più saggia, integra e buona, nè più amica alla nazione nostra; e, trovandovi di costà ancora voi, sperai sempre ne risultassi qualche buono effetto, e avvertimento di sua eccellenza a beneficio della Città nostra.

Quello, che voi mi scrivete per due lettere vostre, ha *supra modum* adempiuto la opinione e fede che io ho nella eccellenza sua, e, avendo inteso lo amorevole ricordo che quella vi ha fatto del mandare con prestezza il legato alla Maestà del suo Re, scrissi subito in oportuna forma ove bisognava, tanto che voi potete accertare la eccellenza sua che, fra IV o VI giorni o manco, partirà il prefato monsignor legato, e se trasferirà a quella Cristianissima Maestà con ogni possibile prestezza, e con tali commissioni, che si intenderà per tutto il mondo non mançare dalla Santità di Nostro Signore perchè si venga a qualche buona composizione.

Quanto aspetta a noi, vi dico che, per quello possa e vaglia la Republica nostra, sempre saremo esposti a fare ogni cosa che torni in onore della Corona di Francia, perchè questo è il naturale instituto nostro, e in spezie della servitù di casa mia; ma i modi servati e le ragioni che voi sapete hanno fatto in altri diversa opinione da quello che è

nella devozione nostra verso la Corona di Francia; ma ho speranza in Dio che, non passerà molto tempo, sarà conosciuta la buona intenzione nostra.

Pregate M. *d'Argenton* che degni operare bene per questa risposta, come ha fatto sempre, di che io ho tanti testimoni che e la Città e io siamo obbligati alla eccellenza sua; con la quale mi rallegro molto che sia venuta in stato tale, che possa essere conosciuta quanto lei vale; perchè io sono certo sarà uno amico della Città, e protettore di quella servitù che mai mancò alla Corona di Francia. Io non so che dire più alla eccellenza sua, se non che me ami come ha fatto sempre, e perseveri nella sua naturale bontà e in bene operare per questa Città; accertandola che, se Dio ne darà mai grazia e occasione tale che possiamo avere luogo alle giustificazioni nostre, con la clemenza di quello Cristianissimo Re, ho speranza che torneremo in quella opinione che siamo stati appresso la Sua Maestà.

In ultimo luogo ringraziate efficacemente la eccellenza sua, pregandola che amorevolmente ne avvertisca, quando gli viene in mente più uno ricordo che un altro; e, quando se ne ritornerà al suo Signore Re, lo priego faccia l' uffizio di buono padrone e signore che io tengo la eccellenza sua, alla quale vi priego mi raccomandiate. E, perchè quella suole desiderare le nuove d'Italia, le direte che la Santità del Papa e Re Alfonso, per ricuperare Ostia, in brevi dì aranno mosse le arme contro i Colonnesi, e, all' intorno e all' assedio delli Stati loro, saranno le genti del Papa e del Re, e la Sua Maestà in persona, con settanta squadre, tre mila cavalli leggieri e cinque mila fanti. Del successo di questa impresa non si può dare giudicio, come è per la varietà degli esiti della guerra, ma potente certo sarà quest' assedio.

Delli eserciti di Romagna dovete intendere a punto; il signor duca di Calabria s' è ridotto in fortissimo alloggiamento, atto per il sito e per le forze della gente d' arme a resistere e difendersi.

Io ho inteso per più lettere vostre la intenzione, *etiam cum decreto,* che è in cotesta Signoria di starsi di mezzo in queste turbolenze; che Dio voglia il partito loro non sia così pericoloso a loro e ad altri, come lo

riputono proficuo! Maravigliomi mòlto che, intra molte altre ragioni che li doverria muovere a risentirsi alquanto, due principalmente non cadino in le loro menti: la prima che, in tanta commozione e sì universale, potria nascere tale ruina e sdrucito, che nè il tempo, nè cotesta potenza risarciria; l'altra che, quando accadessi alcuno tale bisogno a cotesta republica che fussi necessario il soccorso delli altri, mi pare che così pensino poco allo esempio che insegnono ad altri.

Pensavo, Paolantonio, se fussi da andare uno passo innanzi col parlar vostro, o in privato con qualche gentiluomo tale che gli usassi, o con cotesto illustrissimo Principe; ma si vorrebbe farlo nascere a luogo e tempo che stessi bene, e come da voi.

Io consento che la freddezza de' Veneziani nasca dal parere loro che, nella difesa del Re Alfonso, siano fautori assai; e però crederrei fussi bene sputare questo in sentenza, che cotesta Signoria ha da avvertire saviamente di non sperare tanto nelli aiuti che ha il Re Alfonso, che non lascino trascorrere le cose in qualche gran pericolo e irremediabile; perchè, sè in tanto comune male, e a questa ruina manifesta ciascuno non sottomette le spalle sue, qualcuno saria costretto lasciare il peso, e pigliare di quelli partiti che facessi per lui; sicchè lo effetto fussi con modestia mostrare che questo male aria bisogno di maggiore medicina e di universale collegio di fautori. Parendovi da usare questo mio ricordo, me ne rimetto alla prudenza vostra.

Per la via di Milano s' intende ch'el Re di Francia verrà sino a Piacenza per deliberare quivi *quid agendum*. Ingegnatevi di intendere il giudicio se ne fa di costà, e così di ogni altra cosa che vi pare a proposito, e darne notizia.

XIII.

PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 16 octobre 1494.

Sommaire. — Conférences avec M. d'Argenton. Nécessité de députer en toute hâte le légat auprès du

roi de France. Bienveillance de M. et de madame de Bourbon et de la noblesse française pour Florence et pour les Médicis. Détails intéressants sur la mission de Commines et sur le désir qu'il avait exprimé d'être chargé de porter à Florence même des paroles de conciliation. Ses sages conseils. Le Pape est le premier instigateur de l'expédition du Roi en Italie. Ludovic n'a cessé d'exhorter ce prince à persévérer dans ce dessein; il lui promet le concours de Forli et de Bologne; il lui fait espérer que Florence se déclarera pour lui et que le Pape sera entraîné par cet exemple. Les mauvais procédés dont les Florentins ont eu à souffrir sont désapprouvés par la majorité du conseil. Ouvertures importantes faites par M. d'Argenton sur la situation des affaires. Jugement sur la politique présente de Venise.

Ancora io abbi stimato voi con buono giudicio abbiate differito il rispondere a più mie lettere, *tamen* confesso di questa vostra ultima delli XI avere preso conforto e piacere non punto mediocre, sì per intendere quello che sopra ogni altra cosa desidero, e questo è di avervi di qua satisfatto, sì ancora, perchè mi ha aperto la via per la quale ho ad andare per fare quello è a proposito nelle presenti occorrenze; che, per essere stato di qua oramai tre mesi, mi trovavo alquanto ottenebrato.

E, per rispondere a detta vostra quello mi occorre, comincerò da M. *d'Argenton;* il quale mandò ieri a dirmi per uno suo fidato che, benchè lui non avessi da conferirmi di nuovo, *tamen* non potendo lo ambasciadore del signor Lodovico nè altri andare a casa, per essere grosso mare e non potere passare il canale della Giudecca, desidererebbe starsi un poco meco. Essendogli vicino, gli satisfeci, parendomi, per la cagione detta, non potere fare perdita con altri, e acquisto con sua eccellenza. Domandommi molto di voi, e di ogni cosa vostra, e con assai piacere intese del vostro buono essere e buone condizioni in ogni parte, e simile della Città; e così circa a due ore consumamo in ragionamento di cose varie e piacevoli. In sul partire mi disse : « Ambasciadore, io porto tanto amore a Piero e a quella vostra Città, che mi dolgo « non potere continuamente trovarmi con voi; ma bisogna obbedire a « questa condizione del tempo; abbiatemi per escusato. » A che io risposi che il medesimo rispetto tiene sua signoria tiene ancora me, ma basta abbiamo certezza della buona volontà l'uno dell' altro, con proposito di usarla ogni volta che il tempo lo patirà.

Oggi mi è venuto bene sia stato medesimamente il tempo sinistro; onde, avendogli prima mandato a dire che avevo da parlare con sua

signoria ogni volta le pareva il tempo opportuno, mi fece rispondere io andassi subito, e così feci. Dissi avere risposta da voi, circa il ricordo mi mandò a dire io in suo nome vi facessi di sollecitare la venuta del legato, e circa la buona volontà sua mi aveva dichiarato e verso di voi e della Città tutta; lo quale io gli leggerei. Sua signoria udì tutto con attenzione e piacere assai; e, circa la venuta del legato, commendò l'opera fattasi per voi, dicendo era provisione non poteva se non giovare; e[1] *che volessi Iddio tra un mese si fussi fatta; che era facil cosa oggi queste cose si trovassino composte, perchè subito il Re venne in volontà grandissima di tornarsene in Francia, e tutti i suoi, eccetti quelli vi scrissi per altra, ne lo confortavano. Pregommi vi scrivessi non facessi intendere voi avere sollecitato la venuta di detto legato per ricordo di sua signoria, perchè, pervenendo alla notizia della corte, sarebbe disfatto. Quanto alla buona volontà sua verso di voi, e della Città, mi affermò il medesimo, e aggiunse che voi e la Città avete amici assai in Francia, e comunemente tutti gli uomini da bene, e più nobili; e in spezie che le ultime parole che gli disse M.* de Bourbon *e Madama sua furono che loro sapevano che la Maestà del Re di qua ci aveva a servire di lui in più cose, e come persona pratica in Italia, e massime costì lo aveva a udire volentieri e prestargli fede; e però lo pregavano, per quanto potessi, avessi cura che a Firenze non fussi fatta offesa nè nocumento alcuno alla persona nè allo Stato vostro; e in somma mi concluse che di sua signoria voi e la Città viviate con questa fede e sicurtà, che, dove intenda potere giovarvi, l' abbi a fare con quello studio, amore e fede lo faresti voi medesimo.*

Quanto al ricordare se niente gli occorre, mi disse che, qualche dì innanzi sua signoria partissi per qua, vide inclinazione a trattare la pace; per la qual cosa sua signoria li disse che, se era in volontà venire alla pace, mandassi a Firenze sua eccellenza, perchè si confidava indurre voi e la Città, che là ci avessi condizioni onorevoli più che uomo sia di Francia; ma per usare modi duri e aspri simili a' passati, sua eccellenza non ci era buona, nè lo voleva fare. Consentiva bene venire costì per eseguire in principio la com-

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

missione con la quale è venuto al presente cotesto ambasciadore, ma voleva fermarvisi, e, dopo qualche dì, muovere con voi e con la Città questa pratica. E Saint-Malo *indugiò a risolversi infino a mezza notte, e* tandem *deliberò che sua eccellenza venissi qua. Ora sua signoria vi conforta ad avere buona cura alle cose nostre, perchè, se si passa tanto che il tempo si rompa e non si possa fare fazioni, sanza dubio si verrà al trattato della pace, nella quale sua signoria vi conforta a fare ogni dimostrazione e prova, che la Maestà del Re ci abbi più onore e satisfazione potete, ancora con onore vostro e della Città; poichè, in tale caso dove la Maestà del Re si trova forte indignata contro di voi e della Città, parendogli gli leviate la vittoria di mano, se voi l'aiutate, che di questa impresa riesca, come di sopra, con qualche onore e satisfazione, non solo tornerà di buono animo e volontà verso di voi e della Città, come Sua Maestà e tutta la Casa di Francia è stata per il passato, ma reputerà avere con voi e alla Città perpetua obbligazione.*

E vi conforta e prega, per lo amore grande vi porta, operiate costì non si facci altrimenti, perchè per ogni tempo importerebbe troppo a voi e alla Città.

Questo è lo effetto di quanto mi disse circa la venuta del legato e disposizione sua verso di voi e della Città, e quello gli occorreva al presente ricordare, che sono le tre parti si contengono nel capitolo gli lessi della vostra. Fuora di quanto è di sopra scritto, che mi pare degno di vostra notizia, sua signoria, *inter loquendum*, mi disse le cose infrascritte : in prima, che dello essere venuta la Maestà del Re di Francia a questa impresa è principalmente stato cagione il Papa; il quale, poi con suoi brevi e diversi mezzi ebbe mossa Sua Maestà a questa impresa, e fattola scoprire e divulgare per tutto che lo voleva fare, Sua Santità voltò e fece accordo col Re Alfonso; e, non ostante Sua Maestà in su quello raffreddassi, *tamen* il signor Lodovico tenne fermo Sua Maestà e riscaldolla, con promettergli per cosa certissima che Bologna e Forlì sarebbono con lui, e che non prima sarebbe con le gente a' confini nostri che la Città e voi farebbe il medesimo, e *in consequens* il Papa era medesimamente costretto a voltare. *Præterea* i modi duri e aspri servatisi con noi sono stati per consiglio de' primi fautori della

impresa, perchè tutti gli altri erano di parere con noi si dovesse procedere dolcemente, perchè questo era modo più accomodato a tirarci al proposito loro che la paura o la forza, e, se non ci tiravano, erano suffizienti a tenerci neutrali. Che il signor Lodovico e Siniscalco *de Beaucaire* erano in parere che l'armata, la quale, se nel condurla fussi stato servato quello ordine si doveva, era presta e potentissima, si dovessi mandare nel Regno; *Saint-Malo* e il grande Scudiero a Livorno, dicendo che in breve si acquisterebbe quello ricetto, e simile Pietra-Santa e li altri luoghi nostri vicini alla marina, dai quali erano per avere comodità assai allo acquisto del regno.

Poi in ultimo, quanto alle cose attenenti alla impresa, fece questa conclusione : « Se Piero aiuta, come sono certo farà, perchè mi è noto « lui e Firenze sono tutti buoni amici della Maestà del Re, queste cose « dovranno pigliare forma, e in tale caso mi pare vedere seguirà del « signor Lodovico quello tengo per certo, di *Saint-Malo* e delli altri « hanno mosso il Re a questa impresa. » E di *Saint-Malo* disse : « Io sono « certo *Saint-Malo* pagherebbe più di quaranta mila scudi di questa « impresa non si fussi mai fatta parola, e fussi certo conservarsi nello « stato tiene al presente, non che di avere il cappello e delle altre cose. » Quanto alle cose di qua, disse esserci stato mandato sanza speranza di avere a conseguire cosa alcuna da questa Signoria; ma, avendoci il Re tenuto un uomo di poca condizione, gli è parso al presente mandare sua eccellenza per onorarla e fare dimostrazione che la stima; e che, è uno pezzo, non fu chiaro se costoro si vogliono stare neutrali, nè in queste cose travagliarsi; e in effetto trova che di queste cose costoro si ridono, e che privatamente più presto che in publico gli è detto conforti el Re per rispetto del Turco alla pace; ma che costoro non vogliono intervenire al trattarla.

A costoro pare trovarsi in termine che, per difendersi e conservarsi, non debbano avere più bisogno di persona.

Con M. *d'Argenton* non mi parve dovere entrare in cosa alcuna, se non che ringraziai efficacemente della buona disposizione di sua signoria verso la Città e voi. Confortai al perseverare, dandogli fede che

terresti tutto secretissimo, e che, per ogni tempo, voi e la Città ne saresti ricordevoli e grati, e che quello che voi potessi operare in onore e beneficio della Cristianissima Maestà, con dignità della Città, voi siate per farlo con amore, devozione e fede più che uomo che viva; e che la medesima disposizione e volontà la Cristianissima Maestà troverà universalmente nella Città tutta più che in città o popolo abbi nel suo Regno di Francia.

Tenuta insino a' dì XVIII.

E ieri M. *d'Argenton* mi mandò a dire che ha avuto lettere dalla corte, nelle quali è solo degno d'avviso che la Maestà del Re di Francia ieri si doveva trovare a Pavia, e di quivi passare a Piacenza, e di poi a Parma; e è chi dice, ma sua signoria non lo crede, si conferirà in campo. Il che, avendo questa mattina fatto intendere a questa Signoria, mi mandò a dire che essa fece leggere più lettere a sua signoria, per le quali appare che i Turchi avevano fatte certe escursioni.

XIV.

PAOLANTONIO SODERINI À PIERRE DE MÉDICIS.

Venise, 22 octobre 1494.

Sommaire. — Incursion des Turcs en Croatie. Les Vénitiens adjurent le roi de France de faire la paix avec les états chrétiens. — Communications de M. d'Argenton. Discussions dans le conseil de Charles VIII. Marche probable de l'armée française. Destination présumée de la flotte. Avis à Pierre de Médicis de mettre Livourne en bon état de défense. Le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Nouvelles du roi de France venues par la voie de Mantoue. Marche projetée sur Parme et sur Lucques. — Désir du roi de visiter Venise. Longs conseils tenus à ce propos par la Seigneurie. Perplexité des Vénitiens; ils reconnaissent qu'ils se sont abusés. — Dernier avis communiqué par M. d'Argenton. Le Roi se rend à Parme; là il délibèrera pour savoir s'il doit passer par Ferrare et la Romagne, ou par Lucques et la Toscane, afin de châtier Pierre de Médicis.

Per[1] *questa mi occore significare come, domenica mattina, che fummo*

[1] Toute cette dépêche est en chiffres dans le manuscrit.

a' XIX, avanti il levare del monsignore d'Argenton, *mi mandò a dire per quello suo usato che io gli mandassi il mio cancelliere; al quale in prima disse che, avendogli i Veneziani fatta la soprascritta participazione* [1], *e incaricatolo ne dessi avviso al Re, e confortasselo al pensare qualche modo di pacificare i Cristiani e fare contro a' Turchi, ricordò communicassino il medesimo allo ambasciadore del signor Lodovico, lo confortassino a scrivere al signor Lodovico nella soprascritta sentenza, e scrivessino ancora all' ambasciadore loro che è appresso il Re, e il signor Lodovico facessi in loro nome la medesima opera.*

Item, *che qui è venuto, per andare a Santo Antonio da Padova, uno sta col camarlingo, e tutta volta è in camera del Re; e riferiscegli che per la passata del Re più innanzi era stata grande controversia fra i primi fautori della impresa, che l' hanno consigliata e persuasa, e tutti gli altri primi appresso il Re, detestando che il Re, quale è di fiebole natura e complessione, e in questi tempi, lo mettino in cose altrui a pericolo della vita e a discrezione di ogni cosa; che il Re voleva partire a' XV giorni per a Piacenza, poi a Parma, di quivi in campo a Ferrara; che l'armata delle navi è partita da Genova con quattro mila uomini, per la più parte Genovesi, con pensiero di andare a Livorno, e alcune di dette navi ad Ostia per porvi gente, vettovaglie e artiglierie; e che in su questa armata non è voluto andare il Vincula, ma è voluto restare per tenere il Re con li altri fermo in su la impresa, ma ne è capo il grande scudiero; e seco ha menato il fratello di sua eccellenza, di che mostrò dispiacere. E molto lo domandò come era fortificato Livorno e provisto di gente e artiglierie e li altri luoghi nostri alle marine e vicini alle marine; e, rispondendogli che erono in modo provisti se ne poteva stare con l'animo sicuro, mostrò avere inteso il contrario; e qui confortò molto io vi scrivessi che voi facesti ogni opportuna provisione, perchè non sia occupato alcuno luogo nostro; che, se si regge questo punto tanto che il tempo non patisca si stia di fuora a la campagna, si può sperare qualche buona composizione. Il cancelliere lo ringraziò e gli disse che io vi avevo significato il ragionamento avuto con sua eccellenza, e i ricordi ne fece; e, perchè voi e la Città conoscessi più la sua buona voluntà, vi scriverrei tutto quello gli aveva detto.*

[1] La nouvelle des incursions des Turcs dans la Croatie.

Qui è venuto di nuovo uno mandato dal marchese di Mantova, il quale è stato in Asti, e a questa Signoria, per ordine del suo signore, ha comunicato come di certo il Re di Francia ha in Italia venti otto mila combattenti, e che, nel parlare questo mandato con quellá Maestà a cammino da Vigevano a Pavia, gli disse che aveva permissione, con giuramento da questa Signoria, che lei non gli farebbe contro; di che, dice questo mandato, costoro si risentirono e lo negarono, e che il Re fa pensiero da Parma scendere con molta gente, capo Monsignor de Montpensier, *a Lucca per offendere noi, e gli mostrò avere facultà di darci nel cuore.*

Ulterius, *mi occore farvi sapere come costoro, fa più giorni, sono stati di animo eleggere e mandare due ambasciadori al Re de' primi loro di autorità in questo loro governo; e davano fama, perchè intervenissino col legato al trattare lo accordo; ma lo effetto era per onorare il Re di Francia, come il Re ha onorato costoro col mandarci monsignore* d'Argenton. *Ma, avendo scritto il loro ambasciadore che il Re gli ha detto che vuole venire qui, per vedere questa città e le principali città dello Stato loro in terra ferma, costoro, già più continuati dì, hanno il consiglio de' Pregai, e di buon luogo ritraggo sono in grande agitazione se debbono eleggere e mandare detti ambasciadori, e se questa venuta debbano accettare; considerando che, se il Re viene, sono astretti a fare almeno una spesa di trenta mila ducati per onorarlo, la quale non vorrebbono; e che noi altri abbiamo a reputare che detti ambasciadori sieno stati mandati per invitare il Re a venire, e* per consequens *insospettirne; e stimano che il signor Lodovico abbi mosso il Re a Lucca venire per farsi reputazione, e fuggire lui il carico e la spesa di averlo a tenere parte di questo verno.* Præterea, *vedendo costoro venire il Re innanzi con più forze, con più ordine e con più animo, dove insino ad ora hanno stimato queste cose a beneficio, e che non ci possino correre pericoli nè riceverci danno alcuno, sono entrati, da qualche dì in qua, in grande sospettō, nè sanno di chi si fidare, nè che fare, nè che dire; e costui che mi parla afferma che, se in costòro nelle potenze di Italia è alcuna fede, l' hanno in noi.*

Nel Polesine di Rovigo, ier notte, mandorno assai munizioni, e di continuo vi mandano fanti. Sono in sentenza non volere loro maneggiare lo accordo, perchè non pare loro potere trattare e proporre le condizioni di esso, senza

riuscirne con male grado e mala grazia delle parti, e temono che poi ad uno tratto non si venga a uno accordo e a odii e rancori, e nelle volontà contratte non si vagliano contra di loro. In ogni parte starò attento.

Ieri scrissi quanto di sopra.

Di poi iersera, circa le tre ore, d'Argenton *mi mandò a dire che, avendo avute lettere della corte, desiderava essere meco, e, perchè aveva a mensa il nominato di sopra, non poteva prima che alle sei ore.*

In sul dì, mi mandò a dire che io gli mandassi il mio cancelliere; il che avendo fatto, gli fece intendere che aveva avute lettere del Re, da Saint-Malo, *per le quali,* inter cetera, *è avvisato che Sua Maestà si troverebbe a Piacenza, e quivi delibererebbe se volessi andare nel campo di Romagna, o nel campo contro a noi; e, per uno uomo gli manderebbe a posta, gli significherebbe la deliberazione in questa parte Sua Maestà avessi fatta; e che spera in breve che voi, quale ogni dì più vi scoprite, e fate operazioni di inimicizia contra Sua Maestà con alcuni altri Alfonsini, conoscerete averne fatto grande mancamento; e che cotesta Città, la quale sa che è buona amica a Sua Maestà, sarà con lei allo acquisto del suo regno di Napoli. E delle navi ordinate a . . . . . . anderanno ad Ostia, per fare lo effetto dico di sopra; le altre verranno alla Spezzia, e quivi porranno gente assai, artiglierie e vettovaglie. Onde* iterum *vi conforta e prega a fare ogni forza, per qualche tempo non si facci successo contra noi, nè acquisto di alcuno luogo nostro, e che spera tutto abbia una buona cura a voi. Il che facendo sua eccellenza spera che queste cose piglieranno un qualche buono sesto.*

Ulterius, *che stamani sarebbe a questa Signoria, e la ringrazierebbe, per parte del Re, dell' onore ha fatto a sua eccellenza e della sua buona voluntà verso il Re. In effetto, con costoro disse non ha a fare cosa di sostanza.*

V. — RELATIONS AVEC MILAN.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

I. — AGNOLO NICCOLINI.

Nota. — Agnolo Niccolini était ambassadeur à Milan en 1492. Sa notice biographique se trouve en tête des relations de la République avec Naples.

II. — PIERO ALAMANNI.

Piero Alamanni est à Milan en 1494. Sa notice biographique se trouve en tête des relations de la République avec Naples.

III. — GIOVANBATISTA RIDOLFI.

Giovanbatista Ridolfi vient à Milan, en qualité d'ambassadeur, dans le courant de septembre 1494. Sa notice biographique est en tête des relations de la République avec Venise.

I.

AGNOLO NICCOLINI, AMBASSADEUR DE FLORENCE À MILAN,
À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. av. princip. filza 74.)

Vigevano-Milan, 4-5-7 mai 1492.

FRAGMENTS DES TROIS PREMIÈRES DÉPÊCHES.

Sommaire. — Bon vouloir de Ludovic le More pour Pierre de Médicis. Son animosité contre le roi de Naples.

4 et 5 mai.

. . . .

Il Signor Lodovico fece un lungo discorso in questi effetti, che molto volentieri intendeva che tu abbi deliberato comunicare con lui

tutte le cose, approvando essere uffizio di veri amici; e che, col consiglio e aiuto, vivamente mostrerà l'affezione ti porta; e che lui seguirà teco, come avea deliberato di fare con tuo padre, in comunicarti ogni occorenza liberamente, a che io ne sarò buon testimonio. Soggiungendo non volere accettare da te solo la fede e la taciturnità sanza il consiglio, sì per sapere della prudenza tua, sì *etiam* perchè, seguitando nelle vestigie di tuo padre nel conferire con li amici, spera potersi valere del consiglio; e che lui, per satisfare al debito della vera amicizia, non si asterrà mai di farti intendere il parere suo sanza rispetto alcuno; e, quando gli paressi che tu uscissi della via, ardirebbe fartene avvertito liberamente; e che sa che, se tu e lui andrete bene uniti insieme, come spera, voi siete di qualità che il Papa farà carezze e piaceri a l'uno e l'altro; e mostrò sempre volere preservare la vera amicizia.

Hannomi visitato l'oratore di Ferrara, e quello di Monferrato, e il cancelliere del Bentivoglio, e per ultimo, il Rapuglia[1], il quale mi fece questa conclusione : essere tra il Re e il signor Lodovico le cose al cielo; che, ogni dì e ogni ora, gli dava alle garrette in ogni cosa; e che mi voleva dar notizia della natura del signor Lodovico. . . . .

Il signor Lodovico, quando mi rispose per il Duca[2], e poi per se, sempre replicò che, benchè abbi parentadi e altre amicizie, non si ha nissuna stimi quanto la nostra, e che la giudichi più ferma.

Io trovo continuo, per ogni riscontro, ch' el signor Lodovico e più caldo e più affezionato verso la Città, e di te in particulare, che fussi mai. . . . .

Milan, 7 mai.

. . . .

Rapuglia fu ieri meco per lo spazio di due ore; entrando in vari ragionamenti e in molti discorsi, mi disse il signor Lodovico non potere essere peggio disposto sia verso il Re e il Duca[3]; e che le migliori parole

[1] Ambassadeur de Naples à Milan. — [2] Le jeune duc Jean Galéas Sforza, au nom duquel Ludovic, son oncle, gouvernait le Milanais. — [3] Alfonse, duc de Calabre, fils du roi de Naples Ferdinand.

che usa sono quelle di traditori e molte altre. Domandandolo qual era la cagione di tanta indisposizione, dice è per le cose gli sono state referite della Duchessa[1], e dubbio ha il Re non gli vogli levare questo governo, e che ogni dì è messo legno sul fuoco, e referito cose che lo accendono più; e che molto si duole che il Re aveva promesso non fare accordo col Papa[2] sanza lui, e l'ha tradito; e che, benchè sia cosa propria del Re, lui s'era inimicato ad instanza del Re col Papa; ora il Re s'è riconciliato, e lasciato lui nella inimicizia.

Disse cosa mi pare dirtela, che il Re non era per dare alterazione a questo Stato, ma sopportare il signor Lodovico, per rispetto delle cose sue, quali vede in manifesto pericolo..... Dissemi fondamento del signor Lodovico esser tutto su Veneziani, e che tra loro fu fatta lega e intelligenza segreta; e che ha di luoghi certi che con loro comunica ogni sua occorenza, e con loro consulta, e che li onora e deferisce *supra modum.* Aggiungendo che, partendosi esso Rapuglia di castello con Trotto, mostrò gran dolore; Trotto lo stimolò di volere intendere. Dissegli : « Questo signor Lodovico vuole più presto essere suddito a' « Veneziani, che compagno al Re! E par cosa incredibile. » Trotto lo ridisse al signor Lodovico, e gli rispose : « I modi del Re mi costrin- « gono a questo. » E, discorrendo, mi disse la natura del signor Lodovico; e, infra le altre cose, come era molto presto; e che era da dubitare non incorressi un dì in qualche luogo onde non si potessi ritrare, e pregommi, per parte del Re, dovessi usare diligenza in mitigare e estinguere questa mala disposizione, perchè era pericolosa a tutta Italia. Mostrai volerci fare ogni opera, quale giudicassi fussi a beneficio comune, e a giustificazione di Sua Maestà; ma, non avendo pratico il signor Lodovico, nè essendomi nota sua natura, arei caro intendere quello occorressi. Dipinsemi la natura del signor Lodovico, confortandomi molto dolcemente a procedere e con destrezza, e *in primis* a mostrare di essere tutto Sforzesco, la Città e tutti fermi all'amicizia sua, tanto pigli fede totalmente con sua eccellenza, nè dimostrare

[1] Isabelle de Naples, fille d'Alfonse, duc de Calabre, mariée à Jean Galéas Sforza, et, par conséquent, duchesse de Milan. — [2] Innocent VIII.

verso il Re cosa alcuna, che sarebbe tormi fede e impedire molti buoni effetti, quali spera dovranno seguire. In queste cose del Re credo sia bene stare a udire, e generalmente mostrare desideriamo la unione della lega.

. . . .

Io trovo, per tutte le vie e in tutti i luoghi, il signor Lodovico dimostrare volersi fermare nella amicizia vostra, e teco in particulare; e ho stamani da uno amico del Trotto, che, vedendo fare dimostrazione più assai che l'ordinario nella venuta mia, Trotto ricordò al signor Lodovico se avea pensato queste tante dimostrazioni che effetto potessino partorire, e far forse aombrare i Veneziani. Il signor Lodovico rispose che, chi lo vuol consigliar bene, è mantenersi in vera amicizia con voi; e così è deliberato, e intrattenere i Veneziani. Questo gli ha detto il Trotto. Io oggi lo vedrò, e, se nulla ritrarrò, te ne darò notizia . . . . .

Il signor Lodovico ci aveva mandato a dire desiderava fussimo a Vigevano domattina; questa mattina ci ha fatto significare che, non occorendo altro, basta siamo venerdì a Pavia.

II.

AGNOLO NICCOLINI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 74.)

Pavie, 12 mai 1492.

Sommaire. — Audience de Ludovic. Griefs du Pape contre lui. Justification de Ludovic sur tous les points. Le Pape exhortait le roi de France à s'emparer de Gênes, au préjudice des Sforza. Ce n'est pas le seul reproche que Ludovic ait à adresser lui-même au Saint-Siége; c'est lui qui pourrait se porter accusateur. Mauvais propos dirigés à Rome contre Ludovic par les gens du roi de Naples, propos qui semblent prouvés, malgré les dénégations de l'ambassadeur. Rare talent de discussion.

Scrissiti a dì viii. Di poi, secondo l'ordine del signor Lodovico, mi trasferii ad Pavia, e circa xxi ore la eccellenza del signor Lodovico mi dette audienza, mandando fuora tutti, eccetto M. Galeazzo[1]

[1] Galéas de San-Severino jouissait de la plus haute faveur auprès de Ludovic. Nous avons signalé son passage à la cour de France.

con due cancellieri. Oltre alle parole generali, sua eccellenza mi disse che, per essere combustione di luna il dì, non gli pareva entrassimo altrimenti in trattar cosa alcuna, ma solo darmi notizia, acciò potessi ragguagliarti delle cose occorse e dell' animo suo col Pontefice. Narrò il Pontefice querelarsi di sua eccellenza perchè lui ha fatto uno editto che nessuno possa impetrare beneficii sanza licenza, imponendo pena a lui e a' congiunti. Ancora che il dì di Nostra Donna di Marzo, vedendo le chiavi appicate in duomo, le fece spiccare. Querelasi che ha detto che Sua Santità morrà fra sei mesi. Querelasi che, mandando il Pontefice uno suo nunzio, cioè M. Raimondo da Soncino, alla Maestà del Re di Francia, con certe istruzioni, le quali in vero erano pertinenti allo Stato di questo Signore, e contro quello, essendo per grazia di Dio venuto a sua notizia, è venuto a significare e scoprire il tutto a sua eccellenza. Il Papa ha chiesto di averlo nelle mani, e richiesto sua eccellenza glielo dia con instanza; non volendo il signor Lodovico consentire di darlo nelle mani al Pontefice, se ne duole. Questo è in effetto le querele quali fa Sua Santità di Nostro Signore di sua eccellenza; e, perchè tu intenda e sappi le sue giustificazioni e la sua buona disposizione, dice essere in proposito di volere essere buon figliuolo di Santa Chiesa e di Sua Beatitudine, e essere parato in onore di quella Santa Sede e della Santità Sua fare ogni cosa, con molte grate parole, ecc.

E, quanto allo editto de' benefici, dice non essere cosa nuova, nè inusitata, ma antiquissimo editto fatto per qualunque de' predecessori in questo Stato; solo averlo rinnovato sanza altra publicazione, seguitando quello trovava da tutti osservato; nientedimeno essere parato e disposto consentire ci si pigli quella buona forma, ecc. E, se Sua Santità ci mandassi uno vedrebbe, rimarrebbe satisfatta, eziandio di tali benefici non piace a lui.

Le chiavi; perchè erano sottosopra, e erano cose vecchie, quali non ornavano la chiesa, le fece levare, non per irreverenza, o per altra sinistra cagione, come vede essere stato interpretato; e che la stimazióne ne fa Sua Santità dubita più presto non proceda da sinistre e

passionate relazioni, ecc. ma che è suto sempre in disposizione di essere buon figliuolo, e procedere con ogni reverenza verso quella Santa Sede e Sua Beatitudine, come si conviene a qualunche principe cristiano.

Di M. Raymondo; dice che, innanzi sua partita di Roma, aveva notizia e della andata e della commissione sinistra contro questo Stato; e che pensò di farlo detenere quando passò in là; giudicò poi fussi più utile aspettare la tornata, per potere intendere perfettamente dove fussino resolute le cose. Nè questo gli pare reprensibile, trattandosi tra Stato e Stato, e cercandosi tanta offenzione contra questo Stato; e essere giusto per ogni via cercare di difendersi. Come piacque al Signore Dio, costui è venuto qui, e ha datogli notizia del tutto, e datogli in mano la instruzione, *sub sigillo Piscatoris;* la quale sua eccellenza mi fece vedere, e porre in mia mano, e leggere. In effetto contiene, oltre le commissioni date a bocca, che persuada alla Critianissima Maestà venire alla impresa di Genova, per la fede quale sempre quella città ha avuto in lei, e per liberare una città sua devota da tale iniqua servitù, e per essere tale città a ogni proposito di Sua Maestà; allargandosi qui, e soggiungendo in carico del governo del signor Lodovico pungenti parole, delle quali disse avea dato notizia a Lorenzo[1], e, dopo la morte sua, a te. E, benchè il Papa avendole intese da te, negassi, e lui abbi la facilità al provare, mai ne ha voluto far querela alcuna per reverenza porta al Sommo Pontefice, nè vuole. Ma, quanto al dare nelle mani M. Raymondo al Pontefice, avendo ricevuto beneficio da lui, e di tal natura, gli parrebbe meritamente riceverne grandissima calunnia e carico, nè mai consentirebbe il darlo; ben sarà contento, e così dice avere scritto ad Ascanio, che lo manderà via del territorio suo; e così dice ti facci intendere essere disposto.

Della morte del Papa; affermò non avere mai parlato; e, benchè sappi che la Santità Sua abbi detto di lui che morrà presto, non se ne duole, rimettendo la vita e morte nella voluntà di Dio.

[1] Laurent le Magnifique.

Soggiunse che, per darti notizia del tutto, voleva intendessi che la eccellenza del duca di Ferrara aveva di sua commissione fatto intendere la sua buona e perfetta disposizione verso il pontefice alla Santità Sua, e che voleva udissi leggere una lettera di Stefano Taverna: e così la fè leggere. Narrava il Taverna il duca, con accomodate parole, avere condolutosi col pontefice della indisposizione quale mostrava verso la eccellenza del signor Lodovico, e gli significava intendere ch'el signor Lodovico l' ha per buono padre, e desidera essere ricevuto da lui per buono figliuolo, e che questa indisposizione poteva venire o dalla Maestà del Re, il quale si persuade essere a suo proposito mantenere e aumentare questa mala disposizione, o veramente da sè medesimo, per qualche sinistra impressione; e che certamente non era cosa conveniente ad uno pontefice, nè onorevole o di frutto alcuno a Sua Santità. Pregava quella, essendo parato il signor Lodovico, e desiderando essere suo buono figliuolo, che lo volessi ricevere. Rispose la Santità Sua al duca, dolendosi di non avere osservatogli il signor Lodovico mai cosa alcuna, quale gli avessi promesso, e massime in dargli cinquecento uomini d' arme in suo favore contro il Re, e essendo venuto il caso di avere bisogno di tale promessa, nelle cose d'Ascoli; onde essere stato costretto per questa ragione a fare l'accordo col Re. Dolsesi de' beneficii ecclesiastici e delle altre cose dette di sopra. Letta la lettera, il signor Lodovico replicò. E circa questo dello obbligo, disse essere obbligato quando Re assaltassi la Chiesa, non quando il Papa facessi una impresa da sè, sanza participazione o consulta. All' altre parti di sopra era sufficientemente risposto. E che io ti facessi intendere il tutto, e certificassi della sua ottima disposizione e desiderio di riunirsi col pontefice; e essere parato levar via ogni occasione, e con ogni modo a lui possibile la sinistra impressione fatta dal pontefice, e aver voluto comunicare tutto il successo, perchè possi pensare e modi co' quali si levi quella indisposizione; e per lui puoi promettere quanto di sopra ti ho detto. Questo mi pare che fussi lo effetto, con molto savie e eleganti parole, dettomi da sua eccellenza.

Io gli replicai, ringraziandolo della amorevole e liberale participa-

zione; e che a te darei notizia di tutto; e certificavo sua eccellenza ne useresti ogni diligenzia, perchè conoscevi e giudicavi essere a tuo proposito quanto più di bene fussi in sua eccellenza, avendo proposto essere medesima cosa con lei, e perseverare nella sua servitù.

Io ho poi parlato col Trotto, e rittraggo il signor Lodovico desiderrebbe molto che fussi operatore col pontefice ci mandassi uno suo mandatario sotto colore de' beneficii; e che sarà disposto a satisfargli; esamina che credo sia molto a proposito fare ogni dimostrazione di stimare assai le cose sue, e usarci diligenza, come per tua prudenza intendi.

Sua eccellenza di poi mi disse : « Ambasciadore, io voglio che tu oda « il Rapuglia, — che fece intendere era di là; — e, acciò sappi, e mi « stimolano e vogliono pure ch'io lievi Stefano Taverna da Roma, tu « intenderai come é si portano verso di me. » Entrato dentro il Rapuglia, « gli disse : Rapuglia, avetemi voi detto avere da lettere che monsignore, « mio fratello, non s'è portato bene in queste cose dello accordo fra il « Papa e la Sua Maestà. » Disse non avere detto avere niente dal Re, ma avere inteso da altri, quali erano in questa opinione. Interruppono nel parlare l'uno l'altro, in su star fermo non l'avere detto, e colui in su quello replicò. E'l signor Lodovico chiamò il cancelliere, e fece leggere una lettera di Ascanio, in una parte che cominciava : *Perchè*. . . . . e conteneva molte querele degli uomini regii in Roma.

Il Rapuglia rispose potere procedere da quella sinistra opinione fatta di sua signoria reverendissima, che certificava sua eccellenza essere totalmente contra la voluntà della Maestà del Re e del signor duca di Calabria. E'l signor Lodovico rispose che credeva certamente fussi contra la volontà del Re; che non erano convenienti dimostrazioni per le ragioni ecc. e che lui, avendo inteso il Taverna non si diportar bene, e avere sparlato contro la Maestà del Re, l'avea fatto riprendere acremente da monsignore Ascanio, e che voleva intendessi quello rispondeva; e fece leggere la lettera responsiva del Taverna; nella quale narrava la riprensione datagli, come di sopra, e affermava mai essere stato vero che lui contra la Maestà Regia avessi parlato o pensato cosa alcuna, nè lo fa-

rebbe, conoscendo essere contra la voluntà de' suoi signori. Vero è che, intendendo che questi uomini regii sparlavono molto di sua eccellenza publicamente, e che in banchi si diceva che il Papa, Re e Fiorentini si erano uniti a deponerlo di questo governo, e molte cose delle ingiustizie e del suo mal governo, lui essendo fedele servitore, sentendo maculare l'onore di sua eccellenza, per satisfare allo obbligo suo, aveva publicamente testificato la stabilità e fermezza di questo Stato e governo, la gran ricchezza e opulenza, la giustizia e bontà di sua eccellenza, quale si amministrava indifferentemente, e la fatica la quale pigliava per farla amministrare; e, essendo punto, potrebbe in qualche parola essere strascorso per molti mali portamenti delli uomini regii; e che, insino non arà altra commissione, procederà come per il passato.

E 'l Rapuglia volle escusare non essere vero gli uomini regii sparlassino di sua eccellenza, ecc. Disse sua eccellenza averne chiara notizia, e che Jacopo Pontano a uno desinare a tavola, dove era uno cardinale, aveva parlato di questi medesimi effetti. E 'l Rapuglia disse il parlare di Jacopo non essere stato a malignare, e male interpretato, come dissi questa mattina. E'l signore disse: « Tu vuoi che quelli non dichino, e « questi altri interpretino. Io ho questa medesima notizia da Genova. » E 'l Rapuglia, mostrando non potere uscire da Genova da uomo del Re se non da lui, e che era parato stare ad ogni cimento, sua eccellenza disse: « Tu non se', ch'io te l'arei detto; ma fu il capitano della armata. » Parvemi che lo nominassi Franzino Pastore. E'l Rapuglia si riscaldò, asseverando non potere essere vero, e che da ora sua eccellenza volessi ricercare; e che era certo che la Maestà del Re farebbe prendere Franzino e tutti gli altri suoi uomini, e manderebbegliene qua, acciò che sua eccellenza potessi ritrovare il vero; e che ne farebbe ogni gran dimostrazione, se trovassi fussi stato mai sparlato, perchè era contra la voluntà del Re. E 'l signor Lodovico replicò, volgendosi a me: « Signore « ambasciadore, costoro non vogliono che gli uomini regii abbino spar« lato, e io ne ho la notizia e da Roma e da Genova, e più di Francia, « e innanzi l'andata là di quelli oratori nostri e poi, e che non voleva la

«Regia Maestà ne mandassi qua nessuno a giustificare.» E'l Rapuglia instando che li manderebbe, disse che, se venissino, arebbe loro onore, come a' uomini della Maestà del Re; e qui, con molte savie e accomodate parole, mostrò essere certo non era di voluntà nè secondo la mente della Maestà del Re, perchè non gli aveva mai dato causa di avere malo animo verso di lui, ma sempre lo avea beneficato, ecc. e conosceva queste non essere se non parole di niuno frutto, ma dolevasi cordialmente per la reputazione perdeva la serenissima lega, e che, dal canto suo, era in proposito provedere; e comanderebbe al suo ambasciadore che, occorendo di simili casi, che fussi dato carico a sua eccellenza lo giustificassi, ma sempre con modestia e temperanza; e che onorassi e regii oratori, e suoi uomini come è conveniente alla congiunzione e amicizia loro.

E'l Rapuglia commendò, certificando che la Maestà del Re provederebbe dalla parte sua; e in questi effetti feciono queste discettazioni in mia presenza. Alle quali dispute non mi parve fussi acquisto alcuno il parlar mio. Però stetti a udire continuamente l'uno e l'altro. E'l signor (Lodovico) sempre parlò con molta modestia e temperanza, senza dimostrare alterazione alcuna.

III.

AGNOLO NICCOLINI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 74.)

Pavie, 16-22 mai 1492.

Sommaire. — Ludovic apprend que le roi de Naples a secrètement fait solliciter le roi de France de le dépouiller de l'autorité qu'il exerce à Milan. On le prévient en outre de se tenir en garde contre le fer et contre le poison. Alliance conclue entre Charles VIII et Ludovic. Difficulté extrême qu'éprouve l'ambassadeur pour négocier, selon le désir de Pierre de Médicis, un rapprochement entre Milan et Naples.

Sua eccellenza conforta al parlar largo e conferire ogni cosa.

Questa mattina mi comunicò lettere di Francia, dal conte di Cajazzo[1], le quali contenevano avere da M. *de Myolans*[2] come il Re di Napoli avea mandato un suo, fingendo dimandare per cani in Francia, e datogli commissione persuadessi al Cristianissimo Re di pigliare l' impresa di levare dal governo di questo Stato sua eccellenza, mostrando essere molto facile, e esservi più vie; e, benchè facessi sua diligenza, fu rigetto. Pargli avessi nome Antonio, se ben mi ricorda. Dicegli ancora in quelle lettere ritrarre dal medesimo ch' egli è bene che sua eccellenza s' abbi buono riguardo della persona, e guardisi e da ferro e da veleno, e che queste medesime sentenze ritrasse da tre altri o quatro di quelli primi, che sono di contraria parte a *Myolans;* benchè questa ultima parte con parole più coperte fussi detta da questi altri. Queste lettere mi fè mostrare dal M. Galeazzo, il quale non ti potrei dire, entrando in molti discorsi, quanta affezione porta e alla Città e a te. Fecemi sua eccellenza molti altri discorsi savi, e tutti dimostrano essere totalmente disposto a indissolubile amicizia teco e con la Città.

Nel copiare, si lasciò indietro che nella lettera dal conte Cajazzo si conteneva come, essendo fatta la lega tra il Re di Francia e il signor Lodovico, come governatore dello Stato, avendo mosso il conte che si aggiugnessi la persona del signor Lodovico in suo nome proprio, Sua Maestà l' ha consentito, e obbligatosi alla eccellenza del signor Lodovico e conservazione nel governo di questo Stato. Commissemi me ne congratulassi teco.

Io veggo per ogni tua lettera quanto desideri si posino le cose tra 'l Re e il signor Lodovico. Io, sapendo la voluntà tua e quella della Città, e quanto si desidera la unione della Serenissima Lega, quello che m' è parso poterli fare di bene, l' ho fatto affezionatamente; ma, come vedo, questa materia non si può nè sollicitare nè entrarvi, se non con destrezza grande, che altrimenti non si farebbe frutto alcuno al Re, e anderebbesi a pericolo di perdere quello poco di fede avete in questo principe, e dargli ragione di ristrignersi più

[1] Le comte de Cajazzo était un des fils de Roberto de San-Severino. Ainsi que son frère Galéas, il jouissait de toute la faveur de Ludovic. — [2] Un des chambellans de Charles VIII.

co' Veneziani. E, mostrandomi questi pericoli il Rapuglia, che è qui pel Re, e è uno savio uomo, e consultato insieme, molto mi ha confortato a mostrarci totalmente uniti con questo principe. Io seguiterò a comunicare con sua magnificenza, osservando quei modi crederemo abbino a produrre migliori effetti.

IV.

AGNOLO NICCOLINI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 79.)

Pavie, 24 mai 1492.

Sommaire. — Conduite politique de Ludovic le More. Les Vénitiens. La France. Les Florentins. La maladie du Pape.

Solo ebbi a dì xxi una degli Otto, dove si conteneva la esposizione degli ambasciadori Veneziani fatta a' nostri Signori. Pensai fussi occazione d' intendere qualche cosa dell' animo suo in questa materia; però gli comunicai, leggendogli il capitolo appunto. Lui mostrò molto risentimento e rallegrarsene. Levandosi da sedere, che eravamo a una finestra, dicendomi : « Ambasciadore, non mi si può dire cosa più « grata che fare intendere quello che torni reputazione e onore nella per- « sona di Piero e della Città vostra. Questa che intendo aver fatto Ve- « neziani, m'è piaciuto sopra le altre. » E soggiunse che voleva fare opera che loro in ogni modo e luogo facessino dimostrazione verso di te e della Città; e di qua farebbe che onorassino lo ambasciadore fiorentino. Ma che voleva aspettare gli ambasciadori Veneziani che vanno in Francia, co' quali voleva parlare, perchè questo ambasciadore loro che è ora in Milano è uno matto. Queste furono quasi le parole formali sue. Io così sogghignando dissi : « La Signoria Vostra mostra avere grande fiducia « co' Veneziani. » E, volendo seguitare nel parlare, mi interruppe, e disse: « Io so quello che volete dire. » Replicommi tutti quelli medesimi discorsi ti sono noti, però non te gli replico : e che fece la pace, e rice-

vette l'obbligo da' Veneziani fussino tenuti a mantenerlo in questo governo, perchè temeva assai, vedendo qui el duca di Calabria e Castellano con tutte le altre fortezze non a suo proposito; però volle assicurarsi con questo mezzo; e che, questo anno, dubitando non facessi lega il Papa con il Re, e dirizzassinsi a fare novità, massime in Siena e negli altri luoghi, ne trattò co' Veneziani; e che si accordarono non fussi bene far lega, perchè e' bastava mandare uno araldo (usò questo termine proprio) a fare intendere ognuno si levassi da fare novità, e che erano certi questo fussi sufficiente rimedio a conservare la quiete in Italia. E soggiunse che, quando per qualche accidente gli paressi fussi bene ristringersi più co' Veneziani, mai farebbe cosa alcuna se con voi non conferissi, e che voi vi venissi; e disse : «Dico venissi, «non tirassi; che in nessuno modo voglio entrare in cosa alcuna senza «voi; nè voglio voi vi entriate tirati da me; ma perchè così intendiate «essere bene, e con vostra reputazione, quale stimo quanto la mia.» Replicando queste parole due volte, e con giuramento. Io ringraziai della affezione singulare vedevo; e che era conveniente alla amicizia nostra; e, benchè ero certo avere considerato tutte le cose, pure che con fede voleva ricordare a sua eccellenza pensassi che effetti potessino produrre queste tante dimostrazioni co' Veneziani; e che nè allo Stato suo, nè al pericolo della persona sua, nè alla Città nostra, massime in questi tuoi principii, era da far cosa che potessi suscitare qualche alterazione in Italia; e la indegnazione e disperazione del Re, nella quale facilmente verrebbe, essere pure pericolosa; e, per quello ch' io avessi sempre mai potuto giudicare da savii, la naturale amicizia, la quale fussi sempre a proposito, era tenere bene unita la lega; che la disunione de' Veneziani non ci debbe dare, perchè facilmente si riunirebbono, e, disuniti noi, erano più potenti e da temerli. Lui mi rispose : «Ambasciadore, egli è il vero che la nostra naturale via e la nostra «conveniente amicizia sarebbe col Re, e poco sarebbe da stimare le «altre, se fussi d'altra natura.» Ma ch' egli era di natura molto insolente, come e' non avessi che pensare; e che, l'anno passato, gli fè intendere che gli era male e Senesi stessino nella forma del governo

quale erano, e che verrebbono alcuni Senesi a lui, che gl' intendessi, e quali poi non vennono. Ma che lui lo fece intendere subito a Venezia, e che s'erano accordati, se e' facea dimostrazione alcuna in quello governo, fargli intendere essere disposti a fare ogni cosa, perchè nè quivi, nè in altro luogo in Italia non dovessi tentare cosa alcuna nuova, nè suscitarla. E soggiunse : « Non dico che e' sia bene di esas« perare il Re o dedurlo a disperazione, e non solamente mo e in « questi tempi, ma mai; ma sia bene intrattenere e' Veneziani, perchè « con questo modo si abbi meglio da il Re. » E così crede fussi ancora a proposito non lasciar seguire perfetto accordo tra il Papa e il Re, per rifrenarlo più; e che sempre ha avuto l'animo a conservare la pace, e levar via ogni cagione di alterazione; e a questo gli pare necessario tenere il Re con qualche briglia in bocca e con qualche cosa da pensare, perchè altrimenti salterebbe in innovare le cose di Genova o di Siena o simili, che così gli dava la natura sua.

Seguitava nel parlare; fummo rotti dai giostranti. Io volentieri lasciavo dire, e attendevo ad osservare e conservare bene le parole sue, quali furono non molto variate da queste, ma con effetti simili, per quali puoi dare giudicio, e per quelle cose che ti ho scritte assai di presso, qual sia l'animo di costui verso il Re. In tutte le occorenze si vede volto a fare quello dice colle parole. Ingegnerommi di ritarre se potrò altro, e aviserotti. Priegoti che pensi se in questo, o andando a Milano, dove saranno gli oratori Veneziani, che qui mai sono stati, ti pare abbi a osservare più uno modo che un altro.

E'l Rapuglia gli comunicò per parte del Re le nuove, le quali la magnificenza di M. Marino aveva comunicato costì agli Otto; poi gli disse avere lettere da Firenze che davano notizia, come e' mercatanti che sono in Ungheria scrivevono che si preparavano le nozze della Regina. E'l signor Lodovico se ne rise, e disse : « Questo non mi debbe « essere proibito, che io non rida. » Poi disse a M. Jacopo Trotto e a me, che e' non era vero niente, se non fussino le nozze della natura gli aveva detto M. Simonetto; che gli aveva detto che il Re, la notte della

vigilia di Santo Simone, l'aveva abbracciata : questo, sì; ma matrimonio o nozze, no.

Questa mattina, il signor Lodovico fece chiamare, alla presenza di molti gentiluomini, e 'l Rapuglia e tutti gli oratori, e disse : «Un altro «se ne terrebbe buono;..... voglio semplicemente farvi intendere «quello ho.» E fece leggere una scritta in francese di una aggiunta di uno capitolo alla lega, dello effetto vedrai per la copia mandata allo imbasciadore costì, che la comunichi; che a nessuno l'ha voluta dare qui. Poi mi prese sotto il braccio, e menommi a vedere correre M. Galeazzo, che s'era armato con quattro compagni, e per la via mi disse : «M. Jacopo Trotto mi ha referito che il Rapuglia dice che io ho do«nato al Re una bella perla grossa di grandissima valuta, per avere «questa obbligazione.» E che e' non diceva il vero, che non aveva dato cosa alcuna, e che, come andassimo a Milano, mi mostrerebbe la perla e le altre sue gioie. E disse : «Ma, perchè tu sappi il tutto, e che tu «ne dia notizia a Piero, io in verità ho chiesta questa obbligazione, «non perchè temessi cosa alcuna, ma perchè io desideravo levare questa «falsa opinione, quale era che il Re di Francia avessi qualche malo «animo contra di me, perchè ogni dì quelli del Re di Napoli se ne «facevano buoni; e era pure per diminuirmi di riputazione.» E soggiunse che nella lega non era obbligato questo Stato mandare gente d'arme, nè dare sussidio alcuno al Re; ma che il Re era bene obbligatosi a mandare due mila fanti; parve mi dicessi tre o quattro migliaia di cavalli; e che ora in questo capitulo lo vollono obbligare, e che gli oratori suoi mai consentirono, nè conscesono a niente. Replicando loro che il duca Francesco aveva mandato il figliuolo con le genti in aiuto del Re, rispuosono che l'avea fatto sanza esserne obbligato a cosa alcuna; così si farebbe eziandio ora bisognando a Sua Maestà. Domandorono, se gli bisognassi quattro cento uomini d'arme per uno anno, se il Re ne sarebbe provisto, rispose che non se ne obbligherebbono, ma che offerivono loro liberamente che e ne sarebbono provisti, e così sanza obbligazione; con queste offerte s'è fermo questo capitulo. Soggiunse che, se il Re ne l'avessi l'anno passato richiesto, che

ne l' arebbe servito e mandatogliene. Domanda'lo se, richiedendonelo ora, ne lo servirebbe; disse che sì, ma che il Re non ne poteva avere bisogno questo anno, perchè il Re d'Inghilterra non sarebbe a ordine fra uno mese.

Di Massimiliano, non s' intendeva cosa alcuna quello ci facessi, nè che avessi fatto preparamento alcuno ancora. Di Spagna, dice che il Re e Regina avevono disposto stare tutto agosto in Granata, e però non potere essere a ordine contro al Re di Francia, e che crede ancora che e' faranno qualche accordo insieme. Non avendo avere bisogno, non lo arà a richiedere. Disse noi siamo tanto oltre, che, innanzi fussino messi a ordine, sarebbe passata la stagione per questo anno. Disse in queste parole appunto. Pensa e credi e ritranne quelli effetti per la tua prudenza saprai.

Lo ringraziai della fede continuamente mostrava in me; ma, conoscendo essere sua eccellenza e d'altra sapienza e prudenza di me, e con non minore amore alle cose tue e della Città, avevo determinato pregare sua eccellenza pensassi lei, e che meglio in questo modo si farebbono e' fatti della Città e tuoi. Mostrò gli fussi grato il parlare, e replicò che ti portava un singulare amore, e che vedevo mi avea conferito ogni cosa occorsa, perchè te la facessi nota; e così continuamente lo vedrei di più, che ti conferirebbe ogni cosa che occorressi; e soggiunse che, al tempo di Lorenzo, gli era stato molto molesto che Lorenzo mostrassi di stimare più altri che lui, e non comunicare come gli pareva fussi conveniente; e che di questo prese dispiacere nello animo; ma che in vero sempre ebbe buona mente verso Lorenzo; ma ora aveva deliberato, avendoti in luogo di figliuolo, comunicare teco e con la Città ogni cosa, come aveva cominciato; e, quando voi comunicherete le occorenze vostre a lui, l' arà molto caro; quando comunicherete, riputerà fatto a qualche buono fine.

Io ringraziai sua eccellenza, mostrando tale deliberazione essere fatta con somma sapienza, perchè dimostrava uno fermo e constante proposito di stabilirsi in questa amicizia, pensando sua eccellenza di levar

via tutti gli ostaculi potessino generare qualche grossezza; e, considerando la sincerità degli animi tuoi e di tutta la Città verso sua eccellenza, era molto conveniente non avere riguardo, nè ripigliare a mal fine le cose, che spesse volte nel governo nostro possono procedere da infinite altre cagioni; e così confortava sua eccellenza a perseverare, certificandola troverrebbe tale corrispondenza di singulare affezione nella Città, che conoscerebbe avere fatto ottima deliberazione. In su questi generali stetti.

Io sono stato col Rapuglia, e sforzomi di satisfargli più mi è possibile, mostrando il desiderio tuo e la prontezza mia in fare ogni cosa, e ragguagliandolo di qualche parola generale, come vedrai per l' ultima. Conforta a seguitare con questi modi dolci e destri, e dice avere scritto al Re che conforterebbe la Sua Maestà, considerata la natura di costui, quale conosce per averlo tanto pratico, volere accomodarsele, e con tutti e modi dolci, co' quali intendessi satisfare a costui, procedere; che non ha veduto mai cosa alcuna giovare con lui, se non il mostrare di dargli la briglia in mano, e che crede il Re piglierà questo partito. Io aspetto da te risposta in questa materia, come vuoi mi governi; e, se e' ti pare abbastanza operare ch' el signor Lodovico cessi dalle parole e dalle dimostrazioni, ovvero giudichi sia bene andare più oltre. Insino non ho risposta, o altro da te, non procederò ad altro, se non a confortare e persuadere sia bene non mostrare al Re l' animo suo, nè eziandio agli altri potentati la disunione, per le ragioni ci sono.

Di Massimiliano ho ricerco il signor Lodovico due o tre volte in discorsi, che e' fa mostra non avere nuova alcuna, e non ne tenere molto conto; è testè volto tutto a Francia, come puoi per te medesimo intendere.

Lo ambasciadore, che sta qui pel marchese di Monferrato, mi ha detto ch' el signor Lodovico sollecita la venuta della marchesana al battesimo, e che desiderava ci fussi il giovedì innanzi alla Pentecoste; e che la non ci può essere insino al sabatto. Poi mi soggiunse che mi voleva parlare, secondo la fede avevono e signori suoi nella Città nostra e in me; e che voleva che io intendessi ch' el duca Francesco

fece venire il marchese Guglielmo, sotto ombra di festeggiare a Pavia, e lo misse in prigione; tennevolo bene tredici o quindici mesi, tanto che e' fu costretto a dargli Alessandria e lo Alessandrino innanzi ne potessi uscire; e che e' non vorrebbe che ora a simili effetti fussi procurata questa venuta della marchesana; e che mi pregava volessi accennargli qualche cosa, avendone inteso niente. Risposi che non avevo inteso niente. Domandommi quello lo consiglierei. Dissi non sapere cosa alcuna successa con la eccellenza del signor Lodovico, nè con questo Stato, nè averne termini; e che, sendo a me totalmente incognito, non aveo giudicio.

Mandò ieri, dopo desinare, per me la eccellenza del signor Lodovico; comunicommi lettere da Genova, e mi chiamò solo; e disse volea ogni suo pensiero comunicare, e volerne dica quello ne occore. Lesse una di Ascanio; narra essere tornato il Papa dalla Magliana con febbre, e avere perduto il gusto, e mostra pericolo assai. Dissemi : « Io non « vorrei dicessino desiderassi la morte sua, che mi pare male a propo- « sito ora; e parmi di importanza pure al pensarvi, vedendo venire il « principe di Capua a Roma, accompagnato con tanti baroni e tanta « gente; e ricordomi che, quando il Papa fu in pericolo, il Re mandò « il principe, benchè dissimulasse, solo per fare un Papa a suo modo. « Avevo pensiero scrivere a monsignor Ascanio, e vedere pensi di « qualche modo lui di ovviare che il principe non venisse; quando pur « venisse, io mi ricordo che Pierfilippo mi disse avevi il conte di Piti- « gliano disposto a fare quello avessi disegnato; e il signor Virginio non « dovrebbe consentire; che non fa per lui, nè per gli altri baroni. » Domandandomi quel me ne pareva, io commendai la prudenza sua in pensare alle cose potessino avvenire, massime di tanta importanza; ma non essere di qualità sapessi dire mio parere. Credo che i Signori nostri e tu approveresti ogni sua deliberazione. Io semplicemente ho ringraziato sua eccellenza della partecipazione. Seguitò ieri meco poi in domandarmi che cardinali vi fussi, in chi avessimo fede, dissi avevo veduto, nelle cose del cardinale, fan capo... mai venuto a ragiona-

menti. Dissemi : « Io so d'Ascanio; ma si vorrebbe pensare a' degli « altri, e vedere di volgervi a fare uno Papa del quale il Re non potessi « disporre; io mi accomoderò a chi mi dirizzassi voi, che non v' ho « persona. » Io gli dissi che non so persona in chi potessimo confidare; quando il caso fussi, intenderebbe liberamente da te quello convenissi, ma che sua eccellenza doveva avere altre volte pensatovi; e... in verso d'Ascanio, dissemi : « Io ho altre volte per più lettere voluto intendere « il parere di mio fratello; parevami inclinassi a Lisbona. Questo non « corre tempo. Voglio siamo insieme e esaminiamo un poco, e faremo « intendere a Piero, e lui esaminerà. » Discorrendo tutti questi cardinali, e anche in che modo fussi da governarla.

Se mi entra in questi ragionamenti, e ti paia cerchi di intendere più una cosa che un' altra, avvisamene; e così, se ti paressi indirizzarlo più a una cosa che a una altra; che voglio farti intendere ha opinione grande di te, e credo ti presterà fede assai. Non credo il Papa sia in pericolo, che ne aresti scritto. Non si perde nulla a udirlo e intenderlo.

Ricordoti quanto al governo, se ti pare più una cosa che un' altra, così quanto a' casi del Re, me ne dia notizia. Mostra essere disposto a prestarti fede, e desidera grandemente i pareri tuoi in ogni cosa ; così mi ha detto lui, ma più M. Galeazzo, quale adopra per istrumento a fare le cose nostre, per intrattenerlo teco, e farlo grato alla Città.

Piero, priegoti mi facci scrivere spesso, e come si richiede alla fede mia ; e a te mi raccomando.

V.

AGNOLO NICCOLINI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 79.)

Pavie, 26 mai 1492.

Sommaire. — Ludovic accepte la médiation de Pierre de Médicis auprès du Pape. Passage des ambassadeurs vénitiens envoyés en France. Leurs conférences secrètes avec Ludovic.

... Di poi ho una tua de' xvii, ricevuta solo a' xxv; e, parendomi

una savia e accomodata lettera, mi trasferii alla eccellenza del signor Lodovico, e quella gli feci intendere, omettendo solo qualche parola non mi pareva a proposito, perchè così mi commettesti. Presenta' gli eziandio la lettera di tua mano circa il fatto della casa; la quale lesse, e lettola, commendò molto e l'una e l'altra di prudenza e di sapienza con tante amorevole parole e onorevoli verso di te, che più non ti potrei dire. Volsesi a' parecchi del consiglio e gentiluomini che erano intorno, e volle si leggessi loro, mai cessando la lingua sua di laudare le virtù tue. Poi, ritornandoci insieme soli, mi disse che circa e' ringraziamenti, non voleva perdessimo tempo più insieme, che, come aveva detto più volte, tutti s' intendessino i fatti. Quanto al portare questo peso dello assettare le cose tra la Santità di Nostro Signore e lui sopra di te, mostrò non gli potere essere più grato la tua disposizione; e dissemi credeva che, per lettere passate, massime l'ultima, l' avessi fatto intendere el desiderio suo, e per questo effetto ti aveva fatto comunicare ogni cosa; e imposemi di nuovo ti confortassi a pigliare questo carico, conoscendoti che eri atto a molto maggiore cosa, nè ci essere persona e di prudenza e di fede con l' una parte e con l' altra potessi più facilmente satisfare al desiderio suo, nè più atto instrumento; e così per sua parte mi impose ti scrivessi, e confermassiti a questo, con certificarti che, di quello tratterai e offerirai, ti farà sempre onore.

Poi, entrò nel secondo capitolo della lettera, mostrando che tu troppo temperatamente parlassi, e che non era per comandarti in cosa alcuna, ma bene liberamente parlare di quello gli occorreva, e così desiderava facessi tu. Dissigli : « Signore, per la riverenza che Piero vi porta, « per la età, non presumendo di sè, credo si asterrà da dire quello gli « occorre; ma, secondo che lui scrive, più presto starà parato a inten- « dere i savi pareri di vostra eccellenza. » Mi disse : « Io non voglio « così; perchè intendo che lui dica quello che gli occorre liberamente, « e io dirò il parere mio; e poi si pigli quello sia il meglio. » Soggiungendo : « Acciò che Piero possa dire meglio quello che gli occorre, « voglio dire quello che occorre a me. A me parrebbe che si operassi « col Papa, volessi riscuotere dal Re e denari gli furono promessi, e

«fussine aiutato.» Volli rispondere e dirgli era uno trattare delle differenze tra il Re e il Papa. Disse non entrare in altro, ma digli questo.

Della legazione di M. Nostro Reverendissimo[1] ha fatto tanta dimostrazione di piacere, quanto di cosa alcuna l'abbi veduto poi ci sono, e non meno che quello della lega di Francia; non saziandosi di domandarmi quello ch'io sapeva della qualità, della grandezza e dei modi, e d'ogni sua parte dimostrando pigliarne grandissimo piacere; e commissemi per sua parte teco me ne congratulassi.

Qui sono stati gli ambasciadori Veneziani, che vennono da Milano a qui, per andare alla loro via in Francia; furono ricevuti onorevolmente, e all'osteria fatto loro le spese. El signor Lodovico, oltre l'audienza loro, e cose generali, gli andò a visitare. Non dicendomi cosa alcuna, io domandai se, in questa venuta loro, ti avea a fare intendere più una cosa che un'altra. Fecilo per vedere se mi diceva niente circa gli altri ragionamenti fatti, de'quali ti scrissi. Dissemi che no; che me l'arebbe fatto intendere. A me non parve da entrare più oltre; se altro ritrarrò, te ne darò notizia.

VI.

AGNOLO NICCOLINI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 74.)

Milan, 10 janvier 1493.

Sommaire. — Menaces proférées par don Frédéric de Naples contre Ludovic, relevées avec une éloquente vivacité par ce dernier, qui défie la famille de Ferdinand de lui nuire, et qui rappelle que, par la position de ses états, il tient les clefs de l'Italie.

Vennono lunedì sera in Milano questi signori. Martedì mattina, poi che li avemo accompagnati, chiamò il signor Lodovico lo oratore

[1] Le cardinal Jean de Médicis.

regio, Ferrarese e me, e menocci in rocca dove è la stanza sua, che quivi si torna con la donna; e, volgendo le parole all' oratore regio, disse che avea lettere da M. Ascanio, per le quali lo avvisava come don Federigo gli avea detto, che, se il signor Lodovico seguitassi in questo parentado d'Ungheria[1], il Signor Re se ne vendicherebbe contra di lui. Delle quali parole il signor Lodovico si dolse, avendole usate don Federigo, che non possono essere se non con voluntà e ordine del Re; mostrando di poi non essere in termine da dovere temerle nè stimarle, perchè, se per la esperienza volevamo giudicare, cominciandosi al Re Alfonso, e successive, avevano auto più volte a esser rimessi o conservati in quello Stato da questi signori. E qui fece un lungo discorso delle cose passate, soggiungendo ch' e' non era sì grosso che, se per ragione volessi giudicare, non conoscessi ancora essere situato in luogo questo Stato che non poteva temere di offensione alcuna dal Re; e lui in particulare avea sì bene ordinate le cose, che non temeva di lui; e però si maravigliava Sua Maestà prorumpessi in queste minacce; le quali non potevano fare frutto alcuno, se non dimostrare mala contentezza del Re dell' essere lui in questo governo. Replicossi molte cose per lo ambasciadore del Re, giustificando il Re; e, dopo una lunga discussione, si fermò in quelle medesime conclusioni. El signor Lodovico entrò poi in dire che avea sempre desiderato la unione della lega, e fatto ogni opera per mantenerla, e che gli pareva che la Maestà del Re non la volessi; e che anche tu in qualche particella avessi fatto dimostrazione di non stimarla; e che lui non la stimerebbe più che gli altri; soggiungendo che 'l Re pensi bene ch' egli ha meglio il modo di offendere lui, avendo in mano le porte da metter gli oltramontani in Italia. E qui discorse in questi effetti, commettendo all' ambasciadore del Re che ne dessi notizia alla Sua Maestà.

[1] Il s'agissait du roi de Hongrie Ladislas, qui, pour succéder à Mathias Corvin, s'était engagé à épouser sa veuve, Béatrix de Naples, fille du roi Ferdinand, et qui contracta une autre alliance.

VII.

AGNOLO NICCOLINI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 74.)

Milan, 25 janvier 1493.

Sommaire. — Ludovic parle beaucoup de la France. Sa crédulité superstitieuse.

Questa sarà per le poste del Re. Fa costui grande dimostrazione della benivolenza di Francia. Dice fargli instanza assai gli mandi M. Galezzo da San Severino, mostrando avere desiderio; e dice mandarvelo se e' verrà *à Lyon* o *en Bourgogne*.

Circa la guerra, costui, con le parole e con tutte le dimostrazioni, fa intendere esserne alieno; così si accordano e gli oratori e gli altri che ci sono.

Pure stasera ci ha conferito avere uno giudicio da Roma, el quale vuole abbi a esser guerra; e cominciare in quello di Roma e saltare in Toscana, e così questi giudicii ho veduti; ma che reputerà bene uomini da niente la Maestà del Re e Fiorentini e lui; se a questi influssi celesti non remedieranno, mostrando di voler pace. E ci è ancora venuto uno Galasso con la duchessa di Ferrara, che fa gran professione di chiromanzia; e ha gli detto, oltre le altre cose, che infre due anni debba essere capitano d'uno esercito vittorioso, e affermatolo con gran certezza che gli ha a uscir fuori con l'arme in dosso. Costui molto se n'è rallegrato; e presta a queste cose non poca fede.

Ecci ancora conferito come il Vincula s'è fermo a Ostia, e dice non voler tornare a Roma, perchè ha inteso che 'l signor Lodovico ha detto che San Piero in Vincula significa l'entrare in carcere; e che e' giudicii lo minacciano molto forte.

Io mi sono rallegrato col signor Lodovico, in tuo nome, di questo figliuolo che gli è nato oggi.

DÉPÊCHE DE PIERO ALAMANNI, AMBASSADEUR DE FLORENCE À MILAN,
À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 1.)

Vigevano, 7 juin 1494.

SOMMAIRE. — Vivement sollicité par Pierre de Médicis de remédier aux maux de l'Italie, Ludovic déclare qu'il est prêt à adopter tout parti qui lui semblera praticable et salutaire. S'il a appelé les Français, c'est qu'il a été poussé à bout. Il craint de ne plus pouvoir détourner le Roi de son entreprise. Le Roi est jeune, il aime la gloire, il entre en campagne, il a déjà pris le titre de roi de Sicile. Alamanni pense qu'on peut présenter à Charles VIII un but plus glorieux que la conquête d'un royaume : la guerre contre les infidèles, qu'il doit attaquer sans détour et sans retard. Grave entretien politique. Irrésolution de Ludovic. Réflexions et jugement d'Alamanni [1].

Ieri ebbi la tua; e, essendo tanto savia e a proposito in ogni parte quanto dire si possa, me n'andai all'ora ordinaria al castello, e lessila al signor Lodovico, il quale, prestatogli una buona attenzione, rispose in questa somma, che della nostra buona disposizione pigliava piacere grandissimo, e misurandola dallo animo suo, la credeva; e non è per mancare dal canto suo in quello gli sia possibile per darvi materia di augmentarla.

[1] Dans la voie dangereuse où il était entré, Ludovic s'était souvent vu réduit à manquer de loyauté et de franchise; ainsi, en juin 1493, il répondait à l'ambassadeur français, qui le sollicitait de se déclarer, qu'il s'en remettait à ce que ferait le Saint Père. (*Rif.* classe X, dist. V, reg. n° 40.) Au mois de septembre, il conseille aux Florentins de s'en tenir aux termes généraux vis-à-vis de la France. (*Id. ibid.*) En janvier 1494, il proclame un édit qui défend, dans ses états, tout enrôlement au service du roi de Naples. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 45.) Puis, à la mort de Ferdinand de Naples, il témoigne les plus vifs regrets, et offre son amitié au roi Alfonse, son successeur. (*Rif.* classe X, dist. V, reg. n° 40.) En février, il rassemble les ambassadeurs de Naples, de Florence et de Ferrare, et leur propose de former une confédération italienne qui déconcerte les projets du roi de France. (*Id. ibid.*) Ce n'est qu'en avril 1494 qu'il s'aperçoit que le roi Alfonse n'est pas dupe de ses démonstrations, et qu'il sonde les dispositions des Florentins. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 44.) Enfin, au commencement du mois de juin, Ludovic se déclare; cependant il songe encore à réunir en un congrès, à Crémone, les représentants des états italiens qui ne se sont pas prononcés contre lui. (*Rif.* classe X, dist. VI, reg. n° 10.)

Poi, entrando nel savio discorso gli fai, e de' pericoli, ecc. per levarlo di questa fantasia di Francia, ci replicò quello, che molte volte ha detto, che è venuto a questo per vedersi abbandonato dagli altri, e provocato e lacessito dalle cose dette più volte è suto costretto ricorrere ai Francesi e ad altri; e che, sanza dubbio alcuno, conosce che questa materia e tali movimenti muovono e turbulenzie e pericoli assai, ma che non conosce il maggior pericolo che essere tenuto una bestia; e che, per rimediare a questo e trovare la securità sua e delle cose sue, ha tentato questa via di Francia e d' altri, e non potere più liberamente dirvi la verità. E, sebbene vi pare difficile il crederlo, è pure così che in questa cosa non ha visto altro fine, se non, come altra volta ha detto; e di quello che gli pare avere conseguito, e questo è di rimediare per questa via di non essere tenuto una bestia, e vedere la securità sua e delle cose sue; che in altra volta lo replicò. E che, per dire qualche cosa più innanzi, ora ch' egli vede avere ottenuto lo intento suo, e che le cose sono mosse, e che conosce che bisogna abbi rispetto all' onore e alla fermezza sua, liberamente vi dice che è disposto venire con voi ad ogni bene gli sarà mostro; perchè non si è mosso, nè per volere fare vendetta alcuna, nè per desiderio di acquistare, parendogli, per la grazia di Dio, stare bene quanto alcun altro in Italia. Ma che per quel poco discorso che ha, vi dica impossibile il remuovere il Re di Francia da questa opinione, nella quale è tanto inanimato e caldo. E, domandandolo io della ragione, disse che aveva caro disputarla meco, e che ne assegnerebbe alcune, alle quali desiderava ch'io rispondessi, quanto mi occorreva, *in pro et contra.*

E prima, allega il trovarsi già la Maestà Sua preparata e per mare e per terra, e essere giovane, che convenientemente è difficile il rimuoverlo da' simili desiderii tanto ardenti; e che aveva preso il titolo del Regno di Sicilia; e in ultimo non vedeva che mezzo ci si potesse usare; e arebbe caro ch' io ci pensassi e parlassigli liberamente.

Io dissi alla eccellenza sua che, poichè m' imponeva ch'io parlassi liberamente, la obbedirei, e comincerei dall' ultima parte, inferendo persuadermi che de' mezzi si potrebbe pure trovare giusta i ragionamenti

nostri passati; nè in questo conscesi alla nominazione d' uno più che d' altro; e che, volendo sua eccellenza ch'io rispondessi alle altre difficultà, bisognava che prima gli facessi bene intendere, che quanto io dicessi, nascerebbe schiettamente nel petto mio; e, come Piero Alamanni, cupido di vedere bene, e come servitore della eccellenza sua, gli parlerei. E che, per levare a un tratto via lo ostacolo della gioventù, della avidità della gloria, e dello essere preparato il Re di Francia, mi occorreva avere inteso che il principale intento di Sua Maestà era per le cose degli Infedeli; e che, quando e' se gli mostrasse che la impresa del regno è atta a differirgli quella, e torgli tempo e danari, e s' ingegnasse di voltarlo in là, crederei che fusse a sufficienza per lo effetto sopradetto. Circa allo avere preso il titolo, che a questo si dovrebbe trovare qualche mezzo, non essendo cosa di tanta importanza che dovesse impedire tanto bene. E che, per quel poco giudicio che avevo, mi pareva che veramente la eccellenza sua con questo sortisse quelli effetti che mostrava desiderare della gloria e della securità; perchè, facendosi una tanta opera in beneficio principale del Re di Francia, e di poi di tutta la Cristianità per opera e industria sua, non saprei vedere in che potesse compararsi maggiore gloria e stabilimento allo Stato e cose sue; perchè il Re di Francia, che arebbe lo intento suo della impresa contro l'Infedeli, arebbe obbligo seco, e Italia, sciolta da queste gelosie, sarebbe obbligata alla sua salvazione, la quale però, stando in pace, manifestemente si vede; e nel travaglio non è che non siano de' pericoli e grandi.

La eccellenza sua mi stette a udire volentieri; e poi oppose alcune cose frivole, e più presto, secondo me, per sua reputazione che per conoscerle degne di sostenersi; e soggiunse che, per dire il vero, non vedeva questo mezzo atto a simile opera col Re di Francia, ed aveva caro ne lo aiutassi pensare; discorrendo sua eccellenza che il Papa non v' era buono, essendosi scoperta Sua Santità nel modo era per il Re Alfonso, e caduto in merita suspicione col Re di Francia, col quale non aveva più fede, che così disse; e che Massimiliano, il quale vi potrebbe

essere atto, non fa vedere come per avventura si volesse farlo, nè che entrata si avesse a stare quella Maestà Cristianissima dalla impresa; e massime sarebbe difficile indurre Massimiliano a parlarne, per le utilità che aspetta dal Re di Francia, le quali dubiterebbe perdersi immediate. Qui venimmo in qualche discettazione, se faceva per Massimiliano maggiore grandezza del Re di Francia; e finalmente la eccellenza sua voleva inferire che la grandezza dell' uno aveva a dare suffragio all' altro, e che se ne intenderebbono bene insieme.

E toccandogli iola emulazione dello Imperio, poiche il Re di Francia si fosse insignorito del Reame, che voleva dire di tutta Italia, disse una cosa che si vide non la diceva *etiam* per sostenerla, ma piuttosto per un poco di scala al ragionamento, e questo fu che di ragione e' non poteva però torglielo, o che tanto farebbe allo Imperatore che Francia avesse Italia quanto un altro, poi che in ogni modo non ha a fare che in Mantova, Ferrara, Monferrato e simili signorotti [1]; le quali cose se il Re di Francia tenesse come costoro, tanto gli sarebbe, se bene non se ne valesse, come ora che non se ne vale; e che bisognerebbe a volere disporre Massimiliano a simile opera, mettergli qualche cosa innanzi, di natura che vi conoscesse la sua utilità; perchè, se bene e' può in lui, come io gli avevo innanzi allegato che sua eccellenza usava dire, nondimanco egli è uomo che pensa anche alle cose sue; e potrebbegli dire, se tu vuoi ch' io perda questo, che mi mostri tu di darmi; e però voleva ragionassimo insieme meglio se remedio alcuno ci fosse.

Risposi bisognare che la prudenza e sapienza sua fosse quella che illuminasse gli altri, per intendere bene li umori e qualità di questa malattia, e introducesse i remedii gli vanno per l' animo; e che noi saremmo sempre per aiutarlo a ogni bene. E, circa lo offerire a Massimiliano, non sapendo molto ragionare delle cose sue, non saprei che dirmi. La eccellenza sua mi domandò quello che ragionevolmente debba desiderare uno Imperatore; e, rispondendogli io d' essere coronato, rispose che egli si potrebbe fare delle corone a casa sua; e finalmente

[1] Ces principautés étaient considérées comme fiefs de l'Empire.

mise a campo lo aiutarlo a quello che in Italia depende dallo imperio; e anche narrò che Massimiliano si tiene ingiuriato più volte dalla Chiesa; e che una delle cose in che Francia gli potrà gratificare, sarà di fare un concilio a sua istanza, e a beneficio loro comune.

Io gli dissi, per farlo parlare, non intenderlo, e che degnasse venire più innanzi, perchè potrebbe parlare di cosa che sarebbe da pensarvi, e di cosa che non sarebbe altro che uscire da una guerra e entrare in un'altra; e questo non credevo gli fosse mai consentito; e che la può una volta intendere che in Italia non si vuole oltramontani. Disse : « Adunque è vero quello ch'io vi dico, che non ci veggo mezzo, se già « il Re Alfonso non proponesse qualche cosa da sè, che potesse satis- « fare al Re di Francia. » Veduto questo, mi parve di allargarmi un poco del parlare, e dissigli : « Col nome di Dio, vedremo poi, quando la « brigata sarà su i campi, come si potrà rimediare ? »

La eccellenza sua stette da prima un pezzo sul gagliardo, mostrando non stimare, ecc. ecc. Poi cominciò a tentare di farmi parlare; e, veduto ch'io non volevo uscire a cosa alcuna, e mostravo che in fine si lascerebbe andare l'acqua alla china, e che attenderemo bene a'fatti nostri, e poi ognuno pensasse a'suoi, ecc. perchè non ci moviamo per altro che per beneficio comune, mi disse : « Ambasciadore, non vi adirate; « io vi ho detto le difficoltà che ci sono; nondimanco aiutatemi pensare, « e mettetemi innanzi le cose; perchè io vi ho detto e ridico di nuovo che « voglio essere con voi a ogni cosa, purchè una volta io vegga la sal- « vazione dell'onore e stato mio; perchè ognuno debbe pensare a questo « e alla vecchiaia e a'figliuoli. » E per nulla mi volse lasciare spiccare. Parvemi, per farlo parlare, da dirle : « Signore, voi levate il Papa e « Massimiliano per mezzi, e ci resta pure la Eccellenza Vostra che è « della autorità sappiamo; che mi rispondete voi ? » Al che la eccellenza sua rise; e levatosi in piè, disse : « Ajutatemi pensare. » E per allora non andammo più oltre. Vero è che, rispondendo prima a certo proposito, all'altra parte della lettera tua, nella quale parli della gloria gli risulterebbe, ecc. ed essendo allora sul gagliardo, disse non sapere quale se gli fosse maggior gloria, o cacciare il Re Alfonso del Regno,

o mantenervelo; e che di tre volte che vi si è mantenuto, non ha mai visto che cosa sia questa gloria. E rispondendogli io, che il cacciare il Re Alfonso era molto difficile per le ragioni ci sono, ecc. e che per ventura quello che piacerebbe alla eccellenza sua dispiacerebbe a tutti li altri di Italia, per conoscervi dentro la rovina loro, nondimanco la eccellenza sua, nè per questo, nè per altre punture gli dessi, non si adirò, come altra volta arebbe fatto; chè me ne maraviglio, e torno alle predette conclusioni.

Montammo a cavallo, e la eccellenza sua si appiccò meco, e insino penammo a tornare a casa, che fu per spazio di più d'un'ora, continuamente parlammo insieme; e, tornando su' questi ragionamenti de' remedii e de' mezzi, di nuovo gli feci intendere che questo era stato mio proprio motivo, e che voi costì, che oltre al bene comune, desideravi quello della eccellenza sua, ne avevi avuto piacere, ed eri per accompagnarlo ad ogni bene circa questo effetto; e, se la eccellenza sua dice da senno (che credevo di sì), perchè è buona e savia, era necessario conscendesse ad aprire i pensieri suoi prima che si venisse più innanzi; perchè intendevo come in Francia si acceleravano le cose, e così ancora si faceva dal canto del Re Alfonso. Conclusemi essere nel medesimo proposito; e che, poichè io volevo che e' cominciasse a dire, lo farebbe liberamente, e credeva che, a volere dare la via a Massimiliano di potere entrare in questa pratica, sarebbe quando si offerisse che tutta Italia concorrerebbe a favore alla impresa delli Infedeli. Dissigli che potrebbe per avventura disegnare tale specie di aiuto che non sarebbe tolerabile, nè si consentirebbe. Rispose e s'intende cosa conveniente e sopportabile. E, perchè io gli mossi il grado in che sono Veneziani col Turco, nè sapere come fossino per concorrere, rispose che, quando si fosse bene inteso lo animo degli altri, si penserebbe poi come fosse da governarsi coi Veneziani. E, dopo molti ragionamenti avemo insieme intorno a questo, mi impose ti scrivessi questo con prestezza, e di nuovo si dolse meco dello avere il Re Alfonso revocato a questo modo gli ambasciadori.

Avendo scritto stamani insino qui, deliberei sopratenere il cavallaro

ad oggi, per andare di nuovo a Castello, e vedere come trovavo saldo il signor Lodovico nel ragionamento ultimo di jeri; e, facendomi discosto, lo domandai se aveva nulla di nuovo. Dissemi non avere altro; ma da sè, con parole molto efficaci, entrò che persisteva nella medesima sentenza di jeri, che non ci fosse più atto modo a divertire questa cosa che la via di Massimiliano, con fare che ei possa offerire al Re di Francia lo ajuto, ecc. replicando quella cosa del potersi poi pensare al caso dei Veneziani, e dicendomi che ti scrivessi presto, perchè, avendone presto quella risposta che e' vorrebbe, la metterà subito in pratica.

Per non lasciare cosa alcuna indrieto che mi paia da farti nota, mi venne oggi a proposito di dire al signor Lodovico : « Volessi Dio che mi « fosse venuto in animo, un mese fa, di muovervi quello ho fatto al « presente ! » E la eccellenza sua, sanza pensarvi punto, disse queste parole : « Dio lo volesse, chè le cose non sariano tanto in là, e forse « saremmo fuori di queste brighe ! »

Circa le ragioni che possono avere fatto in costui (in Lodovico) mutazione, tu pigli tutti i luoghi de' quali sia da dubitare : potria essere che il venirgli manco i disegni aveva fatti nell' animo suo e di Francia, e di avere il Papa e noi, gli facesse mutare sentenza; ed il vedere ora ogni cosa andare a rovescio, e la cosa inviata, ed il Re Alfonso prepararsi, e forse in Francia non venire da senno, o qualche difficoltà dello spendere, si accorge dello errore e desidera si pigli qualche via; e lo essere stato un poco in sul vantaggio mi fà tirare a questo senso, in caso però che lui parli da senno; di che io non so per ancora bene che mi dire. Pure lo averlo io punto a questi dì come ho, e l' avere lui avuto pazienza, mi fa stimare se gli possa credere e che parli da senno; e le ragioni lo vorrebbono. Da altro canto, penso che potria pure fare questo per addormentare lo compagno; e, persuadendosi che noi desideriamo la quiete, pensi che noi, per tale speranza, fussimo per fare soprasedere il Re al farsi innanzi, tanto che fosse meglio in ordine, e

Francia avesse mosso, ecc. E però credo non sia per nuocere l'andare drieto a questa pratica, senza lasciare le provisioni. *Etiam* la vivacità del Re Alfonso è per arrecare beneficio ad ogni modo; e quello impormi scriva (io) presto la cosa di Massimiliano vuole inferire, secondo me, che, quando ne avesse qualche speranza, anderebbe adagio nel dare i danari; che quantunque sia gran bollimento di far liste[1], e ci sia venuto il signor Ridolfo e il signor Galeotto, insino a qui non ha cominciato a dare danari per suo conto dei cinque cento uomini d'arme o d'altro; sebbene mostra essere in procinto di darli.

In questi dì ho avuto gran comodità di parlargli; e, come da me, gli ho aperto due cose : l'una che non siamo per accompagnarlo in queste cose di Francia, l'altra che non vogliamo essere neutrali, ma governarci secondo il bisogno nostro; e quello che non mi lascia credere interamente che vada a buono cammino è che mi ha detto in simili propositi : « Vorretemi voi però lasciare ? » Questo non è però di tanto momento che mi tolga le altre conclusioni migliori. Voi siete savi, e, esaminate le cose, vi risolverete benissimo. Ma le sue esteriori apparenze mostrano piuttosto il bene che altrimenti.

Ho avuto mezzo d'intendere che il signor Lodovico ha detto al signor Ridolfo assai di queste cose ragionate insieme lui e io, e quasi tutte, eccetto quella ultima parte di Massimiliano, e di voltare il Turco, ecc. ed ha mostro essere richiesto da altri; e che l'amico gli parlò molto libero, e da uomo da bene, dicendogli i pericoli ci sono, e che gli pareva sua eccellenza andasse con qualche oscurità. Gliele confessò liberamente, dicendo che i modi tenuti per il Re Ferdinando, Innocenzo e noi verso di lui, volendo dire del cacciarlo, ecc. l'hanno fatto venire a questo, ma che ancora sta meglio così che come si è voluto fare stare altra volta, e meglio sta questo anno che il passato. Ed io riscontro queste ultime parole essere vere, perchè le ha usate ancora a me; e

[1] De *condottieri*, capitaines et milices soldées.

poi ritraggo che l'amico gli mosse non ci sarebbe egli da trovare qualche modo per via alcuna, e massime delli amici vostri, come sarebbe Massimiliano? E, domandando sua eccellenza che modi arebbe, rispose di farlo capitano di tutta Italia. Il che sua eccellenza negò, con dire sarebbe poco ad un Imperatore; e accennogli parole per le quali comprese piuttosto che gli andrebbe a gusto il fare che Veneziani e voi riconoscessi lo Imperatore. Questo ho voluto dirti, non perchè io creda che ei pensi a questa parte, che sa non se ne mangia, ma perchè tu vegga che ei confessa andare al brio.

Arai inteso l'abboccamento del duca di Ferrara col Bentivoglio. Intendo di buon luogo che costui tiene strette pratiche col Papa di voltarlo, e ne ha qualche speranza; che debbe essere di quello olio furato del vaso di Roma per tenere accesa questa lampada e vivo più che possono lo animo di costui.

Tu vedrai per l'aggiunta della lettera quello che il signor Lodovico mi ha detto di nuovo. A me non dispiacerebbe dare occasione e ajuto a questa disposizione, quando vi risolviate sia bene, non si partendo però *interea* da quanto dico di sopra, per vedere se si potesse condurre un tanto bene; ed io, non ostante quello mi ha detto, non sono ito un passo più innanzi, nè datogli o toltogli speranza, ma rimessomi totalmente alla vostra risoluzione e risposta.

Parendomi che questa cosa importi, ed avendomi il signor Lodovico richiesto ch'io scriva presto con grande istanza, ho commesso al cavallaro che sia costì in uno dì e mezzo.

Aggiunta. Avendomi detto il signor Lodovico tante cose, non saria gran fatto ne avessi dimenticata qualcuna, come avevo fatto questa, cioè che il signor Lodovico mi ha anche detto oggi che Massimiliano manda Erasmo al Re di Francia, e che Erasmo ha scritto qui che se gli mandi il fratello incontro, che vorrà per lui avvisare il signor Lodovico di tutto quello arà in commissione. E qui mi accennò il signor Lodovico che, venendo questa vostra risposta di buona qualità e presta a tempo, si potrebbe commettere ad Erasmo da *Lyon* che cominciasse a muovere

questa cosa con Massimiliano. Emmi parso scriverti questo per ogni buon rispetto.

INSTRUCTIONS DONNÉES A GIOVANBATISTA RIDOLFI,

AMBASSADEUR DE FLORENCE A MILAN.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

3 septembre 1494.

Sommaire. — L'ambassadeur a pour mission d'entretenir la bonne intelligence et l'amitié qui, dans le passé, ont assuré la prospérité des deux états.

Avendoti commesso a' dì passati doversi pigliare licenza dalla Illustrissima Signoria di Venezia per trasferirti a dirittura a Milano, dove sei stato eletto oratore per fare residenza presso quelli Illustrissimi Signori[1]; e, stimando che così a quest' ora debbi avere eseguito, ti mandiamo la presente istruzione e commissione di quello che, *nomine publico*, abbi ad eseguire; che è in effetto questo : che tu vadi a Milano, dove doverai trovare Messer Pietro e Messer Agnolo[2]; e, avuto da loro pieno ragguaglio delle cose occorrenti, e informato del modo pare a loro da procedere, ti trasferirai insieme con loro, o come vi parrà meglio, in quel luogo dove intendi trovarsi principalmente la eccellenza del signor Lodovico; e, se accadesse la eccellenza del Duca e quella del signor Lodovico si trovassino in uno medesimo luogo, presenterai all' una e all' altra (eccellenza) di loro, in quel modo parrà alla eccellenza del signor Lodovico, le nostre lettere di credenza; e, dopo le convenienti salutazioni e cerimonie, esporrai loro insieme, o di per sè come accadrà, esser mandato da noi per fare residenza appresso di loro eccellenze, dovendosene ritornare M. Piero Alamanni e M. Agnolo Niccolini, acciocchè, in loro assenza, per tuo mezzo si continui quello che lungo tempo per la Città nostra si è osservato, di tenere appresso di

[1] Jean Galéas et Ludovic. — [2] Alamanni et Niccolini.

loro chi possi *non solum nomine publico* esporre e riferire quello che dì per dì accadrà, ma *etiam* debbi rappresentare uno vero testimonio di quella amicizia e congiunzione che sì lungamente è stato intra la loro illustrissima Casa e la nostra Republica. E, circa questi effetti, nella prima audienza ti sarà concessa, ti distenderai con quelle parole e termini che alla prudenza tua occorreranno.

Ristringeraiti poi, quanto prima n' abbi occasione, con la eccellenza del signor Lodovico, e le farai intendere che, non ostante qualunque cosa successa o sia per succedere, che noi, dal canto nostro, non siamo per mancare in cosa alcuna dallo officio di quella vera amicizia che è stata tanto tempo intra il loro illustrissimo Stato e la Città nostra, e non con poco frutto dell' una parte e dell' altra; confidandosi che la sua eccellenza, per la bontà e prudenza è in lei, e per quello che più volte ne ha fatto intendere della sua buona disposizione, parimente non sia per mancare di quello che si convenga e appartenga a una sì inveterata e proficua amicizia e intelligenza, quale è stata sempre sì congiuntissima infra noi. E, circa questa parte, ti distenderai nel modo e forma ti parrà più a proposito delle cose vanno attorno, o secondo ti fosse ricordato per M. Piero e M. Agnolo; a' quali, per essere benissimo informati delle cose vanno attorno, interamente ti rimettiamo; usando quelle parole e termini giudicherai essere più a proposito. E di quello ritrarrai, e che dì per dì occorresse, diligentemente ci darai notizia, scrivendo spesso nel tempo di questa tua legazione; tenendoci bene informati di tutto quello che stimi essere opportuno.

I.

GIOVANBATISTA RIDOLFI À PIERRE DE MÉDICIS.

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 74[1].)

Milan, 15 septembre 1494.

SOMMAIRE. — Le roi de France est à Asti. Que faut-il faire?

El Cristianissimo Re per ancora non è partito d'Asti, nè si può intendere quello si faranno; stimo che abbiate provisione di qualcuno in là che vi dia pur qualche buona notizia..... E in universale si ritrae che queste brigate non si rallegrano molto della venuta de' Francesi.....

Crederrei non fussi altro che bene che voi pensassi, quando il Re di Francia venissi qui, come c'è alcuno che dubita, o ch'io m'avessi a trovare in luogo che l'avessi a vedere, in che modo io m'abbia a governare con Sua Maestà, o se avessi a fare più una cosa che un'altra, e dessimene avviso.....

II.

GIOVANBATISTA RIDOLFI À PIERRE DE MÉDICIS.

Alexandrie, 25 septembre 1494.

SOMMAIRE. — Entretien avec Ludovic. Il n'a pas trompé les Florentins; il s'est conduit en ami à leur égard; il les prévient encore, pendant qu'il en est temps, que l'orage va fondre sur eux. Les belles paroles ne suffisent plus; il faut des actes. L'obstination de Pierre à servir les Aragonais, qui ont fait tant de mal aux siens, contre la France qui a comblé les Médicis de ses bontés, ne saurait se comprendre. Charles VIII ne demande que le passage et les vivres. Examen rapide de la conduite de Pierre à l'égard du Roi. Il l'a traité en ennemi, et celui-ci n'en persiste pas moins à lui promettre sa bienveillance, dès qu'il reviendra à lui et qu'il écoutera les conseils de la prudence. — Conférence secrète avec le duc de Ferrare. Les Vénitiens sont avides d'agrandissement. On pourrait

[1] Les dépêches qui suivent étant tirées de la même liasse, nous n'indiquerons plus leur origine.

se les attacher en leur donnant des positions, que les Français leur offrent quoiqu'elles ne soient pas encore en leur puissance. — Nouvelles diverses. Le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens et le cardinal Ascanio menacent de réduire le Pape à rien, etc.

El ragionamento ne fece la mattina el signor Lodovico fu principiato domandandomi come sta la magnificenza di Piero; e, perchè ne accadde nella risposta dirgli vi raccomandiate a lui, in su tal raccomandazione mi guardò in viso, e disse ridendo : «Dic'egli davvero, e «fallo di buono animo?» Risposi di sì. E, nel parlar mio, mi prevenne con dire : «Sì, perchè la ragione lo vuole; ma e'non è, perchè, «se e'fussi, e'mi presterebbe più fede che non ha fatto; e'non m'ha vo«luto credere; anzi, quando io ho ricordato quello sarebbe il bisogno «suo e della Città, e'l'ha ripreso in contrario, e detto ch'io voglio ti«rare per minaccie, e spaventarvi; e che non sono i modi ad aversi. «Noi siamo ora in fatto, e vedrete che quello ch'io ho detto, buon tempo «fa, è suto da cuore e come a veri e buoni amici; ma e'me n'è suto «reso mal cambio. La guerra viene a casa nostra, e non vogliono essere «tenuti più in parole; e il Re Cristianissimo, che non verrebbe, è in «Italia; e hollo condotto qui, e condurrollo così più innanzi, secondo «il desiderio di Sua Maestà. Ancora e vostri Magnifici Signori e il ma«gnifico Piero possono provedere, e non si tirare a stanza del Re Al«fonso questa ruina addosso; ma bisogna fare ora, e non dar più pa«role; altrimenti vi annunzio e vi affermo che e'non passa otto giorni che «tutta la guerra si volge addosso a voi; e tutte le genti che vanno qui, «e quelle sono dalle bande di Genova, e per mare e per terra, vanno «a casa vostra.» E così tutti e'ragionamenti suoi la mattina si distesono in questo.

El giorno poi, quando fui all'audienza, esposto l'imbasciata, mi tornò in su medesimi ragionamenti, e, udito la commissione vostra, che stette a udire con gran patienza e modestia, disse : «La nazione fioren«tina, e nel dire e nello scrivere vulgare, passa tutti gli altri. El ma«gnifico Piero m'ha detto sempre molte buone parole, ma e fatti sono «stati molto più tristi.» E in quello si distese. Io risposi che, quando voi avessi avuto giusta cagione di farlo, ve ne doverebbe scusare; e che,

se e' si fussi preso errore, e che da ora la signoria sua vi facci intendere quali modi si abbia a osservare, e che e' sia con dignità della Città e sicurtà dello Stato, non mancherete in cosa alcuna. Ritornò in sul medesimo che e' non è più tempo di parole, e che gli bisogna buoni fatti *statim*, o la rovina sarà a casa vostra. E per certo, se quelli nostri passati furono savi, noi non ci doveremmo deviare da loro : «Io so «bene quello che han fatto e ricevuto e signori miei passati dalla vos-«tra eccelsa Republica e la casa Medici, e anche so come siate stati «trattati più volte da quelli del Re Alfonso. Questa è una grande osti-«nazione di Piero a dimenticarsi di tanta amicizia e perdersi la grazia «della corona di Francia. La Maestà Cristianissima non vuol altro se «non che voi non gli siate nimici, e gli sia dato passo e vittuaglia. E, «per dir ch' io non v' abbi fatto intendere qual debba essere il fine di «queste cose, io non v' ho potuto dire altrimenti quello che è nella «mente del Re di Francia; e questa sua disposizione non è causata ora, «ma è tre o quatro anni o più che gli è stato in voluntà di fare l' im-«presa, e ritenevalo la guerra che aveva col Re de' Romani, Inglesi e «Spagna; e, subito fatto l'accordo, mi fece intendere voler seguire «nella impresa. E in tempo che Piero de' Medici volle fare uno oracolo «d' Apollo a Roma gli Orsini, e fece quello ch' e' fece; e ancora non «resta di offendermi in tutti e modi ch' e' può, e con l' aver condotto «la contessa d'Imola[1], confortato M. Giovanni[2] a dare il passo perchè «ne sia fatto guerra in casa, e promesso di far fare cardinale il figliuolo, «e ultimamente, da poi la rotta di M. Obietto[3], è stato a Pisa con don «Federigo a consultare, e riducesi a consentire che le genti aragonesi «svernino in casa vostra; e non resta in tutti i modi ch' e' può di of-«fendermi. Nullodimeno, quando la sua magnificenza voglia essere «quello che e' debbe, io non mancherò di fare l' offizio del vero amico. «Confortatelo che non voglia, ad istanza del Re Alfonso e per difen-«derlo, tirarsi addosso la guerra, come in fatto è ordinato, non s' in-«tendendo subito che voi siate del detto animo, tutta si volta a voi.

[1] Catherine Sforza, de Forli et d'Imola. — [2] Jean Bentivoglio, de Bologne. — [3] La défaite de Rapallo.

« E oggi è 'l grande scudiere[1] a Genova; debbono aver deliberato di là « al modo della guerra da quelle bande per in casa vostra; e, non prove- « dendo i Vostri Signori presto, tuttavia la Maestà del Re è per obbligarsi « a dette cose, che, quando l'abbi promesse, Sua Maestà le vorrà osser- « vare. » E in questo accennò ne era ricerco da' Genovesi, a' quali giudicano essere molto a proposito loro per alle offese nostre; e, in conclusione, per quanto si ritragghi dal parlar suo, egli si fa fermo e saldo e in una sentenza medesima che, se voi non fate dimostrazione in brevissimi dì in fatto d'avere a essere da i loro, la guerra si comincerà sopra di noi; e che la Maestà Cristianissima e lui abbino a fare ogni cosa, e usare ogni opportuno rimedio per ridurci a' propositi loro. Ai quali parlari risposi, dimostrando di non poter credere che la eccellenza sua avessi a consentire che voi o la Città patissi di quello che in fatti non si meritassi; perchè e' non s'è fatto cosa alcuna contro per offendergli; ma, costretti dalla osservanza della fede, e per securtà dello Stato nostro.

[2] *Accadde, nel ragionamento feci qui col duca di Ferrara, a fare in parte quello che non occorse di poter fare nella andata nostra di Venezia a qua, quando passamo da Ferrara; e questo fu che, discorrendo la signoria sua, che, se non si osservava altro modo, teneva certamente che la guerra sarebbe in casa nostra; e, rispondendo ricordai alla eccellenza sua che ancora lei ci aveva da pensare assai, e che sapeva che in Italia è chi ha desiderio di trarsi qualche voglia, e pare al presente che e' dorma, aspettando e' possi venire occasione di cavarsela, e, così come il Re di Francia ne ha fatto offerire Brindizi e delle altre cose che non sono in suo potere, altri anche potrebbe consentire delle cose che altra volta gli ho contra detto, per schivare maggiore inconveniente, vedendosi per esperienza che la fortuna, massime ne' casi della guerra, variando diversamente fa l' uffizio suo.*

Benchè il signor Lodovico n'abbi detto avere prestato al Re di Francia cinquanta mila ducati, credo voglia che s'intenda di quelli, che a giorni passati furono conti a Milano; ma, per quello che di

[1] Pierre d'Urfé. — [2] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans le manuscrit.

nuovo si ritrae da qualcuno, lo ha servito e serve ultimamente ancora d' altri cento mila scudi, e così è da credere che di richieste di simil natura, sendo le cose innanzi quanto le sono, non gli n'abbi a negar posta.

A queste mattine, trovandosi a piacere in campagna el signor Lodovico, e venendogli innanzi uno mandato del signor di Piombino, par che lo pugnessi di parole, e chi fu presente dice non intese altro se non: « El signor tuo dice una cosa, e fanne un'altra, e tratta parentado « con Piero de' Medici, che è il principale nimico ch' io abbi. »

Dissemi il signor Lodovico San Piero in Vincula dovea partire oggi dalla corte per andare a Genova, e montare in sulla armata che andrà a soccorrere Ostia; e, di poi siano tornati qui in Alessandria, s' intende che ci s'aspetta stasera, che è il cammino suo per Genova; e disegnano che lui e Ascanio abbino a avere tanto seguito di cardinali e altri che il Papa abbi a restare con pochi, e in effetto che gli abbino ad essere bastanti a ridurre il Papa a poco più che niente.

Come per la lettera in quella di Bernardo Franzino, monsignore è ito alla via di Parmigiana, e così fu fama vi andassi il grande scudiere, perchè furono qui insieme; di poi s'è inteso che detto grande scudiere prese la via di Genova, dove si trova; e al continuo si vede andamenti assai di chi va e chi viene di questi Francesi e tutto il mondo pare loro. Così di poi ne andò già in Parmigiana il conte *de Montpensier*[1], il quale dicono debbe essere capitano di tutte quelle genti; e là si trova il signor Fracassa[2] a riceverlo e ordinare per questo stato secondo che gli ha in corrispondenza.

Dalla corte del Re non abbiamo commodità d'intendere altro che quello si dice per il vulgo; ma, non riscaldando che la persona del Re abbia a passar più innanzi, è da credere più tosto quanto scrisse Bernardo. Il signor Lodovico al continuo tiene visitato il Re per M. Galeazzo, e lui si sta ad Anone alla giornata; secondo i processi sì dovrà

[1] Gilbert de Bourbon Montpensier.

[2] Gaspard de San Severino, frère du comte de Cajazzo et de Galéas, et surnommé Fracassa.

poter dare più vera interpretazione. Ma *unum est* che la impresa pare che sia in luogo da dovere ire innanzi. Dio, per sua grazia, faccia essere il meglio per Italia, e in particulare per la nostra Città!

Benchè io dica innanzi che, domandando io la eccellenza del signore quello che farebbe il Cristianissimo Re, s' egli andrebbe a Genova, o verrebbe innanzi, e che e' rispose, ora ch' egli era fuora del male[1], ne delibererebbe; e, nel ragionare suo innanzi e la materia e il giorno, usò dire oltre a quella parte del non dover passare otto giorni aremo la guerra in casa : «E non passerà quindici dì arete la persona di Sua «Maestà, e me con lui insieme.» Che contradice a quello, e repugna allo aversi ancora a deliberare, come dice innanzi ne rispose ultimamente; la quale ultima risposta credo si accosti più a quello che sia il vero.

III.

GIOVANBATISTA RIDOLFI À PIERRE DE MÉDICIS.

Milan, 1er octobre 1494.

Sommaire. — Ludovic est à Vigevano auprès du roi de France. Accueil triste et sombre qu'il a fait à l'envoyé de l'ambassadeur. Nouvelle menace d'invasion du territoire florentin. Attente d'un soulèvement populaire à Florence contre les Médicis. Secours fournis par les Génois au roi très-chrétien. Maladie du duc d'Orléans.

A dì ix ebbi la vostra, la quale per Bernardo mandai al signor Lodovico, che si trova a Vigevano col Cristianissimo Re; e, circa a' processi del parlare suo, non v' ho a dire altro, salvo che Bernardo dice che strignendo sua eccellenza a solo come possa essere che, atteso i meriti dell' amicizia con casa sforzesca, lei consenta di venire a' danni nostri, e di mantenere in Italia queste genti di che può sperare più tosto pregiudizio di sè e delle cose sue che alcuna esaltazione, dice fe' segno di ristringersi in sè medesimo, e, sanza rispondere allora alcuna parola, s' inviò alla duchessa di Bari; e per la via, trovando M. Jacopo Trotto, lo

[1] Le roi était tombé malade à Asti.

menò seco, dove anco chiamò Bernardo, e imperò non seguì con Bernardo ragionamenti d'altro effetto che quanto si scrive agli Otto. A Bernardo pare che in quello ristringersi nella persona e nel viso fussi qualche segno di compunzione; e nondimeno, domandandolo poi se gli aveva a dire altro circa i ragionamenti avuti innanzi e delle persuasioni fatte di usar termini convenienti alla amicizia nostra, disse : «Io non vi «ho a rispondere altro che quello vi ho detto, noi ne veniamo di «presente a casa vostra con mille cinque cento lancie e dieci mila «fanti, e l'armata di mare, la quale debbe partire oggi o domani, e «andrà a trovare quella del Re Alfonso, ma dubito, se l'è a casa «vostra, lo potrà mal fare; ma la attenderà a fare le altre cose dise-«gnate.» E in effetto non si ritrae altro che gagliardie di parole; e in fatti si vede grandi preparazioni di gente che vanno già e a piè e a cavallo; è opinione ragionevole che costui debba fare ogni cosa per non si addossare in casa questo verno i soldati francesi. A Dio piaccia che di costà provediate alle cose vostre in modo che e' non possino nuocere!

Comprendo che e' siano in grande speranza che nella Città, sopravenendo loro, abbi a essere novità, facendo opinione che voi confidiate poco ne' cittadini, e *e converso* che non vi sieno affezionati, e che ogni stretta sopravenisse debbi far nascere qualche cattivo effetto. Credesi, quando egli apparessi qualche atto di quello, che stimo sia in fatto, cioè dello estimare assai i cittadini, e così che loro vi sieno affezionati, servissi molto a proposito a sgannarli di questa loro opinione, in su che qualcuno debbe fare grande fondamento, e di qua ne hanno sparso fama per tutto.

Ha ritratto ancora Bernardo da uno amico, ser Lodovico, cancelliere del signor Ridolfo, ch' el signor Lodovico si duole di non poter tener saldo il cervello del Re, non però circa la impresa, alla quale dice sta forte; ma che una volta vuole andare in campo, un'altra stare a Piacenza, un'altra a Ferrara, e simili mutazioni che gli danno impedimento al potere deliberare; e che gli erano stati ambigui, insino al dì avanti, se dovevano voltarsi in quello di Pistoia, benchè accennino Pisa, o pure andare in Pisano, e non sapere ancora la resoluzione. *Similiter* gli disse

che i Genovesi daranno sussidio a costoro per le vie loro; e inoltre li servono solo di cinquanta mila ducati con le obbligazioni; e che gli è ito là molto in fretta M. Bergonzio Botto, che è di questi sopra il danaio, per provedere a quello mancassi alla espedizione della armata e del principe di Salerno. E'l Vincula, secondo gli disse costui, e anche il Trotto, dicono non va in sull' armata. Aggiugnegli questo amico sapere di certo che gli hanno mandato ora di prossimo danari a' Colonnesi per fare uno supplimento oltre a' quelli uomini d'arme che hanno, e quali dicono sono otto cento, in modo che abbino in tutto mille dugento uomini d'arme; e che e' fanno conto che, tra la guardia del Re Cristianissimo e ogni cosa, hanno due mila lancie francesi in Italia, e secento ne sono adrieto, che vengono.

E'l Duca *d'Orléans* pare che sia restato in Asti, malato della sua quartana.

Costoro di qua spargono el campo aragonese s'è ritratto indrieto, e il loro fattosi innanzi. Dicolo, perchè possiate riscontrarlo; e arò caro di simili cose me ne teniate avvisato, perchè spesso c'è dato il falso per il vero.

IV.

GIOVANBATISTA RIDOLFI À PIERRE DE MÉDICIS.

Alexandrie, 3 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Mission secrète auprès du duc d'Orléans. Le duc se prêterait à une négociation qui aurait pour but de réconcilier les Florentins avec le roi de France aux dépens de Ludovic. Dénûment de l'armée. Défiance des Français.

Conditions indiquées par le duc d'Orléans :

Le roi de Naples prêterait au roi de France foi et hommage;

Le roi de France recevrait présentement une somme d'argent déterminée, plus une contribution annuelle;

Enfin, pour châtier Ludovic, une partie de ses états serait donnée au duc d'Orléans.

Per la lettera scrivo agli Otto, vedrete come io mandai Bernardo in Asti, donde tornò ieri.

Bernardo fu con l'amico e fecegli l'ambasciata nostra; e, per abbondare in cautela, secondo l'ordine gli avevo dato, lo ricercò ancora a bocca gli conferissi di quelle cose; il quale venne liberamente a quanto dirò : *In primis*, si dolse pure modestamente di non avere avuto facoltà da poter fare spesa in mandarvi qualche lettera; di poi gli disse avere esposto la imbasciata vostra al duca *d' Orléans*, e che la gli fu molto grata, e che sua signoria desiderrebbe mirabilmente che voi gli facessi intendere qualche cosa palpabile o di scritto o di mandato, o in qualche modo di qualche evidenza circa parti simili a quella mostrasti all' amico costì di mano di M. Agnolo, perchè non sarebb' altro che futtuosa operra. *Preterea*, gli disse ch' el prefato Duca e alcuni di quelli primi signori, de' quali Bernardo non tenne a mente i nomi, ma infra gli altri v' era *Saint-Malo* e Nicolaus, hanno deliberato di spacciare per costì a voi Pellegrino per lo infrascritto effetto, che ottenga da voi che mandiate al duca *d' Orléans* solamente una persona fidata con qualche partito onorevole da offerirsi al Re, per dare la picchiata al signor Lodovico e rivolgerli la piena addosso. La cagione in su la quale si fonda l'amico a credere *Orléans* parli da senno e che possa riuscire, oltre naturali che di sotto s' intenderanno, e che dice il Re non ha un soldo, e sono mezzo falliti, e signor Lodovico in fatto non ha dato loro altro che settanta cinque mila ducati in due volte; e questi soldati loro sono creditori d' una quarteria, e e' non vede modo che e' possino durare, sanza che in fatto, nè in universale, nè in particulare, non si fidano bene di questi Lombardi, e di continuo pare loro essere traditi.

Vorrebbe una volta *Orléans*, il quale dice vi ama, e sa che il Re vi ha per uomo costante e netto e per ricchissimo, e per questo in secreto vi tribuisce assai, che voi vedessi di ritrarre la mente del Re, intorno a questo caso, e facessi gli da nota, perchè si fiderebbe a voi, e staria, se vi fussi drento l' onore del Re, lo farebbono riuscibile. Ricercandolo Bernardo dove gli pare volessino trarre, gli rispose che *Orléans* gli avea mosso di tre cose pertinenti al Re di Francia, e una allo interesse suo : la prima ch' el Re di Napoli gli dessi fè d' omaggio del regno, e questa, dice l' amico, gli tagliò con arguirgli impossibilità, perchè, quando bene

il Re assentissi, si poteva presumere che il Papa non vorrebbe lui; la seconda sarebbe una quantità di danari di presente; la terza una quantità, ogn'anno; e a quest'ultima dice l'amico che si potrebbe promettere per ora tanto che si levassi il favore, e osservarla poi quanto bene venissi, come fè il Re ad Inghilterra; e così stima che, veduto il Re delle difficultà sono, e il signor Lodovico gli avea fatto la cosa facile, e persuasogli che, come e'fussi in Italia, ognuno avessi a tremare, e Papa e voi a cedere, e parendogli per quella via aver qualche parte del suo onore e avere fatto qualche cosa, vi condiscendessi; e, per dare in sulla testa al signor Lodovico e spacciarlo, dice bisognerebbe offrire a *Orléans* di dargli una parte di questo Stato, acciò si movessi.... (*Qui manca il resto.*)

V.

GIOVANBATISTA RIDOLFI À PIERRE DE MÉDICIS.

Alexandrie, 3 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Itinéraire du roi de France. Ses nombreux griefs contre les Florentins. Il s'apprête à envahir la Toscane et à prendre ses quartiers d'hiver dans la campagne de Pise. Peut-être ne divulgue-t-on ce plan que pour donner le change.

Venendo questo apportatore, solo mi resta a dire che, da poi scritto... arrivò qui la eccellenza del signor Lodovico, che è ita a Vigevano, e fui con sua signoria, dalla quale fui confortato andare a Milano, perchè, avendo a essere a Vigevano il Cristianissimo Re, non vi fia stanza per i mezzi; e così partirò di qui domani e andrò a Milano, aspettando ordine dagli Otto, se, infra questo tempo ch'el signor Lodovico seguiterà presso alla Maestà Regia, parrà loro debbi stare in Milano o andare a Piacenza, dove il signore mi disse si hanno a ridurre, benchè stimo vi si starà con difficultà. Dal prefato signore intesi il Cristianissimo Re debbe partire oggi d'Asti per andare a Casale di Monferrato, e lì potrà dimorare due o tre giorni; di lì, circa a martedì, ne va a Vigevano; e poi a

Pavia, venerdì o sabato; e da Pavia a Piacenza disegna sarà circa il martedì seguente; e quivi pare dovrà stare qualche tempo, e deliberare di sè secondo chei disegni loro riusciranno. Tornò il signor Lodovico a dirmi delle usate doglienze, e che gli parea gran fallo aspettiamo la guerra in casa nostra, e il Re incamminarsi ogni dì più contra noi, perchè al continuo gli è rapporto de' modi nostri che si osservano da dispiacere a Sua Maestà; e ultimamente *Peron de Basche*, avea rapporto che, passando di costì, e facendo intendere ch' egli avea da fare alcuna cosa per voi, gli mandasti a rispondere non avere a fare niente di lui, nè in Francia. Così che alla porta capitando di verso Roma cinque frati o prelati francesi insieme con altre genti, non furono lasciati entrare per essere conosciuti di nazione francese, e li altri sì; e vedesi che costoro si servono d' ogni piccola cosa. Risposi al signore che queste cose mi pareano favole, e che, se la Maestà si duole di noi, e mala informazione gli è data, che ancora potrà venire tempo saremo uditi, e allora intenderà la giustificazione nostra essere in modo da restar più in grazia di quella corona che mai. Ricordando a sua eccellenza non vogli mancare di fare l'uffizio d'amico; e di nuovo tornò a dire che aremo la guerra a casa, e che così al tutto è deliberato; e che queste genti francesi disegnano svernare in quello d'Italia, e mostrano di credere vi abbino a torre Pisa e Livorno, e di Sarzana e Pietra Santa non fanno dubio, dicendo al paese di Pisa si può campeggiare il verno, e questi nostri luoghi non essere forti; di Romagna non dice così, mostrando che per essere paese più forte non vi abbino tanto l'animo, ma si volghino di qua. Risposi a sua signoria che, benchè dal parlar suo udissi cose da dar molestia, ne proponevo in me alcuno bene, e questo è che stimavo che e'lo dicessi, che, se pure la piena venissi addosso a noi, ce ne avisassi perchè voi potessi più provedere, e, se così fussi, ne dobbiamo ringraziare la sua signoria, perchè proporrebbe il male perchè ci nocessi manco. Poteva ancora essere che e'minacciassi de' luoghi nostri, per darvi materia di tanto più pensare a provedere a' quelli, e nondimeno avere intenzione di battere altrove; e che, quando e' non ragguardassi a danno nostro, questo ci darebbe ancora manco noia, e in tal

modo volli dire che potrebbe essere accennino a Pisa per dare altrove, affine che voi non sovvenghiate el campo aragonese verso dove appare mandino la più parte delle forze loro. Replicai non lo diceva per altro se non per fare l'uffizio dell'amico, e perchè non dicessino poi: « Tu non « cene avisasti. » Venendo Pellegrino intenderete assai di loro andamenti.

VI.

GIOVANBATISTA RIDOLFI À PIERRE DE MÉDICIS.

Milan, 7 octobre 1494.

Sommaire. — Maladie du jeune duc de Milan Galéas. Nouvelles de la Romagne. Madame de Forli incline vers le parti français. Projets d'invasion de la Toscane. Avances d'argent faites au roi de France par les Génois. Force et destination présumée de la flotte. Force de l'armée de terre.

Sino domenica tornai qui in Milano; e attenderò risposta da' signori Otto, se, conducendosi il Cristianissimo Re e signor Lodovico a Piacenza, debbo soprastare qui, quello arò a fare. E, per quanto ritragga da poi sono qui, il prefato Re sarà alquanto più lungo, perchè dicono non sarà a Casale prima che mercoledì, per alquanto di indisposizione Sua Maestà ha avuta.

Il duca di Milano dicono è stato malato di febbre, e con dolori colici, per il che madonna la duchessa, sua madre, quattro dì fa, andò a Pavia visitarlo, e dicono che gli è circa guarito. Credesi ancora che la detta duchessa, avendo a passare di là il Re, farà opera di parlargli.

Da persona di buona pratica, e che altre volte, in tempo non creduto, ha detto qualche cosa importante, che poi è riuscita vera, ritraggo che il conte di Cajazzo, per via di Bologna, da l'arcivescovo di Milano che è là fu avvisato i fanti fatti in Val di Lamona e che si dovessino levare altrimenti vi sarebbono rotti, che madonna di Forli, volterà a proposito di costoro. Il signor Lodovico, quattro dì fa, ha mandato M. Giovanni, suo cugino, con molte larghe promesse, e tiene

per certo costui che, come le genti ducali e il Re s'accostino alle terre sue, per là farà quanto è detto di sopra.

Item che uno esercito francese delle genti che fanno capo in Parmigiano, e M. Galeazzo, e M. Antonio Maria con le loro compagnie e buono numero di fanti alamanni, che al continuo passano di qui, ne andranno a' danni vostri, in quel di Pisa per la via di Garfagnana, e da Lucca, la quale tengono di avere al fermo a loro proposito. È ancora da pensare se per detta via potessino andare in quello di Pistoia e venire nel piano di Firenze; benchè la voce risoni per ciascuno siano per andare a Pisa; e i Genovesi, dice, servono il Re in una partita di novanta mila ducati, che cinquanta mila ne pagano i Sauli, venti mila San Giorgio, e venti mila la comunità di Genova, di che è fatta loro certa cauzione che e' saranno pagati in Francia con lo interesse; in che modo stia la sicurtà non ha notizia l'amico. In un'altra partita, dice l'amico, i prefati Genovesi danno al Re cento mila ducati; da' quali in parte s'assicurano in su luoghi di Genova, che molti di questo Stato vi hanno, e certe altre cauzioni che ne fa questo signor Lodovico; con condizione che, dando loro fra certo tempo Serzana e Pietra Santa, resti quietato, de' ducati cento mila.

E così dicono a ogni modo mandano il campo a Serzana delle genti d'arme e fanterie, che il Re si trova in Genovese; e, con quello favore e sussidii gli potranno dare i Genovesi nella impresa, disegnano tramezzare Serzana e Pietra Santa, con tenere fanterie assai a Massa, Lavenza e Carrara, e con l'armata mettere artiglierie per la fiumana; e così provederli di quello sarà di bisogno di vittovaglie e altro.

L'armata dicono debbe essere di quattro navi grosse, venti galee e sei galeoni, e portano quattro mila fanti e secento uomini d'arme con due cavalli per uomo d'arme, per porli ad Ostia e a Nettunno la più parte, e col resto, e con le navi grosse, andare co' baroni nel Reame.

L'esercito per a Pisa dicono sarà di cinque cento lancie e sette mila fanti alamanni; la più parte di questi sbattetene quello pare a voi.

Dicono il Re si troverà in Italia, tra e venuti e quelli passati, due mila lancie a Piacenza. Dice si deputa le stanze in questa venuta per il Re, tra el Piacentino e Parma, per sette mila cavalli. Bologna dà buona speranza, e, secondo l'opinione di questo amico, s'accosterà a chi al fine sarà da vincere. E il Re de' Romani dice essere bene d'accordo con Francia per avere animo contra i Veneziani; ma di queste cose non parla sì proprio, come delle altre dette innanzi.

Qui si dice per qualcuno che Cammillo Vitelli è fatto soldato del Re; dovetene aver di costà il vero.

VII.

GIOVANBATISTA RIDOLFI À PIERRE DE MÉDICIS.

Sans date.

SOMMAIRE. — Négociation secrète avec le duc d'Orléans. Ce prince ménagera, selon son pouvoir, les intérêts des Florentins, que Ludovic ne cesse d'accuser et de desservir auprès du Roi. Forces des Français et leurs dispositions. Leurs espérances. Belles promesses de Ludovic au Roi. Soupçons de trahison. Intentions hostiles de Maximilien. Le duc d'Orléans pense que le roi de Naples aimerait mieux le voir en possession d'une partie de la Lombardie que Ludovic son ennemi. Si l'affaire réussit, il se peut que la Toscane soit préservée de l'invasion. L'arrangement profitable au duc passera pour un succès, et les Français pourront retourner dans leur pays avec les honneurs de la guerre. Propos du duc de Bourbon au départ. Nouvelles menaces de Ludovic contre les Florentins.

[1] . . . *L'amico dissegli (a Bernardo) ancora* Orléans *avergli conferito che, se bene è ammalato com'è, che ha delle quartane, arebbe pure possuto andare in sull'armata, quale vogliono mandare fuori; ma che farà ciò che e' potrà di non si trovare a fare cosa che torni contro a voi o alla Città. Aggiugne che 'l signor Lodovico ha usato termini pessimi, in incaricare la Città di vizi appresso a' quelli signori, con confortarli alla desolazione totale, e che siate usurai e guastate il regno loro. E finalmente e' si sono resoluti di mandare queste genti a' danni nostri, se voi non rispondete liberi a l'uomo Francese venuto costì, di voler essere di qua; e raccoglie ch' el signor Lodovico s' ingegna che e' si*

[1] Les fragments de cette dépêche sont en chiffres dans le manuscrit.

facci uno sforzo grande, per vedere se potessino fare qualche acquisto prima che ne venissi il verno; benchè e' ragionano di campeggiare el verno, e che al continuo mandano in giù assai gente, secondo che anche si vede in effetto. Dice che fra le lancie passate e quelle che hanno a passare, e già sono di qua da monti, sono mille quattro cento sessanta, computatone dugento che sono per mare et per terra, e massime per la via Garfagnana; e tengono per certo d' avere Lucca per loro; e così fanno grande fondamento in Ostia e Colonnesi, e ch' el signor Lodovico ve li pasce su mirabilmente; e così s' è fatto molto bello della rotta del M. Obietto[1], *e hanne fatto loro scrivere per tutto il Reame loro e di là da monti. A Ostia mandano ottanta uomini d' arme, e quattro mila fanti, e dice non sapere ancora s' el Vincula se fiderà ad andarvi in persona, benchè sia ito a Genova a sollecitare questa espedizione.*

Aggiugne che il Re s' è molto maravigliato e alterato di questo ritirarsi adrieto del campo, e dice ch' el Re di Francia ha detto : « E come non dicevano « costoro che i nostri erano più forti e meglio in ordine che i nemici? » E ha affermato volervi andare in persona, e mettervi la vita e il regno; e simili parole dimostrative di passione.

Ricercandolo Bernardo se tra costoro era stata diffidenza, o ricercosi fortezze o altro, gli rispose che insino in Francia li promise maria et montes, *e di darli el castello di Milano e di Pavia, e che, visto costoro gli atti fatti loro da' Genovesi, il Re voleva in mano il castelletto di Genova, e che'l signor Lodovico gli disse che e' non era a proposito, perchè, dandogliene, i Genovesi, che sono con sospetto, si potrebbono alterare e fare qualche grande scandalo; e dice l' amico,* Orléans *avergli detto che non ritornerebbe più a Genova, per buona cosa, e che l' altro dì non vi ebbe un soldo, e anzi, per provedere a certi capi di quelli Tedeschi che romoreggiavano, non potendo più vivere sanza danari, vi mise da quattro mila ducati del suo, i quali non può ora riavere, e ogni dì n' è con* Saint-Malo. *Dice, benchè il signor Lodovico per acquistare in parte il Re di Francia, gli disse : « Da ora, acciò che possiate fidarvi di « me, dovunque voi vorrete per questo Stato, vi metterò in castello, e non vi « sarà altri che de' vostri, » domandandolo Bernardo se poi avevono a restarli*

[1] Défaite de Rapallo.

in mano, disse che non lo sapeva, e dubitava del castello di Milano, perchè di poca ora innanzi Saint-Malo *gli aveva detto : « Noi siamo tornati da Genova, « ma io non dico così da Milano; » che gli parve accennassi una cosa simile. « Se voi potete (dice l' amico) resistere questo primo conato e guardare le cose « vostre, benchè dica l' artiglierie è cosa stupenda, e vogliate attendere a quell' « altra pratica, si potrebbe fare qualche bene; » rimettendosi sempre che parlava per quello tanto intendeva; aggiugnendo che uno disordine che voi dessi loro in questo principio, pure di cento uomini d' arme, li sbigottiresti mirabilmente, per tenersi al continuo traditi come s' è detto. Immo, in questo ritrarsi a drieto el campo dice hanno preso ombra, e massime di certe parole che ha dette il conte di Cajazzo, a M.* d'Aubigny, *che, quando saranno tanti Francesi quanti Italiani, si faranno innanzi; e quella parilità dà loro noia, nè la intendono chiaramente.*

Ancora gli disse sapere ch' e Genovesi facevano grandi offerte al Re per le offese vostre, e più volte vi aggiunse che il Re è in termine d' andarvi presto per danari; e da altro canto che, se la tornassi in Francia sanza avere fatto qualche cosa, ne farebbe una perdita grandissima di reputazione.

Ragionò anche seco l' amico avere inteso da uno amico suo di qualche stima che Massimiliano presto moverà guerra al Re, benchè loro non l' aspettino, e ne paia loro stare sicuri, per avere Massimiliano di prossimo mandato sigillata la obbligazione di alcuna città del regno suo, che giurarono la osservanza della pace; che versa vice si obbligarono al Re de' Romani d' essere contro a Francia, in caso che 'l Re Cristianissimo rompessi i capitoli.

Dice che Orléans *gli ha detto che facesti loro intendere qualche cosa; e in oltre* Orléans *persuadersi che il Re Alfonso sarà contento che lui più presto abbi parte di questo Stato che lo tenga il signor Lodovico, levandosi massime il Re la guerra da casa. Soggiunse l' amico che non aspetta per venire costì altro che uno salvocondotto suo, el quale* etiam *quando non avessi, non starà per questo che non venga. E, perchè Bernardo gli disse che costoro andavano in giù, gli rispose che non dava noia, perchè, se la pratica s'appiccassi, non mancherà modi al Re, il quale in ogni modo stima che fra uno mese, non facendo di costà uno grande processo, ne vorrà tornare in Provenza, e venirsene; e poi a uno tratto, loro di qua, e voi di là, dare addosso al signor Lo-*

dovico e scacciarlo. E soggiunse l'amico che a bocca o per lettere sue, le quali manderebbe o stasera o domani, vi farebbe intendere il modo avessi a tenere nel potere mandare a Orléans. *Ricercandolo Bernardo come* Saint-Malo *andava in questa cosa, essendo vivacissimo all' impresa, disse che in ogni modo* Orléans *andava seco con rispetto, ma che* Saint-Malo *era in qualche cosa alienato da costui, perchè, tenendo non so che pratica non di molta importanza col Papa e signor Lodovico, l' ha saputa e rivelata al Re, el quale atto dice che molto è dispiaciuto a* Saint-Malo. *Aggiungendo ancora che pensano pure che li esiti della guerra sono dubbii, oltre alla predetta gelosia d' essere ingannati, e dubitano che, non riuscendo le cose, abbino a avere poco grado in Francia, perchè, infra l' altre, pare che M.* de Bourbon, *quando ultimamente il Re si partì, disse a Sua Maestà e a' questi altri che lo consigliavono queste parole: « Voi andate in Italia, il che mai non mi piacque. Dio vi dia « felicità, perchè vorrei vedere l' onore della corona! Ma, se là vi va a rovescio, « el primo che vi volgà le punte sarò io. » E questo è una delle cose che indurrebbe* Orléans *a fare ogni conato, perchè gli parebbe, avendo sempre contradetto la impresa, avere onore e gratificare il Re di Francia, perchè non tornasse affatto scornato, e restare con somma reputazione in Francia, e coloro, cioè* Saint-Malo, *interamente dejetti, parendo che avessino operato qualche cosa. Dice oltre a ciò* Orléans *avergli conferito che, se questa cosa si facessi per questa mano, voi saresti il più felice uomo del mondo, e la Città in migliore termine; e che si obbligherà sua signoria a farvi dar l' ordine e una buona entrata in sulle più vive cose di Provenza; e afferma che e' c' è su molto fisso e inanimato, come dovrete intendere per le lettere sue, le quali saranno dirette a M. Currado, suo fratello, perchè dice ha la sua cifra, sanza la quale non scriverebbe, e che voi subito mandiate per lui. Ritrae e per cosa autentica che Massimiliano fa gente, e viene a Basilea per accostarsi poi a* Inspruch *e non gli piace che 'l Re di Francia vadi per Italia, e che se ne scoprirà. E, dicendo Bernardo per farlo dire, credere che Massimiliano possa mal farlo, per avere promesso, ecc. gli rispose: « Egli ha promesso « di non molestare il Re di Francia per le cose loro di là, ma non di non « potere sovvenire la Chiesa, e le cose dependenti di quella. » L' autore è uomo da bene, e al quale dispiace questi modi del signor Lodovico di mettere bar-*

bari in Italia, e aggiugne maravigliarsi ch' el Re di Napoli peni tanto a muoverlo, e così di questi Svizzeri, a' quali pochi danari farebbono saltare. Spero nondimeno che per le lettere dell' amico più diffusamente intenderete. E presto da lui a bocca che disse ne verrà per stafetta.

Bernardo trovò il signor Lodovico ad Anone, e, parlandogli di quello prigione, sua eccellenza gli disse : « Scrivi a M. Piero e M. Agnolo che mi paghino i cento ducati a loro posta, perchè abbiamo concluso di venirne di brigata a casa vostra; e così lo dì all' ambasciadore da mia parte, perchè, se non sarete savi, e non risponderete a Firenze all' uomo mandatovi di volere essere col Re di Francia e con noi, verremo in brevi dì a trovarvi, e vogliamo di primo colpo e Pisa e Serezzana e ogni cosa insino a Livorno. » E questo fu in presenza di molte persone, massime della duchessa di Bari, di M. Galeazzo, e M. Antonio Maria, e uno Marino Caracciolo di Ascanio. E rispondendolo el cancelliere alcuna buona parola, e perseverando pure sua eccellenza, anzi accrescendo in dire, gli rispose stimare che voi costà sarete prudenti secondo il solito; e, quando pure avessi deliberato di offendere, il che sarebbe senza ragione, gli ricordava che Dio alla fine suol tener conto delle cose ingiuste; ma non potere credere che sua eccellenza dicessi da senno, perchè le menti non lo comportano. Allora saltò in infinite delle sue, per le quali gli pare colorare questo animo suo, e, infra le altre, che voi faresti male a non lasciar conseguire al Re di Francia la sua giustizia del Reame di Napoli, e che quella Maestà Cristianissima mandava che i nostri a Roma sparlavano di lei, e dicevano che l' era venuta di qua leggermente, e leggermente si tornerebbe in Francia; e che la avea deliberato di rivolere le cose sue; e, perchè Genova era di Sua Maestà, avea detto di rivolere Serzana e Pietra Santa : e giurò in sulla sua fede che non li avea già insegnato questo. Bernardo ricercò sua eccellenza come udiva volentieri ch' el Re di Francia dicessi che Genova fussi sua; a che rispose, che l' era di Sua Maestà siccome Milano e Firenze di Massimiliano. Dissegli Bernardo che Firenze non andava in questo conto, ma parergli pure che sua eccellenza volessi Genova, e Milano per se.

VIII.

GIOVANBATISTA RIDOLFI À PIERRE DE MÉDICIS.

Milan, 22 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Mort du jeune duc de Milan, Jean Galéas. Ludovic proclamé duc de Milan. Sa satisfaction, ses projets. Il veut être roi de Lombardie. Marche de l'armée française contre la Toscane. Nécessité, pour Pierre de Médicis, de pourvoir à la défense du pays, et, plus encore, de prévenir à Florence tout mouvement populaire. Propos tout pacifique de Ludovic. Entrevue du roi de France et du jeune duc mourant : il lègue son fils, encore enfant, à Charles VIII. Consolations offertes à la duchesse Isabelle.

Ieri vi scrissi della morte del duca Gian Galeazzo; stamani si publicò in nuovo duca il signor Lodovico, el quale stanotte è venuto in Milano. El modo che è stato tenuto in tale assunzione, dopo alcune pratiche che sua signoria avea tenute con di questi gentiluomini, fu che buono numero di loro, o vero alcuni di loro per parte di molti andarono stamani alla sua eccellenza a pregarla e confortarla pigliassi in tutto il titolo e dominio di questo Stato, sperando dovere essère meglio governati che se venissino in mano d'altri; e cosi accettò le offerte, e ha seguito.

Ne' ragionamenti avuti col prefato illustrissimo signore ha mescolato sua signoria che 'l duca Francesco, quando scriveva a Cosimo, lo chiamava padre; e che, essendo dell' ossa sue, ragionevolmente e di costà e di qua si dovrebbe procedere co' medesimi modi di quelli tempi. E, in discorso di ragionamenti oggi cavalcando, sendo in mezzo sua signoria dello oratore Ferrarese e me, esultandosi che Dio la prosperava, e avevagli fatto e faceva grazie assai, come de' processi sua passati, e ultimamente di questa sua assunzione, voltandosi verso l' oratore Ferrarese, disse publicamente, che chi era attorno poteva udire : « E non passerà uno mese « ch'io arò una cosa maggiore. » E, parendogli non essere stato in tempo la prima volta, voltandosi verso di me, lo replicò di nuovo. *Preterea* stamani, quando andava attorno per la terra, mostrandosi nuovo duca, e, passando dall' uscio d' uno di questi gentiluomini, el quale si trovava quivi, e salutò sua signoria e fecegli reverenza rallegrandosi come a

nuovo signore, dice si fermò alquanto, e che gli rispose: « Messere tale, « e' passerà pochi giorni che voi arete un' altro nuovo duca. » E, esaminato la interpretazione di questi suoi parlari, di quello disse a noi, e dell' atto usato a questo gentiluomo, avendo sua signoria, per quello intendo, altra volta usato dire che si vuol far re, è opinione di qualcuno ch' egli abbia voluto inferire ch' egli abbi in animo di farsi re di Lombardia; e per conseguente, quando questo seguissi, el figlio succederebbe in duca.

Per la lettera agli Otto vedrete come in fatto il Re di Francia per la via di Pontremoli ne viene a' danni nostri, e, quanto si ritrae di qua, e per questo mi paia intendere per più via e lettere e questo signore, sono in opinione che, col mandarvi a opprimere con gente d'arme, nella Città abbi a seguir disordine; e non è forse fuori di proposito che quello dico aver detto di sopra, che fra uno mese seguirà una maggior cosa a suo proposito ecc. abbi voluto inferire a tale effetto. Per Dio, Piero, siate prudente, e ristringetevi co' vostri cittadini, facendo quella elezione che si conviene alla importanza di tanto peso quanto sono le cose che corrono di presente; e, quando in tale effetto succeda qualche dimostrazione grata alla Città, donde apparissi manifestamente che voi fussi in dilezione e amore coi prefatti cittadini, certamente gioverebbe con costoro quanto uno buono esercito. E nondimeno non restate di far di fuori tutte le provisioni che si conviene per la difesa delle cose nostre; e datevi buona cura alla persona, come ricerca la importanza di questi tempi.

E' mi è parso, nel ragionare oggi con questo signore, che introducendo a domandarmi: « Imbasciadore, avete voi pensato qual sarebbe « il rimedio con il Re di Francia? » E io rispostogli come dico all' uffizio ecc. che gli abbi potuto inferire, quando gli fussi messo innanzi qualche partito per acconciare queste cose, non gli dispiacerebbe; e, oltre a quello scrivo a' Signori Otto, disse: « El Re di Francia m' ha detto « che voi gli avete mandato a offerire trecento mila franchi, e che e' si

di casa mia, mi pare essere tenuto molto più ad affaticarmi che i miei predecessori, per essere stato io molto più sopra i meriti miei onorato che gli altri, che quanto manco ne sono stato degno, più me obbliga e a questo che fo al presente, e a non perdonare mai a fatica o disagio o spesa fino alla morte inclusive, la quale mi reputerei a benefizio sempre la spendessi per ciascuno di voi particulare, e tanto più per lo universale di cotesta Città, come me ingegnerò fare al presente, che o ne raporterò el contento e vostro e della Città, o vi lascerò la vita.

Intanto priego le Magnificenze Vostre, per la fede e affezione debbono alle ossa del vostro Lorenzo, mio padre, e lo amore avete conservato inverso di me non manco figliuolo vostro che suo in reverenza e affezione, siate contenti fare pregare Dio per me, e avere per raccomandati miei fratelli e figliuoli, de' quali, se a Dio piace ch'io non torni, ne fo a tutti voi testamento, e me insieme con loro vi raccomando. Io partirò di qui domattina per a Piacenza, e di là, se a Dio piacerà, rescriverò a Vostre Magnificenze quale disposizione troverò, e con loro consiglio eseguirò, se le mi commetteranno cosa alcuna, più fedelmente potrò; e *iterum* me vi raccommando insieme con tutta la casa mia.

II.

À BIBBIENA.

Empoli, 26 octobre 1494.

Sommaire. — Qu'il le tienne au courant des affaires, et qu'il dispose tout pour son prochain retour.

Io vi mando inclusa una lettera a' cotesti cittadini, che alla Signoria mi parebbe arroganzia la mia a scrivere. Sono bene contento sia comune a chi parrà sia a proposito. Fategli ragunare e la date a' proposti, e scrivetemi poi quello intendete di costà. E vorrebbesi avessimo cifra; mandate mene uno, e attendete a confortare la mia brigata tanto ch'io

EXPÉDITION DE CHARLES VIII EN ITALIE.

LETTRES DE PIERRE DE MÉDICIS[1].

(*Arch. Med.* cart. avant. princip. filza 72.)

I.

À LA SEIGNEURIE.

Empoli, 26 octobre 1494.

Sommaire. — Il justifie son départ subit. Il va s'offrir au roi très-chrétien, et détourner sur sa tête l'orage qui menace sa patrie. Il recommande à la Seigneurie sa famille et sa mémoire, s'il ne doit pas revenir.

Io non piglierò altra scusa con Vostre Magnificenze di questa mia subita partita, perchè non credo dovere essere imputato o ripreso di quello che, secondo l'animo mio e debole giudizio, mi è parso el più salutifero remedio a conservazione della mia patria, e di manco impedimento dello universale e pericolo di ogni altri da me in fuora, e manco disagio a tutte le occorrenze presenti; parendomi, con lo offerirmi in persona alla Maestà Cristianissima del Re di Francia, potere meglio sedare la ira o odio avessi conceputo contro cotesta Città o Stato, di quella, per le opere conservate insino a qui ad instanza della vostra fede e obblighi verso altri; perchè, se sua Maestà Cristianissima non vuole altro che la mutazione delle operazioni vostre, io che ne sono stato incolpato, o me ne purgherò con sua Maestà Cristianissima, o ne piglierò conveniente supplizio più presto in la persona mia che in cotesta Repubblica; per la quale, ancora che simile opera sia peculiare già fatta

[1] La première et la troisième de ces six lettres sont imprimées dans Angelus Fabbronius, *Vita Leonis X.*

sarmi con la Maestà del Re, se prima non gli ho fatto intendere questo mio concetto, che ne è suto cagione el non essere prima in necessità tale, nè mai averia pensato, per non avere mai diffidato in tanti amici, e in una tale Città come è Firenze; e me escusi con Sua Maestà, che non sono il primo infermo che si conduce alla *extrema unctione* sanza conoscersi mortale.

In somma direte questo, che insino in inferno conserverò la fede mia al signor Re Alfonso, e forse gli sarò più utile servitore in vile condizione appreso il Re di Francia, che nel primo luogo dello Stato, che è sì debole a Firenze; e, se bene ora io offendo in qualche parte Sua Maestà, il che fo contra mia voglia e forzato, promettetegli che *sentiet aliquam fidem immaculatam* ancora in questo atto di Piero de' Medici. E'l simile pregate sua magnificenza faccia con la eccellenza del mio duca di Calabria, e me li raccommandi umilmente a loro Maestà e Eccellenza.

Lasciovi carico di dire li particulari al magnifico M. Marino, li partamenti e difficultà de' cittadini, non nominando però persona, ma dicendo le cose, e facendo fede di quanto ho tenuto la piena.

Allo oratore ducale farete intendere per mia parte che, trovandomi qui, mi sono resoluto andare a fare reverenzia al Cristianissimo Re di Francia, e, perchè non crederei potere fare opera alcuna buona sanza lo intervento del duca di Milano, gli fo nota questa mia partita, perchè ne dia notizia al suo signore, riservandomi a bocca, o con la eccellenza sua, che spero sarà appresso al Cristianissimo Re, o con chi vi fussi in nome suo.

Partirò di qui domattina per a Pietra Santa; l'altro a Serzana; l'altro dì, se il Casa sarà tornato, a Pontremoli, dove si dice si aspettava il Re, benchè non si sappia del chiaro.

Trovando qua il signor Francesco Cibo in qualche disordine, mi è parso levarlo da Pisa, e sotto ombra che intrattenga e conforti costà l'Alfonsina in questa mia assenza, ne verrà per contentarmi domane o l'altro. Conducendovisi, intrattenetelo e carezzatelo più che potete, acciò che non ritorni di qua troppo tosto.

IV.

À BIBBIENA.

Pietra Santa, 29 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Voisinage de l'armée ennemie et ses progrès. Nécessité de faire un effort suprême. Perplexités. Le passage une fois forcé, il faut renoncer à l'espoir de défendre Pise.

Io giunsi qui iersera, e trovai che il campo inimico era tra qui e Serzana, dove ancora è, e hanno preso a patti Ortonovo e Nicolo, e per forza el Borgo di Castel Nuovo; dove ora combattono e bombardanno la rocca, la quale sarebbe pure bene recuperare, perchè è per tenersi qualche dì, e se n'arebbe tutto l'onore perduto, se si soccorressi questo castello; che al manco bisognerebbe uno cinque cento o secento fanti. Nè è manco necessario questo provedimento per la salvezza di Castel Nuovo che quella di Pietra Santa e Pisa; *che qui e là siamo in cattivo termine, se di costà non vi sputate nelle mani;* e *io getto la fatica;* e forse *vi metterò la vita,* se vo a donare quello che mi sarebbe *tolto per forza.*

Io non ho ancora risposta del Casa, e ho mandato due trombetti a chiedere salvocondotto, quali credo sieno stati impiccati, perchè non tornono. Scrissi al duca di Milano da Pisa, e mandai per uno cavallaro la lettera, che so è arrivato a Serzana, ma non so se è ito più là, perchè da Serzana non intendiamo nuove; e *presto, se non provedete a' fatti nostri,* durerete fatica *a intendere di noi,* che ci siamo provisti assai bene, che ci abbiamo qui circa quattro cento fanti e dugento trenta uomini d'arme molto bene a ordine; e siamo *di sì poco inferiori* alli inimici, che non credo ci si venghino a accampare; non ci è *molto da mangiare, ma ce n'è;* per tanto che crederrei avere tempo a fare *li patti* onorevolmente, se in questo mezzo io potrò passare innanzi *omnino,* ma ricordo che, se io *lascio Pietra Santa, la si perderà se non ci viene* provedimento, e d'uno uomo atto a provedere e di capo a questa gente d'arme, che non si vorrebbe mancare uno commissario di autorità; che, se stamane non ero io, erano ad ordinarsi *impacciati per la poca obedienzia,* e forse anco *per la viltà* di M. Ercole se andavono *con Dio,* e las-

ciavono *questa terra in preda*, come sono rimaste *le altre;* nè fanno mai altro che dirmi si vorrebbe bene guardare la terra e mandare queste genti d'arme a Pisa.

Fate per l'amore di Dio e dell'onore della Città nostra e anche *per la sicurtà mia, ci si provegga;* che facendo altrimenti pensate che ogni giorno *restiamo in peggiore termine.* Stringete costà per ogni verso, nè intromettete alcuna cosa.

Operate che queste cose vadino *a barca.*

V.

À BIBBIENA.

Pietra Santa, 30 octobre 1494.

SOMMAIRE. — Première entrevue avec M. de Saint-Malo. Dessein du Roi d'être dans quelques jours à Florence. Préparatifs à faire pour sa réception.

Stamani vi scrissi della venuta di *Saint-Malo* e delli altri; de' quali per darvi più notizia vi mando el nome loro; e per questa vi ho a dire che tutti questi gentili signori stasera sono venuti qui in Pietra Santa molto onorevolmente.

E, perchè intendiate ogni mio processo in questa cosa, non vi ho a dire altro se non che, dopo le grate accoglienze, M. *de Saint-Malo* mi dice che il Cristianissimo Re se ne dovrà venire verso la volta di Pisa, e poi a Firenze fra quattro o cinque giorni, e questo me lo afferma sanza dubio alcuno.

La qual cosa, per essere di importanza, me è parso significarvene tosto, acciò che e costì e a Pisa, circa el ricevere Sua Maestà si prevenga alli provedimenti; quali non dubito punto, pensata la prudenza di cotesti savii cittadini, doveranno essere convenienti ad un tanto Re; e per ora non vi dirò altro, se non che di subito che altro arò ritratto ve ne darò piena notizia.

VI.

À BIBBIENA.

Pietra Santa, 30 octobre 1494.

SOMMAIRE. — L'accueil honorable dont il est l'objet semble de bon augure.

Questa lettera sarà breve, ma di buono effetto. L'araldo del Cristianissimo Re di Francia or ora è venuto qui a dire, e per parte di *Saint-Malo* e di due altri gentili signori mi ha chiesto el salvacondotto; e quali signori mandati dal Cristianissimo Re di Francia vengono innanzi per ricevermi [1].

Dovvene avviso perchè meco vi rallegriate di tanto onore, di che farete intendere subito a' signori Otto e Alfonsina, a Monsignore e Giuliano [2].

[1] Charles VIII avait envoyé, à Pietra Santa, M. de Saint-Malo, accompagné de plusieurs seigneurs, à la rencontre de Pierre de Médicis, avec mission de le conduire à Sarzane, où le Roi devait lui donner audience. (*Rif.* classe X, dist. V, reg. n° 41.)

[2] Ses deux frères, le cardinal Jean et Julien de Médicis.

AMBASSADES ENVOYÉES

PAR LES FLORENTINS

A LA RENCONTRE DU ROI CHARLES VIII.

PREMIÈRE AMBASSADE [1].

2 novembre 1494.

COURTES NOTICES

SUR LES MEMBRES DE LA PREMIERE AMBASSADE.

Cette ambassade se composait:

De Pierre de Médicis, parti par avance;
De Piero Alamanni,
De Piero Soderini,
D'Agnolo Niccolini,
De Domenico Bonsi,
De Francesco Valori,
De Braccio Martelli,
De Giuliano Salviati.

[1] Les troupes françaises, réunies aux troupes du duc de Milan, avaient pris l'offensive dans la Romagne, et avaient forcé le duc de Calabre à la retraite. Pendant ce temps Charles VIII, à la tête de son armée, pénétrait, par Pontremoli, dans la Lunigiana. Le pays, frappé de terreur, s'était soumis presque en entier au marquis de Malespina, qui avait conclu un accord avec les Français. Fivizzano seul avait osé résister. L'ennemi l'avait emporté de vive force et l'avait saccagé. La République semblait perdue sans ressources. Dans ces circonstances, Pierre de Médicis tentait une démarche désespérée pour fléchir le courroux du Roi. Cependant les Florentins, se défiant de Pierre, désignent, le 2 novembre, sept autres ambassadeurs, qui doivent se joindre à lui, surveiller ses actions et limiter ses pouvoirs. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 84, et dist. V, reg. n° 41.)

Pierre de Médicis est mêlé à toutes les affaires de l'Italie; à cette époque son histoire se retrouve à toutes les pages de l'histoire générale.

Quant à Piero Soderini, nous l'avons fait connaître à propos de son ambassade en France.

Nous avons rencontré déjà Agnolo Niccolini et Piero Alamanni à Milan et à Naples.

Quels étaient les quatre autres personnages désignés pour faire partie de cette solennelle ambassade?

DOMENICO BONSI.

Domenico Bonsi était un jurisconsulte renommé pour sa prudence et sa sagesse autant que pour son savoir. Né en 1430, il avait été trois fois prieur et une fois gonfalonier de justice. Il avait en outre rempli les fonctions d'ambassadeur auprès du duc d'Urbin. Partisan déclaré de Savonarole, il fut éloigné de Florence, sous l'honorable prétexte d'une ambassade à Rome, par les ennemis du célèbre dominicain, à l'époque même où ils conjurèrent sa perte.

Bonsi ne survécut pas longtemps au supplice de son éloquent ami; il mourut en 1501.

FRANCESCO VALORI.

Par sa haute expérience, par son amour pour la liberté, par son désintéressement, par l'austérité de ses mœurs, Francesco Valori s'était montré digne du surnom de Caton que lui avaient donné ses concitoyens. Deux fois il avait été prieur, quatre fois gonfalonier de justice. Lorsque Charles VIII eut quitté Florence, Valori fut choisi pour négocier avec M. de Saint-Malo l'affaire délicate de la restitution de Pise.

Ambassadeur auprès du duc d'Urbin, puis commissaire général dans la guerre contre les Pisans, désigné enfin comme un des Dix de la guerre, il servit sa patrie de ses conseils et de son bras.

En 1497, Bernardo del Nero ourdit une conspiration en faveur des Médicis. Arrêté et convaincu, il fut condamné à mort ainsi que ses complices. Valori, qui tremblait pour l'avenir de la République à peine affranchie, fit exécuter immédiatement la sentence rigoureuse qu'il avait contribué à faire rendre, refusant aux condamnés, par un acte arbitraire, le bénéfice du recours au grand conseil.

C'était l'époque de la toute-puissance passagère et de la chute rapide de Savonarole. Républicain austère, Valori était un des disciples les plus dévoués du fougueux réformateur; il le défendit les armes à la main. Lorsque la Seigneurie donna l'ordre de l'arrêter dans le couvent de Saint-Marc, en vain il s'efforça d'ameuter le

peuple en faveur du dominicain, que les soldats traînaient en prison. Contraint de songer à son propre salut, il parvint à grand' peine à regagner sa maison, où il demeura caché. Mais, le lendemain, la Seigneurie le fit saisir, et, comme on le conduisait au Vieux Palais, les Ridolfi et les Tornabuoni, qui avaient à venger des parents frappés l'année précédente comme complices de Bernardo del Nero, se précipitèrent sur lui, et le massacrèrent sur la voie publique.

BRACCIO MARTELLI.

Braccio Martelli était petit-fils par sa mère du célèbre condottiere Braccio Fortebracci.

Laurent le Magnifique, qui l'aimait, le chargea de diverses missions importantes. Il s'était maintenu également dans la faveur de Pierre de Médicis, mais il l'abandonna dès qu'il le vit abandonné de la fortune. Aussitôt après l'expulsion de cette famille, Braccio s'employa à fonder la constitution nouvelle, en qualité d'un des Dix de la liberté.

Quelque temps après, il est nommé commissaire à l'armée qui défend Poggibonzi contre les tentatives menaçantes de Pierre II.

En 1499, chargé de faire arrêter sous les murs de Pise les deux Vitelli, capitaines de l'armée des Florentins et suspects de trahison, il s'acquittait avec une rare énergie de sa terrible mission, et ramenait Paolo Vitelli à Florence, où l'attendait le dernier supplice.

GIULIANO SALVIATI.

Giuliano Salviati fut successivement prieur et gonfalonier de justice. En 1491 il avait été envoyé au-devant du duc de Ferrare, qui traversait le territoire de la République.

Deux fois il fut désigné pour complimenter le roi de France: en 1494, avant son entrée à Florence, et l'année suivante, à son passage à Rome.

Lorsque Charles VIII engagea les Florentins à rappeler les Médicis, Salviati se prononça avec une extrême véhémence, dans le conseil, contre cette proposition.

Cependant, en 1512, la révolution qui renversa P. Soderini rouvrit aux Médicis la porte de Florence. Giuliano Salviati faisait partie de la Balie qui était chargée de réformer le gouvernement de la République. Il mourut pendant qu'il accomplissait cette dernière fonction.

INSTRUCTIONS

DONNÉES AUX HUIT AMBASSADEURS ENVOYÉS A LA RENCONTRE DE CHARLES VIII.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

SOMMAIRE. — Les ambassadeurs se présenteront au Roi avec ou sans Pierre de Médicis. Ils porteront à ce prince l'expression des sympathies et du dévouement respectueux du peuple de Florence; ils l'accompagneront jusqu'à son entrée dans la ville.

Andrete a incontrare la Maestà di Carolo Re di Francia per la via di Pisa, e poi di Serzana, dove intenderete che sia, e quanto più lo potrete incontrare; e conferirete prima con Piero de'Medici questa deliberazione nostra di mandarvi ambasciadori incontro alla Maestà del Re di Francia. Secondo ancora il suo ricordo, e secondo che parrà a lui o insieme con esso o di per se, voi altri sette, sanza Piero de'Medici, vi presenterete alla Maestà di quello Cristianissimo Re, e presenterete la lettera della credenza, e aretene due : l'una insieme con Piero, che sarà segnata dappiè di fuori con questa parola cioè : *Cum Petro;* l'altra è senza la persona di Piero, che non arà segno alcuno; acciochè possiate presentare quella che si richiederà, con Piero de'Medici, senza lui secondo che li paressi. E, presentate dette lettere di credenza, quello di voi che sarà deputato a parlare, dirà che noi, avendo inteso la sua deliberazione di venire a Firenze, ne abbiamo preso maravigliosa e incredibile allegrezza, e abbiamo ringraziato Iddio come di eccellentissimo dono e grazia ricevuta da Lui, da chi viene ogni bene. E direte che è aspettato qui con tanto desiderio che nessuna lingua lo potrebbe esplicare. E lo ringrazierete della umanissima e clementissima accoglienza fatta a Piero de'Medici, nostro cittadino, cioè fatta a tutta la nostra Città nella persona sua. E gli raccomanderete brevemente la Città e popolo nostro, piu che mai osservantissimo e cultore della Sua Cristianissima Maestà. E di poi ne verrete in sua compagnia, procurando in ogni luogo che si facci ogni dimostrazione possibile di somma allegrezza e contentezza nostra; e similmente che in ogni luogo si facci dimos-

trazioni e fatti della fede nostra singolarissima nella Sua Cristianissima Maestà.

SECONDE AMBASSADE[1].

5 novembre 1494.

COURTES NOTICES

SUR LES MEMBRES DE LA SECONDE AMBASSADE.

Cette ambassade se composait :

De Savonarole,
De Piero Capponi,
De Tanaï de Nerli,
De Pandolfo Ruccellaï,
De Giovanni Cavalcanti.

Savonarole a rempli son siècle du bruit de sa renommée.
La biographie de Piero Capponi est déjà faite.
Qu'avons-nous à dire de leurs trois collègues?

TANAÏ DE NERLI.

Tanaï de Nerli était fils de Filippo de Nerli et de Dianora Tornabuoni. Il avait exercé les fonctions de prieur et de gonfalonier, lorsqu'il fut envoyé au-devant de Charles VIII.

[1] En même temps qu'elle envoyait huit citoyens en ambassade vers le roi de France, la République en désignait dix autres avec la mission de tout préparer pour faire à ce prince une réception solennelle. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 74.) Le Roi avait exigé du faible Pierre de Médicis la reddition des forteresses de Sarzane, de Pietra Santa, de Pise et de Livourne : il devait garder ces places jusqu'à ce qu'il eût achevé la conquête du royaume de Naples. Il faisait, en outre, de grandes demandes d'argent. Pendant ce temps, le cardinal Ascanio se rendait auprès du Pape, qu'il sollicitait de se jeter dans les bras du roi de France. Mais Alexandre VI répondait qu'il était résolu à perdre la tiare, le pouvoir et la vie plutôt que d'abandonner la justice et la défense du roi Alfonse. (*Rif.* classe X, dist. VI, reg. n° 10.)

En 1497, il fut un des juges de Bernardo del Nero et de ses complices. Il déployait dans cette affaire une extrême rigueur; mais quelle ne fut pas sa consternation et son effroi, lorsque, sur la liste des noms des conjurés, il trouva le nom d'un de ses fils!

Ennemi déclaré de Savonarole, il le poursuivit jusqu'au bûcher. Les moines de Saint-Marc avaient sonné leur cloche pour appeler le peuple au secours de leur frère; pour les punir de cet acte de rébellion, Nerli leur fit enlever cette cloche et la fit donner aux franciscains de Saint-Sauveur-du-Mont. Peu de jours après, la cloche de Saint-Marc, transportée au couvent du Saint-Sauveur, sonnait pour les funérailles de Tanaï de Nerli; et depuis elle ne sonna plus.

PANDOLFO RUCCELLAÏ.

Pandolfo Ruccellaï, fils de Paolo Ruccellaï, appartenait par sa mère à la famille des Strozzi. Il avait représenté Florence au mariage d'Hercule, duc de Ferrare, avec Éléonore d'Aragon. En 1494, il allait avec ses collègues implorer pour son pays la clémence du roi Charles VIII. Quelques mois après, il était désigné pour remplir auprès du même prince une seconde ambassade, lorsque tout à coup il renonce à cet honneur, et s'enferme dans le couvent de Saint-Marc, où il reçoit de la main de Savonarole l'habit de dominicain.

Il reçut en religion le nom de Fra Santi, et mourut en 1497, en odeur de sainteté.

GIOVANNI CAVALCANTI.

Giovanni Cavalcanti était né en 1444. Élève de Marsile Ficin, il devint, sous la direction d'un si grand maître, un des esprits les plus distingués de Florence.

Membre de l'Académie platonicienne, convive des banquets annuels célébrés en l'honneur de Platon, il recevait la dédicace du Traité de Ficin sur l'amour, et, en retour, il lui prêtait un précieux concours pour la composition de ses commentaires sur les Soliloques de saint Augustin.

La République l'arracha au culte des lettres pour l'envoyer comme homme public à la rencontre de Charles VIII, et pour le charger de missions diplomatiques auprès de Ludovic le More et de Catherine de Forli.

Cavalcanti mourut en 1509.

INSTRUCTIONS

DONNÉES AUX AMBASSADEURS ENVOYÉS A LA RENCONTRE DE CHARLES VIII.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 75.)

5 novembre 1494.

SOMMAIRE. — Les Florentins placent leur dernière espérance dans leurs ambassadeurs. Ils leur donnent de pleins pouvoirs, et leur recommandent d'obtenir pour la Cité les meilleures conditions possibles.

Andrete a ritrovare la Maestà del Cristianissimo Re di Francia con ogni possibile celerità; e, giunti, intenderete dagli altri nostri ambasciadori che si trovano appresso alla Sua Maestà, in che termine sieno le cose nostre colla Maestà Sua, massimamente circa le domande fatte da lui e delle fortezze e della gente d'arme e del danaio che ne ha domandato; e, trovandone fatta conclusione ferma, non arete in questo adoperarvi altrimenti; ma, giugnendo a tempo che ancora non fussene fatta conclusione, sarete colla Maesta del Re, insieme con quelli che si trovano quivi o senza loro, come o a loro o a voi fusse paruto meglio; e, presentato la lettera della credenza arete con questa, e fatto le prime convenienti cerimonie e parole che parranno alla prudenzia vostra, intrerete in questa materia; e ingegneretevi fare tutte queste petizioni migliori che vi sarà possibile per là Città nostra; dandovi in questa parte libera autorità e assoluta di fare e dire tutto quello che vi occorrerà per la salute di questa Città. Abbiamo in Dio principalmente, da chi viene ogni salute e ogni bene, grandissima speranza; e nella vostra opera, la quale stimiamo che ci abbi a liberare da ogni pericolo, e dare tranquillità a questa Città.

Quella parte che diciamo di sopra che, trovato fatto ferma conclusione delle petizioni della Maestà del Re, non intendiamo, per quello che è sopradetto, diminuire in alcuna parte la vostra autorità; ma, potendo ancora in tal caso opera alcuna colla Sua Maestà, come abbiamo fede nella prudenza e bontà vostra, ne farete ogni opera; e in questo ancora saranno maggiori e vostri meriti inverso la vostra patria.

E arete a mente, come cosa molto importante, che, se le offese non

fussino levate in ogni luogo e ancora in Romagna, che per clemenza della Maestà Sua, e vostra intercessione sieno levate, e tolto a questo popolo divotissimo di Sua Maestà questo tumulto dell'arme, e renduto alla sua consueta quiete, sotto l'antiquissima protezione di Sua Clementissima Maestà, e naturale osservanza e culto nostro inverso della Cristianissima Maestà Sua[1].

TRAITÉ

CONCLU LE 25 NOVEMBRE 1494,

ENTRE LA RÉPUBLIQUE ET LE ROI DE FRANCE[2].

(*Rif. Atti publici*, Cartapecore, t. VI, Francia, n° 30.)

ANALYSE.

Le traité est conclu entre le Roi, d'une part, et, d'une autre part, les représentants de la commune de Florence, qui sont : Guidantonio Vespucci, Domenico Bonsi, Filippo Valori et Piero Capponi.

Il a été signé par les deux parties, le 25 novembre, dans le palais des Médicis[3], quartier de San-Lorenzo.

[1] Les événements se précipitent. Le 8 novembre Pierre de Médicis est de retour à Florence, où il est accueilli par les murmures du peuple justement irrité. Le lendemain, 9 novembre, il tente de s'emparer de vive force du palais où réside la Seigneurie, et de se rendre maître absolu de l'État. Le peuple court aux armes. Pierre et ses partisans sont repoussés et réduits, pour sauver leur vie, à prendre honteusement la fuite. La République affranchie informe de cet heureux événement ses ambassadeurs auprès de toutes les puissances; elle députe Bartolommeo Buondelmonti à Charles VIII, pour lui porter l'heureuse nouvelle de sa délivrance; elle rappelle dans son sein les fils de Pierfrancesco de Médicis, Lorenzo et Giovanni, qui sont à la suite du roi de France, et leur confie des fonctions publiques. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 91.) Le roi de France entre à Pise, le 9 novembre. Cette ville secoue le joug des Florentins. Enfin, le 17 novembre, Charles VIII fait son entrée solennelle à Florence, qu'il doit quitter le 28, pour se diriger vers Sienne et vers Rome.

[2] Ce traité est imprimé dans Pitti (*Arch. Stor. Ital.* t. I, p. 362). Vu son importance, nous croyons devoir en donner l'analyse, prise par nous sur le texte original.

[3] Aujourd'hui Palazzo Riccardi.

Le lendemain, 23 novembre, l'exécution en a été solennellement jurée, dans la cathédrale (Santa-Maria-del-Fiore), après une messe d'actions de grâce.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 91.)

PRÉAMBULE.

Lorsque le peuple florentin s'est déclaré contre le Roi, c'est qu'il y a été entraîné par les mauvais conseils de quelques citoyens que la passion égarait. Le Roi se montrera clément envers une nation « quæ semper fuit, est, et semper erit « Suæ Christianissimæ Majestatis suorumque predecessorum devotissima. »... « *Libet* cuique ostendere animum suum non esse aliena occupare, sed sua recu« perare. »

ARTICLE PREMIER.

Le Peuple a agi sous l'empire de la crainte. Le Roi, en bon prince et en bon chrétien, oublie sa faute et la lui pardonne : « Quia quæ metus causa facta sunt « nullius roboris firmitatem obtinent, nec facientibus imputari debent, minusque « n ocere »

ART. 2.

Nous le reproduisons intégralement : « Advertens Sua Christianissima Majestas « quod Carolus *Magnus* hujus urbis fuit primus restaurator, et nominis Fluren« tiæ in Florentiam mutator, locorumque et oppidorum ac arcium dator, mœ« niumque constructor et templorum aliquorum hujus inclitæ urbis ædificator; « veræ sanctæ crucis et aliarum reliquiarum ac ornamentorum templo Sancti « Johannis[1] et aliis largitor; et, quum Sua Christianissima Majestas libertatis « hujus Civitatis restaurator, pastor, conservator et defensor ex sua benignitate « fuit, ac etiam omnium tyrannorum fugator, adeo quum merito ipse Christia« nissimus Rex, Carolus Octavus, *Major* et *Maximus* dici mereatur, præsertim a « populo florentino; idcirco convenerunt :

« Ut ipse Carolus, et successores sui semper et omni tempore, Pater nostræ « patriæ ac populi florentini, Tutor, Protector et Defensor, ac libertatis nos« træ Conservator et ejus tyrannorum Fugator appelletur, et in introïtu Domi« norum florentinorum[2], et in eorum juramento semper nominetur Pater Pa-

[1] Aujourd'hui le célèbre baptistère. — [2] Le gonfalonier de justice et les prieurs composant la Seigneurie.

«triæ et Conservator et Protector nostræ libertatis, quum ipse Carolus, sub «verbo regio, polliceatur se fore semper Conservatorem hujus libertatis, et Fu-«gatorem tyrannorum ejusdem, et Patrem patriæ.»

ART. 3.

Pise et Livourne resteront entre les mains du Roi pendant la durée de l'expédition de Naples; cette mesure est prise pour la sûreté et pour l'avantage de l'armée française, et non pour causer aucun dommage aux Florentins. La République conservera la juridiction et l'administration de ces deux villes, qui lui seront rendues, aussitôt après que l'entreprise sera terminée.

ART. 4.

Pise s'est révoltée à l'arrivée du Roi. Florence pardonne aux Pisans leur rébellion; elle s'engage à les traiter à l'avenir avec plus de douceur, sous la garantie du Roi.

ART. 5.

Sarzane, Sarzanella et Pietra-Santa resteront provisoirement entre les mains du Roi. Gênes élève des prétentions sur la possession de Pietra-Santa et de Sarzane. Florence accepte, à cet égard, la médiation du Roi; si ce prince ne réussit pas à concilier les deux parties, à son retour de Naples il remettra les places aux Florentins, tous droits réservés.

ART. 6.

Les capitaines français chargés de la garde de ces places feront serment de les rendre à la République, après l'expédition de Naples[1].

ART. 7.

Pendant l'expédition de Naples, le Roi se fera représenter à Florence par deux

[1] Pour se rendre un compte exact de la difficulté que la République éprouva à faire exécuter cet article, il faut parcourir le tome VI des *Atti publici* (Francia, Cartapecore). Nous y avons relevé onze lettres impératives de Charles VIII, adressées vainement aux commandants de ces places pour les obliger à en faire la restitution. Nous ne parlons pas de Pise, qui ne fut reprise que de vive force par les Florentins, en 1509, après une lutte de douze ans.

députés, sans l'assistance desquels la Commune ne pourra traiter aucune affaire où la France aurait quelque intérêt.

ART. 8.

Le Roi nommera un lieutenant, chargé de terminer tous les différends qui s'élèveraient entre les habitants des places occupées par les Français et les hommes d'armes des garnisons.

ART. 9.

Pendant tout le temps de l'expédition, la République soumettra à l'agrément du Roi l'élection qu'elle aura faite de son capitaine d'armes.

ART. 10.

Le Roi restituera immédiatement à la République toutes les places qui ne sont pas désignées aux articles 3 et 5 du présent traité.

ART. 11.

Les places restituées, en vertu de l'article 10, devront fournir aux Français le libre passage, et les vivres seront aux frais du Roi.

ART. 12.

Le Roi promet aux Florentins de les réconcilier avec les Génois; il leur assure sa protection, « ut possit Florentinorum Respublica et ejus populus, om- « nesque ejus subditi tute et libere navigare, et eorum merces et bona, quo « voluerint, per terram et per mare, ire, devehi et navigari facere. » Florence garantit aux sujets du Roi la réciprocité.

ART. 13.

Le Roi concède aux Florentins; dans toute l'étendue de ses états présents et à venir, le droit d'aller et de venir avec leurs marchandises, même avec des étoffes de soie et d'or; de plus, le droit de s'obliger, de contracter, d'acquérir, de vendre, de donner, de tester d'après la loi de Florence, d'obtenir enfin des bénéfices comme s'ils étaient Français: « Rex promittit, tanquam verus Pastor, « Conservator, Tutor ac Defensor, et Protector, et perpetuus Pater nostræ pa-

« triæ, concedere, et ex mune concedit omnibus Florentinis et eorum subditis, « tam præsentibus quam futuris, plenum, liberum ac perpetuum salvum conduc- « tum... ut tanquam veri et naturales Galli utantur et frui possint quibuscum- « que Gallorum immunitatibus et privilegiis, prout hactenus consueverunt... « Quos (Florentinos) inter Gallos suos ex nunc dicta Regia Majestas connume- « rat et connumerari vult, de plenitudine Suæ Christianissimæ Dominicæ Po- « testatis. » L'acte qui assure ces priviléges sera publié dans tous les États du Roi et enregistré aux parlements, « ut notum sit omnibus suis subditis, de ple- « nitudine Suæ Potestatis, Florentinos et eorum subditos vere naturales Gallos « effectos esse. »

ART. 14.

En mémoire de la protection du Roi et de la délivrance de Florence, la République est autorisée à prendre pour armoiries les lis d'or sur champ d'azur, avec une bande où sera inscrit en lettres d'or le mot : *Libertas*.

ART. 15.

La République, pour concourir au succès de l'entreprise de Naples, s'oblige à payer au Roi une somme de cent vingt mille florins d'or en trois termes, savoir : cinquante mille florins dans la quinzaine ; quarante mille en mars prochain, et trente mille en juin[1].

ART. 16.

A la requête du Roi, la Commune renonce à mettre à prix la tête de Pierre de Médicis.

ART. 17.

A la requête du Roi, la Commune révoque l'acte par lequel elle a déclaré Pierre rebelle, et a prononcé contre lui la confiscation.

[1] La République remplit fidèlement ses engagements, comme le prouve une attestation du bailli sénéchal de Lyon, à la date du 15 août 1495, qui déclare avoir vu les lettres patentes par lesquelles Charles VIII reconnaît avoir reçu de la Seigneurie, par les mains d'Alessandro Capponi, la somme de 30,000 écus d'or, complément des 120,000 écus que devait la Commune. (*Rif.* classe XI, *Atti publici*, t. VI, Francia, Cartapecore, n° 49.)

ART. 18.

La Commune s'oblige à ne porter contre Pierre d'autres peines que la relégation ou proscription hors du territoire.

ART. 19.

Le Roi s'engage à ne faire aucune instance en faveur de Pierre dans le délai de quatre mois; après l'expiration de ce délai, si le Roi insiste, la Commune délibérera[1].

ART. 20-27.

Les derniers articles, de 20 à 27, sont relatifs aux Médicis. Il s'agit de désintéresser leurs créanciers, de ménager les intérêts d'Alfonsina Orsini, femme de Pierre, de déterminer les limites de l'exil pour tous les membres de la famille[2], etc.

(*Rif.* classe XI, dist. III, reg. n° 7, *Atti publici*, Cartapecore, t. VI, Francia, n° 30.)

Nota. — Le Roi quitta Florence le 28 novembre et prit la route de Sienne. La République avait désigné pour l'accompagner Francesco Soderini, évêque de Volterra, et Neri Capponi.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 91.)

Trois jours après le départ du Roi, le 1er décembre 1494, les Florentins, réunis en assemblée générale, adoptaient une nouvelle constitution et proclamaient l'établissement d'un gouvernement populaire.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 91.)

[1] Pendant son séjour à Florence, le Roi avait tenté de négocier le retour et le rétablissement des Médicis; mais, s'étant aperçu que le peuple était résolu à s'opposer à ce retour, même par la force des armes, il s'était désisté de cette prétention. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 91.)

[2] Les Médicis ne pouvaient s'approcher de Florence que jusqu'à la distance de cent milles.

AMBASSADE ENVOYÉE À CHARLES VIII À NAPLES [1].

14 mars 1495.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

Des quatre ambassadeurs envoyés au Roi, après la conquête de Naples, deux noms sont déjà connus; ce sont Guidantonio Vespucci, et Lorenzo di Pierfrancesco de Médicis [2].

Les deux autres sont:

Bernardo Ruccellaï.
Lorenzo Morelli.

BERNARDO RUCCELLAÏ.

Frère de Pandolfo, qui mourut sous l'habit de dominicain, Bernardo était né en 1448; à l'âge de dix-huit ans il avait épousé Naniuna de Médicis, fille de Pierre, et sœur de Laurent le Magnifique. Le crédit dont il jouissait à Florence engagea ses concitoyens à lui conférer, en 1480, la dignité de gonfalonier de justice, et à lui confier de nombreuses missions diplomatiques à Gênes, à Naples, à Milan.

Son alliance avec les Médicis ne l'empêcha pas de se déclarer contre eux, en 1494, et de se joindre à Savonarole pour réformer le gouvernement.

Après l'ambassade qu'il remplit, en 1495, auprès de Charles VIII, il fut désigné, l'année suivante, pour aller rejoindre à Livourne l'empereur Maximilien; une maladie l'empêcha de s'acquitter de cette mission.

Ami de Savonarole, il se tint éloigné des affaires à l'époque où l'éloquent dominicain expia par son supplice sa fatale popularité.

En 1502, Bernardo avait reconquis une assez grande autorité à Florence pour concevoir l'espérance d'être nommé gonfalonier à vie. Piero Soderini lui fut pré-

[1] Le Roi s'avançait en Italie sans rencontrer d'obstacles. Le 6 décembre, le Pape lui envoyait le cardinal de Sau-Severino, pour traiter en son nom avec ce prince, qui, le 31 décembre, faisait son entrée à Rome. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 91.) Le 19 janvier 1495, le Pape, dans un consistoire, avait donné le chapeau à M. de Saint-Malo. (*Rif.* classe X, dist. VIII, reg. n° 1, *Corrisp. degli Anziani di Pisa.*) Le Roi quittait Rome le 28 janvier, et, le 21 février, il faisait son entrée solennelle à Naples. A la nouvelle de ce grand et facile succès, la République envoie à Charles VIII, le 14 mars, quatre ambassadeurs chargés de le complimenter.

[2] Les deux fils de Pierfrancesco, afin de faire leur cour au peuple, avaient renoncé, en 1494, à leur nom de Médicis, et pris le surnom de *Popolani*.

féré, ce qui l'engagea à vivre dans la retraite, jusqu'à l'époque où une nouvelle révolution précipita Soderini et ramena les Médicis. Alors, en 1512, Ruccellaï fit partie de la Balie qui réforma le gouvernement. L'année suivante, il complimentait Léon X, au nom de leur patrie commune, sur son élection au souverain pontificat.

Il mourut le 7 octobre 1514.

Bernardo est beaucoup plus connu par son mérite et par son influence littéraire que par les circonstances de sa vie politique. Auteur de plusieurs ouvrages latins, écrits avec élégance et pureté, il était considéré par Érasme comme l'homme qui avait le mieux reproduit le style et la manière de Salluste [1].

Mais ce qui fait le plus d'honneur à sa mémoire, c'est d'avoir ouvert un asile aux hommes de lettres dans ses jardins, devenus célèbres sous le nom de *Orti Oricellari* [2].

Il faut se rappeler que l'académie platonicienne tenait ses séances dans la villa des Médicis à Careggi. Lors de la révolution de 1494, les académiciens furent dispersés. Quelques années après, Bernardo eut l'heureuse pensée de réunir les débris de cette compagnie littéraire. Il se fit l'hôte et le patron généreux de la nouvelle académie, qui prit le nom d'*Accademia degli Orti Oricellari*. Ce fut sous les ombrages des jardins de Bernardo que Machiavelli donna lecture de ses immortels discours sur la première décade de Tite Live.

Deux ans après la mort de Bernardo Ruccellaï, son fils Giovanni donnait dans ses jardins une magnifique hospitalité au souverain pontife, Léon X, qui visitait Florence, et faisait représenter devant lui la tragédie de *Rosmunda*, dont il était l'auteur [3].

[1] Parmi les œuvres latines de Bernardo Ruccellaï, il faut citer le traité qui a pour titre, *De urbe Roma;* l'histoire intitulée, *Bellum mediolanense,* et la traduction qu'il a donnée du *Commentari del Capponi sulla guerra di Pisa,* sous ce titre : *De bello italico.*

[2] Voyez, sur ce sujet, un curieux mémoire de M. le comte Luigi Passerini, publié à Florence, en 1854, sous ce titre : *Degli Orti Oricellari memorie storiche.* Le surnom d'*Oricellari* avait été donné aux Ruccellaï depuis qu'un membre de cette famille, au XIIIe siècle, avait découvert l'usage de la plante *oricella,* qui produit, après un mélange, une belle couleur violette propre à teindre la laine. Cette découverte avait été l'origine de la fortune des Ruccellaï.

[3] Cette tragédie est la seconde qui fut composée en Italie, à l'époque de la renaissance. La première est la *Sofonisba* de Trissino, représentée à Vicence en 1514. L'*Accademia degli Orti Oricellari* fut fermée en 1522, à la suite de la conspiration ourdie contre les Médicis, et dans laquelle plusieurs de ses membres, et notamment Luigi di Tommaso Alamanni et Jacopo Diaceto, s'étaient trouvés gravement compromis.

LORENZO MORELLI.

Deux fois prieur, gonfalonier de justice, ambassadeur à Naples, Morelli avait été, en 1494, un des réformateurs de l'État, et l'un des dix de la liberté, lors de la première institution de cette magistrature. Au retour de sa mission auprès de Charles VIII, en 1495, il fut successivement appelé à remplir les fonctions politiques les plus importantes; il jouissait d'une si haute estime dans sa patrie que, en 1502, il fut un des candidats les plus sérieux proposés pour la charge de gonfalonier à vie.

En 1512, Morelli, chargé de négocier d'abord avec le légat du pape Jules II, puis avec Raimond de Cardonne, avait enfin été désigné, lorsque la révolution fut accomplie, pour prendre part à la réforme du gouvernement.

Ambassadeur auprès de Léon X, en 1513 et en 1514, puis auprès de Clément VII, lors de son exaltation, il termina sa longue carrière, en 1527, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

INSTRUCTIONS

DONNÉES AUX QUATRE AMBASSADEURS ENVOYÉS À CHARLES VIII À NAPLES[1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

14 mars 1495.

SOMMAIRE. — Grande part que la République prend aux heureux succès du Roi. Elle supplie instamment ce prince de la remettre en possession des places qu'elle lui a livrées à titre provisoire. Elle recommande à sa bonne grâce les intérêts de ses marchands. Enfin elle s'engage, à la première vacance, à donner la charge de podestat de la ville au frère du médecin du Roi.

Andrete con celerità per quella via che a voi parrà a Napoli; e, dove sarà la Cristianissima Maestà del Re di Francia, presenteretevi alla Maestà sua, renderete le lettere della credenza, ecc. e, avuta facultà di parlare nelli infrascritti effetti :

Direte che tutta la Città nostra e tutto il nostro popolo ha preso tanta letizia di quello suo felicissimo successo, che le parole non basterebbono ad esplicarne una minima parte; ma che la Sua Cristianis-

[1] Les ambassadeurs étaient porteurs de lettres de recommandation pour les cardinaux de Saint-Pierre-aux-Liens et de Saint-Malo, et pour plusieurs seigneurs de la cour.

sima e Gloriosissima Maestà può bene meglio intenderlo, che esplicarlo alcuna lingua, atteso le verissime ragioni che facilmente occorrono, perchè il gaudio nostro per la sua felicità è maggiore che non si può dire; e qui potrete commemorare, parendovi il tempo, i benefici ricevuti per ogni tempo dalla Cristianissima Corona di Francia, e nuovamente dalla Sua Maestà; e le nostre obbligazioni, la cura paterna e tanto amorevole in ogni tempo, e massimamente in quello della conservazione della libertà nostra e nostra dignità : che sono veramente cagioni che noi d'ogni sua felicità dobbiamo pigliare quel vero gaudio, e molto maggiore che alcuno altro popolo e nazione, che può capere nella mente umana. Nè è minor cagione di questo medesimo la speranza che abbiamo nel tempo avvenire; perchè non possiamo, nè dobbiamo temere nessuna cosa avversa in tanta prosperità della Sua Cristianissima Maestà. Anzi dobbiamo sperare, come speriamo, che tutte le cose nostre tanto abbino miglior condizione, quanto sarà maggiore la sua autorità e più potente e più vittoriosa in questi effetti; allargandovi, come a voi parrà secondo la condizione del tempo, e secondo che intenderete fare più grato alla Maestà Sua. E, per quella prima volta, non intrerete in altra particularità; ma riserberete le cose infrascritte ad altro più commodo tempo, come a voi parrà; nondimeno non lasciando però passare alcuna occasione per condurre ad effetto le vostre commissioni.

Quando adunque vi troverrete in altra audienza con la Cristianissima Maestà Sua, ricorderete, con parole amorevoli e con significazione e con testificazione delli animi nostri osservantissimi della Sua Cristianissima Maestà, che questa Città cumulatissimamente sentirebbe l'allegrezza, quando fusse reintegrata e ritornata in quello stato, che aspetta di essere ancora per beneficio e grazia di Sua Maestà, dalla quale ha a dipendere e questo nostro desideratissimo bene, e molti altri che speriamo della grazia di Dio e della Sua Cristianissima Maestà; e che noi gli recordiamo, che ora che la Maestà Sua ha conseguito per sua virtù e grazia divina il suo giustissimo intento, si degni consolare ancora la Città di Firenze, la quale, come sà la Sua Cristianissima Maestà, non

ha, non ebbe mai, nè vuole avere altra protezione, o in chi abbi, dopo Dio, maggiore speranza, ristringendovi in questa parte alle promesse di Sua Maestà, con quella maggiore prudenza, e più caute parole che vi potranno occorrere, e che possino accrescere lo amore suo in verso di noi, e condurre più presto ad effetto il nostro desiderio.

Raccommanderete a luogo e tempo i nostri mercatanti.

In genere procurerete, mettendo in ciò ogni diligenza, che i nostri mercatanti possino in quello regno fare loro esercizio e mercatanzie, come sono consueti di fare, ottenendo di poter fare il Console, e gli altri privilegii e immunità che lungo tempo è consueta avere in quello regno questa Città; migliorandole ancora se fussi possibile, perchè s' intenda, come è vero, che nessuna nazione è più osservante della Sua Maestà, e per conseguenza che alla Maestà Sua niuna nazione sia più cara che la nostra.

Sarete, quando più commodo tempo vi parrà, con la eccellenza di maestro Teodoro, medico della Cristianissima Maestà del Re, e mostrerete quanto questa Signoria è ben disposta a fare cosa che gli piaccia, e che la Podesteria di Firenze concederemo al fratello, di ottima voglia; ma che il presente Podestà ha a stare fino a dì due di dicembre prossimo futuro; e, quanto potete, gratificatevelo [1].

Passando da Perugia, visiterete quelli Magnifici Signori; communicherete con loro la cagione della vostra andata, e vi offerirete se alcuna cosa potessi fare in loro beneficio; offerendoci alle Loro Magnificenze, come antiqui e veri amici e loro confederati.

[1] Le Podestat devait toujours être Italien, mais étranger à la cité où il remplissait ses fonctions; il était nommé pour six mois. Le médecin de Charles VIII était Italien.

AFFAIRE DE PISE.

ANALYSE.

6 décembre 1494. — Le roi de France a engagé la République à continuer la subvention qu'elle payait à l'université de Pise[1]. La Seigneurie écrit aux commissaires français que, en donnant une subvention à cette université, les Florentins l'avaient fait dans l'intention que leurs enfants pussent y puiser une instruction solide; qu'il était juste de supprimer les dépenses faites autrefois en vue d'avantages qui aujourd'hui n'existaient plus, par suite de la rébellion des Pisans.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 91.)

8 et 18 décembre. — La République fait au Roi d'inutiles remontrances pour rentrer en possession de la Lunigiana, et pour empêcher les incursions à main armée des Pisans sur le territoire florentin.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 46.)

27 décembre. — En vain le Roi expédie ordres sur ordres à ses commissaires à Pise pour leur enjoindre de restituer cette cité aux Florentins. Les commissaires semblent prendre à tâche d'encourager et de favoriser les Pisans dans leur rébellion.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 93.)

1er janvier 1495. — Le Roi réclamait le payement de quarante mille florins, qui devaient lui être comptés, aux termes du traité du 25 novembre. La République répond qu'elle ajournera le payement de cette somme jusqu'à ce que, selon les conventions, Pise lui soit restituée.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 46.)

25 janvier. — Pendant son séjour à Rome, le Roi a tenu conseil, en présence des ambassadeurs de Pise accrédités auprès de lui, mais il n'a pu obtenir d'eux que leur ville consentît à rentrer sous l'obéissance des Florentins. Malgré cet acte de résistance, le Roi désire que la République n'ait pas recours aux armes contre les Pisans. Il envoie le nouveau cardinal, M. de Saint-Malo, à Florence pour négocier cette importante affaire.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 46, et dist. VIII, reg. n° 1.)

[1] La fondation de l'université de Pise remonte à l'année 1309. Cet établissement ne fut sous la dépendance des Florentins qu'en 1406, époque de la réduction de Pise.

7 février. — Arrivée du cardinal de Saint-Malo à Florence. La République nomme, pour traiter avec lui, une commission composée de Guidantonio Vespucci, de Tanai de' Nerli, de Guglielmo de' Pazzi, de Francesco Valori et de Lorenzo di Pierfrancesco di Medici.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 46.)

12 février. — La République s'est engagée à payer la somme convenue de quarante mille ducats aussitôt après la restitution de Pise. Pour reconnaître la bonne volonté que montre à son égard M. de Saint-Malo, elle consent à payer cette somme par anticipation.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 46.)

25 février. — M. de Saint-Malo n'a rien obtenu des Pisans; il promet à la République d'engager le Roi à les réduire par la force des armes; il touche avant son départ les quarante mille ducats.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 46.)

Janvier et février 1495. — Dans le cours de ces deux mois, le Roi écrit plusieurs lettres pressantes aux cités de Gênes, Lucques, Sienne et Bologne, pour leur enjoindre de ne prêter aucun secours aux Pisans contre les Florentins.

(*Rif. Atti publici*, cartapecore, t. VI, Francia, n°s 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28.)

5 mars. — Les Pisans envoient au Roi trois nouveaux ambassadeurs, chargés de découvrir si ce prince était dans l'intention de défendre leur liberté, et de lui faire entendre que, dans le cas contraire, ils aviseraient et chercheraient un autre appui.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 46.)

AMBASSADE ENVOYÉE À CHARLES VIII À SON RETOUR DE NAPLES [1].

5 juin 1495.

COURTE NOTICE BIOGRAPHIQUE.

L'ambassade se composait:

De Domenico Bonzi;

[1] Les succès de Charles VIII et la conquête rapide du royaume de Naples avaient renversé tous les plans de Ludovic le More. Tremblant pour son duché de Milan, il avait

De Giuliano Salviati;
De Andrea de' Pazzi.

Nous connaissons les deux premiers; nous dirons quelques mots du troisième.

ANDREA DE' PAZZI.

Andrea de' Pazzi était né vers 1440. En 1478, à la suite de la fameuse conjuration des Pazzi, à laquelle pourtant il n'avait pris aucune part, il avait été condamné à une prison perpétuelle. Il fut mis en liberté en 1480, mais il fut exclu par une loi de toute magistrature. Cette loi ne fut révoquée qu'en 1494, après l'expulsion des Médicis. La première mission publique qui lui fut confiée fut celle qu'on le chargea de remplir, en 1495, auprès du roi Charles VIII. L'année suivante il était envoyé comme ambassadeur auprès de Catherine de Forli.

Il mourut en 1516.

INSTRUCTIONS

DONNÉES AUX TROIS AMBASSADEURS ENVOYÉS À CHARLES VIII, À SON RETOUR DE NAPLES.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

5 juin 1495.

Sommaire. — Les ambassadeurs féliciteront le Roi sur ses conquêtes; ils le supplieront de faire rentrer la République, qui lui doit déjà sa liberté, en possession de toutes ses places, et surtout de lui restituer Pise. Ils ne solliciteront pas le Roi de passer par Florence; mais, si ce prince manifestait l'in-

formé contre les Français une ligue, où étaient entrés les Vénitiens, le Pape, le roi d'Espagne et Maximilien. La ligue avait été publiée à Milan avec une grande solennité. Ludovic se préparait à envoyer au Pape mille hommes de pied et cinq cents cavaliers. Venise fournissait le même nombre d'hommes. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 94.) On annonçait que Maximilien allait descendre en Italie à la tête de quinze mille hommes d'armes. Le roi des Romains était irrité plus qu'aucun autre contre Charles VIII, parce qu'on lui avait rapporté que ce prince avait pris le titre de *Carolus Octavus, Secundus Magnus,* d'où l'on pouvait induire qu'il se proposait de recommencer le rôle du premier Charlemagne. (*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 41.) A la nouvelle de la coalition qui se formait contre lui, Charles VIII avait repris le chemin de son royaume de France. A Rome, le Pape n'avait osé ni lui résister ni l'attendre; le Roi avait passé outre sans

tention de s'arrêter dans la ville, ils essayeraient de lui faire observer que l'allégresse des citoyens serait troublée par la pensée que tous les engagements pris par le Roi n'ont pas encore été remplis, et qu'il serait à propos que son entrée fût précédée par la nouvelle d'une restitution complète. Ils justifieront auprès de Sa Majesté les armements et les préparatifs de guerre des Florentins, en déclarant que ces précautions sont motivées par les intrigues et par les mouvements des Médicis, que la République repoussera toujours de son sein avec la plus grande énergie et au prix des derniers sacrifices. Si le Roi, en restituant les places, faisait quelque réserve touchant la Lunigiana, les ambassadeurs, après avoir insisté pour que toutes les promesses fussent exécutées, accepteraient cependant ce qui leur serait offert. Ils offriront toutes les garanties que le Roi pourra exiger pour s'assurer que Florence n'adhérera jamais à la ligue qui est formée contre Sa Majesté.

Andrete con ogni possibile celerità dove sarà la Sua Cristianissima Maestà, o a Roma, o dovunque potrete incontrarlo; e, se vi saranno gli altri nostri imbasciadori, o in tutto o in parte, primamente vi accozzerete con loro, conferirete la vostra commissione insieme, e ricercherete insieme l'audienza; e uno di voi tre, che nuovamente andate, impetrata l'audienza e presentata la lettera della credenza, esporrà la vostra imbasciata nelli infrascritti effetti :

Direte che è tanta la letizia nostra per questi gloriosissimi successi della Sua Cristianissima Maestà, che non ci pare mai assai esserci rallegrati e congratulati con la Sua Cristianissima Maestà, nè abbiamo parole che possino demonstrare il gaudio che è nel cuore; e sono le cagioni al parere nostro evidentissime e da doverne essere prestata fede senza difficultà; perchè della gloria della Maestà Sua, e delli suoi immortalissimi trionfi con tanta celerità e tanta incredibile e ammirabile virtù, certamente sè popolo o nazione alcuna è nel mondo, sono i Fiorentini che principalmente ne debbino essere contenti, e restarne obbligati, e ringraziarne lo Onnipotente Dio, da chi procedono e questi e tutti gli altri beni secondi alla sua Christianissima Maestà.

Nè ci pare necessario ricordare i beneficii infinitissimi ricevuti dalli suoi progenitori, e dalla Sua Cristianissima Maestà : la restituzione della Città dopo la ruina circa di trecenti anni; la conservazione e lo augmento; di poi per ogni tempo il refugio di ogni nostro pericolo, come qualche volta ne arreca la fortuna; il trattamento buono di tutta

coup férir. Il se trouvait à Rome le 1er juin; le 13 il était à Sienne. Informée de son retour, la République envoie à sa rencontre une nouvelle ambassade.

la notra nazione[1], non altrimenti nè con altro affetto che se fussino originarii Francesi. Le quali cose tutte tanto sono manifeste a tutto il mondo che, come detto abbiamo, non hanno bisogno di molte parole.

E aggiugnesi che noi di questo suo gloriosissimo successo ne conseguitiamo molti altri beni, perchè siamo liberi da perpetui nimici e avversari della nostra Republica e della nostra libertà; della quale lui si è fatto perpetuo autore e conservatore. Con quelli (nimici) abbiamo avuto molte volte a difendere la libertà e degnità nostra, ingiustissimamente assaltati da loro, perpetui nimici dello Stato e della Città nostra, con la Sua Maestà e con suoi gloriosissimi progenitori sempre stati congiuntissimi in osservanza e culto di quella Regia Cristianissima Corona, per le nostre grandissime obbligazioni, per le cose sopradette. Con quelli sempre è stato necessario stare armati contro a chi ha voluto violare lo Stato e libertà nostra; perchè non solamente per loro medesimi ci hanno voluto offendere, ma ancora con il mezzo de' altri e nutritoci, quanto hanno potuto, i tiranni addosso. La Maestà Sua Cristianissima per contrario, ha perseguitato e profugato i nostri nimici, e favoritone e rendutone la publica libertà.

Da questa tanta grazia conceduta dallo Onnipotente Dio, e dalla sua virtù, non è dubbio alcuno che si debbono sperare molti altri beni, e molte felicità a molte nazioni, e universalmente alla religione cristiana; e noi, come quelli a chi più tocca questo gaudio, come di sopra è detto, ci promettiamo maggiori beni. E, in questo luogo, con quella destrezza e caute e amorevoli parole che vi occorreranno, ricorderete alla Sua Cristianissima Maestà, che sarà tempo restituirci nella nostra dignità e nella possessione delle cose nostre, secondo che la Maestà Sua molte volte ne ha detto, e ultimamente a' nostri imbasciadori che sono appresso alla Sua Cristianissima Maestà, che, innanzi che la Sua Maestà sia a Siena, noi saremo soddisfatti del desiderio nostro, e bene

[1] Le corps des marchands florentins établis en France.

contenti della Sua Maestà; e molto più per osservanza della fede regia di Sua Cristianissima Maestà. Ricordando alla Maestà Sua che in questo, come essa può facilmente intendere, consiste il levare la molestia di tutta questa Città tanto cara alla Sua Maestà; nessuna cosa può in questo tempo ricevere questo popolo tanto osservante della Sua Corona più grata, e di che si potessi contraere maggiore affezione e osservanza, se si potessi aggiungere cosa alcuna alle altre che abbiamo infinite colla Sua Maestà.

Questa sarà la commessione della vostre audienza, sanza intrare in alcuna altra particularità, e aspetterete la sua risposta.

E, se o per la Sua Maestà o per alcuni de' suoi, fussi entrato nelle particularità infrascritte, risponderete a ciascuna delle parti come di sotto :

Se intenderete o per la Maestà Sua o per altri, e farete ogni diligenza per intenderlo, che la Sua Maestà vogli venire da Firenze, dimostrerete che, per la osservanza nostra verso Sua Maestà Cristianissima, fu sempre grata a questa Città ogni sua commodità; ma, se la Sua Maestà, per qualunque cagione o rispetto, non consentisse liberamente, nè promettesse quanto supplicemente la richiedessi della restituzione, e dimostrassi volere differire quella allo arrivare suo qui, o alla partita sua, le potete modestamente rispondere che, avendo questi cittadini e popolo fatta ferma impressione che la Sua Maestà, in osservanza delle promesse fatte, debba prima concederne tale restituzione, non rimarrebbono punto soddisfatti, nè potrebbono dimostrare verso la Cristianissima Maestà Sua quella prontezza e sincerità di animo, che naturalmente hanno inverso di quella; nè con quelle dimostrazioni e giocondità d'animo, come sono naturalmente disposti. Il che, certamente potete affermare, non procederebbe da altro che dal non essere osservato quel che è stato liberamente promesso, e che è onesto e giustissimo; e, per questa cagione, quando così seguisse, non vorremo che la Sua Cristianissima Maestà, e quelli signori le sono appresso, ne pigliassino alcuna ombra e ammirazione. E perciò ci pare che, con la solita prudenza vostra, vi ingegniate ben purgare e giustificare questa parte,

e con quelle ragioni e termini che a tale effetto giudicherete servino meglio a proposito.

E, perchè facilmente alla Cristianissima Maestà, o a qualcuno de' suoi potrebbe essere pervenuto agli orecchi di qualche provisione e preparazione d' arme e di gente e nella Città e qui intorno, donde la Sua Maestà o detti suoi potrebbono pigliare qualche ammirazione, quando Maestà a questa parte, come da lei, vi movessi alcuna cosa, potete liberamente respondere che tali provisioni non sono fatte per nessuna altra cosa e effetto, se non che, essendosi a dì passati publicamente per la Città divulgato, come Piero de' Medici a Roma e in altri luoghi apertamente si andava jattando e vantando che in breve sperava ritornare e in maggiore grado che prima nella nostra Città, per la speranza e promesse gli erano state fatte di aiuto e favore di gente e d' altro da alcuni che sono appresso la Sua Maestà e altri suoi parenti esterni, che dice gli hanno promesso *maria et montes;* e, benchè noi ci rendiamo certissimi che la Sua Maestà non sia in alcuno modo per consentire e comportare che per le sue genti sia prestato alcuno aiuto e favore a Piero de' Medici, esistimando, come pare ragionevole, che essa debbi fare altra esistimazione e conto di tutta questa Città e popolo che di Piero de' Medici solo, e massime trovandosi nel grado e termine che al presente si trova, che, per non avere osservate le convenzioni, che pe' capitoli era obbligato osservare, meritamente per le sue nefandissime opere e ingrati portamenti verso la sua patria è stato giudicato e publicato capital nemico e rebelle della nostra Republica; nondimeno è parso necessario, per generale, publico e vetustissimo decreto di tutti i nostri cittadini e popolo, di fare le provisioni, che vivamente sono state fatte, e continuamente si fanno; non perchè di esso Piero si facci altra stima e conto che si meritino le qualità sue; ma perchè s' intenda universalmente per tutta Italia, e sia manifesto a ciascuno, che tutti li nostri cittadini e popolo universalmente e unitamente sono in constantissimo e firmissimo animo e proposito, *non solum* non consentire tanta ignominia e vituperio quanta sarebbe il sottentrar di nuovo al giogo della pestifera tirannide, ma di non volere in alcuno modo prestare orecchio,

ma rescindere e tagliare ogni ragionamento e pratica che fusse introdotta per li casi di Piero, e per intercessione e opera di qualunque persona; e a questo effetto hanno instituito e deliberato non perdonare nè alle robe, nè a' figliuoli, nè *etiam* alla propria vita per propulsare con l'arme in mano animosamente ogni offesa e violenza che e' fusse tentata contro di noi; e finalmente fare lo estremo di quello ci sarà possibile per la conservazione della libertà nostra; la quale riconosciamo principalmente per aiuto e beneficio divino, e per opera e clemenza di Sua Cristianissima Maestà[1].

Se fussi fatte parole o demostrazione alcuna dalla Maestà Sua, o da altri de' suoi, di questa preparazione d'arme che si fa nella Città, giustificatelo in questo modo : Direte che questo popolo e tutta questa Città è tanto zelosa della conservazione della recuperata libertà, che al tutto è disposta non la perdere se non insieme con la vita. E per questa cagione, avendo inteso che Piero de' Medici faceva qualche preparazione per mezzo di amici e di parenti suoi esterni, e dicevasi favorito della Sua Maestà, ci ha constretti ad armare tutta la Città per fare resistenza a suoi impeti, o di qualunque altro la volessi offendere, chiarendo bene questa parte che non è nessuno cittadino in questa Città che non abbia più tosto nel suo animo disposto morire che patire alcuna macula della libertate sua.

Se fussi parlato, o per la Maestà Sua, o per altri, alcuna cosa in beneficio di Piero de' Medici, e fussino allegati i capitoli o altro, risponderete a' capitoli, de' quali ne arete copia, che è necessario, secondo gli ordini delle cose, che seguiti la osservanza, e che prima si hanno a fare le restituzioni; e, se pure fusse fatta instanza, direte che Piero si

[1] Dès le mois de décembre de l'année précédente, le cardinal Jean de Médicis avait quitté Bologne, et était venu rejoindre à Viterbe le Roi, avec lequel il avait eu une longue conférence. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 46.) A la même époque, Pierre de Médicis écrivait à la République pour se justifier et solliciter son retour. La Seigneurie lui avait répondu que, par égard pour le roi de France, la République avait usé envers lui de miséricorde et de clémence, mais qu'il ne devait pas attendre de nouveaux effets de sa générosité, qu'elle avait portée d'abord à ses dernières limites. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 91.)

ha tolto il beneficio de' capitoli con il farsi rebelle della sua patria; perchè non ha obbedito a' suoi Signori, nè a quello che ne' capitoli si contiene, per lo essere stato infra le cento miglia a Città di Castello, a Bracciano; la qual cosa ha fatto molto più difficile e desperata la sua causa; e, oltre a questo, sono state tanto nefarie le sue opere e inverso il publico e privati, che in modo alcuno non ci si patirebbe se gli concedessi alcuno beneficio.

Se la Maestà Sua, o altri per lui, dicessi volere restituire Pisa, Livorno e Mutrone e le altre nostre terre, eccetto le cose di Lunigiana, farete ogni possibile instanza, facendo sempre fondamento in su' capitoli e osservanza delle promesse, perchè la restituzione si faccia intera; quando pure non si potessi per qualunque cagione ottenere anche le cose di Lunigiana, piglierete queste alter cose dette, con promesse più efficaci che si potrà per la restituzione del resto, non innovando in questa parte convenzione alcuna, ma riferendovi in tutto e per tutto alla oservanza de' capitoli.

Se per le restituzioni sopradette si facessi menzione di sicurtà, perchè non aderissimo alla lega, risponderete largamente che tutte quelle oneste e possibili sicurtà che si potessino fare per noi, come altra volta abbiamo fatto offerire, tutte si faranno per noi, perchè la Sua Maestà possa restar di noi bene assicurata; e lascierete chiedere o dichiarare a lui, o a chi per lui parlassi, quella generazione di sicurtà che lui volessi; e, secondo che sarete richiesti, risponderete, o ne darete avviso quando fussino chieste cose che a voi paressi di non dare speranza di concederle; massime cose che tornassino in parte alcuna contro alla nostra libertà[1].

Se la Maestà del Re, per qualunque cagione, non venissi da Firenze, ma andassi dalla Maremma o d'altronde, Andrea de' Pazzi solo seguiti la corte; voi altri vi tornerete per la via più corta, e con più prestezza potrete[2].

[1] Ludovic le More avait sollicité la République d'entrer dans la ligue, s'engageant dans ce cas, au nom de l'empereur, à lui faire restituer Pise. (*Rif.* classe X, dist. IV, reg. n° 41.)

[2] Le Roi s'était d'abord montré disposé

LETTRE DE CHARLES VIII À LA RÉPUBLIQUE [1].

(*Rif. Atti publici*, cartapecore, t. VII, Francia, n° CCCXVII.)

Lucca, 23 juin 1495.

Charles, par la grâce de Dieu, Roy de France, de Sicile et de Jérusalem;

Très chers et grans amys,

Combien que nous eussions fait venir en ceste ville de Lucques voz ambassadeurs, en intention de conclurre et de besongner et conclurre avecques eulx tant du fait de Pise que autres choses, ce néantmoins, à l'occasion des grans affaires que avons présentement, comme savez, bonnement ne nous a esté possible y entendre; au moyen de quoy les avons fait prier et requérir en retourner par devers vous, pour vous dire de par nous ce que dessus; et pareillement ce que leur avons fait délivrer par les seigneurs de la Trémouille et de Piennes, nos conseillers et chambellans ordinaires, touchant nostre vouloir envers vous et vosdits affaires; esquelz nous espérons o l'aide de Dieu, dedans peu de jours, mectre fin et totale conclusion, et vous y donner telle expédicion que devez par raison estre bien contens. Et, pour ce faire, pourrez renvoier devers nous vosdits ambassadeurs ou autres, quant

à restituer immédiatement à la République Pisa, Livorno et Mutrone, conservant Sarzana, Sarzanello et Pietra-Santa, comme points d'appui dont il devait se servir pour changer le gouvernement de Gênes; mais bientôt après il déclara qu'il ajournerait la solution de toutes ces questions jusqu'à l'époque de son arrivée à Asti. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 47.) Comme, en quittant le territoire de Sienne, l'armée française avait commis des ravages sur les terres des Florentins, la République avait député vers le Roi Savonarole, pour se plaindre de ces actes de violence, et pour réclamer avec véhémence la restitution de Pise. Savonarole rencontra le Roi à Poggibonsi. (Rif. classe X, dist. III, reg. n° 47.)

[1] De Sienne le Roi s'était rendu à Lucques, sans passer par Florence. Aussitôt après son arrivée à Lucques, il avait été de nouveau sollicité par les ambassadeurs florentins de restituer Pise. Le Roi leur demanda un nouveau sursis et la suspension des hostilités contre les Pisans. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 47.)

serons en Ast, pour là conclure et despescher avecques eux vosdits affaires. A ceste cause, nous vous prions trèz cordiallement et si affectueusement que faire povons, que, de vostre part, vueillez tousjours demourer nos bons amys, ainsi que jusques icy avez fait et démonstré. Et, en ce faisans, soyez seurs que nous serons tousjours de plus en plus enclins et affectionnez au bien et augmentacion de vous et de Vostre Seigneurie et chose publique, en manière que chascun cognoistra que nous l'avons aymée et aymons, et autant ou plus que *Potente* d'Ytalie.

Très chers et grans amys, je prye Dieu qu'il vous ayt en sa saincte garde.

CHARLES.

LETTRE DE CHARLES VIII À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif. Atti publici,* cartapecore, t. VII, Francia, n° CCCXVIII.)

Pietra-Santa, 27 juin 1495.

Charles, par la grâce de Dieu, Roy de France, de Sicile et de Jérusalem;

Très chers et grans amys,

Nous avons esté advertiz que, combien qu'il eust esté dit et accordé entre voz ambassadeurs et ceulx de Pise, que, durant le temps que leurs affaires se traicteroient entre vous et eulx touchant la paix dont a esté parlé, aucune chose ne seroit faicte ne innovée d'une part ni d'autre, ce néantmoints, comme ilz disent, ilz sont chacun jour menassés de courses et surprinses; et, pource que nous sommes meslez de ceste matière, nous vous prions que, jusques à ce que les choses aient prins fin et conclusion entre vous et eulx, il ne soit fait de vostre cousté aucun exploit de guerre, courses ne surprinses de places sur les dits de Pise; et ilz cesseront et feront le semblable du leur. Vous advisans que, en ce faisans, vous nous ferez plaisir très agréable.

Très chers et grans amys, je prye Dieu qu'il vous ayt en sa saincte garde.

CHARLES.

BATAILLE DE FORNOUE[1].

6 juillet 1495.

Dans le sud de l'Italie, Gilbert de Bourbon-Montpensier, à qui le Roi avait commis la tâche difficile de lui conserver sa conquête, éprouvait les plus graves échecs; il n'avait pu empêcher le roi aragonais Alfonse de rentrer à Naples, le 7 juillet.

Dans le nord, le duc d'Orléans, qui était resté à Asti, s'était emparé de Novare; mais il y était assiégé par les forces supérieures de la ligue italienne.

Le Roi, qui aurait dû se hâter et concentrer ses forces, avait perdu beaucoup de temps à Sienne, où il avait laissé trois cents hommes sous les ordres de M. de Lisle, lieutenant de Louis de Luxembourg, comte de Ligny[2].

A son départ de Lucques, le Roi, à l'instigation des cardinaux Frégose et de Saint-Pierre-aux-Liens, avait encore affaibli sa petite armée, en chargeant Philippe de Savoie, avec cent vingt lances et cinq cents fantassins, et M. de Miolans, à la tête de la petite flotte française, de tenter un coup de main sur Gênes[3].

C'est avec des forces ainsi réduites que Charles VIII livra bataille à l'armée de la ligue italienne.

Nous publions sur cette bataille célèbre deux documents:

I. Une lettre de Piero Vettori a Guido di Montefeltro, duc d'Urbin, 16 juillet 1495;

II. Une lettre de Charles VIII, espèce de circulaire adressée, le 29 août, à Fabrizio Colonna, à Antonio et à Troïlo Savelli, et au préfet de Rome.

[1] Voyez le récit de cette bataille dans Guicciardini, *Hist. d'Italie,* l. II, ch. IV, et dans Commines, l. VIII, ch. XI.

[2] Louis de Ligny-Luxembourg, grand chambellan de France, était fils du connétable Louis de Saint-Pol et de sa seconde femme, Marie de Savoie, sœur de Charlotte, femme de Louis XI; il mourut en 1503. Le comte de Ligny avait reçu des Siennois le titre de capitaine général; il se flattait de l'espoir de devenir seigneur de Sienne. Quelques jours après le départ du Roi, la garnison française de Sienne fut chassée et son commandant congédié. (Voy. Guicciardini, *Hist. d'Italie,* l. II, ch. III.)

[3] Cette diversion tentée contre Gênes échoua complétement. M. de Miolans fut battu et pris à Rapallo, et les troupes de terre se débandèrent.

I.

LETTRE DE PIERO VETTORI AU DUC D'URBIN SUR LA BATAILLE DE FORNOUE (FORNOVO).

(*Arch. Méd.* Strozziana filza 297.)

Florence, 14 juillet 1495.

E' mi parrebbe essere ingrato, se io non scrivessi alla Eccellenza Vostra quello che io trovo essere vero della pugna fatta fra li Francesi e li Lombardi; conoscendomi per la affezione che la Vostra Signoria mi ha mostro esserle obbligatissimo, e intendendo quanto la desidera d'essere ragguagliata di vere nuove. Il perchè mi sono mosso a scrivere questa lettera, avendo tratto di più luoghi il sugo di queste cose.

E Francesi si trovavano in su monti, e, avendo inteso e grandi preparamenti della lega, si diffidavano potere passare, e avevano disegnato fare venire le genti d'arme Vitellesche, e ritrarre tutti quegli che avevano mandato in quello di Genova, e richiedere noi di tutte le nostre genti e fanterie, e stare in su in monti fino che questi favori fussino venuti; ma mancando le vettovaglie, furono forzati a scendere al piano, e venneno con paura grandissima; e infino che non furono alla pianura tremavano, perchè e loro e li loro cavalli pel disagio e mancamento di vettovaglie erano abbattuti, e trovavansi pochi fanti da resistere, se li Lombardi li avessino presi e passi e li monti. Scesi che furono al piano, parendo loro avere vinto parte delle difficultà, fecero grida e romore e festa a loro modo; e certa parte di loro si fecero innanzi; i quali dal conte di Caiazzo colli cavalli leggeri furono ributtati fino drento alle artiglierie, con morte di cinquanta di loro, e perdità di qualche artiglieria; e, se quella sera si fussi pinto, e Francesi per quello che s'intende facevano male. La mattina veniente, volendo il Re muovere, e avendo ordinato le squadre, li Stradiotti[1]

[1] Milice des Vénitiens, tirée du littoral de l'Albanie.

assaltarono li carriaggi, e predarono forse dugento. E 'l Marchese di Mantova, mosso da cupidità di onore, e da voglia de' suoi di guadagnare, assaltarono il retroguardo, e fece voltare le spalle al primo squadrone; il secondo soccorse e fece tanta forza, che gli ributtarono fino alle artiglierie de' Veniziani. In su questo fuggì il Conte di Pitigliano, e inanimò li Italiani, confortandogli. La furia del campo soccorse, e la battaglia crudelissima per più di otto ore combattessi da due lati. Messer Gianjacopo (Trivulzzio), e Cammillo (Vitelli), che era giunto colli suoi balestrieri, con certa parte, difesero le artiglierie, le quali si trovarono in grande pericolo. Cammillo fu lodato molto dal Re, che lo ha fatto cavaliere. Sono morti circa tre mila uomini; il terzo Francesi, e li duo terzi Italiani; de' quali sono morti dieciotto uomini di condizione. De' Francesi non si truova mancare nissuno capo, se non il Bastardo, che è suto preso dal Marchese di Mantova; il quale in questa battaglia è suto assai ricordato, e dicesi che, se il Bastardo non avessi fatto buona pruova intorno al Re, che il Marchese forse lo abbatteva. La mattina seguente fu fatta tregua per venti ore; e' Francesi, si dice (questo non vi dò per cosa certa), che missero tutti li loro morti in tre case, cacciaronvi fuoco e arsenle. Confessaronsi e comunicaronsi. Ammazzarono tutti li loro prigioni, e tutti li feriti che non gli potevano seguitare; e andarono via due ore innanzi dì; e tra loro e l'inimíci era in mezzo il fiume solo; e, perchè erano in sulla strada del Borgo a San Donnino, seguirono quella, e passarono amichevolmente; e, per mezzo di Messer Gianjacopo, pagando le vettovaglie, le hanno aute per tutto il paese. E Lombardi dicono non gli avere seguiti, perchè il fiume ingrossò. Stimasi che oggi sieno passati al sicuro, e per alcuni che vengono di Francia si afferma che assai gente passa i monti.

Quello che si abbi a fare la Maestà del Re non si intende. Dicono alcuni ch' egli sforzerà Tortona e Alessandria, e volterassi a Genova, per potere per quel mezzo e battere Milano e soccorrere il reame (di Napoli). Vedremo che seguirà; che Iddio lasci seguire il meglio!

Questo è quanto ho ritratto fino a ora; quando intenderò altro ne darò avviso alla Signoria Vostra, la quale priego mi rimandi quella let-

tera di Francesco Valori, che le mandai per il trombetto quando ero costì, e a quella del continuo mi raccomando.

II.

LETTRE DE CHARLES VIII À FABRIZZIO COLONNA SUR LA BATAILLE DE FORNOUE ET SUR LES PROJETS ULTÉRIEURS DU ROI.

(*Rif. Atti publici*, Cartapecore, t. VI, Francia, n° LIX.)

Turin, 29 août 1495.

Charles, par la grâce de Dieu, roi de France, de Sécille et de Jérusalem.

Très cher et grant amy,

Nous croyons que vous serez assez adverty comme à Fournoue, prez Palma, avons rencontré les Vénitiens et une partie de la puissance du seigneur Ludovic, et grant nombre, qui s'attendoient à nous faire deshonneur et dommaige. Mais, grâces en soient à Dieu, nous y avons passé à nostre honneur, et descouru toute l'Italie maugré eulx, avec nostre artillerie grosse, et mesme sans grant perte de noz gens; et au plus n'en est demouré des nostres, en bons et mauvays, que environ LX (*sic*), et d'eulx il en demoura jusques à III^{m} et plus, et III^{c} hommes d'armes, dont il y avoit de grans personnaiges et chefs de guerre.

Et sommes venuz en Ast et ce païs de Pyémont pour le rafraichissement de nous et de nos gens, actendant secours qui nous vient tant de nostre royaume de France que de Souysse et d'ailleurs; et cependant avons prise bonne et entière alliance avec les Florentins[1], et nouvelle confédération avec les seigneurs des ligues d'Almagne, et pourveu si bien à nostre affaire que nous espérons, à l'ayde de Dieu, entre cy et peu de temps, donner à congnoistre à noz ennemys que nous

[1] La convention, ratifiée à Florence le 7 septembre, avait été conclue par le Roi, à Turin, le 26 août.

sommes pour leur faire la raison du tort qu'ilz nous ont voulu faire, et en venir à chief à nostre honneur et prouffit.

Et pour ce, cher et grant amy, que nous avons sceu que ceulx d'Arragon, depuis nostre partement de nostre royaume de Sécille, ont trouvé façon de suborner à eulx et divertir de nostre obéissance aucunes villes et places, et donnent beaucoup d'ennuy à noz bons serviteurs que avons laissés pour la garde d'icelluy en nostre obéissance; à ceste cause, avons délibéré de les envoyer secourir, et par mer et par terre, le plus tost que faire se pourra; et desjà, pour le secours de la mer, avons fait embarquer IIIm combatans et mieulx, avec grant quantité de vivres; et, pour le secours de la terre, avons advisé que vous et les cent cinquante lances dont avez la charge de par nous, iriez avec les Savelli, le seigneur préfet de Rome, et les deux cents lances que les Florentins nous baillent. Et vous doivent iceulx Florentins payer l'estat de vous et de vos gens jusques au premier jour de janvier, par l'apoinctement qu'avons fait avec eulx. Et semblablement avons ordonné que ceux que nous avons laissés à Pise, Lyvorne, Petre Saincte et Sarzane, iront avec vous audit secours; qui nous semblent assez forts pour résister à l'entreprise desdits d'Arragon, nos ennemys. Et vous prions que, avec les dessusditz, veuillez faire la plus grant diligence que vous pourrez d'entendre au secours de nos gens..... et nous y servez ainsi que en avons nostre parfaicte et entière confiance.

Très cher et grant amy, Nostre Seigneur soit garde de vous.

CHARLES[1].

[1] Même lettre aux Savelli et au préfet de Rome. (*Ibid.* nos LX et LXI.)

INSTRUCTIONS

DONNÉES A GUIDANTONIO VESPUCCI ET A NERI CAPPONI, ENVOYÉS PAR LA RÉPUBLIQUE A CHARLES VIII, EN PIÉMONT[1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

4 juillet 1495.

Sommaire. — Les ambassadeurs réclameront la stricte exécution des promesses du Roi et la restitution de toutes leurs places.

Andrete con ogni celerità possibile a trovare la Cristianissima Maestà in qualunque luogo di Lombardia intenderete quella trovarsi, e specialmente in Asti o in quelle circumstanzie; e, transferitovi al conspetto di quella, presentatogli le nostre lettere creditizie, dopo le convenienti salutazioni e umili raccomandazioni di questa Città e suo devotissimo popolo, con quella modestia e reverenzia che occorrerà alle prudenzie vostre, le esporrete : esser mandati da noi, avendoci così la Sua Maestà imposto per sua lettera ultimamente scrittaci da Lucca, di dovere mandarvi a ritrovarla in Asti, dove la Sua Maestà vi aveva promesso fare liberamente la restituzione delle cose nostre, secondo la promessa e obbligazioni, ecc. e così destramente le ricorderete segua con effetto; e, se le cose di Genova non fussino successe secondo il disegno e speranza datogli, la supplicherete e ricercherete della integra restituzione di tutte le cose nostre, così di quello di Pisa, come di quello di Lunigiana, secondo il tenore e forma de' capitoli.

[1] Les deux ambassadeurs étaient porteurs de lettres de recommandation pour la duchesse de Savoie, la marquise de Montferrat, MM. de Saint-Malo, d'Argenton, et le maréchal de Gié. Nous donnerons la notice de Neri Capponi en tête de son ambassade en France, à la fin de cette même année.

LETTRE DU ROI DE FRANCE À LA RÉPUBLIQUE[1].

(*Rif. Atti publici,* Cartapecore, t. VII, Francia, n° CCCXXXVII.)

Turin, 15 août 1495.

Charles, par la grâce, etc.

Très chers et grans amys,

Avec MM. Guydo Anthoine et Nery des Caponi, voz orateurs et ambassadeurs devers nous, avons ce jourd'huy conclud, accordé et traicté nouveaulx articles, tant sur la restitution de vos places, qui nous furent pieçà baillées pour seureté de l'entreprinse de nostre royaume de Sécille, que autres points contenuz auxditz articles, dont par vosdits ambassadeurs en pourrez plus au long estre advertiz; et ne tiendra à nous que les choses promises et accordées ne soient de bonne permanence et durée, car nous n'avons jamais eu autre vouloir ne intencion, sinon que entre nous et vous y ait bonne et entière amytié et concorde.

Et parce, très chers et grans amys, que par lesditz articles vosditz orateurs et ambassadeurs se sont faiz fors pour vous de nous faire prester la somme de LXX^{m} ducatz, pour employer en certains noz affaires, bien au long mencionnez en iceulx articles; à ceste cause, afin que congnoissons qu'avez vouloir d'entretenir ce qui a esté fait entre nous et vous, et que nosditz affaires n'en puissent demourer en arrière, nous vous pryons que vous vueillez fournir ladite somme de LXX^{m} ducatz d'or, à la raison de XXII carlins pour ducat, aux personnes, pour

[1] Le Roi était arrivé à Asti le 15 juillet; les deux ambassadeurs florentins vinrent l'y rejoindre. Ils furent d'abord accueillis froidement, et renvoyés à MM. de la Trémouille et de Piennes, chargés de conduire cette négociation. Cependant un corps de Gascons avait été massacré à Ponte-di-Sacco par des troupes florentines. La nouvelle de ce fatal événement, habilement exploitée par l'ambassadeur de Pise, rendait l'accord plus difficile entre le Roi et la République. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 47.) Vers le 15 août les obstacles étaient enfin aplanis, comme on en peut juger par la lettre de Charles VIII. La convention fut signée à Turin le 26 août, et ratifiée à Florence le 8 septembre.

les causes et dedanz le temps contenu esditz articles; et en remboursement tant du principal que de l'intérest jusqu'à XII pour cent à la raison de l'an, n'y aura aucune faulte; et y ferons obliger nos officiers en finances ainsi que l'avons promis par lesditz articles.

Très chers, etc.

CHARLES.

RATIFICATION DE LA CONVENTION CONCLUE À TURIN, LE 26 AOÛT 1495, ENTRE LE ROI DE FRANCE ET LES DEUX AMBASSADEURS FLORENTINS.

(*Rif. Atti publici*, Cartapecore, t. VI, Francia, n° L.)

Florence, 8 septembre 1495.

SOMMAIRE. — Restitution des places. Réserve faite relativement à Gênes. Oubli du passé à l'égard des Pisans. Adoucissements apportés à leur condition. Paix entre les Florentins et les Siennois, qui devront restituer Montepulciano. Contingent de deux cent cinquante hommes d'armes à fournir par la République au roi de France. Obligation de soumettre à l'agrément du Roi l'élection du capitaine général. Payement des trente mille ducats qui restent dus sur les cent vingt mille, le Roi donnant ses bijoux pour gages de la restitution des places. Nouveau prêt de soixante et dix mille ducats fait au Roi par les Florentins.

Il Re promette, a tenore della convenzione del 25 nov. 1494[1], di restituire Sarzana, Sarzanello, Pietrasanta, la citadella nuova di Pisa, castello e terra di Livorno, e gli altri castelli che possono appartenere ai Fiorentini, insieme con le loro munizioni, ecc. tosto che avesse preso Napoli.

Se entro due anni il Re verrà ad accordo coi Genovesi, e questi seguiranno la parte del Re, la Republica fiorentina sarà tenuta di rendere Sarzana, Sarzanello e Pietrasanta nelle mani del Re, per darle ai Genovesi; e, in compensi, egli promette di dare ai Fiorentini altre terre più vicine a loro, e far fare amicizia tra Genova e Firenze.

Passati detti due anni, la Republica fiorentina potrà disporre a suo modo delle terre e castelli sudetti.

[1] Nous en avons donné l'analyse.

I Pisani e quelli delle altre terre e castelli non siano molestati nelle persone o beni per le cose passate.

In contemplazione di Re Carlo, la Republica fiorentina non esigerà dai Pisani maggiori gravezze di prima; anzi godino del ribattuto del 1/4 o del 1/5 come gli altri sudditi.

Alcuni beni immobili, stati sequestrati dopo la ribellione ai Pisani. ritornino ai loro possessori.

Che i Pisani possino fare mercanzia per mare e per terra come i Fiorentini, e avere gli offici pubblici come gli altri sudditi.

Possino i Pisani navigare e costruire navigli.

Il Re vuole che i Sanesi restituiscano ai Fiorentini Montepulciano, occupato da loro nella passata del Re; pace coi Fiorentini, Sanesi e Montepulcianesi, e questi non siano molestati.

Scambio di prigionieri pisani e fiorentini.

Nemici o amici siano comuni; e s'intendano per nemici comuni quelli che saranno nemici in Italia del Re.

Gli ambasciadori fiorentini promettono di dare dugento cinquanta uomini d'arme per soccorso delle genti francesi sono nel regno di Napoli col Vitelli; fino che i Vitelli abbiano trovato le milizie del Prefetto, del Balì di Vitri e le altre compagnie.

Quando la Republica fiorentina creerà il capitano generale, domanderà consiglio al Re.

Per ragguagliamento dei cento venti mila ducati convenuti per li articoli di Firenze (nov. 1494), dei quali restano a pagare trenta mila, i Fiorentini sono tenuti pagarli entro 24 giorni.

Il Re si obbliga di consegnare loro delle *gioie* sino all' estimazione e valore di detta somma, che i Fiorentini terranno in sicurtà, fino a che non gli saranno restituiti i castelli e terre sopra nominati, dei quali il Re con le presenti dà loro *la décharge*, cioè li mandamenti suggellati, o ordini pei capitani francesi di detti castelli e terre di restituirli ai Fiorentini.

Una volta recuperati detti castelli e terre, i Fiorentini dovranno restituire le *gioie*.

Caso che non siano restituiti i castelli e terre, potranno vendere le *gioie* in favore di quelli cittadini o mercanti avessero somministrata la somma.

Gli ambasciadori fiorentini promettono di prestare al Re settanta mila ducati, o la valuta, a ragione di dodici carlini per ducato, da pagarsi nel modo seguente:

A Fabrizio Colonna, dieci mila, per li uomini deve mantenere in servizio del Re;

A Antonio Savello, tre mila settecento cinquanta cinque;

A Prospero Colonna, dieci mila;

Ma, s'è vero ch'egli passò al servizio del Re di Napoli, allora si dia a

Troilo Savello, nipote del cardinale Savello, mille cinque cento cinquanta ducati;

A Camillo.. } Paolo. . . } Vitellozzo } dei Vitelli, trenta nove secento sessanta ducati;

E mille trecento ottanta cinque allo stesso Cardinale Savello, e così del resto agli altri capitani.

Il Re Carlo promette di restituire detta somma di settanta mila ducati, entro un anno.

Per sua sicurezza, i Fiorentini daranno sei statichi (ostaggi) a scelta del Re[1].

[1] Le 10 octobre suivant, le Roi concluait à Vercelli, avec Ludovic le More, un traité dans lequel il comprenait les Florentins comme ses fidèles alliés. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 47.) Ce traité se trouve imprimé dans Dumont, *Corps diplomatique*, t. III, part. II.

RÉPONSE FAITE PAR LA SEIGNEURIE AU COMMISSAIRE DU ROI TRÈS-CHRÉTIEN, LE 5 NOVEMBRE 1495 [1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

SOMMAIRE. — La République consent à payer aux Vitelli la somme que le Roi réclame en leur faveur; mais seulement lorsqu'elle sera remise en possession de Pise et de ses autres places.

Magnifico Signore,

Questa Signoria intese avanti ieri con sua grandissima satisfazione e contento la esposizione della commissione datavi dalla Cristianissima Regia Maestà, d' esser mandato da quella per la restituzione delle terre nostre di Pisa, Pietrasanta, Mutrone, Sarzana e Sarzanello, come *etiam* particularmente si fa menzione nelle lettere presentate di Sua Maestà per la vostra credenza; la qual cosa essendosi intesa e divulgata per la Città e popolo nostro, ne ha preso universalmente incredibile piacere e letizia; conoscendo la ottima disposizione della Cristianissima Maestà in volere per sua somma bontà e clemenza mettere ad esecuzione quanto continuamente ne ha promesso, e che noi sempre esistimiamo dovessi con lo effetto seguire. E la Cristianissima Maestà ne ha fatto cosa gratissima in mandare per tale esecuzione la persona di Vostra Magnificenza, nella quale abbiamo grandissima fede e speranza, rispetto alle parti egregie e condizioni singulari intendiamo essere in essa Vostra Magnificenza; e, perchè noi crediamo che quella desideri

[1] Conformément à la convention du 26 août 1495, le Roi avait écrit le 29, le 31 août, le 25 septembre, le 1er et le 22 octobre, les lettres les plus pressantes aux gouverneurs de Pise, de Motrone, de Pietrasanta, etc. pour leur intimer l'ordre de restituer ces places sans délai. (*Rif. Atti publici,* Cartapecore, t. VI, Francia, nos LII, LXII, LXIII, LXIV, LXX, LXVI.) En vain M. de Lille s'était rendu lui-même à Pise pour réduire le gouverneur, M. d'Entragues, à l'obéissance; en vain M. de Villeneuve avait agi dans le même sens à Sarzanello et à Sarzana. A la date du 18 septembre, Livourne seule avait été rendue aux Florentins. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 47.) Alors le Roi avait envoyé un commissaire à Florence pour hâter la restitution de Pise, à la condition que les Florentins payeraient d'avance 9,000 ducats à Camillo Vitelli, qui devait prendre le gouvernement de cette ville au nom de la République. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 95.)

di fare il più presto si possa lo effetto perchè è mandata, in che consiste la intenzione della Cristianissima Maestà, il beneficio e interesse nostro, e la commendazione della Vostra Magnificenza. Per questo la preghiamo e esortiamo sia contenta quanto prima gli sia possibile trasferirsi a Pisa per eseguire la sua commissione; la quale, mediante l'autorità e prudenza vostra, crediamo dovrà sortire buono effetto. E noi, quando così segua, promettiamo d'osservare amplamente e liberamente tutto quello a che per qualunque obbligazione fussimo tenuti e obbligati. La qual cosa in parte alcuna non ci sarà difficile di operare, ma si farà volentieri e prontamente, per esser la Città nostra naturalmente disposta e inclinata ad una sincera e fidelissima devozione e osservanza alla Cristianissima Regia Casa di Francia, e specialmente verso al presente Cristianissimo Re, Carlo VIII, Conservatore, Protettore e Padre della nostra libertà. E, perchè la Vostra Magnificenza, oltre a quello si contiene nelle lettere di credenza presentate, a parole ne ha richiesti che noi dobbiamo pagare alli signori Vitelli certa somma di danari, prima che la Vostra Magnificenza vadi ad eseguire la sua commissione; la qual cosa avendo noi bene esaminata e consultata, finalmente conosciamo tanta difficultà in potere costringere i nostri cittadini, dalle borse de' quali escono tutte le spese occorenti, che sono gravissime, allo sborsare e pagare alcuna quantità di danari, se prima non siamo reintegrati di Pisa, di tutte le altre terre nostre, che non conosciamo alcuno modo o via possibile a farlo. Ma saremo bene contenti promettere alli detti signori Vitelli, e assicurarli in quel miglior modo loro sapranno addomandare, di pagarli loro subitamente, riavute che aremo Pisa e le altre cose nostre; in che usandosi la debita diligenzia, come siamo certissimi si farà per la Magnificenza Vostra, e obbediendo il capitano della cittadella alla Cristianissima Maestà del Re, come debitamente e ragionevolmente debbe fare, s'interporrà pochissimi dì di tempo, e fia molto più breve a far questo che non sarebbe voler far li danari prima si riavessino le terre nostre; e così non s'impedirà nè differirà lo eseguire detti signori Vitelli la commissione hanno dal Cristianissimo Re. E,

acciò che tale effetto più presto e espeditamente segua, preghiamo strettamente la Magnificenza Vostra sia contenta mettersi a cammino subitamente per fare la sua commissione; della quale piaccia allo Altissimo Iddio seguirne quello effetto che la onestà e giustizia ricerca, e che per noi massime si desidera[1].

LETTRE DU ROI DE FRANCE À LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif. Atti publici*, Cartapecore, t. VI, Francia, n° LIV.)

Lyon, 13 décembre 1495.

Sommaire. — Parmi les factions qui se disputaient l'autorité à Sienne, la faction *del Monte di Nove*, hostile à la France, s'était alors emparée du pouvoir. Charles VIII exhorte les Florentins à intervenir pour relever dans cette cité le parti français.

Carolus, Dei gracia, Rex Francorum, Sicilie et Hyerusalem;

Magnifici et excelsi viri confederati et amici nostri charissimi,

Cum intellexerimus, preteritis diebus, inter concives Senenses, nonnullas dissensiones et civiles perturbationes ortas fuisse, nobis summopere displicuit. Nam cives ipsi, quoniam, ineundo ad recuperationem regni nostri Sicilie redeundoque, nos et comitivam nostram leto hilarique vultu recepere, et affectissimam eorum servitutem erga nos ostenderunt, nobis sunt charissimi; adeoque omnes illius civitatis motus et perturbationes molestissime tulimus et ferimus. Cuperemus tamen nullas inter eos successisse discordias et inimicitias, sed uniti pacifice

[1] La République avait consenti à payer à l'avance à Camillo Vitelli le tiers de la somme qu'on réclamait pour lui. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 47.) Le commissaire du Roi se rendit, le 10 novembre, à Pise, où il fut arrêté, puis relâché bientôt après. (*Rif.* classe X, dist. VII, reg. n° 1.) Le 20 novembre, MM. de Gémel et Niccolo Alamanni vinrent de nouveau à Florence, de la part du Roi, pour obliger M. d'Entragues à obéir. Les Florentins se plaignirent à eux d'avoir déjà déboursé quatre cent mille ducats sans avoir obtenu d'autre résultat que la restitution de Livourne. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n°s 47 et 54.) Toutes les démarches furent inutiles; d'Entragues vendit Sarzane aux Génois, aux Lucquois Pietrasanta et Motrone; enfin, le 27 décembre 1495, il s'engagea à remettre aux Pisans leur citadelle, pour la somme de 12,000 ducats payables comptant. (*Rif.* classe X, dist. VII, reg. n° 1.)

viverent; sed quoniam hoc factum non est, nec, ut imminet, fieri intenditur, affectionatis et devotis nostris opem non negabimus, presertim contra eos qui nostris notoriis hostibus adhærent. Hoc est quod *Popularium* et *Reformatorum* ordines maximam devotionem et affectatam servitutem continuo nobis monstrarunt.

Insuper audivimus illos homines ordinis *Montis-Novem*, qui prefatos nostros devotos, simul cum peditibus, quos pro custodia et pacifico regimine illius civitatis dereliqueramus, a civitate ipsa, partim expulerunt, partim etiam carceratos detinent, Don Ferdinando de Aragonia adherere. Et, quoniam civitatem Senensem omnesque ejus civitatis ad nostram devotionem et affectionem habere Statui nostro ac recuperationi et manutentioni nostri regni Sicilie profuturos esse maxime judicamus, propterea vos, nostros confederatos et benivolos, requirimus et rogamus, quod ad omnem ipsorum *Popularium* et *Reformatorum*, tam exulum quam civitatem incolentium, requisitionem ad repatriandum, simul cum nostris peditibus, juxta datum per nos illis ordinem, omnem opem, auxilium et favorem necessarios eisdem, data tamen oportunitate, prebere vobis placeat, quinimmo ad expellendos pedites qui in presentiarum illic reperiuntur. Nam destructioni potius quam custodie et regimini civitatis manere videntur, et a quibuslibet eo modo judicatum est. Nam, ultra obligationem, quam, non solum *Popularibus* et *Reformatoribus* predictis, verum etiam ceteris fere concivibus et comitatui inferetis, Majestati etiam Nostre summopere complacebitis, et rem gratam, immo gratissimam, efficietis; dummodo predicta omnia Serenissimi Imperii jura non tangant, quibus prejudiciare nullo modo intendimus.

Ad omnia vestra commoda et honores paratos nos semper offerimus.

Carolus.

RELATIONS DE LA RÉPUBLIQUE

AVEC CHARLES VIII,

DEPUIS LE RETOUR DE CE PRINCE EN FRANCE JUSQU'A SA MORT.

1496 — 1498.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

I. — FRANCESCO SODERINI.

Tommaso Soderini avait eu de son épouse, Dianora Tornabuoni, trois fils, qui tous trois furent appelés à représenter leur pays et à le servir.

Les deux premiers sont Piero Soderini, le gonfalonier à vie, et Paolantonio; nous les avons fait connaître.

Le troisième, Francesco, se distingua ainsi que ses frères dans la carrière diplomatique, et, étant entré dans l'Église, il se vit décoré de la pourpre romaine, et fut sur le point de ceindre la tiare.

Francesco était né en 1453.

Dans sa jeunesse il professa le droit civil et le droit canon à l'université de Pise.

Nommé, en 1478, à l'évêché de Volterra, il fut successivement évêque de Saintes en France, de Cortone, d'Assise, de Sabine, d'Anagni, de Narni, de Vérone, enfin d'Ostie et de Velletri.

Lorsque Florence, après la guerre suscitée par l'attentat des Pazzi, fit sa paix, en 1480, avec Sixte IV, ce fut Francesco Soderini qui fut choisi pour solliciter du Souverain Pontife la levée de l'excommunication qu'il avait lancée contre la République.

Quatre ans après il prêtait, au nom de sa patrie, le serment d'obédience au pape Innocent VIII.

Désigné, en 1494, pour accompagner Charles VIII à son départ de Florence, il était nommé, à la fin de l'année suivante, ambassadeur auprès de ce prince, conjointement avec Guasconi et Neri Capponi.

Chargé d'une importante mission à Milan, en 1499, il était nommé, en 1501, ambassadeur résidant auprès de Louis XII, dont il devait solliciter l'appui contre l'insatiable ambition de César Borgia, qui aspirait à dominer sur toute l'Italie.

Francesco quitta la cour de France en 1502; à cette époque le pape Alexandre VI le revêtit de la pourpre des cardinaux, pour se concilier le bon vouloir de son frère, Piero Soderini, qui venait d'être élu gonfalonier à vie.

Une lettre de Louis XII, que nous citons en son lieu, nous fera apprécier la nature des rapports qui existaient alors entre ce prince et le nouveau cardinal.

En 1513, Jean de Médicis fut élevé sur le saint-siége, et prit le nom de Léon X, qu'il devait immortaliser. Lorsque, deux ans après, il quitta Rome pour se rendre à Bologne, où l'attendait François Ier, il confia, pendant son absence, le gouvernement de l'État ecclésiastique à Francesco Soderini, qu'il nomma son vicaire et son lieutenant.

Cette haute faveur ne l'empêcha pas de se compromettre, en 1517, dans la conjuration qui fut formée contre Léon X. Sa justification lui coûta quinze mille florins.

Dans le conclave qui fut tenu en 1521, à la mort de Léon X, Soderini aurait été élu en sa place, sans l'active opposition du cardinal Jules de Médicis. Pour se venger de cet échec, il noua de secrètes intrigues avec François Ier, engageant ce monarque à descendre en Italie, et lui promettant, au moyen des nombreux partisans dont il disposait, de le rendre maître de Florence, après en avoir de nouveau chassé les Médicis. Adrien VI découvrit ces dangereuses menées, et fit jeter Francesco dans les prisons du château Saint-Ange. Déjà il était condamné à mort et attendait l'exécution de la fatale sentence, lorsque le pape Adrien VI succomba lui-même. Jules de Médicis, élevé sur le saint-siége sous le nom de Clément VII, voulut inaugurer son pontificat par un acte de clémence, et fit grâce à Soderini, qui survécut peu à sa mise en liberté; il mourut le 17 juin 1524. Le bruit courut à Rome qu'il était mort empoisonné.

C'était un homme d'un caractère aussi audacieux et aussi entreprenant que son frère était d'une humeur douce et pacifique. Aussi Macchiavel, en les jugeant tous deux, avait-il coutume de dire : «Si Piero eût été Francesco il fût devenu un grand prince; si Francesco eût été Piero il fût devenu un souverain pontife.»

II. — NERI CAPPONI.

Neri Capponi naquit en 1453. C'était un des plus riches banquiers de Florence. La maison de commerce qu'il tenait à Lyon avait une haute importance.

Sa grande fortune lui fraya le chemin des honneurs. Prieur en 1490, il était désigné, en 1494, pour accompagner Charles VIII dans la promenade militaire qu'il fit alors de Florence à Rome, et de Rome à Naples. Capponi, en cette circonstance, n'accomplissait pas une vaine cérémonie; il avait mission d'obtenir du roi de France la stricte exécution du traité du 25 novembre. Il fut envoyé l'année suivante à Asti auprès de ce monarque, en compagnie de l'habile Guidantonio Vespucci, et concourut à conclure la convention de Turin, du 26 août 1495. Il laissa son fils en otage pour garantir le libre retour de M. d'Entragues, gouverneur français de Pise.

Comme il se trouvait en France à la fin de cette année, il reçut de la République l'ordre de s'adjoindre à Guasconi et à Francesco Soderini, envoyés comme ambassadeurs auprès de Charles VIII.

Après qu'il se fut acquitté de cette mission, il fut, pendant quelques années, éloigné des fonctions publiques, comme partisan des Médicis.

Cependant, nommé de nouveau prieur, en 1508, il usa du crédit que lui donnait son titre de membre de la Seigneurie pour conspirer contre Piero Soderini, le gonfalonier à vie, qui eut connaissance du complot, en empêcha l'exécution, et feignit de l'ignorer pour n'être pas obligé d'en punir les auteurs.

Neri Capponi devait son salut à la générosité du gonfalonier à vie, qui ne voulut même pas nuire à sa fortune politique, et qui le laissa nommer successivement un des Huit de Balie, un des Dix de la Guerre, et enfin Consul de la Monnaie, en 1510.

Alors survint la rupture entre Jules II et Louis XII. Ce prince avait convoqué contre le fougueux pontife un grand concile à Pise. Capponi fut chargé de tout préparer dans cette ville pour la réunion prochaine de cette assemblée.

Jules II avait juré de punir la République de la condescendance qu'elle montrait pour les volontés du roi de France; il s'était uni avec l'Espagne pour ramener les Médicis. Il y réussit en 1512. Neri Capponi, ancien partisan de cette famille, servit ses intérêts avec chaleur; aussi fit-il partie de la Balie, qui, après la fuite de Soderini, fut chargée de réformer le gouvernement. L'année suivante il était un des douze ambassadeurs qui félicitaient le cardinal de Médicis de son élévation au souverain pontificat.

En 1515, il accompagnait Léon X dans son voyage à Bologne.

Il mourut en 1519.

C'est à Neri Capponi que Giovanni Cavalcanti a dédié son traité *Della Politica*, qui se trouve manuscrit à la *Biblioteca Riccardiana*.

III. — GIOVACCHINO GUASCONI.

Nous avons peu de choses à dire de Guasconi. Nous savons qu'il fut nommé, en 1495, ambassadeur auprès du roi de France; qu'il était prieur en 1496, et, en 1499, gonfalonier de justice.

Lorsque, en 1502, la République créa la haute magistrature de gonfalonier à vie, Guasconi fut un des trois candidats qui obtinrent le plus de suffrages. Ce n'était pas à coup sûr l'éclat de ses services qui l'avait rendu populaire; c'était sans doute un homme inoffensif, qui ne portait ombrage à personne; autant et plus que le mérite la médiocrité a ses chances de succès.

INSTRUCTIONS

DONNÉES AUX TROIS AMBASSADEURS ENVOYÉS PAR LA RÉPUBLIQUE A CHARLES VIII[1].

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

24 décembre 1495.

Sommaire. — Après la retraite des Français, la République se trouvait dans la position la plus critique. Elle avait à redouter les ressentiments de tous les états italiens, qui lui reprochaient de ne pas être entrée dans la ligue conclue récemment contre la France. Le Pape, l'Empereur, le roi d'Espagne, lui étaient hostiles. Elle s'était imposé d'énormes sacrifices pour exécuter les deux traités conclus avec Charles VIII, et pour obtenir la restitution de ses places; et ces dépenses, qui l'avaient épuisée, n'avaient abouti qu'à lui faire rendre Livourne. — Dans ces circonstances, elle envoie en France, comme ambassadeurs, Francesco Soderini et Giovacchino Guasconi, avec ordre de s'adjoindre Neri Capponi, qui déjà était à Lyon. Les trois ambassadeurs devaient faire connaître au Roi la situation périlleuse de leur patrie, et lui faire envisager que du salut de cet état dépendait le succès de l'entreprise de Naples. Ces instructions, précises et détaillées, nous paraissent présenter un grand intérêt historique.

Andrete alla volta di Francia a trovare il Cristianissimo Re in qualunque luogo intendiate trovarsi la Sua Maestà; e, éssendo nel giugnere vostro Neri Capponi in corte, communicherete con lui la vostra

[1] Les ambassadeurs étaient porteurs de lettres de recommandation pour J. de Bentivoglio, à Bologne; pour la duchesse de Savoie; pour les cardinaux de Saint-Malo, de Saint-Pierre-aux-Liens, de Gênes et de Lyon; pour les ducs d'Orléans et de Bourbon; pour le maréchal de Gié, etc.

commissione, e procurerete d'avere audienza tutti e tre insieme; vi trasferirete al conspetto della Sua Cristianissima Maestà, alla quale, presentate le lettere di credenza, con quella reverenza, saluti, e raccomandazioni, e cerimonie consuete, voi, Monsignore[1] esporrete a Sua Cristianissima Maestà essere principalmente mandati da noi per congratularsi con quella del suo prospero e felice ritorno nel suo reame di Francia, e per raccomandarle efficacissimamente questa Città e popolo suo devotissimo, sempre osservantissimo cultore della Cristianissima Casa Reale di Francia in Italia; ricordandole quello che, ad imitazione de' nostri antichi progenitori, abbiamo fatto in osservanza delle prime e seconde convenzioni, secondo le obbligazioni si contengono per li capitoli; avendo *non solum* pagato quelle somme delle quali eravamo richiesti in nome di Sua Maestà, e che voluntariamente avevamo promesso, ma *etiam* sborsato oltre acciò parechi migliaia di ducati, tra il capitano della cittadella nuova di Pisa[2], come parse a Monsignore *de Lille* e ad alli altri signori Francesi erano di quà; esistimando detto capitano volere obbedire a Sua Maestà, e così pagati a' signori Vitelli, *et etiam* al capitano e a'soldati di Livorno, come appare per le quietanze di tutti, li quali danari non eravamo obbligati pagare, se prima non riavessimo Pisa, Mutrone, Pietrasanta, Sarzana e Sarzanello; come si richiede ne' primi e secondi capitoli. E tutto si è fatto volentieri e prontamente, esistimando che, come Sua Maestà ne aveva liberamente e solennemente promesso e ordinato e commesso per sue lettere missive, mandamenti, e discariche in publica forma dirette per più suoi commissarii, e mandati al capitano suo di cittadella di Pisa, e a' castellani suoi di dette terre, che tutte ci dovessino esser rendute e restituite liberamente; la qual cosa non essendo seguita, oltre alla gran somma de' danari sborsati e pagati, ci ha messi in gravissima

[1] Francesco Soderini, évêque de Volterra.

[2] Le capitaine français qui commandait à Pise, et qui se refusa avec tant d'opiniâtreté à restituer la place, était Robert de Balzac, ancien favori de Louis XI, conseiller et chambellan du Roi, sénéchal d'Agénois et de Gascogne, baron d'Entragues et de Saint-Amand.

spesa; in modo che arditamente possiamo affermare questo caso di Pisa e altre nostre terre insino ad ora costare alla Città nostra una grandissima somma di danari. E, per non essere successa detta restituzione, secondo le promesse e ordine di Sua Maestà, ne siamo incorsi in maggior confusione e più grave pericolo alla Città nostra; perchè, avendo, *non solum* e' vicini nostri, ma li altri Potentati di Italia conosciuto non succedere tale restituzione, hanno argumentato che, se Sua Maestà avessi con effetto voluto ci fussino restituite le cose nostre, nè il capitano nè altri suoi sarebbono stati tanto tempo renitenti e inobbedienti a Sua Maestà, e non ci avere in quel grado d' amicizia che secondo le opere nostre pareva conveniente; e, per questa cagione avendo avuto tempo assai da machinarci contro in più modi, si sono scoperti contro di noi, tentando per diverse vie di offenderci, prestando favore a' Pisani contro a noi, dando passo, vittuaglie e ricetto a Virginio e Paolo Orsini, e a Piero de' Medici nostro ribelle. E conoscendo noi fare tutte le provisioni necessarie per la difesa e conservazione della nostra Città, e che a questo effetto abbiamo a nostra condotta più che ottocento uomini d'arme, e cinque mila fanti o più, in che continuamente spendiamo un grandissimo danaio, per darci maggior molestia e metterci in più grave pericolo, sotto nome ci protestarono che noi siamo soli quelli che ostinatamente vogliamo ritenere e conservare la amicizia e nome di Francia in Italia, contro al volere e opinione di tutti li altri; ci hanno provocati e concitati tutti li altri Potentati d'Italia contro, avendo prima per molte e diverse vie tentato ridurci a propositi loro; e, conosciuto finalmente per più esperienze noi essere constantissimi e dispositissimi in volere osservare la fede nostra, secondo il costume e naturale instituto della nostra Città verso la Cristianissima Maestà, ne hanno intorno verso Pisa, Siena, Bologna e per tutta la Romagna circondati, esistimando con questo mezzo di Piero de' Medici, il quale temerariamente ha promesso loro che, se gli prestono qualche aiuto e favore, spera tornare e ridurre facilmente la Città e lo Stato alla intenzione; a' quali vani e bestiali disegni e fondamenti non crediamo però si presti più fede si bisogni. Ma, sotto questo colore, dubitiamo non si tenti occuparci la li-

bertà nostra; che, e se non fusse che tutta la Città e popolo è unitissimamente disposto volere prima consentire la ruina e desolazione della Città, e esporre le facultà, li figliuoli e la propria vita prima che consentire Piero o alcuno de' fratelli mai per alcuno tempo ritornino, e oltre a ciò la fede e constanza de' sudditi nostri e le provisioni grandi e gagliarde abbiamo fatte, veramente ci troverremmo in grandissimo soquadro; e ancora le qualità del tempo, e li passi e siti de' paesi nostri forti ne ajutano assai; nondimeno, non essendo possibile che noi possiamo troppo più durare, nè sopportare sì gravissima spesa, nè resistere soli a tutto il resto dell' Italia, è necessario che Sua Cristianissima Maestà senza alcuna dilazione o intervallo di tempo ne ajuti. E, perchè essendo nel colmo del verno, sarebbe difficilissimo che quella, per diffenderci ed ajutarci, potessi mandare delle sue genti di là in modo che fussino a tempo per salvarci, aspettavamo avessi commesso a' Vitelli che con le loro genti ci ajutassino e venissono in favore nostro, come più fa scrivemo a Neri dovessi richiedere Sua Maestà. Di che non avendo ancora risposta, nè sperando che la venuta di Monsignore *de Gimel*, nè *etiam* quella del cognato *d' Entragues* sieno per fare altro frutto che altri passati circa la restituzione di Pisa e delle altre cose nostre, è necessario che apertamente facciate intendere, e richiedate Sua Maestà che in quel migliore e più espedito modo le pare, commetta e operi che dette terre, senza più dilazione, e con effetto ci sieno restituite; e li modi a fare questo non crediamo bisogni ricordarle, essendo di tanta autorità quanto è Sua Maestà; e, oltre a ciò bisogna che quella ci consigli e dimostri per che vie o modi ci possiamo difendere e salvare da tanti imminenti e sì gravi pericoli ne' quali ci troviamo; che, come per più nostre si è significato a Neri, ci hanno condotto in termine che il male nostro non patisce più dilazione alcuna. E circa questa parte vi farete apertamente intendere, dimostrando che, non si risolvendo la Sua Maestà di ajutarci e porgere qualche rimedio o buono consiglio alla salute nostra, noi manifestamente conosciamo la totale ruina e destruzione della libertà e Stato nostro; la quale quando seguissi, oltre allo esserne stata Essa potissima cagione, e il seguirlene

carico assai, non sarebbe ancora ad alcuno suo proposito. E però vedete con ogni instanza e importunità possibile che a questa parte che importa a salute nostra, e per cui principalmente siate mandati, facciate di ottenere quelle provisioni, e con ogni celerità, le quali conoscete essere a proposito de' bisogni e necessitadi nostre. Perchè, quando così non seguissi, saremo forzati pigliare qualche partito, prima che lasciarsi interamente perire; conoscendo, come è detto, la animosità e mala disposizione di tutti i Potentati d'Italia verso noi, e che le forze nostre senza comparazione non sono di qualità da potere resistere, nè che lo ajuto e favore speriamo da Sua Maestà possa essere così presto, come ricerca la necessità nostra, per differire il più potessimo le provisioni contro a noi.

Tornandosene messer Ricciardo Becchi, nostro cittadino e scrittore apostolico in corte di Roma, l' imponemo che al Papa raccomandassi questa Città e popolo, pregando la Santità Sua desistessi da non favorire nè dare ajuto alli Orsini e Piero de' Medici contro a noi, e che li nostri mercatanti con le loro robe e mercanzie non sieno date in preda come robe de' infideli; e massime reputandoci noi fedeli e cattolici cristiani, e stati sempre devotissimi della fede apostolica; nè avendo fatta o tentata cosa alcuna contro a Santità o Chiesa Romana. Di che è successo, per quanto scrive detto messer Ricciardo, che il Papa gli ha risposto che quello si fa contro a noi procede solo per essere noi ostinati partigiani del Re di Francia in Italia, contro al comune volere di tutti li altri; ma che se noi voliamo aderire, ecc. farà *mirabilia* in nostro favore. E da altro canto, per darci carico appresso di Sua Maestà, secondo scrive detto messer Ricciardo, ha detto al cardinale *de Saint-Denis*[1], che noi cerchiamo di tenere pratica con Sua Santità, ecc. e gli ha imposto, e così qualche altro cardinale, che Sua Santità ne debbi scrivere e dare notizia alla Cristianissima Maestà. Nondimeno Monsi-

[1] François-Jean de la Grolaye, abbé de Saint-Denis, décoré de la pourpre en 1493 par Alexandre VI, auprès duquel il remplissait une ambassade au nom du Roi; il ne quitta plus Rome, et mourut dans cette ville en 1499. C'était un prélat de bon conseil et de grandes lumières.

gnore *de Saint-Denis* è prudentissimo, e informato della verità; perchè messer Ricciardo, secondo gli commettemo, ha dì per dì conferito ogni sua azione con la sua reverendissima signoria, la quale per questo non estimiamo abbi scritto se non in nostro favore. E voi, sentendoci dare carico alcuno di ciò, avendo notizia del vero, potrete benissimo giustificarne con Sua Maestà, dimostrandole che, trovandoci ne' pericoli e angustie siamo, nè conoscendo alcuno pronto nè presto rimedio alla salute nostra, fummo costretti a tentare, come è detto, di raffredare li favori e ajuti del Papa contro di noi, e raddolcire Sua Santità il più fussi possibile, per mettere tempo in mezzo. Così ancora conosciamo essere necessario fare con li Veneziani, in mandare loro qualche nostro secretario o mandatario, per dimostrare loro che, non li avendo offesi in alcuno atto, non sappiamo con che giustificazione e onestà prestino ajuto e favore a' nostri rebelli, e ci sollevino, e incitino li vicini contro. E, per intendere ancora in che modo abbiamo a vicinare con loro, avendo essi di nuovo preso in protezione il signore e stato di Faenza, il quale confina in più luoghi con noi, e è stato lungo tempo sotto la amicizia e protezione nostra, e essendo Faenza di quella importanza che intendete allo Stato nostro, e avendovi già i Veneziani mandato circa a secento Stradiotti e uno commissario con numero di provigionati[1], e trovandosi a Ravenna, a venti miglia vicina a Faenza, buon numero di genti d' armi, dovete pensare che questo giudichiamo sia necessario di tentare l' animo di detti Veneziani verso di noi; così ci sarà necessario commettere a qualcuno de' nostri che si trovano appresso il Re de' Romani, e al Re di Spagna, che parli in nostra giustificazione e raccomandazione de' nostri mercatanti; sapiendo che a' Loro Maestà è stato scritto contro a noi, e mandato oratori per darci carico, e perchè li nostri mercatanti, sono ne' loro paesi, sieno molestati e offesi[2].

[1] Soldats.

[2] En effet, la République avait donné mission, d'une part à Francesco del Nero, Florentin qui habitait l'Espagne, de se présenter comme ambassadeur au roi Ferdinand et à la reine Isabelle; et, d'autre part, à Tommaso Pertinari, qui résidait en Allemagne, de remplir le même rôle auprès de l'empereur Maximilien. Leurs instructions portaient qu'ils devaient justifier auprès de

Di che ci pare destramente dobbiate dare notizia a Sua Maestà, e fare che sia informata d' ogni progresso, e in questo pericolo ci troviamo, affirmandole che in tutte le nostre azioni, il principale nostro fondamento e obietto sarà sempre la osservanzia della fede nostra verso Sua Maestà, e della sua obbligazione e confederazione abbiamo con quella, fino a tanto aremo spirito alcuno; perchè non possiamo credere che, avendo la Sua Maestà conosciuto per tante esperienzie la fede e integrità nostra, e quello che pazientemente abbiamo patito per quella, non debba finalmente *non solum* restituirci Pisa e le cose nostre, ma *etiam* difenderci e liberarci da tante nostre avversitati, e fare tale dimostrazione e segni di vera amicizia e benivolenza verso di noi, come meritamente si conviene alle opere nostre.

A Milano mandamo a questi giorni passati Messer Francesco Gualterotto, desiderando Messer Guido tornarsene; e, *inter cætera*, gli commettemo che facessi intendere alla eccellenza del duca, come, avendoci quella richiesti più volte dovessimo consentire Pietrasanta, Sarzana e Sarzanello a' Genovesi, che noi per alcuno modo potevamo farlo, per non volere contravenire a' capitoli abbiamo col Re di Francia, di non potere, riavute che avessimo dette terre, infra due anni pigliar partito o fare contratto alcuno di esse; ma infra detto termine disporne come paressi a Sua Maestà con certa ricompensa, come in detti capitoli si contiene. Ora intendiamo che la eccellenza del duca richiederà o debba a questa ora avere richiesto Sua Maestà ci stringa a dovere compiacere di dette a' Genovesi. Quando così fusse, e di costà ve ne fusse tocco alcuna cosa, potete rispondere che il non volere noi alterare in alcun modo li capitoli abbiamo con Sua Maestà ci fece rispondere al duca nella forma si è detto.

Perchè intendiamo li Sanesi, per averci offeso assai nel vivo come

ces souverains le peuple de Florence, qui n'avait pas appelé les Français en Italie, mais qui, par la trahison de Pierre de Médicis, s'était vu forcé de subir leur alliance; que, dès lors, on ne pouvait se déclarer contre eux sans manquer à la foi jurée, et sans perdre tout espoir de recouvrer les places fortes qui lui avaient été enlevées. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.)

hanno, dubitano che, accordandosi li Orsini con il Re, e andandone nel Reame, parendo loro rimanere soli, hanno mandato un loro ambasciadore a Venezia per richiederli mandino gente in loro favore, e uno commissario per fare residenza in Siena; il che quando seguisse, per le cagioni vi sono note dovete esistimare non sarebbe punto a nostro proposito, circondandoci di tante bande quanto fanno; e per questo è necessario ne diate notizia a Sua Maestà, acciò si pensi e provegga a' rimedii della salute nostra. E, perchè se intenda quello che continuamente vanno macchinando i Sanesi, vi diamo copia d' una lettera scrittaci da ser Alessandro Braccesi da Perugia, nostro mandatario; di che darete quella notizia, e dove vi parrà.

Raccomanderete alla Sua Maestà efficacemente tutti li mercatanti della nazione nostra che stanno e praticano nel suo reame.

Visiterete li reverendissimi cardinali de *Lyon*, de *Saint-Malo*, di San Piero ad Vincula, e di Genova trovandosi in corte, ringraziandoli delle buone opere fatte in beneficio nostro; e il duca *d'Orléans*, e duca *de Bourbon*, e quelli signori della corte che da Neri intenderete essere a proposito; a' quali arete lettere di credenza; e, secondo vi parrà, esponendo quelle parti della vostra commissione crederete stieno per giovare, pregando loro signorie che di nuovo ajutino e favorischino le cose nostre appresso della Cristianissima Maestà e dove bisogna.

E, perchè noi confidiamo assai nella prudenza e sufficienza della vostra paternità, e di te, Giovacchino, e sapendo siate benissimo informati de' progressi delle cose e de' bisogni nostri, rimettiamo liberamente nel giudicio e arbitrio vostro il modo e le circonstanzie dello eseguire la presente nostra commissione, e di usare circa li sopradetti effetti quelle più ragioni, parole e termini che alle prudenze vostre occorreranno; e però non ci distenderemo in altre particularità, se non che ce ne rimettiamo alle prudenze vostre.

Nel tempo della vostra legazione scriverete spesso di tutte le occorrenze, ingegnandovi diligentemente di ritrarre il più vi sarà possibile

de' progressi delle cose di là, e se si ragiona che la Cristianissima Maestà sia per tornare in Italia, e in che tempo, e che provisioni si faccino intorno a ciò.

Passando da Bologna visiterete quel Magnifico Reggimento, al quale arete lettere di credenza, ricordando a Loro Signorie che la congiunzione della amicizia e confederazione è intra noi e Esse, e la nostra buona disposizione verso di quelle c' induce a communicare con Esse liberamente l'andata vostra alla Cristianissima Maestà, per la recuperazione delle cose nostre sono in mano sua, e per raccommandare a quella gli mercatanti della nazione nostra che praticano nel suo reame di Francia; offerendo loro che, se nel tempo della vostra legazione occorressi potere operare cosa alcuna a proposito loro, avete commissione di farlo, e non altrimenti che per noi medesimi.

Con la Magnificenza di Messer Giovanni[1], alla quale *etiam* arete lettere di credenza, farete la simile opera; dimostrandole la fede grande abbiamo in essa; e che non sia per fare verso di noi, se non quello si convenga alla congiuntissima amicizia e benivolenza reputiamo sia intra Sua Magnificenza e noi.

Passando dalla corte di Monferrato, visiterete il Magnifico Governatore di quel Signore, mostrando di ricordarvi de' piaceri e buone opere fatte da *quondam* Illustrissima Marchesana in beneficio nostro, e vi offerrete.

Così seguirete, occorendovi passare dove si trovasse la corte di Savoia, ricordando la buona e antica amicizia tenuta sempre con quella Cristianissima Casa, e ne offerirete, ecc. e raccommandarete li nostri mercatanti e sudditi che passassino o praticassino nel dominio suo.

Oltre alle lettere di credenza con le loro soprascritte, vi si da alcuna lettera senza soprascritta; le quali potrete fare di là a qualcuno di quelli signori di corte, secondo vi parrà:

Ricordavisi lo scrivere spesso, e, occorendovi a scrivere cosa alcuna in cifra, usate quella che ha Neri Capponi.

[1] Giovanni de Bentivoglio, qui exerçait à Bologne la principale autorité.

I.

FRANCESCO SODERINI, GIOVACCHINO GUASCONI, NERI CAPPONI,

AUX DIX DE LIBERTÉ.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 18 [1].)

Lyon, 7 février 1496.

Sommaire. — Audience du Roi; son courroux contre les gouverneurs français qui, malgré ses ordres, ne restituent pas aux Florentins les places dont ils ont la garde. Négociation relative à la restitution de Pise. Nouvel ajournement. Réponse du Roi aux ambassadeurs, qui le sollicitent de descendre une seconde fois en Italie; ses dispositions favorables et ses préparatifs.

Siamo stati con la Maestà del Re, poi che spacciammo Ruberto, per mezzo di Monsignor *de Ligny*, il quale ci ha fatto avere una audienza e lunga e grata per spazio di circa un'ora; e abbiamo discorso lo stato di Vostre Signorie e lo essere d'Italia, e le preparazioni si fanno e contro di Sua Maestà e contro di voi. E, quanto al fatto di Sarzana e Sarzanello, lui non fa alcuno dubbio che l'abbiate adesso a avere. Di Pietrasanta e Mutrone non si confida per quello ha visto di *Entragues* [2]; di che ha mostro tanta mala contentezza che, oltre alle parole ha usato, ha detto che, se gli potesse mettere le mani addosso, non aspetterebbe manigoldo, che lui medesimo gli leverebbe la testa, e vedrebbe chi più

[1] Toutes les dépêches de cette légation étant tirées de la même liasse, nous n'en indiquerons plus l'origine.

[2] Les Pisans avaient été remis en possession de leur citadelle par d'Entragues. Dans les premiers jours de janvier ils avaient, en conséquence, envoyé Pierre Grifi en ambassade auprès du Roi, pour le supplier de ratifier ce qui avait été fait. (*Rif.* classe X, dist. VII, reg. n° 1.) Le 8 janvier, d'Entragues était en marché avec les Génois pour leur vendre Pietrasanta, Sarzana et Sarzanello, avec toute l'artillerie qui garnissait ces places et qui appartenait aux Florentins. Ce marché était conclu, en ce qui concerne Sarzana et Sarzanello, dans le cours de février. Les Génois payaient à d'Entragues la somme de 24,000 ducats. A la même époque les Lucquois achetaient au gouverneur français Mutrone et Pietrasanta, au prix de 27,000 ducats. Le duc de Milan négociait tous ces honteux marchés. Il avait prêté 3,000 ducats aux Pisans pour racheter leur citadelle. Dès le mois de janvier, la République, justement indignée de cette conduite, donnait ordre à Neri Capponi, son ambassadeur en France, de réclamer les 30,000 ducats qu'elle avait payés au Roi, selon la convention du traité de Turin, ou de se procurer une somme équivalente sur les joyaux que Charles VIII avait donnés en gage. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 54.)

potesse; e disse conoscere molto bene il disonore ne portava per tutta Italia, e quanto lo incaricavano quelli che gli vogliono nuocere, e che lui intendeva reintegrarci e farci molti beni.

Pregammolo, che, così è piaciuto a quelli signori vi scrivemo stamane, che poi chè *Entragues* aveva fatto questo primo male, lui come sapientissimo volessi porvi rimedio e farci recuperare Pisa e le altre terre, le quali rendendoci *Entragues*, pregavamo fosse contento perdonarlo. Rispose che, quando a sè, nè mai gli perdonerebbe nè riceverebbe in sua grazia, ma per amore di Vostre Signorie, le quali confortava a non si fidare di lui, acciò non ingannasse voi come Sua Maestà, era contento Vostre Signorie trattassino e appuntassino con *Entragues* quello pareva loro, e che lui prometteva farvene onore e eseguire quanto voi medesimi sapessi chiedere in questo caso, ma che aprissi bene gli occhi perchè era uno tristo, e non era di sua gente, ma era uomo *d'Orléans.* E, replicando noi che questa abolizione non s'intendesse, se non fatta la restituzione, e che Sua Maestà ce la dovesse dare di presente, acciò che lo indugio non operasse quello aveva operato in Pisa, disse non lo volere fare, ma che farebbe una lettera a Vostre Signorie, nella quale prometterebbe e si obbligherebbe servare ad *Entragues* tutto quello gli promettessino Vostre Signorie, ad instanza delle quali solo si potrebbe indurre a perdonargli[1]. E, dicendogli che, se lo facesse, potria essere mezzo per uno trattato doppio a renderci Pisa, mostrò che gli sarebbe caro; e, stringendolo noi che ce la dovesse rendere o darci tali favori che la potessimo recuperare, perchè ad ogni modo Vostre Signorie volevano fare quella impresa gagliardamente, rispose che voi sapete bene che lui ha detto e ha avuto in animo rendere Pisa a voi e non ad altri, e adesso non è mutato di opinione, ma che manca il modo, ed è da dubitare che non si dieno i (Pisani) in mano di qualche Potentato[2], come

[1] Cette lettre fut en effet écrite. Elle se trouve, à la date du 7 février, dans le tome VI des *Atti publici,* Cartapecore, n° XXXIX.

[2] Depuis quelque temps déjà les Pisans, inquiets de l'issue que pourraient avoir les négociations des Florentins avec la cour de France, songeaient à se donner ou aux Vénitiens ou au duc de Milan. (*Rif.* classe X. dist. III, reg. n° 47.)

etiam noi gli abbiamo mostro che cercano; e, per non li disperare, lui li teneva confortati; e questo Grifo[1], che è qui, a questo effetto faceva intratenere, benchè, secondo che noi volessimo, ne lo manderebbe e riterrebbe, ma che pensassimo bene che voi sanza altre forze non potessi mai guadagnar Pisa. E, benchè lo lacessimo, che quando Sua Maestà mandasse grossa gente in Asti, Milano e Venezia penserebbono ad altro che a Toscana, e i vicini, quando Sua Maestà scrivesse loro attendessino, ad altro non si travaglierebbero, e Pisa resterebbe sì debole che per sè non vi potrebbe resistere, massime se vedesse qualche soccorso o di gente o di danari; non lo volle acconsentire, dicendo che di danari era per adesso oppressato, e le genti non potevano venire sì presto, ma che, se avessimo patienza, quando avesse in Asti quello esercito gli paresse, che provvederebbe bene alla nostra salute. Mettemogli innanzi che, poi che i Pisani dovevano essere soli, e chiedevano il governatore, desse loro qualche persona fidata, e in Pisa mettesse tanta gente della sua che ne fosse signore, e poi ce la rendesse come ne era tenuto. Disse prima che non troverebbe uomo che vi volesse andare per fare una simile truffa, e lui anche non vorrebbe, perchè arebbe ad ingannare o Pisani o voi, e che non si troverà mai che lui intervenga ad ingannare persona. E, mostrandogli che *Entragues* sarebbe buono mezzo a questo per acquistare la sua grazia, rispose che mai lo farebbe, perchè saria un confirmare a tutto il mondo che lui avesse tenuto le mani a ciò che s'è fatto. E in effetto a restituire Pisa, se non con tempo, non ci parve trovare alcuna disposizione; nè approvò la impresa del recuperarla per forza, facendola impossibile.

Entrò nelle cose di Genova, le quali stima, e gli premono, con dire che, se facessimo grossa armata insieme con lui, si potrebbe mutare quello stato; e, fatto questo, saria tanto debilitato Milano, e levati i sussidi da' Pisani, che saria facil cosa racquistare Pisa. Mostramogli che quello stato con forze marittime, avendo le spalle di Milano, difficilmente mai si muterà, ma che, se ci reintegrasse nelle forze e reputa-

[1] L'ambassadeur de Pise.

zione nostra, che facilmente poi di terra, con la parte e col mezzo nostro, se ne farebbe ciò che si disegnasse; e così se ne uscì di questo ragionamento.

Al collegarsi insieme coi vicini, non si risentì, nè mostrò farne alcuna stima; e, pregando noi Sua Maestà che volesse avere rispetto che noi ci trovavamo nel mezzo d'Italia circundati da tutti i nostri inimici, e eravamo soli e consumati, e avevamo bisogno del suo soccorso, e della sua riputazione, e presto, e che volesse fare come i suoi predecessori, i quali avevano sempre favorita e esaltata la vostra Città per uno capitalè e stabilimento della Casa di Francia e suoi amici in Italia, e che volesse intendere bene le cose gli avevamo dette, e consultarle e provederle e stimarle, perchè vi arebbe dentro manco fatica, spesa e pericolo; perchè, stimandole come se ne è fatto fino a qui, e che volesse riconoscere li amici suoi, e quelli avevano messo e metterebbero ogni giorno per lo esaltazione di Sua Maestà le facultà, lo Stato e la propria vita : mostrò averlo caro, e che lo farebbe. E, confortandolo a non voltare le spalle ad Italia, e venire in persona lui, in chi consisteva e la vittoria, e la facilità della vittoria, disse che non era possibile che non andasse, ma che tornerebbe prestissimo, e che non ci voleva dire quello aveva in animo circa la impresa d'Italia. E tutto si accese nel viso, che parve un segno di volervi tornare in persona, dicendo : « Io farò tale pro« visione che ogni uomo intenderà quanto io abbi a cuore quelle cose. » E disse volere mandare *Orléans*, che solo fu presente a tutti questi ragionamenti. Confortamolo che quello voleva fare lo facesse presto, e fosse in forma che conservasse la sua riputazione, e desse animo agli amici, e togliesselo a'nemici, e non fosse cosa debole che operasse contrario effetto. E in questo si accostò *Ligny*, e, ragionando del medesimo, e delle genti, disegnando che *Orléans* andasse subito, si accordarono che fosse meglio ne venisse col Re *à Moulins*, ove saria monsignor *de Bourbon*, e le finanze, e si darebbe total ordine e espedizione al personnaggio che fia *Orléans* e alle genti che arà avere seco, che non vogliono sieno manco di ottocento lancie. E, perchè ci parve di poterlo fare destramente, gli introducemo che Sua Maestà dovrebbe mandare uno suo

uomo, il quale per li luoghi che passasse facesse intendere la sua buona affezione alla nostra Città, e in essa si fermasse per consolazione del vostro popolo, e che lo potesse tenere avvisato delle cose d'Italia; e che Sua Maestà dovrebbe anche tenere uomini a Venezia e a Roma, per essere ragguagliato di ciò che vi si trattasse, e, quando lui non lo volesse fare, non ci darebbe noia la spesa, e faremola noi. Rispose che gli piaceva. E così ci parve fare assai circa la petizione delli oratori sanza alcuna suspizione, avendo per cosa certa che saria difficile ad indurlo a confortarvi più apertamente, per le ragioni che intendono Vostre Signorie.

Siamo di poi stati con *Saint-Malo*, e di nuovo ci ha detto avere parlato col Re, e trovarlo così bene disposto verso Vostre Signorie; e promette non solo restituzione, ma rifacimento di danni e guadagni, e molte buone cose, le quali tutte si potranno meglio giudicare dalli effetti; che, se cominciassino punto ad essere buoni, si potrebbe sperare che l'uno traessi l'altro, come vorrebbe ogni onestà e il loro interesse medesimo. Altro non ci occorre.

II.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Amboise, 22 février 1496.

Sommaire. — Bon vouloir du Roi à l'égard des Florentins. Il a le projet de conclure avec eux une ligue plus étroite. Les ambassadeurs s'en tiennent aux traités dont ils réclament l'exécution, avant de prendre d'autres engagements. Ils pensent toutefois qu'il ne faut rien négliger pour ramener le Roi en Italie. Influence de l'amiral de Graville et de M. de Saint-Malo.

Representamoci nel vespro a Sua Maestà, e, secondo l'usanza ci fece buona cera; e, incomminciato a parlargli tre volte, e, levatoci dinanzi da varii impedimenti e suoi propositi, *tandem* ci ascoltò benignamente. Gli riferimo a lungo quanto ne scrivevano Vostre Signorie. Rimiseci a *Saint-Malo*, e, in nostra presenza, gli mandò a dire che dopo desinare si trasferisse da lui, che gli commetteria quello dovesse fare circa le cose nostre; e in questo mezzo da più luoghi intendemo che la Sua

Maestà ci vedrebbe volentieri, e carezzerebbe e stimerebbe la Città altrimenti non aveva fatto per lo adietro; e questo molto ci confirmarono il Trivulzio e il cardinale (*de Saint-Malo*), col quale fummo circa l'ora di vespro; e ci disse essere stato col Re, e che lo aveva trovato meglio volto e meglio disposto verso le cose nostre che mai ancora fin qui; e che veramente ci potevamo riposare di essere assai amati da Sua Maestà, mostrando di questo avere grandissimo piacere; e che dovevamo stare con ottima speranza, dicendo : « Il Re andrà *à Tours* per « quattro giorni; poi tornerà qui per essere *à Paris* e ritornare prestis- « simo verso *Lyon*, per le cose d'Italia; e qui lascerà me, lo ammiraglio, « il gran cancelliere e il Trivulzio per udire e risolvere le cose vostre e « trattarvi da buoni amici, quali vi reputa. » Dicendo che dovessimo pensare sopra le cose d'Italia quello facesse per Sua Maestà e quello facesse per noi, e lo mettessimo in scritto, e quella sera glielo portassimo, acciò lo potesse conferire col Re, il quale non partì quello dì, e quando gli piacesse espedire ad un tratto. Portamogli la sera la nota che fia alligata con questa, e ci rimise alla mattina a buon ora, che la voleva esaminare col Trivulzio. Fummo la mattina all'ora statuta; e, leggendola a tutti due, parve loro avessimo pensato troppo a' fatti nostri; e ci feciono intendere che il Re voleva fare con esso voi nuova intelligenza e lega, e attendere vivamente alle cose d'Italia, quando voi non vi volessi gittare in terra; mostrando bisognava ajutassi il Re per li carichi grandi che ha Sua Maestà per le cose di Spagna, le quali, benchè non stimino, pure bisogna tenere ben proviste, e per non potere sfornire *la Picardie et la Bourgogne*, e per avere nel regno le genti a piè e a cavallo che ha; dicendo : « Voi avete ottocento uomini d'arme e cinque in « sei mila fanti, e non li volete voi conservare per beneficio vostro pro- « prio e del Re? » Rispondemo che era vero li avevamo, ma che ci avevano in modo debilitati dello Stato, del danaio e della reputazione, non meno coi sudditi e nostri cittadini che con tutta Italia, che questa spesa non la potremo per niente, sè non avessimo e ajuto e conforto così della restituzione di Pisa e altre cose nostre, come dei danari prestati e altri sussidii; che, quando fussimo reintegrati di queste cose, ci sforze-

remo *etiam* sopra il nostro potere; aggiungendo che non bisognava fare altra nuova lega, ma solo osservare quella s'era fatta, quale era con legami da servire ad ogni disegno e proposito del Re e vostro. Parve al Trivulzio e così a qualche altro amico vostro che non dovessimo per niente[1] *mostrare alcuna debolezza, perchè ci farebbe stimare manco, e invitirebbe il Re di Francia al mandare nuove genti;* il che, in questo andare attorno e mettere tempo in mezzo, pare a costoro si raffredi e se ne potesse andare in fumo, e che ci bisogni fare tutto il contrario. come fanno *etiam* loro, per animarlo; con dirci : « Poi che avete queste « genti, dovete mostrare sarete contenti mantenerle a comune beneficio, « che fia mezzo di rendervi la reputazione e le cose vostre, e farvi ri- « guardare da quelli che in Italia vi volessino offendere; nè per questo « spenderete più che vi facciate, e imbarcherete costoro, che vi servirà « bene a farvi stimare e da loro e da altri. » — E hannoci tanto persuasi e stretti *col mostrare non ci sia altro modo a fare passare queste genti e presto, che, vista quella voglia e bisogno ne hanno Vostre Signorie, e la commissione in più loro lettere ce n' è data,* siamo venuti con esso loro alli ragionamenti dei quali in questa fia nota. Il che pare a questi vostri amici che sia di grande momento per le cose vostre, e per darvi gran reputazione di presente, e in futuro sicurtà e occasione di recuperare il vostro e far bene. Il che, se piacerà a Vostre Signorie, ne daranno risposta, affine che le cose si fermino, e di poi si mettano ad esecuzione con celerità, come costoro *etiam* confessano essere necessario. A noi pare potere fare questa conclusione a Vostre Signorie, che, se questo mezzo non vi rende le cose che sono in mano de' Francesi, non le avendo a quell' ora riavute, non siate per riaverle se non a qualche grande proposito loro. Di Pisa loro non sono per fare altro che vi abbiamo scritto per più nostre, e credono che, non avendo altre forze che le vostre, non la possiate sforzare, e siate per mettervi tempo e danari. Di danari nè di gente dicono non vi possono ajutare, e, se pagheranno i centocinquanta uomini d' arme per quartieri, parrà loro fare assai; e i trenta

[1] Les passages de ces dépêches qui sont imprimés en italique sont en chiffres dans le manuscrit.

mila ducati non si possono avere se non con impegnare le gioie. Sì che, poi chè conoscono si va come si può, e altro non si può che loro si vogliono, e, se si voltassino al soccorso del reame (di Napoli) solo per acqua e abbandonassino la terra, le Vostre Signorie veggono dove si troverebbono. Però la ragione che costoro assegnano, essendo ove sono le cose, bisoguare un tratto con ogni industria, *con darli in Italia,* ci pare la più efficace e la più onorevole e la più secura cosa che si possi fare; e, benchè cominciasse con poco di quà, avendo quello ha nel reame, fia assai; perchè questa è sì grande potenza, che, come hanno visto Vostre Signorie per esperienza, per uno fanno quattro su l' impresa.

Alla corte adesso si trova il cardinale Cenomanense[1] e lo ammiraglio, e M. *de la Trémouille,* e mariscalco *de Gié;* e era qualcuno che aveva opinione che i favori si avessino a voltare, ma sino qui non se ne vede alcuno segno. Abbiamo visitati detti signori, e li trovamo bene disposti verso Vostre Signorie, massime lo ammiraglio, il quale è di grande reputazione, e il Re mostra di stimarlo assai; e a noi pare che sia uomo che lo meriti, e si è maravigliato e doluto delli inganni vi sono suti fatti; e pargli stata la vostra una grande pazienza, e molto maggiore la perseveranza nelle buone opere. Confortaci assai, e così *Saint-Malo*, fino a dire che ancora fra Jeronimo (Savonarola) sarà reputato vero profeta; e, se questi due signori seguiteranno allo intendere e governare le cose d'Italia e vostre, a noi ci pare che Vostre Signorie possino sperarne bene, perchè, oltre a quella cognizione che le Vostre Signorie hanno del cardinale, lo ammiraglio è uomo che vale assai, e mostra avere cervello ordinato e saldo, e ha grandissimo seguito da questi signori della corte.

Sur le dos de la lettre, et écrit par un des secrétaires de la chancellerie de Florence, on lit :

La sostanza è che a defensione delli Stati Sua Maestà, oltre alle genti ha nel reame, abbia a fare la spesa per li due terzi, e voi per

[1] Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, cardinal de la création d'Alexandre VI, 21 janvier 1496. Mort en 1519.

uno terzo, e che si dia voce che lui tenga due mila uomini d'arme, e dieci mila Svizzeri, e voi mille uomini d'arme e cinque mila fanti; ma in verità e in fatto il re di Francia non tenga più che sette cento lancie francesi, e sette in otto mila Svizzeri, e voi sette cento uomini d'arme e quattro mila fanti. *Item* in Toscana delle sopradette genti d'arme del Re di Francia per li vostri bisogni ne avesse dugento cinquanta lancie, sotto uno capo di autorità che li governi; e fu ragionato di farvi onore, e bene assai, sino a consentire che ciò si guadagnasse in Toscana e in Romagna fosse di Vostre Signorie, altrove suo; e che dette genti dovessero essere pel mese d'aprile o prima in Italia, con personaggi convenienti a tale impresa, e, giunti in Italia, che pigliassino quella via di stare o andare avanti, che fosse giudicato espediente per la tornata nostra cioè per la impresa.

III.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 3 mai 1496.

Sommaire. — Envoi d'un ambassadeur français en Italie, à Milan et à Ferrare. Tentatives du Pape pour engager le roi d'Angleterre à rompre avec la France. Conduite équivoque du roi d'Espagne. Intrigues du duc de Milan. Grande probabilité d'une nouvelle descente des Français en Italie.

La Maestà del Re manda uno ambasciatore a Ferrara, suo maestro di casa, chiamato *Rigault d'Ozelles*, il quale, è poco tempo, tornò da Milano; la causa non si sa, nè loro la dicono; *stimasi per intendere la mente di quello signore, massime circa il castellano di Genova, che pretendono lo debba dare nelle mani per la inosservanza dei capitoli.* Passerà da Milano, e ricercherà di nuovo la osservanza delle promesse, di effetti e non di parole; e fia come una protestazione, e secondo ci dice Saint-Malo, *ricordandoglielo noi, nella istruzione, ha speciale commissione parlare per noi, e cose nostre; e lui ha promesso farlo vivamente; perchè è uomo caldo e vostro amico* come sa Messer Guidantonio (Vespucci). Ave-

vamo deliberato aspettare la tornata del Re, avanti partisse. Afferma *Saint-Malo* parte domattina al cammino *de Provence;* e sebbene, per non essere venuti i generali[1], non si vedde altre provisioni, le cose e le persone non mostrano punto essere raffredde; e ognuno si accorda che, al ritorno del Re, con lui dicono fieno i generali, e si farà in un momento tutto quello si debbe fare.

Costoro hanno nuova che il Papa ha mandato uno uomo in Inghilterra per concitarli quello Re addosso; fannosene beffe, parendo loro essere ben fermi.

Da Spagna, sebbene si dice ragunarsi genti assai, *tamèn* non s' intende faccino profitto, nè costoro li temono; e per difendersi mostrano aver fatte sufficientissime provisioni. Dicono ancora avere certa notizia che quello Re s'è molto doluto la lega l'abbi imbarcato a una tale impresa, e tra loro si dividono Italia; e mostra molto risentirsi che la Puglia venga in mano de' Veneziani.

Ancora dicono avuto di certo che Milano a Roma fa intendere la passata del Re in persona per cosa certa; ma dicono lo fa per non avere a spendere nel regno, e farsi difendere di quà alle spese d' altri.

Di verso *Bourgogne et Flandre* non s' intende nè moti nè apparati, e tiensi per fermo la impresa di Italia non possa avere impedimento; *ma confortiamovi non credere se non dì per dì; Monsignor* de Bresse, *e il Trivulzio molto sollecitano e confortano al mandare e passare presto; e, come il Re sia tornato, sarà tanto combattuto che, quando mai per se non fosse caldo come è, si riscaldi*[2].

[1] Les généraux des finances.

[2] La nouvelle de la prochaine expédition de Charles VIII obtenait beaucoup de crédit en Italie, car les Pisans, dès le mois d'avril, envoyaient au Roi un nouvel ambassadeur, Piero da Cascina, pour le féliciter sur cette entreprise, et pour se recommander à sa bonne grâce. (*Rif.* classe X, dist. VII, reg. n° 1.) A la même date, Ludovic le More offrait aux Florentins de leur abandonner les Pisans, si la République s'engageait à le soutenir dans le cas où une armée française descendrait en Italie. (*Rif.* classe X, dist. IV. reg. n° 46.)

IV.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 6 et 7 mai 1496.

Sommaire. — Préparatifs pour l'expédition. La République est sollicitée de prendre à sa solde mille ou quinze cents Suisses.

Dicono che fu dato ordine per mettere in punto l'armata, e che hanno riscontrato essere vero che si fanno preparativi, che si aspettava il Re.

Promettono, come ci sia il Re, tanta celerità in queste faccende, da fare maravigliare ognuno; confessano bene ordinariamente la loro tardità, per essere Francesi; ma non vedesti mai gente condur meglio le cose di dì in dì che sanno fare loro, per confidenza delle forze e altri loro rispetti, nè mai lasciano disperare persona; *il duca* d'Orléans *dicono, come sia qui, andrà in Asti con danari, e che il Re per la via* de Provence *si accosterà per sforzare Genova, la quale si è intestato avere in ogni modo.*

Il Re è sempre fuori.

Visto quello Vostre Signorie scrivono de' Svizzeri, ci è venuto a proposito che Saint-Malo *molto conforta Vostre Signorie che ne voglino pigliare fino al primo dì cinque cento mille, mostrando quella reputazione e fazione farebbono nelle cose vostre, e, avendone noi accettati fino a mille, ne ha mostro singolare piacere, e detto volere scrivere questo dì per essi al Balì* de Dijon [1], e al Re mandare suo figlio per farvi dare legni che ve li ponessino a Livorno, e in oltre delle artiglierie qualche maestro, e che ci voleva fare avere cento lancie, le quali erano *de Montpensier,* e restare a piè all' uscità di Castelnuovo, che per i patti non vogliono restassi nel regno; e queste cose ci disse con buonissima cera e grande affetto, mostrando essergli forte a cuore le cose nostre, e così alla

[1] Antoine de Bessey.

Maestà del Re. Vedremo ora che seguirà; chè per noi non resterà di sollecitare, e alla venuta del Re faremo tutte quelle prove possibili per fare risentire Sua Maestà alli sussidii vostri, e attenderemo per questa via o per altra provedervi infino *in mille Svizzeri, i quali non costeranno manco che sei franchi al mese per uno; il soldo loro comincia fatta la mostra* à Lyon, *quando si acconciano col Re, nè meglio potersi avere voi; e in mille vi fia circa trenta paghe morte, che computato di questi alla mostra, mai manca nessuno; e li pagate voi medesimi, e non il loro capo; e la buona gente che sono della qualità sapete, pare ad ognuno una buona spesa, e molto utile in questa gente. E, se li mandasse il Re, benchè a vostre spese, saria gran favore e reputazione, e, se potessimo appiccarsi a quello ci è detto, promette* Saint-Malo *che l'armata, che andrà nel reame (di Napoli), porrà a Livorno, che vi servirà qualche dì per fare prova di farvi buon servizio; ma noi non crediamo di appiccarci, e di affermare nulla se non quanto si vede, ne sappiamo dire altrimenti a Vostre Signorie, le quali sappino che queste genti, quando abbino a venire, non potranno essere di costà prima che mezzo giugno. Pero Vostre Signorie non restino di fare i loro avvisi, che sempre fia buona spesa cassare due di vostri per uno di costoro.*

V.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 8 mai 1496.

SOMMAIRE. — Nouvelles promesses faites aux Florentins. Ouvertures de M. de Saint-Malo relativement à Pise. Appréciation de la première expédition du Roi en Italie.

Ecci nuova di verso *Perpignan* che M. de *Saint-André*, governatore *de Languedoc* per la Maestà del Re, è corso fino alla parte *de Perpignan* con trecento in quattro cento lancie e circa due mila tra Svizzeri e balestrieri; e che non ha mai trovato riscontro di persona; il che mostra diffidenza o buona volontà delli Spagnuoli; e per il paese dove hanno cavalcato non hanno fatto un minimo danno a persona, riputando il contado *de Roussillon* più francese che spagnuolo; *e così ci ha referito*

Saint-Malo, *mostrando essere molto sicuro di* Bourgogne, Flandre *e d'Inghilterra,* e che le provisioni loro saranno tali, che chi cerca molestare loro e voi, averia a pensare a casi suoi.

In discorso Saint-Malo *ha detto in escusazione delle cose seguite in vostro pregiudicio, che li Pisani medesimi ne sono suti cagione fino al primo passare del Re, quali li persuasono che tutto quel popolo desiderava darsegli e averlo per signore;* e che non è maraviglia come Sua Maestà non vuole le cose d'altri ingiustamente, così anche non vogli ricusare chi se gli da spontaneamente. Però Vostre Signorie possono pensare *che animo sia di tali vostri cittadini; in oltre ci dice sperono avere il popolo da loro, e che presto manderà suoi uomini di quà,* e parlerà altrimenti che per il passato; e, avvertendolo noi delle insidie hanno già provate, ci assicura non sono per credere facilmente a persona, ma bene ricevere ognuno a grazia, per potere voltare queste forze contro alli Infedeli, secondo che interpretano essere la volontà di Dio, alla quale, non sanza miracolo, riferiscono e la natività e le opere di questo Cristianissimo Re fino ad oggi. E veramente dal dì venne in Italia fino alla pace d'Asti, le opere sue non furono da uomini, veduto disturbare tutte le forze delli inimici suoi nel modo che è seguito. Acci ancora *detto* Saint-Malo *che li Pisani sono stracchi e in diffidenza col duca di Milano e con Veneziani, e che volentieri sariano al Re. Abbiamogli risposto che, se li può avere per rendercela, che la pigliasse; altrimenti, come sia in Asti la sua gente, per forza li faremo tornare ad obbedienza. Non sappiamo se questo fosse uno nuovo tradimento mosso da* Entragues; *il quale ha scritto a* Beaucaire *con grande sommissione e confessione delle sue colpe. Non sappiamo che abbi a seguire, per la varia esecuzione e tarda che hanno le cose di qui. Quando aremo altro lo faremo intendere.*

VI.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 10 et 12 mai 1496.

SOMMAIRE. — Préparatifs menaçants des Français contre Gênes. Excellente disposition du Roi et des seigneurs à l'égard de la République. Ferme alliance de la France avec la Savoie, Saluces et Montferrat.

10 mai.

Il duca *de Bourbon* ci ha detto avere lettere da Sua Maestà, che vuole essere ad ogni modo *a Chieri in brevi dì, per poter battere Genova e Milano, e* Saint-Malo *ci confirma il medesimo,* dichiarando che *Orléans* andrà subito in Asti, e, quando fosse impedito per questa terzana che ancora non lo lascia, non mancherà nè personaggi nè provvedimenti; e che il Re per *la Provence* gli sarà subito alle spalle, e che vuole stringere come di sopra, perchè delibera in ogni modo *voler Genova; e già dice hanno perso il marchese del Finale, il conte di Tenda e Savona; e San Pietro in Vincula promette che, se gli danno due mila Svizzeri, e facciano li provvedimenti in Asti, obbliga la testa se non dà loro tutta la riviera di ponente fino alle mura di Genova, la quale trovandosi sollevata come è, non potrà tenersi non faccia tumulto, ma Messer Battistino lo mette per cosa indubitata; il che riuscendo, Vostre Signorie veggono vinta la impresa per il Re. Ma, come abbiamo sempre detto, non si vuole promettere di queste cose più che si comporti la varietà e tardità loro; che così anche la chiama* Saint-Malo.

Avvisa *Trivulzio la Maestà del Re delle oppressioni e insidie si cerca in Italia contro di voi, e molto la conforta a sovvenirvi e non vi lasciare perdere; di che lo abbiamo per nostre lettere ringraziato.*

Costoro si tengono certi di Savoia, di Monferrato e di Saluzzo, e mostrano uno animo, che, se si potesse loro credere, si potria stare di una buona voglia, massime per la buona mente mostrano verso la Città, della quale universalmente si parla tanto bene che questi signori mostrano stimare, e noi carezzano altrimenti che non si è fatto per il passato, e

di continuo promettono buono e grande ristoro. Così piaccia a Iddio segua!

12 mai.

Oggi è tornato *Orléans* a cavallo, e intendiamo è di buona voglia, e di migliore animo sia stato ancora; *pure non è netto ancora, ma sollecita forte;* Saint-Malo *stamani ci ha detto, e questa sera raffermò che il Re passerà in ogni modo in persona, che così è deliberato, e vuole Genova,* e che moreria mal contento se non vi restituisse tutte le cose vostre.

Scrive Savoia esser tentato da Milano di nuova intelligenza, ed avere risposto non volere nulla sanza il Re, ed averne mandato l' oratore, ecc.

VII.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 14 et 16 mai 1496.

Sommaire. — Le duc d'Orléans. Le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens; Gênes et Florence. Grand conseil tenu à Lyon le 16. Dessein du Roi de passer en Italie en personne.

14 mai.

Abbiamo visitato Monsignor *d' Orléans,* e troviamolo sano e molto disposto alla impresa, ma che si fa adagio più che non s' era disegnato, per mancanza delli *stami*[1] e del vivere, ecc.

San Piero in Vincula ci fa intendere che, avendo lui molto stretto costoro provedervi, mostrandoli la importanza delle cose vostre, gli hanno risposto volerlo fare ad ogni modo; ma a noi pare, per quello abbiamo ritratto fino a qui, *si giudica ci sia necessario, ed hanno animo di farlo; ci è chi disegna farne mercanzia, e che paghiate voi pure; abbiamo chiarito loro che dai mille Svizzeri in fuori non potete altro, per la spesa grande nella quale vi trovate; i modi di mandarvi gente pajono prima il mare,*

[1] Fourrages.

per il quale Saint-Malo *ci dice potere presto servirvi; al cardinale di San Piero in Vincula non pare, ma vorrebbe che quello vi si ha a mandare si congiungesse con quello vogliono dare a messer Battistino* (*Fregoso*), *quale passasse per forza nella riviera di Levante, e ve lo presentasse in Lunigiana. Pure noi non vorremo che lo impedimento di Genova guastasse i fatti vostri; pure quando saremo a questo si piglierà la più espedita via e più sicura intenderemo.*

Costoro ogni dì fanno consiglio e lungamente, nè si intende vi si ragioni di altro che di Italia, e tutti mostrano loro caldezza, così nella Maestà del Re; e siano certe Vostre Signorie che hanno danari e gente d'arme e artiglierie da poter lasciare i paesi loro bene guardati, e servirsi in Italia di quanto aranno di bisogno; che li Svizzeri dicono avere fermi; e che ne aranno tanti quanti ne vorranno.

Essi detto di quà che il Re de'Romani passerà per Trento in Italia; quando abbi a essere, è giudicata cosa lunga; e a costoro non pare che di danari e di gente possa essere in modo e in ordine da dare impedimento in alcuno luogo.

16 mai.

Essi oggi tenuto un gran consiglio, dove sono intervenuti tutti questi signori ecclesiastici e seculari; e non si è quasi trattato se non di questa impresa. Crediamo noi sia fatto per discredere ognuno; perchè si è intervenuto il Re di continuo, e parlato molto efficacemente; e essi concluso, *nemine discrepante*, che questa impresa si ajuti vivamente, e che la Maestà del Re passi in persona, e per ottenere si facci ogni opportuna provisione, giudicando disonorevole e pericoloso non solo per le cose d'Italia, ma per le cose loro di quà quando così non si facesse.

La Maestà del Re parla di questo suo venire assai lungamente e con grande effetto da potersi persuadere che così abbi a seguire; alla giornata si potrà meglio giudicare per non si trovare frustrato del giudizio si facesse adesso. *Solo lo ammiraglio e pochi altri parlarono sospesi in consiglio, ma dal Re furono confutati.*

VIII.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 17 mai 1496.

Sommaire. — L'expédition d'Italie paraît résolue. Attente de grands événements. Commission nommée pour la direction des affaires d'Italie. Les Dix sont engagés à écrire de fréquentes dépêches, pour entretenir l'ardeur des Français.

Ieri vi dicemmo succintamente del consiglio e della conclusione, la quale del continuo troviamo migliore e più viva a seguire la impresa per mare e per terra, e fare in Asti tale capo che li inimici del Re abbino più a guardare lì che altrove, e che la Sua Maestà con la persona e con ogni opportuno ajuto difenda sè e li suoi amici d' Italia, con tanta animosità del Re e prontezza degli altri signori e sì larghe offerte degli stati, della roba e delle persone loro, che è da stimare non possi partorire se non grandi effetti; che sarà turata la bocca a molti, che per lo adietro hanno parlato essere sola del capo del Re, e di pochi altri, con avere loro dichiarato che chi con fatti o con parole venisse contro a tale deliberazione sia reputato uomo codardo e poco amatore, anzi inimico della persona e corona reale. E per ognuno si giudica sussidii grandi e passata certa della persona del Re, il quale *allo ammiraglio e qualcuno altro che tacitamente attraversava il cammino ha fatti segni che tali modi non gli piacciono; in modo che ogni uomo si rassetta, e chi non lo fa per amore fallo per rispetto.*

Mostrossi in detto consiglio difficultà di danari, non perchè s' intenda ne manchi loro o possa mancare in verità, ma per potere richiedere quelli che erano presenti e anche li assenti, e riscuotere come si fa in simili casi; e crediate che a costoro non può mancare danari pure che ne voglino, *e li voglino spendere. Così lo facessino bene e a tempo! Che questa molestia abbiamo nell' animo nostro è per la lunghezza loro, perchè ora mai non crediamo possino variare da questa impresa.*

La Maestà del Re ha deputati alla esecuzione delle provisioni necessarie

Bourbon, Orléans, Saint-Malo, *gran cancelliere,* Beaucaire, Alby, Rouen, *grande scudiere; e, se costoro fossino Italiani, si potrebbe dire li altri esclusi; ma bene spesso usano non mandare via chi vi si trova; e di qui è causato la difficoltà del secreto. Sono stati oggi costoro circà ore sei in consiglio, e per Francesi li troviamo caldi e volonterosi; e noi, quanto possiamo li facciamo di fuoco, e loro in cambio ci promettono molto bene. Piaccia a Dio ne vedremo li frutti, come abbiamo provato al contrario fino a qui!*

Abbiamo avute lettere di Vostre Signorie con le quali ne andamo al Cristianissimo Re, perchè molto desiderava lui e li altri signori intendere delle cose d'Italia, e hannone tanto piacere che veramente, quando non fosse mai per altro, crediamo fosse molto bene speso ciò che si spendesse per iscrivere più spesso e di ogni cosa del regno, e altre particolarità ed essere d'Italia, che è un giuoco che non può durare molti mesi; e quà si presta fede assai alle vostre lettere, e a loro si fa cosa gratissima; e li pare essere stimati da voi, e sono introduzioni da fare con grazia le vostre occorenzie, *e danno occasione al Re e alli altri di inanimarsi e di accendersi, e apprestare le loro provisioni per non mancare alla sua fortuna. E ecci ricordato che in simili tempi a questi propositi ogni dì li oratori da loro fanno in casa lettere e avvisi, perchè da uno dì in là non se ne sta a sindacato; ma qui la sollecita penna e lunga lingua della nazione sarebbe per vituperare ogni uomo dabbene.*

IX.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 20-28 mai 1496.

Sommaire. — Nouvelles de la cour. Arrivée prochaine du prince d'Orange. Appréhension à ce sujet. La bonne volonté du Roi est toujours la même. Les préparatifs se poursuivent. Renseignements demandés à M. de Gemel sur les affaires de Pise. Démarches pour entraîner la République dans de nouvelles dépenses. Défiance du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens. Projet du Roi d'aller visiter Saint-Martin à Tours, et Saint-Denis à Paris. Consternation des ambassadeurs. Leurs chaleureuses représentations. A quels futiles motifs on attribue le voyage que médite le Roi.

Intendiamo lo ammiraglio andrà al governo de Bourgogne, *e quello*

governatore passerà col Re in Italia; ed è valente uomo e favorisce la impresa; e quello altro a chi non piace si discosta per questo; ma appena le cose date, sono certe. Il principe d'Orange *ci sarà domani, non chiamato da costoro. È opinione sia per comporre Massimiliano col Re; noi dubitiamo non sia mandato da lui e da Milano per disturbare le cose concluse e la partita del Re di Francia. Perchè costui è grande personnaggio, ed è uno diavolo, ed è molto tenuto e stimato; e fu causa in grande parte della pace di Asti; e, se la costanza del Re non giova, e lui venga per questo effetto, è da cavarne dispiacere e della venuta e del modo; faremo ogni cosa per disturbare e addirizzare quanto potremo.*

21 mai.

È venuto *Orange*, e come abbiamo detto quella paura non è sola in noi, essene avvertiti tutti questi signori grandi; *e troviamo vi avevano pensato, e aperti bene li occhi, e qualcuno di loro ha voluto lo diciamo al Re; così faremo alla prima comodità. Acci detto* Bourbon *e* Saint-Malo *che non ci diamo pensieri, perchè non solo costui non guasterà, ma viene per cose da acconciare, e per fare tale profitto al Re che ne risulti grande nostro bene; così vogliono che e il detto* Orange *ha caro sia anche di lui questa opinione; abbiamoci desta tanta gente, e mostro li modi di insidiare sotto specie di bene, che ci pare impossibile per ragione costui possa nuocere, e, quando pur volesse, noi ci saremo vigilanti come in cosa importantissima.*

23 mai.

Le cose vanno in favore della impresa, e il Re in persona la riscalda in modo che mostra vuole tirare avanti e vincere la impresa; e presto si spaccierà l'armata grossa, e *Orléans;* e oggi si sono fatti molti mandamenti a genti d'arme che vadino avanti, le quali, ci è detto, saranno fuori del numero designato altra volta; e che il Re verrà in persona, e che non ci è uomo nè cosa lo possi rimuovere, e verrà in forma accompagnato da farsi far largo in tutti luoghi dove vorrà passare, e di continuo si carricano artiglierie e si avviano alla volta del mare.

Intendiamo M. de Gémel *essere oggi suto chiamato in consiglio, e addi-*

mandato molto tritamente come passassimo le cose di Pisa, che bisogna sia opera di Ligny *che va mendicando simili suffragii. Parlò con modestia, ma molto distesamente tutto quello successo, e conciò in modo colui che si accordarono tutti quelli del consiglio che saria buona opera mozzargli il capo, e spegnere la sua generazione infino ai religiosi; ma sanno come sieno fatte le esecuzioni che, non ostante che al Re e a chi l' ha avuto a sapere piaccia assai porre le mani in su i danari di quà e su la persona di* Entragues *e beni di costà, ancora non li possiamo indurre a fine di niente per la instabilità.*

24 mai.

Saint-Malo questa mattina mandò per noi, e ne fece grande istanza dovessimo pigliare questi Svizzeri.

Si sforzò di mostrarci quanto onore e utile ci risulterebbe di questa cosa, e quanto piacere se ne sarebbe al Re, il quale disse in questo mondo non aveva maggiore desiderio che restituirci le cose vostre *e aver Genova, la quale debbe avere ad ogni partito; dicendo che se a noi non piacerà il manderli per mare, almanco li mandassimo col Re, il quale a ogni modo, avanti San Giovanni, vuole essere a Torino, e per tutto giugno a Genova. In sulle quali parole a noi pare intendere che disegnino alle spese vostre battere o di quà o di costà, e così costoro vi vogliono molto bene a loro profitto.* Noi pigliamo tempo a rispondere. A noi pare che Vostre Signorie di questa gente abbino necessità, e, se non fosse la commissione limitata e la incertitudine degli eventi, aremo fatto qualche cosa per far bene; ma non vorremo che lo evento potesse dannare il consiglio.

25 mai.

Siamo stati col Re, e di nuovo ricordatogli il duca di Savoia e Orange; *mostrano esserne molto securi. Così* Saint-Malo *e il Vincula dubitano del duca di Savoia; e il Vincula aveva richiesto licenza per andarsene, ma il Re lo vuole oggi per concludere le cose di Messer Battistino (Fregoso), che da qualche giorno in quà erano trascurate per la natura di costoro, che non sta mai ferma; e* Saint-Malo *ha detto al Vincula, e a noi afferma che* Orléans

fra dieci dì partirà, e il Re poco di poi; e che non è possibile ritrarlo dalla impresa per niente; pure qui non si può credere se non si vede.

28 mai.

Ancora Saint-Malo *ci fece intendere che in questa corte sono mali cer velli e diversi di pareri, parati sempre al far male circa la impresa; ma che il Re per cosa si faccia o dica non è per mutarsi di opinione nè per lasciare la impresa, anzi ad ogni ora più si riscalda, come li effetti dimostreranno.*

Essi detto che il Re voleva andare à Tours *a vedere la Regina, e non parendo che avesse molta ragione non la abbiamo estimata, ed essendo* Saint-Malo *con il Vincula, domandato da lui, lo negò; ma* Rouen, *che era presente, lo confermò; di che San Pietro in Vincula si trova d'una mala voglia, come interviene anche a noi, così per la fama; che è di gran momento nelle guerre, perchè il tempo che è necessario si perde, e in una tale stagione, e per molti pericoli che possono nascere; e, per reputare noi questo, è uno principio di insidie. Al ritorno del Re, restamo in disparte essere col Re, e con chi altri fosse bene per fare disturbare, e andando noi per trovare il Re, non lo potemo avere, che era ito fuori a cena; fummo al consiglio, e parlamo gravemente quello ci parve, dannando così perniciosa andata; restarono tutti muti, che non ci piacque punto; e finalmente lo siniscalco, che non parla mai, ci confortò assai* sul buono animo del Re di provedere ai bisogni vostri, e che ogni dì prometteva e giurava che non morrebbe mai contento se non vi avesse reintegrati e restorati, *e che questa andata era necessaria, non solo* à Tours *per rispetto di* Saint-Martin, *ma* à Paris *per* Saint-Denis, *per lo costume antico delli Re quando escono del Regno, e che questo era necessario e utile alla impresa, e per fare danari; e non poteva essere altrimenti, e che in questa andata non perdeva tempo punto, nè partirebbe se non avviato le genti d'arme, e spacciato i soccorsi e danari per il Regno, così per mare, come per terra. Così affermavano li altri tutti mesti che non partisse punto. Confortammoli a non ci abbandonare e fare ogni opera per disturbarla, parendoci vedere manifesta la ruina della impresa, e di noi altri,*

i quali con gravissimi pericoli e spese ci mantenevamo solo alla speranza de' suoi aiuti e della sua venuta celere, come aveva promesso. Parci una ostinazione caduta addosso ad ognuno sanza averla preveduta; diconsi varie ragioni, ma il principio può essere amori in casa della Regina, e cercassene oneste coverte. Poi chè se ne fa romore, come facciamo noi altri, faremo ogni estrema diligenza; e del resto bisognerà raccommandarsi a Dio, poi chè siamo in questa volta, e abbiamo a pigliare per necessità quello ci è dato. Vediamo bene dilazione e impedimenti, de' quali sempre siamo stati in paura; e, benchè ci sia stato detto in contrario, a noi paiono tratti da smarrire ogni buono cervello.

X.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 29 et 30 mai 1496.

Sommaire. — Audience du Roi, qui cherche à justifier son voyage à Tours. Embarras financiers. Explications données par le duc d'Orléans. Soupçons des ambassadeurs; leurs actives démarches. Instances du cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens auprès du Roi. Assurances données par ce prince de son prompt retour et de l'exécution de toutes ses promesses. Dernières et éloquentes représentations des ambassadeurs. — Conspiration découverte en Bourgogne.

Questa mattina andammo al Re, e, conferitogli quanto conforto Vostre Signorie pigliavano delle sue preparazioni e del suo ritorno, lo addimandammo se quella fama che andava attorno del suo partire era vera, *mostrandogli quanto difavore darebbe alle cose sue e nostre in Italia.* E, rispondendo lui che bisognava andasse per cose importanti alla impresa, ci sforzamo con le migliori ragioni ci occorsero *voltare Sua Maestà, e persuadergli non solo a non andare, ma volere quanto prima potesse estinguere questa fama; nè potemmo muoverlo di nulla;* affermando lui sempre che era necessario facesse così, perchè era deliberato crescere il numero delle genti voleva con seco, e che gli bisognava più danari, i quali senza la sua andata non si potevano fare, ma che ci sarebbe prestissimo, e *interim* darebbe tale ordine che non si perderebbe punto di tempo; e questo fu in conclusione quello che da Sua Maestà

potemo ritrarre. Lasciati il Re, andamo a trovare *Orléans*, il quale ci disse essere impossibile levargli questa gita di capo, e che quanto più era per indurarsi, affermando era necessario andasse, perchè intendeva in questa gita ricuperare più d'un millione di scudi, e che non vi era altra via che questa, e che il Re era cruciato con Saint-Malo, *perchè non si trovava tanta provisione di danari quanti bisognavano* a questa impresa, dalla quale solo la morte o grave infermità lo poteva ritenere, e nessuna altra cosa; e molto ci confortò in questa sentenza, dicendo gli potevamo bene credere, sapendo lo interesse che lui vi ha e lo amore che porta alla vostra Città, e che il Re tornerebbe presto e con tale provisione che farebbe maravigliare ognuno. Abbiamo fatto ogni officio possibile per levare questa andata *in tutti questi signori e persone che abbiamo creduto ci possino giovare, e troviamo ognuno sbigottito e in diffidenza da poterne avere onore,* e ci confortano a non si staccare dalla pratica, e del sollecitare e gridare con ogni diligenza e importunità, tanto che se ne venga in qualche buona conclusione; di che veramente noi dubitiamo assai; e nondimeno abbiamo deliberato essere con il Vincula *e ragionare con qualcuno di questi signori italiani*[1], *e fare tutte quelle diligenze possibili per mostrare al Re quanto danno, pericolo e disonore porti questa cosa a Sua Maestà e alle cose delli amici suoi in Italia; in effetto che non resti per noi che non si parta, a' nostri acceleri il mandare e lo venire in Italia secondo ha promesso tante volte, e pareva ragionevole, e noi lo aspettavamo di presente. Voglia Dio che questa diligenza giovi, e non sia vana; che, oltre ai mali che vi vediamo dentro, è la diminuzione d'ogni buona cosa! Non ostante li conforti ci danno questi signori, ci paiono questi tratti da smarrire ogni buon cervello, e da poterne aspettare ogni dì di simili, i quali mostrino più chiaramente alli uomini in quanta acqua si trovino; il che toccherà pensare a voi, come prudentissimi.*

Intendiamo di buon luogo che costoro hanno scritto e scrivono migliaia di lettere a diverse persone e luoghi per avere da loro danari, e fanno stima cavarne gran danari, ed è cosa per riuscire, nè sarà molto lunga, perchè ci

[1] Le comte de Monterio, député des barons napolitains du parti de France, Battistino Fregoso, Carlo Orsini, Vitellozo Vitelli, qui se trouvaient alors à la cour de France.

usano grande sollecitudine e fannovi gran fondamento; e qui il Re ha richiesto Bourbon, *lo ammiraglio e altri signori della corte di buone somme, e tutti servono volentieri.*

A Massimiliano si disegna mandare Orange *e* Alby, *e di quelle pratiche ci è buona speranza; parci mille anni* Orange *si parta, perchè non resta di seminare torbidi. E questo moto quà lo attribuiamo a' piaceri; pure può essere stato nutrito e covertato con arte per riuscire altrove e fare lunghezza, e poi fra via impedimento, come naturalmente suole venire.*

30 mai.

Il Re s' era ritirato *à Saint-Just;* fummo tutti introdotti in camera del Re, e confortati parlare gagliardamente e pregare Sua Maestà di volere rimettere questa cosa al suo consiglio, e crederne al sangue suo medesimo; perchè noi troviamo in effetto *che* Bourbon, *Duca* d'Orléans *e quasi tutto il consiglio sono male contenti; il che mostra essere altra causa che la necessità quale si pretende. Stando così, Sua Maestà fece addimandare San Piero in Vincula solo, e noi tutti fece aspettare; e lui pregò fosse contento volergli parlare da parte, e come quello che dubitava che non se gli avesse a fare tale istanza dalla quale non si potesse onestamente difendere; e, parlandogli San Piero in Vincula nella sentenza sudetta, Sua Maestà gli mostrò al tutto essere deliberata andare, e per bene della impresa; e, alla parte di rimettere in consiglio questa deliberazione, disse non lo volere fare, perchè non voleva mettere in dubbio quello che vuole fare a ogni modo,* etiam *che al consiglio paresse altrimenti; e così mostra a coloro non piacere, e che lui non si confida averli alla voglia sua. E, perchè gli fu mostro il pericolo del suo regno, e delle Signorie Vostre così per la fama come per il tempo, Sua Maestà ci fece rispondere a tutti per il Duca* d'Orléans, Saint-Malo, *Amiraglio e* Beaucaire, che avanti partisse farebbe espedire il danaro de' Svizzeri e gente d'arme del reame e la persona *d'Orléans* con una buona banda di gente d'arme e Svizzeri, e che scriverebbe a Monsignor *de Bresse,* che anche lui facesse tale fazione, che fino al suo ritorno fosse terrore e spavento alli inimici abbastanza, e che il suo ritorno sarebbe presto, e che penserebbe ap-

punto e direbbeci il dì, il quale si ingannasse non voleva se gli credesse mai più; e la andata era per torre licenza da *Saint-Martin* e *Saint-Denis*, patroni del Regno, secondo il costume de' Re, e per fare venire gente d'arme *de Normandie* e *de Picardie;* e che intendeva venire come si conviene a un Re di Francia, e che non gli intervenisse come l'altra volta; e anche nel passare visiterebbe la donna; e quelle cose le farebbe con somma celerità e da cavallaro più che da Re, e per le poste. Rispondemo loro convenientemente, mostrando con quanta fede le Signorie Vostre e li altri avevano servito, e servivano, in quanti gravi danni e spese eravate incorsi, e in quanti pericoli al presente vi trovavate, e che non era possibile voi soli poteste lungamente durare, *nè quelle cose del reame mantenersi, massime mancandovi quella speranza, nella quale fino adesso vi aveva tutti nutriti, ed avendosi a crescere forze e riputazione a nemici; e che noi dubitavamo che, per non volere o non potere Sua Maestà attendere a questa impresa, voltasse le spalle a Italia per non vedere la rovina vostra e del suo Regno, e di tanti amici e servidori ha in Italia, causata solo sotto la fede sua e per volere servirlo e fargli onore e utile; o veramente che le insidie de' suoi nemici, come loro si gloriavano, appresso Sua Maestà potessino tanto che lo avessino a divertire di sì buono e onorevole proposito a Sua Maestà e suoi amici; replicando che nessuna di quelle ragioni contrapesava al pericolo, danno e disonore portava seco questa andata; e che in Italia Sua Maestà aveva fatte più cose con la riputazione che con le forze, e che non volesse ora con una cosa di sì poco momento ruinare tanta sua gloria; che quanto a noi, che intendevamo le cose d'Italia, nè vi eravamo dentro ingannati come Sua Maestà, volevamo più presto che quella venisse sola e sanza danari, che adesso perdesse questo tempo e ci desse questo disfavore; pregando di nuovo volesse bene considerare e consultare questa andata, alla quale noi per nulla ci accordavamo; e, quando pure non si potesse mutare, facesse con effetto le provisioni che prometteva, e non con parole, come s' era fatto fino a qui; acciò che noi potessimo confortare nostri Signori con altro che con parole in tanto sbigottimento quanto avevano a pigliare di questa cosa; perchè, in effetto non si potendo fare altro nè potendo noi sforzare il Re di Francia, vedendo questi effetti, potremo credere*

volesse seguitare la sua impresa; il che facendo con debiti tempi e modi, le Vostre Signorie e quelli signori che erano presenti non erano mai per mancargli fino che avessino spirito; quanto che fosse per non farlo per qualunque causa il Re, che ne lo volesse significare, per potere provedere alla nostra salute e conservarci a ogni proposito di Sua Maestà. *Etiam* in questo effetto si parlò con le più gravi e giustificate parole che si potè, con ogni significazione di amore e di reverenza. La conclusione fu che tutti quelli signori assai si confortarono che la Sua Maestà farebbe le cose predette avanti partisse, e ci chiarirebbe del ritorno; il quale sarebbe presto e con tale espedizione, che non vorremmo poi averlo impedito. *Dicendo che il Re ci udirebbe noi domattina, che ci direbbe le medesime cose di bocca, e darebbe ordine alla esecuzione, e che non ci aveva voluto, se prima quelli signori non parlavano a noi, e li facevamo risposta;* mostrando avere tenuto conto del nostro risentirsi, nè volerci conturbare per essere lui più caldo e più risoluto a questa impresa che mai. E questo è quanto fino a qui si è seguito; attenderemo domani se lo potremo convertire, e, non potendo, che *si sborsi quelli danari, facciasi lo specchio del duca* d'Orléans, *e del suo ritorno piglieremo quella promessa che ce ne farà;* raccomandandoci a Dio, il quale a questi modi bisogna ci tenga le mani in capo. *Secondo il nostro parere, sappino che Carlo Orsino e il Vitelozzo erano deliberati che, se il Re non si levava da questa andata, chiedergli licenza, e volere procedere a' fatti loro; e noi ci ingegnamo moderare. Promettono che, quando costui non venga come debbe alla impresa, faranno tutto quello che le Vostre Signorie consiglieranno, quando non vi vogliate ire e vedere a perdere; e così promettono per loro di costà; e veramente questa riandata e questi modi a noi hanno dato grandissima alterazione a pensare in quanto poco luogo è constituta la vostra salute.*

En Bourgogne, *s'è scoperto un trattato, e sono presi di diverse terre circa a venti persone; dicesi, come il Re fosse passato i monti, avevano ordinato ribellare tutto quello paese.*

XI.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 1er et 4 juin 1496.

SOMMAIRE. — Nouvelle audience du Roi, qui proteste que son voyage ne doit causer aux Florentins nulle défiance. Ses projets, ses grands préparatifs, ses forces et ses ressources; ses espérances. Fidélité du duc de Savoie envers la France. Le duc de Milan. Le Pape. Interminables lenteurs. Plaintes adressées au Roi à ce sujet. Maximilien se prépare à passer en Italie; nécessité de bien garder Livourne. L'Espagne. Ambassade de l'archevêque d'Aix à Florence.

Siamo di novo stati col Re; e constantemente e con grande animo ci conforta a passarci di questa sua andata, inferendo che ne resulterà maggiore comodità e profitto che se non andasse, mostrando che non si perde tempo; e che quelle provisioni di gente e danari che vuole avere saranno più presto e più gagliarde, e che lui a più animo sulle cose d'Italia che noi medesimi; e che ha ordinato nel Reame si mandi ai Svizzeri soli quaranta mila scudi, e per le altre genti e provisioni necessarie trecento mila franchi. *E, dubitando non avessimo bene inteso questa somma, la replicò lui medesimo due volte. Così vi manderà soccorso di gente, artiglieria e vittuaglie, e in Asti* Orléans *con tante genti che, con quelli vi sono, vuole abbia nove cento in mille lancie, e, fra lui e Savoia, dodici mila fanti; e il Vincula ne andrà a quella volta designatagli con Messer Battistino; e poi ne verrà Sua Maestà, che non vuole seco manco di mille lancie e dodici mila fanti,* Bretons, Gascons, Normands *e* Picards, *i quali vuole che sieno più numerosi che li Svizzeri, per non stare a discrezione, come stette l'altra volta; e che al più lungo vuole essere tornato fra un mese, benchè se ingegnerà sia prima.* E *Orléans* e questi altri potranno avviarsi fra pochi dì; e che in effetto vuole avere onore di questa impresa, se vi dovesse morire; e che, avanti partisse, avrebbe dato esecuzione a tutte le cose predette per quanto si può fare di presente. Così concluse spedire il conte di Montorio, che ne tornasse a fare fede a bocca di queste cose, per rincontro delle bugie ci hanno a comentare su li inimici suoi. Queste medesime cose ci hanno confirmato molti signori della corte, massime *Saint-Malo*, il quale ci fa intendere come

il Re, oltre alle cose predette, *piglierà il signor Giulio Orsino, e lo manderà in Abbruzzi, che ne doverà avere bisogno per la molestia ha da Camerino; voi, se vi mandassi il duca d'Urbino, crediamo bene questa condotta entrerà nei secento uomini del signor Virginio* (*Orsino*). *Così dice Savoia aver presto tra a cavallo e a piè tutti i suoi uomini; e non chiede, salvo per cinque mila fanti, soldo di due mesi, a cinque franchi il mese per uno, e quartieri per dugento lancie; di che il Re lo contenta, perchè intende essere contro la lega per Sua Maestà, la quale conforta a passar presto, promettendogli gran cose, non ostante che la lega gli offerisca cento mila ducati l'anno con cinque cento lancie; e che adesso debba ire a lui oratore del Papa e de' Veneziani; e che aveva risposto ai Bernesi, quali lo avevano richiesto di lega, che mai sarebbe con la lega, con uomo del mondo, senza la volontà del Re.* E dice che il Re manda un varletto di camera al duca di Milano a ricercarlo dei legni e delle cose promesse nella pace, per mandare soccorso nel suo regno; così passo e vittuaglia alle sue genti che vuole mandare per terra; al quale effetto manda *Orléans* in Asti, intendendo che la lega manda ogni dì gente nel regno (di Napoli) contro alli suoi; e di queste cose addimanda risposta *in scriptis; il che costoro reputano in luogo di disfidazione di rottura; le quali cose seguitando secondo il disegno e le promesse loro, saranno di gran momento alle cose loro e vostre, e potrassi consolare questa tardità e partita del Re con queste gagliarde provisioni*, quali quà ci pajono ragionevoli, e che le promettino in modo da crederle. Noi ce ne atteneremo soli alli effetti, perchè questa varietà non merita altro. Acci mostrò ancora *Saint-Malo* lettere d'uno suo amico da Roma, il quale afferma *il Papa essere malcontento della lega, e bene volto al Re, massime se avessino Spagna, nel quale costoro mostrano sì strette pratiche da spettarne conclusione; che l'uno e l'altro servirebbe molto bene a proposito; e del Papa costoro lo tengono per certo, come il Re venisse in Asti.*

La cosa *de Bourgogne*, fino qui, ha parturito la cattura di venti otto tra signori, uomini di chiesa e gentiluomini, i quali si mandano *à Paris*, come dicemo. Eravane sospetti più, ma si sono fuggiti. Pare costoro si siano voluti assicurare *etiam* avanti il bisogno, ed ecci detto potranno

adesso stare più sicuri di quella parte, e guardarla con assai manco spesa.

4 juin.

Parendoci le promesse e disegni di costoro caldi e buoni, ma le esecuzioni tarde, massime de' danari, in che noi facciamo tutta la difficoltà, non perchè a costoro possino mancare, ma per le ragioni molte volte dette, avendo sollecitato infinite volte Saint-Malo, Bourbon, Beaucaire *e altri deputati, ecc.* Orléans *per se è fuoco. Andamo alla Maestà del Re, e, mostratogli di nuovo quanto ne andava ogni dì, e che per ordinare senza eseguire non era nulla, ci promise oggi si darebbe a ogni modo espedizione che saremo contenti. Hanno di poi fatto un lungo consiglio, e il Re con vive parole e pungenti ha mostro a* Saint-Malo *che questa lunghezza non gli piaceva, e concluso a tutti che vuole si trovi modo a fare queste espedizioni preste; e hanno avuto a sè Messer Vitellozzo (Vitelli); crediamo contenteranno così il signor Carlo (Orsino), al quale si riducono a dare tre mila scudi l'anno di provisione, acciò che seguiti la corte, e pagarlo per la prima condotta che fu trecento uomini d'arme.*

Ecci ricordato che Massimiliano si condurrà in Italia per fare residenza a Pisa; che Vostre Signorie faccino guardare Livorno e ben munito, e provedere di ciò che fa bisogno, perchè, oltre alla importanza vostra, costoro conoscono ogni dì più che senza quel luogo potrebbero poco pensare al reame (di Napoli) per mare.

Qui non si crede Massimiliano possa venire questo anno in Italia con gente d'arme, o che non sia molto bene tardi, perchè si trova ancora *à Worms*, e aspetta lo abboccarsi del figliuolo che si trova presso a Colonia, e non s'intende che abbi gente d'arme in luogo nessuno.

E costoro arebbero caro che passasse; prima, perchè sariano d'accordo con lui meglio che la lega, che tiene lo stato suo, quale costoro gli ajuterebbero recuperare; di poi, perchè più volentieri vorrebbero a fare con lui in Italia che nei loro confini, per la opinione de' populi, e perchè si potrebbero valere delle genti d'arme che fossino alla guardia de la Bourgogne.

Di Spagna non si parla, come se non fusse più al mondo; quello paese è bene guardato, e di là si aspetta più presto composizione che altro.

Abbiamo fatto intendere con quanta satisfazione della Città e laude della persona sua Monsignor Reverendissimo *d'Aix* ha esposto la sua imbasciata; il che è suto molto grato a tutti questi signori, e non dubitano punto che sua signoria ogni dì vi riuscirà meglio, perchè è conosciuto valentuomo e buono. Abbiamo ricordato gli sia scritto spesso, e sia tenuto bene avvisato delle cose di quà; e così ci è suto promesso. Vuolsi sua signoria tenga bene avvisati costoro di quà, *vicé versa.*

Vostre Signorie faccino che lo arcivescovo scriva spesso, e massime le cose che abbino a muovere costoro a' propositi vostri, perchè arà più fede che noi, come è ragionevole.

XII.

LES AMBASSADEURS AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 10-13 juin 1496.

Sommaire. — Si l'expédition a lieu, c'est au Roi qu'on le devra. M. de Saint-Malo se refroidit, mais Sa Majesté ne perd rien de son ardeur. Faux bruit d'un accord entre le Roi et le duc de Milan. Incertitude.

10 juin.

Il Re partì per la caccia; poi è tornato.

Pare a noi che, se le cose andranno avanti e bene, come ci confidiamo, se ne avrà poco obbligo ad altri, dopo Dio, che al Re di Francia; avvisandovi che Saint-Malo *ci ha detto chiaro che era deliberato non se ne impacciare più. Ma, per le parole che il Re gli ha detto stamane, vuole morire con Sua Maestà e non lo abbandonare mai; affermando che tornerà infra mese che ci ha promesso, con provisione di uno anno per la guerra; e che da ora sua signoria sopra di sè prometteva avere in mano la provisione di sei mesi; chè*

ci pare uno gran guadagno avere trovato sì presto tanti danari dal dire che non ce ne fosse. Pure, come sempre abbiamo detto, di bugie, varietà e lunghezza non vi possiamo assicurare; ma vi diciamo che le cose procedono, e che nel Re si vede una buona e ferma disposizione a questa impresa; e così ci affermano tutti questi signori i primi, i quali, qualche volta abbiamo tentati e il Re di fare accordo e una buona pace; e Sua Maestà non ne vuole sentire niente; e loro confessano non ci essere modi, e non potere seguire.

13 juin.

Parlamo al Re, mostrandogli questa fama essere per la corte di accordo col duca di Milano. Se ne cominciò a ridere, e disse non ne sapere niente; onde noi non ci possiamo inclinare a credere altrimenti, e nondimeno ci staremo vigilanti per intendere la verità. Disseci Sua Maestà che partirebbe, espediti questi suoi affari; che noi per relazione d' altri crediamo potrà essere per di qui a giovedì; e ognuno si accorda che non abbia a mancare del ritorno, secondo ci ha promesso; ma le cose future, quali altrove sono incerte, qui sono incertissime.

Nota. Depuis le 13 juin jusqu'au 18 juillet, nous ne trouvons dans la correspondance des ambassadeurs qu'une dépêche du 8 juillet, dans laquelle il est dit que le Roi reviendra bientôt de Tours, *dove era andato a toccare la mano alla Regina.*

Les premières dépêches sont signées par les trois ambassadeurs. Les dépêches suivantes portent la signature de Soderini et de Guasconi.

Depuis le 14 juin, les dépêches ne portent plus que la signature de Soderini, qui les date de Lyon.

Guasconi avait sans doute suivi le Roi, et nous nous croyons fondé à lui attribuer les dépêches qui viennent de la cour, et qui sont transmises, à Lyon, à son collègue Soderini.

XIII.

FRANCESCO SODERINI AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 18-24 juillet 1496.

Sommaire. — Le Roi prolonge son séjour en Touraine. On ne parle plus de son voyage à Paris. Il est plus que jamais question de l'expédition d'Italie. Paris contribue pour cent mille écus. Le duc d'Orléans est prêt à partir à la tête de ses troupes; son animosité contre le duc de Milan, Maximilien et l'Allemagne.

18 juillet.

Si dice che il Re partirà *de Tours* per tutto il dì 20. Nè si afferma vadi *à Paris*. Ma fate conto di non vedere molti effetti, ne per mare ne per terra.

20 juillet.

Questo giungere *de Tours* è stato molto lungo, e quello che è peggio, le cause non sono molto gravi. Promettono bene Sua Maestà tornare presto.

23 juillet.

(Lettre de Guasconi [de la cour], du 19 juillet, incluse dans la lettre de Soderini, du 23.)

Stamani parlai al Cristianissimo Re, ricordando il ritorno verso Italia e far passare le genti. *Rispose generalmente e che si faceva.* Bastommi il ricordare e farmi vedere, non gli avendo a dire di novo.

Mostrommi *Robertet*[1] la lettera scrive il Cristianissimo Re al arcivescovo *d'Aix*, per la quale lo confortò ad avisarlo spesso dei successi di là, e che tenghi confortati i Fiorentini nella fede, e che per questo manda gente, che il Duca d'*Orléans* e lui presto sarà a *Lyon* per passare con grande forza. Della sua andata *à Paris* non se ne parla più. La par-

[1] Robertet, un des secrétaires du Roi.

tita sua di quà m' ha detto Monsignor *de la Trémouille*, che sarà lunedì; e, perchè è troppo grossa nova, non la credo. Tutto raccolto il parlare de' grandi e de' piccoli, trovò il Re passerà, e che il tardare è per più grande preparatorio a quello fa di bisogno; e già intendo molte terre hanno promesso cavalli per le carrette e danari; sicchè è da confortare, ancora che le cose sieno un poco lunghe alla voglia vostra; e però bisogna sollecitino costì e confortino i nostri di là a difendersi gagliardemente questo poco di tempo; ch' io tengo per certo che, se alla passata del Re, sarete vivi, sarete subito sani e liberi da ogni dolore, e, quando di questo fosse in contrario, direi che tutto il mondo di quà s' è preparato a ingannarvi, e non crederei mai più a persona di questo mondo.

Del ritorno del Re ritraggo da *Orléans* e *Saint-Malo* che a 25 andava *à Amboise;* e, benchè molti dicessino per tornare qui, che non sia bene risoluto del non andare *à Paris*, o di tornare ancora un' altra volta *à Tours;* pure vedrete quanto scrive ad *Aix*.

28 juillet.

A dì 26 fu l' ultima mia. Di poi ci sono lettere dalla corte, come vedrete per la inclusa. Saint-Malo *m' ha aggiunto che* Paris *è composto in cento mila scudi, e che, se il Re non vuole altrimenti ire* à Saint-Denis, *non bisogna per danari vi vada. Pure è da vedere quello seguirà, perchè di quà non è vergogna a disdirsi.*

Hanno scritto costoro, per intendere se il Re vuole le altre genti d' arme che sono en Bourgogne *e* en Bourbonnais *si faccino innanzi; e prima non delibereranno nulla, nè il duca* d'Orléans *si partirà punto, se il Re di Francia non glielo comanda altrimenti; lui è in ordine e non aspetta se non il comandamento.*

Le prime genti già sono arrivate in Italia, e le altre non dovranno perdere tempo, e così successivamente le artiglierie, che congiunte con li altri apparati, benchè abbino assai lunghezza, non portano segni di pace; la quale il duca d'Orléans *e* Saint-Malo *affermano non poter seguire; e che non sono*

per credere al duca di Milano, tante volte li ha ingannati, ma intendono castigarlo. Pure, come sempre si è detto, bisogna prima vedere, e poi credere; ma per quello dicono, e per la ragione, non si può credere se non che la impresa si abbia a seguire vivamente, ma con lunghezza; la quale sempre che fia disegnata un palmo, riuscirà uno e mezzo.

Il Re Massimiliano si dice avere ordinato una dieta per a due di agosto à Landau, *ch' è più presso ai confini; e dicesi divulgarsi per Alamagna che li Francesi vogliono occupare Italia, a fine che costoro si destino. Questo dimostrerebbe che ancora non sia concluso che passi, o che non sia per essere a questi dì, e, come si è detto altra volta, fra lui e il duca di Milano non si vede molta fede nè amore.*

(Lettres de Guasconi [de la cour], des 23 et 24 juillet, incluses dans la précédente.)

La partita del Re si dice sarà lunedì per *Amboise;* e per dove poi ci è varie opinioni.

Come ho detto, qui per tutti si tiene la partita del Re presto, e la passata in Italia, e così fa per mare e per terra gran provvedimenti; vedesene pure designati, ma che saranno più lunghi che non è il bisogno *degli amici, di chi pare in fatto poco si curino, in parole assai.* E tutto uomo consente la fede vostra grande, e così la Cristianissima Maestà, e ringrazionne l' ultima volta gli parlai. Bisogna confortare *i vostri a una grande pazienza e sofferenza,* e che faccino forza ajutarsi questo tempo vivamente, che, come ho detto, se saranno vivi a sua venuta, saranno liberi. Maravigliasi Sua Maestà che costì non si facci diligenza a fare passare le genti d'arme, e dice lasciò ordine a *Orléans* e *Saint-Malo;* sollecitate voi.

Monsignor *de la Trémouille* dice che fino a martedì il Re non delibererà sua venuta, e secondo da *Paris* verrà qualche conclusione. Ancora m' ha detto il Re domani andrà *à Amboise;* ma non si sa sè qui ritornerà, o andrà altrove; e del seguito aviserò.

XIV.

FRANCESCO SODERINI AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 30 juillet 1496.

SOMMAIRE. — Irritation du Roi contre le duc de Milan. L'empereur Maximilien. Le roi d'Espagne.

Io ho visto una lettera a *Saint-Malo da uno segretario de' primi, che dice, che il Re,* quando partì *de Tours,* disse alla Regina che voleva ire *à Amboise,* e fra pochi dì tornare *à Tours* a torre licenza *de Saint-Martin,* e con diligenza appresso *de Saint-Denis* per venirne *à Lyon* senza alcun indugio; che, sebbene chi me la mostrò volle verificarmi il ritorno presto, mi certificò l' andata *à Paris; però a me non pare ci possi essere prima che verso la fine di agosto;* ma se facesse quanto di sopra, sarebbe qualche cosa, pure e *per la usanza loro io non ho molta fede in quello non veggo.* Risponde ancora il Re *à Orléans,* che mostra avergli scritti li strani modi di Milano, che lui ne ha piacere, per essere giustificato nel cospetto di tutto il mondo alla vendetta ne vuole fare.

Per lettere di Asti s' intende il duca di Milano essersi abboccato col Re Massimiliano, e da lui bene visto, con promessa certa di passare in Italia; ma costoro qui le stimano arti per riputazione, e dicono non poter essere si siano abboccati insieme, perchè Massimiliano, secondo loro, si trova in Valdichiera.

Il Re di Spagna se intende essere venuto a Barzellona, e minacciare di volere offendere se il Re passa; e costoro dicono che, per avere loro tenuto poco conto delle genti d' arme e pratiche mosse da lui, fa adesso queste dimostrazioni; le quali dicono stimar poco, e avere bene provisto alle frontiere; ma crediate, come vi si è detto altre volte, che lo indugiare di costoro non è senza loro propositi, nei quali concorrono molte cause.

XV.

FRANCESCO SODERINI AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 11-13 août 1496.

SOMMAIRE. — Légitime défiance. Lenteur des armements et des préparatifs. Découragement. Conduite équivoque de M. de Saint-Malo. Rapports avec la Savoie, avec l'Espagne, avec l'Angleterre. Nouvelles de la capitulation de Montpensier dans le royaume de Naples. Les débris de ses troupes pourraient se rallier en Toscane. — Le Roi semble toujours persister dans son dessein; il compte sur le roi d'Angleterre; il rappelle les ambassadeurs qu'il avait envoyés à Maximilien. Embarras financiers. Caractère des Français.

11 août.

Questi signori hanno chiamato il Bali *de Dijon,* che di continuo qui si aspetta, e dicono avere il danaro presto per fare venire le genti; *ma s'è visto tanta tardità e tante bugie, che al tutto si dice non si potere credere se non si vede. E ecci ancora chi dubita quale sia la mente del Re di Francia, e accordasi ognuno che pochi siano favorevoli alla impresa, e che queste difficultà del danaro tutte nascono da un fonte, e ogni dì, benchè le parole e le dimostrazioni siano buone, quando si viene al paragone, vi ci confirmiamo dentro, perchè, non si potendo dire che qui sia impotenza o ignoranza, è necessario venghino da malizia, e sì occulta e sottile, che, se Iddio non ci mette remedio lui, gli uomini non lo possono fare, presuponendo nel Re consenso o tacito o espresso, o per troppa bontà o per poca, come bisogna sia.*

Però, come per l'altra si è detto, bisogna siate molto savi; che io per me che sono sul fatto, sto molto sospeso, vedendo giungere ogni termine, e le provisioni tarde e lunghe, e non li vedere risentire nei casi, pericoli e danni loro, e il Re permettere.

Le genti si muovono adagio, e delle provisioni non ci può essere risposta, che, quando si sia, volesse Dio che fra 20 dì e etiam *25 fossino ad ordine! Sicchè vedete come le cose vanno; e l'armata di mare pare che torni in acqua per difetto del danaro, e il siniscalco se ne dispera; e manda un uomo espresso al Re con tale commissione, che se non parte la espedizione voi potete reputarla spacciata. Sollecita bene Battistino, ma costoro danno la colpa al Re, e il Re a loro, e chi è di mezzo patisse.*

Non siamo stati alla pratica; dove non erano che Orléans, *M. Battistino e Vitellozzo; ancorachè* Saint-Malo *che prima avea confortato vi andassimo, adesso si ritirà; e dice non volere dire nè sì nè nò; ma lascierà pigliare il partito a loro che sono savi; il che non è punto piaciuto; e bisogna o che gli sia stato tirato li orecchi dalla corte che non lasci più infestare il Re, o dubiti che questa opera non movesse Sua Maestà; sicchè pensate di che animo possi procedere.*

Sono tornati *Rouen* e il governatore[1], e riferiscono una buona mente di Savoia; ma pare voglia appuntare certe cose, le quali avendo, sarà tutto del Re; e per questo costoro ne vanno a Sua Maestà, dubitando che le lettere non bastassino; le condizioni non ho ancora potuto intendere.

Il Re di Spagna costoro dicono è a Gerona, e confessano che fa gente, ma non mostrano di stimarlo, quando bene fosse *à Perpignan;* non sò se così è in fatto; sò bene che non danno orecchie a pratiche di baroni, i quali di là promettono volere fare gran novità; ecci bene qualche lettera di mercanti, che dice che con gran gente si accostava a questi paesi; e il governatore *de Narbonne* ha chiesto, oltre alle cinque cento lancie dicono ha di ordinanza, ancora dugento di bande e retrobande; le quali genti dicono sarebbono bastante a tutte le genti di Spagna. Iddio voglia così!

In Inghilterra costoro non mostrano avere un minimo sospetto, ma molti hanno contraria opinione; assai sarebbe se ne avessino a stare in gelosia, perchè la Francia non ha altro timore, *e* la Normandie *e quelli altri luoghi vicini non sono meglio disposti che si bisogni.*

Del Re de' Romani non s'intende se non che è *à Ulm,* e che si spargeva fama che voleva fare gente; e a Costanza erano quattro capitani, per fare fanterie per mandare a Milano.

[1] Georges d'Amboise et Baudricourt, envoyés en ambassade en Savoie.

12 août.

Sonvi lettere di Savoia; confermano lo accordo *de Montpensier*[1]; *dassene avviso al Re, acciò che provegga e ordini dove quelle genti si abbino a ritirare; e, bench' io dubiti non sieno distrutte e svaligiate, pure avevo confortato che facessino ritirarle nei paesi vostri per sicurtà comune, perchè mi pare tuttavia vedervi voltare la piena addosso, come è ragionevole, per rimovervi dalla vostra costanza; quando avessi altra opinione, sarete a tempo a far fare altra deliberazione. Questo è stato parso il meglio così in sul fatto.*

13 août.

Sollecitando ieri insieme noi Italiani che siamo quà, che erano venute due cavalcate del Re e non ci era detto niente, questi del consiglio, con grate parole, e con dire di volersi consigliare per pigliare parere, e avere commissione di ogni dì conferirci ogni occurrenza delle cose d' Italia, ci mostrarono lettere del Re, per le quali lui commetteva si dovesse sollecitare il passare delle genti d' arme; e a questo effetto diceva avere scritto e mandato uomini propri e Svizzeri per Orléans *e M. Battistino; diceva che, come avesse da costoro quello dovesse fare, subito farebbe le lettere, le quali questi averle mandate dicono; ma non ci spicceremo da questa pratica che se ne farà altra conclusione. Dice fare gran provisioni dell' armata, ma sono cose che portano gran tempo; e di questa* de Provence *mostra di avere opinione che sia più pensino avanti, perchè la grandezza e gente di questo regno e la natura loro non li lascia pensare non che ai fatti d' altri ma ai loro proprii, e una propria passione li farà lasciare ruinare un mondo; come arete visto fin qui.*

È partito questa mattina *Rouen* e *Baudricourt* per ire al Re, e comporre le cose di Savoia, e credono acconciare ogni cosa in buona forma; e *anche questo mostra lunghezza.*

[1] La capitulation de Montpensier, dans le royaume de Naples, date du mois de juillet. Les Français quittèrent, en effet, ce pays dans la première quinzaine du mois d'août. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 58, et dist. IV, reg. n° 50.)

XVI.

FRANCESCO SODERINI AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 16-19 août 1496.

Sommaire. — Le duc d'Orléans dément le bruit qui avait couru d'une alliance du Roi avec le duc de Milan. Le duc de Savoie demeure attaché à la France. Consternation du Roi à la nouvelle de la capitulation de Montpensier. Impatience du duc d'Orléans, qui veut aller au-devant du Roi pour hâter son retour.

Sono andato dietro per intendere se ci fosse alcuna pratica di accordo[1], *e strettone* Orléans, *insieme con questi altri, e così* Saint-Malo *in disparte; e in effetto l' uno e l' altro la nega constantissimamente, dicendo che la non ci è nè ci può essere, perchè mai il Re non si fiderà più di Milano, nè deporrà l' odio contro il Duca, nè mai farà alcuno accordo che non abbi il suo reame (di Napoli); e negono quelli oratori*[2] *averne trattato nè dato intenzione di questo. Dicono bene che hanno ritratto che la mente di Milano sarebbe, non ostante le dimostrazioni dello Imperatore*[3]*, accordarsi con costui; e non resta d'infestare il duca di Savoia ogni dì; il quale non è manco caldo alla impresa di costoro, per vendicarsi di qualche ingiuria passata, e per assicurarsi che sia più innanzi che in verità non è.*

D' Inghilterra dice che la lega bandita per li nemici è una favola, e che sa bene lui dove si trova con quel principe, il quale metterà per lui lo Stato e la vita.

Li oratori che già erano inviati al Re de' Romani richiama, veduti questi modi che lui serva, e non vuole più vadino avanti.

[1] On croyait à Florence que les deux ambassadeurs français envoyés en Savoie avaient pour mission de conclure un traité avec le duc de Milan. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 58.)

[2] Georges d'Amboise et Baudricourt.

[3] L'empereur Maximilien se disposait à descendre en Italie. Il avait envoyé des ambassadeurs à Florence pour engager la République à abandonner l'alliance de la France, à renoncer à ses entreprises contre Pise et à entrer dans la ligue. L'Empereur offrait sa médiation pour terminer le différend des Pisans et des Florentins. La République, de son côté, avait envoyé en ambassade auprès de l'Empereur, Pierfilippo Pandolfini et Cosimo de' Gazzi. (*Rif.* classe X, dist. VII, rég. n° 1.)

Il Re del suo ritorno dice che, come ci siano li generali, de' quali già ne erano arrivati due, e li altri vi dovevano essere per tutto dì 12, e che visto avranno insieme con loro lo stato suo e quello possino fare, se ne tornerà à Lyon *con grande diligenza per passare di qui i monti; e* de Paris *non fa menzione, benchè si creda qui che, se non volesse mai entrare* dans Paris, *andrà à* Saint-Denis.

Già non dicono niente; e domandato, non è risposto, se non in genere, *che non è buono segno; perchè, avendo fatto loro il fondamento che hanno sul principio* de Paris, *mancando, mancherà loro assai; benchè dicono avere il modo a fargli andare, e anche senza loro fare il bisogno; ma sapete che del promettere di quà non si paga gabella; e in somma, computato ogni cosa, queste cose hanno gran lunghezza; e, essendo poi lo esito incerto, li uomini savi bisogna che pensino di Milano*[1] *che lo conosce, e guadagnar qualche cosa, e come il Re gli darà quello addimanda o qualche parte, massime per il figliuolo, e per rompere e fare ciò che costoro sapranno disegnare. E pare che fino a qui vadì molto bene, e costoro se ne tengono molto satisfatti. Ho mostro che a voi non dispiacerebbe la pace; pure che fosse onorevole e sicura, e che di voi si tenesse altro conto che non fu fatto a Vercelli*[2]. *Mostrano al tutto il Re essere alieno, e che non la farà mai sanza la vostra reintegrazione. Di altronde qui non si può cavar nulla.*

Del Re non se intende altro, salvo che uno varletto di camera ha riferito che, quando ebbe la prima nuova, benchè integramente non la credesse, stette per buono spazio molto alterato, lamentandosi di ognuno, ma di quelli massime che lo avevano persuaso le cose del reame (di Napoli) gagliarde, e non essere per patire a questi; vedremo che farà alla seconda nuova, che per certo, se non è di pietra, doverà risentirsi; e Orléans *ha promesso, che, se per tutto giovedì non ha in contrario dal Re, è contento andarlo a trovare insieme con questi altri, quali tutti se non lo muovono e non lo scoprono, fia bene grosso chi non intenderà il resto.*

[1] C'est-à-dire du duc de Milan. — [2] C'est le traité conclu le 10 octobre 1495 entre le Roi et le duc de Milan.

18 août.

Orléans, come aveva promesso, chiese oggi licenza a questi signori (*per andare al Re*), *e loro lo confortarono ad aspettare domani, almeno fino al mezzodì; stimano a quello tempo avere risposta dal Re;* così ha fatto. Che ne seguitino più presti effetti che la nostra opinione!

19 août.

Siamo a dì 19, e il Re scrive, e non vuole che *Orléans* vadi, perchè lui voleva partire ai 18, essere quà prestissimo, *e che avea bisognato coi generali, e che li Italiani o dicessino* à Orléans *quello volevano da Sua Maestà o lo andassino ad incontrare;* e tengono costoro per fermo che a quest' ora sia partito.

Noi siamo in tanta diffidenza che crediamo poco più che quello vediamo; e questo Battistino, Carlo Orsino, Vitellozzo sono partiti oggi per andare ad incontrare il Re, massime per provedere a voi, quali non è possibile che così stiate molto.

XVII.

FRANCESCO SODERINI AUX DIX DE LIBERTÉ.

Lyon, 21 août 1496.

SOMMAIRE. — L'ambassadeur a été calomnié. — Lettre apologétique.

Dalla corte io non ho nulla da 12 dì in quà. Cosa si ha a vedere; non accade dirne molto; disegni e pratiche mostrano averne assai; bisognerà siano più solleciti non sono stati per il passato.

Chi viene di costà mi riferisce che qualcuno *inter vinum et lascivias* ha cerco gravarmi nella fede, e in modo che, non apparendo altrimenti le calunnie loro, mi fia difficile la purgazione. Io confesso essere tenero

dello onore, per il quale mi sono assai affaticato fin qui, e più della patria, per la quale non ricuserò mai esporre la roba e la vita, perchè non ho in questo mondo più cara cosa di quella. E, se la vita mia passata e le opere ho fatto e faccio di continuo, non facessino assai escusazione per me, io tornerei infino costà a purgare le false calunnie di codeste *linguæ contaminatæ omnibus probris;* promettendo sempre che, potendosi dimostrare non solo lettere o opere ma pensieri non onorevoli e per la mia Repubblica e per questo Cristianissimo Re, senza rispetto alcuno della mia proprietà, io non ricuso supplicio alcuno. E, perchè Vostre Signorie sanno con quanto piacere io sia stato o stia di quà, le prego instantissimamente mi voglino dare licenza, la quale arei di nuovo chiesta *etiam* più dì fa, se non fosse per non vi mettere in diffidenza delle cose di quà, nella quale non sono io, e mi sono sempre ingegnato mettervi innanzi gli occhi le cose nel modo le intendo io proprio.

Vostre Signorie mi perdoneranno se io parlo con quella confidenza che si conviene alla mia sincerità e innocenza, chè, per fede inverso ognuno e carità inverso la patria, non sarà mai uomo che mi vadi avanti. Che questo mio scrivere prego Vostre Signorie lo faccino partecipare a tanta gente, che chi ha udito male di me a torto, vegga quale sia il mio animo, e intenda che le calunnie incontro di me non sono comunicate, se non poichè, per fare io i fatti della Città amorevolmente, la passione di chi s'è tenuto offeso, ha trovato questo modo di vendetta. E, non avendo più che dire, a Vostre Signorie mi raccomando.

LETTRES DES DIX DE LIBERTÉ ET BALIE AUX AMBASSADEURS EN FRANCE.

(*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 58.)

10 juin 1496.

SOMMAIRE. — L'archevêque d'Aix[1] est venu proposer à la Seigneurie de conclure une alliance particulière avec le duc d'Orléans, et de fournir une somme de quarante mille ducats à ce prince, qui, en retour, s'engage à lui faire restituer par M. d'Entragues Pise et Ripafratta. — La Seigneurie, après en avoir délibéré, a répondu que la République étant l'alliée du Roi est par cela même l'alliée des princes du sang de France; que, trop bien éclairée par la triste expérience du passé, elle n'aura jamais foi dans M. d'Entragues; enfin que, ruinée par les dépenses extraordinaires qu'il a fallu supporter, elle se trouve hors d'état de payer les quarante mille ducats que l'on réclame d'elle. — L'archevêque a laissé éclater son mécontentement. La Seigneurie croit que cette démarche est le résultat d'une intrigue du duc de Milan et de M. de Saint-Malo, qui ont voulu refroidir le zèle du duc d'Orléans pour les Florentins, et retarder ainsi son passage en Italie.

Lo arcivescovo *d'Aix*, due dì fa, presentò lettere di credenza alla Signoria del duca *d'Orléans*, sotto le quali espose che esso duca desiderava particular lega con noi, e che lo servissimo di quaranta mila ducati con cauzione; e che desidererebbe tenessimo nostri oratori appresso di sua eccellenza. Espose oltre a ciò esso arcivescovo che *Entragues* ci darebbe Librafratta[2] e metterebbe in nostre mani la cittadella vecchia di Pisa, e ci darebbe due galee ha ordinate in Pisa, quando gli facciamo ottenere indulgenza e remissione dal Re. Hanne oltracciò referito detto *Aix*, che, quando a dì presenti fu a Lucca, aveva trovati Lucchesi disposti in modo metterebbono in sue mani Pietrasanta e Mutrone, perchè le tenesse per il Re; e che farebbono lega con noi, promettendo non darebbono passo nè vittuaglia a' nemici nostri. E sopra tutte queste parti sua signoria ne domandò risposta.

Questa mattina li nostri Signori[3], consultate le predette cose con prudenti cittadini, han risposto a tutte le parti nella infrascritta sentenza : Che essendo noi in lega, sanza sua espressa licenza e consenso, ed essendo sua eccellenza congiuntissima a essa Maestà, ci reputiamo

[1] Philippe Hébert d'Aussonvilliers a occupé le siége archiépiscopal d'Aix de 1484 à 1498.

[2] Ripafratta.

[3] Les prieurs et le gonfalonier.

consequenter essere collegati con essa, sanza essere di bisogno fare altra particular lega.

E che oltre modo ci doleva non essere in termine da poterla servire di denari, per le spese grandissime fatte e siamo necessitati fare continuamente per difenderci in tanti nostri pericoli.

E che, non ostante che voi di costà abbiate sempre conferito ogni nostra occorrenza con sua eccellenza, e ogni vostra lettera significatoci lo amore ed affezione che sua eccellenza ha sempre dimostro alle cose nostre; nondimeno, quando essa si trovi in Asti, per satisfarle, manderemo oratore per fare residenza appresso di lei, come richiede.

Alla parte *d'Entragues,* visto che le esperienze passate ci fanno credere che in questo ne ingannerebbe il Re e noi come ha fatto sempre, e per questo non prestavamo più fede si bisognasse, e nondimeno, facendo lui con effetto qualche parte di quello promette, e che intendiamo tal cosa non dispiacere al Re, che tutto intendiamo fare con sua buona grazia, opereremo dal canto nostro quel potessimo per la indulgenza sua appresso la Maestà del Re.

E, al caso de' Lucchesi, che potendo sua signoria ridurre le cose al segno diceva, saremo contenti quando passasse, con partecipazione e buona grazia della Cristianissima Maestà; che altrimenti non intendevamo prestare orecchi nè a questa pratica nè a nessuna delle altre.

Questa è in sentenza la risposta stata fatta a detto *Aix;* alla quale lui replicò brevemente a tutte le parti, dimostrando solo la risposta fattagli del non essere possibile poter servire di denari non gli piacesse; dicendo, eravamo mal consigliati, perchè, servendolo di detti denari, lui affermerebbe la venuta sua, e con più numero di gente, che ci migliorerebbe molto più di quello sborsassino. A che fu risposto convenientemente, allegando la impossibilità.

Ecci parso di tutto darvi notizia e sub brevità, affine che, scrivendone lui di costà, ed essendo ragionato a voi cosa alcuna delle predette cose, possiate rispondere in conformità di quello che si è fatto qui; e la replica fatta detto *Aix* ci ha dato molestia assai, per dubitare la venuta *d'Orléans* non si differisca più non vorremmo.

A questi dì accadde che, divulgandosi essere deliberato a Venezia mandare secento stradiotti a Pisa e trecento a Faenza, e oltre a ciò dicevano mandare mille provisionati in Pisa, e avendovi mandati denari, come vi si è significato, e sollecitando M. Giovanni Bentivoglio che ci rompa con le genti e con lo Stato, e così d'altra banda il duca d'Urbino facci il medesimo verso il Borgo; tutta la Città si risentì di tanta animosità e mala disposizione de' Veneziani contro di noi. Onde parse alla Signoria consultare questa cosa con alcuni de' nostri prudenti cittadini; intro li quali fu alcuno che ricordò che, non avendo noi offeso i Veneziani in cosa alcuna, non sarebbe forse male per qualche persona secreta dolersi con loro di tanta inumanità e ostile animo dimostro verso di noi, sanza alcuna nostra precedente cagione; ma che questo non si facesse in alcun modo, sanza participazione ed espresso consenso dell' oratore francese qui[1]. *La qual cosa non sendo approvata dagli altri, fu del tutto rigetta. Di che pervenendo qualche notizia ad esso oratore, si è cordialmente doluto essersi consultato mandare oratori a Venezia, sanza averne conferito seco; e, circa di ciò, e per non gli essere satisfatto la risposta fattagli de' denari ci richiedeva* Orléans, *e nel caso* d'Entragues *che lo vorrebbe assestare a suo modo, ha usato di strane parole e termini, con dire* ex abrupto *volersi partire, e che scriverà di costà. La qual cosa ci ha data ammirazione e dispiacere assai, non corrispondendo lui con quella gravità e discrezione estimavamo. Dubitiamo che con lo scrivere suo non commetta qualche scandalo; e conosciamo che ogni uomo ci fa conto e disegno addosso. In modo non sappiamo se la venuta sua sarà più tosto per nuocerci che per giovarci. Ecci parso necessario darvene notizia, acciochè intendiate, come ci abbiate bene proveduti di qua; e, scrivendo lui cosa alcuna, siate informati, e possiate giustificare la verità.*

Mandiamvi uno sunto di quello intendiamo di diversi luoghi, li quali non avendo con molto buon fondamento, non vi prestiamo più fede si bisogni.

Intendiamo, e per più d'uno riscontro, che Milano darà qualche intenzione al Re volergli osservare quanto gli è obbligato, ed essergli amico; e oltre a

[1] Le passage imprimé en italique est en chiffres dans la dépêche.

ciò si intrometterà di unire il Re de' Romani con Francia. Stimasi tutto sia con arte, per addormentare e ritardare il Re di Francia; e che a questo effetto Orange *abbi causato questa andata del Re*[1], *e che in queste pratiche corre buona somma di denari per mettere tempo in mezzo; onde noi dubitiamo non essere ingannati; e massime per qualche fiuto abbiamo che* Saint-Malo *ci sia dentro, sapendo che lui ha introdotto che* Orléans *ci richiegga di detti danari, per parole ha usato qui Niccolo Alamanni; e potrà essere che, non si reputando* Orléans *servito da noi, tarderà la venuta sua; che fia approvato di Milano. Onde a noi pare essere in uno cattivo termine, visto come le cose si governano; e dubitiamo che per qualche via estraordinaria, a che di costà si presta orecchi assai, Milano non si accordi col Re, sanza alcuno rispetto o reintegrazione delle cose nostre. E però, importando questa cosa tanto quanto fa, ci è parso darvene notizia, affine siate desti e vigilanti ai casi nostri, e li ricordiate e raccomandiate dove bisogna; e ritenete in voi quello non vi pare da comunicare.*

Scrivendo, intendiamo per lettere ci sono da Roma de' dì 8, che là si diceva che, essendo andati li Francesi a campo a Cercelli, e dando la battaglia alla terra, e difendendosi quelli di dentro, M. Camillo Vitelli era stato ferito nel capo d'una pietra gravemente, in modo si dubitava della vita, e per questo si erano ritirati indietro.

Oggi è partito Piero Soderini oratore al duca di Savoia.

[1] Le roi avait quitté Lyon pour se rendre en Touraine, s'éloignant ainsi de l'Italie.

MISSION EXTRAORDINAIRE DE RANIERI TOSINGHI

À LA COUR DE FRANCE.

(*Rif.* classe X, dist. II, reg. n° 25.)

9 novembre 1496.

SOMMAIRE. — L'ambassadeur avait pour mission de faire les plus vives instances auprès du Roi afin de le décider à descendre en Italie. — Le roi Frédéric a rétabli la paix dans le royaume de Naples; les princes de Salerne et de Bisignano et les autres barons du parti français ont fait leur soumission. — Le Pape a levé des troupes nombreuses, avec lesquelles il se propose de détruire la puissance des Orsini, qui sont déjà presque entièrement dépouillés; il ne leur reste plus que Bracciano et Corveto; si ces deux dernières places succombent, la République elle-même se trouve menacée. — Sienne et Lucques sont hostiles aux Florentins. Ces deux cités soutiennent Pise, et ont favorisé l'expédition dirigée contre Livourne[1]. — Pise est défendue par les forces de l'Empereur, des Vénitiens et du duc de Milan. Elle renferme plus de cinq cents hommes d'armes, de mille chevaux et de quatre mille hommes de pied. L'Empereur s'y trouve en personne, ainsi que le comte de Cajazzo et les meilleurs *condottieri* de l'Italie. — Florence n'a plus d'alliés; elle est seule, épuisée par ses longs efforts et ses lourds sacrifices, sans capitaine expérimenté, exposée au ressentiment des autres états, qui ne lui pardonnent pas sa fidélité envers la France. Si le Roi ne vient pas promptement à son aide il faudra que, par d'autres moyens, elle pourvoie à son salut.

Ranieri, tu andrai col nome d'Iddio e in buon punto con ogni possibile celerità, e a giornate di cavallari su per le poste al Cristianissimo Re di Francia, al quale principalmente farai uno discorso particulare di tutti gli stati d'Italia; acciò che la Maestà Sua Cristianissima sia meglio e più pienamente capace, e conosca evidentissimamente che noi soli, per volerci conservare nella nostra intera fede, devozione e osservanza con la Sua Cristianissima Maestà, siamo perseguitati da tutto il

[1] Dans le cours de cette année, l'empereur Maximilien était descendu en Italie, à l'instigation de Ludovic le More. Dans un congrès, qu'il présidait en personne, il avait décidé : 1° Que tous les pays qui dépendaient autrefois de l'Empire, et qui n'appartenaient à aucun des confédérés, seraient partagés entre le duc de Milan et les Vénitiens, le territoire de Bologne servant de démarcation; 2° que le royaume de Naples serait considéré comme appartenant de droit à la maison d'Aragon, à laquelle Charles VIII serait obligé de payer les frais de la guerre. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 58.) L'empereur avait confirmé la liberté de Pise. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 100.) De Gênes il s'était transporté dans cette ville, d'où il avait dirigé une expédition malheureuse contre Livourne. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 58.) Découragé par cet échec, il n'avait pas tardé à reprendre le chemin de l'Allemagne.

resto d'Italia; e che, se non siamo ajutati di presente, siamo forzati, contro nostra volontà, e contro lo istituto e desiderio nostro, cedere a tanto grande impeto e forza che ci è fatto per levarci dalla Sua Cristianissima Maestà, se non vogliamo lasciarci cadere in manifesta e totale ruina, *non solum* dello Stato nostro, ma ancora della libertà e salute di questa sua devotissima Città e Republica[1]; e che noi non possiamo più oltre resistere nè durare in tanta spesa, nella quale siamo stati già tre anni continui, che ci ha consunti e debilitati in modo che, se fra 20 dì prossimi la Sua Cristianissima Maestà non ci esporge uno potente favore e aiuto, o per via di diversione o per via di difensione, come parrà più espediente o più salutare alla Maestà Sua, la necessità ne sforza pigliare partito di noi, se non vogliamo perdere a uno tratto ogni cosa, e ricevere il giogo della servitù.

E, cominciando da Napoli, la Maestà Sua può avere inteso come il Re Federigo, successore di Ferdinando, ha tutto quello regno pacifico e quieto, e ha tutti quelli populi e baroni osseguenti e devoti; e tirato dal canto suo *etiam* il Principe di Salerno, di Bisignano, e tutti gli altri signori, quali erano prima con la Sua Cristianissima Maestà; in modo che resta libero e espedito a potere fare sicuramente ogni impresa; e il principio ha dato contro a Gaeta, dove s'intende che ha voltate le forze sue, di natura che non avendo quella Città altro soccorso, verrà in breve in potere del prefato Re Federigo.

La Santità del Papa ancora sanza alcuno ostaculo si trova alla campagna con secento uomini d'arme, e con parecchi migliaia di pedoni contro tutto lo stato di casa Orsina; e in pochi giorni e con molta facilità e prospero successo ha occupato la maggior parte delle terre loro; sicchè non gli resta indietro salvo che Bracciano e Corveto; e questi luoghi è per ottenere indubitatamente in breve spazio; massime perchè, come

[1] La République était vivement sollicitée d'abandonner l'alliance française et d'entrer dans la ligue italienne. L'empereur (*Rif.* classe X, dist. VII, reg. n° 1), le pape (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 58), et le duc de Milan (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 74), employaient tour à tour les promesses et les menaces pour amener la Seigneurie à prendre ce parti.

abbiamo detto, non ha contradizione che sia valida a fare molta resistenza. E minaccia la Santità Sua publicamente; e questo ancora abbiamo per molti riscontri, ai quali prestiamo una intera fede, che, ultimata arà l'impresa contro gli Orsini, la quale, come è detto, è per la maggior parte espedita, si volterà a'danni nostri per la via di Siena o per quella del Borgo a San Sepolcro, dove, per parole che ha usate, si può apertamente giudicare, che abbi volto il pensiero. E così ogni dì più li pericoli nostri vanno crescendo, e noi ne veniamo a restare in più tristi termini.

Li Sanesi in tutto quello possono, somministrano favori alli avversarii nostri; e ultimamente, a requisizione del Re de' Romani, hanno mandato contro a Livorno due delle più grosse loro bombarde, con quantità assai di polvere e di pallottole, e servito la Maestà Sua di moggi a cinquecento di grano. *Præterea* tengono in ordine tutte le loro genti d'arme e forze a requisizione della lega; nè facciamo alcun dubbio che, quando ne siano ricerchi, o non le mandino a Pisa, o non le unischino con le genti del Papa per offendere le cose nostre, per vederci affaticati nel modo siamo, e occupati in quel di Pisa e al soccorso di Livorno. Hanno eziandio a maggiore espressione della loro intelligenza con la lega, con non poco disonore della Cristianissima Maestà, spinte e levate le sue insegne e arme aveano poste ne'luoghi pubblici, e messevi quelle del Re de' Romani.

Lucchesi ancora essi non lasciano indietro alcuna specie di favore che possino prestare ai Pisani e alla lega, in offensione della Città nostra, e, *inter cætera*, abbino di nuovo servitoli per la impresa di Livorno, di tutte le loro migliori artiglierie. E così da ogni banda siamo oppressi e minacciati.

A Pisa si trovono, tra del Re de' Romani, de' Veneziani, o del duca di Milano, più di cinque cento uomini d'arme, e quattro mila fanti, e almeno mille cavalleggieri, oltre allo esservi la persona dello Imperatore, uome di tanta reputazione e autorità che vale per molta gente d'arme, e la persona del conte di Cajazzo, non inferiore di alcun altro condottiere d'Italia; e noi siamo sanza capo, o capo sia di quella es-

pedizione che si converrebbe. E da Genova, quando volessino fare uno maggiore sforzo, possono trarre in poche ore di quelle riviere ogni quantità di pedoni, oltre al valersi della loro armata.

Præterea sappiamo che in Lombardia sono in tre poste buon numero di gente a piè di Alamanni e Lombardi, e tutti sono in ordine da potersi muovere alla volta di Pisa per accrescere le forze al Re Massimiliano; il quale con tutto lo sforzo suo e per terra si è posto allo intorno di Livorno, e diviso lo esercito in tre parti, per mettere tutto quel luogo in ossidione; il quale, ancora che sia ben munito e di munizione e di vettovaglie, di artiglierie, di capi e di uomini da difesa, nientedimanco le forze delli inimici a comparazione delle nostre ci sono tanto superiori, che veggiamo essere molto dubbio e difficile il soccorso, se non siamo altrimenti ajutati dalla Cristianissima Maestà Sua; e il presidio speravamo poter trarre di quella parte dell' armata che venne con li grani ci riesce vano, perchè Monsignor *Dubois* ha mandato qui a noi uno suo a farci intendere che desiderebbe sapere da noi, che non sendo pagato dalla Cristianissima Maestà, se lo vogliamo pagar noi, e che le genti da piè venute con le navi vogliono denari; e della nave *Normande* non ci possiamo valere, sendo venuta sanza provedimento di denari, se già non la paghiamo di nostro. E in questo modo, nè dell' armata predetta nè delle genti che vi sono su, possiamo conseguire alcuno frutto.

Livorno in questi tempi è stimato da noi di molto maggior importanza che non è Pisa, e lo giudichiamo l'occhio del capo nostro, e una gran parte dello Stato nostro, non solamente per il sito e posto che ha in sè, ma ancora perchè, perdendosi, si tirirebbe dietro uno grandissimo nostro disordine; *cum sit* che, per essere qualcuna delle nostre terre di non minore importanza sollevata per vederci in tanti travagli e angustie, e per dubitare che il fine nostro non sia pernizioso, siamo in non piccola gelosia e non piccola dubitazione che non si ribellassino da noi. Il che, quando succedesse (*quod absit*), sarebbe poi libero alli inimici venire da più bande insino alle mura della nostra Città e scorere e predare ogni cosa; oltre a che, trovandoci, *stantibus terminis*,

nella penuria che è nota di frumenti, quando Livorno venisse in potere delli inimici, ne verremo a restare in una estrema fame, essendo privati di potere avere per la via di mare alcuna sovvenzione di frumenti, e essendoci mancato il granaio che avevamo nel contado di Pisa, dove anno e il passato, per non vi si essere semenito rispetto alla guerra, non vi si è ricolto, e il grano vi si trovava del vecchio è stato tutto consunto, e mandato per mala via da' soldati nostri e dalli inimici. Ma la Maestà Cristianissima non ha manco da stimare Livorno, avendo l'animo volto alle cose d'Italia; perchè, mancandogli questo ricetto, può considerare la Maestà Sua, gli sarebbe causa di molti incomodi e difficoltà, massime per quanto aspetta alle cose maritime.

Non vogliamo lasciare indietro la inaudita crudelità, la quale, pochi dì sono, hanno usata le genti inimiche nel nostro castello di Borgheri, dove non è bastato loro mèttere a sacco ogni cosa, che hanno *etiam* ucciso sceleratissimamente fino alle donne e fanciulli refuggiti nel sacro tempio d'Iddio, e lasciati li corpi insepolti; e prima avevano saccheggiato ed abbrucciato il borgo nostro a Buggiano, e più altre terre nostre in diversi luoghi. Il signor Carlo Orsino e Vitellozzo sono stati qui già alquanti giorni; e, per dire brevemente, ancora che essi ci faccino bene capaci dell'ordine che hanno da cotesta Cristianissima Maestà, il che, quando fusse con quella prestezza che ricerca il bisogno nostro, non reputeremo poco, nientedimanco è impossibile possino aver fatte le compagnie a tempo che ci giovi, per rispetto alla difficultà che è in potere in questi tempi trovare uomini d'arme specialmente buoni, per essere tutti allogati; e infine questa cosa è per andare con lunghezza, che non è secondo il bisogno nostro.

Tutte queste cose hanno fatto che noi ci siamo deliberati mandarti volando al cospetto del prefato Cristianissimo Re, per fargliene bene intendere viva voce per il mezzo tuo, e per porre innanzi agli occhi suoi lo imminente nostro e grave pericolo, e per chiedergli ajuto presentaneo; perchè siamo ridotti in termine, che, come abbiamo detto, non avendo fra dì 20 prossimi valido ajuto, e di natura che ci rilievi dal pericolo, la necessità nostra e la forza che ci fanno li inimici ne res-

pingono a pigliare assoluto partito de' casi nostri, per non ci lasciare più oltre menare dalla fortuna, e in luogo che poi ci bisogni stare a discrezione delli avversari nostri. In questa sentenza parlerai con la Maestà Sua resolutamente e vivamente, facendoti bene intendere. E il medesimo farai con *Saint-Malo*, e con tutti li altri signori con chi ti parrà più necessario, secondo il ricordo de' nostri ambasciatori. E, usato che arai la diligenza possibile, e avuta la risposta e resoluzione dalla prefata Maestà, te ne ritornerai a noi con la medesima celerità.

MISSION DE CORRADO DA CASTELLO,

ENVOYÉ DU ROI DE FRANCE AUPRÈS DE LA RÉPUBLIQUE.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 87.)

8 janvier 1498.

SOMMAIRE. — En attendant l'arrivée de M. de Gemel, ambassadeur du Roi, Corrado vient annoncer aux Florentins la prochaine arrivée de Charles VIII en Italie, où il se propose de reconquérir le royaume de Naples et de restituer à la République toutes ses possessions. Le Roi doit agir de concert avec l'Empereur, auquel il abandonne les Vénitiens, et avec le roi d'Espagne, auquel il promet de donner la Calabre, comme garantie de la restitution du Roussillon. Florence est instamment sollicitée de fournir cinquante lances à M. d'Aubigny, et de payer une somme de cent mille florins au moins, pour solder les hommes des Orsini et des Vitelli qui doivent contribuer à soumettre Pise[1].

Dopo le salutazioni per parte della Cristianissima Maestà, espose :

[1] Dans le cours de l'année 1497, la France s'était rapprochée de l'Espagne. Dans la trêve conclue entre les deux rois, malgré les efforts des Florentins pour faire stipuler que Pise leur serait restituée (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 74), la liberté des Pisans avait été reconnue, à l'instigation des Vénitiens. (*Rif.* classe X, dist. VIII, reg. n° 2.) Cette trêve elle-même n'avait pas détourné Charles VIII de ses projets sur l'Italie. Les ambassadeurs du roi d'Espagne, en éclairant le Pape à cet égard, réclamaient de lui des secours d'argent, et lui faisaient connaître les menées secrètes des Français dans le royaume de Naples. (*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 75.) Sans tenir compte de ces avis, le Souverain Pontife prêtait l'oreille aux propositions du roi de France, qui s'engageait à donner un état au duc de Valentinois. (*Rif.* classe X. dist. IV, reg. n° 54.) C'est à la suite de ces diverses négociations que Corrado fut envoyé à Florence.

Come lui portava lettere del Re a Monsignor *de Gemel*, stimando dovesse più dì sono essere comparso; e che era rimesso insieme con detto *Gemel* dovere eseguire la commissione sua; ma avendo inteso lui non essere ancora arrivato, e non sapendo altra particolarità della commissione di detto *Gemel*, se non dei ducati cento cinquanta mila ne debba richiedere, replicherebbe solamente sopra questa parte : che era in effetto che la Sua Maestà desiderava che questa Signoria concorresse a detta quantità di denari, e, quando non si potesse alla intera somma, almeno a ducati cento mila, i quali voleva che si sborsassino qui per sovvenzione dei Vitelli, e delli Orsini e delli altri soldati di Sua Maestà; i quali con questa sovvenzione dovessino ajutarne e favorirne a recuperare le cose nostre, e conservarci, ecc.

E, ancora che avessimo qualche sospetto delli Orsini, che non era da dubitare di loro, perchè, essendo soldati di Sua Maestà e pagati da noi, non era da stimare mancassino della fede e si volessino perdere il Re. E che la Sua Maestà si era indotta a farne tal requisizione; perchè, essendo in pratica col Re de' Romani per il mezzo de' suoi oratori e del cardinale Gurgense, che continuamente sollecita la espedizione, e detto Re de' Romani chiedeva al Re di Francia in presto quattro cento lancie e cinquanta mila ducati, con condizione che quello acquistasse de' Veneziani fosse suo; e oltre a ciò tenendo pratica con il Re di Spagna, il quale, più mesi fa, aveva promesso venire alla impresa d'Italia in persona con il Re di Francia, se Sua Maestà gli dava la Calabria in pegno, per sicurtà del contado *de Roussillon;* ma che, essendo di poi morto il Principe suo figliuolo, si ridiceva del passare in persona, ma che manderebbe qualche gran personaggio per capo delle sue genti, come farebbe intendere al Re di Francia per li due suoi oratori, li quali debbano essere in cammino; e, avendo il Re di Francia queste due pratiche : *videlicet*, del fare la impresa d'Italia in compagnia con detti due Re, con le condizioni che si concludessino fra loro, o veramente fare tale impresa la Sua Maestà sola, con quello ajuto e sovvenzione avesse da noi; si risolveva più presto in questo ultimo modo, perchè non de-

sidera d'Italia altro che il suo reame di Napoli, e la reintegrazione delle cose nostre, e, oltre a ciò, satisfarci dei danni ricevuti con augmentare lo Stato nostro delle cose d'attorno; ma che questa parte si dovesse tenere secreta.

E per questo la Sua Maestà aveva commesso a detto Messer Corrado che, circa questa parte dello contribuire dei cento mila ducati per la sovvenzione, ecc. intendesse la resoluzione di questa Signoria, e vedesse di averne presto risposta; perchè, essendo Sua Maestà deliberata a ogni modo fare la impresa, quando non intenda qui essersi concluso pagare detti danari, si volterà all' altra pratica; e, quando così seguisse qui era da pensare bene che, sequestrandosi dalla Cristianissima Maestà, quando bene li Veniziani, Milano e il resto della lega accordasse renderci Pisa, che non lo farebbono senza qualche loro satisfazione di spese, o altre condizioni poco onorevoli per la Città, e loro ci arebbero a discrezione, mancandoci il refugio e il giudice dello appello di Francia; e che lui, come uomo di Città-di-Castello, e de' Vitelli amico[1], e obbligato alla Città nostra per molti benefici ricevuti, diceva la mera verità che il Re del tutto era disposto alla impresa, e a questo effetto si faceva gran preparazione a' danari e alle altre cose necessarie; e che *d'Aubigny* era espedito del tutto; e che per le cento lancie, e per la persona sua e piatto suo verrebbe con tal provisione di danari che qui non arebbe a dare carico alcuno; e che per noi non sarebbe a provedere se non alle cinquanta lancie consentitegli lo ambasciatore nostro, per esserne così confortato dalli amici nostri. E che avanti passasse tutto marzo si vedrebbe tal certezza della passata del Re che si potrebbe chiaramente crederla.

E per questo ricordava risolversi presto, a fine potesse dar notizia della risposta nostra alla Sua Maestà; e efficacemente confortò che si consentisse a Monsignor *d'Aubigny* le cinquanta lancie, e come gli aveva consentito lo ambasciatore, confortatone dagli amici nostri; e si pro-

[1] Corrado était de Città-di-Castello, patrie des Vitelli.

vedesse alla spesa de' noli per il passo di detto *Aubigny* con le sue genti; e si sollecitasse la venuta sua con più celerità si potesse[1].

INSTRUCTIONS DONNÉES PAR LA RÉPUBLIQUE

A FRANCESCO DEL NERO,

ET, EN SON ABSENCE, A ANDREA DI GIOVANNI QUARANTESI,

SES REPRÉSENTANTS EN ESPAGNE.

(*Rif.* classe X, dist. I, reg. n° 100.)

20 mars 1498.

Sommaire. — Les Florentins commencent à désespérer de l'appui de la France; ils se tournent vers le Roi et vers la Reine d'Espagne, pour se concilier leur faveur, et obtenir leur concours contre les Pisans.

Avendo noi grande fede e una buona opinione nella prudenza e altre qualità tue per esser nel numero de' nostri buoni e carissimi cittadini, ci è parso di doverti confidentemente commettere che, in beneficio della patria, ti debbi con ogni celerità possibile conferire al conspetto delli Re Serenissimi e Regina di Spagna; alle quali Maestà, o insieme o da parte come ne arai la commissione, presenterai le nostre di credenza; e di poi con quelle convenienti salutazioni e cerimonie giudicherai di proposito, efficacemente ringrazierai le Loro Maestà della opera proficua che li loro oratori, che si trovano in diversi luoghi in Italia, secondo che è accaduto, hanno fatto sempre vivamente in beneficio della nostra Republica, e *præsertim* perchè ci sia restituita Pisa; della quale opera veramente la Città e popolo nostro conosce e confessa esser immortalmente obbligato e alle prefate Loro Maestà, e *etiam* ad essi loro signori oratori.

Appresso, dimostrerai ad esse Maestà, che, se alcuno carico o calunnia ne fussi stata data appresso di quelle, del non esser noi aderiti alla lega,

[1] La mort de Charles VIII, qui arriva dans la nuit du 7 au 8 avril, renversa tous ces projets d'intervention en Italie. Cet événement engagea la République à se rapprocher du duc de Milan et à ménager les Espagnols. (*Rif.* classe X, dist. III, reg. n° 81.)

e avere voluto tenere le parti di Francia in Italia, ne è dato indebitamente; perchè, se circa a queste parti sarà bene considerato e da chi non abbia passione, saremo più presto commendati, per essere stati sempre osservantissimi della fede a chi l'abbiamo obbligata, secondo il naturale instituto e costume della nostra Città, e massime non essendo questa amicizia, e obbligazione, e fede abbiamo con la Cristianissima Maestà di Francia di qualità che nuoca ad alcuno de' potentati d' Italia, nè *etiam* alle prefate Maestà, alle quali sempre la Città nostra ha avuta grandissima devozione e affezione. E però, se la osservanza della fede nostra non è con danno d' altri, non crediamo debbi essere molesto ad alcuno quello che più tosto si debbe, come è detto, commendare. E per questa cagione, essendo le Loro Maestà sapientissime, siamo certissimi, *non solum* ammetteranno le giustificazioni nostre, ma, avendo compassione a' casi nostri per quello che indebitamente e senza colpa nostra abbiamo patito, e ne ajuteranno e protegeranno, e massime in operare che Pisa ci sia restituita, come è onesto e giustissimo, e secondo la fede grandissima abbiamo nelle Loro Sacre Maestà.

E così umilmente le pregherai e supplicherai che in singulare beneficio della Città nostra procurino che noi riabbiamo Pisa, come è detto; e oltre a ciò che nella triegua conclusa, o in qualunque trattamento di pace si avessi a tenere con Francia e con altri, le Loro Maestà si ricordino di questo loro devotissimo popolo, il quale ha per li tempi passati ricevuti molti e singulari beneficii dalle Loro Serenissime e Regie Maestà, e loro predecessori.

E qualunque di voi eseguirà tale commessione dia avviso di quello arà seguito per duplicate lettere; e così ricordi e raccomandi spesso le cose pubbliche alle Loro Maestà; e similmente le private di tutti li nostri mercanti e altri della Nazione, che praticano ne' loro Regni.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE.